

## Chambre des Représentants

SESSION 1981-1982

17 JUIN 1982

### NOTE PREPARATOIRE du Gouvernement au débat sur l'énergie

#### RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION  
DE L'ECONOMIE (1)

PAR MM. DUPRE ET KUBLA

#### SOMMAIRE

#### Pages

|                                                |    |
|------------------------------------------------|----|
| I. Exposés introductifs                        | 3  |
| A. Exposé du Ministre des Affaires économiques | 3  |
| B. Exposé du Secrétaire d'Etat à l'Energie     | 7  |
| II. Discussion générale                        | 14 |
| A. Questions préalables                        | 14 |

#### (1) Composition de la Commission :

Président : M. Desaeyere.

A. — Membres : MM. Ansoms, Beerden, d'Alcantara, Desmarests, Dupré, Lestienne, Steverlynck. — MM. Bossuyt, Burgeon, W. Claes, Coëme, De Batselier, Rigo, Urbain. — MM. Denys, Ducarme, Kubla, L. Michel, Sprockeels, Verberckmoes. — MM. Desaeyere, Meyntjens. — M. Clerfayt.

B. — Suppléants : M. Bockstal, Mme Boeraeve-Derycke, M. Bourgeois, Mlle Devos, MM. Lernoux, Moors, Van den Brande, Wauthy. — MM. Anselme, Baldewijns, Baudson, Bogaerts, Bourry, Collart, Guillaume, Temmerman. — MM. Beysen, Bril, D'hondt, Grootjans, Henrion, Pans, Petitjean. — MM. Caudron, Vansteenkiste, Vervaeke. — MM. Defosset, Mordant.

Voir :

272 (1981-1982) :

— N° 1 : Note du Gouvernement.

## Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1981-1982

17 JUNI 1982

### VOORBEREIDENDE NOTA van de Regering omtrent het energiedebat

#### VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE  
VOOR HET BEDRIJFSLEVEN (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEREN DUPRE EN KUBLA

#### INHOUD

#### Blz.

|                                                        |    |
|--------------------------------------------------------|----|
| I. Inleidende uiteenzettingen                          | 3  |
| A. Uiteenzetting van de Minister van Economische Zaken | 3  |
| B. Uiteenzetting van de Staatssecretaris voor Energie  | 7  |
| II. Algemene bespreking                                | 14 |
| A. Voorafgaande vragen                                 | 14 |

#### (1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Desaeyere.

A. — Leden : de heren Ansoms, Beerden, d'Alcantara, Desmarests, Dupré, Lestienne, Steverlynck. — de heren Bossuyt, Burgeon, W. Claes, Coëme, De Batselier, Rigo, Urbain. — de heren Denys, Ducarme, Kubla, L. Michel, Sprockeels, Verberckmoes. — de heren Desaeyere, Meyntjens. — de heer Clerfayt.

B. — Plaatsvervangers : de heer Bockstal, Mevr. Boeraeve-Derycke, de heer Bourgeois, Mej. Devos, de heren Lernoux, Moors, Van den Brande, Wauthy. — de heren Anselme, Baldewijns, Baudson, Bogaerts, Bourry, Collart, Guillaume, Temmerman. — de heren Beysen, Bril, D'hondt, Grootjans, Henrion, Pans, Petitjean. — de heren Caudron, Vansteenkiste, Vervaeke. — de heren Defosset, Mordant.

Zie :

272 (1981-1982) :

— N° 1 : Nota van de Regering.

|                                                                                              | Pages |                                                                                                       | Blz. |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|-------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| B. Discussion ...                                                                            | 15    | B. Bespreking ...                                                                                     | 15   |
| a) Exposés des membres ...                                                                   | 15    | a) Uiteenzettingen van de leden ...                                                                   | 15   |
| b) Réponses du Secrétaire d'Etat à l'Energie ...                                             | 25    | b) Antwoorden van de Staatssecretaris voor Energie ...                                                | 25   |
| c) Répliques des membres de la Commission ...                                                | 40    | c) Replieken van de leden van de Commissie ...                                                        | 40   |
| d) Réponses du Secrétaire d'Etat à l'Energie ...                                             | 42    | d) Antwoorden van de Staatssecretaris voor Energie .                                                  | 42   |
| III. Discussion des projets de résolutions ...                                               | 44    | III. Bespreking van de ontwerp-resoluties ...                                                         | 44   |
| A. Méthode de travail de la Commission ...                                                   | 44    | A. Werkwijze van de Commissie ...                                                                     | 44   |
| B. Examen des « options globales » ...                                                       | 45    | B. Bespreking van de globale opties ...                                                               | 45   |
| C. Examen des options en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie ...                  | 99    | C. Bespreking van de opties inzake rationeel energieverbruik ...                                      | 99   |
| D. Examen des options dans le domaine des produits pétroliers ...                            | 161   | D. Bespreking van de opties op het gebied van aardolieprodukten ...                                   | 161  |
| E. Examen des options dans le domaine du gaz naturel .                                       | 184   | E. Bespreking van de opties op het gebied van aardgas .                                               | 184  |
| F. Examen des options dans le domaine du charbon ...                                         | 196   | F. Bespreking van de opties op het gebied van de steenkolen ...                                       | 196  |
| G. Examen des options dans le domaine de l'électricité ...                                   | 260   | G. Bespreking van de opties op het gebied van de elektriciteit ...                                    | 260  |
| H. Examen des options dans le domaine de l'énergie nucléaire ...                             | 285   | H. Bespreking van de opties op het gebied van de kern-energie ...                                     | 285  |
| I. Examen des options dans le domaine des énergies non conventionnelles et renouvelables ... | 327   | I. Bespreking van de opties op het gebied van de niet conventionele en hernieuwbare energievormen ... | 327  |
| J. Examen des options dans le domaine de la recherche et du développement ...                | 333   | J. Bespreking van de opties op het gebied van onderzoek en ontwikkeling ...                           | 333  |
| Textes adoptés par la Commission ...                                                         | 344   | Teksten aangenomen door de Commissie ...                                                              | 344  |
| Annexes                                                                                      |       | Bijlagen                                                                                              |      |



MESDAMES, MESSIEURS,

## I. — EXPOSES INTRODUCTIFS

## A. Exposé du Ministre des Affaires économiques

Les gouvernements qui se sont succédé depuis 1973-1974 ont tenu à associer le Parlement, par un débat, à la définition de notre politique énergétique. La déclaration gouvernementale d'avril 1974 contient une première déclaration d'intention à cet égard.

Une première approche du problème fut soumise au C. M. C. E. S. en février-mars 1975. Les options retenues étaient inspirées dans une large mesure des propositions de la C. E. E. (1973-1974).

En avril 1975, feu le Ministre Oleffe mit sur pied la Commission des sages chargée de procéder à l'étude scientifique des problèmes relatifs à l'option électronucléaire. Cette commission déposa son premier rapport en avril 1976 et une version actualisée de ce rapport est disponible depuis peu.

A la fin du mois d'avril 1976, le Comité national de l'Energie fut constitué en vertu de l'arrêté royal du 12 décembre 1975 et le Gouvernement ainsi que les commissions parlementaires de la Santé publique et des Affaires économiques et le Comité national de l'Energie reçurent les documents de base suivants au cours de l'été de la même année :

a) « Document de travail et de réflexion relatif aux principales données de la politique énergétique belge à l'horizon 1985-1987 »;

b) « Considérations sur la politique énergétique ». Il s'agit d'une note élaborée par le secrétaire général A. Baeyens et concernant plus particulièrement la valorisation des réserves charbonnières du Limbourg.

A la fin du mois de septembre 1976 fut prise la décision d'élaborer un programme d'U. R. E., à l'intervention d'une série de commissions consultatives. Le rapport déposé par ces commissions fit l'objet d'une actualisation par l'O. P. I. au cours des mois de juin et d'août 1978.

En février 1977, le Ministre Herman fut en mesure de présenter le premier livre blanc, qui ne put être examiné en raison d'une crise gouvernementale.

En juin 1979, le Ministre W. Claes publia le document intitulé « Eléments pour une nouvelle politique énergétique » et, le 25 juillet 1979, la « Note sur la politique énergétique » reçut l'approbation du Gouvernement. Depuis l'automne 1979, l'examen des différents documents par la Commission de l'Economie de la Chambre a été interrompu à de nombreuses reprises en raison de priorités conférées à d'autres travaux ou en raison de crises gouvernementales.

Parallèlement, le Comité national de l'Energie entama également l'examen des documents du Gouvernement et ses travaux aboutirent début 1980 à l'élaboration d'un projet d'avis. Ce projet n'atteignit jamais le stade de la séance plénière.

Fin 1980, la Commission compétente de la Chambre entama l'examen de propositions de résolution dont certaines — celles consacrées aux options globales, à l'utilisation rationnelle de l'énergie, au pétrole et, partiellement, celle relative au charbon — furent approuvées par la Commission.

Au cours du nouveau débat, la Commission analysera l'ensemble des problèmes énergétiques dans leur complexité et définira les options importantes pour l'avenir.

DAMES EN HEREN,

## I. — INLEIDENDE UITEENZETTINGEN

## A. Uiteenzetting van de Minister van Economische Zaken

Sinds 1973-1974 hebben de opeenvolgende regeringen eraan gehouden een energiedebat te voorzien in het Parlement ten einde de energiepolitiek uit te werken. Een eerste intentieverklaring wordt reeds teruggevonden in de regeringsverklaring van april 1974.

In februari-maart 1975 werd een eerste benadering van het probleem voorgelegd aan het M. C. E. S. C. Deze opties waren voornamelijk op de voorstellen van de E. E. G. (1973-1974) gefundeerd.

Wijlen Minister Oleffe heeft in april 1975 de commissie der wijzen opgericht ten einde de problemen in verband met de electro-nucleaire keuze wetenschappelijk te benaderen. Deze commissie legde in april 1976 het eerste rapport neer. Hiervan werd onlangs de actualisering doorgevoerd.

Eind april 1976 werd, op grond van het koninklijk besluit van 12 december 1975 het Nationaal Comité voor Energie opgericht, terwijl in de zomer van het zelfde jaar de Regering, de bevoegde parlementaire commissies van Volksgezondheid en Economische Zaken en het Nationaal Comité voor Energie de volgende basisdocumenten ontvingen :

a) « Werk- en bezinningsdocument betreffende de voornaamste gegevens van het Belgisch energiebeleid 1985-1987 »;

b) « Beschouwingen betreffende het Energiebeleid », uitgewerkt door de heer A. Baeyens, secretaris-generaal. Deze nota had voornamelijk betrekking op de valorisering van de Limburgse steenkolen.

Eind september 1976 werd beslist tot de uitwerking van een R. E. V.-programma waarbij een reeks adviescommissies werden opgericht. In juni-augustus 1978 werd hun rapport geactualiseerd door de D. N. B.

In februari 1977 kon Minister Herman het eerste witboek voorstellen. Een regeringscrisis verhinderde het verder onderzoek ervan.

In juni 1979 publiceerde Minister W. Claes « Elementen voor een nieuw energiebeleid ». Op 25 juli 1979 werd de « Nota over het energiebeleid » door de Regering goedgekeurd. Sinds de herfst van 1979 werd in de Commissie voor het Bedrijfsleven van de Kamer het onderzoek van de verschillende documenten herhaaldelijk onderbroken door andere prioritaire werkzaamheden of door regeringscrisissen.

Tegelijkertijd onderzocht het Nationaal Comité voor de Energie eveneens de regeringsdocumenten en kon begin 1980 een project van advies uitwerken. Dit project werd nooit door een plenaire vergadering afgewerkt.

Vanaf het einde van 1980 werden door de bevoegde Kamercommissie een aantal resoluties besproken en aangenomen, nl. die betreffende de globale opties, het rationeel energieverbruik, de petroleum en gedeeltelijk althans de steenkolen.

Tijdens het nieuwe debat zal de Commissie het geheel van de energieproblematiek in zijn complexiteit analyseren en de belangrijke opties voor de toekomst definiëren.

Ce débat revêt d'autant plus d'importance que la situation déjà précaire dans laquelle notre pays se trouvait sur le plan énergétique s'est détériorée rapidement depuis 1973-1974.

Jusqu'à la fin de 1973, on pouvait sans aucun problème satisfaire tous les besoins en énergie en s'approvisionnant à bon marché, mais, depuis le premier « choc pétrolier », c'est-à-dire depuis la crise pétrolière de l'hiver 1973-1974, tous les pays industrialisés ont pris conscience de la nécessité d'élaborer immédiatement une politique énergétique cohérente en fonction des éléments qui caractérisent tant l'offre que la demande. Les augmentations successives du prix du pétrole et des prix des autres produits énergétiques ont rendu cette tâche plus urgente encore.

Ensuite le Ministre expose les données de base de ce problème qui constitue pour nous le grand défi de cette fin de siècle :

1. Environ 60 % de l'approvisionnement en pétrole de l'Europe des Neuf proviennent du Moyen-Orient.

Cette concentration n'est pas sans présenter certains risques, même si la politique du producteur le plus important (l'Arabie saoudite) peut être considérée comme modérée et rassurante.

D'autre part, le rythme de la production de pétrole dans le monde a progressé plus rapidement, depuis peu, que celui de la découverte de nouvelles réserves. Il s'indique par conséquent de préconiser une politique visant à remplacer le pétrole par d'autres sources d'énergie.

2. Les réserves de gaz naturel sont amplement suffisantes pour justifier son utilisation dans certains domaines. Cependant, l'avantage de prix que présente le gaz est un facteur aléatoire. Le prix du gaz est, en effet, lié de plus en plus systématiquement à celui des produits pétroliers.

3. Parmi les combustibles fossiles, le charbon offre le plus de garanties au point de vue des réserves et de la répartition géopolitique.

Le charbon joue un rôle prépondérant dans la recherche d'une plus grande indépendance énergétique, même si pour notre pays cela représente un certain nombre de problèmes techniques, financiers et budgétaires.

4. Si l'uranium est utilisé sans retraitement dans les réacteurs actuels, les réserves économiquement exploitables sont moins importantes que les réserves prouvées de pétrole.

Par contre, le développement et la mise au point des surrégénérateurs rapides multiplierait par 60 environ le volume de ces réserves. En termes de pouvoir énergétique, le total des ressources mondiales d'uranium deviendrait dès lors pratiquement égal à celui des réserves de charbon.

5. Les énergies renouvelables constituent un potentiel considérable bien qu'elles n'interviennent que pour une part peu importante dans notre bilan énergétique. Cette situation ne se modifiera guère d'ici la fin du siècle.

En ce qui concerne la situation de la Belgique, le Ministre déclare que, tributaire pour près de 85 % de son approvisionnement en énergie primaire de l'étranger (90 % si on considère la production d'électricité à partir de l'énergie nucléaire comme énergie importée du fait des importations d'uranium), notre pays est sans nul doute au moins aussi vulnérable sinon davantage encore que bon nombre de pays industrialisés d'Europe occidentale, grands consommateurs d'énergie.

Het debat is belangrijk omwille van de precare situatie waarin ons land op energiegebied verkeert en die sinds 1973-1974 snel verscherpte.

Tot eind 1973 was het geen probleem om alle energiebehoeften aan lage prijzen te voldoen. Sinds de winter 1973-1974 die de eerste petroleumshock werd genoemd zijn alle geïndustrialiseerde landen er zich bewust van geworden dat er onmiddellijk een coherente energiepolitiek moest uitgewerkt worden die zowel op de elementen van de vraag als op de elementen van het aanbod zou inspelen. De achtereenvolgende verhogingen van de petroleumprijs en van de prijzen van de andere energiebronnen hebben de uitwerking van een energiepolitiek dringender gemaakt.

De Minister onderzoekt vervolgens de basiselementen van dit probleem dat voor ons de grote uitdaging van het einde van deze eeuw betekent :

1. Ongeveer 60 % van de petroleumbevoorrading van het Europa van de Negen komen uit het Midden-Oosten.

Deze concentratie is niet zonder risico's, zelfs indien de politiek van de voornaamste producent, nl. Saoedië Arabië, als gematigd en geruststellend kan worden beschreven.

Anderzijds is sinds onlangs het ritme van de produktie van petroleum in de wereld sneller vooruitgegaan dan de ontdekking van nieuwe bronnen zodanig dat een politiek van substitutie van petroleum ten eerste kan worden aanbevolen.

2. De aardgasreserves zijn meer dan voldoende om het gebruik voor bepaalde gebruiksdoeleinden te rechtvaardigen maar het prijsvoordeel van gas is verre van verzekerd. De prijs ervan is immers voortaan meer en meer gebonden aan de prijzen van de petroleumprodukten.

3. Van alle fossielen brandstoffen bieden de steenkolen de grootste garanties op gebied van reserves en op gebied van een geopolitieke diversificatie.

Steenkolen vormen de belangrijkste factor in het zoeken naar een grotere onafhankelijkheid op het vlak van energie, zelfs indien zulks voor een land als België een aantal technische, financiële en budgettaire problemen stelt.

4. Indien het uranium zonder opwerking wordt gebruikt in de huidige reactoren dan betekent economisch de exploitbare voorraad minder dan de gekende petroleumreserves.

Daartegenover staat het feit dat door de verdere ontwikkeling en het verbeteren van de snelle kweekreactoren, het volume van deze reserves wordt vermenigvuldigd met ongeveer 60. Op deze wijze betekenen de wereldvoorraden van uranium in het totaal ongeveer evenveel als de steenkolenreserves wat betreft hun energetische inhoud.

5. De hernieuwbare energieën vormen een enorm potentieel, zelfs indien hun huidige bijdrage tot de energiebalans slechts als weinig belangrijk kan worden beschouwd. Hierin zal waarschijnlijk tot het einde van deze eeuw niet veel verandering komen.

Wat de toestand in ons land betreft verklaart de Minister dat België voor bijna 85 % van zijn primaire energievoorziening op het buitenland aangewezen is (90 % indien men rekening houdt met de produktie van elektriciteit uit kernenergie, die een ingevoerde energie is aangezien uranium wordt geïmporteerd). Ons land is ongetwijfeld ten minste even kwetsbaar, zoniet kwetsbaarder nog dan tal van industrielanden in West-Europa die veel energie verbruiken.

De plus, la Belgique compte parmi les trois ou quatre pays à plus forte consommation d'énergie par tête d'habitant.

Dès lors, le Ministre des Affaires économiques estime que la politique énergétique qui s'impose pour un pays comme la Belgique doit s'articuler autour de trois objectifs :

1° mener une politique conforme aux engagements internationaux de la Belgique.

Dans ce contexte, il convenait de réduire notre dépendance à l'égard du pétrole dans la perspective d'une plus grande diversification des sources d'énergie et d'une moins grande vulnérabilité.

Il faut reconnaître que des progrès réels ont pu être enregistrés dans cette direction puisque la part du pétrole dans notre bilan énergétique a pu être ramenée de 58,1 % en 1973 à 49,9 % en 1980 et 47,1 % en 1981.

Ceci signifie que l'objectif qui nous a été assigné par la C. E. E. pour 1985, à savoir la réduction de cette quote-part à moins de 50 %, a été atteint dès à présent.

Il convient d'ajouter que si cette politique doit être poursuivie avec détermination, elle ne peut perdre de vue les problèmes structurels qui se posent tant en Belgique que dans l'ensemble des pays de la Communauté, confrontés avec une surcapacité manifeste des unités de raffinage;

2° assurer, quelles que soient les circonstances, l'approvisionnement du pays en veillant à cet effet à une diversification suffisante des sources, des provenances et des filières;

3° assurer, par le biais d'une politique des prix rigoureuse, la capacité concurrentielle de notre industrie;

4° favoriser une politique d'utilisation rationnelle et d'économie d'énergie pour limiter à la fois le coût de l'énergie pour les particuliers et les entreprises et peser sur la facture énergétique du pays (en 1981 : 280 milliards de F).

Les gouvernements qui se sont succédé depuis le tournant des années 1973-1974 se sont évertués à élaborer un programme de politique énergétique et à le présenter au Parlement.

Il faut bien reconnaître que ces tentatives ont connu des fortunes diverses.

En déposant aujourd'hui son document sur la politique énergétique, le Gouvernement tient à affirmer à la fois son désir de soumettre les options qu'il préconise à un débat démocratique et à souligner combien ces discussions qu'il espère fructueuses lui paraissent déterminantes dans les choix fondamentaux qu'il sera amené à faire.

En effet, le Gouvernement a entendu réserver explicitement au Parlement le choix des options essentielles qui détermineront l'avenir énergétique de notre pays qui semble devoir être conditionné par un recours accru au charbon et à l'énergie nucléaire.

Il s'agira de définir le rôle dévolu à l'énergie nucléaire d'ici la fin du siècle et le développement que l'on souhaite donner aux techniques de surrégénération et à très long terme à la fusion thermo-nucléaire.

Il conviendra de se prononcer sur le retraitement des déchets radioactifs et de favoriser le bouclage du cycle du combustible tant en raison des avantages du plan de la sécurité que du point de vue de l'amélioration du bilan énergétique.

Dans tout le domaine énergétique et en particulier dans le nucléaire il conviendra de prendre les mesures d'accompagnement assurant la sécurité maximale des travailleurs et de la population en préservant l'environnement dans toute sa diversité.

Bovendien behoort België tot de drie of vier landen met het hoogste energieverbruik per inwoner.

Daarom moet volgens de Minister van Economische Zaken het energiebeleid dat een land als België nodig heeft, rond de volgende doelstellingen draaien :

1° er moet een beleid worden gevoerd dat strookt met de internationale verbintenissen van ons land.

In die context dienen wij onze afhankelijkheid van de aardolie te verminderen om onze energievoorziening meer te diversifiëren en minder kwetsbaar te maken.

Men moet toegeven dat in die zin echte vooruitgang werd geboekt, aangezien het aandeel van aardolie in onze energiebalans kon worden teruggebracht van 58,1 % in 1973 tot 49,9 % in 1980 en 47,1 % in 1981.

Dit betekent dat het doel dat de E. E. G. ons heeft gesteld tegen 1985, namelijk een vermindering van dat aandeel tot minder dan 50 %, thans reeds bereikt is.

Er zij onderstreept dat dit beleid weliswaar vastberaden moet worden voortgezet, maar dat we daarbij de structurele problemen niet over het hoofd mogen zien, waarmee zowel België als de andere landen van de Gemeenschap te kampen hebben, die alle een overcapaciteit inzake raffinage vertonen;

2° ongeacht de omstandigheden moet de energievoorziening van het land worden gewaarborgd en moeten de bronnen, de landen van herkomst en de aanvoer daartoe voldoende worden gediversifieerd;

3° via een streng prijsbeleid moet het concurrentievermogen van onze industrie worden gehandhaafd;

4° een beleid van rationeel energieverbruik en van energiebesparing moet worden aangemoedigd, om de energiekosten voor particulieren en ondernemingen te verlagen en tevens de energierekening van ons land te drukken (in 1981 : 280 miljard F).

Sinds het keerpunt van de jaren 1973-1974 hebben de opeenvolgende regeringen zich ingespannen om een programma inzake energiebeleid op te stellen en aan het Parlement voor te leggen.

Toegegeven moet worden dat die pogingen niet altijd met succes werden bekroond.

De Regering, die vandaag dit document over het energiebeleid indient, beklemtoont dat ze over haar plannen een democratisch debat wil voeren en dat ze wil aantonen hoe beslissend zij die — hopelijk vruchtbare — besprekingen acht voor de fundamentele beleidsmaatregelen die ze zal moeten nemen.

De Regering heeft immers aan het Parlement expliciet de keuze willen laten van de krachtlijnen die op energiegebied de toekomst van ons land zullen bepalen. Daarbij lijkt men niet te zullen kunnen voorbijgaan aan een toenemend gebruik van steenkool en van kernenergie.

Men zal dienen vast te stellen welke rol aan de kernenergie tegen het einde van de eeuw moet worden toebedeeld, en welke ontwikkeling men wenst te geven aan de kweekreactoren en, op zeer lange termijn, aan de thermo-nucleaire fusie.

Men zal zich moeten uitspreken over de opwerking van radioactieve afval en men zal ervoor moeten waken dat de splijtstofkringloop geheel gesloten is gezien de voordelen ervan uit een oogpunt van veiligheid zowel als van verbetering van de energiebalans.

Voor alles wat de energie, en in het bijzonder de kernenergie aangaat, zullen begeleidende maatregelen moeten worden genomen, die de veiligheid van de werknemers en van de bevolking maximaal garanderen en die terzelfder tijd alle facetten van het leefmilieu vrijwaren.

Si notre politique énergétique est orientée vers le recours accru au charbon et à l'énergie nucléaire dans une perspective de réduction accélérée de la dépendance du pétrole. Il s'agit également de préparer l'avenir à long terme et, étant donné que les solutions actuelles sont principalement fondées sur des ressources qui ne sont pas inépuisables il convient de se préoccuper du développement des sources alternatives d'énergie et des techniques nouvelles.

Les retombées de ces techniques au plan industriel et de l'emploi ne seront pas négligeables et pourront être valorisées au maximum.

Enfin, une attention toute particulière doit être réservée aux moyens à mobiliser pour mener à bien cette politique. Le Ministre des Affaires économiques se croit bien placé pour savoir combien les aspects budgétaires sont importants pour les secteurs vitaux.

\* \* \*

A la lumière de ces données qui évoluent très vite, le Gouvernement souhaite mettre au point une politique de l'énergie précise et cohérente, qui soit compatible avec la protection de l'homme et de son environnement et avec la gestion parcimonieuse des ressources, tant naturelles que financières.

Afin de réaliser ces objectifs, le Gouvernement demande au Parlement de se prononcer sur un certain nombre d'options de principe.

A cette fin, il paraît souhaitable d'accorder une priorité absolue aux mesures destinées à stimuler l'utilisation rationnelle de l'énergie et à encourager le recours aux énergies renouvelables.

En outre, la politique devrait être axée sur une diversification des différentes sources d'énergie, étant entendu qu'il y a lieu de s'inspirer de l'évolution au niveau international.

Le Gouvernement souhaite également stimuler une stratégie européenne de l'énergie, dans le cadre de laquelle des négociations globales entre producteurs et consommateurs d'énergie remplaceraient les accords nationaux.

En ce qui concerne la politique des prix, le Gouvernement souhaite poursuivre la politique des bas prix sur la base d'une gestion transparente et véritable.

Il tiendra compte, à cet égard, de l'évolution des marchés internationaux et de la nécessité d'assurer aux entreprises un niveau de rentabilité suffisant.

Etant donné l'évolution rapide du contexte économique, technologique et écologique, il conviendrait qu'un débat sur l'énergie ait lieu au moins tous les cinq ans en vue de rendre la politique aussi transparente que possible et de permettre une participation démocratique régulière.

La clarté des options nécessite le groupement des dépenses en matière de politique énergétique dans une même enveloppe budgétaire afin que l'on puisse apprécier plus aisément l'impact des décisions.

D'autre part, la méthode du scénario permettrait de tenir compte de toutes les options lors de l'élaboration de la politique.

Dans cet ensemble d'options générales, le Gouvernement tient à ne pas négliger les aspects régionaux de la politique énergétique. Aussi propose-t-il d'élaborer, en matière d'énergie, une stratégie qui ne porte pas préjudice aux différentes régions.

\* \* \*

En qualité de responsable des divers aspects importants de la politique charbonnière, le Ministre communique les précisions suivantes relatives à ce secteur.

Le charbon est la seule source d'énergie dont notre pays dispose naturellement et il convient donc de la sauvegarder

Weliswaar is ons energiebeleid gericht op een toenemend gebruik van steenkolen en kernenergie om de afhankelijkheid van petroleum sneller te verminderen, doch het komt er ook op aan de toekomst op lange termijn voor te bereiden. Gezien de huidige oplossingen hoofdzakelijk gebaseerd zijn op niet onuitputtelijke energiebronnen, zal men ook oog moeten hebben voor de ontwikkeling van de alternatieve energiebronnen en van nieuwe technieken.

De gevolgen van die technieken voor industrie en werkgelegenheid zijn niet onaanzienlijk en ze zullen maximaal kunnen worden benut.

Ten slotte dient de aandacht in het bijzonder te gaan naar de middelen om dat beleid te voeren. De Minister van Economische Zaken acht zich goed geplaatst om te weten hoezeer de budgettaire aspecten voor de vitale sectoren van belang zijn.

\* \* \*

In het raam van deze snel veranderende gegevens wenst de Regering een duidelijk bepaald en samenhangend energiebeleid uit te werken, dat verenigbaar is met de eerbied voor de bescherming van de mens en zijn omgeving en het zuinig beheer van de hulpbronnen, zowel de natuurlijke als de financiële.

Ten einde deze doelstellingen te realiseren vraagt de Regering het Parlement zich uit te spreken over een aantal opties van principiële aard.

Een absolute voorrang aan de maatregelen om het rationeel energieverbruik te stimuleren en om de toepassing van de hernieuwbare energiebronnen aan te moedigen lijkt hierbij gewenst.

Tevens zou het beleid moeten gericht zijn op een diversifiëring van de verschillende energiebronnen waarbij de internationale evoluties richtinggevend zijn.

De Regering wenst eveneens een Europese energie-strategie te stimuleren waarbij globale onderhandelingen tussen energieproducenten en -consumenten in de plaats komen van de nationale akkoorden.

In verband met de prijspolitiek wenst de Regering de politiek van lage prijzen op grond van een beleid van doorzichtigheid en echtheid verder te zetten.

Hierbij wordt zowel met de ontwikkeling van de internationale markten als met de noodzaak van een voldoende rendabiliteit van de ondernemingen rekening gehouden.

Om het beleid zelf zo doorzichtig mogelijk te maken en een regelmatige democratische inspraak te laten realiseren zou, in deze snel veranderende economische, technologische en ecologische context ten minste om de vijf jaar een energiedebat moeten plaats vinden.

De duidelijkheid van de opties vereist eveneens een groepering van de uitgaven inzake energiebeleid in één enkel begrotingspakket zodat de impact van de beslissingen beter kan worden beoordeeld.

Anderzijds zou de scenariomethode een manier kunnen zijn om met alle opties rekening te houden bij het uitwerken van het beleid.

In dit geheel van algemene opties wenst de Regering eveneens de regionale aspecten van het energiebeleid niet te verwaarlozen en stelt derhalve voor de energiestrategie zodanig uit te werken dat de verschillende gewesten er door niet kunnen worden benadeeld.

\* \* \*

Als verantwoordelijke voor diverse belangrijke aspecten verbonden aan het steenkoolbeleid, verschaft de Minister vervolgens toelichting over deze sector.

Steenkool is de enige inheemse energiebron waarover ons land beschikt en dient dan ook in stand te worden gehouden

si nous voulons continuer à disposer d'un noyau de production stratégique stable.

De plus, le charbon contribue à opérer la diversification nécessaire des sources d'énergie primaire.

Aussi le Gouvernement estime-t-il que les mines de charbon belges sont d'une importance capitale comme source d'approvisionnement stratégique et qu'elles doivent développer un niveau d'activité suffisant.

Afin de réaliser cet objectif, il convient de poursuivre et, dans la mesure du possible, d'intensifier la politique actuelle d'écoulement prioritaire du charbon belge, en particulier de notre charbon à coke — notamment par la conversion à ce combustible dans tous les cas où la technique le permet dans une certaine mesure et où cette conversion est économiquement justifiée.

L'utilisation de charbon dans la production d'électricité n'est pas à négliger. Un programme de conversion du fuel au charbon, qui sera mené à bien cette année encore, permettra d'économiser annuellement environ 1 million de tonnes de pétrole.

On continuera à stimuler l'utilisation de charbon comme combustible primaire dans nos centrales électriques.

Après l'achèvement du programme électronucléaire dont l'exécution est en cours, il conviendrait d'accorder la priorité à l'implantation dans le Limbourg d'une unité de production de 600 MW utilisant du charbon de la Campine.

De même, si une telle réalisation était possible du point de vue technique et économique, il y a lieu de promouvoir les unités de production combinées.

La diversification de l'utilisation du charbon mène directement à une plus grande valorisation à terme.

Dans cette perspective, il convient d'encourager résolument les techniques nouvelles, telles que celles de l'exploitation à ciel ouvert, et ce, sous l'impulsion du Gouvernement et des exécutifs régionaux, ces derniers agissant dans les limites de leurs compétences.

A moyen terme, la mise en œuvre de nouvelles technologies (gazéification souterraine et en surface, liquéfaction, etc.) offrira des possibilités de valorisation nouvelles et appréciables.

Enfin, il faut poursuivre l'exploration des couches souterraines de charbon et autoriser l'exploitation de nouvelles concessions.

Tels sont les principaux objectifs de la politique que le Gouvernement souhaite mener dans ce secteur.

## B. Exposé du Secrétaire d'Etat à l'Energie

### 1. Introduction

Le Secrétaire d'Etat souligne que la note présentée à la Commission a été approuvée par l'ensemble du Gouvernement. Aussi elle a été soumise à la concertation des Exécutifs régionaux dès la fin du mois de mars 1982.

### 2. Structure et contenu de la note présentée par le Gouvernement

Le Secrétaire d'Etat confirme d'abord que l'acquis antérieur a été conservé. Les premiers travaux remontent d'ailleurs au Ministre Oleffe, ont été continués par le Ministre Herman et ont abouti ensuite par la présentation du livre blanc par le Ministre W. Claes. Tous ces travaux ont été pris en compte.

den wil men blijven beschikken over een vaste strategische produktiekern.

Tevens draagt de steenkool bij tot de nodige diversifiëring van de primaire energiebronnen.

Daarom meent de Regering dat de Belgische steenkoolmijnen als strategische bevoorradingsbron van wezenlijk belang zijn en een voldoende activiteitsniveau dienen te ontwikkelen.

Om deze doelstelling te verwezenlijken dient het huidige beleid van prioritaire afzet van de Belgische steenkool, en voornamelijk van de cokeskolen, te worden voortgezet en zo mogelijk opgedreven, met name dank zij de omschakeling op deze brandstof telkens dit technisch enigszins mogelijk en economisch verantwoord is.

De inbreng van steenkool in de opwekking van elektriciteit is niet zonder betekenis en dit jaar nog wordt een omschakelingsprogramma van fuel op steenkool voltooid waardoor een besparing op jaarbasis van circa 1 miljoen ton olie mogelijk wordt.

De inzet van steenkolen als primaire brandstof voor onze elektrische centrales zal verder worden aangemoedigd.

Na het voltooien van het in uitvoering zijnde elektro-nucleaire programma zou prioritair een in Limburg gevestigde produktie-eenheid van 600 MW op basis van Kempensteenkolen moeten worden ingeschakeld.

Eveneens dient wanneer dit technisch en economisch haalbaar is, de gecombineerde produktie-eenheden te worden gepromoveerd.

De diversifiëring van het steenkoolverbruik leidt rechtstreeks tot een grotere valorisering op termijn.

In dit perspectief dienen onder impuls van de Regering en, in de mate van hun bevoegdheden, van de gewestelijke executieven, vastberaden nieuwe technieken te worden aangemoedigd zoals deze die betrekking hebben op de dagbouwontginning.

Op middellange termijn kunnen dank zij de aanwending van nieuwe technologieën (onderaardse en bovengrondse vergassing, likwefactie enz.) nieuwe en niet te onderschatten valorisatiemogelijkheden geboden worden.

Ten slotte moet het onderzoek van de ondergrondse steenkoollagen worden voortgezet en de exploitatie van nieuwe concessies worden toegelaten.

Deze zijn, aldus de Minister van Economische Zaken, de voornaamste doelstellingen van het beleid dat de Regering in deze sector wenst te voeren.

## B. Uiteenzetting van de Staatssecretaris voor Energie

### 1. Inleiding

De Staatssecretaris onderstreept dat de aan de Commissie overlegd nota door de hele Regering werd goedgekeurd en dat sinds eind maart 1982 daarover met de Gewestsexecutieven overleg werd gepleegd.

### 2. Structuur en inhoud van de nota van de Regering

De Staatssecretaris bevestigt eerst dat datgene waarover reeds een consensus bestond, gehandhaafd blijft. De eerste werkzaamheden gaan trouwens terug tot de tijd van Minister Oleffe; ze werden voortgezet door Minister Herman en besloten met de publikatie van het witboek door Minister W. Claes. Met al die werkzaamheden werd rekening gehouden.

Toutefois, il a paru utile et nécessaire d'actualiser le rapport de la Commission des Sages. Cette commission, installée en 1975 par M. le Ministre Oleffe, a remis son rapport en 1976. Depuis lors, est survenue la deuxième crise pétrolière. Le rapport des sages reste néanmoins une pièce importante et toujours valable pour l'examen de notre politique énergétique.

Dans la première partie de la note du Gouvernement qui constitue en quelque sorte un inventaire, le Secrétaire d'Etat retient les idées directrices suivantes :

— l'importance du pétrole dans nos sources d'approvisionnement; celle-ci a baissé de 57 à 47 %, ce qui représente une diminution de près de 20 %;

— le rôle croissant du gaz naturel dont la quote-part est passée de 6 à 21 %;

— le retour au charbon; à cet égard, il est utile de rappeler que si, à l'heure actuelle, notre pays est très fortement dépendant de l'étranger au point de vue énergétique, ce ne fut pas toujours le cas dans le passé. Jusqu'en 1955, nous étions en la matière exportateurs, c'est-à-dire qu'au moment où nous produisions 30 millions de tonnes de charbon, toute notre industrie utilisait le charbon, toute notre électricité était produite à base de charbon et nous en exportions suffisamment pour couvrir les importations du pétrole destiné à l'époque à notre parc automobile qui était évidemment beaucoup moins important.

L'indépendance énergétique, objectif que nous devons poursuivre ne peut être réalisé que grâce à l'utilisation de l'énergie nucléaire.

Enfin, il est généralement admis que les énergies douces, dites énergies nouvelles ou renouvelables ne peuvent assurer une partie représentative de nos besoins mais qu'il est néanmoins nécessaire de poursuivre les recherches dans ce domaine.

De ces idées directrices, le Secrétaire d'Etat dégage les positions politiques suivantes :

- la primauté à accorder à la diversification;
- l'impératif d'une utilisation rationnelle de l'énergie par un certain rééquilibrage et par des économies;
- l'importance égale à attribuer à l'offre d'une part et à la demande d'autre part;
- enfin, le fait qu'il existe manifestement une corrélation entre la politique énergétique et la croissance économique.

Le Gouvernement a ensuite présenté des choix nécessaires afin de concrétiser le débat et de définir les options précises.

Celles-ci sont divisées en 9 chapitres : options globales, utilisation rationnelle de l'énergie, produits pétroliers, gaz naturel, charbon, électricité, énergie nucléaire, énergies non conventionnelles et renouvelables, recherche et développement.

Le Secrétaire d'Etat distingue trois catégories différentes d'options :

— une première catégorie que l'on pourrait qualifier de déclarations de principe concernant l'environnement, la sécurité, le progrès social et la croissance économique;

Niettemin werd het nuttig en noodzakelijk geacht het verslag van de Commissie van de Wijzen aan te passen. Die commissie was in 1975 door Minister Oleffe geïnstalleerd en zij heeft haar verslag in 1976 ingediend. Sindsdien was er de tweede oliecrisis. Het rapport van de Wijzen blijft niettemin een belangrijk en waardevol stuk bij de beoordeling van ons energiebeleid.

In het eerste gedeelte van de nota van de Regering, dat in zekere zin een inventaris is, verstrekt de Staatssecretaris de volgende richtlijnen :

— het belang van aardolie in onze energievoorziening; die is van 57 tot 47 % gedaald, wat een vermindering met bijna 20 % betekent;

— het aandeel van aardgas blijft toenemen en is van 6 tot 21 % gestegen;

— steenkool komt weer opzetten; in dat verband mag worden onderstreept dat ons land thans voor zijn energievoorziening weliswaar zeer sterk op het buitenland is aangewezen, maar dat zulks niet altijd het geval is geweest. Tot in 1955 exporteerde ons land; wij produceerden toen 30 miljoen ton steenkool, onze hele industrie werkte met steenkool, de hele elektriciteitsproductie was op steenkool gebaseerd en wij voerden nog voldoende steenkool uit om de geïmporteerde aardolie te betalen die wij toen voor ons uiteraard veel beperkter wagenpark nodig hadden.

De onafhankelijkheid inzake energievoorziening die wij moeten nastreven, kan slechts bereikt worden dank zij de benutting van de kernenergie.

Inzake zachte energie ten slotte, de zogenaamde nieuwe of vernieuwbare vormen van energie wordt algemeen aangenomen dat daarmee onze behoeften thans niet genoegzaam kunnen worden gedekt, maar dat het toch noodzakelijk is de onderzoeken op dit gebied voort te zetten.

Uit die richtlijnen leidt de Staatssecretaris de volgende beleidsmaatregelen af :

- voorrang voor diversifiëring;
- rationeel energieverbruik, door middel van een nieuw evenwicht en van besparingen;
- aanbod van en vraag naar energie verdienen evenveel aandacht;
- ten slotte het besef dat er een duidelijk verband tussen energiebeleid en economische groei bestaat.

Vervolgens heeft de Regering maatregelen voorgesteld die onontbeerlijk zijn om het debat in vaste banen te leiden en om precieze beleidslijnen vast te stellen.

Die beleidslijnen zijn in 9 hoofdstukken ingedeeld : algemeen beleid, R. E. V., aardolieproducten, aardgas, steenkolen, elektriciteit, kernenergie, niet conventionele en vernieuwbare vormen van energie, onderzoek en ontwikkeling.

De Staatssecretaris onderscheidt drie categorieën van voorstellen :

— een eerste categorie beginselverklaringen inzake leefmilieu, veiligheid, sociale vooruitgang en economische groei;

— *une deuxième catégorie* qui définit des options à long terme : par exemple, en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie, de diversification, de diminution de la dépendance vis-à-vis du pétrole et aussi en ce qui concerne les engagements internationaux;

— *une troisième catégorie* qui reprend des questions plus spécifiquement nationales, comme celles qui concernent les charbonnages, le redémarrage d'EUROCHEMIC et également certains aspects régionaux de notre politique énergétique.

### 3. La philosophie de base des options du Gouvernement

En résumé cette philosophie entend définir des options générales qui soient suffisamment souples à long terme mais néanmoins suffisamment précises pour définir une réelle politique.

A ce stade, le Gouvernement n'a pas voulu quantifier les objectifs. Cette quantification peut présenter des risques; elle doit en tout cas être minutieuse et ne pas dépasser une certaine marge. Par exemple, en matière de dépendance vis-à-vis du pétrole, le Secrétaire d'Etat estime que l'on devrait revenir à 40 %. Ce taux ne figure pas dans la note mais sera proposé au cours du débat.

Est-ce à dire que si nous arrivons à 41 ou même à 42 %, nous aurions échoué ? Et si, par contre, nous atteignons 39 ou 38 %, les compagnies pétrolières devraient-elles pouvoir nous demander des comptes ? Se fondant sur un ensemble de besoins en énergies, attribuer une valeur fétichiste à une évaluation serait une erreur mais dans la définition de la politique énergétique, cette quantification devra de plus en plus être faite pour arriver à des ordres de grandeur, mais non pas comme instrument de « wishfull-thinking ».

Selon le Secrétaire d'Etat, il est clair qu'aujourd'hui, l'énergie joue un rôle important non seulement dans la vie quotidienne de chacun d'entre nous, mais également dans le domaine économique; elle a également joué un rôle extrêmement important dans l'évolution de nos sociétés et particulièrement, de la civilisation industrielle.

Nous n'avons plus conscience de ce que nos prédécesseurs ont réalisé pendant ces trente dernières années, qui ont connu un développement économique particulièrement rapide.

Or cette énergie, dans un passé récent, nous l'avons utilisée de façon abondante; elle était très bon marché en 1971. Il ne faut pas oublier qu'à l'époque le pétrole était encore à un dollar le baril et le dollar était coté à environ 50 FB.

Le Secrétaire d'Etat constate que, en l'espace de dix ans, les prix ont fortement augmenté. La crise de l'énergie que nous avons connue est en fait plutôt la crise de la principale énergie, c'est-à-dire le pétrole. Le premier choc pétrolier date de 1973-1974 et le second choc de 1979-1980. On peut constater aujourd'hui que, contrairement à ce que l'on croyait ou que l'on pouvait craindre en 1973-1974, période des dimanches sans voitures, il n'y a jamais eu de pénurie de produits énergétiques mais par contre, il y a eu un problème de prix, donc des problèmes économiques.

Après ces deux coups de semonce, le Secrétaire d'Etat estime que nous ne pouvons plus vivre au jour le jour. Nous devons, comme les autres pays, mieux évaluer quelles sont les ressources énergétiques, particulièrement au niveau national mais également à l'échelle mondiale. Il faut veiller

— *een tweede categorie*, die maatregelen op lange termijn bepaalt, bv. inzake rationeel energieverbruik, diversifiëring, beperking van de afhankelijkheid van aardolie, alsmede inzake internationale verbintenissen;

— *een derde categorie*, die betrekking heeft op problemen die meer bepaald België aanbelangen, zoals die betreffende de steenkoolmijnen, het weer op gang brengen van EUROCHEMIC en ook een aantal gewestelijke aspecten van ons energiebeleid.

### 3. De grondslag van de voorstellen van de Regering

In het kort ligt aan dat beleid het streven ten grondslag om algemene voorstellen te formuleren die soepel genoeg zijn op lange termijn maar toch nauwkeurig genoeg om een echt beleid te bepalen.

Totnogtoe heeft de Regering haar doelstellingen niet in cijfers willen uitdrukken, omdat daaraan gevaren zijn verbonden; dat moet in elk geval nauwkeurig gebeuren en binnen een bepaalde marge. Zo meent de Staatssecretaris dat onze afhankelijkheid van aardolie tot 40 % moet worden teruggebracht. Dat percentage staat niet in de nota, maar het zal tijdens het debat worden voorgesteld.

Betekent zulks dat 41 of zelfs 42 % als een mislukking moet worden beschouwd ? En indien we daarentegen op 39 of 38 % zouden terugvallen, zouden de oliemaatschappijen ons dan rekenschap moeten kunnen vragen ? Indien men uitgaat van de gezamenlijke behoeften aan energie, zou het een vergissing zijn aan een raming overdreven belang te hechten, maar bij de keuze voor een bepaald energiebeleid zal hoe langer hoe meer met cijfers moeten worden gewerkt om de bij benadering gestelde doeleinden te bereiken, maar uiteraard niet om aan wishfull-thinking te doen.

Volgens de Staatssecretaris is het duidelijk dat wij allen thans dagelijks in aanzienlijke mate met energie te maken krijgen en dat energie ook in het bedrijfsleven belangrijk is, dat zij een bijzonder belangrijke rol gespeeld heeft in de ontwikkeling van onze samenleving en inzonderheid van onze industriële beschaving.

Wij zijn ons nog nauwelijks bewust van wat in de jongste dertig jaar werd gepestreerd, een periode die een bijzonder snelle ontwikkeling te zien heeft gegeven.

Van die energie hebben wij tot voor kort overvloedig gebruik gemaakt; in 1971 was ze nog zeer goedkoop. Het mag niet vergeten worden dat aardolie toen ander halve dollar per vat kostte en dat de dollar ongeveer 50 BF genoteerd stond.

De Staatssecretaris constateert dat de aardolieprijzen in tien jaar tijds een flink stuk zijn gestegen. Wij hebben de zogenaamde energiecrisis meegemaakt, die in feite een crisis is van de voornaamste energiebron, nl. aardolie. De eerste oliecrisis deed zich voor in 1973-1974 en de tweede in 1979-1980. In tegenstelling tot wat men in 1973-1974 (de tijd van de autoloze zondagen) dacht en tot wat men toen vreesde, hebben wij nooit gebrek aan energieproducten gekend, maar is er wel een vraagstuk van prijzen, dus een economisch vraagstuk gerezen.

Na die twee waarschuwingen meent de Staatssecretaris dat wij geen dagjespolitiek meer mogen voeren. Zoals de andere landen moeten wij een inventaris van onze energiebronnen opmaken, vooral op ons grondgebied, maar ook op wereldschaal. Een verkeerd consumptiepatroon moet



à infléchir les tendances qui apparaîtraient fâcheuses au point de vue de la consommation et là aussi c'est une décision politique. Il ne faut pas non plus donner un aspect magique aux économies d'énergie car celles-ci ne sont pas nécessairement bonnes. Sur le plan du chômage, cela aurait également des effets extrêmement néfastes.

La Belgique est l'un des pays les plus gros consommateurs par habitant. Dans la Communauté économique européenne, et pour cause, le Grand-Duché de Luxembourg bat tous les records en la matière en raison de l'importance de la sidérurgie dans son économie. Si nous ne reprenons pas la sidérurgie dans les statistiques, nous constatons que la consommation belge, en tenant compte des conditions climatiques, se compare tout à fait normalement à celle des autres pays. Une industrie grosse utilisatrice d'énergie comme la sidérurgie doit certainement veiller à en faire une meilleure consommation. Toutefois, l'arrêt de toute activité sidérurgique dans le pays, que ce soit d'un côté ou de l'autre de la frontière linguistique, ne réglerait pas les problèmes économiques. Nous devons veiller à mieux gérer nos ressources pour le bien-être des générations actuelles et futures. Nous devons nous efforcer de maîtriser les dangers inhérents aux différentes filières énergétiques car il y a lieu de répéter que toutes formes d'énergie présentent des inconvénients. Aucune énergie n'est tout à fait « douce » même si certaines sont classées dans cette catégorie.

Nous devons veiller à exploiter pleinement l'instrument de la politique énergétique en vue de la relance économique.

Comme options globales, le Secrétaire d'Etat est d'avis que l'on peut retenir en résumé une gestion plus saine des ressources et la nécessité de l'adéquation entre l'offre et la demande.

Ensuite, il insiste sur la priorité à donner à l'utilisation rationnelle de l'énergie, (ce point est d'ailleurs repris dans la déclaration gouvernementale), mais aussi à la diversification à la fois au niveau de la production et à celui des usages finals. On peut retenir également une volonté de modération des prix sous réserve des nécessités de la politique d'U. R. E. et enfin la nécessité d'une politique cohérente depuis le niveau international jusqu'au niveau régional.

En ce qui concerne les options en matière d'U. R. E., le Secrétaire d'Etat estime que nous devons optimiser les techniques d'utilisation, éviter les gaspillages, tenter de réemparer les pertes venant du circuit énergétique et aussi diversifier à bon escient. Cela implique d'abord une éducation au sens anglo-saxon du terme, c'est-à-dire une formation et une « sensibilisation » des milieux professionnels d'une part, mais aussi des consommateurs, d'autre part. C'est une tâche importante et difficile. Nous devons aussi en la matière instaurer un climat de confiance parmi les consommateurs, nous rendre compte d'ailleurs que les lois du marché et que les prix ont entraîné, surtout chez les particuliers et dans l'industrie, des réflexes d'économie. Nous devons enfin, mettre en place des mécanismes d'incitation adéquats et d'une façon générale, des moyens financiers cohérents avec les options.

L'objectif prioritaire est une moindre dépendance vis-à-vis du pétrole. Quels sont les moyens proposés pour atteindre cet objectif ? Par des économies à l'aide de sources d'énergie de substitution en réservant ainsi autant que possible le pétrole aux usages spécifiques où il est strictement indispensable.

D'autre part, dans le cadre d'une moindre dépendance, ou d'une meilleure sécurité de nos approvisionnements pétroliers, il faut veiller à les diversifier sur le plan géopoliti-

zoveel mogelijk worden omgebogen en ook dat is een politiek besluit. In dat verband mogen wij ook niet al onze hoop op energiebesparingen vestigen, aangezien deze niet noodzakelijk goed zijn. Ook de werkloosheid zou daarvoor zeer ongunstig kunnen worden beïnvloed.

België is een van de grootste energieverbruikers per inwoner. Binnen de Europese Economische Gemeenschap breekt het Groothertogdom Luxemburg elk record terzake, gezien het aandeel van de ijzer- en staalindustrie in zijn economie. Indien de ijzer- en staalindustrie niet in onze statistieken wordt opgenomen, constateren wij dat het verbruik in België, rekening houdend met het klimaat, zeer goed de vergelijking met andere landen kan doorstaan. Een industrie zoals de ijzer- en staalindustrie moet er natuurlijk voor waken haar energie beter te benutten. Maar de economische problemen van ons land zullen niet worden opgelost door elke bedrijvigheid in de ijzer- en staalindustrie aan weerszijden van de taalgrens stop te zetten. Wij moeten onze energiebronnen beter trachten te benutten ten behoeve van de huidige en de komende generaties. De gevaren die met de verschillende vormen van energie verband houden moeten wij trachten in de hand te houden omdat, het zij nog eens herhaald, geen enkele vorm van energie vrij van nadelen is. Geen enkele energie is volstrekt milieuvriendelijk, ook al krijgen bepaalde vormen soms die naam.

Het instrument van het energiebeleid dient optimaal benut te worden met het oog op de economische opleving.

Als globale beleidsmaatregelen meent de Staatssecretaris dat men zich moet houden aan een gezonder beheer van de energiebronnen en de noodzaak geen discrepantie tussen vraag en aanbod te dulden.

Vervolgens legt hij er de nadruk op dat het rationele energieverbruik een prioriteit vormt en een punt dat trouwens in de regeringsverklaring voorkomt; van essentieel belang acht hij tevens de diversificatie zowel op het vlak van de productie als op dat van het eindverbruik. Bovendien moet worden gestreefd naar matiging van de prijzen — met dien verstande dat het R. E. V.-beleid wordt gevrijwaard — alsmede naar een samenhangend beleid op internationaal zowel als op regionaal niveau.

Indzake de beleidslijnen op het stuk van rationeel energieverbruik komt het de Staatssecretaris voor dat de gebruikstechnieken zo goed mogelijk moeten worden aangepast, dat verspilling uit den boze is, dat de energie die tijdens haar kringloop verloren gaat, moet worden opgevangen om voor andere doeleinden te worden gebruikt en dat onze energiebronnen welbewust gediversifieerd moeten worden. Een en ander impliceert in de eerste plaats een opvoeding in de Angelsaksische betekenis van het woord, met name een opleiding en een « sensibilisering » van de beroepskringen enerzijds en van de consumenten anderzijds. Dat is een belangrijke en moeilijke taak. Op dat gebied dienen wij tevens een klimaat van vertrouwen te scheppen onder de verbruikers en ons er rekenschap van te geven dat de wetten van vraag en aanbod en de prijzen vooral bij de particulieren en de industrie bezuinigingsreflexen hebben teweeggebracht. Ten slotte moeten wij in geschikte stimuli voorzien en zorgen voor financiële middelen die in verhouding staan tot de beleidslijnen.

In de eerste plaats moeten wij streven naar minder afhankelijkheid ten aanzien van aardolie. Hoe denkt men dat doel te bereiken ? Door middel van besparingen met behulp van vervangende energiebronnen, waarbij aardolie zoveel mogelijk alleen gebruikt wordt voor de specifieke doeleinden waarvoor ze werkelijk onontbeerlijk is.

In het raam van een geringere afhankelijkheid van olie of van een betere olievoorziening moet ons land anderzijds naar een geopolitieke diversificatie streven. De Staatssecre-



tique. Le Secrétaire d'Etat reconnaît d'ailleurs qu'en la matière, il ne sera toutefois pas facile d'être objectif car la tendance assez naturelle sera de passer les commandes au producteur le meilleur marché du moment.

Ce producteur n'étant pas nécessairement le plus sûr, les équilibres nécessaires devront être trouvés. En matière de politique énergétique, particulièrement dans le secteur pétrolier, le Secrétaire d'Etat prône la participation à une véritable solidarité internationale dans le cadre de la Communauté économique européenne, de l'O. C. D. E. et de l'Agence internationale de l'Energie.

Enfin, sur le plan du pétrole, des problèmes plus spécifiques restent à résoudre, et notamment celui du stockage. Selon le Gouvernement, il faut maintenir, pour des raisons de sécurité, voire même augmenter le stockage de produits pétroliers en tenant compte de l'évolution de la consommation. A cet égard, une décision politique n'est pas aussi facile à prendre que d'aucuns le pensent car le stockage d'énergie en général et du pétrole en particulier coûte très cher. Des chiffres seront cités au cours du débat. Dans le secteur du raffinage, le Secrétaire d'Etat se rallie à l'exposé du Ministre des Affaires économiques en ce qui concerne le problème de la tarification, il estime que dans un pays comme le nôtre, une zone tarifaire unique devrait être créée.

Dans le domaine du gaz naturel, il faut éviter les erreurs commises dans le secteur pétrolier. Nous devons donc également veiller à une diversification géopolitique, surtout à partir du moment où nous ne pourrions plus compter sur le gaz de nos voisins hollandais. Il reste en effet 60 milliards de m<sup>3</sup> à recevoir des Pays-Bas. La politique des gouvernements hollandais qui se sont succédés ces dernières années a été de ne pas signer de nouveaux contrats de vente de leur gaz. Nous devons donc tenir compte de cette option de la politique hollandaise pour déterminer notre politique en matière de gaz. Il convient de rappeler que nous sommes approvisionnés à raison de 90 % en gaz de Hollande, et 10 % par du gaz de la Mer du Nord, gisement d'ECOFISK. Il faut évidemment savoir que si nous voulons ménager les réserves de gaz hollandais, nous devons importer le gaz de pays de plus en plus éloignés et à des prix de plus en plus élevés, parfois même en acceptant des risques politiques, comme en matière de gaz russe.

D'autre part, il convient de constater que l'approvisionnement en gaz liquéfié par exemple, se fait de façon continue au cours de l'année, alors que la distribution publique utilise surtout ce gaz en période hivernale. Il y a donc, en la matière, des solutions de stockage mais aussi des possibilités d'interruption d'approvisionnements à trouver. Des travaux d'infrastructure doivent également être poursuivis pour l'importation du gaz naturel liquéfié.

En ce qui concerne le charbon, le rôle stratégique de ce combustible solide est renforcé aujourd'hui du fait que les réserves de charbon sont beaucoup mieux réparties dans le monde et qu'il apparaît donc qu'il n'y a pas de risques de blocage des approvisionnements. A l'heure actuelle, le charbon est une des sources d'énergie les moins chères.

Il y a toutefois des problèmes intérieurs. A cet égard, l'on sent très bien les différences de points de vue en matière de charbon entre les pays de la Communauté qui sont producteurs et ceux qui sont uniquement consommateurs. Il est certain que la politique de l'Allemagne fédérale en la matière et ce qu'elle demande à la Communauté européenne, est entièrement différente à la position de l'Italie. La Belgique doit en tenir compte car elle est un pays plus ou moins intermédiaire puisque nous ne couvrons nos besoins

taris geeft trouwens toe dat het niet altijd gemakkelijk zal zijn objectief te werk te gaan, aangezien men uiteraard geneigd is orders te plaatsen bij de producent die op een bepaald ogenblik de goedkoopste is.

Aangezien die producent niet per se de meeste waarborgen biedt, moeten wij naar het noodzakelijke evenwicht streven. Inzake het energiebeleid, vooral in de oliesector, pleit de Staatssecretaris voor deelneming aan een reële internationale solidariteit in het kader van de Europese Economische Gemeenschap, de O. E. S. O. en het Internationaal energie-agentschap.

Wat ten slotte aardolie betreft, dienen nog meer specifieke problemen te worden opgelost, en met name het probleem van het opslaan van de olie. De Regering is de mening toegedaan dat het veiligheidshalve en met inachtneming van de ontwikkeling van het verbruik, geboden is de opslagcapaciteit te handhaven of zelfs te verhogen. In dat opzicht is een politieke beslissing niet zo gemakkelijk als sommigen wel zouden wensen, omdat het opslaan van energie in het algemeen en van olie in het bijzonder erg duur is. Tijdens het debat zullen daaromtrent cijfers worden aangehaald. In de sector van de raffinage sluit de Staatssecretaris zich aan bij de uiteenzetting van de Minister van Economische Zaken. Inzake het probleem van de tarificatie zou in een land als het onze één enkele tariefzone ingevoerd moeten worden.

Inzake aardgas moeten wij een herhaling vermijden van de vergissingen die in de oliesector begaan werden. Hier moeten wij dus streven naar een geopolitieke diversifiëring vooral vanaf het ogenblik waarop wij niet meer zullen kunnen rekenen op het gas van onze Nederlandse burens. Nederland dient ons immers nog 60 miljard m<sup>3</sup> te leveren en het beleid van de opeenvolgende Nederlandse regeringen was er de jongste jaren op gericht geen nieuwe contracten voor de verkoop van aardgas te ondertekenen. Bij het uitstippelen van ons beleid inzake gasverbruik moeten wij rekening houden met die beleidslijn van de Nederlandse politiek. Er zij aan herinnerd dat wij 90 % van ons aardgas uit Nederland betrekken en de resterende 10 % uit het Noordzee-gasveld Ecofisk. Wij mogen evenmin uit het oog verliezen dat, als wij onze gasreserves uit Nederland willen sparen, wij verplicht zijn het gas uit steeds verder afgelegen landen en tegen steeds hogere prijzen te importeren, terwijl daar soms politieke risico's aan verbonden zijn, zoals met het Russische aardgas het geval is.

Anderzijds zij opgemerkt dat b.v. de voorziening van vloeibaar gas het hele jaar door continu plaats heeft, terwijl de openbare gasvoorziening vooral in het winterseizoen daarvan gebruik maakt. Op dat gebied moet dus worden gezocht naar oplossingen voor het opslaan van voorraden, maar ook naar mogelijkheden om de voorziening te onderbreken. Voorts dienen de infrastructuurwerken voor de invoer van vloeibaar aardgas te worden voortgezet.

De steenkolen spelen thans een grotere strategische rol, omdat de steenkolenreserves geografisch veel beter verdeeld zijn over de aarde en er dus blijkbaar geen gevaar bestaat dat onze voorziening wordt geblokkeerd. Op dit ogenblik zijn steenkolen één van de minst dure energiebronnen.

Een en ander neemt niet weg dat er interne problemen bestaan. In dat opzicht blijkt duidelijk dat de landen van de Gemeenschap die steenkolen produceren, een ander standpunt innemen dan de landen die alleen maar kolen verbruiken. Het lijkt geen twijfel dat de politiek die door de Bondsrepubliek Duitsland op dat gebied wordt gevoerd en de eisen die daaromtrent door dat land aan de Europese Gemeenschap worden gesteld, volkomen verschillen van het Italiaanse standpunt. België moet daar rekening mee houden,

en charbon par notre production intérieure que pour un peu plus d'un tiers : 6 millions de tonnes de production pour 16 millions de tonnes de consommation.

Quant à l'électricité, elle a une place importante dans l'échiquier énergétique. Pour une grande part, ce n'est pas une énergie primaire mais les installations qui en produisent doivent faire l'objet de nos préoccupations. Que l'électricité vienne des réacteurs nucléaires, du charbon, du pétrole ou du gaz, il est évident que les installations de production d'électricité doivent être normalement rentables et que, par ailleurs, elles ne peuvent porter atteinte ni à l'homme ni à son environnement.

Les scénarios utilisés en matière de prévision, nous proposent des choix à faire en toute responsabilité mais en tenant compte du contexte socio-économique actuel, avec le souci de minimiser le prix de revient du KWh et la volonté d'assurer aussi parfaitement que possible, l'approvisionnement du consommateur. A cet égard, des risques de non-approvisionnement pourraient être acceptés en fonction de politiques différentes. Tous les calculs démontrent qu'une surcapacité de production réduite est de loin préférable, sur le plan de la sécurité et sur le plan de l'économie, à un sous-équipement. Ce dernier pourrait avoir des conséquences extrêmement graves notamment en matière d'emploi, c'est pourquoi, le Secrétaire d'Etat préconise d'autoriser dès que nécessaire l'installation de nouveaux outils de production tant à combustible solide que nucléaire.

A ce sujet, le Secrétaire d'Etat rappelle les éléments d'actualisation du Rapport des Sages. A l'exception du gaz, aucune forme d'énergie ne présente autant de sécurité que l'énergie nucléaire. Il est évident que les risques inhérents à la nature du combustible utilisé doivent être maîtrisés et contrôlés par des organismes compétents responsables et indépendants des exploitants. Il est également évident que toutes les mesures adéquates doivent être mises en œuvre pour que le public soit informé et jouisse d'une totale sécurité, y compris en ce qui concerne les centrales voisines de nos frontières.

Le coût du KWh nucléaire doit être, comme les autres, établi selon ces principes de transparence et de vérité et doit comporter tous les éléments qui lui sont normalement imputables.

En ce qui concerne le cycle du combustible, le Gouvernement propose au Parlement de se prononcer en faveur de la reprise des activités de l'usine Eurochemic tandis que nos combustibles irradiés ordinaires continueront à être retraités à l'étranger. Nous devons prendre des mesures pour aménager les sites susceptibles de recevoir en toute sécurité, toutes les matières nucléaires.

En ce qui concerne les énergies non conventionnelles et renouvelables, le Secrétaire d'Etat souligne que rien ne peut être négligé. Il faut encourager toute initiative qui s'inscrit dans une réduction de notre dépendance vis-à-vis des formes conventionnelles d'énergie.

A cet égard, il faut certainement être novateur et essayer de donner leur chance aux inventeurs. Il ne faut pas non plus être naïf et une certaine prudence est de rigueur. Nous ne pouvons pas non plus disperser nos faibles moyens économiques et nous devons étudier attentivement les possibilités qui sont présentées. D'autre part, nous devons accentuer les recherches en vue de développer les nouvelles sources d'énergie. En ce qui concerne la valorisation des déchets et l'utilisation de nos ressources, nous devons poursuivre et augmenter les efforts entamés précédemment.

want ons land neemt min of meer een middenpositie in, aangezien wij onze steenkolenbehoefte thans nog slechts voor iets meer dan één derde van onze eigen binnenlandse produktie kunnen dekken : er wordt 6 miljoen ton geproduceerd en 16 miljoen ton verbruikt.

Ook de elektriciteit bekleeft een belangrijke plaats onder de energiebronnen. Elektriciteit is voor een groot deel geen primaire energie, wat niet wegneemt dat wij zorg moeten dragen voor de installaties die elektriciteit opwekken. Of onze elektriciteit nu afkomstig is uit kernreactoren, dan wel uit steenkolen, uit petroleum of uit aardgas, het ligt voor de hand dat de installaties voor het opwekken van elektriciteit een normale rendabiliteit moeten hebben en dat zij geen schade mogen berokkenen aan de mens of aan het leefmilieu.

In de scenario's die inzake prognoses worden gebruikt, worden ons mogelijkheden voorgesteld waaronder met volle zin voor verantwoordelijkheid en rekening houdend met de huidige sociaal-economische context moet worden gekozen. Daarbij moet men trouwens voor ogen hebben dat de kostprijs per kilowatt-uur zo laag mogelijk wordt gehouden en dat de energievoorziening van de verbruikers zo goed mogelijk moet worden verzekerd. In dat verband zouden risico's inzake het uitvallen van de energievoorziening op grond van de gemaakte keuze kunnen aanvaard worden. Uit alle berekeningen blijkt dat een geringe overproductiecapaciteit voor de veiligheid en het bedrijfsleven veruit te verkiezen valt boven te geringe produktiemiddelen. Dat laatste zou immers inzonderheid op het stuk van de werkgelegenheid uiterst ernstige gevolgen kunnen hebben. Daarom stelt de Staatssecretaris voor zodra nodig de installatie van nieuwe produktie-eenheden op basis van vaste brandstof zowel als van kernenergie toe te laten.

Dienaangaande herinnert de Staatssecretaris aan de geactualiseerde gegevens van het Rapport der Wijzen. Aardgas uitgezonderd, biedt geen enkele energiebron zoveel veiligheid als de kernenergie. Uiteraard moeten verantwoordelijke, bevoegde organen die onafhankelijk staan van de exploitanten, de gevaren die inherent zijn aan de aard van de gebruikte brandstof beheersen en controleren. Tevens is het duidelijk dat alle passende maatregelen moeten worden genomen om de bevolking te informeren en om ze een volledige veiligheid, ook wat betreft de kerncentrales vlak over onze grenzen, te waarborgen.

De kostprijs van de met kernenergie opgewekte kilowatt-uur moet zoals alle andere, doorzichtig en waarheidsgetrouw worden berekend en hij moet alle elementen bevatten die normaal in rekening dienen te worden gebracht.

In verband met de brandstofcyclus stelt de Regering aan het Parlement voor zich uit te spreken voor de hervatting van de activiteit van de Eurochemic-fabriek, terwijl onze gewone bestraalde brandstof voort in het buitenland zal worden opgewerkt. Wij moeten maatregelen nemen om de plaatsen, die in volkomen veiligheid alle kernstoffen kunnen herbergen, bedrijfsklaar te maken.

Wat de niet-conventionele en hernieuwbare energievormen betreft, onderstreept de Staatssecretaris dat men niets mag terzijde schuiven. Elk initiatief dat onze afhankelijkheid ten opzichte van de conventionele energievormen kan verminderen, moet worden aangemoedigd.

Dienaangaande moet de overheid alleszins een vernieuwende rol spelen en trachten de uitvinders hun kans te geven. Men mag echter evenmin naïef zijn. Enige voorzichtigheid terzake is wel geboden. Wij mogen evenmin onze geringe economische middelen versnipperen. Wij moeten de voorgestelde mogelijkheden en het reële belang van het onderzoek terzake aandachtig onderzoeken. Voorts moeten wij het onderzoek ter ontwikkeling van nieuwe energievormen in de hand werken. Aangaande de valorisatie van de afval en het gebruik van onze grondstoffen, moeten wij de vroeger begonnen inspanningen voortzetten en aanzwengelen.

En ce qui concerne le rapport des sages, le Secrétaire d'Etat souligne qu'il y a eu en 1975 une commission d'évaluation en matière d'énergie nucléaire, mise en place par le Ministre Oleffe, qui a remis son rapport en 1976. Vu le temps limité disponible, le Secrétaire d'Etat a demandé des éléments d'actualisation de ce rapport. Il a demandé à la Commission des sages, qui est encore composée de la même façon qu'en 1975 et qui est présidée par les professeurs Jaumotte et Hoste, dont les qualités scientifiques sont bien connues, de procéder à cette actualisation dans un délai de deux mois. Vu certaines difficultés d'impression, le travail a pris trois mois.

Le but du rapport est d'éclairer les parlementaires en vue d'un débat énergétique : c'est un document technique, devant permettre au pouvoir politique d'en déduire des règles d'action, en connaissance de cause.

Les sages expliquent comment les choses se présentent dans l'état actuel de leurs connaissances mais soulignent qu'il appartient au pouvoir politique de prendre des responsabilités dans le cadre d'une action.

Ce rapport se caractérise par une révision complète des perspectives économiques et financières avec différents scénarios suivant les pourcentages de croissance retenus et d'autres hypothèses. Un élément nouveau est apparu, par rapport au rapport de 1976, à savoir l'introduction d'un chapitre consacré à l'utilisation rationnelle de l'énergie. On y trouve aussi un certain nombre de paragraphes relatifs à la sûreté, une comparaison des risques énergétiques et une analyse du danger de prolifération des armes nucléaires.

En conclusion, le Secrétaire d'Etat signale que la note introductive au débat forme une armature assez complète, armature ayant pour objectif d'ouvrir un débat démocratique au sein de cette commission d'abord, au sein du Parlement en séance publique ensuite. Il est persuadé que le projet proposé peut sortir enrichi de la contribution de chacun mais il demande d'avoir à cœur de décider et de l'aider à décider en responsables de la société dans laquelle s'épanouiront nos enfants et petits-enfants. Il demande de garder à l'esprit, dans les résolutions que la commission va prendre, que la politique énergétique est un des facteurs importants de la relance économique, du rééquilibrage de notre balance commerciale, des investissements et de la compétitivité de nos entreprises et dès lors, de l'amélioration du niveau de l'emploi dans notre pays.

Ce n'est pas en regardant passivement les événements, en refusant l'investissement, ce n'est pas en refusant de prendre certains risques et aussi d'accepter certains sacrifices qu'un pays comme le nôtre peut dépasser la crise dans laquelle il est plongé. Le Secrétaire d'Etat est convaincu que ce n'est que par une politique volontariste que le pays arrivera à dépasser la crise et particulièrement en matière énergétique.

\* \* \*

Au cours du débat sur l'énergie, il a été insisté à plusieurs reprises sur la nécessité et l'intérêt d'une information précise concernant les points de vue des Exécutifs, étant donné que l'article 6, § 3, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles prévoit que « une concertation associant les Exécutifs concernés et l'autorité nationale compétente aura lieu » au sujet des mesures à prendre en matière de politique énergétique.

M. Demuyter, Ministre de la Région bruxelloise, M. Busquin, Ministre de la Région wallonne, compétent pour le Budget et l'Energie, et M. Geens, Président de l'Exécutif flamand, ont exposés les points de vue des Exécutifs régionaux au sujet de la politique énergétique.

In verband met het rapport der wijzen onderstreept de Staatssecretaris dat Minister Oleffe in 1975 een evaluatiecommissie voor de kernergie heeft opgericht en dat die commissie haar verslag in 1976 heeft overhandigd. Gezien de beschikbare tijd beperkt was, heeft de Staatssecretaris een actualisering van dat verslag gevraagd. Hij had aan de commissie der wijzen, die nog steeds op dezelfde manier is samengesteld als in 1975 en voorgezeten wordt door de professoren Jaumotte en Hoste — wier wetenschappelijke kwaliteiten algemeen worden erkend — gevraagd die actualisering op twee maanden tijd uit te voeren. Het werk heeft bijna drie maanden gevegd wegens moeilijkheden bij het drukken.

Dat verslag wil de parlementsleden voorlichten met het oog op een energiedebat : het is een technisch document dat de politieke overheid moet in staat stellen er met kennis van zaken de krachtlijnen van het beleid uit af te leiden.

De wijzen leggen uit hoe in de huidige stand van de wetenschap de zaken er thans voorstaan, maar zij onderstrepen dat het aan de politieke overheid toekomt de beleidsbeslissingen terzake te nemen.

Opvallend in het verslag is de volledige herziening van de economische en financiële vooruitzichten, met verschillende prognoses naargelang van de gehanteerde groeipercentages en andere hypothesen. Als nieuw element ten opzichte van het verslag der wijzen van 1976 is er de invoeging van een hoofdstuk dat gewijd is aan het rationeel energieverbruik. Het bevat tevens een aantal paragrafen over de veiligheid, een vergelijking van de risico's verbonden aan elke energievorm en een analyse van het gevaar van verspreiding van de kernwapens.

Tot besluit stelt de Staatssecretaris dat de inleidende nota een tamelijk volledige documentatie vormt die tot doel heeft in het Parlement een democratisch debat op gang te laten komen, eerst in deze commissie en nadien in openbare vergadering. Hij is ervan overtuigd dat het ontwerp verrijkt uit het debat zal komen; hij vraagt dat men als bewindslieden die verantwoordelijk zijn voor de maatschappij waarin onze kinderen en kleinkinderen zullen opgroeien, tot een beslissing zou komen en hem zou helpen een beslissing te nemen. Hij vraagt dat de commissie, in de resoluties die zij zal goedkeuren, voor ogen zou houden dat het energiebeleid een van de belangrijke factoren vormt voor de economische opleving, het herstel van het evenwicht van onze handelsbalans, de investeringen en het concurrentievermogen van onze ondernemingen, en dat het bijgevolg het werkgelegenheidspeil in ons land kan verbeteren.

Het is niet met de gebeurtenissen passief te bekijken, met investeringen af te wimpelen, met te weigeren bepaalde risico's te nemen en ook bepaalde offers te aanvaarden dat een land als het onze uit de crisis kan geraken. De Staatssecretaris is ervan overtuigd dat ons land alleen met een voluntaristisch beleid, vooral inzake energie, de crisis zal overwinnen.

\* \* \*

Tijdens het energiedebat werd in de Commissie herhaaldelijk gewezen op het nut en de noodzaak van een duidelijke voorlichting over de standpunten van de Executieven, aangezien artikel 6, § 3, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen voorziet in een « overleg tussen de betrokken Executieven en de bevoegde nationale overheid » voor maatregelen op het gebied van het energiebeleid.

Door de heer Demuyter, Minister van het Brussels Gewest, de heer Busquin, Minister van het Waalse Gewest voor Begroting en Energie, en de heer Geens, Voorzitter van de Vlaamse Executieve werd toelichting verstrekt over de respectieve standpunten van de Gewestelijke Executieven over het energiebeleid.

Ces exposés ont été faits au cours du débat sur l'énergie.

Pour plus de clarté, ces textes, ainsi que la discussion qui s'y rapporte, figurent en annexe I du présent rapport.

## II. — DISCUSSION GENERALE

Plusieurs membres estiment que la concertation prévue à l'article 6, § 3, 2° et 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles n'a pas eu lieu ou du moins qu'elle n'est pas achevée.

Ils se réfèrent en cela aux déclarations faites par le président de l'exécutif flamand au cours de la séance publique du Conseil flamand au 4 mai 1982.

L'Exécutif régional wallon lui non plus n'aurait pas encore eu la possibilité de faire connaître sa position en la matière.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie considère qu'il a été satisfait aux obligations prévues par la loi du 8 août 1980 et il se réfère à son tour aux entretiens qu'il a eus avec les présidents des exécutifs flamand et wallon.

Un membre croit savoir que ces entretiens ont porté uniquement sur des aspects techniques et que le fond du problème n'a pas été abordé.

D'autres membres soulignent que « se concerter » et « émettre un avis » sont deux concepts différents. Ils estiment que la concertation a bien eu lieu, mais que les régions ont toujours la faculté d'étudier la question et de prendre position.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie reconnaît également aux régions le droit de prendre position au sujet de la politique énergétique. Il estime toutefois que la concertation prévue à eu lieu et propose dès lors d'entamer immédiatement les discussions sur le fond sans attendre l'avis définitif des régions.

Plusieurs membres proposent d'ajourner le débat sur l'énergie jusqu'au moment où les régions auront émis leur avis. Ils demandent au président de la Commission d'adresser aux présidents des Exécutifs flamand et wallon une lettre leur demandant si, à leur avis, la concertation requise à bien eu lieu.

En attendant de connaître la position des régions qu'ils considèrent comme un élément important du dossier, d'autres membres proposent d'entamer la discussion générale sans procéder aux votes.

Ils demandent au Secrétaire d'Etat à l'Energie d'adresser une requête aux présidents des exécutifs flamand et wallon afin que ceux-ci fassent connaître, dans un délai à déterminer, la position des régions.

La première proposition d'ajournement est rejetée par 8 voix contre 4.

La Commission entame par conséquent la discussion générale.

\* \* \*

### A. Questions préalables

Un membre demande si les travaux du Comité National de l'Energie se dérouleront uniquement en séance plénière ou également au sein de groupes de travail techniques préparatoires.

Il exprime en outre certaines réserves quant à la composition de la « Commission des Sages ». Il estime que certains experts qui avaient adopté une attitude plutôt critique n'ont plus été invités à participer à la Commission.

Le membre demande également ce qu'il adviendra des résolutions qui ont été adoptées en tout ou en partie par la Commission au cours de la législature précédente.

Deze uiteenzettingen hadden plaats in de loop van het energiedebat in de Commissie.

Duidelijkheidshalve worden deze teksten en de ermee gepaard gaande bespreking evenwel afgedrukt als bijlage I van dit verslag.

## II. — ALGEMENE BESPREKING

Een aantal leden zijn van oordeel dat het overleg zoals voorzien in artikel 6, § 3, 2° en 3°, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 niet heeft plaatsgehad of in ieder geval nog niet beëindigd is.

Zij beroepen zich daartoe op verklaringen van de voorzitter van de Vlaamse executieve, afgelegd in de openbare zitting van de Vlaamse Raad op 4 mei 1982.

Ook de Waalse Gewestexecutieve zou nog niet in de mogelijkheid geweest zijn een standpunt terzake naar voren te brengen.

De Staatssecretaris voor Energie daarentegen meent dat wel degelijk voldaan is aan de vereisten van voormelde wet van 8 augustus 1980 en verwijst daartoe naar de gesprekken die hij gevoerd heeft met de voorzitters van de Vlaamse en Waalse executieven.

Een lid meent te weten dat tijdens dit gesprek louter technische aspecten behandeld werden en niet de grond van de zaak.

Andere leden wijzen echter op het verschil tussen de begrippen « overleg plegen » en « advies uitbrengen ». Volgens hen heeft het overleg plaatsgehad, wat niet belet dat het de gewesten vrijstaat deze materie te behandelen en een eigen standpunt te bepalen.

Ook de Staatssecretaris voor Energie erkent het recht van de gewesten op een eigen standpunt inzake het energiebeleid, maar aangezien hij meent dat het voorziene overleg heeft plaatsgehad stelt hij voor onmiddellijk de besprekingen ten gronde aan te vatten, zonder het uiteindelijke advies van de gewesten af te wachten.

Een aantal leden stellen voor het energiedebat uit te stellen totdat de gewesten een advies zullen hebben uitgebracht. Daarbij vragen zij dat de voorzitter van de commissie een brief zou schrijven naar de voorzitters van de Vlaamse en Waalse Executieven met de vraag of volgens hen het vereiste overleg heeft plaatsgehad.

Andere leden formuleren een alternatief voorstel. Zij wensen de algemene bespreking reeds aan te vatten maar nog geen stemmingen te houden in afwachting dat de standpunten van de gewesten, die zij beschouwen als een belangrijk stuk in dit dossier, zullen zijn gekend.

Zij vragen de Staatssecretaris voor Energie een verzoek te richten tot de Voorzitters van de Vlaamse en Waalse Executieven om binnen een door hem te bepalen termijn in het bezit gesteld te worden van het eigen standpunt van de gewesten.

Het eerste voorstel tot verdaging wordt verworpen met 8 tegen 4 stemmen.

De commissie vat bijgevolg de algemene bespreking aan.

\* \* \*

### A. Voorafgaande vragen

Een lid vraagt of het Nationaal Comité voor Energie enkel plenair zal samengeroepen worden of ook via voorbereidende technische werkgroepen.

Daarnaast is hij ontevreden over de samenstelling van de zogenaamde « Commissie der Wijzen ». Hij meent te weten dat bepaalde experts die zich in het verleden nogal kritisch opstelden niet meer werden uitgenodigd.

Ook wenst hij te vernemen wat zal gebeuren met de resoluties die tijdens de vorige legislatuur reeds geheel of gedeeltelijk werden aangenomen door deze commissie.

D'autres membres se demandent également si les textes adoptés précédemment ne pourraient pas servir de base de discussion.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie répond que les noms des experts qui ont été consultés figurent clairement dans les premières pages du rapport final.

Il précise que les options défendues par le Gouvernement sont des options nouvelles et qu'il est évidemment loisible à la Commission de prendre comme base de discussion les textes qui ont été adoptés antérieurement.

Les documents relatifs au débat sur l'énergie ont été transmis au Comité National de l'Energie qui en délibérera prochainement.

Un membre désire obtenir des informations concernant les options prises par la Commission européenne, le Conseil de Ministres et le Parlement européen. Des positions auraient en effet été adoptées au niveau européen en ce qui concerne certains secteurs énergétiques (charbon, énergie nucléaire, etc.).

Le membre estime que la note préparatoire du Gouvernement contient trop peu d'informations à ce sujet. Il demande que soient fournies des précisions supplémentaires ou même éventuellement une note complémentaire.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie renvoie au point 3 de la note du Gouvernement. Il estime qu'il serait très difficile d'élaborer une note de synthèse concernant la politique énergétique sectorielle au sein de la Communauté. Il existe en effet de profondes divergences de vues entre les Etats membres (notamment entre l'Allemagne et l'Italie), et surtout entre les pays producteurs et les pays consommateurs. Notre pays occupe en cette matière une position intermédiaire.

Le Secrétaire d'Etat est disposé à fournir un certain nombre de documents à titre d'information, mais il lui paraît impossible de fournir une note de synthèse.

## B. Discussion

### a) *Exposés des membres*

Un membre décèle une évolution par rapport à l'esprit des documents présentés antérieurement et attribue en partie cette évolution à l'influence exercée par les exécutifs régionaux. Alors que les documents antérieurs attachaient par trop d'importance à l'offre (c'est-à-dire aux producteurs), la présente note accorde une plus grande attention à la demande (c'est-à-dire aux consommateurs). L'offre est centralisée entre les mains de quelques multinationales, tandis que la demande est fractionnée entre d'innombrables entreprises, particuliers, services publics, etc. Ce fractionnement de la demande exige que l'on prenne en compte les intérêts des consommateurs.

Il faut en outre s'efforcer de parvenir à une rationalisation optimale de la filière de conversion des produits énergétiques.

Quant à la production, la question fondamentale est de savoir s'il convient de poursuivre dans la voie de la construction de grandes unités (nucléaires) de production ou si, au contraire, il faut infléchir cette tendance et s'orienter vers une décentralisation de l'appareil de production (pour le charbon et, en partie, pour l'énergie nucléaire).

Pour ce qui est de la consommation, le membre voudrait savoir sur quelle évolution présumée le Gouvernement s'est basé pour élaborer ses options.

Le même membre se demande par ailleurs jusqu'où ira la politique de diversification et à quel pourcentage la part du pétrole dans l'ensemble de la consommation énergétique sera ramenée.

Il constate également que les résolutions relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie, qui ont été adoptées précédemment, étaient mieux structurées. Il n'est que peu ou pas question, dans les nouveaux textes, de la fixation des normes, du problème des prix et de la réglementation.

Ook andere leden vragen zich af of de vroeger aangenomen teksten niet opnieuw als basis voor de discussie kunnen gebruikt worden.

De Staatssecretaris voor Energie antwoordt dat de namen van de geconsulteerde experten duidelijk vermeld werden op de eerste bladzijden van het eindrapport.

Wat betreft de opties die de Regering voorstaat is het voor hem duidelijk dat het hier om nieuwe opties gaat. Het staat de commissie echter vrij vroeger ingenomen standpunten opnieuw als basis voor de discussie te nemen.

Het Nationaal Comité voor Energie werd in het bezit gesteld van de documenten betreffende dit energiedebat en zal er weldra over beraadslagen.

Een lid wenst beter ingelicht te worden over de verschillende beleidslijnen inzake energie die door de Europese Commissie, de Raad van Ministers en het Europese Parlement zijn aangenomen. Vooral wat betreft bepaalde sectoren zoals steenkool, kernenergie, enz. zouden Europese standpunten ingenomen zijn.

Hij vindt hieromtrent naar zijn mening te weinig informatie in de voorbereidende nota van de Regering en wenst terzake nadere uitleg en eventueel zelfs een bijkomende nota.

De Staatssecretaris voor Energie verwijst naar punt 3 van de nota van de Regering en is van oordeel dat het schier onmogelijk is een samenvattende nota te maken over het Europese sectorieel energiebeleid omwille van de grote meningsverschillen tussen de Lidstaten (bv. Duitsland-Italië), vooral tussen de landen-producenten en de landen-consumenten). Ons land bekleedt terzake een intermediaire positie.

Hij is uiteraard bereid een aantal informatieve documenten te bezorgen maar een samenvattende nota kan onmogelijk worden opgesteld.

## B. Bespreking

### a) *Uiteenzettingen van de leden*

Een lid stelt vast dat een evolutie merkbaar is in de geest van de vroeger verschenen documenten, mede onder de invloed van de gewestelijke executieven. Daar waar oorspronkelijk een overdreven belang gehecht werd aan de aanbodzijde (de producenten) wordt in de voorliggende nota eindelijk meer aandacht besteed aan de vraagzijde (de consumenten). Het aanbod is gecentraliseerd in handen van een paar multinationals daar waar de vraag versnipperd is over verscheidene ondernemingen, privépersonen, overheid enz. Omwille van die versnippering is het nodig rekening te houden met de belangen van de consumenten.

Ook moet nagegaan worden op welke manier de conversieketen zo rationeel mogelijk kan gemaakt worden.

Wat betreft de produktie rijst de fundamentele vraag of de tendens van het uitbouwen van grote (nucleaire) produktie-eenheden moet verder gezet worden of integendeel moet omgebogen worden tot het streven naar een meer gedecentraliseerd produktieapparaat (steenkool en gedeeltelijk kernenergie).

Inzake het verbruik wenst het lid de hypothetische evolutie van het verbruik te kennen die door de Regering als uitgangspositie genomen wordt.

Tevens vraagt spreker zich af hoever de diversificatie zal doorgedreven worden en tot welk percentage het aandeel van petroleum in het totale energieverbruik zal gereduceerd worden?

Dit lid stelt ook vast dat de vroeger aangenomen resoluties beter gestructureerd waren wat betreft het R.E.V. Normering, prijzen en reglementering komen in de nieuwe teksten weinig of niet aan bod.

Le membre attire ensuite l'attention sur l'incidence de la politique énergétique sur le marché des capitaux. Si le Gouvernement décidait de poursuivre dans la voie nucléaire, d'importants investissements devraient être réalisés à court terme, ce qui se traduirait par un accroissement des besoins en capitaux. Le secteur privé est-il à même de faire face à ces besoins et quel est le rôle des pouvoirs publics en ce domaine ?

Le même membre est préoccupé également par l'état des négociations concernant la construction de nouvelles centrales à Chooz. La Belgique va-t-elle reprendre l'une des quatre centrales ou va-t-elle prendre une participation de 25 % dans chacune d'elles ? Appliquera-t-on les normes de sécurité françaises, européennes ou belges ? Quelles seront les modalités de la compensation à fournir par la Belgique ?

D'une manière plus générale, le membre désire savoir où en sont les accords internationaux en matière d'approvisionnement en énergie.

\* \* \*

Un autre membre déclare que son parti est adverse de la construction de surrégénérateurs.

Le prix d'une installation de ce type est trop élevé pour la Belgique. Pour qu'un surrégénérateur soit rentable, il faut une capacité minimum.

Le membre estime en outre que le système de production d'Eurochemic est déjà périmé, de sorte que, selon lui, une remise en activité de cette entité n'est pas indiquée.

Il demande enfin que l'on prenne en considération l'aspect « emploi » dans le secteur de l'énergie. A cet égard, il estime qu'une politique volontariste permettrait de créer de 30 000 à 50 000 emplois dans le cadre d'un programme cohérent d'U. R. E.

Le membre constate que l'Exécutif régional wallon et le Gouvernement national ont des conceptions différentes en matière de politique énergétique. Il renvoie à ce propos à la lettre que le Ministre-membre de l'Exécutif wallon, chargé du budget et de l'énergie, a adressé au Gouvernement national le 4 mai 1982.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie répond qu'il a tenu compte de ce point de vue pour l'élaboration du présent document. Il précise qu'il a également attendu la réaction de l'Exécutif flamand, mais qu'en l'absence de celle-ci, il n'a pas encore pu tenir compte de la position de cet exécutif.

\* \* \*

Un membre demande sur quelles données, en provenance de quelles sources, le Gouvernement se base pour élaborer sa politique énergétique.

Il estime qu'il serait aussi intéressant de savoir quels sont les données et les documents dont il n'a pas été tenu compte. Il constate que l'on a soigneusement évité de présenter des chiffres dans les projets de résolution. Tout en reconnaissant qu'il est très difficile de faire des prévisions à moyen terme en ce qui concerne l'évolution de la consommation et de la technologie, il estime que de telles prévisions sont indispensables. Il importe d'estimer le taux de croissance de la demande afin de pouvoir définir une politique pour chaque source d'énergie.

La politique en matière d'U. R. E. doit être basée sur des chiffres précis. Par exemple, l'économie réalisée atteindra-t-elle 10 % (5 à 6 millions de tonnes équivalent pétrole) en 1985 ou de 10 ou 15 % en 1990 ?

Il souhaite dès lors connaître les chiffres que le Gouvernement actuel prévoit pour les dix prochaines années. Il faut également disposer de chiffres pour décider l'implantation de nouvelles unités de production.

Il faut également définir clairement les objectifs et les moyens.

Het lid vraagt vervolgens aandacht voor de weerslag van de energiepolitiek op de kapitaalmarkt. Indien beslist wordt het nucleaire energiepark verder uit te bouwen vergt zulks op korte termijn grote investeringen en bijgevolg een stijging van de kapitaalbehoeften. Kan de privé-sector alleen hieraan voldoen en welke is de rol van de overheid op dit stuk ?

Ook is hij bezorgd over de stand van de onderhandelingen over de problemen inzake het kernpark te Chooz. Zal België één van de vier centrales overnemen, of een participatie van 25 % nemen in elke van de vier centrales ? Welke veiligheidsnormen zullen in acht genomen worden : de Franse, de Europese of de Belgische ? Hoe zullen de compensaties van Frankrijk geregeld worden ?

Meer algemeen wenst het lid te vernemen hoe ver het staat met de internationale akkoorden op het vlak van de energievoorziening.

\* \* \*

Een ander lid verklaart dat zijn partij tegenstander is van de ingebruikneming van kweekreactoren.

De prijs van een dergelijke installatie ligt te hoog voor België. Wil een dergelijke installatie rendabel zijn dan is een minimumcapaciteit vereist.

Het lid is tevens van oordeel dat het produktiesysteem van Eurochemic reeds verouderd is zodat de heropstarting volgens hem niet meer aan te raden is.

Hij vraagt tenslotte aandacht voor het aspect tewerkstelling in de energiesector. Volgens hem kunnen op basis van een voluntaristische politiek 30 000 tot 50 000 arbeidsplaatsen gecreëerd worden in het kader van een coherent R. E. V.-programma.

Het lid constateert dat de visies van de Waalse gewestexecutieve en van de Nationale Regering op het stuk van het energiebeleid uiteenlopen. Hij verwijst dienaangaande naar een brief van 4 mei 1982 gericht aan de Nationale Regering en afkomstig van de Minister-lid van de Waalse Executieve belast met de begroting en de energie.

De Staatssecretaris voor Energie antwoordt dat hij met die standpunten rekening gehouden heeft bij het opstellen van dit document. Hij heeft ook gewacht op reacties vanwege de Vlaamse Executieve maar aangezien die uitbleven heeft hij er in dit document nog geen rekening mee kunnen houden.

\* \* \*

Een lid vraagt op welke gegevens, afkomstig van welke bronnen de Regering zich steunt bij de uitwerking van haar energiebeleid.

Hij acht het ook van belang te vernemen met welke gegevens en documenten geen rekening werd gehouden. Hij stelt vast dat in de ontwerp-resoluties de cijfergegevens zorgvuldig vermeden worden. Alhoewel hij toegeeft dat prognoses op middellange termijn inzake de evolutie van het verbruik en van de technologie zeer moeilijk te maken zijn, acht hij die toch onmisbaar. Vooral de verwachte groei van de vraag moet bepaald worden wil men achteraf voor elke energiebron opties kunnen nemen.

De optie inzake R. E. V. moet op nauwkeurige gegevens steunen. Zal bijvoorbeeld het besparingspercentage voor 1985 10 % bedragen (5 à 6 miljoen ton olie-equivalent) of 10 of 15 % voor 1990 ?

Hij wenst derhalve de cijfers te kennen die de huidige Regering vooropstelt voor de eerstkomende 10 jaar. Ook voor het bepalen van beleidslijnen inzake de vestiging van nieuwe productie-eenheden is cijfermateriaal noodzakelijk.

Ook dienen de doelstellingen en de middelen duidelijk te worden vastgesteld.



Il demande également quel sera le rôle des Régions et du pouvoir central en matière de politique énergétique ? Comment peut-on améliorer la coopération entre les Régions et entre celles-ci et le Gouvernement national ?

Qui doit veiller à la diversification géopolitique et à l'accroissement des réserves ?

Quel est, selon le Gouvernement, le rôle du Comité de contrôle de l'électricité et du gaz, du Comité de contrôle du pétrole et du Comité national de l'énergie ? Quel est le point de vue du Gouvernement en ce qui concerne la politique internationale de l'énergie ?

Les projets de textes du Gouvernement ne donnent pas de réponse à ces questions et sont rédigés en termes très vagues. A ce propos, le membre rappelle que les textes adoptés antérieurement n'ont été établis qu'après la discussion sur le fond de nombreux amendements.

Il estime que les mesures tendant à aboutir à une U. R. E. devraient être mieux précisées, principalement en ce qui concerne l'industrie qui est le plus grand consommateur d'énergie (33 %). Se bornera-t-on à prendre des mesures fiscales ou créera-t-on un fonds pour le financement d'investissements importants destinés à économiser l'énergie ? Des études sectorielles ont montré en effet qu'il est possible de réaliser de très importantes économies, mais au prix de milliards d'investissements.

Des normes d'isolation seront-elles arrêtées pour les nouvelles habitations privées ? Lesquelles ?

Le même membre estime en outre qu'il n'est pas nécessaire d'accorder une prime à l'isolation pour les nouvelles habitations, puisque les frais d'isolation sont déjà amortis après 4 ans. Pour les rénovations, par contre, il est souhaitable d'accorder une prime, car l'amortissement s'étend en l'occurrence sur 13 ans. Quelles mesures le Gouvernement envisage-t-il dans le secteur de l'énergie et dans celui des transports ?

Le membre passe ensuite en revue les différentes formes d'énergie et formule les considérations ci-après.

#### a) *Charbon*

La Belgique est tributaire de l'étranger pour plus de 90 % de son approvisionnement en énergie. La seule source d'énergie que nous possédons est le charbon dont le coût est élevé. Compte tenu de l'instabilité des marchés internationaux de produits énergétiques en ce qui concerne les prix et l'approvisionnement, nous commettrions une erreur grossière sur les plans économique et militaire si nous abandonnions la production de charbon.

Si, conformément à l'objectif défini par la Communauté européenne, nous réduisons de 15 % notre consommation d'énergie et principalement de pétrole, la part représentée par le charbon dans l'ensemble de notre consommation d'énergie augmentera inévitablement.

#### b) *Energie nucléaire*

En ce qui concerne la sécurité des centrales existantes, le risque est inférieur à celui que nous acceptons consciemment ou inconsciemment dans notre société industrielle (circulation, pétrochimie, etc.). La phase suivante du développement de l'énergie nucléaire et surtout le stockage des déchets radioactifs posent cependant de graves problèmes. C'est pourquoi le membre plaide pour une « pause nucléaire » au cours des prochaines années, d'autant que la demande est en recul. Si toutefois la demande devait croître, il faudrait, selon le membre, construire des centrales au charbon (de 200 ou 300 MW), bien que ces centrales posent également des problèmes d'ordre écologique.

Het lid wenst ook te vernemen welke rol toebedeeld wordt aan de regionale en centrale overheid in het energiebeleid. Hoe komt er een betere samenwerking tussen de gewesten onderling en met de nationale regering ?

Wie moet zorgen voor een geo-politieke diversificatie en voor een versteviging van de reserves ?

Hoe ziet de Regering de rol van het Controlecomité voor Gas en Electriciteit, het Controlecomité voor petroleum en het Nationaal comité voor Energie ? Wat is het standpunt van de Regering betreffende de internationale energiepolitiek ?

De ontwerp teksten van de Regering geven hierop geen antwoord en zijn zeer vaag. Het lid wijst in dit verband naar de vroeger aangenomen teksten die slechts tot stand kwamen na een bespreking ten gronde van vele amendementen.

Hij is van oordeel dat de maatregelen om te komen tot een R. E. V. veel meer zouden moeten worden gespecificeerd, vooral wat betreft de industrie, met 33 % de grootste energieverbruiker. Zal men zich beperken tot fiscale maatregelen of zal een fonds opgericht worden tot financiering van belangrijke energiebesparende investeringen ? Sectoriële studies hebben inderdaad uitgewezen dat zeer belangrijke besparingen mogelijk zijn, maar dat zulks miljarden aan investeringen zal vergen.

Zullen voor de huishoudelijke sector isolatienormen voor nieuwe woningen vastgelegd worden en welke ?

Zijns inziens is voor nieuwe woningen een isolatiepremie overbodig aangezien de kosten van de isolatie immers reeds na 4 jaar worden teruggewonnen. Voor vernieuwbouw is een premie wel aan te raden aangezien de afschrijving terzake immers over een periode van 13 jaar loopt. Welke maatregelen voorziet de Regering in de energiesector en in de transportsector ?

Vervolgens overloopt het lid de verschillende energievormen en formuleert daarbij volgende bedenkingen.

#### a) *Steenkool*

België is op het stuk van energievoorziening voor meer dan 90 % afhankelijk van het buitenland. De enige energiebron die wij bezitten is weliswaar dure steenkool. Gezien de internationale instabiliteit van de energiemarkten inzake prijzen en bevoorradings zou het zowel economisch als militair een blunder zijn onze eigen steenkoolproductie op te geven.

Indien wij in navolging van het E. G.-standpunt het verbruik van energie en voornamelijk van petroleum met 15 % willen verminderen dan zal onvermijdelijk het aandeel van steenkool in het totale energiepakket stijgen.

#### b) *Nucleaire energie*

Wat betreft de veiligheid van de bestaande centrales ligt de risicograad beneden hetgeen wij bewust of onbewust aanvaarden als risico in onze industriële samenleving (verkeer, petrochemie enz.). De volgende fase in de ontwikkeling van de kernenergie en vooral de stockering van de radioactieve afval stelt echter zware problemen. Daarom pleit het lid voor een « nucleaire rust » tijdens de komende jaren, rekening houdend met een « afgebotte » vraag. Indien een toename van de vraag zou optreden dan is hij voorstander van steenkoolcentrales (van 200 of 300 megawatt), al stellen dergelijke centrales ook ecologische problemen.



c) *Cokeries - gazéification*

En ce qui concerne la gazéification souterraine du charbon, le membre espère que cette technique donnera des résultats positifs.

Dans le domaine de la gazéification en surface et de la liquéfaction, les perspectives ne paraissent cependant pas très favorables, ainsi qu'il ressort d'une étude réalisée en Allemagne fédérale. Néanmoins, le membre est partisan d'une collaboration étroite avec ce pays, éventuellement dans le cadre d'un accord en matière de recherche.

d) *Pétrole*

Le membre est partisan d'un accroissement de la réserve pétrolière, voire même d'un doublement de la norme de 90 jours fixée par la C. E. E. Cet accroissement serait réalisé avec la collaboration des pouvoirs publics.

La note préparatoire du Gouvernement souligne la réduction de l'utilisation de la capacité de raffinage. Quelle est la position du Gouvernement en ce domaine. A-t-il l'intention de fermer un certain nombre de raffineries? En outre, le membre fait observer que 30 % des produits raffinés sont destinés à l'exportation et que cette activité est donc importante pour notre balance des paiements. Le Gouvernement va-t-il jouer un rôle moteur dans la construction d'une installation commune de craquage?

A présent que certaines grandes sociétés ont réduit de 11 000 à 7 000 le nombre de leurs points d'approvisionnement, comment va-t-on poursuivre la rationalisation de la distribution? Quelle sera la place réservée aux distributeurs indépendants? Les grandes sociétés vont-elles acquérir une position de monopole?

e) *Gaz*

La relation entre le producteur et le consommateur constitue ici un problème. A terme, il est intenable que le producteur doive assumer seul le financement des investissements.

f) *Eurochemic*

Malgré le manque de solidarité sur le plan international le membre estime que la fermeture pure et simple de cette entreprise ne constitue pas une solution. D'importantes quantités de substances toxiques liquides qui doivent être retraitées, ont en effet été stockées en Campine.

g) *Surrégénérateurs*

Le membre estime qu'il est trop tôt pour prendre une décision étant donné que les surrégénérateurs suscitent encore de nombreuses questions (cfr. Pestel: 2<sup>e</sup> rapport du Club de Rome).

Il estime cependant que les accords qui ont été conclus en matière de recherche doivent être respectés.

h) *Sources d'énergie alternatives*

Le membre désire obtenir des précisions au sujet de la politique du Gouvernement en ce qui concerne les énergies renouvelables et non conventionnelles (énergie solaire, éolienne, etc.).

\* \* \*

Un membre souhaite répondre immédiatement à l'orateur précédent en ce qui concerne les options à prendre en matière de recherche et de développement. Il estime que la position du Gouvernement actuel en matière de surrégénérateurs et de techniques de fusion thermonucléaire ne diffère

c) *Cokesbedrijven — vergassing*

Wat betreft de ondergrondse vergassing hoopt het lid op gunstige resultaten.

Inzake bovengrondse vergassing en vloeibaarmaking lijken de vooruitzichten, blijkens een studie uitgevoerd in de Bondsrepubliek, niet zo gunstig. Niettemin is het lid voorstander van een nauwe samenwerking met de Bondsrepubliek en dit eventueel in het kader van een researchakkoord.

d) *Petroleum*

Het lid is voorstander van de uitbreiding van de reservecapaciteit, eventueel zelfs van een verdubbeling van de E. E. G.-norm van 90 dagen. Deze uitbreiding dient te gebeuren met medewerking van de overheid.

In de voorbereidende nota wordt gewezen op de dalende raffinagecapaciteit. Wat is hier het standpunt van de Regering? Wordt gedacht aan de sluiting van een aantal bedrijven? Terloops wijst hetzelfde lid erop dat 30 % van de raffinage bestemd is voor de export en dus eveneens in belangrijke mate onze handelsbalans beïnvloedt. Zal de Regering een stimulerende rol spelen in het oprichten van een gezamenlijke cracking-installatie?

Nu een aantal grote maatschappijen hun bevoorradingspunten van 11 000 tot 7 000 teruggebracht hebben, rijst de vraag hoe er verdere rationalisering van de distributie zich zal voltrekken. Welke plaats zal worden toebedeeld aan de onafhankelijke verdelers? Zullen de grote maatschappijen een monopolie verwerven?

e) *Gas*

De verhouding tussen producent en verdeler vormt hier een probleem. Op termijn is het onhoudbaar dat alleen de producent moet instaan voor de financiering van de investeringen.

f) *Eurochemic*

Hoewel op dit stuk blijk gegeven wordt van een gebrek aan internationale solidariteit, is het lid toch van oordeel dat deze onderneming niet zomaar kan worden gesloten. In de Kempen liggen immers belangrijke hoeveelheden giftige en vloeibare afval opgestapeld in afwachting van opwerking.

g) *Kweekreactoren*

Omdat zich nog massa's vragen stellen betreffende de kweekreactoren (cfr. Pestel: 2<sup>e</sup> rapport van de Club van Rome) is het volgens het lid beter daaromtrent nog geen beslissingen te nemen.

Niettemin is het lid van oordeel dat de gesloten researchakkoorden moeten worden gerespecteerd.

h) *Alternatieve energiebronnen*

Wat betreft de hernieuwbare en niet-conventionele energievormen (zonne-energie, eolische energie enz.), wenst het lid meer gegevens over het regeringsbeleid terzake.

\* \* \*

Een lid wenst onmiddellijk te replikeren op het standpunt van vorige spreker betreffende de opties inzake onderzoek en ontwikkeling. Dit lid is van mening dat de houding van de huidige en van de vorige Regering inzake kweekreactoren en termonucléaire fusietechnieken niet verschillen.

en rien de celle du Gouvernement précédent. L'orateur précédent ayant fait remarquer que le Gouvernement précédent ne s'était pas prononcé de manière formelle à ce sujet et avait laissé au Parlement une entière liberté de choix dans ce domaine, le membre se réfère à l'option présentée par le Gouvernement actuel, à savoir le maintien des « engagements internationaux pris en matière de recherche et de développement des réacteurs surrégénérateurs et des techniques de fusion thermonucléaires, dans les limites des crédits budgétaires ». Ce point de vue ne s'écarte en rien de celui du Gouvernement précédent.

En ce qui concerne Eurochemic, le même membre estime que l'objet du présent débat n'est pas de régler le problème du conditionnement des déchets nucléaires, mais celui du retraitement. Le Gouvernement actuel se prononce clairement pour la remise en activité de l'usine de retraitement de Mol-Dessel.

\* \* \*

Un membre attire l'attention sur les faiblesses et l'imprécision en matière de politique énergétique.

A titre d'exemple, il dénonce le flou qui règne au sujet de la participation de la Belgique au projet nucléaire à Chooz. Il se demande s'il est encore utile d'en parler, étant donné que presque personne ne sait exactement ce qui a été décidé sur ce point.

Le problème de l'énergie, tant en ce qui concerne les options à long terme que les choix à court terme concerne directement les citoyens.

En effet, la politique énergétique façonne de manière non négligeable l'image future de la société parce qu'elle opère des choix relatifs au paysage économique (degré d'activité, concentration, reconversion...), au paysage social (emploi, libertés, santé...) et au paysage tout court.

L'absence jusqu'ici, de véritable débat sur ces options au niveau du public rend nécessaire une information et une consultation de la population sur base d'un document reprenant les thèses en présence. L'expérience du plan de secteur nous apprend que ce type d'enquête est parfaitement possible au niveau des communes et enrichissant pour la démocratie. Les avis récoltés lors de cette consultation seraient transmis au Parlement et feraient l'objet d'un débat.

Ce membre souligne que les documents de base existent déjà et que pareille procédure est suffisamment familière pour que la durée de l'enquête publique et du débat parlementaire n'excède pas six mois.

Le membre déplore également que, contrairement à ce qui avait été fait pour le rapport précédent, l'A. S. B. L. Interenvironnement n'ait pas été consultée en vue de l'élaboration du rapport final de la Commission d'Evaluation, dite « Commission des Sages ». L'orateur estime dès lors que ce rapport final a subi une censure préalable et il signale qu'Interenvironnement publiera un contre-rapport en guise de protestation.

\* \* \*

L'orateur suivant exprime son scepticisme à l'égard de la stratégie de diversification. Il se demande si la substitution du gaz naturel au pétrole ne présente pas certains risques compte tenu de la politique des Pays-Bas en ce qui concerne le gaz naturel.

En ce qui concerne le stockage du pétrole, le membre demande s'il est vraiment nécessaire d'augmenter la capacité de stockage cependant que l'on poursuit une politique de diversification et d'utilisation rationnelle. Il faut également tenir compte de l'incidence financière d'une telle augmentation des stocks.

Wanneer de vorige spreker stelde dat de vorige Regering zich niet formeel heeft uitgesproken en aldus het Parlement volledig heeft vrijgelaten keuzen ter zake te doen, verwijst het lid naar de optie voorgesteld door de huidige Regering, nl. « de handhaving van de internationale verbintenissen genomen inzake onderzoek en ontwikkeling van de kweekreactoren en de termionucleaire fusietechnieken binnen de perken van de budgettaire kredieten ». Dit standpunt strekt niet verder dan dit van de vorige Regering.

Inzake Eurochemic is hetzelfde lid van oordeel dat in het huidige debat niet de conditionering van de nucleaire afval maar wel het probleem van de opwerking moet worden beslecht. De huidige Regering spreekt zich duidelijk uit ten gunste van het opnieuw op gang brengen van de opwerkingsfabriek te Mol-Dessel.

\* \* \*

Een lid betreurt dat de voorstellen van de Regering inzake het energiebeleid zeer zwak en onduidelijk zijn.

Onder meer klaagt hij de onduidelijkheid omtrent de deelneming van België aan het nucleaire project te Chooz aan. Hij vraagt zich af of het nog zin heeft daarover te spreken aangezien bijna niemand weet wat terzake reeds werd beslist.

Zowel wat betreft beslissingen op lange termijn als de keuzen op korte termijn, zijn de burgers rechtstreeks betrokken bij het energievraagstuk.

Het energiebeleid bepaalt immers in niet geringe mate het latere beeld van de samenleving, omdat het een keuze maakt betreffende het bedrijfsleven (graad van activiteit, concentratie, omschakeling...), het sociale leven (werkgelegenheid, vrijheid, gezondheid...) en het leefmilieu.

Het uitblijven tot nog toe van een werkelijk debat over die beslissingen op het niveau van de bevolking maakt het noodzakelijk dat de bevolking, middels een document over de voorliggende opvattingen, wordt geïnformeerd en geraadpleegd. De ervaring met de gewestplannen leert dat een dergelijk onderzoek zeer goed kan worden georganiseerd door de gemeenten en dat het verrijkend werkt voor de democratie. De bij die raadpleging ingewonnen adviezen zouden overgelegd worden aan het Parlement, dat erover zou debatteren.

Het lid onderstreept dat de basisdocumenten reeds bestaan en dat iedereen voldoende vertrouwd is met dergelijk procedure, om de duur van het openbaar onderzoek en het parlementair debat tot zes maanden te beperken.

Ook betreurt het lid dat het eindrapport van de Commissie van Beraad, de zogenaamde Commissie der wijzen, opgesteld werd zonder dat, zoals bij het vorige rapport, tot een raadpleging van de v.z.w. Bond Beter Leefmilieu werd overgegaan. Dit wijst erop dat dit eindrapport een gezui-verd rapport is, waartegen de Bond Beter Leefmilieu dan ook door middel van een tegenrapport zal protesteren.

\* \* \*

Een volgende spreker staat sceptisch tegenover de diversificatiestrategie. Hij vraagt zich af of het overschakelen van aardolie naar aardgas geen risico's inhoudt, rekening houdend met het beleid dat inzake aardgas gevoerd wordt door Nederland.

Inzake de opslag van aardolie, vraagt het lid of het, in het raam van een politiek van diversificatie en rationeel verbruik, wel nodig is het opslagvolume te verhogen. Tevens moeten de financiële implicaties van een dergelijke verhoging van het stockeringsvolume in overweging worden genomen.

Le stockage pose également des problèmes. Quelle est la position du Gouvernement en ce qui concerne les achats de gaz naturel à l'Union soviétique ? (considérant l'aspect énergétique, industriel, diplomatique) ?

Le membre ne peut approuver sans réserve le principe de la fixation d'un prix uniforme pour les produits pétroliers pour l'ensemble du pays. Il craint qu'une telle mesure entraîne des difficultés sur le plan de la politique des prix.

Il demande enfin quelles sont les possibilités des « Kempense steenkolenmijnen » en ce qui concerne la capacité et la durée de vie.

\* \* \*

Un membre déclare que l'utilisation rationnelle de l'énergie doit être la pierre angulaire de la politique énergétique du pays. Selon les exposés faits en Commission de l'Energie du Conseil régional wallon par les experts du Bureau du Plan, une telle politique d'U. R. E. permettrait de réaliser d'ici à 1990 une économie d'énergie de 25 % et de créer 50 000 emplois supplémentaires.

Plusieurs membres de la commission contestent ces chiffres. Ils estiment que les évaluations du Bureau du Plan entraînent une économie d'énergie de 10 à 15 % et de 30 000 emplois supplémentaires d'ici à 1990.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie déclare qu'il a demandé au Bureau du Plan de donner une justification détaillée des estimations concernant l'emploi.

Un membre souligne qu'il ressort de la présente discussion que le fait de ne pas disposer de toutes les données peut être à l'origine de discussions très délicates avec les Régions. Aussi le membre propose-t-il que ce document du Bureau du Plan, qui a été distribué aux membres de la Commission de l'Energie du Conseil régional wallon, soit également mis à la disposition de la Commission de l'Economie de la Chambre. Il propose également d'inviter les présidents des Exécutifs régionaux à la commission, pour la discussion des points de vue des régions, lorsque celles-ci auront défini leur position concernant la note du Gouvernement sur l'énergie.

Dans le cadre de la discussion générale de la note du Gouvernement sur l'énergie, le membre demande quel sera le rôle des pouvoirs publics dans le cadre de la politique énergétique. Quelle tâche le Gouvernement actuel se réserve-t-il dans ce domaine ?

L'orateur conteste également que l'augmentation de la part de l'énergie nucléaire dans notre approvisionnement en énergie contribue à la diversification. Une telle politique renforce une tendance plutôt qu'elle ne diversifie notre approvisionnement entre les divers secteurs énergétiques.

\* \* \*

Un membre estime que c'est à juste titre que les problèmes de l'environnement et de la protection des personnes retiennent l'attention particulière à propos du secteur nucléaire. Il demande par ailleurs quelle est la position du Gouvernement en ce qui concerne les mêmes problèmes par rapport au secteur de la pétrochimie.

\* \* \*

Un membre, qui tient tout d'abord à souligner que le problème énergétique ne fait pas partie des priorités immédiates de son groupe, émet des considérations d'ordre général. Le problème énergétique est étroitement lié au choix du type de société poursuivi. Il faut s'efforcer de parvenir

Er rijst ook een probleem op het gebied van de opslag van voorraden. Hoe ziet de Regering op dit ogenblik de problemen in verband met het Russische aardgas (energie-aspect, alsmede industriële en diplomatieke aspecten) ?

Het lid kan het voorgestelde principe van eenvormige petroleum prijzen over het hele land niet volledig bijtreden. Hij vreest moeilijkheden op het gebied van de prijsvorming.

Tenslotte vraagt het lid welke, qua capaciteit en levensduur, de mogelijkheden zijn van de Kempense steenkolenmijnen.

\* \* \*

Een lid is van oordeel dat de politiek van rationeel energieverbruik de ruggegraat moet vormen van de energiepolitiek van ons land. Volgens de uiteenzettingen van experten van het Planbureau in de Commissie Energie van de Waalse Gewestraad kan een dergelijk R. E. V.-beleid tegen 1990 een energiebesparing van 25 % opleveren en bovendien tot een bijkomende tewerkstelling van 50 000 eenheden leiden.

Deze cijfers worden evenwel onmiddellijk betwist door een aantal commissieleden. Volgens hen impliceren de ramingen van het Planbureau tegen 1990 slechts een energiebesparing van 10 à 15 % en een bijkomende tewerkstelling van 30 000 eenheden.

De Staatssecretaris voor Energie verklaart dat hij het Planbureau om een omstandige verantwoording van het vooropgestelde tewerkstellingscijfer heeft verzocht.

Deze discussie mondt uit in de vaststelling van een lid dat hier het bewijs geleverd wordt hoe delicaat dergelijke discussies met de Gewesten wel kunnen zijn, voornamelijk wanneer men niet over alle gegevens beschikt. Daarom stelt hij voor dat het document van het Planbureau, dat werd rondgedeeld in de Commissie Energie van de Waalse Gewestraad, eveneens ter beschikking van de Kamercommissie voor het Bedrijfsleven zou worden gesteld. Hij wenst bovendien dat, nadat de Gewesten hun standpunt betreffende de energienota van de Regering bepaald hebben, de Voorzitters van de Executieven door de Kamercommissie met het oog op bespreking van de standpunten van de Gewesten zouden uitgenodigd worden.

Nog in het kader van de algemene bespreking van de energienota van de Regering, informeert hetzelfde lid naar de rol van de Overheid in het energiebeleid. Welke functie ziet de huidige Regering zich terzake toebedeeld ?

Tevens bestrijdt spreker de mening dat het opvoeren van het nucleaire aandeel in onze energiebevoorrading een element van diversificatie zou zijn. Een dergelijk beleid strekt meer tot het versterken van een tendens dan tot het spreiden van het bevoorrading over de verschillende energiedragers.

\* \* \*

Een lid meent dat terecht veel aandacht geschonken wordt aan de problemen inzake leefmilieu en bescherming van de personen in de nucleaire sector. Hij vraagt zich evenwel af welke de houding is van de Regering ten opzichte van dezelfde problematiek in de petrochemische sector.

\* \* \*

Een lid, dat eerst beklemtoont dat het energievraagstuk niet onmiddellijk behoort tot de prioritaire punten van zorg van zijn fractie, formuleert de hiernavolgende algemene bedenkingen. Het energievraagstuk hangt nauw samen met de vraag naar het nagestreefde maatschappij-type. Er moet ge-

à un consensus quant aux besoins énergétiques de notre société et quant aux moyens destinés à rationaliser l'utilisation de l'énergie. Bien qu'il paraisse difficile à réaliser, ce consensus constitue l'élément fondamental du présent débat.

Dans ce contexte, l'intervenant doute du sérieux des adversaires de l'énergie nucléaire. C'est en vain que l'on attend qu'ils suggèrent des alternatives valables et réalistes. Selon lui, certaines formes d'énergie alternatives qui sont proposées ne constituent même pas un début de solution à nos problèmes énergétiques. Il n'existe d'ailleurs aucune étude scientifique concernant ces formes d'énergie. Le membre ajoute que les mêmes remarques valent pour les énergies douces. Les partisans de l'utilisation de ces énergies n'ont pas non plus d'idée précise quant à l'orientation à donner à notre société.

Pour terminer, l'orateur attire l'attention sur quelques problèmes spécifiques :

— L'organisation de la distribution des produits pétroliers : la rationalisation dans le secteur de la distribution est-elle la conséquence d'une adaptation aux données du marché ou la conséquence des problèmes que provoque le mode de financement de notre sécurité sociale ?

— Dans certaines régions du pays, et principalement à proximité de la frontière allemande, le bois est couramment utilisé pour le chauffage domestique. A-t-on déjà évalué le potentiel énergétique que représente le bois, ainsi que les avantages du reboisement ?

— Quelles sont les possibilités quant au remplacement du mazout pour le chauffage domestique ?

— Dans quelle mesure la télématique pourrait-elle, à l'avenir, avoir une influence sur nos problèmes énergétiques ?

\* \* \*

Un membre critique le rapport final de la Commission d'évaluation en matière d'énergie nucléaire de mars 1982 qu'il compare avec le précédent rapport des Sages datant de 1976. Il estime que l'actualisation des problèmes économiques et financiers par l'actuelle commission marque un progrès au niveau de la démarche méthodologique utilisée en matière de prévision de la consommation d'électricité. Depuis lors, en effet, diverses études ont montré, dans ce domaine, l'avantage des analyses effectuées à partir des facteurs déterminants de la demande d'énergie sur celles qui se fondent sur des extrapolations des consommations antérieures. La méthode qui consiste à élaborer des scénarios de demande d'électricité et à évaluer les investissements à mettre en œuvre en fonction de ces demandes et d'un calcul de minimisation de coût des fournitures de l'électricité à partir des différentes unités de production est, en principe, logique et cohérente.

Toutefois, l'application de la démarche et les conclusions — implicites et explicites — auxquelles elle aboutit contiennent des apports révélant des éléments contestables et exigent une critique rigoureuse; conditions de travail précipitées, hypothèses sujettes à critiques, incohérences et contradictions, incertitudes et lacunes sont autant d'éléments susceptibles, s'ils étaient réellement pris en considération, de bouleverser les conclusions du rapport actuel et de jeter les bases d'un véritable débat démocratique sur la problématique de l'énergie. Les critiques certes non exhaustives se veulent donc une contribution à un tel débat.

Le membre fait d'abord une critique générale du rapport qu'il estime bâclé. Il est indiqué à la page I, 2 du rapport final que « situer dans tous ses aspects, le problème

streefd worden naar een consensus over de energiebehoeften van onze maatschappij en de middelen tot een rationeel energieverbruik. Deze consensus, die moeilijk haalbaar lijkt, vormt de kern van het energiedebat.

Hij betwijfelt de ernst van hen die de nucleaire energie bestrijden. Tevergeefs wacht men op hun geldige en realistische alternatieven. Sommige voorgestelde alternatieve energievormen lijken hem zelfs geen begin van oplossing van onze energieproblemen. Wetenschappelijk gefundeerde studies over deze energievormen ontbreken immers. Dezelfde bezwaren treffen volgens het lid de zachte energieën. Ook hier ontbreekt bij de voorstanders een duidelijk afgelijnde maatschappijvisie.

Tenslotte vestigt dezelfde spreker de aandacht op de volgende specifieke problemen :

— De organisatie van de verdeling van petroleumprodukten : is de rationalisering in deze distributiesector het gevolg van een aanpassing aan de gegevens van de markt of het gevolg van storingen die optreden i.v.m. de wijze van financieren van onze sociale zekerheid ?

— In sommige streken van ons land, voornamelijk langs de Duitse grens, wordt zeer veel gebruik gemaakt van hout voor huishoudelijke verwarming. Zijn er ramingen gemaakt betreffende de energiemogelijkheden van hout en de voordelen van herbebossing ?

— Welke zijn op het stuk van huishoudelijke verwarming de mogelijkheden inzake vervanging van stookolie ?

— Welk is het toekomstig belang van de telematica voor i.v.m. de energieproblemen ?

\* \* \*

Een lid laat zich kritisch uit over het eindverslag van de Commissie van Beraad inzake Kernenergie van maart 1982, dat hij vergelijkt met het vorige verslag van de Wijzen in 1976. Zijns inziens is de actualisering van de economische en financiële problemen erop vooruitgegaan, in die zin dat de bij het vaststellen van de ramingen inzake elektriciteitsverbruik aangewende methode werd verfijnd. Sindsdien hebben verschillende studies immers uitgewezen dat onderzoeken die uitgaan van de factoren welke de vraag naar energie bepalen, betrouwbaarder zijn dan die welke op extrapolatie van vroegere verbruikscijfers steunen. De methode waarbij scenario's betreffende de vraag naar elektriciteit worden opgesteld en waarbij aan de hand van die vraag en van de berekening der minimale kosten van de elektriciteitsvoorziening voor elke productie-eenheid de nodige investeringen worden geraamd, is principieel logisch en coherent.

Toch hebben de gebruikte methode en de — impliciete en expliciete — besluiten waartoe ze heeft geleid, zeer betwistbare gegevens opgeleverd en ze vergen een streng kritisch onderzoek : er werd te overhaast gewerkt, hypothesen die vatbaar zijn voor kritiek, gebrek aan samenhang en tegenstrijdigheden, punten van onzekerheid en leemten; indien met al die factoren werkelijk rekening werd gehouden, zouden de conclusies van het huidige verslag op losse schroeven komen te staan en dat zou meteen de aanzet kunnen vormen tot een echt democratisch debat over het energievraagstuk. Die punten van kritiek zijn niet limitatief; zij zijn bedoeld als een bijdrage tot zulk een debat.

Eerst uit het lid een algemene kritiek op het verslag, dat hij slordig noemt. Op blz. 1, 2 van het eindrapport kan men het volgende lezen : « Om het probleem dat door de

posé par le développement du parc de production électrique dans un contexte général, ...aurait requis un délai nettement plus long que celui dont a disposé le groupe de travail ».

D'autre part, la Commission des Sages émet des hypothèses contestables.

Une première hypothèse générale fondamentale implique une vision statique de l'économie. Le membre cite à la page 1, 2, du rapport technique : « De telles simulations n'incorporent, par hypothèses, aucun développement majeur dans le domaine des mutations sectorielles de notre économie ». La commission, dans sa synthèse finale, note pourtant elle-même que « la politique énergétique doit s'inscrire dans le cadre de la situation économique générale caractérisée par... une mutation accélérée des structures industrielles ».

Le fait est que de telles mutations structurelles accélérées vont dans le sens d'une réorganisation de l'industrie autour des secteurs « légers » à haute valeur ajoutée et à consommation spécifique d'énergie relativement faible par rapport aux secteurs lourds en déclin. Négliger un tel fait conduit à exagérer artificiellement la demande future d'énergie et, dès lors, à la dimension des parcs d'équipement destinés à y répondre.

Un facteur déterminant de la demande d'énergie est l'ampleur des programmes d'utilisation rationnelle de l'énergie (U. R. E.) dans les différents secteurs. Parmi ceux-ci, le secteur « domestique et assimilé » constitue une cible stratégique. C'est en effet lui qui, entre autres, dans le domaine de la consommation électrique, joue un rôle moteur dans la croissance ralentie des besoins en énergie primaire de ces dernières années. A cet égard, le groupe de travail émet des hypothèses particulièrement critiquables : d'une part, il ne retient que des niveaux d'isolation médiocres pour les bâtiments neufs et existants et d'autre part il considère comme acquis un développement non négligeable de certains appareils électrochauffants, notamment :  $\pm 10\%$  de pénétration du chauffage électrique dans les logements neufs sur toute la décennie et passage du taux d'équipement des cuisinières électriques de 30 à 51 % (voir pp. II, 12 et 13 du rapport technique).

Le groupe de travail est à ce point conscient des contraintes et des inconvénients liés aux exigences de fonctionnement des centrales nucléaires (inertie, production d'électricité de base...) qu'elle en arrive, sous forme de recommandation, à émettre l'hypothèse implicite d'une gestion de la demande d'électricité en fonction des impératifs dictés par la production nucléaire : « il est dès lors indiqué de prendre des dispositions pour adapter la demande électrique à la structure de plus en plus nucléaire du parc ». Une telle pratique, scientifiquement inadmissible, fausse totalement le débat en négligeant complètement toute discussion critique des conséquences actuelles et futures liées au « choix » nucléaire.

Dans le calcul du coût économique, un des paramètres-clés est le taux auquel les dépenses et les recettes futures sont actualisées. Le taux d'actualisation retenu par le groupe de travail est celui utilisé par les producteurs d'électricité (8,6 %) « pour lequel la Commission ne dispose d'aucune justification autre que la tradition » (p. VI, 1 du rapport technique).

Cependant, le groupe de travail note que « suivant l'approche micro-économique, le taux devrait s'élever au-delà de 10 % et suivant l'approche macro-économique il ne devrait être que de l'ordre de 5 % » (p. III, 4 du rapport technique).

ontwikkeling van het elektrisch productiepark is gerezen, in al zijn aspecten te kunnen behandelen tegen een algemene achtergrond... had de Werkgroep heel wat meer tijd moeten beschikken dan nu het geval is geweest ».

Voorts vertrekt de Commissie van Wijzen van betwistbare hypothesen.

Een eerste fundamentele en algemene hypothese verraadt een statische visie op de economie. Het lid haalt op bladzijde 1, 2, van het technische verslag de volgende passus aan : « Ook werd (in die simulaties) geen enkele hypothese ingebouwd omtrent een belangrijke ontwikkeling op het gebied van de sectoriele mutaties in onze economie ». In haar eindverslag wijst de commissie er evenwel zelf op dat « Het energiebeleid zelf rekening moet houden met de algemene economische toestand, gekenmerkt door... een versnelde omschakeling van de industriële structuren ».

Het is een feit dat die versnelde structurele omschakeling in de richting gaat van een reorganisatie van de industrie rond « lichte » bedrijfstakken met een hoge toegevoegde waarde en een relatief laag energieverbruik vergeleken met de zware sectoren in verval. Als daarmee geen rekening wordt gehouden, wordt het verwachte energieverbruik kunstmatig overtrokken en meteen ook de infrastructuur die daarin moet voorzien.

Doorslaggevend inzake de vraag naar energie is de omvang van de programma's van rationeel energieverbruik (R. E. V.) in de verschillende bedrijfstakken. Het « huishoudelijk en aanverwant » verbruik is daarbij van strategisch belang. Onder meer inzake elektriciteitsverbruik heeft die sector de laatste jaren immers een beslissende rol gespeeld in de vertraagde groei van de vraag naar primaire energie. In dat opzicht steunt de werkgroep op bijzonder aanvechtbare veronderstellingen : nieuwe en bestaande gebouwen zouden, volgens hem, slechts een vrij lage graad van isolatie kennen en voorts beschouwt de groep het als een uitgemaakte zaak dat sommige elektrische verwarmingsapparaten nog een aanzienlijk ontwikkeling tegemoet gaan, met name :  $\pm 10\%$  meer volledige elektrische verwarming in de nieuwe woningen over het hele decennium en stijging van het percentage elektrische keukenfornuizen van 30 % tot 43 % (zie technisch rapport, blz. II, 12 en 13).

De werkgroep is zich dermate bewust van de beperkingen en de nadelen die verbonden zijn aan de werking van de kerncentrales (traagheid, voortbrengst van basiselektriciteit...) dat hij, in de vorm van een aanbeveling, de impliciete hypothese geformuleerd heeft van een beheer van de vraag naar elektriciteit in functie van de noodwendigheden die door de kernproductie worden opgelegd : « het is derhalve aangewezen regelingen te treffen om de vraag naar elektriciteit aan te passen aan de steeds meer op kernenergie afgestemde infrastructuur ». Een dergelijke benadering, die uit een wetenschappelijk oogpunt onaanvaardbaar is, ontwijkt volkomen het debat en negeert een kritische discussie over de huidige en latere gevolgen van de ten gunste van kernenergie gedane keuze.

Bij de berekening van de economische kosten vormt het percentage waartegen de toekomstige uitgaven en ontvangsten geactualiseerd worden, een van de bijzonderste parameters. Het door de werkgroep in aanmerking genomen actualiseringspercentage is de door de elektriciteitsproducenten gehanteerde 8,6 % « waarvoor de Commissie over geen enkele andere rechtvaardiging dan de traditie beschikt » (blz. VI, 1 van het technisch rapport).

De werkgroep stipt evenwel aan dat volgens « een micro-economische benadering het percentage meer dan 10 % zou moeten bedragen en volgens een macro-economische benadering het slechts van de orde van 5 % zou moeten zijn » (blz. III, 4 van het technisch rapport).

Le groupe de travail admet donc implicitement que la production privée d'électricité d'origine nucléaire tend vers une logique macro-économique d'intérêt publique.

L'orateur indique ensuite un certain nombre d'incohérences, de contradictions et d'incertitudes.

Dans le choix du critère d'« économicité » comme un des critères de décisions pour l'installation de nouvelles unités de production d'électricité, le groupe de travail introduit une contrainte fondamentale, à savoir que la part du nucléaire représenterait 75 % (66 % dans le cas d'une variante) dans la production totale d'électricité. Parallèlement à cette hypothèse, le groupe prend comme facteur de charge des centrales nucléaires une valeur de 74 %. Ces deux hypothèses sont en parfaite contradiction; 75 % de part du nucléaire correspond en effet, et le groupe le reconnaît lui-même, à « une utilisation des centrales nucléaires empiétant sur la partie supérieure du diagramme de charge ». En clair, cela signifie qu'avec un facteur de charge de 74 %, la production d'électricité d'origine nucléaire sera largement supérieure à la demande d'électricité durant les périodes creuses de consommation (pointes inférieures du diagramme); dès lors, il faudra que les centrales nucléaires fonctionnent au ralenti ou que certaines d'entre elles soient arrêtées, ce qui, forcément, diminuera le facteur de charge sur l'année et augmentera donc le coût du kWh nucléaire dans des proportions importantes, bouleversant ainsi l'économicité du nucléaire.

Le groupe de travail admet, par ailleurs, qu'« une grande incertitude subsiste au sujet du coût du démantèlement des centrales nucléaires. Les cas de démantèlement étant très peu nombreux, les estimations de coût restent spéculatives ». Les données étrangères varient entre 100 \$ et 300 \$ par kW et l'on peut s'étonner de ce que le groupe de travail ait retenu un montant correspondant à la limite inférieure de cette fourchette, à savoir 125 \$ par kW alors que la fourchette porte sur une somme de 10 milliards de francs pour une centrale de 1000 MW.

Produire les trois-quarts de l'électricité à partir de quelques unités de forte puissance implique nécessairement des investissements très importants en unités de réserve également de forte puissance. Le coût d'une défaillance d'un parc de production aussi centralisé est très élevé en termes de réserve nécessaire pour y pallier; il est d'autant plus élevé que l'on s'impose une durée probable de rupture d'approvisionnement qui est faible. Dans le rapport des Sages de 1976, cette durée était fixée à 4 h par an; les producteurs d'électricité tiennent compte d'une interruption de 16 h par an. Le groupe de travail de l'actuel rapport des Sages fixe la durée à 25 h par an. Il justifie ce point de vue en soulignant, qu'une durée probable de défaillance plus faible nécessiterait « de recourir à des taux de réserve fort élevés et coûteux en capitaux ». Le membre regrette que le groupe de travail n'ait pas « facturé » au kWh nucléaire ce surcroît différentiel de sécurité propre aux systèmes hypercentralisés (les systèmes de production mettant en œuvre des unités décentralisées de puissance réduite entraînent des coûts de réserve proportionnellement inférieurs aux systèmes centralisés: la production d'électricité étant répartie sur un plus grand nombre d'unités, la probabilité d'une défaillance générale du système est moindre et les investissements nécessaires en unités de réserve sont également moins importants que dans un système centralisé).

De werkgroep geeft dus impliciet toe dat de privé-productie van uit kernenergie opgewekte elektriciteit zich ontwikkelt in de zin van een macro-economische logica van openbaar belang.

Spreker wijst vervolgens op een gebrek aan samenhang van de tekst, alsmede op tegenstrijdigheden en onzekerheden die erin voorkomen.

Bij de keuze van het « economisch criterium » als een van de criteria die gehanteerd worden bij het nemen van beslissingen voor de installatie van nieuwe productie-eenheden voor elektriciteit, voert de werkgroep een fundamentele randvoorwaarde in door te stellen dat het aandeel van de kernenergie in de totale elektriciteitsproductie 75 % (66 % volgens een variante) zou bedragen. Parallel daarmee schat de groep de belastingsfactor van de kerncentrales op 74 %. Beide hypothesen zijn volkomen in strijd met elkaar: een aandeel van 75 % voor de kernenergie stemt immers overeen, en dat geeft de werkgroep zelf toe, met een gebruik van de kerncentrales tot aan de top van het belastingsdiagram. Een en ander betekent dat met een belastingsfactor van 74 % de productie van elektriciteit uit kernenergie veel hoger zal liggen dan de vraag naar elektriciteit tijdens de perioden van gering verbruik (onderste punten van de diagram); de kerncentrales zullen dus trager moeten werken ofwel zullen sommige daarvan moeten worden stilgelegd, hetgeen de belastingsfactor over het jaar vermindert, wat dan weer in een aanzienlijke verhoging van de kosten van het kWh elektriciteit uit kernenergie resulteert, zodat het economisch voordeel van elektriciteitswinning uit kernenergie teniet gedaan wordt.

De werkgroep geeft anderzijds toe dat er « grote onzekerheid blijft bestaan omtrent de kosten i.v.m. de ontmanteling van kerncentrales. Aangezien de gevallen van ontmanteling zeer weinig talrijk zijn, blijven de desbetreffende ramingen speculatief ». De buitenlandse gegevens variëren van 100 \$ tot 300 \$ per kWh en het baart dan ook verwondering dat de werkgroep een cijfer hanteert dat overeenstemt met de laagste schatting, met name 125 \$ per kWh, terwijl met de betrokken marge een bedrag van 10 miljard frank gemoeid is voor een centrale van 1000 MW.

Het produceren van drievierde van alle elektriciteit door enige zeer krachtige eenheden impliceert noodzakelijkerwijze zeer aanzienlijke investeringen in eveneens zeer krachtige reserve-eenheden. Als een zo gecentraliseerd productiepark ooit defect raakt, komen daar erge hoge kosten bij kijken, met name op het stuk van de reserve die noodzakelijk is om het defect te verhelpen; die kosten zijn des te hoger daar men zich geen lange onderbreking van de elektriciteitsvoorziening kan veroorloven. In het verslag van de Wijzen van 1976 was die onderbreking vastgesteld op 4 uur per jaar; de elektriciteitsproducenten houden rekening met een onderbreking van 16 uur per jaar. De werkgroep die het jongste rapport van de Wijzen opstelde, spreekt van een onderbreking van 25 uur per jaar. Hij verantwoordt die stelling door erop te wijzen dat men met het oog op een vermoedelijk kortere duur van het defect, « zou moeten voorzien in zeer hoge en zeer dure reservepercentages ». Het lid betreurt dat de werkgroep die « veiligheidsmarge », die eigen is aan hypergecentraliseerde systemen, niet verrekend heeft in de prijs van het kWh kernelektriciteit (productiesystemen die gebruik maken van minder krachtige gedecentraliseerde eenheden brengen reservekosten met zich welke verhoudingsgewijs lager zijn dan die van gecentraliseerde systemen: aangezien de elektriciteitsproductie over een groter aantal eenheden gespreid wordt, zal het systeem waar-schijnlijk minder gemakkelijk volledig defect raken en ook de noodzakelijke investeringen in reserve-eenheden zijn minder aanzienlijk dan voor een gecentraliseerd systeem).



En conclusion, le membre est d'avis que le rapport actuel, en appliquant une démarche méthodologique quelque peu plus rigoureuse que celle utilisée par les producteurs d'électricité, aboutit à des scénarios de plans d'équipement sensiblement en retrait par rapport aux prévisions faites par ces derniers.

En 1976, la Commission des Sages envisageait 4 scénarios d'évolution de la consommation d'électricité qui débouchaient en 1985 sur les chiffres suivants : 59 300 GWh; 72 000 GWh; 89 000 GWh et 100 500 GWh correspondant respectivement aux taux de croissance de 3,4 %, 5,4 %, 7,7 % et 9 %.

En 1981, la consommation d'électricité a atteint 44 845 GWh, ce qui correspond à un taux de croissance moyen de 3 % pour la période 1970-1981. La prolongation de cette tendance jusqu'en 1985 conduirait à une consommation de 50 473 kWh, soit une valeur largement inférieure aux 59 300 GWh du scénario le plus modéré envisagé en 1976.

\* \* \*

Un membre souligne le rôle joué et le travail fourni par les institutions européennes dans le cadre du problème de l'énergie. Il estime que des rapports importants que le Parlement européen a votés dans le domaine de la sécurité des centrales nucléaires, des économies d'énergie et des relations entre la Communauté et les Etats du Golfe doivent figurer dans le dossier énergétique qui est soumis à la Commission.

Le membre se dit déçu par l'attitude de certains qui considèrent les décisions prises en la matière au niveau européen comme une sorte de calamité face à laquelle nous sommes impuissants. Il estime au contraire que, surtout à présent qu'elle assure la présidence du Conseil de ministres, la Belgique est en mesure de jouer un rôle actif, par exemple au sein du Conseil chargé des problèmes énergétiques.

C'est pourquoi il critique également les points de vue minimalistes qui sont exprimés dans les options soumises à la Commission. Quelle position la Belgique adoptera-t-elle à l'égard de la politique budgétaire des Communautés européennes ? Le Gouvernement insistera-t-il pour que les crédits destinés à l'utilisation rationnelle de l'énergie et au développement des énergies renouvelables soient examinés en priorité ?

La même remarque s'applique, selon l'intervenant, à la politique des Communautés européennes en matière d'emprunts. Le Gouvernement est-il d'accord sur les objectifs proposés par les Communautés européennes en matière d'investissements U. R. E. dans les secteurs industriel et ménager ? Le membre voudrait dès lors être informé des prévisions, des objectifs concrets et des projets du Gouvernement dans le domaine d'une politique sérieuse d'U. R. E.

Le Gouvernement ne laisse-t-il pas passer une occasion en ne faisant pas usage des « facilités Ortoli » ? Quelles initiatives le Gouvernement prend-il en ce qui concerne la procédure communautaire de concertation ? En d'autres termes, le Gouvernement ne peut-il pas contribuer à l'élaboration d'une procédure communautaire dans le cadre de laquelle l'aide d'Euratom serait refusée aux Etats qui installent des centrales nucléaires dans des zones frontalières et ne respectent pas la procédure de concertation ?

Quant au problème des raffineries de pétrole, le membre attire l'attention sur la communication que la Commission européenne a faite au Conseil de ministres. La Commission propose de réduire la capacité de production de 25 %. Il y a peu, 2 raffineries ont cessé leur activité en Grande-Bretagne et 3 ont fait de même en Italie. Le membre se

Tot besluit meent het lid dat het voorliggende verslag, waarin een ietwat strengere methode wordt toegepast dan die welke wordt aangewend door de elektriciteitsproducenten, tot schema's voor uitrustingsplannen leidt die een aanzienlijke stap terug betekenen in vergelijking met de door laatstgenoemden gemaakte ramingen.

In 1976 had de Commissie van de Wijzen verband met de ontwikkeling van het elektriciteitsverbruik vier schema's vooropgesteld, die in 1985 volgende cijfers te zien gaven : 59 300 GWh; 72 000 GWh; 89 000 GWh en 100 500 GWh, wat respectievelijk overeenstemt met een groeipercentage van 3,4 %, 5,4 %, 7,7 % en 9 %.

In 1981 beliep het elektriciteitsverbruik 44 845 GWh, wat overeenstemt met een gemiddeld groeiritm van 3 % voor de periode 1970-1981. Indien deze trend zich tot in 1985 doorzet, zou dit leiden tot een verbruik van 50 473 kWh; dat is een verbruik dat heel wat lager ligt dan de meest gematigde raming van 1976, namelijk 59 300 GWh.

\* \* \*

Een lid wijst op de rol en het werk van de Europese instellingen op het vlak van het energievraagstuk. Belangrijke, door het Europese Parlement gestemde rapporten in verband met de veiligheid van de kerncentrales, energiebesparingen en de relaties tussen de Gemeenschap en de golfstaten, moeten volgens het lid deel uitmaken van het aan deze commissie voorgelegde energiedossier.

Het lid spreekt zijn ontgoocheling uit over de houding van sommigen die de beslissingen terzake genomen op Europees vlak als een soort van onheil beschouwen waartegen niets te doen valt. Hij is van oordeel dat ons land integendeel, zeker nu ten tijde van het Belgische voorzitterschap van de Raad van Ministers, een actieve rol kan spelen, bv. in de Raad van Europese Ministers voor Energievraagstukken.

Daarom valt hij ook de minimalistische standpunten aan die in de voorgelegde opties uitgedrukt staan. Welke zal de houding zijn van ons land tegenover het begrotingsbeleid van de Europese Gemeenschappen ? Zal de Regering een punt maken van een prioritaire bespreking van de kredieten bestemd voor rationeel energieverbruik en hernieuwbare energievormen ?

Dezelfde opmerking geldt volgens spreker voor het leningenbeleid van de Europese Gemeenschappen. Is de Regering akkoord met de doelstellingen die door de Gemeenschappen worden voorgesteld inzake R. E. V.-investeringen in de industriële en huishoudelijke sectoren ? Spreker wenst bijgevolg de prognoses, de concrete doelstellingen en plannen te kennen van de Regering inzake een ernstig R. E. V.-beleid.

Mist de Regering geen kans door geen gebruik te maken van Ortoli-faciliteiten ? Wat doet de Regering op het vlak van de communautaire overlegprocedure ? Kan de Regering m.a.w. niet meewerken aan de uitwerking van een communautaire procedure waardoor de landen, die kerncentrales installeren in grensgebieden en de overlegprocedure niet respecteren, uitgesloten worden van de steun van Euratom ?

Inzake de petroleumraffinerijen wijst het lid op de mededeling van de Europese commissie aan de Minister-raad. De commissie stelt een vermindering voor van de productiecapaciteit met 25 %. Recent werden in Groot-Brittannië 2 en in Italië 3 raffinaderijen gesloten. Derhalve vraagt het lid zich af of onze Regering eventueel op dit



demande dès lors si le Gouvernement ne juge pas utile d'établir un planning et de mettre au point des mesures sociales d'accompagnement. Il désire en outre savoir si le taux d'utilisation de la capacité de raffinage (55 %) dont les entreprises de raffinage font mention n'est pas lui-même inférieur à la réalité.

Enfin, le membre estime que les incitants qui doivent déterminer une politique efficace en matière d'énergie doivent avoir le caractère de subsides plutôt que de consister en des mesures fiscales. Il est clair que ces incitants doivent agir au moment de la décision d'investissement. Le membre admet toutefois que le versement tardif des subsides pourrait avoir un effet retardateur. Une accélération et une simplification de la procédure administrative permettraient cependant de remédier à cet inconvénient. Le membre propose par conséquent de maintenir l'octroi de subsides plutôt que d'intervenir sur le plan fiscal. Il demande dès lors au Secrétaire d'Etat à l'Energie de bien vouloir examiner ce problème.

\* \* \*

Un membre demande encore quelle est la signification exacte de l'option exprimée par le Secrétaire d'Etat à l'Energie en ce qui concerne l'infrastructure d'approvisionnement en produits pétroliers convenant à chaque Région. Cela signifie-t-il que les Régions tendent à constituer des stocks pétroliers ?

#### b) Réponses du Secrétaire d'Etat à l'Energie

Quant au rôle des pouvoirs publics dans la politique énergétique, le Secrétaire d'Etat répond que, tout d'abord, le rôle du Gouvernement dans la fixation des tarifs des produits énergétiques est important. Récemment, il l'a prouvé en ce qui concerne les tarifs de l'électricité. Les contrats d'approvisionnement en gaz sont approuvés par le Gouvernement qui doit les inclure dans la politique énergétique du pays. Cette question sera approfondie lors de l'examen du chapitre « gaz ». Il fait remarquer qu'aucun système n'est sans faille et que la politique énergétique s'inscrit dans le cadre d'une politique économique globale. Les approvisionnements en gaz coûtent cher et tandis que d'autres pays y ont trouvé la possibilité d'obtenir des compensations industrielles, l'action menée par Distrigaz n'a conduit qu'à des échecs. En ce qui concerne le contrat avec l'Algérie, aucune compensation industrielle n'était assurée contractuellement. Dans le cadre des négociations avec les Russes, on a dû constater l'échec des compensations industrielles, et enfin, on a pu regretter qu'à nouveau, Distrigaz se mettait dans une position nettement en retrait en ce qui concerne les compensations industrielles, pour discuter les possibilités d'approvisionnement de gaz norvégien.

Pour les produits pétroliers, le contrat de programme détermine la formation des prix. Un avenant à ce contrat a été signé en février 1982. On se trouvait à mi-chemin dans l'exécution du contrat signé en 1979 par le Ministre des Affaires économiques de l'époque, d'une part et la Fédération pétrolière, d'autre part.

Quant à la diversification des sources d'approvisionnement, le Gouvernement peut y participer de manière très efficace en appuyant, de manière sélective, la négociation et la réalisation de gros contrats et en les insérant d'ailleurs dans un cadre de relations commerciales réciproques avec compensation.

Dans le domaine de l'électricité, on sait que les autorisations publiques nécessaires font en sorte qu'il ne peut y avoir qu'une politique coordonnée en la matière, où les autorités publiques prennent leurs responsabilités.

gebied geen planning en geen sociale begeleidingsmaatregelen nodig acht. Tevens wenst hij te weten of het cijfer van 55 % capaciteitsgebruik vermeld door de raffinageondernemingen niet onderschat is.

Tenslotte is het lid van oordeel dat de stimuli in het kader van een efficiënt R. E. V.-beleid eerder van subsidie-aard moeten zijn dan van fiscale aard. Het is duidelijk dat de stimuli moeten gegeven worden op het ogenblik van de beslissing tot de investering. Hij geeft wel toe dat de laattijdige uitkering van subsidies remmend werkt. Dit nadeel is eventueel gemakkelijk op te vangen via een versnelde en vereenvoudigde administratieve procedure. Hij pleit bijgevolg voor het behoud van de uitkering van subsidies eerder dan voor maatregelen op fiscaal vlak. Hij verzoekt de Staatssecretaris voor Energie dan ook dit probleem te willen onderzoeken.

\* \* \*

Een lid vraagt nog welke de juiste betekenis is van de optie uitgedrukt door de Staatssecretaris voor Energie i.v.m. de infrastructuur inzake de bevoorrading in aardolieproducten die geschikt zou zijn voor elk gewest. Betekent dit een streven van de gewesten tot het aanleggen van petroleumvoorraden ?

#### b) Antwoorden van de Staatssecretaris voor Energie

Wat de rol van de overheid in het energiebeleid betreft, antwoordt de Staatssecretaris dat de Regering eerst en vooral een belangrijke rol te spelen heeft in de vaststelling van de tarieven der energieproducten. Met name heeft zij zulks onlangs gedaan voor de elektriciteitstarieven. De contracten inzake gasvoorziening worden goedgekeurd door de Regering, die daarvoor een plaats moet inruimen in het energiebeleid van het land. Bij de bespreking van het hoofdstuk « gas » zal uitvoeriger op dat punt worden ingegaan. Hij merkt op dat geen enkele regeling zonder gebreken is en dat het energiebeleid deel uitmaakt van het algemeen economisch beleid. Gasvoorziening kost veel en terwijl andere landen de mogelijkheid hebben gevonden om industriële compensaties te bekomen, heeft de bedrijvigheid van Distrigaz alleen mislukkingen opgeleverd. Wat de overeenkomst met Algerije betreft heeft men contractueel over geen enkele industriële compensatie enige zekerheid. In het kader van het overleg met de Russen heeft men de mislukking van de industriële compensaties moeten vaststellen en ten slotte moet men betreuren dat Distrigaz andermaal een duidelijk teruggetrokken positie inzake industriële compensaties innam toen de mogelijkheden van gasvoorziening uit Noorwegen werden besproken.

Voor de aardolieproducten bepaalt het programmacontract de prijsvorming. Een bijvoegsel bij dat contract werd in februari 1982 ondertekend. Men bevond zich halverwege de uitvoering van het contract dat in 1979 werd ondertekend door de toenmalige Minister van Economische Zaken en de Petroleumfederatie.

Inzake diversifiëring van de voorzieningsbronnen kan de Regering een zeer doeltreffende rol spelen door selectief het onderhandelen en het totstandkomen van grote contracten aan te moedigen en ze overigens een plaats te geven in het kader van de wederzijdse handelsbetrekkingen met compensatie.

Op het stuk van de elektriciteit is bekend dat de noodzakelijke overheidsvergunningen zo verlopen, dat er slechts één gecoördineerd beleid terzake kan bestaan, waarin de overheid beslissingen moet nemen.

On peut donc prétendre qu'en matière de politique énergétique, le Gouvernement est armé pour mener la politique volontariste dont le pays a besoin. Cette politique, selon le Secrétaire d'Etat, ne peut pas être dirigiste ou étatique. On constate en effet que les pays qui pratiquent ces politiques ont connu et connaissent des échecs beaucoup plus graves que les nôtres. Il est intéressant de constater que le gouvernement de la République Française vient de signer un contrat de programme ayant des ressemblances manifestes avec celui que nous connaissons.

En conclusion, le gouvernement belge est armé pour mener une politique énergétique valable mais il ne peut le faire seul.

A certains membres qui ont demandé quelles étaient les prévisions des consommations futures d'énergie servant de guide à la politique énergétique de ce Gouvernement, le Secrétaire d'Etat déclare qu'il est évidemment important de déterminer la politique énergétique à long terme, et des prévisions sont nécessaires pour ce faire. Nous disposons d'une méthode de prévision, celle des scénarios. Cependant, ce n'est pas en donnant une valeur taboue à des taux de croissance quels qu'ils soient, ni en discutant les différences entre taux de croissance obtenus scientifiquement par des méthodes et des modèles différents, qui l'on construit une politique énergétique.

Selon le Secrétaire d'Etat, un responsable de la politique énergétique doit écouter tous les avis sérieux, donc bien étayés, qui lui sont proposés, et ensuite décider en pleine responsabilité.

C'est d'ailleurs ce que précise le rapport d'actualisation de la Commission des Sages, en déclarant que les résultats des études prévisionnistes « balisent le champ de décision » : une décision ne peut être prise en fonction d'un seul chiffre auquel on accorderait une valeur absolue. Les auteurs de ce rapport en conviennent puisqu'ils ont choisi trois hypothèses sur lesquelles ils ont bâti trois scénarios. En tout état de cause, nous devons nous fonder sur une nécessaire croissance économique, comme l'ont confirmé récemment les ministres des pays de l'O. C. D. E.

Ces considérations étant faites, sur quelles bases va-t-on évaluer l'évolution des consommations ?

La note préparatoire du Gouvernement comporte un état des lieux : on constate dans presque tous les domaines une rupture brutale de l'évolution des consommations en 1980 et en 1981. Il est un peu tôt pour tirer une conclusion à moyen ou à très long terme, d'une situation finalement très spécifique. Plusieurs documents de la liste figurant en annexe de ladite note proposent des perspectives d'évolution des consommations. En outre, le Gouvernement pourra s'inspirer des perspectives admises à l'étranger ou établies par certains organismes privés.

Dans ce contexte et en réponse à la question d'un membre, le Secrétaire d'Etat souligne qu'il est évident qu'un pays comme la Belgique doit insérer sa politique dans un cadre international, et jouer un rôle dans les différents organismes : l'Agence Internationale de l'Energie dans le cadre de l'O. C. D. E. d'une part, et la Communauté économique européenne, à l'intérieur de laquelle les liens entre Etats membres sont beaucoup plus étroits, d'autre part.

\* \* \*

Le Secrétaire d'Etat traite ensuite des problèmes existant dans le secteur des produits pétroliers.

En ce qui concerne l'objectif à atteindre en matière de dépendance pétrolière, il estime qu'il est dangereux surtout dans le cadre de ce débat, de se référer à des chiffres absolus.

Bijsvolg kan worden gesteld dat de Regering inzake energiebeleid gewapend is om het voluntarische beleid te voeren waaraan het land nood heeft. Dat beleid mag, volgens de Staatssecretaris, niet dirigistisch of etatistisch zijn. Wij stellen immers vast dat de landen die een dergelijk beleid voeren, nog veel grotere mislukkingen dan wij hebben ondergaan en nog ondergaan. Het is interessant vast te stellen dat de Franse Regering pas een programmacontract heeft ondertekend dat een opvallende gelijkenis vertoont met wat wij hier kennen.

Tot besluit is de Belgische Regering gewapend om een deugdelijk energiebeleid te voeren, maar dat kan zij niet alleen.

Ten behoeve van sommige leden die gevraagd hebben wat de vooruitzichten van het toekomstige energieverbruik zijn, uitgaande van het energiebeleid van deze Regering, verklaart de Staatssecretaris dat het uiteraard van belang is dit beleid op lange termijn vast te leggen, en daartoe zijn vooruitzichten noodzakelijk. Wij hebben een prognosemethode te onzer beschikking, die van de « scenario's ». Maar een energiebeleid kan niet tot stand komen door welke groei-voeten dan ook onaantastbaar te verklaren, noch door het verschil tussen groei-voeten te bespreken die wetenschappelijk werden verkregen door middel van uiteenlopende methodes en modellen.

Volgens de Staatssecretaris moet degene die voor het energiebeleid verantwoordelijk is, aandacht schenken aan alle ernstige — en bijgevolg degelijk gestaafde — adviezen die hem worden voorgelegd en nadien met volle zin voor verantwoordelijkheid een beslissing nemen.

Dat is overigens wat het actualiseringsverslag van de Commissie der Wijzen preciseert wanneer zij stelt dat de resultaten van de studies inzake vooruitzichten « het beslissingsgebied afbakenen » : een beslissing mag niet afhankelijk worden gemaakt van één enkel cijfer waaraan een absolute waarde zou worden gehecht. De auteurs van bedoeld verslag zijn het daarover eens, aangezien zij die hypothesen hebben gekozen waarop zij drie scenario's hebben gebouwd. Hoe dan ook, wij moeten ons baseren op een noodzakelijke economische groei, zoals de Ministers van de O. E. S. O.-landen onlangs hebben bevestigd.

Dit gesteld zijnde, op welke basis gaat men het verloop van het energieverbruik beoordelen ?

De voorbereidende nota van de Regering bevat een stand van zaken : men stelt in zowat alle domeinen een bruuske breuk vast in het verloop van het verbruik in 1980 en 1981. Het is een beetje vroeg om op middellange of lange termijn een conclusie te trekken uit een toestand die uiteindelijk erg specifiek is. Verschillende stukken van de lijst die bij bedoelde nota is gevoegd, stellen prognoses inzake het verloop van het verbruik voor. Bovendien kan de Regering zich laten leiden door prognoses die in het buitenland zijn aanvaard of die door bepaalde particuliere instellingen werden opgemaakt.

In die context en in antwoord op de vraag van een lid onderstreept de Staatssecretaris dat een land als België bij zijn beleid vanzelfsprekend rekening moet houden met de internationale context en een rol moet spelen in de verschillende instellingen : Internationaal Energieagentschap in het kader van de O. E. S. O., enerzijds, en de Europese Economische Gemeenschap, waar de banden tussen de lidstaten veel nauwer zijn, anderzijds.

\* \* \*

De Staatssecretaris handelt vervolgens over de vraagstukken in verband met de aardolieprodukten.

Wat het oogmerk inzake afhankelijkheid op aardoliegebied betreft is hij van oordeel dat het gevaarlijk is, vooral in het kader van dit debat, om absolute cijfers te steunen.

Avec 40 % de dépendance pétrolière dans un marché tendu, il faudrait sans doute aller encore plus loin. Par contre, le Secrétaire d'Etat se demande s'il faudrait encore consacrer des dépenses très élevées si l'on se trouvait à 42 %, dans un marché plus détendu.

Les chiffres peuvent être pris en considération en tant qu'ordres de grandeur, mais non comme valeur absolue.

En ce qui concerne la stratégie du Gouvernement en matière de distribution des produits pétroliers, le Secrétaire d'Etat déclare que le mouvement de diminution du nombre de points de vente de carburant a été particulièrement important au cours de ces dernières années (12 903 points de vente en 1968; 8 637 en 1981). Une bonne partie de la rationalisation du réseau de distribution s'est donc réalisée.

Le Gouvernement n'entend pas interférer dans la poursuite éventuelle de cette rationalisation qui ressort de la politique commerciale des sociétés pétrolières. La protection des distributeurs en position de faiblesse commerciale face aux sociétés pétrolières est assurée, depuis 1974, par deux instruments : le statut du pompiste (qui informe clairement le distributeur de tous les droits et obligations qu'il s'impose en contractant avec les compagnies pétrolières), et le contrat de programme qui garantit certaines marges au pompiste. Intervenir plus nettement dans ce domaine avec comme but de préserver l'emploi reviendrait à faire supporter à la collectivité et à l'ensemble des consommateurs, le maintien en activité de points de vente non rentables.

Le Secrétaire d'Etat répond par la négative à la question de savoir si l'établissement d'une zone tarifaire unique pour les produits pétroliers aurait une incidence sur la formation des prix.

En effet, selon lui, l'importance du différentiel de zone (entre trois et quatre centimes par litre hors TVA) dans le prix au consommateur est minime, puisqu'il représente 0,25 % du prix du diesel et 0,33 % environ du prix du gasoil de chauffage. Ensuite, les coûts de transport sont plus importants que ces différentiels et se reflètent de toute façon lorsque des rabais sont accordés. Ceci est généralement le cas lorsque le marché est détendu dans la structure de prix maximum que nous connaissons avec le contrat de programme. Enfin, le Secrétaire d'Etat rappelle que la suppression des zones de prix pour les essences en 1967 n'a provoqué aucune perturbation dans la formation des prix.

Quant à la politique à suivre en matière de stockage stratégique de produits pétroliers, le Secrétaire d'Etat déclare que la C. E. E. se penche actuellement sur cette question. En période de déclin de notre consommation pétrolière, comme c'est le cas actuellement, le maintien de 25 % des livraisons de l'année précédente comme stock obligatoire représente un stock supérieur à 25 % des livraisons de l'année en cours.

Le stock dépasse donc automatiquement un approvisionnement de 90 jours. Néanmoins, le Gouvernement entend aller plus loin et maintenir les stocks à un niveau absolu suffisamment stable, faisant la distinction entre une baisse structurelle ou conjoncturelle de consommation : en cas de baisse structurelle, il est évident qu'il n'est pas raisonnable de maintenir des stocks pour une consommation qui, dans un cas extrême, aurait disparu.

Cet exemple est notamment illustré par la reconversion des centrales électriques du pétrole au charbon. La distinction entre baisses structurelle et conjoncturelle a bien été faite au Conseil des ministres européens de l'Energie.

Met een aardolie-afhankelijkheid van 40 % op een gespannen markt zou men ongetwijfeld nog verder moeten gaan. Daarentegen vraagt de Staatssecretaris zich af of het wel verantwoord zou zijn op dat gebied nog zeer veel te betalen als de afhankelijkheid 42 % zou bedragen in een meer ontspannen markt.

De cijfers kunnen gehanteerd worden als een orde van grootte, maar niet als absolute waarden.

Wat de strategie van de Regering inzake verdeling van aardolieprodukten betreft, verklaart de Staatssecretaris dat het aantal brandstofverkoopspunten de jongste jaren aanzienlijk teruggelopen is (12 903 verkoopspunten in 1968; 8 637 in 1981). Bijgevolg is het distributienet reeds grotendeels gerationaliseerd.

De Regering is niet van plan in te grijpen mocht die rationalisering, die deel uitmaakt van het commercieel beleid van de oliemaatschappijen, verder aanhouden. De bescherming van de verdelers, die ten opzichte van de oliemaatschappij op commercieel vlak zwak staan, is sinds 1974 door twee middelen verzekerd: het statuut van de pomphouders (dat de verdelers duidelijk op de hoogte brengt van alle rechten en plichten die zij zichzelf als contractant met de oliemaatschappijen opleggen), en het programmacontract dat aan de pomphouders bepaalde winstmarges waarborgt. Indien men op dat stuk nog meer ingrijpt om de werkgelegenheid veilig te stellen, zou men de gemeenschap en alle verbruikers samen laten opdraaien voor het behoud van niet rendabele verkoopspunten.

De Staatssecretaris antwoordt ontkennend op de vraag of de vaststelling van een enkele tariefzone voor olieprodukten een terugslag heeft op de prijsvorming.

Hij is immers de mening toegedaan dat het zoneverschil (tussen drie en vier centimes per liter, B. T. W. niet inbegrepen) van zeer gering belang is voor de vaststelling van de prijs aan de consument en niet meer dan 0,25 % voor de prijs van dieselolie en ongeveer 0,33 % van die van stookolie vertegenwoordigt. Vervolgens is het zo dat de vervoerkosten belangrijker zijn dan die verschillen en hoe dan ook tot uiting komen wanneer kortingen worden toegestaan. Dat is doorgaans het geval wanneer de markt ontspannen is in de structuur van maximumprijzen die wij thans kennen dank zij het programmacontract. Ten slotte herinnert de Staatssecretaris eraan dat de afschaffing in 1967 van de prijszones voor benzine de vorming van de prijzen niet heeft verstoord.

Wat betreft het beleid dat dient te worden gevoerd inzake het aanleggen van strategische voorraden van olieprodukten, verklaart de Staatssecretaris dat de E. E. G. zich thans met die kwestie bezighoudt. Als ons olieverbruik daalt, zoals thans het geval is, vertegenwoordigt het verplichte opslaan van 25 % van de leveringen van het voorbije jaar een voorraad die hoger is dan 25 % van de leveringen van het lopende jaar.

De opgeslagen voorraad is dus automatisch groter dan een voorziening van 90 dagen. De Regering wil niettemin nog verder gaan en de opgeslagen voorraden op een absoluut peil handhaven dat stabiel genoeg is en waarbij zij een onderscheid maakt tussen een structurele en een conjuncturele daling van het verbruik: in geval van structurele daling ligt het voor de hand dat het niet redelijk is voorraden te handhaven voor een verbruik dat in het ergste geval nihil geworden is.

Een voorbeeld daarvan is de overschakeling van de elektriciteitscentrales van olie naar steenkool. Dat onderscheid tussen structurele en conjuncturele daling werd trouwens ook gemaakt op de vergadering van de Europese energieminsters.

En cas de baisse conjoncturelle, les stocks doivent être maintenus. Le coût d'une augmentation éventuelle des obligations de stockage ne peut être mis à charge des entreprises, sous peine de provoquer sur le plan de l'emploi, des déboires assez graves. En effet, les compagnies pétrolières dans notre pays et particulièrement celles qui possèdent des structures de raffinage, connaissent des résultats lourdement déficitaires. Les charges résultant de ces nouvelles obligations de stockage devraient être considérées comme une dépense de souveraineté à prendre en charge par le contribuable ou le consommateur.

Le Secrétaire d'Etat ajoute que le coût absolu du stockage est extrêmement important, notamment de l'ordre de 220 F/tonne/mois, compte tenu des charges financières importantes résultant de la valeur des produits immobilisés.

Ramenés au litre de produits pétroliers vendus, ces chiffres prennent des proportions moins importantes que d'autres composantes des prix (matières premières et fiscalité).

Ainsi, pour l'essence, les 90 jours de stockage obligatoire représentent 30 centimes par litre. Les répercussions d'une augmentation de l'obligation du stockage dans le prix aux consommateurs seraient donc supportables par rapport au prix total.

Certains membres ont demandé quelle politique le Gouvernement entend mener vis-à-vis des raffineries menacées. Ils se sont demandés également s'il est concevable de voir les pouvoirs publics investir dans une installation de cracking.

En réponse à ces questions, le Secrétaire d'Etat rappelle d'abord que la politique de ce Gouvernement en la matière s'inspire des recommandations de la C. E. E. Cette question sera d'ailleurs examinée au prochain Conseil européen de fin juin 1982. Le problème du raffinage touche l'ensemble des pays européens. En Belgique, les raffineries tournent à l'heure actuelle à 55 % de leur capacité, celle-ci étant largement supérieure à nos besoins d'une part, et orientée vers l'exportation d'autre part (pour un volume de 170 milliards de F).

Le Gouvernement estime que les entreprises doivent elles-mêmes prendre les mesures qui s'imposent. Les gouvernements doivent quant à eux veiller à créer l'environnement économique, politique, fiscal et social qui rend possibles les investissements ou les rationalisations nécessaires.

La fermeture d'une unité de distillation ou la création d'un cracking sont des mesures qui tendent à rééquilibrer les différents aspects économiques du raffinage. Etant donné l'importance des investissements et notre ouverture vers l'extérieur, les décisions devront être prises au niveau international.

Une initiative belge visant à créer une unité de cracking risquerait de s'écarter gravement de l'optimum économique et de constituer une entreprise hasardeuse sur le plan de la rentabilité, si elle ne s'intègre pas dans un cadre européen.

Le Secrétaire d'Etat rappelle enfin qu'à l'heure actuelle, la création de nouveaux outils n'est pas souhaitable dans un contexte européen.

Quant aux mesures prises pour protéger les travailleurs et la population aux alentours des entreprises pétrochimiques, le Secrétaire d'Etat répond, qu'à la différence de certains autres secteurs, il n'existe pas d'arrêtés royaux à portée générale, à l'exemple du secteur pétrolier où des normes existent concernant les retombées autorisées de SO<sub>2</sub> aux alentours des raffineries, par exemple. Le problème relève de la compétence des Ministres de l'Emploi et du Travail

In geval van conjuncturele daling dienen de voorraden te worden gehandhaafd. Als de kosten eventueel stijgen door dat de verplichting wordt opgelegd om grotere voorraden aan te leggen en men de ondernemingen daarvoor laat opdraaien, krijgt de werkgelegenheid een lelijke deuk. Het is immers zo dat de oliemaatschappijen in ons land en vooral die welke zelf raffineren, zware verliezen lijden. De lasten die uit die nieuwe opslagverplichtingen voortvloeien, dienen te worden beschouwd als een onontkoombare uitgave die ten laste van de belastingplichtigen of van de consumenten moet komen.

De Staatssecretaris voegt eraan toe dat de absolute kostprijs van het opslaan van reserves zeer aanzienlijk is en nagenoeg 220 F per ton per maand bedraagt, mede gelet op de aanzienlijke financiële lasten die uit de waarde van de geïmmobiliseerde produkten voortvloeien.

Bekijkt men de prijs van de verkochte olieprodukten per liter, dan worden die cijfers minder belangrijk dan de andere bestanddelen van de prijzen (grondstoffen en belastingen).

Voor de benzine b.v. vertegenwoordigt een verplichte voorraad voor 90 dagen 30 centimes per liter. Wordt het aanleggen van grotere verplichte voorraad gesteld, dan is de terugslag daarvan op de consumptieprijzen nog draaglijk ten opzichte van de totale prijs.

Sommige leden hebben gevraagd welk beleid de Regering wil voeren ten aanzien van de bedreigde raffinaderijen. Zij hebben zich tevens afgevraagd of het denkbaar is dat de overheid in een kraakinstallatie gaat investeren.

In antwoord op al die vragen herinnert de Staatssecretaris er vooreerst aan dat het desbetreffende regeringsbeleid wordt ingegeven door de aanbevelingen van de E. E. G. Die kwestie zal trouwens worden onderzocht tijdens de eerstkomende Europese Raad, eind juni 1982. Het probleem van de raffinage bestaat in alle Europese landen. In België draaien de raffinaderijen thans tegen 55 % van hun capaciteit; die capaciteit ligt veel hoger dan onze behoeften en is op de export gericht (voor een bedrag van 170 miljard F).

De Regering oordeelt dat de ondernemingen zelf de passende maatregelen dienen te treffen. De Regering van haar kant moet zorgen voor economische, politieke, fiscale en sociale voorwaarden die de nodige investeringen of rationaliseringsmogelijk maken.

De sluiting van een distilleerderij of de bouw van een kraakinstallatie zijn maatregelen die de verschillende economische aspecten van het raffineren opnieuw in evenwicht kunnen brengen. Gelet op de aanzienlijke investeringen en op het feit dat wij op het buitenland georiënteerd zijn, dienen de beslissingen op international vlak te worden genomen.

Van een Belgisch initiatief tot oprichting van een kraakinstallatie kan worden gevreesd dat het ernstig zou afwijken van de economische efficiëntie en op het vlak van de rendabiliteit kan het een hachelijke onderneming worden als ze niet geïntegreerd is in een Europees kader.

De Staatssecretaris herinnert er ten slotte aan dat de oprichting van nieuwe produktie-eenheden in een Europese context op dit ogenblik niet wenselijk is.

Omtrent de maatregelen die worden genomen ter bescherming van de werknemers en van de mensen die in de buurt van petrochemische bedrijven wonen, antwoordt de Staatssecretaris dat er in tegenstelling met bepaalde andere sectoren, koninklijke besluiten met een algemene draagwijdte bestaan zoals dat o.m. het geval is met de oliesector waar bepaalde normen gehanteerd worden b.v. inzake de toegelaten hoeveelheid SO<sub>2</sub>-neerslag in de omgeving van raffina-

et de la Santé publique. Des normes de sécurité sont précisées dans les autorisations d'exploitation données par les Députations permanentes, cas par cas. En ce qui concerne la protection des travailleurs, elle relève du Règlement général sur la protection du travail.

\* \* \*

Dans le domaine de l'U. R. E., et plus particulièrement dans celui du financement d'une politique d'U. R. E. et celui du problème de la répartition des compétences régionales et nationales, le Secrétaire d'Etat reconnaît qu'il est exact que la répartition des compétences entre les autorités nationales et régionales peut compliquer la mise en œuvre d'une politique d'U. R. E. cohérente. S'il est vrai, en pure théorie, qu'une centralisation apparaît comme la meilleure façon d'agir, on doit constater que cette politique a conduit à des échecs, dans les pays qui l'ont pratiquée.

En matière d'U. R. E., la Belgique n'est pas en retrait par rapport aux pays voisins. Il ne faut minimiser ni l'importance des mesures existantes, ni les acquis récents dans la réduction des consommations. Les principales mesures d'U. R. E. sont de nature fiscale. Il est prématuré de vouloir évaluer aujourd'hui la pénétration et l'efficacité de ces mesures puisque 1982 est le premier exercice d'imposition où elles sont d'application.

A ce jour cependant, le Service pour la Conservation des Energies a eu à traiter un volume de formulaires de demandes d'amortissements au gré du contribuable pour une valeur supérieure à un milliard de F. Il faut cependant constater que les mesures sont administrativement assez lourdes et que leur effet n'est pas immédiatement tangible; de sorte que celui-ci ne se produit pas aussi largement qu'espéré. Il faudra donc s'occuper d'alléger ces formalités administratives. L'arsenal des mesures incitatives existantes n'est pas encore suffisant et de nouvelles propositions sont à l'étude, qui suivent les lignes directrices suivantes :

— la bureaucratie et les structures requises pour mettre en œuvre ces mesures doivent être très légères;

— des mesures doivent être prises qui atteignent à coup sûr leur but, et évitent d'instituer une forme déguisée d'aide à des projets malsains;

— ces mesures ne pourront accroître le coût de l'énergie pour toutes les entreprises, la volonté première du Gouvernement étant de restaurer et d'accroître leur compétitivité.

Pour ces raisons, l'établissement d'un Fonds U. R. E. alimenté par une taxe sur l'énergie et distribuant des subventions, paraît au Gouvernement inadéquat. Conformément à la déclaration gouvernementale, le Gouvernement estime qu'il faut privilégier le recours à des incitatifs fiscaux.

Au membre qui est d'avis que les propositions de résolutions dans le domaine de l'U. R. E. pourraient être plus détaillées, il est répondu qu'ici, comme dans d'autres matières, les options proposées dans la note du Gouvernement ont pour objectif de fixer un cadre et de définir le plus précisément possible des lignes de conduite. L'établissement de mesures techniques particulières relève de groupes de travail spécialisés qui s'appuieront sur les différentes études disponibles en la matière. D'autre part, et particulièrement en matière de règlements et de normes, les objectifs réels qui seront fixés dépendront dans une large mesure des moyens budgétaires disponibles.

derijen. Dat probleem ressorteert onder de bevoegdheid van de Ministers van Tewerkstelling en Arbeid en van Volksgezondheid. De veiligheidsnormen worden omschreven in de exploitatievergunningen die voor elk geval apart door de bestendige deputaties verleend worden. De bescherming van de werknemers wordt geregeld in het Algemeen Reglement op de Arbeidsbescherming.

\* \* \*

Op het gebied van het R. E. V. en inzonderheid op dat van de financiering van een R. E. V.-beleid en wat het vraagstuk van de verdeling van de gewestelijke en nationale bevoegdheden betreft, geeft de Staatssecretaris toe dat de verdeling van die bevoegdheden de toepassing van een samenhangend R. E. V.-beleid inderdaad ingewikkeld maakt. Al kan het zuiver theoretisch gezien waar zijn dat centralisering de beste methode is, toch dient men te constateren dat een dergelijk beleid mislukt is in de landen die het hebben toegepast.

Inzake R. E. V. komt België niet achteraan vergeleken met de buurlanden. Het belang van de reeds genomen maatregelen en de vooruitgang die recentelijk geboekt werd om het verbruik te verminderen, mogen niet worden onderschat. De voornaamste R. E. V.-maatregelen zijn van fiscale aard. Of die maatregelen ingang vinden bij de bevolking en efficiënt zijn, kan nu nog niet worden uitgemaakt aangezien 1982 het eerste aanslagjaar is tijdens hetwelk zij van toepassing zijn.

Een en ander neemt niet weg dat de Dienst voor Energiebeleid tot op heden een aantal formulieren te verwerken kreeg waarbij belastingplichtigen voor meer dan een miljard aan aanvragen indienden om naar eigen believen te mogen afschrijven. Desondanks blijken die maatregelen administratief gezien vrij log te zijn en geen onmiddellijk tastbare resultaten te hebben : het effect ervan blijft beneden de verwachtingen en het verdient dan ook aanbeveling die administratieve formaliteiten te verlichten. De bestaande stimulerende maatregelen zijn nog niet toereikend en er zijn thans nieuwe voorstellen in studie die aan de volgende richtlijnen beantwoorden :

— de bureaucratie en de structuren die noodzakelijk zijn om die maatregelen ten uitvoer te leggen, moeten worden verlicht;

— er moeten maatregelen genomen worden die hun doel niet kunnen missen en daarbij mag geen verkapte steun worden verleend aan projecten zonder toekomst;

— die maatregelen mogen de energiekosten van de ondernemingen niet verhogen, aangezien de Regering er in de eerste plaats naar streeft hun concurrentievermogen te herstellen en te verbeteren.

Derhalve lijkt het de Regering inopportuun een R. E. V.-Fonds op te richten dat zou worden gestijfd met de opbrengst van een belasting op de energiedragers en dat subsidies zou uitkeren. Conform de regeringsverklaring is de Regering van mening dat de voorkeur moet worden gegeven aan fiscale stimulansen.

Een lid is van mening dat de voorgestelde resoluties inzake het R. E. V. meer gedetailleerd zouden kunnen zijn; hierop wordt geantwoord dat de in de nota van de Regering voorgestelde opties bedoeld zijn als kader waarbinnen zo duidelijk mogelijk bepaalde normen moeten worden vastgesteld. Bijzondere technische maatregelen zullen worden bepaald door gespecialiseerde werkgroepen die daarbij zullen steunen op de verschillende studies welke ter zake voorhanden zijn. Overigens zullen vooral inzake reglementering en normen de doelstellingen grotendeels afhankelijk zijn van de beschikbare begrotingskredieten.

L'option globale consacrée aux prix de l'énergie mentionne d'ailleurs expressément que ceux-ci seront maintenus aussi modérés que possible « sous réserve des nécessités de la politique d'utilisation rationnelle de l'énergie ».

Une augmentation de prix ne doit pas être considérée comme une règle absolue menant à une meilleure utilisation. En effet, l'énergie étant plus chère, la consommation diminue, ce qui ne signifie pas nécessairement une « meilleure » utilisation.

Quant au problème de l'emploi, qui est étroitement lié à une politique de l'U. R. E., le Secrétaire d'Etat déclare que s'il est certain qu'une politique d'U. R. E. aura des répercussions sur le niveau de l'emploi, il lui semble toutefois hasardeux de vouloir en chiffrer les objectifs sur cette base, au risque de ne pas être réaliste.

S'il est vrai que la récente étude publiée en commun par les S. P. P. S. et le Bureau du Plan fait état de 30 000 emplois à créer par suite d'un programme d'U. R. E. dans l'industrie, il conviendra de :

- recouper et d'analyser les données qui ont servi à cette estimation;
- effectuer ce même exercice dans les secteurs tertiaires et domestiques.

Dans ces matières, on ne portera jamais assez d'attention au danger d'interprétation de résultats dont les hypothèses de calcul ne sont pas parfaitement connues.

Ensuite le Secrétaire d'Etat souligne qu'un effort important a été réalisé ces dernières années, notamment au sein du Comité de contrôle du gaz et de l'électricité afin de rééquilibrer les charges pesant sur Distrigaz et de mieux les répartir entre les distributeurs publics (sociétés intercommunales) et l'industrie. Le Comité de contrôle devra s'astreindre à parfaire cette transparence.

Que les sociétés intercommunales soient pures ou mixtes, il convient surtout :

- d'éviter toute discrimination entre elles;
- d'inciter celles-ci à investir davantage afin d'éviter que les charges de Distrigaz ne s'accroissent en même temps que les dividendes des sociétés intercommunales;
- les nouveaux statuts des sociétés intercommunales débattus au sein du Comité de contrôle du gaz et de l'électricité devraient être un premier pas en ce sens.

Au membre qui a demandé si l'on avait déjà mesuré les conséquences d'un relèvement de la vitesse maximale sur les autoroutes ou si par contre le Gouvernement renforcera le secteur des transports en commun, le Secrétaire d'Etat à l'Energie déclare qu'aucune décision n'a été prise en ce qui concerne la vitesse maximale admise sur les autoroutes. Il serait certainement consulté à ce sujet.

Il est évident qu'un relèvement de la vitesse maximale aura un impact sur la consommation de carburant. Il ne faut pas perdre de vue par ailleurs que nous nous inscrivons dans un espace européen et qu'il ne faut pas négliger l'intérêt de normes uniformisées à l'échelle européenne.

In de globale beleidslijn over de energieprijzen staat trouwens uitdrukkelijk dat die prijzen zo gematigd mogelijk zullen worden gehouden « onder voorbehoud van de noodwendigheden van het beleid inzake het rationeel energieverbruik ».

Prijsverhoging hoeft niet noodzakelijk tot absolute regel te worden verheven omdat dit tot betere benutting van energie zou leiden. Weliswaar wordt de energie duurder en daalt het verbruik, maar dit staat niet noodzakelijk gelijk met « betere » benutting.

Het vraagstuk van de werkgelegenheid hangt nauw samen met een beleid inzake R. E. V. De Staatssecretaris verklaart daaromtrent dat een beleid inzake R. E. V. ongetwijfeld de werkgelegenheid zal beïnvloeden, maar het lijkt hem toch gewaagd om op die grondslag doelstellingen te willen becijferen, als men realistisch wil blijven.

Hoewel een recente gemeenschappelijke studie van de SP-PS en het Planbureau over een programma van R. E. V. spreekt van 30 000 nieuwe banen in de industrie :

- moeten de gegevens waarop die raming berust, worden nagetrokken en onderling vergeleken,
- en moet hetzelfde geschieden met de tertiaire sector en de sector van het huishoudelijke verbruik.

In dergelijke aangelegenheden kan men niet genoeg op zijn hoede zijn voor verkeerde interpretatie van gegevens die becijferd zijn aan de hand van niet glasheldere hypothesen.

De Staatssecretaris onderstreept vervolgens dat de laatste jaren met name in het Controlecomité voor gas en elektriciteit heel wat werd gedaan om de lasten van Distrigaz beter te spreiden over de openbare verdelers (intercommunale maatschappijen) en de industrie. Het Controlecomité zal moeten zorgen voor nog meer doorzichtigheid.

Of de intercommunale maatschappijen nu zuiver dan wel gemengd zijn, in elk geval :

- moet alle onderlinge discriminatie worden vermeden;
- moeten ze ertoe worden aangespoord meer te investeren om te voorkomen dat de lasten van Distrigaz tegelijk met de dividend van de intercommunale maatschappijen toenemen;
- moeten de nieuwe statuten van de intercommunale maatschappijen waarover in het Controlecomité voor gas en elektriciteit besprekingen zijn gevoerd, een eerste stap in die richting vormen.

Een lid had gevraagd of de Regering reeds had nagegaan wat de weerslag kan zijn van het optrekken van de maximumsnelheid op de autowegen, dan wel of zulks het openbaar vervoer zal stimuleren. De Staatssecretaris voor Energie verklaart dat nog geen beslissing is gevallen over de maximumsnelheid op de autowegen. Hij zal daarover ongetwijfeld worden geraadpleegd.

Vanzelfsprekend zal de verhoging van de maximumsnelheid het brandstofverbruik beïnvloeden. Overigens mag niet uit het oog worden verloren dat wij in een Europees geheel leven en dat het belang van eenvormige normen op Europese schaal niet over het hoofd gezien mag worden.



En ce qui concerne les transports en commun, le Secrétaire d'Etat déclare que la Belgique est un des pays où l'utilisateur a la plus petite quotité du coût réel de ce transport. Les aspects financiers et énergétiques devront être étudiés avec soin. En effet, de nombreux problèmes existent quant à la fiabilité des transports en commun qui exigent une régularité suffisante et entraînent le fait qu'à certaines heures creuses, des véhicules circulent presque vides.

\* \* \*

Quant aux questions posées dans le domaine du gaz, le Secrétaire d'Etat déclare que la volonté en matière de stockage de gaz naturel est d'augmenter les capacités, pour permettre en particulier de faire face aux problèmes très importants qui peuvent se poser du fait du caractère éminemment saisonnier de la demande de gaz. Lorsque la source d'approvisionnement n'est pas trop éloignée et que le contrat permet certaines souplesses (comme c'est le cas avec la Hollande), ce stockage apparaît moins nécessaire; dans le cas contraire, il peut s'avérer indispensable.

A l'heure actuelle, Distrigaz dispose d'une capacité relativement faible de stockage : 70 millions de m<sup>3</sup> à Zeebrugge et 80 millions de m<sup>3</sup> à Anderlues, soit 150 millions de m<sup>3</sup> au total.

Cette capacité sera fortement accrue dans les années à venir grâce à un stockage souterrain en site minier à Ressaix (200 millions de m<sup>3</sup>) et au stockage souterrain de Loenhout (540 millions de m<sup>3</sup>). Ces deux dernières capacités seront mises respectivement en service en 1982 et 1983.

En ce qui concerne plus particulièrement Zeebrugge, les capacités de stockage actuelles (4 réservoirs de 50 millions de m<sup>3</sup>), doivent pratiquement être vidées pour recevoir l'arrivée du méthane suivant. Ce n'est pas à cet endroit et dans une chaîne de gaz liquéfié que l'on pourrait intégrer un stockage important, d'autant que le coût en est particulièrement élevé par rapport aux réserves aménagées en site naturel.

Les quantités de gaz restant à prélever sur le contrat hollandais s'épuisent graduellement. La politique a donc consisté à rechercher d'autres sources d'approvisionnement : l'Algérie, dont les installations permettront de fournir 2,5 milliards de m<sup>3</sup> par an sous forme de gaz liquéfié à partir d'octobre 1982, via le port français de Montoire. A partir de 1986, sauf révision du contrat, les quantités seront portées à 5 milliards de m<sup>3</sup>.

Les possibilités d'achat de gaz soviétique présentent beaucoup d'attraits sur le plan économique (souplesse de livraison et prix intéressant); ces avantages doivent malheureusement être conciliés avec le risque politique que représente un achat à ce pays, et à la nécessité de ne pas déséquilibrer davantage notre balance commerciale avec l'U. R. S. S. et, enfin, d'obtenir des débouchés pour nos exportateurs industriels dans le cadre de ce contrat.

Sur ce dernier plan, la situation ne se présente pas favorablement. Le Secrétaire d'Etat souligne que les Soviétiques ont voulu négocier avec chaque pays européen séparément, ce qui déforce quelque peu la position belge. Les Hollandais, qui avaient également exigé des compensations industrielles, ne signeront probablement aucun contrat avec l'Union Soviétique, étant donné l'attitude négative de ce pays à cet égard.

Les conversations se poursuivent en ce mois de mai 1982 tant entre sociétés gazières (Distrigaz et Soyouzgaz) qu'au niveau des compensations possibles (Commission mixte

Over het openbaar vervoer zegt de Staatssecretaris dat het aandeel van de reële kosten dat door de gebruiker wordt gedragen, in ons land een van de laagste is. Het financiële aspect en al wat met het energieverbruik verband houdt moeten zorgvuldig worden bestudeerd. De betrouwbaarheid van het openbaar vervoer is namelijk niet probleemloos; doordat een voldoende regelmaat moet gewaarborgd zijn, rijden de voertuigen van het gemeenschappelijk vervoer op sommige ogenblikken van de dag vrijwel leeg.

\* \* \*

Inzake aardgas verklaart de Staatssecretaris : er wordt gestreefd naar een grotere opslagcapaciteit, omdat de vraag naar aardgas bij uitstek seizoengebonden is en zulks zeer zware moeilijkheden kan opleveren. Indien de bevoorradingsbron niet te ver af ligt en het contract een zekere spelletje laat (zoals dat met Nederland het geval is), lijkt opslag minder noodzakelijk; in het omgekeerde geval zullen we misschien geen keuze hebben.

Thans beschikt Distrigaz over een betrekkelijk lage opslagcapaciteit : 70 miljoen m<sup>3</sup> te Zeebrugge en 80 miljoen m<sup>3</sup> te Anderlues, of 150 miljoen m<sup>3</sup> in totaal.

In de komende jaren zal die capaciteit fors worden opgevoerd dank zij de ondergrondse opslag in de mijn van Ressaix (200 miljoen m<sup>3</sup>) en te Loenhout (540 miljoen m<sup>3</sup>). Deze twee opslagplaatsen zullen in 1982, resp. in 1983 in gebruik worden genomen.

In Zeebrugge nu moeten de aanwezige voorraden (4 tanks van 50 miljoen m<sup>3</sup>) vrijwel opgebruikt zijn eer de methaantanker opnieuw kan worden gelost. Een losplaats van vloeibaar gas is geen plaats om grote voorraden aan te leggen, vooral omdat de kostprijs daarvan bijzonder hoog ligt vergeleken met de opslag in bestaande ruimten.

De hoeveelheid aardgas waarop wij krachtens het contract met Nederland recht hebben, geraakt stilaan uitgeput. Daarom werd naar andere bevoorradingsbronnen uitgekeken : met name : Algerije, dat erop is voorzien om vanaf oktober 1982 via de haven van Montoire in Frankrijk 2,5 miljard m<sup>3</sup> per jaar te leveren in vloeibare vorm. Behoudens herziening van het contract zal de aanvoer vanaf 1986 op 5 miljard m<sup>3</sup> worden gebracht.

De mogelijke aankoop van aardgas uit de Sovjetunie is economisch in vele opzichten aantrekkelijk (vlotte levering en interessante prijzen); jammer genoeg moet bij die voordelen het politieke risico van aanvoer uit dat land op de koop toe worden genomen, alsmede het gevaar dat onze handelsbalans met de U. S. S. R. uit haar evenwicht raakt, en ten slotte het probleem om binnen het raam van dat contract afzetmogelijkheden voor onze industrie te verwerven.

In dit opzicht liggen de vooruitzichten niet gunstig. De Sovjets willen namelijk met ieder Europees land afzonderlijk onderhandelen en dat verzwakt de positie van België enigszins. Ook de Nederlanders hadden compensatie voor hun industrie geëist en zullen, gelet op de afwijzende houding van de Sovjetunie in dat verband, waarschijnlijk geen contract met dat land sluiten.

Op dit ogenblik (mei 1982) worden de besprekingen tussen de aardgasmatschappijen (Distrigaz en Soyouzgaz) voortgezet en wordt ook over mogelijke compensatie onderhan-

belgo-soviétique). Le Gouvernement estime que les compensations sont un préalable indispensable. Par conséquent, le résultat de ces négociations reste aléatoire.

\* \* \*

Dans le domaine du charbon, le Secrétaire d'Etat est d'avis que l'augmentation de la part du charbon peut s'inscrire effectivement dans la politique énergétique qui est proposée, même s'il est certain que l'on doit recourir à du charbon importé. Notre dépendance extérieure s'élève actuellement à environ deux tiers de la consommation.

Le problème majeur du charbon belge est son prix et le Gouvernement a prévu de signer avec les compagnies d'extraction des contrats de gestion déterminant les montants qui pourront être supportés. Dans d'autres pays, on accepte un coût plus élevé pour le charbon intérieur, qui est limité à un certain montant; ce coût plus élevé n'a jusqu'à présent jamais été précisé et la production a diminué légèrement plutôt que d'augmenter comme cela était prévu.

Il s'agit donc d'un problème de rendement dont il faut rester conscient, quelle que soit la région du pays dans laquelle le charbon est extrait.

Au membre qui a demandé de connaître les estimations des réserves des mines campinoises, le Secrétaire d'Etat répond que ces estimations ont été publiées dans l'étude l'O. P. I. sur les perspectives d'avenir des charbonnages campinois (voir annexes III, IV et V du rapport).

Toutefois, ces estimations fournies par la Direction de K. S. ont été l'objet de critiques de la part de l'O. P. I. Celles-ci peuvent être synthétisées comme suit :

— le non-recours aux techniques de la statistique ne permet pas de définir le degré de confiance à accorder aux estimations de K. S.;

— l'absence de relations entre ces estimations et les facteurs techniques et économiques rend impossible leur traduction en termes de « durée de vie pour les sièges »;

— les travaux géologiques de K. S. devraient être renforcés.

En conclusion, il est évident que des sondages et recherches sismiques doivent être poursuivis en vue de confirmer et de préciser davantage les estimations relatives aux réserves exploitables dans des conditions relativement supportables.

Quant à la politique du Gouvernement en matière de cokeries, le Secrétaire d'Etat renvoie d'abord à la réponse du Ministre des Affaires économiques à une question parlementaire écrite de M. Gabriëls (question n° 82 du 26 mars 1982, Bulletin de la Chambre du 27 avril 1982) à ce sujet.

Néanmoins, selon le Secrétaire d'Etat, plusieurs observations s'imposent en matière d'investissements en cokeries :

— C'est le niveau d'activité sidérurgique qui détermine la production de coke nécessaire; c'est à ce point vrai qu'en Belgique, toutes les cokeries sont considérées comme sidérurgiques même si elles ne sont pas intégrées dans le site métallurgique (cas de Vilvorde, Marly, Tertre, Zeebrugge).

deld (gemengde Belgisch-Sovjetrussische Commissie). De Regering noemt compensatie een conditio sine qua non. De uitkomst van die onderhandelingen blijft dan ook twijfelachtig.

\* \* \*

In verband met de steenkolen meent de Staatssecretaris dat het stijgend aandeel ervan effectief een plaats kan vinden in het voorgestelde energiebeleid, al staat het vast dat men een beroep moet doen op ingevoerde steenkolen. Wij zijn thans voor zowat tweederde van ons verbruik op het buitenland aangewezen.

Het grootste probleem van de Belgische steenkolen is de prijs en de Regering neemt zich voor met de steenkolenmijnen beheerscontracten af te sluiten waarin de bedragen zullen worden bepaald die door de betrokkene zullen kunnen worden gedragen. In andere landen aanvaardt men voor de binnenlandse steenkolen een hogere kostprijs die beperkt wordt tot een zeker bedrag; die hogere kostprijs werd tot nog toe nooit vastgelegd en de produktie is lichtjes gedaald in plaats van gestegen zoals dat voorzien was.

Het gaat hier om een probleem van rendabiliteit dat wij voor ogen moeten houden ongeacht het gewest vanwaar de steenkolen afkomstig zijn.

In antwoord op de vraag van een lid dat de geraamde reserves van de Kempense steenkolenmijnen wil kennen antwoordt de Staatssecretaris dat die ramingen bekendgemaakt werden in de studie van de D. N. B. over de toekomstperspectieven van de Kempense steenkolenmijnen (zie de bijlage III, IV en V bij het verslag).

Op die ramingen, die door de directie van de K. S. worden verstrekt, werd evenwel kritiek uitgebracht door de B. N. B. Die kritiek kan als volgt worden samengevat :

— door het feit dat geen beroep is gedaan op de statistische techniek, kan niet worden uitgemaakt in hoever de K. S.-ramingen betrouwbaar zijn;

— het ontbreken van enige verhouding tussen die ramingen en de technische en economische factoren maakt het onmogelijk die ramingen uit te drukken in termen betreffende de « levensduur van de exploitatiezetels »;

— de geologische werken in verband met de K. S. zouden moeten worden uitgebreid.

Ten slotte is het duidelijk dat de boringen en het seismologische onderzoek moeten worden voortgezet ten einde de ramingen met betrekking tot de reserves die in betrekkelijk aanvaardbare voorwaarden kunnen worden ontgonnen, te bevestigen en nader te preciseren.

In verband met het regeringsbeleid betreffende de cokesfabrieken verwijst de Staatssecretaris in de eerste plaats naar het antwoord van de Minister van Economische Zaken op een schriftelijke parlementaire vraag van de heer Gabriëls (vraag n° 82 van 26 maart 1982 — *Bulletin van Vragen en Antwoorden* van de Kamer van 27 april 1982).

In verband met de investeringen in cokesfabrieken moeten, volgens de Staatssecretaris, toch enkele opmerkingen worden geformuleerd :

— Het niveau van de activiteit in de staalsector is bepalend voor de produktie van de cokeskolen; dat is des te meer waar in België waar alle cokesfabrieken beschouwd worden als behorende tot de staalsector, zelfs als ze niet in een staalbekken zijn geïntegreerd (dat is het geval voor Vilvoorde, Marly, Tertre, Zeebrugge);

— Les investissements en cokerie doivent être harmonisés avec les besoins futurs de la sidérurgie; dans cette optique, il faut tenir compte des développements technologiques qui visent à substituer au coke d'autres combustibles aux hauts fourneaux (gaz exclu, mais soit charbon pulvérisant, soit en slurry).

— Les facteurs qui influencent le choix de l'implantation d'une cokerie sont 1° : le coût du transport, 2° : la valorisation du gaz produit, 3° : le coût comparatif des investissements de restauration ou de nouvelles cokeries.

— L'origine des charbons et la destination des cokes ont aussi une influence : le bien-fondé de l'implantation d'une cokerie à Zeebrugge pour traiter des charbons étrangers et réexporter tout le coke, ce qui entraînerait des investissements très lourds, une main-d'œuvre relativement faible, et une pollution importante, reste à démontrer.

Quant aux perspectives en matière de gazéification souterraine et en surface et de liquéfaction du charbon, le Secrétaire d'Etat fait observer que cette question se rapporte davantage au problème du charbon qu'à celui du gaz, étant donné que le gaz pauvre résultant de la gazéification ne pourrait être utilisé comme tel dans notre réseau de distribution, mais plutôt pour la production d'électricité.

L'Europe — et plus particulièrement la Belgique — possède d'énormes ressources charbonnières situées à grande profondeur. Ces ressources ne pourront jamais être exploitées si l'on ne parvient pas à mettre au point des techniques de gazéification qui permettent de livrer une énergie dont le coût économique et social se révélerait concurrentiel par rapport aux énergies importées.

Un tel développement massif de la gazéification souterraine ne peut pas débiter avant la fin du XX<sup>e</sup> siècle.

La dominante « retour au charbon » qui est une directive de la politique du Gouvernement en matière énergétique rend de plus en plus justifiés le maintien et l'intensification des recherches visant à valoriser les charbons.

L'amélioration des outils existants — tels les lits fluidisés — mais plus encore le développement de technologies nouvelles ouvrent des horizons prometteurs. De nombreux et importants programmes ont retenu l'attention et bénéficient d'un soutien financier efficace : c'est le cas notamment de l'hydrogénopyrolyse qui s'inscrit dans le cadre du programme de recherches « valorisation chimique et physique du charbon » de la C. E. E.

A l'heure actuelle, les techniques de gazéification en surface ou de liquéfaction, ne peuvent produire des résultats économiques acceptables. En effet, suivant certains experts, elles ne deviendraient compétitives que si le prix du baril de pétrole atteignait 60 dollars.

\* \* \*

— De investeringen in verband met de cokesfabrieken moeten in overeenstemming worden gebracht met de toekomstige behoeften van de staalnijverheid; in dat perspectief moet rekening worden gehouden met de technologische ontwikkelingen die erop gericht zijn in de hoogovens de cokeskolen te vervangen door andere brandstoffen (gas uitgesloten, maar wel stofkolen en slurry);

— De factoren die een rol spelen in de keuze van de vestigingsplaats van een cokesfabriek zijn de volgende : 1° de vervoerkosten; 2° de valorisatie van het geproduceerde gas; 3° de vergelijking van de kosten van de investeringen voor de vernieuwing of voor de bouw van nieuwe cokesfabrieken;

— Ook met de herkomst van de steenkolen en de bestemming van de cokeskolen moet rekening worden gehouden : het is nog niet bewezen of het verantwoord is een cokesfabriek te Zeebrugge te vestigen ten einde buitenlandse steenkolen te verwerken en de volledige cokesproductie opnieuw uit te voeren. Daarmee zullen zeer zware investeringen gemoeid zijn, betrekkelijk weinig arbeidsplaatsen en een belangrijke verontreiniging.

In verband met de perspectieven betreffende de ondergrondse en de bovengrondse vergassing, alsmede het vloeibaar maken van steenkolen merkt de Staatssecretaris op dat zulks meer verband houdt met het probleem van de steenkolen dan met dat van het gas, aangezien het arm gas dat afkomstig is van de vergassing, als dusdanig niet in ons distributienet zou kunnen worden aangewend maar veeleer voor de productie van electriciteit zou dienen.

Europa — en meer bepaald België — beschikt over enorme steenkolenreserves op grote diepte. Die reserves zullen nooit kunnen worden geëxploiteerd als men er niet in slaagt vergassingstechnieken uit te werken die een energie moeten voortbrengen waarvan de sociaal-economische kostprijs concurrentieel zou kunnen zijn in vergelijking met de ingevoerde energie.

Met een dergelijk massieve ontwikkeling van de onderaardse vergassing kan niet vóór het einde van de twintigste eeuw een aanvang worden gemaakt :

De thans heersende strekking « terug naar steenkolen », die een krachtlijn is van het regeringsbeleid inzake energieverbruik, brengt mee dat het in stand houden en het intensifiëren van het onderzoek dat gericht is op de valorisatie van de steenkolen, steeds meer verantwoord is.

— De verbetering van het bestaande exploitatiematerieel — zoals geïndustrialiseerde bedden — maar meer nog de ontwikkeling van nieuwe technologieën opent verwachtingvolle horizons. Talrijke belangrijke programma's werden opgesteld en worden financieel ruim gesteund : dat is namelijk het geval met de hydrogēnopyrolyse, die haar plaats vindt in het kader van het onderzoeksprogramma « chemische en fysische valorisatie van de steenkolen » van de E. E. G.

Op dit ogenblik kunnen de technieken in verband met de bovengrondse vergassing of het vloeibaar maken tot geen aanvaardbare economische resultaten leiden. Volgens sommige deskundigen zouden die pas concurrentieel kunnen worden als de prijs van een vat aardolie 60 dollar bereikt.

\* \* \*

Dans le domaine de l'électricité plusieurs membres ont interrogé le Secrétaire d'Etat sur la décentralisation des unités de production électrique.

Le Secrétaire d'Etat rappelle d'abord le fait que la Convention sur l'électricité a été signée en 1955.

L'objectif de cette convention était de procéder à une rationalisation plus poussée, de s'efforcer de réaliser une gestion plus coordonnée et plus unifiée de l'ensemble de l'industrie de l'électricité pour arriver dans l'intérêt général, à un abaissement du prix de l'énergie électrique.

Pour réaliser cet objectif la convention prévoyait la création de deux comités :

- 1) le Comité de contrôle de l'électricité qui reçut pour mission principale de suivre dans le temps l'application de la convention;
- 2) le Comité de gestion qui groupe maintenant non seulement les sociétés privées mais aussi la S. P. E. qui regroupe tous les producteurs du secteur public en vue de prendre des décisions dans les secteurs primordiaux de l'industrie de l'électricité : investissements en production et en grand transport, coordination de la production, tarifications.

Il existe en outre :

- 1) la C. P. T. E. qui existait déjà avant la guerre, qui coordonne la production afin d'optimiser celle-ci par l'utilisation des unités de production les plus performantes sur le plan économique comme s'il s'agissait d'une seule société;
- 2) le Pool des Calories et Synatom société mixte (loi du 8 août 1980) qui regroupent les achats de combustibles fossiles et fissiles suivant une seule et meilleure stratégie;
- 3) Gecoli qui programme et gère le réseau d'interconnexion sur le plan national dans le cadre des grands réseaux européens.

La politique qui a été menée depuis 1955 a eu pour effet notamment :

- de réduire le nombre de sociétés de production à quatre : 3 sociétés privées E. B. E. S., Intercom et Unerg et une société publique, la S. P. E.;
- d'unifier les tensions.

En 1980 le prix du kWh basse tension était le même qu'en 1955 au début de la convention, c'est-à-dire  $\pm 3,55$  F.

D'autre part, l'évolution de la technique a toujours évolué dans le sens de la création d'unités de plus en plus importantes et ceci notamment en raison des économies d'échelle.

C'est ainsi que les unités nucléaires en construction sont de l'ordre de 900 à 1 000 MW et que celles projetées pour l'avenir seront de 1 300 MW.

La taille des unités utilisant des combustibles fossiles se situent à deux niveaux, 300 MW et 600 MW.

Cette tendance trouvera sans doute dans le temps un équilibre dû à d'autres facteurs économiques.

L'un de ces facteurs est l'avantage économique de la construction de séries de taille standard auquel s'ajoute entre autre des avantages de fiabilité et de sécurité.

In verband met de elektriciteitssector stelden diverse leden aan de Staatssecretaris vragen over de decentralisatie van de elektrische productie-eenheden.

De Staatssecretaris herinnert vooreerst aan het feit dat de overeenkomst betreffende de elektriciteit in 1955 werd gesloten.

De bedoeling van die overeenkomst was verder te gaan inzake rationalisatie, een beter gecoördineerd en meer eenvormig beleid tot stand te brengen voor het geheel van de elektriciteitssector om, in het algemeen belang, de prijs van elektrische energie te verlagen.

Om dat doel te bereiken voorzag de overeenkomst in de oprichting van twee Comités :

- 1) het Controlecomité voor de Elektriciteit, dat als voornaamste opdracht meekreeg de toepassing van de overeenkomst tijdens haar uitvoering te controleren;
- 2) het Beheerscomité, dat thans niet alleen de particuliere maatschappijen groepeerde maar eveneens de S. V. P. E. dat alle producenten uit de overheidssector groepeerde, ten einde beslissingen te nemen in de primordiale sectoren van de elektriciteitsnijverheid : investeringen met betrekking tot de productie en het groot vervoer, de coördinatie van de productie, de tarieven.

Daarenboven bestaan nog andere instellingen :

- 1) de C. P. T. E., die reeds vóór de oorlog bestond en de productie coördineert ten einde tot een optimale productie te komen door het gebruik van de productie-eenheden die op economisch vlak het meest renderend zijn, alsof het om één enkele vennootschap ging;
- 2) de « Calorieënpool » en « Synatom » een gemengde vennootschap, (wet van 8 augustus 1980) die de aankopen groeperen van fossiele en splijtbare brandstoffen volgens eenzelfde meer doeltreffende strategie.
- 3) Gecoli dat de onderlinge verbinding van de landelijke netten programmeert en beheert in het kader van het groot Europees netwerk.

Het beleid dat sinds 1955 gevoerd werd, had onder meer tot gevolg dat :

- het aantal producenten nog slechts vier bedraagt : 3 particuliere maatschappijen E. B. E. S., Intercom en Unerg en een overheidsmaatschappij, de S. P. E.;
- de netspanningen overal dezelfde werden.

In 1980 was de prijs van het kWh laagspanning 3,55 F, dus dezelfde als in 1955, toen de overeenkomst inging.

Anderzijds is de technische evolutie altijd gericht geweest op de bouw van steeds grotere eenheden, mede omdat men aan bezuiniging door schaalvergroting wenste te doen. Zo ontwikkelen de thans in aanbouw zijnde kerncentrales een vermogen van circa 900 tot 1 000 MW, terwijl dat voor de in uitzicht gestelde centrales 1 300 MW bedraagt.

De centrales die met fossiele brandstof worden aangedreven, bereiken 300 MW, resp. 600 MW.

Die tendens zal mettertijd wellicht in evenwicht komen doordat er andere economische factoren in het spel zijn.

Een daarvan is het economisch profijt dat kan worden getrokken uit de bouw van gestandaardiseerde reeksen die daarenboven nog het voordeel bieden dat zij betrouwbaar en veilig zijn.

Ce facteur agit aussi en sens inverse : on ne construit plus des centrales de 200 MW ou plus petites qui sont devenues hors standard. Le faire équivaldrait à faire du « cousu-main ».

Pour donner un ordre de grandeur des économies résultant de l'effet de taille le Secrétaire d'Etat donne quelques chiffres repris du Plan national d'équipement 1982-1992 (annexe 1, p. 2, tableau 2 a) coût d'investissement et b) charges annuelles).

| Unité thermique classique<br>charbon                           | 600 MW   | 300 MW              |
|----------------------------------------------------------------|----------|---------------------|
| Investissement en F/KW ... ..                                  | 17 655 F | 20 935 F            |
| Coût du KW installé F/KW (avec<br>parc à charbon, etc.) ... .. | 19 897 F | 23 594 F            |
| Pénalité de raccordement (réseau<br>380 KV) F/KW ... ..        | 3 720 F  | 2 320 F<br>(rés. 1) |
| a) Total ... ..                                                | 23 617 F | 25 914 F            |
| Charges de capital F/KW/an ...                                 | 2 513 F  | 2 757 F             |
| Frais fixes d'exploitation<br>F/KW/an ... ..                   | 657 F    | 1 004 F             |
| Stockage F/KW/an ... ..                                        | 113 F    | 114 F               |
| b) Charges globales F/KW/an .                                  | 3 283 F  | 3 875 F             |

Une autre économie d'échelle est obtenue en groupant plusieurs unités sur un même site (installations communes, dispositifs de sécurité, etc.).

Là aussi interviennent des facteurs limitatifs tels que l'équilibre entre la production, le réseau de transport et la localisation de la demande. On estime actuellement qu'un site ne peut être vraiment valorisé que s'il permet au moins l'implantation de deux unités de 300 MW chacune.

Le Secrétaire d'Etat se rallie à la préoccupation d'un membre au sujet de l'impact d'unités au charbon sur l'environnement social et naturel.

L'implantation de centrales au charbon pose en effet des problèmes spécifiques :

— le transfert de grandes quantités de charbon plaide en faveur d'une implantation le long de grandes voies d'eau pour permettre de décharger le charbon directement d'allèges ou de caboteurs. Décentraliser la production d'électricité par de petites centrales au charbon signifierait le transport du charbon par chemin de fer qui, compte tenu du grand volume à transporter (le combustible et les cendres), demanderait une adaptation de l'infrastructure ferroviaire et entraînerait des problèmes de coordination du transport et des coûts de transport élevés;

— le stockage du charbon et l'évacuation des cendres exigent de très grandes surfaces;

— la combustion du charbon produit des gaz nocifs, notamment de l'anhydride sulfureux (SO<sub>2</sub>) et des oxydes azotiques (NO<sub>x</sub>).

Die factor werkt ook in tegengestelde richting : er worden niet langer meer centrales van 200 MW en minder gebouwd. Deze vormen geen standaard-type meer en de verdere bouw daarvan zou iets weg hebben van « handwerk ».

Om een orde van grootte te geven van de besparingen die voortvloeien uit de afmetingen van de centrales verstrekt de Staatssecretaris hierna enkele cijfers die zijn overgenomen uit het Nationaal uitrustingsplan 1982-1992 (Bijlage 1, blz. 2, tabel 2 a) investeringskosten en b) jaarlijkse lasten).

| Klassieke warmte-eenheid<br>steenkool                             | 600 MW   | 300 MW              |
|-------------------------------------------------------------------|----------|---------------------|
| Investering in F/KW ... ..                                        | 17 655 F | 20 935 F            |
| Kostprijs van de geïnstal. F/KW<br>(met steenkoolareaal enz.) ... | 19 897 F | 23 594 F            |
| Prijs van de aansluiting (net<br>380 KV) FK/W . ... ..            | 3 720 F  | 2 320 F<br>(net. 1) |
| a) Totaal . ... ..                                                | 23 617 F | 25 914 F            |
| Kapitaalslasten F/KW/jaar ...                                     | 2 513 F  | 2 757 F             |
| Vaste bedrijfskosten F/KW/jaar .                                  | 657 F    | 1 004 F             |
| Opslag F/KW/jaar ... ..                                           | 113 F    | 114 F               |
| b) totale lasten F/KW/jaar ...                                    | 3 283 F  | 3 875 F             |

Een andere bezuiniging door schaalvergroting wordt verkregen door verscheidene centrales op eenzelfde plaats te bouwen (gemeenschappelijke installaties, veiligheidsvoorzieningen enz...).

Ook daar komen beperkende factoren bij te pas, zoals het evenwicht tussen de produktie, het vervoernet en de lokalisatie van de vraag. Op dit ogenblik oordeelt men doorgaans dat een produktie-eenheid pas dan behoorlijk tot haar recht kan komen als zij de aanleg van ten minste twee centrales van ieder 300 MW mogelijk maakt.

De Staatssecretaris is het eens met de bezorgdheid van een lid i.v.m. het effect van het gebruik van met steenkool aangedreven centrales op het maatschappelijk en natuurlijk milieu.

De bouw van met steenkolen aangedreven centrales stelt immers specifieke problemen :

— het overbrengen van grote hoeveelheden steenkolen maakt het bouwen van die centrales langsheen grote waterwegen noodzakelijk, zodat de steenkolen rechtstreeks kunnen worden overgeladen uit lichters en rijnschepen. Decentralisatie van de elektriciteitsproduktie door middel van kleine centrales die met steenkolen werken, zou betekenen dat die steenkolen via de spoorweg dient te worden vervoerd en gelet op de aanzienlijke hoeveelheden (steenkolen en as) zou de spoorweginfrastructuur moeten worden aangepast, wat dan weer problemen zou scheppen in verband met de coördinatie van het transport en hoge kosten zou meebrengen;

— voor het opslaan van de steenkolen en het verwijderen van de as is veel ruimte nodig;

— bij de verbranding van steenkolen komen schadelijke gassen vrij, met name zwavel-anhydride (SO<sub>2</sub>) en stikstof-oxyde (NO<sub>x</sub>).

Si le charbon campinois permet de satisfaire aux principales normes concernant l'émission de gaz nocifs étant donné leur basse teneur en soufre, il se pourrait qu'à l'avenir on doive désulfurer les fumées de certains charbons importés à plus haute teneur en soufre. Il faut tenir compte du fait que les procédés actuels exigent des investissements élevés : 1 800 MF pour une unité de 300 MW, 3 000 MF pour une de 600 MW, que ceux-ci d'après les chiffres cités pèsent d'autant plus sur le coût du KW installé que l'unité est plus petite, que les frais d'exploitation augmentent considérablement, qu'ils consomment beaucoup d'énergie (2 à 3 %) et offrent peu de sécurité d'exploitation.

En résumé, la désulfuration du charbon augmenterait le prix du KWh de 20 à 30 %.

La production décentralisée peut s'accompagner de :

- la production de chaleur;
- le chauffage urbain;
- l'autoproduction.

En ce qui concerne la production de chaleur, il y a une absence de demande qui peut s'expliquer par le manque de concentration de gros consommateurs de chaleur.

La production combinée d'électricité et de chaleur peut s'avérer intéressante sur le plan énergétique global mais elle implique l'existence d'une demande susceptible d'absorber cette chaleur et ce avec une durée d'utilisation annuelle suffisante.

En ce qui concerne le chauffage urbain, la durée d'utilisation annuelle de la puissance installée en chauffage est relativement faible dans notre pays ( $\pm 2\,000$  h sur les 8 760 heures de l'année). L'installation du chauffage urbain ne peut être envisagée que si la concentration de la demande est suffisamment importante et compte tenu de l'infrastructure existante de distribution du gaz (cfr. livre blanc 1979 : 20 milliards d'investissements de 1970 à 1978).

Le coût important du chauffage urbain (principalement du réseau de distribution) est une entrave à un développement important de celui-ci qui ne peut se concevoir que moyennant d'importants subsides des pouvoirs publics, et des durées d'amortissements relativement longues, ce qui n'est pas souhaitable dans le contexte économique actuel.

En ce qui concerne l'autoproduction, le plan d'équipement des autoproducteurs, le Groupement des autoproducteurs belges d'électricité (Gabe) prévoit d'ici à 1986 des projets d'accroissement de puissance totalisant  $\pm 37$  MW (la puissance totale développable nette est actuellement de 482 MW). Pour cette même période, les réductions de puissance projetées totalisent  $\pm 54$  MW.

Les combustibles utilisés pour la production d'électricité sont essentiellement des combustibles liquides et gazeux (gaz naturel et de récupération). On ne peut que constater en toute objectivité que dans les 5 années à venir on assistera plutôt à une diminution de la puissance installée et de la quote-part de l'autoproduction dans la production totale d'électricité. Cette tendance ne fait que confirmer une tendance générale qui se dessine depuis la guerre dans tous les pays du marché commun, comme le démontre le tableau suivant :

Ofschoon de steenkolen uit de Kempen het vanwege hun laag zwavelgehalte mogelijk maken aan de belangrijkste normen betreffende de giftige uitlaatgassen te voldoen, is het niet denkbeeldig dat men in de toekomst de rook van bepaalde geïmporteerde steenkoolsoorten met hoog zwavelgehalte zal dienen te ontzwavelen, waarbij men ermee rekening behoort te houden dat de huidige procédés zware investeringen vergen, met name 1 800 MF voor een eenheid van 300 MW, 3 000 MF voor een eenheid van 600 MW, dat die investeringen, volgens de aangehaalde cijfers, des te zwaarder op de kostprijs van de geïnstalleerde KW wegen naarmate de eenheid kleiner is, dat de exploitatiekosten daardoor aanzienlijk stijgen, en ten slotte dat die procédés veel energie verbruiken (2 à 3 %) en in de praktijk niet zeer veilig zijn.

Samenvattend kan men stellen dat het ontzwavelen van steenkolen de prijs van het kWh met 20 tot 30 % zou verhogen.

Gedecentraliseerde produktie kan gepaard gaan met :

- produktie van warmte;
- stadsverwarming;
- eigen produktie.

Naar de produktie van warmte is er geen vraag, wat kan worden verklaard door de afwezigheid van concentratie bij de grote verbruikers van warmte.

De gecombineerde produktie van elektriciteit van warmte is wellicht interessant uit een oogpunt van het globale energieprobleem doch zij impliceert dat er voldoende vraag naar dat soort warmte bestaat, met dien verstande dat de jaarlijkse verbruiksduur voldoende is.

Inzake stadsverwarming zij aangestipt dat in onze streken van die verwarming slechts tijdens een betrekkelijk korte periode gebruik wordt gemaakt ( $\pm 2\,000$  uren op de 8 760 uren die het jaar telt). De installatie van stadsverwarming kan slechts worden overwogen mits de vraag voldoende geconcentreerd is en men rekening houdt met de bestaande structuur van de gasdistributie (cfr. Witboek 1979 : 20 miljard investeringen van 1970 tot 1978).

De aanzienlijke kosten voor de stadsverwarming (inzonderheid van die welke geleverd wordt uit het distributienet) verhinderen alsnog dat die verwarming een hoge vlucht neemt zolang daar geen overheidssubsidies voor worden uitgetrokken en de uitrusting niet over een behoorlijk lange periode kan worden afgeschreven.

In de huidige economische context is dat niet wenselijk. Inzake eigen produktie van energie luiden de prognoses van het uitrustingsplan van de « zelfproducenten », de Vereniging van Belgische zelfproducenten van elektriciteit (Gabe) dat het vermogen van dat soort elektriciteit tegen 1986 met 37 Mw zal toenemen; (het huidige vermogen bedraagt 482 Mw). Voor diezelfde periode voorzien de projecten in een totale vermindering van het vermogen met  $\pm 54$  Mw.

De voor de produktie van elektriciteit gebezigde brandstof is hoofdzakelijk vloeibaar of gasvormig (aardgas en teruggewonnen energiedragers). Als men volledig objectief wil blijven, kan men alleen constateren dat het vermogen en het aandeel van de eigenproduktie in de totale elektriciteitsproduktie de komende vijf jaar eerder zal afnemen. Die tendens bevestigt alleen maar de algemene trend die zich sedert de oorlog in alle landen van de gemeenschappelijke markt aftekent, zoals blijkt uit de onderstaande tabel :



*Quote-part de l'autoproduction  
dans la production totale d'électricité  
des pays de la Communauté Economique Européenne*

*Aandeel van de eigen-productie  
in de totale produktie van elektriciteit  
in de landen van de Europese Economische Gemeenschap*

| Pays                | Producteurs-distributeurs<br>—<br>Producenten-verdelers |      |      |      | Autoproducteurs<br>—<br>Zelfproducenten |      |      |      | Land                  |
|---------------------|---------------------------------------------------------|------|------|------|-----------------------------------------|------|------|------|-----------------------|
|                     | 1953                                                    | 1963 | 1973 | 1981 | 1953                                    | 1963 | 1973 | 1981 |                       |
| Allemagne ... ..    | 59,7                                                    | 61,6 | 73,0 | 82,0 | 40,3                                    | 38,4 | 27,0 | 18,0 | Duitsland             |
| Belgique (a) ... .. | 54,2                                                    | 58,5 | 73,2 | 93,3 | 45,8                                    | 41,5 | 26,8 | 6,7  | België (a).           |
| Danemark ... ..     | —                                                       | 95,0 | 97,8 | 97,6 | —                                       | 5,0  | 2,2  | 2,4  | Denemarken.           |
| France ... ..       | 67,4                                                    | 74,4 | 81,7 | 89,7 | 32,6                                    | 25,6 | 18,3 | 10,3 | Frankrijk.            |
| Grèce ... ..        | —                                                       | —    | 96,7 | 98,8 | —                                       | —    | 3,3  | 1,2  | Griekenland.          |
| Irlande ... ..      | —                                                       | 95,3 | 97,6 | 98,3 | —                                       | 4,7  | 2,4  | 1,5  | Ierland.              |
| Italie ... ..       | 81,5                                                    | 76,1 | 79,2 | 82,7 | 18,5                                    | 23,9 | 20,8 | 17,3 | Italië.               |
| Luxembourg ... ..   | 0,4                                                     | 27,5 | 39,2 | 47,7 | 99,6                                    | 72,5 | 60,8 | 52,3 | Luxemburg.            |
| Pays-Bas ... ..     | 74,0                                                    | 79,7 | 86,7 | 90,3 | 26,0                                    | 20,3 | 13,3 | 9,7  | Nederland.            |
| Royaume-Uni ... ..  | 83,2                                                    | 89,7 | 91,8 | 93,6 | 16,8                                    | 10,3 | 8,2  | 6,4  | Verenigde Koninkrijk. |

(a) Les centrales communes d'autoproduction sont comptabilisées depuis 1975 avec les producteurs-distributeurs à la suite des regroupements intervenus dans le secteur électrique; elles intervenaient à ce moment pour environ 11,4 % dans la production totale.

Source : Eurostat.

\* \* \*

Dans le domaine de l'énergie nucléaire, le Secrétaire d'Etat commente le problème du financement de nouvelles centrales nucléaires. Selon lui, ce problème revêt une importance particulière étant donné l'importance des capitaux mis en jeu et les taux élevés d'intérêts en vigueur actuellement. Pendant la période de 1977 à 1979, qui correspondait à une pointe dans les investissements des sociétés d'électricité due à la construction simultanée de quatre unités de 1 000 MW, le total des appels au marché des capitaux fait par l'ensemble de ces sociétés a varié entre 12 et 15 milliards par an.

La somme des emprunts de toutes origines qui ont été contractés sur le marché belge pendant la même période a varié entre 300 et 400 milliards par an. La part prise par les sociétés d'électricité se limite donc à trois à cinq pourcents de l'ensemble du marché.

L'investissement présente un risque qu'il serait évidemment beaucoup plus facile d'éliminer en y renonçant. On peut se réjouir de constater que les producteurs d'électricité acceptent de supporter les charges qui permettront d'assurer un approvisionnement énergétique correct du pays dans le futur.

Il serait dangereux sans doute, continue le Secrétaire d'Etat, de retarder la prise de décisions en matière d'investissements, au risque de voir la compétitivité diminuer par suite du vieillissement des outils. Les entreprises privées devront donc faire face aux problèmes du financement, en tenant compte des lois qui prévoient une participation des pouvoirs publics aux investissements.

A propos du projet électronucléaire de Chooz, le Secrétaire d'Etat rappelle que le Gouvernement a estimé que ce problème ne devait pas faire l'objet d'une option particulière dans la note discutée en cette commission, pour la raison qu'il s'agit d'un problème spécifique discuté dans un

(a) Voor de cijfers betreffende de gemeenschappelijke centrales voor eigen produktie wordt sedert 1975 rekening gehouden met de producenten-verdelers, ingevolge bepaalde hergroeperingen in de elektriciteitssector, het aandeel van dat soort centrales in de totale produktie bedroeg op dat tijdstip circa 11,4 %.

Bron : Eurostat.

\* \* \*

Daarop snijdt de Staatssecretaris het vraagstuk aan van de financiering van nieuwe kerncentrales. Dat is, volgens hem, van bijzonder belang omdat er zulke kapitalen mee gemoeid zijn en de rentevoeten zo hoog liggen. Van 1977 tot 1979, toen de investeringen van de elektriciteitsmaatschappijen wegens de bouw van vier centrales van 1 000 MW tegelijk een piek kenden, leenden die maatschappijen samen per jaar tussen 12 en 15 miljard op de kapitaalmarkt.

Het bedrag aan leningen allerhande dat in diezelfde periode op de Belgische markt werd opgenomen schommelde tussen 300 en 400 miljard per jaar. De elektriciteitsmaatschappijen nemen dus slechts drie tot vijf percent van de markt voor hun rekening.

Investeren betekent per definitie risico's nemen. We mogen tevreden zijn dat de elektriciteitsproducenten willen instaan voor de kosten waarmee de energievoorziening van ons land in de toekomst veilig kan worden gesteld.

Verder uitstel van de investeringsbeslissingen zou wellicht te gevaarlijk zijn, aldus nog de Staatssecretaris; door veroudering van het produktieapparaat kan onze concurrentiepositie immers verzwakken. Problemen van financiering moeten dus door de particuliere ondernemingen worden opgelost, met inachtneming van de wetten die voorzien in een participatie van de overheid in de investeringen.

In verband met het project voor de kerncentrales te Chooz wijst de Staatssecretaris erop dat, volgens de Regering in de voorliggende nota, aan dit vraagstuk geen bijzondere optie moet worden gewijd, aangezien het om een specifiek punt gaat waarover internationale besprekingen

cadre international. Le Secrétaire d'Etat confirme les déclarations déjà faites selon lesquelles il faut établir par la négociation avec le Gouvernement français les bases d'un accord qui permette de sauvegarder au mieux les intérêts de la Belgique, à la fois sur le plan industriel et sur celui de la sécurité et de la protection de l'environnement. C'est pourquoi la volonté d'être réellement associé à ce projet à concurrence d'un pourcentage significatif a été exprimée. Les discussions se poursuivent à l'heure actuelle sur les différents aspects de cette participation : 1° le taux de participation; 2° le coût des fournitures d'électricité qui en résulterait; 3° le montant et la nature des compensations industrielles (bureaux d'étude, entreprises de génie civil, constructeurs, électromécaniciens) que les Belges peuvent obtenir.

En matière de normes de sécurité, on peut constater que l'option n° 4 du chapitre consacré à l'énergie nucléaire précise que l'implantation de centrales nucléaires à proximité de nos frontières, devrait être soumise aux mêmes règles que si elles avaient été installées dans notre pays, pour ce qui est de leur impact sur les personnes et l'environnement.

Le Secrétaire d'Etat annonce d'ailleurs qu'une prochaine rencontre est prévue avec le Ministre français, de l'Energie M. Hervé, probablement dans le courant du mois de juin 1982.

A la question de savoir si l'énergie nucléaire peut être considérée comme un moyen de diversification, le Secrétaire d'Etat répond que l'ensemble des pays de la C. E. E. et de l'O. C. D. E. sont tous d'accord pour considérer l'énergie nucléaire comme un moyen de diversification, dans la mesure où l'objectif prioritaire de ces pays est de réduire leur consommation en pétrole, ce qui par ailleurs en diminue le prix et autorise les pays moins favorisés à y avoir accès. Selon une recommandation de la C. E. E., le recours aux combustibles solide et nucléaire devrait représenter de 70 à 75 % de la production d'électricité. En outre, cette forme d'énergie primaire présente un certain nombre d'avantages qui justifient son utilisation :

- sources d'approvisionnement stables;
- coût du kWh moins élevé;
- risque global très faible, en dehors du gaz naturel;
- volumes de transport et de stockage extrêmement réduits, permettant de constituer aisément des réserves stratégiques de longue durée.

C'est d'ailleurs pour cette dernière raison que les pays n'ayant pas de ressources internes importantes considèrent l'énergie nucléaire comme un moyen d'assurer leur indépendance énergétique.

Le Secrétaire d'Etat ajoute que, quant aux risques liés à l'utilisation de cette forme d'énergie, l'énergie nucléaire se place particulièrement bien en comparaison des risques des autres modes de production d'énergie. Le stockage des déchets radioactifs fait l'objet d'un examen attentif dans le rapport des Sages. Le Secrétaire d'Etat cite :

« Une solution pour l'évacuation définitive des déchets hautement radioactifs et des déchets contaminés par des émetteurs est en voie d'élaboration. Pour la Belgique, les couches argileuses profondes semblent être la meilleure solution. Aussi, convient-il de mener un effort intense et soutenu et de poursuivre activement les recherches en cours dans ce domaine. »

Le Secrétaire d'Etat renvoie ensuite à l'opinion d'un membre selon laquelle il n'est pas opportun de fermer Eurochemic. Selon ce membre, le retraitement se justifierait

à la gang zijn. De Staatssecretaris bevestigt zijn vroegere uitspraken, namelijk dat via onderhandelingen met de Franse regering de grondslag voor een overeenkomst moet worden gelegd waardoor de Belgische belangen inzake industrie, veiligheid en leefmilieu beter worden gediend. Daarom werd de wens uitgesproken dat België tot beloop van een redelijk percentage bij dat project zou worden betrokken. De besprekingen gaan thans verder over de verschillende aspecten van die participatie : 1° : het percentage ervan; 2° : de kostprijs van de elektriciteit die dienovereenkomstig zou worden geleverd; 3° : het bedrag en de aard van de compensatie die de Belgische industrie kan ten goede komen (studiebureaus, ondernemingen voor bouwkunde, aannemers, bedrijven in electromechanica).

Inzake de veiligheidsnormen leest men in optie n° 4 van het hoofdstuk over kernenergie dat, met betrekking tot de invloed op personen en leefmilieu, voor de bouw van kerncentrales aan onze grenzen dezelfde regels moeten gelden als in ons land zelf.

De Staatssecretaris kondigt trouwens aan dat hij eerlang, waarschijnlijk in de loop van de maand juni 1982, de Franse Minister voor Energie Hervé zal ontmoeten.

Op de vraag of kernenergie als een middel tot diversifiëring kan worden beschouwd, antwoordt de Staatssecretaris dat alle landen van de E. E. G. en van de O. E. S. O. het daarover eens zijn, in die zin dat die landen zich in de eerste plaats voornemen hun aardolieverbruik terug te schroeven, zodat de prijs gaat dalen en aardolie betaalbaar wordt voor de armste landen. Volgens een aanbeveling van de E. E. G. zouden vaste en nucleaire brandstof 70 tot 70 % van de elektriciteitsproductie moeten leveren. Bovendien biedt het gebruik van die primaire energiebron een aantal voordelen, die het gebruik ervan rechtvaardigen :

- stabiele voorzieningsbronnen;
- lagere kostprijs per kWh;
- afgezien van aardgas is het algemene risico hier zeer klein;
- bij vervoer en opslag is het volume zeer klein, zodat gemakkelijk strategische voorraden op lange termijn kunnen worden aangelegd.

Om die reden trouwens beschouwen landen zonder aanzienlijke binnenlandse energiebronnen kernenergie als een middel om zelfstandig te worden qua energievoorziening.

In verband met de gevaren die aan het gebruik van kernenergie verbonden zijn stelt de Staatssecretaris dat kernenergie de vergelijking met andere energiebronnen best kan doorstaan. Aan de opslag van radioactief afval zijn in het rapport van de Wijzen uitvoerige beschouwingen gewijd. De Staatssecretaris citeert :

« Voor het definitief wegwerken van uiterst radioactieve stoffen en van afvalstoffen die besmet zijn door emissors wordt thans een oplossing uitgewerkt. Voor België zijn de diepe kleilagen blijbaar de meest aangewezen oplossing. Bijgevolg moet een intense aangehouden inspanning worden geleverd en moet het onderzoek ter zake actief worden voortgezet. »

De Staatssecretaris verwijst daarop naar een lid dat sluiting van Eurochemic ongewenst acht. Volgens dat lid zou ook het gevaar van opslag van nucleaire stoffen in bassins

également par le danger de stockage des matières nucléaires dans des piscines et en ce qui concerne le programme international sur les surrégénérateurs, il est important que la Belgique respecte sa parole. Cependant il est d'avis que l'installation de telles centrales en Belgique poserait des problèmes de sécurité et de coût.

En réponse à ces points de vue et à propos du redémarrage de l'usine Eurochemic, le Secrétaire d'Etat fait observer ce qui suit :

— le projet de résolution stipule que le redémarrage de l'usine Eurochemic sera réalisé « dans les limites de capacité prévues ». La capacité annuelle de l'installation actuelle, arrêtée depuis 1974, est de 60 à 75 tonnes/an. Elle est basée sur une capacité d'extraction d'uranium de 300 kg/jour à raison de 200 à 250 jours par an. Le maintien de cette capacité pour du retraitement de combustible mixte (uranium + plutonium) dans le cas du recyclage impose d'adapter les installations. Les améliorations ainsi faites auront notamment pour effet bénéfique d'accroître la capacité pour le combustible standard des centrales PWR à 600 kg/jour.

La remise en route va s'échelonner sur six ans comprenant des études, modifications d'installations et des constructions nouvelles ainsi que des essais. Si les études peuvent commencer en septembre 1982, c'est donc fin 1988 que l'installation pourrait être remise en service actif. L'estimation actuelle de cette remise en route s'élève à 13 milliards de FB. Ce coût sera pris en charge par kWh nucléaire par constitution d'une provision suffisante pour financer la remise en état. On estime actuellement que la modification de la redevance qui en résultera sera de l'ordre de quelques centimes par kWh. Par conséquent, l'Etat n'aura rien à supporter directement.

— il n'y a plus, aujourd'hui qu'une piscine qui est remplie de quelques tonnes de combustible faiblement irradié, appartenant d'ailleurs à la COGEMA (France). Ce combustible parfaitement gardé ne présente aucun danger pour la région. Il servira vraisemblablement de première charge lors du redémarrage effectif de l'usine Eurochemic.

— en ce qui concerne la participation de la Belgique à la centrale de Kalkar, il est question que, sous réserve d'approbation par les instances compétentes, la contribution belge pourrait être alignée sur la contribution hollandaise, soit 13,8 % de 3,4 milliards de DM. Le Gouvernement allemand a construit son nouveau schéma de financement sur l'assurance d'une contribution tripartite jusqu'à ce plafond, le total du projet étant estimé à 5 milliards de DM.

Le Secrétaire d'Etat rappelle que la participation de la Belgique à ce projet a permis de nombreuses retombées économiques.

L'installation de surrégénérateurs en Belgique ne fait actuellement l'objet d'aucune intention ni décision définitives.

\* \* \*

Enfin, le Secrétaire d'Etat communique sa position vis-à-vis de la politique européenne de l'énergie.

Quant aux travaux et études réalisés au niveau des institutions européennes dans le domaine de l'énergie, le Secrétaire d'Etat répond qu'il a mis à la disposition de la Commission de l'Economie les documents suivants, émanant de la Commission des Communautés Européennes :

pleiten voor opwerking. In verband met het internationale programma betreffende kweekreactoren is het belangrijk dat België ter zake zijn gegeven woord nakomt. De bouw van dergelijke centrales in België zal ons, volgens dat lid, echter voor problemen inzake veiligheid en kostprijs plaatsen.

Als antwoord op die uitspraken en inzake het weer op gang brengen van de Eurochemic-fabriek merkt de Staatssecretaris het volgende op :

— in de ontwerp-resolutie staat dat het Eurochemic bedrijf weer op gang zal worden gebracht « binnen de grenzen van de geplande capaciteit ». De jaarlijkse capaciteit van de huidige installatie werd in 1974 vastgesteld en bedraagt 60 tot 75 ton per jaar. Daarbij wordt uitgegaan van een capaciteit van 300 kg ontgonnen uranium per dag gedurende 200 tot 250 dagen per jaar. Als men die capaciteit wil handhaven bij de opwerking van gemengde splijtstof (uranium + plutonium) in geval van terugvoer zullen de installaties moeten worden aangepast. De aldus aangebrachte verbeteringen zullen met name de capaciteit inzake de standaard splijtstof van drukwaterreactoren tot 600 kg per dag doen toenemen.

Een en ander zal zes jaar duren; er moeten studies worden gemaakt, installaties omgebouwd en nieuwe gebouwd en die installaties moeten proefdraaien. Indien de studies in september 1982 kunnen worden aangevat zou het bedrijf dus eind 1988 weer op gang kunnen worden gebracht. De kostprijs daarvan wordt thans op 13 miljard BF geraamd. Per kWh die uit kernenergie wordt gewonnen zal een voldoende provisie worden ingecalculeerd om de kosten te dekken. Men heeft becijferd dat de elektriciteit daardoor slechts enkele centimes per kWh duurder zal worden. De Staat zal dus niet rechtstreeks moeten bijsprijnen.

— er is momenteel alleen nog een reactorbad met enige tonnen licht bestraalde splijtstof die overigens aan COGEMA (Frankrijk) toebehoort; die splijtstof is uiterst veilig opgeslagen en levert geen enkel gevaar op voor de omgeving. Waarschijnlijk zal ze als eerste lading worden gebruikt zodra het Eurochemic bedrijf inderdaad weer op gang wordt gebracht.

In verband met de Belgische deelneming in de centrale van Kalkar wordt overwogen om — behoudens goedkeuring door de bevoegde overheid — de Belgische bijdrage op het peil van de Nederlandse te brengen, namelijk 13,8 % of 3,4 miljard DM. Voor haar nieuwe financieringsschema heeft de Duitse Regering gerekend met de belofte dat drie partijen tot beloop van dat plafond zullen bijdragen in de kosten, die op 5 miljard DM worden geraamd.

Er zij nogmaals op gewezen dat die deelneming ons land economisch heel wat heeft opgebracht.

Over de bouw van kweekreactoren in België is nog geen eindbeslissing gevallen en bestaan evenmin vaste plannen.

\* \* \*

Ten slotte geeft de Staatssecretaris zijn standpunt betreffende het Europese energiebeleid te kennen.

Inzake de werken en studies die door de Europese instellingen op het gebied van de energie gerealiseerd werden, antwoordt de Staatssecretaris dat hij de volgende stukken ter beschikking van de Commissie voor het Bedrijfsleven houdt, welke uitgaan van de Commissie van de Europese Gemeenschappen :

— Examen des objectifs de politique énergétique pour 1990 et des programmes d'investissement des Etats membres (23 février 1981).

— Développement d'une stratégie énergétique pour la Communauté (1<sup>er</sup> octobre 1981).

— Le prix de l'énergie : politique et transparence (30 septembre 1981).

— Les problèmes affectant l'industrie du raffinage dans la Communauté (30 septembre 1981).

— L'investissement dans le domaine de l'utilisation rationnelle de l'énergie (5 février 1982).

— Une stratégie énergétique pour la Communauté : le volet nucléaire (9 février 1982).

— Mesures destinées à renforcer la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel (Doc. provisoire).

— Mesures destinées à atténuer les effets d'une pénurie limitée de pétrole (4 février 1982).

— La conjoncture énergétique dans la Communauté : situation 1981; perspectives 1982 (25 février 1982).

Le Secrétaire d'Etat a ajouté ensuite que la règle qui prévalait au sein du Conseil des ministres européens, est celle de l'unanimité.

Dans ces conditions, même présidente en exercice, la Belgique n'a pas intérêt à inscrire à l'ordre du jour du Conseil, une proposition à laquelle un des Etats membres est très fermement opposé.

Pour ce qui est des objectifs en utilisation rationnelle de l'énergie, la quasi-unanimité s'est dégagée pour qu'aucune valeur chiffrée ne figure dans les projets de recommandation au Conseil concernant l'encouragement aux investissements dans le domaine de l'I. R. E., même si la commission elle-même était d'un autre avis.

Le Secrétaire d'Etat annonce également que le problème des raffineries sera examiné au prochain Conseil des ministres européens, qui aura lieu au mois de juin 1982. La position de la Belgique sera conforme à l'avis de la commission, selon lequel la restructuration de l'industrie du raffinage doit être réalisée par les entreprises elles-mêmes.

Répondant à la question d'ordre général de savoir s'il existe un lien entre le problème de l'énergie et le choix d'un certain type de société, le Secrétaire d'Etat précise qu'il existe en effet une relation entre les deux. Toute forme d'énergie a des avantages et des inconvénients auxquels toute forme de société doit s'adapter, tant au point de vue social qu'au point de vue économique.

Le Secrétaire d'Etat doute de l'utilité de reboiser certaines régions du moins en ce qui concerne l'énergie. Une telle opération se justifierait mieux du point de vue écologique.

Il est difficile pour l'instant de fournir des données chiffrées concernant l'influence de la télématique sur l'utilisation et la consommation d'énergie. Le Secrétaire d'Etat déclare que notre société devra évidemment tenir compte de cette technique nouvelle, à plus ou moins brève échéance et dans tous les domaines.

#### c) Répliques des membres de la Commission

Un membre réplique en soulignant que le Secrétaire d'Etat opte pour une diversification des sources d'énergie mais qu'il préconise par ailleurs de porter à 75 % la part des combustibles solides et de l'énergie nucléaire dans l'approvisionnement énergétique. Il ne s'agit pas là, selon l'orateur, d'un effort de diversification des vecteurs énergétiques mais d'une option qui accorde la prédominance à une autre source d'énergie. Le Secrétaire d'Etat à l'Energie ayant répli-

— Toetsing van de doelstellingen inzake het energiebeleid voor 1990 en de investeringsprogramma's van de Lid-Staten (23 februari 1981).

— De door de Gemeenschap te volgen strategie op energiegebied (1 oktober 1981).

— De energieprijzen : beleid en doorzichtigheid (30 september 1981).

— De problemen met betrekking tot de olieraffinage-industrie in de Gemeenschap (30 september 1981).

— Investerings in het rationeel gebruik van energie (5 februari 1982).

— Een energie-strategie voor de Gemeenschap (9 februari 1982).

— Maatregelen ter verhoging van de zekerheid van de aardgasvoorziening van de Gemeenschap (voorlopig Stuk).

— Maatregelen om de gevolgen van een beperkte schaarste aan aardolie te milderen (4 februari 1982).

— De energiesituatie in de Gemeenschap : situatie 1981; vooruitzichten 1982 (25 februari 1982).

Vervolgens merkt de Staatssecretaris op dat de beslissingen bij de Europese Ministerraad in de regel bij eenparigheid worden genomen. Zelfs in zijn huidige functie van voorzitter van de Raad heeft België er dan ook geen belang bij om op de agenda van die Raad een voorstel in te schrijven waar een van de lid-staten radicaal tegen gekant is.

Vrijwel volledige eensgezindheid werd bereikt omtrent de oogmerken van het rationeel energieverbruik, aangezien besloten werd dat in de ontwerp-aanbevelingen aan de Raad betreffende de investeringen op R. E. V.-gebied geen enkel cijfergegeven zou voorkomen, zelfs al hield de Commissie zelf er daaromtrent een andere mening op na.

De Staatssecretaris deelt nog mede dat het vraagstuk van de raffinaderijen aan de orde gesteld wordt van de eerstvolgende Europese Ministerraad welke gepland wordt in juni 1982. Het standpunt van België zal overeenstemmen met het advies van de Commissie, luidens hetwelk de herstructurering van de raffineringsindustrie door de ondernemingen zelf moet worden gerealiseerd.

In antwoord op de algemene vraag of het energievraagstuk samenhangt met de keuze van een bepaald type van maatschappij verklaart de Staatssecretaris dat er inderdaad een relatie is tussen beide componenten. Elke energievorm heeft voor- en nadelen waaraan elke maatschappijvorm zich zal moeten aanpassen, zowel sociaal als economisch.

In verband met de herbebossing van bepaalde streken twijfelt de Staatssecretaris aan het nut, althans vanuit een energiestandpunt. Een dergelijke operatie is volgens hem eerder aangewezen vanuit ecologisch standpunt.

Op dit ogenblik kan de invloed van de telematica op het gebied van energiegebruik en -verbruik moeilijk gewaardeerd worden in cijfergegevens. Zeker is, aldus de Staatssecretaris, dat onze samenleving, in een min of meer nabije toekomst, met dit nieuwe gegeven op alle gebieden, zal moeten rekening houden.

#### c) Replieken van de leden van de Commissie

Een lid repliceert met volgende redenering. De Staatssecretaris opteert voor een diversificatie van de energiebronnen en streeft anderzijds naar een aandeel van 75 % in de energievoorziening door middel van vaste brandstoffen en nucleaire energie. Dit is volgens spreker geen inspanning voor diversificatie van de energiedragers doch een optie voor de primauté van een andere soort van energie. Na de onmiddellijke verklaring van de Staatssecretaris voor Energie

qué immédiatement que l'objectif est de produire 75 % de l'énergie « électrique » en recourant aux combustibles solides et à l'énergie nucléaire, le membre souligne à nouveau que si l'objectif est de fermer certaines raffineries de pétrole et certains charbonnages, d'autres vecteurs énergétiques gagneront inévitablement en importance. Il souhaite dès lors connaître ces vecteurs et connaître les prévisions concernant l'évolution de la part de chaque vecteur dans notre approvisionnement en énergie jusqu'en 1990 ainsi que de leur incidence sur l'emploi.

En ce qui concerne la politique des pouvoirs publics à l'égard du secteur de la production d'énergie, le membre rappelle que la part du secteur public dans ce domaine devrait être portée de 4 à 15 % avant 1995. Il demande si l'accroissement de cette part s'opérera uniquement par le biais d'un accroissement de la capacité existante ou également par le remplacement d'une partie de cette capacité.

Le membre relève également les propos du Secrétaire d'Etat, selon lesquels, d'une part, les pouvoirs publics auraient suffisamment d'instruments à leur disposition pour mener une politique sérieuse d'U. R. E. et, d'autre part, notre pays obtiendrait les moins bons résultats en matière de consommation et d'économie d'énergie. Le membre souhaite dès lors connaître les intentions précises du Secrétaire d'Etat et demande si ce n'est pas sur ce point qu'il faut établir la relation entre la politique énergétique et la politique industrielle. Il demande en outre de quels moyens les Régions disposent pour mener une politique d'U. R. E.

En ce qui concerne le retraitement des déchets nucléaires, le membre demande, compte tenu de l'attitude favorable du Secrétaire d'Etat à l'égard du redémarrage d'Eurochemic à Mol-Dessel, quelle est la position de notre pays dans les pourparlers internationaux relatifs au retraitement des déchets nucléaires. Quelle est la position du Gouvernement concernant le problème du déversement des déchets nucléaires en mer ?

En outre, l'orateur souhaite connaître la portée exacte de la réponse du Secrétaire d'Etat sur l'imputation aux usagers du prix de revient des transports en commun.

L'orateur conclut en posant les questions suivantes :

— le Gouvernement actuel exécutera-t-il les réformes de structures dans le secteur énergétique prévues dans la loi du 8 août 1980 et, à titre d'exemple, rendra-t-il opérationnelle la société d'achat et de stockage des produits pétroliers ?

— est-il exact que le Comité national de l'énergie refuse de faire délibérer les commissions sur le présent dossier énergétique, ce qui les empêche de fournir des avis au Parlement.

\* \* \*

Un second membre désire également préciser un certain nombre de points compte tenu des réponses données par le Secrétaire d'Etat à l'Energie.

Lorsqu'on abordait le problème énergétique par le passé, on attachait trop d'importance à l'offre. En revanche, il faudra désormais accorder une plus grande attention à la demande. Les pouvoirs publics peuvent en effet exercer une influence plus grande sur la demande que sur le secteur de la production qui est fortement concentré. Le membre voudrait cependant que le Secrétaire d'Etat lui fasse savoir clairement s'il se rallie à cette approche modifiée du problème.

Il désire en outre connaître les hypothèses de croissance sur lesquelles le Secrétaire d'Etat se base pour définir sa politique énergétique globale, ainsi que l'objectif global visé par

dat gestreefd wordt naar 75 % van de « elektrische » energie te laten produceren door middel van vaste brandstoffen en nucleaire energie, noteert het lid eveneens dat, wanneer gestreefd zou worden naar de sluiting van sommige petroleumraffinaderijen en koolmijnen, er onvermijdelijk andere energiedragers in belang zullen moeten winnen. Hij wenst derhalve deze energiedragers te kennen en tevens een schets te krijgen van de evolutie tot 1990 van het aandeel van elke energiedrager in onze energievoorziening, alsook van hun relatie tot de tewerkstelling.

Inzake de houding van de overheid in de sector van de energieproductie herinnert het lid eraan dat het aandeel van de publieke sector terzake zou moeten verhoogd worden van 4 % tot 15 % vóór 1995. Hij wenst te weten of de verhoging van dit aandeel enkel zal gebeuren bij een verhoging van de capaciteit of ook bij de vervanging van een bestaande capaciteit.

Het lid noteert eveneens de uitspraken van de Staatssecretaris als zou de overheid enerzijds voldoende instrumenten ter beschikking hebben voor het voeren van een ernstig R. E. V.-beleid en dat anderzijds ons land de minst goede resultaten boekt op het vlak van energieverbruik en -besparing. Het lid wenst derhalve de juiste bedoelingen terzake van de Staatssecretaris te kennen en vraagt zich af of juist hier niet de relatie moet gelegd worden tussen het energiebeleid en het industrieel beleid. Dit lid vraagt welke middelen de Gewesten hebben om een R. E. V.-beleid te voeren.

Inzake de werking van nucleair afval vraagt het lid, rekening houdend met de gunstige houding van de Staatssecretaris ten opzichte van het heropstarten van Eurochemic te Mol-Dessel, welke de houding is van ons land in de internationale besprekingen inzake opwerking van nucleair afval. Hoe staat de Regering tegenover het probleem van dumping van nucleaire afval in zee ?

Tevens wenst de spreker de juiste draagwijdte te kennen van het antwoord van de Staatssecretaris inzake de verrekening van de kostprijs aan de gebruiker van het openbare vervoer.

Tenslotte raakt spreker nog volgende problemen aan :

— gaat deze Regering de structuurhervormingen in de energiesector, die vervat liggen in de wet van 8 augustus 1980, uitvoeren en bv. de aankoop- en opslagmaatschappij voor petroleumprodukten operationeel maken ?

— is het juist dat in de schoot van het Nationaal Comité voor Energie geweigerd wordt de commissies te laten be-raadslagen over het onderhavige energiedossier en aldus het Parlement geen advies kunnen geven ?

\* \* \*

Een tweede lid wenst eveneens een aantal punten nader te beschrijven in het licht van de antwoorden van de Staatssecretaris voor Energie.

In het verleden werd in het energievraagstuk te veel de klemtoon gelegd op de aanbodzijde. In de toekomst moet duidelijk meer aandacht gegeven worden aan de vraagzijde van de energie. Inderdaad, op deze vraagzijde kan de overheid meer invloed uitoefenen dan over de sterk gecentraliseerde aanbodzijde. Dit lid wenst echter uitdrukkelijk te weten of de Staatssecretaris voor Energie akkoord gaat met deze accentverschuiving.

Tevens wenst hij de groeihypothese te kennen waarop de Staatssecretaris zich baseert voor zijn globaal energiebeleid alsook te weten welk het globale beeld is dat inzake

cette politique quant à la part relative de chaque vecteur énergétique. En d'autres termes, il souhaite disposer d'un prototype de bilan énergétique qui indique clairement, fût-ce avec une certaine marge de flexibilité, les buts à atteindre.

Le membre juge également souhaitable la formulation d'objectifs chiffrés en matière d'U. R. E. La commission doit en effet savoir à combien s'élèveront les économies réalisées, vers quelle période elles seront réalisées et par quels moyens.

Le membre déclare enfin ne pas être opposé à une participation belge au projet nucléaire de Chooz. Cette participation permettrait de différer provisoirement la décision de construire de nouvelles centrales nucléaires dans notre pays et, en cas de reprise de la demande, de les remplacer éventuellement par des centrales au charbon.

Le membre s'inquiète cependant des compensations que la France réclame pour cette participation belge. Est-il exact que la France demande non seulement des compensations industrielles mais aussi une participation au cas où une autre unité nucléaire serait construite dans notre pays ?

#### d) Réponses du Secrétaire d'Etat à l'Energie

Le Secrétaire d'Etat renvoie tout d'abord à l'exposé par lequel il a introduit le débat et aux premières réponses qu'il a fournies lors de la discussion générale. Il répète qu'il n'a pas l'intention de fermer des raffineries et que, dans ce domaine, notre pays doit s'insérer dans le contexte européen. Il n'est cependant pas prêt à dépenser des milliards pour maintenir en activité des raffineries non rentables, et sa position à cet égard n'est pas différente de celle du Gouvernement français qui, récemment, a fait fermer trois raffineries. Le Secrétaire d'Etat explique en détail l'intérêt de considérer le problème du raffinage dans un contexte européen. Il ne fait par ailleurs aucun doute que les raffineries ne disposant pas d'installation de craquage seront confrontées sous peu à des problèmes importants.

Pour ce qui est de l'augmentation de la participation dans la capacité de production d'énergie au profit du secteur public, le Secrétaire d'Etat confirme qu'il est partisan de l'exécution de la convention qui a été conclue en la matière. Cet accroissement de capacité jusqu'à 15 % sera réalisé par le biais des équipements nouveaux.

Le Secrétaire d'Etat estime qu'il faut nuancer les assertions selon lesquelles la Belgique ne fait pas les efforts nécessaires dans le domaine de l'U. R. E., particulièrement par rapport aux autres pays européens. On constate en effet que pour la période 1970-1980, l'industrie belge a réalisé une baisse de consommation de 20 %, à production constante. Cette valeur est parmi les plus hautes des pays européens, (avec l'Angleterre et la France), tandis qu'en Allemagne, par exemple, la baisse de consommation n'atteint que 15 % pendant la même période.

Le Secrétaire d'Etat estime que le déversement de déchets nucléaires en mer n'est pas une solution idéale et il ajoute que d'autres solutions sont à l'étude, notamment le stockage en couches argileuses profondes.

Quant à la contribution de l'utilisateur au paiement du prix de revient des transports en commun, le Secrétaire d'Etat déclare que les usagers ne devront évidemment pas supporter la totalité du prix de revient. Il estime toutefois que cette participation est étonnamment faible dans notre pays par rapport aux pays voisins.

En ce qui concerne les sommes consacrées à la recherche et au développement dans le secteur nucléaire, le Secrétaire d'Etat déclare qu'à l'heure actuelle, ces recherches ont atteint un sommet, parce que ce secteur est en pleine expansion, contrairement à celui des énergies renouvelables et alternatives, qui se trouve dans sa phase de démarrage. Ces comparaisons sont donc dangereuses, entre les secteurs de maturité différente.

aandeel van elke energiedrager nagestreefd word\*. Hij wenst m.a.w. een prototype van energiebalans te zien waarin duidelijk de nagestreefde doeleinden, weliswaar met soepele streefcijfers, kunnen teruggevonden worden.

Het formuleren van cijfermatige objectieven inzake R. E. V. blijkt het lid eveneens wenselijk, opdat de commissie duidelijk zou weten hoeveel besparingen kunnen gerealiseerd worden, rond welke periode en met welke middelen.

Tenslotte verklaart het lid zich niet gekant tegen een Belgische participatie in het nucleaire project te Chooz. Deze participatie laat toe de beslissing tot de bouw van bijkomende nucleaire centrales in ons land voorlopig uit te stellen en deze, bij herneming van de vraag eventueel te vervangen door steenkoolcentrales.

Hij is evenwel bezorgd om de compensaties die van Franse zijde worden gevraagd voor deze Belgische deelneming. Is het juist dat Frankrijk niet alleen industriële compensaties vraagt maar ook een participatie in een eventueel volgende nucleaire eenheid in ons land ?

#### d) Antwoorden van de Staatssecretaris voor Energie

De Staatssecretaris verwijst vooreerst naar zijn uiteenzetting bij het begin van het debat en naar zijn eerste antwoorden bij de Algemene Bespreking. Hij herhaalt dat het zijn bedoeling niet is petroleumraffinaderijen te sluiten en dat ons land op dit gebied zich moet inschakelen in de Europese context terzake. Hij is evenwel niet bereid miljarden uit te geven om niet rendable raffinaderijen in leven te houden, waardoor hij geen andere houding aanneemt dan de Franse Regering die onlangs 3 raffinaderijen liet sluiten. De Staatssecretaris zet uitvoerig uiteen waarom het zo belangrijk is dat het probleem van de raffinage in Europees verband moet worden gezien. Zeker is eveneens dat raffinaderijen zonder een crackinginstallatie in de nabije toekomst grote problemen zullen kennen.

Inzake de uitbreiding van de deelneming in de energieproductiecapaciteit ten behoeve van de openbare sector bevestigt de Staatssecretaris dat hij voorstander is van de uitvoering van de conventie die terzake gesloten is. De verhoging van de capaciteit tot 15 % zal betrekking hebben op de nieuwe uitrustingen.

De Staatssecretaris meent dat de beweringen volgens welke België, op het stuk van het R. E. V. vooral in vergelijking met de andere Europese landen, niet de nodige inspanningen levert, moeten genuanceerd worden. Men stelt immer vast dat het Belgische bedrijfsleven tijdens de periode 1970-1980, tegen constante productie, 20 % minder verbruik heeft. Dat cijfer is een van de hoogste in de Europese landen (samen met Engeland en Frankrijk) terwijl in Duitsland b.v. tijdens diezelfde periode de daling zelfs geen 15 % bereikte.

De dumping van nucleair afval in zee is volgens de Staatssecretaris geen ideale oplossing; hij voegt er aan toe dat andere oplossingen bestudeerd worden zoals het stockeren in diepgelegen kleilagen.

Inzake de deelname in de kostprijs van het openbaar vervoer door de gebruiker verklaart de Staatssecretaris dat het evident is dat deze gebruiker niet de volledige kostprijs dient te dragen. Hij is evenwel van mening dat het opvallend is hoe klein deze deelname is in ons land t.o.v. de buurlanden.

Wat betreft de sommen die besteed worden aan ontwikkeling en onderzoek in de nucleaire sector verklaart de Staatssecretaris dat deze onderzoeken zich op dit ogenblik op een toppunt bevinden aangezien deze sector in volle ontwikkeling is, in tegenstelling met de sector van de hernieuwbare en alternatieve energieën die zich in de aanloopperiode bevindt. Het is dus gevaarlijk sectoren die zich in een verschillend evolutiestadium bevinden met elkaar te vergelijken.



Les réformes structurelles prévues dans la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 retiennent l'attention du Secrétaire d'Etat.

Selon le Secrétaire d'Etat, il n'est pas à conseiller de mettre trop l'accent sur la demande. Personnellement, il préfère aboutir à une relation adéquate entre l'offre et la demande. En effet, la demande n'est jamais efficace et donne souvent lieu à des gaspillages.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie répète qu'il n'est pas opportun de se tenir à des chiffres déterminés. Au terme du débat, le Gouvernement agira en respectant les directives que le Parlement lui aura données. Il rappelle qu'à l'heure actuelle tous les chiffres antérieurs du livre blanc relatif aux problèmes énergétiques ainsi que ceux du rapport des sages sont dépassés.

Enfin, le Secrétaire d'Etat déplore que notre pays n'ait entamé que fort tardivement les négociations avec la France concernant les centrales nucléaires de Chooz. Les conditions posées par la France pour la négociation sont de ce fait difficiles, mais le Gouvernement mettra tout en œuvre pour aboutir à un accord satisfaisant sur les conditions auxquelles les deux pays subordonnent la participation de la Belgique au projet de Chooz.

\* \* \*

Au moment de la clôture de la discussion générale, plusieurs membres font remarquer que la concertation entre les Exécutifs régionaux et le Gouvernement national au sujet des propositions de base relatives à la politique énergétique, concertation prévue à l'article 6, § 3, 2°, de la loi du 8 août 1980, n'est pas encore terminée. Ils estiment par conséquent que la Commission ne peut pas encore entamer la discussion des options globales.

Un membre rappelle que certains membres ont invoqué précédemment le même argument pour ajourner la discussion générale. Sa proposition vise à examiner immédiatement les « options globales », mais à ajourner tout vote jusqu'à la clôture de la concertation prescrite par la loi du 8 août 1980. En outre, la Commission consacrera par la suite un examen complémentaire aux options globales, à la lumière des résultats de la concertation complémentaire entre le Gouvernement national et l'Exécutif flamand, dans la mesure où cela s'avèrera nécessaire, et où ils seront disponibles.

Diverses solutions sont ensuite proposées : accélération des travaux de l'Exécutif flamand; communication à la Commission du texte que le C. M. C. E. S. a soumis aux Exécutifs en vue de la concertation prescrite par la loi, ainsi que des points de vue respectifs de l'Exécutif wallon et de l'Exécutif flamand, en indiquant si oui ou non la concertation a débouché sur un accord; information de la Commission par les présidents des deux Exécutifs.

A la suite de ces propositions, le Secrétaire d'Etat à l'Energie communique à la Commission le texte des propositions (voir Annexe I) que le Gouvernement national a soumise aux Exécutifs. Signalons pour compléter que les alternatives préconisées par les Régions figurent en annexe des projets de résolutions que la Commission utilise comme document de base et qui ont été préparés par les services du Secrétaire d'Etat (voir Annexe II).

Le Secrétaire d'Etat insiste ensuite pour que la Commission entame immédiatement l'examen des options globales. Si l'Exécutif flamand ne rend pas rapidement son avis complémentaire, il ne paraît pas souhaitable au Secrétaire d'Etat de reporter encore davantage les votes en commission au sujet des options globales et des autres options. Le Secrétaire d'Etat estime d'ailleurs que la concertation prévue à l'article 6 de la loi spéciale du 8 août 1980 a eu

De structuurhervormingen vervat in de wet van 8 augustus 1980 op de budgettaire voorstellen 1979-1980 weerhouden de aandacht van de Staatssecretaris.

Volgens de Staatssecretaris is het niet aan te raden teveel de klemtoon te leggen op de vraagzijde. Persoonlijk streeft hij eerder een adequate relatie na tussen de vraag- en aanbodzijde. De vraag is inderdaad nooit efficiënt en geeft dikwijls aanleiding tot verspilling.

De Staatssecretaris voor Energie herhaalt dat hij het niet opportuun vindt zich vast te pinnen op bepaalde cijfers. De Regering zal na afloop van dit debat handelen in het kader van de richtlijnen die het Parlement zal gegeven hebben. Hij herinnert eraan dat alle vroegere cijfers van het witboek over de energieproblemen alsook deze van het Rapport der Wijzen op dit ogenblik voorbijgestreefd zijn.

Tenslotte betreurt de Staatssecretaris dat ons land zeer laat de onderhandelingen is begonnen met Frankrijk inzake de kerncentrales te Chooz. De voorwaarden die Frankrijk voor die onderhandelingen stelt zijn derhalve zwaar, maar de Regering zal alles in het werk stellen om een goede overeenstemming te bereiken over de voorwaarden die beide landen stellen voor de deelneming van ons land in het project te Chooz.

\* \* \*

Op het ogenblik van de beëindiging van de algemene bespreking wijzen verscheidene leden erop dat het overleg tussen de Gewestelijke Executieven en de Nationale overheid over de basisvoorstellen inzake het energiebeleid, overeenkomstig artikel 6, § 3, 2°, van de wet van 8 augustus 1980, nog steeds niet voltooid is. Dientengevolge zijn ze van oordeel dat de bespreking van globale opties nog niet door de Commissie kan aangevat worden.

Ein lid herinnert eraan dat sommige leden zich eerder op hetzelfde argument beriepen om de algemene bespreking te verdagen. Zijn voorstel strekt ertoe de « algemene opties » meteen te onderzoeken, doch elke stemming te verdagen tot na de beëindiging van het door de wet van 8 augustus 1980 voorgeschreven overleg. Bovendien zal de Commissie, in het licht van de resultaten van het aanvullende overleg tussen de Nationale Regering en de Vlaamse Executieve, en in de mate waarin zulks nodig zal blijken en de resultaten zullen beschikbaar zijn, achteraf nog een aanvullende onderzoek wijden aan de globale opties.

Vervolgens worden verschillende oplossingen voorgesteld : bespoediging van de werkzaamheden van de Vlaamse Executieve; mededeling aan de Commissie van de tekst die door het M. C. E. S. C. aan de Executieven werd voorgelegd met het oog op het door de wet voorgeschreven overleg en van de respectieve standpunten van de Vlaamse en Waalse Executieven, met vermelding of daaromtrent al dan niet overeenstemming werd bereikt tijdens het overleg; voorlichting van de Kamercommissie door de Voorzitters van beide Executieven.

Inhakend op deze voorstellen worden de tekstvoorstellen die door de Nationale Overheid werd voorgelegd aan de Executieven door de Staatssecretaris voor Energie medege-deeld aan de Commissie (zie Bijlage I). Volledigheidshalve zij aangestipt dat in bijlage van de ontwerp-resoluties, die door de Commissie als basisdocument worden gehanteerd en die door de diensten van de Staatssecretaris werden voorbereid, de door de Gewesten voorgestelde alternatieven zullen worden opgenomen (zie Bijlage II).

Vervolgens dringt de Staatssecretaris er op aan dat de Commissie meteen het onderzoek van de globale opties zou aanvatten. Indien het aanvullende advies van de Vlaamse Executieve niet spoedig wordt uitgebracht, lijkt het hem niet wenselijk de stemmingen in de Commissie over de globale en andere opties nog langer te verdagen. Hij is trouwens van oordeel dat het « overleg » zoals voorgeschreven door de bijzondere wet van 8 augustus 1980 heeft plaatsgevonden

lieu et que les délibérations de l'Exécutif flamand qui sont encore annoncées constituent plutôt un « avis complémentaire », qui sera le point de vue autonome de la Région flamande.

Il est clair que l'on ne peut dénier à l'Exécutif wallon le droit d'émettre éventuellement un « avis complémentaire » similaire. Cette éventualité pourrait entraîner un nouvel ajournement des travaux de la Commission de la Chambre.

Quoi qu'il en soit, il n'est nullement contestable que le Secrétaire d'Etat s'est concerté avec le président de l'Exécutif flamand au nom du Gouvernement national. Il n'appartient pas au Secrétaire d'Etat de juger de la compétence du président de procéder à une concertation avec le Gouvernement national au nom de l'Exécutif flamand. Il va de soi qu'il est loisible aux membres du Conseil flamand d'interpeller à ce sujet au sein du Conseil.

Enfin, le Secrétaire d'Etat ne peut se défaire de l'impression que les propositions d'ajournement de la Commission de la Chambre dissimulent une intention de réduire au profit des Régions les compétences du Gouvernement national en matière de politique énergétique.

La Commission décide finalement, par 12 voix contre 3 d'entamer l'examen des « options globales ». Provisoirement, il ne sera toutefois pas voté sur ces options, les options autonomes des Régions étant attendues très prochainement.

### III. — DISCUSSION DES PROJETS DE RESOLUTIONS

#### A. Méthode de travail de la Commission

Avant d'entreprendre l'examen des « options globales », plusieurs membres souhaitent obtenir des précisions au sujet du schéma de travail de la Commission.

Six membres rappellent que la Commission de l'Economie a déjà approuvé un certain nombre de résolutions au cours de la session 1980-81 : celles relatives aux options globales, à l'U.R.E., au pétrole et, en partie, celles relatives au charbon. Ces résolutions se caractérisaient notamment par ce qui suit :

— elles étaient en général le résultat d'un consensus, étant donné que, souvent, des éléments des modifications proposées par les différents groupes y avaient été intégrés;

— elles étaient précédées de « considérants », au sujet desquels la Commission s'était prononcée par des votes.

Compte tenu des caractéristiques ci-dessus, les questions concrètes suivantes sont immédiatement posées :

a) ne conviendrait-il pas d'utiliser les résolutions qui ont été approuvées par la Commission au cours de la session précédente comme textes de base pour les présentes discussions ?

b) dans la négative, ne conviendrait-il pas d'en revenir au moins à la technique des « considérants » ?

Si l'on se base sur les résolutions approuvées au cours de la session précédente, la concertation qui a déjà eu lieu entre le Gouvernement national et les Exécutifs sera inévitablement compromise.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie préfère que les « options » ne soient pas précédées de « considérants ». Il formule les remarques suivantes à ce propos :

a) de tels « considérants » ne font-ils pas souvent double emploi avec le rapport ?

en dat de nog aangekondigde beraadslagingen van de Vlaamse Executieve veeleer een « aanvullend advies » zullen vormen dat het eigen standpunt van het Vlaamse Gewest zal vertolken.

Het recht om eventueel een gelijkaardig « aanvullend advies » uit te brengen kan ongetwijfeld niet worden ontzegd aan de Waalse Executieve. Op grond daarvan zou het onderzoek van de Kamercommissie dan eventueel nogmaals kunnen worden verdaagd.

Hoe dan ook, het kan geenszins worden betwist dat de Staatssecretaris namens de Nationale overheid overleg pleegde met de Voorzitter van de Vlaamse Executieve. Het komt de Staatssecretaris niet toe te oordelen over de bevoegdheid van de Voorzitter om namens de Vlaamse Executieve overleg te plegen met de Nationale overheid. Het staat ieder lid van de Vlaamse Raad uiteraard vrij om daartoe te interpellieren in de Raad.

De Staatssecretaris kan zich tenslotte niet ontdoen van de indruk dat achter de voorstellen tot verdaging van de Kamercommissie het voornemen schuilt om de bevoegdheden van de nationale overheid op het stuk van het energiebeleid in te krimpen ten voordele van de Gewesten.

De Commissie beslist tenslotte met 12 tegen 3 stemmen het onderzoek van de « globale opties » aan te vatten. Voorlopig zal echter over deze opties niet worden gestemd, aangezien de eigen standpunten van de Gewesten zeer binnenkort verwacht worden.

### III. — BESPREKING VAN DE ONTWERP-RESOLUTIES

#### A. Werkwijze van de Commissie

Vooraleer het onderzoek van de « globale opties » aan te vatten, wensen meerdere leden meer duidelijkheid over de door de Commissie te volgen werkwijze.

Zes leden herinneren er aan dat de Commissie voor het Bedrijfsleven tijdens de zitting 1980-1981 reeds een aantal resoluties, nl. deze over de algemene opties, het R. E. V., de aardolie en gedeeltelijk deze over de steenkolen, goedgekeurde. Deze resoluties droegen o.m. volgende kenmerken :

— ze waren vaak het resultaat van een consensus, aangezien vaak elementen van de door de verschillende fracties voorgestelde wijzigingen erin waren verwerkt;

— ze werden voorafgegaan door « consideransen », waarover de Commissie zich bij stemming had uitgesproken.

Rekening houdend met voormelde kenmerken, worden meteen volgende konkrete vragen gesteld :

a) dienen de resoluties, die door de Commissie tijdens de vorige zitting werden aangenomen, niet als basistekst te worden gehanteerd voor de huidige besprekingen ?

b) zo neen, dient dan tenminste niet te worden teruggegrepen naar de techniek van de « consideransen » ?

Hanteert men de resoluties van de vorige zitting als basistekst, dan komt het overleg dat reeds plaatsvond tussen de Nationale overheid en de Executieven onvermijdelijk in het gedrang.

De Staatssecretaris voor Energie verkiest dat de « opties » niet zouden worden voorafgegaan door « consideransen ». Hij formuleert daarbij o.m. volgende bedenkingen :

a) vormen dergelijke « consideransen » vaak geen dubbel gebruik met het verslag ?

b) il n'est pas d'usage de voter sur l'exposé des motifs d'un projet de loi ou sur la justification d'un amendement.

Enfin, la Commission décide que les textes auxquels a abouti la concertation entre le Gouvernement national et les exécutifs serviront de base à l'examen. Afin de ne pas restreindre le droit d'amendement, elle renonce toutefois à trancher la question de savoir si les « options » doivent ou non être précédées de « considérants » sur lesquels la Commission devra également voter.

### B. Examen des « options globales »

En ce qui concerne « les options globales », le texte résultant de la concertation entre le Gouvernement national et les exécutifs, propose ce qui suit :

« 1. Une politique de progrès social et de développement économique ne peut se concevoir sans que ne soit élaborée conjointement, une politique énergétique cohérente et clairement définie, compatible avec le respect et la protection de l'homme et de son environnement, avec la gestion économe des ressources tant naturelles que financières et le bien-être des générations futures.

2. Toutes les dépenses des pouvoirs publics se rapportant à la politique énergétique doivent être groupées, à leurs niveaux, en une enveloppe budgétaire unique.

3. Des moyens devraient être mis en œuvre, tant en faveur de l'offre, que de la demande.

4. Il est demandé au Gouvernement et aux Exécutifs, dans le cadre de la priorité à accorder à l'utilisation rationnelle et à l'économie d'énergie, de prendre des mesures nécessaires visant à une utilisation plus rationnelle de l'énergie.

5. Il est préconisé d'étendre les applications des énergies renouvelables.

6. Il est préconisé de mener une politique basée sur une diversification des différentes formes et sources d'énergie, sur la sécurité d'approvisionnement, en n'ignorant ni l'évolution des marchés internationaux, ni celle de la demande.

7. Il est demandé que, sous réserve des nécessités de la politique d'utilisation rationnelle de l'énergie, les prix des produits énergétiques soient maintenus aussi modérés que possible, et soient établis sur les bases d'une politique de transparence et de vérité, et des mécanismes existants ou analogues, en tenant compte de tous les éléments constitutifs du prix, de l'évolution des marchés internationaux, et d'une rentabilité normale des entreprises du secteur énergétique.

8. Il est recommandé au Gouvernement, en matière de prévision de l'offre et de la demande, d'utiliser la méthode des scénarios, qui tiendront compte de toutes les options de la politique énergétique.

9. Il est souhaité que soit développée une stratégie énergétique au sein de la communauté européenne, en respectant les spécificités locales, et qu'il soit œuvré activement dans le cadre de négociations globales mutuellement profitables entre pays producteurs et consommateurs d'énergie.

10. Il est demandé qu'une concertation étroite avec les Régions permette de développer une stratégie énergétique nationale qui garantisse une répartition équitable sur l'ensemble du territoire.

b) het is niet de gewoonte te stemmen over de memorie van toelichting van een wetsontwerp of over de verantwoording van amendementen.

De Commissie beslist tenslotte de teksten die het resultaat zijn van het overleg tussen Nationale overheid en de Executieven als basisteksten voor het onderzoek te hanteren. Zij verzaakt evenwel aan een definitieve beslissing betreffende de vraag of de « opties » al dan niet dienen te worden voorafgegaan door « consideransen » waarover eveneens door de Commissie wordt gestemd. Aldus wenst zij het amenderingsrecht niet te beknotten.

### B) Onderzoek van de « globale opties »

Inzake « globale opties » stelt de tekst die voortvloeide uit het overleg tussen de Nationale overheid en de Executieven het volgende voor :

« 1. Een beleid van sociale vooruitgang en economische ontwikkeling kan niet worden opgevat zonder tegelijkertijd een samenhangend en duidelijk bepaald energiebeleid uit te werken dat verenigbaar is met de eerbied voor en de bescherming van de mens en zijn omgeving, het zuinig beheer van de hulpbronnen, zowel natuurlijke als financiële, en het welzijn van de komende generaties.

2. Alle overheidsuitgaven inzake het energiebeleid, op hun niveau, zouden dienen te worden gegroepeerd in één enkel begrotingspakket.

3. Middelen dienen te worden aangewend, zowel ten gunste van de vraag als van het aanbod.

4. Aan de Regering en de Executieven wordt gevraagd, in het kader van de te verlenen voorrang aan het rationeel energieverbruik en de energiebesparingen, de nodige maatregelen te treffen met het oog op een rationeler energieverbruik.

5. De uitbreiding van de toepassingen van de hernieuwbare energievormen wordt aanbevolen.

6. Er wordt aanbevolen een beleid te voeren dat steunt op een diversifiëring van de verschillende energievormen en -bronnen en op de bevoorradingszekerheid, zonder de evolutie van de internationale markten en de vraag uit het oog te verliezen.

7. Er wordt gevraagd, onder voorbehoud van de noodwendigheden van het beleid inzake het rationeel energieverbruik, de prijzen van de energieprodukten zo gematigd mogelijk te houden en ze vast te stellen op grond van een beleid van doorzichtigheid en echtheid en van de bestaande of gelijkaardige mechanismen, rekening houdend met alle bestanddelen van de prijzen, de evolutie der internationale markten, en een normale rendabiliteit van de ondernemingen van de energiesector.

8. Aan de Regering wordt aanbevolen, voor wat de vooruitzichten inzake vraag en aanbod betreft, de scenariomethode te gebruiken waarbij rekening wordt gehouden met alle opties inzake energiebeleid.

9. Het is de wens dat in de Europese Gemeenschap een energiebeleid zou worden ontwikkeld dat de lokale, eigen aard eerbiedigt en dat er actief zou worden gewerkt in het kader van globale onderhandelingen die zowel voor de energieproducerende als voor de energieverbruikende landen voordelig zijn.

10. Er wordt gevraagd dat door een nauw overleg met de Gewesten een nationale energiestrategie wordt ontwikkeld die een evenwichtige uitbouw waarborgt over het hele grondgebied.

11. Il est recommandé qu'en raison des évolutions des contextes social, économique, scientifique, technologique et écologique, un débat parlementaire sur la politique énergétique du pays soit tenu au moins tous les cinq ans. »

\* \* \*

a) *Examen général par la Commission et par le Secrétaire d'Etat à l'Energie*

1. *Questions et points de vue des membres*

Au cas où il ne serait pas fait usage de « considérants », un membre estime que la première des options globales devrait d'emblée mettre l'accent sur la nécessité de définir la politique énergétique de manière démocratique.

\* \* \*

Plusieurs membres formulent ensuite des observations au sujet de certaines options globales qui sont présentées dans le texte du Gouvernement.

a.1) *Première option globale*

Dans la première option, il est question d'une « gestion économe des ressources ». Ne conviendrait-il pas de remplacer le mot « économe » par le mot « rationnelle » ? Une gestion rationnelle doit en effet être à la fois « économe » et « appliquée de manière optimale dans l'ensemble des secteurs ».

a.2) *Deuxième option globale*

La deuxième option demande que « toutes les dépenses des pouvoirs publics se rapportant à la politique énergétique soient groupées, à leurs niveaux, en une enveloppe budgétaire unique ».

Vu que de nombreuses dépenses publiques impliquent une consommation d'énergie, il ne paraît guère possible de les grouper en « une enveloppe budgétaire unique ». Ne faudrait-il pas dès lors faire une distinction entre la consommation « directe » et « indirecte » ? Le texte ne devrait-il pas recommander « un effort en vue d'une coordination maximale » ? Une telle coordination porterait en l'occurrence, non seulement sur les ressources financières, mais également sur les organes de décision (l'aspect structurel).

a.3) *Troisième option globale*

La troisième option globale est libellée comme suit : « préconise que des moyens soient mis en œuvre, tant en faveur de l'offre, que de la demande ». Deux membres considèrent cette option comme une simple énumération, d'ailleurs incomplète, des moyens à mettre en œuvre. En plus de « l'offre » et de « la demande » il faut aussi tenir compte du « prix ».

Enfin, il est permis de s'interroger sur ce que seront les parts respectives du secteur public et du secteur privé sur le plan de l'offre.

a.4) *Quatrième option globale*

La quatrième option globale met l'accent sur « l'utilisation rationnelle de l'énergie ». Ne faudrait-il pas insister par la même occasion sur l'opportunité d'une « conversion à des énergies alternatives » ? Plusieurs membres demandent une définition précise de la notion d'U. R. E.

11. Wegens de evolutie van de sociale, economische, wetenschappelijke, technologische en ecologische context wordt aanbevolen ten minste om de vijf jaar een Parlementair debat over het energiebeleid van het land te houden. »

\* \* \*

a) *Algemene benadering door de Commissie en de Staatssecretaris voor Energie*

1. *Vragen en standpunten van de leden*

Indien geen gebruik wordt gemaakt van « consideransen », acht een lid het wenselijk dat in de eerste van de globale opties meteen de noodzaak van een democratische totstandkoming van het energiebeleid wordt beklemtoond.

\* \* \*

Verschillende leden formuleren vervolgens bedenkingen betreffende bepaalde globale opties vervat in de door de Regering voorgelegde tekst.

a.1) *Eerste globale optie*

In de eerste optie wordt o.m. melding gemaakt van « het zuinig beheer van de hulpbronnen ». Is het niet wenselijk het woord « zuinig » te vervangen door het woord « rationeel » ? Een rationeel beheer impliceert zowel het begrip « zuinig » als de idee « optimaal over de sectoren gespreid ».

a.2) *Tweede globale optie*

De tweede optie strekt ertoe dat « alle overheidsuitgaven inzake het energiebeleid, op hun niveau, zouden worden gegroepeerd in één enkel begrotingspakket ».

Tal van overheidsuitgaven impliceren energieverbruik en een groepering ervan in « één enkel begrotingspakket » lijkt dan ook niet haalbaar. Dient daarom geen onderscheid te worden gemaakt tussen « rechtstreeks » en « onrechtstreeks » energieverbruik ? Is het niet wenselijk in de tekst melding te maken van « het streven naar een maximale coördinatie » ? Dergelijke coördinatie zou dan niet alleen de financiële middelen, doch ook de beslissingsorganen (het structureel aspect) betreffen.

a.3) *Derde globale optie*

De derde optie luidt als volgt : « middelen dienen te worden aangewend zowel ten gunste van de vraag als van het aanbod ». Twee leden bestempelen deze optie als een loutere vermelding van de aan te wenden middelen, die bovendien nog onvolledig is. Naast « aanbod » en « vraag », dient immers ook « de prijs » te worden vermeld.

Tenslotte rijst ook de vraag welk aandeel inzake aanbod respectievelijk aan de openbare- en de privésector zal worden toebedeeld.

a.4) *Vierde globale optie*

In de vierde optie wordt de nadruk gelegd op het « rationeel energieverbruik ». Is het niet wenselijk dat meteen ook wordt gewezen op « de overschakeling naar alternatieve energievormen » ? Diverse leden vragen een omschrijving van het begrip R. E. V.

a.5) *Sixième option globale*

La sixième option globale préconise une « diversification des différentes formes et sources d'énergie ».

Trois membres estiment qu'il faudrait indiquer d'emblée l'orientation de cette diversification. L'un d'entre eux se réfère à l'option globale qui a été adoptée à ce propos au cours de la dernière session. Cette option préconisait en priorité la réduction de la part du pétrole dans notre bilan énergétique.

La sixième option concerne également la sécurité d'approvisionnement. A ce propos, un membre estime qu'il faut se préoccuper non seulement de l'« approvisionnement » mais également de la « distribution ».

a.6) *Septième option globale*

La septième option globale vise notamment à faire en sorte que « les prix des produits énergétiques soient maintenus aussi modérés que possible ». Un membre estime que des prix peu élevés sont souhaitables en vue de rétablir la compétitivité des entreprises. On peut se demander si le principe des prix peu élevés à la consommation privée pourrait encore être considéré comme intangible en cas d'échec de la politique d'U. R. E. D'autres membres estiment que les prix doivent englober les éléments économiques et sociaux, ainsi que les éléments généraux relatifs à l'énergie.

a.7) *Huitième option globale*

La huitième option recommande l'utilisation de la « méthode des scénarios » pour établir les prévisions concernant l'offre et la demande.

Un membre estime qu'il y a lieu de préciser comment et pour quel objet cette méthode sera utilisée. Il pose entre autres les questions suivantes :

- Cette méthode sera-t-elle appliquée secteur par secteur ?
- Quelle sera l'année de base (point de départ) pour le scénario ?
- Quelle sera la durée du scénario (long ou court terme) ?

a.8) *Neuvième option globale*

Plusieurs membres formulent des réserves au sujet de la neuvième option.

— N'oublie-t-on pas trop facilement que notre pays participe à l'élaboration de la politique de la C. E. E. ?

— N'est-il pas souhaitable de mentionner expressément l'objectif de la C. E. E. en matière d'U. R. E., qui est de ramener à maximum 0,7 le rapport entre la croissance de la consommation d'énergie et la croissance économique ?

— Ne convient-il pas également de faire référence, dans la même option, à l'Agence internationale de l'énergie ?

a.9) *Dixième option globale*

La dixième option globale vise à développer, par une concertation étroite avec les Régions, une stratégie énergétique nationale, qui garantisse une répartition équitable sur l'ensemble du territoire.

Deux membres estiment que ce texte permet de nombreuses interprétations.

Un autre membre demande si la « répartition équitable sur l'ensemble du territoire » concerne les unités de production.

a.5) *Zesde globale optie*

In de zesde optie wordt melding gemaakt van « de diversifiëring van de verschillende energievormen en- bronnen ».

Drie leden zijn van oordeel dat meteen de richting van deze diversifiëring dient te worden verduidelijkt. Eén van hen verwijst naar de globale optie, die dienaangaande werd aangenomen tijdens de vorige zitting. Daarin werd o.m. gesteld dat het aandeel van aardolie in onze energiebalans in eerste instantie diende te worden ingekrompen.

In de zesde optie is eveneens sprake van de bevoorradingszekerheid. Naast het aspect « bevoorrading » zou volgens een lid o.m. ook het aspect « distributie » moeten worden aangesneden.

a.6) *Zevende globale optie*

De zevende optie strekt er o.m. toe « de prijzen van de energieprodukten zo gematigd mogelijk te houden ». Lage prijzen zijn, volgens een lid, wenselijk met het oog op het herstel van het concurrentievermogen der bedrijven. Mocht het beleid inzake R. E. V. niet slagen, dan is het zeer de vraag of lage prijzen voor de privé-consumptie nog wel kunnen gelden als een onaantastbaar principe. Andere leden pleiten dat de prijs zowel economische als sociale als algemene energetische elementen zou omvatten.

a.7) *Achtste globale optie*

In de achtste optie wordt het gebruik van de « scenario-methode » aangeprezen met het oog op de vooruitzichten inzake vraag en aanbod.

Een lid is van oordeel dat dient te worden verduidelijkt hoe en waarvoor deze methode zal worden aangewend. Hij stelt o.m. volgende concrete vragen :

- Zal deze methode sektor per sektor worden aangewend ?
- Welk zal het basisjaar (vertrekpunt) zijn voor het scenario ?
- Welke zal de duurtijd (lange of korte termijn) van het scenario zijn ?

a.8) *Negende globale optie*

De negende optie bevredigt meerdere leden niet.

— Verliest men niet al te gemakkelijk uit het oog dat het E. E. G.-beleid mede door ons land wordt bepaald ?

— Is het niet wenselijk uitdrukkelijk melding te maken van de E. E. G.-doelstelling inzake R. E. V., die ertoe strekt de verhouding tussen de groei van het energieverbruik en de economische groei tot maximum 0,7 te herleiden ?

— Dient in dezelfde optie eveneens niet te worden verwezen naar het Internationaal Energie-Agentschap ?

a.9) *Tiende globale optie*

De tiende optie beoogt, door een nauw overleg met de Gewesten, de ontwikkeling van een nationale energiestrategie die een evenwichtige uitbouw waarborgt over het hele grondgebied.

Twee leden zijn van oordeel dat dergelijke tekst veelvuldige interpretaties toelaat.

Een ander lid vraagt zich o.m. af of de « evenwichtige uitbouw over het hele grondgebied » geldt voor de productie-eenheden.

a.10) *Onzième option globale*

La onzième option recommande qu'« un débat parlementaire sur la politique énergétique du pays soit tenu au moins tous les cinq ans ».

Un membre estime qu'un débat parlementaire doit être organisé chaque fois que se produisent d'importants faits nouveaux qui influencent (ou peuvent influencer) la politique énergétique. Il est également demandé si un tel débat parlementaire ne devrait pas être placé dans le cadre de la planification économique (loi du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique).

\* \* \*

Plusieurs membres déclarent que le texte présenté est trop concis, voire incomplet.

Deux membres s'étonnent que les options globales ne fassent pas mention :

- des projets de recherche et de démonstration;
- de la poursuite de la prospection du sous-sol belge;
- des participations belges dans les exploitations étrangères de sources d'énergie.

Un autre membre rappelle enfin que les options globales adoptées pendant la session précédente contenaient, en ce qui concerne la demande, une recommandation concernant « une politique de réorientation économique vers les secteurs à plus haute valeur ajoutée par unité d'énergie consommée ».

Un membre souligne que les options globales ne font aucune allusion au rôle spécifique des pouvoirs publics dans le secteur de l'énergie.

2. *Réplique du Secrétaire d'Etat à l'Energie*

Le Secrétaire d'Etat répète qu'il préfère que les « options globales » soient formulées de manière concise et qu'elles ne soient pas précédées de considérants.

Les « options globales » doivent évidemment être appréciées en tenant compte des « options sectorielles » (pétrole, gaz naturel, charbon, etc.). L'argumentation selon laquelle les « options globales » présentent des lacunes s'effondre alors immédiatement, ainsi qu'il ressort notamment des deux exemples suivants :

— l'orientation de la diversification des différentes formes et sources d'énergie est précisée dans les « options dans le domaine des produits pétroliers » et, en particulier, dans la première de ces options;

— une série d'options particulières porte exclusivement sur « la recherche et le développement ».

Quoiqu'il en soit, le Secrétaire d'Etat n'est pas opposé à certaines modifications qui ont été proposées concernant les « options globales » :

— la modification éventuelle du texte de la première option globale, où il est question de « gestion "économique" des ressources »;

— une référence dans les options globales, aux options relatives à « la recherche et au développement »;

— l'insertion éventuelle de la recommandation préconisant une politique de réorientation économique vers les secteurs à plus haute valeur ajoutée par unité d'énergie consommée. Il convient toutefois d'être prudent en ce qui

a.10) *Elfde globale optie*

De elfde optie strekt ertoe « ten minste om de vijf jaar een parlementair debat over het energiebeleid van het land te houden ».

Een lid is van oordeel dat een parlementair debat dient gehouden te worden telkens er zich belangrijke nieuwe feiten voordoen die het energiebeleid (kunnen) beïnvloeden. Tevens wordt de vraag gesteld of een dergelijk parlementair debat niet moet worden gezien in samenhang met de economische planning (wet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning).

\* \* \*

Meerdere leden bestempelen de voorgestelde tekst als te beknopt, ja zelfs als onvolledig.

Twee leden verwonderen er zich over dat in de globale opties geen melding wordt gemaakt van :

- onderzoek en demonstratieprojecten;
- de voortzetting van de exploratie van de Belgische ondergrond;
- Belgische participaties in buitenlandse exploitaties van energiebronnen.

Een ander lid herinnert er tenslotte aan dat in de globale opties aangenomen tijdens de vorige zitting i.v.m. de vraag een aanbeveling was vervat met het oog op « het voeren van een economisch heroriënteringsbeleid naar de sectoren met een hogere toegevoegde waarde per verbruikte energie-eenheid ».

Een lid merkt op dat in de algemene opties geen sprake is van de specifieke rol van de overheid in de energiesector.

2. *Repliek van de Staatssecretaris voor Energie*

De Staatssecretaris beklemtoont nogmaals dat hij de voorkeur geeft aan een bondige formulering van de « globale opties », die niet wordt voorafgegaan door consideransen.

De « globale opties » moeten uiteraard in samenhang met de « sectoriële opties » (aardolie, aardgas, steenkool, enz.) worden beoordeeld. De bewering dat de « globale opties » leemten vertonen wankelt dan meteen. Dit laatste blijkt o.m. uit volgende twee voorbeelden :

— de richting van de « diversifiëring van de verschillende energievormen en -bronnen » wordt verduidelijkt in de « opties inzake de aardolieprodukten » en meer bepaald in de eerste optie daaromtrent;

— een reeks afzonderlijke opties hebben uitsluitend betrekking op « onderzoek en ontwikkeling ».

Hoe dan ook, de Staatssecretaris is niet gekant tegen bepaalde gesuggereerde wijzigingen van de « globale opties » :

— een eventuele wijziging van de tekst van de eerste globale optie, waar sprake is van een « zuinig » beheer van de hulpbronnen;

— een verwijzing in de globale opties naar opties inzake « onderzoek en ontwikkeling »;

— de eventuele inlassing van een aanbeveling tot het voeren van een economisch heroriënteringsbeleid naar de sectoren met een hogere toegevoegde waarde per verbruikte energie-eenheid. Wat deze laatste aanbeveling betreft is



concerne cette dernière recommandation et de ne pas perdre de vue que des secteurs comme la chimie et la sidérurgie consomment énormément d'énergie.

\* \* \*

Le Secrétaire d'Etat répond ensuite à plusieurs autres réflexions et questions concrètes formulées par divers membres.

#### b.1) *Deuxième option*

La recommandation de grouper « en une enveloppe budgétaire unique » « toutes les dépenses des pouvoirs publics se rapportant à la politique énergétique » vise à regrouper dans un article ad hoc de chaque budget les dépenses publiques qui s'accompagnent d'une consommation directe d'énergie.

#### b.2) *Troisième option*

La recommandation visant « la mise en œuvre de moyens, tant en faveur de l'offre que de la demande, nécessaire en effet d'être précisée en termes budgétaires. Il faut cependant se demander s'il est souhaitable et/ou possible d'inclure des chiffres dans les options globales.

#### b.3) *Quatrième option*

Le secrétaire d'Etat à l'Energie précise qu'il avait prévu initialement de traiter les problèmes d'U. R. E. et de conversion aux énergies alternatives dans une seule option globale. Mais il a finalement préféré que les deux problèmes soient examinés distinctement.

#### b.4) *Septième option*

Le principe du maintien à un niveau modéré des prix des produits énergétiques.

Le Secrétaire d'Etat attire l'attention sur les conséquences sociales très importantes des augmentations de prix demandées.

#### b.5) *Huitième option*

Le Secrétaire d'Etat n'est pas un fervent défenseur de la méthode du scénario, mais il constate que cette méthode est très utilisée actuellement. La valeur de cette méthode est tributaire de l'exactitude des hypothèses de base.

Pour compléter, le Secrétaire d'Etat tient à préciser que durant la concertation avec le Gouvernement national, l'Exécutif flamand a suggéré d'envisager également d'autres méthodes.

#### b.6) *Neuvième option*

Au niveau de la CEE, le Secrétaire d'Etat estime qu'il faut tendre vers une véritable politique énergétique communautaire beaucoup plus large que l'URE. Il déplore que les discussions avec l'Union Soviétique au sujet de l'approvisionnement des pays de l'Europe occidentale en gaz naturel se soient déroulées sur une base bilatérale.

nochtans voorzichtigheid geboden. Men verlieze immers niet uit het oog dat sectoren zoals de chemie en de staalnijverheid zeer energieverwendend zijn.

\* \* \*

Vervolgens antwoordt de Staatssecretaris op een aantal andere konkrete vragen en bedenkingen van verschillende leden.

#### b.1) *Tweede optie*

De aanbeveling tot « groepering van alle overheidsuitgaven inzake energiebeleid in één enkel begrotingspakket » strekt ertoe dat in elke begroting de overheidsuitgaven die leiden tot rechtstreeks energieverbruik afzonderlijk zouden worden gegroepeerd.

#### b.2) *Derde optie*

De aanbeveling tot « aanwending van middelen zowel ten gunste van de vraag als van het aanbod » vergt uiteraard een vertaling in budgettaire termen. Het is evenwel zeer de vraag of het wenselijk en/of mogelijk is dienaangaande cijfergegevens te verwerken in de globale opties.

#### b.3) *Vierde optie*

De Staatssecretaris wijst er op dat hij aanvankelijk ook de koppeling van REV en overschakeling naar alternatieve energievormen in één globale optie heeft overwogen. Uiteindelijk heeft hij evenwel een afzonderlijke behandeling verkozen.

#### b.4) *Zevende optie*

Gevraagd werd of het principe van de gematigde energieprijzen moet worden behouden.

De Staatssecretaris wijst op de sociaal zeer ernstige gevolgen van de gevraagde prijsverhogingen.

#### b.5) *Achtste optie*

De Staatssecretaris zweert niet bij de scenariomethode, doch stelt vast dat deze methode momenteel algemeen verspreid is. De waarde van deze methode is uiteraard afhankelijk van de juistheid der geïntroduceerde basishypothesen.

Volledigheidshalve wenst de Staatssecretaris nog aan de stippen dat de Vlaamse Executieve tijdens het overleg met de Nationale overheid de verwijzing naar andere mogelijke methodes suggereerde.

#### b.6) *Negende optie*

Wat de EEG betreft, is de Staatssecretaris van oordeel dat moet worden gestreefd naar een waar gemeenschappelijk energiebeleid, dat veel ruimer is dan het REV. Hij betreurt dan ook dat de onderhandelingen met de Sovjet-Unie i.v.m. de aardgasbevoorrading van de West-Europese landen op bilaterale leest werden geschoeid.

b.7) *Dixième option*

Le Secrétaire d'Etat précise qu'une « stratégie énergétique nationale qui garantisse une répartition équitable sur l'ensemble du territoire » n'implique pas une répartition « identique » sur l'ensemble du territoire. Il estime qu'il faut poursuivre dans la mesure du possible une répartition équitable sur l'ensemble du territoire, tant en ce qui concerne l'infrastructure que les unités de production.

b.8) *Onzième option*

Le Secrétaire d'Etat précise qu'il est proposé de tenir « au moins tous les cinq ans » un débat parlementaire sur l'énergie. Etant donné que le premier débat sur l'énergie avait été annoncé il y a plus de 7 ans, il ne lui semble pas recommandé d'en annoncer dès à présent la répétition tous les 2 ans. Il rappelle que l'article 64, 2 du Règlement de la Chambre précise qu'un débat sur la politique générale du Gouvernement est institué à l'occasion de la discussion du budget des Voies et Moyens. Il faudrait réserver une place à la politique énergétique dans le cadre de ce débat.

\* \* \*

En ce qui concerne la participation éventuelle de la Belgique à l'exploitation de sources d'énergie à l'étranger, le Secrétaire d'Etat est conscient du fait que de telles participations peuvent s'avérer nécessaires pour assurer notre approvisionnement. Il estime toutefois qu'il ne s'indique pas de recommander expressément ces participations dans les « options globales ».

Le Secrétaire d'Etat ne conteste nullement que l'élaboration de la politique énergétique doive avoir lieu selon des principes démocratiques, ni que le Comité national de l'Energie et d'autres organes de concertation puissent jouer un rôle appréciable en la matière. Il estime toutefois que la concertation parlementaire sur la politique énergétique est « la » condition essentielle de l'élaboration démocratique de la politique énergétique.

## 3. « Options globales » proposées par M. Deleuze

M. Deleuze propose (n° 1) de libeller le texte des « options globales » comme suit :

« Le Parlement,

1. estime qu'une politique de progrès social et de développement économique ne peut se concevoir sans que ne soit élaborée conjointement une politique énergétique cohérente et clairement définie, compatible avec le respect et la protection de l'homme et de son environnement, avec la gestion économe des ressources tant naturelles que financières et le bien-être des générations futures;

2. demande que l'élaboration de cette politique énergétique se fasse sur base d'un document contradictoire reprenant les différentes thèses en présence et qui soit soumis à enquête publique selon des modalités similaires à celles retenues pour les plans de secteur;

3. demande que les résultats de cette enquête publique soient transmis au Parlement et fassent l'objet d'un débat parlementaire à la Chambre et au Sénat;

4. demande qu'un moratoire soit institué sur toute décision susceptible de modifier les données du débat parlementaire, et ce, jusqu'à la clôture de celui-ci.

b.7) *Tiende optie*

« Een nationale energiestrategie die een evenwichtige uitbouw over het hele grondgebied waarborgt » impliceert volgens de Staatssecretaris geenszins een « identieke » uitbouw over het hele grondgebied. Zowel wat de infrastructuur als de productie-eenheden betreft, dient zijns inziens in de mate van het mogelijke een evenwichtige uitbouw over het hele grondgebied te worden nagestreefd.

b.8) *Elfde optie*

De Staatssecretaris wijst er op dat wordt geopteerd voor een parlementair energiedebat « tenminste over de vijf jaar ». Rekening houdend met het feit dat het eerste energiedebat meer dan zeven jaar geleden werd aangekondigd, lijkt het hen niet verantwoord nu reeds een herhaling daarvan om de twee jaar aan te kondigen. Hij herinnert er aan dat punt 2 van artikel 64 van het Kamerreglement bepaalt dat naar aanleiding van de Rijksmiddelenbegroting, een debat over het algemeen beleid van de Regering wordt gehouden. In een dergelijk debat dient uiteraard een plaats voorbehouden aan het energiebeleid.

\* \* \*

I.v.m. eventuele Belgische participaties in buitenlandse exploitaties van energiebronnen, geeft de Staatssecretaris er zich rekenschap van dat ons land in bepaalde gevallen kan genoot zijn tot dergelijke participaties met het oog op de bevoorradingszekerheid. Hij is evenwel van oordeel dat dergelijke participaties geenszins uitdrukkelijk dienen aanbevolen te worden in de « globale opties ».

De noodzaak van een democratische totstandkoming van het energiebeleid wordt door de Staatssecretaris geenszins betwist. Het Nationaal Comité voor de Energie en andere overlegorganen kunnen daar uiteraard toe bijdragen. Parlementair overleg over het energiebeleid bestempelt de Staatssecretaris nochtans als « de » basisvoorwaarde voor de democratische totstandkoming van het energiebeleid.

## 3. « Globale opties » voorgesteld door de heer Deleuze

Een tekstvoorstel van de heer Deleuze (n° 1) strekt ertoe dat de « globale opties » als volgt zouden luiden :

« Het Parlement,

1. meent dat een beleid van sociale vooruitgang en economische ontwikkeling niet kan worden opgevat zonder tegelijkertijd een samenhangend en duidelijk bepaald energiebeleid uit te werken dat verenigbaar is met de eerbied voor en de bescherming van de mens en zijn omgeving, het zuinig beheer van de hulpbronnen, zowel natuurlijke als financiële, en het welzijn van de komende generaties;

2. vraagt dat dit energiebeleid zou uitgewerkt worden op grond van een tegensprekelijk document waarin de verschillende voorliggende opvattingen zijn opgenomen en dat aan een openbaar onderzoek wordt onderworpen volgens dezelfde regels als voor de behandeling van de gewestplannen;

3. vraagt dat de resultaten van dat openbaar onderzoek aan het Parlement worden meegedeeld en het voorwerp van een parlementair debat in de Kamer en in de Senaat uitmaken;

4. vraagt dat een moratorium wordt ingesteld voor elke beslissing die de gegevens van het parlementair debat kan wijzigen, en zulks tot de sluiting van het debat;

5. préconise que l'ensemble de la procédure d'enquête publique et de débat parlementaire n'excède pas une durée de six mois;

6. recommande qu'une enquête publique et un débat parlementaire soient organisés au moins tous les cinq ans, compte tenu de l'évolution des contextes social, économique, scientifique, technologique et écologique.

L'auteur justifie sa proposition comme suit :

« Le problème de l'énergie, tant en ce qui concerne les décisions à long terme que les options à court terme, concerne directement les citoyens.

En effet, la politique énergétique façonne de manière non négligeable l'image future de la société parce qu'elle opère des choix relatifs au paysage économique (degré d'activité, concentration, reconversion ...), au paysage social (emploi, libertés, santé ...) et au paysage tout court.

L'absence jusqu'ici, de véritable débat sur ces options au niveau du public rend nécessaires une information et une consultation de la population sur base d'un document reprenant les thèses en présence. L'expérience du plan de secteur nous apprend que ce type d'enquête est parfaitement possible au niveau des communes et enrichissant pour la démocratie.

Les avis récoltés lors de cette consultation seraient transmis au Parlement et feraient l'objet d'un débat.

Il faut souligner que les documents de base existent déjà et que la procédure est suffisamment familière pour que la durée de l'enquête publique et du débat parlementaire n'excède pas 6 mois. »

Si la Commission rejetait cette proposition d'options globales, M. Deleuze proposerait de modifier comme suit la proposition de texte du Gouvernement telle qu'elle résulte de ses concertations avec les Exécutifs et qui sera probablement utilisée comme texte de base par la Commission de la Chambre.

1. Insérer une option *1bis*, libellée comme suit :

« Les postulats fondamentaux de la politique énergétique sont :

- l'utilisation rationnelle de l'énergie;
- le développement des énergies renouvelables;
- la décentralisation de la production et de la consommation. »

2. Insérer une option *1ter* libellée comme suit :

« Les postulats fondamentaux commandent que la politique énergétique se base sur :

- l'amélioration des rendements dans tous les secteurs;
- l'utilisation de la forme d'énergie thermodynamiquement la mieux adaptée à l'usage envisagé;
- l'industrialisation vigoureuse des technologies éprouvées utilisant les énergies renouvelables;
- l'abandon de la production d'électricité par voie nucléaire. »

5. beveelt aan dat de hele procedure van het openbaar onderzoek en van het parlementaire debat niet meer dan zes maanden zou duren;

6. beveelt aan dat op grond van de ontwikkeling van de sociale, technische, wetenschappelijke, technologische en milieucontext, minstens om de vijf jaar een openbaar onderzoek en een parlementair debat worden georganiseerd. »

De verantwoording van de auteur luidt op haar beurt als volgt :

« Bij het vraagstuk van de energie, zowel wat betreft beslissingen op lange termijn als de keuze op korte termijn, zijn de burgers rechtstreeks betrokken.

Het energiebeleid bepaalt immers in niet geringe mate het latere beeld van de samenleving omdat het een keuze maakt betreffende het bedrijfsleven (graad van activiteit, concentratie, omschakeling ...), het sociale leven (werkgelegenheid, vrijheid, gezondheid ...) en het leefmilieu.

Het uitblijven tot nog toe van een werkelijk debat over die beslissingen op het niveau van de bevolking maakt het, noodzakelijk dat de bevolking middels een document over de voorliggende opvattingen wordt geïnformeerd en geraadpleegd. De ervaring met de gewestplannen leert dat een dergelijk onderzoek zeer goed kan worden georganiseerd door de gemeenten en dat het verrijkend werkt voor de democratie.

De bij die raadpleging ingewonnen adviezen zouden overgelegd worden aan het Parlement, dat erover zou debatteren.

Er zij onderstreept dat de basisdocumenten reeds bestaan en dat ieder voldoende vertrouwd is met de procedure om de duur van het openbaar onderzoek en het parlementair debat tot zes maanden te kunnen beperken. »

Indien de Commissie niet kan instemmen met dit voorstel van globale opties dan stelt de heer Deleuze voor het tekstvoorstel van de Regering, dat voortvloeide uit haar overleg met de Executieven en dat door de Kamercommissie wellicht als basistekst zal worden gehanteerd, als volgt te wijzigen :

1. Een optie *1bis* invoegen, luidend als volgt :

« De hoofdvereisten van het energiebeleid zijn :

- een rationeel energieverbruik;
- de ontwikkeling van hernieuwbare energiebronnen;
- de decentralisatie van de produktie en van het verbruik. »

2. Een optie *1ter* invoegen, luidend als volgt :

« Die hoofdvereisten houden in zich dat het energiebeleid gebaseerd wordt op :

- de verbetering van het rendement in alle sectoren;
- de toepassing van de energievorm die thermodynamisch het best aangepast is aan het overwogen gebruik;
- een met kracht doorgezette industrialisering van beproefde spits technieken die hernieuwbare energiebronnen gebruiken;
- het afzien van de produktie van elektriciteit uit kern-energie. »

3) *supprimer les options 4 et 5*

Pour que le Gouvernement puisse élaborer une politique énergétique sur base des résolutions votées par le Parlement, il importe, selon M. Deleuze, de les hiérarchiser en introduisant des priorités, plutôt que d'en faire une juxtaposition peu indicative.

\* \* \*

Le Secrétaire d'Etat ne peut marquer son accord sur la proposition en ordre principal de M. Deleuze, notamment parce qu'elle entraînerait un nouvel ajournement du débat parlementaire sur l'énergie. Il rappelle en outre que le principe des plans de secteur n'a pas été mis en question lors de la consultation de la population au sujet des plans de secteur. Il n'est donc pas évident que cette procédure puisse être appliquée pour le débat sur l'énergie.

Il ne peut également marquer son accord sur les propositions en ordre subsidiaire de M. Deleuze pour les raisons suivantes :

— opter pour « l'utilisation de la forme d'énergie thermodynamiquement la mieux adaptée à l'usage envisagé » revient à accorder une position intangible au pétrole et compromet ainsi la « diversification » recherchée;

— « l'industrialisation vigoureuse des technologies éprouvées utilisant les énergies renouvelables » implique en premier lieu une collaboration avec d'autres pays en fonction des débouchés qui y existent. A titre d'exemple, le Secrétaire d'Etat cite l'accord belgo-algérien en matière d'énergie solaire, paraphé par le Ministre des Affaires économiques du gouvernement précédent, et récemment revu et signé par lui-même.

## 4. « Options globales » proposées par M. Willy Claes

Une proposition (n° 2) d'options globales, présentée par M. Willy Claes tend à reprendre le texte qui avait été adopté par la Commission de l'Economie de la Chambre au cours de la législature précédente. Ce texte, qui fait précéder les « options » par une série de considérants est libellé comme suit :

« Le Parlement,

Considérant les liens étroits de la politique énergétique et de la politique des matières premières avec la politique économique générale;

Considérant qu'il appartient aux pouvoirs publics d'arrêter les objectifs et les grands axes de notre politique énergétique et d'en assurer la mise en œuvre en étroite collaboration avec les organes de concertation, institutions et entreprises de ce secteur;

Considérant les mutations profondes apparues, depuis le tournant des années 1973-1974, dans la situation énergétique et les effets au plan des économies des pays industrialisés, grands consommateurs d'énergie;

Considérant la raréfaction progressive des ressources énergétiques disponibles au plan mondial, et plus particulièrement des hydrocarbures, et l'inévitable redistribution de celles-ci, liée aux nécessités du développement économique des pays du tiers et du quart monde.

Considérant la vulnérabilité du système énergétique de la Belgique, caractérisé à la fois par une forte dépendance extérieure et une consommation élevée par habitant;

3) *de opties 4 en 5 weglaten*

Om de Regering in de gelegenheid te stellen een energiebeleid uit te werken op basis van de in het Parlement goedgekeurde resoluties, dient men die resoluties, volgens de heer Deleuze, hiërarchisch te rangschikken volgens een bepaalde prioriteit in plaats van ze naast elkaar te plaatsen, zodat men er niet veel wijzer door wordt.

\* \* \*

De Staatssecretaris kan niet instemmen met het voorstel in hoofddorde van de heer Deleuze, o.m. omdat het nogmaals zou leiden tot een verdaging van het parlementaire energiedebat. Hij herinnert er tevens aan dat bij de raadpleging van de bevolking betreffende de gewestplannen, de basisprincipes van de idee van gewestplannen niet in vraag werden gesteld. De bruikbaarheid van deze procedure voor het energiedebat is derhalve betwistbaar.

Hij kan evenmin instemmen met de voorstellen van de heer Deleuze in bijkomende orde. Ter staving formuleert hij o.m. volgende bedenkingen :

— opteren voor « de toepassing van de energievorm die thermodynamisch het best aangepast is aan het overwogen gebruik » staat gelijk met het verlenen van een onaantastbare positie aan de « aardolie » en brengt aldus het nastreven van een « diversifiëring » in het gedrang;

— « een met kracht doorgezette industrialisering van beproefde spitstechnieken die hernieuwbare energiebronnen gebruiken » veronderstelt in de eerste plaats samenwerking met andere landen, met het oog op de afzetmogelijkheden aldaar. Bij wijze van voorbeeld stipt de Staatssecretaris de parafering van een Belgisch-Algerijns akkoord inzake zonne-energie door de vorige Minister van Economische Zaken aan, een akkoord dat door hemzelf onlangs herzien en ondertekend werd.

## 4. « Globale opties » voorgesteld door de heer Willy Claes

Een voorstel (n° 2) inzake de globale opties van de heer W. Claes strekt ertoe terug te grijpen naar de tekst die tijdens de vorige zitting werd aangenomen door de Kamercommissie voor het Bedrijfsleven. Deze tekst, waarin de « opties » worden voorafgegaan door een reeks « consideransen », luidt als volgt :

« Het Parlement,

Gelet op de nauwe banden tussen het energiebeleid, het grondstoffenbeleid en het algemeen economische beleid;

Overwegende dat het de overheid opgedragen is de doelstellingen en de krachtlijnen van ons energiebeleid vast te leggen en in te staan voor de uitvoering van dit beleid in nauwe samenwerking met de bestaande overlegorganen, instellingen en bedrijven in deze sector;

Gelet op de diepgaande mutaties in de energiesituatie sedert de kentering der jaren 1973-1974 en de gevolgen hiervan op vlak van de economieën van de geïndustrialiseerde landen, grote energieverbruikers;

Gelet op het geleidelijk schaarser worden van de beschikbare energiebronnen op wereldvlak, meer in het bijzonder wat betreft de koolwaterstoffen en de onvermijdelijke herverdeling van deze bronnen omwille van de noodwendigheden van de economische ontwikkeling van de landen van de derde en de vierde wereld;

Gelet op de kwetsbaarheid van het Belgische energiesysteem gekenmerkt door én een sterke afhankelijkheid van het buitenland én door een hoog verbruik per capita;

Considérant l'impérieuse nécessité pour notre pays de mener une politique coordonnée de l'énergie dont l'objectif est de ralentir la croissance de la consommation au cours de la prochaine décennie, sans hypothéquer le développement de notre activité industrielle, ni compromettre le niveau de bien-être de notre société, tout en veillant, par une politique adéquate de l'offre, à répondre aux besoins des entreprises et des particuliers.

#### 1. Recommande, en ce qui concerne la demande :

a) la mise en œuvre d'une politique vigoureuse d'utilisation rationnelle de l'énergie permettant de rompre définitivement le parallélisme entre la croissance de la consommation d'énergie et celle du produit national brut, qui a pu être observée au cours de la période d'abondance énergétique désormais révolue;

b) une politique de réorientation économique vers les secteurs à plus haute valeur ajoutée par unité d'énergie consommée;

c) un effort soutenu en vue de permettre aux consommateurs de s'adapter à la réorientation profonde et durable de la structure de l'offre d'énergie.

#### 2. Recommande, en ce qui concerne l'offre :

a) une politique visant à maintenir un approvisionnement suffisant et stable permettant de satisfaire seulement les besoins réellement justifiés qui s'insèrent dans le contexte d'une politique d'utilisation rationnelle de l'énergie;

b) la mise en place d'une politique permettant d'atténuer, voire de prévenir toute rupture de nos approvisionnements, notamment par l'intensification de la politique de réserves stratégiques et de mécanismes de répartition en temps de crise;

c) une diversification aussi large que possible de nos sources énergétiques. Il convient, par priorité, de réduire la part du pétrole dans le bilan énergétique du pays.

L'effort entrepris, ayant permis de réduire la part du pétrole dans la consommation totale d'énergie primaire de 58 % en 1973 à 49,9 % en 1980, doit être poursuivi et intensifié;

d) la poursuite de la politique de diversification engagée par le recours accru au charbon et la contribution du programme électronucléaire en cours;

e) la mise en œuvre d'une politique d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles du pays et leur affectation prioritaire, selon les possibilités qui seront révélées, en substitution à l'énergie importée;

e bis) un effort soutenu au développement et à la commercialisation d'équipements de faible et de moyenne capacité permettant d'utiliser sur place des sources d'énergies qu'il ne serait pas économiquement justifié de centraliser (encouragement à l'autoproduction);

e ter) l'amélioration du rendement énergétique des carburants et combustibles tant dans le domaine des transports que dans celui de la production combinée de chaleur et d'électricité;

e quater) le recours accru au charbon pour cette même production combinée de chaleur et d'électricité;

f) l'intensification des efforts en matière de recherche scientifique, aussi bien dans le domaine du développement de technologies nouvelles pour l'exploitation des énergies classiques et des sources alternatives d'énergie, que dans celui des techniques d'économie, de recyclage et de récupération d'énergie;

Overwegende dat het voor ons land een absolute noodzaak is een gecoördineerd energiebeleid op te stellen met het oog op het remmen van het groeiritme van ons energieverbruik tijdens het komende decennium zonder evenwel de ontwikkeling van onze industriële bedrijvigheid aan te tasten noch het welvaartsniveau van onze samenleving in het gedrang te brengen maar door een gepast beleid op vlak van het aanbod er toch over te waken dat de behoeften van de ondernemingen en van de particulieren worden voldaan.

#### 1. Meent voor wat de vraag betreft te moeten aanbevelen :

a) het opstellen van een krachtig beleid inzake rationeel energieverbruik waardoor het parallelle verband tussen de groei van het energieverbruik en van het bruto nationaal produkt dat tijdens de periode van overvloed aan energie, die nu achter de rug is, kon worden vastgesteld, definitief doorbroken wordt;

b) het voeren van een economisch heroriënteringsbeleid naar deze sectoren toe met een hogere toegevoegde waarde per verbruikte energieëenheid;

c) een doorgedreven inspanning ten einde de verbruikers toe te laten zich aan te passen aan de diepgaande en duurzame heroriëntering van de structuur van het energieaanbod.

#### 2. Meent voor wat het aanbod betreft te moeten aanbevelen :

a) een beleid tot het verzekeren van een vaste en afdoende bevoorrading waarbij slechts de echt verantwoorde behoeften die passen in het raam van een rationeel energieverbruik, worden voldaan;

b) het opstellen van een beleid waarbij bevoorradingsstoornissen zoniet worden voorkomen dan toch worden opgevangen onder andere door het versterken van het beleid inzake strategische voorraden en verdelingsmechanismen in crisistijd;

c) een zo groot mogelijke diversifiëring van onze energiebronnen. Het komt er in eerste instantie op aan het aandeel van aardolie in onze energiebalans te herleiden.

De gedane inspanning die heeft geleid tot het terugbrengen van het aandeel van de aardolie in ons energieverbruik van 58 % in 1973 tot 49,9 % in 1980 dient verder gezet en opgedreven te worden;

d) het voortzetten van het gevoerde beleid inzake diversifiëring door een toenemend beroep op steenkolen en door de bijdrage van het in uitvoering zijnde elektro-nukleair programma;

e) het opstellen van een beleid van opsporing en exploitatie van 's lands natuurlijke rijkdommen en hun prioritaire inzet, volgens de mogelijkheden die zich zullen voordoen, ter vervanging van ingevoerde energie;

e bis) een grote inspanning voor de ontwikkeling en de commercialisering van materiaal met geringe of middelgrote capaciteit om de energiebronnen, waarvan het economisch niet verantwoord is ze te centraliseren ter plaatse te benutten (met steun aan de zelfproductie);

e ter) verbetering van het energierendement van de brandstof op het stuk van het vervoer zowel als op dat van de gecombineerde produktie van warmte en elektriciteit;

e quater) een opgevoerd gebruik van steenkool voor die gecombineerde produktie van warmte en elektriciteit;

f) het opdrijven van de inspanningen inzake wetenschappelijk onderzoek zowel op gebied van de ontwikkeling van nieuwe technologieën voor het aanwenden van klassieke energie en van alternatieve energie als op het vlak van energiebesparings-, recyclage- en recuperatietechnieken;

g) le maintien d'un effort pour répondre au mieux aux exigences, aussi bien en matière d'environnement qu'en ce qui concerne la sécurité de la population.

3. Recommande la mise en œuvre d'une politique des prix fondée sur le principe de la « transparence » et de la « vérité » des prix en préservant le principe de la modulation des prix de l'énergie en fonction d'objectifs économiques et sociaux.

Le Parlement entend que le coût de l'énergie puisse être apprécié démocratiquement dans le cadre des compétences dévolues en la matière au Comité de Contrôle de l'Électricité et du Gaz et au Comité de Concertation et de Contrôle du Pétrole et que les prix et tarifs puissent faire l'objet d'une publicité aussi large que possible.

4. Estime indispensable que les pouvoirs publics développent et renforcent les moyens dont ils disposent pour suivre de près l'évolution de la situation énergétique de manière à pouvoir évaluer avec précision les résultats de la politique engagée, y apporter le cas échéant les modifications souhaitées et raffiner les méthodes de prévision;

4bis. Estime que le principe de la « vérité des prix » implique, pour chacun des vecteurs énergétiques, que soient pris en considération, tant les coûts directs relatifs à l'importation ou à la production, au transport, à la transformation et à la distribution, que les coûts indirects pouvant résulter notamment de la lutte contre la pollution ou de la nécessité de financer l'effort en matière d'utilisation rationnelle et de récupération d'énergie.

L'imputation des coûts directs et indirects doit toutefois être subordonnée aux exigences en matière de recherche d'une diversification suffisante de nos sources d'approvisionnement et de maintien d'un noyau de production national.

5. Souligne la nécessité pour notre pays de poursuivre la politique qu'il s'est assigné tant au plan de la coopération avec les pays industrialisés, dans le cadre de ses engagements à la C. E. E. et à l'A. I. E., que par le dialogue avec les pays producteurs d'énergie.

Le Secrétaire d'État à l'Énergie répète qu'il ne peut marquer son accord sur le remplacement des textes actuellement présentés par les textes adoptés au cours de la législature précédente. A cet égard il renvoie au point de vue qu'il a exprimé lors de la discussion de la procédure à suivre par la Commission en cette matière (Point III, A).

#### 5. « Options globales » proposées par M. Fedrigo

M. Fedrigo (n° 3) propose :

Le Parlement,

— considérant que les pays occidentaux industrialisés ont, en définissant leur politique énergétique, une grande responsabilité vis-à-vis de la maîtrise des tensions prévisibles sur le marché international de l'énergie, tensions dues aux déséquilibres entre l'offre et la demande;

— considérant comme révolue l'époque d'une offre surabondante d'énergie à bon marché, de sorte qu'une politique énergétique ne peut pas se baser exclusivement sur une analyse de la structure de l'offre, mais doit plutôt se baser sur une analyse de la structure de la demande;

g) het behoud van de inspanningen om naar best vermogen te voldoen aan de eisen, zowel inzake leefmilieu als wat betreft de veiligheid van de bevolking.

3. Meent een prijsbeleid te moeten aanbevelen steunende op het principe van « doorzichtigheid » en « waarheid », waarbij het principe van de modulatie van de energieprijzen in functie van economische en sociale objectieven wordt gevrijwaard.

Het Parlement verwacht een democratische beoordeling van de kosten van de energie in het raam van de bevoegdheden die terzake aan het Controlecomité voor de Elektriciteit en het Gas en aan het Overleg- en Controlecomité voor de Petroleum zijn toebedeeld alsook een ruime openbaarmaking van de prijzen en tarieven.

4. Acht het onontbeerlijk dat de overheid de middelen waarover zij beschikt ten einde de evolutie van de energiesituatie op de voet te kunnen volgen verder uitwerkt en verruimt zodat zij de resultaten van het gevoerde beleid nauwkeurig kan evalueren, en indien nodig de gewenste aanpassingen kan aanbrengen en de prognosemethode kan verfijnen.

4bis. Is van oordeel dat het beginsel van de « waarheid der prijzen » inhoudt dat voor iedere energiedrager zowel de rechtstreekse kosten met betrekking tot de invoer of de produktie, het vervoer, de omzetting en het verdelen in aanmerking genomen worden als de onrechtstreekse kosten die kunnen voortvloeien uit de strijd tegen de verontreiniging of uit de noodzaak de inspanningen inzake rationeel verbruik en terugwinning van energie te financieren.

De imputatie van de rechtstreekse en onrechtstreekse kosten dient niettemin ondergeschikt te worden aan de vereisten inzake het streven naar een voldoende diversificatie van onze energiebronnen en het behoud van een nationale produktiekern.

5. Beklemtoont de noodzaak voor ons land het beleid verder te zetten dat het zich heeft voorgeschreven, zowel op het vlak van de samenwerking met de geïndustrialiseerde landen in het raam van zijn verbintenissen in de E. E. G. en het Internationaal Energieagentschap als door de dialoog met de energieproducerende landen.

De Staatssecretaris van Energie antwoordt nogmaals dat hij met de vervanging van de huidige voorgestelde teksten door de teksten aangenomen tijdens de nodige legislatuur niet kan instemmen. Hij verwijst hier naar zijn standpunt vertolkt tijdens de besprekingen over de werkwijze van de Commissie in dit debat (punt III, A).

#### 5. « Globale opties » voorgesteld door de heer Fedrigo

De heer Fedrigo (n° 3) stelt voor :

Het Parlement,

— overwegende dat de Westerse geïndustrialiseerde landen bij het definiëren van hun energiebeleid een grote verantwoordelijkheid dragen met betrekking tot het beheersen van de voorzienbare spanningen op de internationale energiemarkt, spanningen welke te wijten zijn aan een gebrek aan evenwicht tussen het aanbod en de vraag;

— overwegende dat de tijd van de overvloedige energie aan goedkope prijs voorbij is, zodat een energiebeleid niet uitsluitend kan steunen op een analyse van de structuur van het aanbod maar eerder moet steunen op een analyse van de structuur van de vraag;



— considérant que la relation entre la croissance du P. N. B. et la croissance de la consommation d'énergie primaire n'est plus un indicateur valable pour prévoir la consommation d'énergie sur base des tendances à la hausse du passé;

— considérant que la consommation élevée d'énergie primaire par tête d'habitant dans notre pays, les réflexes des particuliers et de l'industrie vis-à-vis des prix, ainsi que les techniques existantes de conservation d'énergie, sont des facteurs qui, ensemble, permettent de réduire, voire d'arrêter la croissance de la consommation d'énergie primaire sans toucher pour autant au niveau de vie de la population;

— considérant que doivent être vus dans leur contexte mondial les problèmes énergétiques de notre pays, les mesures prises pour les combattre, le fait que les réserves de matières premières ne sont pas inépuisables, la capacité d'absorption limitée de notre environnement, les relations Nord-Sud, la politique internationale des matières premières et la division internationale du travail;

— considérant que, dans une politique énergétique, la notion d'énergie doit être considérée comme élément d'une planification globale intégrant tous les secteurs de la société, comme la politique industrielle, l'aménagement du territoire, l'organisation des transports en commun, les loisirs, etc.;

— considérant qu'il y a une forte interaction entre la politique menée en matière d'énergie d'une part, et les priorités dans le domaine de la recherche scientifique sur l'énergie d'autre part;

— considérant que la politique énergétique constitue un levier important pour lutter contre la crise économique actuelle et les problèmes du chômage dans le cadre d'une nouvelle politique industrielle;

— considérant qu'une politique énergétique cohérente n'a pas seulement pour but de garantir l'approvisionnement du pays en énergie, de réduire son degré de dépendance énergétique et de maintenir à un niveau acceptable le déficit de la balance des paiements, mais doit aussi viser à assurer l'approvisionnement des consommateurs en énergie, en quantité suffisante et à des prix acceptables;

— considérant que les décisions en matière d'énergie sont en grande partie dictées par les puissants groupes économico-financiers de notre pays, alors que les options susmentionnées pour une politique énergétique globale ne peuvent se réaliser que si les pouvoirs publics exercent un contrôle plus étendu sur les secteurs de l'énergie;

1. estime que la politique énergétique doit favoriser la stabilisation et même la réduction de la consommation d'énergie primaire, de sorte qu'en 1990 notre pays consume moins de matière première énergétique qu'en 1982;

2. estime qu'une telle maîtrise de la croissance de la consommation d'énergie est rendue possible à court terme par la mise en œuvre d'une politique systématique et volontariste d'économie et d'utilisation rationnelle de l'énergie dans tous les secteurs de la production, de la distribution et de la consommation, englobant tous les vecteurs énergétiques;

3. estime qu'une telle maîtrise de la croissance de la consommation d'énergie sera rendue possible à long terme par la mise en œuvre d'une politique industrielle axée sur une réorientation de notre industrie vers des activités qui utilisent moins d'énergie;

4. estime qu'une telle maîtrise de la croissance de la consommation d'énergie est possible tout en maintenant et en améliorant le niveau de vie de la population, et qu'une croissance économique limitée peut même être réalisée;

— overwegende dat de verhouding tussen de groei van het B. N. P. en die van het verbruik van primaire energie niet langer een geldige aanwijzing vormt om het energieverbruik te ramen op grond van de in het verleden waargenomen stijgingstrend;

— overwegende dat het hoge verbruik van primaire energie per inwoner in ons land, de reacties van de particulieren en van het bedrijfsleven tegenover de prijzen, evenals de bestaande technieken met betrekking tot het behoud van de energie factoren zijn die allen samen de stijging van het verbruik van primaire energie kunnen verminderen of zelfs stopzetten zonder daarom de levensstandaard van de bevolking in het gedrang te brengen;

— overwegende dat de energieproblemen in ons land, de maatregelen ter bestrijding ervan, het feit dat de grondstofreserves niet onuitputtelijk zijn, de beperkte absorptiemogelijkheden van ons leefmilieu, de Noord-Zuidbetrekkingen, het internationaal beleid inzake grondstoffen en de internationale verdeling van de tewerkstelling op wereldvlak moeten worden gezien;

— overwegende dat in het raam van een energiebeleid het begrip energie moet worden beschouwd als een element van een globale planificatie die alle sectoren van de maatschappij omvat zoals het industrieel beleid, de ruimtelijke ordening, de organisatie van het gemeenschappelijk vervoer, de vrijetijdsbesteding, enz.

— overwegende dat een sterke wisselwerking bestaat tussen het gevoerde energiebeleid enerzijds en de prioriteiten op het stuk van het wetenschappelijk onderzoek betreffende de energie anderzijds;

— overwegende dat het energiebeleid een belangrijk instrument vormt ter bestrijding van de huidige economische crisis en van de problemen m.b.t. de werkloosheid in het raam van een nieuw industrieel beleid;

— overwegende dat een samenhangend energiebeleid niet alleen moet zorgen voor de energievoorziening van het land, de graad van afhankelijkheid inzake energie moet verminderen en het tekort op de betalingsbalans op een aanvaardbaar peil moet houden, maar ook erop gericht moet zijn de energievoorziening te waarborgen ten bate van de verbruikers en zulks in voldoende hoeveelheid en tegen normale prijzen;

— overwegende dat de beslissingen inzake energie grotendeels ingegeven zijn door de machtige economische en financiële milieus van ons land, terwijl de voornoemde beleidslijnen voor een globaal energiebeleid slechts werkelijkheid kunnen worden indien de overheid een ruimere controle krijgt over de energiesectoren;

1. is van oordeel dat het energiebeleid de stabilisatie en zelfs de daling van het verbruik van primaire energie moet bevorderen, zodat ons land in 1990 minder energiedragers zou verbruiken dan in 1982;

2. is van oordeel dat het beheersen van de groei van het energieverbruik op korte termijn mogelijk wordt gemaakt door het uitwerken van een systematisch en voluntaristisch energiebesparend beleid en een rationeel gebruik van de energie in alle sectoren van de productie, de distributie en het verbruik waarbij alle energiedragers betrokken worden;

3. is van oordeel dat het beheersen van de stijging van het energieverbruik op lange termijn mogelijk zal worden gemaakt door het voeren van een industrieel beleid dat gericht is op een heroriëntering van ons bedrijfsleven naar activiteiten die minder energie verbruiken;

4. meent dat een dergelijke beheersing van de groei van het energieverbruik mogelijk is met behoud én verbetering van de levensstandaard van de bevolking en dat zelfs een beperkte economische groei kan worden verwezenlijkt;

5. estime qu'il est possible à long terme de réduire notre dépendance vis-à-vis de l'importation en stimulant la production intérieure d'énergie, notamment par une exploitation accrue du charbon, le recours à de nouvelles sources d'énergie et une politique d'U. R. E.;

6. estime que l'utilisation d'électricité ne doit pas être stimulée mais doit être limitée aux besoins spécifiques;

7. demande la création d'une société publique d'importation et d'achat d'énergie primaire afin que l'Etat puisse acheter lui-même des matières premières énergétiques, en particulier celles destinées aux secteurs de la production d'électricité, de la pétrochimie et de l'industrie lourde;

8. demande la création d'un consortium regroupant toutes les participations publiques dans les secteurs de l'énergie, de la recherche en matière énergétique et du développement de nouvelles technologies;

9. recommande d'étudier les possibilités d'élargir la part du secteur public dans le domaine de l'énergie;

10. recommande d'étudier les possibilités d'élargir le consortium cité au point 8;

11. souhaite que des représentants d'organisations de défense de l'environnement et de consommateurs soient intégrés au Comité National de l'Energie et souhaite la constitution d'un secrétariat composé de spécialistes en matière d'énergie, afin de préparer le travail de ce comité;

12. souhaite que la politique des prix concernant tous les vecteurs énergétiques soit intégrée comme élément d'une politique d'U. R. E. et soit modifiée dans le sens de tarifications progressives selon des modalités qui préservent les intérêts des familles;

13. demande la création d'un fonds pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, alimenté par une taxation spécifique sur les gaspillages et destiné en priorité à réduire ces mêmes gaspillages; ceci présuppose la création d'audits et l'obligation pour les entreprises de fournir un bilan énergétique global;

14. souhaite la transformation du Centre d'Etude pour l'Energie Nucléaire en un Centre de Recherche sur l'Energie au service des pouvoirs publics, avec un conseil d'administration comprenant des délégués des pouvoirs publics, de l'industrie, des syndicats et des organisations de défense de l'environnement et de défense des consommateurs;

15. souhaite que la recherche scientifique en matière d'énergie soit réorientée en fonction des options susmentionnées et selon la clé de répartition: un tiers pour les sources d'énergie traditionnelles, dont l'énergie nucléaire, un tiers pour les sources d'énergie nouvelles, dont les sources d'énergie alternatives et les technologies du charbon, et enfin un tiers pour les économies d'énergie et l'U. R. E.;

16. souhaite la poursuite et l'intensification du programme national de recherche et de développement dans le domaine de l'énergie, avec pour mission principale d'élaborer plusieurs modèles alternatifs du système énergétique national global et de son évolution;

17. souhaite que, dans l'orientation de la nouvelle politique industrielle, une attention particulière soit accordée à l'utilisation rationnelle de l'énergie, à des sources d'énergie alternatives, aux technologies charbonnières et aux activités industrielles qui utilisent moins d'énergie;

18. souhaite que le Gouvernement national mette à la disposition des pouvoirs régionaux les moyens nécessaires afin que ceux-ci puissent, via les sociétés régionales d'investissement et de développement, prendre des initiatives en matière d'U. R. E., des sources d'énergie alternatives et de technologies liées au charbon;

5. meent dat het mogelijk is op lange termijn onze afhankelijkheid van de invoer te verminderen en de binnenlandse energieproductie te stimuleren, met name door een toegenomen steenkoolexploitatie, het gebruik van nieuwe energiebronnen en een R. E. V.-beleid;

6. meent dat het elektriciteitsverbruik niet mag worden aangemoedigd, maar beperkt moet worden tot de specifieke behoeften;

7. vraagt dat een overheidsmaatschappij voor de invoer en de aankoop van primaire energie wordt opgericht, opdat de Staat zelf de energiedragers kan aankopen, in het bijzonder die welke bestemd zijn voor de elektriciteitsproductie, de petrochemie en de zware industrie;

8. vraagt dat een consortium wordt opgericht waarin alle overheidsparticipaties in de energiesector, in de sector van het onderzoek inzake energie en van de ontwikkeling van nieuwe technologieën worden gehergroepeerd;

9. beveelt aan de mogelijkheden te bestuderen om het aandeel van de overheidssector op het gebied van de energie te verruimen;

10. beveelt aan de mogelijkheden te bestuderen om het in punt 8 vermelde consortium te verruimen;

11. wenst dat de vertegenwoordigers van organisaties ter verdediging van het leefmilieu en van de consumenten opgenomen worden in het nationaal comité voor de energie en wenst dat een secretariaat wordt opgericht dat samengesteld is uit specialisten in energie zaken, teneinde de werkzaamheden van dat comité voor te bereiden;

12. wenst dat het prijzenbeleid betreffende alle energiedragers wordt opgenomen als bestanddeel van een R. E. V.-beleid en gewijzigd wordt in de zin van progressieve tarieven op een wijze die de belangen van de gezinnen vrijwaart;

13. vraagt dat een fonds voor het rationeel energieverbruik wordt opgericht, dat gestijfd wordt door een specifieke belasting op de verspillingen en dat bij voorrang bestemd is om diezelfde verspillingen te verminderen; zulks onderstelt de oprichting van audits en de verplichting voor de ondernemingen om een globale energiebalans voor te leggen;

14. wenst de omvorming van het Studiecencentrum voor Kernenergie in een onderzoekscentrum voor de energie ten dienste van de overheid met een beheerraad bevattende afgevaardigden van de overheid, van de industrie, van de vakbonden en van de organisaties ter verdediging van het leefmilieu en ter verdediging van de consumenten;

15. wenst dat het wetenschappelijk onderzoek inzake energie wordt geheroriënteerd op grond van de bovenvermelde beleidslijnen en volgens de verdeelsleutel: één derde voor de traditionele energiebronnen waaronder kernenergie, één derde voor de nieuwe energiebronnen, waaronder de alternatieve energiebronnen en de steenkooltechnologieën, en tenslotte één derde voor de energiebesparingen en het R. E. V.;

16. wenst de voortzetting en de intensivering van het nationale programma voor onderzoek en ontwikkeling op energiegebied, met als hoofdtak de uitwerking van verschillende alternatieve modellen van het globale nationale energiesysteem en de evolutie ervan;

17. wenst dat in de oriëntering van het nieuwe industriebeleid bijzondere aandacht wordt besteed aan het rationeel energieverbruik, aan alternatieve energiebronnen, aan de steenkooltechnologieën en aan de industrietakken die de minste energie verbruiken.

18. wenst dat de nationale Regering de gewestelijke overheden de nodige middelen ter beschikking stelt opdat deze via de gewestelijke investerings- en ontwikkelingsmaatschappijen initiatieven kunnen nemen inzake R. E. V., alternatieve energiebronnen en technologieën die met steenkool verband houden;

19. estime que la politique énergétique a une influence très profonde sur notre société et recommande en conséquence au Gouvernement d'organiser un large débat public sur ce thème;

20. demande au Gouvernement de prendre des initiatives sur le plan européen et international afin de promouvoir une politique d'U. R. E. et de maîtrise de la croissance de la consommation d'énergie.

6. « Options globales »  
proposées par M. Dierickx

M. Dierickx (n° 4) propose :

« (Le Parlement),

— estime qu'une stabilisation de la consommation d'énergie primaire doit jouer un rôle primordial dans la politique énergétique, de sorte que la consommation de matières premières à des fins énergétiques soit, en 1990, égale ou inférieure à la consommation actuelle;

— estime qu'un tel contrôle de la croissance de la consommation d'énergie est possible à court terme, à condition de mettre en œuvre une politique intensive d'économies et d'utilisation rationnelle de l'énergie dans tous les secteurs de la production, de la distribution et de la consommation, et de l'appliquer à toutes les formes d'énergie;

— estime qu'un tel contrôle de la croissance de la consommation d'énergie est possible à long terme, à condition de mener une politique industrielle qui mettrait l'accent sur une réorientation de notre industrie vers des activités nécessitant moins d'énergie;

— estime qu'il est possible de réaliser un tel contrôle de la croissance de la consommation d'énergie, tout en maintenant et en améliorant le niveau de vie de la population, voire en suscitant une croissance économique modérée et sélective;

— estime que la part du pétrole dans notre approvisionnement en énergie doit être réduite en stimulant l'utilisation de charbon comme matière première de substitution;

— estime que notre dépendance des importations peut être réduite à long terme, en stimulant la production d'énergie nationale, en relançant l'exploitation des charbonnages, en utilisant de nouvelles sources d'énergie et en menant une politique d'utilisation rationnelle de l'énergie;

— estime que l'utilisation de l'électricité ne peut pas être stimulée, mais qu'elle doit être limitée aux besoins spécifiques;

— estime que la période de l'énergie abondante et bon marché est révolue, de sorte qu'une politique de l'énergie ne peut plus se baser exclusivement sur une analyse des structures de l'offre, mais doit se baser plutôt sur une analyse des structures de la demande;

— insiste sur la nécessité de créer une Société d'achat d'énergie primaire, qui permettrait aux pouvoirs publics d'acheter eux-mêmes des matières premières énergétiques sur le marché international;

— souhaite que parmi les membres du Comité national de l'énergie figurent également des représentants des organisations d'écologistes et de consommateurs et souhaite qu'un bureau composé d'experts en énergie prépare les travaux de ce Comité;

— souhaite que la politique des prix des vecteurs énergétiques, qui est un élément d'une politique d'utilisation rationnelle de l'énergie à caractère social, soit modifiée dans le sens de l'établissement de tarifs progressifs selon des modalités préservant les intérêts des ménages;

19. meent dat het energiebeleid een zeer diepe invloed op onze samenleving heeft en beveelt bijgevolg aan de Regering aan een ruim openbaar debat over dat thema te houden;

20. vraagt aan de Regering om op Europees en internationaal vlak initiatieven te nemen ten einde een R. E. V.-beleid en een beleid inzake beheersing van de groei van het energieverbruik aan te moedigen.

6. « Globale opties »  
voorgesteld door de heer Dierickx

De heer Dierickx (n° 4) stelt voor :

« (Het Parlement),

— meent dat een stabilisernig van het primaire energieverbruik, voorop moet staan in het energiebeleid, zodat in 1990 evenveel of minder grondstoffen voor de energiebehoeften worden verbruikt als nu;

— meent dat zo'n beheersing van de energiegroei op korte termijn mogelijk is door het ten uitvoer brengen van een doorgedreven politiek van besparingen en rationeel gebruik van energie in alle productie, distributie- en verbruikssectoren en waarbij alle energiedragers worden betrokken;

— meent dat zo'n beheersing van de energiegroei op lange termijn mogelijk is door het voeren van een industrieel beleid, waarin de nadruk ligt op een heroriëntering van onze industrie naar minder energieverwendende activiteiten;

— meent dat zo'n beheersing van de energiegroei mogelijk is met behoud en verbetering van de levensstandaard van de bevolking en dat zelfs een beperkte selectieve economische groei kan gerealiseerd worden;

— meent dat het aandeel van de aardolie in onze energievoorrading moet worden teruggedrongen door het stimuleren van het gebruik van steenkool als substitutiegroestof;

— meent dat op lange termijn onze invoersafhankelijkheid kan worden verminderd door het stimuleren van de binnenlandse energieproductie, waaronder een verhoogde steenkoolexploitatie, de aanwending van nieuwe energiebronnen en een politiek van rationeel energieverbruik;

— meent dat het gebruik van elektriciteit niet mag gestimuleerd worden, doch dient beperkt te worden tot de specifieke behoeften;

— meent dat het tijdperk van een overvloedig aanbod van goedkope energie voorbij is, zodat een energiebeleid niet langer uitsluitend kan gebaseerd zijn op een analyse van de aanbodstructuur, maar veeleer moet gebaseerd zijn op een analyse van de vraagstructuur;

— dringt aan op de oprichting van een Aankoopmaatschappij voor Primaire Energie, waardoor de overheid zelf op de internationale markt energiegrondstoffen kan aankopen;

— wenst dat in de samenstelling van het Nationaal Comité voor Energie, vertegenwoordigers worden opgenomen van milieu- en consumentenorganisaties en wenst de uitbouw van een dagelijks bureau bestaande uit energiedeskundigen, om het werk van dit Comité voor te bereiden;

— wenst dat de prijzenpolitiek inzake alle energiedragers, als element in een sociaal geïnspireerde politiek van Rationeel Energieverbruik, zou worden gewijzigd in een zin van progressieve tariefregelingen, volgens modaliteiten die de belangen van de gezinnen vrijwaren;

— souhaite la transformation du Centre d'Etude de l'Energie Nucléaire en un Centre de Recherche sur l'Energie qui serait au service de l'Etat et placé sous la tutelle du Secrétariat d'Etat à l'Energie. Le conseil d'administration serait composé de représentants des autorités, de l'industrie, des syndicats et des associations de protection de l'environnement ainsi que des associations de consommateurs;

— souhaite que la recherche scientifique en matière d'énergie soit réorientée en fonction des options mentionnée plus haut, et ce, selon la clé de répartition suivante :

- un tiers pour les sources d'énergie traditionnelles, dont l'énergie nucléaire;

- un tiers pour les sources d'énergie nouvelles, dont les sources d'énergies alternatives et la technologie dans le domaine du charbon;

- un tiers pour les économies et l'utilisation rationnelle de l'énergie;

— souhaite que la réorientation de la politique industrielle tienne tout particulièrement compte de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des sources d'énergies alternatives, de la technologie dans le domaine du charbon et des activités industrielles à faible consommation d'énergie;

— souhaite que le pouvoir central mette à la disposition des régions les moyens leur permettant, par la voie des Sociétés régionales d'investissement et de développement, de prendre des initiatives sur le plan de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des sources d'énergies alternatives et de la technologie dans le domaine du charbon (chauffage domestique);

— estime que l'influence de la politique énergétique sur l'aspect futur de notre société est telle qu'il recommande au Gouvernement d'organiser, au sujet de ce problème, une large concertation sociale et, éventuellement, un référendum national;

— insiste auprès du Gouvernement pour que celui-ci plaide au niveau européen et international en faveur d'une politique d'utilisation rationnelle de l'énergie et de maîtrise de l'augmentation de la consommation d'énergie.

#### *7. Dernières répliques de membres et réponses du Secrétaire d'Etat*

Divers membres souhaitent répliquer aux réponses fournies par le Secrétaire d'Etat. Un premier membre regrette les réponses évasives du Secrétaire d'Etat et déplore que ce dernier refuse de suivre l'évolution vers les technologies nouvelles. Il signale que les travaux de la S. D. R. Wallonne ont mis en évidence l'intérêt ainsi que les possibilités de réalisation des projets en matière de chauffage urbain.

Le deuxième membre déclare qu'il peut comprendre que le Secrétaire d'Etat refuse de se laisser enfermer dans un scénario déterminé en matière d'évolution de l'offre et de la demande dans le secteur de l'énergie. Il estime cependant qu'une résolution concernant les options globales de la politique énergétique doit fixer une certaine orientation en la matière. En ce qui concerne la proposition d'organiser régulièrement un débat sur l'énergie, l'orateur estime qu'un tel débat devrait être organisé tous les cinq ans, mais aussi chaque fois que les données énergétiques internationales le requièrent. Un tel débat sur l'énergie devrait également coïncider avec la discussion du plan quinquennal.

Un membre partage le point de vue de l'orateur précédent en ce qui concerne l'utilisation de la méthode des scénarios pour la prévision en matière d'offre et de demande d'énergie. L'élaboration de pareils scénarios n'est pas simple, mais un scénario provisoire est hautement souhaitable. Ce débat doit permettre de répondre par des chiffres à la question de savoir ce qu'il arrivera au cas de nouvel accroissement de la demande d'énergie et comment la politique de l'U.R.E. se présentera à ce moment.

— wenst de omvorming van het Studiecentrum voor Kernenergie tot een Energie Onderzoekscentrum ten dienste van de overheid, onder het toezicht van het Staatssecretariaat voor Energie, met in de beheerraad afgevaardigden van de overheid, de industrie, de vakbonden en milieu- en consumentenorganisaties;

— wenst dat het wetenschappelijk onderzoek inzake energie zou geheroriënteerd worden in functie van bovenvermelde opties, en volgens de verdeelsleutel :

- één derde traditionele energiebronnen, waaronder kernenergie;

- één derde nieuwe energiebronnen, waaronder alternatieve energiebronnen en steenkooltechnologie;

- één derde besparing en rationeel energieverbruik;

— wenst dat bij de oriëntering van het vernieuwd industrieel beleid, belangrijke aandacht zou worden besteed aan het rationeel gebruik van energie, alternatieve energiebronnen, steenkooltechnologie en minder energieverslindende industriële activiteiten;

— wenst dat de nationale overheid de nodige middelen zou ter beschikking stellen aan de regionale overheden, zodat deze laatsten, via de Gewestelijke Investerings- en Ontwikkelingsmaatschappijen, initiatieven zouden kunnen nemen inzake rationeel gebruik van energie, alternatieve energiebronnen en steenkooltechnologie (huisverwarming);

— is van mening dat de energiepolitiek een dergelijk doortastende invloed heeft op het uitzicht van onze samenleving, dat zij de Regering aanbeveelt een brede maatschappelijke discussie op te zetten rond deze problematiek en eventueel een nationaal referendum te houden;

— dringt er bij de Regering op aan om op Europees en internationaal vlak stappen te ondernemen om een beleid van rationeel energieverbruik en beheersing van de energiegroei te propageren.

#### *7. Laatste replieken van leden en antwoorden van de Staatssecretaris*

Enkele leden wensen nog te repliceren op de antwoorden van de Staatssecretaris. Een eerste lid betreurt de ontwikkelende antwoorden van de Staatssecretaris alsook het feit dat de Staatssecretaris niet wil ingaan op de tendens tot ontwikkelingen van nieuwe technologieën. Hij wijst erop dat uit de werkzaamheden van de G. O. M. Wallonië toch gebleken is dat de projecten van stadsverwarming zeer belangwekkend en realiseerbaar kunnen zijn.

Het tweede lid verklaart te begrijpen dat de Staatssecretaris zich niet wil laten opsluiten in een bepaald scenario inzake de evolutie van vraag en aanbod in de energiesector. Een resolutie over de algemene opties van een energiebeleid moet evenwel volgens het lid toch een zekere richting op dat gebied aangeven. Inzake het voorstel dat regelmatig een energiedebat zou moeten georganiseerd worden stipt deze spreker nog aan dat een dergelijk debat niet alleen om de 5 jaar zou moeten georganiseerd worden, maar ook telkens wanneer de internationale energiegegevens dit vergen. Tevens zou een dergelijk energiedebat moeten samenvallen met de bespreking van het vijfjarenplan.

Een lid steunt nog vorige spreker inzake het gebruik van de scenariomethode voor de vooruitzichten inzake vraag en aanbod van energie. De opbouw van dergelijke scenario's is niet eenvoudig maar een voorlopig scenario is zeer wenselijk. Ergens moeten in dit debat toch gekwantificeerde gegevens een antwoord geven op wat er zal gebeuren als de vraag naar energie opnieuw stijgt en hoe het R. E. V.-beleid er dan zal uitzien.

Dans sa réponse, le Secrétaire d'Etat déclare qu'à son avis, il serait dangereux de mettre principalement l'accent sur la demande, d'autant plus que cela signifierait qu'il faudrait satisfaire à toute demande d'énergie qui se présenterait. Il souligne les implications sociales éventuelles d'une politique qui entraînerait une réduction de la demande d'énergie.

La politique de diversification que le Secrétaire d'Etat souhaite mener, concerne à la fois l'aspect « offre » et la demande d'énergie. L'approvisionnement doit être réparti entre plusieurs sources d'énergie, mais il faut tendre également vers une diversification pour chaque source d'énergie, en vue d'améliorer la sécurité d'approvisionnement.

*b) Examen des résolutions relatives aux options globales de la politique énergétique*

*Première option globale*

Il convient de rappeler que le texte proposé de cette première option globale est libellé comme suit :

« (Le Parlement) estime qu'une politique de progrès social et de développement économique ne peut se concevoir sans que ne soit élaborée conjointement une politique énergétique cohérente et clairement définie, compatible avec le respect et la protection de l'homme et de son environnement, avec la gestion économe des ressources tant naturelles que financières et le bien-être des générations futures. »

M. Dupré (n° 5) désire compléter cette option en ajoutant, après les mots « clairement définie », les mots « visant à satisfaire les besoins énergétiques du pays sur une base économiquement saine ».

Il est selon lui évident que l'objectif de la politique énergétique est indiqué dans cette première option.

Un autre membre n'est guère favorable à cet amendement. Il estime que l'ajout proposé par M. Dupré est trop vague et comporte une vague allusion à la notion de productivité.

Plutôt que de compléter le texte ainsi que M. Dupré le préconise, M. Dierickx renvoie à sa proposition qui vise à remplacer cette première option par ce qui suit :

« Estime que la période où l'offre d'énergie à bon marché était abondante est révolue, de sorte qu'une politique énergétique ne peut plus être basée exclusivement sur une analyse de la structure de l'offre, mais doit plutôt être basée sur une analyse de la structure de la demande. »

Plusieurs membres estiment que cet ajout ou ce texte proposé en remplacement du texte de base ne sont pas à leur place dans cette option, notamment parce que la troisième option du projet traite du problème de l'offre et de la demande.

M. Dierickx veut par ailleurs introduire la notion de « croissance économique sélective » dans la première ligne de cette première option. D'autres membres font toutefois remarquer que le terme « développement » est préférable, étant donné qu'il peut également y avoir développement sans croissance des données économiques.

M. Claes (n° 6) rappelle qu'il a présenté une proposition en ordre principal visant à remplacer le présent texte proposé par celui de la résolution que la Commission a adoptée au cours de la législature précédente.

En ordre subsidiaire, il propose cependant d'insérer le texte suivant avant le texte de cette première option :

In zijn antwoord verklaart de Staatssecretaris dat het zijns inziens niet ongevaarlijk is het hoofdaccent te leggen op de vraagzijde. Dit is des te meer het geval wanneer dit zou betekenen dat zou moeten voldaan worden aan elke oprijzende vraag naar energie. Hij wijst op de eventuele sociale implicaties van een beleid dat zou leiden tot een vermindering van de vraag naar energie.

Het diversificatiebeleid dat de Staatssecretaris wenst te voeren betreft zowel de aanbodzijde als de energievraag. De bevoorrading moet gespreid worden over meerdere energiebronnen maar ook binnen elke energiebron moet, met het oog op meer bevoorradingszekerheid, gestreefd worden naar diversificatie.

*b) Bespreking van de resoluties over de globale opties van het energiebeleid*

*Eerste globale optie*

De voorgestelde tekst van deze eerste globale optie luidt, zoals reeds vermeld, als volgt :

« (Het Parlement) meent dat een beleid van sociale vooruitgang en economische ontwikkeling niet kan worden opgevat zonder tegelijkertijd een samenhangend en duidelijk bepaald energiebeleid uit te werken dat verenigbaar is met de eerbied voor en de bescherming van de mens en zijn omgeving, het zuinig beheer van de hulpbronnen, zowel natuurlijke als financiële, en het welzijn van de komende generaties. »

De heer Dupré (n° 5) wenst deze optie aan te vullen door na de woorden « uit te werken » de woorden « dat beoogt op economisch gezonde basis te voorzien in de energiebehoeften van het land » in te voegen.

Het is volgens het lid evident dat het doel van het energiebeleid in deze eerste optie vermeld wordt.

Een ander lid voelt weinig voor deze toevoeging. Zij is volgens spreker te vaag en houdt een vage verwijzing in naar het productiviteitsbegrip.

In de plaats van de toevoeging van de heer Dupré verwijst de heer Dierickx naar zijn voorstel dat deze eerste optie wil vervangen door wat volgt :

« Meent dat het tijdperk van een overvloedig aanbod van goedkope energie voorbij is, zodat een energiebeleid niet langer uitsluitend kan gebaseerd zijn op een analyse van de aanbodstructuur maar veeleer moet gebaseerd zijn op een analyse van de vraagstructuur. »

Verscheidene leden vinden deze toevoeging of vervangende tekst niet op zijn plaats in deze eerste optie, mede aangezien de derde optie van de ontwerp tekst het probleem van de vraag en het aanbod van energie behandelt.

De heer Dierickx wil anderzijds het begrip « selectieve economische groei » inbrengen in de eerste lijn van deze eerste optie. Andere leden wijzen er echter op dat het woord « ontwikkeling » verkieslijker is aangezien er ook ontwikkeling kan zijn zonder groei van de economische gegevens.

De heer W. Claes (n° 6) herinnert eraan dat hij een hoofdvorstel heeft ingediend ter vervanging van de onderhavige voorgestelde tekst door de tekst van de resolutie aangenomen in Commissie tijdens de vorige legislatuur.

In bijkomende orde wil hij evenwel, nog voor de tekst van deze eerste optie, volgende tekst invoegen :

« (Le Parlement) estime qu'il appartient aux pouvoirs publics de définir les objectifs et les lignes de force d'une politique énergétique et d'assurer la mise en œuvre de cette politique en étroite collaboration avec les organes de concertation, les organismes et les entreprises existant dans le secteur de l'énergie. »

Le membre estime qu'il est nécessaire d'établir préalablement que l'élaboration et l'exécution de la politique énergétique incombent aux pouvoirs publics. L'influence du problème énergétique sur la vie de chaque citoyen est telle que la responsabilité de la politique en la matière ne peut être laissée au seul marché libre.

Il s'agit dans le même temps de définir également la manière dont cette politique devra être menée. Un cadre institutionnel légal a été créé par la loi du 8 août 1980, notamment les articles 168 à 185 et l'article 189.

M. Claes (n° 7) désire compléter le texte de cette première option par ce qui suit :

« Recommande de mener une politique économique réorientée vers des secteurs à valeur ajoutée plus élevée par unité d'énergie consommée.

Demande au Gouvernement et aux exécutifs de fournir un effort intensif afin de permettre aux consommateurs de s'adapter plus facilement à la réorientation profonde et permanente des structures de l'offre d'énergie. »

L'auteur estime que ce texte fait clairement allusion à la politique industrielle à mener en fonction des nouvelles données du problème énergétique.

Plusieurs membres appuient les propositions de M. Claes. Un membre insiste sur le fait que les objectifs généraux et les lignes de force de la politique énergétique doivent être contrôlés par les pouvoirs publics, en collaboration avec les entreprises de ce secteur. Il est par conséquent partisan d'une modification de la première option dans ce sens.

Un autre membre réplique que si les pouvoirs publics mènent la politique énergétique en collaboration avec le secteur privé ils deviendront juge et partie dans cette politique. Il n'est guère partisan d'une telle situation. Il estime par ailleurs qu'élaborer une politique et la mener sont deux choses bien distinctes. Il ressort de cette discussion qu'un nombre suffisant de membres sont favorables à l'insertion du concept « pouvoirs publics » dans cette première option. Ils estiment que le rôle des pouvoirs publics doit être clairement défini, ceux-ci disposant d'ailleurs déjà d'instruments légaux.

M. Dierickx (n° 8) propose également de remplacer dans la première option les mots « la gestion économe des ressources tant naturelles que financières » par les mots « la gestion économe des ressources naturelles ». L'auteur désire éviter par la suppression du concept « ressources financières » qu'en cas d'absence de moyens financiers il puisse être fait appel, sans limitation aucune, à d'autres sources.

MM. Verberckmoes et Denys (n° 9) proposent d'insérer à la troisième ligne, entre les mots « clairement définie » et les mots « compatible avec le respect » les mots « axée sur l'accroissement de la prospérité générale ».

Les auteurs déclarent que la politique énergétique est un élément important de la politique économique d'un pays. Notre pays étant confronté à des difficultés économiques croissantes qui ne pourront probablement pas être résolues

« Het Parlement meent dat het de overheid toekomt de doelstellingen en de krachtlijnen van een energiebeleid vast te leggen en in te staan voor de uitvoering van dit beleid in nauwe samenwerking met de bestaande overlegorganen, instellingen en bedrijven in de energiesector. »

Volgens het lid is het duidelijk dat voorafgaandelijk dient gesteld te worden dat het energiebeleid en de uitvoering ervan een taak is van de overheid. Het energievraagstuk is van een zodanig ingrijpende invloed op het leven van elke burger dat het beleid terzake niet kan overgelaten worden aan de vrije markt alleen.

Tevens moet bepaald worden hoe dat beleid moet gevoerd worden. Er is een wettelijk institutioneel kader geschapen bij wet van 8 augustus 1980, inzonderheid door haar artikelen 168 tot 185 en artikel 189.

Aan de tekst van deze eerste optie zelf wenst de heer W. Claes (n° 7) tevens volgende zin toe te voegen :

« Beveelt het voeren van een economisch heroriënteringsbeleid aan naar sectoren met een hogere toegevoegde waarde per eenheid verbruikte energie.

Vraagt de Regering en de Executieven een doorgedreven inspanning te leveren ten einde de verbruikers toe te laten zich gemakkelijker aan te passen aan de diepgaande en duurzame heroriëntering van de structuur van het energieaanbod. »

Deze tekst, aldus de indiener, houdt een duidelijke zinspel in op het industriële beleid dat gevoerd moet worden in functie van de nieuwe energiegegevens.

Verschillende leden kunnen zich achter de voorstellen van de heer W. Claes scharen. Een lid benadrukt dat de algemene doelstellingen en krachtlijnen van het energiebeleid, in samenwerking met de ondernemingen in deze sector, door de overheid moeten beheerst worden. Hij is derhalve ook gewonnen voor een aanpassing van de eerste optie in deze zin.

Een ander lid repliceert evenwel op deze stelling dat, indien de overheid dit energiebeleid gaat voeren in samenwerking met de private sector, zij rechter en partij zal worden in dit beleid. Van een dergelijke situatie is hij geen voorstander. Volgens het lid is trouwens het bepalen van een beleid helemaal niet gelijk aan het voeren van een beleid. Uit deze discussie blijkt evenwel dat er in de Commissie een voldoende stroming bestaat pro inlassing in deze eerste optie van het begrip overheid. De voorstanders zijn inderdaad van oordeel dat over de rol van de overheid in het energiebeleid niet in het vage mag gebleven worden, mede aangezien een wettelijke instrumentarium reeds ter beschikking staat van deze overheid.

De heer Dierickx (n° 8) stelt nog voor in deze eerste optie de woorden « het zuinig beheer van de hulpbronnen, zowel natuurlijke als financiële » te vervangen door de woorden « het zuinig beheer van de natuurlijke hulpbronnen ». Door de weglating van het begrip « financiële hulpbronnen » wenst de indiener te vermijden dat in de eventuele toestand dat geen financiële middelen beschikbaar zouden zijn, andere bronnen onbeperkt zouden mogen aangesproken worden.

De heren Verberckmoes en Denys (n° 9) stellen voor op de derde regel tussen de woorden « energiebeleid uit te werken » en de woorden « dat verenigbaar is » de woorden « gericht is op de groeiende welvaart van de bevolking en » in te voegen.

De indieners verklaren dat het energiebeleid een belangrijke factor is in de economische politiek van een land. Nu ons land met groeiende economische moeilijkheden geconfronteerd wordt die allicht de eerstkomende jaren nog niet



au cours des prochaines années, la prospérité économique, c'est-à-dire l'emploi et la croissance économique, est devenue un facteur qui mérite autant d'attention que le bien-être de l'homme.

M. De Batselier propose de modifier et de compléter cette première option globale comme suit :

— à la deuxième ligne, il (n° 10) souhaite remplacer les mots « sans que ne soit élaborée conjointement une politique énergétique cohérente et clairement définie » par les mots « sans que ne soit élaborée conjointement une politique énergétique globale, définie de manière claire et démocratique ».

Une vision globale de la politique énergétique signifie que tous les secteurs de l'énergie ainsi que la politique concernant ces secteurs sont en fonction de la politique générale énergétique.

L'approvisionnement de l'énergie touche si fondamentalement toute la communauté qu'une prise de décision démocratique doit garantir une politique en fonction de cette communauté;

— à la quatrième ligne, il (n° 11) souhaite remplacer le mot « économie » par le mot « rationnelle ».

Le membre estime qu'une gestion économe ne suffit pas.

L'accroissement d'une certaine forme énergétique peut s'inscrire dans le cadre d'une politique d'utilisation rationnelle s'il permet d'améliorer le rendement énergétique total;

— après le texte proposé pour cette première option, le membre (n° 12) souhaite ajouter le texte suivant : « ..., pour suivre en même temps un optimum social et économique pour les générations actuelles, n'hypothéquant pas le bien-être des générations futures, et limitant autant que possible toute forme de vulnérabilité par une diversification multiple ».

Il est évident, selon le membre, que la politique énergétique d'aujourd'hui a des répercussions sur tous les aspects économiques de la société, aussi bien de la société contemporaine que de celle de l'avenir. Une diversification maximale réduit la vulnérabilité d'un secteur énergétique.

Un membre approuve immédiatement le remplacement du mot « économe » par le mot « rationnelle ». Il estime toutefois que le mot « cohérente » qui figure dans le texte proposé a la même signification que le mot « globale ».

Au sujet de la notion d'« optimum social et économique » utilisée dans la troisième modification, le membre fait référence aux mots « progrès social » (première ligne) et « bien-être » (dernière ligne) qui figurent dans le texte proposé.

Certains membres qui préfèrent le terme « économe », s'entendent répondre que sa portée n'est pas suffisante dans ce contexte. Le terme « rationnel » convient mieux, étant donné que, dans certaines circonstances, le rendement énergétique d'une forme d'énergie peut augmenter et que la gestion de cette forme d'énergie doit être revue.

Un membre fait une observation d'ordre linguistique à propos du mot néerlandais « globaal ». En néerlandais, ce mot ne signifierait pas « pris en bloc », mais « approximativement ».

Cette approche linguistique du mot « globaal » est approuvée par le Secrétaire d'Etat et par la Commission; dès lors, la rubrique « globale opties » sera remplacée dorénavant par « algemene opties ».

En réponse aux diverses propositions des membres, le Secrétaire d'Etat à l'Energie déclare qu'il peut marquer son accord sur plusieurs propositions et qu'il est disposé à mettre au point une nouvelle rédaction du texte sur base des propositions introduites et acceptées.

opgelost zullen zijn, is de economische welvaart, m.a.w. de tewerkstelling en de economische groei, opnieuw een factor geworden die evenzeer de belangstelling verdient als het welzijn van de mens.

De heer De Batselier stelt volgende wijzigingen en aanvullingen voor van deze eerste globale optie :

— op de tweede regel wenst hij (n° 10) de woorden « zonder tegelijkertijd een samenhangend en duidelijk bepaald energiebeleid uit te werken » te vervangen door de woorden « zonder tegelijk een globaal, duidelijk en democratisch opgesteld energiebeleid uit te werken ».

De indiener verklaart dat een globale visie op het energiebeleid betekent dat alle onderscheiden energiesectoren, en het beleid t.o.v. deze sectoren, in functie staan van het algemeen energiebeleid.

De energievoorziening raakt zo fundamenteel de hele samenleving dat een democratische besluitvorming garant moet staan voor een beleid dat in functie staat van deze samenleving;

— op de vierde regel wenst hij (n° 11) het woord « zuinig » te vervangen door het woord « rationeel ».

Een zuinig beleid is niet voldoende, aldus het lid.

Een toename van een bepaalde energievorm kan passen in een politiek van rationeel verbruik als daardoor het totale energetisch rendement kan verhoogd worden;

— na de voorgestelde tekst van deze eerste optie wenst het lid (n° 12) volgende tekst toe te voegen : « , tegelijk een sociaal en economisch optimum nastreeft voor de huidige generaties en het welzijn van de komende generaties niet hypotheceert, en elke vorm van kwetsbaarheid door meerzijdige diversificatie zoveel mogelijk beperkt ».

Het is duidelijk, aldus het lid, dat het energiebeleid van vandaag gevolgen heeft op alle sociale en economische aspecten van de samenleving, zowel van de huidige als van de toekomstige. Een maximale diversificatie vermindert de kwetsbaarheid van een energievorm.

Een lid kan onmiddellijk akkoord gaan met de vervanging van het woord « zuinig » door het woord « rationeel ». Volgens hem is evenwel de betekenis van het woord « samenhangend » in de voorgestelde tekst dezelfde als deze van het woord « globaal ».

In verband met het begrip « sociaal en economisch optimum » in het derde amendement verwijst het lid naar de woorden « sociale vooruitgang » (eerste regel) en « welzijn » (laatste regel) van de voorgestelde tekst.

Aan sommige leden die het woord « zuinig » kiezen wordt geantwoord dat dit woord niet voldoende is in deze context. Het woord « rationeel » is gepaster aangezien in sommige omstandigheden het energetisch rendement van een energiedrager zodanig kan verhogen dat het beheer van die drager moet herzien worden.

Een lid maakt een taalkundige opmerking i.v.m. het woord « globaal ». In het Nederlands betekent dit woord niet « allesomvattend » maar wel « bij benadering ».

Deze taalkundige benadering van het woord « globaal » wordt door de Staatssecretaris en de Commissie aanvaard zodat voortaan de hoofding « globale opties » vervangen wordt door « algemene opties ».

In antwoord op de verschillende voorstellen van de leden, antwoordt de Staatssecretaris voor Energie dat hij met verschillende voorstellen akkoord kan gaan en bereid is naar een nieuwe redactie van de tekst te zoeken op basis van de ingediende en aanvaarde voorstellen.

Il ne peut toutefois se rallier aux propositions de M. W. Claes, étant donné qu'il s'est déjà souvent avéré que les pouvoirs publics doivent être très prudents en ce qui concerne leurs interventions en matière de politique énergétique.

Suite à la proposition de M. De Batselier, le Secrétaire d'Etat souhaite également remplacer le mot « économe » par le mot « rationnelle », qui convient mieux dans le contexte de la première option. Il approuve aussi la motivation de la proposition. En ce qui concerne l'insertion du mot « démocratique », le Secrétaire d'Etat fait remarquer qu'elle constituerait une tautologie, puisque le débat qui est consacré ici au Parlement aux problèmes de l'énergie est démocratique.

La troisième modification de M. De Batselier et celle de M. Dierickx, tendant à supprimer le mot « financières », n'obtiennent pas non plus l'agrément du Secrétaire d'Etat, selon lequel il faut considérer toute politique à la lumière des moyens financiers disponibles, pour éviter qu'elle ne soit taxée d'utopie.

Le Secrétaire d'Etat, dont l'opinion est partagée par un membre, déclare qu'étant donné que la première option se réfère à des notions telles que la prospérité et le bien-être, elle doit à l'évidence mentionner également l'aspect financier de la politique énergétique.

Enfin, il se déclare de nouveau disposé à tenter d'élaborer un texte qui tienne compte des propositions qui ont été faites et auquel la plupart des commissaires puissent se rallier.

Un membre regrette encore de constater que, dans le texte du Gouvernement, d'une part il n'y a plus de place pour des réformes de structure et, d'autre part, que le cadre institutionnel prévu par les articles 168 à 185 et 189 de la loi relative aux propositions budgétaires 1979-1980 du 8 août 1980 ne reçoivent pas d'exécution. Quelles sont les intentions du Gouvernement à l'égard de ces articles ?

Dans le protocole conclu par le Gouvernement avec les sociétés d'électricité quant à la production et à la distribution d'énergie électrique, le comité de contrôle se verra-t-il restructuré ?

L'autorité publique va-t-elle se doter d'instruments pour développer et structurer une véritable politique énergétique ?

Le Secrétaire d'Etat répond que le Gouvernement a l'intention de respecter la loi précitée et que des discussions doivent avoir lieu entre les parties concernées. Il ajoute que le Gouvernement, tout en considérant qu'il y a beaucoup de réformes à réaliser, ne reprend pas les termes « réformes de structure » qui, à son sens, sont chargés d'un sens doctrinal et impliquent la participation de l'Etat dans l'exécution de la politique énergétique.

Il souligne que récemment le Gouvernement français a imité le contrat-programme conclu par le Gouvernement belge avec la fédération pétrolière, car ce système est considéré comme le meilleur pour la fixation des prix pétroliers, alors que la France possède dans ce secteur des entreprises publiques.

Selon le Secrétaire d'Etat, il faut reconnaître, en dehors des considérations doctrinales, que les entreprises publiques, quand elles existaient, ont souvent été des agents d'exécution inefficaces de la politique économique et qu'il faudrait être d'accord pour exclure toute intervention politique directe dans la gestion des entreprises.

En matière d'énergie, la politique française n'a pas été plus efficace que celle de l'Allemagne fédérale, où l'intervention publique dans le secteur est de loin moindre.

Le membre réplique qu'en France, les sociétés publiques existant dans le secteur de l'énergie peuvent produire des résultats favorables, que le secteur de l'électricité a été nationalisé par le Président De Gaulle et qu'en Allemagne fédérale ne joue pas uniquement la liberté du marché.

Hij kan zich evenwel niet verenigen met de voorstellen van de heer W. Claes aangezien reeds dikwijls is gebleken hoe voor de overheid voorzichtigheid is geboden voor haar tussenkomsten op het vlak van het energiebeleid.

Op voorstel van de heer De Batselier wenst ook de Staatssecretaris het woord « zuinig » te vervangen door het woord « rationeel ». Dit woord sluit inderdaad veel meer aan bij de tekst van de eerste optie. Tevens is hij akkoord met de motivering van het voorstel. Wat betreft de invoeging van het woord « democratisch » antwoordt de Staatssecretaris dat deze invoeging een tautologie zou betekenen aangezien het debat dat hier in het Parlement gewijd wordt aan de energieproblematiek bij uitstek democratisch is.

Ook het derde amendement van de heer De Batselier en het amendement van de heer Dierickx tot weglating van het woord « financieel » worden door de Staatssecretaris negatief beoordeeld. Elk beleid moet, aldus de Staatssecretaris, steeds beschouwd worden in het licht van de beschikbare financiële middelen, om te vermijden dat men over een utopisch beleid zou spreken.

Gesteund door een lid verklaart de Staatssecretaris dat, aangezien in de eerste optie verwezen worden naar begrippen als welvaart en welzijn, zeker ook moet gewag gemaakt worden van het financiële aspect van het energiebeleid.

Hij verklaart zich tenslotte nogmaals bereid naar een tekst te zoeken die, rekening houdend met de ingediende voorstellen, de goedkeuring kan wegdragen van de meeste commissieleden.

Een lid betreurt dat in de regeringstekst geen plaats meer is voor structuurhervormingen en ook dat geen gebruik wordt gemaakt van het institutionele kader dat door de artikelen 168 tot 185 en 189 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980 wordt geboden. Wat is de Regering met die artikelen van plan ?

Zal het controlecomité in het protocol betreffende de produktie en de distributie van elektrische energie, dat de Regering met de elektriciteitsproducenten heeft gesloten, worden herstructureerd ?

Zal de overheid zichzelf de middelen verschaffen om een echt energiebeleid te ontwikkelen en op het getouw te zetten ?

De Staatssecretaris antwoordt dat de Regering de voornoemde wet wil naleven en dat tussen de betrokken partijen besprekingen moeten worden gevoerd. Hij voegt hieraan toe dat de Regering weliswaar beslist dat veel hervormingen op uitvoering wachten maar dat ze het woord « structuurhervormingen » niet gebruikt; naar zijn gevoelen heeft het een doctrinaire bijbetekenis en houdt het in dat de Staat wordt betrokken bij de toepassing het energiebeleid.

Hij beklemtoont dat de Franse Regering onlangs een initiatief heeft genomen in de aard van het tussen de Belgische Regering en de Petroleumfederatie gesloten programmacontract, omdat dit systeem als het beste wordt beschouwd om de aardolieprijzen vast te stellen; Frankrijk heeft nochtans overheidsbedrijven in de aardoliesector.

Volgens de Staatssecretaris moet worden toegegeven dat overheidsbedrijven, los van doctrinaire overwegingen, het economische beleid op inefficiënte wijze in praktijk hebben geboekt en dat elke rechtstreekse politieke ingreep in het bedrijfsbeheer dient uitgesloten.

Inzake energie heeft Frankrijk geen efficiënter beleid gevoerd dan de Bondsrepubliek Duitsland waar de overheidsbemoeiing in die bedrijfstak veel minder sterk is.

Het lid antwoordt dat de overheidsbedrijven in de aardoliesector in Frankrijk gunstige resultaten kunnen voorleggen, dat de elektriciteitsbedrijven er door president de Gaulle werden genationaliseerd en dat de Bondsrepubliek Duitsland niet louter het land van de markteconomie is.

L'auteur de l'amendement qui tend à supprimer la mention des ressources financières dans la conception de la gestion économe des ressources, estime qu'il est impossible de débattre de l'énergie sans aborder les options doctrinales.

Son groupe estime que la politique énergétique menée par le Gouvernement n'est pas démocratique et il veut l'infléchir et tenter de la soustraire aux pressions économiques qui la déterminent. Il y a une contradiction flagrante à affirmer que la politique énergétique doit être compatible avec la gestion économe des ressources à la fois matérielles et financières, car le second élément implique le libre jeu du libéralisme économique.

\* \* \*

MM. Moors, Ansoms et Denijs souhaitent (n° 13) insérer une option supplémentaire concernant la recherche scientifique :

« Recommande qu'il soit procédé à une étude scientifique poussée qui tienne compte de la réorientation de la politique énergétique. »

Enfin, M. Deleuze (n°s 14 et 15) rappelle encore ses deux propositions tendant à insérer des points *1bis* et *1ter*, rédigés comme suit :

« *1bis*. Le Parlement considère que les postulats fondamentaux de la politique énergétique sont :

- l'utilisation rationnelle de l'énergie;
- le développement des énergies renouvelables;
- la décentralisation de la production et de la consommation. »

« *1ter*. Le Parlement estime que ces postulats fondamentaux commandent que la politique énergétique se base sur :

- l'amélioration des rendements dans tous les secteurs;
- l'utilisation de la forme d'énergie thermodynamiquement la mieux adaptée à l'usage envisagé;
- l'industrialisation vigoureuse des technologies éprouvées utilisant les énergies renouvelables;

- l'abandon de la production d'électricité par voie nucléaire. »

M. Claes (n° 16) propose également d'insérer un numéro *1bis* :

« *1bis*. — Considère que le passage d'une période de développement énergétique spontané à une période de production, distribution et consommation rationnelle de l'énergie, ainsi que la nature oligopolistique et parfois monopolistique des marchés, tant en Belgique qu'ailleurs dans le monde, nécessitent une politique énergétique volontariste, comportant une participation importante de l'Etat dans les différents secteurs énergétiques.

Il demande l'application complète du cadre institutionnel cohérent prévu aux articles 168 à 185 et à l'article 189 de la loi du 8 août 1980. »

### Deuxième option globale

Le texte proposé de cette deuxième option est le suivant :  
« (Le Parlement) demande que toutes les dépenses des pouvoirs publics se rapportant à la politique énergétique soient groupées, à leurs niveaux, en une enveloppe budgétaire unique ».

De auteur van het amendement, waarbij wordt voorgesteld dat met betrekking tot het zuinig beheer van de hulpbronnen niet meer van financiële middelen wordt gesproken, is van mening dat onmogelijk over energie kan worden gedebatteerd zonder doctrinaire stellingen in te nemen.

Zijn fractie meent dat de Regering geen democratisch energiebeleid voert; zij wil het dan ook ombuigen en het aan de economische drukkingsgroepen trachten te onttrekken. Beweren dat het energiebeleid verenigbaar moet zijn met een zuinig beheer van materiële en financiële middelen is een flagrante tegenstrijdigheid, want het laatste veronderstelt dat het economisch liberalisme vrij spel krijgt.

\* \* \*

De heren Moors, Ansoms en Denys wensen (n° 13) een bijkomende optie in te voegen met betrekking tot het wetenschappelijk onderzoek :

« Beveelt een doorgedreven wetenschappelijk onderzoek aan, dat rekening houdt met de heroriëntering van het energiebeleid. »

De heer Deleuze (n°s 14 en 15) wijst ten slotte nog op zijn twee voorstellen tot invoeging van punten *1bis* en *1ter*, luidend als volgt :

« *1bis*. Het Parlement meent dat de hoofdvereisten van het energiebeleid zijn :

- een rationeel energieverbruik;
- de ontwikkeling van hernieuwbare energiebronnen;
- de decentralisatie van de produktie en van het verbruik. »

« *1ter*. Het Parlement meent dat die hoofdvereisten in zich houden dat het energiebeleid gebaseerd wordt op :

- de verbetering van het rendement in alle sectoren;
- de toepassing van de energievorm die thermodynamisch het best aangepast is aan het overwogen gebruik;
- een met kracht doorgezette industrialisering van beproefde spitsstechnieken die hernieuwbare energiebronnen gebruiken;
- het afzien van de produktie van elektriciteit uit kernenergie. »

Ook de heer Claes (n° 16) stelt voor een nummer *1bis* in te voegen :

« *1bis*. — Stelt dat de overgang van een tijdperk van spontane energieontwikkeling naar een tijdperk van rationele produktie, distributie en verbruik van energie en dat de oligopolistische en soms monopolistische aard der energiemarkten, zowel in België als overal elders in de wereld, een voluntaristisch energiebeleid vereist met een belangrijke overheidsaanwezigheid in de onderscheiden energietakken.

Het vraagt de volledige uitvoering van het samenhangend institutioneel kader zoals voorzien bij de wet van 8 augustus 1980, artikelen 168 tot en met 185 en artikel 189. »

### Tweede algemene optie

De voorgestelde tekst luidt als volgt : « (Het Parlement) vraagt dat alle overheidsuitgaven inzake het energiebeleid, op hun niveau, zouden worden gegroepeerd in één enkel begrotingspakket ».

Des propositions ont été déposées par :

— M. Dupré (n° 17), tendant à remplacer le point 2 par le texte suivant :

« Demande que les dépenses des pouvoirs publics se rapportant directement à la politique énergétique soient groupées en une enveloppe budgétaire unique. Quant aux aspects de la politique énergétique qui se trouvent dispersés dans d'autres budgets, le Parlement demande qu'ils soient coordonnés de manière efficace par le Ministre qui a dans ses attributions la politique énergétique. »

Selon l'auteur, il n'est sans doute ni réaliste ni souhaitable de dessaisir les divers départements de toutes les dépenses énergétiques en les groupant en une enveloppe budgétaire unique. Vu la nécessité d'une coordination, nous optons toutefois pour une globalisation nuancée.

— M. W. Claes (n° 18), tendant à remplacer le point 2 par le texte suivant :

« Souhaite qu'à l'occasion de l'élaboration du budget soit assurée la nécessaire coordination des dépenses publiques en matière d'énergie. »

Selon l'auteur de la proposition « une seule enveloppe budgétaire » semble peu réaliste, compte tenu du fait qu'il est souvent virtuellement impossible d'isoler la composante énergétique, ce qui est indispensable pour déterminer l'enveloppe budgétaire souhaitée.

— M. De Batselier (n° 19), tendant à modifier le point 2 comme suit :

« Demande que toutes les dépenses des pouvoirs publics, toutes les structures et tous les organes en matière de politique énergétique soient coordonnés à tous les niveaux et qu'ils s'inscrivent dans une politique planifiée globale. »

Selon le membre, il faut partir d'une politique planifiée (rapport entre l'offre et la demande d'une part et la politique industrielle d'autre part) et grouper les dépenses budgétaires, ce qui vaut aussi pour les structures et les organes.

En outre, l'approche de la politique énergétique doit être globale et non pas sectorielle.

— M. Rigo (n° 20), tendant à modifier le point 2 comme suit :

« Demande que toutes les dépenses des pouvoirs publics relatives au soutien, au développement et à la réalisation de la politique d'approvisionnement, d'exploitation, de distribution et d'utilisation en matière énergétique, soient regroupées par départements ministériels avec une ventilation entre les régions. »

— MM. Rigo et Coëme (n° 21), prévoyant de compléter le point 2 comme suit :

« La ventilation des comptes devra également être présentée annuellement en mentionnant la répartition des dépenses par région et en distinguant notamment celles effectuées au titre d'investissements et de recherche. »

— M. de Batselier (n° 22), tendant, en ordre subsidiaire, à remplacer la deuxième option par ce qui suit :

« Demande que toutes les dépenses des pouvoirs publics se rapportant directement à l'énergie soient groupées dans le plan quinquennal ainsi que, annuellement, dans le budget des voies et moyens. L'ensemble des structures et organes devant permettre l'application de la politique énergétique devrait être coordonnée à tous les niveaux, et s'intégrer dans la politique globale prévue. »

Voorstellen werden ingediend door :

— De heer Dupré (n° 17), tot vervanging van punt 2 door de volgende tekst :

« Vraagt dat die nationale overheidsuitgaven, welke rechtstreeks energiegericht zijn, zouden worden samengebracht in een enkel begrotingspakket. Voor de energieaspecten die in andere begrotingen aanwezig zijn, vraagt het Parlement een efficiënte coördinatie door de Minister die het Energiebeleid in zijn bevoegdheid heeft. »

Volgens de indiener is het vermoedelijk niet haalbaar noch wenselijk dat alle energieuitgaven zouden geglobaliseerd worden en losgehaakt van de respectieve departementen. Daar nochtans een coördinatie noodzakelijk is wordt voor een genuanceerde globalisatie geopteerd.

— De heer W. Claes (n° 18), tot vervanging van punt 2 door de volgende tekst :

« Wenst dat ter gelegenheid van het opstellen van de begroting de nodige coördinatie zou worden in acht genomen op het vlak van de overheidsuitgaven voor energie. »

Eén enkel begrotingspakket lijkt volgens de auteur weinig realistisch gelet op de quasi onmogelijkheid in vele gevallen de energiecomponent te isoleren, wat essentieel is om het gewenste begrotingspakket op te stellen.

— De heer De Batselier (n° 19), tot wijziging van punt 2 als volgt :

« Vraagt dat alle overheidsuitgaven, structuren en organen inzake het energiebeleid op alle niveaus zouden gecoördineerd worden en zich inschakelen in een globaal gepland beleid. »

Volgens het lid is, vertrekkend van een gepland beleid (met een relatie tussen vraag en aanbod en een industrieel beleid) een budgettair groeperen, maar ook een groeperen van de structuur en organen nodig.

Tevens is een globale kijk op het energiebeleid noodzakelijk en is een louter sectoriële benadering uit den boze.

— De heer Rigo (n° 20), tot wijziging vln punt 2 als volgt :

« Vraagt dat alle overheidsuitgaven voor ondersteuning, bepaling en uitvoering van het beleid inzake voorziening, exploitatie, distributie en gebruik van energie per ministerieel departement worden samengevoegd met de verdeling per gewest. »

— De heren Rigo en Coëme (n° 21), tot aanvulling van punt 2 als volgt :

« Jaarlijks moeten ook de rekeningen met de verdeling van de uitgaven over de gewesten worden overgelegd; met name moet een onderscheid worden gemaakt tussen de uitgaven voor investeringen en voor onderzoek. »

— De heer De Batselier (n° 22), om de tweede optie in bijkomende orde te vervangen door wat volgt :

« Vraagt dat alle overheidsuitgaven die rechtstreeks met energie in relatie staan zouden worden gegroepeerd in het vijfjarenplan en elk jaar bij de rijksmiddelenbegroting. Verder zouden alle structuren en organen inzake het energiebeleid op alle niveaus gecoördineerd worden en zich inschakelen in dit globaal gepland beleid. »

Le membre estime en effet que le plan quinquennal et le budget des voies et moyens sont l'occasion de procéder au regroupement des dépenses en matière d'énergie et à la coordination de la politique énergétique.

Un autre membre demande que ce point soit abordé avec réalisme et qu'il soit précisé si, par les dépenses des pouvoirs publics se rapportant à la politique énergétique sont visées les dépenses de fonctionnement, d'investissement, de recherche et d'étude.

Les provinces, les communes et les parastataux seront-ils tenus de faire la même présentation budgétaire de leurs dépenses en matière énergétique ?

Va-t-on mettre en place une politique d'investissement étalée sur plusieurs années ?

Le Secrétaire d'Etat renvoie aux réponses qu'il a fournies lors de la discussion générale. Pour le surplus, il estime que la proposition de M. Dupré, formulée autrement, pourrait être reprise dans le texte de cette deuxième option. Quant à la ventilation des dépenses en question entre les régions, prévue par la proposition de M. Rigo, le Secrétaire d'Etat l'estime inapplicable car il serait inconcevable que, par exemple, les dépenses de chauffage des départements ministériels soient imputées à la région bruxelloise. L'idée de la coordination figurant dans la proposition de M. De Batselier pourrait être retenue mais elle peut se retrouver dans une formulation remaniée de la proposition de M. Dupré.

Un membre souligne que, du point de vue politique, la planification est une option plus radicale que la coordination.

\* \* \*

M. W. Claes déclare que sa proposition est dépassée et qu'il le retire. Il estime cependant que la coordination annuelle des dépenses d'énergie dans le budget des voies et moyens lui semble nécessaire.

Le Secrétaire d'Etat estime que lier l'autorité à reprendre dans le budget la coordination des dépenses énergétiques reviendra à surcharger l'exécutif, alors que les parlementaires ont toute liberté d'interroger le pouvoir exécutif sur ce budget. Par contre, il se prononce en faveur de la proposition de M. Ansoms, en remplaçant le mot « demande » par le mot « souhaite ».

M. Fedrigo (n°23), propose d'insérer un point *2bis* :

« *2bis*. — demande la création d'une société publique d'importation et d'achat d'énergie primaire, ainsi que la création d'un consortium regroupant toutes les participations publiques dans le secteur de l'énergie, de la recherche en matière énergétique et du développement de nouvelles technologies. »

Selon le membre, le domaine de l'énergie, dans son ensemble, a un rôle tellement important pour la vie et la survie économique du pays qu'il est absolument indispensable de définir le rôle des pouvoirs publics dans ce domaine et de leur donner une place prépondérante dans les décisions et l'application de ces décisions.

Il (n° 24), propose également un point *2ter* :

« *2ter*. — recommande d'étudier les possibilités d'élargir la part du secteur public dans le domaine de l'énergie ainsi que le consortium cité au point *2bis*. »

### Troisième option globale

Le texte proposé de la troisième option globale est le suivant : « (Le Parlement) préconise que des moyens soient mis en œuvre, tant en faveur de l'offre que de la demande ».

Het lid is inderdaad van oordeel dat het vijfjarenplan en de rijksmiddelenbegroting de passende gelegenheden zijn om over te gaan tot het hergroeperen van de energieuitgaven en tot het coördineren van het energiebeleid.

Een ander lid vraagt dat men blijk zou geven van realisme en dat hier zou worden verduidelijkt of onder overheidsuitgaven inzake energiebeleid worden verstaan de uitgaven voor werking, investeringen, spoorwerk en studie.

Zullen de provincies, de gemeenten en de parastatale instellingen hun begroting inzake energieuitgaven op dezelfde manier moeten opmaken.

Zal een meerjarig investeringsbeleid worden uitgewerkt ?

De Staatssecretaris verwijst naar de antwoorden die hij bij de algemene bespreking heeft verstrekt. Overigens is hij van mening dat het voorstel van de heer Dupré mits anders geformuleerd in de tekst van die tweede optie kan worden overgenomen. De verdeling van de bedoelde uitgaven over de gewesten, die in het voorstel van de heer Rigo wordt voorgesteld, acht de Staatssecretaris onuitvoerbaar, want het is ondenkbaar dat bij voorbeeld de uitgaven voor verwarming van de ministeriële departementen op de begroting van het Brusselse Gewest worden aangerekend. De idee van de coördinatie, die geopperd wordt in het voorstel van de heer De Batselier, is aanvaardbaar, maar die idee kan ook worden opgenomen in een gewijzigde versie van het voorstel van de heer Dupré.

Een lid merkt op dat planning beleidsmatig een meer verregaande optie is dan coördinatie.

\* \* \*

De heer W. Claes verklaart dat zijn voorstel achterhaald is en dat hij het intrekt, wat niet wegneemt dat de energieuitgaven, zijns inziens, jaarlijks in de rijksmiddelenbegroting zouden moeten worden gecoördineerd.

De Staatssecretaris oordeelt dat, als de overheid zich moet verbinden de coördinatie van de energie-uitgaven in de begroting op te nemen, de uitvoerende macht met werk overstelpt zal worden, terwijl het de parlementsleden volkomen vrij staat haar over die begroting te interpellieren. Hij is daarentegen wel voorstander van het voorstel van de heer Ansoms om het woord « vraagt » door het woord « wenst » te vervangen.

De heer Fedrigo (n° 23), stelt voor een nummer *2bis* in te voegen :

« *2bis*. — vraagt dat een overheidsvennootschap voor invoer en aankoop van primaire energie wordt opgericht, alsmede een consortium waarin alle overheidsparticipaties in de sector van de energie, het onderzoek inzake energie en de ontwikkeling van nieuwe technologieën worden samenbracht. »

De energie in haar geheel vervult, aldus het lid, een zo belangrijke rol in het leven en de economische overleving van het land dat het volstrekt noodzakelijk is de plaats van de overheid op dat gebied nader te omschrijven en haar een beslissende rol toe te kennen in de besluitvorming en in de uitvoering van de genomen besluiten.

Tevens stelt hij (n° 24) een punt *2ter* voor :

« *2ter*. — beveelt aan dat de mogelijkheden om het aandeel van de overheidssector op het terrein van de energie, alsmede het in n° *2bis* genoemde consortium te verruimen, worden bestudeerd. »

### Derde algemene optie

De voorgestelde tekst van de derde globale optie luidt als volgt : (Het Parlement) « beveelt aan middelen aan te wenden, zowel ten gunste van de vraag als van het aanbod ».

Des propositions de modifications ont été faites par :

— M. Dupré (n° 25), tendant à remplacer cette option par le texte suivant : « Souligne que les pouvoirs publics doivent porter le même intérêt à la demande qu'à l'offre et souhaite que cela se fasse d'une façon équilibrée ».

Selon l'auteur, on s'est toujours préoccupé plus activement de l'offre. En raison de sa plus grande diversité, la demande était moins bien contrôlée. Les pouvoirs publics doivent consentir un effort considérable sur ce plan.

— M. De Batselier (n° 26), tendant à remplacer le texte de cette troisième option par le texte suivant : « Préconise d'accorder la priorité à la satisfaction optimale de la demande. Préfère une politique d'utilisation rationnelle de l'énergie aux options retenues par les intérêts sectoriels en matière d'offre. A cet effet, il y a lieu de prévoir les moyens et organes nécessaires en ce qui concerne plus particulièrement une politique de chauffage. »

L'auteur estime que le texte du Gouvernement est trop vague. Il souligne que les besoins d'énergie sont fonction de l'organisation de l'économie. La satisfaction optimale de la demande qu'il propose implique que l'aspect global est pris en compte plutôt que les intérêts sectoriels.

— M. Rigo (n° 27), tendant à remplacer le point 3 par le texte suivant : « Demande que la politique énergétique et les moyens budgétaires à mettre en œuvre prennent en compte la nécessité d'agir prioritairement sur la demande en énergie, conformément aux recommandations de la communauté européenne, et que la politique d'offre d'énergie soit décidée en conséquence ».

L'auteur estime que le texte du Gouvernement privilégie l'offre par rapport à la demande et que, jusqu'à présent, il y a eu surinvestissement dans le secteur de l'offre.

D'autre part, selon lui il y a contradiction entre le point 3 et le point 4.

— M. Lestienne (n° 28), tendant à remplacer cette option par le texte suivant :

« Estime que les efforts doivent porter à la fois sur l'offre et sur la demande, la priorité étant accordée à l'utilisation rationnelle de l'énergie ».

Le texte du gouvernement apparaît à ce membre trop vague. D'autre part, plutôt que de mettre sur pied d'égalité les moyens consacrés à l'offre et à la demande, il lui semble utile de mettre l'accent sur la demande dans l'optique de l'U. R. E.

— M. Dierickx (n° 29), tendant à remplacer cette option par le texte suivant :

« Estime que la politique énergétique ne peut plus être basée sur l'analyse de la structure de l'offre mais sur l'analyse de la structure de la demande ainsi que des besoins ».

— M. Fedrigo (n° 30), souhaite remplacer le point 3 par ce qui suit :

« 3. préconise que des moyens soient mis en œuvre en faveur de l'étude des structures de l'offre et surtout en faveur des structures de la demande, tenant compte des implications d'une politique systématique et volontariste d'U. R. E. »

Selon le membre, une politique énergétique responsable ne peut plus, à l'heure actuelle, se baser uniquement sur les souhaits de groupes économico-financiers qui choisissent trop souvent la voie de la surproduction dans le but d'engendrer une surconsommation qui leur est profitable. Depuis

Voorstellen van wijzigingen worden gedaan door :

— De heer Dupré (n° 25), om deze optie door de volgende tekst te vervangen : « Beklemtoont dat de overheid moet inspelen zowel op de vraagzijde als op de aanbodzijde en wenst dat dit op evenwichtige wijze zou gebeuren ».

Volgens de auteur was traditioneel de aanbodzijde steeds meer het onderwerp van de belangstelling. De vraagzijde werd omwille van de grotere diversiteit minder goed beheerst. Hiervoor dient de overheid dan ook een grote inspanning te voorzien.

— De heer De Batselier (n° 26), om de tekst van deze derde optie door de volgende tekst te vervangen : « Beveelt aan prioriteit te geven aan het optimaal voldoen van de vraag. Verkiest een beleid van rationeel energieverbruik boven de sectoriële belangenopties in het aanbod. Hiervoor dienen de nodige middelen en organen te worden voorzien in het bijzonder voor de organisatie van een verwarmingsbeleid ».

De indiener oordeelt dat de regeringstekst te vaag is. Hij beklemtoont dat de energiebehoeften afhangen van de organisatie van het bedrijfsleven. Als men zoveel mogelijk wil voldoen aan de vraag, dan impliceert zulks dat men veeler rekening houdt met het globale aspect dan met de sectoriële belangen.

— De heer Rigo (n° 27), om punt 3 door de volgende tekst te vervangen : « Vraagt dat het energiebeleid en de budgettaire middelen die moeten worden aangevoerd rekening houden met de noodzakelijkheid om in de eerste plaats de energievraag te beïnvloeden, conform de aanbevelingen van de E. E. G. en dat het beleid inzake energieaanbod dienovereenkomstig bepaald wordt. »

Het komt de indiener voor dat de regeringstekst het aanbod begunstigt ten nadele van de vraag en dat er tot nog toe te veel geïnvesteerd werd in de sector van het aanbod.

Daarenboven meent hij dat er een tegenstrijdigheid bestaat tussen punt 3 en punt 4.

— De heer Lestienne (n° 28), om deze optie door de volgende tekst te vervangen :

Meent dat de inspanningen moeten gericht zijn zowel op het aanbod als op de vraag, en dat moet voorrang worden gegeven aan het rationeel energieverbruik ».

De tekst van de Regering is naar zijn gevoelen te vaag; in plaats van vraag en aanbod op dezelfde voet te plaatsen bij de beslissing over de aan te wenden middelen, lijkt het hem, met het oog op een R. E. V., nuttig om de nadruk te leggen op de vraag.

— De heer Dierickx (n° 29), om deze optie door de volgende tekst te vervangen :

« Meent dat het energiebeleid niet langer mag gebaseerd zijn op een analyse van de aanbodsstructuur, maar veeleer op een analyse van de vraagstructuur en van de behoeften ».

De heer Fedrigo (n° 30), wenst punt 3 te vervangen door wat volgt :

« 3. beveelt aan middelen aan te wenden ten gunste van een studie van de aanbodsstructuur en vooral van de vraagstructuur, rekening houdend met de gevolgen van een systematisch en voluntaristisch R. E. V.-beleid. »

Een verantwoord energiebeleid mag, aldus het lid, thans niet alleen meer steunen op de wensen van economische en financiële groepen, die al te vaak voor overproductie kiezen ten einde een voor hen winstgevende overconsumptie te doen ontstaan. Het wordt sedert jaren steeds duidelijker



plusieurs années se fait jour la nécessité d'économiser l'énergie, et donc aussi de baser toute programmation sur l'évolution de la demande, et non l'inverse.

— M. Hendrick (n° 31), tendant à compléter le point 3 comme suit :

« Sans toutefois que les pouvoirs politiques ne puissent, sans l'accord préalable du Parlement et ce, pour chaque cas, prendre directement ou indirectement des responsabilités financières ou commerciales qui relèvent normalement du secteur économique ».

L'auteur souhaite de cette manière protéger le citoyen contre les abus de puissance économique et limiter à des cas exceptionnels l'intervention des pouvoirs publics dans le secteur économique.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie reconnaît que la formulation du texte du gouvernement est très générale. Il peut accepter l'idée contenue dans le texte de M. Dupré mais ne se déclare pas d'accord avec les propositions :

— de M. De Batselier, parce que celui-ci demande une satisfaction optimale, c'est-à-dire gratuite de la demande;

— de M. Lestienne, parce que son contenu figure au point 4;

— de M. Dierickx, parce qu'il n'est pas exact que la politique économique du gouvernement est basée sur une analyse de la structure de l'offre mais qu'elle l'est principalement sur l'analyse de la demande;

— de M. Hendrick, parce que la précision qu'il introduit n'est pas nécessaire.

L'auteur d'une des propositions fait remarquer qu'une satisfaction « optimale » de la demande n'a rien à voir avec une satisfaction « gratuite » de cette demande mais signifie une satisfaction fondée sur une efficience maximale de la source d'énergie primaire, par exemple l'utilisation de l'électricité en tant que force motrice et non comme source de chaleur.

L'auteur d'une autre proposition insiste sur le fait que de nombreux économistes estiment aujourd'hui qu'au lieu de juxtaposer l'offre et la demande, il faut procéder à une analyse de la structure des besoins, alors que nous vivons dans une économie où la préoccupation essentielle des grands systèmes de production, de distribution, des pouvoirs publics et des organisations syndicales est de faire tourner les équipements qui existent.

\* \* \*

M. Rigo (n° 32), veut insérer un point 3bis :

« Demande aux pouvoirs publics de mettre en œuvre une politique massive d'incitation à la recherche et à l'investissement dans les domaines de l'utilisation rationnelle de l'énergie et d'économies nouvelles et renouvelables.

Une telle politique énergétique doit avoir une ampleur suffisante pour contribuer à la reprise de notre économie par la relance de l'investissement productif créateur d'emplois durables. »

L'auteur rappelle l'avis récent du Bureau du Plan selon lequel l'investissement de 80 milliards pendant la prochaine décennie pour l'utilisation rationnelle de l'énergie permettrait une économie de 25 % sur la consommation supplémentaire d'énergie prévue et, en outre, créerait des emplois.

M. De Batselier (n° 33), a déposé une proposition tendant à insérer un point 3bis, rédigé comme suit :

« Estime qu'en matière d'offre, il convient de donner la préférence à l'exploitation du charbon belge. Un minimum

dat de l'énergie doit être fixé et il est demandé que la programmation de l'énergie soit basée sur l'évolution de la demande, et non l'inverse.

— De heer Hendrick (n° 31), om punt 3 als volgt aan te vullen :

« Zonder dat de politieke overheid evenwel, buiten de voorafgaande instemming van het Parlement in elk afzonderlijk geval, rechtstreeks of onrechtstreeks financiële of commerciële verantwoordelijkheid op zich kan nemen die normaliter door het bedrijfsleven wordt gedragen ».

Met zijn amendement wenst de indiener de burger tegen economisch machtsmisbruik te beschermen en de overheid te verplichten zich slechts in uitzonderlijke gevallen met het bedrijfsleven te bemoeien.

De Staatssecretaris voor Energie geeft toe dat de regeringstekst zeer algemeen geformuleerd is. Hij is het eens met de zienswijze die door de heer Dupré in zijn voorstel gehuldigd wordt, maar hij kan niet akkoord gaan met de voorstellen :

— van de heer De Batselier omdat deze wenst dat aan de vraag optimaal d.w.z. kosteloos wordt voldaan;

— van de heer Lestienne omdat de inhoud van zijn amendement in punt 4 voorkomt;

— van de heer Dierickx omdat het niet juist is dat het economisch beleid van de Regering stoelt op een analyse van de aanbodsstructuur, maar wel in hoofdzaak op een analyse van de vraag;

— van de heer Hendrick omdat de door deze aangebrachte nadere precisering overbodig is.

De indiener van één der voorstellen merkt op dat, als men gewag maakt van een « optimaal voldoen aan de vraag », zulks niet betekent dat dit « kosteloos » moet geschieden, doch wel dat men een beleid voorstaat waarbij men zich de primaire energie met de grootst mogelijke efficiëntie ten nutte maakt, door bij voorbeeld elektriciteit te gebruiken voor het leveren van drijfkracht en niet voor het produceren van warmte.

De indiener van een ander voorstel wijst erop dat talrijke economen thans de mening toegedaan zijn dat men, in plaats van de vraag en het aanbod op dezelfde voet te plaatsen, de structuur van de behoeften dient te analyseren, nu wij in een economie leven waarin de grote productie- en distributiesystemen, de overheid en de vakbondsorganisaties er vooral om bekommerd zijn de bestaande uitrusting draaiend te houden.

\* \* \*

De heer Rigo (n° 32), wil een punt 3bis invoegen :

« Vraagt dat de overheid een beleid voert waarbij onderzoek en investeringen inzake R. E. V. en nieuwe en vernieuwbare vormen van energie op grote schaal worden aangemoedigd.

Een dergelijk energiebeleid moet groots genoeg zijn opgevat om onze economische bedrijvigheid aan te zwengelen via de heropleving van productieve investeringen die duurzame arbeidsplannen scheppen. »

De indiener herinnert aan het recente advies van het Planbureau volgens hetwelk de investering, in de komende tien jaar, van 80 miljard voor het rationeel energieverbruik het mogelijk zou maken 25 % te besparen op het extra-energieverbruik en daarenboven werkgelegenheid te scheppen.

De heer De Batselier (n° 33), heeft een voorstel ingediend om een punt 3bis in te voegen, luidend als volgt :

« Meent dat in het aanbod de voorkeur dient gegeven te worden aan de interne steenkoolexploitatie. Een strate-

stratégique de 10 % d'énergie primaire d'origine beige s'avère dès lors indispensable. »

L'auteur considère que l'exploitation de nos mines de houille revêt un intérêt primordial dans la perspective d'une réduction optimale de notre vulnérabilité au plan énergétique, intérêt qui compense les inconvénients micro-économiques du maintien des charbonnages.

Actuellement, la part du charbon belge dans notre consommation énergétique globale s'élève à environ 7 %.

Le Secrétaire d'Etat rappelle que c'est en 1975 que le gouvernement Tindemans I a décidé de porter à 7 millions de tonnes par an la production des mines de charbon de Campine, ce qui a entraîné un accroissement de dépenses pour les « Kempense steenkoolmijnen » et une réduction des rendements.

Si l'on suit l'auteur de la proposition, il faudrait porter la production à 8 millions de tonnes, ce qui, actuellement, est techniquement irréalisable.

L'auteur de l'amendement conteste cette affirmation. Selon lui, la rentabilité macro-économique de l'opération serait garantie mais l'opposition est fondée sur la rentabilité financière à court terme.

Le Secrétaire d'Etat se déclare prêt à fournir des chiffres et affirme que, tant sur le plan macro-économique que micro-économique, au taux actuel de l'intérêt, la production charbonnière constitue un facteur de renchérissement du coût de l'énergie, de baisse générale du niveau de vie et de faillite de l'Etat.

Il y a des barrières financières que l'on ne peut franchir et la situation actuelle de l'Etat est sur ce plan insupportable. Autre chose est de tenir compte de l'aspect social de ce problème et d'autres considérations qui peuvent expliquer l'option de maintenir ce secteur en activité.

Un membre réagit à cette déclaration en estimant la position du Secrétaire d'Etat insuffisamment nuancée.

Il souligne qu'au cours des dernières années, la subside des charbonnages de Campine a diminué et les rendements augmenté.

D'autre part, d'autres décisions que celle de maintenir les charbonnages en activité ont été prises par les gouvernements précédents qui ont également été fâcheuses. En fait, il n'y a pas eu de politique à long terme.

Un autre membre regrette également la prise de position à ses yeux trop absolue du Secrétaire d'Etat. Selon lui, si les chiffres sont meilleurs, cela est surtout dû à la hausse du cours de change du dollar.

Il est essentiel de diversifier nos sources d'énergie et de rendre notre économie moins dépendante de l'étranger sur le plan énergétique. En 1979, la Belgique a dû importer 9,6 millions de tonnes de charbon de différents pays (Etats-Unis, Pologne, Afrique du Sud) et ce, au détriment de sa balance des paiements.

Sur le plan mondial, la demande de charbon va s'accroître. Les pays limitrophes font un effort pour développer l'exploitation de charbon, même si elle est déficitaire comme en Allemagne, ou s'ils ont du pétrole, comme la Grande-Bretagne.

L'intervenant demande donc le maintien de l'exploitation de charbon en Belgique car, en cas de conflit, il y a danger que l'approvisionnement en pétrole soit coupé.

L'essentiel est que le prix de l'énergie va considérablement augmenter dans les prochaines années et cela rentabilisera l'exploitation du charbon.

Le Secrétaire d'Etat propose que la discussion de la politique charbonnière soit poursuivie lors de l'examen du projet de résolution relative au charbon.

gisch minimum van 10 % Belgische primaire energieproductie is absoluut aangewezen. »

De motivering is de volgende : de steenkoolexploitatie is belangrijk in de context van de volledige reductie van de energetische kwetsbaarheid die de micro-economische nadelen moeten compenseren.

Op dit ogenblik heeft de Belgische steenkoolproductie een aandeel van ongeveer 7 % in het totale energieverbruik.

De Staatssecretaris herinnert eraan dat de regering Tindemans I in 1975 beslist had de produktie van de Kempense steenkolenmijnen tot 7 miljoen ton te verhogen, hetgeen een verhoging van de uitgaven van de Kempense steenkolenmijnen en een vermindering van het rendement tot gevolg had.

Als men de indiener van het voorstel volgt, dan dient de produktie op 8 miljoen ton te worden gebracht, wat op dit ogenblik technisch niet haalbaar is.

De indiener van het amendement betwist zulks, want volgens hem zou de macro-economische rendabiliteit van de operatie gewaarborgd zijn en degenen die er tegen gekant zijn, hebben volgens hem alleen de financiële rentabiliteit op korte termijn op het oog.

De Staatssecretaris verklaart zich bereid om cijfers te verstrekken en hij bevestigt dat, met de huidige rentevoeten, de steenkolenproduktie zowel op macro-economisch als op micro-economisch vlak de energiekosten de hoogte injaagt en een algemene daling van de levensstandaard, alsmede het faillissement van de Staat, met zich brengt.

Men dient binnen bepaalde financiële perken te blijven en de huidige toestand van de Staat is op dat vlak bijzonder hachelijk. Een en ander neemt niet weg dat wij oog moeten hebben voor het sociale aspect van dat vraagstuk en voor nog andere beschouwingen die ervoor pleiten om die sector niet af te schrijven.

Een lid reageert tegen die verklaring met de bewering als zou het standpunt van de Staatssecretaris onvoldoende genuanceerd zijn.

Hij legt er de nadruk op dat de subsidies aan de Kempense steenkolenmijnen de jongste jaren verminderen, terwijl het rendement verhoogde.

Anderzijds hebben de vorige regeringen nog andere beslissingen genomen dan die met het oog op het in bedrijf houden van de steenkolenmijnen en die beslissingen waren niet bepaald gelukkig. In feite is er nooit een beleid op lange termijn gevoerd.

Een ander lid betreurt eveneens het volgens hem te absolute standpunt van de Staatssecretaris. Als de toestand verbeterde, is dat volgens hem hoofdzakelijk te danken aan de stijging van de koers van de dollar.

Van essentieel belang is een diversificatie van onze energiebronnen, terwijl wij moeten trachten op energiegebied minder afhankelijk te worden van het buitenland. In 1979 heeft België 9,6 miljoen ton steenkool moeten invoeren uit verschillende landen (Verenigde Staten, Polen, Zuid-Afrika) en dat alles ten nadele van onze betalingsbalans.

Op wereldvlak zal de vraag naar steenkool toenemen. Onze buurlanden spannen zich in om de steenkoolproduktie op te drijven, zelfs als die, zoals in Duitsland, verlieslatend is of als het betrokken land aardolie bezit, zoals het geval is met Groot-Brittannië.

Het lid vraagt dus dat de steenkolenexploitatie in België wordt gehandhaafd, want mocht er een conflict uitbreken, dan lopen wij gevaar dat de oliekraan wordt dichtgedraaid.

Een essentieel element is de sterke stijging van de energieprijzen die in de komende jaren wordt verwacht en die de steenkoolexploitatie weer rendabel zal maken.

De Staatssecretaris stelt voor dat de bespreking van het steenkoolbeleid bij het onderzoek van het ontwerp van resolutie betreffende de steenkolen wordt voortgezet.

### Quatrième option globale

Le texte proposé de la quatrième option globale est libellé comme suit :

« (Le Parlement) demande au gouvernement et aux exécutifs, dans le cadre de la priorité à accorder à l'utilisation rationnelle et à l'économie d'énergie, de prendre des mesures nécessaires visant à une utilisation plus rationnelle de l'énergie ».

Des propositions de modifications ont été faites par :

— M. Deleuze (n° 34), tendant à supprimer le point 4;

— M. W. Claes (n° 35), tendant à insérer dans le texte, après les mots « prendre des mesures nécessaires », les mots « et de prévoir les ressources financières ».

Si l'auteur peut marquer son accord sur le principe de l'U. R. E., il n'en regrette pas moins que le projet ne prévoit rien quant aux moyens financiers à mettre en œuvre pour sa réalisation : à cet égard, il souhaiterait notamment la création d'un fonds d'U. R. E., alimenté par des taxes frappant l'exploitation des vecteurs énergétiques.

— M. Dupré (n° 36), tendant à modifier le texte en remplaçant in fine les mots « visant à l'utilisation plus rationnelle de l'énergie » par les mots « afin de réaliser des objectifs définis au préalable par la mise en œuvre d'instruments et de moyens appropriés ».

Selon l'auteur, la différence essentielle par rapport à la version de base réside en ce que le présent texte opte pour une politique orientée et quantitative dans le domaine des économies d'énergie. En outre, ce texte spécifie qu'il faut créer des instruments et prévoir des moyens qui permettront d'atteindre un résultat satisfaisant.

— M. De Batselier (n° 37), tendant à modifier le point 4 comme suit :

« Demande au Gouvernement d'affecter la moitié des moyens budgétaires prévus dans le domaine de l'énergie à une politique d'utilisation rationnelle de cette dernière, sans préjudice toutefois des options relatives à la politique d'investissements rationnels dans le secteur énergétique et de celles ayant trait aux énergies de substitution, options qui ressortissent, les unes et les autres, à la politique de l'offre. »

Selon l'auteur, la distorsion constatée jusqu'ici quant aux dépenses inscrites au budget de l'énergie, devrait être infléchie en faveur de l'U. R. E.

A cet égard, le Gouvernement ne peut se borner à formuler de vagues intentions en faveur de l'U. R. E., d'où la proposition du même auteur d'y affecter 50 % des moyens disponibles.

— M. Dierickx (n° 38), tendant à remplacer le point 4 comme suit :

« Estime que l'accroissement de la consommation énergétique peut être maîtrisé à court terme par une politique d'économies et d'utilisation rationnelle de l'énergie dans tous les secteurs de production, de distribution et de consommation et où tous les vecteurs énergétiques seraient concernés. »

— M. Kubla, tendant à :

1) remplacer les mots (n° 39) « au Gouvernement et aux Exécutifs » par les mots « au Gouvernement et aux pouvoirs publics à leurs niveaux respectifs ».

Selon l'auteur, dans la mesure où ce texte consiste en une recommandation, il est bon qu'elle s'adresse à l'ensemble des pouvoirs publics, par exemple communes et provinces, qui, à leur niveau, sont également susceptibles d'améliorer et de rationaliser la consommation d'énergie;

### Vierde globale optie

De voorgestelde tekst van de vierde globale optie luidt als volgt :

« (Het Parlement) vraagt de Regering en de Executieven, in het kader van de te verlenen voorrang aan het rationeel energieverbruik en de energiebesparingen, de nodige maatregelen te treffen met het oog op een rationeler energieverbruik.

Voorstellen tot wijziging werden ingediend door :

— de heer Deleuze (n° 34), tot weglating van punt 4;

— de heer W. Claes (n° 35), om in de tekst na de woorden « de nodige maatregelen te treffen » de woorden « en de financiële middelen te voorzien » in te voegen.

De auteur gaat akkoord met het principe van het REV maar betreurt dat er niets wordt voorzien i.v.m. de financiële middelen die dienen ingezet te worden : o.a. een REV-fonds gespijsd met heffingen op het verbruik van energiedragers.

— de heer Dupré (n° 36), om de tekst te wijzigen, door in fine de woorden « met het oog op een rationeler energieverbruik » te vervangen door de woorden « om voorafgestelde doelen te bereiken met gebruik van aangepaste instrumenten en middelen ».

Volgens de auteur ligt het essentiële verschil met de basisversie hierin dat gekozen wordt voor een georiënteerd en kwantitatief beleid inzake energiebesparingen. Bovendien wordt aangegeven dat instrumenten moeten geschapen worden en middelen voorzien om een behoorlijk resultaat te kunnen bereiken.

— de heer De Batselier (n° 37), om punt 4 als volgt te wijzigen :

« Vraagt de Regering de helft van haar budgettaire middelen voor energie in te zetten voor een rationeel energiebeleid zonder hieronder de voornemens van een rationeel investeringsbeleid in de energiesector en substitutie te rekenen die beiden tot de aanbodspolitiek behoren. »

Volgens de indiener moet de tot nu toe bestaande wanverhouding inzake budgettaire uitgaven voor de energie omgebogen worden ten voordele van het R. E. V.

De Regering mag zich niet beperken tot vage intenties ten voordele van het R. E. V. Daarom stelt hij een richtcijfer van 50 % voor.

— de heer Dierickx (n° 38), om punt 4 als volgt te wijzigen :

« Meent dat de beheersing van de energieëxpansie op korte termijn mogelijk is door een politiek van besparingen en rationeel gebruik van energie in alle productie-, distributie- en verbruikssectoren en waarbij alle energiedragers worden betrokken ».

— de heer Kubla om

1) de woorden (n° 39) « de Regering en de Executieven » te vervangen door de woorden « de Regering en de overheidsinstanties elk op hun niveau ».

Aangezien deze tekst een aanbeveling bevat, acht de indiener het wenselijk dat zij gericht wordt tot alle overheidsinstanties, bij voorbeeld de gemeenten en de provincies, die eveneens, elk op hun niveau, het energieverbruik kunnen verbeteren en rationaliseren;

2) remplacer les mots (n° 40) « les mesures nécessaires » par les mots « les mesures adéquates ».

Il s'agit d'un amendement de forme.

L'auteur de la première proposition déclare que, pour son groupe, l'utilisation rationnelle et l'économie d'énergie constituent la priorité des priorités.

Il sera ainsi possible de réduire la demande et de restructurer l'offre.

L'auteur de la quatrième proposition insiste sur la nécessité de mentionner la part du budget que le Gouvernement devrait consacrer à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Une nouvelle sorte de politique industrielle peut être fondée sur l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Un autre membre estime que c'est une erreur d'indiquer dans le texte un ordre de grandeur par lequel le Gouvernement va se lier. Si le but peut être quantifié, les moyens doivent être évolutifs.

Un membre se déclare partiellement d'accord avec la première proposition de M. Kubla. Néanmoins, il souhaiterait libeller cette proposition comme suit : insérer après les mots « au Gouvernement » les mots « aux pouvoirs publics à leur niveau respectif ».

M. Desaeys (n° 41), propose de compléter le numéro 4 par ce qui suit :

« Cela implique principalement, en ce qui concerne les ménages, qu'on entame immédiatement l'aménagement de réseaux de chauffage urbain et, en ce qui concerne l'industrie, que la chaleur résiduaire soit réduite et utilisée au mieux. »

M. Fedrigo (n° 42), souhaite ajouter un point *4bis* (nouveau), libellé comme suit :

« *4bis*. — Souhaite que la politique des prix concernant tous les vecteurs énergétiques soit intégrée comme élément d'une politique d'U. R. É. et soit modifiée dans le sens de tarifications progressives selon des modalités qui préservent le droit des familles. »

La politique des prix, selon le membre, peut être un moyen très efficace de limiter la grande consommation et les gaspillages, surtout si elle se base sur une tarification progressive, et non dégressive.

Il veut également ajouter un point *4ter* (nouveau), libellé comme suit (n° 43) :

« *4ter*. — Demande la création d'un fonds pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, alimenté par une taxation spécifique sur les gaspillages et destiné en priorité à réduire ces mêmes gaspillages; ceci présuppose la création d'audits et l'obligation pour les entreprises de fournir un bilan énergétique global. »

Ce système permettrait de réduire les gaspillages d'énergie en taxant en premier chef les gaspilleurs et en les faisant bénéficier en retour d'aides financières leur permettant de réduire ou même d'éliminer une source de coûts superflus.

Enfin, il souhaite ajouter un point *4quater* (nouveau), libellé comme suit (n° 44) :

« *4quater*. — Souhaite que, dans l'orientation de la nouvelle politique industrielle, une attention particulière soit accordée à l'utilisation rationnelle de l'énergie, à des sources d'énergies alternatives, aux technologies charbonnières et aux activités industrielles qui utilisent moins d'énergie. »

Selon le membre, cette modification naît de la nécessité de réduire les coûts énergétiques et l'effet de trop grandes importations de matières premières énergétiques sur la balance des paiements.

2) de woorden (n° 40) « de nodige maatregelen » te vervangen door de woorden « de passende maatregelen ».

Het gaat hier om een vormwijziging.

De auteur van het eerste voorstel verklaart dat het rationeel verbruik en de besparing van energie voor zijn fractie de allereerste prioriteit betekent.

Zodoende zal het mogelijk zijn de vraag te verminderen en het aanbod te herstructureren.

De auteur van het vierde voorstel legt de nadruk op de noodzaak het gedeelte te bepalen van de begroting dat de Regering aan het rationeel energieverbruik zou moeten besteden. Een nieuw soort industrieel beleid kan steunen op een rationeel energieverbruik.

Een ander lid meent dat het een vergissing is in de tekst bepaalde cijfers te vermelden waardoor de Regering zal gebonden zijn. Het nagestreefde doel kan weliswaar worden becijferd, maar de middelen moeten kunnen evolueren.

Een lid verklaart dat hij het gedeeltelijk eens is met het eerste voorstel van de heer Kubla. Doch hij zou dit voorstel als volgt willen stellen : na de woorden « de Regering », de woorden « de overheidsinstanties op hun respectief niveau » invoegen.

De heer Desaeys (n° 41), stelt voor het nummer 4 aan te vullen met wat volgt :

« Dit houdt voornamelijk in voor wat betreft de gezinnen, dat onmiddellijk wordt begonnen met de bouw van stadsverwarmingsnetten en voor wat betreft de industrie dat de afvalwarmte zo goed mogelijk wordt verminderd en benut. »

De heer Fedrigo (n° 42), wenst een punt *4bis* (nieuw) toe te voegen, luidend als volgt :

« *4bis*. — Wenst dat het prijsbeleid inzake alle energiedragers geïntegreerd wordt als een element van een R. E. V.-beleid en gewijzigd wordt in de zin van een progressieve tarificatie en wel zo dat de rechten van de gezinnen worden gevrijwaard. »

Het prijsbeleid, aldus het lid, kan een zeer doelmatig middel zijn om de grote consumptie en verspilling te beperken, vooral wanneer het op een progressieve en niet een degressieve tarificatie steunt.

Hij wil tevens een punt *4ter* toevoegen (nieuw), luidend als volgt (n° 43) :

« *4ter*. — Vraagt de oprichting van een fonds voor het rationeel energieverbruik, dat gestrijfd wordt door een specifieke belasting op de verspillingen en bij voorrang bestemd is om die verspillingen te beperken; zulks veronderstelt de invoering van audits en de verplichting voor de ondernemingen om een globale energiebalans voor te leggen. »

Dank zij dit systeem wordt het mogelijk de energieverpillingen te beperken door in de eerste plaats de verspillers te belasten en door hen als tegensprestatie financiële hulp te verstrekken, zodat zij overbodige kosten kunnen verminderen of zelfs uitschakelen.

Tenslotte wenst hij een punt *4quater* (nieuw) toe te voegen, luidend als volgt (n° 44) :

« *4quater*. — Wenst dat met het oog op de oriëntering van het nieuw industrieel beleid bijzondere aandacht geschonken wordt aan het rationeel energieverbruik, aan alternatieve energiebronnen, aan technologieën in verband met de steenkoolontginning en aan industriële activiteiten die minder energie verbruiken. »

Volgens het lid is deze wijziging het gevolg van de noodzaak de energiekosten te drukken evenals de weerslag, op de betalingsbalans, van een al te grote invoer van energiegroeststoffen.

Le Secrétaire d'Etat fait remarquer que, contrairement à certaines affirmations, le texte dit expressément que la priorité doit être accordée à l'utilisation rationnelle et à l'économie d'énergie.

Quant au texte de M. Kubla, le Secrétaire d'Etat précise que le texte du Gouvernement résulte d'une concertation entre le Gouvernement national et les Exécutifs régionaux.

Enfin, il déclare ne pas pouvoir accepter la proposition de M. De Batselier. Celui-ci se déclare d'accord pour le retirer pour autant que les buts soient précisés, comme dans le texte proposé par M. Dupré.

#### Cinquième option globale

Le texte proposé de la cinquième option globale est le suivant :

« (Le Parlement) préconise l'extension des applications des énergies renouvelables. »

Des propositions de modifications ont été faites par :

- M. Deleuze (n° 45), tendant à supprimer le point 5;
- M. Kubla (n° 46), tendant à remplacer le texte par ce qui suit :

« Préconise le développement des recherches en matière d'énergies renouvelables et l'extension de leurs applications, de manière préférentielle dans le cadre de la définition d'une politique industrielle. »

L'auteur justifie son texte par le fait que ce paragraphe lui paraît de nature à permettre l'introduction de la notion du développement de la recherche, l'accent étant spécialement mis sur la nécessité d'intégrer cet effort dans la volonté de développer une politique industrielle nouvelle.

L'auteur désire mettre l'accent sur les retombées en Belgique du développement des recherches en matière d'énergies renouvelables.

— M. De Batselier (n° 47), tendant à ajouter *in fine* de la phrase :

« A mesure que la politique d'utilisation rationnelle de l'énergie produira des résultats, des moyens pourront être affectés à la mise en œuvre d'énergies alternatives qui requièrent à présent une plus grande attention au niveau de l'offre. »

L'auteur estime que les moyens dégagés grâce à la politique d'U. R. E. doivent être utilisés afin de réduire notre dépendance énergétique.

Il faut également concrétiser la déclaration d'intention relative à la mise en œuvre d'énergies alternatives en donnant des indications concernant le financement des efforts à consentir.

M. Desaeeyere (n° 48), propose de compléter le numéro 5 par ce qui suit : « ainsi que l'utilisation de notre seule ressource nationale d'énergie primaire, le charbon limbourgeois ».

\* \* \*

A propos de cette cinquième option, le Secrétaire d'Etat déclare qu'il ne pense pas que la politique d'utilisation rationnelle de l'énergie dégagera des moyens budgétaires palpables, tout au moins au début.

De Staatssecretaris merkt op dat de tekst, in strijd met hetgeen soms beweerd wordt, uitdrukkelijk bepaalt dat de voorkeur moet gaan naar een rationeel verbruik en een besparing van de energie.

In verband met het voorstel van de heer Kubla preciseert de Staatssecretaris dat de tekst van de Regering het gevolg is van overleg tussen de nationale Regering en de gewestelijke executieven.

Ten slotte verklaart hij dat hij het voorstel van de heer De Batselier niet kan aanvaarden. Deze laatste is het eens om zijn amendement in te trekken op voorwaarde dat de doelstellingen, zoals in de tekst van het voorstel van de heer Dupré, nader worden bepaald.

#### Vijfde algemene optie

De voorgestelde tekst van de vijfde globale optie luidt als volgt :

« (Het Parlement) beveelt de uitbreiding van de toepassingen van de hernieuwbare energievormen aan. »

Voorstellen tot wijziging werden gedaan door :

- de heer Deleuze (n° 45), die punt 5 wil weglaten;
- de heer Kubla (n° 46), die de tekst wil vervangen door wat volgt :

« Beveelt aan het onderzoek te stimuleren met betrekking tot de hernieuwbare energievormen, evenals de uitbreiding van de toepassing ervan, bij voorkeur in het raam van de omschrijving van een industrieel beleid. »

De auteur verantwoordt zijn tekst op grond van het feit dat de voorgestelde paragraaf de invoering mogelijk maakt van het begrip ontwikkeling van het onderzoek, waarbij meer speciaal de nadruk wordt gelegd op de noodzaak die inspanning te doen samenvallen met de bereidheid een nieuw industrieel beleid te ontwikkelen.

De auteur legt de nadruk op de gevolgen, in België, van de ontwikkeling van het onderzoek inzake hernieuwbare energievormen.

De heer De Batselier (n° 47), wil *in fine* van de tekst, de volgende zin toevoegen :

« Naarmate de R. E. V.-politiek resultaat oplevert kunnen deze middelen worden vrijgemaakt voor alternatieve energiebronnen die in het aanbod thans een grotere aandacht vereisen. »

De auteur meent dat de vrijgekomen ruimte door middel van R. E. V. verder ingezet moet worden om onze energieafhankelijkheid te verminderen.

De intentieverklaring ten voordele van alternatieve energievormen moet ook gekoncretiseerd worden met aanduidingen m.b.t. de financiering ervan.

De heer Desaeeyere (n° 48), stelt voor het nummer 5 aan te vullen met wat volgt : « alsmede het gebruik van onze enige eigen primaire energie, de Limburgse steenkool ».

\* \* \*

In verband met deze vijfde optie verklaart de Staatssecretaris dat een beleid dat gericht is op rationeel energieverbruik volgens hem, althans in het begin, geen noemenswaardige budgettaire middelen zal opleveren.

A l'égard de la proposition de M. Kubla, le Secrétaire d'Etat réserve sa réponse car il s'agit d'intégrer l'aspect recherche-développement dans les options globales, ce qui a été accepté.

### *Sixième option globale*

Le texte proposé de la sixième option globale est le suivant :

« (Le Parlement) préconise que soit menée une politique basée sur une diversification des différentes formes et sources d'énergie, sur la sécurité d'approvisionnement, en n'ignorant ni l'évolution des marchés internationaux ni celle de la demande. »

Les propositions de textes suivantes ont été faites :

a) tendant à remplacer cette sixième option par un nouveau texte :

— par M. Dupré (n° 49) qui propose le texte suivant : « Demande que tous les aspects du secteur énergétique retiennent l'attention et préconise en conséquence une diversification des sources d'approvisionnement, une promotion de la rentabilité des conversions, une distribution efficace et une consommation finale économe ».

Selon ce membre, la version de base proposée ne décrit que partiellement les rouages du secteur énergétique. Il peut s'avérer nécessaire d'agir sur les différents éléments selon le cas.

— par M. Lestienne (n° 50) qui propose le texte suivant : « Préconise que soit menée une politique basée sur la diversification des différentes formes et sources d'énergie, sur la sécurité, sur la sûreté de l'approvisionnement, sur l'évolution de la demande et celle des marchés internationaux ».

— par M. W. Claes (n° 51) qui propose, en ordre subsidiaire, le texte suivant :

« Demande que soit menée une politique tendant à assurer un approvisionnement régulier et suffisant qui ne satisfasse que les besoins réellement justifiés s'inscrivant dans le cadre d'une utilisation rationnelle de l'énergie.

Cet approvisionnement doit se baser sur :

— une diversification aussi large que possible de l'énergie utilisée, en fonction de l'origine géopolitique, des vecteurs énergétiques, de la répartition des risques technologiques, des sources d'approvisionnement et de l'éventail des consommateurs;

— l'élaboration d'une politique qui permette de compenser le caractère irrégulier de l'approvisionnement par le biais de mesures plus efficaces concernant les stocks stratégiques et les mécanismes de la distribution en cas de crise.

— l'élaboration d'une politique de recherche et d'exploitation des richesses naturelles du pays, l'utilisation prioritaire de ces richesses et le remplacement de l'énergie importée;

— le renforcement des efforts en matière de recherche scientifique, de développement et de démonstration. Avec une valorisation rapide des résultats déjà obtenus dans le cadre du programme national de recherche en matière d'énergie. »

Ten opzichte van het voorstel van de heer Kubla reserveert de Staatssecretaris zijn antwoord, want het aspect « onderzoek-ontwikkeling » moet in de globale opties worden opgenomen.

### *Zesde algemene optie*

De voorgestelde tekst van de zesde algemene optie luidt als volgt :

« (Het Parlement) beveelt aan een beleid te voeren dat steunt op een diversifiëring van de verschillende energievormen en -bronnen en op de bevoorradingszekerheid, zonder de evolutie van de internationale markten en de vraag uit het oog te verliezen. »

Volgende voorstellen van tekstwijziging werden gedaan :

a) een voorstel dat ertoe strekt deze zesde optie te vervangen door een nieuwe tekst :

— De heer Dupré (n° 49) stelt volgende tekst voor : « Vraagt aandacht voor alle aspecten van het energiestelsel en beveelt overeenkomstig aan een diversificatie van de bevoorradingsbronnen, een bevordering van de omzettings-efficiëntie, en een doelmatige distributie en zuinig eindgebruik ».

Volgens het lid beschrijft de voorgestelde basisversie het energiestelsel slechts gedeeltelijk. Inspelen op de diverse schakels kan naargelang het geval noodzakelijk blijken.

— De heer Lestienne (n° 50) stelt de volgende tekst voor : « Beveelt aan een beleid te voeren dat steunt op een diversifiëring van de verschillende energievormen en -bronnen, op de veiligheid, de bevoorradingszekerheid, de evolutie van de vraag en die van de internationale markten ».

— De heer W. Claes (n° 51) stelt, in bijkomende orde, de volgende tekst voor :

« Vraagt een beleid te voeren tot het verzekeren van een vaste en afdoende bevoorrading waarbij slechts aan de echt verantwoorde behoeften, die passen in het raam van een rationeel energieverbruik, wordt voldaan.

Deze bevoorrading moet steunen op :

— een zo groot mogelijke diversifiëring van de aangevende energie zowel naar geopolitieke oorsprong als naar energiedrager, als naar spreiding van technologische risico's als naar aanvoerkanalen, als naar verbruikerspark;

— het opstellen van een beleid waarbij bevoorradingsstoornissen worden opgevangen met uitbouw van een versterkt beleid inzake strategische voorraden en verdelingsmechanismen bij crisis;

— het opstellen van een beleid van opsporing en exploitatie van 's lands natuurlijke rijkdommen en hun prioritaire inzet en vervanging van ingevoerde energie;

— het opdrijven van de inspanningen inzake wetenschappelijk onderzoek, ontwikkeling en demonstratie. Met een snelle valorisatie van de reeds verkregen resultaten in het kader van het Nationaal Onderzoeksprogramma Energie. »



Selon l'auteur de l'amendement, une politique d'approvisionnement doit être avant tout menée en fonction du développement d'une demande justifiée. Une référence aux mesures de crise qui sont reprises dans la politique sectorielle, c.a. le Fonds de sécurité d'approvisionnement en pétrole et de produits pétroliers prévus aux articles 189 et 183 de la loi du 8 août 1980 en vue de renforcer la politique de stockage, s'impose pour remédier à des difficultés temporaires d'approvisionnement.

— M. De Batselier (n° 52) qui propose le texte suivant :

« Recommande de réduire au maximum notre vulnérabilité tant sur les plans géographique, géopolitique, technologique et stratégique qu'à l'égard des entreprises multinationales et des monopoles dans le secteur de l'énergie par une diversification poussée au niveau de notre approvisionnement en énergie mais aussi au niveau de la conversion, de la distribution et de l'utilisation de l'énergie. Les avantages à l'échelle micro-économique doivent pouvoir être pleinement justifiables compte tenu de ce contexte de vulnérabilité qualitative.

Tout projet énergétique se traduisant par une production annuelle de plus de 100 Mw doit être justifiée après qu'il a été procédé à une analyse contradictoire des coûts et profits de l'impact social réalisée selon une méthode comparative intégrant des solutions plus optimales du point de vue de l'U. R. E. »

L'auteur estime qu'il n'y a pas seulement dépendance à l'égard des pays producteurs de pétrole. Il faut aussi éviter que des concentrations ne se forment au niveau du marché et qu'une quelconque entreprise privée n'acquière une trop grande influence.

Il considère que sur le plan social, l'optimum micro-économique peut être inefficace (par exemple en raison d'une dépendance importante). Aussi le critère d'efficacité économique au niveau de l'entreprise ne peut-il pas être déterminant. C'est pourquoi les vastes systèmes doivent faire l'objet d'une analyse qui détermine leur impact sur la société. »

b) par M. Moors (n° 53) tendant à insérer dans le point 6, deuxième ligne, entre les mots « sources d'énergie » et les mots « sur la sécurité d'approvisionnement » les mots « à réaliser notamment par une utilisation croissante du charbon et par l'exécution du programme électronucléaire actuel, et ».

Selon l'auteur, il est souhaitable d'indiquer dans les options générales l'orientation principale en matière de diversification.

Le Secrétaire d'Etat se déclare d'accord sur :

— le texte de M. Lestienne, dont la rédaction est plus claire et plus complète que le texte proposé, puisqu'il prévoit la nécessité d'assurer non seulement la sûreté de l'approvisionnement mais aussi la sécurité des populations;

— l'idée contenue dans la proposition de M. Moors d'avoir davantage recours au charbon et de mettre en œuvre le programme électro-nucléaire actuel. Certains éléments de la proposition de M. W. Claes lui semblent également pouvoir être retenus. Il demande que cette proposition et celle de M. Dupré soient réunies en un texte unique.

\* \* \*

Volgens de auteur moet het bevoorradingsbeleid vooral in functie staan van de ontwikkeling van een verantwoorde vraag. Een verwijzing naar crisismaatregelen, die overgenomen worden in het sectorieel beleid, o.a. Fonds voor bevoorradingszekerheid inzake aardolie en aardolieproducten en de Nationale Maatschappij voor Aankoop en Opslag van aardolie en -produkten, voorzien bij artikel 189 en 183 van de wet van 8 augustus 1980, om het stockagebeleid te versterken, is meer dan gewenst om tijdelijke storingen te ondervangen.

— De heer De Batselier (n° 52) stelt de volgende tekst voor :

« Beveelt aan de kwetsbaarheid zowel op geografisch, geopolitiek, technologisch en strategisch vlak en t.o.v. van multinationale ondernemingen en monopolies in de energiesector maximaal te beperken door een veelzijdige diversifiëring door te voeren in de energiebevoorrading maar ook in de conversie, de distributie en het gebruik van energie. De micro-economische schaalvoordelen moeten op een voldoende manier kunnen gejustifieerd worden in deze kwalitatieve kwetsbaarheidscontext.

Elk energieproject dat meer dan 100 Mw jaarproductie behelst moet gerechtvaardigd worden na een tegensprekelijke kosten-baten-en maatschappelijke impactanalyse op vergelijkende basis met optimalere oplossingen vanuit R. E. V. »

Het lid is van oordeel dat de afhankelijkheid niet alleen speelt t.o.v. de olieproducerende landen. Machtsconcentraties of een te grote invloed van éénder welke privé-onderneming is te mijden.

Het micro-economisch optimum kan, aldus het lid, op maatschappelijk vlak onefficiënt zijn (bv. omwille van een grote afhankelijkheid). Daarom mag het bedrijfseconomisch criterium niet doorslaggevend zijn. Grootchalige systemen moeten daarom getoetst worden met een analyse van de invloed van deze systemen op de maatschappij.

b) een voorstel van de heer Moors (n° 53), dat ertoe strekt in nummer 6, tussen de woorden « en -bronnen » en de woorden « en op de bevoorradingszekerheid » de woorden « o.m. door een toenemend beroep op steenkolen en door de uitvoering van het huidig elektro-nucléair programma » in te voegen.

Volgens de auteur is het wenselijk in de algemene opties de voornaamste richting aan te duiden inzake diversifiëring.

De Staatssecretaris betuigt zijn instemming met :

— de tekst van de heer Lestienne waarvan de tekst duidelijker en vollediger is dan de voorgestelde tekst, aangezien hij niet alleen spreekt over de bevoorradingszekerheid maar ook over de veiligheid van de bevolking;

— het opzet van het voorstel van de heer Moors in verband met een toenemend beroep op steenkolen en de uitvoering van het huidige elektro-nucléair programma. Volgens de Staatssecretaris kunnen eveneens bepaalde elementen van het voorstel van de heer W. Claes dienstig zijn. Hij vraagt dat dit voorstel evenals dat van de heer Dupré tot een gemeenschappelijke tekst worden herwerkt.

\* \* \*

M. Moors (n° 54) propose l'insertion d'un numéro *6bis*, libellé comme suit :

« 6bis. Recommande la définition d'une politique d'exploration des richesses naturelles. »

Selon le membre, la rareté relative des matières premières requiert une meilleure exploration du sous-sol de notre pays, qui est rendue possible par l'amélioration des techniques. Cela ne vaut pas seulement pour l'énergie; la même nécessité existe pour les autres matières premières, par exemple pour les granulats.

M. Dupré (n° 55) propose également d'insérer une option *6bis* :

« Constate que le pétrole est actuellement la source d'énergie la plus aléatoire et demande de mettre tout en œuvre pour réduire sensiblement la consommation de pétrole, d'une part, et pour assurer à tout moment le maintien de l'approvisionnement minimum, d'autre part. »

L'auteur rappelle que cette option est aussi celle adoptée par la Communauté européenne.

Le Secrétaire d'Etat est d'accord pour remanier le texte de la résolution en détaillant davantage le point relatif à la diversification.

\* \* \*

Au moment où la Commission entame la discussion de la septième option globale, un membre rappelle que le Sénat désire aussi organiser un débat sur l'énergie afin de définir sa position par rapport au problème énergétique. Le membre croit savoir que le Sénat n'accepterait pas que le Secrétaire d'Etat à l'Energie prenne une décision au sujet du plan d'équipement présenté par les producteurs d'électricité en se basant uniquement sur les résultats du débat organisé à la Chambre. Par conséquent, le Sénat souhaite lui aussi se prononcer par un débat sur l'énergie avant le 1<sup>er</sup> juillet 1982, date avant laquelle le Secrétaire d'Etat à l'Energie doit prendre la décision visée. Le membre voudrait dès lors savoir comment le Gouvernement réagit face à la position du Sénat et si le Secrétaire d'Etat prendra cette décision sans que le Sénat ait fait connaître son avis.

Le membre déclare en outre que son groupe n'acceptera pas de se laisser contraindre au respect de délais dictés par la date du 1<sup>er</sup> juillet 1982 qui est imposée par les producteurs d'électricité.

Enfin, le membre désire savoir si oui ou non la note sur l'énergie a fait l'objet d'une concertation entre l'Exécutif flamand et le Gouvernement national. Certaines déclarations du Président de l'Exécutif flamand sembleraient indiquer que cette concertation n'a nullement eu lieu, alors que, manifestement, il y a bel et bien eu concertation avec l'Exécutif wallon.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie répond qu'en effet le Sénat souhaite également organiser un débat sur l'énergie. La Commission du Sénat a reçu les mêmes documents que celle de la Chambre.

Appuyé par un membre, le Secrétaire d'Etat déclare que pour permettre au Sénat d'organiser ce débat avant le 1<sup>er</sup> juillet 1982, cette Commission doit poursuivre ses travaux immédiatement.

De heer Moors (n° 54) stelt voor een nummer *6bis* in te voegen, luidend als volgt :

« 6bis. Beveelt het opstellen van een beleid van exploratie van de natuurlijke rijkdommen aan. »

Volgens dit lid vereist de relatieve grondstoffenschaarste en laten de verbeterde geologische onderzoekstechnieken een betere verkenning van de Belgische ondergrond toe. Dit geldt niet alleen inzake energie, doch ook inzake andere grondstoffen bv. granulaten, aldus het lid.

De heer Dupré (n° 55) van zijn kant stelt ook voor een optie *6bis* in te voegen, luidend als volgt :

« Stelt vast dat aardolie op dit ogenblik de meest kritieke energievorm blijft en vraagt dat alle middelen zouden worden benut om enerzijds het verbruik van aardolie drastisch te beperken, anderzijds het totale bevoorradingsminimum ten allen tijde te verzekeren. »

De auteur herinnert eraan dat deze optie eveneens overeenstemt met die welke de Europese Gemeenschap heeft aangenomen.

De Staatssecretaris is het eens om de tekst van de resolutie te herwerken door het punt betreffende de diversificatie nauwkeuriger te omschrijven.

\* \* \*

Op het ogenblik dat de Commissie de bespreking van de zevende algemene optie aanvat herinnert een lid aan het feit dat ook de Senaat een energiedebat wenst te organiseren met het oog op het bepalen van zijn houding tot de energieproblematiek. Het lid meent te weten dat de Senaat niet zou aanvaarden dat de Staatssecretaris voor Energie een beslissing zou nemen over het uitrustingsplan, ingediend door de elektriciteitsproducenten die enkel zou gebaseerd zijn op de resultaten van het energiedebat in de Kamer. Ook de Senaat wenst bijgevolg vóór 1 juli 1982, datum waarvóór de Staatssecretaris voor Energie voormelde beslissing moet nemen, een uitspraak te doen via een energiedebat. Het lid wenst dan ook te weten welke houding de Regering aanneemt tegenover dit standpunt van de Senaat en of de Staatssecretaris voormelde beslissing zal nemen, zonder dat de Senaat zich terzake zou uitgesproken worden.

Voorts verklaart het lid dat zijn fractie zich in geen tijdschema wil laten dwingen omwille van de datum van 1 juli 1982 die door de elektriciteitsproducenten wordt opgedrongen.

Tenslotte wenst het lid definitief te weten of de Vlaamse Executieve overleg heeft gepleegd over de energienota met de Nationale Regering. Sommige uitspraken van de Voorzitter van de Vlaamse Executieve zouden erop wijzen dat dit overleg geenszins plaats heeft gehad, dit in tegenstelling met het overleg met de Waalse Executieve dat blijkbaar wel degelijk heeft plaatsgehad.

De Staatssecretaris voor Energie antwoordt dat inderdaad de Senaat eveneens een energiedebat wenst te organiseren. Aan de Senaatscommissie werden dezelfde documenten overgezonden als aan deze Commissie.

Gesteund door een lid verklaart de Staatssecretaris dat, om de Senaat toe te laten nog dit debat te houden vóór 1 juli 1982, deze Commissie haar werkzaamheden onmiddellijk zou moeten voortzetten.

En ce qui concerne le plan d'équipement déposé par les producteurs d'électricité, le Secrétaire d'Etat déclare qu'un plan a déjà été présenté en 1981. Le Ministre des Affaires économiques précédent a reporté sa décision concernant ce plan en attendant les résultats du débat sur l'énergie au Parlement.

Le 15 février 1982, les producteurs d'électricité ont déposé un nouveau plan. Le délai légal dans lequel le Ministre qui a la politique énergétique dans ses attributions devait se prononcer sur ce point est venu à expiration le 15 avril 1982. En accord avec les producteurs d'électricité, cette date a été reportée au 1<sup>er</sup> juillet 1982. Il est donc évident, selon le Secrétaire d'Etat, que, dans ces conditions, le débat sur l'énergie a tout intérêt à arriver rapidement à sa conclusion. En outre, il souhaite que, selon la tradition, on ne le questionne pas sur les intentions du Gouvernement, et il déclare que le Gouvernement prendra une décision au sujet du plan d'équipement avant le 1<sup>er</sup> juillet 1982.

Le Secrétaire d'Etat rappelle que, selon le Gouvernement national, la procédure de concertation avec les Exécutifs régionaux est terminée. Il leur est toutefois loisible de transmettre des avis supplémentaires à la Commission.

Pour clore la discussion, la Commission décide d'inviter les présidents des divers Exécutifs régionaux afin de connaître la position des Régions sur le problème énergétique.

\* \* \*

#### *Septième option globale*

Le texte proposé de la septième option globale est libellé comme suit :

« (Le Parlement) demande que, sous réserve des nécessités de la politique d'utilisation rationnelle de l'énergie, les prix des produits énergétiques soient maintenus aussi modérés que possible, et soient établis sur les bases d'une politique de transparence et de vérité, et des mécanismes existants ou analogues, en tenant compte de tous les éléments constitutifs du prix, de l'évolution des marchés internationaux, et d'une rentabilité normale des entreprises du secteur énergétique. »

En ordre subsidiaire à sa proposition principale qui vise à remplacer dans sa totalité le texte de la résolution sur les options globales, M. Dierickx (n° 56) propose de remplacer le texte de la septième option par ce qui suit :

« 7. Souhaite que la politique des prix des vecteurs énergétiques, qui est un élément d'une politique d'utilisation rationnelle de l'énergie à caractère social, soit modifiée dans le sens de l'établissement de tarifs progressifs selon des modalités préservant les intérêts des ménages. »

L'orateur insiste sur le fait qu'il est partisan d'une politique de transparence et de vérité en matière de prix.

M. Dupré (n° 57) souhaite remplacer le texte de la septième option globale par ce qui suit :

« 7. Demande que les prix de chaque vecteur énergétique soient déterminés en fonction de toutes les options en matière de politique énergétique et que la structure des prix soit établie sur base de la vérité et de la transparence, avec la participation de tous les organismes de contrôle appropriés. »

Selon le membre, la libre fixation des prix d'un vecteur énergétique dans le cadre de son propre sous-secteur pourrait entraver gravement une politique globale. Par ailleurs, l'instauration d'un contrôle des prix au moyen d'organes de

Inzake het uitrustingsplan ingediend door de elektriciteitsproducenten verklaart de Staatssecretaris dat dit plan reeds werd ingediend in 1981. De vorige Minister van Economische Zaken heeft zijn beslissing over dit plan uitgesteld in afwachting van de resultaten van het energiedebat in het Parlement.

Op 15 februari 1982 hebben de electriciteitsproducenten een nieuw plan ingediend. De wettelijke termijn voor beslissing erover door de Minister, die bevoegd is voor het Energiebeleid, is verstreken sedert 15 april 1982. In akkoord met de electriciteitsproducenten werd deze datum verschoven tot 1 juli 1982. Het is bijgevolg duidelijk, aldus de Staatssecretaris, dat in deze omstandigheden het energiedebat snel moet kunnen worden afgerond. Voorts wenst hij volgens de traditie niet ondervraagd te worden over de intenties van de Regering en verklaart hij dat de Regering vóór 1 juli 1982 een beslissing zal nemen inzake het uitrustingsplan.

De Staatssecretaris herhaalt dat volgens de Nationale Regering de overlegprocedure met de Gewestelijke executieven voltooid is. Het staat hen evenwel vrij nog bijkomende adviezen aan deze Commissie over te zenden.

Tot slot van deze bespreking besluit de commissie de voorzitters van de diverse Gewestelijke Executieven uit te nodigen ten einde de houding van de Gewesten inzake het energievraagstuk te vernemen.

\* \* \*

#### *Zevende algemene optie*

De voorgestelde tekst van de zevende algemene optie luidt als volgt :

« (Het Parlement) vraagt, onder voorbehoud van de noodwendigheden van het beleid inzake het rationeel energieverbruik, de prijzen van de energieproducten zo gematigd mogelijk te houden en ze vast te stellen op grond van een beleid van doorzichtigheid en echtheid en van de bestaande of gelijkaardige mechanismen, rekening houdend met alle bestanddelen van de prijzen, de evolutie der internationale markten, en een normale rendabiliteit van de ondernemingen van de energiesector. »

In bijkomende orde op zijn hoofdvorstel tot vervanging van de volledige tekst van de resolutie over de algemene opties stelt de heer Dierickx (n° 56) voor deze zevende optie te vervangen door wat volgt :

« 7. Wenst dat de prijzenpolitiek inzake alle energiedragers, als element in een sociaal geïnspireerde politiek van energieverbruik, zou worden gewijzigd in de zin van progressieve tariefregelingen, volgens modaliteiten die de belangen van de gezinnen vrijwaren. »

Spreker beklemtoont dat hij voorstander is van een doorzichtig en werkelijk prijsbeleid.

De heer Dupré (n° 57) wenst de tekst van de zevende algemene optie te vervangen door volgende tekst :

« 7. Vraagt dat de prijszetting voor elke energiedrager zou gebeuren in functie van alle opties inzake het energiebeleid en dat de prijsstructuur zou worden opgebouwd op grond van echtheid en doorzichtigheid met inschakeling van de daartoe geëigende controleorganismen. »

Volgens het lid kan het vrijlaten van prijszetting van een energiedrager binnen zijn eigen subsector een globaal beleid ernstig hinderen. Tevens is, aldus de indiener, voor een vitale sector zoals de energie een georganiseerde prijzen-

contrôle appropriés est non seulement admissible, mais même souhaitable dans un secteur aussi vital que celui de l'énergie.

En ordre subsidiaire à sa proposition principale qui vise à remplacer dans sa totalité le texte de la résolution sur les options globales, M. W. Claes (n° 58) propose de remplacer le texte de la septième option par ce qui suit :

« 7. Recommande la mise en œuvre d'une politique des prix fondée sur le principe de la « transparence » et de la « vérité » et préservant le principe de la modulation des prix de l'énergie en fonction d'objectifs économiques et sociaux et d'objectifs liés à la protection de notre approvisionnement.

Le Parlement entend que le coût de l'énergie puisse être apprécié démocratiquement dans le cadre des compétences dévolues en la matière au Comité de contrôle de l'électricité et du gaz et au Comité de concertation et de contrôle du pétrole et que les prix et tarifs puissent faire l'objet d'une large publicité.

Estime que le principe de la « vérité » des prix implique, pour chacun des vecteurs énergétiques, que soient pris en considération tant les coûts directs relatifs à l'importation ou à la production, au transport, à la transformation et à la distribution que les coûts indirects pouvant résulter notamment de la lutte contre la pollution ou de la nécessité de financer les efforts en matière d'utilisation rationnelle et de récupération de l'énergie.

L'imputation des coûts directs et indirects doit toutefois être subordonnée aux impératifs en matière de recherche d'une diversification suffisante et de maintien d'un noyau de production national ».

M. De Batselier (n° 59) souhaite également remplacer le texte de la septième option globale. Il propose le texte suivant :

« 7. Demande :

a) que le Gouvernement rende possible la transparence des prix en rendant opérationnels les instruments nécessaires au contrôle des prix et en demandant au Comité national de l'énergie de les évaluer de manière globale;

b) de veiller à ce que l'U. R. E. devienne l'élément dominant dans les mécanismes des prix (par ex. tarifs progressifs dans le secteur de l'électricité). Les efforts fournis en vue de promouvoir une gestion rationnelle de pointe doivent avoir une incidence sur les prix. Les problèmes de l'industrie causés par les augmentations de prix dans le secteur de l'énergie doivent être abordés parallèlement aux problèmes du petit consommateur. Si la tarification de l'énergie prend en considération des éléments d'une politique industrielle, elle ne peut négliger certains éléments d'une politique sociale;

c) qu'un financement d'une partie de la sécurité sociale sur la base de la consommation énergétique soit envisagé et fasse déjà l'objet d'une étude approfondie. »

Le membre souligne à cette occasion les points suivants :

a) la politique des prix doit également être fonction de la politique énergétique globale, dans laquelle l'U. R. E. joue un rôle primordial;

b) les augmentations de prix dans l'industrie touchent également les bénéficiaires de petits revenus. Ces problèmes doivent être pris suffisamment en considération dans le cadre d'une politique sociale;

c) l'automatisation croissante et les compressions de personnel dans le processus de production nécessitent le recours de nouveaux critères pour le calcul des cotisations sociales. Le système qu'il propose s'inscrit dans le cadre d'une approche U. R. E.

controle, door middel van geëigende controleorganen, niet slechts aanvaardbaar doch zelfs gewenst.

In bijkomende orde op zijn hoofdvorstel tot vervanging van de volledige tekst van de resolutie over de algemene opties stelt de heer W. Claes (n° 58) voor deze zevende optie als volgt te doen luiden :

« 7. Meent een prijsbeleid te moeten aanbevelen steunende op « doorzichtigheid » en « waarheid » waarbij het principe van de modulatie van de energieprijzen in functie van economische, sociale en bevoorradingsbeveiligingsobjectieven wordt gevrijwaard.

Het Parlement verwacht een democratische beoordeling van de kosten van de energie in het raam van de bevoegdheden die ter zake aan het Controlecomité voor de elektriciteit en het gas en aan het Overleg- en Controlecomité voor de petroleum zijn toebedeeld alsook een ruime openbaarmaking van de prijzen en tarieven.

Is van oordeel dat het beginsel van « waarheid » inhoudt dat voor iedere energiedrager zowel de rechtstreekse kosten met betrekking tot de invoer of de productie, het vervoer, de omzetting en het verdelen in aanmerking genomen worden als de onrechtstreekse kosten die kunnen voortvloeien uit de strijd tegen de verontreiniging van het leefmilieu of uit de noodzaak de inspanningen inzake rationeel verbruik en terugwinning van energie te financieren.

De imputatie van de rechtstreekse en onrechtstreekse kosten kan niettemin ondergeschikt worden gesteld aan de vereisten inzake een voldoende diversifiëring van bevoorradings- en het behoud van een nationale produktiekern ».

Ook de heer De Batselier (n° 59) wenst de tekst van de zevende algemene optie te vervangen. Zijn voorstel luidt als volgt :

« 7. Vraagt dat :

a) de Regering de doorzichtigheid van de prijzen mogelijk maakt door de nodige instrumenten voor prijscontrole operationeel te maken en globaal te evalueren in het Nationaal Comité voor de Energie.

b) te zorgen dat het R. E. V. element het dominerende element wordt in de prijsmechanismen (bv. progressieve tarieven in elektriciteitssector). De inspanningen om een rationeel piekbeheer te bevorderen moeten hun weerslag hebben op de prijzen. De problemen van de industrie veroorzaakt door de energieprijverhogingen, moeten evenwichtig benaderd worden met de problemen van de kleine consument. Wanneer de energietarificatie elementen van een industrieel beleid in acht neemt, moeten ook elementen van een sociaal beleid worden in acht genomen.

c) een financiering van een deel van de sociale zekerheid op basis van het energieverbruik wordt overwogen en alvast grondig bestudeerd ».

Dit lid benadrukt bij deze gelegenheid volgende punten :

a) het prijsbeleid moet ook in functie staan van het globale energiebeleid, waar het R. E. V. een prioritaire plaats inneemt;

b) de prijsverhogingen in de industrie treffen ook de lage inkomensstrekkers. Een sociaal beleid moet voor deze problemen voldoende aandacht hebben;

c) bij een toenemende automatisatie en uitschakeling van arbeidskrachten uit het productieproces, moet er gezocht worden naar andere criteria om de sociale bijdragen te berekenen. Het door hem voorgestelde systeem past in een R. E. V.-benadering.

M. Lestienne (n° 60) propose le texte suivant en remplacement de la septième option globale :

« 7. Demande que les prix des produits énergétiques soient établis en tenant compte de tous les éléments constitutifs du prix, des nécessités de la politique d'utilisation rationnelle d'énergie et des nécessités de la compétitivité de l'économie belge. »

L'auteur de cette proposition formule les considérations suivantes au sujet du texte proposé à la Commission :

a) ce texte contient certaines redondances : il est inutile de citer en particulier l'évolution des marchés et la rentabilité du secteur énergétique, car ces deux éléments font partie de l'ensemble des éléments constitutifs du prix;

b) dans le cadre de la politique d'U. R. E., les prix peuvent, dans certains cas, constituer un levier utile;

c) il ne paraît pas utile de parler d'une politique de transparence et de vérité alors que l'on n'a pas la maîtrise de l'ensemble des éléments du coût.

M. Desaeyere (n° 61) souhaite remplacer le texte proposé de la septième option globale par le texte suivant :

« 7. Demande que soit instauré un prix de seuil, tant en vue d'assurer la compétitivité de l'énergie alternative et de la production nationale de charbon qu'en raison de l'augmentation à long terme du coût réel de l'énergie mondiale à laquelle on peut s'attendre. Eu égard à la balance des paiements, il est évident qu'il y a lieu de maintenir la facture énergétique macro-économique au niveau le plus bas possible, en obtenant à l'étranger les prix les plus avantageux possibles. D'autre part, en vue d'inciter tant les ménages que les entreprises et les pouvoirs publics à économiser un maximum d'énergie, le prix de vente à l'intérieur du pays doit au moins rester constant. Un freinage temporaire de l'augmentation des prix n'est envisageable qu'à court terme et il ne peut jamais provoquer de diminution. »

L'intervenant signale que deux erreurs d'évaluation fondamentales ont été commises par les économistes et les statisticiens au cours des dix dernières années. Ils ont en effet à la fois surévalué la demande d'énergie et sous-évalué l'évolution des prix des produits énergétiques et les possibilités de substitution.

Le meilleur moyen de freiner la consommation d'énergie consiste, selon le membre, à relever le niveau des prix. Il ne partage pas les objections qui sont généralement formulées contre cette méthode. Ces objections, qui sont d'une part d'ordre social, concernent d'autre part la compétitivité des entreprises.

Si l'on considère ce problème sous l'angle macro-économique, le membre fait siennes les objections formulées. Tout le monde s'accorde en effet pour admettre que l'énergie doit être bon marché afin de maintenir le coût des agents économiques au niveau le plus bas possible.

Toutefois, si l'on considère le problème sous l'angle micro-économique, ces objections ne sont plus pertinentes, sans compter qu'une telle approche serait en outre contraire aux options proposées dans le domaine de la politique d'utilisation rationnelle de l'énergie.

En ce qui concerne les objections relatives à la compétitivité des entreprises, le membre fait observer que l'on doit en l'occurrence raisonner à long terme et éviter de sous-évaluer l'évolution des prix des produits énergétiques. L'augmentation des prix de l'énergie étant inévitable, le membre estime qu'il est dès lors préférable de restructurer notre production et notre consommation en recourant à des processus dont le coefficient énergétique est moins élevé. Pour ce faire, il faudra cependant maintenir un certain niveau de prix pendant une longue période.

De heer Lestienne (n° 60) dient ter vervanging van de zevende algemene optie volgende tekst in :

« 7. Vraagt dat bij de vaststelling van de prijzen van de energieprodukten rekening wordt gehouden met alle bestanddelen van de prijzen, de noodwendigheden van een beleid dat gericht is op een rationeel energieverbruik en het noodzakelijke concurrentievermogen van het Belgische bedrijfsleven. »

De indiener van dit voorstel maakt volgende bedenkingen bij de aan de Commissie voorgestelde tekst :

a) deze tekst bevat nodeloze herhalingen : het is overbodig in het bijzonder de evolutie van de markt en de rendabiliteit van de energiesector te vermelden, aangezien die twee elementen deel uitmaken van het geheel van de bestanddelen van de prijzen;

b) in het raam van het R. E. V.-beleid kunnen de prijzen in sommige gevallen een nuttig beleidsinstrument vormen;

c) het heeft blijkbaar geen nut van een beleid van doorzichtigheid en echtheid te gewagen wanneer men het geheel van de bestanddelen van de prijzen niet in de hand heeft.

De heer Desaeyere (n° 61) wenst de voorgestelde tekst van de zevende algemene optie te vervangen door wat volgt :

« 7. Vraagt, zowel met het oog op het kompetief houden van de alternatieve energie en de eigen steenkoolproductie als met het oog op de verwachte lange termijn stijging van de reële wereldenergieprijs, een drempelprijs in te voeren. Met het oog op de betalingsbalans dient men uiteraard de makro-economische energierekening zo laag mogelijk te houden door zo laag mogelijke prijzen af te dwingen in het buitenland. Met het doel anderzijds om zowel de gezinnen als de bedrijven als de overheid aan te zetten om zoveel mogelijk energie te besparen moet de binnenlandse verkoopprijs minstens constant blijven. Enkel op korte termijn kan een tijdelijke afremming van de prijsstijging plaatsvinden doch deze mag nooit tot een daling leiden. »

Spreeker verklaart dat tijdens de laatste tien jaren twee fundamentele schattingsfouten werden gemaakt door de economen en de statistici. Men heeft inderdaad de energievraag overschat maar tevens de evolutie van de energieprijzen en de mogelijkheden van substitutie onderschat.

De beste manier om het energieverbruik af te remmen is volgens het lid de verhoging van het prijsniveau. Hij is niet akkoord met de bezwaren die algemeen geuit worden tegen deze methode. Deze bezwaren zijn van sociale aard enerzijds en betreffen anderzijds de competitiviteit van de ondernemingen.

De bezwaren van sociale aard kunnen door het lid vanuit een macro-economische benadering wel bijgetreden worden aangezien iedereen het erover eens is dat energie goedkoop moet zijn om de kosten voor de economische agenten zo laag mogelijk te worden.

Vanuit micro-economisch standpunt kunnen deze bezwaren evenwel niet gelden. Dit zou eveneens in tegenspraak zijn met de opties die voorgesteld worden voor het voeren van een R. E. V.-beleid.

Op het vlak van de bezwaren in verband met de concurrentiekracht van de ondernemingen verklaart het lid dat men hier op lange termijn moet redeneren en de prijsrevolutie van de energieprodukten niet mag onderschatten. De stijging van de energieprijzen is onvermijdelijk en derhalve is het volgens het lid beter onze productie en consumptie te herstructureren in de richting van minder energieintensieve processen. Daartoe moet evenwel een bepaald prijsniveau gedurende ruime tijd behouden worden.

C'est pourquoi le membre déplore la récente décision gouvernementale de réduire les tarifs de l'électricité. Il estime en effet qu'elle ne cadre pas avec une politique énergétique à long terme.

M. Burgeon (n° 62) veut ajouter au point 7 ce qui suit :

« ...de la volonté du Gouvernement de réduire la consommation et de la situation sociale de certaines classes de consommateurs ».

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie répond que le problème énergétique est essentiellement un problème de prix. Une politique de prix élevés peut difficilement être qualifiée de politique sociale. Des prix élevés peuvent favoriser les économies d'énergie, mais ils risquent également d'entraver sérieusement certaines activités économiques.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie approuve l'introduction du concept « organes de contrôle » dans le texte de cette option. Il ajoute cependant que les organes existants doivent continuer à remplir leur rôle dans le cadre de la politique des prix.

Le Secrétaire d'Etat déclare d'autre part qu'il ne paraît pas possible de confier au Comité national de l'Energie de réaliser l'évaluation globale et permanente des fluctuations de prix.

En ce qui concerne la transparence des prix énergétiques, le Secrétaire d'Etat fait observer que celle-ci ne permet pas de maîtriser tous les éléments constitutifs du prix, mais simplement de connaître leur nombre et leur nature.

Un membre répond en déplorant que le Secrétaire d'Etat s'en tienne à la description vague des « éléments constitutifs du prix » qui figure dans cette option.

Il demande si ces éléments comprennent également le coût social de la pollution et de l'épuisement des réserves énergétiques.

Il souligne également l'évolution des prix de l'énergie dans le temps. A son avis, on ne peut pas s'attendre à une diminution des prix de l'énergie dans les 5 à 10 années à venir. Par contre, on peut s'attendre à ce que cette évolution prenne la forme de mouvements erratiques en dents de scie que des éléments monopolistiques nous imposent au niveau de l'offre. Le pays doit s'armer contre ces aléas en menant une politique prévoyante en matière de prix.

Un dernier membre fait remarquer que sa proposition concernant le financement de la sécurité sociale, formulée au point c) de sa proposition de texte, est restée sans réponse.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie répond que le niveau élevé des prix n'implique pas toujours une utilisation meilleure et plus rationnelle de l'énergie. Il est également évident, selon le Secrétaire d'Etat, qu'il est préférable de mener une politique sociale globale plutôt que de prendre des mesures ponctuelles et incohérentes.

#### *Huitième option globale*

Le texte de la huitième option globale qui est proposé est libellé comme suit :

« Le Parlement recommande au Gouvernement, en matière de prévision de l'offre et de la demande, d'utiliser la méthode des scénarios, qui tiendront compte de toutes les options de la politique énergétique ».

M. Bossuyt (n° 63) désire remplacer le texte de cette option par le nouveau texte ci-après :

« Le Parlement juge indispensable que les pouvoirs publics développent et élargissent les moyens dont ils dispo-

Daarom betreurt dit lid de recente regeringsbeslissing tot verlaging van de electriciteitstarieven. Een dergelijke beslissing luidt geen energiepolitiek op lange termijn in.

De heer Burgeon (n° 62) wil in fine van punt 7 toevoegen wat volgt :

« ...van de wil van de Regering om het verbruik te verminderen en van de sociale toestand van sommige klassen van consumenten ».

De Staatssecretaris voor Energie antwoordt dat het energieprobleem essentieel een probleem is van de prijs van de energie. Het voeren van een politiek van hoge prijzen kan moeilijk voorgesteld worden als een sociaal beleid. Hoge prijzen geven, aldus de Staatssecretaris, wel aanleiding tot energiebesparingen maar kunnen eveneens bepaalde economische activiteiten lamleggen.

De Staatssecretaris voor Energie kan zich akkoord verklaren met de introductie van het begrip « controleorganen » in de tekst van deze optie. Hij voegt eraan toe dat de reeds bestaande controleorganen evenwel hun rol moeten vervullen in het raam van de prijzenpolitiek.

Anderzijds acht de Staatssecretaris het niet mogelijk het Nationaal Comité voor de Energie te belasten met een globale en permanente evaluatie van de bewegingen van de energieprijzen.

Inzake de doorzichtigheid van de energieprijzen verklaart de Staatssecretaris dat deze doorzichtigheid niet leidt tot de beheersing van alle prijscomponenten maar enkel tot de kennis van hun aantal en aard.

In zijn repliek betreurt een lid dat de Staatssecretaris vasthoudt aan de vage omschrijving in deze optie van de bestanddelen van de prijzen.

Hij vraagt zich af of hierin de sociale kosten van milieuvervuiling en van de uitputting van de energievoorraden begrepen zijn.

Ook wijst hij op het verloop van de energieprijzen in de tijd. Er kan volgens het lid niet verwacht worden dat de energieprijzen zullen dalen tijdens de 5 à 10 volgende jaren. Wel kan men verwachten dat dit prijsverloop een vorm zal kennen van erratische zaagtandbewegingen die ons opgedrongen worden door monopolistische elementen aan de aanbodzijde. Hiertegen moet ons land zich wapenen door een vooruitziend beleid op gebied van de prijzen.

Een laatste lid merkt op dat zijn voorstel inzake de financiering van de sociale zekerheid, geformuleerd in het punt c) van zijn tekstvoorstel, onbeantwoord is gebleven.

De Staatssecretaris voor Energie antwoordt dat een hoge prijs niet altijd synoniem is van een beter en rationeler energiegebruik. Volgens de Staatssecretaris is het eveneens duidelijk dat een globale sociale politiek moet verkozen worden boven een beleid van kleine en onsamenvangende maatregelen.

#### *Achtste algemene optie*

De voorgestelde tekst van de achtste algemene optie luidt als volgt :

« (Het Parlement) beveelt de Regering aan, voor wat de vooruitzichten inzake vraag en aanbod betreft, de scenario-methode te gebruiken waarbij rekening wordt gehouden met alle opties inzake energiebeleid ».

De heer Bossuyt (n° 63) wenst de tekst van die optie te vervangen door volgende nieuwe tekst :

« acht het onontbeerlijk dat de overheid de middelen waarover zij beschikt ten einde de evolutie van de energie-



sent pour suivre de près l'évolution de la situation énergétique, de manière à pouvoir évaluer avec précision la politique menée et, au besoin, réaliser les adaptations voulues et affiner la méthode de prévision ».

Ce membre voudrait que les pouvoirs publics disposent de moyens plus vastes leur permettant d'apporter éventuellement des corrections après évaluation.

Un autre membre estime qu'il n'est pas absolument indispensable de mentionner « la méthode des scénarios » dans le texte; il se demande cependant comment l'auteur de la proposition de modification conçoit l'élargissement des moyens dont les pouvoirs publics disposent.

L'auteur du nouveau texte voudrait que le Gouvernement dispose d'un plus large éventail de possibilités pour intervenir de manière active et recueillir des informations, de telle sorte que les prévisions puissent également être améliorées.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie considère que le texte proposé est à la fois trop raffiné et trop vague.

L'auteur du nouveau texte estime en revanche que son texte est très clair. Il a proposé ce texte parce que le Gouvernement ne dispose manifestement que de très peu de données chiffrées en matière d'énergie et qu'il devrait donc mettre en œuvre des moyens plus importants pour se procurer les données nécessaires.

#### *Neuvième option globale*

Le texte proposé est libellé comme suit :

« (Le Parlement) souhaite que soit développée une stratégie énergétique au sein de la Communauté européenne, en respectant les spécificités locales, et qu'il soit œuvré activement dans le cadre de négociations globales mutuellement profitables entre pays producteurs et consommateurs d'énergie. »

M. De Batselier propose de remplacer le texte de cette option par ce qui suit :

« Souhaite que la Commission de la C. E. organise une solidarité européenne au niveau de l'offre et accorde, en ce qui concerne ses instruments et moyens, une priorité à la politique d'U. R. E. sans la confondre avec une U. R. E. ou une politique de substitution. »

Le membre estime que les Etats membres devraient coordonner leur politique d'offre. Il souhaite également que la priorité à donner à une politique d'U. R. E. soit confirmée au niveau européen.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie souhaite lui aussi une solidarité totale au niveau de l'offre, mais il estime qu'il serait naïf de reprendre telle quelle cette proposition dans les options.

En effet, si nous découvrons des sources d'énergie dans notre pays, nous en ferons d'abord profiter notre propre région et notre propre pays avant de penser à l'Europe.

Pour ce qui est de l'U. R. E., il existe des recommandations très précises au niveau européen.

Le texte existant est par conséquent suffisamment complet. Il n'est pas possible d'organiser la politique énergétique européenne de manière monolithique, ce qui justifie les mots « respectant les spécificités locales ». Chaque pays a ses habitudes au niveau de la consommation d'énergie et il faut en tenir compte. L'auteur (n° 64) modifie alors son texte comme suit :

situation op de voet te kunnen volgen verder uitwerkt en verruimt zodat zij de resultaten van het gevoerde beleid nauwkeurig kan evalueren, en indien nodig de gewenste aanpassingen kan aanbrengen en de prognosemethode kan verfijnen ».

Dit lid wil dat de overheid over een groter arsenaal aan middelen zou beschikken om na evaluatie eventueel corrigerend te kunnen optreden.

Een ander lid ziet niet in dat het absoluut noodzakelijk is de « scenariomethode » in de tekst te vermelden. Hij vraagt zich echter wel af wat de indiener bedoelt met een uitbreiding van de middelen waarover de overheid beschikt.

De auteur van de nieuwe tekst wenst dat de Regering meer mogelijkheden zou hebben om actief op te treden en om informatie te verkrijgen, zodanig dat ook betere prognoses kunnen gemaakt worden.

De Staatssecretaris voor de Energie vindt de voorgestelde tekst te geraffineerd, maar langs de andere kant toch ook te vaag.

De indiener is daarentegen van oordeel dat zijn tekst zeer duidelijk is. Hij werd ingediend omdat de Regering blijkbaar over zeer weinig cijfers beschikt betreffende de energie, en dus meer middelen zou moeten inzetten om die gegevens te verkrijgen.

#### *Negende algemene optie*

De voorgestelde tekst van de negende algemene optie luidt als volgt :

« (Het Parlement) wenst dat in de Europese Gemeenschap een energiebeleid zou worden ontwikkeld dat de lokale, eigen aard eerbiedigt en dat er actief zou worden gewerkt in het kader van globale onderhandelingen die zowel voor de energieproducerende als voor de energieverbruikende landen voordelig zijn. »

De heer De Batselier stelt voor de tekst van die optie te vervangen door hetgeen volgt :

« wenst dat de Commissie van de E. G. een solidariteit op Europees vlak organiseert in het aanbod, en prioriteit geeft in haar instrumenten en middelen aan het R. E. V. beleid zonder dit te vermengen met een R. E. V. of substitutiebeleid ».

De lidstaten zouden, aldus het lid, hun aanbod-beleid op elkaar moeten afstemmen. Hij wenst ook op Europees vlak de prioriteit van een R. E. V. beleid bevestigd te zien.

De Staatssecretaris voor Energie wenst eveneens een totale solidariteit inzake het aanbod maar men zou volgens hem echter zijn wensen voor werkelijkheid nemen indien dit voorstel als dusdanig in de opties zou vermeld worden.

Indien we in ons land energiebronnen ontdekken, zouden we ook allereerst ons eigen gewesten, ons eigen land ervan laten genieten en dan pas aan Europa denken.

Wat betreft het R. E. V., bestaan op Europees vlak zeer duidelijke aanbevelingen.

De bestaande tekst is dus voldoende doelgericht. De Europese politiek kan niet monolithisch georganiseerd worden aangezien elk land zijn typische gewoonten heeft op het vlak van energieverbruik, hetgeen de woorden « dat de lokale, eigen aard eerbiedigt » wettigt. Hiermede moet rekening gehouden worden. Daarop wijzigt de auteur (n° 64) zijn tekst in volgende zin :

« Souhaite que la Commission des Communautés européennes s'oriente vers l'organisation d'une solidarité accrue en matière d'offre.

Souhaite que la C. E. E. prenne des initiatives concrètes en vue de promouvoir une politique d'U. R. E. »

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie déclare qu'il peut marquer son accord sur ce nouveau texte.

\* \* \*

M. Moors (n° 65) souhaite que l'accent soit mis sur le souci d'aboutir à une politique européenne commune en matière d'énergie, en remplaçant au numéro 9, première et deuxième lignes les mots « Souhaite que soit développée une stratégie énergétique au sein de la communauté européenne, en respectant les spécificités locales » par les mots « Souhaite une politique européenne commune en matière d'énergie, qui respecte les spécificités locales ».

Le Secrétaire d'Etat souligne une nouvelle fois les différences locales qui rendent une politique commune souvent impossible.

M. W. Claes (n° 66) propose en ordre subsidiaire de remplacer le texte de l'option par ce qui suit :

« Le Parlement souligne la nécessité d'exécuter les engagements pris dans le cadre de l'Agence internationale de l'Energie et des Communautés européennes et d'œuvrer activement dans le cadre de négociations globales entre pays en voie de développement non producteurs d'énergie et producteurs d'énergie d'une part, et pays industrialisés consommateurs d'énergie, d'autre part. »

Le membre estime qu'il est nécessaire de faire référence à l'A. I. E., étant donné que certaines initiatives C. E. E. tiennent déjà compte à l'heure actuelle d'actions éventuelles de l'A. I. E., telles que, par exemple, les mesures relatives à la sous-crise.

Les négociations ne se limitent pas aux pays qui produisent et à ceux qui consomment de l'énergie.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie est d'accord pour prendre en considération les problèmes concernant l'A. I. E.

Il ne peut cependant accepter le reste du texte proposé, estimant que cela découle des objectifs de l'A. I. E. Il s'impose surtout d'établir des contacts avec les pays producteurs d'énergie.

Un membre estime qu'une résolution ne doit pas répéter les dispositions des traités européens. Les compétences du Conseil de Ministres de la C. E. E., de la Commission européenne et du Parlement européen sont définies dans les traités et il n'est pas nécessaire de les préciser à nouveau.

\* \* \*

M. Fedrigo (n° 67) propose de compléter le texte de l'option par un point 9bis :

« 9bis, demande au Gouvernement de prendre des initiatives sur le plan européen et international afin d'y promouvoir une politique d'utilisation rationnelle de l'énergie et de maîtrise de la croissance de la consommation d'énergie. »

L'auteur déclare que l'option ainsi formulée devrait permettre aux divers pays de profiter de leur expérience mutuelle. L'objectif final serait de ne pas épuiser prématurément les réserves d'énergie disponibles et de préserver notre environnement.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie considère que le texte existant traduit également cet objectif. Il estime dès lors qu'il faut développer une politique nationale avant de penser à des initiatives européennes.

« Wenst dat de Commissie voor de Europese Gemeenschap zich zou richten naar de organisatie van een grotere solidariteit inzake het aanbod;

Wenst dat de E. E. G. concrete initiatieven zou nemen inzake het bevorderen van een R. E. V.-beleid. »

De Staatssecretaris voor Energie verklaart zich ten slotte bereid tot opname van deze nieuwe tekst.

\* \* \*

De heer Moors (n° 65) wenst dat het streven naar een gemeenschappelijk Europees energiebeleid benadrukt wordt door op de eerste en tweede regel, de woorden « Wenst dat in de Europese Gemeenschap een energiebeleid zou worden ontwikkeld dat de lokale » te vervangen door de woorden « wenst een gemeenschappelijk Europees energiebeleid, dat weliswaar de lokale ».

Ook hier verwijst de Staatssecretaris naar lokale verschillen die dikwijls een gemeenschappelijk beleid onmogelijk maken.

Vervolgens stelt de heer W. Claes (n° 66) in bijkomende orde voor de tekst van de optie te vervangen door hetgeen volgt :

« beklemtoont de noodzaak de verbintenissen in het kader van het Internationaal Energieagentschap en de Europese Gemeenschappen uit te voeren en actief te werken in het kader van globale onderhandelingen tussen niet-energieproducerende ontwikkelingslanden, energieproducerende ontwikkelingslanden, enerzijds en energieverbruikende geïndustrialiseerde Staten anderzijds. »

Een verwijzing naar het I. E. A. is volgens dit lid nodig omdat zekere E. E. G.-initiatieven nu ook al rekening houden met mogelijke I. E. A.-acties zoals o.a. maatregelen i.v.m. subcrisis.

De onderhandelingen zijn ruimer dan tussen energieverbruikende en energieproducerende landen.

De Staatssecretaris voor Energie is het ermee eens de problemen in verband met het I. E. A. in overweging te nemen.

De rest van de voorgestelde tekst kan hij echter niet aanvaarden omdat hij vindt dat zulks uit de oogmerken van het I. E. A. voortvloeit. Het is vooral nodig contacten te leggen met energieproducerende landen.

Een lid is van oordeel dat in een resolutie niet moet herhaald worden wat in de Europese verdragen staat. De bevoegdheid van de Europese Ministerraad, van de Commissie en het Europese Parlement zijn bepaald. Derhalve is niet nodig daar nogmaals naar te verwijzen.

\* \* \*

De heer Fedrigo (n° 67) wenst de tekst van de optie aan te vullen met een punt 9bis :

« 9bis, vraagt de Regering op Europees en internationaal vlak initiatieven te nemen ten einde er een beleid van rationeel energieverbruik en van beheersing van de groei van het energieverbruik aan te moedigen. »

Deze tekst zou volgens spreker moeten toelaten dat het ene land gebruik kan maken van de ervaring van het andere land. Het uiteindelijke doel zou zijn de voorhanden zijnde reserves aan energie niet vervroegd uit te putten en ons leefmilieu te vrijwaren.

De Staatssecretaris voor Energie meent dat de bestaande tekst eveneens dit doel weerspiegelt. Hij is ook van oordeel dat eerst een nationaal beleid moet ontwikkeld worden alvorens kan gedacht worden aan Europese initiatieven.

L'auteur du nouveau texte souligne que sa proposition se base également sur une politique nationale, mais que cette politique d'U. R. E. peut ensuite être transposée sur le plan international.

#### *Dixième option globale*

Le texte de la dixième option globale qui est proposée est libellé comme suit :

« (Le Parlement) demande qu'une concertation étroite avec les régions permette de développer une stratégie énergétique nationale qui garantisse une répartition équitable sur l'ensemble du territoire. »

M. Dupré (n° 68) propose de remplacer ce texte par ce qui suit :

« (Le Parlement) demande que la stratégie énergétique nationale soit développée de manière à satisfaire de manière rationnelle les besoins du pays et de ses régions. »

Par ce nouveau texte, il veut éviter que les mots « répartition équitable » engendrent un système injustifié de compensations entre les régions.

Il entend cependant répartir sur une base rationnelle les besoins à leur stade final (les besoins de consommation), de telle sorte que l'accès à la consommation d'énergie soit garanti à chacun de manière optimale dans chaque région. Cela peut signifier que certains secteurs de la production énergétique sont plus forts dans une région que dans l'autre et, inversement, que certains secteurs y sont plus faibles.

M. Kubla aborde le problème de la répartition équitable non pas sous l'angle des besoins mais sous l'angle des moyens employés. Il propose d'indiquer dans le texte que les efforts fournis en matière d'énergie et les éventuelles retombées économiques de ces efforts doivent être répartis équitablement dans les régions.

Il propose à cet effet (n° 69) de remplacer les mots « qui garantisse une répartition équitable sur l'ensemble du territoire » par les mots :

« qui répartisse équitablement sur l'ensemble du territoire les efforts consacrés à ce secteur et les retombées qui en découlent. »

L'auteur souligne que cela ne signifie pas que l'on ne doit pas tenir compte des différences géographiques et autres, mais bien qu'il faut tendre vers une répartition équilibrée des ressources financières. Cette répartition devra se faire sur base de la solidarité nationale et de manière raisonnable.

Un membre estime que tout ceci pose des problèmes insurmontables car il est très difficile de mesurer la portée exacte des efforts en question.

D'autre part, il n'est pas question de s'efforcer de satisfaire tous les besoins, même les plus excessifs. Il s'agit au contraire de satisfaire uniquement les besoins normaux en énergie.

D'autres membres estiment que les clés de répartition régionales et les compensations injustifiées entre régions risquent d'engendrer une politique irrationnelle. Un membre fait remarquer qu'« équilibre » et « rationalité » ont bien souvent peu de points communs.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie ne peut accepter la modification proposée par M. Dupré. Il considère qu'il s'agit en l'occurrence d'une déclaration d'intention. Le Secrétaire d'Etat ajoute toutefois qu'il ne désire pas absolument conserver le texte original.

Il estime que le texte de M. Kubla est plus précis mais il ne le défend pas.

De auteur benadrukt dat het ook zijn bedoeling is te vertrekken van een nationaal beleid, maar dat dit beleid van R. E. V. kan uitgedragen worden op internationaal vlak.

#### *Tiende algemene optie*

De voorgestelde tekst van de tiende algemene optie luidt :

« (Het Parlement) vraagt dat door een nauw overleg met de Gewesten een nationale energiestrategie wordt ontwikkeld die een evenwichtige uitbouw waarborgt over het hele grondgebied ».

De heer Dupré (n° 68) wenst dat de tekst zou gewijzigd worden in de hierna volgende bewoordingen :

« (Het Parlement) vraagt dat de nationale energiestrategie zo zou opgebouwd worden dat op een rationele wijze wordt voorzien in de behoeften van het land en zijn Gewesten ».

Hij wil hiermee vermijden dat de woorden « evenwichtige uitbouw » zouden leiden tot een onverantwoord compensatiestelsel tussen de Gewesten.

Het is wel zijn bedoeling de behoeften in hun eindstadium (de verbruiksbehoefte) rationeel te spreiden zodanig dat in elk gewest de toegang tot het verbruik van energie voor iedereen optimaal verzekerd is. Dit kan betekenen dat bepaalde sectoren van de energieproductie in het ene gewest sterker zijn dan in het andere en omgekeerd, dat andere sectoren zwakker zijn.

De heer Kubla daarentegen benadert het probleem van de evenwichtige uitbouw niet vanuit de behoeften, maar vanuit de aangewende middelen. Hij stelt voor in de tekst op te nemen dat de inspanningen die geleverd worden op energiegebied en de mogelijke economische weerslag ervan evenwichtig moeten verdeeld worden over de Gewesten.

Daarom stelt hij voor (n° 69) in deze optie de woorden « die een evenwichtige uitbouw waarborgt over het hele grondgebied » te vervangen door de woorden :

« die de aan die sector bestede inspanningen en de gevolgen die er uit voortvloeien, evenwichtig verdeelt over het hele grondgebied ».

Dit wil volgens spreker niet zeggen dat geen rekening moet gehouden worden met geografische en andere verschillen, maar voor de middelen die uitgetrokken worden moet gestreefd worden naar een evenwichtige verdeling. Daarbij moet de nationale solidariteit en de redelijkheid in acht genomen worden.

Een lid meent dat dit onoverkomelijke moeilijkheden stelt omdat de aangehaalde inspanningen zeer moeilijk meetbaar zijn.

Daarnaast wordt erop gewezen dat er niet moet naar gestreefd worden alle behoeften, zelfs de meest excessieve te vervullen. Er moet integendeel gestreefd worden naar het vervullen van de normale behoeften aan energie.

Andere leden wijzen op het gevaar dat op een irrationele manier zou gewerkt worden omwille van regionale verdeelsleutels en onverantwoorde compensaties tussen de Gewesten. Een van hem wijst erop dat « evenwicht » en « rationaliteit » dikwijls weinig met elkaar te maken hebben.

De Staatssecretaris voor Energie kan de wijziging voorgesteld door de heer Dupré niet aanvaarden. Het gaat hier volgens hem om een intentieverklaring. De Staatssecretaris wenst even wel niet absoluut vast te houden aan de oorspronkelijke tekst.

De tekst van de heer Kubla acht hij preciezer geformuleerd, maar wenst deze toch niet te verdedigen.

Le Secrétaire d'Etat estime qu'il s'agit d'éviter que tous les efforts fournis ne profitent à une seule Région. Les données géographiques doivent également être prises en considération.

Il faut s'efforcer de répartir l'énergie disponible le plus équitablement possible entre les Régions et au prix le plus avantageux. Dans chaque Région, il faut tendre à une optimisation de l'U. R. E., afin de maintenir le niveau de l'emploi.

Un membre ne peut accepter que la politique industrielle soit définie en fonction d'avantages que notre pays ne peut offrir (contrairement aux Pays-Bas, par exemple, qui peuvent pratiquer des prix avantageux pour le gaz naturel). Un niveau artificiellement bas des prix de l'énergie engendre la remise à plus tard de l'assainissement véritable, tant en ce qui concerne l'offre qu'en ce qui concerne la demande.

\* \* \*

Par l'ajout figurant ci-dessous, M. De Batselier (n° 70) entend souligner que la concertation ne suffit pas et que les Régions doivent pouvoir disposer aussi des moyens financiers nécessaires :

« ... et qui mette à la disposition des Régions les moyens nécessaires pour financer les projets régionaux d'investissement, comme dans le domaine de la politique en matière de chauffage. »

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie ne peut accepter cette modification. Le Gouvernement national souhaite toutefois organiser une concertation étroite avec les Régions.

\* \* \*

M. Ansoms (n° 71) propose d'insérer une nouvelle option globale 10bis libellée comme suit :

« Le Parlement demande qu'une note détaillée sur l'énergie soit jointe chaque année au budget des Voies et Moyens. »

Son but est de permettre aux autorités nationales de procéder annuellement à une évaluation de la politique en matière d'énergie.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie se rallie à ce texte, à la condition que le mot « demande » soit remplacé par le mot « souhaite ». Il veut en effet éviter que la communication de la note demandée ne se transforme en une obligation absolue. Si toutefois le Gouvernement devait ne pas répondre à ce souhait du Parlement, le texte offre néanmoins aux parlementaires la possibilité de poser des questions et, éventuellement, d'interpeller.

Finalement, la Commission décide que le texte proposé par M. Ansoms sera repris dans la résolution, où il constituera l'option globale n° 12.

#### *Onzième option globale*

La onzième option globale qui est proposée est libellée comme suit :

« (Le Parlement) recommande qu'en raison des évolutions des contextes social, économique, scientifique, technologique et écologique, un débat parlementaire sur la politique énergétique du pays soit tenu au moins tous les cinq ans. »

M. Burgeon (n° 72) propose de remplacer ce texte par le suivant :

« recommande qu'en raison des évolutions des contextes économique, social, scientifique, technologique et écologi-

De Staatssecretaris meent dat het erop aankomt dat niet alle geleverde inspanningen ten goede komen aan één Gewest. Ook moet rekening gehouden worden met de geografische gegevens.

Er moet naar gestreefd worden de beschikbare energie te verdelen onder de Gewesten op de evenwichtigste manier en tegen de voordeligste prijs. In ieder Gewest moet gestreefd worden naar het meest R. E. V. dit ten einde de tewerkstelling te behouden.

Een lid kan niet akkoord gaan met het feit dat de industriepolitiek zou afgestemd worden op voordelen die ons land niet kan bieden (in tegenstelling met bijvoorbeeld Nederland dat een voordelige aardgasprijs kan bieden). Een kunstmatig lage energieprijs is er de oorzaak van dat een echte sanering zowel aan de aanbod- als aan de vraagzijde wordt uitgesteld.

\* \* \*

De heer De Batselier (n° 70) wenst door de hierna volgende tekstaanvulling te benadrukken dat samenspraak niet volstaat, maar dat de Gewesten ook over de nodige financiële middelen moeten kunnen beschikken :

« ... en die de nodige middelen ter beschikking stelt aan de Gewesten om de gewestelijke investeringsprojecten, zoals voor het verwarmingsbeleid, te kunnen financieren. »

De Staatssecretaris voor Energie kan deze tekstwijziging niet aanvaarden. De Nationale Regering wenst echter een doorgedreven overleg met de Gewesten te organiseren.

\* \* \*

De heer Ansoms (n° 71) stelt voor een nieuwe algemene optie 10bis in te voegen luidend als volgt :

« vraagt dat jaarlijks bij het indienen van de Rijksmiddelenbegroting een gedetailleerde energienota wordt gevoegd. »

Het doel ervan is de nationale overheid toe te laten een jaarlijkse evaluatie te houden van het gevoerde energiebeleid.

De Staatssecretaris voor Energie gaat akkoord op voorwaarde dat in de tekst van het lid het woord « vraagt » vervangen wordt door het woord « wenst ». De reden daarvan is dat hij dit voorstel niet wenst te laten uitgroeien tot een absolute verplichting. Mocht de Regering echter niet aan die wens van het Parlement tegemoet komen dan biedt de tekst toch de mogelijkheid tot vragen stellen en eventueel tot interpellieren.

Uiteindelijk beslist de Commissie dat de tekst, voorgesteld door de heer Ansoms, als algemene optie n° 12 in de resolutie zal opgenomen worden.

#### *Elfde algemene optie*

De voorgestelde tekst van de elfde globale optie luidt als volgt :

« (Het Parlement) beveelt aan wegens de evolutie van de sociale, economische, wetenschappelijke, technologische en ecologische context, ten minste om de vijf jaar een Parlementaire debat over het energiebeleid van het land te houden. »

De heer Burgeon (n° 72) stelt voor die bewoordingen te vervangen door volgende tekst :

« beveelt aan dat wegens de evolutie van de sociale, economische, wetenschappelijke, technologische en ecologi-

que, et de l'importance de la politique énergétique pour l'économie du pays :

1<sup>o</sup> le Gouvernement fasse annuellement rapport au Parlement sur la mise en œuvre de la politique énergétique;

2<sup>o</sup> les Ministres compétents en matière d'énergie, de recherche scientifique et de planification économique soient chargés d'établir régulièrement un rapport sur les perspectives énergétiques du pays afin qu'un débat parlementaire sur la politique énergétique soit tenu au moins tous les trois ans ».

Le membre déclare que son nouveau texte prévoit que le Gouvernement doit faire rapport au Parlement sur l'exécution des résolutions qui auront été votées.

Il recommande la mise sur pied régulière par les pouvoirs publics d'un rapport sur les perspectives énergétiques du pays, afin de rendre publics les informations en ces matières qui sont de la connaissance des Ministres concernés.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie fait observer qu'il doit être fait rapport annuellement au Parlement dans diverses autres matières. Or, en réalité, ces rapports sont soumis au Parlement avec un, deux ou trois ans de retard.

La discussion du Budget des Voies et Moyens offre la possibilité d'évaluer l'ensemble de la politique du Gouvernement, y compris donc la politique énergétique.

En ce qui concerne l'organisation éventuelle d'un débat tous les trois ans, le Secrétaire d'Etat rappelle que le présent débat sur l'énergie avait été annoncé dès 1974. Selon lui il a fallu attendre trop longtemps.

L'auteur fait observer qu'il ne faut pas renverser les choses. Ce n'est pas parce que les engagements pris ne sont pas tenus que le principe de ces engagements doit être mis en cause. Le Budget des Voies et Moyens forme un ensemble tellement complexe que la politique énergétique ne peut retenir une attention suffisante au cours de l'examen de ce budget.

\* \* \*

M. W. Claes (n<sup>o</sup> 73) propose également une modification du texte :

« Le Parlement se propose de procéder annuellement, lors de la discussion du budget du Ministre responsable, à une évaluation de la politique énergétique et d'émettre son avis en la matière.

Demande au Gouvernement d'organiser régulièrement, dans le cadre du Comité national de l'Energie, une concertation sur la politique énergétique globale ainsi que ses différents composants. »

Un membre se rallie à cette proposition de modification et fait observer qu'il est essentiel de pouvoir moduler la politique après que ses résultats ont été évalués. Il ne s'agit pas tant du délai que de la possibilité de suivre de près l'évolution des prix et de la politique d'U. R. E. Le membre souligne en outre l'importance du Comité national de l'énergie.

M. De Batselier (n<sup>o</sup> 74) propose de compléter comme suit le texte de cette option :

« ainsi que chaque fois qu'un nouvel élément important se manifeste dans la politique énergétique du pays. »

En effet, en raison de changements soudains et fondamentaux (cf. la crise pétrolière de 1973-1974), les options prises peuvent selon le membre être dépassées et de nouveaux choix fondamentaux peuvent s'imposer.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie doute que la période de crise que nous traversons se prête à l'organisation d'un débat parlementaire fondamental. En effet, la crise monopolise

gische context en wegens het belang van het energiebeleid voor het bedrijfsleven van ons land :

1<sup>o</sup> de Regering jaarlijks verslag uitbrengt over het door haar gevoerde energiebeleid;

2<sup>o</sup> de inzake energie, wetenschappelijk onderzoek en economische planning bevoegde Ministers ermee belast worden geregeld verslag uit te brengen over de voor ons land bestaande perspectieven inzake energie, zodat ten minste om de drie jaar een parlementair debat over het energiebeleid wordt gevoerd ».

De nieuwe tekst bepaalt dat de Regering bij het Parlement verslag moet uitbrengen over de uitvoering van de resoluties die zullen worden aangenomen.

Hij beveelt aan dat de overheid geregeld verslag uitbrengt over de voor ons land bestaande perspectieven inzake energie, zodat de informatie waarover de betrokken Ministers ter zake beschikken, openbaar wordt gemaakt.

De Staatssecretaris voor Eenergie wijst erop dat voor verscheidene andere problemen een jaarlijks verslag aan het Parlement vereist is. Dikwijls komt het erop meer dat die verslagen met 1, 2 tot 3 jaar vertraging ingediend worden.

Bij de bespreking van de Rijksmiddelenbegroting bestaat de mogelijkheid het totale beleid van de Regering te evalueren en dus ook het energiebeleid.

Wat betreft een eventueel driejaarlijks debat verwijst de Staatssecretaris naar het huidige energiedebat dat reeds in 1974 aangekondigd werd. Dit is volgens hem een te lange periode.

De auteur laat opmerken dat de zaken niet moeten omgekeerd worden. Het is niet omdat aangegane verbintenissen niet gerespecteerd worden dat het principe van die verbintenissen moet in vraag gesteld worden. De Rijksmiddelenbegroting is een zulkdanig complex geheel dat het energiebeleid onvoldoende aan bod zou komen.

\* \* \*

De heer W. Claes (n<sup>o</sup> 73) stelt eveneens een tekstwijziging voor :

« stelt voor bij de jaarlijkse bespreking van de begroting van de verantwoordelijke Minister een evaluatie van de energiepolitiek te zullen maken en dienaangaande advies uit te brengen.

Vraagt de Regering regelmatig binnen het kader van het Nationaal Comité voor de Energie overleg te organiseren betreffende het globale energiebeleid en de diverse deelaspecten ervan ».

Een lid treedt dit voorstel van wijziging bij, erop wijzende dat het van fundamenteel belang is, na de evaluatie van de resultaten, het beleid te kunnen bijsturen. Het gaat niet zozeer om de termijn, maar om de mogelijkheid de evolutie van prijzen van het R. E. V.-beleid op de voet te kunnen volgen. Daarnaast wordt gewezen op het belang van het Nationaal Comité voor de Energie.

De heer De Batselier (n<sup>o</sup> 74) stelt voor de tekst van de optie aan te vullen met wat volgt :

« en zodra zich een nieuw belangrijk element voordoet in de energiepolitiek van het land ».

Plotselinge en fundamentele wijzigingen (cfr. de oliecrisis in 1973-1974), kunnen volgens spreker immers maken dat de genomen opties achterhaald zijn en dat nieuwe fundamentele keuzen zich opdringen.

De Staatssecretaris voor Energie betwijfelt of het ogenblik waarop een crisis zich voordoet wel geschikt is voor een fundamenteel parlementair debat. Iedereen heeft dan

l'attention de chacun, de sorte que l'on ne peut prêter une attention suffisante à la politique à long terme. La notion de « nouvel élément important » est en outre discutable.

M. Desaeyere (n° 75) propose de compléter le texte par ce qui suit :

« La décision de construire des centrales nucléaires doit en tout état de cause faire l'objet d'un tel débat. »

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie fait observer que la politique énergétique ne se limite pas à l'énergie nucléaire. Il ne juge dès lors pas nécessaire de remettre en cause l'ensemble de la politique énergétique à cause de la construction d'une nouvelle centrale nucléaire.

Il attire également l'attention sur la procédure extrêmement pénible qui précède déjà la construction d'une nouvelle centrale (même s'il s'agit d'une centrale conventionnelle). De plus, il faut tenir compte du fait que la construction d'une centrale nucléaire dure 5 ou 6 ans au minimum, comme c'est le cas en France. La périodicité de 5 ans permet donc au Parlement de se prononcer à ce sujet.

Un membre estime qu'un débat parlementaire ne suffit pas et qu'il y a lieu d'organiser un grand débat social, précédé éventuellement d'une enquête publique.

Enfin, un autre membre signale que le texte initial laisse une marge en ce qui concerne la fréquence des débats parlementaires sur l'énergie, puisqu'il y est question d'« au moins tous les cinq ans ».

\* \* \*

La Commission examine ensuite un certain nombre de propositions qui visent à compléter les 11 options proposées, par d'autres options globales.

M. Dupré estime que les options globales doivent traduire l'intention de la Belgique de bannir les procédés de production classiques, gros consommateurs d'énergie et de faible niveau technologique, afin d'améliorer ainsi la relation entre la consommation d'énergie et la croissance économique.

Il propose (n° 76) de formuler cet objectif de la manière suivante dans les options globales :

« Vu l'interaction entre l'économie et l'énergie, la Chambre des Représentants recommande de promouvoir les secteurs et les techniques qui permettent d'obtenir une plus grande valeur ajoutée pour une même quantité d'énergie ».

Il ajoute que cette option ne dissimule aucune arrière-pensée communautaire, c'est-à-dire qu'aucun secteur industriel particulier n'est visé.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie se rallie à cet objectif et un texte sera élaboré en tenant compte d'autres propositions similaires. Il préfère que les idées énoncées soient insérées dans le texte existant et ne fassent pas l'objet d'une option distincte.

Une proposition de M. Desaeyere (n° 77) vise à ajouter une option globale prévoyant le refus d'accepter la construction d'une ou de plusieurs centrales nucléaires. Si l'on continue dans la voie dans laquelle on s'est engagé, il estime qu'en 1985 l'énergie nucléaire interviendra pour deux tiers dans la production totale d'énergie. L'énergie nucléaire risque donc d'acquiescer une position de domination absolue et de rendre impossible tout effort de diversification.

M. Dierickx voit dans les centrales nucléaires le symbole de la croyance en une croissance économique illimitée. Un

immens de volle aandacht toegespitsd op de krisissituatie, waardoor onvoldoende aandacht kan opgebracht worden voor het beleid op langere termijn. Daarbij kan ook gediscussieerd worden over het begrip « een nieuw belangrijk element ».

De heer Desaeyere (n° 75) wenst de tekst als volgt te vervolledigen :

« In ieder geval moet de beslissing tot het bouwen van kerncentrales aan zo'n debat onderworpen worden. »

De Staatssecretaris voor Energie laat opmerken dat het energiebeleid zich niet beperkt tot de kernenergie. Hij acht het dan ook niet nodig het totale energiebeleid opnieuw in vraag te stellen omwille van een nieuwe kerncentrale.

Hij wijst ook op de reeds loodzware procedure die voorafgaat aan de bouw van een nieuwe centrale (ook aan de bouw van een konventionele centrale). Daarbij moet er rekening mee gehouden worden dat de bouw van een kerncentrale 5 tot 6 jaar in beslag neemt, dit wil zeggen dat de voorgestelde frequentie van 5 jaar, het Parlement in de mogelijkheid stelt zich hierover uit te spreken.

Een lid acht een parlementair debat niet voldoende en meent dat een breed maatschappelijk debat moet plaatsvinden, eventueel voorafgegaan door een openbaar onderzoek.

Ten slotte wijst een ander lid erop dat in de oorspronkelijke tekst ruimte gelaten wordt voor een grotere frequentie van een parlementair energiedebat. Er is immers sprake van « tenminste » om de 5 jaar.

\* \* \*

Vervolgens wordt aandacht besteed aan een aantal voorstellen die ertoe strekken de 11 voorgestelde opties aan te vullen met nog bijkomende algemene opties.

De heer Dupré is van oordeel dat in de algemene opties het voornemen moet worden aangegeven dat België weg wil van klassieke, energieverlindende, laag-technologische produktieprocessen om aldus de verhouding tussen energieverbruik en economische groei te verbeteren.

Hij stelt voor (n° 76) dat dit als volgt zou worden verwoord in de algemene opties :

« Gezien de innige wisselwerking tussen economie en energie, beveelt de Kamer van Volksvertegenwoordigers aan die sectoren en technieken te bevorderen waar voor eenzelfde energieinzet een grotere toegevoegde waarde kan worden verwezenlijkt ».

Hij voegt er nog aan toe dat een dergelijke optie geen enkele communautaire bijbedoeling heeft, d.w.z. dat geen bepaalde nijverheidssectoren gevisieerd worden.

De Staatsecretaris kan deze idee bijtrekken en een tekst zal worden uitgewerkt waarin met andere gelijkaardige voorstellen rekening wordt gehouden. Hij verkiest nochtans dat zij zou worden ingelast en niet het voorwerp zou uitmaken van een afzonderlijke optie.

Een voorstel van de heer Desaeyere (n° 77) strekt ertoe dat in een bijkomende algemene optie de bouw van een of meerdere kerncentrales zou worden afgewezen. Wordt de ingeslagen weg verder bewandeld dan zal de kernenergie volgens hem in 1985 twee derde van de energieproductie voor haar rekening nemen. De kernenergie dreigt dus allesoverheersend te worden en bijgevolg het nastreven van een zgn. diversificatiebeleid onmogelijk te maken.

De heer Dierickx bestempelt de kerncentrales als het symbool van het geloof in een onbeperkte economische



débat sur le sens et l'absurdité de la croissance économique implique un débat sur une vision alternative de la société.

La proposition de M. Dierickx (n° 78), qui vise à ajouter une option globale, est libellée comme suit :

« La Chambre des Représentants,

estime qu'il est possible de maîtriser la croissance de la consommation d'énergie, tout en maintenant et en améliorant le niveau de vie de la population, voire de réaliser une certaine croissance économique sélective;

insiste sur la nécessité de créer une Société d'achat d'énergie primaire, qui permettrait aux pouvoirs publics d'acheter eux-mêmes des matières premières énergétiques sur le marché international;

souhaite que parmi les membres du Comité national de l'énergie figurent également des représentants des organisations d'écologistes et de consommateurs, et souhaite qu'un bureau composé d'experts en énergie prépare les travaux de ce Comité;

souhaite la conversion du Centre d'études de l'énergie nucléaire en un Centre de recherches énergétiques, au service des pouvoirs publics et sous la tutelle du Secrétariat d'Etat à l'Energie, dont le conseil d'administration se composerait de représentants des pouvoirs publics, de l'industrie, des syndicats et des organisations d'écologistes et de consommateurs;

souhaite que la recherche scientifique en matière d'énergie soit réorientée en fonction des options précitées et selon la clé de répartition suivante :

— un tiers pour les sources d'énergie traditionnelles, dont l'énergie nucléaire;

— un tiers pour les sources d'énergie nouvelles, dont les sources d'énergie alternatives et la technologie charbonnière;

— un tiers pour les économies et l'utilisation rationnelle de l'énergie;

estime que la politique énergétique exerce une influence tellement profonde sur la physionomie de notre société qu'il est souhaitable que le Gouvernement organise une large concertation sociale et éventuellement une enquête publique au sujet de l'ensemble de ce problème. »

En ce qui concerne l'énergie nucléaire, un membre souligne qu'il s'oppose à tout accroissement superflu de la capacité. Cette position se base sur le principe qu'une croissance économique sélective ne doit pas nécessairement aller de pair avec un accroissement proportionnel de la capacité électrique.

M. De Batselier propose d'ajouter les 3 options globales suivantes :

« La Chambre des Représentants,

a) préconise (n° 79) l'amélioration de la concertation dans le secteur de l'énergie par l'octroi des moyens nécessaires ou par la structuration optimale des organes de concertation;

b) estime (n° 80) que toute décision importante dans le secteur de l'énergie doit faire l'objet d'une discussion approfondie au sein des organes de concertation compétents et que le Gouvernement doit tenir largement compte des conclusions et avis qui y sont émis;

croci. Een debat over zin en onzin van de economische groei impliceert meteen ook een debat over een alternatieve maatschappijvisie.

Het voorstel van de heer Dierickx (n° 78) strukt tot het toevoegen van een bijkomende algemene optie luidend als volgt :

« De Kamer van Volksvertegenwoordigers,

meent dat de beheersing van de energiegroei mogelijk is met behoud en verbetering van de levensstandaard van de bevolking en dat zelfs een beperkte selectieve economische groei kan gerealiseerd worden;

dringt aan op de oprichting van een Aankoopmaatschappij voor Primaire Energie, waardoor de overheid zelf op de internationale markt energiegroedstoffen kan aankopen;

wenst dat in de samenstelling van het Nationaal Comité voor Energie, vertegenwoordigers worden opgenomen van milieu- en consumptieorganisaties en wenst de uitbouw van een dagelijks bureau bestaande uit energiedeskundigen, om het werk van dit Comité voor te bereiden;

wenst de omvorming van het Studiecentrum voor Kernenergie tot een Energie-Onderzoekscentrum ten dienste van de overheid, onder toezicht van het Staatssecretariaat voor Energie, met in de beheerraad afgevaardigden van de overheid, de industrie, de vakbonden en milieu- en consumentenorganisaties;

wenst dat het wetenschappelijke onderzoek inzake energie zou geheroriënteerd worden in functie van bovenvermelde opties, en volgens de verdeelsleutel :

— één derde traditionele energiebronnen, waaronder kernenergie;

— één derde nieuwe energiebronnen, waaronder alternatieve energiebronnen en steenkooltechnologie;

— één derde voor besparingen en rationeel energieverbruik;

is van mening dat de energiepolitiek een dergelijk doortastende invloed heeft op het uitzicht van onze samenleving, dat zij de Regering aanbeveelt een brede maatschappelijke discussie op te zetten rond deze problematiek en eventueel een openbaar onderzoek te organiseren. »

I.v.m. de kernenergie beklemtoont een lid dat hij gekant is tegen elke overbodige capaciteitsuitbreiding. Dergelijk standpunt dient geïnterpreteerd in het licht van de stelregel dat een selectieve economische groei niet dient te leiden tot een evenredige uitbreiding van de elektrische capaciteit.

Voorstellen van de heer De Batselier strekken ertoe drie algemene opties toe te voegen, luidend als volgt :

« De Kamer van Volksvertegenwoordigers,

a) wenst (n° 79) dat het overleg in de energiesector beter tot zijn recht komt, dor aan de overlegstructuren de nodige middelen toe te kennen of deze meer optimaal te structureren;

b) oordeelt (n° 80) dat elke belangrijke beslissing in de energiesector grondig moet worden uitgediscussieerd in de bevoegde overlegorganen en dat door de Regering aan de besluiten en aan de adviezen een grote waarde moet worden gehecht;

c) estime (n° 81) que le secteur de l'énergie est un secteur clé, qu'il doit être jugé d'après sa valeur macro-économique et qu'il nécessite une approche planifiée;

— estime qu'il convient dès lors d'accorder une grande importance à la réalisation des réformes de structures déjà décidées;

— préconise, étant donné la nécessité d'une politique énergétique globale, la globalisation et l'intensification de toutes les interventions des pouvoirs publics. »

M. De Batselier justifie ces trois propositions comme suit :

a) Certains organes ne disposent pas de personnel spécialisé pouvant assister les participants à la concertation. Ainsi, le statut du Comité de contrôle du gaz et de l'électricité pourrait également être revu.

b) La concertation a toujours été un élément essentiel de notre démocratie.

Le Comité national de l'énergie n'a pas eu la possibilité d'émettre un avis sérieux à l'occasion du débat sur l'énergie ni de participer à une concertation.

c) La politique énergétique ne peut pas être dissociée de la politique économique générale et du bien-être général.

Une approche macro-économique l'emporte sur une approche purement micro-économique.

Les pouvoirs publics sont la meilleure expression de l'intérêt général.

Après avoir attiré l'attention sur le fait que les propositions du Gouvernement contiennent une série distincte d'options consacrées à l'énergie nucléaire, le Secrétaire d'Etat renvoie aux explications qu'il a fournies précédemment.

M. Dupré fait observer que la recherche et le développement sont à la fois un prolongement et un facteur de rénovation de la politique énergétique. Il est vraisemblable que les efforts assez dispersés qui sont consentis actuellement dans le domaine de la recherche et du développement devront être réorientés et coordonnés afin de répondre aux options proposées.

La proposition de M. Dupré (n° 82) vise par conséquent à compléter le texte proposé par une option globale libellée comme suit :

« La Chambre des Représentants recommande d'orienter les travaux de recherche et de développement en fonction des options globales en matière de politique énergétique et demande que, dans cette optique, le potentiel de recherche existant soit utilisé et renforcé au maximum en étroite collaboration avec les divers organismes et services ».

Bien que les propositions qui sont soumises à la Commission comportent une série distincte d'options consacrées à la recherche et au développement, le Secrétaire d'Etat n'est pas opposé à cette dernière proposition.

c) *Nouvelles propositions globales relatives aux « options globales ».*

Compte tenu d'un certain nombre de propositions faites par des membres de la Commission, le Secrétaire d'Etat à l'Energie propose un nouveau texte en remplacement du premier texte du Gouvernement relatif aux options globales. Ce nouveau texte est libellé comme suit :

c)oordeelt (n° 81) dat de energiesector een sleutelsector is, alsook dat deze materie op zijn macro-economische waarde moet beoordeeld worden en op een geplande manier moet aangepakt worden;

— meent dat daarom groot belang moet worden gehecht aan de uitvoering van de reeds besliste structuurhervormingen;

— opteert, omdat een globaal energiebeleid zo noodzakelijk is, dat alle overheidsinterventies moeten geglobaliseerd en uitgebreid worden. »

Deze drie voorstellen worden door de heer De Batselier respectievelijk als volgt verantwoord :

a) In sommige organen beschikt men over geen gespecialiseerd personeel om de overlegpartners bij te staan. Zo lijkt ook het statuut van het Controlecomité voor Gas en Electriciteit voor herziening vatbaar.

b) Overleg is een essentieel element van onze democratie.

Het Nationaal Comité voor Energie heeft bij het energie-debat niet de kans gekregen tot een ernstig advies, noch tot overleg.

c) Het energiebeleid mag niet los staan van het algemeen economisch beleid en het algemeen welzijn.

Een macro-economische benadering primeert op een louter micro-economische benadering.

De overheid is de beste uitdrukking van het algemeen belang.

De Staatsecretaris vestigt er de aandacht op dat in de voorstellen een afzonderlijke reeks opties gewijd wordt aan de kernenergie. Voorts verwijst hij naar de vroegere toelichtingen van zijn standpunten.

De heer Dupré wijst erop dat het onderzoeks- en ontwikkelingswerk tegelijk uitloper en vernieuwer is van het energiebeleid. Het is waarschijnlijk dat de tamelijk verspreide onderzoeks- en ontwikkelingsinspanningen van het ogenblik én gewijzigd en gecoördineerd dienen te worden als gevolg van de nu behandelde opties.

Daarom strekt zijn voorstel (n° 82) ertoe de voorgestelde tekst aan te vullen met een als volgt luidende algemene optie :

« De Kamer van Volksvertegenwoordigers beveelt aan het onderzoeks- en ontwikkelingswerk af te stellen op de globale opties inzake energiebeleid en vraagt dat het bestaande onderzoekspotentieel daarbij in nauwe onderlinge samenwerking van de diverse instellingen en diensten maximaal zou worden benut en uitgebreid ».

Hoewel in de voorgelegde voorstellen een afzonderlijke reeks opties wordt gewijd aan onderzoek en ontwikkeling, is de Staatssecretaris niet gekant tegen dit laatste voorstel.

c) *Nieuwe globale tekstvoorstellen betreffende de « globale opties ».*

Rekening houdend met een aantal voorstellen van Commissieleden stelt de Staatssecretaris een nieuwe tekst voor ter vervanging van de eerste Regeringstekst betreffende de globale opties. Deze nieuwe tekst luidt als volgt :

« La Chambre des représentants,

1. Estime qu'une politique de progrès social et de développement économique ne peut se concevoir sans que ne soit élaborée conjointement une politique énergétique cohérente et clairement définie.

Cette politique sera orientée en tenant compte :

- du respect et de la protection de l'homme et de son environnement;
- de l'accroissement du bien-être général et de celui des générations futures;
- de la gestion rationnelle des ressources tant naturelles que financières;

2. Demande que toutes les dépenses des pouvoirs publics se rapportant directement à la politique énergétique soient groupées, à leurs niveaux, en une enveloppe budgétaire unique, et fassent l'objet d'une coordination par le Ministre ayant l'Energie dans ses attributions.

3. Préconise qu'une attention égale soit portée tant aux problèmes de l'offre qu'à ceux de la demande, et que des moyens soient mis en œuvre en faveur des uns et des autres.

4. Demande au Gouvernement et aux pouvoirs publics, à leurs niveaux respectifs, dans le cadre de la priorité à accorder à l'utilisation rationnelle et à l'économie d'énergie, de prévoir les moyens appropriés et de prendre les mesures adéquates dans ce cadre.

5. Préconise qu'un effort soutenu soit maintenu en faveur de la recherche-développement et des projets de démonstration, en ayant notamment en vue une extension future des énergies non conventionnelles et renouvelables, et l'exploitation des ressources naturelles du pays.

6. Préconise que soit menée une politique basée sur une diversification des différentes formes et sources d'énergie, tendant à assurer un approvisionnement sûr et régulier à tous les niveaux.

La mise en œuvre de cette diversification devra prendre en compte les éléments suivants :

- un objectif de diminution de la consommation de pétrole;
- l'évolution qualitative et quantitative de la demande;
- la répartition géopolitique des sources d'approvisionnement;
- les répercussions sur l'économie du pays;
- l'évolution des marchés internationaux;
- la rentabilité et la sécurité des filières de conversion;
- l'infrastructure et les mécanismes de distribution.

7. Demande que les prix soient maintenus aussi modérés que possible, sous réserve des nécessités de la politique d'utilisation rationnelle de l'énergie. Les prix seront établis avec la participation des organismes de contrôle compétents, sur les bases d'une politique de transparence et de vérité, et des mécanismes existants ou analogues.

Ils tiendront compte :

- de tous leurs éléments constitutifs;
- de l'évolution des marchés internationaux;
- d'une rentabilité normale des entreprises du secteur énergétique.

« De Kamer van volksvertegenwoordigers,

1. Meent dat het niet mogelijk is een beleid van sociale vooruitgang en economische ontwikkeling uit te werken, zonder tegelijkertijd te voorzien in een samenhangend en duidelijk omschreven energiebeleid.

Bij de oriëntering van dit beleid zal rekening worden gehouden met :

- de eerbied voor en de bescherming van de mens en zijn leefmilieu;
- de toename van het algemeen welzijn en van het welzijn der komende generaties;
- het rationeel beheer van zowel de natuurlijke als de financiële bronnen.

2. Vraagt dat alle overheidsuitgaven die rechtstreeks verband houden met het energiebeleid, op hun niveaus zouden gegroepeerd worden in één enkel begrotingsluik, en zouden gecoördineerd worden door de Minister die voor de Energie bevoegd is.

3. Stelt voor dat gelijke aandacht zou worden besteed aan de problemen van vraag en aanbod en dat middelen ter beschikking worden gesteld ten gunste van beide.

4. Vraagt de Regering en de overheidsinstanties elk op hun niveau, in het kader van de voorrang verleend aan het rationeel gebruik en de besparing van energie, hiervoor in de geschikte middelen te voorzien en de passende maatregelen te treffen.

5. Stelt voor een volgehouden inspanning te leveren ten voordelen van het onderzoek, de ontwikkeling en de demonstratieprojecten, inzonderheid met het oog op een toekomstige uitbreiding van de niet conventionele en vernieuwbare energievormen en de exploitatie van de natuurlijke bronnen van het land.

6. Stelt voor een beleid te voeren gesteund op een diversifiëring van de verschillende energiebronnen en -vormen en gericht op het waarborgen van een zekere en regelmatige bevoorrading op alle niveaus.

Bij de uitwerking van deze diversifiëring zal rekening moeten gehouden worden met de volgende elementen :

- het streven naar een vermindering van het aardolieverbruik;
- de kwalitatieve en kwantitatieve evolutie van de vraag;
- de geopolitieke spreiding van de bevoorradingsbronnen;
- de weerslag op de economie van het land;
- de evolutie der internationale markten;
- de doelmatigheid en de veiligheid van de omzetting;
- de infrastructuur en de mechanismen van de distributie.

7. Vraagt de prijzen zo gematigd mogelijk te houden, onder voorbehoud van de vereisten van het beleid van rationeel energiegebruik. De prijzen zullen worden vastgesteld in samenwerking met de bevoegde controleinstellingen op grond van een beleid van doorzichtigheid en echtheid, en bestaande of analoge mechanismen.

Daarbij wordt rekening gehouden met :

- alle bestanddelen ervan;
- de evolutie der internationale markten;
- een normale rendabiliteit van de ondernemingen van de energiesector.

8. Recommande au Gouvernement, en matière de prévision de l'offre et de la demande d'utiliser la méthode des scénarios, qui tiendront compte de toutes les options de la politique énergétique.

9. Souhaite :

— que soit développée une stratégie énergétique qui s'inscrive dans celles de la Communauté Européenne et de l'Agence Internationale de l'Energie, en tenant compte des spécificités locales, qui s'oriente vers une coordination efficace des efforts entrepris à tous les niveaux et aboutisse à une plus grande solidarité;

— qu'il soit œuvré activement dans le cadre de négociations globales mutuellement profitables entre pays producteurs et consommateurs d'énergie.

10. Demande qu'une concertation étroite avec les Régions permette de développer une stratégie énergétique nationale dont les réalisations soient réparties harmonieusement sur l'ensemble du territoire.

11. Souhaite qu'une note détaillée sur l'énergie soit jointe chaque année au budget des Voies et Moyens.

12. Recommande de mener une politique économique réorientée vers des secteurs à valeur ajoutée plus élevée par unité d'énergie consommée.

13. Recommande qu'en raison des évolutions des contextes social, économique, scientifique, technologique et écologique, un débat parlementaire sur la politique énergétique du pays soit tenu au moins tous les cinq ans. »

\* \* \*

M. Desaeyere propose à son tour un nouveau texte qui est basé sur les options globales adoptées par la Commission de l'Energie du Conseil flamand :

« La Chambre des représentants,

1. Estime qu'une politique de progrès social et de développement économique ne peut se concevoir sans que ne soit élaborée conjointement une politique énergétique cohérente et clairement définie, axée sur l'augmentation du niveau de bien-être de la population et compatible avec le respect et la protection de l'homme et de son environnement, l'aménagement du territoire, la gestion autonome des ressources tant naturelles que financières et le bien-être des générations futures.

2. Demande que toutes les dépenses nationales spécifiques se rapportant à la politique énergétique soient groupées en une enveloppe budgétaire unique, afin de permettre une coordination des efforts en la matière.

Pour ce qui est des dépenses non spécifiques en matière d'énergie, la Chambre souhaite que la coordination nécessaire soit réalisée à l'occasion de l'établissement du budget.

3. Recommande que la priorité soit donnée à la satisfaction optimale de la demande. Préfère la mise en œuvre d'une politique d'utilisation rationnelle de l'énergie aux options en faveur des intérêts sectoriels au niveau de l'offre.

4. Demande au Gouvernement et aux Exécutifs, dans le cadre de la priorité à accorder à l'utilisation rationnelle et à l'économie d'énergie, de prendre les mesures nécessaires et de prévoir les ressources requises en vue d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie.

8. Beveelt de Regering aan, wat de vooruitzichten inzake vraag en aanbod betreft, de scenariomethode te gebruiken waarbij rekening wordt gehouden met alle opties inzake energiebeleid.

9. Wenst :

— dat een energiestrategie wordt uitgewerkt die past in deze van de Europese Gemeenschap en van het Internationaal Energieagentschap, rekening houdend met de plaatselijke specificiteiten. Deze strategie moet zich toespitsen op een doeltreffende coördinatie van de inspanningen op alle niveaus en moet leiden tot een grotere solidariteit tussen de landen van de E. E. G.;

— dat actief wordt geijverd in het kader van globale onderhandelingen tussen de energieproducerende en de energieverbruikende landen in hun wederzijds belang.

10. Vraagt dat een nauw overleg met de Gewesten de uitwerking van een nationale strategie zou mogelijk maken, waarvan de verwezenlijkingen harmonisch zouden worden verdeeld over gans het grondgebied.

11. Wenst dat jaarlijks bij het indienen van Rijksmiddelenbegroting een gedetailleerde energienota wordt gevoegd.

12. Beveelt aan een economisch beleid te voeren dat geherorienteerd wordt naar sectoren waarvan de toegevoegde waarde hoger is per verbruikte energieëenheid.

13. Beveelt aan wegens de evolutie van de sociale, economische, wetenschappelijke, technologische en ecologische context, ten minste om de vijf jaar een parlementair debat over het energiebeleid van het land te houden. »

\* \* \*

De heer Desaeyere stelt op zijn beurt een nieuwe tekst voor die steunt op de globale opties aangenomen door de Commissie voor de Energie van de Vlaamse Raad :

« De Kamer van Volksvertegenwoordigers,

1. Meent dat een beleid van sociale vooruitgang en economische ontwikkeling niet kan worden opgevat zonder tegelijkertijd een samenhangend en duidelijk bepaald energiebeleid uit te werken dat gericht is op de groeiende welvaart van de bevolking en dat verenigbaar is met de eerbied voor en de bescherming van de mens en zijn leefmilieu, de ordening van de ruimte, het zuinig beheer van de hulpbronnen, zowel natuurlijke als financiële, en het welzijn van de komende generaties.

2. Vraagt dat alle nationale specifieke uitgaven inzake energiebeleid gegroepeerd zouden worden in een enkel begrotingspakket, ten einde een coördinatie der inspanningen terzake mogelijk te maken.

Met betrekking tot de niet-specifieke uitgaven inzake energie drukt de Kamer de wens uit dat ter gelegenheid van het opstellen van de begroting de nodige coördinatie zou worden in acht genomen.

3. Beveelt aan voortaan prioriteit te geven aan het optimaal voldoen van de vraag. Verkiest een beleid van rationeel energieverbruik boven de sectoriële belangenopties in het aanbod.

4. Vraagt de Regering en de Executieven in het kader van de te verlenen voorrang aan het rationeel gebruik van energie en energiebesparingen, de nodige maatregelen te treffen en de vereiste middelen te voorzien om de energie op meer rationele wijze te gebruiken.

5. Préconise l'extension des applications des énergies renouvelables.

6. Demande qu'en égard au fait que l'approvisionnement n'est qu'un seul aspect du problème énergétique, on soit attentif à la diversification de l'approvisionnement et au rendement de conversion ainsi qu'à la consommation finale exacte. Ce dernier point implique un choix optimal des supports de distribution en fin de chaîne, un contrôle du volume de l'énergie au niveau de la consommation finale et la localisation ainsi que l'organisation des consommations spécifiques.

Le Parlement invite plus particulièrement les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité d'approvisionnement de la population et des entreprises, et ce au premier chef pour une source d'énergie qui s'est révélée être particulièrement vulnérable dans le passé, à savoir le pétrole.

7. Demande :

a) que le Gouvernement assure la transparence des prix en rendant opérationnels les instruments existants de contrôle des prix et en faisant une évaluation globale dans le cadre du Comité national de l'Energie;

b) de veiller à ce qu'en plus de l'élément du coût, l'utilisation rationnelle de l'énergie devienne un élément prioritaire dans les mécanismes de prix. Les efforts déployés en vue de promouvoir une gestion rationnelle des pointes doivent avoir leur incidence sur les prix. Les problèmes de l'industrie, occasionnés par les hausses des prix de l'énergie, doivent faire l'objet d'une approche équilibrée en même temps que les problèmes du petit consommateur. Dans la tarification des prix de l'énergie, il convient de tenir compte à la fois des éléments de politique industrielle et des facteurs de politique sociale et familiale.

8. Recommande qu'en ce qui concerne les prévisions sur le plan de l'offre et de la demande, le Gouvernement tienne compte de toutes les options en matière de politique énergétique.

9. Souhaite que soit développée une stratégie énergétique au sein de la Communauté européenne, en respectant les spécificités de chaque Etat membre et qu'il soit œuvré activement dans le cadre de négociations globales mutuellement profitables entre pays producteurs et consommateurs d'énergie.

10. Demande que l'on développe en matière d'énergie une stratégie nationale répondant aux besoins des différentes régions.

11. Recommande qu'en raison des évolutions des contextes social, économique, scientifique, technologique et écologique, un débat parlementaire sur la politique énergétique du pays soit tenu au moins tous les cinq ans et que le Gouvernement présente au Parlement un rapport annuel sur l'application des diverses lois réglant les problèmes de l'énergie dans leur ensemble et les problèmes sectoriels ainsi que le fonctionnement des divers services. En outre, un débat parlementaire sera organisé chaque fois qu'une modification fondamentale interviendra dans la situation énergétique de notre pays.

12. Compte tenu du rôle social important de l'énergie et des responsabilités incombant aux pouvoirs publics en la matière, il convient d'élaborer d'urgence les réformes de structures prévues par la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

\* \* \*

5. Stelt voor de toepassingen van de hernieuwbare energievormen uit te breiden.

6. Vraagt dat, aangezien de bevoorrading slechts één aspect is van het energievraagstuk, zou worden gelet en op de diversificatie van de bevoorrading en op het conversierendement, en op het juiste eindverbruik. Dit laatste behelst een optimale keuze van de dragers voor einddistributie, een beheersing van de hoeveelheden energie in het eindverbruik en een localisatie en regeling van de specifieke verbruiken.

In het bijzonder onderstreept het Parlement dat de overheid de nodige maatregelen zou moeten treffen ten einde de bevoorrading van de bevolking en de ondernemingen veilig te stellen en dit in eerste instantie voor deze energiebron welke in het verleden bijzonder kwetsbaar is gebleken: de aardolie.

7. Vraagt :

a) dat de Regering de doorzichtigheid van de prijzen mogelijk maakt door de bestaande instrumenten voor prijscontrole operationeel te maken en globaal te evalueren in het Nationaal Comité voor de Energie;

b) te zorgen dat naast het kostenelement het R. E. V. het prioritaire element wordt in de prijsmechanismen. De inspanningen om een rationeel piekbeheer te bevorderen, moeten hun weerslag hebben op de prijzen. De problemen van de industrie, veroorzaakt door de energieprijzverhogingen, moeten evenwichtig benaderd worden met de problemen van de kleine consument. Bij de energietarificatie moeten zowel elementen van industrieel beleid als van sociaal beleid en gezinsbeleid in acht worden genomen.

8. Beveelt de Regering aan dat, voor wat de vooruitzichten inzake vraag en aanbod betreft, rekening zou worden gehouden met alle opties inzake energiebeleid.

9. Wenst dat in de Europese Gemeenschap een energiestrategie wordt ontwikkeld met inachtnaam van de eigenheden van iedere Lidstaat en dat er effectief wordt gewerkt in het kader van globale onderhandelingen tussen energieproducerende en energieverbruikende landen tot wederzijds nut.

10. Vraagt dat een nationale energiestrategie wordt ontwikkeld die tegemoet komt aan de noden van de verschillende gewesten.

11. Beveelt aan wegens de evolutie van de sociale, economische, wetenschappelijke, technologische en ecologische context, ten minste om de vijf jaar een parlementair debat over het energiebeleid van het land te houden en de Regering jaarlijks verslag te laten uitbrengen bij het Parlement over de toepassing van de diverse wetten die zowel de globale energie als de deelsectoren ervan regelen alsmede over de werking van de diverse diensten. Tevens zal telkenmale als een fundamentele wijziging plaatsgrijpt in de energetische situatie voor ons land een parlementair debat plaatsgrijpen.

12. Gezien de grote maatschappelijke rol van de energie en de verantwoordelijkheid van de overheid terzake moet dringend werk worden gemaakt van de structuurhervormingen in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 houdende hervorming der instellingen.

\* \* \*

## d) Votes

## 1) Propositions globales (voir B, a)

Il est voté tout d'abord sur un certain nombre de propositions globales présentées par des membres et examinées antérieurement (voir B, a).

La proposition n° 1 de M. Deleuze est rejetée par 10 voix contre 2 et 6 abstentions.

La proposition n° 2 de M. W. Claes est rejetée par 11 voix contre 5 et 3 abstentions.

L'auteur s'étonne au passage que le texte qui avait été adopté en Commission au cours de la précédente législature n'ait pas été retenu par une partie de ses rédacteurs et qu'il ait dès lors été jugé utile d'en refaire une nouvelle rédaction.

En outre, fait-il remarquer, il n'est pas de tradition parlementaire qu'une partie de l'ancienne majorité adopte une attitude négative par rapport aux textes auxquels elle avait elle-même souscrit.

L'élémentaire fair-play parlementaire veut, que dans ces cas là, l'absentio soit de mise.

La proposition n° 3 de M. Fedrigo est rejetée par 11 voix contre 2 et 6 abstentions.

La proposition n° 4 de M. Dierickx est rejetée par 12 voix contre une et 6 abstentions.

\* \* \*

## 2° Propositions partielles (voir B, b)

Les propositions partielles examinées précédemment sont ensuite confrontées avec les nouvelles propositions globales qui ont été présentées respectivement par le Gouvernement et par M. Desaeyere.

Le Secrétaire d'Etat attire à nouveau l'attention sur le fait que le nouveau texte proposé par le Gouvernement tient compte de certaines propositions partielles qui ont été examinées antérieurement (B, b).

## Option 1

M. Dupré retire par conséquent sa proposition n° 5 relative à la première option.

La proposition n° 6 de M. Claes, concernant l'option 1, est rejetée par 11 voix contre 6 et 2 abstentions.

La proposition n° 7 de M. Claes est retirée par son auteur, parce que le point 12 du nouveau texte du Gouvernement lui donne satisfaction.

La proposition n° 8 de M. Dierickx, qui présente, selon un membre, une certaine similitude avec la proposition de texte du Conseil flamand, est rejetée par 11 voix contre 2 et 6 abstentions.

La proposition n° 9 de MM. Denys et Verberckmoes est retirée.

La proposition n° 10 de M. De Batselier est rejetée par 11 voix contre 6 et 2 abstentions.

La proposition n° 11 de M. De Batselier est retirée.

La proposition n° 12 de M. De Batselier est rejetée par 10 voix contre 8.

La proposition n° 13 de M. Moors est retirée puisqu'il en est tenu compte au point 5 du nouveau texte du Gouvernement.

Les propositions n°s 14 et 15 de M. Deleuze sont rejetées respectivement par 9 voix contre 8 et 1 abstention et par 14 voix contre 2 et 3 abstentions.

La proposition n° 16 de M. Claes est rejetée par 11 voix contre 7.

Le premier point de la nouvelle proposition de texte de M. Desaeyere est rejeté par 11 voix contre 7.

## d) Stemmingen

## 1) Globale voorstellen (zie B, a)

Vooreerst wordt gestemd over een aantal vroeger besproken globale tekstvoorstellen van Kamerleden (zie B, a).

Het voorstel n° 1 van de heer Deleuze wordt verworpen met 10 stemmen tegen 2 en 6 onthoudingen.

Het voorstel n° 2 van de heer W. Claes wordt verworpen met 11 tegen 5 stemmen en 3 onthoudingen.

Terloops verbaast de auteur zich over het feit dat de tekst die tijdens de vorige legislatuur in de Commissie werd goedgekeurd, thans door een gedeelte van de stellers ervan werd verlaten en dat men het bijgevolg nodig heeft geoordeeld een nieuwe tekst op te stellen.

Bovendien, aldus spreker, behoort het niet tot de parlementaire gebruiken dat een gedeelte van de voorgaande meerderheid een negatieve houding aanneemt tegenover teksten waaraan die leden zelf hun steun hebben verleend.

De elementaire parlementaire fairplay wil dat men zich in dergelijke gevallen onthoudt.

Het voorstel van de heer Fedrigo n° 3 wordt verworpen met 11 tegen 2 stemmen en 6 onthoudingen.

Het voorstel van de heer Dierickx n° 4 wordt verworpen met 12 stemmen tegen één en 6 onthoudingen.

\* \* \*

## 2° Partiële tekstvoorstellen (zie B, b)

Vervolgens worden de vroeger besproken partiële tekstvoorstellen getoetst aan de nieuwe globale tekstvoorstellen die door de Regering, resp. door de heer Desaeyere worden ingediend.

De Staatssecretaris vestigt er nogmaals de aandacht op dat het nieuw tekstvoorstel van de Regering rekening houdt met een aantal vroeger-besproken partiële tekstvoorstellen.

## Optie 1

Dientengevolge wordt o.m. het voorstel van de heer Dupré n° 5 op optie 1 ingetrokken.

Het voorstel n° 6 van de heer Claes op optie 1 wordt verworpen met 11 tegen 6 stemmen en 2 onthoudingen.

Het voorstel n° 7 van de heer Claes wordt ingetrokken, gezien punt 12 van de nieuwe Regeringstekst de auteur voldoening schenkt.

Het voorstel n° 8 van de heer Dierickx, dat volgens een lid gelijkenis vertoont met het tekstvoorstel van de Vlaamse Raad, wordt verworpen met 11 tegen 2 stemmen en 6 onthoudingen.

Het voorstel n° 9 van de heren Denys en Verberckmoes wordt ingetrokken.

Het voorstel n° 10 van de heer De Batselier wordt verworpen met 11 tegen 6 stemmen en 2 onthoudingen.

Het voorstel n° 11 van de heer De Batselier wordt ingetrokken.

Het voorstel n° 12 van de heer De Batselier wordt verworpen met 10 tegen 8 stemmen.

Het voorstel n° 13 van de heer Moors wordt ingetrokken, omdat in punt 5 van de nieuwe Regeringstekst daarmee rekening werd gehouden.

De voorstellen n°s 14 en 15 van de heer Deleuze worden verworpen respectievelijk met 9 tegen 8 stemmen en 1 onthouding en met 14 tegen 2 stemmen en 3 onthoudingen.

Het voorstel n° 16 van de heer Claes wordt verworpen met 11 tegen 7 stemmen.

De eerste punt van het nieuwe tekstvoorstel van de heer Desaeyere wordt verworpen met 11 tegen 7 stemmen.



Plusieurs membres font observer que certains membres prennent, au Parlement national, le contre-pied des positions qu'ils ont défendues au Conseil flamand.

\* \* \*

Le premier point de la nouvelle proposition de texte du Gouvernement est adopté par 12 voix contre 5 et 3 abstentions. Dès lors, le premier point des options globales est libellé comme suit :

« La Chambre,

1. Estime qu'une politique de progrès social et de développement économique ne peut se concevoir sans que ne soit élaborée conjointement une politique énergétique cohérente et clairement définie.

Cette politique sera orientée en tenant compte :

- du respect et de la protection de l'homme et de son environnement;
- de l'accroissement du bien-être général et de celui des générations futures;
- de la gestion rationnelle des ressources tant naturelles que financières. »

Certains membres font remarquer que le texte du Gouvernement ne fait aucune référence au rôle que le secteur public doit jouer en la matière. En outre, la dimension internationale — notamment les rapports Nord-Sud — y est complètement omise.

Enfin, il n'est fait aucune allusion au fait que la collectivité tout entière doit être intéressée au problème de l'énergie.

#### Option 2

Le Secrétaire d'Etat déclare que son texte a notamment tenu compte des suggestions émises dans les amendements de MM. Dupré et De Batselier (n° 17).

M. Dupré retire dès lors sa proposition n° 17.

Ainsi qu'il a été signalé précédemment, la proposition n° 18 de M. Claes a également été retirée.

Etant donné que l'idée d'une politique énergétique « planifiée » n'a pas été reprise dans le nouveau texte du Gouvernement, M. De Batselier maintient sa proposition n° 19. Celle-ci est rejetée par 11 voix contre 5 et 2 abstentions.

Les propositions n°s 20 et 21 de M. Rigo sont rejetées par 12 voix contre 5 et 3 abstentions.

La proposition n° 22 de M. De Batselier, qui met notamment l'accent sur la « coordination de la politique énergétique », est rejetée par 12 voix contre 6 et 2 abstentions.

Les propositions n°s 23 et 24 de M. Fedrigo sont rejetées par 12 voix contre 6 et 2 abstentions.

Le deuxième point du nouveau texte proposé par M. Desaeeyere (voir annexes) est libellé comme suit :

« 2. Demande que toutes les dépenses nationales spécifiques se rapportant à la politique énergétique soient groupées en une enveloppe budgétaire unique, afin de permettre la coordination des efforts en ce domaine.

Quant aux dépenses non spécifiques en matière d'énergie, la Chambre formule le souhait que la coordination nécessaire soit assurée lors de l'établissement du budget. »

Enkele leden wijzen op de tegenstrijdige houding van dezelfde leden naargelang zij als lid van de Vlaamse Raad of van het nationaal Parlement spreken.

\* \* \*

Het eerste punt van het nieuwe tekstvoorstel van de Regering wordt aangenomen met 12 tegen 5 stemmen en 3 onthoudingen. Dientengevolge luidt het eerste punt van de globale opties als volgt :

« De Kamer,

1. Meent dat het niet mogelijk is een beleid van sociale vooruitgang en economische ontwikkeling uit te werken, zonder tegelijkertijd te voorzien in een samenhangend en duidelijk omschreven energiebeleid.

Bij de oriëntering van dit beleid zal rekening worden gehouden met :

- de eerbied voor en de bescherming van de mens en zijn leefmilieu;
- de toename van het algemeen welzijn en van het welzijn der komende generaties;
- het rationeel beheer van zowel de natuurlijke als de financiële bronnen. »

Bepaalde leden merken op dat de tekst van de Regering helemaal niet verwijst naar de rol die de overheidssector terzake moet vervullen. Het internationaal perspectief — met name de Noord-Zuid-betrekkings — werden volledig vergeten.

Ten slotte wordt nergens een allusie gemaakt op het feit dat de gehele collectiviteit bij het energieprobleem moet worden betrokken.

#### Optie 2

De Staatssecretaris verklaart dat zijn tekst met name rekening heeft gehouden met de in de amendementen van de heren Dupré, Verberckmoes en De Batselier (n° 17) voorkomende suggesties.

Dientengevolge wordt het voorstel n° 17 van de heer Dupré ingetrokken.

Zoals reeds voorheen werd gezegd, werd het voorstel n° 18 van de heer Claes eveneens ingetrokken.

Aangezien de idee van een « gepland » energiebeleid niet wordt hernomen in de nieuwe regeringstekst, handhaaft de heer De Batselier zijn voorstel n° 19. Het wordt verworpen met 11 tegen 5 stemmen en 2 onthoudingen.

De voorstellen n°s 20 en 21 van de heer Rigo worden verworpen met 12 tegen 5 stemmen en 3 onthoudingen.

Het voorstel n° 22 van de heer De Batselier, waarin o.m. de klemtoon wordt gelegd op de « coördinatie van het energiebeleid », wordt verworpen met 12 tegen 6 stemmen en 2 onthoudingen.

De voorstellen n°s 23 en 24 van de heer Fedrigo worden verworpen met 12 tegen 6 stemmen en 2 onthoudingen.

Het tweede punt van het nieuwe tekstvoorstel (zie bijlagen) van de heer Desaeeyere luidt als volgt :

« 2. Vraagt dat alle nationale specifieke uitgaven inzake energiebeleid gegroepeerd zouden worden in een enkel begrotingspakket, ten einde een coördinatie der inspanningen terzake mogelijk te maken.

Met betrekking tot de niet-specifieke uitgaven inzake energie drukt de Kamer de wens uit dat ter gelegenheid van het opstellen van de begroting de nodige coördinatie zou worden in acht genomen. »

L'auteur estime que son amendement est plus clair parce qu'il souligne davantage la nécessité d'une coordination des efforts en la matière.

Plusieurs membres contestent ce point de vue et font observer que le « texte proposé » n'ajoute rien de substantiel au texte présenté par le Gouvernement.

Un membre insiste pour qu'il soit acté que les régions seront associées à toute concertation au sujet de la politique énergétique.

La proposition de M. Desaeeyere (voir B) e)) est rejetée par 12 voix contre 2 et 6 abstentions.

\* \* \*

Le deuxième point du nouveau texte du Gouvernement est libellé comme suit :

« La Chambre,

Demande que toutes les dépenses des pouvoirs publics se rapportant directement à la politique énergétique soient groupées, à leurs niveaux, en une enveloppe budgétaire unique, et fassent l'objet d'une coordination par le Ministre ayant l'Energie dans ses attributions. »

Ce texte est adopté par 11 voix contre 6 et 3 abstentions.

Un membre justifie son abstention en soulignant qu'il estime que la résolution sera inapplicable du fait qu'elle vise « toutes les dépenses des pouvoirs publics ».

#### Options 3 et 4

Le Secrétaire d'Etat déclare que le texte proposé a notamment tenu compte des suggestions émises dans l'amendement de M. Dupré.

M. Dupré retire dès lors sa proposition n° 25.

Un long débat a lieu au sujet des problèmes de l'offre et de la demande. Plusieurs membres estiment qu'au cours des années écoulées, le Gouvernement a souvent porté trop d'attention aux seuls problèmes concernant l'offre. La priorité qu'il convient d'accorder à l'U. R. E. s'applique-t-elle également en ce qui concerne le point 3 ? Autrement dit, existe-t-il un rapport entre les options 3 et 4 ? Ne s'agit-il pas surtout en l'occurrence dans ce texte d'une simple méthode de travail plutôt que d'une véritable option ? La priorité à l'offre paraît à certains membres tout autre chose que le traitement équilibré de l'offre et de la demande.

Le Secrétaire d'Etat fait observer que les points 3 et 4 sont liés et doivent être analysés simultanément. Il ne voit pas de contradiction entre le texte du Gouvernement et celui du « Vlaamse Raad », mais est d'accord pour que soit rédigé un texte qui puisse recueillir l'adhésion de tous les membres.

A la suite de cette discussion, le Secrétaire d'Etat présente un nouveau texte qui remplace les options 3 et 4 de la résolution n° 1 :

« La Chambre,

Préconise qu'une attention égale soit portée quant aux problèmes de l'offre qu'à ceux de la demande, que des moyens soient mis en œuvre en faveur des uns et des autres, mais que la priorité soit accordée dorénavant à la satisfaction optimale de la demande; demande, par conséquent, au Gouvernement et aux pouvoirs publics, à leurs niveaux respectifs, dans le cadre de la priorité à accorder à l'utilisation rationnelle et à l'économie d'énergie, de prévoir les moyens appropriés et de prendre les mesures adéquates dans ce cadre. »

De auteur is van oordeel dat zijn amendement duidelijker is aangezien het ook de noodzaak van een coördinatie van de inspanningen ter zake meer onderstreept.

Verscheidene leden vechten dat standpunt aan. Zij doen opmerken dat de voorgestelde tekst niets wezenlijks aan de door de Regering voorgestelde tekst toevoegt.

Een lid dringt erop aan dat wordt geakteerd dat de Gewesten bij elk overleg aangaande het energiebeleid worden betrokken.

Het voorstel van de heer Desaeeyere (zie B, e)) wordt verworpen met 12 tegen 2 stemmen en 6 onthoudingen.

\* \* \*

Het tweede punt van de nieuwe tekst van de Regering luidt als volgt :

« De Kamer,

Vraagt dat alle overheidsuitgaven die rechtstreeks verband houden met het energiebeleid, op hun niveaus zouden gegroepeerd worden in één enkel begrotingsluik, en zouden gecoördineerd worden door de Minister die voor de energie bevoegd is. »

Deze tekst wordt goedgekeurd met 11 tegen 6 stemmen en 3 onthoudingen.

Een lid verklaart dat hij zich onthouden heeft omdat deze resolutie niet zal kunnen worden toegepast door zij betrekking heeft op « alle overheidsuitgaven ».

#### Opties 3 en 4

De Staatssecretaris verklaart dat in de voorgestelde tekst inzonderheid rekening werd gehouden met de voorstellen uit het amendement van de heer Dupré.

Bijgevolg heeft de heer Dupré zijn voorstel (n° 25) ingetrokken.

Een uitvoerig debat heeft plaats over de vraagstukken van vraag en aanbod. Verschillende leden vinden dat de Regering in de loop van de voorbije jaren dikwijls teveel aandacht heeft besteed aan de vraagstukken van het aanbod alleen. Geldt de voorrang die aan het R. E. V. moet worden verleend, eveneens voor wat punt 3 betreft ? Anders gezegd, bestaat er een verband tussen de opties 3 en 4 ? Gaat het in casu niet vooral in de tekst om een eenvoudige werkmethode, veeleer dan om een werkelijke optie ? De voorrang die aan het aanbod wordt verleend, lijkt sommige leden heel wat anders te zijn dan de evenwichtige behandeling van vraag en aanbod.

De Staatssecretaris merkt op dat de punten 3 en 4 onderling in verband staan en tegelijkertijd moeten worden onderzocht. Hij ziet geen tegenspraak tussen de tekst van de Regering en die van de Vlaamse Raad, maar hij is akkoord om een tekst op te stellen die de instemming van alle leden kan wegdragen.

In aansluiting aan deze discussie stelt de Staatssecretaris een nieuwe tekst voor, die de opties 3 en 4 van resolutie n° 1 vervangt.

« De Kamer,

Stelt voor dat gelijke aandacht zou worden besteed aan de problemen van vraag en aanbod, dat middelen ter beschikking worden gesteld ten gunste van beide, maar dat voortaan prioriteit zou gegeven worden aan het optimaal voldoen van de vraag; vraagt daarom de Regering en de overheidsinstanties elk op hun niveau, in het kader van de voorrang verleend aan het rationeel gebruik en de besparing van energie, hiervoor in de geschikte middelen te voorzien en de passende maatregelen te treffen. »

Ce nouveau texte est adopté par 15 voix et 2 abstentions.

\* \* \*

Pour être complet, il y a lieu de signaler que les propositions ci-dessous, relatives au point 3 original, ont été retirées : n° 26 de M. De Batselier, n°s 27 et 32 de M. Rigo, n° 28 de M. Lestienne et le n° 3 de la proposition de M. Desaeyere.

D'autre part, les propositions suivantes tendant à modifier le point 3 sont rejetées :

- n° 29 de M. Dierickx, par 13 voix contre 3 et 4 abstentions;
- n° 30 de M. Fedrigo, par 13 voix et 6 abstentions;
- n° 31 de M. Hendrick, par 14 voix et 3 abstentions;
- n° 33 de M. De Batselier, par 12 voix contre 7 et 1 abstention.

Les amendements au point 4 mentionnés ci-après sont retirés : le n° 34 de M. Deleuze, le n° 35 de M. W. Claes, le n° 36 de M. Dupré, le n° 37 de M. De Batselier et les n°s 39 et 40 de M. Kubla.

Les propositions suivantes tendant à modifier le point 4 sont rejetées :

- n° 38 de M. Dierickx, par 13 voix contre 7;
- n° 41 de M. Desaeyere, par 12 voix contre 7;
- n°s 42 et 43 de M. Fedrigo, par 11 voix contre 5 et 2 abstentions;
- n° 44 de M. Fedrigo, par 11 voix contre 7.

Le quatrième point de la nouvelle proposition de M. Desaeyere (voir B, c) est rejeté par 11 voix contre 2 et 5 abstentions.

#### Option 5

Une proposition de M. Deleuze (n° 45), qui vise à supprimer le cinquième point des options globales, est rejetée à l'unanimité.

La proposition n° 46 de M. Kubla est retirée, étant donné qu'elle correspond au point 5 du nouveau texte du Gouvernement. M. M. Colla fait observer que les mots « de préférence dans le cadre de la définition d'une politique industrielle » n'ont cependant pas été repris dans le nouveau texte du Gouvernement. C'est pourquoi il reprend la proposition de M. Kubla, qui est ensuite rejetée par 10 voix et 3 abstentions.

La proposition n° 47 de M. De Batselier est rejetée par 10 voix contre 4.

La proposition n° 48 de M. Desaeyere est rejetée par 10 voix contre 4.

M. Desaeyere a en outre déposé une proposition qui correspond au texte adopté par la Commission de l'Energie du Conseil flamand. Cette proposition est libellée comme suit : « Propose d'étendre les applications des énergies renouvelables ».

Cette proposition est rejetée par 12 voix contre 2.

Deze nieuwe tekst wordt aangenomen met 15 stemmen en 2 onthoudingen.

\* \* \*

Volledigheidshalve dient aangestipt dat de hiernavolgende voorstellen op het oorspronkelijke punt 3 werden ingetrokken : n° 26 van de heer De Batselier, n°s 27 en 32 van de heer Rigo, n° 28 van de heer Lestienne en het n° 3 van het voorstel van de heer Desaeyere.

De hiernavolgende amendementen op het oorspronkelijke punt 3 worden daarentegen verworpen :

- n° 29 van de heer Dierickx met 13 tegen 3 stemmen en 4 onthoudingen;
- n° 30 van de heer Fedrigo, met 13 stemmen en 6 onthoudingen;
- n° 31 van de heer Hendrick, met 14 stemmen en 3 onthoudingen;
- n° 33 van de heer De Batselier, met 12 tegen 7 stemmen en 1 onthouding.

De hiernavolgende amendementen op het oorspronkelijke punt 4 werden ingetrokken : n° 34 van de heer Deleuze, n° 35 van de heer W. Claes, n° 36 van de heer Dupré, n° 37 van de heer De Batselier en n°s 39 en 40 van de heer Kubla.

De hiernavolgende amendementen op het oorspronkelijke punt 4 werden daarentegen verworpen :

- n° 38 van de heer Dierickx, met 13 tegen 7 stemmen;
- n° 41 van de heer Desaeyere, met 12 tegen 7 stemmen;
- n°s 42 en 43 van de heer Fedrigo; met 11 tegen 5 stemmen en 2 onthoudingen;
- n° 44 van de heer Fedrigo met 11 tegen 7 stemmen.

Het vierde punt van het nieuwe tekstvoorstel van de heer Desaeyere (zie B, c) wordt tenslotte verworpen met 11 tegen 2 stemmen en 5 onthoudingen.

#### Optie 5

Een voorstel van de heer Deleuze (n° 45) dat ertoe strekt het vijfde punt van de globale opties weg te laten wordt eenparig verworpen.

Het voorstel n° 46 van de heer Kubla wordt ingetrokken, aangezien het overeenkomst met punt 5 van de nieuwe regeringstekst. De heer M. Colla wijst erop dat de woorden « bij voorkeur in het raam van de omschrijving van een industrieel beleid » echter niet worden overgenomen in de nieuwe regeringstekst. Daarom herneemt hij het voorstel van de heer Kubla, dat vervolgens wordt verworpen met 10 stemmen en 3 onthoudingen.

Het voorstel n° 47 van de heer De Batselier wordt verworpen met 10 tegen 4 stemmen.

Het voorstel n° 48 van de heer Desaeyere wordt verworpen met 10 tegen 4 stemmen.

Door de heer Desaeyere wordt nog een voorstel ingediend, dat overeenstemt met de tekst aangenomen door de Commissie voor de Energie van de Vlaamse Raad. Dit voorstel luidt als volgt : « Stelt voor de toepassingen van de hernieuwbare energievormen uit te breiden ».

Dit voorstel wordt verworpen met 12 tegen 2 stemmen.

Le cinquième point du nouveau texte proposé par le Gouvernement est adopté par 12 voix et 2 abstentions.

Les points 3 et 4 du nouveau texte du Gouvernement ayant été fusionnés, le point 5 de ce même texte devient le quatrième point des options globales.

Le quatrième point des options globales est dès lors libellé comme suit :

« (La Chambre),

préconise qu'un effort soutenu soit maintenu en faveur de la recherche-développement et des projets de démonstration, en ayant notamment en vue une extension future des énergies non conventionnelles et renouvelables et l'exploitation des ressources naturelles du pays. »

#### Option 6

Les propositions n° 49 de M. Dupré et n° 50 de M. Lestienne sont retirées.

La proposition n° 51 de M. Claes est maintenue, parce que l'idée de « l'élaboration d'une politique de recherche et d'exploitation des richesses naturelles du pays, de l'utilisation prioritaire de ces richesses et (du) remplacement de l'énergie importée » n'a pas été reprise dans le nouveau texte du Gouvernement. Cette proposition est rejetée par 10 voix contre 3 et 1 abstention.

La proposition n° 52 de M. De Batselier est maintenue, parce que son contenu (projets énergétiques qui représentent une production annuelle supérieure à 100 MW) n'a pas été repris dans le nouveau texte du Gouvernement. Elle est rejetée par 10 voix contre 3 et 1 abstention.

La proposition n° 53 de M. Moors est retirée, parce qu'elle sera insérée dans les options particulières relatives à l'énergie nucléaire.

La proposition n° 54 de M. Moors est retirée, parce que son contenu a été repris au point 5 du nouveau texte du Gouvernement (point 4 du texte définitif).

La proposition n° 55 de M. Dupré est également retirée.

Se basant sur le texte adopté par la Commission de l'Énergie du Conseil flamand, M. Desaeyere propose encore le texte suivant :

« 6. Demande qu'en égard au fait que l'approvisionnement n'est qu'un seul aspect du problème énergétique, on soit attentif à la diversification de l'approvisionnement et au rendement de conversion ainsi qu'à la consommation finale exacte. Ce dernier point implique un choix optimal des supports de distribution en fin de chaîne, un contrôle du volume de l'énergie au niveau de la consommation finale et la localisation ainsi que l'organisation des consommations spécifiques.

Le Parlement invite plus particulièrement les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité d'approvisionnement de la population et des entreprises, et ce au premier chef pour une source d'énergie qui s'est révélée être particulièrement vulnérable dans le passé, à savoir le pétrole. »

Het vijfde punt van het nieuwe tekstvoorstel van de Regering wordt goedgekeurd met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

Aangezien de punten 3 en 4 van de nieuwe regeringstekst werden samengevoegd, wordt dit het vierde punt van de globale opties.

Het vierde punt van de globale opties luidt derhalve als volgt :

« (De Kamer),

stelt voor een volgehouden inspanning te leveren ten voordele van het onderzoek, de ontwikkeling en de demonstratieprojecten inzonderheid met het oog op een toekomstige uitbreiding van de niet conventionele en vernieuwbare energievormen en de exploitatie van de natuurlijke bronnen van het land. »

#### Optie 6

De voorstellen n° 49 van de heer Dupré en n° 50 van de heer Lestienne worden ingetrokken.

Het voorstel n° 51 van de heer Claes wordt gehandhaafd, omdat de idee van « het opstellen van een beleid van opsporing en exploitatie van 's lands natuurlijke rijkdommen en hun prioritaire inzet en vervanging van ingevoerde energie » in de nieuwe regeringstekst niet wordt overgenomen. Het wordt verworpen met 10 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Het voorstel n° 52 van de heer De Batselier wordt gehandhaafd, omdat de idee ervan (i.v.m. energieprojecten die meer dan 100 MW jaarproductie behelzen) niet wordt overgenomen in de nieuwe regeringstekst. Het wordt verworpen met 10 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Het voorstel n° 53 van de heer Moors wordt ingetrokken, omdat het zal worden verwerkt in de afzonderlijke opties inzake kernenergie.

Het voorstel n° 54 van de heer Moors wordt ingetrokken, omdat de inhoud ervan reeds hernomen is in punt 5 van de nieuwe regeringstekst (punt 4 van de definitieve tekst).

Het voorstel n° 55 van de heer Dupré wordt eveneens ingetrokken.

Steunend op de tekst van de Energiescommissie van de Vlaamse Raad stelt de heer Desaeyere nog volgende tekst voor :

« 6. Vraagt dat aangezien de bevoorrading slechts één aspect van het energievraagstuk is zou worden gelet en op de diversificatie van de bevoorrading en op het conversierendement en op het juiste eindverbruik. Dit laatste behelst een optimale keuze van de dragers voor einddistributie, een beheersing van de hoeveelheden energie in het eindverbruik en een localisatie en regeling van de specifieke verbruiken.

In het bijzonder onderstreept het Parlement dat de overheid de nodige maatregelen zou moeten treffen ten einde de bevoorrading van de bevolking en de ondernemingen veilig te stellen en dit in eerste instantie voor deze energiebron welke in het verleden bijzonder kwetsbaar is gebleken : de aardolie. »

Cette proposition est rejetée par 12 voix contre 2.  
Le sixième point du nouveau texte du Gouvernement (cinquième point du texte définitif) est adopté par 10 voix contre 4.

Il est libellé comme suit :

« La Chambre,

Préconise que soit menée une politique basée sur une diversification des différentes formes et sources d'énergie, tendant à assurer un approvisionnement sûr et régulier à tous les niveaux.

La mise en œuvre de cette diversification devra prendre en compte les éléments suivants :

- un objectif de diminution de la consommation de pétrole;
- l'évolution qualitative et quantitative de la demande;
- la répartition géopolitique des sources d'approvisionnement;
- les répercussions sur l'économie du pays;
- l'évolution des marchés internationaux;
- la rentabilité et la sécurité des filières de conversion;
- l'infrastructure et les mécanismes de distribution. »

#### Option 7

Les propositions n° 57 de M. Dupré et n° 60 de M. Lestienne sont retirées.

La proposition n° 56 de M. Dierickx est rejetée par 10 voix contre 3 et 1 abstention.

La proposition n° 58 de M. W. Claes est rejetée par 10 voix contre 4.

La proposition n° 59 de M. De Batselier est rejetée par 10 voix contre 4.

La proposition n° 61 de M. Desaeyere est rejetée par 12 voix contre 1 et 1 abstention.

La proposition n° 62 de M. Burgeon est rejetée par 10 voix contre 3 et 1 abstention.

La proposition de M. Desaeyere (point 7), qui est basée sur le texte de la Commission de l'Energie du Conseil flamand, est rejetée par 7 voix contre 2 et 5 abstentions.

Ce texte est libellé comme suit :

« La Chambre demande

a) que le Gouvernement assure la transparence des prix en rendant opérationnels les instruments existants de contrôle des prix et en faisant une évaluation globale dans le cadre du Comité national de l'Energie;

b) de veiller à ce qu'en plus de l'élément du coût, l'utilisation rationnelle de l'énergie devienne un élément prioritaire dans les mécanismes de prix. Les efforts déployés en vue de promouvoir une gestion rationnelle des pointes doivent avoir leur incidence sur les prix. Les problèmes de l'industrie, occasionnés par les hausses des prix de l'énergie, doivent faire l'objet d'une approche équilibrée en même temps que les problèmes du petit consommateur. Dans la tarification des prix de l'énergie, il convient de tenir compte à la fois des éléments de politique industrielle et des facteurs de politique sociale et familiale.

Dit voorstel wordt verworpen met 12 tegen 2 stemmen.  
Het zesde punt van de nieuwe tekst van de Regering (vijfde punt van de definitieve tekst) wordt goedgekeurd met 10 tegen 4 stemmen.

De tekst ervan luidt als volgt :

« De Kamer,

Stelt voor een beleid te voeren gesteund op een diversifiëring van de verschillende energiebronnen en -vormen en gericht op het waarborgen van een zekere en regelmatige bevoorrading op alle niveaus.

Bij de uitwerking van deze diversifiëring zal rekening moeten gehouden worden met de volgende elementen :

- het streven naar een vermindering van het aardolieverbruik;
- de kwalitatieve en kwantitatieve evolutie van de vraag;
- de geo-politieke spreiding van de bevoorradingsbronnen;
- de weerslag op de economie van het land;
- de evolutie der internationale markten;
- de doelmatigheid en de veiligheid van de omzetting;
- de infrastructuur en de mechanismen van de distributie. »

#### Optie 7

De voorstellen n° 57 van de heer Dupré en n° 60 van de heer Lestienne worden ingetrokken.

Het voorstel n° 56 van de heer Dierickx wordt verworpen met 10 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Het voorstel n° 58 van de heer W. Claes wordt verworpen met 10 tegen 4 stemmen.

Het voorstel n° 59 van de heer De Batselier wordt verworpen met 10 tegen 4 stemmen.

Het voorstel n° 61 van de heer Desaeyere wordt verworpen met 12 stemmen tegen 1 en één onthouding.

Het voorstel n° 62 van de heer Burgeon wordt verworpen met 10 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Het voorstel van de heer Desaeyere (punt 7), dat steunt op de tekst van de Energiecommissie van de Vlaamse Raad, wordt verworpen met 7 tegen 2 stemmen en 5 onthoudingen.

Deze tekst luidde als volgt :

« De Kamer vraagt :

a) dat de Regering de doorzichtigheid van de prijzen mogelijk maakt door de bestaande instrumenten voor prijscontrole operationeel te maken en globaal te evalueren in het Nationaal Comité voor de Energie;

b) te zorgen dat naast het kostenelement het R. E. V. het prioritaire element wordt in de prijsmechanismen. De inspanningen om een rationeel piekbeheer te bevorderen, moeten hun weerslag hebben op de prijzen. De problemen van de industrie, veroorzaakt door de energieprijverhogingen, moeten evenwichtig benaderd worden met de problemen van de kleine consument. Bij de energietarificatie moeten zowel elementen van industrieel beleid als van sociaal beleid en gezinsbeleid in acht worden genomen. »

Le 7<sup>e</sup> point du nouveau texte du Gouvernement (point 6 du texte définitif) est adopté par 10 voix contre 4. Ce texte est libellé comme suit :

« La Chambre demande

que les prix soient maintenus aussi modérés que possible, sous réserve des nécessités de la politique d'utilisation rationnelle de l'énergie.

Les prix seront établis avec la participation des organismes de contrôle compétents, sur les bases d'une politique de transparence et de vérité, et des mécanismes existants ou analogues.

Ils tiendront compte :

- de tous leurs éléments constitutifs;
- de l'évolution des marchés internationaux;
- d'une rentabilité normale des entreprises du secteur énergétique. »

#### *Huitième option*

La proposition n° 63 de M. Bossuyt est rejetée par 10 voix contre 4.

La proposition de M. Desaeeyere (huitième point), basée sur le texte de la Commission de l'Energie du Conseil flamand, est rejetée par 7 voix contre 2 et 5 abstentions.

Elle était libellée comme suit :

« (La Chambre),

recommande qu'en ce qui concerne les prévisions sur le plan de l'offre et de la demande, le Gouvernement tienne compte de toutes les options en matière de politique énergétique. »

Le huitième point du nouveau texte du Gouvernement (septième point du texte définitif) est adopté par 10 voix contre 4.

Il est libellé comme suit :

« (La Chambre),

recommande au Gouvernement, en matière de prévision de l'offre et de la demande, d'utiliser la méthode des scénarios, qui tiendront compte de toutes les options de la politique énergétique. »

#### *Neuvième option*

La proposition n° 66 de M. W. Claes est retirée.

La proposition n° 64 de M. De Batselier, préconisant que des initiatives concrètes soient prises au niveau de la C. E. E. en vue de stimuler la politique d'U. R. E., est rejetée par 11 voix contre 3.

La proposition n° 65 de M. Moors, qui a été retirée, est reprise par M. Desaeeyere. Elle est rejetée par 9 voix contre 2 et 3 abstentions.

Het 7<sup>e</sup> punt van de nieuwe tekst van de Regering (punt 6 van de definitieve tekst) wordt aangenomen met 10 tegen 4 stemmen. De tekst ervan luidt als volgt :

« De Kamer vraagt :

de prijzen zo gematigd mogelijk te houden, onder voorbehoud van de vereisten van het beleid van rationeel energiegebruik.

De prijzen zullen worden vastgesteld in samenwerking met de bevoegde controleinstellingen op grond van een beleid van doorzichtigheid en echtheid, en bestaande of analoge mechanismen.

Daarbij wordt rekening gehouden met :

- alle bestanddelen ervan;
- de evolutie der internationale markten;
- een normale rendabiliteit van de ondernemingen van de energiesector. »

#### *Optie 8*

Het voorstel n° 63 van de heer Bossuyt wordt verworpen met 10 tegen 4 stemmen.

Het voorstel van de heer Desaeeyere (punt 8), dat steunt op de tekst van de Energiecommissie van de Vlaamse Raad, wordt verworpen met 7 tegen 2 stemmen en 5 onthoudingen.

De tekst ervan luidde als volgt :

« (De Kamer),

beveelt de Regering aan dat, voor wat de vooruitzichten inzake vraag en aanbod betreft, rekening zou worden gehouden met alle opties inzake energiebeleid. »

Het achtste punt van de nieuwe regeringstekst (punt 7 van de definitieve tekst) wordt aangenomen met 10 tegen 4 stemmen.

De tekst ervan luidt als volgt :

« (De Kamer),

beveelt de Regering aan, voor wat de vooruitzichten inzake vraag en aanbod betreft, de scenariomethode te gebruiken waarbij rekening wordt gehouden met alle opties inzake energiebeleid. »

#### *Optie 9*

Het voorstel n° 66 van de heer W. Claes wordt ingetrokken.

Het voorstel n° 64 van de heer De Batselier, dat concrete E. E. G.-initiatieven voor het bevorderen van een R. E. V.-beleid wenst, wordt verworpen met 11 tegen 3 stemmen.

Het ingetrokken voorstel n° 65 van de heer Moors wordt overgenomen door de heer Desaeeyere. Het wordt verworpen met 9 tegen 2 stemmen en 3 onthoudingen.



La proposition n° 67 de M. Fedrigo est rejetée par 10 voix contre 3 et une abstention.

La proposition de M. Desaeyere (neuvième point), basée sur le texte de la Commission de l'Energie du Conseil flamand, est rejetée par parité de voix (6 voix contre 6 et 2 abstentions).

Cette proposition était libellée comme suit :

« (La Chambre),

souhaite que soit développée une stratégie énergétique au sein de la Communauté européenne, en respectant les spécificités de chaque Etat membre et qu'il soit œuvré activement dans le cadre de négociations globales mutuellement profitables entre pays producteurs et consommateurs d'énergie. »

Le neuvième point du nouveau texte du Gouvernement (huitième point du texte définitif) est adopté par 10 voix contre 3 et une abstention.

Ce point est libellé comme suit :

« (La Chambre),

souhaite :

— que soit développée une stratégie énergétique qui s'inscrive dans celles de la Communauté européenne et de l'Agence internationale de l'Energie, en tenant compte des spécificités locales, qui s'oriente vers une coordination efficace des efforts entrepris à tous les niveaux et aboutisse à une plus grande solidarité;

— qu'il soit œuvré activement dans le cadre de négociations globales mutuellement profitables entre pays producteurs et consommateurs d'énergie. »

#### Option 10

Les propositions n° 68 de M. Dupré et n° 69 de M. Kubla sont retirées.

Compte tenu du point 11 du nouveau texte du Gouvernement, M. Ansoms retire également sa proposition n° 71.

La proposition n° 70 de M. De Batselier est rejetée par 10 voix contre 4.

La proposition de M. Desaeyere (point 10), qui est basée sur le texte de la Commission de l'Energie du Conseil flamand, est rejetée par 7 voix contre 2 et 5 abstentions.

Ce texte est libellé comme suit :

« (La Chambre),

demande que soit développée une stratégie énergétique nationale qui réponde aux besoins des différentes régions. »

Le point 10 du nouveau texte du Gouvernement (point 9 du texte définitif) est adopté par 12 voix contre 1 et 1 abstention.

Het voorstel n° 67 van de heer Fedrigo wordt verworpen met 10 tegen 3 stemmen en één onthouding.

Het voorstel van de heer Desaeyere (punt 9), dat steunt op de tekst van de Energiecommissie van de Vlaamse Raad, wordt verworpen bij staking van stemmen (6 tegen 6 stemmen en 2 onthoudingen).

De tekst ervan luidde als volgt :

« (De Kamer),

wenst dat in de Europese Gemeenschap een energiestrategie wordt ontwikkeld met inachtnaam van de eigenheden van iedere Lidstaat en dat er effectief wordt gewerkt in het kader van globale onderhandelingen tussen energieproducerende en energieverbruikende landen tot wederzijds nut. »

Het negende punt van de nieuwe regeringstekst (punt 8 van de definitieve tekst) wordt aangenomen met 10 tegen 3 stemmen en één onthouding.

De tekst ervan luidt als volgt :

« (De Kamer),

wenst :

— dat een energiestrategie wordt uitgewerkt die past in deze van de Europese Gemeenschap en van het Internationaal Energieagentschap, rekening houdend met de plaatselijke specificiteiten. Deze strategie moet zich toespitsen op een doeltreffende coördinatie van de inspanningen op alle niveaus en moet leiden tot een grotere solidariteit tussen de landen van de E. E. G.;

— dat actief wordt geijverd in het kader van globale onderhandelingen tussen de energieproducerende en de energieverbruikende landen in hun wederzijds belang. »

#### Optie 10

De voorstellen n° 68 van de heer Dupré en n° 69 van de heer Kubla worden ingetrokken.

Rekening houdend met punt 11 van de nieuwe regeringstekst, trekt de heer Ansoms eveneens zijn voorstel n° 71 in.

Het voorstel n° 70 van de heer De Batselier wordt verworpen met 10 tegen 4 stemmen.

Het voorstel van de heer Desaeyere (punt 10), dat steunt op de tekst van de Energiecommissie van de Vlaamse Raad, wordt verworpen met 7 tegen 2 stemmen en 5 onthoudingen.

De tekst ervan luidde als volgt :

« (De Kamer),

vraagt dat een nationale energiestrategie wordt ontwikkeld die tegemoet komt aan de noden van de verschillende gewesten. »

Punt 10 van de nieuwe regeringstekst (punt 9 van de definitieve tekst) wordt aangenomen met 12 stemmen tegen één en één onthouding.

Ce texte est libellé comme suit :

« (La Chambre),

demande qu'une concertation étroite avec les Régions permette de développer une stratégie énergétique nationale dont les réalisations soient réparties harmonieusement sur l'ensemble du territoire. »

#### Options 11 et 12

Se référant au point 12 du nouveau texte du Gouvernement, M. Dupré retire sa proposition n° 76.

Les points 11 et 12 du nouveau texte du Gouvernement (points 10 et 11 du texte définitif) sont approuvés respectivement par 12 voix contre 2 et à l'unanimité.

Ce texte est libellé comme suit :

« (La Chambre),

11. souhaite qu'une note détaillée sur l'énergie soit jointe chaque année au budget des Voies et Moyens;

12. recommande de mener une politique économique réorientée vers des secteurs à valeur ajoutée plus élevée par unité d'énergie consommée. »

#### Option 13

Le point 13 du nouveau texte du Gouvernement correspond au point 11 du texte initial du Gouvernement.

La proposition n° 72 de M. Burgeon est rejetée par 11 voix contre 2 et 1 abstention.

La proposition n° 73 de M. W. Claes est rejetée par 10 voix contre 3 et 1 abstention.

La proposition n° 74 de M. De Batselier est rejetée par 10 voix contre 4.

La proposition n° 75 de M. Desaeyere est également rejetée par 10 voix contre 4.

La proposition de M. Desaeyere (point 11), qui est basée sur le texte de la Commission de l'Energie du Conseil flamand, est rejetée par 5 voix contre 2 et 6 abstentions.

Elle est libellée comme suit :

« (La Chambre),

recommande qu'en raison des évolutions des contextes social, économique, scientifique, technologique et écologique, un débat parlementaire sur la politique énergétique du pays soit tenu au moins tous les cinq ans et que le Gouvernement présente au Parlement un rapport annuel sur l'application des diverses lois réglant les problèmes de l'énergie dans leur ensemble et les problèmes sectoriels ainsi que le fonctionnement des divers services. En outre, un débat parlementaire sera organisé chaque fois qu'une modification fondamentale interviendra dans la situation énergétique de notre pays.

Le treizième point du nouveau texte du Gouvernement (douzième point du texte définitif) est adopté par 10 voix contre 3 et une abstention.

De tekst ervan luidt als volgt :

« (De Kamer),

vraagt dat een nauw overleg met de Gewesten de uitwerking van een nationale strategie zou mogelijk maken, waarvan de verwezenlijkingen harmonisch zouden worden verdeeld over gans het grondgebied. »

#### Opties 11 en 12

Verwijzend naar punt 12 van de nieuwe regeringstekst trekt de heer Dupré zijn voorstel n° 76 in.

De punten 11 en 12 van de nieuwe regeringstekst (punten 10 en 11 van de definitieve tekst) worden aangenomen respectievelijk met 12 tegen 2 stemmen en eenparig met 14 stemmen.

De tekst ervan luidt als volgt

« (De Kamer),

11. wenst dat jaarlijks bij het indienen van de Rijksmiddelenbegroting een gedetailleerde energienota wordt gevoegd;

12. beveelt aan een economisch beleid te voeren dat geherorieënterd wordt naar sectoren waarvan de toegevoegde waarde hoger is per verbruikte energieëenheid. »

#### Optie 13

Punt 13 van de nieuwe regeringstekst stemt volledig overeen met punt 11 van de oorspronkelijke regeringstekst.

Het voorstel n° 72 van de heer Burgeon wordt verworpen met 11 tegen 2 stemmen en 1 onthouding.

Het voorstel n° 73 van de heer W. Claes wordt verworpen met 10 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Het voorstel n° 74 van de heer De Batselier wordt verworpen met 10 tegen 4 stemmen.

Het voorstel n° 75 van de heer Desaeyere wordt eveneens met 10 tegen 4 stemmen verworpen.

Het voorstel van de heer Desaeyere (punt 11), dat steunt op de tekst van de Energiecommissie van de Vlaamse Raad, wordt verworpen met 5 tegen 2 stemmen en 6 onthoudingen.

De tekst ervan luidde als volgt :

« (De Kamer),

beveelt aan wegens de evolutie van de sociale, economische, wetenschappelijke, technologische en ecologische context, ten minste om de vijf jaar een parlementair debat over het energiebeleid van het land te houden en de regering jaarlijks verslag te laten uitbrengen bij het Parlement over de toepassing van de diverse wetten die zowel de globale energie als de deelsectoren ervan regelen alsmede over de werking van de diverse diensten. Tevens zal telkenmale als een fundamentele wijziging plaatsgrijpt in de energetische situatie voor ons land een parlementair debat plaatsgrijpen. »

Punt 13 van de nieuwe regeringstekst (punt 12 voor de definitieve tekst) wordt aangenomen met 10 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Il est libellé comme suit :

« (La Chambre),

recommande qu'en raison des évolutions des contextes social, économique, scientifique, technologique et écologique, un débat parlementaire sur la politique énergétique du pays soit tenu au moins tous les cinq ans. »

\* \* \*

#### Options complémentaires

Il est ensuite voté sur un certain nombre de propositions qui visent à ajouter de nouveaux points au texte contenant les 12 options globales.

La proposition n° 77 de M. Desaeyere est rejetée par 10 voix contre 4.

Sont également rejetées, les propositions :

- n° 78 de M. Dierickx (par 10 voix contre 4);
- n°s 79, 80 et 81 de M. De Batselier (par 10 voix contre 3 et une abstention).

M. Dupré annonce qu'il représentera sa proposition n° 82 dans le cadre des options relatives à la recherche et au développement.

Enfin, la proposition de M. Desaeyere (douzième point), basée sur le texte adopté par la Commission de l'Énergie du Conseil flamand, est rejetée par 8 voix contre 2 et 4 abstentions.

Cette proposition était libellée comme suit :

« (La Chambre),

compte tenu du rôle social important de l'énergie et des responsabilités incombant aux pouvoirs publics en la matière, il convient d'élaborer d'urgence les réformes de structures prévues par la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980. »

\* \* \*

#### Vote sur l'ensemble des « options globales »

Le nouveau texte du Gouvernement relatif aux « options globales », tel qu'il a été modifié par la Commission et qu'il figure à la fin du présent rapport, est adopté par 10 voix contre 4.

#### C. Examen des options en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie

En matière d'utilisation rationnelle de l'énergie (U. R. E.), le texte résultant de la concertation entre le Gouvernement national et les Exécutifs propose les options suivantes :

« La Chambre

1. Demande au Gouvernement et aux Exécutifs régionaux, dans le cadre de leurs compétences respectives, de mettre en œuvre une politique active de l'utilisation rationnelle de l'énergie par :

- la mise en place, sans délai, d'un programme d'actions visant à l'utilisation rationnelle de l'énergie, couvrant les secteurs résidentiel, tertiaire, industriel et du transport;

De tekst ervan luidt als volgt :

« (De Kamer),

beveelt aan wegens de evolutie van de sociale, economische, wetenschappelijke, technologische en ecologische context, ten minste om de vijf jaar een parlementair debat over het energiebeleid van het land te houden. »

\* \* \*

#### Aanvullende opties

Vervolgens wordt nog gestemd over een aantal voorstellen die ertoe strekken nieuwe punten toe te voegen aan de tekst die 12 globale opties bevat.

Aldus wordt het voorstel n° 77 van de heer Desaeyere verworpen met 10 tegen 4 stemmen.

Worden eveneens verworpen de voorstellen :

- n° 78 van de heer Dierickx (met 10 tegen 4 stemmen);
- n°s 79, 80 en 81 van de heer De Batselier (met 10 tegen 3 stemmen en 1 onthouding).

De heer Dupré kondigt aan dat hij zijn voorstel n° 82 opnieuw ter sprake zal brengen bij de opties over onderzoek en ontwikkeling.

Tenslotte wordt het voorstel van de heer Desaeyere (punt 12), dat steunt op de tekst van de Energiecommissie van de Vlaamse Raad, verworpen met 8 tegen 2 stemmen en 4 onthoudingen.

De tekst ervan luidde als volgt :

« (De Kamer),

gezien de grote maatschappelijke rol van de energie en verantwoordelijkheid van de overheid terzake moet dringend werk worden gemaakt van de structuurhervormingen in de bijkomende wet van 8 augustus 1980 houdende hervorming der instellingen. »

\* \* \*

#### Stemming over het geheel van de « globale opties »

De nieuwe regeringstekst betreffende de « globale opties », zoals gewijzigd door de Commissie en voorkomende in fine van dit verslag wordt aangenomen met 10 tegen 4 stemmen.

#### C. Bespreking van de opties inzake rationeel energieverbruik

Inzake « rationeel energieverbruik (R. E. V.) » stelt de tekst die voortvloeide uit het overleg tussen Nationale overheid en de Executieven volgende opties voor :

« De Kamer

1. Vraagt de Regering, en de Gewestelijke Executieven, in het kader van hun respectieve bevoegdheden, een actief beleid van rationeel energieverbruik en uitvoering te brengen door :

- de onverwijlde invoering van een actieprogramma van rationeel energieverbruik dat de residentiële, de tertiaire, de industriële en de vervoerssector omvat;

— l'adoption de mesures normatives dans certains secteurs, notamment : installations de chauffage, isolation des bâtiments, équipements électriques;

— l'instauration de mécanismes d'incitation adéquats et la prévision des moyens appropriés;

— le contrôle des normes imposées, particulièrement dans le secteur public, qui fera annuellement rapport sur les progrès accomplis;

— la sensibilisation et l'information de tous les consommateurs d'énergie;

— la mise en œuvre d'un programme de formation et d'éducation dans les secteurs professionnels concernés;

— la prise en considération des systèmes dits « à énergie totale », c'est-à-dire qui exploitent la chaleur résiduelle.

2. Préconise qu'un effort particulier de récupération de l'énergie soit fait sur les installations industrielles consommatrices ou productrices d'énergie, et du secteur tertiaire.

3. Préconise que soient mis en œuvre des systèmes permettant l'écrêtage des pointes dans l'utilisation du gaz et de l'électricité.

4. Préconise qu'à la diversification des combustibles corresponde à une diversification des techniques d'utilisation de ceux-ci. »

### 1. Discussion

Plusieurs membres ne sont pas satisfaits du texte proposé par le Gouvernement. Certains d'entre eux soumettent un nouveau texte à la Commission et proposent dès lors que le texte du Gouvernement ne soit pas utilisé comme texte de base.

\* \* \*

M. Deleuze (n° 83) propose de supprimer toutes les options U. R. E.

M. Fedrigo (n° 84) présente une série de 48 options U. R. E., précédées d'un certain nombre de considérants. Nous reprenons ci-après le texte de ces options et considérants :

« La Chambre des représentants,

— Considérant que l'Utilisation Rationnelle de l'Energie (U. R. E.) constitue la source d'énergie potentielle la plus importante dont dispose notre pays à l'heure actuelle;

— Considérant qu'une politique d'U. R. E. est le meilleur moyen de réduire notre dépendance de l'étranger;

— Vu l'impact favorable d'une politique d'U. R. E. sur notre balance des paiements énergétiques et sur notre dépendance énergétique;

— Vu l'impact favorable d'une politique d'U. R. E. sur l'emploi, étant donné que l'investissement nécessaire pour créer un emploi dans le secteur de l'économie d'énergie est moins élevé que dans celui de la production;

— Considérant qu'une politique d'U. R. E. constitue un instrument important pour lutter, dans le cadre d'une nouvelle politique industrielle, contre la crise économique et le chômage;

— Vu les avantages macro-économiques sus-mentionnés d'une politique d'U. R. E.;

— het treffen van normatieve maatregelen in bepaalde sectoren, met name : verwarmingsinstallaties, isolatie van gebouwen, elektrische uitrustingen;

— de uitwerking van passende aanmoedigingsmechanismen en het voorzien van de geschikte middelen;

— de controle van de opgelegde normen, inzonderheid in de overheidssector die jaarlijks verslag zal uitbrengen over de gemaakte vooruitgang;

— alle energieverbruikers te sensibiliseren en voor te lichten;

— het uitwerken van een programma voor opleiding en opvoeding in de betrokken beroepssectoren;

— het eventueel in overweging nemen van de stelsels, genaamd « met totale energie », dit zijn stelsels die de restwarmte exploiteren.

2. Beveelt aan een bijzondere inspanning voor de terugwinning van energie te doen op het vlak van de energieverbruikende of -producerende industriële installaties, en van de tertiaire sector.

3. Beveelt aan stelsels uit te werken waardoor de pieken van het gas- en elektriciteitsverbruik worden afgevlakt.

4. Beveelt aan dat de diversifiëring van de brandstoffen overeenstemt met de diversifiëring van de gebruikstechnieken ervan. »

### 1. Bespreking

De door de Regering voorgelegde tekst schenkt meerdere leden geen voldoening. Sommigen van hen leggen aan de Commissie een nieuwe tekst voor en stellen dan ook voor dat de Regeringstekst niet als basistekst zou worden gehanteerd.

\* \* \*

De heer Deleuze (n° 83) stelt voor alle R. E. V.-opties weg te laten.

Aldus stelt de heer Fedrigo (n° 84) een reeks van 48 R. E. V.-opties voor, die worden voorafgegaan door een aantal consideransen. De tekst van deze consideransen en opties luidt als volgt :

« De Kamer van volksvertegenwoordigers

— Overwegende dat het rationeel energieverbruik (R. E. V.) de grootste potentiële energiebron vormt waarover ons land thans beschikt;

— Overwegende dat een R. E. V.-beleid het beste middel is om onze afhankelijkheid tegenover het buitenland te verminderen;

— Gelet op de gunstige weerslag van een R. E. V.-beleid op onze energie-betalingsbalans en op onze afhankelijkheid inzake energie;

— Gelet op de gunstige invloed van een R. E. V.-beleid op de tewerkstelling, aangezien de nodige investeringen om werkplaatsen te creëren in de sector van de energiebesparing minder hoog zijn dan in die van de productie;

— Overwegende dat een R. E. V.-beleid een belangrijk instrument vormt om, in het kader van een vernieuwd industrieel beleid, de economische crisis en de werkloosheid te bestrijden;

— Gelet op bovenbedoelde macro-economische voordelen van een R. E. V.-beleid;

— Vu l'impact favorable d'une politique d'U. R. E. sur la qualité de l'environnement;

— Vu l'impact favorable d'une politique d'U. R. E. sur les prix de l'énergie pour le consommateur;

— Considérant qu'une politique d'U. R. E. peut arrêter la croissance de la consommation d'énergie primaire, tandis que la quantité d'énergie disponible pour la consommation finale continue à augmenter, ce qui permet une croissance limitée du P. N. B.;

— Considérant que la plupart des techniques de conservation de l'énergie sont d'ores et déjà disponibles et que leur application doit d'urgence être mise à la portée du petit consommateur;

— Considérant qu'une politique d'U. R. E. permet de marquer un temps d'arrêt dans la course au développement et à l'exploitation de nouvelles sources d'énergie;

— Considérant qu'une politique d'U. R. E. offre la possibilité aux pouvoirs publics de jouer un rôle plus important dans le secteur de l'énergie :

1. estime que le Gouvernement doit mettre en œuvre une politique systématique et volontariste d'U. R. E., avec pour objectif la stabilisation et même la réduction de la consommation d'énergie primaire, de sorte qu'en 1990 notre pays consomme moins de matière première énergétique qu'en 1982;

2. estime que les objectifs de cette politique d'U. R. E. ne peuvent se réaliser qu'à condition que cette politique soit imposée dans tous les secteurs de la production, de la transformation, de la distribution et de la consommation d'énergie et à condition que tous les vecteurs d'énergie soient compris dans cette politique;

3. estime que la réussite de cette politique d'U. R. E. dépend en grande partie de l'action des pouvoirs publics et estime par conséquent que le Gouvernement doit se servir de son pouvoir exécutif pour réaliser ce plan en fonction de l'intérêt public, tout en respectant la liberté individuelle du consommateur;

4. estime que le Gouvernement doit avoir recours aux types d'intervention suivants :

- conscientisation et information;
- élaboration d'une législation adéquate;
- élaboration d'une politique des prix;
- intervention par des mesures fiscales et l'attribution de primes et de subsides;
- élargissement de la part du secteur public dans le domaine de l'énergie;

5. souhaite que le Service pour la Conservation de l'énergie devienne un bureau d'avis, de marketing et d'engineering à part entière, au profit des consommateurs et de l'industrie, chargé d'adresser des avis aux pouvoirs publics;

— en application des types d'intervention cités au point 4;

6. souhaite la création d'un Conseil consultatif pour la Conservation de l'énergie, comprenant une représentation légale de toutes les parties concernées comme les pouvoirs publics, l'industrie, les syndicats, les organisations de consommateurs et de défense de l'environnement, et ayant pour tâche d'évaluer en permanence la politique d'U. R. E. à la demande du Comité national pour l'Energie et des comités sectoriels de contrôle;

— Gelet op de gunstige weerslag van een R. E. V.-beleid op de kwaliteit van het leefmilieu;

— Gelet op de gunstige weerslag van een R. E. V.-beleid op de energieprijzen voor de consument;

— Overwegende dat een R. E. V.-beleid het stijgend verbruik van primaire energie kan afremmen terwijl de hoeveelheid energie die voor de eindconsumptie beschikbaar is blijft stijgen hetgeen een beperkte groei van het B. N. P. mogelijk maakt;

— Overwegende dat de meeste technieken die gericht zijn op het behoud van de energie nu reeds beschikbaar zijn en dat de toepassing ervan dringend binnen het bereik van de kleine consument moet worden gebracht;

— Overwegende dat een R. E. V.-beleid een stilstand kan teweeg brengen in de wedloop voor de ontwikkeling en de exploitatie van nieuwe energiebronnen;

— Overwegende dat een R. E. V.-beleid aan de overheid de mogelijkheid biedt een meer belangrijke rol te spelen in de energiesector :

1. meent dat de Regering een systematisch en voluntaristisch R. E. V.-beleid moet voeren dat erop gericht is het verbruik van primaire energie te stabiliseren en zelfs te verminderen zodat ons land in 1990 minder primaire energie verbruikt dan in 1982;

2. meent dat de doelstellingen van dit R. E. V.-beleid slechts kunnen worden bereikt op voorwaarde dat dit beleid verplicht wordt opgelegd in alle sectoren van de productie, de transformatie, de distributie en het verbruik van energie en op voorwaarde dat alle energiedragers bij dat beleid betrokken worden;

3. meent dat het welslagen van dit R. E. V.-beleid grotendeels afhangt van het optreden van de overheid en is derhalve van oordeel dat de Regering van haar uitvoerende macht gebruik moet maken om dit plan door te voeren met het oog op het algemeen welzijn, en met de eerbiediging van de individuele vrijheid van de consument;

4. meent dat de Regering de volgende maatregelen moet nemen :

- bewustwording en voorlichting;
- het uitwerken van een aangepaste wetgeving;
- het voeren van een prijzenbeleid;
- het nemen van fiscale maatregelen en de toekenning van premies en subsidies;
- de uitbreiding van het aandeel van de overheid in de energiesector;

5. wenst dat de Dienst voor het behoud van de energie een volwaardig adviesbureau wordt en instaat voor de marketing en de engineering ten bate van de consumenten en de nijverheid, en dat belast wordt om aan de overheid adviezen te verstrekken;

— in toepassing van de in punt 4 opgesomde maatregelen;

6. wenst de oprichting van een Adviserende Raad voor het behoud van de energie dat een wettelijk vastgelegde vertegenwoordiging omvat van alle betrokken partijen zoals de overheidsdiensten, de industrie, de vakbonden, de consumentenverenigingen en verenigingen ter bescherming van het leefmilieu, en die tot taak hebben voortdurend het R. E. V.-beleid te beoordelen op verzoek van het Nationaal Comité voor de Energie en de gewestelijke controlecomités;

7. souhaite que la politique des prix concernant tous les vecteurs énergétiques soit intégrée comme élément d'une politique d'U. R. E. et soit modifiée dans le sens de tarifications progressives selon des modalités qui préservent les intérêts des familles;

8. demande la création d'un fonds pour l'Utilisation rationnelle de l'Energie, alimenté par une taxation spécifique sur les gaspillages et destiné en priorité à réduire ces mêmes gaspillages; ceci présuppose la création d'audits et l'obligation pour les firmes de fournir un bilan énergétique global;

9. souhaite que, dans l'orientation de la nouvelle politique industrielle, une attention particulière soit accordée à l'utilisation rationnelle de l'énergie, des sources d'énergie alternatives, aux technologies charbonnières et aux activités industrielles qui utilisent moins d'énergie;

10. souhaite la création d'un Service pour la Conservation de l'Energie dans chaque commune, service qui devra concrétiser au niveau local les campagnes d'information et de sensibilisation des pouvoirs publics;

11. souhaite que la recherche scientifique soit organisée en vue de soutenir et de stimuler la politique d'U. R. E.;

— Considérant que plus de 50 % de la consommation totale d'énergie sert au chauffage des habitations, des bureaux, des bâtiments publics et des ateliers;

— Considérant que des économies d'énergie considérables peuvent être réalisées dans le domaine du chauffage par une bonne gestion des appareils de chauffage, l'amélioration de l'isolation et le recours aux sources d'énergie alternatives;

— Considérant que l'utilisation d'électricité à des fins de chauffage n'a pas sa place dans une politique d'U. R. E., étant donné que le chauffage électrique requiert un input d'énergie primaire beaucoup plus élevé que les autres systèmes de chauffage;

— Vu que le chauffage collectif de logements permet de réaliser d'importantes économies d'énergie, étant donné que le rendement énergétique d'une chaudière industrielle est beaucoup plus élevé que celui d'une chaudière individuelle;

— Vu que de grandes quantités de chaleur résiduaire se perdent dans l'industrie et plus particulièrement dans la production thermique d'électricité;

— Vu qu'une partie importante de cette chaleur résiduaire peut être récupérée en raccordant ces industries à un réseau de chauffage urbain ou un réseau de chauffage à distance en agriculture et en horticulture;

— Vu que le chauffage urbain est en plein essor dans d'autres pays européens et couvre même dans certains pays un tiers des besoins en chauffage tandis que dans notre propre pays le chauffage urbain existe à peine;

— Considérant les grands avantages qu'offre le chauffage urbain sur le plan de l'économie d'énergie, de la pollution atmosphérique dans les villes et de l'emploi dans le secteur de la construction et de la sidérurgie;

— Vu la masse de capitaux requis pour la réalisation du chauffage à distance, ce qui rend nécessaire une approche nationale;

12. souhaite que le Gouvernement élabore une politique globale de chauffage dans le cadre de sa politique d'U. R. E., en tenant compte des spécificités des différentes régions et sous-régions et en intégrant tous les aspects relatifs au chauffage, à savoir les campagnes d'information et de sensibilisation, la politique d'isolation, l'application de sources d'énergie alternatives à des fins de chauffage, la géothermie et le chauffage à distance;

7. wenst dat het prijzenbeleid betreffende de energiedragers als element wordt opgenomen in een R. E. V.-beleid en gewijzigd wordt in de zin van progressieve tarificaties op een wijze die de belangen van de gezinnen vrijwaart;

8. vraagt dat een fonds voor rationeel energieverbruik wordt opgericht, dat gestijfd wordt door middel van een specifieke belasting op verspilling en dat bij voorrang bestemd is om diezelfde verspilling te verminderen; zulks onderstelt de voorafgaande organisatie van controles en de verplichting voor de firma's om een globale energiebalans voor te leggen;

9. wenst dat bij het uitstippelen van het nieuwe industrieel beleid bijzondere aandacht gaat naar het rationeel energieverbruik, de alternatieve energiebronnen, de steenkooltechnologieën en de industriële bedrijvigheidsvormen die de minste energie verbruiken;

10. wenst dat een dienst voor het behoud van de energie wordt opgericht in elke gemeente; die dienst zal op plaatselijk vlak de informatie- en sensibiliseringscampagnes van de overheid concrete vorm moeten geven;

11. wenst dat het wetenschappelijk onderzoek wordt georganiseerd met het oog op de steun en de stimulering van het R. E. V.-beleid;

— Overwegende dat meer dan 50 % van het totale energieverbruik dient voor de verwarming van woningen, kantoren, openbare gebouwen en werkplaatsen;

— Overwegende dat aanzienlijke energiebesparingen kunnen worden verricht op het stuk van de verwarming middels een goed beheer van de verwarmingstoestellen, de verbetering van de isolatie en het gebruik van alternatieve energiebronnen;

— Overwegende dat het gebruik van elektriciteit voor verwarmingsdoeleinden niet op zijn plaats is in een R.E.V.-beleid, aangezien elektrische verwarming een veel hogere inbreng aan primaire energie vergt dan de andere verwarmingssystemen;

— Aangezien de collectieve verwarming van woongegenheden zeer veel energie kan besparen, omdat het energierendement van een industriële stookketel veel hoger ligt dan dat van een individuele stookketel;

— Aangezien grote hoeveelheden residuaire warmte in de industrie en meer bepaald bij de thermische elektriciteitsproductie verloren gaan;

— Aangezien een groot gedeelte van die residuaire warmte kan worden teruggewonnen door die bedrijven aan te sluiten op een stedelijk verwarmingsnet of op een verwarmingsnet op afstand voor de land- en tuinbouw;

— Aangezien stadsverwarming in volle opgang is in andere Europese landen en in sommige landen zelfs een derde van de verwarmingsbehoeften dekt, terwijl in ons land stadsverwarming nauwelijks bestaat;

— Overwegende dat stadsverwarming op het stuk van de energiebesparing, luchtvervuiling in de steden en werkgelegenheid in de bouw- en de staalsector grote voordelen biedt;

— Geziene de massa kapitaal die nodig is voor de aanleg van afstandsverwarming, wat een nationale aanpak noodzakelijk maakt;

12. wenst dat de Regering een algemeen verwarmingsbeleid in het kader van haar R. E. V.-beleid uitwerkt, rekening houdend met de specifieke kenmerken van de verschillende gewesten en subgewesten en met alle aspecten betreffende verwarming, met name de informatie- en sensibiliseringscampagnes, het isolatiebeleid, de toepassing van alternatieve energiebronnen voor verwarmingsdoeleinden, aardwarmte en afstandsverwarming;

13. souhaite que dans le cadre de la politique de chauffage sus-mentionnée, des campagnes spécifiques d'information et de sensibilisation soient menées en direction des consommateurs, des installateurs d'appareils de chauffage, des architectes, des milieux de l'industrie, des administrations communales et de l'enseignement;

14. souhaite que dans le cadre de la politique de chauffage susmentionnée soit élaborée une réglementation générale sur la publicité pour les appareils de chauffage, décourageant la publicité pour des appareils électriques de chauffage, à l'exception des pompes à chaleur;

15. demande la mise au point d'une politique d'isolation qui comprendrait notamment les mesures suivantes : la fixation de normes minimales d'isolation pour la construction de nouveaux logements et la rénovation, des primes d'encouragement pour l'amélioration de l'isolation thermique de bâtiments existants et un encouragement à l'utilisation de l'énergie solaire passive;

16. souhaite que le gouvernement encourage le recours aux sources d'énergie alternatives et aux systèmes non conventionnels de chauffage ambiant et de chauffage de l'eau sanitaire en fournissant des prêts à taux réduits;

17. souhaite que le gouvernement encourage l'installation d'équipements « à énergie totale » pour la production simultanée de chaleur et d'électricité, ainsi que de pompes à chaleur au gaz dans des immeubles à appartements, des bâtiments publics, des bâtiments utilitaires et dans l'industrie;

18. demande la création d'une institution publique appelée *DISTRICHALEUR*, qui programmera, concevra, construira et exploitera dans les diverses régions des réseaux de chauffage urbain et à distance, et qui fournira cette chaleur aux intercommunales compétentes;

19. souhaite que les communes se réunissent en intercommunales pures afin d'organiser de la manière la plus rationnelle possible la distribution de chaleur sur leur territoire;

20. souhaite que *DISTRICHALEUR* établisse, en collaboration avec les Sociétés de Développement Régional, des cartes de chaleur précises pour chaque région avec un inventaire de la demande et de l'offre de chaleur, tant résidentielle qu'industrielle;

21. souhaite que *DISTRICHALEUR* élabore, sur base de ces cartes de chaleur et en collaboration avec les Sociétés de Développement Régional, des projets de réseaux de chauffage urbain et à distance dans les différentes régions, alimentés par des centrales thermiques et combinées, chauffées de préférence au charbon, et visant également à récupérer un maximum de chaleur résiduaire des centrales électriques, des stations d'épuration des eaux et d'autres producteurs industriels de chaleur, tels les cokeries;

22. souhaite que *DISTRICHALEUR* établisse sur base de ces projets des plans de développement et d'investissement portant sur une période de 25 ans;

23. souhaite que les pouvoirs publics fassent du chauffage à distance une priorité nationale et mettent, via les

13. wenst dat in het kader van het bovenvermelde verwarmingsbeleid specifieke informatie- en sensibiliseringscampagnes worden gevoerd ten behoeve van de verbruikers, installateurs en verwarmingstoestellen, architecten, industriële kringen, gemeentebesturen en het onderwijs;

14. wenst dat in het kader van het bovenvermelde verwarmingsbeleid een algemene reglementering betreffende reclame voor verwarmingstoestellen wordt uitgewerkt, waarbij reclame voor elektrische verwarmingstoestellen, warmtepompen uitgezonderd, wordt ontmoedigd;

15. vraagt dat een isolatiebeleid wordt uitgewerkt dat inzonderheid de volgende maatregelen omvat : vaststelling van de minimum isolatienormen voor de bouw en de vernieuwing van nieuwe woongelegenheden, aanmoedigingspremies voor de verbetering van de thermische isolatie van bestaande gebouwen en een aanmoediging voor het gebruik van passieve zonneënergie;

16. wenst dat de Regering het gebruik aanmoedigt van alternatieve energiebronnen en van niet-conventionele verwarmingssystemen voor de verwarming van de leefruimte en van water voor sanitaire doeleinden door leningen met beperkte rentevoet toe te staan;

17. wenst dat de Regering het gebruik aanmoedigt van installaties « voor totale energie » om gelijktijdig warmte en electriciteit te produceren, en ook pompen voor gasverwarming in appartementsgebouwen, openbare gebouwen, nutsbedrijven en in de industrie;

18. vraagt dat een overheidsinstelling, *DISTRIWARMTE*, wordt opgericht om in de verschillende streken netten voor stadsverwarming en afstandsverwarming te ontwerpen, aan te leggen en te exploiteren en die warmte aan de bevoegde intercommunale maatschappijen te leveren;

19. wenst dat de gemeenten zich in zuivere intercommunale maatschappijen aansluiten om de distributie van warmte op hun grondgebied zo rationeel mogelijk te laten verlopen;

20. wenst dat *DISTRIWARMTE* in samenwerking met de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappijen voor elk gewest precieze verwarmingskaarten opstelt met een inventaris van het aanbod van warmte, zowel voor huishoudelijk als voor industrieel gebruik;

21. wenst dat door *DISTRIWARMTE* aan de hand van die verwarmingskaarten en in samenwerking met de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappijen in de verschillende gewesten plannen worden uitgedacht voor de aanleg van netten voor stadverwarming en afstandsverwarming die worden gevoed door warmtekrachtcentrales en gecombineerde centrales welke bij voorkeur met steenkool werken en ook gericht zijn op de recuperatie van zoveel mogelijk restwarmte uit de thermische centrales, de waterzuiveringsstations en andere industriële bedrijven waar warmte wordt voortgebracht, zoals de cokesbedrijven;

22. wenst dat *DISTRIWARMTE* op grond van die projecten ontwikkelings- en investeringsplannen over een periode van 25 jaar opmaakt;

23. wenst dat de overheid afstandsverwarming nationale voorrang verleent en aan *DISTRIWARMTE* via de Natio-



Sociétés nationales et régionales d'Investissement, des crédits à la disposition de DISTRICHALEUR pour la réalisation de ces projets;

24. souhaite que DISTRICHALEUR, en attendant la réalisation des plans de développement susmentionnés, entame le plus tôt possible la réalisation de programmes expérimentaux de chauffage à distance dans les nouveaux quartiers afin d'acquérir les connaissances et l'expérience nécessaires;

25. souhaite que le Conseil consultatif pour la Conservation de l'Energie, après avoir entendu l'avis des comités sectoriels de contrôle, établisse une réglementation des tarifs pour le prix d'achat de la chaleur récupérée de l'industrie par DISTRICHALEUR, pour le prix de vente de la chaleur fournie par DISTRICHALEUR aux intercommunales compétentes et pour le prix de vente de la chaleur fournie par les intercommunales au consommateur;

26. souhaite que soit encouragé le chauffage de quartier dans le cadre de projets de rénovation urbaine et dans le cas de nouveaux quartiers;

27. souhaite que les directions provinciales de l'Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire, ainsi que les services de planification des diverses administrations communales, fassent appel à des spécialistes en matière d'énergie afin d'évaluer le contenu énergétique de chaque projet;

28. souhaite que chaque nouveau bâtiment dans les agglomérations urbaines soit obligatoirement équipé d'une possibilité de raccordement à un réseau de chauffage urbain;

29. souhaite la réalisation de programmes expérimentaux pour le chauffage de logements et des serres au profit de l'horticulture en serre, au moyen d'énergie géothermique;

30. demande un programme intensif de recherche géologique afin de pouvoir déterminer et localiser précisément le potentiel énergétique géothermique de notre pays;

— Considérant que l'industrie accapare environ 40 % de la consommation totale d'énergie;

— Considérant que la plupart des processus industriels sont susceptibles d'améliorations considérables de leur rendement énergétique;

— Considérant la grande hétérogénéité du secteur industriel, contrairement au secteur résidentiel;

— Considérant que les délais de remboursement pour la plupart des investissements à des fins d'économie d'énergie varient entre trois et sept ans, de sorte qu'une intervention des pouvoirs publics est souhaitée;

31. souhaite la nomination d'un responsable à l'énergie dans chaque grande entreprise, la publication de bilans énergétiques annuels et le dépôt d'un rapport annuel à l'Administration pour l'Energie et au Conseil consultatif pour la Conservation de l'Energie, comprenant les éléments suivants :

— le bilan énergétique annuel;

— une estimation des investissements à fin d'économie d'énergie durant l'année écoulée et l'économie d'énergie qui en est résultée;

— les modifications auxquelles on peut s'attendre dans la consommation future d'énergie;

nale en de Gewestelijke investeringsmaatschappijen kredieten toestaat om plannen uit te voeren;

24. wenst dat DISTRIWARMTE, in afwachting dat de voormelde ontwikkelingsplannen worden uitgevoerd, zo spoedig mogelijk experimentele programma's voor afstandsverwarming in de nieuwe wijken opzet, om de nodige kennis en ondervinding op te doen;

25. wenst dat de Adviserende Raad voor Energiebesparing op advies van de sectoriële controlecomités een reglementering vaststelt inzake de prijs van de door de industrie gerecupereerde warmte die Distriwarmte aankoopt en inzake de prijs van de warmte die de intercommunale maatschappijen aan de gebruiker leveren;

26. wenst dat wijkverwarming wordt aangemoedigd in het kader van projecten voor stadsvernieuwing en bij de aanleg van nieuwe wijken;

27. wenst dat de provinciale directies van het Bestuur van Stedebouw en Ruimtelijke Ordening alsmede de diensten voor planning bij de gemeentebesturen een beroep doen op energiespecialisten om elk project inzake energie op zijn waarde te taxeren;

28. wenst dat de verplichting wordt ingevoerd om alle nieuwe gebouwen in stadsagglomeraties te voorzien van de mogelijkheid tot aansluiting op een net voor het stadsverwarming;

29. wenst dat experimentele programma's worden opgezet voor de verwarming met geothermische energie van woningen en van serres ten behoeve van de glastuinbouw;

30. vraagt dat een programma wordt opgemaakt voor intensief geologisch onderzoek om het geothermische potentieel van ons land duidelijk te kunnen vaststellen en bepalen;

— Overwegende dat de industrie beslag legt op 40 % van het totale energieverbruik;

— Overwegende dat het energierendement bij de meeste industriële bewerkingen aanzienlijk kan worden verbeterd;

— Gezien de grote heterogeneiteit van de industrie ten opzichte van de huishoudelijke sector;

— Overwegende dat de afschrijvingstermijnen van de meeste energiebesparende investeringen tussen drie en zeven jaar schommelen, zodat optreden van de overheid wenselijk is;

31. wenst dat in iedere grote onderneming een verantwoordelijke inzake energie wordt aangesteld, dat jaarlijks een energiebalans wordt gepubliceerd en dat bij de Administratie voor Energie en bij de Adviserende Raad voor Energiebesparing een jaarverslag wordt ingediend dat de volgende punten bevat :

— de jaarlijkse energiebalans;

— een schatting van de energiebesparende investeringen die in het afgelopen jaar werden gedaan en de besparingen die ze hebben opgeleverd;

— de verwachte wijzigingen in het verbruikspatroon;

32. souhaite que soit accordée une aide publique directe ou une aide sous la forme de mesures fiscales en faveur des entreprises qui investissent dans des équipements à fin d'économie d'énergie;

33. souhaite que le Centre d'Etude sur l'Energie à créer fournisse aux entreprises une assistance en savoir scientifique et en infrastructure pour réaliser des économies d'énergie;

34. souhaite la création d'une banque de données au service de l'industrie pour les technologies qui permettent des économies d'énergie;

35. souhaite que soit encouragée la production combinée d'électricité et de chaleur sous forme de centrales et d'installations à énergie totale dans l'industrie;

36. souhaite que soit encouragée, par des prêts à taux réduit, la construction d'installations de biogaz dans les entreprises agricoles, la construction d'installations d'épuration des eaux et l'installation d'entreprises productrices de déchets organiques fermentescibles;

— Considérant qu'une politique industrielle orientée vers les technologies économisatrices d'énergie, les sources d'énergie alternatives, les activités qui utilisent moins d'énergie et la récupération des matières premières, peut constituer une aide importante à la relance de l'industrie belge;

— Considérant que le développement de l'électronique peut donner lieu à d'importantes économies d'énergie via les techniques de mesure, de réglage et de guidage des processus industriels;

37. estime que la nouvelle politique industrielle du Gouvernement doit être axée sur les activités susmentionnées;

38. ordonne la création de la société publique d'isolation BELGISOL, qui pourrait réactiver la production de verre en Flandre et en Wallonie;

39. ordonne la création de la société publique de récupération CYCLOBEL, qui encouragerait et organiserait la réutilisation de matières premières de déchets ménagers et industriels;

40. souhaite que les pouvoirs publics nationaux et régionaux encouragent l'installation d'entreprises spécialisées dans le domaine de la micro-électronique et de la fabrication de cellules solaires;

— Vu que le rendement énergétique de beaucoup d'appareils ménagers peut être amélioré;

41. souhaite que soient établies des normes maximum pour la consommation énergétique des réfrigérateurs, surgélateurs, lave-linge, lave-vaisselle, séchoirs et autres appareils électriques;

42. souhaite que les appareils ménagers soient obligatoirement pourvus d'une étiquette mentionnant la consommation et le rendement de l'appareil;

— Considérant que la production de biens de consommation à faible longévité constitue un gaspillage important d'énergie;

43. souhaite que soit encouragée la fabrication de produits durables;

— Considérant que la promotion des transports en commun aura un impact favorable sur la consommation nationale d'énergie;

32. wenst dat bedrijven die investeren in energiebesparende uitrusting rechtstreekse overheidssteun of steun in de vorm van fiscale maatregelen zouden ontvangen;

33. wenst dat het op te richten Studiecentrum voor Energie de bedrijven inzake know-how en infrastructuur bijstaat om die energiebesparing tot stand te brengen;

34. vraagt dat ten behoeve van de industrie een databank voor energiebesparende technieken wordt opgericht;

35. vraagt dat de gecombineerde produktie van elektriciteit en warmte wordt aangemoedigd in de vorm van centrales en installaties voor totale energie in de industrie;

36. wenst dat via leningen tegen lage rentevoet de bouw wordt aangemoedigd van biogasinstallaties in landbouwbedrijven, van waterzuiveringsstations en van bedrijven die organisch fermenterend afval produceren;

— Overwegende dat een industrieel beleid dat gericht is op energiebesparende technologie, alternatieve energiebronnen, activiteiten die minder energie behoeven en op recuperatie van grondstoffen in belangrijke mate kan bijdragen tot de opleving van de Belgische industrie;

— Overwegende dat dank zij de ontwikkeling van elektronica grote hoeveelheden energie kunnen worden bespaard met technieken inzake het meten, regelen en leiden van industriële bewerkingen;

37. oordeelt dat het nieuwe industriële beleid van de Regering gericht moet zijn op de bovengenoemde activiteiten;

38. beveelt dat een openbare vennootschap voor isolatie wordt opgericht, BELGISOL, die de glasproduktie in Vlaanderen en in Wallonië weer op gang zou kunnen brengen.

39. beveelt de oprichting van de openbare recuperatiemaatschappij, CYCLOBEL, die het hergebruik van in huishoudelijk en industrieel afval voorkomende grondstoffen aanmoedigt en organiseert;

40. wenst dat de nationale en gewestelijke overheid de vestiging van ondernemingen die gespecialiseerd zijn op het gebied van de micro-electronica en van de vervaardiging van zonnecellen aanmoedigt;

— Aangezien het energierendement van talrijke huishoudelijke apparaten voor verbetering vatbaar is;

41. wenst dat voor het energieverbruik van ijskasten, diepvriezers, wasmachines, droogkasten en andere elektrische apparaten maximumnormen worden vastgesteld;

42. wenst dat de huishoudapparaten voorzien worden van een beleid waarop het verbruik en het rendement van het apparaat worden vermeld;

— Overwegende dat de produktie van consumptiegoederen met een korte bestaanduur enorm veel energie verspilt;

43. wenst dat de fabricage van duurzame produkten wordt aangemoedigd;

— Overwegende dat het bevorderen van het gemeenschappelijk vervoer een gunstige uitwerking zal hebben op het nationaal energieverbruik;

— Vu la fonction sociale importante des transports en commun;

— Considérant que le secteur des transports en commun est un secteur de la consommation où la stimulation de l'utilisation d'électricité se justifie;

44. souhaite que soit encouragée l'utilisation des transports en commun au moyen de campagnes d'information et de sensibilisation;

45. souhaite une bonne coordination des transports par trains et des transports urbains et vicinaux;

46. souhaite que soit augmentée la rapidité des transports en commun en accordant priorité à ce type de transport;

47. souhaite le développement des transports en commun et souhaite que soit accordé à ce type de transport un traitement préférentiel et prioritaire dans l'attribution des crédits;

48. souhaite que soit encouragée, dans le secteur des transports en commun, l'utilisation de vecteurs d'énergie qui respectent l'environnement, tel le méthanol. »

\* \* \*

M. Dupré soumet à son tour un nouveau texte à la Commission.

Bien qu'il ait été dit et écrit à plusieurs reprises que l'U. R. E. est notre seule « source d'énergie » sûre dont notre pays dispose, notre dispositif énergétique continue, selon M. Dupré, à fonctionner par inertie, selon le vieux raisonnement basé sur l'augmentation et sur la diversification de la production d'énergie. Ce n'est qu'en changeant radicalement de cap que nous parviendrons à doter à temps notre politique énergétique de l'instrument qui sera indispensable à l'avenir : la maîtrise de la demande. C'est pour cette raison que les options relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie doivent être rédigées en termes vigoureux et indiquer clairement tous les aspects du problème : objectif, moyens, structures, extension, R & D, etc.

Les options proposées par M. Dupré (n° 85) sont rédigées comme suit :

« La Chambre des représentants,

1. Constate que jusqu'à présent la politique de l'énergie était basée essentiellement sur la maîtrise de l'offre et recommande d'axer également cette politique sans délai sur une maîtrise de la demande.

2. Estime dès lors que les pouvoirs publics doivent revoir fondamentalement leurs conceptions et leurs actions finales en matière d'énergie, afin d'orienter au maximum les efforts, selon un schéma bien établi, vers une utilisation plus rationnelle de l'énergie au sens large.

3. Recommande de fixer des objectifs dans les divers secteurs de la consommation finale et pour chaque vecteur énergétique, de prévoir les moyens requis et de créer les structures et les mécanismes nécessaires pour atteindre ces objectifs.

4. Recommande d'établir et de développer de manière coordonnée un plan d'U. R. E., en collaboration avec un maximum d'organismes et de services compétents et en recourant aux moyens suivants : la sensibilisation et l'information, les primes d'encouragement et les dégrèvements fiscaux, l'établissement de normes et les contrôles.

— Gelet op de belangrijke sociale rol van het gemeenschappelijk vervoer;

— Overwegende dat de sector van het gemeenschappelijk vervoer een verbruikssector is, waarin de aanmoediging van het elektriciteitsverbruik verantwoord is;

44. wenst dat het gebruik van het openbaar vervoer door middel van informatie- en sensibiliseringscampagnes wordt aangemoedigd;

45. wenst een degelijke coördinatie van het spoorwegvervoer, van het stedelijk vervoer en van het vervoer per buurtspoorweg;

46. wenst dat het gemeenschappelijk vervoer een grotere snelheid ontwikkelt, waarbij dat soort vervoer een voorkeurbehandeling krijgt;

47. wenst de ontplooiing van het gemeenschappelijk vervoer en wenst dat aan dat soort vervoer en bij de toewijzing van de kredieten voorkeurbehandeling wordt toegekend;

48. wenst dat in de sector van het openbaar vervoer het gebruik van energiedragers, zoals methanol, die het leefmilieu eerbiedigen, zou worden aangemoedigd.

\* \* \*

De heer Dupré legt op zijn beurt aan de Commissie een nieuwe tekst voor.

Hoewel herhaald gezegd en geschreven is dat R. E. V. onze enige zekere inlandse « energiebron » is, blijft ons energiestelsel volgens de heer Dupré door inertie voortwerken volgens de oude gedachtengang steunende op verhoging en diversificatie van energieproductie. Alleen door een drastische ommezwaai kan, zijns inziens, ons energiestelsel tijdig in de lijn van de noodzakelijke toekomst worden gebracht : beheersing van de vraag. De opties inzake rationeel energieverbruik dienen dan ook krachtig te worden gesteld met duidelijke aanduiding van alle facetten : streefdoel, middelen, structuren, verdere uitbouw, R & D en dergelijke meer.

De door de heer Dupré (n° 85) voorgestelde R. E. V. opties luiden als volgt :

« De Kamer van volkstvertegenwoordigers,

1. Stelt vast dat tot op heden het energiebeleid grotendeels steunde op de beheersing van het aanbod en beveelt aan dat het energiebeleid dringend ook zou afgestemd worden op een uiteindelijke beheersing van de vraagzijde.

2. Is dienvolgens van oordeel dat het Overheidsdenken en -handelen inzake energie dient omgegooid te worden zodat de inspanningen maximaal en planmatig worden georiënteerd naar een rationeler energieverbruik in de brede zin.

3. Beveelt aan dat in de diverse sectoren van het eindverbruik en voor de diverse energiedragers streefdoelen zouden worden aangegeven, middelen voorzien en structuren en mechanismen in het leven geroepen om deze streefdoelen te bereiken.

4. Beveelt aan dat met inschakeling van zoveel mogelijk bestaande instellingen en diensten op een gecoördineerde wijze een R. E. V.-plan zou worden opgesteld en uitgewerkt waarbij sensibilisering en voorlichting, aanmoedigingspremies en fiscale ontheffingen, normen en controles als middelen zouden worden gehanteerd.

5. Constate qu'une politique des prix doit tenir compte, pour tous les vecteurs énergétiques, de la nécessité d'inciter à une utilisation plus rationnelle de l'énergie.

6. Propose de créer un organe de coordination à caractère national et régional et de lui attribuer les moyens et les compétences nécessaires à la coordination et à la promotion du fonctionnement des organismes visés au 4.

7. Estime que l'U. R. E. peut constituer un véritable stimulant pour l'emploi et le rajeunissement de notre industrie.

8. Souhaite que soit immédiatement examiné comment le « deuxième stade d'U. R. E. » peut être réalisé en recourant entre autres aux méthodes suivantes : aménagement adéquat du territoire, groupement d'activités dont le rapprochement s'impose du point de vue énergétique, fabrication et utilisation de produits nécessitant moins d'énergie, mise au point et utilisation de procédés nécessitant moins d'énergie, combinaison de divers types de consommation finale (électricité + chaleur, chaleur industrielle à haute température + chaleur récupérée, etc.), modification de nos modes et habitudes de transport, tarification adéquate pour les grands consommateurs et pour les consommateurs produisant eux-mêmes leur énergie lorsqu'ils procèdent à l'écrtage des pointes.

9. Voit ici une possibilité de redistribution des deniers publics affectés à l'énergie à tous les niveaux, de la réduction de la consommation journalière d'un chacun aux efforts à long terme de R & D.

10. Insiste sur le fait que seule l'U. R. E. peut procurer au dispositif énergétique belge de demain une certaine sécurité, étant entendu qu'il y a lieu en outre d'accorder une attention particulière à la permutabilité des sources d'énergie primaires pour la production de vecteurs finals le plus diversifiés possible. »

\* \* \*

M. Rigo (n° 86) propose d'en revenir aux options que la Commission de l'Economie a adoptées au cours de la session précédente. Il présente par conséquent le texte suivant :

« La Chambre des représentants estime qu'il faut de toute urgence :

— accélérer les investissements « de demande » et prendre d'autres mesures susceptibles de diminuer la consommation d'énergie sans réduire le niveau de vie et la production;

— donner une priorité absolue aux mesures d'utilisation rationnelle et de récupération d'énergie;

— élaborer des structures efficaces permettant la conception, la planification permanente, l'exécution, la coordination et le contrôle de la politique en matière d'U. R. E., en vue d'une mise en œuvre rapide et de l'exploitation optimale du potentiel existant du secteur privé et du secteur public. »

Pour que puisse être obtenue une action continue au niveau de la récupération et de l'utilisation rationnelle de l'énergie, le Gouvernement et les Exécutifs compétents doivent disposer d'un large éventail de possibilités d'intervention :

1° la sensibilisation et l'information de tous les consommateurs d'énergie, tant privés que publics;

5. Stelt vast dat een prijsbeleid voor alle energiedragers dient rekening te houden met de noodzaak aan te zetten tot rationeler energieverbruik.

6. Stelt voor een coördinatieorgaan met nationale en gewestelijke inslag in het leven te roepen en van de nodige middelen en bevoegdheden te voorzien om de werking van de instellingen zoals bedoeld in 4, te coördineren en te bevorderen.

7. Is van oordeel dat R. E. V. een ware stimulans kan betekenen voor de tewerkstelling en de vernieuwing in onze industrie.

8. Wenst dat onmiddellijk wordt nagegaan op welke wijze de « tweede golf van R. E. V. » kan worden verwezenlijkt door onder meer aangepaste ruimtelijke ordening, groepering van energetisch op elkaar passende activiteiten, fabricage en gebruik van minder energie-intensieve producten en procédés, in elkaar passen van diverse types van eindverbruik (elektriciteit + warmte, hoogtemperatuurproces warmte en gerecupereerde warmte ...), wijziging van ons vervoerpatroon en -gewoontes, geschikte tarifiëring voor zelfproducenten en grootverbruikers die tot piekafvlakking overgaan.

9. Ziet in dit licht een herverdeling van de overheids gelden, die voor energie worden ingezet, op alle niveau's gaande van vermindering van het dagelijkse eigen verbruik tot en met de lange termijn R & D inspanningen.

10. Wenst met nadruk te onderlijnen dat alleen R. E. V. een zekere veiligstelling van het toekomstige Belgische energiestelsel kan doen ontstaan, waarbij bovendien volle aandacht dient gegeven te worden aan de verwisselbaarheid van primaire bronnen voor het produceren van zo veelzijdig mogelijke einddragers. »

\* \* \*

De heer Rigo (n° 86) stelt voor dat zou worden teruggegrepen naar de opties die tijdens de vorige zitting door de Commissie voor het Bedrijfsleven werden aangenomen. Dientengevolge legt hij de hiernavolgende tekst voor :

« De Kamer van volksvertegenwoordigers meent dat het dringend nodig is :

— de « vraaginvesteringen » op te drijven en andere maatregelen te nemen die het energieverbruik kunnen verminderen zonder het levenspeil en de produktie in het gedrang te brengen;

— absolute voorrang te verlenen aan de maatregelen om energie rationeel te verbruiken en terug te winnen;

— doeltreffende structuren uit te werken die kunnen instaan voor de conceptie, een bestendige planning, de uitvoering, de coördinatie en de controle van het beleid inzake R. E. V. en ten einde een snelle uitvoering te bevorderen, maximaal gebruik te maken van het bestaande potentieel aan bekwaamheden, zowel privé als openbaar. »

Opdat een doorgedreven werking inzake de terugwinning en het rationeel verbruik van energie zou kunnen worden bekomen, moeten de Regering en de bevoegde Exécutieven beschikken over een groot aantal interventiemogelijkheden :

1° de bewustmaking en voorlichting van alle energieverbruikers, zowel privé als openbaar;

2° l'imposition de mesures normatives, concernant notamment le secteur résidentiel, le rendement des installations et procédés dans l'industrie et l'agriculture, ainsi que les transports;

3° des dispositions organisationnelles telle que l'aménagement du territoire, le retour à la tarification comme instrument au service de la politique d'utilisation rationnelle et de récupération d'énergie, ainsi que par une tarification favorisant l'auto-production de chaleur et de force et le rachat des excédents de courant électrique par les réseaux à un prix avantageux. Les comités de contrôle compétents restent chargés de définir les modalités pratiques d'exécution;

4° des mesures telles que les audits et l'octroi de primes ou les réductions d'impôt;

5° des programmes de R & D organisés, basés sur l'expérience pratique et des besoins escomptés.

Le Parlement demande au Gouvernement et aux Exécutifs régionaux, dans le cadre de leurs compétences respectives de présenter au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 1983 un plan pluriannuel complet en matière d'économies d'énergie, à l'horizon 1990, sur base du programme comprenant :

- des objectifs d'économies cohérents, par secteur de consommation et par source d'énergie;
- une liste de mesures prioritaires et un calendrier d'application;
- une évaluation des ressources nécessaires et des moyens à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs;
- des propositions relatives au financement des divers volets de ce programme.

Ce programme visera à contenir le taux de croissance de la consommation d'énergie primaire; à satisfaire au moindre coût les besoins d'énergie des ménages et des entreprises, en favorisant les investissements réduisant l'impact de la hausse des prix de l'énergie par le maintien ou la réduction des consommations, et à favoriser la croissance de l'économie et la création d'emplois en ouvrant à l'industrie belge un nouveau marché d'équipements économiseurs d'énergie.

Ce programme fera l'objet d'une évaluation annuelle sous forme de rapport du Gouvernement au Parlement.

Ce programme et les actions immédiates à entreprendre tiendront compte des éléments ci-après :

#### *Pour les secteurs résidentiel et tertiaire*

— Immédiatement : information objective et sensibilisation notamment à l'intervention des conseillers énergétiques; recommandation d'une limitation de la température maximum 19 °C; possibilité d'audits; déductibilité fiscale en relation avec l'amélioration énergétique des bâtiments existants; aides à la nouvelle construction intéressante en matière d'énergie.

— Sur la base d'un plan de plusieurs années : formation et éducation d'experts; reconnaissance d'agents et de bureaux-conseils; programme de formation professionnelle des corps de métiers; normes pour les nouvelles constructions; les installations de chauffage et de conditionnement d'air; contrats-types entre propriétaire et locataire; indication obligatoire de la consommation sur les appareils domestiques; tarification en faveur de la consommation en période creuse;

2° het opleggen van normatieve maatregelen, o.m. voor de residentiële sector, als voor het rendement der installaties en procédés in nijverheid en landbouw, en voor de vervoersector;

3° organisatiebepalingen, zoals ruimtelijke ordening en het gebruik maken van de tariefstelling als instrument voor het beleid inzake rationeel verbruik en terugwinning van energie, alsook door een tarifiëring die de eigenproductie van warmte en kracht bevordert en de aankoop door de netten tegen gunstige prijzen van de elektriciteitsoverschotten in de hand werkt. Hierbij blijven de betrokken controlecomités bevoegd voor de bepaling van de praktische uitvoeringsmodaliteiten;

4° steunmaatregelen zoals het houden van audits, het geven van premies of het toekennen van belastingverminderingen;

5° de organisatie van R & D-programma's op grond van de praktijkervaring en de verwachte behoeften.

Het Parlement vraag de Regering en de Gewestelijke Executieven, in het kader van hun respectieve bevoegdheden, ten laatste op 1 januari 1982 een volledig meerjarenplan voor te stellen op gebied van de energiebesparingen tegen 1990, op grond van het programma waarin zijn vervat :

- coherente besparingsdoelstellingen per verbruikssector en energiebron;
- een lijst van prioritaire maatregelen en een toepassingskalender;
- een raming van de nodige hulpmiddelen en van de middelen die moeten worden aangewend om deze doelstellingen te bereiken;
- voorstellen in verband met de financiering der verschillende luiken van dit programma.

Dit programma streeft ernaar de groei van het primair energieverbruik te beperken, zo goedkoop mogelijk te voorzien in de energiebehoeften van de huishoudelijke sector en van de ondernemingen door aanmoediging van de investeringen die de weerslag van de toename der energieprijzen beperken door de nulgroei of de vermindering van het verbruik, en door de aanmoediging van de economische groei en het scheppen van werkgelegenheid mits voor de Belgische industrie een nieuwe markt open te stellen van energiebesparende uitrustingen.

Over dit programma zal jaarlijks door de Regering verslag worden uitgebracht bij het Parlement.

In dit programma en de onmiddellijk te ondernemen acties zal rekening worden gehouden met de volgende elementen :

#### *Voor de residentiële en tertiaire sector*

— Onmiddellijk : objectieve voorlichting en sensibilisatie o.m. door energieconsulenten; aanbeveling van een beperking van de maximumtemperatuur tot 19 °C; mogelijkheid van audits; fiscale aftrekbaarheid in verhouding tot de energetische verbetering van bestaande gebouwen; tegemoetkoming voor energetisch interessante nieuwbouw.

— Op basis van een meerjarenplan : opleiding en scholing van experten; erkenning van agenten en raadgevende bureaus, programma voor de beroepsopleiding er ambachten; normen voor nieuwbouw; de installaties voor de verwarming en de luchtverversing; typekontrakten tussen eigenaar en huurder; verplichte aanduiding van het verbruik op huishoudtjestellen; tariefregeling ten gunste van het dalverbruik; studie en gebruik van nieuwe technologieën; ont-

étude et utilisation de nouvelles technologies; développement des chaudières à faibles puissances; promotion du chauffage à distance; aménagement du territoire en fonction de la consommation d'énergie.

#### *Pour l'industrie et l'agriculture*

— Dans l'immédiat : obligation pour chaque entreprise de désigner un responsable énergie et d'établir un bilan énergétique annuel; action de sensibilisation générale, information et réalisation d'audits pour la collecte de matériel statistique; utilisation plus large des possibilités de déduction fiscale pour les investissements économisant l'énergie; exécution du plan agriculture 1981.

— Dans un plan pluriannuel : adaptation des programmes d'études et de formation professionnelle; aides à la recherche appliquée et au programme de démonstration; aide directe aux investissements économisant l'énergie; réorientation vers des produits et procédés moins énergivores; réalisation d'analyses sectorielles relatives à la consommation d'énergie; promotion de l'industrie produisant des équipements d'économies d'énergie; promotion de la récupération des matières premières et de l'énergie y compris la production combinée chaleur-force; en matière d'aménagement du territoire, répartition des entreprises en zonings.

#### *Pour les bâtiments publics*

— Dans l'immédiat : poursuite du programme déjà en cours de réalisation; obligation d'établir des bilans énergétiques annuels.

— Sur base d'un plan pluriannuel : sur le plan de l'organisation, localisation des services près des utilisateurs; introduction de normes : encouragement à de nouveaux matériaux et techniques; intensification des techniques modernes de communication; établissement progressif d'un cadastre énergétique global pour les bâtiments publics.

#### *Dans le secteur des transports*

— Dans l'immédiat : information et motivation des usagers de la route; contrôle de la limitation de vitesse; dans les transports publics, tarification favorisant les déplacements hors-pointes de circulation et les déplacements en groupe ou en famille.

— Sur base d'un plan pluriannuel : toutes mesures visant à améliorer les transports publics; vitesse commerciale, régularité, matériel plus performant, parking de dissuasion, coordination entre les diverses sociétés de transports publics, priorité de circulation; mesures visant à fluidiser le trafic automobile; octroi au Gouvernement de la compétence de prendre les dispositions nécessaires à cette fin; élaboration d'un programme de développement accéléré au réseau de pistes cyclables, assainissement et modernisation de la cale en navigation intérieure, programme R & D pour les nouveaux carburants et la traction électrique.

#### *Pour la production et la conversion d'énergie*

— Immédiatement : poursuite du programme de reconversion de centrales de pétrole brut en combustibles solides ou résidus.

— Sur base d'un plan pluriannuel : promotion de la récupération de la chaleur résiduelle.

\* \* \*

wikkeling van stookketels met klein vermogen; promotie van afstandsverwarming; ruimtelijke ordening in functies van het energieverbruik.

#### *Voor de industrie en landbouw*

— Onmiddellijk : verplichting tot aanduiding van energieverantwoordelijke en bijhouden van jaarlijkse energiebalans; veralgemeende sensibilisatie, voorlichting en auditwerking met inzameling van statistisch materiaal; verruimd gebruik van mogelijkheden van fiscale aftrekbaarheid voor energiebesparende investeringen, uitvoering van het landbouwplan 1981.

— Op basis van een meerjarenplan : aanpassen van de leerprogramma's en beroepsopleiding; steun aan toegepast onderzoek en aan demonstratieprogramma's; rechtstreekse steun aan energiebesparende investering, heroriëntering naar minder energieverbruikende producten en procédés; doorvoeren van sectoriële analyses van energieverbruik; bevordering van industrie die besparende uitrusting produceert; promotie van recuperatie van grondstoffen en energie met inbegrip van warmte-krachtkoppeling; qua ruimtelijke ordening zonering van bedrijven.

#### *Voor de openbare gebouwen*

— Onmiddellijk : voortzetting van het reeds in voege zijnde programma; verplichting tot jaarlijkse energiebalansen.

— Op basis van een meerjarenplan : qua organisatie, lokaliseren van de diensten dicht bij de consument; invoeren van normen; aanmoediging van nieuwe materialen en technieken; intensifiëren van moderne communicatietechnieken; geleidelijk opstellen van een globaal energiekadaster van de openbare gebouwen.

#### *In de vervoersector*

— Onmiddellijk : voorlichting en motivering van de weggebruikers; controle van de snelheidsbeperking; in het openbaar vervoer : tarieven ten voordele van het vervoer buiten de verkeerspiekuren en van het vervoer in groep of in familieverband.

— Op basis van een meerjarenplan : alle maatregelen ter verbetering van het openbaar vervoer : commerciële snelheid, regelmatigheid, materieel met groter prestatievermogen, ontlastingsparkeerruimten, coördinatie tussen de verschillende maatschappijen van openbaar vervoer, voorrang aan het verkeer; maatregelen om het autoverkeer vlotter te maken; het verlenen aan de Regering van de bevoegdheid om daartoe de nodige schikkingen te treffen; uitwerking van een programma van versnelde ontwikkeling van het fietspadennet; gezondmaking en modernisering van de binnenscheepvaart; R & D-programma voor de nieuwe motorbrandstoffen en de elektrische tractie.

#### *Voor de energieproductie en -conversie*

— Onmiddellijk : voortzetting van het omschakelingsprogramma van centrales van aardolie naar vaste brandstoffen of residus.

— Op basis van een meerjarenplan : promotie van recuperatie van afvalwarmte.

\* \* \*

M. W. Claes (n° 87) propose de remplacer l'ensemble de la résolution par le texte suivant qui a été adopté par la Commission de l'Economie au cours de la précédente session :

« Jusqu'aux années de crise 1973-1974, il a été possible de satisfaire les besoins énergétiques de la Belgique sans discontinuité et à des prix relativement bas. De ce fait, la consommation énergétique a pu se développer de manière assez spontanée. C'est ainsi que sur la période 1960-1973 on a constaté un quasi-doublement de la consommation annuelle d'énergie primaire qui est passée de 23,5 à 46,9 millions de tep, soit une croissance exponentielle de quelque 5 % par an.

Depuis, le rythme de croissance de la consommation énergétique s'est nettement ralenti, n'atteignant même pas 1 % l'an, ce qui porte la consommation d'énergie à 48,8 Mtep en 1979.

Par ailleurs, la part des différentes énergies dans la consommation totale d'énergie primaire s'est considérablement modifiée. Si, en 1960, près de 70 % du total des besoins énergétiques étaient couverts par le charbon extrait presque en totalité dans notre pays, les nombreux avantages et conditions du marché favorables au pétrole brut d'abord, au gaz naturel ensuite, ont ramené, en 1979, la part du charbon dans notre bilan énergétique à quelque 22 %, dont la moitié environ est couverte par des importations.

Pour cette même année, les besoins en pétrole brut (51,5 %) et en gaz naturel (21,2 %) ont été entièrement couverts par l'importation, les 5 % restants étant couverts par l'électricité d'origine nucléaire. Cette évolution souligne notre dépendance énergétique à l'égard des importations.

Avec un degré de dépendance de l'ordre de 90 % et une consommation énergétique élevée par habitant, le système énergétique belge est très vulnérable et même plus vulnérable que celui des principaux pays occidentaux qui disposent parfois d'importantes ressources nationales.

Cette consommation énergétique élevée par habitant est d'ailleurs due en partie à la structure industrielle du pays où un grand nombre de produits incorporent une part importante de produits énergétiques (sidérurgie, pétrochimie et chimie).

Des éléments qui précèdent, il résulte que des adaptations du modèle énergétique s'avèrent inéluctables afin de tenir compte des contraintes énumérées ci-après.

Enfin, l'effet défavorable de cette dépendance extérieure a entraîné un accroissement important du déficit de la balance des paiements au travers des augmentations spectaculaires du prix des produits pétroliers, provoquées par les crises de 1973-1974 et 1978-1979. Cet endettement extérieur devient particulièrement inquiétant.

Alors qu'elle se trouvait pratiquement en équilibre en 1976-1977 la balance des paiements présente un déficit qui est passé de 31,2 milliards en 1978, soit 1 % du P. N. B. nominal, à 119,1 milliards en 1979, soit 3,4 % du P. N. B. Tout comme durant le premier semestre de 1979, la balance des paiements se caractérise en 1980 (premier semestre) par un déficit. Si globalement celui-ci reste comparable à celui de la période correspondante de 1979 (premier semestre 1979 — 34,7 milliards de francs; 1980 — 37,6 milliards de francs), il s'en différencie toutefois fondamentalement par sa ventilation. Il inclut, en effet un déficit commercial de 97,9 milliards de francs, soit 35,8 milliards de plus qu'en 1979.

Le Parlement, considérant les éléments suivants :

1. la croissance irréversible de la consommation énergétique mondiale liée au développement économique et social

De heer W. Claes (n° 87) stelt voor de voorgestelde opties volledig te vervangen door de aangenomen tekst van de vorige Commissie voor het Bedrijfsleven :

« Tot de crisisjaren 1973-1974 kon in de energiebehoeften van België worden voorzien zonder onderbreking en tegen relatief lage prijzen. Daardoor nam het energieverbruik vrij spontaan toe. Tijdens de periode 1960-1973 stelde men aldus bijna een verdubbeling vast van het jaarlijks verbruik van primaire energie, namelijk van 23,5 tot 46,9 miljoen toe, m.i. een exponentiële groei van zowat 5 % per jaar.

Sindsdien nam het groeiritmte duidelijk af om zelfs geen 1 % meer te bereiken, waardoor het energieverbruik zowat 48,8 Mtoe bedroeg in 1979.

Het aandeel van de verschillende energievormen en het totaal verbruik van primaire energie is trouwens aanzienlijk gewijzigd. Zo in 1960 in bijna 70 % van het totaal der energiebehoeften werd voorzien door steenkool die bijna volledig in ons land werd gedolven, daalde dat aandeel in onze energiebalans tot zowat 22 % in 1979 als gevolg van de talrijke voordelen en gunstige marktvoorwaarden van vooreerst de aardolie en vervolgens het aardgas; in ongeveer de helft van dat aandeel wordt bovendien voorzien door de invoer.

Voor datzelfde jaar werd in de behoeften van aardolie (51,5 %) en aardgas (21,2 %) bijna volledig voorzien door de invoer en werd in de overige 5 % voorzien door de elektriciteit van nucleaire oorsprong. Deze evolutie wijst op onze afhankelijkheid van de invoer op het vlak van de energie.

Met een afhankelijkheidsgraad van 90 % en een hoog energieverbruik per inwoner, is het Belgisch energiestelsel zeer kwetsbaar en zelfs kwetsbaarder dan dat van de voornaamste Westerse landen die soms beschikken over belangrijke inlandse bronnen.

Het hoog energieverbruik per inwoner is trouwens voor een gedeelte te wijten aan de industriële structuur van het land, waar een belangrijk aantal produkten een belangrijk deel energieprodukten opneemt (staalnijverheid, petrochemische- en scheikundige nijverheid).

Uit wat voorafgaat blijkt dat aanpassingen van het energiemodel onvermijdelijk zijn, wil men rekening houden met de hierboven uiteengezette dreigingen.

Tenslotte heeft het ongunstig gevolg van deze afhankelijkheid van het buitenland, geleid tot een aanzienlijke toename van het tekort op de betalingsbalans als gevolg van de spectaculaire prijsstijgingen der aardolieprodukten veroorzaakt door de crisissen van 1973-1974 en 1978-1979. Deze buitenlandse schuldenlast heeft in de loop der jaren een dramatisch karakter gekregen.

Met een toestand die bijna in evenwicht was in 1976-1977, steeg het tekort op de betalingsbalans inderdaad tot 31,2 miljard in 1978, d.i. 1 % van het nominaal B. N. P., en tot 119,1 miljard in 1979, d.i. 3,4 % van het B. N. P. Net zoals in de eerste helft van 1979 wordt de betalingsbalans in 1980 (eerste helft) gekenmerkt door een tekort. Zo dit tekort globaal genomen vergelijkbaar blijft met dat van de overeenstemmende periode in 1979 (eerste helft 1979 : — 34,7 miljard frank; 1980 : — 37,6 miljard frank), is er nochtans een grondig verschil wat de samenstelling ervan betreft. Het tekort houdt inderdaad een handelstekort in van 97,9 miljard, m.i. 35,8 miljard meer dan in 1979.

Het Parlement, rekening houdende met volgende elementen :

1. de onomkeerbare toename van het energieverbruik op wereldvlak, verbonden met de economische en sociale ont-



du Tiers-Monde et cela malgré l'effort indispensable et considérable à effectuer par les pays industrialisés en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie et de lutte contre le gaspillage;

2. les hausses du prix des énergies suite à des discordances entre la demande et l'offre d'énergie sur le marché mondial et/ou suite à la nécessité de recourir à l'exploitation de sources plus onéreuses afin de pouvoir continuer à satisfaire la demande;

3. les difficultés croissantes au plan de l'exploration et de l'exploitation des réserves énergétiques mondiales et le recours à des techniques sans cesse plus coûteuses et plus sophistiquées;

4. l'incidence du coût de l'énergie importée sur la balance des paiements et sur la production de la consommation intérieure de biens et de services (productivité, prix de revient);

5. la répercussion du coût de l'énergie sur l'évolution du bien-être pour tout un chacun et plus particulièrement pour ceux qui sont socialement les plus défavorisés;

6. l'incidence, notamment sur le marché des capitaux, des besoins importants de financement qui découlent des investissements et équipements pour la prospection, l'exploration, la production, le transport et la distribution d'énergie afin de satisfaire les besoins;

7. les sources nouvelles d'énergie (solaire, éolienne et biomasse) qui, bien que devant faire l'objet d'un effort particulier de recherche, connaissent encore des limitations techniques et/ou économiques dans leurs développements et leurs applications ainsi que des coûts assez élevés;

8. les exigences de la politique de lutte contre la pollution et de sauvegarde de notre environnement.

Considérant que des contraintes peuvent conduire à des goulots d'étranglement pouvant mettre en danger l'approvisionnement du pays et réduire son niveau d'activité économique.

Le Parlement demande au Gouvernement que des mesures immédiates soient prises dans tous les secteurs et pour toutes les sources énergétiques en vue de la mise en œuvre d'une politique efficace et volontariste d'utilisation rationnelle de l'énergie impliquant :

— une stratégie de substitution prévoyant l'utilisation sélective des diverses sources d'énergie en fonction de leurs caractéristiques spécifiques et visant, plus particulièrement, à remplacer le pétrole;

— une stratégie d'économies d'énergie en vue d'infléchir la liaison qui existait jusqu'à présent entre la croissance du P. N. B. et l'évolution de la consommation d'énergie primaire;

— une stratégie de réorientation économique vers des secteurs à plus haute valeur ajoutée par unité énergétique consommée.

Ces stratégies auront un effet sensible de réduction de la facture énergétique du pays, et, par voie de conséquence, une réduction du déficit de la balance des paiements.

Elles auront un objectif d'optimisation de la demande d'énergie en fonction des équilibres économiques fondamentaux à réaliser en faisant appel à une utilisation plus rationnelle des formes d'énergie disponibles, en luttant contre toutes les formes de gaspillage, en évitant d'altérer l'acquis de notre société moderne dans le domaine du confort, de l'équipement collectif, des moyens de transport et de communication et autres facilités propres à notre niveau de vie.

Le Parlement est conscient que l'existence d'un important potentiel technologique d'économies d'énergie ne garantit nullement que celles-ci seront effectivement réalisées. Le

wikkeling van de Derde Wereld, ondanks de onontbeerlijke en belangrijke inspanningen der nijverheidslanden inzake rationeel energieverbruik en strijd tegen verspilling;

2. de prijsstijgingen van de energie als gevolg van het gebrek aan overeenstemming tussen de vraag en het aanbod van energie op de wereldmarkt en/of wegens de noodzaak een beroep te doen op de uitbating van duurder bronnen om in de vraag te kunnen blijven voorzien;

3. de toenemende moeilijkheden op het vlak van de exploratie en de uitbating van de wereldenergievoorraden en het aanwenden van steeds duurder en spitsvondiger technieken;

4. de invloed van de kosten van de ingevoerde energie op de betalingsbalans, op de productie en op het binnenlands verbruik van goederen en diensten (productiviteit, kostprijs);

5. de weerslag van de energiekosten op de evolutie van het welzijn van elkeen en meer in het bijzonder van de sociaal meest benadeelden;

6. de weerslag, inzonderheid op de kapitaalmarkt, van de belangrijke financieringsbehoeften voortvloeiend uit de investeringen in uitrustingen voor de prospectie, de exploratie, de productie, het vervoer en de distributie van energie om in de behoeften te voorzien;

7. de nieuwe energiebronnen (zonne-, wind- en biomassa-energie), waarvan de ontwikkeling vanuit technisch en/of economisch oogpunt nog steeds beperkt is en de toepassingen nog vrij duur zijn, ondanks het feit dat ze het voorwerp zouden moeten zijn van een bijzondere onderzoeksinspanning;

8. de vereisten van het beleid inzake de strijd tegen de verontreiniging en inzake het behoud van ons leefmilieu.

Overwegende dat deze problemen de bevoorrading van het land in het gedrang kunnen brengen en de economische activiteit kunnen afremmen;

Vraagt aan de Regering onmiddellijk maatregelen te treffen in alle sectoren en voor alle energiebronnen teneinde een doelmatig en voluntaristisch beleid inzake het rationeel verbruik van energie uit te werken dat inhoudt :

— een vervangingsstrategie waarbij de onderscheiden energiebronnen selectief worden aangewend in functie van hun specifieke kenmerken en waarbij in het bijzonder getracht wordt de aardolie te vervangen;

— een strategie van energiebesparingen ten einde de band die tot nog toe bestond tussen de groei van het B. N. P. en de evolutie van het verbruik van primaire energie om te buigen;

— een strategie van economische heroriëntering gericht op sectoren met meer toegevoegde waarde per eenheid verbruikte energie.

Deze strategie zal leiden tot een gevoelige vermindering van de energiefactuur van het land en bijgevolg tot een inkrimping van het tekort op de betalingsbalans.

Ze beoogt een optimalisering van de energievraag in functie van het fundamenteel economisch evenwicht dat moet worden verwezenlijkt door te streven naar een rationeel gebruik van de beschikbare energievormen, mits te strijden tegen alle vormen van verspilling, en streeft er tevens naar te vermijden dat het verworvene van onze moderne maatschappij wordt aangetast op gebied van comfort, collectieve uitrusting, vervoer- en verkeersmiddelen en andere faciliteiten eigen aan onze levensstandaard.

Het Parlement is er zich van bewust dat het bestaan van een belangrijk technologisch energiebesparingspotentieel geenszins waarborgt dat deze besparingen daadwerkelijk

rythme et les priorités selon lesquels les investissements seront consentis, la vitesse de pénétration des techniques et équipements économisant l'énergie, ainsi que le développement de nouvelles technologies moins énergivores dépendront essentiellement de l'action des pouvoirs publics. C'est pourquoi un programme volontariste et efficace utilisant divers types de mesures est nécessaire.

Il faut veiller à ce que soient mis en œuvre des moyens proportionnés au résultat à atteindre (minimum 10 % en 1985 et 15 % d'économies en 1990).

Le Parlement attire l'attention sur la possibilité engendrée par les actions U. R. E. d'atteindre des résultats positifs supplémentaires en matière d'emploi, de technologie nouvelle et de possibilités d'exportation à condition de donner à l'action U. R. E. une dimension industrielle adaptée. L'U. R. E. doit par conséquent être considérée comme prioritaire, tant dans le cadre d'une politique industrielle renouvelée que pour l'octroi de missions pour le compte des autorités. Le Parlement souhaite enfin faire état du lien qui existe entre l'énergie et les matières premières, tant pour ce qui concerne la réduction de leur consommation que le recyclage et la substitution.

Pour atteindre ces objectifs, le Parlement estime qu'il faut de toute urgence :

- accélérer les investissements « de demande » et prendre d'autres mesures susceptibles de diminuer la consommation d'énergie sans réduire le niveau de vie et la production;

- donner une priorité absolue aux mesures d'utilisation rationnelle et de récupération d'énergie;

- élaborer des structures efficaces permettant la conception, la planification permanente, l'exécution, la coordination et le contrôle de la politique en matière d'U. R. E., en vue d'une mise en œuvre rapide et de l'exploitation optimale du potentiel existant du secteur privé et du secteur public.

Pour que puisse être obtenue une action continue au niveau de la récupération et de l'utilisation rationnelle de l'énergie, le Gouvernement et les Exécutifs compétents doivent disposer d'un large éventail de possibilités d'intervention :

- 1° la sensibilisation et l'information de tous les consommateurs d'énergie, tant privés que publics;

- 2° l'imposition de mesures normatives, concernant notamment le secteur résidentiel, le rendement des installations et procédés dans l'industrie et l'agriculture, ainsi que les transports;

- 3° des dispositions organisationnelles telles que l'aménagement du territoire, le recours à la tarification comme instrument au service de la politique d'utilisation rationnelle et de récupération d'énergie, ainsi que par une tarification favorisant l'autoproduction de chaleur et de force et le rachat des excédents de courant électrique par les réseaux à un prix avantageux. Les comités de contrôle compétents restent chargés de définir les modalités pratiques d'exécution;

- 4° des mesures telles que les audits et l'octroi de primes ou les réductions d'impôts;

- 5° des programmes de R & D organisés, basés sur l'expérience pratique et les besoins escomptés.

Le Parlement demande au Gouvernement et aux Exécutifs régionaux, dans le cadre de leurs compétences respectives, de présenter au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 1982 un plan pluriannuel complet en matière d'économies d'énergie, à l'horizon 1990, sur base du programme comprenant :

- des objectifs d'économies cohérents, par secteur de consommation et par source d'énergie;

zullen worden verwezenlijkt. Het ritme van de prioriteiten der investeringen, de penetratiesnelheid der technieken en energiebesparingsuitrustingen, alsook de ontwikkeling van nieuwe, minder energieintensieve technieken, zullen grotendeels afhangen van de actie die door de overheid zal worden gevoerd. Daarom is een doelmatig en volutaristisch programma met verschillende soorten maatregelen vereist.

Er dient voor gezorgd te worden dat middelen worden ingezet in verhouding tot het te bereiken resultaat (minimum 10 % in 1985 en 15 % besparing in 1990).

Het Parlement vestigt de aandacht op de mogelijkheid voor de R. E. V.-werking bijkomende positieve resultaten te bereiken inzake tewerkstelling, nieuwe technologie en exportmogelijkheden mits aan de R. E. V.-werking een gepaste industriële dimensie mee te geven. Aldus dient R. E. V. prioritair beschouwd te worden zowel om een vernieuwd industrieel beleid als bij uitbesteden van overheidsopdrachten. Tenslotte wenst het Parlement de band te vermelden die bestaat tussen energie en grondstoffen, zowel wat betreft het minder verbruik ervan als de recycling en de vervanging.

Om deze doelstellingen te bereiken, meent het Parlement dat het dringend nodig is :

- de vraag « investeringen » op te drijven en andere maatregelen te nemen die het energieverbruik kunnen verminderen zonder het levenspeil en de produktie in het gedrang te brengen;

- absolute voorrang te verlenen aan de maatregelen om energie rationeel te verbruiken en terug te winnen;

- doeltreffende structuren uit te werken die kunnen instaan voor de conceptie, een bestendige planning, de uitvoering, de coordinatie en de controle van het beleid inzake R. E. V. en, ten einde een snelle uitvoering te bevorderen, maximaal gebruik te maken van het bestaande potentieel aan bekwaamheden, zowel privé als openbaar.

Opdat een doorgedreven werking inzake de terugwinning en het rationeel verbruik van energie zou kunnen worden bekomen, moeten de Regering en de bevoegde Executieven beschikken over een groot aantal interventiemogelijkheden :

- 1° de bewustmaking en voorlichting van alle energieverbruikers, zowel privé als openbaar;

- 2° het opleggen van normatieve maatregelen, o.m. voor de residentiële sector, voor het rendement der installaties en procédés in nijverheid en landbouw, en voor de vervoersector;

- 3° organisatiebepalingen, zoals ruimtelijke ordening en het gebruik maken van de tariefstelling als instrument voor het beleid inzake rationeel verbruik en terugwinning van energie, alsook door een tarifiëring die de autoproduktie van warmte en kracht bevordert en de aankoop door de netten tegen gunstige prijzen van de elektriciteitsoverschotten in de hand werkt. Hierbij blijven de betrokken controlecomités bevoegd voor de bepaling van de praktische uitvoeringsmodaliteiten;

- 4° steunmaatregelen zoals het houden van audits, het geven van premies of het toekennen van belastingverminderingen;

- 5° de organisatie van R & D-programma's op grond van de praktijkervaring en de verwachte behoeften.

Het Parlement vraagt de Regering en de Gewestelijke Executieven, in het kader van hun respectieve bevoegdheden, ten laatste op 1 januari 1982 een volledig meerjarenplan voor te stellen op gebied van de energiebesparingen tegen 1990, op grond van het programma waarin zijn vervat :

- coherente besparingsdoelstellingen per verbruikssector en energiebron;

- une liste de mesures prioritaires et un calendrier d'application;
- une évaluation des ressources nécessaires et des moyens à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs;

— des propositions relatives au financement des divers volets de ce programme.

Ce programme visera à contenir le taux de croissance de la consommation d'énergie primaire; à satisfaire au moindre coût les besoins d'énergie des ménages et des entreprises, en favorisant les investissements réduisant l'impact de la hausse des prix de l'énergie par le maintien ou la réduction des consommations, et à favoriser la croissance de l'économie et la création d'emplois en ouvrant à l'industrie belge un nouveau marché d'équipements économiseurs d'énergie.

Ce programme fera l'objet d'une évaluation annuelle sous forme de rapport du Gouvernement au Parlement.

Ce programme et les actions immédiates à entreprendre tiendront compte des éléments ci-après :

#### — Pour les secteurs résidentiel et tertiaire

— Dans l'immédiat : information objective et sensibilisation notamment à l'intervention des conseillers énergétiques; recommandation d'une limitation de la température maximum à 19° C; possibilités d'audits; déductibilité fiscale en relation avec l'amélioration énergétique des bâtiments existants; aides à la nouvelle construction intéressante en matière d'énergie.

— Sur la base d'un plan pluriannuel : formation et éducation d'experts; reconnaissance d'agents et de bureaux conseil; programme de formation professionnelle des corps de métiers; normes pour les nouvelles constructions; les installations de chauffage et de conditionnement d'air; contrats-types entre propriétaire et locataire; indication obligatoire de la consommation sur les appareils domestiques; tarification en faveur de la consommation en période creuse; étude et utilisation de nouvelles technologies; développement des chaudières à faible puissance; promotion du chauffage à distance; aménagement du territoire en fonction de la consommation d'énergie.

#### — Pour l'industrie et l'agriculture :

— Dans l'immédiat : obligation pour chaque entreprise de désigner un responsable de l'énergie et d'établir un bilan énergétique annuel; action de sensibilisation générale; information et réalisation d'audits pour la collecte de matériel statistique; utilisation plus large des possibilités de déduction fiscale pour les investissements économisant l'énergie; exécution du plan agricole 1981.

— Sur la base d'un plan pluriannuel : adaptation des programmes d'études et de formation professionnelle; aides à la recherche appliquée et aux programmes de démonstration; aide directe aux investissements économisant l'énergie; réorientation vers des produits et procédés moins énergivores; réalisation d'analyses sectorielles relatives à la consommation d'énergie; promotion de l'industrie produisant des équipements économisant l'énergie; promotion de la récupération des matières premières et de l'énergie y compris la production combinée chaleur-force; en matière d'aménagement du territoire, répartition des entreprises en zonings.

#### — Pour les bâtiments publics :

— Dans l'immédiat : poursuite du programme déjà en cours de réalisation; obligation d'établir des bilans énergétiques annuels. »

— een lijst van prioritaire maatregelen en een toepassingskalender;

— een raming van de nodige hulpmiddelen en van de middelen die moeten worden aangewend om deze doelstellingen te bereiken;

— voorstellen in verband met de financiering der verschillende luiken van dit programma.

Dit programma streeft ernaar de groei van het primair energieverbruik te beperken, zo goedkoop mogelijk te voorzien in de energiebehoeften van de huishoudelijke sector en van de ondernemingen door aanmoediging van de investeringen die de weerslag van de toename der energieprijzen beperken door de nultgroei of de vermindering van het verbruik, en door de aanmoediging van de economische groei en het scheppen van werkgelegenheid mits voor de Belgische industrie een nieuwe markt open te stellen van energiebesparende uitrustingen.

Over dit programma zal jaarlijks door de Regering verslag worden uitgebracht bij het Parlement.

In dit programma en de onmiddellijke te ondernemen acties zal rekening worden gehouden met de volgende elementen :

#### — Voor de residentiële en tertiaire sector

— Onmiddellijk : objectieve voorlichting en sensibilisatie o.m. door energieconsulenten; aanbeveling van een beperking van de maximumtemperatuur tot 19° C; mogelijkheid van audits; fiscale aftrekbaarheid in verhouding tot de energetische verbetering van bestaande gebouwen; tegemoetkoming voor energetisch interessante nieuwbouw.

— Op basis van een meerjarenplan : opleiding en scholing van experten; erkenning van agenten en raadgevende bureaus, programma voor de beroepsopleiding en ambachten; normen voor nieuwbouw, de installaties voor de verwarming en de luchtverversing; typecontracten tussen eigenaar en huurder; verplichte aanduiding van het verbruik op huishoudtoestellen; tariefregeling ten gunste van het dalverbruik; studie en gebruik van nieuwe technologieën; ontwikkeling van stookketels met klein vermogen; promotie van afstandsverwarming; ruimtelijke ordening in functie van het energieverbruik.

#### — Voor de industrie en landbouw :

— Onmiddellijk : verplichting tot aanduiding van energieverantwoordelijke en bijhouden van jaarlijkse energiebalans; veralgemeende sensibilisatie, voorlichting en auditwerking met inzameling van statistisch materiaal; verruimd gebruik van mogelijkheden van fiscale aftrekbaarheid voor energiebesparende investeringen; uitvoering van het landbouwplan 1981.

— Op basis van een meerjarenplan : aanpassen van de leerprogramma's en beroepsopleiding; steun aan toegepast onderzoek en aan demonstratieprogramma's; rechtstreekse steun aan energiebesparende investering; heroriëntering naar minder energieverbruikende producten en procédés; doorvoeren van sectoriële analyses van energieverbruik; bevordering van industrie die besparende uitrusting produceert; promotie van recuperatie van grondstoffen en energie met inbegrip van warmte-krachtkoppeling; qua ruimtelijke ordening zonering van bedrijven.

#### — Voor de openbare gebouwen :

— Onmiddellijk : voortzetting van het reeds in voege zijnde programma; verplichting tot jaarlijkse energiebalansen. »

M. Colla signale qu'avec d'autres membres (MM. De Batselier et Bossuyt), il a préparé un certain nombre de propositions modifiant le texte de la résolution. Etant donné que ce texte ne le satisfait pas du tout, il aurait peut-être été préférable de proposer directement un nouveau texte, comme l'ont fait MM. Fédrigo, Dupré et Rigo.

Le même membre expose ensuite sa conception de l'U. R. E.

a) Il convient d'expliquer d'abord pourquoi une politique d'U. R. E. est préconisée comme objectif prioritaire. Cette explication de la nécessité, pour l'économie globale, d'une politique d'U. R. E. et de l'intervention volontariste des pouvoirs publics peut être formulée comme suit :

« La Chambre des représentants

— considérant l'existence d'un potentiel technologique important en matière d'économie d'énergie; la possibilité de dissocier la croissance économique et la consommation d'énergie et les effets éminemment positifs d'une politique d'économie et d'utilisation rationnelle de l'énergie sur : la situation économique générale du pays; la balance des paiements; notre compétitivité; l'innovation industrielle et l'amélioration de notre structure industrielle; l'emploi; le système écologique et la protection de l'environnement;

— estime qu'une politique en matière d'utilisation rationnelle d'énergie devrait constituer un élément prioritaire dans le cadre d'une politique énergétique intégrée;

— estime, dès lors, que le Gouvernement et les Exécutifs régionaux devraient, dans le cadre de leurs compétences respectives, mener une politique active et volontariste qui devrait être envisagée notamment dans le cadre d'une politique industrielle renouvelée et, plus particulièrement, pour l'adjudication de marchés publics ».

b) L'importance capitale de la politique d'U. R. E. nous incite ensuite à définir avec précision le terrain d'action de cette politique. Cette définition pourrait être formulée comme suit :

« La Chambre des représentants

— estime qu'une politique d'U. R. E. devrait porter sur :

— la consommation d'énergie en matière de production, de transformation et de transport des différentes formes d'énergie, y compris la coproduction d'électricité et de chaleur et le chauffage à distance;

— le rendement énergétique optimal et la limitation maximale de toute déperdition d'énergie dans les secteurs résidentiel, tertiaire, industriel et des transports;

— une stratégie de substitution (application sélective des diverses sources énergétiques en fonction de leurs caractéristiques spécifiques) et une stratégie de réorientation économique (orientée vers les secteurs à plus haute valeur ajoutée par unité d'énergie consommée) ».

c) Le même membre, et d'autres membres partagent son avis, estime que les options U. R. E. devraient mentionner le pourcentage d'économies visé. M. Ansoms a formulé une proposition visant pour 1990 une économie de 15 %. L'orateur estime pour sa part que pour 1990 il faudrait réaliser une économie de 20 % par rapport à la consommation d'énergie en 1981.

De heer M. Colla wijst erop dat hij samen met andere leden (de heren De Batselier en Bossuyt) een aantal voorstellen tot wijziging van de voorliggende resolutie hebben voorbereid. Aangezien deze laatste tekst hem helemaal niet voldoet, was het wellicht beter geweest meteen een nieuwe tekst voor te stellen zoals de heren Fédrigo, Dupré en Rigo.

Vervolgens licht hetzelfde lid zijn zienswijze betreffende de R. E. V.-opties toe.

a) Vooreerst dient verklaard waarom een R. E. V.-beleid als prioritaire doelstelling wordt voorgesteld. Deze verklaring van de noodzaak van een R. E. V.-beleid voor de globale economie en van een voluntaristische tussenkomst van de overheid, zou als volgt kunnen worden verwoord :

« De Kamer van volksvertegenwoordigers

— overwegend het bestaan van een belangrijk technologisch energiebesparingspotentieel; de mogelijkheid tot ont koppeling van het verband tussen economische groei en het energieverbruik; en de evident positieve weerslag van een beleid inzake energiebesparing en rationeel energieverbruik op : de algemeen economische situatie van het land; de betalingsbalans; onze concurrentiekracht; de industriële innovatie en de verbetering van onze industriële structuur; de tewerkstelling, het ecologische systeem en de beveiliging van ons leefmilieu;

— is van oordeel dat in het kader van een geïntegreerd energiebeleid, een politiek inzake rationeel energieverbruik een prioritaair beleidspunt dient te vormen;

— meent bijgevolg dat de Regering en de Gewestelijke Executieven, in het kader van hun respectieve bevoegdheden een actief en voluntaristisch beleid terzake dienen te voeren, welk tevens dient beschouwd in het kader van een nieuw industrieel beleid en bij het uitbesteden van overheidsopdrachten. »

b) Omwille van het grote belang van het R. E. V.-beleid, dient vervolgens nauwkeurig het aktieterrein van dit beleid omschreven. Dergelijke omschrijving zou dan als volgt kunnen luiden :

« De Kamer van volksvertegenwoordigers

— is van mening dat een beleid inzake R. E. V. dient betrekking te hebben op :

— het energieverbruik inzake de productie, de transformatie en het vervoer van de verschillende vormen van energie, inbegrepen de co-productie van electriciteit en warmte en de afstandsverwarming.

— het optimaal rendement en het maximaal beperken van het verlies inzake energie in de residentiële, de tertiaire, de industriële en de vervoersector.

— een vervangingsstrategie (selectieve aanwending van de onderscheiden energiebronnen in functie van hun specifiek kenmerk) en een strategie van economische heroriëntering (gericht op sectoren met meer toegevoegde waarde per eenheid verbruikte energie). »

c) Hetzelfde lid is samen met andere leden van oordeel dat in de R. E. V.-opties minstens dient verduidelijkt welk besparingspercentage wordt nagestreefd. De heer Ansoms formuleerde reeds een voorstel, dat ertoe strekte te bepalen dat deze besparing tegen 1990 minimaal 15 % zou bedragen. Hijzelf is van oordeel dat het streefdoel er moet in bestaan tegen 1990 een besparing van 20 % te realiseren ten opzichte van het energieverbruik in 1981.

d) Le même membre estime que « la mise en place, sans délai, d'un programme d'actions visant à l'utilisation rationnelle de l'énergie, couvrant les secteurs résidentiel, tertiaire, industriel et du transport » dont question dans le texte du Gouvernement devrait être précisée. Les précisions suivantes pourraient être apportées :

« Dans l'industrie, un projet d'investissement en U. R. E. doit assurer une diminution draconienne de la consommation d'énergie. Ceci entraînera une diminution plus durable des coûts d'exploitation qu'une réduction des tarifs. La structure industrielle belge doit être modifiée en faveur de secteurs à basse intensité énergétique. La pollution industrielle (lois d'expansion) doit être adaptée à cet objectif. Il faut encourager les économies d'énergie dans l'industrie par des campagnes d'information et des conseils techniques. Les autorités publiques doivent y jouer un rôle important. La production combinée de chaleur industrielle et d'électricité doit être encouragée, notamment par une tarification équitable pour la fourniture d'électricité au et par le réseau. La capacité des coproducteurs doit être calculée dans le plan d'investissement pour l'électricité. (La coproduction augmente le rendement énergétique de 35 à 70 %.)

Dans les ménages et dans le secteur tertiaire, tous les moyens doivent être utilisés en vue de garantir un même confort avec moins d'énergie. La part principale de la consommation d'énergie est absorbée par la production de chaleur ayant une température inférieure à 120°. Une politique en matière de chauffage doit assurer la fourniture des formes d'énergie les plus appropriées à chaque usage spécifique. Il convient notamment de décourager l'utilisation de l'électricité coûteuse pour le chauffage des locaux. Là où c'est possible il faut installer le chauffage urbain (relié à une petite centrale électrique, une telle installation porte le rendement énergétique, qui est de 30 à 40 %, à 75 à 80 %). L'architecture des habitations et l'aménagement du territoire doivent être axés sur la limitation des pertes d'énergie. L'isolation des habitations, y compris celles qui sont données en location, doit être fortement encouragée. Il faut établir un règlement de sorte que les titulaires des revenus les plus modestes puissent également effectuer les investissements nécessaires. Des normes techniques imposées par la loi doivent entraîner une diminution de la consommation d'énergie des appareils domestiques. La politique de l'énergie exige également que l'on se préoccupe des équipements collectifs.

Dans le secteur des transports, l'U. R. E. implique que l'on se prononce résolument pour le développement des transports en commun. Une meilleure répartition de l'emploi peut entraîner une diminution du nombre de navetteurs journaliers. Il convient d'encourager les améliorations techniques susceptibles de diminuer la consommation d'énergie. Il faut combattre les gaspillages au moyen de campagnes de sensibilisation (notamment contre la vitesse élevée). »

e) se ralliant aux propositions de MM. Rigo et Dupré, le même membre défend à son tour l'idée d'un plan pluriannuel. Il estime que (toujours dans le cadre des compétences qui leur sont dévolues dans le domaine de l'économie d'énergie) le Gouvernement et les Exécutifs régionaux devraient établir, au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 1983, un plan pluriannuel comportant notamment :

- des objectifs d'économie précis ventilés par secteur de consommation et par source énergétique;
- des mesures prioritaires et un calendrier d'application;
- un aperçu des moyens à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs;
- un volet de financement.

d) De « onverwijld invoering van een actieprogramma van rationeel energieverbruik, dat de residentiële, de tertiaire, de industriële en de vervoersector omvat », waarvan melding wordt gemaakt in de Regeringstekst, dient volgens hetzelfde lid verduidelijkt. Dergelijke verduidelijking zou als volgt kunnen luiden :

« In de industrie moet een investeringsproject in R. E. V. zorgen voor een drastische vermindering van het energieverbruik. Dit zal een duurzame vermindering van de bedrijfskosten meebrengen dan een verlaging van de tarieven. De Belgische industriële structuur moet gewijzigd ten voordele van sectoren met een lage energie-intensiteit. Het industrieel beleid (expansiewetgeving) moet hierop inspelen. Energiebesparingen in de industrie moeten aangemoedigd worden door voorlichtingscampagnes en technisch advies. De overheid moet hier een belangrijke rol in spelen. De co-productie van industriële warmte en elektriciteit moet aangemoedigd worden, o.a. door een billijke tariefregeling voor elektriciteitsleveringen van en aan het net. De capaciteit van de co-producenten moet in het uitrustingsplan voor de elektriciteit inberekend worden. (N. B. : het energetisch rendement verhoogt door co-productie van 35 % tot 70 %).

In de huishoudens en de tertiaire sektor moeten alle middelen aangewend worden om hetzelfde comfort te garanderen met minder energieverbruik. Het grootste energieverbruik wordt afgenomen in de vorm van warmte, met een temperatuur die lager is dan 120°. Een verwarmingsbeleid moet instaan voor de levering van de meest aangepaste energievorm voor elk specifiek gebruik. De hoogwaardige elektriciteit moet bv. ontmoedigd worden voor verwarming van lokalen. Waar dit mogelijk is moet stadsverwarming aangelegd worden (gekoppeld aan een kleinere elektriciteitscentrale verhoogt dit het energetisch rendement van 30 à 40 % tot 75 à 80 %). De architectuur van woonhuizen en de ruimtelijke ordening moeten rekening houden met het beperken van energieverliezen. Woningisolatie moet sterk aangemoedigd worden, ook in huurhuizen. Een regeling moet uitgewerkt worden zodat ook de laagste inkomens in de mogelijkheid gesteld worden de nodige investeringen te doen. Wettelijk opgelegde technische normen moeten het energieverbruik van huishoudelijke apparaten drukken. Uit energieoverweging moet ook aandacht besteed worden aan de collectieve uitrustingen.

In de vervoersector moet vanuit een R. E. V.-benadering resoluut gekozen worden voor de uitbouw van het openbaar vervoer. Een betere spreiding van de tewerkstelling kan de dagelijkse pendelarbeid terugdringen. Technische verbeteringen om het energieverbruik van voertuigen te verminderen dienen aangemoedigd. Bewustmakingscampagnes (om. tegen te hoge snelheid) moeten verspilling tegen gaan. »

e) Inhakend op de voorstellen van de heren Rigo en Dupré, verdedigt hetzelfde lid op zijn beurt de idee van een meerjarenplan. Zijn inziens zouden de Regering en de Gewestelijke Executieven (steeds in het kader van hun bevoegdheden) op het vlak van energiebesparing) ten laatste op 1 januari 1983 een meerjarenplan moeten opstellen, waarin o. m. vervat zijn :

- gepreciseerde besparingsdoelstellingen per verbruikssector en per energiebron;
- prioritaire maatregelen en een toepassingskalender;
- een overzicht van de middelen die moeten aangewend worden om de doelstellingen te bereiken;
- een financieringsluik.

f) Après avoir mis à nouveau en évidence l'importance des moyens de financement en tant qu'éléments d'une politique d'U. R. E., le membre souligne la nécessité de prévoir également des mécanismes sélectifs d'encouragement dans le cadre d'une telle politique. Ces mécanismes devraient être à la fois de nature financière et de nature fiscale. Ces conceptions pourraient être exprimées comme suit dans les options relatives à l'U. R. E. :

« La Chambre des représentants

— estime qu'il y a lieu de prévoir des mécanismes d'encouragement sélectifs en vue de stimuler les investissements d'U. R. E. dans les secteurs résidentiel, tertiaire, industriel et du transport sous forme d'incitants fiscaux et financiers, de primes et de subsides;

— estime qu'en matière d'investissements d'U. R. E. réalisés par des entreprises ou au sein de celles-ci, il convient de prévoir, outre un système d'amortissements au gré du contribuable, un système de primes en capital à appliquer de manière sélective, à l'effet notamment de réduire de délai de remboursement à un niveau micro-économiquement supportable, à condition que l'économie résultant de l'investissement excède un minimum déterminé;

— estime que ces mécanismes d'encouragement devraient être financés notamment :

1) par l'organisation d'un circuit de financement privilégié;

2) par l'application d'une tranche sélective des investissements publics;

3) par la création d'un Fonds inscrit au budget des Affaires économiques et alimenté par un ajustement des tarifs à charge des divers vecteurs énergétiques, à l'exception du charbon, des carburants synthétiques et des sources d'énergie alternatives. »

g) Le membre considère qu'il convient d'élaborer, sans délai, un programme de sensibilisation, d'information, de formation, d'encadrement et de soutien logistique au profit des consommateurs.

Ce programme devrait comporter les éléments suivants :

— une campagne d'information et de sensibilisation orientée vers tous les consommateurs et organismes intéressés, tels que les pouvoirs publics et les secteurs professionnels, et ce, en collaboration avec les médias, les organisations professionnelles et interprofessionnelles et les organisations des consommateurs;

— intérêt particulier pour les problèmes d'U. R. E. existant dans l'enseignement et surtout dans l'enseignement scientifique et technique;

— information des conseils d'entreprises au sujet des projets de ces entreprises et de leurs résultats;

— organisation d'auditions, tenue à jour d'un « tableau énergétique », élaboration d'une « carte de chaleur » et création d'une banque de données;

— organisation, dans chaque commune, d'un service d'information des consommateurs;

— formation de techniciens qualifiés notamment dans le cadre d'un troisième circuit de travail;

— généralisation des contrôles énergétiques.

h) Le membre estime que l'on ne peut négliger la corrélation entre la politique d'U. R. E. et la politique de rénovation industrielle. A cet égard, il faut consentir les efforts nécessaires en vue de promouvoir la production d'équipements permettant une utilisation rationnelle de l'énergie, notamment :

f) Na nogmaals te hebben gewezen op het belang van de financieringsmiddelen als onderdeel van een R. E. V.-beleid, beklemtoont het lid de noodzaak van selectieve aanmoedigingsmechanismen als onderdeel van een R. E. V.-beleid. Dergelijke aanmoedigingsmechanismen zouden zowel van financiële, als van fiscale aard moeten zijn. Dit alles zou als volgt kunnen verwoord worden in de R. E. V.-opties :

« De Kamer van volksvertegenwoordigers

— meent dat diverse selectieve aanmoedigingsmechanismen dienen voorzien te worden met het oog op de aanmoediging van R. E. V.-investeringen in de residentiële tertiaire, industriële en vervoersector zowel onder de vorm van fiscale als van financiële stimuli, premies en toelagen;

— oordeelt dat inzake R. E. V.-investeringen door en in ondernemingen naast een systeem van afschrijvingen naar wens, dient te worden voorzien in een systeem van kapitaalpremies selectief toegepast o.m. om de pay-back periode terug te dringen tot een niveau van micro-economische uitvoerbaarheid, en mits het besparingselement als gevolg van de investering een bepaald minimum overtreft;

— is van mening dat de financiering van deze aanmoedigingsmechanismen o.m. dient te gebeuren :

1) via de organisatie van een bevoorrecht financieringscircuit;

2) via het aanwenden van een selectieve schijf van de overheidsinvesteringen;

3) via de oprichting van een « Fonds » op de begroting « Economische Zaken », gespijsd door een aanpassing der tarieven ten laste van de verschillende energiedragers met uitzondering van steenkool, synthetische brandstoffen en alternatieve energiebronnen. »

g) Het lid pleit vervolgens voor het onverwijld opstellen ten behoeve van de verbruikers van een programma inzake sensibilisering, voorlichting, opleiding, begeleiding en logistieke steun.

Dit programma moet zijns inziens o.m. omvatten :

— een voorlichtings- en sensibiliseringscampagne gericht op alle verbruikers en betrokken instanties als openbare besturen en beroepssectoren, met de medewerking van o.a. de massamedia, professionele en interprofessionele organisaties en verbruikersorganisaties;

— speciale aandacht voor de R. E. V.-problematiek in het onderwijs, inzonderheid in het wetenschappelijk en technisch onderwijs;

— het verstrekken van inlichtingen aan de ondernemingsraden over bedrijfsplannen en resultaten terzake;

— de organisatie van energiehørings, het houden van een « energietabel », het uitwerken van een « warmtekaart » en het oprichten van een data-bank;

— de organisatie in elke gemeente van een dienst ter voorlichting van de verbruiker;

— de opleiding van geschoolde technici o.m. in het kader van een derde arbeidscircuit;

— de veralgemening van de energieaudits.

h) Volgens het lid mag de samenhang van een R. E. V.-beleid en een vernieuwd industrieel beleid geenszins worden verwaarloosd. De nodige inspanningen met het oog op de bevordering van de productie van R. E. V.-uitrustingen moeten derhalve geleverd worden, o.m. door :



— en organisant une coordination étroite de l'action des organismes qui soutiennent la recherche appliquée et les activités de développement et de démonstration dans l'industrie;

— en intervenant financièrement pour soutenir les projets de démonstration;

— en prévoyant des subventions en vue de la diffusion commerciale des nouveaux procédés ou produits.

Il ajoute que les entreprises qui font appel aux aides publiques dans ce domaine devraient également remplir un certain nombre de conditions rigoureuses dans le cadre de la planification contractuelle.

Le membre termine son intervention par une proposition concrète au sujet de la procédure à suivre dorénavant quant à la formulation des options d'U. R. E.

Plusieurs membres ne souhaitant pas que le texte du Gouvernement serve de texte de base, il conviendrait de charger un groupe de travail restreint au sein de la Commission de la rédaction d'un projet d'options d'U. R. E.

\* \* \*

Un membre fait remarquer que la « Commission d'évaluation en matière d'énergie nucléaire » a évalué le potentiel de la production combinée, tant pour le chauffage urbain que pour l'industrie, sur base du programme R-D pour l'énergie.

Pour la période 1982-1995, nous obtenons 890 MWe — la capacité de Tihange 2 — dont 560 pour le chauffage urbain et 330 pour l'industrie. En ce qui concerne le chauffage urbain, cela représente une production d'électricité de 4 905 GWh et une production de chaleur de 5 450 122 Gcal, soit une économie de 0,540531 Mtep. Pour l'industrie l'économie s'élève à 0,318527 Mtep. En 1990, l'économie totale s'élèvera donc à 0,859058 Mtep, ce qui représente 2,5 % de notre consommation totale d'énergie primaire (35 Mtep). Ce chiffre de 0,86 Mtep correspond approximativement à celui de 1 Mtep qui est l'estimation mentionnée à la page II.3 du rapport technique complémentaire de la Commission d'évaluation (mars 1982).

Le même membre plaide ensuite en faveur du chauffage urbain, en insistant plus particulièrement sur la compétitivité et sur l'avantage de cette technique au point de vue de l'environnement :

S'il est vrai que le chauffage urbain nécessite des investissements importants, le même problème se pose pour la construction des centrales nucléaires. D'autre part, il ne faut pas oublier qu'après avoir réalisé ces importants investissements initiaux, il est possible d'étendre progressivement le réseau. Le chauffage urbain, qui se caractérise par l'utilisation de basses températures, cadre par ailleurs mieux que l'énergie nucléaire dans une politique de diversification, étant donné qu'il peut s'adapter à différentes formes d'énergie.

Les dommages causés à l'environnement par kilo de combustible sont estimés à 1,3 F en prix de 1975, ce qui représente 1,9 F en prix de 1981. Tant les dommages médicaux dus à la pollution de l'air que les dommages psychologiques sont pris en considération. Pour simplifier, le membre suppose des dommages identiques pour le chauffage individuel et pour la production combinée. D'une part pour la production combinée les centrales doivent être situées à proximité des villes et les combustibles utilisés sont généralement plus polluants, mais d'autre part les installations industrielles sont souvent mal réglées (cheminées trop basses, etc.).

Par conséquent, se sont les économies de combustible réalisées par la conversion au chauffage urbain qui permettent cette réduction des dommages causés à l'environnement. Les économies d'énergie ont été estimées pour 1995 à 0,859 Mtep. La réduction des dommages causés à l'environnement serait alors de 1,632 milliards de F et de 3,6 milliards en 2005.

— nauwe coördinatie van de actie van de instellingen die steun verlenen aan het toegepast onderzoek en aan de activiteiten inzake ontwikkeling en demonstratie in de nijverheid;

— het voorzien van financiële tegemoetkomingen aan demonstratieprojecten;

— het voorzien van toelagen met het oog op de commerciële verspreiding van nieuwe procédés of produkten.

Hij voegt er nog aan toe dat ondernemingen die in dit verband beroep doen op overheidssteun, tevens een aantal strikte voorwaarden in het kader van een contractuele planning moeten naleven.

Het lid besluit zijn tussenkomst met een concreet voorstel i.v.m. de verder te volgen werkwijze bij de formulering van de R. E. V.-opties.

Aangezien meerdere leden de Regeringstekst niet als basistekst wensen te hanteren, zou in de schoot van de Commissie een beperkte werkgroep moeten worden belast met de redactie van een ontwerp van R. E. V.-opties.

\* \* \*

Een lid wijst er op dat het potentieel van gecombineerde productie door de « Commissie van Beraad inzake kernenergie » werd geschat, zowel qua stadsverwarming als in de nijverheid op basis van het R-D-programma energie.

Voor de periode 1982-1995 krijgt men 890 MWe — de grootte van Tihange 2 — waarvan 560 qua stadsverwarming en 330 qua nijverheid. Qua stadsverwarming betekent dit een productie van 4 905 GWh elektriciteit en 5 450 122 Gcal warmte d.w.z. een besparing van 0,540531 Mtoe. Qua nijverheid komt dit op 0,318527 Mtoe of samen een besparing in 1995 van 0,859058 Mtoe d.w.z. ongeveer 2,5 % van het huidig totaal primair energieverbruik (35 Mtoe). Het cijfer 0,86 Mtoe komt ongeveer overeen met 1 Mtoe vermeld als raming op blz. III.3 van het aanvullende technische rapport (maart 1982) van de Commissie van Beraad.

Hetzelfde lid pleit vervolgens voor de stadsverwarming en besteedt aandacht aan de competitiviteit en de milieuvrijheidseffecten ervan.

Niet alleen de stadsverwarming, doch ook de bouw van een kerncentrale vergt zeer zware investeringen. Men mag bovendien niet uit het oog verliezen dat de stadsverwarming, na zware initiële investeringen, geleidelijk kan worden uitgebreid. De stadsverwarming, die gekenmerkt wordt door het gebruik van lage temperaturen, past bovendien veel beter dan de kernenergie in een beleid van diversificatie. Verschillende energievormen kunnen immers worden aangewend voor stadsverwarming.

De milieuschade per kg brandstof wordt geschat op ongeveer 1,3 F in prijzen van 1975, wat in prijzen van 1981 1,9 F/kg geeft. Hierbij werd zowel met de medische schade van de luchtverontreiniging als met de psychologische schade rekening gehouden. Vereenvoudigend veronderstelt het lid dat de milieuschade bij huisbrand en bij gecombineerde productie identiek is. Enerzijds moeten bij warmte/kracht productie de centrales wel dichter bij de steden staan en worden hierin meestal meer vervuulende brandstoffen verstoekt, doch anderzijds zijn individuele stookinstallaties dikwijls slecht afgesteld, met lage schouwen enz.

Daaruit volgt dat de brandstofbesparing die voortvloeit uit de overschakeling naar stadsverwarming de vermindering aan milieuschade zal mogelijk maken. Tegen het jaar 1995 wordt een totale energiebesparing verwacht van 0,859 Mtoe en daalt de milieuschade hierdoor met 1,632 miljard F. Tegen 2005 wordt dit 3,6 miljard F.



En conclusion, le membre se dit partisan d'une option franche en faveur du chauffage urbain. Le texte qui est soumis à la Commission ne prévoit pas une telle option, mais uniquement la prise en considération éventuelle des systèmes dits « à énergie totale », c'est-à-dire des systèmes qui exploitent la chaleur résiduelle.

Le membre propose également qu'un délégué du Bureau du Plan informe la Commission au sujet de l'étude qui a été consacrée à la politique d'U. R. E. (« Contribution à l'élaboration d'une politique nationale en matière d'économie d'énergie et de consommation rationnelle de l'énergie dans l'Industrie belge », Bureau du Plan, le 4 février 1982) et plus particulièrement au sujet de l'impact d'une politique d'U. R. E. sur l'emploi.

A noter que si cette proposition n'a pas été retenue par la Commission, ladite étude a néanmoins été mise à la disposition des membres de la Commission.

\* \* \*

Le Secrétaire d'Etat se déclare une nouvelle fois partisan de textes concis qui ne soient pas précédés de considérations générales.

Il insiste également pour que la Commission utilise le texte du Gouvernement comme texte de base.

De plus, il nie le bien-fondé de plusieurs objections qui ont été formulées par certains membres, compte tenu de la corrélation des divers textes du Gouvernement, notamment de celle des options globales et particulières. Ainsi la première option dans le domaine de la recherche et du développement prévoit-elle explicitement qu'une part plus importante du budget public de recherche-développement et de projets de démonstration, devrait être affectée à l'utilisation rationnelle de l'énergie et aux énergies non conventionnelles et renouvelables.

Le Secrétaire d'Etat ne croit pas à l'efficacité des divers organes de concertation et organismes publics dont plusieurs membres préconisent la création. Il estime que les membres intéressés empruntent la voie institutionnelle en négligeant les implications budgétaires de la création de pareils organes. Cette dernière objection vaut également pour les propositions qui visent la création de fonds.

Quant aux contrôles énergétiques, il faut en attendre d'autant moins que le Secrétaire d'Etat en est déjà submergé. Sans mettre en doute l'intérêt du chauffage urbain pour l'avenir, le Secrétaire d'Etat s'interdit toutefois de le considérer comme une panacée.

Le prix de revient élevé du chauffage urbain s'explique par l'importance des investissements qu'il faut effectuer. Réduire ce prix de revient implique l'octroi de subventions.

En outre, le prix de revient de l'aménagement d'un réseau de chauffage urbain est sensiblement plus élevé dans les vieux quartiers que dans les nouveaux quartiers, sans compter que l'exécution des travaux perturbe bien plus la vie quotidienne des habitants dans les vieux quartiers. Enfin, quand on envisage la formule du chauffage urbain, il ne faut pas non plus sous-estimer le problème du transport de la chaleur.

Il convient par ailleurs de rectifier une erreur dans le texte néerlandais de la première option relative à l'U. R. E. (dernier tiret) où il y a lieu de supprimer le mot « éventuel ».

\* \* \*

Plusieurs membres ne partagent pas le point de vue du Secrétaire d'Etat.

Tot besluit pleit het lid voor een ondubbelzinnige optie ten gunste van de stadsverwarming. Dergelijke optie is geenszins vervat in de voorgestelde tekst, waar sprake is van het eventueel in overweging nemen van de stelsels, genaamd « met totale energie », dit zijn stelsels die de restwarmte exploiteren.

Het lid stelt ook nog voor dat een afgevaardigde van het Planbureau de Commissie zou voorlichten over zijn studie betreffende het R. E. V.-beleid (« Bijdrage tot het bepalen van een nationaal beleid inzake energiebesparing en rationeel energieverbruik in de Belgische Nijverheid », Planbureau, 4 februari 1982) en meer bepaald nog over het impact van een R. E. V.-beleid op de tewerkstelling.

Er zij meteen op gewezen dat dit voorstel niet werd weerhouden door de Commissie. Voornoemde studie werd evenwel ter beschikking van de Commissieleden gesteld.

\* \* \*

De Staatssecretaris herinnert er nogmaals aan dat hij voorstander is van kernachtige teksten, die niet worden voorafgegaan door algemene consideransen.

Hij dringt er tevens op aan dat de Regeringstekst door de Commissie als basistekst zou worden gehanteerd.

Meerdere bezwaren die door leden werden geuit blijken zijns inziens ongegrond, wanneer men rekening houdt met de onderlinge samenhang van de verschillende Regeringsteksten, d.w.z. van de algemene en de deeloptyes. Aldus wordt bij voorbeeld in de eerste optie inzake onderzoek en ontwikkeling uitdrukkelijk gesteld dat een belangrijker deel van de overheidsbegroting op het gebied van onderzoek en demonstratieprojecten o.m. zou moeten worden besteed aan het rationeel energieverbruik en de niet-conventionele en hernieuwbare energievormen.

Hij betwijfelt voorts de doeltreffendheid van allerhande nieuwe overlegorganen en overheidsinstellingen die door sommige leden worden aanbevolen. Zij bewandelen de institutionele weg en hebben wellicht geen oog voor de budgettaire implicaties van de oprichting van dergelijke organen. Dit laatste bezwaar geldt eveneens voor de voorstellen die strekken tot de oprichting van fondsen.

Energieaudits zullen evenmin wonderen verrichten. Momenteel wordt het Staatssecretariaat reeds bedolven onder allerhande audits. Hoe belangrijk de stadsverwarming voor de toekomst ook moge zijn, het is volgens de Staatssecretaris niet verantwoord er alle heil van te verwachten.

De hoge kostprijs van stadsverwarming is een gevolg van de omvangrijke investeringen. Een verlaging van die kostprijs veronderstelt overheidstoelagen.

Voorts ligt de kostprijs voor de aanleg van een stadverwarmingsnet in oude wijken uiteraard gevoelig hoger dan in nieuwe wijken. Bovendien berokkenen de uit te voeren werken in eerstgenoemde wijken heel wat hinder voor het dagelijkse leven van de bewoners. Tenslotte mag i.v.m. de stadsverwarming het probleem van het warmtetransport niet worden onderschat.

Er zij ook nog aangestipt dat in de nederlandse tekst de eerste R. E. V.-optie (laatste punt) een vergissing is geslopen; het woord « eventueel » dient weggelaten.

\* \* \*

Meerdere leden kunnen de zienswijze van de Staatssecretaris niet bijtreden.

En ce qui concerne le chauffage urbain, l'un d'eux estime que le Secrétaire d'Etat ne tient pas suffisamment compte des nombreuses études qui ont été effectuées ces dernières années à la demande des Ministres des Affaires économiques.

Le membre renvoie notamment aux conclusions positives d'une étude de rendement effectuée par l'Office de promotion industrielle, étude qui a été publiée en juin 1978 et est intitulée « La valorisation de la chaleur résiduaire par recours au chauffage urbain et les effets industriels des réalisations ». Or, depuis 1978, le prix de l'énergie a subi une augmentation considérable, de sorte que le plaidoyer de l'O. P. I. n'est plus convaincant.

En ce qui concerne les problèmes relatifs à l'aménagement de réseaux de chauffage urbain dans les vieux quartiers, il ne faut pas perdre de vue que, si le coût d'investissement pour l'installation d'un petit réseau de 3 km<sup>2</sup> est évalué à 2,5 milliards, un montant de 1,7 milliard est consacré à l'installation des conduites (c'est-à-dire 60 millions au kilomètre).

Il va de soi que c'est dans les centres où la demande d'énergie est suffisante qu'il faut installer en priorité les réseaux de chauffage urbain.

Un autre membre était disposé à utiliser les textes du Gouvernement comme textes de base, à l'exception des options concernant l'U. R. E. La constitution éventuelle d'un groupe de rédaction restreint au sein de la Commission risque toutefois de susciter de nouveaux problèmes. Il ne faut en effet pas oublier que le texte du Gouvernement est le résultat de la concertation entre le Gouvernement national et les Exécutifs régionaux. Le membre annonce enfin qu'il va remanier sa proposition globale et la scinder en plusieurs propositions de modification du texte proposé par le Gouvernement.

\* \* \*

#### *Examen de la première option en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie*

##### *Préambule et premier tiret*

M. Lestienne (n° 88) propose de faire précéder le texte de la résolution par les mots :

« Constatant que parmi les pays de la C. E. E., la Belgique est de ceux qui ont consacré le moins de ressources budgétaires aux programmes d'économie d'énergie. »

De cette manière, il souhaite indiquer dans quelle direction il y a lieu d'œuvrer; il examine les manquements qui ont été commis par le passé et constate que la Belgique ne consacre que 0,4 unité de compte à la politique d'U. R. E.

En outre il (n° 89) propose d'ajouter après les mots « du transport » :

« basé sur les résultats des travaux des cinq commissions créées à l'initiative de l'Office de Promotion Industrielle (O. P. I.). »

M. De Batselier (n° 90) propose d'insérer le texte suivant après le premier tiret :

« une approche prioritaire de la politique de l'U. R. E. doit faire glisser la politique énergétique plutôt de l'offre vers la demande. La politique de l'U. R. E. doit notamment permettre une plus grande maîtrise de la demande d'énergie ».

I.v.m. de stadsverwarming, is één van hen van oordeel dat de Staatssecretaris onvoldoende rekening houdt met de vele studies die gedurende de voorbije jaren uitgevoerd werden in opdracht van de Ministers van Economische Zaken.

Het lid verwijst o.m. naar de positieve besluiten van een rendementsstudie van de Dienst voor Nijverheidsbevordering die in juni 1978 werd gepubliceerd (« De valorisatie van afvalwarmte door middel van afstandsverwarming en haar industriële weerslag »). Sinds 1978 zijn energieprijzen evenwel gevoelig gestegen en derhalve heeft het pleidooi van de D. N. B. nog aan kracht gewonnen.

Wat de problemen inzake aanleg van stadsverwarmingsnetten in oude wijken betreft, mag vooral niet uit het oog worden verloren dat wanneer de investeringskosten voor de aanleg van een klein net van 3 km<sup>2</sup> op 2,5 miljard geraamd wordt, van voormeld bedrag 1,7 miljard besteed wordt voor het aanleggen van de leidingen (d.w.z. 60 miljoen per km).

Stadsverwarmingsnetten dienen bij voorrang uiteraard aangelegd in centra waar er voldoende warmtevraag is.

Een ander lid was bereid de Regeringsteksten als basistekst te hanteren, uitgezonderd voor de R. E. V.-opties. De eventuele oprichting van een beperkte redactiegroep in de schoot van de Commissie kan evenwel nieuwe problemen oproepen. Men mag immers niet uit het oog verliezen dat de Regeringstekst voortvloeide uit het overleg van de Nationale overheid met de Gewestelijke Executieven. Het lid kondigt tenslotte aan dat hij zijn globaal tekstvoorstel zal omwerken tot meerdere voorstellen van tekstwijzigingen van de Regeringstekst.

\* \* \*

#### *Bespreking van de eerste optie inzake rationeel energieverbruik*

##### *Aanhef en eerste gedachtenstreep*

De heer Lestienne (n° 88) stelt voor nummer 1 doen voorafgaan door wat volgt :

« Overwegende dat België één van de E. E. G.-landen is dat het minst geld besteedt aan de programma's inzake energiebesparing. »

Hij wenst op die manier de richting aan te duiden waarin moet gewerkt worden. Uitgaande van de tekortkomingen uit het verleden stelt het lid vast dat België slechts 0,4 rekeneenheden aan het R. E. V.-beleid besteedt.

Bovendien stelt hij (n° 89) voor in nummer 1, de vijfde regel aan te vullen met wat volgt :

« steunend op de resultaten van de werkzaamheden van de vijf commissies welke opgericht zijn op initiatief van de Dienst voor Nijverheidsbevordering (D. N. B.) ».

De heer De Batselier (n° 90) stelt voor na de eerste gedachtenstreep volgende tekst in te voegen :

« een prioritaire aanpak van het R. E. V.-beleid die de energiepolitiek meer van het aanbod naar de vraag zou verschuiven. Langs ondermeer dit R. E. V.-beleid moet een grotere beheersing van de energievraag plaatshebben. »

Le texte tend à accorder la priorité à la politique d'U. R. E.

La politique de l'U. R. E. doit permettre une consommation moins élevée par unité produite ou consommée.

Une politique énergétique qui est uniquement axée sur l'offre en réponse à une demande croissante incontrôlée, n'est pas suffisante.

M. Fedrigo (n° 91) propose de faire précéder le texte du point 1 par le texte suivant :

« 1° Estime que le Gouvernement doit mettre en œuvre une politique systématique et volontariste d'U. R. E., avec pour objectif la stabilisation et même la réduction de la consommation d'énergie primaire, de sorte qu'en 1990 notre pays consomme moins de matières premières énergétiques qu'en 1982;

2° estime que les objectifs de cette politique d'U. R. E. ne peuvent se réaliser qu'à condition que cette politique soit imposée dans tous les secteurs de la production, de la transformation, de la distribution et de la consommation d'énergie et à condition que tous les vecteurs d'énergie soient compris dans cette politique;

3° estime que la réussite de cette politique d'U. R. E. dépend en grande partie de l'action des pouvoirs publics et estime par conséquent que le Gouvernement doit se servir de son pouvoir exécutif pour réaliser ce plan dans l'intérêt public, tout en respectant la liberté individuelle du consommateur ».

Le membre souligne ainsi le rôle primordial qui doit être attribué à l'U. R. E. dans toute politique énergétique, ainsi que le rôle important des pouvoirs publics en la matière.

M. W. Claes (n° 92) propose d'ajouter à la phrase liminaire le texte suivant :

« ... dans le cadre de leurs attributions respectives et dans le but d'infléchir le lien qui existait jusqu'à présent entre la croissance du P. N. B. et l'évolution de la consommation d'énergie primaire... »

Ce membre déclare qu'il est normal de souligner cet objectif essentiel de la politique de l'U. R. E. qui a d'ailleurs été confirmé par la C. E. E.

MM. Colla, De Batselier et Bossuyt (n° 93) proposent (ainsi qu'il a déjà été signalé dans le chapitre consacré à la discussion générale) de remplacer le texte du point 1, premier alinéa, par le texte suivant :

« Le Parlement,

— considérant l'existence d'un potentiel technologique important en matière d'économie d'énergie; la possibilité de dissocier la croissance économique et la consommation d'énergie, les effets éminemment positifs d'une politique d'économie et d'utilisation rationnelle de l'énergie sur : la situation économique générale du pays; la balance des paiements; notre compétitivité; l'innovation industrielle et l'amélioration de notre structure industrielle; l'emploi; le système écologique et la protection de l'environnement;

— estime qu'une politique en matière d'utilisation rationnelle d'énergie devrait constituer un élément prioritaire dans le cadre d'une politique énergétique intégrée;

— estime, dès lors, que le Gouvernement et les exécutifs régionaux devraient, dans le cadre de leurs compétences respectives, mener une politique active et volontariste qui devrait être envisagée notamment dans le cadre d'une politique industrielle rénovée et, plus particulièrement, pour l'adjudication de marchés publics. »

De tekst strekt ertoe van het R. E. V.-beleid een prioritaire aanpak te maken.

Een politiek van R. E. V. moet leiden tot een lager verbruik per geproduceerde of gekonsumeerde eenheid.

Een energiebeleid dat alleen zorg besteedt aan het aanbod als antwoord op een ongecontroleerd stijgende vraag kan niet volstaan, aldus besluit het lid.

De heer Fedrigo (n° 91) stelt voor de tekst van punt 1 te laten voorafgaan door volgende tekst :

« 1° Oordeelt dat de Regering een systematisch en voluntarisch R. E. V.-beleid moet voeren, met het doel het verbruik van primaire energie te stabiliseren en zelfs te verminderen, zodat ons land in 1990 minder energiegroestoffen verbruikt dan in 1982;

2° oordeelt dat de oogmerken van dat R. E. V.-beleid slechts kunnen worden bereikt op voorwaarde dat een dergelijk beleid in alle sectoren van de productie, de verwerking, de distributie en het verbruik van energie verplicht gesteld wordt en mits alle energiedragers bij dat beleid betrokken zijn;

3° oordeelt dat het welslagen van dat R. E. V.-beleid grotendeels afhangt van het optreden van de overheid en is bijgevolg de mening toegedaan dat de Regering haar uitvoerende macht ten nutte moet maken om dat plan in het algemeen belang en met eerbiediging van de individuele vrijheid van de consument ten uitvoer te leggen.

Het lid wijst er tevens op dat de eersterangsrol die aan het R. E. V. in ieder energiebeleid moet worden toebedeeld resp. de belangrijke taak van de overheid op dat gebied, niet genoeg kunnen worden benadrukt.

De heer W. Claes (n° 92) stelt voor aan de inleidende zin toe te voegen wat volgt :

« ... in het kader van hun respectievelijke bevoegdheden en met het doel de band die tot nog toe bestond tussen de groei van het B. N. P. en de evolutie van het verbruik van primaire energie om te buigen... »

Het ligt voor de hand, aldus het lid, dat men dit essentieel objectief van de R. E. V.-politiek, zoals overigens beklemtoond door de E. E. G., hier onderstreept.

De heren M. Colla, De Batselier en Bossuyt (n° 93) stellen voor (zoals reeds toegelicht tijdens de algemene bespreking) de tekst van punt 1, eerste lid, te vervangen door wat volgt :

« Het Parlement,

— overwegend het bestaan van een belangrijk technologisch energiebesparingspotentieel; de mogelijkheid tot ontkoppeling van het verband tussen economische groei en het energieverbruik; en de evident positieve weerslag van een beleid inzake energiebesparing en rationeel energieverbruik op : de algemeen economische situatie van het land; de betalingsbalans; onze concurrentiekracht; de industriële innovatie en de verbetering van onze industriële structuur; de tewerkstelling; het ecologische systeem en de beveiliging van ons leefmilieu;

— is van oordeel dat in het kader van een geïntegreerd energiebeleid, een politiek inzake rationeel energieverbruik een prioritair beleidspunt dient te vormen;

— meent bijgevolg dat de Regering en de Gewestelijke Executieven, in het kader van hun respectieve bevoegdheden een actief en voluntaristisch beleid terzake dienen te voeren, welk tevens dient beschouwd in het kader van een vernieuwd industrieel beleid en bij het uitbesteden van overheidsopdrachten. »

Ces auteurs proposent cette modification, parce que l'intérêt primordial que revêt une politique d'U. R. E. pour l'ensemble de notre économie postule qu'il soit fait explicitement référence aux motifs nécessitant une telle politique.

Ils soulignent au demeurant qu'il s'agit là d'un élément prioritaire auquel les pouvoirs publics doivent s'associer volontairement.

M. Ansoms (n° 94) propose de remplacer les textes qui suivent le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> tirets par ce qui suit :

« L'élaboration, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1983, d'un programme d'action visant à l'utilisation rationnelle de l'énergie et couvrant les secteurs résidentiel, tertiaire, industriel et agricole ainsi que le secteur des transports. Pour chaque secteur, ce programme doit comporter :

- une évaluation du passé;
- un pourcentage concret d'économie, avec un minimum de 15 % en 1990;
- les mesures concrètes à prendre;
- les besoins financiers.

Le Gouvernement fera annuellement rapport au Parlement au sujet de ce programme. »

L'auteur estime en effet que si l'on met au point un programme d'action en matière d'U. R. E., il faut que ce programme soit réaliste et concret. Aussi propose-t-il que l'on se fonde sur une évaluation du passé pour chaque secteur et que l'on définisse des mesures concrètes d'économie pour chaque secteur de la consommation. Le minimum de 15 % est basé :

1° sur des programmes semblables établis dans d'autres pays de la C. E. E., notamment aux Pays-Bas où les objectifs sectoriels suivants ont été fixés pour 1990 :

- consommation des ménages pour le chauffage : 33 %;
- consommation des ménages à d'autres fins : 10 %;
- immeubles à usage professionnel : 25 %;
- secteur des transports : 15 %;
- consommation industrielle : 15 à 17 %;

2° sur l'étude intitulée « Contribution à la définition d'une politique nationale d'économie et d'utilisation rationnelle de l'énergie dans l'industrie belge » qui a été effectuée par le Bureau du plan et par les Services de programmation de la politique scientifique et qui avance comme objectif un pourcentage d'économie de 25 %;

3° sur les résolutions U. R. E. qui ont été adoptées par la Commission de l'Economie le 22 avril 1981 et dans lesquelles il est également question de 15 %.

En outre, les mesures à prendre et les moyens financiers doivent être intégrés au programme d'action. C'est la raison pour laquelle la présente proposition de modification réunit les premier et troisième alinéas de la résolution.

Le texte proposé est par ailleurs complété par l'indication d'une date précise (le 1<sup>er</sup> janvier 1983), qui remplace l'expression « sans délai », et le secteur agricole a été ajouté aux différents secteurs énumérés. Il est en effet possible de réaliser de nombreuses économies dans ce secteur également. Le membre cite, à ce propos, l'horticulture sous verre. Il est enfin demandé au Gouvernement de faire annuellement rapport au Parlement sur la situation du programme.

Au numéro 1, à la troisième ligne, entre les mots « utilisation rationnelle de l'énergie » et le mot « par » M. Dierickx (n° 95) propose d'insérer les mots :

Zij doen dit voorstel omdat het groot belang van een R. E. V.-beleid voor de globale economie vereist dat uitdrukkelijk verwezen wordt naar de redenen die een dergelijk beleid noodzakelijk maken.

Daarenboven onderlijnen deze leden dat het hier om een prioritaair beleidspunt gaat, waarbij de overheid op voluntaristische wijze moet tussenbeide komen.

De heer Ansoms (n° 94) stelt voor de tekst na de 1<sup>e</sup> en na de 3<sup>e</sup> gedachtenstreep te vervangen door :

« vóór 1 januari 1983 een aktieprogramma van rationeel energieverbruik op te stellen voor de residentiële, de tertiaire, de industriële, de landbouw- en de vervoersector. Per sector dient dit programma te bevatten :

- een evaluatie van het verleden;
- een concreet besparingsstreefcijfer, met als minimum 15 % in 1990;
- de concrete beleidsmaatregelen;
- de nodige financiële middelen.

Over dit programma zal jaarlijks door de Regering verslag worden uitgebracht bij het Parlement. »

Dit lid is immers van mening dat wanneer een aktieprogramma voor R. E. V. opgesteld wordt, dit programma realistisch en concreet dient te zijn. Vandaar dat in deze wijziging voorgesteld wordt per sector te vertrekken van een evaluatie van het verleden en per verbruikssector concrete besparingsmaatregelen voor te stellen. Het minimum van 15 % is gesteund op :

1° dergelijke programma's in andere E. E. G.-landen, o.a. Nederland, waar voor 1990 volgende streefcijfers per sector vooropgesteld worden :

- huishoudelijk verwarmingsverbruik : 33 %;
- overig huishoudelijk gebruik : 10 %;
- bedrijfsgebouwen : 25 %;
- vervoersector : 15 %;
- industrieel verbruik : 15 à 17 %;

2° de studie « Bijdrage tot het bepalen van een nationaal beleid inzake energiebesparing en rationeel energieverbruik in de Belgische nijverheid », uitgevoerd door het Planbureau en de Diensten voor de Programmatie van het Wetenschapsbeleid, die een streefcijfer van 25 % vooropstellen;

3° de ontwerpresolutie R. E. V., op 22 april 1981 aangenomen door de vorige Commissie voor het Bedrijfsleven en waarin eveneens sprake is van 15 %.

Tevens dienen de beleidsmaatregelen en de financiële middelen geïntegreerd te worden in het aktieprogramma. Vandaar dat deze wijziging de tekst na de eerste en na de derde gedachtenstreep van deze eerste resolutie samenvoegt.

Bovendien wordt de voorgestelde tekst aangevuld met een concrete datum (1 januari 1983) i.p.v. « onverwijld » en werd de opsomming van de verschillende sectoren aangevuld met de landbouwsector. Ook in deze sector zijn immers heel wat besparingen te realiseren. Het lid verwijst even naar de glastuinbouw. Tenslotte wordt aan de Regering gevraagd een jaarlijks verslag uit te brengen bij het Parlement over de stand van zaken van het programma.

De heer Dierickx (n° 95) stelt voor, op de tweede regel, tussen de woorden « rationeel energieverbruik » en de woorden « in uitvoering te brengen door » de volgende woorden in te voegen :

« dont les objectifs sont de parvenir, à court terme, à la stabilisation de la consommation d'énergie primaire au niveau actuel et, à moyen terme, à une réduction de la consommation d'énergie primaire. »

L'auteur juge nécessaire de définir clairement les objectifs de la politique d'U. R. E., tant à court terme qu'à moyen terme.

M. W. Claes (n° 96), propose d'ajouter au début du point 1, ce qui suit :

« — l'élaboration d'une stratégie de remplacement dans laquelle les différentes sources d'énergie seraient utilisées de manière sélective en fonction de leur caractéristiques spécifiques et qui s'efforcerait tout particulièrement de remplacer le pétrole. »

Le membre est d'avis qu'il est utile de rappeler dans cette résolution l'un des objectifs principaux de la politique énergétique de la C. E. E.

MM. W. Claes, Colla, De Batselier et Bossuyt proposent de remplacer le texte figurant en regard du premier tiret par ce qui suit (n° 97) :

#### « Le Parlement

estime, dès lors (n° 17), que le Gouvernement et les Exécutifs régionaux (toujours dans le cadre des compétences qui leur sont dévolues dans le domaine de l'économie d'énergie) devraient établir, au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1983, un plan pluriannuel comportant notamment :

- des objectifs d'économie précis, ventilés par secteur de consommation et par source énergétique;
- des mesures prioritaires et un calendrier d'application;
- un aperçu des moyens à mettre en œuvre pour atteindre cet objectif;
- un volet de financement. »

Dans cet ordre d'idées, ils proposent (n° 98), d'insérer le nouveau texte ci-après :

« Le Parlement estime que le Gouvernement devrait présenter au Parlement un rapport annuel distinct portant sur les mesures prises et leurs résultats. »

Ils estiment en effet que l'intérêt d'une politique d'U. R. E. implique une planification indiquant tant les objectifs de cette politique que les moyens financiers et autres à mettre en œuvre pour la réaliser.

Cet intérêt postule également que le Parlement puisse suivre systématiquement l'exécution d'une telle politique.

Un autre membre partage cette opinion selon laquelle les résultats du programme U. R. E. doivent être soumis à une évaluation constante de la part du Parlement.

M. Rigo (n° 99), propose également d'ajouter après les mots « du transport », la phrase qui suit : « Ce programme fera l'objet d'une évaluation annuelle sous forme d'un rapport du Gouvernement au Parlement lors du débat du budget des Voies et Moyens ».

MM. Dierickx et Deleuze (n° 100) proposent de remplacer les 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> lignes par le texte suivant :

« la mise en place rapide d'un programme d'action visant à l'utilisation rationnelle de l'énergie dans tous les secteurs de production, de transformation, de distribution et de consommation d'énergie, y compris les secteurs résidentiel, tertiaire, industriel et du transport, et faisant appel à tous les vecteurs d'énergie ».

« waarvan de objectieven zijn om op korte termijn te komen tot een stabilisering van het primaire energieverbruik op het huidige peil, en, op middellange termijn, tot een vermindering van het primaire energieverbruik. »

Het lid acht het noodzakelijk om duidelijk de objectieven te omschrijven, waartoe het R. E. V.-beleid moet leiden zowel op korte als op middellange termijn.

De heer W. Claes (n° 96) stelt voor aan punt 1 volgende zin vooraan toe te voegen :

« — de ontwikkeling van een vervangingsstrategie waarbij de onderscheiden energiebronnen selectief worden aangewend in functie van hun specifieke kenmerken en waarbij in het bijzonder getracht wordt de aardolie te vervangen. »

Het lid is van mening dat het nuttig is in deze resolutie een hoofdobjectief van de E. E. G.-energiepolitiek in herinnering te brengen.

De heren W. Claes, Colla, De Batselier en Bossuyt stellen voor de tekst na de eerste gedachtenstreep te vervangen door hetgeen volgt (n° 97) :

#### « Het Parlement

meent bijgevolg (n° 97) dat de Regering en de Gewestelijke Executieven (steeds in het kader van hun bevoegdheden op het vlak van energiebesparing) ten laatste op 1 januari 1983 een meerjarenplan moeten opstellen, dat o.m. omvat :

- gepreciseerde besparingsdoelstellingen per verbruikssector en per energiebron;
- prioritaire maatregelen en een toepassingskalender;
- een overzicht van de middelen die moeten aangewend worden om de doelstellingen te bereiken;
- een financieringsluik. »

Daarbij aansluitend wensen zij (n° 98), volgende nieuwe tekst te zien invoegen :

« Het Parlement meent dat de Regering jaarlijks in een apart rapport verslag bij het Parlement moet uitbrengen inzake de genomen maatregelen en de resultaten ervan. »

Zij wensen dit omdat het belang van het R. E. V.-beleid een planning impliceert die zowel de doelstellingen als de middelen en de financiering aangeeft.

Ook vereist dit belang dat het Parlement de uitvoering van het beleid systematisch kan opvolgen.

Een ander lid is eveneens van oordeel dat de resultaten van het R. E. V.-programma constant ter evaluatie aan het Parlement moeten worden voorgelegd.

De heer Rigo (n° 99), stelt ook voor onder het eerste streepje in fine, de volgende zin toe te voegen : « dat programma zal jaarlijks geëvalueerd worden in de vorm van een verslag van de Regering aan het Parlement bij de bespreking van de Rijksmiddelenbegroting ».

De heren Dierickx en Deleuze (n° 100) stellen voor in nummer 1, de vierde en de vijfde regel te vervangen door wat volgt :

« de snelle invoering van een actieprogramma van rationeel energieverbruik in alle energieproductie-, transformatie-, distributie- en verbruikssectoren, waaronder de residentiële, de tertiaire, de industriële en de vervoerssector; en waarbij alle energiedragers worden betrokken ».

Ils estiment que le programme d'action ne peut se limiter aux secteurs de consommation, comme le texte original pourrait le faire croire à tort. Il est dès lors utile de le mentionner explicitement. En outre, le programme d'action ne peut se limiter à un vecteur énergétique déterminé.

M. Rigo (n° 101) propose d'ajouter entre les mots « tertiaire » et « industriel » le mot « agricole ».

Il estime qu'il n'y a aucune raison qui puisse expliquer que l'agriculture soit exclue du champ d'application d'un programme U. R. E.

MM. Ducarme, Verberckmoes et Lestienne (n° 102) proposent d'ajouter au même endroit le mot « agricole ».

Un membre espère que le Gouvernement tiendra compte de cette proposition étant donné que dans le secteur agricole il y a des pertes d'énergie considérables.

Un autre membre fait remarquer que l'opposition de la fédération pétrolière aux mesures gouvernementales tendant à réduire la consommation d'énergie dans le secteur agricole, est caractéristique de la situation énergétique dans ce secteur.

#### *Deuxième tiret*

MM. Colla, De Batselier et Bossuyt (n° 103) proposent d'insérer le texte suivant après le texte qui figure en regard du premier tiret :

« (Le Parlement),

— estime que la politique d'U. R. E. devrait porter notamment sur :

— la consommation d'énergie en matière de production, de transformation et de transport des différentes formes d'énergie, y compris la coproduction d'électricité et de chaleur et le chauffage à distance;

— le rendement énergétique optimal et la limitation maximale de toute déperdition d'énergie dans les secteurs résidentiel, tertiaire, industriel et des transports;

— une stratégie de substitution (application sélective des diverses sources énergétiques en fonction de leurs caractéristiques spécifiques) et une stratégie de réorientation économique (vers les secteurs à plus haute valeur ajoutée par unité d'énergie consommée). »

Ils estiment qu'en raison de l'importance de la politique d'U. R. E., il s'impose que toute résolution en la matière donne une définition assez précise du champ d'action de cette politique.

Les mêmes auteurs (n° 104) proposent de compléter le texte par ce qui suit :

« (Le Parlement) estime qu'il convient de faire en sorte que les économies à réaliser d'ici à 1990 se chiffrent à 20 % de la consommation énergétique en 1981. »

Les auteurs souhaitent que les objectifs fassent l'objet de chiffres précis et que le Gouvernement se prononce sur des objectifs plus concrets.

Ils (n° 105) proposent également d'ajouter le texte suivant :

« Dans l'industrie, un projet d'investissement en U. R. E. doit assurer une diminution draconienne de la consommation d'énergie. Ceci entraînera une diminution plus durable des coûts d'exploitation qu'une réduction des tarifs. La structure industrielle belge doit être modifiée en faveur de secteurs à basse intensité énergétique. La politique indus-

Zij zijn van mening dat het actieprogramma niet alleen beperkt mag blijven tot de verbruikssectoren, zoals verkeerdelijk uit de oorspronkelijke tekst zou kunnen blijken. Daarom is het nuttig dit expliciet te vermelden. Bovendien mag het actieprogramma zich niet beperken tot één bepaalde energiedrager.

De heer Rigo (n° 101) stelt voor tussen de woorden « de tertiaire » en de woorden « de industriële », de woorden « de agrarische » in te voegen.

Hij is van mening dat er geen enkele reden is die kan uitleggen waarom de landbouw uit het toepassingsgebied van een R. E. V.-programma wordt gesloten.

De heren Ducarme, Verberckmoes en Lestienne (n° 102), stellen voor op dezelfde plaats de woorden « de landbouw » toe te voegen.

Een lid hoopt dat de Regering zal rekening houden met dit voorstel, aangezien er in de landbouwsector grote energieverliezen zijn.

Een ander lid merkt op dat het verzet van de petroleumfederatie tegen regeringsmaatregelen tot vermindering van de energieconsumptie in de landbouw tekenend is voor de energiesituatie in die sector.

#### *Tweede gedachtenstreep*

De heren Colla, De Batselier en Bossuyt (n° 103) stellen voor in aansluiting op de tekst na de eerste gedachtenstreep de volgende tekst in te voegen :

« (Het Parlement),

— is in dit verband van mening dat een beleid inzake R. E. V. dient betrekking te hebben op :

— het energieverbruik inzake de productie, de transformatie en het vervoer van de verschillende vormen van energie, inbegrepen de co-productie van electriciteit en warmte en de afstandsverwarming;

— het optimaal rendement en het maximaal beperken van het verlies inzake energie in de residentiële, de tertiaire, de industriële en de vervoersector;

— een vervangingsstrategie (selectieve aanwending van de onderscheiden energiebronnen in functie van hun specifiek kenmerk) en een strategie van economische heroriëntering (gericht op sectoren met meer toegevoegde waarde per eenheid verbruikte energie). »

Zij menen dat het in een R. E. V.-resolutie noodzakelijk is omwille van het belang van dit beleid een vrij preciese omschrijving te geven van het aktieterein waarop dit beleid van toepassing is.

Dezelfde auteurs (n° 104) wensen dat de hiernavolgende tekst hier zou bij aansluiten :

« (Het Parlement) is van mening dat het streefdoel er moet in bestaan tegen 1990 een besparing te realiseren van 20 % ten opzichte van het energieverbruik in 1981. »

Deze leden beogen een meer kwantitatieve objectiefstelling en willen dat de Regering zich uitsprekt over meer concrete doelstellingen.

Zij (n° 105) stellen ook voor hetgeen volgt daaraan toe te voegen :

« In de industrie moet een investeringsproject in R. E. V. zorgen voor een drastische vermindering van het energieverbruik. Dit zal een duurzame vermindering van de bedrijfskosten meebrengen dan een verlaging van de tarieven. De Belgische industriële structuur moet gewijzigd worden ten voordele van sectoren met een lage energieïntensiteit.



truelle (loi d'expansion) doit être adaptée à cet objectif. Il faut encourager les économies d'énergie dans l'industrie par des campagnes d'information et des conseils techniques. Les autorités publiques doivent y jouer un rôle important. La production combinée de chaleur industrielle et d'électricité doit être encouragée, notamment par une tarification équitable pour la fourniture d'électricité au et par le réseau. La capacité des coproducteurs doit être calculée dans le plan d'investissement pour l'électricité. (La coproduction augmente le rendement énergétique de 35 à 70 %).

Dans les ménages et dans le secteur tertiaire, tous les moyens doivent être utilisés en vue de garantir un même confort avec moins d'énergie. La part principale de la consommation d'énergie est absorbée par la production de chaleur ayant une température inférieure à 120°. Une politique en matière de chauffage doit assurer la fourniture des formes d'énergie les plus appropriées à chaque usage spécifique. Il convient notamment de décourager l'utilisation de l'électricité coûteuse pour le chauffage des locaux. Là où c'est possible il faut installer le chauffage urbain (relié à une petite centrale électrique, une telle installation porte le rendement énergétique, qui est de 30 à 40 %, à 75 à 80 %). L'architecture des habitations et l'aménagement du territoire doivent être exécutés sur la limitation des pertes d'énergie. L'isolation des habitations, y compris celles qui sont données en location, doit être fortement encouragée. Il faut établir un règlement de sorte que les titulaires des revenus les plus modestes puissent également effectuer les investissements nécessaires. Des normes techniques imposées par la loi doivent entraîner une diminution de la consommation d'énergie des appareils domestiques. La politique de l'énergie exige également que l'on se préoccupe des équipements collectifs.

Dans le secteur des transports, l'U. R. E. implique que l'on se prononce résolument pour le développement des transports en commun. Une meilleure répartition de l'emploi peut entraîner une diminution du nombre de navetteurs journaliers. Il convient d'encourager les améliorations techniques susceptibles de diminuer la consommation d'énergie. Il faut combattre les gaspillages au moyen de campagnes de sensibilisation (notamment contre la vitesse élevée).

Au numéro 1, huitième ligne, entre les mots « isolation des bâtiments » et les mots « équipements électriques », MM. Dierickx et Deleuze (n° 106) proposent d'insérer les mots « tant lors de la construction que lors de la rénovation ».

Ils estiment que les normes d'isolation doivent être imposées à la construction mais aussi, fût-ce avec certaines restrictions, à la rénovation d'immeubles.

M. Ansoms (n° 107) propose de compléter l'énumération qui figure en regard du deuxième tiret, par ce qui suit :

« labels énergétiques pour les appareils ménagers, consommation de combustible des véhicules, covoiturage, éclairage public, publicité en matière d'énergie, utilisation rationnelle des engrais chimiques ».

L'orateur suppose que l'énumération figurant à cet alinéa de la résolution concerne les mesures normatives qui seront prises immédiatement, indépendamment du programme d'action. C'est pourquoi il voudrait compléter cette énumération par quelques rubriques. Quelques-uns des points qu'il préconise d'ajouter, pour lesquels les normes requises peuvent être établies assez rapidement et d'une manière assez simple, figurent d'ailleurs dans la résolution que le Conseil des Ministres a adoptée le 9 juin 1980 au sujet des nouvelles options pour la Communauté dans le domaine des économies d'énergie.

Het industrieel beleid (expansiewetgeving) moet hierop inspielen. Energiebesparingen in de industrie moeten aangemoedigd worden door voorlichtingscampagnes en technisch advies. De overheid moet hier een belangrijke rol in spelen. De co-productie van industriële warmte en elektriciteit moet aangemoedigd worden, o.a. door een billijke tariefregeling voor elektriciteitsleveringen van en aan het net. De capaciteit van de co-producenten moet in het uitrustingsplan voor elektriciteit inberekend worden. (N. B. : het energetisch rendement verhoogt door co-productie van 35 % tot 70 %.)

In de huishoudens en de tertiaire sector moeten alle middelen aangewend worden om hetzelfde comfort te garanderen met minder energieverbruik. Het grootste energieverbruik wordt afgenomen in de vorm van warmte, met een temperatuur die lager is dan 120°. Een verwarmingsbeleid moet instaan voor de levering van de meest aangepaste energievorm voor elk specifiek gebruik. De hoogwaardige elektriciteit moet bv. ontmoeid worden voor verwarming van lokalen. Waar dit mogelijk is moet stadsverwarming aangelegd worden (gekoppeld aan een kleinere elektriciteitscentrale verhoogt dit het energetisch rendement van 30 à 40 % tot 75 à 80 %). De architectuur van woonhuizen en de ruimtelijke ordening moeten rekening houden met het beperken van energieverliezen. Woningisolatie moet sterk aangemoedigd worden, ook in huurhuizen. Een regeling moet uitgewerkt worden zodat ook de laagste inkomens in de mogelijkheid gesteld worden de nodige investeringen te doen. Wettelijk opgelegde technische normen moeten het energieverbruik van huishoudelijke apparaten drukken. Uit energieoverwegingen moet ook aandacht besteed aan de collectieve voorzieningen.

In de vervoersector moet vanuit een R. E. V.-benadering resoluut gekozen worden voor de uitbouw van het openbaar vervoer. Een betere spreiding van de tewerkstelling kan de dagelijkse pendelarbeid terugdringen. Technische verbeteringen om het energieverbruik van voertuigen te verminderen dienen aangemoedigd. Bewustmakingscampagnes (o.m. tegen te hoge snelheid) moeten verspilling tegen gaan.

De heren Dierickx en Deleuze (n° 106) stellen voor op de zevende regel, tussen de woorden « isolatie van gebouwen » en de woorden « elektrische uitrustingen » de volgende woorden in te voegen : « zowel inzake nieuwbouw als vernieuwbouw ».

Zij menen dat het opleggen van isolatienormen niet mag beperkt blijven tot de sector van de nieuwbouw, maar, mits beperkingen, ook moet gelden voor de vernieuwbouwsector.

De heer Ansoms (n° 107) wenst de tekst van de voorgestelde tweede gedachtenstreep aan te vullen met :

« energielabels voor huishoudelijke apparaten, brandstofverbruik van voertuigen, car-pooling, openbare verlichting, energiepubliciteit, rationeel gebruik van kunst-mest. »

Spreker veronderstelt dat de opsomming in dit lid van de resolutie normatieve maatregelen betreft die onmiddellijk zullen getroffen worden, los van het actieprogramma. Van daar dat hij deze opsomming wenst aan te vullen met enkele andere items. Enkele van de voorgestelde aanvullingen, waarvoor op vrij korte termijn en op een vrij eenvoudige wijze de nodige normen kunnen opgesteld worden, komen trouwens voor in de resolutie van de Raad van de Ministers van 9 juni 1980 betreffende nieuwe beleidslijnen voor de Gemeenschap op het gebied van de energiebesparing.



La remarque faite par un membre, selon laquelle il conviendrait de remplacer les mots « met name » par les mots « onder meer » à la sixième ligne du texte néerlandais initial, s'avère justifiée. L'énumération se veut en effet exemplative et non limitative. Le terme « notamment » qui figure dans le texte français est correct et il convient donc de rectifier le texte néerlandais.

MM. W. Claes, M. Colla, De Batselier et Bossuyt (n° 108) proposent de remplacer le texte figurant en regard du deuxième tiret par ce qui suit :

« L'adoption de mesures normatives concernant les qualités thermiques des bâtiments, des équipements de chauffage et des appareils qui consomment de l'énergie. »

M. Rigo (n° 109) propose de remplacer le texte en regard du deuxième tiret par ce qui suit :

« L'adoption de mesures normatives et réglementaires concernant notamment : l'installation de chauffage et de conditionnement d'air, la température des locaux; les contrats-types entre propriétaire et locataire; l'isolation des bâtiments, les équipements électriques et, particulièrement plus l'indication obligatoire de la consommation sur les appareils domestiques; les équipements industriels. »

Il estime lui aussi qu'il convient de définir de manière plus précise que ne le fait le Gouvernement les domaines où la politique d'U. R. E. peut être mise en œuvre de manière efficace.

MM. Dierickx et Deleuze (n° 110) proposent alors d'insérer à la neuvième ligne, entre les mots « adéquats » et les mots « et la provision », les mots « des mesures fiscales, des primes en capital, des prêts à taux réduit, des avances remboursables ».

Ces membres estiment que, pour qu'une politique d'encouragement soit efficace, les incitants doivent être variés, et ils souhaitent que les mesures à prendre soient formulées de manière plus précise.

### *Troisième tiret*

M. Rigo (n° 111) a introduit une proposition de texte qui tend à remplacer le texte du troisième tiret par ce qui suit :

« — l'instauration de mécanismes d'incitations adéquats et l'affectation des moyens budgétaires nécessaires pour stimuler les audits énergétiques et les investissements. »

Selon ce membre il est nécessaire d'attirer l'attention sur l'importance des audits énergétiques et de souligner le rôle capital que peuvent jouer les investissements U. R. E.

MM. M. Colla, De Batselier et Bossuyt (n° 112) présentent une proposition qui tend également à remplacer ce troisième tiret :

« — estime qu'il y a lieu de prévoir des mécanismes d'encouragement sélectifs en vue de stimuler les investissements d'U. R. E. dans les secteurs résidentiel, tertiaire, industriel et du transport, sous la forme s'incitants tant fiscaux que financiers, de primes et de subsides;

— estime qu'en matière d'investissements d'U. R. E. réalisés par des entreprises ou au sein de celles-ci, il convient de prévoir, outre un système d'amortissements au gré du contribuable, un système de primes en capital à appliquer de manière sélective, à l'effet notamment de réduire le délai de remboursement à un niveau supportable sur le plan micro-économique, et à condition que l'élément d'économie résultant de l'investissement excède un minimum déterminé;

Nadat een lid opmerkt dat het beter zou zijn in de oorspronkelijke tekst op de zesde regel « met name » te vervangen door « onder meer », blijkt dat dit wel degelijk de bedoeling was. De opsomming is immers exemplatief en niet limitatief bedoeld. In de Franse tekst blijft het woord « notamment » evenwel de goede term. De Nederlandse tekst moet bijgevolg aangepast worden.

De heren W. Claes, M. Colla, De Batselier en Bossuyt stellen voor de tekst na de 2<sup>e</sup> gedachtenstreep te vervangen door wat volgt :

« het opleggen van normatieve maatregelen inzake de thermische kwaliteiten van gebouwen, verwarmingsuitrustingen en energieverbruikstoestellen. »

De heer Rigo (n° 109) stelt voor de tekst na de tweede gedachtenstreep te vervangen door wat volgt :

« het treffen van normatieve en verordende maatregelen betreffende met name : de installatie van verwarming en luchtverversing, de temperatuur in de lokalen, de type-overeenkomsten tussen eigenaar en huurder; de isolatie van gebouwen, de elektrische uitrustingen en in het bijzonder de verplichte aanduiding van het verbruik op de huishoudapparaten; de industriële uitrustingen. »

Ook hij is van mening dat de gebieden waar een R. E. V.-beleid doeltreffend kan worden ontwikkeld, op een meer precieze manier moeten worden omschreven dan de Regering gedaan heeft.

De heren Deleuze en Dierickx (n° 110) doen het voorstel op de achtste regel, tussen de woorden « passende aanmoedigingsmechanismen » en de woorden « en het voorzien van de » de woorden « fiscale maatregelen, kapitaalpremies, leningen tegen lage rentevoet, terugbetaalbare voorschotten » in te voegen.

Deze leden menen dat een efficiënt stimuleringsbeleid impliceert dat de stimulerende maatregelen van uiteenlopende aard zijn en wensen een preciesere formulering van de te nemen maatregelen.

### *Derde gedachtenstreep*

De heer Rigo (n° 111) heeft voorgesteld de tekst van de derde gedachtenstreep te vervangen door wat volgt :

« — de invoering van passende aanmoedigingsmechanismen en de toewijzing van de nodige budgettaire middelen om de energie-audits en de investeringen te stimuleren. »

Volgens het lid is het nodig de aandacht te vestigen op het belang van de energie-audits en de kapitale rol te onderstrepen die de R. E. V.-investeringen kunnen spelen.

De heren Colla, De Batselier en Bossuyt (n° 112) hebben eveneens voorgesteld de tekst van de derde gedachtenstreep te vervangen. Zij stellen de volgende tekst voor :

« — meent dat diverse selectieve aanmoedigingsmechanismen dienen voorzien te worden met het oog op de aanmoediging van R. E. V.-investeringen in de residentiële, tertiaire, industriële en vervoersector zowel onder de vorm van fiscale als van financiële stimuli, premies en toelagen;

— oordeelt dat inzake R. E. V.-investeringen door en in ondernemingen naast een systeem van afschrijvingen naar wens, dient te worden voorzien in een systeem van kapitaalpremies selectief toegepast o.m. om de pay-back periode terug te dringen tot een niveau van micro-economische uitvoerbaarheid, en mits het besparingselement als gevolg van de investering een bepaald minimum overtreft;

— estime que le financement de ces mécanismes d'encouragement devrait se faire notamment :

- a) par l'organisation d'un circuit de financement privilégié;
- b) par l'affectation d'une tranche sélective des investissements publics;
- c) par la création d'un « Fonds » inscrit au budget des « Affaires économiques » et alimenté par le biais d'un ajustement des tarifs à charge des divers vecteurs énergétiques, à l'exception du charbon, des combustibles synthétiques et des sources d'énergie alternatives. »

Ces membres déclarent qu'une politique d'U. R. E. requiert des mécanismes d'encouragement sélectifs en ce qui concerne les incitants tant fiscaux que financiers, et qu'elle doit en outre prévoir de manière expresse les moyens financiers nécessaires.

En ordre suivant, ces membres (n° 113) désirent également compléter le texte de ce troisième tiret par ce qui suit :

« Les entreprises qui font appel à des aides publiques doivent, dans le cadre de la planification contractuelle, satisfaire à un certain nombre de conditions strictes. Les investissements dans le domaine de l'U. R. E. doivent constituer un critère important pour l'octroi de ces aides publiques contractuelles. »

Ces membres soulignent que la politique industrielle doit être coordonnée avec la politique d'U. R. E. C'est pourquoi les aides publiques doivent stimuler également les investissements en matière d'U. R. E. Les contrats devront fixer des objectifs concrets assignés aux entreprises.

Un membre estime que le texte proposé vise à définir de manière trop détaillée la politique en matière d'U. R. E. Le Parlement doit selon lui se borner à délimiter le cadre général de cette politique.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie est du même avis. Le rapport concernant le présent débat contient selon lui suffisamment d'exemples qui permettent de préciser et de clarifier le cadre général qui est défini par les résolutions. Il faut laisser au Gouvernement la possibilité de mettre au point les détails de cette politique compte tenu de l'orientation générale qui est donnée ici.

\* \* \*

M. Dupré commente ensuite ses propositions.

En ordre subsidiaire à sa proposition visant à remplacer dans sa totalité le texte de la résolution relative à l'U. R. E., il propose de libeller comme suit la première phrase de la résolution (n° 114).

« 1. Demande au Gouvernement et aux Exécutifs régionaux, dans le cadre de leurs compétences respectives, de concevoir et de mettre en œuvre une politique nouvelle, vigoureuse et planifiée d'utilisation rationnelle de l'énergie, afin de contrôler au maximum la demande d'énergie et de favoriser en même temps le rajeunissement de l'industrie et l'emploi. »

L'auteur estime que ce texte indique plus clairement que le texte proposé qu'il faut transformer radicalement notre politique pour contrôler la demande d'énergie, en premier lieu, et pour stimuler le rajeunissement de l'industrie ainsi que l'emploi, en second lieu.

— is van mening dat de financiering van deze aanmoedigingsmechanismen o.m. dient te gebeuren :

- a) via de organisatie van een bevoorrecht financieringscircuit;
- b) via het aanwenden van een selectieve schijf van de overheidsinvesteringen;
- c) via de oprichting van een « Fonds » op de begroting « Economische Zaken », gespijsd door een aanpassing der tarieven ten laste van de verschillende energiedragers met uitzondering van steenkool, synthetische brandstoffen en alternatieve energiebronnen. »

Deze leden verklaren dat een R. E. V.-beleid selectieve aanmoedigingsmechanismen vereist zowel op het vlak van fiscale als van financiële stimuli, terwijl tevens uitdrukkelijk in de financieringsmiddelen moet voorzien worden.

In volgende orde wensen deze leden (n° 113) eveneens de tekst van deze derde gedachtenstreep aan te vullen met volgende woorden :

« Ondernemingen die een beroep doen op overheidssteun moeten in het kader van de contractuele planning aan een aantal strikte voorwaarden voldoen. Voor het toestaan van deze contractuele overheidssteun moeten de R. E. V.-investeringen mede een belangrijk criterium zijn. »

Deze leden benadrukken dat een industrieel beleid moet inspelen op het R. E. V.-beleid. Daarom moet de overheidssteun mede gericht worden op R. E. V. investeringen. De contracten moeten ook concrete doelstellingen omvatten binnen de ondernemingen.

Een lid is van oordeel dat dit tekstvoorstel te gedetailleerd richting wil geven aan het R. E. V.-beleid. Volgens hem moet het Parlement zich beperken tot het aangeven van een algemeen kader van het R. E. V.-beleid.

Dit lid wordt in zijn mening bijgetreden door de Staatssecretaris voor Energie. Volgens de Staatssecretaris kunnen in het verslag over dit debat voldoende voorbeelden opgesomd worden om het algemeen kader, vervat in de resoluties, te specificeren en te verduidelijken. Men moet de Regering de kans geven het beleid verder uit te werken, rekening houdend met het hier aangegeven kader.

\* \* \*

Vervolgens bespreekt de heer Dupré zijn tekstvoorstellen.

In bijkomende orde op zijn voorstel tot vervanging van de volledige voorgestelde tekst van de resolutie over het R. E. V., stelt hij voor de eerste zin van de resolutie te laten luiden als volgt (n° 114).

« 1. Vraagt de Regering en de Gewestelijke Executieven, in het raam van hun respectieve bevoegdheden een nieuw, krachtig en planmatig beleid van rationeel energieverbruik te concipiëren en uit te voeren om de vraag naar energie maximaal te beheersen, en meteen de vernieuwing van de industrie en de tewerkstelling te bevorderen. »

Uit bovengaande tekst blijkt volgens spreker duidelijker dan in de voorgestelde tekst dat het hier om een drastische ommezwaai zou moeten gaan om de vraag naar energie te beheersen in eerste instantie, om de vernieuwing van de nijverheid en de tewerkstelling te stimuleren in tweede instantie.

Il propose également (n° 115) de remplacer le texte proposé, à partir des tirets, par un numéro 2 (nouveau), libellé comme suit :

« 2. Recommande l'établissement sans délai, en collaboration avec les organismes et services existants, d'un plan coordonné d'U. R. E., qui recourrait à court terme aux moyens suivants : sensibilisation et information, primes d'encouragement et dégrèvements fiscaux, normes et contrôles. L'exécution de ce plan d'U. R. E. devrait être stimulée et suivie par un organe restreint de coordination à caractère national et régional, qui devrait disposer des compétences et des ressources nécessaires. »

L'auteur estime que toutes les mesures à court terme devraient s'intégrer dans un plan d'ensemble, dans lequel tous les types des mesures auraient une fonction spécifique. L'exécution de ce plan devrait être confiée à un groupe de travail restreint qui, en tant qu'organe de coordination, devrait disposer des moyens nécessaires.

Il (n° 116) propose une troisième résolution, complétant le texte proposé dans son nouveau numéro 2 et rédigée comme suit :

« 3. Recommande que, dans les divers secteurs de la consommation finale et pour les divers vecteurs énergétiques, des objectifs quantitatifs en matière d'U. R. E. soient fixés à court et à moyen terme, et que des moyens, des structures et des mécanismes appropriés soient prévus pour atteindre ces objectifs ».

L'auteur estime qu'à défaut de s'assigner des objectifs à court et moyen terme et d'indiquer les moyens de les réaliser, toute politique volontariste est d'emblée vouée à l'échec. En effet, ces objectifs ne peuvent être couronnés d'un certain succès que s'ils sont assortis de mesures appropriées.

Il propose (n° 117) propose en outre d'ajouter un nouveau numéro 4, libellé comme suit :

« 4. Souhaite qu'une "seconde vague d'U. R. E." puisse se concrétiser à moyen et à long terme par une politique plus adéquate d'aménagement du territoire, le regroupement d'activités complémentaires au point de vue énergétique, la fabrication et l'utilisation de produits et de procédés à coefficient énergétique moins élevé, l'interpénétration de divers types de consommation finale, la modification de nos modes et habitudes de transport, une tarification adéquate pour les autoproducteurs et les grands consommateurs qui écrètent les pointes de consommation.

Estime qu'il faut procéder, dans le cadre de cette politique à moyen et à long terme, à une nouvelle répartition des fonds publics consacrés à l'énergie, et ce à tous les niveaux, soit à partir de la réduction de la consommation journalière jusques et y compris les efforts à long terme en matière de recherche et de développement. »

À côté des actions à court terme, une approche plus fondamentale à moyen et à long terme, c'est-à-dire une « seconde vague d'U. R. E. » s'impose, selon l'orateur, pour permettre une réorientation des activités, des produits et des procédés, des habitudes dans le domaine des transports, etc. Il faut évidemment prévoir une nouvelle répartition des fonds publics afin de soutenir cette politique et, ainsi, de réduire la consommation immédiate d'énergie et, à plus long terme encore, d'obtenir davantage de résultats grâce à la recherche et au développement.

Un membre déclare que, dans l'ensemble, il peut marquer son accord sur les propositions de M. Dupré, qui, tout en étant moins détaillées que ses propres propositions, répondent cependant dans une large mesure à ses préoccupations.

Tevens stelt hij (n° 115) voor de voorgestelde tekst, vanaf de gedachtenstrepen, te vervangen door een nieuw nummer 2, luidend als volgt :

« 2. Beveelt de onverwijld opmaak aan, in samenwerking met de bestaande instellingen en diensten, van een gecoördineerd R. E. V.-plan, waarbij op korte termijn sensibilisering en voorlichting, aanmoedigingspremies en fiscale ontheffingen, normen en controles als middelen zouden worden gehanteerd. De uitvoering van dit R. E. V.-plan zou moeten worden bevorderd en opgevolgd door een beperkt coördinatieorgaan met nationale en gewestelijke inslag, waarvoor de nodige bevoegdheden en middelen moeten worden voorzien. »

Alle maatregelen op korte termijn zouden volgens de indiener moeten deel uitmaken van een geïntegreerd plan waarin alle soorten van maatregelen hun juiste plaats krijgen. De uitvoering zou moeten gebeuren door een beperkte « task force », die als coördinatieorgaan over de nodige middelen moet beschikken.

Een nieuwe derde resolutie, ter aanvulling van zijn vervangende tekst vervat in zijn nieuw nummer 2, wenst hij (n° 116) als volgt te doen luiden :

« 3. Beveelt aan dat in de diverse sectoren van het eindverbruik en voor de diverse energiedragers op korte en middellange termijn kwantitatieve streefdoelen i.v.m. R. E. V. zouden worden aangegeven, middelen voorzien, en structuren en mechanismen in het leven roepen om deze streefdoelen te bereiken. »

De indiener is van oordeel dat wanneer men op korte en middellange termijn geen objectieven stelt, en hiervoor geen wegen aangeeft, een voluntaristische politiek op voorhand af te schrijven is. Vanuit die streefdoelen moeten inderdaad maatregelen worden opgelegd als enige methode om enig succes te boeken.

Dit nieuw nummer 3 wenst hij (n° 117) te laten volgen door een nieuw nummer 4, dat als volgt luidt :

« 4. Wenst dat op middellange en lange termijn een "tweede golf van R. E. V." kan worden verwezenlijkt door een meer aangepaste ruimtelijke ordening, groepering van energetisch op elkaar passende activiteiten, fabricage en gebruik van minder energieïntensieve producten en procédés, in elkaar passen van diverse types van eindverbruik, wijziging van ons vervoerpatroon en -gewoontes, geschikte tarifiering voor zelfproducenten en grootverbruikers, die tot piekafvlakking overgaan.

Is van oordeel dat in het licht van deze termijnpolitiek een herverdeling moet gebeuren van de overheidsmiddelen, die voor energie worden ingezet, op alle niveaus gaande van vermindering van het dagelijkse gebruik tot en met de lange termijn R en D-inspanningen. »

Naast korte termijnacties is volgens spreker op middellange en lange termijn een meer fundamentele aanpak, « een tweede golf van R. E. V. » noodzakelijk waarbij activiteiten, producten en procédés, vervoersgewoonten, enz. in een andere richting moeten worden gestuurd. Dit vergt uiteraard een herschikking van de overheidsmiddelen om deze politiek te ondersteunen, en hiermee het onmiddellijke energiegebruik te verminderen en op nog langere termijn via R en D nog meer resultaten te boeken.

Een lid verklaart dat hij grotendeels akkoord kan gaan met deze voorstellen van de heer Dupré. Deze zijn weliswaar minder gedetailleerd dan zijn voorstellen doch komen in ruime mate tegemoet aan zijn bezorgdheden.

*Quatrième tiret*

M. Rigo (n° 118) souhaite remplacer le texte du quatrième tiret par sa proposition, rédigée comme suit :

« — le contrôle des normes imposées, dans le secteur public et privé, fera l'objet d'une partie du rapport annuel déposé au Parlement. »

L'orateur estime que, tout comme dans le secteur public, l'application des normes dans le secteur privé doit faire l'objet d'un rapport annuel.

D'autre part, MM. Ducarme, Denys et Verberckmoes (n° 119) souhaitent supprimer le mot « particulièrement » du texte de ce tiret.

Selon ces membres, ces contrôles ne sont nécessaires que dans le secteur public.

Il est évident que le secteur privé mettra toujours tout en œuvre pour réduire au minimum la consommation d'énergie et les frais y afférents. D'ailleurs, ce secteur a déjà effectué, ces dernières années, des investissements énormes en vue de réaliser le plus d'économies possible en matière d'énergie.

En réponse à cette proposition, M. Fedrigo (n° 120) renvoie à sa propre proposition.

Le membre propose en effet, contrairement à la proposition des orateurs précédents, d'ajouter, après les mots « particulièrement dans le secteur public », les mots « et les grandes entreprises privées ».

L'auteur de cette proposition rappelle que les grandes entreprises privées sont grandes consommatrices d'énergie, et souvent aussi grandes gaspilleuses. Or, le contrôle à ce niveau est plus facile à établir dans un premier temps, que pour les P. M. E. ou les particuliers.

En rapport avec ces deux propositions, un membre déclare que nous disposons de deux instruments pour promouvoir les économies d'énergie dans les entreprises.

Des incitants fiscaux pourraient probablement amener l'industrie privée à pratiquer une politique de consommation d'énergie raisonnable. Des normes en matière de consommation d'énergie pourraient également être imposées aux entreprises. Le membre estime que les pouvoirs publics devraient faire usage de l'un de ces instruments dans le cadre d'une politique d'U. R. E. efficace.

Un autre membre estime que tous les instruments disponibles doivent être employés : les primes, les taxes, les incitants fiscaux, les normes et les systèmes de contrôle. Tous ces instruments doivent pouvoir être utilisés car l'efficacité de chacun d'eux varie selon les circonstances.

*Cinquième tiret*

M. Rigo (n° 121) propose d'ajouter à la fin du texte du cinquième tiret les mots suivants : « aux objectifs et aux moyens de la politique U. R. E. ».

Selon lui, il convient de préciser la perspective dans laquelle la sensibilisation du public doit être faite.

*Sixième tiret*

MM. De Batselier, M. Colla et Bossuyt (n° 122) proposent de remplacer le texte qui figure en regard du sixième tiret par ce qui suit :

*Vierde gedachtenstreep*

De heer Rigo (n° 118) wenst de tekst van de vierde gedachtenstreep te vervangen door zijn tekstvoorstel, luidend als volgt :

« — de controle van de opgelegde normen in de overheids- en de particuliere sector, waarover een gedeelte van het jaarverslag aan het Parlement zal handelen. »

Spreker is van mening dat zoals in de overheidssector moet de toepassing van de normen in de particuliere sector het voorwerp uitmaken van een jaarlijks verslag.

Anderzijds wensen de heren Ducarme, Denys en Verberckmoes (n° 119) in de tekst van dit gedachtenstreepje het woord « inzonderheid » te schrappen.

Volgens deze leden is deze controle alleen noodzakelijk in de overheidssector.

De private sector zal uiteraard steeds alles blijven ondernemen om het energieverbruik en dito-kosten tot een minimum te herleiden. In het recente verleden heeft deze sector trouwens reeds enorme investeringen gedaan om maximale besparingen in de energiesector te kunnen verwezenlijken.

In antwoord op dit voorstel verwijst de heer Fedrigo (n° 120) onmiddellijk naar zijn voorstel.

Het lid stelt immers voor, in tegenstelling tot het voorstel van de vorige sprekers, na de woorden « inzonderheid in de overheidssector » de woorden « en de grote privé-bedrijven » toe te voegen.

Hij wijst erop dat de grote privé-bedrijven vaak veel energie verbruiken en verspillen; welnu, in een eerste fase is het gemakkelijker daarop toezicht te houden dan op het verbruik van de K. M. O.'s en de particulieren.

Inspelend op beide voorstellen verklaart een lid dat er twee instrumenten bestaan om de energiebesparingen in het bedrijfsleven te bevorderen.

Door fiscale stimuli vooreerst gaat de private nijverheid waarschijnlijk vlug tot een juiste energieconsumptie komen. Anderzijds kan men ook overgaan tot de instelling van normen waaraan de nijverheid moet voldoen inzake energieverbruik. Volgens het lid moet één van beide instrumenten door de overheid gehanteerd worden in het kader van een adequate R. E. V.-politiek.

Een ander lid is van oordeel dat alle beschikbare instrumenten moeten behandeld worden. Onder deze instrumenten rekent hij premies of heffingen, fiscale stimuli, de normen en systemen van controle. Dit volledig instrumentarium moet kunnen gebruikt worden aangezien in sommige omstandigheden één instrument geschikter zal lijken dan een ander.

*Vijfde gedachtenstreep*

De heer Rigo (n° 121) stelt voor, op het einde van de tekst van de vijfde gedachtenstreep de volgende woorden toe te voegen : « inzake de doelstellingen en de middelen van het R. E. V.-beleid ».

Volgens hem dient het doel van de sensibilisering van de bevolking te worden gepreciseerd.

*Zesde gedachtenstreepje*

De heren De Batselier, M. Colla en Bossuyt (n° 122) hebben een voorstel ingediend ter vervanging van de voorgestelde tekst van de zesde gedachtenstreep.

« Considère qu'il convient d'élaborer sans délai un programme de sensibilisation, d'information, de formation, d'encadrement et de soutien logistique.

Ce programme devrait comporter les éléments suivants :

- campagne d'information et de sensibilisation orientée vers tous les consommateurs et organismes intéressés, tels que les pouvoirs publics et les secteurs professionnels, et ce, en collaboration avec les médias, les organisations professionnelles et interprofessionnelles et les organisations des consommateurs;

- intérêt particulier pour les problèmes d'U. R. E. existant dans l'enseignement et surtout dans l'enseignement scientifique et technique;

- information des conseils d'entreprises au sujet des projets de ces entreprises et de leurs résultats;

- organisation d'auditions, tenue à jour d'un « tableau énergétique », élaboration d'une « carte de chaleur » et création d'une banque de données;

- organisation, dans chaque commune, d'un service d'information des consommateurs;

- formation de techniciens qualifiés, notamment dans le cadre d'un troisième circuit de travail;

- généralisation des contrôles énergétiques.

Pour être couronnée de succès, une politique d'U. R. E. doit, selon ces membres, s'adresser à des consommateurs suffisamment sensibilisés. Par conséquent, il importe d'approfondir, de manière plus détaillée, les divers aspects de cette politique.

L'un des auteurs de cette proposition admet toutefois que le texte de celle-ci est très détaillé. Bien qu'il ne se montre pas d'une grande fermeté dans la défense de cette proposition, il désire néanmoins la maintenir provisoirement parce qu'il estime que l'idée de la sensibilisation de l'opinion publique est extrêmement importante.

M. Rigo (n° 123) propose d'ajouter, dans le texte de ce sixième tiret après les mots « et d'éducation » les mots « notamment dans les secteurs professionnels concernés et au niveau scolaire ».

Selon le membre, l'école peut avoir un rôle important à jouer quant à la sensibilisation aux économies d'énergie.

#### *Septième tiret*

M. Rigo (n° 124) propose de remplacer le texte figurant en regard du septième tiret par ce qui suit :

« la promotion du système de production combinée de chaleur et d'électricité et de récupération de chaleur résiduelle et en particulier la promotion du chauffage urbain dans les centres urbains et les quartiers neufs. A cette fin un effort particulier de récupération de l'énergie sera fait sur les installations industrielles consommatrices ou productrices d'énergie et du secteur tertiaire ».

Pour assurer la clarté des intentions du Parlement, il convient selon le membre, de traiter en un seul point tous les problèmes posés par les systèmes de récupération de la chaleur et de préciser leurs principaux champs d'application.

M. Ansoms (n° 125) propose de remplacer, dans le texte qui figure en regard du septième tiret, les mots « la prise en considération des » par les mots « la mise en œuvre de ». Il propose également de compléter les mots « la chaleur résiduelle » par les mots « et les déchets thermiques ».

Hun voorstel luidt als volgt :

« Meent dat onverwijld een programma inzake sensibilisering, voorlichting, opleiding, begeleiding en logistieke steun dient uitgewerkt te worden.

Dit programma moet o.m. omvatten :

- een voorlichtings- en sensibiliseringscampagne gericht op alle verbruikers en betrokken instanties als openbare besturen en beroepssectoren, met de medewerking van o.a. de massamedia, professionele en interprofessionele organisaties en verbruikersorganisaties;

- speciale aandacht voor de R. E. V.-problematiek in het onderwijs, inzonderheid in het wetenschappelijk en technisch onderwijs;

- het verstrekken van inlichtingen aan de ondernemingsraden over bedrijfsplannen en resultaten terzake;

- de organisatie van energiehearings, het houden van een « energietabel », het uitwerken van een « warmtekaart » en het oprichten van een data-bank;

- de organisatie in elke gemeente van een dienst ter voorlichting van de verbruiker;

- de opleiding van geschoolde technici o.m. in het kader van een derde arbeidscircuit;

- de veralgemening van de energieaudits. »

Volgens deze leden is het succes van een R. E. V.-beleid in grote mate afhankelijk van voldoende gesensibiliseerde verbruikers. Het is bijgevolg noodzakelijk op de diverse aspecten ervan meer gedetailleerd in te gaan.

Een van de auteurs van dit voorstel verklaart evenwel dat het hier om een zeer gedetailleerd tekstvoorstel gaat. De verdediging van dit voorstel wenst hij niet zeer strikt te houden doch hij wenst het wel voorlopig aan te houden omdat bij de idee van de sensibilisering van het publiek te belangrijk vindt.

De heer Rigo (n° 123) stelt voor, in de tekst na de zesde gedachtenstreep, de woorden « in de betrokken beroepssectoren » te vervangen door de woorden « met name in de betrokken beroepssectoren en op het niveau van de scholen ».

De school kan volgens het lid een belangrijke rol spelen op het stuk van de sensibilisering voor energiebesparingen.

#### *Zevende gedachtenstreep*

In verband met de voorgestelde tekst van de zevende gedachtenstreep verklaart de heer Rigo (n° 124) deze tekst te willen vervangen door wat volgt :

« de bevordering van het systeem van gecombineerde productie van warmte en elektriciteit en de terugwinning van residuair warmte, en in het bijzonder de bevordering van stadsverwarming in de stedelijke centra en de nieuwe wijken. Te dien einde zal een bijzondere inspanning inzake terugwinning van energie worden geleverd voor de energieverbruikende of -producerende industriële installaties en van de tertiaire sector ».

Om de bedoelingen van het Parlement klaar en duidelijk te stellen, moeten volgens het lid alle vraagstukken in verband met de terugwinning van warmte onder één punt worden behandeld en moeten de voornaamste toepassingsgebieden ervan worden gepreciseerd.

De heer Ansoms (n° 125) stelt voor in de tekst van deze zevende gedachtenstreep de woorden « eventueel in overweging nemen van » te vervangen door de woorden « het opzetten van ». Tevens wenst hij het woord « restwarmte » aan te vullen met de woorden « en afvalwarmte ».

L'orateur estime qu'il ne fait aucun doute qu'un pays fortement industrialisé produit d'énormes quantités de chaleur résiduelle et de déchets thermiques. Il renvoie à ce sujet aux résultats d'études récentes effectuées dans les pays voisins, notamment à une étude de la « Nederlandse Energie Ontwikkelingsmaatschappij » (Société néerlandaise de développement pour l'énergie) réalisée à la demande du Ministre néerlandais des Affaires économiques. La mise en œuvre de projets-pilotes s'impose.

Le membre souligne qu'il existe une différence entre « chaleur résiduelle » et « déchets thermiques » suivant la provenance de la chaleur. Il est question de déchets thermiques lorsqu'au cours du processus de production il y a dégagement de chaleur qui est libérée dans le milieu par l'eau ou l'air de refroidissement sans être utilisée. La chaleur résiduelle par contre est délibérément soutirée au processus de production.

MM. Dierickx et Deleuze (n° 126) proposent de supprimer le texte qui figure en regard du septième tiret.

Ils déclarent que les points énumérés au numéro 1 précisent les différents types d'intervention auxquels les pouvoirs public peuvent recourir pour soutenir leur programme d'action en matière de politique d'U. R. E. et que le point dont ils proposent la suppression n'a pas sa place dans cette énumération étant donné qu'il s'agit d'un point de détail précisant le premier point du numéro 1.

Il est cependant utile de préciser ces détails dans les autres numéros de cette résolution pour lesquels ils font d'ailleurs des propositions. Par ailleurs, le texte de ce point est beaucoup trop vague et ne contient aucun engagement précis.

\* \* \*

MM. M. Colla, De Batselier et Bossuyt présentent trois propositions de texte, dont ils demandent l'insertion après le texte figurant en regard du septième tiret.

Le premier texte qu'ils (n° 127) proposent d'ajouter est rédigé comme suit :

« — souhaite que des structures efficaces soient mises en œuvre en vue de la conception, de la planification, de l'exécution, de la coordination et du contrôle de la politique de l'U. R. E. en utilisant au maximum, en vue d'une réalisation rapide des objectifs, les capacités potentielles existantes tant dans le secteur privé que public ».

Un membre s'associe à cette proposition et se déclare également partisan de la création d'un organe de coordination de la politique de l'U. R. E. Dans son esprit, cet organe se composerait toutefois de personnes qui sont actuellement disséminées dans les différentes instances compétentes. Il ne s'agirait donc pas de la création d'une nouvelle administration, mais plutôt d'une conjugaison efficace de forces.

Le deuxième texte que MM. M. Colla et consorts (n° 128) proposent d'insérer à la suite du septième tiret est rédigé comme suit :

« — estime que le Gouvernement doit élaborer une politique globale du chauffage qui tiendrait compte des caractéristiques particulières des différentes régions et où seraient intégrés tous les aspects liés au problème du chauffage ».

Les auteurs rappellent que, dans notre pays, le chauffage des habitations, des bureaux, etc. absorbe 50 % de la consommation totale d'énergie.

Volgens spreker is in een sterk geïndustrialiseerd land zonder twijfel een overgroot aanbod van rest- en afvalwarmte aanwezig. Hij verwijst in dit verband naar de resultaten van recente studies, gemaakt in de ons omringende landen, o.a. naar een studie van de Nederlandse Energie-ontwikkelingsmaatschappij, gemaakt in opdracht van de Minister van Economische Zaken aldaar. Er dienen terzake volgens het lid dringend piloot-projecten opgezet te worden.

Vervolgens verklaart het lid dat er een verschil is tussen « restwarmte » en « afvalwarmte », naargelang van de herkomst van de warmte. Van afvalwarmte is sprake wanneer in een productieproces warmte vrijkomt die ongebruikt naar de omgeving wordt geloosd via koelwater of koellucht. Restwarmte daarentegen is warmte die met opzet wordt onttrokken aan een productieproces.

De heren Dierickx en Deleuze (n° 126) van hun kant wensen de tekst van deze zevende gedachtenstreep te schrappen.

Zij verklaren dat de punten, opgesomd in nummer 1, de verschillende interventietypes beschrijven waarop de overheid een beroep kan doen om haar actieprogramma inzake een R. E. V.-beleid te ondersteunen. Het punt waarvan zij de schrapping voorstellen, hoort volgens hem niet thuis in deze opsomming omdat het een detailuitwerking is van het eerste punt van nummer 1.

Het is nuttig om zulke detailuitwerkingen te beschrijven, maar dan in de andere nummers van deze resolutie, waarvoor zij trouwens voorstellen indienden. Bovendien vinden zij de tekst van dit punt veel te vaag en vrijblijvend.

\* \* \*

De heren M. Colla, De Batselier en Bossuyt hebben drie tekstvoorstellen uitgewerkt waarvan zij de toevoeging vragen na de tekst van de zevende gedachtenstreep.

Hun eerste (n° 127) voorstel tot toevoeging luidt als volgt :

« — wenst dat doeltreffende structuren worden uitgewerkt die kunnen instaan voor de conceptie, de planning, de uitvoering, de coördinatie en de controle van het beleid inzake R. E. V. en, ten einde een snelle uitvoering te bevorderen, maximaal gebruik te maken van het bestaande potentieel aan bekwaamheden, zowel privé als openbaar ».

Een lid haakt in op dit voorstel en verklaart dat ook hij voorstander is van de oprichting van een coördinatieorgaan voor het R. E. V.-beleid. In zijn geest zou dit orgaan bevolkt worden met personen die nu verspreid zijn over de verschillende bevoegde instanties. Het zou bijgevolg niet de oprichting van een nieuwe administratie behelzen doch eerder een efficiënte bundeling van krachten.

Het tweede voorstel van de heren M. Colla cs. (n° 128) tot toevoeging na de zevende gedachtenstreep luidt als volgt :

« — is van mening dat de Regering een globaal verwarmingsbeleid dient uit te werken rekening houdend met de specifieke omstandigheden van de verschillende regio's, en waarin alle aspecten die verband houden met verwarming op een geïntegreerde wijze zouden moeten betrokken. »

De auteurs herinneren aan het feit dat in ons land 50 % van het totale energieverbruik dient voor de verwarming van woningen, kantoren e.a.



Une politique globale du chauffage qui tiendrait compte de tous les aspects qui y sont liés permettrait de réaliser d'importantes économies d'énergie.

La troisième proposition de ces membres (n° 129) est libellée comme suit :

« — souhaite la mise en place, sans délai, d'un organisme public qui procédera à la planification, à la conception, à la construction et à l'exploitation de réseaux de chauffage urbain et à distance et fournira cette chaleur à des associations intercommunales;

— estime que les communes devraient se regrouper à cet effet en des associations intercommunales en vue d'organiser la distribution de chaleur sur leur territoire. »

Selon les auteurs, le chauffage urbain couvre d'ores et déjà une part appréciable des besoins de chauffage dans certains pays européens.

Etant donné qu'environ 50 % du total de la consommation d'énergie sert au chauffage de logements, de bureaux, d'édifices publics et d'ateliers et que l'on constate une déperdition de chaleur lors de la production d'électricité, il s'indique de récupérer cette chaleur par le biais du chauffage à distance.

M. Burgeon (n° 130) préconise d'ajouter le texte suivant au texte proposé par M. Rigo :

« — la mise en œuvre d'un plan visant à encourager les transports en commun par une politique adéquate des tarifs, par un système de dispositifs dissuadant les personnes d'utiliser les transports privés énergétiques, par des investissements rendant les transports publics plus rapides, plus confortables, plus compétitifs. »

Selon le membre, des expériences récentes ont montré notamment en Suède, qu'il est possible de susciter un regain d'intérêt pour les transports en commun.

On ne peut appliquer une politique d'U. R. E. efficace sans encourager les transports en commun.

MM. Dierickx et Deleuze (n° 131) proposent quant à eux de compléter le texte comme suit :

« la mise en œuvre d'une politique des prix, comme élément d'une politique d'utilisation rationnelle de l'énergie d'inspiration sociale. »

Le membre estime que l'un des piliers de l'utilisation rationnelle de l'énergie doit être une politique de tarification d'inspiration sociale portant sur tous les vecteurs d'énergie. Les particuliers et les entreprises ayant des réflexes particuliers conditionnés par les prix, l'instauration d'un tarif progressif de l'énergie peut constituer un important stimulant pour la politique U. R. E.

A la suite de cette proposition, plusieurs membres confirment la nécessité de lutter contre le gaspillage d'énergie, mais ils font par ailleurs observer que certains schémas ne sont pas réalisables.

Ils estiment que la proposition de M. Deleuze n'est pas illogique, mais soulignent que dans la pratique les choses se présentent très différemment. En effet, il est très difficile d'instaurer un tarif progressif général de l'énergie, étant donné qu'il y a énormément de consommateurs et que chacun d'eux a ses propres habitudes de consommation. De plus, la proposition ne tient pas compte de l'aspect dynamique de ce problème, qui ne cesse d'évoluer dans le temps.

M. Fedrigo (n° 132) répond à la proposition ci-dessus par une contre-proposition qui vise à insérer un point 1bis, rédigé comme suit :

Een globaal verwarmingsbeleid dat met alle betrokken aspecten rekening houdt kan tot een enorme energiebesparing leiden.

Het derde voorstel van deze leden (n° 129) luidt als volgt :

« — wenst de oprichting van een overheidsinstelling welke zal overgaan tot het plannen, ontwerpen, bouwen en exploiteren van stads- en afstandsverwarmingsnetten, en die deze warmte zal doorleveren aan intercommunale verenigingen;

— meent dat in dit verband de gemeenten zich zouden verenigen in zuivere intercommunales ten einde de warmtedistributie te organiseren op hun grondgebied. »

In sommige Europese landen, aldus de auteurs, staat de stadsverwarming reeds in voor een groot gedeelte van de verwarmingsbehoeften.

Aangezien ongeveer 50 % van het totale energieverbruik in België dient voor de verwarming van woningen, kantoren, openbare gebouwen en werkplaatsen en vermits nu inzonderheid bij elektriciteitsproductie veel warmte verloren gaat dient recuperatie van warmte te gebeuren via afstandsverwarming.

De heer Burgeon (n° 130) wenst volgende tekst toe te voegen aan het tekstvoorstel van de heer Rigo :

« — het uitwerken van een plan dat ertoe strekt het gemeenschappelijk vervoer te bevorderen door een aangepast tariefbeleid en door een geheel van maatregelen waardoor de particulieren de energievoerslindende privé-vervoermiddelen laten varen dank zij investeringen waardoor de snelheid, het comfort en de competitiviteit van het openbare vervoer opgedreven worden. »

Volgens het lid is uit recente experimenten, onder meer in Zweden, gebleken dat het mogelijk is het gemeenschappelijk vervoer opnieuw te doen aanvaarden.

Men kan geen doeltreffend R. E. V.-beleid toepassen zonder het gemeenschappelijk vervoer aan te moedigen.

De heren Dierickx en Deleuze (n° 131) stellen van hun kant voor de tekst aan te vullen als volgt :

« het voeren van een prijzenbeleid, als element van een sociaal geïnspireerde politiek van rationeel energieverbruik. »

Eén van de peilers van een beleid van rationeel energieverbruik moet volgens deze leden een sociaal geïnspireerd tarificatiebeleid zijn inzake alle energiedragers. Inspelend op de prijsreflexen van particulieren en bedrijven, kan de invoering van een progressief energietarief een belangrijke stimulerende kracht zijn voor het R. E. V.-beleid.

Inhakend op dit voorstel stellen een aantal leden dat zij akkoord gaan met de strijd tegen de verspilling van energie doch ook dat sommige voorstellingen niet realiseerbaar blijken.

Zij vinden het voorstel van de heer Deleuze niet onlogisch maar wijzen op de praktijk die heel anders blijkt. Het is inderdaad zeer moeilijk een algemeen progressief energietarief in te voeren aangezien er zeer veel verbruikers zijn, met elk hun eigen wijze van energieverbruik. Tevens houdt het voorstel geen rekening met het dynamisch tijdspectief waarin alles voortdurend wijzigt.

De heer Fedrigo (n° 132) antwoordt op het voorgaande voorstel door middel van een tegenvoorstel, dat ertoe strekt een punt 1bis in te voegen, luidend als volgt :



« 1bis. 1° Souhaite que la politique des prix concernant tous les vecteurs énergétiques soit intégrée comme élément d'une politique d'U. R. E. et soit modifiée dans le sens de tarifications progressives selon des modalités qui préservent les intérêts des familles;

2° Demande la création d'un fonds pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, alimenté par une taxation spécifique sur les gaspillages et destiné en priorité à réduire ces mêmes gaspillages; ceci présuppose la création d'audits et l'obligation pour les entreprises de fournir un bilan énergétique global;

3° Souhaite la création d'un Service pour la Conservation de l'Energie dans chaque commune, service qui devra concrétiser au niveau local les campagnes d'information et de sensibilisation des pouvoirs publics;

4° Souhaite que la recherche scientifique soit organisée en vue de soutenir et de stimuler la politique d'U. R. E. »

Ce membre souligne surtout le rôle primordial qui revient à la politique d'U. R. E. dans la politique énergétique globale, ainsi que le rôle important que les pouvoirs publics devraient jouer en la matière.

MM. Dierickx et Deleuze (n° 133) souhaitent encore compléter ce point comme suit :

« la création d'organismes et d'entreprises publics quand cela s'avère nécessaire ».

S'il y a carence de l'initiative privée, les pouvoirs publics doivent, selon ces membres, assumer certaines tâches, par exemple dans le domaine du chauffage à distance, dans l'industrie de l'isolation, dans l'industrie du recyclage, etc.

M. Lestienne (n° 134) propose d'ajouter deux textes au point 1 de la résolution.

Son premier texte est libellé comme suit :

« la fixation d'un rythme de réalisation de l'U. R. E. et des économies d'énergie suffisamment élevées pour ramener la croissance des besoins d'énergie primaire à un taux faible, en tenant compte des répercussions sur la croissance économique, le taux d'emploi, l'équilibre de la balance des paiements et l'ampleur de la fiscalité. »

Le membre estime cependant que les objectifs de sa proposition apparaissent peut-être plus clairement dans la proposition de M. Dupré, dont il est co-signataire. Il se déclare disposé à retirer sa proposition si le texte de M. Dupré est adopté par la Commission.

Sa seconde proposition (n° 135) visant à compléter le point 1 de la résolution est libellée comme suit :

« — La mise en place d'un dispositif gouvernemental pour assurer l'organisation, la coordination et le suivi du programme d'utilisation rationnelle de l'énergie et de conservation de l'énergie, prévu par la loi du 8 août 1980;

— la création immédiate d'un dispositif d'impulsion et de gestion selon une formule expérimentale limitée dans le temps, évitant toute organisation parallèle aux structures administratives existantes et assurant la mise à la disposition du Gouvernement du personnel qualifié nécessaire pour la bonne marche du programme U. R. E. »

\* \* \*

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie s'apprête à répondre aux différentes propositions lorsque le président de la Commission communique aux membres que le président de l'Exécutif flamand lui a fait officieusement savoir qu'avant d'ex-

« 1bis. 1° Wenst dat het prijsbeleid betreffende alle energiedragers ingeschakeld wordt als element van een R. E. V.-beleid en in die zin gewijzigd wordt dat progressieve tarieven worden opgesteld op een manier die de belangen van het gezin in acht neemt;

2° Vraagt de oprichting van een Fonds voor rationeel energieverbruik, dat gestijfd wordt door een bijzondere taks op verspillingen die in de eerste plaats bedoeld is om die verspillingen af te remmen; zulks veronderstelt en de verplichting voor de ondernemingen een globale energiebalans op te stellen;

3° Wenst de oprichting in elke gemeente van een Dienst voor het behoud van de energie; die dienst zal op lokaal vlak moeten instaan voor de informatie- en sensibiliseringscampagnes van de overheid;

4° Wenst dat het wetenschappelijk onderzoek derwijze wordt georganiseerd dat het R. E. V.-beleid gesteund en gestimuleerd wordt. »

Het lid wijst vooral op de primordiale rol die aan het R. E. V.-beleid toekomt in het globaal energiebeleid, evenals de belangrijke rol die de overheid ter zake zal moeten spelen.

De heren Dierickx en Deleuze (n° 133) wensen ook nog dit punt aan te vullen als volgt :

« het oprichten van overheidsinstellingen en -bedrijven waar nodig ».

Wanneer het privé-initiatief in gebreke blijft moet de overheid, aldus deze leden, bepaalde taken op zich nemen, bv. op het gebied van afstandsverwarming, isolatie-industrie, recyclage-industrie, enz.

De heer Lestienne (n° 134) stelt twee teksten voor ter aanvulling van punt 1 van de resolutie.

Het eerste voorstel luidt als volgt :

« de vaststelling van een uitvoeringsschema voor de toepassing van het R. E. V. en de energiebesparing, dat voldoende snel verloopt om de groei van de behoeften inzake primaire energie tot een laag niveau terug te brengen, daarbij rekening houdend met de weerslag ervan op de economische groei, de werkgelegenheid, het evenwicht van de betalingsbalans en de druk van de fiscaliteit. »

Het lid is evenwel van oordeel dat de idee van zijn voorstel misschien beter tot uiting komt in het voorstel van de heer Dupré en dat door hem medeondertekend is. Indien de tekst van de heer Dupré door de Commissie aangenomen wordt, is hij bereid zijn voorstel in te trekken.

Zijn tweede voorstel (n° 135) tot aanvulling van punt 1 van de resolutie luidt als volgt :

« — Het uitwerken van regeringsmaatregelen met het oog op de organisatie, de coördinatie en het toezicht op het programma inzake rationeel energieverbruik en energiebehoud, bedoeld in de wet van 8 augustus 1980;

— De onmiddellijke uitwerking van maatregelen m.b.t. de stimulering en het beheer, volgens een experimentele formule die in de tijd beperkt is en waarbij vermeden wordt enige organisatie in het leven te roepen naast de bestaande administratieve structuren en waarbij het vereiste geschoold personeel ter beschikking van de Regering gesteld wordt met het oog op de degelijke uitvoering van het R. E. V.-programma. »

\* \* \*

Op het ogenblik dat de Staatssecretaris voor Energie wenst te antwoorden op de verschillende tekstvoorstellen van de leden, deelt de voorzitter van de Commissie mede dat de voorzitter van de Vlaamse Executieve hem officieus

poser au sein de cette Commission le point de vue de l'Exécutif flamand sur la note sur l'énergie, il tient à en informer d'abord la Commission compétente du Conseil flamand.

Certains membres y voient la preuve qu'il n'y a pas eu de concertation entre le Gouvernement national et l'Exécutif flamand. Ils soulignent que chaque Exécutif est libre de décider de la procédure qu'il entend suivre pour définir sa position.

Comme ils souhaitent entendre en même temps les représentants des différents Exécutifs, ces membres proposent d'attendre la position du Conseil flamand avant d'entendre les représentants des autres Régions.

D'autres membres estiment qu'une telle attitude créerait un dangereux précédent. Les Conseils régionaux sont autonomes et ne peuvent bloquer les travaux de cette Commission.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie estime également que cette Commission ne peut en aucune manière se dessaisir de ses compétences au profit des Conseils.

A l'issue de cette discussion, la Commission décide par 8 voix contre 4 et 3 abstentions de maintenir la décision d'inviter le représentant de l'Exécutif wallon ayant l'énergie dans ses attributions et le Président du Comité ministériel de la Région bruxelloise à venir exposer leurs points de vue devant la Commission de l'Economie.

\* \* \*

Le Secrétaire d'Etat répond d'abord aux propositions de modifications de M. Lestienne.

En ce qui concerne la proposition de modification constatant les manquements de la Belgique dans les programmes d'économie d'énergie, le Secrétaire d'Etat estime qu'il s'agit d'un considérant ou d'une constatation que le Gouvernement a éliminés des projets de résolutions et qu'en outre, l'affirmation n'est pas exacte. Il ressort en effet d'un document de la C. E. E. du 5 février 1982 relatif aux économies totales d'énergie dans les pays de la Communauté depuis 1973 que la Belgique n'est pas en mauvaise position puisqu'elle figure, avec le Royaume-Uni, avec 16 %, entre l'Italie et les Pays-Bas, d'une part, qui sont à 18 % et l'Allemagne et la France d'autre part, qui sont à 13 %.

Quant à la proposition de modification tendant à ce qu'il soit tenu compte des résultats des travaux des cinq commissions créées à l'initiative de l'O. P. I., le Secrétaire d'Etat rappelle que ces commissions créées par le Ministre M. Herman n'ont pas pu terminer leurs travaux à cause de la dissolution des Chambres intervenues en 1977. Cependant, l'Office de Promotion industrielle a repris les conclusions sous sa propre responsabilité.

Le Secrétaire d'Etat déclare qu'il en sera tenu compte, mais qu'on ne peut introduire ces conclusions dans les résolutions discutées ici.

En ce qui concerne la proposition de modification tendant à prévoir la fixation d'un rythme de réalisation des économies d'énergie, le Secrétaire d'Etat estime qu'il est dangereux de se lier à des chiffres trop précis. Les éléments figurant ici ont déjà été repris dans les options globales. Les chiffres fixés en 1974-1975 en matière d'économie d'énergie ont été plus que réalisés dans l'industrie privée.

Au sujet de la proposition de modification relative à la mise en place d'un dispositif gouvernemental, il estime qu'il faut plutôt tendre à diminuer le nombre d'organismes et tenir compte du fait qu'un organe nouveau a été créé, en l'occurrence le Secrétariat d'Etat à l'Energie.

meededeelde dat, alvorens het standpunt van de Vlaamse Executieve over de energienota in deze Commissie uiteen te zetten, hij eraan houdt eerst de bevoegde Commissie van de Vlaamse Raad te informeren.

Sommige leden zien hierin het bewijs dat er geen overleg is geweest tussen de Nationale Regering en de Vlaamse Executieve. Zij wijzen erop dat elke Executieve vrij is zijn standpuntbepaling te organiseren.

Aangezien zij wensen de vertegenwoordigers van de diverse Executieven samen te horen, wensen zij te wachten op het standpunt van de Vlaamse Raad vooraleer de vertegenwoordigers van de andere Gewesten te horen.

Anderen vinden dat deze houding een gevaarlijk precedent zou scheppen. De Gewestelijke Raden zijn autonoom en kunnen de werkzaamheden van deze Commissie niet blokkeren.

Ook de Staatssecretaris voor Energie is van mening dat deze Commissie haar bevoegdheden niet mag of kan afstaan aan de Raden.

Tot slot van deze discussie beslist de Commissie bij 8 tegen 4 stemmen en 3 onthoudingen de uitnodiging aan de vertegenwoordiger van de Waalse Executieve die de energie onder zijn bevoegdheid heeft en aan de voorzitter van het Ministerieel Comité voor het Brussels Gewest, om hun standpunten toe te lichten voor de Commissie voor het Bedrijfsleven, te handhaven.

\* \* \*

De Staatssecretaris antwoordt eerst op de voorstellen tot wijziging van de heer Lestienne.

In verband met het voorstel tot wijziging waarbij de tekortkomingen van België in de programma's voor energiebesparing worden vastgesteld, is de Staatssecretaris van oordeel dat het gaat om een considerans of een vaststelling die de Regering uit de ontwerpen van resoluties heeft geweerd en bovendien is die affirmatie onjuist. Uit een E. E. G.-document van 5 februari 1982 betreffende de totale energiebesparingen in de landen van de Gemeenschap sinds 1973 blijkt immers dat België geen slecht figuur slaat, aangezien het samen met het Verenigd Koninkrijk 16 % heeft, tussen Italië en Nederland enerzijds, die 18 % halen, en Duitsland en Frankrijk anderzijds, die het met 13 % moeten stellen.

In verband met het voorstel tot wijziging ten einde rekening te houden met de resultaten van de werkzaamheden van de vijf commissies die op initiatief van de D. N. B. werden opgericht, herinnert de Staatssecretaris eraan dat die commissies, welke door gewezen Minister Herman werden opgericht, wegens de ontbinding van de Kamers in 1977 hun werkzaamheden niet hebben kunnen beëindigen. De Dienst voor Nijverheidsbevordering heeft de conclusies evenwel op zijn eigen verantwoordelijkheid overgenomen.

De Staatssecretaris verklaart dat ermee rekening zal worden gehouden, maar dat die conclusies niet in de ter bespreking bijgaande resoluties kunnen worden opgenomen.

Aangaande het voorstel tot wijziging dat beoogt een tijdschema voor de verwezenlijking van energiebesparingen vast te leggen, is de Staatssecretaris van mening dat het gevaarlijk is zich aan te precieze cijfers te binden. De gegevens die hier voorkomen, werden reeds in de globale opties overgenomen. De cijfers die in 1974-1975 inzake energiebesparingen werden vastgelegd, werden in de privé-industrie overtroffen.

In verband met het voorstel tot wijziging betreffende de oprichting van een regeringsorgaan, meent hij dat men veeleer moet trachten het aantal organen te verminderen en rekening te houden met het feit dat reeds een nieuw orgaan, in casu het Staatssecretariaat voor Energie, werd opgericht.

Le Secrétaire d'Etat répond ensuite aux propositions de modification de M. Dupré.

La proposition de modification demandant au Gouvernement et aux Exécutifs régionaux de mettre au point un nouveau plan d'U. R. E. peut être acceptée.

En ce qui concerne la proposition de modification tendant à remplacer la formulation avec tirets par une suite de phrases, qui constituerait une nouvelle résolution dans laquelle est prévu un plan d'U. R. E., exécuté par un organe de coordination limité, le Secrétaire d'Etat estime que la présentation avec tirets est plus claire.

En outre, l'auteur demande un organe de coordination entre les organismes nationaux et régionaux. Le Secrétaire d'Etat est d'accord pour qu'une concertation soit organisée régulièrement mais demande de ne pas créer un nouvel organisme.

L'auteur fait remarquer que son intention n'est pas de créer un nouvel organisme mais d'utiliser les personnes occupées dans les institutions existantes pour les réunir en une petite cellule.

Le Secrétaire d'Etat souligne que, pour l'instant, les organismes nationaux et régionaux travaillent encore ensemble. Il demande à l'auteur s'il n'est pas possible de revoir la formulation de son texte.

Quant à la proposition de modification tendant à prévoir des objectifs quantifiés, à court et moyen terme, le Secrétaire d'Etat estime que les chiffres ne sont pas souhaitables et que la formulation doit être revue car on ne peut créer de structures nouvelles.

Au sujet de la proposition de modification relative à la deuxième vague d'U. R. E. à moyen et long terme, le Secrétaire d'Etat demande s'il n'est pas ambitieux d'évoquer dès à présent une « deuxième vague d'U. R. E. ».

L'auteur ne demande pas que ses propositions soient reprises littéralement mais insiste pour que figurent dans le texte :

- les buts quantifiés que l'on veut atteindre et les moyens qui seront utilisés pour le faire;
- une politique à moyen et à long terme, qui doit être conçue dès à présent.

Le Secrétaire d'Etat répond ensuite aux propositions de modifications de MM. Dierickx et Deleuze.

En ce qui concerne la proposition de modification tendant à prévoir la stabilisation et, à moyen terme, la réduction de la consommation d'énergie primaire, le Secrétaire d'Etat déclare que cette stabilisation et cette réduction constituent un objectif de l'U. R. E. Mais il s'agit ici d'une mauvaise vision des problèmes économiques et énergétiques. Si le P. N. B. recule, la consommation d'énergie primaire reculera également, mais cela entraînera des dommages sociaux (pertes d'emplois). Or, l'aspect social doit être pris en compte dans les objectifs du Gouvernement. On ne peut à la fois réduire la consommation d'énergie primaire et stabiliser le P. N. B.

En réponse à la proposition de modification tendant à étendre le programme d'action à tous les secteurs de production, de transformation, de distribution et de consommation d'énergie, le Secrétaire d'Etat déclare que, bien que la formulation ne soit pas des meilleures (redondances), le Gouvernement est prêt à accepter la proposition si la Commission le souhaite.

De Staatssecretaris antwoordt vervolgens op de voorstellen tot wijziging van de heer Dupré.

Het voorstel tot wijziging waarin aan de Regering en aan de Gewestelijke Executieven gevraagd wordt een nieuw R. E. V.-plan uit te werken, is aanvaardbaar.

In verband met het voorstel tot wijziging ten einde de formulering met gedachtenstrepen te vervangen door een reeks zinnen — wat een nieuwe resolutie zou opleveren — waarin een R. E. V.-plan in het vooruitzicht gesteld wordt dat wordt uitgevoerd door een beperkt coördinatieorgaan, is de Staatssecretaris van oordeel dat de bladschikking met gedachtenstrepen duidelijker is.

Bovendien vraagt de auteur een orgaan voor coördinatie tussen de nationale en de gewestelijke organen. De Staatssecretaris is het ermee eens dat regelmatig overleg wordt gepleegd, maar hij vraagt geen nieuw orgaan op te richten.

De auteur merkt op dat het niet in zijn bedoeling ligt een nieuw orgaan op te richten, maar wel de personen, die in de bestaande instellingen zijn tewerkgesteld, te gebruiken om ze in een kleine cel te verzamelen.

De Staatssecretaris onderstreept dat de nationale en de gewestelijke organen thans nog samenwerken. Hij vraagt de auteur of het niet mogelijk is de formulering van zijn tekst te herzien.

In verband met het voorstel tot wijziging ten einde becijferde doelstellingen op korte en middellange termijn op te geven, meent de Staatssecretaris dat cijfers niet wenselijk zijn en dat de formulering moet worden herzien, want men kan geen nieuwe structuren oprichten.

In verband met het voorstel tot wijziging betreffende de tweede R. E. V.-golf op middellange en lange termijn vraagt de Staatssecretaris of het niet ambitieus is nu reeds van een « tweede R. E. V.-golf » te gewagen.

De auteur wenst niet zozeer dat zijn voorstel letterlijk wordt overgenomen; wel vraagt hij met aandrang de volgende ideeën in te tekst op te nemen.

- de becijferde doelstellingen die men wil bereiken en de middelen die ervoor zullen worden ingezet;
- een beleid op middellange en op lange termijn dat nu reeds moet worden ontworpen.

De Staatssecretaris antwoordt vervolgens op de voorstellen van wijziging die de heren Dierickx en Deleuze hebben ingediend.

Over het voorstel dat voorziet in stabilisatie en, op middellange termijn, in vermindering van het verbruik van primaire energie verklaart de Staatssecretaris dat dit een van de doelstellingen van het R. E. V. is. Maar dat is een onjuiste visie op de economische en energieproblemen. Als het B. N. P. terugloopt, zal dat ook het geval zijn met het verbruik van primaire energie maar de samenleving zal daaronder lijden (verlies van arbeidsplaatsen). De Regering moet met dit sociale aspect rekening houden. Tegelijk het verbruik van primaire energie terugschroeven en het B. N. P. stabiliseren is een onmogelijke opgave.

Wat het voorstel betreft om het actieprogramma tot alle takken van de productie, de transformatie, de distributie en het verbruik van energie te verruimen, zegt de Staatssecretaris dat de formulering weliswaar niet erg gelukkig is (herhalingen), maar dat de Regering bereid is het voorstel te aanvaarden indien de Commissie dat wenselijk acht.

En ce qui concerne la proposition de modification tendant à ajouter que l'isolation des bâtiments doit être assurée tant lors de la construction que de la rénovation, le Secrétaire d'Etat estime qu'il va de soi que des normes doivent être fixées en matière d'isolation, non seulement pour la construction de bâtiments neufs, mais aussi pour la rénovation des bâtiments.

Quant à l'énumération des mécanismes d'incitation, le Secrétaire d'Etat ne l'estime pas nécessaire.

Le Secrétaire d'Etat ne peut non plus accepter la suppression proposée des deux dernières lignes car cela supprime l'idée nouvelle de la prise en considération des systèmes dits « à énergie totale ».

En ce qui concerne la proposition de prévoir la mise en œuvre d'une politique des prix comme élément d'une politique d'inspiration sociale, le Secrétaire d'Etat estime qu'une telle vue est utopique. La Belgique est le pays où les charges globales ont été le plus reportées sur les producteurs industriels. Il faut réévaluer la situation sous peine de gros dommages pour l'emploi.

Quant à la proposition tendant à prévoir la création éventuelle d'organismes publics, le Secrétaire d'Etat ne peut l'accepter car cela tend à créer de nouveaux organismes.

Le Secrétaire d'Etat répond ensuite aux propositions de modifications de MM. M. Colla, De Batselier et Bossuyt.

En ce qui concerne la proposition tendant à prévoir la priorité pour l'U. R. E., le Secrétaire d'Etat signale que la mention de l'intérêt de l'U. R. E. pour l'économie figure dans les options globales, au point 4.

Au sujet de la proposition tendant à prévoir notamment la coproduction d'électricité et de chaleur et une stratégie de réorientation économique, le Secrétaire d'Etat estime que le contenu figure dans les options globales, dans l'option relative à l'U. R. E. et dans celle relative à la recherche-développement.

En ce qui concerne la proposition de modification de MM. W. Claes, M. Colla, De Batselier et Bossuyt, relative à un rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur les résultats de la politique d'U. R. E., le Secrétaire d'Etat rappelle qu'une proposition de modification de M. Dupré en ce sens a été acceptée (voir options globales). Un rapport sera établi sur la politique énergétique et ses résultats.

Le Secrétaire d'Etat poursuit en ce qui concerne les autres propositions de modifications de MM. M. Colla, De Batselier et Bossuyt. Quant à celle tendant à prévoir un pourcentage d'économie d'énergie pour 1990, il déclare que le Gouvernement ne désire pas se lier à des chiffres.

Quant à la proposition de modification relative à une réduction de la consommation d'énergie dans l'industrie, les ménages, le secteur tertiaire et les transports, le Secrétaire d'Etat déclare que, pour les auteurs, la formulation l'indique, l'U. R. E. ne s'inscrit pas dans une action plus générale visant à rétablir des conditions économiques favorables.

Over het voorstel tot toevoeging van de tekst dat zowel nieuwe als vernieuwde gebouwen moeten worden geïsoleerd, is de Statssecretaris van oordeel dat inzake isolatie vanzelfsprekend normen moeten worden bepaald, niet alleen voor nieuwbouw maar ook voor vernieuwing van bestaande gebouwen.

Een opsomming van de stimuleringsmaatregelen acht de Staatssecretaris onnodig.

Weglating van de laatste twee regels noemt de Staatssecretaris eveneens onaanvaardbaar omdat aldus het nieuwe idee verdwijnt om zogenoemde systemen « met totale energie » in gebruik te nemen.

De Staatssecretaris noemt het voeren van een prijsbeleid als element van een sociaal geïnspireerd beleid utopisch. België is het land waar de algemene lasten het meest op de industriële producenten worden afgeschoven. Die toestand moet opnieuw worden bekeken, zoniet zal de werkgelegenheid zware klappen krijgen.

Het voorstel om eventueel nieuwe overheidsinstellingen op te richten wijst de Staatssecretaris af.

De Staatssecretaris antwoordt vervolgens op de door de heren M. Colla, De Batselier en Bossuyt voorgestelde wijzigingen.

In verband met het voorstel dat ertoe strekt prioriteit te verlenen aan het R. E. V. wijst de Staatssecretaris erop dat de vermelding van het belang van het R. E. V. voor de energiebesparing voorkomt in punt 4 van de globale opties.

Wat betreft het voorstel dat er met name toe strekt de gecombineerde productie van elektriciteit en warmte te realiseren evenals een strategie welke gericht is op de economische heroriëntering, meent de Staatssecretaris dat de inhoud van dat voorstel opnemene is in de globale opties, in de optie met betrekking tot het R. E. V. en in die betreffende het onderzoek en de ontwikkeling.

Met betrekking tot de wijziging voorgesteld door de heren W. Claes, M. Colla, De Batselier en Bossuyt betreffende het verslag dat jaarlijks door de Regering zou moeten worden uitgebracht bij het Parlement over de uitslagen van het R. E. V.-beleid, herinnert de Staatssecretaris eraan dat een wijzigingsvoorstel van de heer Dupré dat dezelfde richting uitgaat, werd aangenomen (zie de globale opties). Over het energiebeleid en de resultaten ervan zal een verslag worden opgesteld.

De Staatssecretaris handelt verder over de andere voorstellen tot wijziging ingediend door de heren Colla, De Batselier en Bossuyt. In verband met het voorstel dat ertoe strekt voor 1990 een bepaald besparingspercentage voor te stellen verklaart hij dat de Regering zich niet wil binden aan bepaalde cijfers.

In verband met het wijzigingsvoorstel dat ertoe strekt het energieverbruik te verminderen in de nijverheid, de gezinnen, de tertiaire sector en het vervoer, verklaart de Staatssecretaris dat volgens de auteurs — en de tekst wijst daarop — het R. E. V. zijn plaats niet vindt in een meer algemeen beleid dat erop gericht is opnieuw gunstige economische voorwaarden te creëren.

Concernant la proposition de modification relative à des mécanismes sélectifs d'encouragement pour l'U. R. E., et à leur financement, le Secrétaire d'Etat déclare que c'est déjà prévu dans le projet du Gouvernement et que ce n'est pas en allongeant et en précisant le texte que l'action sera renforcée. En outre, le texte proposé crée un organisme supplémentaire.

L'un des auteurs réplique qu'il ne s'agit nullement de créer un nouvel organisme, mais uniquement, en prévoyant un poste budgétaire dans le budget du département des Affaires économiques, de créer un circuit financier réservé au financement des mécanismes d'encouragement à l'U. R. E. Il cite l'exemple du Fonds de rénovation industrielle.

Le Secrétaire d'Etat estime qu'il n'est pas possible de créer un nouveau circuit financier sans nouvel organisme et demande le rejet de la proposition de modification.

Concernant la proposition de modification relative à la liaison des aides publiques aux entreprises avec investissements en matière d'U. R. E., le Secrétaire d'Etat déclare que l'idée figure déjà dans les options globales.

Quant à la proposition de modification relative à la mise en place de structures efficaces chargées de la politique d'U. R. E., il estime que ce sont des redites.

En réponse à la proposition de modification relative à la mise en œuvre d'une politique globale du chauffage le Secrétaire d'Etat déclare que la matière a déjà été traitée au point de vue normatif.

Concernant la proposition de modification relative au chauffage urbain il déclare qu'il faut prouver la rentabilité du chauffage urbain avant de l'adopter. Les investissements à consentir sont plus élevés que l'économie d'énergie elle-même.

D'après le rapport S. P. P. S./Plan du 4 février 1982, l'investissement moyen pour mesures U. R. E.-industrie est de 20 100 FB (1980)/t. é. p. économisée.

Pour la production combinée, avec utilisation de la chaleur in-situ dans l'industrie, l'investissement moyen est supérieur de 5 à 6 % (20 700 FB 1980/t. é. p. économisée).

Le Secrétaire ajoute encore que selon le rapport I. R. E. S. (1981), cet avantage sur la balance des paiements suscité par le développement — de la production combinée industrielle (600 MWE, par ex.) — du chauffage urbain (4 000 MW raccordés) se traduit par une dépense en capital 4 fois plus importante pour le développement des réseaux de chauffage urbain.

Le Secrétaire d'Etat aborde ensuite les propositions de modifications de MM. Verberckmoes, Denys et Ducarme. Il demande le rejet de la proposition de modification tendant à prévoir le contrôle des normes imposées uniquement dans le secteur public. Il ajoute qu'il n'est cependant pas partisan de multiplier dans les entreprises les contrôles administratifs qui empêchent le chef d'entreprise de gérer et d'innover.

D'autre part, le Secrétaire d'Etat déclare pouvoir accepter la proposition de modification tendant à ajouter le mot « agricole » au premier alinéa.

Le Secrétaire d'Etat en vient à l'examen des propositions de M. Ansoms.

Concernant la proposition de mise sur pied, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1983, d'un programme d'action d'U. R. E., il déclare que, si le calendrier fixé pour l'examen des projets de résolutions est respecté, le programme d'action d'U. R. E. sera établi avant le 1<sup>er</sup> janvier 1983 mais qu'il est préfé-

Betreffende het voorstel van wijziging inzake selectieve mechanismen ter aanmoediging van het R. E. V. en de financiering daarvan, zegt de Staatssecretaris dat daarin reeds door het regeringsontwerp voorzien wordt en dat men niet tot betere resultaten komt door de tekst langer te maken en hem nader te omschrijven. Daarenboven heeft de voorgestelde tekst de oprichting van een nieuwe instelling tot gevolg.

Een van de indieners werpt op dat het niet de bedoeling is een nieuwe instelling op te richten, doch wel een financieel « circuit » in het leven te roepen voor de financiering van de mechanismen ter aanmoediging van het R. E. V., waartoe op de begroting van het departement van Economische Zaken een aparte begrotingspost zou worden ingeschreven. Hij verwijst hierbij naar een voorbeeld zoals het Fonds voor Industriële Vernieuwing.

De Staatssecretaris is de mening toegedaan dat men geen nieuw financieel « circuit » kan instellen zonder een nieuwe instelling op te richten en hij vraagt dan ook dat het voorstel tot wijziging verworpen wordt.

Omtrent het voorstel tot wijziging betreffende het koppelen van de overheidssteun aan de ondernemingen aan investeringen in R. E. V.-projecten verklaart de Staatssecretaris dat die idee reeds geformuleerd is in de globale opties.

Het voorstel tot wijziging betreffende de oprichting van efficiënte structuren die belast worden met het voeren van het R. E. V.-beleid is volgens hem een herhaling van wat vroeger reeds gezegd werd.

Inzake het voorstel tot wijziging betreffende het voeren van een globaal verwarmingsbeleid, verklaart de Staatssecretaris dat de normen van dat beleid reeds ter sprake zijn gekomen.

Omtrent het voorstel tot wijziging betreffende de stadsverwarming, merkt hij op dat hij pas dan voor stadsverwarming gewonnen zal zijn als de rentabiliteit ervan bewezen is. Met de investeringen op dat vlak zijn grotere bedragen gemoeid dan de energiebesparing zelf ooit kan opbrengen.

Volgens het rapport van de D. P. W. P. (Plan van 4 februari 1982) belooft de gemiddelde investering in verband met de maatregelen inzake R. E. V. in de industrie 20 100 BF (1980) per bezuinigde t. o. e.).

Voor de gecombineerde produktie waarbij warmte in de industrie ter plaatse wordt benut liggen de investeringen gemiddeld 5 tot 6 % hoger (20 700 BF/1980/per bezuinigde t. o. e.).

De Staatssecretaris voegt hieraan toe dat volgens het I. R. E. S.-rapport (1981) het overschot op de betalingsbalans, als gevolg van de ontwikkeling van de gecombineerde produktie in de industrie (600 MWE, b.v.) en de stadsverwarming (4 000 MW aangesloten), een 4maal hogere kapitaaluitgave voor de ontwikkeling van stadsverwarmingsnetten vergt.

Daarop behandelt de Staatssecretaris de voorstellen van amendement van de heren Verberckmoes, Denys en Ducarme. Hij vraagt het voorstel tot instelling van een controle in zake de normen die uitsluitend voor de overheid gelden, te verwerpen. Wel voegt hij daaraan toe dat hij geen voorstander is van nieuwe administratieve controles in de bedrijven waardoor bedrijfsleiding en innovatie worden tegengewerkt.

Verder kan de Staatssecretaris instemmen met het voorstel om in het eerste lid, in fine, de woorden « en de vervoersector omvat » te vervangen door de woorden « en de landbouw- en vervoersector omvat ».

Daarop gaat de Staatssecretaris over tot de bespreking van de voorstellen van de heer Ansoms.

Over het voorstel om vóór 1 januari 1983 een actieprogramma inzake R. E. V. op te stellen, verklaart hij dat, indien de agenda voor de behandeling van de ontwerp-resoluties wordt nageleefd, het actieprogramma inzake R. E. V. vóór 1 januari 1983 zal worden vastgesteld maar

nable de ne pas se lier par une date. En outre, le pourcentage de 15 % cité n'est pas certain.

D'autre part, le Secrétaire d'Etat peut accepter l'énumération citée dans la proposition de modification et complétant les secteurs dans lesquels il faut prévoir l'adoption de mesures normatives.

Enfin, il se déclare d'accord avec la correction de forme figurant en première partie de la proposition de modification relative au septième alinéa.

Quant à la seconde partie de la proposition, elle peut être acceptée moyennant un élargissement de la formulation permettant la récupération à partir des déchets, non seulement de chaleur, mais aussi de matières premières.

Le Secrétaire d'Etat aborde ensuite les propositions de modification de M. Rigo.

La proposition relative à la présentation par le Gouvernement au Parlement d'un rapport annuel sur l'U. R. E. a été acceptée dans les options globales.

Concernant la proposition complétant les secteurs dans lesquels il faut prévoir l'adoption de mesures normatives et réglementaires, le Secrétaire d'Etat estime que l'énumération est superflue et qu'en outre, il ne convient pas de mettre sur le même pied les mesures normatives et réglementaires.

La proposition tendant à compléter l'alinéa figurant après le cinquième tiret est une redondance. Cela figure dans les options globales telles qu'elles ont été acceptées.

La proposition tendant à mentionner, à l'alinéa premier, tiret 6, le niveau scolaire, constitue une idée nouvelle qui peut être acceptée.

Enfin, quant à la proposition tendant à étoffer l'alinéa 1, tiret 7, et à remplacer l'alinéa 2, les précisions citées ne sont pas nécessaires.

Le Secrétaire d'Etat répond ensuite à la proposition de M. Burgeon portant sur l'encouragement des transports en commun.

Selon le Secrétaire d'Etat, les transports en commun ne sont pas toujours garants de l'U. R. E. Un train consomme autant d'énergie que 25 voitures particulières et, s'il transporte moins de 25 passagers, l'économie d'énergie sera nulle.

Dès lors, le rejet de la proposition est demandé.

Le Secrétaire d'Etat répond enfin aux propositions de M. Fedrigo.

Au sujet de la proposition relative à la mise en œuvre d'une politique systématique et volontariste d'U. R. E., il estime qu'il s'agit de considérations et non de recommandations précises. En outre, ces considérations ne sont pas nécessaires, les responsables de l'énergie connaissant les enjeux de l'U. R. E.

Concernant la proposition de prévoir également le contrôle des normes imposées dans les grandes entreprises privées, le Secrétaire d'Etat estime qu'il ne faut pas mêler secteur public et secteur privé.

Selon les calculs actuels, les résultats de l'U. R. E. seraient beaucoup plus faibles dans le secteur public que dans le secteur privé car les entreprises privées pratiquent un auto-contrôle fondé sur le taux de rentabilité.

Enfin, quant à la proposition de modification relative notamment à l'instauration de tarification progressives et à la création dans chaque commune d'un service pour la conservation de l'énergie, le Secrétaire d'Etat précise que le Gouvernement compte exercer une action de propagande auprès des communes pour qu'elles pratiquent une poli-

dat beter geen datum wordt vooropgesteld. Bovendien staat het genoemde percentage, namelijk 15 %, niet vast.

Overigens kan de Staatssecretaris instemmen met de opsomming in het voorstel tot wijziging en aanvulling van de sectoren waarvoor normatieve maatregelen moeten worden bepaald.

Ten slotte kan hij akkoord gaan met de wijziging naar de vorm die vermeld is in het eerste gedeelte van het voorstel van amendement betreffende het zevende lid.

Het tweede gedeelte van dat voorstel kan worden aanvaard mits het ruimer wordt geformuleerd, zodat uit afval niet alleen warmte maar ook grondstof kan worden teruggewonnen.

De Staatssecretaris behandelt vervolgens de voorstellen van amendement van de heer Rigo.

Het voorstel om de Regering jaarlijks verslag te laten uitbrengen bij het Parlement over het R. E. V. werd aangenomen in de globale opties.

In verband met het voorstel tot aanvulling van de sectoren waarin normatieve en reglementaire maatregelen worden genomen, meent de Staatssecretaris dat de opsomming overbodig is en dat het daarenboven niet opgaat de normatieve en de reglementaire maatregelen op gelijke voet te plaatsen.

Het voorstel dat ertoe strekt het lid na het vijfde streepje aan te vullen is een overbodige herhaling. Die tekst komt reeds voor in de globale opties zoals die werden goedgekeurd.

Het voorstel dat ertoe strekt in lid 1, zesde streepje, het onderwijsniveau te vermelden, is een nieuwe idee die kan worden aanvaard.

In verband met het voorstel dat ertoe strekt het eerste lid, zevende streepje, aan te vullen en het tweede lid te vervangen, meent de Staatssecretaris dat de voorgestelde verduidelijking niet nodig is.

De Staatssecretaris antwoordt vervolgens op het voorstel van de heer Burgeon betreffende het bevorderen van het openbaar vervoer.

Volgens de Staatssecretaris is het gebruik van het openbaar vervoer niet steeds een waarborg voor een R. E. V. Een trein verbruikt evenveel energie als 25 personenwagens en wanneer hij minder dan 25 reizigers vervoert, is er van energiebesparing helemaal geen sprake.

Daarom vraagt hij het voorstel te verwerpen.

De Staatssecretaris antwoordt tenslotte op de voorstellen van de heer Fedrigo.

In verband met het voorstel betreffende het uitwerken van een systematisch en voluntaristisch R. E. V.-beleid is de Staatssecretaris van oordeel dat het hier gaat om beschouwingen en niet om nauwkeurige aanbevelingen. Bovendien zijn die beschouwingen volgens de Staatssecretaris niet nodig want de inzake energie verantwoordelijke personen zijn zich bewust van het belang van het R. E. V.

Handelend over het voorstel dat ertoe strekt eveneens toezicht te houden op de opgelegde normen in de grote privé-bedrijven, meent de Staatssecretaris dat de overheidssector niet met de privé-sector mag worden vermengd.

Volgens de huidige berekeningen zouden de resultaten van het R. E. V. heel wat minder gunstig zijn in de overheidssector dan in de privé-sector omdat de privé-bedrijven een zelfcontrole voeren welke steunt op de graad van rendabiliteit.

In verband met het wijzigingsvoorstel betreffende het invoeren van progressieve tarieven en de oprichting, in elke gemeente, van een dienst voor het behoud van de energie, preciseert de Staatssecretaris dat de Regering van plan is een propagandacampagne te voeren bij de gemeenten opdat deze een R. E. V.-beleid zouden voeren; het zijn echter



tique d'U. R. E., mais que c'est à elles qu'il incombe de décider. Le retrait ou le rejet de la proposition de modification est donc demandé.

\* \* \*

Les auteurs des propositions formulent diverses répliques aux réponses du Secrétaire d'Etat.

Celui-ci souhaite des textes concis. Mais il est nécessaire que les résolutions aient également une valeur éducative.

D'autre part, les chiffres cités par le Secrétaire d'Etat sans contexte ne signifient pas grand chose. Dire que, dans la C. E. E., la Belgique a, de 1973 à 1981, fait 16 % d'économie d'énergie ne suffit pas. Il faudrait en outre préciser le point de départ de chaque pays. Si les chiffres relatifs aux résultats escomptés d'une politique d'U. R. E. étaient dépassés, il faudrait simplement se réjouir.

D'autre part, le parallélisme entre la réduction de la croissance de consommation énergétique et la réduction du P. N. B. n'est pas toujours vrai et il peut être cassé. C'est d'ailleurs le fondement de la proposition de modification de M. Dupré, que le Secrétaire d'Etat a déclaré pouvoir accepter et qui cite la nécessité de maîtriser au maximum la demande d'énergie, ce qui ne réduira pas nécessairement l'emploi. En outre, l'U. R. E. est créative d'emploi.

L'U. R. E. est plus active dans le domaine industriel car c'est là que les incitants sont les plus forts, à savoir la réduction des coûts de production.

La tarification actuelle, qui est dégressive, favorise les gros utilisateurs et pousse à la consommation.

Quant aux transports en commun, les statistiques indiquent que, par voyageur et par kilomètre, ils consomment sept fois moins d'énergie que la voiture individuelle. Mais si le démantèlement des transports publics se poursuit, il est évident qu'il y a un effet « boule de neige » et que, plus le service est mauvais, plus le nombre d'usagers se réduit et plus le déficit s'accroît.

Selon un autre auteur, il est impossible de concevoir une politique d'U. R. E. sans développer une politique des transports en commun. Le refus de la proposition de modification démontre qu'en réalité, le Gouvernement ne désire pas pratiquer une politique d'U. R. E. qui irait à l'encontre des intérêts des producteurs d'électricité et des entreprises pétrolières.

L'un des auteurs déplore la réponse négative du Secrétaire d'Etat au sujet de sa proposition de supprimer le contrôle des normes d'U. R. E. dans le secteur privé alors que celui-ci a fait le maximum, depuis 1974, pour utiliser rationnellement l'énergie et comprimer les frais d'exploitation.

#### *Deuxième option*

La deuxième option proposée par le Gouvernement en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie préconise qu'« un effort particulier de récupération de l'énergie soit fait sur les installations industrielles consommatrices ou productrices d'énergie, et du secteur tertiaire ».

Aucune proposition visant la modification de cette option n'a été déposée.

#### *Troisième option*

La troisième option proposée par le Gouvernement préconise « que soient mis en œuvre des systèmes permettant l'écrêtage des pointes dans l'utilisation du gaz et de l'électricité ».

MM. Dierickx et Deleuze (n° 136) proposent la suppression de cette option.

de gemeenten die beslissen. Derhalve vraagt de Staatssecretaris de verwerping van het voorstel.

\* \* \*

De auteurs van de voorstellen repliceren op de antwoorden van de Staatssecretaris.

Deze laatste wenst bondige teksten. Toch moeten de resoluties een educatieve waarde hebben.

Anderzijds staan de door de Staatssecretaris aangehaalde cijfers volledig los van elkaar en zij hebben niet veel om het lijf. Het volstaat niet te zeggen dat België in E. E. G.-verband tussen 1973 en 1981 16 % energie bespaarde als men niet weet hoe iedere lidstaat er in het begin voorstond. Mochten de prognoses inzake R. E. V.-beleid achterhaald zijn, dan kan men zich daar alleen over verheugen.

Anderzijds is het niet altijd zo dat een tragere groei van het energieverbruik noodzakelijkerwijze gepaard gaat met een daling van het B. N. P., wel integendeel. Op die overweging steunt trouwens het voorstel van de heer Dupré dat de Staatssecretaris zegt te kunnen onderschrijven en waarin de noodzaak beklemtoond wordt om de energievraag zo goed mogelijk te beheersen zonder dat de werkgelegenheid daardoor ipso facto in het gedrang komt. Het R. E. V. resulteert daarenboven in het creëren van nieuwe arbeidsplaatsen.

Dat er in de industrie het meest aan R. E. V. wordt gedaan, is te verklaren door het feit dat daar de sterkste stimulansen aanwezig zijn, met name de verlaging van de produktiekosten.

De huidige degressieve tarieven begunstigen de grote verbruikers en zetten aan tot verbruiken.

Inzake openbaar vervoer blijkt uit de statistieken dat dit soort vervoer per reiziger en per kilometer zevenmaal minder energie verbruikt dan de personenwagens. Indien de aftakeling van het openbaar vervoer wordt voortgezet, ligt het voor de hand dat er een « sneeuwbal effect » zal ontstaan en dat hoe slechter de dienst wordt, des te minder de reizigers er gebruik van zullen maken en des te zwaarder het deficit zal worden.

Volgens een ander lid kan niet aan een R. E. V.-beleid worden gedacht zonder een beleid inzake openbaar vervoer te ontwikkelen. Het afwijzen van het voorstel tot wijziging bewijst dat de Regering helemaal niet wenst een R. E. V.-beleid te voeren, dat trouwens tegen de belangen van de elektriciteitsproducenten en van de petroleumbedrijven zou ingaan.

Eén van de indieners betreurt het negatieve antwoord van de Staatssecretaris betreffende zijn voorstel tot opheffing van de controle op de R. E. V.-normen in de privé-sector, terwijl die sector sedert 1974 de grootste inspanning heeft geleverd om de energie op rationele wijze te gebruiken en de bedrijfskosten te drukken.

#### *Tweede optie*

De tweede door de Regering voorgestelde optie inzake rationeel energieverbruik beveelt « een bijzondere inspanning » aan « voor de terugwinning van energie op het vlak van de energieverbruikende of -producerende industriële installaties, en van de tertiaire sector ».

Geen enkel voorstel tot wijziging van deze optie werd ingediend.

#### *Derde optie*

In de derde door de Regering voorgestelde optie wordt « het uitwerken van stelsels waardoor de pieken van het gas- en elektriciteitsverbruik worden afgevlakt » aanbevolen.

De heren Dierickx en Deleuze (n° 136) stellen voor dat deze optie zou worden weggelaten.



Ils soulignent que l'écrêtage des pointes de consommation dans le secteur du gaz et de l'électricité vise uniquement une meilleure utilisation des installations de production et de distribution et ne permet pas en tant que tel une économie d'énergie. Ils estiment qu'une telle recommandation pourrait éventuellement figurer dans les options en matière de gaz et d'électricité.

M. Rigo (n° 137), propose que la troisième option en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie soit libellée comme suit :

« La Chambre des Représentants,

— préconise que soit mis en place un système de tarification visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie, l'écrêtage des pointes et les modulations saisonnières, les échanges d'énergie et la récupération d'énergie. »

M. Rigo est d'avis qu'il est nécessaire de préciser de manière nette le sens dans lequel doit s'orienter la politique de tarification.

Le Secrétaire d'Etat souligne que cette option doit permettre d'agir au niveau de la demande. Il s'oppose à la proposition de MM. Dierickx et Deleuze et fait observer que l'on dispose encore d'autres moyens que la tarification pour écrêter les pointes de consommation. Que l'on songe par exemple à la modification des horaires de travail. Il s'avère dès lors que le texte proposé par le Gouvernement est plus large que celui que M. Rigo préconise.

#### *Quatrième option*

La quatrième option proposée par le Gouvernement préconise « qu'à la diversification des combustibles corresponde une diversification des techniques d'utilisation de ceux-ci. »

MM. Dierickx et Deleuze (n° 138), proposent un autre texte rédigé comme suit :

« Préconise que chaque combustible soit utilisé, en fonction de ses usages spécifiques. »

A chaque combustible correspond une gamme d'usages spécifiques : ce sont les usages qui se justifient le mieux au point de vue de la thermodynamique. C'est pourquoi il est essentiel qu'une politique d'U. R. E. se base sur ces usages particuliers et ne favorise pas toutes les utilisations auxquelles un combustible peut se prêter. MM. Dierickx et Deleuze estiment par conséquent que, dans le texte du Gouvernement, les mots « une diversification des techniques » doivent au moins être remplacés par les mots « la diversification la plus judicieuse des techniques », ce qui implique que les techniques d'utilisation devraient se justifier sur le plan écologique.

Le Secrétaire d'Etat demande quel combustible il convient dès lors d'utiliser pour le chauffage, si tous les combustibles doivent être utilisés en fonction de leur usage spécifique. S'ils servent au chauffage, le pétrole, le gaz et l'électricité ne sont nullement utilisés en fonction de leur usage spécifique !

Il estime que s'il est par exemple fait un usage plus intensif du charbon dans le cadre de la diversification, une diversification des techniques d'utilisation du charbon s'imposera également.

Zij wijzen er op dat het afvlakken van de verbruikspieken in de gas- en elektriciteitssector enkel een optimaler gebruik van de productie- en distributieinstallaties beoogt, maar als dusdanig niet resulteert in energiebesparing. Een dergelijke aanbeveling kan volgens hen eventueel wel worden opgenomen in de opties inzake gas en electriciteit.

De heer Rigo (n° 137) stelt voor dat de derde optie inzake rationeel energieverbruik als volgt zou luiden :

« De Kamer van Volksvertegenwoordigers,

— beveelt aan dat een tarificatiestelsel wordt ingevoerd dat beoogt het rationeel energieverbruik, de afvlakking van de pieken en de seizoenschommelingen, de uitwisseling van energie en de terugwinning van energie aan te moedigen. »

De heer Rigo is van oordeel dat de zin waarin het tarificatiebeleid moet worden gevoerd, duidelijker gepreciseerd dient te worden.

De Staatssecretaris wijst erop dat deze optie een ingrijpen t.a.v. de vraag beoogt. Hij kant zich tegen het voorstel van de heren Dierickx en Deleuze. Hij wijst er voorts op dat met het oog op het afvlakken van de pieken nog andere middelen dan het tarief kunnen worden aangewend. Men denke bij voorbeeld aan wijzigingen van de arbeidsuurroosters. Meteen blijkt dan ook dat de door de Regering voorgestelde tekst ruimer is dan die van de heer Rigo.

#### *Vierde optie*

In de vierde door de Regering voorgestelde optie wordt aanbevolen « dat de diversifiëring voor de brandstoffen overeenstemt met de diversifiëring van de gebruikstechnieken ervan. »

De heren Deleuze en Dierickx (n° 138), stellen voor dat de vierde optie als volgt zou leiden :

« Beveelt aan dat iedere brandstof volgens haar specifiek gebruik gebezigd wordt. »

Volgens hen beantwoordt aan iedere brandstof een gamma van specifieke gebruiken, met name die gebruiken welke uit thermodynamisch oogpunt het meest verantwoord zijn. Het is dan ook van essentieel belang dat een R. E. V.-beleid op die bijzondere gebruiken zou steunen, zonder dat het gebruik van iedere brandstof voor alle mogelijke doeleinden begunstigd wordt. Om dit laatste te voorkomen, dienen volgens de heren Dierickx en Deleuze in de tekst van de Regering de woorden « diversifiëring van de gebruikstechnieken » minstens te worden voorafgegaan door de woorden « de meest verantwoorde ». De diversifiëring van de gebruikstechnieken zou dan vanuit ecologisch standpunt moeten verantwoord zijn.

De Staatssecretaris vraagt welke brandstof dan wel dient aangewend voor de verwarming, indien elke brandstof moet aangewend worden volgens haar specifiek gebruik. Petroleum, gas of elektriciteit worden geenszins gebezigd volgens hun specifiek gebruik, indien zij worden aangewend voor verwarming !

Wil men in het kader van de diversifiëring van de brandstoffen voortaan bij voorbeeld meer gebruik maken van steenkool, dan zal volgens de Staatssecretaris ook een diversifiëring van de gebruikstechnieken van steenkool nodig worden.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie ne rejette pas, a priori, les propositions qui visent à remplacer, dans le texte français, le mot « corresponde » par les mots « s'accompagne de » et à substituer, dans le texte néerlandais, les mots « zou gepaard gaan met een diversifiëring van de gebruikstechnieken » aux mots « overeenstemt met de diversifiëring van de gebruikstechnieken ervan ».

### *Options complémentaires*

La Commission examine ensuite les propositions tendant à compléter le texte du Gouvernement par d'autres options en matière d'U. R. E.

Ainsi, M. Fedrigo (n<sup>os</sup> 139, 140 et 141) propose d'ajouter trois options.

Il est d'avis que la politique menée en matière de chauffage est un des aspects les plus importants de la politique d'U. R. E. et doit donc être clairement définie.

De plus, il y a lieu de définir clairement le rôle des entreprises dans le cadre de la politique d'U. R. E.

Enfin il y a lieu de préciser certains types d'économies à réaliser dans la consommation des ménages, sans pour autant altérer le niveau de vie de ceux-ci.

Le texte de ces trois options supplémentaires est libellé comme suit :

a) 1<sup>o</sup> Souhaite que le Gouvernement élabore une politique globale de chauffage dans le cadre de sa politique d'U. R. E., en tenant compte des spécificités des différentes régions et en intégrant tous les aspects relatifs au chauffage, à savoir les campagnes d'information et de sensibilisation, la politique d'isolation, l'application de sources d'énergie alternatives à des fins de chauffage, la géothermie et le chauffage à distance;

2<sup>o</sup> Souhaite que dans le cadre de la politique de chauffage susmentionnée des campagnes spécifiques d'information et de sensibilisation soient menées en direction des consommateurs, des installateurs d'appareils de chauffage, des architectes, des milieux de l'industrie, des administrations communales et de l'enseignement;

3<sup>o</sup> Souhaite que dans le cadre de la politique de chauffage susmentionnée soit élaborée une réglementation générale sur la publicité pour les appareils de chauffage, décourageant la publicité pour des appareils électriques de chauffage, à l'exception des pompes à chaleur;

4<sup>o</sup> Demande la mise au point d'une politique d'isolation qui comprendrait notamment les mesures suivantes : la fixation de normes minimales d'isolation pour la construction de nouveaux logements et la rénovation, des primes d'encouragement pour l'amélioration de l'isolation thermique de bâtiments existants et un encouragement à l'utilisation de l'énergie solaire passive;

5<sup>o</sup> Souhaite que le Gouvernement encourage le recours aux sources d'énergie alternatives et aux systèmes non conventionnels de chauffage ambiant et de chauffage de l'eau sanitaire en fournissant des prêts à bon marché;

6<sup>o</sup> Souhaite que le Gouvernement encourage l'installation d'équipements « à énergie totale » pour la production simultanée de chaleur et d'électricité, ainsi que de pompes à chaleur au gaz dans des immeubles à appartements, des bâtiments publics, des bâtiments utilitaires et dans l'industrie;

7<sup>o</sup> Demande la création d'une institution publique appelée Districhaleur qui programmera, concevra, construira et

De Staatssecretaris voor Energie staat niet afwijzend tegenover volgende voorstellen tot wijziging van de regerings-tekst : in de Nederlandse tekst worden de woorden « overeenstemt met de diversifiëring van de gebruikstechnieken ervan » vervangen door de woorden « zou gepaard gaan met een diversifiëring van de gebruikstechnieken »; in de Franse tekst wordt het woord « corresponde » vervangen door « s'accompagne de ».

### *Bijkomende opties*

Vervolgens onderzoekt de Commissie de voorstellen die ertoe strekken de regeringstekst aan te vullen met nog andere R. E. V.-opties.

Aldus stelt de heer Fedrigo (n<sup>os</sup> 139, 140 en 141) drie bijkomende opties voor.

Hij is van mening dat verwarming wellicht een van de voornaamste aspecten is van het beleid inzake R. E. V. en dat ter zake dus duidelijkheid gewenst is.

Voorts dient ook de rol van de ondernemingen in het R. E. V.-beleid duidelijk omschreven.

Tenslotte dienen bepaalde energiebesparingen te worden vermeld in verband met het gezinsverbruik zonder daarom de levensstandaard in het gedrag te brengen.

De tekst van deze drie bijkomende opties luidt als volgt :

a) 1<sup>o</sup> Wenst dat de Regering een globaal verwarmingsbeleid uitwerkt in het raam van haar R. E. V.-beleid, met inachtneming van de specifieke eigenschappen van de verschillende gewesten en met integratie van alle aspecten betreffende de verwarming, met name de informatie- en sensibiliseringscampagne, het isolatiebeleid, de toepassing van alternatieve energiebronnen voor verwarmingsdoeleinden, de geothermie en de afstandsverwarming;

2<sup>o</sup> Wenst dat in het raam van het bovenstaande verwarmingsbeleid specifieke informatie- en sensibiliseringscampagnes worden gevoerd ten behoeve van de consumenten, van de installateurs van verwarmingsapparaten, van de architecten, van de nijverheidskringen, van de gemeentebesturen en van het onderwijs;

3<sup>o</sup> Wenst dat in het raam van het bovenvermeld verwarmingsbeleid algemene reglementen worden uitgewerkt op het stuk van reclame voor verwarmingsapparaten, waarbij iedere reclame voor elektrische verwarmingsapparaten, met uitzondering van de warmtepompen, gedwarsboemd wordt;

4<sup>o</sup> Vraagt de uitwerking van een isolatiebeleid dat met name de volgende maatregelen omvat : de vaststelling van minimumnormen voor de isolatie van nieuwe woningen, aanmoedigingspremies voor de verbetering van de warmte-isolatie van bestaande gebouwen, alsmede het stimuleren van het gebruik van passieve zonne-energie;

5<sup>o</sup> Wenst dat de Regering het gebruik van alternatieve energiebronnen en van niet-conventionele systemen voor huis- en waterverwarming aanmoedigt door het verstrekken van goedkope leningen;

6<sup>o</sup> Wenst dat de Regering de installatie van full-energie-uitrustingen met het oog op de gelijktijdige produktie van warmte en elektriciteit alsmede van warmtepompen op gas in appartementsgebouwen, openbare gebouwen, collectieve gebouwen en in de industrie, zou aanmoedigen;

7<sup>o</sup> Vraagt de oprichting van een overheidsinstelling, Distriwarmte genaamd die, in de verschillende gewesten, netten

exploitera dans les diverses régions des réseaux de chauffage urbain et à distance et qui fournira cette chaleur aux intercommunales compétentes;

8° Souhaite que les communes se réunissent en intercommunales pures afin d'organiser de la manière la plus rationnelle possible la distribution de chaleur sur leur territoire;

9° Souhaite que Districhaleur établisse en collaboration avec les Sociétés de Développement Régional des cartes de chaleur précises pour chaque région avec un inventaire de la demande et de l'offre de chaleur, tant résidentielle qu'industrielle;

10° Souhaite que Districhaleur élabore, sur base de ces cartes de chaleur et en collaboration avec les Sociétés de Développement Régional, des projets de réseaux de chauffage urbain et à distance dans les différentes régions, alimentées par des centrales thermiques et combinées, chauffées de préférence au charbon, et visant également à récupérer un maximum de chaleur résiduaire des centrales électriques, des stations d'épuration des eaux et d'autres producteurs industriels de chaleur, tels les cokeries;

11° Souhaite que Districhaleur établisse sur base de ces projets des plans de développement et d'investissement portant sur une période de 25 ans;

12° Souhaite que les pouvoirs publics fassent du chauffage à distance une priorité nationale et mettent via les Sociétés nationale et régionale d'investissements des crédits à la disposition de Districhaleur pour la réalisation de ces projets;

13° Souhaite que Districhaleur, en attendant la réalisation des plans de développement susmentionnés, entame le plus tôt possible la réalisation de programmes expérimentaux de chauffage à distance dans les nouveaux quartiers afin d'acquérir les connaissances et l'expérience nécessaires;

14° Souhaite que le Conseil Consultatif pour la Conservation de l'Energie, après avis des comités sectoriels de contrôle, établisse une réglementation des tarifs pour le prix de la chaleur récupérée de l'industrie par Districhaleur, pour le prix de vente de la chaleur fournie par Districhaleur aux intercommunales compétentes et pour le prix de vente de la chaleur fournie par les intercommunales au consommateur;

15° Souhaite que soit encouragé le chauffage de quartiers dans le cadre de projets de rénovation urbaine et dans le cas de nouveaux quartiers;

16° Souhaite que les directions provinciales de l'Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire, ainsi que les services de planification des diverses administrations communales, fassent appel à des spécialistes en matière d'énergie afin d'évaluer le contenu énergétique de chaque projet;

17° Souhaite que chaque nouveau bâtiment dans les agglomérations urbaines soit obligatoirement équipé d'une possibilité de raccordement à un réseau de chauffage urbain;

18° Souhaite la réalisation de programmes expérimentaux pour le chauffage des logements et des serres au profit de l'horticulture en serre, au moyen d'énergie géothermique;

19° Demande un programme intensif de recherche géologique afin de pouvoir déterminer et localiser précisément le potentiel énergétique géothermique de notre pays;

b) 1° Souhaite la nomination d'un responsable à l'énergie dans chaque grande entreprise, la publication de bilans énergétiques annuels et le dépôt d'un rapport annuel à l'Administration pour l'Energie et au Conseil Consultatif pour la conservation de l'Energie comprenant les éléments suivants :

voor stadsverwarming en voor verwarming op afstand programmeert, ontwerpt bouwt en exploiteert en die warmte aan de bevoegde intercommunale verenigingen levert;

8° Wenst dat de gemeenten zich verenigen in zuiver intercommunale verenigingen, ten einde de warmtedistributie op hun grondgebied zo rationeel mogelijk te organiseren;

9° Wenst dat Distriwarmte in samenwerking met de gewestelijke ontwikkelingsmaatschappijen voor ieder gewest, precieze warmtekaarten opmaakt met een inventaris van de vraag en het aanbod van zowel residentiële als industriële warmte;

10° Wenst dat Distriwarmte, op basis van die warmtekaarten en in samenwerking met de gewestelijke ontwikkelingsmaatschappijen, in de verschillende gewesten projecten uitwerkt voor de aanleg van netten voor stadsverwarming en voor verwarming op afstand, welke netten gevoed worden met thermische en gecombineerde centrales die bij voorkeur met steenkolen worden aangedreven en waarbij er tevens naar gestreefd wordt zoveel mogelijk resterende warmte terug te winnen van de elektrische centrales, de waterzuiveringsstations en andere industriële warmteproducenten, zoals cokesfabrieken;

11° Wenst dat Distriwarmte op grond van die projecten ontwikkelings- en investeringsplannen over een periode van 25 jaar opmaakt;

12° Wenst dat de overheid plannen voor afstandsverwarming nationale voorrang verleent en aan Distriwarmte via de Nationale en de Gewestelijke Investeringsmaatschappijen kredieten toestaat om die plannen uit te voeren.

13° Wenst dat Distriwarmte in afwachting dat de voormelde ontwikkelingsplannen worden uitgevoerd zo spoedig mogelijk experimentele programma's voor afstandsverwarming in de nieuwe wijken opzet, om de nodige kennis en ondervinding op te doen;

14° Wenst dat de Adviserende Raad voor Energiebehoud op advies van de sectoriële controlecomités een reglementering vaststelt inzake de prijs van de door Distriwarmte teruggewonnen industriële warmte en inzake de prijs van de warmte die de intercommunale maatschappijen aan de gebruiker leveren;

15° Wenst dat wijkverwarming wordt aangemoedigd in het kader van projecten voor stadsvernieuwing en bij de aanleg van wijken;

16° Wenst dat de provinciale Directies van het Bestuur van Stedebouw en Ruimtelijke ordening, alsmede de diensten voor planning bij de gemeentebesturen een beroep doen op energiespecialisten om elk project inzake energie op zijn waarde te taxeren;

17° Wenst dat de verplichting wordt ingevoerd om alle nieuwe gebouwen in stadsagglomeraties te voorzien van de mogelijkheid tot aansluiting op een net voor stadsverwarming;

18° Wenst dat experimentele programma's worden opgezet voor de verwarming met geothermische energie van woningen en van serres ten behoeve van de glastuinbouw;

19° Vraagt dat een programma wordt opgemaakt voor intensief geologisch onderzoek om het geothermische potentieel van ons land duidelijk te kunnen vaststellen en bepalen;

b) 1° Wenst dat een verantwoordelijke voor de energie wordt benoemd in elke grote onderneming, dat jaarlijks de energiebalans wordt bekendgemaakt en een jaarverslag bij de Administratie voor Energie en bij de Consultatieve Raad voor Energiebehoud wordt ingediend bevattende de volgende gegevens :

- le bilan énergétique annuel;
- une estimation des investissements à fin d'économie d'énergie durant l'année écoulée et l'économie d'énergie qui en est résultée;
- les modifications auxquelles on peut s'attendre dans la consommation future d'énergie;

2° Souhaite que soit accordée une aide publique directe ou une aide sous la forme de mesures fiscales aux entreprises qui investissent dans des équipements à fin d'économie d'énergie;

3° Souhaite que le Centre d'Etude sur l'Energie à créer fournissent aux entreprises une assistance en savoir scientifique et en infrastructure pour réaliser des économies d'énergie;

4° Souhaite la création d'une banque de données au service de l'industrie pour les technologies qui permettent des économies d'énergie;

5° Souhaite que soit encouragée la production combinée d'électricité et de chaleur sous forme de centrales et d'installations « à énergie totale » dans l'industrie;

6° souhaite que soit encouragée, par des prêts à taux réduits, la construction d'installations de biogaz dans les entreprises agricoles, la construction d'installations d'épuration des eaux et l'installation d'entreprises productrices de déchets organiques fermentescibles.

c) 1° Souhaite que soient établies des normes maximum pour la consommation énergétique des réfrigérateurs, surgélateurs, lave-linge, lave-vaisselle, séchoirs et autres appareils électriques;

2° Souhaite que les appareils ménagers soient obligatoirement pourvus d'une étiquette mentionnant la consommation et le rendement de l'appareil. »

\* \* \*

M. Desaeyere préconise l'instauration de « taxes d'environnement » à charge des producteurs, en vertu du principe du « pollueur payeur ». A l'objection selon laquelle la compétitivité des entreprises en pâtirait, il oppose la nécessité d'aboutir à une autre conception de la société. Par ailleurs, on ne peut pas oublier que les produits et les processus de production non polluants nécessitent souvent beaucoup de main-d'œuvre. De plus, le traitement inégal, dans notre société, du « travail » et du « capital » en tant que facteurs de production provoque souvent du chômage. Ce déséquilibre peut être rétabli au moyen de taxes d'environnement.

L'option proposée par M. Desaeyere (n° 142) est rédigée comme suit :

« Recommande l'instauration de taxes sur l'énergie en vue de réduire l'utilisation de produits et de processus à haut coefficient énergétique et qui nuisent à l'environnement. En effet, une politique consistant à encourager et non à sanctionner entraîne la surconsommation, voire les surinvestissements. Il faut faire supporter par le consommateur de produits à haut coefficient énergétique, le coût social de sa consommation d'énergie, afin d'optimiser sur le plan social le niveau de la consommation et des investissements.

En outre, la charge budgétaire d'une telle politique de facilité serait insupportable. Une politique courageuse consisterait à promouvoir, mais également à sanctionner par le biais d'une sorte de « fonds de roulement » dans lequel serait versé le produit des taxes sur l'énergie et qui servirait à subventionner les investissements tendant à économiser l'énergie, selon les principes définis dans les options générales. »

\* \* \*

- de jaarlijkse energiebalans;
- een raming van de energiebesparende investeringen gedurende het verlopen jaar en de erdoor bespaarde energie;

— de wijzigingen die inzake toekomstig energieverbruik worden verwacht;

2° Wenst dat een rechtstreekse overheidssteun of een steun in de vorm van fiscale maatregelen wordt verleend aan de bedrijven die in energiebesparende apparatuur investeren;

3° Wenst dat het op te richten Studiecentrum voor energie aan de bedrijven een steun in wetenschappelijke know-how en in infrastructuur verleent om energie te besparen;

4° Wenst dat een databank ten dienste van de industrie wordt opgericht voor de technologieën die energie kunnen besparen;

5° Wenst dat de gecombineerde produktie van elektriciteit en warmte in de vorm van centrales en van « totaalenergie »-installaties in de industrie wordt aangemoedigd;

6° Wenst dat de bouw van biogasinstallaties in de landbouwbedrijven, de bouw van waterzuiveringsinstallaties en de installatie van bedrijven die voor gisting vatbare organische afval produceren, door middel van leningen tegen lage rentevoeten wordt aangemoedigd. »

c) 1° Wenst dat maximumnormen worden vastgesteld voor het energieverbruik van koelkasten, diepvriezers, wasmachines, vaatwasmachines, droogkasten en andere elektrische toestellen;

2° Wenst dat voor de huishoudtoestellen de verplichting opgelegd wordt een etiket te dragen waarop het verbruik en het rendement van het toestel wordt aangegeven. »

\* \* \*

De heer Desaeyere is voorstander van de invoering van « milieubelastingen » ten laste van de producenten, op grond van het principe dat « de vervuiler betaalt ». Tegenover het bezwaar dat aldus de competitiviteit van de ondernemingen in het gedrang komt, stelt hij de noodzaak van een alternatieve maatschappijvisie. Men mag bovendien niet uit het oog verliezen dat milieuzuivere produkten en productieprocessen vooral arbeidsintensief zijn. Voorts is er de ongelijke behandeling van de produktiefactoren « arbeid » en « kapitaal » in onze samenleving, die vaak tot werkloosheid leidt. Dit onevenwicht kan hersteld worden door milieubelastingen.

De door de heer Desaeyere (n° 142) voorgestelde optie luidt als volgt :

« Beveelt het invoeren aan van energiebelastingen ten einde het gebruik van energieintensieve en milieubelastende produkten en -processen te verminderen. Door enkel maar te belonen en niet te bestraffen ontstaat immers een overconsumptie en zelfs een overinvestering. Men moet de consument van energieintensieve produkten de sociale kost voor de gemeenschap laten dragen van zijn energieconsumptie ten einde zowel de consumptie als de investering op het sociaal optimale niveau te brengen.

Bovendien zou de budgettaire last van een dergelijke gemakkelijksheidspolitiek ondragelijk zijn. Een moedige politiek bestaat erin zowel te belonen als te bestraffen via een soort « rollend fonds » waarin de opbrengst van de energiebelastingen wordt gestort en waaruit de energiebesparende investeringen worden gesubsidieerd volgens de principes vervat in de algemene opties. »

\* \* \*

M. Deleuze (n° 143) propose une option complémentaire, libellée comme suit :

« Préconise que la politique U. R. E. mise en œuvre aboutisse après 5 ans à une réduction de 20 % de notre facture énergétique annuelle. »

Selon l'auteur, une telle politique permettra une réduction de la facture énergétique de 56 milliards de FB par an, soit approximativement 5,6 Mtep. Or, l'économie de 1 tep exige un investissement d'environ 30 000 FB. Il s'ensuit qu'il faudra investir  $(5,6 \times 10^6) \times 30\,000 \text{ FB} = 168 \text{ milliards de FB en 5 ans.}$

Si l'Etat octroyait des primes en capital à concurrence de 20 % de l'investissement, cela représenterait 33,6 milliards en 5 ans, soit 6,72 milliards par an. Le coût annuel serait donc de 672 F par habitant, ce qui correspond à la moyenne C. E. E.

\* \* \*

MM. M. Colla, De Batselier et Bossuyt (n° 144) proposent d'ajouter une option libellée comme suit :

« Estime qu'il faut consentir les efforts nécessaires en vue de promouvoir la production d'équipements permettant une utilisation rationnelle de l'énergie, notamment :

- en organisant une coordination étroite de l'action des organismes qui soutiennent la recherche appliquée et les activités de développement et de démonstration dans l'industrie;

- en intervenant financièrement pour soutenir les projets de démonstration;

- en prévoyant des subventions en vue de la diffusion commerciale des nouveaux procédés ou produits. »

L'un des auteurs souligne que le premier des moyens recommandés (coordination des organismes qui soutiennent la recherche appliquée) peut éventuellement être considéré comme une option en matière de recherche et de développement, aspects auxquels le Gouvernement a consacré un chapitre séparé.

En ce qui concerne les interventions de l'Etat, il n'est nullement opposé à un mécanisme de remboursement qui jouerait après la commercialisation. De tels mécanismes sont d'ailleurs déjà appliqués par la Communauté européenne.

Les auteurs estiment que la politique d'U. R. E. doit de toute façon s'insérer dans une politique industrielle rénovée et dans une politique d'innovations industrielles.

\* \* \*

Une option complémentaire, proposée par M. Kubla (n° 145), est libellée comme suit :

« Préconise que cette politique soit menée de manière telle que soit respecté au maximum le libre choix de chacun. »

L'auteur constate que bon nombre de mesures visant à réaliser des économies d'énergie contiennent les bases potentielles de contraintes diverses susceptibles, à la limite, de créer pour le citoyen des désagréments disproportionnés au but poursuivi.

\* \* \*

De heer Deleuze (n° 143) stelt een bijkomende optie voor, waarvan de tekst als volgt luidt :

« Dringt erop aan dat het ten uitvoer gelegde R. E. V.-beleid na 5 jaar leidt tot een vermindering van onze jaarlijkse energierekening met 20 %. »

Dergelijk beleid houdt volgens de auteur in dat de energierekening met 56 miljard BF per jaar wordt verlicht, wat overeenstemt met ongeveer 5,6 miljoen Mtoe. Welnu, een besparing van 1 toe vergt een investering van circa 30 000 BF. Over 5 jaar moet dus  $(5,6 \times 10^6) \times 30\,000 \text{ BF} = 168 \text{ miljard BF}$  worden geïnvesteerd.

In de veronderstelling dat de Staat kapitaalpremies verleent ten belope van 20 % van het investeringsbedrag, betekent dat 33,6 miljard in 5 jaar of 6,72 miljard per jaar. De jaarlijkse kosten bedragen dan 672 F per inwoner, wat overeenstemt met het E. E. G.-gemiddelde.

\* \* \*

De heren M. Colla, De Batselier en Bossuyt (n° 144) stellen een bijkomende optie voor, waarvan de tekst als volgt luidt :

« Meent dat de nodige inspanningen moeten gedaan worden met betrekking tot de bevordering van de produktie van R. E. V.-uitrustingen, o.m. door :

- nauwe coördinatie van de actie van de instellingen die steun verlenen aan het toegepast onderzoek en aan de activiteiten inzake ontwikkeling en demonstratie in de nijverheid;

- het voorzien van financiële tegemoetkomingen aan demonstratieprojecten;

- het voorzien van toelagen met het oog op de commerciële verspreiding van nieuwe procédés of produkten. »

Eén van de auteurs wijst erop dat het eerste van de drie aanbevolen middelen (coördinatie van de instellingen die steun verlenen aan het toegepast onderzoek) eventueel ook kan worden beschouwd als één van de opties inzake onderzoek en ontwikkeling die door Regering in een afzonderlijk hoofdstuk wordt behandeld.

Wat de overheidssteun betreft, staat hij geenszins afwijzend tegenover een mechanisme van terugbetaling dat na de commercialisering in werking zou treden. Dergelijke mechanismen worden trouwens toegepast door de Europese Gemeenschap.

Hoe dan ook, een R. E. V.-beleid moet volgens de auteurs kaderen in een vernieuwd industrieel beleid en in een beleid van industriële innovaties.

\* \* \*

Een bijkomende optie voorgesteld door de heer Kubla (n° 145) luidt als volgt :

« Beveelt aan dat dit beleid derwijze gevoerd wordt dat het de individuele vrijheid zoveel mogelijk eerbiedigt. »

De auteur stelt vast dat een groot aantal van de maatregelen die energiebesparing op het oog hebben, de kiem in zich dragen van allerlei beperkingen die in het uiterste geval voor de burger nadelen berokkenen die in omgekeerde verhouding staan tot de voordelen van het nagestreefde oogmerk.

\* \* \*

M. Ansoms (n<sup>os</sup> 146, 147, 148 et 149) propose d'ajouter quatre options libellées comme suit :

« a) Demande, au niveau national et régional, la création d'une cellule U. R. E. interdépartementale.

b) Demande de dresser d'urgence un inventaire détaillé de l'offre et de la demande de chaleur.

c) Demande d'ouvrir d'urgence une enquête sur la manière dont une évaluation de l'incidence énergétique des projets peut être intégrée à l'aménagement du territoire.

d) Demande au Gouvernement que les communes soient associées au maximum au programme d'action visant à l'utilisation rationnelle de l'énergie. »

Il faut, selon l'auteur, élaborer une structure efficace qui se chargerait de la conception, de la planification, de l'exécution, de la coordination et du contrôle de la politique d'U. R. E. Cette cellule doit être interdépartementale, étant donné qu'une véritable politique d'U. R. E. comporte de multiples facettes et que de nombreuses instances et budgets interviennent dans sa mise en œuvre ou son encouragement. Cette politique comporte à la fois des aspects « nationaux » et des aspects « régionaux ».

Il est en outre souhaitable de dresser, comme aux Pays-Bas, un inventaire de l'offre de chaleur (conventionnelle, résiduelle, résiduaire, alternative) et de la demande de chaleur dans les secteurs ménagers, industriel, tertiaire, agricole). Cet inventaire permettra de déceler plus aisément les possibilités d'économie.

Selon l'auteur, il ne faut pas non plus perdre de vue que des décisions irréversibles sont souvent prises, dans le cadre de l'aménagement du territoire, dans des domaines qui déterminent en grande partie la consommation future d'énergie. Que l'on songe à cet égard à la situation des zones d'habitation par rapport notamment aux terrains industriels et aux lignes de chemin de fer, car cette situation déterminera en grande partie les flux de trafic. Une économie possible d'énergie réside également dans l'orientation et l'aménagement des habitations et autres bâtiments en fonction de la direction dominante du vent et de l'ensoleillement.

L'instauration de l'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence énergétique des projets de plans régionaux, de secteur et communaux ferait apparaître clairement les implications de ces plans dans le domaine énergétique.

Enfin, il ne faut pas oublier que les communes occupent une position particulière dans la mise en œuvre de la politique d'économie d'énergie : elles sont au centre de la planification et de la gestion dans de nombreux domaines qui sont en relation directe avec la consommation d'énergie. Parmi ces domaines, on peut citer :

- leur consommation propre;
- le rôle important qu'elles jouent dans l'aménagement du territoire et la faculté dont elles disposent d'édicter des règlements sur les bâtisses;
- la circulation et les transports publics;
- l'éclairage public;
- la relation directe avec les consommateurs d'énergie;
- leur participation aux intercommunales mixtes de distribution.

L'auteur fait en outre observer que les décisions en matière de publicité sont souvent prises par les intercommunales.

Vier bijkomende opties voorgesteld door de heer Ansoms (n<sup>os</sup> 146, 147, 148 en 149) luiden als volgt :

« a) Vraagt, op nationaal en op gewestelijke vlak, de uitbouw van een interdepartementale R. E. V.-cel.

b) Vraagt dringend een gedetailleerde inventarisatie van het warmteaanbod en -vraag.

c) Vraagt dringend een onderzoek in te stellen naar de wijze waarop de energierapportage kan ingevoerd worden in de ruimtelijke planning.

d) Vraagt de Regering dat de gemeenten maximaal ingeschakeld worden in het actieprogramma voor rationeel energieverbruik. »

Er dient, volgens de auteur, een doeltreffende structuur uitgewerkt te worden, die kan instaan voor de conceptie, de planning, de uitvoering, de coördinatie en de controle van het R. E. V.-beleid. Een echt R. E. V.-beleid vertoont zoveel facetten en dient langs zoveel verschillende instanties en begrotingen uitgevoerd of aangemoedigd te worden, dat deze cel op interdepartementaal vlak dient samengesteld te worden. De beleidsvoering vertoont zowel « nationale » als « gewestelijke » aspecten.

Voorts is het wenselijk dat zoals in Nederland een inventaris van het warmteaanbod (conventioneel, rest- en afvalwarmte, alternatieve) en de warmtevraag (huishoudelijk, industrieel, tertiair, landbouw) wordt opgesteld. Dank zij dergelijke inventaris zullen de besparingsmogelijkheden duidelijker onderkend kunnen worden.

Men mag volgens de auteur evenmin uit het oog verliezen dat bij de ruimtelijke ordening meestal onomkeerbare beslissingen worden genomen omtrent zaken die het energieverbruik in de toekomst voor een groot deel bepalen. Men denke in dit verband aan de situering van de woongebieden ten opzichte van ondermeer industrieterreinen en spoorlijnen, die voor een groot deel de toekomstige verkeersstroom zullen bepalen. Een mogelijke energiebesparing schuilt eveneens in de ligging en de inrichting van woningen en andere gebouwen ten opzichte van de overheersende windrichting en de hoogste zonnestand.

Door bv. een energierapportage verplicht te stellen bij structuur, gewest- en bestemmingsplannen, zouden de energetische consequenties van plannen zichtbaar worden.

Tenslotte mag men niet veronachtzamen dat de gemeenten bij de uitvoering van het besparingsbeleid een bijzondere positie innemen. Zij staan centraal in de planning en het beheer van een groot aantal zaken die rechtstreeks het energieverbruik aangaan. In dit verband kunnen worden vermeld :

- het eigen verbruik;
- de belangrijke rol in de ruimtelijke planning en de mogelijkheid tot het uitvaardigen van gemeentelijke bouwverordeningen;
- verkeer en openbaar vervoer;
- de openbare verlichting;
- de directe relatie met het energieverbruikende publiek;
- de aanwezigheid in de gemengde distributie-intercommunales.

De auteur wijst er ook nog op dat beslissingen inzake reclame vaak door de intercommunales worden genomen.



M. Rigo (n° 150) présente une proposition qui tend à insérer un nouveau point 5, libellé comme suit :

« 5. préconise la création d'une agence régionalisée aux économies d'énergie qui sera le coordinateur et l'instigateur de toutes les formes d'actions publiques. »

Le membre expose qu'une politique d'U. R. E. efficace ne sera menée à bonne fin que si elle dispose des instruments indispensables à sa réalisation : là est le rôle d'une agence aux économies d'énergie.

M. Desaeyere (n° 151) présente une proposition visant à compléter le texte de la résolution par un point 6, libellé comme suit :

« 6. Recommande la suppression des campagnes publicitaires incitant à la consommation d'énergie, telles qu'elles sont menées, par exemple, par les compagnies d'électricité. »

M. Hendrick (n° 152) propose de compléter le texte de la résolution par un nouveau point 6, libellé comme suit :

« 6. Préconise qu'un centre de recherche et de coordination soit organisé au sein du Secrétariat d'Etat à l'Energie, avec comme mission de promouvoir la recherche et la diffusion de toute technique industrielle, commerciale, de communication ou autre, à mettre en œuvre par le secteur privé et qui permette d'économiser l'énergie, ou d'en rationaliser l'utilisation. »

Il convient, selon le membre, que les pouvoirs publics prennent toute initiative pour promouvoir les politiques d'économie d'énergie et d'utilisation rationnelle d'énergie. Mais il faut éviter que, profitant de leur position dominante, ils tirent parti des mutations économiques, qu'imposera une nouvelle politique énergétique, pour prendre de nouvelles positions monopolistiques et se substituer aux initiatives ou possibilités d'initiative des citoyens.

MM. Dierickx et Deleuze (n° 153) proposent également de compléter le texte proposé par un nouveau point 6, libellé comme suit :

« 6. Souhaite la création d'un Conseil consultatif de la conservation de l'énergie, composé de représentants légaux de toutes les parties intéressées, telles que les pouvoirs publics, le secteur industriel, les syndicats, les organisations d'écologistes et de consommateurs, et chargé de conseiller les pouvoirs publics pour la mise au point de leur politique rationnelle de l'énergie. »

A côté des comités de contrôle sectoriels, à savoir le comité de contrôle de l'électricité et du gaz, le comité de contrôle du secteur pétrolier et le conseil consultatif des charbonnages, ces membres estiment qu'il est utile de créer un nouveau comité chargé d'évaluer de manière permanente la politique nationale en matière d'énergie ainsi que la politique d'U. R. E., en étroite collaboration avec les autres comités et le Comité national de l'Energie.

Les mêmes membres (n° 154) proposent également d'ajouter un point 7 (nouveau), libellé comme suit :

« 7. Souhaite que soit créé dans chaque commune un Service pour la conservation des énergies chargé d'organiser au niveau local les campagnes d'information et de sensibilisation décidées par les pouvoirs publics. »

De heer Rigo (n° 150) diende een voorstel in ten einde een nieuw punt 5 in te voegen, luidend als volgt :

« 5. beveelt de oprichting aan van een geregionaliseerd agentschap voor energiebesparing dat alle vormen van acties bij de bevolking zal coördineren en inzetten. »

Het lid zet uiteen dat een doeltreffend R. E. V.-beleid slechts tot een goed einde kan worden gebracht indien men over de onontbeerlijke middelen voor de verwezenlijking ervan beschikt : daar ligt de rol van een agentschap voor energiebesparingen.

De heer Desaeyere (n° 151) heeft een voorstel ingediend dat ertoe strekt de tekst van de voorgestelde resolutie aan te vullen met een punt 6. Dit punt luidt als volgt :

« 6. Beveelt het stopzetten van publiciteitscampagnes voor meer energieverbruik zoals zij bijvoorbeeld door de elektriciteitsmaatschappijen gevoerd worden. »

De heer Hendrick (n° 152) stelt voor de tekst van de resolutie aan te vullen met een nieuw punt 6, luidend als volgt :

« 6. Beveelt aan dat bij het Staatsscretariaat voor de Energie een vorsings- en coördinatiecentrum georganiseerd wordt dat tot taak heeft het zoeken naar en de verspreiding van iedere industriële, commerciële of verwezenlijking door toedoen van de privésector en waardoor het mogelijk is energie te besparen of het gebruik ervan te rationaliseren of aan te moedigen. »

De overheid dient, aldus het lid, alle mogelijke initiatieven te nemen om het beleid inzake energiebesparing en rationeel gebruik van de energie te bevorderen. Men dient echter te voorkomen dat de overheid, profiterend van haar machtspositie, voordeel trekt uit de economische veranderingen die een nieuw energiebeleid impliceert, om een nieuw monopolie op te bouwen en de plaats in te nemen van de initiatieven of de initiatiefmogelijkheden van de burgers.

Ook de heren Dierickx en Deleuze (n° 153) wensen de voorgestelde tekst aan te vullen met een nieuwe punt 6, dat luidt als volgt :

« 6. Wenst de oprichting van een Adviserende Raad voor Energiebehoud, waarin alle betrokken partijen zoals overheid, industrie, vakbonden, milieu- en consumentenorganisaties wettelijk zijn vertegenwoordigd en die tot taak heeft de overheid te adviseren inzake de detailuitwerking van haar rationeel energiebeleid. »

Naast de sectoriële controlecomités, met name het Controlecomité voor de elektriciteit en het gas, het Controlecomité voor de petroleumsector en de Adviserende Raad voor de Kolennijverheid, is het, volgens deze leden, nuttig een nieuw comité op te richten dat tot taak heeft het nationaal energiebeleid alsook het R. E. V.-beleid permanent te evalueren in nauwe samenwerking met de overige comités en het Nationaal Comité voor de Energie.

Dezelfde leden (n° 154) stellen ook voor een nieuwe punt 7 toe te voegen. Hun voorstel luidt als volgt :

« 7. Wenst de oprichting van een Dienst voor Energiebehoud in elke gemeente, die plaatselijk de informatie- en sensibilisatiecampagnes van de overheid gestalte moet geven. »

Afin de donner à la population une information maximale sur la politique d'U. R. E., il est souhaitable, selon ces membres, de mettre sur pied dans chaque commune un service local d'information.

M. Desacyere (n° 155) propose également de compléter le texte par un point 7 (nouveau), libellé comme suit :

« 7. Insiste pour que des primes à la construction soient allouées en vue de l'utilisation de l'énergie solaire et de l'énergie éolienne. »

Le même membre (n° 156) propose en outre d'ajouter un numéro 8 (nouveau), libellé comme suit :

« 8. Demande :

1) de décourager l'utilisation d'aluminium et de promouvoir la mise en œuvre de matières dont la production exige moins d'énergie;

2) d'utiliser les ressources énergétiques qui se perdent actuellement, pour le chauffage collectif des logements, de l'eau ainsi que dans l'horticulture sous verre; il s'agit par exemple de la chaleur résiduelle des centrales électriques et des fours à incinération, des gaz libérés par les déchets d'origine animale, de la récupération de combustibles et de matières premières qui se trouvent dans les ordures ménagères et les déchets industriels, etc.;

3) de stimuler la recherche scientifique dans le domaine des techniques visant à limiter les déperditions d'énergie lors de la conversion d'énergie primaire en énergie secondaire, ainsi que des techniques visant à augmenter le rendement thermique et à réduire les déperditions d'énergie par le transport;

4) d'établir des bilans énergétiques pour les cycles complets de production;

5) de produire de l'énergie près des stations de décompression de gaz naturel en récupérant la chaleur en vue de son utilisation locale;

6) de stimuler l'usage collectif des voitures automobiles, notamment par l'adaptation de la législation et de la réglementation en matière d'assurances en préconisant tant le covoiturage que les procédés de « taxi-stop »;

7) de protéger les moyens de transport qui ne consomment pas d'énergie, tels que le vélo;

8) de promouvoir l'emploi dans la région, ce qui aura pour effet de réduire les navettes et partant, les transports;

9) de promouvoir la construction de logements intramuros et l'établissement d'une population plus dense près des centres des villes;

10) de supprimer l'éclairage des autoroutes et de limiter l'éclairage public. »

M. Fedrigo (n° 157) propose également d'ajouter un nouveau numéro 8 au texte de la résolution. Il propose le texte suivant :

« 8. 1° souhaite que soit encouragée l'utilisation des transports en commun au moyen de campagnes d'information et de sensibilisation;

2° souhaite une bonne coordination des transports par train et des transports urbains et vicinaux;

3° souhaite que soit augmentée la rapidité des transports en commun en accordant priorité à ce type de transport;

4° souhaite le développement des transports en commun et souhaite que soit accordé à ce type de transport un traitement préférentiel et prioritaire dans l'attribution des crédits;

Ten einde de bevolking zo goed mogelijk te informeren over het R. E. V.-beleid van de overheid, is volgens deze leden, de uitbouw van een plaatselijke informatiedienst in elke gemeente gewenst.

Ook de heer Desacyere (n° 155) wenst de tekst aan te vullen met een nieuw punt. Dit nieuw punt 7 luidt als volgt :

« 7. Dringt aan op het verlenen van bouwpremies voor het gebruik van zonne-energie en windenergie. »

Dit lid (n° 156) wenst tevens een nieuw nummer 8 toe te voegen, luidend als volgt :

« 8. Vraagt :

1) het gebruik van aluminium te ontmoedigen ten voordele van produkten die met minder energie kunnen vervaardigd worden;

2) energiereserves die nu verloren gaan, aan te wenden voor collectieve huis- en waterverwarming en in de glastuinbouw, zoals bijvoorbeeld de afvalwarmte van elektriciteitscentrales en van verbrandingsovens, de gasen die vrijkomen uit dierlijk afval, de recuperatie van brandstof en grondstoffen uit huisvuil en industriële afval enz.;

3) het stimuleren van het wetenschappelijk onderzoek naar technieken om energieverlies bij de omzetting van primaire naar secundaire energie te beperken en naar middelen om het thermische rendement te verhogen en de transportverliezen te verminderen;

4) het opmaken van energiebalansen voor de volledige productiecyclus;

5) het opwekken van energie bij de ontspanningsstations van aardgas met warmterecuperatie voor het lokaal verbruik;

6) het stimuleren van het gezamenlijk rijden onder meer door aanpassing van wetten en verzekeringsreglementering en dit zowel via auto-pooling als via taxi-stop methoden;

7) het beschermen van het niet verbruikend vervoer zoals fietsen;

8) het bevorderen van de tewerkstelling in de eigen omgeving zodat het pendelen en dus ook het transport vermindert;

9) het bevorderen van het « inbouwen » en een grotere bevolkingsdichtheid dicht bij de centra van de steden;

10) het afschaffen van de verlichting op de autowegen en een beperking van de openbare verlichting. »

De heer Fedrigo (n° 157) wenst van zijn kant eveneens een nieuw nummer 8 toe te voegen aan de tekst van de resolutie. Hij stelt volgende tekst voor :

« 8. 1° wenst dat het gebruik van gemeenschappelijk vervoer door middel van informatie- en sensibiliseringscampagnes wordt aangemoedigd;

2° wenst dat het vervoer per trein, buurtspoorwegen en stadsvervoer degelijk wordt gecoördineerd;

3° wenst dat de snelheid van het gemeenschappelijk vervoer wordt opgedreven door voorrang aan dat soort vervoer te verlenen;

4° wenst dat het gemeenschappelijk vervoer wordt ontwikkeld en dat bij de verlening van kredieten een voorkeur- en voorrangbehandeling aan dat soort vervoer wordt gegeven;

5° souhaite que soit encouragée dans le secteur des transports en commun l'utilisation de vecteurs d'énergie qui respectent l'environnement, tel le méthanol. »

Ce membre fait observer que les transports en commun occupent une position-clé dans la politique d'U. R. E. et qu'ils sont de la compétence des pouvoirs publics. Il incombe à ces derniers de donner l'exemple et d'assurer en même temps un service de qualité à la population.

En outre, MM. Dierickx et Deleuze proposent d'ajouter les numéros ci-après au texte de la résolution proposée :

a) un numéro 8 (nouveau) (n° 158), rédigé comme suit :

« 8. Souhaite que le Gouvernement et les Exécutifs régionaux élaborent, dans le cadre de leur politique d'U. R. E., une politique globale en matière de chauffage qui tienne compte des caractéristiques particulières des différentes régions et qui intègre tous les aspects liés au problème du chauffage, à savoir les campagnes d'information et de sensibilisation, la politique en matière d'isolation, l'utilisation de sources d'énergie alternatives pour le chauffage, la géothermie et le chauffage à distance. »

Ces membres font remarquer que le chauffage des habitations, des bureaux, des bâtiments publics et des lieux de travail interviennent pour plus de 50 % dans la consommation totale d'énergie. Une politique en matière de chauffage permettrait, selon eux, de réaliser des économies substantielles. Il faut cependant qu'une telle politique soit intégrée. En effet, dans les localités possédant un réseau de chauffage urbain il peut s'avérer plus utile d'accorder une prime pour le raccordement à ce réseau plutôt qu'une prime à l'isolation. Cet exemple illustre, selon ces membres, la nécessité d'une approche globale de la politique en matière de chauffage, qui soit adaptée aux caractéristiques particulières de chaque région.

b) un numéro 9 (nouveau) (n° 159), rédigé comme suit :

« 9. Préconise que soient prises des mesures fiscales ou autres favorisant la production de biens durables, réparables et recyclables. »

La production de biens nécessite d'importantes quantités d'énergie. Ces membres estiment qu'il faut donc allonger la durée de vie de ces biens pour réduire notre facture énergétique.

c) un numéro 10 (nouveau) (n° 160), rédigé comme suit :

« 10. Préconise que des mesures dissuasives soient adoptées à l'encontre des appareils domestiques électrochauffants et des installations électriques de chauffage des immeubles. »

Ces membres rappellent que la production de chaleur par électricité entraîne un énorme gaspillage d'énergie, vu le faible rendement des processus de transformation de l'énergie. C'est pourquoi il convient de limiter les utilisations non spécifiques de l'électricité à ses usages obligatoires.

d) un numéro 11 (nouveau) (n° 161), rédigé comme suit :

« 11. Souhaite que soit élaborée une réglementation sur la publicité pour les appareils de chauffage, qui décourage-

5° wenst dat het gebruik van milieuvriendelijke energiedragers, zoals methanol, in de sector van het gemeenschappelijk vervoer wordt aangemoedigd. »

Volgens dit lid bekleedt het gemeenschappelijk vervoer een sleutelpositie in het R. E. V.-beleid en valt onder de bevoegdheid van de overheid. Deze moet dan ook het voorbeeld geven en te zelfder tijd aan de bevolking een goede dienstverlening bieden.

Verder stellen de heren Dierickx en Deleuze voor de tekst van de voorgestelde resolutie aan te vullen met volgende nieuwe nummers :

a) met eveneens (n° 158) een nieuw nummer 8, luidend als volgt :

« 8. Wenst dat de Regering en de Gewestelijke Executieven in het kader van hun R. E. V.-beleid, een globaal verwarmingsbeleid zouden uitwerken, rekening houdend met de specifieke omstandigheden van de verschillende regio's en gewesten, en waarin alle aspecten die verband houden met verwarming op een geïntegreerde wijze zouden worden betrokken, met name de informatie- en sensibilisatiecampagnes, het isolatiebeleid, de toepassing van alternatieve energiebronnen voor verwarmingsdoeleinden, de geothermie en de afstandverwarming. »

Deze leden wijzen erop dat meer dan 50 % van het totale energieverbruik dient voor de verwarming van woningen, kantoren, openbare gebouwen en werkplaatsen. Op deze post kan volgens hen enorm bespaard worden door middel van een verwarmingsbeleid. Dit moet echter op een geïntegreerde wijze gebeuren. Immers, in localiteiten waar een stadsverwarmingsnet bestaat kan het nuttiger zijn om in plaats van een isolatiepremie, een aansluitingspremie te betalen op dit verwarmingsnet. Dit voorbeeld illustreert volgens deze leden de noodzaak van een globale aanpak van het verwarmingsbeleid, aangepast aan de specifieke omstandigheden van elke regio.

b) met een nieuw (n° 159) nummer 9, luidend als volgt :

« 9. Dringt erop aan dat fiscale of andere maatregelen worden getroffen ter bevordering van de productie van goederen die duurzaam zijn, of vatbaar voor reparatie of recuperatie. »

Bij de productie van goederen worden aanzienlijke hoeveelheden energie gebruikt. Om onze energierekening te drukken moet de levensduur van die produkten dus worden verlengd, aldus deze leden.

c) met een nieuw (n° 160) nummer 10, luidend als volgt :

« 10. Beveelt aan dat maatregelen worden aangenomen ter ontrading van het gebruik van elektriciteit huisverwarmingstoestellen en tegen elektrische verwarmingsinstallaties in gebouwen. »

Deze leden herinneren eraan dat de productie van warmte door middel van elektriciteit uiterst energieverspillend is gezien het geringe rendement dat de energieomvorming oplevert. Daarom moet het niet specifieke gebruik van elektriciteit tot het verplichte gebruik worden beperkt.

d) met een nieuw (n° 161) nummer 11, luidend als volgt :

« 11. Wenst dat een reglementering wordt uitgewerkt op de reclame voor verwarmingstoestellen en waarin de reclame

rait la publicité pour les appareils de chauffage électriques, à l'exception des pompes à chaleur. »

Il y a lieu de protéger tant le consommateur que la communauté contre la publicité trompeuse, qui vise uniquement à stimuler l'utilisation d'une forme d'énergie déterminée pour des motifs purement commerciaux, alors que de telles pratiques peuvent nuire à l'intérêt général et à celui des consommateurs individuels. Selon ces membres, l'utilisation de l'électricité à des fins de chauffage ne s'inscrit pas dans le cadre d'une politique d'U. R. E., parce que le chauffage électrique consomme beaucoup plus d'énergie primaire que les autres systèmes de chauffage.

e) un numéro 12 (nouveau) (n° 162), libellé comme suit :

« 12. Préconise l'adoption d'une politique d'aménagement du territoire allant dans le sens d'une décentralisation des activités de production et de consommation et de nature à empêcher la dispersion de l'habitat. »

Ces membres estiment que la détermination des zones d'habitat telle qu'elle est pratiquée depuis de nombreuses années, aboutit à rendre les déplacements obligatoires (metro-boulot-dodo) et aliénants ainsi qu'à concentrer les activités tertiaires dans des immeubles-tours grands gaspilleurs d'énergie.

M. Hendrick (n° 163), propose de compléter le texte de la résolution par un numéro 13 (nouveau) libellé comme suit :

« 13. Préconise qu'une commission spéciale d'étude soit organisée au sein du secrétariat d'Etat à l'Energie, afin d'étudier les possibilités de réalisations pratiques, principalement, par le secteur privé, de formules de chauffage urbain et chauffage à distance, en recherchant une décentralisation aussi grande que possible, par le biais d'exploitations indépendantes les unes des autres, réparties judicieusement sur l'ensemble du territoire, de façon à éviter tout monopole au niveau national ou régional. »

Le membre souligne que certains considèrent le système de chauffage urbain comme un des moyens efficaces de réduire notre consommation d'énergie. L'objection majeure est que l'investissement serait très élevé. Il importe néanmoins de poursuivre l'étude des possibilités et d'élaborer une étude précise adaptée à notre pays. C'est sur base d'une telle étude que l'on pourrait juger de l'opportunité de cette formule.

Il faut cependant éviter toute centralisation et empêcher la formation inconsidérée, de monopoles d'Etat, si l'on veut éviter une trop grande emprise des pouvoirs publics sur les citoyens et si l'on veut éviter l'avènement du pouvoir technocratique et de sa bureaucratie centralisatrice. L'orateur ajoute qu'il faudra par ailleurs limiter, au besoin en légiférant, le rôle des sociétés d'exploitation, à la production et à la distribution publique de chaleur, à l'exclusion des installations intérieures des immeubles.

MM. Deleuze et Dierickx ont ensuite introduit les propositions suivantes :

a) visant à ajouter un numéro 13 (nouveau) (n° 164), libellé comme suit :

« 13. Souhaite que le Gouvernement accorde une priorité nationale au chauffage à distance, tant pour les appli-

voir électriques verwarmingsapparatuur, warmtepompen uitgezonderd, wordt ontmoedigd. »

Zowel de verbruiker als de gemeenschap moeten beschermd worden tegen misleidende reclame, die slechts tot doel heeft het gebruik van een bepaalde energiesector te stimuleren uit louter commerciële overwegingen, terwijl dit kan indruisen tegen het algemeen belang en het belang van de individuele consument. Het gebruik van elektriciteit voor verwarmingsdoeleinden kadert niet in een beleid van R. E. V., daar elektrische verwarming een veel hogere primaire energienput vergt dan andere verwarmingssystemen, aldus deze leden.

e) een nieuw (n° 162), nummer 12, luidend als volgt :

« 12. Beveelt aan dat een beleid van ruimtelijke ordening wordt aangenomen in de zin van een decentralisering van de productie- en de verbruiksactiviteit en om de verpreiding van de woongelegenheden af te remmen. »

Deze leden zijn van oordeel dat woongebiedstedenbouw, zoals die sinds tal van jaren wordt toegepast, tot verplichte en vervreemdende reizen (trein-werk-bed) leidt, evenals tot de concentratie van de tertiaire bedrijvigheid in torengebouwen die grote energieverspillers zijn.

De heer Hendrick (n° 163), wenst in de tekst van de resolutie een nieuw nummer 13 in te voegen, luidend als volgt :

« 13. Beveelt aan dat in het Staatssecretariaat voor de Energie een bijzondere studiegcommissie wordt georganiseerd ten einde de mogelijkheden te onderzoeken van praktische realisaties, in hoofdzaak door de particuliere sector, van formules betreffende stadsverwarming en afstandsverwarming, en die een zo groot mogelijke decentralisatie nastreeft via onafhankelijk van elkaar staande exploitaties die oordeelkundig over het gehele grondgebied zijn verpreid, ten einde elk monopolie op nationaal of gewestelijk vlak te voorkomen. »

Het lid legt uit dat het systeem van stadsverwarming door sommigen beschouwd wordt als één van de doeltreffende middelen om ons energieverbruik te drukken. Daartegen wordt vooral aangevoerd dat de investering zeer hoog zou zijn. Een en ander zou een verder doorgedreven exploratie van de mogelijkheden niet mogen verhinderen, noch het feit dat wij over een preciese studie die aangepast is aan ons land zouden beschikken. Op grond van die studie zou men over de opportuniteit van een dergelijke formule kunnen oordelen.

Centralisering moet evenwel worden vermeden en men dient de vorming, te pas en te onpas, van staatsmonopolies te verhinderen indien men wil voorkomen dat de overheid een te grote greep krijgt op de burgers en dat de technocraten en hun centraliserende bureaucratie aan de macht komen. Overigens zal men, zo nodig bij wet, de rol van de exploitatiemaatschappijen moeten beperken tot de productie en de openbare distributie van warmte, met uitsluiting van de installaties binnenin de gebouwen.

De heren Deleuze en Dierickx hebben vervolgens volgende voorstellen ingediend :

a) tot aanvulling met een nieuw (n° 164), nummer 13, dat luidt als volgt :

« 13. Wenst dat de Regering een nationale prioriteit zou maken van de afstandsverwarming, zowel voor industriële

cations industrielles que résidentielles, en mettant à la disposition des régions des crédits pour la réalisation de tels projets.

Souhaite que les Exécutifs régionaux encouragent activement la réalisation de réseaux de chauffage urbain et de chauffage à distance, alimentés par des centrales thermiques et des centrales électriques thermiques, ainsi que la récupération optimale de la chaleur résiduelle des centrales électriques, des installations de combustion de déchets et des autres installations industrielles qui produisent de la chaleur.

Incite à la création d'un organisme public chargé de planifier, de projeter, d'aménager et d'exploiter des réseaux de chauffage urbain et de chauffage à distance dans les différentes régions et de fournir cette chaleur aux communes.

Souhaite que cet organisme public établisse, en collaboration avec les sociétés de développement régional, des cartes thermiques pour chaque région, qui inventorieraient l'offre et la demande, tant des habitations que des industries, en matière de chaleur.

Souhaite que, sur la base de ces cartes thermiques, l'organisme public susvisé projette, en collaboration avec les sociétés de développement régional, des réseaux de chauffage urbain et de chauffage à distance dans les différentes régions, qui seraient alimentés par des centrales thermiques et des centrales électriques thermiques fonctionnant de préférence au charbon et qui permettraient de récupérer au maximum la chaleur résiduelle des centrales électriques, des installations de combustion de déchets et des autres installations industrielles qui produisent de la chaleur.

Souhaite qu'en attendant la réalisation des plans de développement susmentionnés, cet organisme public entame au plus tôt la réalisation de programmes expérimentaux de chauffage à distance dans de nouveaux quartiers, afin d'acquérir les connaissances et l'expérience nécessaires.

Souhaite que, sur l'avis des comités de contrôle sectoriels, le Conseil consultatif de la conservation de l'énergie élabore des règles tarifaires pour l'établissement du prix d'achat de la chaleur cédée par les industries à cet organisme public, du prix de vente de la chaleur fournie aux communes et du prix de vente de la chaleur fournie au consommateur.

Souhaite que dans tout nouveau bâtiment construit dans les agglomérations urbaines, il soit prévu une possibilité de raccordement à un réseau de chauffage urbain. »

Ces membres soulignent que l'aménagement de réseaux de chauffage urbain ou de chauffage à distance pour les besoins de l'industrie ainsi que de l'agriculture et de l'horticulture permet d'économiser énormément d'énergie, sûrement lorsque ces réseaux sont intégrés à des installations industrielles qui produisent des déchets thermiques. S'il est vrai que l'aménagement de tels réseaux relève des Régions, il est néanmoins nécessaire d'encourager ces projets au niveau national, en raison du volume des capitaux requis pour les mettre en œuvre.

b) visant à ajouter un numéro 14 (nouveau) (n° 165), libellé comme suit :

« 14. Souhaite que l'usage des transports publics soit encouragé :

- en organisant des campagnes d'information et de sensibilisation à l'attention des utilisateurs;
- en accordant la priorité aux transports publics par rapport aux transports privés;
- en réalisant une bonne coordination entre les transports urbains et les transports régionaux, ainsi qu'en développant ces transports;

als residentiële toepassingen, door kredieten ter beschikking te stellen van de Gewesten voor de realisatie van zulke projecten.

Wenst dat de Gewestelijke Executieven actief de realisatie zouden aanmoedigen van stads- en afstandsverwarmingsnetten, die gevoed worden door warmte- en warmtekrachtcentrales, en waarbij tevens een optimale terugwinning wordt beoogd van de restwarmte van elektriciteitscentrales, vuilverbrandingsinstallaties en andere industriële warmteproducenten.

Dringt aan op de oprichting van een overheidsinstelling die in de verschillende Gewesten stads- en afstandsverwarmingsnetten zal plannen, ontwerpen, bouwen en exploiteren, en die deze warmte zal doorleveren aan de gemeenten.

Wenst dat deze overheidsinstelling in samenwerking met gewestelijke ontwikkelingsmaatschappijen, nauwkeurige warmtekaarten zou opstellen voor elke regio, waarop zowel de residentiële als de industriële warmtevraag en -aanbod wordt geïnventariseerd.

Wenst dat deze overheidsinstelling op basis van deze warmtekaarten, i.s.m. de gewestelijke ontwikkelingsmaatschappijen, stads- en afstandsverwarmingsnetten zou ontwerpen in de verschillende regio's die worden gevoed door warmte- en warmtekrachtcentrales, bij voorkeur gestookt met steenkool, en waarbij tevens een optimale terugwinning wordt beoogd van de restwarmte van elektriciteitscentrales, vuilverbrandingsinstallaties, waterzuiveringsstations en andere industriële warmteproducenten.

Wenst dat deze overheidsinstelling in afwachting van de realisatie van hogergenoemde ontwikkelingsplannen, zo spoedig mogelijk zou beginnen met de realisatie van proefprogramma's voor afstandsverwarming in nieuwe wijken, ten einde de nodige kennis en ervaring op te doen.

Wenst dat de Adviserende Raad voor Energiebehoud, na advies van de sectoriële controlecomités, tariefregelingen zou uitwerken voor de vaststelling van de aankoop prijs van de warmte door deze overheidsinstelling afgenomen van de industrieën, van de verkoopprijs van de warmte geleverd aan de gemeenten en van de verkoopprijs van de warmte geleverd aan de consument.

Wenst dat elk nieuw gebouw in de stedelijk agglomeraties verplicht zou worden uitgerust met een mogelijke aansluiting op een stadsverwarmingsnet. »

Deze leden wijzen erop dat door de bouw van stadsverwarmingsnetten of afstandsverwarmingsnetten ten behoeve van de industrie en van de land- en tuinbouw, zeer veel energie kan worden bespaard, zeker wanneer deze netten geïntegreerd worden met industriële producenten van afvalwarmte. Alhoewel de bouw van dergelijke netten behoort tot de bevoegdheden van de Gewesten, is een nationale stimulators noodzakelijk, wegens de grote kapitalen die voor deze projecten nodig zijn.

b) tot aanvulling met een nieuw (n° 165) nummer 14, dat luidt als volgt :

« 14. Wenst de aanmoediging van het gebruik van het openbaar vervoer door :

- voorlichtings- en sensibilisatiecampagnes naar de gebruikers;
- voorrangverlening aan het openbaar vervoer t.o.v. het privé-vervoer;
- een degelijke coördinatie tussen trein-, stads- en streekvervoer en de uitbouw ervan;

- en améliorant les services rendus par les transports publics;
- en accordant la priorité aux transports publics lors de l'octroi de crédits destinés à l'exécution de travaux publics et en transférant des crédits du département des travaux publics à celui des communications;
- en définissant et en imposant des normes maximales d'utilisation d'énergie pour les transports effectués au moyen de véhicules privés et publics. »

Ces membres estiment que l'encouragement des transports publics a incontestablement une incidence favorable sur le bilan énergétique de notre pays.

c) visant à ajouter un numéro 15 (nouveau) (n° 166), libellé comme suit :

« 15. Souhaite encourager la production combinée de chaleur et d'électricité sous la forme de centrales de production combinée et d'installations "total-energy" dans l'industrie. »

La production d'électricité thermique se caractérise selon ces membres par la perte de grandes quantités de résidus thermiques à faible valeur calorifique. Or, il est possible d'augmenter sensiblement le rendement énergétique de la production d'électricité en utilisant utilement la chaleur résiduaire. Ces membres estiment qu'il faut donc encourager l'autoproduction dans l'industrie.

d) visant à ajouter un numéro 16 (nouveau) (n° 167), libellé comme suit :

« 16. Estime que la nouvelle politique industrielle doit être axée sur des technologies qui économisent l'énergie, sur des activités qui sont moins gaspilleuses d'énergie et la récupération de matières premières. »

Ils font observer que la consommation élevée d'énergie primaire par tête d'habitant dépend en grande partie de l'infrastructure industrielle lourde de notre pays. La politique énergétique constitue un levier important pour lutter, dans le cadre d'une nouvelle politique industrielle, contre la crise économique actuelle et ses problèmes au niveau de l'emploi.

e) visant à ajouter un numéro 17 (nouveau) (n° 168), libellé comme suit :

« 17. Souhaite que soient établies et édictées des normes maxima régissant la consommation d'énergie par les machines frigorifiques, telles que réfrigérateurs, congélateurs, etc., les appareils de chauffage, tels que lave-linge, lave-vaisselle, séchoirs, etc., et autres appareils électriques.

Souhaite que les appareils électro-ménagers soient obligatoirement pourvus d'une étiquette indiquant la consommation de l'appareil. »

Le rendement énergétique de nombreux appareils électro-ménagers peut être amélioré et les auteurs estiment qu'il conviendrait que le consommateur soit sensibilisé sur ce point.

f) visant à ajouter un numéro 18 (nouveau) (n° 169), libellé comme suit :

« 18. Souhaite la désignation d'un responsable de l'énergie au sein de chaque grande entreprise, la publication des bilans énergétiques annuels et la communication à l'Administration de l'Energie d'un rapport annuel, comportant les éléments suivants :

— une verbeterde dienstverlening van het openbaar vervoer;

— een prioritaire aandacht voor het openbaar vervoer bij het toekennen van kredieten voor openbare werken en door overheveling van begrotingsgelden van openbare werken naar verkeerswezen;

— door het opstellen en uitvaardigen van maximum-normen voor het energieverbruik inzake vervoer door particuliere en openbare voertuigen. »

Het hoeft volgens deze leden geen betoog dat de aanmoediging van het openbaar vervoer een gunstige weerslag heeft op de energiebalans van ons land.

c) tot aanvulling met een nieuw (n° 166) nummer 15, dat luidt als volgt :

« 15. Wenst de aanmoediging van gecombineerde productie van warmte en elektriciteit in de vorm van gecombineerde productiecentrales en total-energy-installaties in de industrie. »

Bij de thermische elektriciteitsproductie gaan grote hoeveelheden laag-calorische afvalwarmte verloren, aldus deze leden. Het energetisch rendement van de elektriciteitsproductie kan aanzienlijk worden verhoogd, wanneer ook de afvalwarmte nuttig wordt aangewend. Daartoe is het nodig volgens hen de autoproduktie in de industrie aan te moedigen.

d) tot aanvulling met een nieuw (n° 167) nummer 16, dat luidt als volgt :

« 16. Meent dat het vernieuwd industrieel beleid moet worden afgestemd op energiebesparende technologieën, minder energieverblindende activiteiten en de recuperatie van grondstoffen. »

Zij verklaren dat het hoge primaire energieverbruik per hoofd van de bevolking voor een belangrijk gedeelte te wijten is aan de zware industriële infrastructuur van ons land. Het energiebeleid is een belangrijke hefboom om, in het kader van een vernieuwd industrieel beleid, de strijd aan te gaan tegen de huidige economische crisis en haar werkgelegenheidsproblemen.

e) tot aanvulling met een nieuw (n° 168) nummer 17, dat luidt als volgt :

« 17. Wenst het opstellen en uitvaardigen van maximum-normen voor het energieverbruik van koelmachines, zoals ijskasten, diepvriezers, enz., verwarmingsapparaten, zoals wasmachines, vaatwasmachines, droogkasten enz., en andere elektrische apparaten.

Wenst de verplichting om elektrische huishoudtoestellen te voorzien van een label, waarop het verbruik van het toestel wordt aangeduid. »

Volgens deze leden kan het energetisch rendement van vele huishoudelijke toestellen worden verbeterd. De consument moet in dit verband gesensibiliseerd worden.

f) tot aanvulling met een nieuw (n° 169) nummer 18, dat luidt als volgt :

« 18. Wenst de aanstelling van een energieverantwoordelijke in elke grote onderneming, de publicatie van de jaarlijkse energiebalansen en het overmaken van een jaarverslag aan de Administratie voor Energie, dat volgende elementen bevat :

— le bilan énergétique annuel;

— une évaluation des investissements en matière d'économie d'énergie réalisés au cours de l'année écoulée et des économies d'énergie qui en ont résulté;

— les modifications futures prévues dans le domaine de la consommation d'énergie. »

Si les pouvoirs publics entendent mener une politique énergétique, et plus particulièrement une politique d'U. R. E., il importe, selon ces membres, qu'ils disposent des éléments nécessaires à l'établissement de leurs projets.

g) visant à ajouter un numéro 19 (nouveau) (n° 170), libellé comme suit :

« 9. Souhaite l'établissement d'un impôt sur la chaleur libérée par l'industrie dans l'environnement, au prorata de la qualité et de la quantité de la chaleur dégagée et dont le produit serait versé à un fonds de financement des projets de chauffage à distance. »

Les intervenants estiment que l'établissement d'un tel impôt inciterait l'industrie à utiliser sa propre chaleur résiduaire. Il conviendrait de pénaliser les entreprises qui ne consentent pas cet effort et compromettent ainsi la qualité de l'environnement par leurs rejets de chaleur. Les mêmes membres ajoutent que si l'entreprise fournit de la chaleur à un réseau de chauffage à distance, l'amende serait supprimée en échange de la fourniture gratuite de la chaleur qui, autrement, serait rejetée dans l'environnement.

h) visant à ajouter un numéro 20 (nouveau) (n° 171), libellé comme suit :

« 20. Souhaite que des aides publiques directes ou des aides octroyées sous la forme de mesures fiscales soient accordées aux entreprises qui investissent dans des équipements permettant d'économiser de l'énergie.

Souhaite que le Centre de recherche sur l'énergie qui doit être créé aide les entreprises à réaliser des économies d'énergie en les faisant profiter de ses connaissances scientifiques et de son infrastructure. »

Les deux auteurs estiment que les pouvoirs publics doivent mener à cet égard une action systématique, organisée selon un schéma précis sans jamais s'en remettre à la « bonne volonté ».

i) visant à ajouter un numéro 21 (nouveau) (n° 172), libellé comme suit :

« 21. Recommande la création d'une société publique d'isolation qui puisse réactiver la production de verre.

Recommande la création d'une société publique de récupération qui encourage et organise le recyclage des matières premières contenues dans les déchets ménagers et industriels. »

Ces deux sociétés peuvent, selon les membres, effectuer un travail utile et économiquement rentable.

— de la jaarlijkse energiebalans;

— een raming van de energiebesparende investeringen gedurende het afgelopen jaar en de energiebesparing die hieruit is voortgevloeid;

— de te verwachten wijzigingen in het energieverbruik in de toekomst. »

Wanneer de overheid een energiebeleid wil voeren en een R. E. V.-beleid in het bijzonder, moet zij, aldus deze leden, over de nodige gegevens kunnen beschikken om er haar planning te kunnen op baseren.

g) tot aanvulling met een nieuw (n° 170) nummer 19, dat luidt als volgt :

« 19. Wenst dat een belasting zou worden ingesteld op de warmtelozingen die de industrie verricht in het leefmilieu, a rato van de kwaliteit en kwantiteit van de geïsoleerde warmte en waarvan de opbrengst zal gestort worden in een fonds ter financiering van afstandverwarmingsprojecten. »

Sprekers zijn van oordeel dat door het instellen van een dergelijke belasting de industrie wordt aangemoedigd om haar eigen afvalwarmte te benutten. Ondernemingen die deze inspanning niet doen en het leefmilieu belasten met hun warmtelozingen moeten hiervoor worden beboet. Wanneer een onderneming warmte levert aan een afstandsverwarmingsnet, wordt de boet afgeschaft in ruil voor het gratis ter beschikking stellen van de warmte die anders zou worden geïsoleerd, aldus nog deze leden.

h) tot aanvulling met een nieuw (n° 171) nummer 20, dat luidt als volgt :

« 20. Wenst de toekenning van rechtstreekse overheidssteun of steun in de vorm van fiscale maatregelen aan bedrijven die investeren in energiebesparende uitrustingen.

Wenst dat het op te richten Energie Onderzoekscentrum de bedrijven zou bijstaan met haar wetenschappelijke kennis en infrastructuur om energiebesparingen te realiseren. »

Volgens beide leden moet op dit vlak de overheid een zeer systematische en goed geplande actie voeren en niets afhankelijk maken van « goede wil ».

i) tot aanvulling met een nieuw (n° 172) nummer 21, dat luidt als volgt :

« 21. Beveelt de oprichting aan van een openbare isolatiemaatschappij die de glasproductie opnieuw zou kunnen activeren.

Beveelt de oprichting aan van een openbare recuperatiemaatschappij die het opnieuw gebruiken van grondstoffen uit huishoudelijk en industrieel afval zou aanmoedigen en organiseren. »

Beide instellingen kunnen, volgens sprekers, nuttig en economisch rendabel werk verrichten.



Le Secrétaire d'Etat s'oppose à la proposition de M. Fedrigo qui vise à consacrer, en matière d'U. R. E., une option particulière à la politique de chauffage. Il justifie sa position en renvoyant à la réponse qu'il a donnée précédemment en ce qui concerne les propositions similaires de MM. M. Colla, De Batselier et Bossuyt.

Il s'oppose également à toutes les propositions qui tendent à créer de nouveaux organes de recherche, de concertation ou de décision. Il vise notamment les propositions de MM. Hendrick (création d'un centre de recherche et d'une commission spéciale d'étude), Dierickx et Deleuze (création d'un conseil consultatif pour la conservation de l'énergie et d'un centre de recherches énergétiques) et Rigo (création d'une agence régionalisée aux économies d'énergie).

Le rejet des modifications s'impose d'autant plus que le Secrétariat d'Etat à l'Energie a évidemment un rôle de coordination en la matière. Par ailleurs la cellule interdépartementale d'U. R. E. proposée par M. Ansoms a déjà vu le jour.

Si le Secrétaire d'Etat s'oppose à la création de nouveaux organes de concertation, il estime toutefois que la composition du Comité national de l'énergie peut faire l'objet d'une discussion.

Tant M. Fedrigo que MM. Dierickx et Deleuze souhaitent que des responsables en matière d'énergie soient désignés dans les grandes entreprises. Le Secrétaire d'Etat estime qu'il convient d'abord de préciser la notion de « grande entreprise ». Si on applique des critères internationaux, quelques entreprises belges seulement entrent en ligne de compte. Par contre, si on étend cette obligation à des entreprises de moindre importance, celles-ci — bien que dans la pratique la plupart d'entre elles aient déjà désigné depuis longtemps un tel responsable — seront une fois de plus victimes du fatras administratif.

M. Fedrigo souhaite que soient établies des normes maximum pour la consommation énergétique des réfrigérateurs, surgélateurs, lave-linge, lave-vaisselle, séchoirs et autres appareils électriques.

Le même souhait est exprimé par MM. Dierickx et Deleuze. Le Secrétaire d'Etat fait remarquer que l'intérêt d'une telle recommandation est limité, étant donné que la consommation des ménages ne représente que 6 % de la consommation d'électricité. En outre la normalisation est difficile dans ce domaine très diversifié.

Le Secrétaire d'Etat oppose le même argument à d'autres propositions relatives à l'utilisation d'appareils électriques.

Les mêmes membres, à savoir MM. Fedrigo, Dierickx et Deleuze, proposent en outre que les appareils électroménagers soient pourvus d'une étiquette indiquant la consommation de l'appareil. Le Secrétaire d'Etat signale qu'à l'heure actuelle des négociations sont menées non sans succès au niveau de la C. E. E. en vue d'établir une réglementation dans ce domaine. Il estime dès lors qu'il n'est pas souhaitable de faire figurer expressément une telle recommandation dans les options en matière d'U. R. E.

Le Secrétaire d'Etat s'oppose ensuite à la proposition de M. Desaeyere tendant à instaurer de nouvelles taxes sur l'énergie.

M. Deleuze propose une recommandation selon laquelle la politique d'U. R. E. devrait aboutir au terme de 5 ans à une réduction annuelle de 20 % de la facture énergétique. Le Secrétaire d'Etat rappelle qu'il s'oppose à la mention de tels objectifs quantitatifs dans les options.

En ce qui concerne les interventions financières en faveur de projets de démonstration et les subventions en faveur de la diffusion commerciale de nouveaux procédés, proposées par MM. M. Colla, De Batselier et Bossuyt, le Secrétaire

De Staatssecretaris kant zich tegen het voorstel van de heer Fedrigo, dat ertoe strekt inzake R. E. V. een afzonderlijke optie te wijden aan het verwarmingsbeleid. Ter verantwoording verwijst hij naar zijn antwoord i.v.m. gelijkaardige voorstellen van de heren M. Colla, De Batselier en Bossuyt.

De Staatssecretaris is eveneens gekant tegen alle voorstellen die strekken tot de oprichting van nieuwe onderzoeks-, overleg- of beslissingsorganen. Dit geldt o.m. voor voorstellen van de heren Hendrick (voorstellen tot oprichting van een onderzoekscentrum en een bijzondere studietoelatingscommissie), Dierickx en Deleuze (oprichting van een adviserende raad voor energiebehoud en van een energieonderzoekscentrum) en Rigo (oprichting van een geregionaliseerd agentschap voor energiebesparingen).

De verwerping van de wijzigingen is des te noodzakelijker, daar de Staatssecretaris voor Energie uiteraard een coördinerende rol wordt toebedeeld. Trouwens de door de heer Ansoms voorgestelde interdepartementale R. E. V.-cel bestaat in werkelijkheid reeds.

Is de Staatssecretaris gekant tegen de oprichting van nieuwe overlegorganen, dan acht hij evenwel de samenstelling van het Nationaal Comité voor de Energie voor discussie vatbaar.

Zowel de heer Fedrigo, als de heren Dierickx en Deleuze wensen de aanstelling van energieverantwoordelijken in de grote ondernemingen. Vooreerst dient volgens de Staatssecretaris het begrip « grote onderneming » verduidelijkt. Bekijkt men dit vanuit internationaal oogpunt, dan komen in ons land slechts enkele ondernemingen in aanmerking. Breidt men deze verplichting uit tot kleinere ondernemingen, dan zullen deze hoewel ze in de praktijk meestal sinds geruime tijd een dergelijke verantwoordelijke hebben aangewezen, eens te meer het slachtoffer worden van administratieve rompslomp.

De heer Fedrigo wenst dat er maximumnormen worden bepaald voor het energieverbruik van koelkasten, diepvriezers, wasmachines, vaatwasmachines, droogkasten en andere elektrische toestellen.

Dezelfde wens werd geuit door de heren Dierickx en Deleuze. De Staatssecretaris wijst op het relatieve nut van dergelijke aanbeveling, aangezien het gezinsverbruik slechts 6 % van het elektriciteitsverbruik bedraagt. Bovendien is normalisatie op dit zeer uiteenlopende terrein uiterst moeilijk.

Dit laatste argument hanteert de Staatssecretaris eveneens tegen andere voorstellen betreffende het gebruik van elektrische toestellen.

Voorname leden, nl. de heren Fedrigo, Dierickx en Deleuze, stellen bovendien voor dat de elektrische huishoudtoestellen zouden worden voorzien van een label waarop het verbruik van het toestel wordt aangeduid. De Staatssecretaris wijst erop dat momenteel niet zonder succes en met het oog op dergelijke reglementering besprekingen gevoerd worden op E. E. G.-vlak. Daarmee rekening houdend acht hij het niet wenselijk dergelijke aanbeveling uitdrukkelijk op te nemen in de R. E. V.-opties.

De Staatssecretaris kant zich vervolgens tegen het voorstel van de heer Desaeyere dat strekt tot het invoeren van nieuwe energiebelastingen.

Een aanbeveling voorgesteld door de heer Deleuze strekt ertoe dat het R. E. V.-beleid na 5 jaar zou leiden tot een jaarlijkse vermindering van de energierekening met 20 %. De Staatssecretaris beklemtoont nogmaals dat hij gekant is tegen de vermelding van dergelijke kwantitatieve doelstellingen in de opties.

I.v.m. financiële tegemoetkomingen aan demonstratieprojecten en toelagen voor de commerciële verspreiding van nieuwe procédés waarvan sprake is in een voorstel van de heren M. Colla, De Batselier en Bossuyt, verwijst de Staats-

d'Etat renvoie respectivement aux options globales et aux actions entreprises entre autres par l'O. P. I.

Le Secrétaire d'Etat est d'accord pour dire qu'une politique d'U. R. E. ne peut pas porter atteinte au libre choix de l'individu. Le texte proposé par M. Kubla pouvant donner lieu à plusieurs interprétations, le Secrétaire d'Etat estime qu'il est préférable de ne pas l'insérer parmi les options d'U. R. E.

On a déjà commencé à établir des cartes thermiques en vue d'inventorier l'offre et la demande de chaleur. Ces efforts seront évidemment poursuivis. Le Secrétaire d'Etat estime dès lors qu'il n'est pas nécessaire de recommander expressément cet inventaire dans les options d'U. R. E. Une proposition recommandant formellement d'établir cet inventaire a toutefois été déposée par M. Ansoms.

De même, le Secrétaire d'Etat estime que les options en matière d'U. R. E. ne doivent pas non plus recommander expressément « d'étudier la manière dont une évaluation de l'incidence énergétique des projets peut être intégrée à l'aménagement du territoire ». Des études en ce domaine ont en effet déjà été effectuées, notamment par l'U. C. L.

En ce qui concerne la participation des communes à la politique d'U. R. E., le Secrétaire d'Etat juge préférable que le Parlement national ne formule pas de directives. Diverses propositions concernant la tâche des communes ont cependant été présentées, notamment par M. Ansoms.

Pour ce qui est des campagnes de publicité, le Secrétaire d'Etat fait observer qu'elles peuvent cadrer avec la politique du Gouvernement dans la mesure où elles visent à réduire notre dépendance pétrolière à l'égard de l'étranger. Il est donc opposé à la proposition de M. Desaeyere de mettre un terme à ces campagnes.

Le Secrétaire d'Etat considère que la recommandation de mener une politique d'aménagement du territoire caractérisée par une décentralisation des activités de production et de consommation et visant à enrayer la dispersion de l'habitat constitue un objectif complexe dont les modalités doivent être précisées. Un tel objectif, qui ne peut se réduire à une formule lapidaire, s'inscrit selon lui dans un projet relatif à l'aménagement du territoire.

Le Secrétaire d'Etat estime qu'il faut examiner attentivement les projets d'installation de réseaux de chauffage urbain et de chauffage à distance. Il ne partage cependant pas l'avis de MM. Dierickx et Deleuze lorsque ceux-ci considèrent que l'aménagement de ces réseaux constitue une priorité nationale.

Il n'est pas non plus d'accord sur la proposition des mêmes membres concernant l'encouragement des transports publics.

Une recommandation de MM. Deleuze et Dierickx vise à axer la nouvelle politique industrielle sur des technologies qui économisent l'énergie, sur des activités qui entraînent moins de gaspillages d'énergie et sur la récupération des matières premières.

A cet égard, le Secrétaire d'Etat rappelle qu'il n'est pas opposé à l'insertion dans les options globales d'un texte qui recommande « l'encouragement des secteurs et des techniques dans et par lesquels une valeur ajoutée supérieure peut être obtenue pour une même quantité d'énergie ».

MM. Dierickx et Deleuze souhaitent l'établissement d'un impôt sur la chaleur libérée par l'industrie dans l'environnement, au prorata de la qualité et de la quantité de chaleur dégagée et dont le produit serait versé à un fonds de financement des projets de chauffage à distance.

secretaris respectievelijk naar de algemene opties en naar de acties die o.m. door de D. N. B. worden ondernomen.

De Staatssecretaris is het ermee eens dat de vrije keuze van het individu niet mag worden in het gedrang gebracht door een R. E. V.-beleid. Aangezien de door de heer Kubla voorgestelde tekst op verschillende wijzen kan worden geïnterpreteerd, acht hij het verkieslijk deze niet in te lassen in de R. E. V.-opties.

Met het oog op de inventarisatie van het warmteaanbod en de vraag werd reeds een aanvang gemaakt met het opstellen van warmtekaarten. Deze inspanningen zullen uiteraard worden voortgezet. Derhalve dient de inventarisatie volgens de Staatssecretaris niet uitdrukkelijk aanbevolen in de R. E. V.-opties. Een voorstel waarin de inventarisatie uitdrukkelijk wordt aanbevolen werd evenwel ingediend door de heer Ansoms.

Evenmin dient volgens de Staatssecretaris het instellen van « een onderzoek naar de wijze waarop een raming van de gevolgen van de projecten op het gebied van de energie kan worden opgenomen in de ruimtelijke ordening uitdrukkelijk in de R. E. V.-opties te worden aanbevolen. Daarom werden immers o.m. door de Leuvense Universiteit (U. C. L.) reeds studies uitgevoerd.

I.v.m. de inschakeling van de gemeenten in het R. E. V.-beleid, acht de Staatssecretaris het verkieslijk dat het Nationale Parlement geen richtlijnen ter zake formuleert. Verschillende voorstellen betreffende de taak van de gemeenten werden nochtans ingediend, o.m. door de heer Ansoms.

Wat de publiciteitscampagnes betreft, wijst de Staatssecretaris er op dat deze kunnen aansluiten bij het regeringsbeleid in de mate dat zij een vermindering van onze afhankelijkheid van het buitenland i.v.m. de aardoliebevoorraadiging op het oog hebben. Hij kant zich dan ook tegen een voorstel van de heer Desaeyere betreffende de stopzetting van deze campagnes.

De aanbeveling van een ruimtelijke ordening gekenmerkt door een decentralisering van de productie- en de verbruiksactiviteit en gericht op de afremming van de verspreiding voor de woongegelegenheid bestempelt de Staatssecretaris als een complexe doelstelling, waarvan de modaliteiten moeten worden verduidelijkt. Dergelijke doelstelling, die niet in een bondige formule kan worden geformuleerd, hoort zijns inziens thuis in een ontwerp betreffende de ruimtelijke ordening.

Ontwerpen betreffende stadsverwarmingsnetten of afstandsverwarmingsnetten dienen volgens de Staatssecretaris aandachtig onderzocht. Hij is het evenwel niet eens met de heren Dierickx en Deleuze, om de bouw daarvan als een nationale prioriteit te bestempelen.

Hij kan evenmin instemmen met het voorstel van dezelfde leden betreffende de aanmoediging van het openbaar vervoer.

Een aanbeveling van de heren Deleuze en Dierickx strekt ertoe dat het vernieuwd industrieel beleid zou worden afgestemd op energiebesparende technologieën, minder energieverbruikende activiteiten en de recuperatie van grondstoffen.

I.v.m. daarmee herinnert de Staatssecretaris eraan dat hij niet gekant is tegen de invoeging van een tekst in de algemene opties waarin de bevordering van « de sectoren en technieken waar voor een eenzelfde energie-inzet een groter toegevoegde waarde kan worden verwezenlijkt » wordt aanbevolen.

De heren Dierickx en Deleuze wensen dat een belasting zou worden ingevoerd op de warmtelozingen die de industrie verricht in het leefmilieu, a rato van de kwaliteit en kwantiteit van de geloosde warmte en waarvan de opbrengst zou gestort worden in een fonds ter financiering van afstandverwarmingsprojecten.

Le Secrétaire d'Etat s'oppose à l'introduction d'une telle recommandation dans les options U. R. E. Celle-ci nécessiterait par ailleurs l'élaboration d'une réglementation concrète au niveau de la qualité et de la quantité de la chaleur libérée. Le Secrétaire d'Etat émet des doutes sur la possibilité d'établir cette réglementation.

Le Secrétaire d'Etat rejette la recommandation de MM. Dierickx et Deleuze visant la création d'une société publique d'isolation étant donné qu'elle vise la création d'un organe nouveau et qu'il s'agit d'autre part d'une manière régionale.

Le Secrétaire d'Etat s'oppose également à une proposition de M. Desaeyere visant notamment à décourager l'utilisation de l'aluminium. Cette proposition contient néanmoins des suggestions intéressantes telles que la promotion du covoiturage et des procédés de taxi-stop. Ces méthodes ne constituent cependant pas des remèdes miracle et ne semblent par conséquent pas avoir leur place dans les options d'U. R. E.

Le Secrétaire d'Etat rappelle une nouvelle fois, toujours en rapport avec la proposition de M. Desaeyere, que les options proposées par le Gouvernement en matière d'U. R. E. doivent être jugées en corrélation avec les autres options (notamment en matière de recherche et de développement) ainsi qu'avec les options globales.

En ce qui concerne la proposition de M. Desaeyere visant à supprimer l'éclairage des autoroutes et à limiter l'éclairage public, le Secrétaire d'Etat précise que l'éclairage des autoroutes est un investissement « achevé » qui contribue indiscutablement à la sécurité routière.

\* \* \*

Deux membres regrettent que le Secrétaire d'Etat ait repoussé toutes leurs propositions.

Le Secrétaire d'Etat a estimé que seule la composition du Comité national de l'énergie pouvait faire l'objet de discussions. Il est à espérer que l'issue de ces discussions sera favorable aux représentants de groupements de protection de l'environnement et aux consommateurs.

L'un des membres susvisés fait observer que, sur de nombreux points, des propositions similaires ont été formulées par deux autres groupes politiques.

Le Secrétaire d'Etat a rejeté l'une de leurs recommandations en raison des mesures fiscales qu'elle contenait. Ces mesures fiscales n'étaient pourtant pas présentées comme le moyen par excellence pour atteindre l'objectif fixé. En outre, il était essentiellement question dans cette même recommandation de favoriser « la production de biens durables, réparables et recyclables ».

Un membre constate que les efforts de décentralisation n'intéressent manifestement pas non plus le Secrétaire d'Etat.

Ces membres rappellent encore une série de recommandations de M. Fedrigo qui concernent les transports publics.

Un autre membre regrette que le Secrétaire d'Etat ait écarté l'idée de taxes d'environnement. A son avis, le Secrétaire d'Etat oublie que les taxes servent non seulement à financer les dépenses publiques, mais aussi à influencer les décisions économiques et à promouvoir l'emploi. Ainsi, le Secrétaire d'Etat prive en outre les pouvoirs publics d'un instrument de décentralisation.

\* \* \*

#### *Nouvelles propositions globales relatives à l'U. R. E.*

Compte tenu d'un certain nombre de propositions des membres de la Commission, le Secrétaire d'Etat propose un

De Staatssecretaris kant zich tegen de inlassing van een dergelijke aanbeveling in de R. E. V-opties. Bovendien zou aan een dergelijke aanbeveling een concrete reglementering i.v.m. kwaliteit en kwantiteit van de geloosde warmte moeten worden gekoppeld. Het is tenslotte zeer de vraag of dergelijke reglementering wel beschikbaar is.

De aanbeveling van de heren Dierickx en Deleuze tot oprichting van een openbare isolatiemaatschappij wordt door de Staatssecretaris afgewezen niet alleen omdat zij tot de oprichting van een nieuw orgaan strekt, doch tevens omdat zij een regionale aangelegenheid betreft.

De Staatssecretaris kan tenslotte niet instemmen met een voorstel van de heer Desaeyere dat o.m. een ontmoediging van het gebruik van aluminium aanbeveelt. Dit neemt niet weg dat in dit voorstel waardevolle suggesties zijn vervat, zoals het stimuleren van auto-pooling en taxistop-methoden. Laatstgenoemde methoden zijn nochtans geen wondermiddelen. Het is dan ook zeer de vraag of dergelijke aanbevelingen thuishoren in de R. E. V-opties.

Steeds i.v.m. het laatstgenoemde voorstel van de heer Desaeyere, herinnert de Staatssecretaris er nogmaals aan dat de door de Regering voorgestelde R. E. V-opties moeten beoordeeld worden in samenhang met de andere deeloptyes (o.m. in verband met onderzoek en ontwikkeling) en de algemene opties.

Wat tenslotte het voorstel van de heer Desaeyere tot afschaffing van de verlichting op de autowegen en tot heperking van de openbare verlichting betreft, wijst de Staatssecretaris erop dat de verlichting op de autowegen een « voltrokken » investering is die onbetwistbaar de wegveiligheid ten goede komt.

\* \* \*

Twee leden betreuren dat al hun voorstellen werden afgewezen door de Staatssecretaris.

Alleen de samenstelling van het Nationaal Comité voor Energie achtte de Staatssecretaris vatbaar voor discussie. Hopelijk komt deze discussie de vertegenwoordiging van milieugroepen en consumenten ten goede.

Eén van voornoemde leden wijst erop dat voor tal van punten gelijkaardige voorstellen werden geformuleerd door twee andere politieke groepen.

Eén hunner aanbevelingen werd door de Staatssecretaris afgewezen op grond van de daarin vervatte fiscale maatregelen. Deze fiscale maatregelen werden nochtans niet als het middel bij uitstek bestempeld. Bovendien was in diezelfde aanbeveling hoofdzakelijk sprake van de « bevordering van de produktie van goederen die duurzaam zijn, of vatbaar voor recuperatie of reparatie ».

De Staatssecretaris heeft blijkbaar ook geen belangstelling voor het streven naar decentralisering.

Er wordt ook nog herinnerd aan een reeks aanbevelingen van de heer Fedrigo betreffende het openbaar vervoer.

Een ander lid betreurt de verwerping van milieubelastingen door de Staatssecretaris. Zijns inziens verliest de Staatssecretaris uit het oog dat belastingen niet alleen de financiering van overheidsuitgaven tot doel hebben doch tevens de beïnvloeding van de economische beslissingen en de bevordering van de werkgelegenheid. Aldus wordt bovendien een middel tot decentralisering van de hand gewezen.

\* \* \*

#### *Nieuwe globale tekstvoorstellen betreffende het R. E. V.*

Rekening houdend met een aantal voorstellen van Commissieleden stelt de Staatssecretaris een nieuwe tekst voor

nouveau texte en remplacement du premier texte du Gouvernement relatif à l'U. R. E. Ce nouveau texte est libellé comme suit :

« La Chambre,

1. Demande au Gouvernement et aux Exécutifs régionaux, dans le cadre de leurs compétences respectives et d'une nécessaire coordination, de mener une politique active d'utilisation rationnelle de l'énergie, dans le but de maîtriser la demande, de favoriser la rénovation industrielle et l'emploi.

Cette politique comprendra :

— la mise en place, sans délai, d'un programme d'actions visant à l'utilisation rationnelle de l'énergie lors de sa production, sa transformation, sa distribution et sa consommation, et couvrant les secteurs résidentiel, tertiaire, industriel, agricole et du transport;

— l'adoption de mesures normatives dans certains domaines, notamment : installations et brûleurs de chauffage, isolation de bâtiments, équipements électriques industriels et domestiques, véhicules automobiles;

— l'instauration de mécanismes d'incitation adéquats et la prévision des moyens appropriés;

— le contrôle des normes imposées, particulièrement dans le secteur public, qui fera annuellement rapport sur les progrès accomplis;

— la sensibilisation et l'information de tous les consommateurs d'énergie;

— la mise en œuvre d'un programme de formation et d'éducation dans les secteurs professionnels concernés et au niveau scolaire;

— la prise en considération des systèmes dits « à énergie totale », qui exploitent la chaleur résiduelle, ainsi que des installations mettant en valeur les déchets et recyclant les matières premières.

2. Préconise qu'un effort particulier de récupération de l'énergie soit fait sur les installations industrielles consommatrices et productrices d'énergie, et du secteur tertiaire.

3. Préconise que soient mis en œuvre des systèmes permettant l'écrêtage des pointes dans l'utilisation du gaz et de l'électricité.

4. Préconise que la diversification des combustibles s'accompagne d'une diversification des techniques d'utilisation de ceux-ci. »

M. Desaeyere propose à son tour un nouveau texte qui est basé sur les options U. R. E. adoptées par la Commission de l'Energie du Conseil flamand :

« La Chambre,

1. Estime qu'une politique d'utilisation rationnelle de l'énergie au sens large, en tant qu'expression la plus importante du contrôle de la demande, constituera la pierre angulaire de la politique énergétique globale.

2. Recommande qu'à l'instar de ce qui se passe dans les autres pays industrialisés, on définisse en matière d'économies d'énergie des objectifs à atteindre dans les divers secteurs d'utilisation et que l'on prévoit les moyens nécessaires à la mise en œuvre d'une politique d'utilisation rationnelle de l'énergie.

3. Estime que la sensibilisation, l'encouragement fiscal et direct, la politique des prix, l'établissement de normes et le contrôle sont des instruments précieux pour obtenir des résultats sur le plan de l'utilisation rationnelle de l'énergie.

ter vervanging van de eerste Regeringstekst betreffende R. E. V. Deze nieuwe tekst luidt als volgt :

« De Kamer,

1. Vraagt de Regering en de Gewestelijke Executieven, in het kader van hun respectieve bevoegdheden en van een noodzakelijke coordinatie, een actief beleid van rationeel energieverbruik te voeren ten einde de vraag in de hand te kunnen houden, de industriële vernieuwing en de tewerkstelling te bevorderen.

Dit beleid omvat :

— de onverwijld uitwerking van een actie-programma dat het rationeel energieverbruik tot doel heeft tijdens de produktie, de omzetting, de distributie en het verbruik van energie en dat slaat op de residentiële, tertiaire, industriële, landbouw-, en vervoersectoren;

— de aanvaarding van normatieve maatregelen op sommige gebieden, zoals de verwarmingsinstallaties en -branders, de gebouwenisolatie, de elektrische uitrusting in de nijverheids- en huishoudsector, de autovoertuigen;

— de invoering van gepaste aanmoedigingsmechanismen en het voorzien in de gepaste middelen;

— de controle van de opgelegde normen, meer bepaald in de openbare sector waar jaarlijks verslag zal worden uitgebracht over de gemaakte vorderingen;

— de sensibilisering en de voorlichting van alle energieverbruikers;

— de sensibilisering en vormings- en opvoedingsprogramma's in alle betrokken beroepssectoren en in de scholen;

— het in overweging nemen van zogenaamde « totale energiesystemen », dit zijn systemen die de restwarmte benutten, en van installaties die de afval valoriseren en de grondstoffen recycleren.

2. Beveelt aan een bijzondere inspanning voor de terugwinning van energie te doen op het vlak de energieverbruikende of -producerende industriële installaties, en van de tertiaire sector.

3. Beveelt aan stelsels uit te werken waardoor de pieken van het gas- en elektriciteitsverbruik worden afgevlakt.

4. Beveelt aan dat de diversifiëring van de brandstoffen zou gepaard gaan met de diversifiëring van de gebruikstechnieken ervan. »

De heer Desaeyere stelt op zijn beurt een nieuwe tekst voor, die steunt op de R. E. V.-opties goedgekeurd door de Energiecommissie van de Vlaamse Raad :

« De Kamer,

1. Is van oordeel dat een beleid van rationeel energieverbruik bredezin als belangrijkste uitdrukking van de beheersing van de vraagzijde, de hoeksteen moet vormen van het totale energiebeleid.

2. Beveelt aan, in vergelijking met de overige industrielanden, streefdoelen aan te duiden voor de energiebesparing, die in de diverse verbruikssectoren dienen gehaald te worden, en de middelen te voorzien die nodig zijn om R. E. V. tot ontplooiing te brengen.

3. Is van oordeel dat sensibilisatie, fiscale en directe aanmoediging, prijsbeleid, normering en controle waardevolle instrumenten zijn in het bereiken van de resultaten inzake R. E. V.

4. Préconise en conséquence une action coordonnée à laquelle les départements et les organismes existants seront associés au maximum et qui sera engagée aussi rapidement que possible dans tous les secteurs de consommation, notamment dans les secteurs domestique et résidentiel, dans l'industrie, les édifices publics, les transports ainsi que dans l'agriculture et l'horticulture.

5. Souligne que l'U. R. E. peut avoir d'importantes répercussions sur l'emploi et sur le renouvellement du tissu industriel, à condition que les mesures nécessaires de valorisation soient prises à temps.

6. Souligne qu'une politique adéquate d'aménagement du territoire contribuerait sensiblement à réduire la consommation énergétique actuelle et future et à rationaliser les infrastructures de distribution.

7. Propose que, parmi toutes les décisions relatives à la politique énergétique qui ont des effets environ équivalents sur le plan économique, la préférence soit donnée à l'option d'U. R. E.

8. Préconise l'instauration d'une tarification raisonnable afin de favoriser le raccordement des autoproduleurs au réseau et l'écrêtage de la consommation de pointe.

9. Souhaite que l'ensemble des efforts en matière d'U.R.E. s'inscrivent dans le contexte et les structures déjà existants de la C. E. E. et de l'O. C. D. E.

10. Constate que les Régions sont compétentes pour certains aspects de la politique d'U. R. E., notamment la récupération de l'énergie et le chauffage à distance.

11. Estime, que dans les limites des compétences respectives de l'Etat et des Régions, il convient de mettre en chantier en priorité des programmes R. et D. permettant de réaliser des économies d'énergie.

#### Votes

Il est voté tout d'abord sur la proposition n° 83 de M. Deleuze, qui tend à supprimer les options en matière d'U. R. E. Cette proposition est rejetée à l'unanimité.

Ensuite un certain nombre de propositions globales examinées antérieurement sont mises aux voix.

La proposition n° 84 de M. Fedrigo est rejetée par 10 voix contre 4.

La proposition n° 85 de M. Dupré est rejetée par 7 voix contre une et 6 abstentions.

Les propositions n° 86 de M. Rigo et n° 87 de M. W. Claes, qui s'inspirent du texte adopté au cours de la session précédente par la Commission de l'Economie, sont rejetées par 9 voix contre 3 et 2 abstentions.

#### Propositions partielles

Ensuite, les propositions partielles présentées par des membres et examinées antérieurement sont confrontées avec les nouvelles propositions globales du Gouvernement et de M. Desaeyere.

Le Secrétaire d'Etat rappelle que le nouveau texte proposé par le Gouvernement tient compte d'un certain nombre de propositions partielles examinées antérieurement.

#### Option 1

M. De Batselier retire sa proposition n° 90 par suite de l'adoption du point 3 des options globales.

4. Beveelt overeenkomstig aan dat zo spoedig mogelijk een gecoördineerde actie met maximaal inschakelen van bestaande departementen en instellingen in alle verbruiksectoren dient gevoerd te worden en met name in de huishoudelijke en residentiële sector, de industrie, de openbare gebouwen, het vervoer en de land- en tuinbouw.

5. Wijst erop dat R. E. V. een belangrijk effect kan te weegbrengen op tewerkstelling en de vernieuwing van het industrieel patroon mits tijdig de nodige maatregelen voor valorisatie worden genomen.

6. Wijst erop dat een aangepast beleid van ruimtelijke ordening sterk zal bijdragen tot de vermindering van het huidig en toekomstig energieverbruik en tot rationalisatie van de distributieinfrastructuur.

7. Stelt voor dat in alle beslissingen inzake energiebeleid bij ongeveer economische gelijkwaardigheid, aan de R. E. V.-optie de voorkeur zou gegeven worden.

8. Beveelt aan een redelijke tarifiering te voorzien voor de aanschakeling van de zelfproducenten op het net en de afvlakking van het piekverbruik te begunstigen.

9. Wenst het geheel van R. E. V.-inspanningen te doen kaderen in de reeds bestaande context en structuren in E. E. G.- en O. E. S. O.-verband.

10. Stelt vast dat de Gewesten voor bepaalde aspecten van het R. E. V.-beleid, o.a. de recuperatie van energie en de afstandswarmte, bevoegd zijn.

11. Is van oordeel dat binnen de respectieve bevoegdheden van Staat en Gewesten prioritair werk moet gemaakt worden van de organisatie van R & D programma's ter besparing van energie. »

#### Stemmingen

Vooreerst wordt gestemd over een voorstel van de heer Deleuze n° 83, dat strekt tot de weglating van de R. E. V.-opties. Het wordt eenparig verworpen.

Vervolgens wordt gestemd over een aantal vroeger besproken globale tekstvoorstellen.

Het voorstel n° 84 van de heer Fedrigo wordt verworpen met 10 tegen 4 stemmen.

Het voorstel n° 85 van de heer Dupré wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1 en 6 onthoudingen.

De voorstellen n° 86 van de heer Rigo en n° 87 van de heer W. Claes, die teruggrijpen naar de tekst die tijdens de vorige zitting werd goedgekeurd door de Commissie voor het Bedrijfsleven, worden verworpen met 9 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

#### Partiële tekstvoorstellen

Vervolgens worden de vroeger besproken partiële tekstvoorstellen van Kamerleden getoetst aan de nieuwe globale tekstvoorstellen van de Regering en van de heer Desaeyere.

De Staatssecretaris vestigt er nogmaals de aandacht op dat het nieuwe tekstvoorstel van de Regering rekening houdt met een aantal vroeger besproken partiële tekstvoorstellen.

#### Optie 1

Rekening houdend met de reeds goedgekeurde tekst van punt 3 van de globale opties, trekt de heer De Batselier zijn voorstel n° 90 in.

La proposition n° 88 de M. Lestienne, retirée par son auteur, est reprise par M. Desaeys. Elle est rejetée par 9 voix contre 3 et 2 abstentions.

La proposition n° 89 de M. Lestienne est rejetée par 9 voix contre 5.

La proposition n° 91 de M. Fedrigo est rejetée par 10 voix contre 3 et une abstention.

La proposition n° 92 de M. W. Claes est rejetée par 9 voix contre 4 et une abstention.

La proposition n° 93 de MM. M. Colla, De Batselier et Bossuyt est rejetée par 9 voix contre une et 2 abstentions.

La proposition n° 94 de MM. Ansoms et Bockstal comprend deux parties. La seconde partie est retirée par les auteurs, étant donné qu'elle a été reprise dans la nouvelle proposition globale du Gouvernement. La première est mise aux voix à la demande des auteurs, qui souhaitent que la résolution fixe un chiffre en ce qui concerne les économies à réaliser. Cette première partie est rejetée par la Commission par 8 voix contre 4.

La proposition n° 95 de M. Dierickx est rejetée par 9 voix contre une et 2 abstentions.

La proposition n° 96 présentée par M. W. Claes est rejetée par 9 voix contre une et 3 abstentions.

La proposition n° 97 présentée par MM. W. Claes, M. Colla, De Batselier et Bossuyt est rejetée par un vote identique.

Les mêmes auteurs retirent leur proposition n° 98, étant donné qu'elle a été reprise, sinon textuellement, du moins quand au fond dans la nouvelle proposition du Gouvernement.

M. Rigo retire également sa proposition. Cette proposition n° 99 peut en effet être reprise dans la onzième option globale.

La proposition n° 100 de MM. Dierickx et Deleuze est rejetée par 10 voix contre 6 et une abstention.

M. Rigo retire sa proposition n° 101. MM. Ducarme, Verberckmoes et Lestienne retirent également leur proposition n° 102. A propos de cette proposition, un des auteurs demande si par « agriculture » le Secrétaire d'Etat à l'Energie entend également la sylviculture. Le Secrétaire d'Etat répond par l'affirmative.

Les propositions n°s 103 et 104 de MM. M. Colla, De Batselier et Bossuyt sont rejetées respectivement par 12 voix contre 4 et 2 abstentions et par 11 voix contre 4 et 2 abstentions.

Les mêmes auteurs retirent leur proposition n° 105 dont le contenu a été repris dans le texte figurant en regard du premier tiret de la première option du nouveau texte de la résolution.

La proposition n° 106 de MM. Dierickx et Deleuze est rejetée par 8 voix contre 5.

M. Ansoms retire sa proposition n° 107 dont le contenu a été repris en regard du deuxième tiret de la première option du nouveau texte proposé. MM. W. Claes, M. Colla, De Batselier et Bossuyt retirent également leur proposition n° 108, et M. Rigo fait de même en ce qui concerne sa proposition n° 109.

Un membre estime que le contenu de la proposition n° 110 de MM. Deleuze et Dierickx est repris dans le texte qui figure en regard du troisième tiret de la première option. La proposition est rejetée par 11 voix contre 2 et 4 abstentions.

M. Rigo retire sa proposition n° 111, parce que son principe est contenu dans le texte qui figure en regard du troisième tiret de la première option.

Les propositions n°s 112 et 113 de MM. M. Colla, De Batselier et Bossuyt sont rejetées respectivement par 11 voix contre 4 et 2 abstentions et par 11 voix contre 3 et 2 abstentions.

Het ingetrokken voorstel n° 88 van de heer Lestienne wordt hernomen door de heer Desaeys. Het wordt verworpen met 9 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Het voorstel n° 89 van de heer Lestienne wordt verworpen met 9 tegen 5 stemmen.

Het voorstel n° 91 van de heer Fedrigo wordt verworpen met 10 tegen 3 stemmen en één onthouding.

Het voorstel n° 92 van de heer W. Claes wordt verworpen met 9 tegen 4 stemmen en één onthouding.

Het voorstel n° 93 van de heren M. Colla, De Batselier en Bossuyt wordt verworpen met 9 tegen 1 stem en 2 onthoudingen.

Het voorstel n° 94 van de heren Ansoms en Bockstal bevat twee delen. Het eerste deel, in tegenstelling met het tweede deel dat door de auteurs wordt teruggetrokken aangezien het opgenomen werd in het nieuwe globale tekstvoorstel van de Regering, wordt door deze leden ter stemming gelegd. Zij wensen vooral de idee van het besparingsstreefcijfer ingeschreven zien in de tekst van de resolutie. Dit eerste deel wordt echter door de Commissie verworpen met 8 tegen 4 stemmen.

Het voorstel n° 95 van de heer Dierickx wordt verworpen met 9 tegen 1 stem en 2 onthoudingen.

Het door de heer W. Claes ingediende voorstel n° 96 wordt verworpen met 9 tegen 1 stem en 3 onthoudingen.

Met hetzelfde aantal stemmen wordt eveneens het voorstel n° 97, ingediend door de heren W. Claes, M. Colla, De Batselier en Bossuyt verworpen.

Deze leden trekken evenwel hun voorstel n° 98 in aangezien vastgesteld wordt dat, indien met letterlijk toch de basisidee van hun voorstel overgenomen werd in het nieuwe tekstvoorstel van de Regering.

Ook de heer Rigo trekt zijn voorstel in. Dit voorstel n° 99 kan inderdaad opgenomen worden in de elfde optie van globale opties.

Het voorstel n° 100 van de heren Dierickx en Deleuze wordt verworpen met 10 tegen 6 stemmen en 1 onthouding.

De heer Rigo trekt zijn voorstel n° 101 in. Dit geldt eveneens voor het voorstel n° 102 van de heren Ducarme, Verberckmoes en Lestienne. In verband met dit voorstel wenst een van de auteurs enkel nog te weten of de Staatssecretaris voor Energie onder het woord « landbouw » ook « bosbouw » begrijpt. Dit wordt bevestigd door de Staatssecretaris.

De voorstellen n°s 103 en 104 van de heren M. Colla, De Batselier en Bossuyt worden verworpen met 12 tegen 4 stemmen en 2 onthoudingen respectievelijk met 11 tegen 4 stemmen en 2 onthoudingen.

Deze auteurs trekken evenwel hun voorstel n° 105 in, aangezien de inhoud van hun voorstel werd opgenomen in de tekst van de eerste gedachtenstreep van de eerste optie van de nieuwe ingediende resolutietekst.

Het voorstel n° 106 van de heren Dierickx en Deleuze wordt verworpen met 8 tegen 5 stemmen.

De heer Ansoms trekt zijn voorstel n° 107 in aangezien de inhoud van zijn voorstel terug te vinden is in de tweede gedachtenstreep van de eerste optie van het nieuwe tekstvoorstel. Dit geldt eveneens voor het voorstel n° 108 van de heren W. Claes, M. Colla, De Batselier en Bossuyt en het voorstel n° 109 van de heer Rigo.

Een lid is van oordeel dat de inhoud van het voorstel n° 110 van de heren Deleuze en Dierickx is opgenomen in de tekst van de derde gedachtenstreep van deze eerste optie. Het voorstel wordt verworpen met 11 tegen 2 stemmen en 4 onthoudingen.

De heer Rigo trekt zijn voorstel n° 111 in, aangezien vastgesteld wordt dat de idee van zijn voorstel vervat ligt in de derde gedachtenstreep van de eerste optie.

De voorstellen n°s 112 en 113 van de heren M. Colla, De Batselier en Bossuyt worden verworpen met 11 tegen 4 stemmen en 2 onthoudingen resp. met 11 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.



M. Dupré retire sa proposition n° 114, les idées qu'elle contient ayant été reprises dans la phrase liminaire de la première option du nouveau texte proposé.

Plusieurs membres soulignent qu'il faut insérer le mot « en » entre les mots « de industrielle vernieuwing » et les mots « de tewerkstelling » dans la version néerlandaise du nouveau texte proposé par le Gouvernement.

Un autre membre constate que le Gouvernement n'a pas repris dans son nouveau texte la notion de maîtrise « maximum » de la demande, ainsi que M. Dupré dans sa proposition.

La proposition n° 115 de M. Dupré est rejetée par 10 voix contre 6. La proposition n° 116 du même membre est rejetée par 8 voix contre 6 et 2 abstentions. Sa proposition n° 117 est également rejetée par 9 voix contre 6 et une abstention.

La proposition n° 118 de M. Rigo est rejetée par 10 voix contre 3 et 2 abstentions.

M. Verberckmoes retire sa proposition n° 119, contre-signée par MM. Denys et Ducarme, étant donné que le mot dont ils proposaient la suppression ne figure plus dans le nouveau texte proposé.

La proposition n° 120 de M. Fedrigo est rejetée par 11 voix contre 4 et 2 abstentions.

M. Rigo retire sa proposition n° 121, parce que son contenu se retrouve dans le texte qui figure après le cinquième tiret du nouveau texte proposé. Avec d'autres membres, il fait toutefois observer que la version française de ce texte ne correspond pas à la version néerlandaise.

Après examen, il apparaît que cette erreur matérielle doit être corrigée comme suit :

« — (cinquième tiret) de sensibilisering en de voorlichting van alle energieverbruikers;

— (sixième tiret) het op gang brengen van een vormings- en opvoedingsprogramma in alle betrokken beroepssectoren en in de scholen; ».

Un membre critique néanmoins l'emploi des mots « secteurs professionnels » dans le texte du sixième tiret. Plusieurs membres estiment que ces mots ont une signification plus large que les termes « branches et secteurs professionnels » proposés par l'intervenant précédent. Les mots « secteurs professionnels » visent également les professions indépendantes; ils ne visent donc pas seulement les secteurs industriels.

Les propositions n° 122 de MM. M. Colla, De Batselier et Bossuyt et n° 123 de M. Rigo sont retirées par leurs auteurs respectifs.

Un membre se demande si la proposition n° 124 de M. Rigo n'est pas contenue dans le texte qui suit le septième tiret du nouveau texte proposé. L'auteur estime toutefois que sa proposition est beaucoup plus détaillée, ce que confirme l'orateur précédent, qui ajoute que les « systèmes à énergie totale » ne peuvent être utilisés que dans les maisons individuelles. Il s'oppose dès lors à la définition des « systèmes à énergie totale » qui est contenu dans le texte qui figure en regard de ce tiret. Finalement, la proposition de M. Rigo est rejetée par 12 voix contre 6.

La proposition n° 125 de M. Ansoms est rejetée par 8 voix contre 5 et 5 abstentions.

La proposition n° 126 de MM. Dierickx et Deleuze est rejetée à l'unanimité.

Les propositions n°s 127, 128 et 129 de MM. M. Colla, De Batselier et Bossuyt sont rejetées respectivement par 10 voix contre 4 et 3 abstentions, par 10 voix contre 6 et une abstention et par 10 voix contre 6.

De heer Dupré trekt zijn voorstel n° 114 in aangezien zijn ideeën werden opgenomen in de inleidende zin van de eerste optie van het nieuwe tekstvoorstel.

Een aantal leden merken op dat in de nederdandse versie van het nieuwe tekstvoorstel van de Regering het woord « en » moet gevoegd worden tussen de woorden « de industriële vernieuwing » en de woorden « de tewerkstelling ».

Een lid stelt ook nog vast dat de Regering het begrip van het « maximaal » beheersen van de vraag, zoals gesuggereerd in het voorstel van de heer Dupré niet heeft overgenomen in de nieuwe tekst.

Het voorstel n° 115 van de heer Dupré wordt verworpen met 10 tegen 6 stemmen. Het voorstel n° 116 van hetzelfde lid wordt verworpen met 8 tegen 6 stemmen en 2 onthoudingen. Ook zijn voorstel n° 117 wordt verworpen, ditmaal met 9 tegen 6 stemmen en 1 onthouding.

Het voorstel n° 118 van de heer Rigo wordt verworpen met 10 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

De heer Verberckmoes trekt zijn voorstel n° 119, mede-ondertekend door de heren Denys en Ducarme, in aangezien het woord waarvan zij de schrapping voorstelden niet meer voorkomt in het nieuwe tekstvoorstel.

Het voorstel n° 120 van de heer Fedrigo wordt met 11 tegen 4 stemmen en 2 onthoudingen verworpen.

De heer Rigo trekt zijn voorstel n° 121 in gezien de inhoud van de vijfde gedachtenstreep van het nieuwe tekstvoorstel. Dit lid en andere leden met hem wijzen er evenwel op dat de Franse tekst van de vijfde gedachtenstreep niet overeenstemt met de inhoud van de Nederlandse versie van deze gedachtenstreep.

Na onderzoek blijkt dat deze materiële vergissing als volgt moet rechtgezet worden :

— (vijfde gedachtenstreep) de sensibilisering en de voorlichting van alle energieverbruikers;

— (zesde gedachtenstreep) het op gang brengen van een vormings- en opvoedingsprogramma in alle betrokken beroepssectoren en in de scholen;

Een lid bekritiseerde evenwel het gebruik in de tekst van deze zesde gedachtenstreep van het woord « beroepssectoren ». Meerdere leden zijn evenwel van mening dat dit woord breder van betekenis is dan het door het vorig lid voorgestelde « bedrijfstakken of bedrijfsectoren ». Bij het gebruik van het woord « beroepssectoren » bedoelt men ook de zelfstandige beroepen en dus niet alleen de nijverheidssectoren.

De voorstellen n° 122 van de heren M. Colla, De Batselier en Bossuyt en n° 123 van de heer Rigo worden door hun respectieve auteurs ingetrokken.

Een lid vraagt zich af of het voorstel n° 124 van de heer Rigo niet vervat ligt in de tekst van de zevende gedachtenstreep van het nieuwe tekstvoorstel. De indiener is evenwel van mening dat zijn voorstel veel gedetailleerder is. Dit wordt bevestigd door de vorige spreker die eraan toevoegt dat totale energiesystemen systemen zijn die enkel dienen voor individuele huizen. Hij kant zich daarom tegen de definitie van « totale energiesystemen » die in deze gedachtenstreep vervat ligt. Het voorstel van de heer Rigo wordt tenslotte verworpen met 12 tegen 6 stemmen.

Het voorstel n° 125 van de heer Ansoms wordt verworpen met 8 tegen 5 stemmen en 5 onthoudingen.

Het voorstel n° 126 van de heren Dierickx en Deleuze wordt eenparig verworpen.

De voorstellen n°s 127, 128 en 129 van de heren M. Colla, De Batselier en Bossuyt worden verworpen met 10 tegen 4 stemmen en 3 onthoudingen, resp. met 10 tegen 6 stemmen en 1 onthouding, resp. met 10 tegen 6 stemmen.



Les propositions suivantes sont rejetées par une série de votes :

- la proposition n° 130 de M. Burgeon, par 10 voix contre 6;
- la proposition n° 131 de MM. Dierickx et Deleuze, par 10 voix contre 4 et 2 abstentions;
- la proposition n° 132 de M. Fedrigo, par 10 voix contre 2 et 4 abstentions;
- la proposition n° 133 de MM. Dierickx et Deleuze, par 10 voix contre 4 et 2 abstentions;
- la proposition n° 134 de M. Lestienne, par 8 voix contre 7 et une abstention;
- la proposition n° 135 de M. Lestienne, par 9 voix contre une et 6 abstentions.

En ce qui concerne le nouveau texte proposé par M. Desaeys en remplacement de cette résolution relative à l'U. R. E., les numéros 1 à 7 ainsi que les numéros 9 et 10 sont rejetés par 10 voix contre 3 et 3 abstentions.

Le numéro 8 de sa nouvelle proposition est réservé et sera discuté dans le cadre de la troisième option de la résolution en matière d'U. R. E. Quant au numéro 11, il sera discuté lors de l'examen de la résolution sur la recherche et le développement.

La première option, telle qu'elle est présentée dans le nouveau texte du Gouvernement, est enfin adoptée par la Commission par 10 voix contre 4 et 2 abstentions.

Le texte adopté de la première option est dès lors libellé comme suit :

« La Chambre,

1. Demande au Gouvernement et aux Exécutifs régionaux, dans le cadre de leurs compétences respectives et d'une nécessaire coordination, de mener une politique active d'utilisation rationnelle de l'énergie, dans le but de maîtriser la demande, de favoriser la rénovation industrielle et l'emploi.

Cette politique comprendra :

- la mise en place, sans délai, d'un programme d'actions visant à l'utilisation rationnelle de l'énergie lors de sa production, sa transformation, sa distribution et sa consommation, et couvrant les secteurs résidentiel, tertiaire, industriel, agricole et du transport;
- l'adoption de mesures normatives dans certains domaines, notamment : installations et brûleurs de chauffage, isolation de bâtiments, équipements électriques industriels et domestiques, véhicules automobiles;
- l'instauration de mécanismes d'incitation adéquats et la prévision des moyens appropriés;
- le contrôle des normes imposées, particulièrement dans le secteur public, qui fera annuellement rapport sur les progrès accomplis;
- la sensibilisation et l'information de tous les consommateurs d'énergie;
- la mise en œuvre d'un programme de formation et d'éducation dans les secteurs professionnels concernés et au niveau scolaire;
- la prise en considération des systèmes dits « à énergie totale », c'est-à-dire qui exploitent la chaleur résiduelle, ainsi que des installations mettant en valeur les déchets et recyclant les matières premières.

In een reeks stemmingen worden volgende voorstellen verworpen :

- n° 130 van de heer Burgeon, met 10 tegen 6 stemmen;
- n° 131 van de heren Dierickx en Deleuze, met 10 tegen 4 stemmen en 2 onthoudingen;
- n° 132 van de heer Fedrigo, met 10 tegen 2 stemmen en 4 onthoudingen;
- n° 133 van de heren Dierickx en Deleuze, met 10 tegen 4 stemmen en 2 onthoudingen;
- n° 134 van de heer Lestienne, met 8 tegen 7 stemmen en 1 onthouding;
- n° 135 van de heer Lestienne, met 9 tegen 1 stem en 6 onthoudingen.

Wat betreft de nieuwe tekst voorgesteld door de heer Desaeys ter vervanging van deze R. E. V.-resolutie worden, met telkens met dezelfde stemming van 10 tegen 3 stemmen en 3 onthoudingen, de nummers 1 tot en met 7 alsook 9 en 10 verworpen.

Het nummer 8 van zijn nieuw voorstel wordt voorbehouden aan de bespreking van de derde optie van de R. E. V.-resolutie daar waar het nummer 11 behandeld zal worden bij de bespreking van de resolutie over ontwikkeling en onderzoek.

Tot slot van deze bespreking wordt de eerste optie, zoals voorgesteld in de nieuwe tekst van de Regering aangenomen door de Commissie met 10 tegen 4 stemmen en 2 onthoudingen.

De aangenomen tekst van deze eerste optie luidt derhalve als volgt :

« De Kamer,

1. Vraagt de Regering en de Gewestelijke Executieven, in het kader van hun respectieve bevoegdheden en van een noodzakelijke coordinatie, een actief beleid van rationeel energieverbruik te voeren ten einde de vraag in de hand te kunnen houden, de industriële vernieuwing en de tewerkstelling te bevorderen.

Dit beleid omvat :

- de onverwijlde uitwerking van een actieprogramma dat het rationeel energieverbruik tot doel heeft tijdens de productie, de omzetting, de distributie en het verbruik van energie en dat slaat op de residentiële, tertiaire, industriële, landbouw- en vervoersectoren;
- de aanvaarding van normatieve maatregelen op sommige gebieden, zoals de verwarmingsinstallaties en -branders, de gebouwenisolatie, de elektrische uitrusting in de nijverheids- en huishoudsector, de autovoertuigen;
- de invoering van gepaste aanmoedigingsmechanismen en het voorzien in de gepaste middelen;
- de controle van de opgelegde normen, meer bepaald in de openbare sector waar jaarlijks verslag zal worden uitgebracht over de gemaakte vorderingen;
- de sensibilisering en de voorlichting van alle energieverbruikers;
- het op gang brengen van een vormings- en opvoedingsprogramma in alle betrokken beroepssectoren en in de scholen;
- het in overweging nemen van zogenaamde « totale energiesystemen », dit zijn systemen die de restwarmte benutten, en van installaties die de afval valoriseren en de grondstoffen recycleren.

*Option 2*

Aucune proposition de modification de la deuxième option n'a été présentée. Le texte de cette option est adopté à l'unanimité par la Commission. Il est libellé comme suit :

« 2. Préconise qu'un effort particulier de récupération de l'énergie soit fait sur les installations industrielles consommatrices ou productrices d'énergie et du secteur tertiaire. »

*Option 3*

La proposition n° 136 de MM. Dierickx et Deleuze tendant à supprimer cette option est rejetée à l'unanimité.

La proposition n° 137 de M. Rigo est également rejetée, par 10 voix contre 6.

Le point 8 proposé dans le nouveau texte présenté par M. Desaeeyere et dont il est question à la fin de l'examen de la première option est rejeté par la Commission par 9 voix contre 5 et une abstention.

La troisième option, telle qu'elle est présentée dans le nouveau texte proposé par le Gouvernement, est adoptée par 10 contre une et 4 abstentions.

Le texte adopté de cette troisième option est libellé comme suit :

« 3. Préconise que soient mis en œuvre des systèmes permettant l'écrêtage des pointes dans l'utilisation du gaz et de l'électricité. »

*Option 4*

La proposition n° 138 de MM. Deleuze et Dierickx est rejetée par 9 voix contre 4 et une abstention.

Les propositions n°s 139, 140 et 141 de M. Fedrigo sont rejetées chacune par 11 voix et 6 abstentions.

Estimant qu'il a été suffisamment tenu compte de leurs propositions dans le nouveau texte présenté par le Gouvernement, MM. Kubla et Ansoms retirent leurs propositions respectives n°s 145 et 146.

Les propositions suivantes sont rejetées successivement par la Commission :

— la proposition n° 142 de M. Desaeeyere, par 12 voix contre 2 et 2 abstentions;

— la proposition n° 143 de M. Deleuze, par 12 voix contre 3 et 2 abstentions;

— la proposition n° 144 de MM. M. Colla, De Batselier et Bossuyt, par 11 voix contre 3 et 3 abstentions;

— la proposition n° 147 de M. Ansoms, par 10 voix contre 6 et une abstention;

— la proposition n° 148 de M. Ansoms, par 10 voix contre 6;

— la proposition n° 149 de M. Ansoms, par 9 voix contre 6;

— la proposition n° 150 de M. Rigo, par 12 voix contre 4;

— proposition n° 151 de M. Desaeeyere, par 11 voix contre 5 et une abstention;

— la proposition n° 152 de M. Hendrick, par 14 voix et 2 abstentions;

— la proposition n° 153 de MM. Dierickx et Deleuze, par 10 voix contre une et 5 abstentions;

— la proposition n° 154 des mêmes auteurs, par 16 voix et une abstention;

— la proposition n° 155 de M. Desaeeyere, par 11 voix contre 3 et 2 abstentions;

*Optie 2*

Er werden geen voorstellen van wijziging van de tweede optie ingediend. De tekst van deze optie wordt eenparig door de Commissie aangenomen. Deze tekst luidt als volgt :

« 2. Beveelt aan een bijzondere inspanning voor de terugwinning van energie te doen op het vlak de energieverbruikende of -producerende industriële installaties, en van de tertiaire sector. »

*Optie 3*

Het voorstel n° 136 van de heren Dierickx en Deleuze tot schrapping van deze optie wordt eenparig verworpen.

Ook het voorstel n° 137 van de heer Rigo wordt verworpen, nl. met 10 tegen 6 stemmen.

Het punt 8 voorgesteld in de nieuwe tekst ingediend door de heer Desaeeyere en waarvan sprake in fine van de bespreking van de eerste optie wordt door de Commissie verworpen met 9 tegen 5 stemmen en 1 onthouding.

De derde optie zoals voorgesteld in het nieuwe tekstvoorstel van de Regering wordt aangenomen met 10 tegen 1 stem en 4 onthoudingen.

De aangenomen tekst van deze derde optie luidt als volgt :

« 3. Beveelt aan stelsel uit te werken waardoor de pieken van het gas- en elektriciteitsverbruik worden afgevlakt. »

*Optie 4*

Het voorstel n° 138 van de heren Deleuze en Dierickx wordt verworpen met 9 tegen 4 stemmen en 1 onthouding.

De voorstellen n°s 139, 140 en 141 van de heer Fedrigo worden telkens met dezelfde stemmen verworpen met 11 stemmen en 6 onthoudingen.

De heren Kubla en Ansoms trekken hun voorstellen n°s 145 respectievelijk 146 in aangezien zij van oordeel zijn dat met hun voorstellen in voldoende mate werd rekening gehouden in het nieuwe voorstel van de Regering.

Volgende voorstellen worden achtereenvolgens door de Commissie verworpen :

— voorstel n° 142 van de heer Desaeeyere, met 12 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen;

— voorstel n° 143 van de heer Deleuze, met 12 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen;

— voorstel n° 144 van de heren M. Colla, De Batselier en Bossuyt met 11 tegen 3 stemmen en 3 onthoudingen;

— voorstel n° 147 van de heer Ansoms, met 10 tegen 6 stemmen en 1 onthouding;

— voorstel n° 148 van de heer Ansoms, met 10 tegen 6 stemmen;

— voorstel n° 149 van de heer Ansoms, met 9 tegen 6 stemmen;

— voorstel n° 150 van de heer Rigo, met 12 tegen 4 stemmen;

— voorstel n° 151 van de heer Desaeeyere, met 11 tegen 5 stemmen en 1 onthouding;

— voorstel n° 152 van de heer Hendrick, met 14 stemmen en 2 onthoudingen;

— voorstel n° 153 van de heren Dierickx en Deleuze, met 10 tegen 1 stem en 5 onthoudingen;

— voorstel n° 154 van dezelfde auteurs, met 16 stemmen en 1 onthouding;

— voorstel n° 155 van de heer Desaeeyere, met 11 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen;

- la proposition n° 156 du même auteur, par 11 voix contre 2 et 3 abstentions;
- la proposition n° 157 de M. Fedrigo, par 11 voix contre 5;
- la proposition n° 158 de MM. Dierickx et Deleuze, par 9 voix contre 5 et une abstention;
- la proposition n° 159 des mêmes auteurs, par 10 voix contre 2 et 3 abstentions;
- la proposition n° 160 des mêmes auteurs, par 11 voix et 4 abstentions;
- la proposition n° 161 des mêmes auteurs, par 11 voix contre 3 et 3 abstentions;
- la proposition n° 162 des mêmes auteurs, par 11 voix contre 3 et une abstention;
- la proposition n° 163 de M. Hendrick, à l'unanimité;
- la proposition n° 164 de MM. Dierickx et Deleuze, par 11 voix contre 3 et 2 abstentions;
- les propositions n°s 165 et 166 des mêmes auteurs, par 11 voix contre 5;
- la proposition n° 167 des mêmes auteurs, par 11 voix contre 5 et une abstention;
- les propositions n°s 168, 169, 170, 171 et 172 des mêmes auteurs, par 11 voix contre 5 et une abstention.

Deux membres tiennent à déclarer avant le vote sur le texte de la quatrième option proposée qu'ils considèrent le texte de cette option comme très incomplet.

Cette quatrième option est adoptée par 11 voix contre 4 et 2 abstentions.

Le texte adopté est rédigé comme suit :

« 4. Préconise que la diversification des combustibles s'accompagne d'une diversification des techniques d'utilisation de ceux-ci. »

L'ensemble de la résolution en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie, telle qu'elle figure à la fin du présent rapport, est adopté par 11 voix contre 4 et 2 abstentions.

#### D) Examen des options dans le domaine des produits pétroliers

Le texte suivant est pris comme base de discussion :

« La Chambre,

1. Recommande une politique active d'économie et de substitution économiquement justifiées en vue d'assurer une moindre dépendance vis-à-vis du pétrole.

2. Préconise une politique d'approvisionnement en pétrole brut fondée sur une diversification suffisante sur le plan géopolitique.

3. Préconise une politique d'approvisionnement du pays en pétrole, qui tienne compte de l'évolution des marchés mondiaux, sans ignorer les options prises et les recommandations faites par l'A. I. E. et la C. C. E.

4. Recommande la poursuite de la politique actuelle en matière de stockage, et préconise que le niveau des volumes stockés soit progressivement augmenté.

5. Préconise, conformément aux recommandations de la C. C. E., l'utilisation des produits pétroliers dans leurs usages spécifiques.

6. Recommande que l'infrastructure d'approvisionnement en produits pétroliers soit adéquate pour chacune des régions, et que les rationalisations et restructurations nécessaires dans le secteur du raffinage soient réalisées en ayant à l'esprit l'importance de la valeur actuelle et future du secteur du raffinage belge pour le marché national et européen, et en veillant à ce que l'adaptation à l'évolution qualitative des besoins du marché soit réalisée rapidement.

- voorstel n° 156 van dezelfde auteur, met 11 tegen 2 stemmen en 3 onthoudingen;
- voorstel n° 157 van de heer Fedrigo, met 11 tegen 5 stemmen;
- voorstel n° 158 van de heren Dierickx en Deleuze, met 9 tegen 5 stemmen en 1 onthouding;
- voorstel n° 159 van dezelfde auteurs, met 10 tegen 2 stemmen en 3 onthoudingen;
- voorstel n° 160 van dezelfde auteurs, met 11 stemmen en 4 onthoudingen;
- voorstel n° 161 van dezelfde auteurs, met 11 tegen 3 stemmen en 3 onthoudingen;
- voorstel n° 162 van dezelfde auteurs, met 11 tegen 3 stemmen en 1 onthouding;
- voorstel n° 163 van de heer Hendrick, eenparig;
- voorstel n° 164 van de heren Dierickx en Deleuze, met 11 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen;
- voorstellen n°s 165 en 166 van dezelfde auteurs, met 11 tegen 5 stemmen;
- voorstel n° 167 van dezelfde auteurs, met 11 tegen 5 stemmen en 1 onthouding;
- voorstellen n°s 168, 169, 170, 171 en 172 van dezelfde auteurs, met 11 tegen 5 stemmen en 1 onthouding.

Twee leden wensen voor de stemming over de tekst van de voorgestelde vierde optie te verklaren dat zij de tekst van deze optie als zeer onvolledig beschouwen.

Deze vierde optie wordt aangenomen met 11 tegen 4 stemmen en 2 onthoudingen.

Deze aangenomen tekst luidt als volgt :

« 4. Beveelt aan dat de diversifiëring van de brandstoffen zou gepaard gaan met de diversifiëring van de gebruikstechnieken ervan. »

De volledige resolutie over het rationeel energieverbruik zoals hij voorkomt in fine van dit verslag, wordt aangenomen met 11 tegen 4 stemmen en 2 onthoudingen.

#### D) Bespreking van de opties op het gebied van aardolieprodukten

Volgende tekst wordt als basis voor de bespreking genomen :

« De Kamer,

1. Beveelt een actief beleid aan van economisch verantwoorde besparingen en vervangingen om te zorgen voor een minder grote afhankelijkheid ten opzichte van aardolie.

2. Stelt een aardoliebevoorradingsbeleid voor gesteund op een voldoende diversifiëring op geopolitiek vlak.

3. Stelt een beleid van bevoorrading van het land in aardolie voor dat rekening houdt met de evolutie van de wereldmarkten en met de door het I. E. A. en de E. E. G. genomen opties en gedane aanbevelingen.

4. Beveelt de voortzetting van het huidige opslagbeleid aan, daarbij aanstippend dat het niveau van de opgeslagen volumes geleidelijk zou moeten worden opgevoerd.

5. Beveelt, conform de aanbevelingen van de E. E. G., de aanwending van de aardolieprodukten voor hun specifiek gebruik aan.

6. Beveelt aan dat de infrastructuur inzake de bevoorrading in aardolieprodukten geschikt zou zijn voor elk Gewest, en dat de noodzakelijke rationalisaties en herstructureringen in de raffinagesector zouden worden doorgevoerd met inachtnaam van het belang van de huidige en toekomstige waarde van de nationale en Europese markt en mits ervoor te zorgen dat de aanpassing aan de kwalitatieve evolutie van de behoeften van de markt snel wordt doorgevoerd.

7. Recommande l'établissement d'une zone unique pour la tarification des produits pétroliers, qui permette un prix uniforme dans tout le pays. »

\* \* \*

Ne pouvant se rallier au texte proposé, M. Deleuze (n° 173) propose de supprimer toutes les options.

Le Secrétaire d'Etat propose de rejeter cet amendement et suggère dès lors de maintenir le texte initial.

#### *Première option*

M. Rigo propose (n° 174) le remplacement de cette option par ce qui suit :

« recommande de ne réduire la part du pétrole dans le bilan énergétique qu'en tenant compte des possibilités économiquement justifiées de substitution et d'accès offertes par les autres sources d'énergie primaire sans favoriser une nouvelle dépendance excessive à l'égard d'une quelconque d'entre elles et d'encourager les investissements de prospection et d'exploitation tant au plan national qu'au niveau de la collaboration internationale en vue d'obtenir un accès directs aux sources d'hydrocarbures. »

L'auteur rappelle que l'objectif de réduction de la part du pétrole dans notre approvisionnement énergétique a été adopté en 1974 suite au premier choc pétrolier. En 1982, suite au second choc pétrolier, la production de pétrole O. P. E. P. est passée à 16 millions de barils/jour alors qu'en 1979 on produisait encore 30 millions de barils/jour et que le potentiel de production est en réalité proche des 45 millions/jour. Il y a en réalité, à long terme, suffisamment de pétrole pour alimenter pendant plusieurs décennies une consommation qui est considérablement réduite suite aux augmentations de prix des années 1970.

Le second choc pétrolier démontre également qu'un plafond aux augmentations de prix du pétrole existe et que les producteurs de pétrole, notamment l'O. P. E. P., sont obligés d'en tenir compte, sinon ils se mettent eux-mêmes hors du marché. A cette occasion, on expérimente des chutes de prix.

Le membre conclut qu'il convient donc de ne pas abandonner prématurément le pétrole qui reste et restera l'énergie dominante en cette fin du 20<sup>e</sup> siècle et au début du 21<sup>e</sup> siècle et de ne pas encourager des substitutions coûteuses qui risqueraient de placer notre économie dans une position concurrentielle défavorable.

M. De Batselier propose le texte suivant en remplacement de cette première option :

« Recommande de mener une politique active en effectuant des économies systématiques et en procédant à la substitution du pétrole dans tous les cas où il y a une alternative économiquement justifiée, de réduire la dépendance à l'égard du pétrole, de limiter la part de ce vecteur d'énergie à maximum 40 % du total de nos besoins en énergie et de réserver les produits pétroliers de préférence aux applications, telles que les transports et la pétrochimie, pour lesquelles il n'y a pas d'alternatives à l'heure actuelle. »

L'auteur souligne que sa proposition vise uniquement à préciser le texte du Gouvernement.

7. Beveelt aan dat de tarifiering van de aardolieprodukten slechts uit één zone zou bestaan, wat een eenvormige prijs in het hele land mogelijk maakt. »

\* \* \*

Daar de heer Deleuze (n° 173) zich niet kan verenigen met deze voorgestelde tekst stelt hij voor alle voorgestelde opties weg te laten.

De Staatssecretaris stelt voor dit voorstel van de heer Deleuze niet te volgen en verzoekt bijgevolg de oorspronkelijke tekst te handhaven.

#### *Eerste optie*

De heer Rigo (n° 174) stelt voor de tekst van deze optie te vervangen door wat volgt :

« beveelt aan het aandeel van de aardolie in de energievoorziening slechts te verminderen met inachtneming van de economisch verantwoorde mogelijkheden tot vervanging door andere primaire energiebronnen, zonder een nieuwe overdreven afhankelijkheid ten opzichte van één van die bronnen in de hand te werken, en investeringen voor prospectie en exploratie zowel op het nationale vlak als op het vlak van de internationale samenwerking aan te moedigen ten einde rechtstreeks toegang tot de bronnen van koolwaterstoffen te krijgen. »

De auteur wijst erop dat de beoogde vermindering van het aandeel van de aardolie in onze energievoorziening in 1974 na de eerste oliecrisis is vooropgesteld. In 1982 daalde de O. P. E. C. olieproductie als gevolg van de tweede oliecrisis tot 16 miljoen vaten per dag, terwijl in 1979 nog 30 miljoen vaten per dag werden geproduceerd en het produktievermogen in feite dicht bij 40 tot 45 miljoen vaten per dag ligt. Er is in werkelijkheid op lange termijn voldoende aardolie om gedurende verscheidene decennia te voorzien in het verbruik, dat ingevolge de prijsstijgingen van de jaren zeventig aanzienlijk is afgenomen.

Bij de tweede oliecrisis is gebleken dat er voor de olieprijsstijgingen een grens is en dat de olieproducenten, met name die van O. P. E. C., daarmee rekening moeten houden als zij zichzelf niet van de markt willen uitsluiten. Op een dergelijk ogenblik storten de prijzen in.

Het lid besluit met te zeggen dat wij dus niet voorbarig mogen afzien van de aardolie die voor het einde van de 20<sup>e</sup> en het begin van de 21<sup>e</sup> eeuw de voornaamste energiebron is en blijft, en wij mogen geen dure vervangingsenergie aannemen waardoor ons bedrijfsleven in een ongunstige concurrentiepositie zou kunnen komen te staan.

De heer De Batselier (n° 175), stelt ter vervanging van deze eerste optie volgende tekst voor :

« Beveelt een actief beleid aan door systematische besparing en vervanging van aardolie, telkens waar een economisch verantwoord alternatief bestaat, de afhankelijkheid ten opzichte van aardolie te verminderen, het aandeel van deze energiedrager tot maximaal 40 % van onze totale energiebehoefte te beperken en de petroleumprodukten bij voorkeur te reserveren voor die toepassingen, zoals vervoer en petrochemie waar aktueel geen alternatieven bestaan. »

Volgens de auteur wordt met zijn voorstel enkel een verduidelijking van de Regeringstekst beoogd.

Il souligne qu'il convient de mener une politique globale d'approvisionnement en énergie, qui limite au minimum la part du pétrole en raison de l'incertitude relative au prix et à l'approvisionnement de cette forme d'énergie : il ne suffit pas de réduire la consommation absolue de pétrole; il faut également diminuer la part relative du pétrole dans le total de notre approvisionnement.

Il y a lieu de réserver les produits pétroliers de préférence à leurs applications spécifiques.

\* \* \*

En ce qui concerne la proposition de M. Rigo, le Secrétaire d'Etat, tout en marquant son accord avec la tendance générale de celle-ci, déclare difficilement pouvoir en accepter la formulation négative présentée. Il ajoute qu'il est clair que l'encouragement à la prospection et à l'exploitation est aussi considérée par le Gouvernement comme une véritable nécessité. En ce qui concerne la collaboration internationale, le Secrétaire d'Etat rappelle qu'en réalité il s'avère que les pays producteurs désirent tous garder la mainmise totale sur les sources de production.

Le Secrétaire d'Etat propose qu'un nouveau texte soit rédigé reprenant la majeure partie des idées émises par M. Rigo.

La proposition de M. De Batselier pourrait en outre être « refondue » avec celle de M. Rigo. Le Secrétaire d'Etat examinera alors un nouveau texte reprenant l'essentiel des idées formulées par MM. Rigo et De Batselier.

\* \* \*

#### *Deuxième option*

M. Bossuyt propose le texte suivant (n° 176) :

« 2. Préconise une politique d'approvisionnement en pétrole brut qui contribue essentiellement à la stabilisation de notre approvisionnement par le biais d'une diversification géographique réelle des sources d'approvisionnement et notamment par des contrats de longue durée accessibles à tous les opérateurs.

Ces contrats de longue durée pourraient se réaliser notamment par des achats d'Etat à Etat effectués par la Société nationale d'acquisition et de stockage de pétrole et de produits pétroliers. »

L'auteur estime que seuls les contrats de longue durée permettent d'assurer la sécurité de nos approvisionnements.

Un membre n'est pas convaincu qu'il soit intéressant que l'Etat belge se livre à une politique d'approvisionnement d'Etat à Etat en matière de pétrole.

En effet, le fait que l'Etat soit acheteur ne change rien à la quantité disponible au plan international, mais a, au contraire, un effet négatif puisqu'aussi bien ce système peut engendrer un dangereux accroissement des risques politiques, alors que ceux-ci n'existent pas lorsque des compagnies privées sont acheteurs. De toute évidence, le commerce en cette matière devrait avoir un caractère politique minimal. Une intervention étatique aussi réduite que possible est dès lors souhaitable en la matière.

M. Ducarme (n° 177) propose de modifier la deuxième option comme suit :

« 2. Préconise une politique d'approvisionnement en pétrole brut fondée sur une diversification maximale sur le plan géopolitique afin de sauvegarder l'indépendance énergétique de la Belgique; recommande une action permanente

Hij onderstreept daarbij dat een globaal energiebevoorradingsbeleid moet gevoerd worden, waarbij het aandeel van aardolie, gezien de onzekerheid i.v.m. prijs en bevoorradingszekerheid zoveel mogelijk afgeremd wordt, d.w.z. dat niet alleen het absoluut verbruik van aardolie moet dalen maar ook het relatief aandeel in ons totale voorzieningspatroon.

Aardolieprodukten dienen bij voorkeur, aldus het lid, gereserveerd te worden voor specifieke toepassingen.

\* \* \*

Met betrekking tot het voorstel van de heer Rigo betuigt de Staatssecretaris wel zijn instemming met de algemene strekking ervan, maar verklaart dat het hem moeilijk valt de voorgestelde negatieve formulering ervan te aanvaarden. Hij voegt er nog aan toe dat het duidelijk is dat de aanmoediging van prospectie en winning ook door de Regering als een onafwendbare noodzaak wordt gezien. Inzake internationale samenwerking herinnert de Staatssecretaris eraan dat in feite blijkt dat alle producerende landen volkomen meester wensen te blijven over de productiebronnen.

De Staatssecretaris stelt voor een nieuwe tekst uit te werken waarin het grootste gedeelte van de ideeën van de heer Rigo worden overgenomen.

Het voorstel van de heer De Batselier zou bovendien met dat van de heer Rigo kunnen worden versmolten. De Staatssecretaris is bereid dan een nieuwe tekst te bestuderen die de ideeën van de heren Rigo en De Batselier overneemt.

\* \* \*

#### *Tweede optie*

De heer Bossuyt (n° 176) stelt terzake volgende tekst voor :

« 2. Stelt een aardoliebevoorradingsbeleid voor dat wezenlijk bijdraagt tot de stabilisering van onze bevoorrading door een reële geografische diversificatie van de bevoorradingsbronnen o.a. via lange termijncontracten die toegankelijk moeten zijn voor alle operatoren.

Deze lange termijncontracten kunnen o.m. geschieden via aankopen van Staat tot Staat door de nationale Aankopen Stockagemaatschappij van aardolie en aardolieprodukten. »

Alleen de lange termijncontracten kunnen, volgens de indiener, de zekerheid van de bevoorrading inhouden.

Een lid is er niet van overtuigd dat het interessant is dat de Belgische Staat inzake aardolie een voorzieningsbeleid van Staat tot Staat voert.

Het feit immers dat de Staat als koper optreedt verandert in geen dele de beschikbare hoeveelheid op de internationale markt, maar valt integendeel negatief uit, aangezien zo'n stelsel wel degelijk kan leiden tot een gevaarlijke toeneming van de politieke risico's, terwijl die er niet zijn als particuliere maatschappijen aankopen doen. Het is overduidelijk dat de handel op dit gebied zo weinig mogelijk politiek gekleurd dient te zijn. Het is dan ook wenselijk dat de Staat zo weinig mogelijk op dit terrein zou optreden.

De heer Ducarme (n° 177) stelt voor de tweede optie als volgt te wijzigen :

« 2. Beveelt een beleid van voorziening in ruwe olie aan dat steunt op een maximale diversifiëring in geopolitiek opzicht, om de energetische onafhankelijkheid van België te vrijwaren; beveelt een voortdurende actie van de Rege-

du Gouvernement au niveau de la Communauté européenne afin que la politique européenne de l'énergie et les politiques nationales des Etats membres tiennent compte de cette nécessaire diversification. »

Selon l'auteur, les crises de l'énergie de la décennie 1970 ont démontré la dépendance économique des pays de l'Europe occidentale à l'égard des pays producteurs. La dépendance économique mène rapidement à la dépendance politique. Il suffit, pour s'en convaincre, de constater la dépendance politique des pays du monde ne disposant pas de ressources alimentaires propres en quantités suffisantes pour satisfaire leur consommation interne. Il faut éviter tout risque de ce type pour les pays — tel le nôtre — ne disposant pas de ressources énergétiques propres en quantités suffisantes pour satisfaire leur consommation interne. Dans ce cadre, la référence au contexte européen et à la politique énergétique des pays membres de la Communauté européenne s'impose. En effet, il est clair que, selon le membre, surtout pour un pays de la dimension de la Belgique, l'élaboration d'une politique européenne de l'énergie vis-à-vis de l'extérieur est la seule condition politique suffisante pour assurer l'indépendance.

M. Rigo (n° 178) propose le texte suivant :

« 2. préconise une politique d'approvisionnement en pétrole et produits pétroliers favorisant la stabilisation de notre marché notamment par une diversification aussi grande que possible des sources au plan géopolitique et le maintien d'un circuit d'approvisionnement indépendant des compagnies pétrolières intégrées. »

L'auteur précise que l'objectif essentiel de sa proposition est d'assurer la stabilisation du marché ce qui peut être favorisé par une diversification géopolitique mais aussi par le maintien d'un circuit indépendant des compagnies.

Seul ce circuit indépendant évitera la spéculation et permettra d'alimenter les utilisateurs lors d'une nouvelle crise d'approvisionnement.

\* \* \*

Le Secrétaire d'Etat propose de rejeter la proposition de M. Bossuyt. Il faut en effet, selon lui, tenir compte des politiques précédentes (notamment les erreurs au sujet du contrat Distrigaz) qui n'ont certes pas réussi à faire diminuer le prix du pétrole.

Lorsqu'on souscrit des contrats à long terme stipulant que le prix peut être augmenté par le seul vendeur, au gré de sa seule volonté et de la situation du marché, il est clair que l'acheteur aura beaucoup de chances d'être gravement lésé. Selon le Secrétaire d'Etat il est prouvé que le contrat à long terme n'est pas nécessairement le plus avantageux en matière pétrolière.

Le Secrétaire d'Etat propose ensuite à M. Ducarme de retirer sa proposition. En effet, la deuxième partie de celle-ci lui paraît légèrement outrancière.

En ce qui concerne la 2<sup>e</sup> partie, le Secrétaire d'Etat renvoie l'auteur aux options globales. Celles-ci sont valables pour tous les secteurs de l'énergie. Dès lors, il n'est pas opportun de répéter exagérément leur portée.

Quant à la proposition de M. Rigo, le Secrétaire d'Etat se déclare d'accord de maintenir un circuit d'approvisionnement indépendant des compagnies pétrolières dans notre pays, mais il signale que les indépendants eux-mêmes n'ont pas eu recours en majorité à ce type de contrat, qu'ils jugent souvent inadéquat.

En tous cas, il ne peut être question d'en garantir l'existence en ayant recours aux subsides publics.

ring op het niveau van de Europese Gemeenschap aan, opdat het Europese energiebeleid en het nationale beleid van de Lidstaten rekening zouden houden met die geboden diversificatie. »

Volgens de auteur tonen de energiecrisis in de jaren zeventig de economische afhankelijkheid van de Westeuropese landen ten opzichte van de producerende landen aan. Economische afhankelijkheid leidt spoedig tot politieke afhankelijkheid. Om er zich van te vergewissen kan men volstaan de politieke afhankelijkheid vast te stellen van landen die niet over voldoende eigen voedingsprodukten beschikken om hun inlands verbruik te voldoen : elk risico van die aard moet worden voorkomen voor landen — als het onze — die geen eigen energiebronnen in voldoende hoeveelheid hebben om het inlands verbruik te dekken. In dit bestek moet worden verwezen naar de Europese kontekst en het energiebeleid van de Lidstaten van de Europese Gemeenschap. Het is inderdaad duidelijk dat vooral voor een land met de omvang van België de uitwerking van een Europees energiebeleid ten aanzien van het buitenland de enige toereikende politieke voorwaarde is om zijn onafhankelijkheid inzake energie te verzekeren.

De heer Rigo (n° 178) stelt volgende tekst voor :

« 2. stelt een beleid van aardolie- en olieproduktenvoorziening voor dat de stabilisatie van onze markt bevordert, met name door een zo groot mogelijke diversifiëring van de bronnen op het geopolitieke vlak en het behoud van een van de geïntegreerde oliemaatschappijen onafhankelijk bevoorradingsnet. »

De auteur stelt dat het wezenlijke doel van zijn voorstel is de stabilisatie van de markt te waarborgen, wat door een geopolitieke diversifiëring in de hand kan worden gewerkt, maar ook door de instandhouding van een net dat los staat van de oliemaatschappijen.

Alleen zo'n onafhankelijk net zal speculatie voorkomen en de kans bieden de gebruikers bij een nieuwe crisis het nodige te bezorgen.

\* \* \*

De Staatssecretaris vraagt het voorstel van de heer Bossuyt te verwerven. Volgens hem moet inderdaad rekening worden gehouden met het vroegere beleid (bepaaldelijk met de vergissingen inzake het contract met Distrigaz). Dat beleid heeft de olieprijzen zeker niet kunnen doen dalen.

Het is duidelijk dat de koper veel gevaar loopt altijd benadeeld te worden als langlopende contracten worden ondertekend waarin staat dat de verkoper alleen, naar eigen goeddunken en volgens de toestand van de markt, de prijs kan optrekken. Volgens de Staatssecretaris is nu bewezen dat een contract op lange termijn inzake olie niet noodzakelijk voordeliger is.

De Staatssecretaris vraagt vervolgens aan de heer Ducarme zijn voorstel in te trekken. Het eerste gedeelte ervan lijkt lichtjes overtrokken.

Met betrekking tot het tweede gedeelte verwijst de Staatssecretaris de auteur naar de algemene opties. Deze gelden voor alle energiesectoren. Het is dan ook niet wenselijk de draagwijdte ervan te veel te herhalen.

Inzake het voorstel van de heer Rigo verklaart de Staatssecretaris het ermee eens te zijn in ons land een voorzieningsnet in stand te houden dat niet van de oliemaatschappijen afhangt, maar hij wijst erop dat de zelfstandigen zelf in meerderheid niet voor dat soort van contract hebben gekozen, dat zij dikwijls ongeschikt achten.

Hoe dan ook er kan geen sprake van zijn het bestaan ervan te waarborgen met overheidssubsidiëring.

*Troisième option*

M. De Batselier (n° 179) propose de modifier le texte de cette option comme suit :

« 3. Préconise une politique d'approvisionnement du pays en produits pétroliers, qui tienne compte de l'évolution des marchés mondiaux, et plus particulièrement du prix du pétrole brut, de la tendance de plus en plus marquée à négocier le pétrole dans le cadre de contrats d'Etat à Etat et du volume croissant de la production dans les pays producteurs.

Préconise une politique assurant l'approvisionnement de tous les canaux de distribution sans discrimination.

Invite, dans cette option, le Gouvernement à instituer sans tarder le Fonds de sécurité d'approvisionnement en pétrole et produits pétroliers et à créer la Société nationale d'achat et de stockage de pétrole et de produits pétroliers prévus par les articles 189 et 183 de la loi du 8 août 1980.

Demande que, conformément au dernier alinéa de l'article 183 de la loi précitée, la compétence de la société de commercialisation soit définie de manière telle que le réseau indépendant de distribution dispose en tout temps d'un approvisionnement satisfaisant et permanent en produits pétroliers.

A cet effet, le Parlement préconise que cette société publique conclue avec les sociétés d'importation et de distribution indépendantes groupées en coopérative des contrats d'approvisionnement susceptibles d'assurer le maintien d'un circuit indépendant actif et prospère. »

M. Rigo (n° 180) propose de remplacer la troisième option par ce qui suit :

« Préconise une politique assurant la sécurité d'approvisionnement de tous les circuits de distribution sans discrimination aucune,

demande au Gouvernement de procéder sans délai à la mise en place du « Fonds d'approvisionnement en pétrole et produits pétroliers » et à la création de la « Société Nationale d'achat et de stockage de pétrole et de produits pétroliers » visés aux articles 183 et 189 de la loi du 8 août 1980,

recommande que, conformément au dernier alinéa de l'article 183 de la loi susvisée, les compétences de la Société soient conçues dans le domaine de la commercialisation de la production, de manière telle à assurer en tout temps l'approvisionnement du circuit indépendant et des consommateurs prioritaires, quelles que soient les circonstances. »

Selon l'auteur il est frappant de constater que, dans le document proposé, aucune référence n'est faite au rôle dévolu aux pouvoirs publics dans un domaine aussi important que celui de l'énergie.

Il convient de confirmer l'importance des réformes de structures et d'exiger l'exécution des dispositions de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, ainsi que de souligner très clairement la compétence que les pouvoirs publics doivent exercer en la matière.

\* \* \*

M. Rigo (n° 181) propose l'insertion d'un 3bis nouveau libellé comme suit :

« 3bis. Préconise la mise en place d'une politique de prévention des inconvénients résultant d'une perturbation dans les approvisionnements du pays en pétrole. Cela implique une augmentation des obligations de stockage de produits

*Derde optie*

De heer De Batselier (n° 179) wenst tekst van deze optie als volgt te wijzigen :

« 3. Stelt een beleid van bevoorrading van het land in aardolieprodukten voor dat rekening houdt met de evolutie van de wereldmarkten, in het bijzonder met de prijs van de ruwe aardolie, met de toenemende trend om olie te verhandelen via van Staat tot Staat contracten, en met het groeiend belang van de produktie in de producerende landen.

Stelt een beleid voor waarbij de bevoorrading van alle distributiekanaalen zonder discriminatie wordt beveiligd.

Vraagt aan de Regering in deze optiek, onverwijld over te gaan tot het instellen van het Fonds voor bevoorradingszekerheid inzake aardolie en aardolieprodukten en het oprichten van de « Nationale Aankoop- en Opslagmaatschappij voor aardolie en aardolieprodukten » voorzien bij de artikelen 189 en 183 van de wet van 8 augustus 1980.

Vraagt dat, overeenkomstig laatste lid van artikel 183 van bovenvermelde wet de bevoegdheid van de maatschappij inzake commercialisering zodanig zou worden omschreven dat het onafhankelijk distributienet steeds over een afdoende en vaste bevoorrading in aardolieprodukten zou kunnen beschikken.

Te dien einde stelt het Parlement voor dat deze openbare maatschappij, met de in cooperatief verband gegroepeerde onafhankelijke invoer- en distributiebedrijven vaste leveringscontracten zou afsluiten waarbij het in stand houden van een actief en voorspoedig onafhankelijk circuit wordt verzekerd. »

De heer Rigo (n° 180) stelt voor optie 3 als volgt te doen luiden :

« Beveelt een beleid aan dat de bevoorradingszekerheid van alle distributienetten zonder enige discriminatie waarborgt,

vraagt de Regering onverwijld over te gaan tot de installatie van het « Fonds voor de bevoorradingszekerheid inzake aardolie en aardolieprodukten » en de oprichting van de « Nationale Maatschappij voor de aankoop en de opslag van aardolie en aardolieprodukten » waarvan sprake is in de artikelen 183 en 189 van de wet van 8 augustus 1980,

beveelt aan, overeenkomstig het laatste lid van artikel 183 van genoemde wet, dat de bevoegdheden van de Maatschappij inzake de commercialisatie van de produktie zo zou worden opgevat dat de bevoorrading van het onafhankelijke net en van de prioritaire verbruikers te allen tijde en ongeacht de omstandigheden, wordt gewaarborgd. »

Volgens de auteur is het opvallend te moeten vaststellen dat in het voorgelegde document helemaal niet wordt verwezen naar de rol die de overheid op een zo belangrijk gebied als de energie ten deel valt.

Het belang van de structuurhervormingen moet worden bevestigd en de uitvoering van de wet van 8 augustus 1980 over de budgettaire voorstellen 1979-1980 moet worden geëist. Er moet zeer duidelijk worden gewezen op de bevoegdheid die de overheid op dat gebied dient uit te oefenen.

\* \* \*

De heer Rigo (n° 181) stelt de toevoeging van een als volgt luidend nr 3bis voor :

« 3bis. Beveelt aan een beleid te voeren ter voorkoming van de ongemakken als gevolg van een storing in de petroleumbevoorrading van het land. Zulks impliceert een verhoging van de verplichtingen inzake opslag van petroleumpro-



pétroliers, la préparation de mesures de surveillance et d'organisation du marché permettant en cas de crise, la mise en œuvre de mesures de substitution et de rationnement et l'application des recommandations de l'A. I. E. et de la C. E. E. en la matière. »

Les approvisionnements énergétiques du pays reposent encore selon l'auteur de la proposition pour près de leur moitié sur le pétrole; le chauffage domestique s'appuie principalement sur les produits pétroliers. Il est donc nécessaire de prévoir des mesures qui permettent de combattre éventuellement une crise des approvisionnements.

\* \* \*

Le Secrétaire d'Etat demande le rejet de la proposition de M. De Batselier, car il a été prouvé que les contrats d'Etat à Etat s'avèrent être en général fort onéreux. Au sujet de l'exécution de la loi du 8 août 1980, le Secrétaire d'Etat déclare que le Gouvernement examine l'utilité de mettre ces structures fort coûteuses en place.

Le fait que certaines sociétés pétrolières « intégrées » insistent pour que ces structures soient mises en place incite le Secrétaire d'Etat à beaucoup de prudence à cet égard.

Au sujet de la proposition de M. Rigo, le Secrétaire d'Etat déclare que les indépendants ne veulent absolument pas entendre du système proposé par l'auteur. Ce type de contrat n'offre en effet aucun avantage pour eux, mais comporte au contraire un risque évident de difficultés financières (notamment de faillite) pour eux.

Quand à la proposition de M. Rigo tendant à introduire un 3bis, le Secrétaire d'Etat propose de le rejeter, car il lui semble dangereux du point de vue économique.

Rappelant les obligations de stockage pétrolier de notre pays, le Secrétaire d'Etat déclare que celui-ci coûte cher tant sur le plan technique que sur le plan financier. Cela vaut surtout pour un pays comme le nôtre qui ne produit pas de produits pétroliers, qui importe donc la totalité de ses besoins et est, en plus, obligé de constituer des stocks.

La Belgique suit la politique préconisée par la C. E. E. et par l'Agence internationale de l'Energie.

La Belgique observe strictement ses obligations de stockage. S'il y a diminution structurelle de la consommation de tel ou tel produit, on ne stockera plus dans la même mesure le produit qui est moins utilisé.

Répondant encore à certains intervenants, le Secrétaire d'Etat répète que notre pays respecte scrupuleusement toutes ses obligations de stockage. Il rappelle que le texte du Gouvernement fait état d'une augmentation « progressive » des stocks.

Cela veut dire qu'il sera notamment aussi tenu compte des conditions économiques dans lesquelles se trouve le pays, lors de cette augmentation du stock. Il ne faut pas perdre de vue que finalement à moyen terme ce seront directement les consommateurs qui payeront les coûts du stockage.

Le coût du stockage tel qu'il est pris en compte dans le contrat de programme ne paraît pas suffisant pour couvrir en ce moment les frais réellement exposés. Il y a d'ailleurs eu des demandes des compagnies à cet égard, demandes que le Gouvernement n'a cependant pas cru opportun d'accepter en ce moment.

dukten en de voorbereiding van maatregelen inzake toezicht en organisatie van de markt waardoor in geval van crisis de vervangende en rantsoeneringsmaatregelen ten uitvoer kunnen worden gelegd en de aanbevelingen van het I. E. A. en van de E. E. G. ter zake kunnen worden toegepast.

Volgens de auteur van het voorstel steunt de energievoorziening van ons land nog voor nagenoeg de helft op petroleum; de huisbrand bestaat hoofdzakelijk uit petroleumprodukten. Bijgevolg is het nodig in maatregelen te voorzien om een eventuele bevoorradingscrisis te bestrijden.

\* \* \*

De Staatssecretaris vraagt het voorstel van de heer De Batselier te verwerpen, want het is bewezen dat contracten van Staat tot Staat doorgaans zeer duur uitvallen. Met betrekking tot de uitvoering van de wet van 8 augustus 1980 verklaart de Staatssecretaris dat de Regering nagaat of het enig nut heeft deze zeer dure structuren op te richten.

Het feit dat bepaalde geïntegreerde oliemaatschappijen erop aandringen deze structuren te doen oprichten, zet de Staatssecretaris tot veel omzichtigheid aan.

Over het voorstel van de heer Rigo verklaart de Staatssecretaris dat de zelfstandigen volstrekt niet willen horen van het stelsel dat de auteur voorstelt. Dit soort van contract biedt hun immers geen enkel voordeel, maar houdt voor hen wel het risico in van financiële moeilijkheden (met name faillissement).

Het voorstel van de heer Rigo dat ertoe strekt een 3bis in te voegen, wil de Staatssecretaris laten verwerpen, want het lijkt hem gevaarlijk uit een economisch oogpunt.

De Staatssecretaris herinnert aan de verplichte aardolieopslag in ons land en verklaart dat deze, zowel op technisch als op financieel gebied, duur uitvalt. Dit is vooral in een land als het onze het geval waar geen aardolie wordt gewonnen, waar alles wat wij nodig hebben moet worden ingevoerd en waar wij bovendien verplicht zijn voorraden aan te leggen.

België voert het beleid dat door de E. E. G. en het Internationaal Energie-Agentschap wordt aanbevolen.

Het houdt streng de hand aan zijn verplichtingen inzake opslag, zonder rekening te houden met de conjunctuele daling in het verbruik. Is er daarentegen een structurele daling voor een bepaald produkt, dan zal dit minder verbruikt produkt niet meer in dezelfde omvang worden opgeslagen.

In antwoord nog op verscheidene interventies herhaalt de Staatssecretaris dat ons land nauwgezet al zijn verbintenissen inzake opslag nakomt. Hij wijst erop dat in de regeringstekst sprake is van een « geleidelijke » verhoging van de voorraden.

Dit betekent ook dat met name bij de uitbreiding van de voorraad rekening zal worden gehouden met de economische omstandigheden waarin ons land zich bevindt. Er mag niet uit het oog worden verloren dat de verbruikers uiteindelijk op half lange termijn de kosten van de opslag rechtstreeks moeten betalen.

Wat in het programmacontract werd bepaald inzake opslag lijkt onvoldoende om op dit ogenblik de opslagkosten te dekken. Overigens waren er verzoeken vanwege de maatschappijen, maar de Regering achtte het niet wenselijk er nu op in te gaan.

*Quatrième option*

M. Bossuyt (n° 182) propose de modifier cette quatrième option comme suit :

« 4. Recommande de poursuivre une politique énergétique dans le domaine de la constitution de réserves stratégiques, en collaboration et en accord avec les entreprises du secteur, et d'augmenter progressivement les volumes stockés.

Dans un premier temps, l'obligation de stockage sera portée à 120 jours.

Cette réserve supplémentaire sera constituée et gérée par la Société nationale d'achat et de stockage de pétrole et de produits pétroliers qui doit être créée. Par la commercialisation de ces produits en période de crise, cette société garantira l'approvisionnement des entreprises indépendantes d'importation et de distribution groupées dans un cadre coopératif. »

Selon l'auteur, la législation actuelle en matière de stockage obligatoire n'offre qu'une garantie trop mince en cas de crise.

La marge de sécurité assurée par la constitution des stocks stratégiques, qui se composent entre autres de stocks opérationnels des raffineries, est insuffisante.

Aussi le niveau des stocks doit-il être porté à 120 jours, pour être ainsi analogue à celui qui est imposé dans les autres pays industrialisés (Etats-Unis, Allemagne fédérale, France, etc.). Ces quantités supplémentaires doivent être gérées par une société publique (cf. les Pays-Bas) afin d'éviter toute discrimination en période de crise.

Quant à M. Rigo (n° 183), il propose de remplacer le numéro 4 par ce qui suit :

« 4. Recommande une politique vigoureuse en matière de stockage se traduisant notamment par un relèvement des réserves stratégiques; estime que les réserves additionnelles, au-delà des 90 jours de consommation qui incombent aux assujettis au stockage obligatoire, doivent être constituées et détenues par la Société nationale d'Achat et de Stockage de Pétrole et Produits pétroliers; demande que le stockage stratégique soit réalisé dans le pays à des coûts contrôlés et que le niveau et la disponibilité effective de ces stocks soient périodiquement contrôlés. De plus devraient être étudiés les possibilités de coordonner la politique de stockage du pétrole avec celle du gaz, et particulièrement dans sa dimension saisonnière. »

Les réserves stratégiques doivent selon l'auteur être renforcées mais il ne suffit que ce soit par la seule intervention des assujettis au stockage obligatoire.

L'expérience des crises 1973-1974 et 1978-1979 a montré que la mobilisation des réserves stratégiques pour assurer l'approvisionnement du circuit indépendant en temps de crise ne s'opère que fort imparfaitement tant que ces réserves restent aux mains des compagnies.

C'est une tâche essentielle des pouvoirs publics que de constituer des réserves additionnelles et de pouvoir les affecter à l'abri de toute contrainte de la part des compagnies, à l'approvisionnement de tous les distributeurs indépendants et consommateurs en difficulté sans discrimination aucune.

En outre il convient de prendre toutes les mesures qui garantissent le recours sans difficulté aux stocks lorsque le besoin s'en fait sentir.

*Vierde optie*

De heer Bossuyt (n° 182) wenst deze vierde optie als volgt te wijzigen :

« 4. Beveelt een krachtig beleid aan inzake het aanleggen van strategische reserves in samenwerking en in overleg met de ondernemingen van de sector; en waarbij de opgeslagen volumes geleidelijk zouden moeten opgevoerd worden.

In een eerste fase zal de opslagplicht worden opgevoerd tot 120 dagen.

Deze bijkomende voorraad zal worden aangelegd en beheerd door de op te richten "Nationale Aankoop en Opslagmaatschappij voor Aardolie en Aardolieprodukten", die via commercialisering van deze produkten in crisistijd, o.a. zal instaan voor de bevoorrading van de in coöperatief verband gegroepeerde onafhankelijke invoer en distributiebedrijven. »

Volgens de auteur geeft de huidige wetgeving inzake verplichte opslag een te geringe garantie in geval van crisis.

Door de samenstelling van de strategische voorraden die o.a. bestaan uit operationele stocks van de raffinaderijen is de veiligheidsmarge te gering.

Daarom dient het niveau van de stocks opgetrokken te worden, analoog aan het beleid dat in de andere geïndustrialiseerde landen (V. S. A., Bondsrepubliek, Frankrijk, enz.) gevoerd wordt, tot 120 dagen. Deze extra-hoeveelheden dienen door een publieke maatschappij beheerd te worden (cfr. Nederland) om elke mogelijke discriminatie in crisistijd te vermijden.

De heer Rigo (n° 183) van zijn kant stelt voor nummer 4 te vervangen door wat volgt :

« 4. Beveelt een krachtig beleid inzake het opslaan van aardolie aan, met name door een verhoging van de strategische reserves; oordeelt dat de extrareserves die in meer dan negentig dagen gebruik moeten voorzien en die worden opgelegd aan hen die verplicht zijn olie op te slaan, dienen te worden aangelegd door en in het bezit te zijn van de Nationale Maatschappij voor de aankoop en de opslag van aardolie en aardolieprodukten; vraagt dat de kosten voor het strategisch opslaan van olie gecontroleerd worden en dat op gezette tijden toezicht wordt gehouden op het peil van de reserves en nagegaan wordt of zij reëel beschikbaar zijn. Bovendien dient te worden overwogen of het mogelijk is het beleid inzake het opslaan van aardolie te coördineren met dat betreffende het opslaan van aardgas, inzonderheid als het seizoen het noodzakelijk maakt. »

De strategische reserves moeten, volgens de auteur, worden versterkt, maar het volstaat niet dat zulks alleen geschiedt door toedoen van hen die verplicht zijn voorraden aan te leggen.

De ondervinding in de crises van 1973, 1974 en 1978-1979 heeft aangetoond dat het mobiliseren van de strategische reserves om in crisistijden de bevoorrading van het onafhankelijke circuit te waarborgen, zeer gebrekkig verloopt, zolang die reserves in handen van de maatschappijen zijn.

Het is een essentiële opdracht van de overheid om extrareserves aan te leggen, ze te beveiligen voor iedere dwang van de zijde van de maatschappijen en ze zonder enige discriminatie te gebruiken voor de bevoorrading van alle onafhankelijke verdelers en verbruikers die in moeilijkheden verkeren.

Daarenboven dienen alle nodige maatregelen te worden genomen opdat de betrokkenen zonder enige moeilijkheid uit de voorraden kunnen putten wanneer het noodzakelijk is.

M. Verberckmoes (n° 184) propose de modifier la quatrième option comme suit :

« 4. Recommande, en matière de stockage stratégique, une politique qui tienne compte des conditions réelles du marché et qui répartisse de manière équitable le coût de ce stockage. »

Plutôt qu'un accroissement des volumes stockés, la C.E.E. recommande le maintien d'un volume déterminé. Etant donné la régression actuelle du marché belge, cette mesure permettrait déjà d'obtenir une marge de sécurité plus importante (en nombre de jours).

Le problème du financement d'une telle mesure et de la répartition équitable de ce volume entre toutes les parties intéressées reste toutefois posé.

M. Dupré (n° 185) propose de compléter la quatrième option par ce qui suit :

« 4. Le coût des stocks de sécurité est à charge du consommateur auquel elles profitent en cas de difficultés d'approvisionnement. »

L'auteur estime que le maintien de stocks excédants le niveau requis par les activités techniques et économiques d'une entreprise ne relève pas de la responsabilité de celle-ci. La constitution de tels stocks en vue de la protection du consommateur en cas de difficultés d'approvisionnement ressortit à la responsabilité des pouvoirs publics.

Le Gouvernement peut, comme le fait d'ailleurs le Gouvernement belge, passer des accords avec l'industrie pétrolière pour qu'elle se charge de constituer de tels stocks moyennant compensation financière. Il peut aussi prendre lui-même des initiatives en vue de la constitution de ces réserves de sécurité, comme en République fédérale d'Allemagne, aux Pays-Bas et au Danemark.

Le coût est de toute façon à la charge du consommateur. Toute dérogation à ce principe menacerait la compétitivité de l'industrie pétrolière belge sur les marchés internationaux.

M. Kubla (n° 186) propose d'ajouter *in fine* de la quatrième option la phrase suivante : « pour autant que l'évolution structurelle de la consommation le justifie ».

Les mesures préconisées s'avèrent inutiles, selon l'auteur si l'évolution structurelle de la consommation ne les nécessite plus.

\* \* \*

Le Secrétaire d'Etat demande le rejet de la proposition de M. Bossuyt.

Augmenter le stockage à 120 jours lui paraît inacceptable puisqu'aussi bien cela entraînerait un coût supplémentaire très considérable.

En ce qui concerne la collaboration et la concertation avec les entreprises du secteur, le Secrétaire d'Etat précise encore que le Gouvernement actuel suit la politique de ses prédécesseurs. Il rappelle en outre que le contrat de programme pétrolier comporte, en fait, deux aspects : il détermine les prix appliqués sur le marché et prévoit l'engagement des sociétés pétrolières à fournir le marché belge.

Le Secrétaire d'Etat s'oppose ensuite à la proposition de M. Rigo.

Il rappelle qu'il n'y a pas eu de gros problèmes pour les stocks existant.

Le Gouvernement hollandais s'est engagé à réserver pour la seule Belgique les stocks belges se trouvant sur territoire hollandais et destinés à couvrir les besoins de notre pays. Cet accord-là doit cependant encore faire l'objet d'une ratification par le Parlement hollandais.

De heer Verberckmoes (n° 184) wenst optie 4 te wijzigen als volgt :

« 4. Beveelt een beleid aan inzake strategische opslag dat rekening houdt met de reële marktvoorwaarden en de onkosten hieraan verbonden op billijke wijze verdeelt. »

In de plaats van het opvoeren van het niveau van de opgeslagen volumes beveelt, volgens de auteur, de E. E. G. het handhaven van een bepaald volume aan. Binnen de zich inkrappende Belgische markt betekent zulks op zichzelf al een grotere veiligheidsmarge (in dagen).

Hier blijft overigens nog het probleem van de financiering van een dergelijke maatregel en van de wijze waarop deze opslag op billijke wijze over alle deelnemers aan het marktgebeuren zal worden verspreid.

De heer Dupré (n° 185) stelt voor de tekst van optie 4 aan te vullen met wat volgt :

« 4. De kosten van de veiligheidsvoorraden vallen ten laste van de gebruiker die er de begunstigde van is in geval van bevoorradingsmoeilijkheden. »

Volgens de auteur behoort het aanhouden van voorraden boven het peil opgelegd door de technische en economische activiteiten van de firma niet tot de verantwoordelijkheid van een onderneming. Het aanleggen van dergelijke voorraden ter bescherming van de gebruiker bij bevoorradingsmoeilijkheden is een verantwoordelijkheid voor de overheid.

De Regering kan, zoals dit in België het geval is, overeenkomsten afsluiten met de petroleumindustrie om tegen een bepaalde vergoeding dergelijke stocks aan te houden. Evenzeer kan zij, zoals in Duitsland, Nederland en Denemarken, zelf initiatieven nemen ter aanleg van veiligheidsvoorraden.

In ieder geval worden de kosten gedragen door de gebruiker. Een afwijzing van dit principe zal de concurrentiepositie van de Belgische petroleumindustrie op de internationale markten in het gedrang brengen.

De heer Kubla (n° 186) stelt voor *in fine* van de vierde optie de zin « voor zover het structurele beloop van het verbruik zulks wettigt » toe te voegen.

De voorgestelde maatregelen blijken, volgens de auteur, overbodig als het structurele beloop van het verbruik ze niet meer noodzakelijk maakt.

\* \* \*

De Staatssecretaris vraagt het voorstel van de heer Bossuyt te verwerpen.

De opslag uitbreiden tot 120 dagen komt hem onaanvaardbaar voor, omdat ook dit zeer hoge bijkomende kosten zou meebrengen.

Met betrekking tot de medewerking en het overleg met de ondernemingen in de sector verklaart de Staatssecretaris nog dat de huidige Regering het beleid van de vorige bewindsploegen voortzet. Hij wijst er ook op dat het olieprogrammacontract feitelijk twee aspecten vertoont : de op de markt geldende prijzen worden bepaald en de oliemaatschappijen verbinden zich ertoe de Belgische markt te bevoorraden.

De Staatssecretaris verzet zich ook tegen het voorstel van de heer Rigo.

Hij wijst erop dat er geen zware problemen zijn geweest met de bestaande voorraden.

De Nederlandse Regering heeft zich ertoe verbonden de zich op Nederlands grondgebied bevindende Belgische voorraden uitsluitend voor België te reserveren, welke voorraden bestemd zijn om de behoeften van ons land te dekken. Dat akkoord moet nog door het Nederlands Parlement worden bekrachtigd.

Les stocks existant ont été mis, le cas échéant, à la disposition des consommateurs.

Bien sûr, dans le passé on a vu que lorsque le marché « spot » s'est relevé brusquement, certains contrats conclus par des sociétés indépendantes devenaient insoutenables. On a procédé alors à certaines révisions des contrats existants.

Le Secrétaire d'Etat déclare ensuite se rallier à la proposition de M. Dupré. Le coût du stockage doit se trouver répercuter dans le prix, le prix lui-même étant finalement payé par le consommateur.

A propos du texte proposé par M. Verberckmoes, le Secrétaire d'Etat déclare garder quelques réserves à propos de la notion « répartition équitable du coût ». Cette notion lui paraît trop imprécise, même si le Secrétaire d'Etat peut se rallier à la philosophie générale de cette proposition.

#### *Cinquième option*

M. Rigo (n° 187), a déposé une proposition de modification tendant à remplacer le point 5 par le texte suivant :

« 5. Estime qu'à long terme, conformément aux recommandations de la C. E. E., les produits pétroliers devraient être mieux utilisés dans leurs usages spécifiques. »

Selon l'auteur, il ne convient pas de réserver trop rapidement le pétrole à ses usages spécifiques qui sont relativement limités (le naphte pour la pétrochimie et éventuellement le carburant routier).

Cette évolution ne peut se faire brutalement.

Le Secrétaire d'Etat estime que l'auteur marque trop de prudence vis-à-vis du texte du Gouvernement, qui est plus volontariste. Il est cependant d'accord pour reprendre l'idée de la proposition.

L'auteur nuancera son texte en modifiant les mots « à long terme ».

M. De Batselier (n° 188) a introduit une proposition de modification tendant à remplacer le texte par ce qui suit :

« 5. Préconise, conformément aux recommandations de la C. E. E., l'utilisation des produits pétroliers dans leurs usages spécifiques et propose d'accélérer la substitution des produits pétroliers par d'autres supports énergétiques et par la mise en œuvre de mesures d'accompagnement adéquates, dans les cas où cela se justifie du point de vue technique et économique. »

L'auteur justifie sa proposition en déclarant qu'à défaut de mesures d'accompagnement adéquates, la politique gouvernementale n'aura pas le moindre impact sur la substitution des produits pétroliers par d'autres supports énergétiques.

Le Secrétaire d'Etat estime que la proposition apporte un complément d'explications mais n'est pas plus volontariste ni plus précise que le texte du Gouvernement.

#### *Sixième option*

M. Denys (n° 189) a déposé une proposition de modification tendant à remplacer la sixième option par ce qui suit :

« 6. Recommande que l'infrastructure d'approvisionnement en produits pétroliers soit adéquate pour chacune des Régions, et que les restructurations dans le secteur du raffinage soient réalisées en ayant à l'esprit l'importance de la valeur actuelle et future du marché national et européen et la possibilité d'une adaptation à l'évolution qualitative des besoins du marché. »

De bestaande voorraden werden in voorkomend geval ter beschikking van de verbruikers gesteld.

In het verleden is wel vastgesteld dat, toen de « spot »-markt plots opleefde, de door zelfstandige vennootschappen gesloten contracten onhoudbaar werden. Er werd toen tot herziening van bestaande contracten overgegaan.

De Staatssecretaris neemt wel het voorstel van de heer Dupré aan. De opslagkosten moeten in de prijs verrekend worden en de prijs zelf wordt uiteindelijk door de verbruiker betaald.

In verband met het voorstel van de heer Verberckmoes verklaart de Staatssecretaris enigszins terughoudend te zijn ten aanzien van het begrip « billijke spreiding van de kosten ». Dit dunkt de Staatssecretaris een te vaag begrip, ook al kan hij de algemene strekking van dit voorstel onderschrijven.

#### *Vijfde optie*

De heer Rigo (n° 187) stelt voor punt 5 te vervangen door de volgende tekst :

« 5. Is van oordeel dat de aardolieprodukten op lange termijn, conform de aanbevelingen van de E. E. G., beter voor hun specifiek gebruik moeten worden gebezigd. »

Volgens de auteur mag aardolie niet te vlug worden gereserveerd voor een specifiek en vrij beperkt gebruik (nafta voor de petrochemie en eventueel brandstof voor het wegverkeer).

Deze ontwikkeling mag niet bruusk zijn.

De Staatssecretaris is van mening dat de auteur te veel omzichtigheid betoont tegenover de Regeringstekst, die meer voluntarisch is. Hij is het er nochtans mee eens om de idee van het voorstel over te nemen.

De auteur zal een nuance in zijn tekst aanbrengen door wijziging van de woorden « op lange termijn ».

De heer De Batselier (n° 188) diende een voorstel tot wijziging in, dat ertoe strekt de tekst te vervangen door wat volgt :

« 5. Beveelt, conform de aanbevelingen van de E. E. G., de aardolieprodukten voor hun specifiek gebruik aan, en stelt voor de substitutie van aardolieprodukten, daar waar het technisch en economisch verantwoord is door andere energiedragers en door gepaste begeleidingsmaatregelen te bespoedigen. »

De auteur verantwoordt zijn voorstel als volgt : zonder gepaste begeleidingsmaatregelen zal de invloed van het regeringsbeleid op de vervanging van aardolieprodukten door andere energiedragers nihil zijn.

De Staatssecretaris is van oordeel dat het voorstel aanvullende uitleg bevat maar niet voluntaristischer of nauwkeuriger is dan de Regeringstekst.

#### *Zesde optie*

De heer Denys (n° 189) diende een voorstel tot wijziging in dat ertoe strekt de zesde optie te vervangen door wat volgt :

« 6. Beveelt aan dat de infrastructuur inzake de voorziening van aardolieprodukten geschikt zou zijn voor elk gewest, en dat de herstructureringen in de raffinagesector tot stand zouden komen met inachtneming van het belang van de huidige en toekomstige waarde van de nationale en Europese markt en met de mogelijkheid tot een aanpassing aan de kwalitatieve evolutie van de marktbehoeften.

Le membre déclare que le mot « nationalisations » a été supprimé, parce qu'il est absurde, du point de vue financier et économique, de procéder à des nationalisations pour assurer l'approvisionnement, d'autant plus qu'elles ne présentent aucun intérêt stratégique.

Comme il y a moyen de constituer des réserves à l'étranger, grâce à des accords bilatéraux ou à la réglementation en vigueur à l'intérieur de la C. E. E., il est possible, moyennant l'établissement de garanties pour les cas de crise, de minimiser les coûts de manière telle que toute nationalisation supplémentaire soit inutile.

Le Secrétaire d'Etat déclare que, dans le texte néerlandais, le mot « nationalisaties » figure par erreur et qu'il faut lire « rationalisaties ».

La proposition de modification est dès lors retirée.

M. Rigo (n° 190) a déposé une proposition de modification tendant à remplacer le texte figurant après les mots : « pour chacune des Régions », par le texte suivant :

« et que la restructuration nécessaire dans le secteur du raffinage soit promue :

- en favorisant les investissements de reconversion dans les raffineries (cracking et vice-breaking);
- en maintenant un équilibre dans l'implantation des raffineries, des dépôts primaires et des stocks;
- en tenant compte des conséquences de fermetures éventuelles ou d'autres mesures de restructuration sur la sécurité d'approvisionnement et sur le maintien de la concurrence dans le secteur ».

L'auteur estime qu'un juste équilibre entre les Régions doit être respecté dans toutes les composantes de la problématique pétrolière.

La rationalisation ne se justifie pas au plan national mais bien au niveau européen ou même mondial.

Si la Belgique exporte une partie de sa production raffinée, elle doit continuer à le faire.

L'auteur se préoccupe enfin de l'avenir de la raffinerie de Feluy.

M. Dupré (n° 191) propose de remplacer la sixième option par ce qui suit :

« 6. Recommande au Gouvernement de veiller à ce que notre capacité de raffinage connaisse une utilisation optimale par la promotion de la construction d'un nombre suffisant d'installations de craquage d'huiles et de fractions lourdes, afin de pouvoir tout au moins maintenir notre part du marché européen des produits pétroliers malgré les modifications dans les importations et les débouchés ».

L'auteur déclare qu'en Belgique, le pétrole est non seulement un vecteur énergétique indispensable mais il est également générateur d'emplois et permet l'exportation de grandes quantités de produits raffinés. Nous devons pouvoir disposer d'importantes installations de craquage permettant de transformer en produits plus légers le pétrole lourd provenant d'une modification des importations et les fractions provenant d'une modification des débouchés. Sans impulsion de la part des pouvoirs publics, les diverses compagnies pétrolières risquent de ne pas se concerter suffisamment lors de l'exécution de ces opérations. »

\* \* \*

M. Bockstal suggère encore (n° 192) de compléter le texte proposé par M. Dupré par les mots « et afin de permettre à nos ports de continuer à approvisionner qualitativement et quantitativement leur hinterland ».

Hetzelfde lid verklaart dat het woord « nationalisaties » is weggelaten, omdat nationalisaties in de raffinagesector, ten behoeve van de bevoorrading, financieel en economisch onverantwoord zijn, en strategisch overbodig zijn.

Gezien de mogelijkheid, die er bestaat, om via bilaterale akkoorden of via de E. E. G. reglementering, voorraden aan te houden buiten de landsgrenzen, geeft dit de kans om, mits de nodige waarborgen vast te leggen in geval van crisis, te komen tot een kosten-minimalisatie, die bijkomende nationalisaties overbodig maken.

De Staatssecretaris verklaart dat het woord « nationalisaties » in de Nederlandse tekst een fout is en dat er « rationalisaties » moet worden gelezen.

Het voorstel tot wijziging wordt dan ook ingetrokken.

De heer Rigo (n° 190) diende een voorstel tot wijziging in, dat ertoe strekt de tekst na de woorden « geschikt zou zijn voor elk Gewest » te vervangen door de volgende tekst :

« en dat de noodzakelijke herstructureringsmaatregelen in de raffinage-sector zouden worden aangemoedigd :

- door bevordering van de investering voor omschakeling in de raffinaderijen (kraak-installaties en vice-breaking);
- door te streven naar evenwicht bij het bevestigen van raffinaderijen, primaire opslagplaatsen en voorraden;
- door rekening te houden met de gevolgen van eventuele sluitingen of andere herstructureringsmaatregelen voor de bevoorradingveiligheid en de handhaving van de concurrentiemogelijkheden in de betrokken sector.

De auteur is van oordeel dat voor alle componenten van het aardoliebeleid dient te worden gestreefd naar een billijk evenwicht tussen de Gewesten.

De rationalisatie is niet op nationaal vlak maar wel op Europees of zelfs wereldvlak verantwoord.

Als België een gedeelte van zijn raffinageprodukten uitvoert, moet het dat blijven doen.

De auteur is tenslotte begaan met de toekomst van de raffinaderij te Feluy.

Wijziging voorgesteld door de heer Dupré (n° 191), om de zesde optie te vervangen door wat volgt :

« 6. Dringt aan opdat de Regering ervoor zou zorgen dat onze raffinagecapaciteit ten volle benut zou worden door met name het bevorderen van de bouw van voldoende krakers voor zware oliën en fracties om, niettegenstaande de veranderlijke invoer en afzet, toch ons aandeel in de Europese markt voor aardolieprodukten tenminste te behouden ».

De auteur verklaart dat aardolie niet alleen een onmisbare energiedrager voor ons land is, maar dat ze tevens aan de basis ligt van een belangrijk pakket tewerkstelling en van export van geraffineerde produkten. Grote kraakinstallaties zijn nodig om zowel de zwaardere aardolietypes van een gewijzigde invoer als de restfracties overblijvend van een gewijzigde afzet te kunnen opwerken naar lichtere produkten. Zonder gepaste impuls van overheidswege is het risico niet denkbeeldig dat de diverse petroleummaatschappijen onvoldoende gegroepeerd te werk zullen gaan bij de uitbouw van deze veredeling. »

\* \* \*

Door de heer Bockstal wordt nog voorgesteld n° 192) de door de heer Dupré ingediende tekst aan te vullen met de woorden : « en om onze havens toe te laten kwalitatief en kwantitatief hun hinterland te kunnen blijven bevoorraden ».

Le Secrétaire d'Etat répond à M. Rigo qu'il est comme lui attaché au maintien de la raffinerie de Feluy, mais la question doit être réglée dans le cadre de la rationalisation au niveau européen. A cet égard, la position belge n'est pas des meilleures du fait que la Belgique est exportatrice de produits raffinés. Il n'y aura pas de nouvelle installation, de craquage à Feluy : il s'agit d'un investissement très lourd, de l'ordre d'une dizaine de milliards de francs auquel le secteur privé ne veut pas procéder. Seule une reprise de l'activité économique peut sortir la raffinerie de Feluy de sa situation difficile.

Le Secrétaire d'Etat rappelle que le dossier relatif à l'installation d'une unité de craquage à Feluy a été étudié en 1977-1978 et a donné lieu à de grandes résistances sur les plans national et régional en raison de la grosse consommation d'eau qu'entraînerait une telle unité.

L'auteur de la proposition de modification demande s'il n'est pas possible d'imposer à certains utilisateurs (Ruïen par exemple) la consommation d'une partie des fractions lourdes produites par Feluy, de la même manière qu'une certaine consommation de charbon est imposée pour la production d'électricité.

Interrogé sur la consultation de la Région wallonne, le Secrétaire d'Etat signale qu'il est disposé à répondre positivement à toute demande en ce sens mais encore faut-il que la consultation ait un objet. S'il y avait des décisions à prendre à l'égard de la raffinerie de Feluy, le Secrétaire d'Etat déclare qu'il susciterait d'ailleurs cette concertation lui-même.

De toute manière, il rappelle que les responsables privés se sont engagés vis-à-vis de lui, à ne prendre aucune décision relative à l'avenir de Feluy sans le consulter.

En ce qui concerne la proposition de M. Dupré, le Secrétaire d'Etat l'estime trop générale. Il ne pense pas qu'il faut encourager la construction d'installations de craquage de façon illimitée parce que cela entraînera une surcapacité.

\* \* \*

M. M. Colla a déposé trois propositions de modification.

a) Il (n° 193) propose de remplacer l'option 6 par le texte suivant :

« 6. Recommande de restructurer le secteur du raffinage en tenant compte de la structure spécifique du secteur belge du raffinage, et plus particulièrement du rôle de celui-ci dans l'exportation de produits finis vers le N. O. de l'Europe ainsi que de l'intégration ou non des raffineries autonomes dans les entreprises multinationales.

Le Gouvernement belge doit insister auprès de la C. E. afin qu'en cas de fermeture de raffineries elle mette à sa disposition des moyens provenant de son Fonds régional pour permettre la création de nouveaux emplois. »

Selon le membre la Communauté européenne refuse toute aide à la restructuration du secteur du raffinage par le biais de la législation sur l'expansion économique en fournissant les arguments suivants :

- l'industrie pétrolière dispose de capitaux suffisants pour financer elle-même les investissements nécessaires;
- les raffineries ne sont pas situées dans les zones de développement.

Ces arguments peuvent se justifier pour les entreprises multinationales intégrées mais pas pour les raffineries autonomes. Le secteur européen du raffinage risque ainsi de perdre totalement son caractère européen.

De Staatssecretaris antwoordt aan de heer Rigo dat ook hem de instandhouding van de raffinaderij te Feluy aan het hart ligt, maar de kwestie moet in het kader van de rationalisatie op Europees niveau worden geregeld. In dit opzicht is de Belgische positie niet zo best, doordat België geraffineerde produkten uitvoert. Te Feluy zal geen nieuwe kraakinstallatie komen : het gaat om een zeer zware investering, zowat tien miljard frank, waartoe de particuliere sector niet wil overgaan. Alleen een opleving van de economische activiteit kan de raffinaderij te Feluy uit de put halen.

De Staatssecretaris herinnert eraan dat het dossier betreffende de installatie van een kraakunit te Feluy in 1977-1978 werd bestudeerd en op heel wat weerstand stuitte op nationaal en gewestelijk vlak, wegens het grote waterverbruik dat zo'n installatie vergt.

De auteur van het voorstel tot wijziging vraagt of het niet mogelijk is aan bepaalde gebruikers (Ruïen b.v.) het verbruik van een gedeelte van de zware derivaten van Feluy op te leggen, zoals voor de elektriciteitsproductie een bepaald steenkolenverbruik wordt opgelegd.

Omtrent de raadpleging van het Waalse Gewest verklaart de Staatssecretaris dat hij bereid is op elk verzoek in die zin positief te antwoorden, maar dan is het wel nodig dat de raadpleging een doel heeft. Mochten er beslissingen in verband met de raffinaderij te Feluy nodig zijn, zo verklaart de Staatssecretaris, dan zal hij trouwens zelf op dat overleg aansturen.

Hij herinnert er hoe dan ook aan dat de particuliere leidende personen zich tegenover hem ertoe verbonden geen enkele beslissing met betrekking tot de toekomst van Feluy te nemen zonder hem te raadplegen.

In verband met het voorstel van de heer Dupré is de Staatssecretaris van mening dat het te algemeen is. Hij gelooft niet dat het nodig is de bouw van kraakinstallaties zonder enige beperking aan te moedigen, omdat het tot overcapaciteit leidt.

\* \* \*

De heer M. Colla diende drie voorstellen tot wijziging in.

a) Hij stelt voor de zesde optie te vervangen door wat volgt (n° 193) :

« 6. Beveelt aan de nodige herstructureringen in de raffinagesector in te voeren, waarbij terdege rekening zal worden gehouden met de specifieke structuur van de Belgische raffinaderijsector, meer in het bijzonder met haar rol voor de uitvoer van afgewerkte produkten naar N. W. Europa en met de al dan niet integratie van de individuele raffinaderijen in multinationale ondernemingen.

De Belgische Regering moet er bij de E. G. op aandringen dat zij bij sluitingen van raffinaderijen middelen uit haar Regionaal Fonds ter beschikking stelt voor vervangende tewerkstelling. »

Volgens het lid weigert de Europese Gemeenschap elke hulp via de expansiewetgeving voor de herstructurering van de raffinagesector en op grond van volgende argumentatie :

- de olieindustrie is voldoende kapitaalkrachtig om de nodige investeringen zelf te financieren;
- de raffinaderijen liggen niet in ontwikkelingszones.

Alhoewel deze argumentatie juist lijkt voor geïntegreerde multinationale ondernemingen, gaat ze niet op voor de onafhankelijke raffinaderijen waardoor het gevaar dreigt dat de Europese raffinagesector haar resterend Europees karakter dreigt te verliezen.



C'est pour des raisons économiques et géographiques que les raffineries sont situées dans les zones industrielles ou dans les ports.

Mais étant donné d'autre part que la Commission européenne insiste sur la suppression des éventuelles surcapacités elle devrait contribuer, selon l'orateur, à la création de nouveaux emplois.

b) Il (n° 194) propose également de remplacer le texte de cette option par ce qui suit :

« 6. Souhaite que le Gouvernement prenne les initiatives qui s'imposent pour favoriser les projets rentables de construction d'installations de craquage susceptibles de traiter les qualités plus lourdes de pétrole brut et de faire face à la demande croissante de fractions légères, qu'il s'agisse de projets ne concernant qu'une seule société ou de projets dans lesquels plusieurs sociétés ont accès à l'installation. »

L'auteur déclare que l'utilisation d'une installation de craquage constitue, à moyen et à long terme, le seul moyen pour les raffineries de s'adapter à la nouvelle structure de la demande.

Compte tenu de la structure du secteur belge du raffinage et vu les taux d'intérêt très élevés, il est très peu probable que certaines raffineries disposent des moyens nécessaires pour construire elles-mêmes de telles installations de craquage.

Il convient par conséquent de tout mettre en œuvre afin que certaines raffineries puissent construire ensemble une installation de craquage commune, éventuellement avec participation de l'Etat, à laquelle toutes les raffineries pourraient recourir.

c) Enfin, M. M. Colla (n° 195) propose de remplacer l'option 6 par le texte suivant :

« 6. Recommande d'encourager la mise au point d'une politique coordonnée en matière de transport par canalisations (pipelines) ainsi que la suppression de tout monopole, tant à l'arrivée de pétrole brut qu'à l'exportation de produits finis. »

Le membre est d'avis que tous les moyens doivent être mis en œuvre pour que les raffineries belges puissent être approvisionnées en pétrole brut aux conditions les plus avantageuses. A cet effet, il y a lieu de supprimer tous les monopoles de fait en matière de transport par canalisations.

Si les raffineries belges veulent avoir une sérieuse chance de survie, elles doivent être en mesure de profiter de manière optimale de leur situation géographique favorable, entre autres, en étant reliées par canalisations aux principales zones qu'elles approvisionnent.

\* \* \*

Le Secrétaire d'Etat répond ce qui suit aux propositions de modification de M. M. Colla.

Pour ce qui concerne la deuxième proposition de modification concernant la construction d'installations de craquage, le Secrétaire d'Etat se réfère à la réponse qu'il a donnée plus haut, relativement à la proposition de M. Dupré.

En ce qui concerne la première proposition relative au fonds régional de la Communauté européenne, le Secrétaire d'Etat estime nouvelle et intéressante l'idée de demander à la C. E. E. de faire jouer son fonds social pour permettre la création de nouveaux emplois. Le Gouvernement formulera la demande. Mais selon lui, cela ne doit pas figurer dans la résolution elle-même.

Enfin, quant à la troisième proposition de modification, relative au transport par canalisations, le Secrétaire d'Etat répond que cette question doit trouver sa solution dans le cadre de la Société nationale des Transports par Canalisation (S. N. T. C.).

Bovendien is het zo dat om economische en geografische redenen de raffinaderijen inderdaad in industriële bekkens of havens gevestigd zijn.

Dit belet evenwel niet dat gezien de Europese Commissie aandringt op sluiting van eventuele overcapaciteit, zij moet bijdragen tot het creëren van vervangende werkgelegenheid.

b) Hij stelt eveneens voor (n° 194) de tekst van deze optie te vervangen door wat volgt :

« 6. Wenst dat de Regering de nodige initiatieven neemt om rendabele projecten op het gebied van kraakinstallaties die zwaardere ruwe aardolie zouden kunnen bewerken en die aan de toenemende vraag om lichte fracties het hoofd zou kunnen bieden, te bevorderen zowel wat betreft projecten waar slechts één maatschappij in betrokken is als projecten waarin meerdere maatschappijen tot de cracker toegang zouden krijgen. »

De auteur verklaart dat het gebruik van een crackingsinstallatie op middellange en lange termijn het enige middel is opdat de raffinaderijen zich zouden kunnen aanpassen aan de gewijzigde structuur van de vraag.

Gezien de structuur van de Belgische raffinagesector en gezien de zeer hoge interestvoeten is het zeer onwaarschijnlijk dat bepaalde raffinaderijen over de nodige middelen beschikken om zelf dergelijke crackingsinstallaties te bouwen.

Alles moet bijgevolg in het werk worden gesteld opdat bepaalde raffinaderijen, samen, eventueel met een staatsparticipatie, tot de bouw van een common-cracker zouden kunnen overgaan, waarop alle raffinaderijen zouden kunnen beroep doen.

c) Tenslotte stelt de heer M. Colla voor (n° 195) om de zesde optie te vervangen door de volgende tekst :

« 6. Beveelt aan om de ontwikkeling van een geordende beleid inzake het vervoer per pijpleiding te bevorderen, met het wegwerken van elk monopolie zowel bij de aanvoer van ruwe aardolie als bij de uitvoer van afgewerkte produkten. »

Het lid meent dat alles in het werk gesteld moet worden opdat de Belgische raffinaderijen in de meest gunstige voorwaarden voorzien kunnen worden van ruwe aardolie. Daartoe moeten alle feitelijke monopolies in verband met het transport via pijpleidingen doorbroken worden.

Willen de Belgische raffinaderijen een ernstige overlevingskans hebben, dan moeten ze optimaal van hun gunstige geografische ligging gebruik kunnen maken door onder meer via pijpleidingen met hun voornaamste afzetgebieden verbonden te worden.

\* \* \*

De Staatssecretaris antwoordt op de voorstellen tot wijziging die van de heer M. Colla uitgaan, wat volgt :

Inzake het tweede voorstel tot wijziging betreffende de bouw van kraakinstallaties verwijst de Staatssecretaris naar het antwoord dat hij tevoren gaf in verband met het voorstel van de heer Dupré.

Inzake het eerste voorstel betreffende het regionaal fonds van de Europese Gemeenschap is de Staatssecretaris van mening dat het denkbeeld om aan de E. E. G. te vragen haar sociale fondsen aan te wenden om nieuwe werkgelegenheid te scheppen, nieuw en interessant is. De Regering zal deze aanvraag doen. Maar volgens hem mag dat niet in de resolutie zelf voorkomen.

Op het derde voorstel tot wijziging in verband met het transport door middel van pijpleidingen tenslotte antwoordt de Staatssecretaris dat deze kwestie een oplossing moet krijgen in het kader van de Nationale Maatschappij voor Vervoer met Pijpleidingen (N. M. V. L.).



L'auteur réplique qu'à son avis, ce n'est pas la manière la plus efficace de résoudre la question. Des conversations doivent intervenir à ce sujet.

Le Secrétaire d'Etat rétorque que les investissements en cette matière ont été consentis par des sociétés privées et qu'il est dès lors normal qu'elles se réservent l'utilisation exclusive des installations ainsi créées, si ces installations sont utilisées à pleine capacité. Toutefois, si l'utilisation n'a pas lieu à plein, un arrangement commercial est possible.

#### *Septième option*

M. Desaeeyere (n° 196) a déposé une proposition de modification tendant à remplacer la septième option par ce qui suit :

« 7. Recommande que dans le cadre de la "vérité" des prix, les différences de prix suivant les zones puissent refléter le plus fidèlement possible les différences réelles du prix de revient. »

Selon le membre l'uniformisation des prix nécessite implicitement le subventionnement des zones ayant des prix de revient plus élevés. Ceci entraînerait une distorsion entre la production et la consommation qui ne serait plus optimale et par conséquent intenable à terme.

Une politique des prix suffisamment différenciée engendrerait la spécialisation des différentes zones dans les produits pour lesquels des avantages comparables sont présents dans la zone elle-même.

M. Dupré (n° 197) a introduit une proposition de modification tendant à remplacer l'option 7 par ce qui suit :

« 7. Propose que les prix des produits pétroliers comportent, eu égard au principe de la vérité, tous les éléments relatifs à l'importation, à la transformation, à l'entreposage éventuel, au transport et à la distribution jusqu'au stade du consommateur et recommande que le Comité de concertation du pétrole remplisse pleinement son rôle. »

L'auteur déclare que l'instauration d'un prix uniforme pour tout le pays est une mesure incomplète et qu'il n'est pas possible de maintenir à terme. C'est pourquoi il est proposé d'intégrer dans le prix, comme pour les autres vecteurs énergétiques, tous les éléments constitutifs du prix de revient jusqu'au stade du consommateur. Cette formule permet de tenir compte de manière équilibrée de la filière complète port, entreposage, raffinage et transport.

M. Bossuyt (n° 198) a introduit une proposition de modification tendant à remplacer l'option 7 par ce qui suit :

« 7. Recommande la protection des consommateurs :

a) en ne laissant subsister qu'une zone unique pour la tarification de tous les produits pétroliers, qui permette un prix uniforme dans tout le pays;

b) en procédant à la révision des paramètres du contrat-programme, fondée sur les éléments réels du prix de revient en vue de faire baisser les prix;

c) en examinant toutes les composantes de la production et des services de distribution;

d) en associant les importateurs indépendants et les sociétés de distribution à la révision du contrat-programme et en faisant de ceux-ci des cosignataires ».

Selon le membre tous les éléments intervenant dans l'établissement du prix au consommateur doivent se fonder sur les éléments réels qui se dégagent de l'analyse de la comptabilité des entreprises.

A cet égard, il convient d'éviter toute double comptabilisation.

De auteur voert aan dat zijns inziens dit niet de meest efficiënte manier is om de kwestie op te lossen. Hieromtrent is overleg geboden.

De Staatssecretaris repliceert dat particuliere maatschappijen op dat gebied investeringen deden en dat het dus normaal is dat zij voor zichzelf het uitsluitend gebruik van de zo opgerichte installaties behouden indien die installaties ten volle worden benut. Als evenwel niet ten volle gebruik daarvan wordt gemaakt, is een commerciële regeling mogelijk.

#### *Zevende optie*

De heer Desaeeyere (n° 196) diende een voorstel tot wijziging in dat ertoe strekt de zevende optie te vervangen door wat volgt :

« 7. Beveelt aan dat in het kader van de "waarheid" van de prijzen de prijsverschillen naargelang van de zone zo nauwkeurig mogelijk de reële kostprijsverschillen zouden reflecteren. »

Volgens het lid houdt het uniform maken van de prijzen een impliciete subsidiëring in van deze zones met een hogere kostprijs. Dit leidt tot een distorsie inzake productie en consumptie die niet-optimaal is en dus op termijn onhoudbaar.

Integendeel, door een voldoende gedifferentieerde prijs-politiek zal elke zone zich specialiseren in deze goederen waarvoor er comparatieve voordelen in de zone zelf aanwezig zijn.

De heer Dupré (n° 197) diende een voorstel tot wijziging in dat ertoe strekt de zevende optie vervangen door wat volgt :

« 7. Stelt voor dat de prijzen voor de aardolieprodukten, op basis van waarachtigheid en echtheid, alle elementen zouden bevatten van invoer, verwerking, eventuele opslag, vervoer en distributie tot bij de verbruiker en beveelt aan dat het overlegcomité voor de petroleum zijn rol volledig zou vervullen ».

De auteur verklaart dat de invoering van een eenvormige prijs in het land een onvolledige en op termijn niet houdbare regeling is. Daarom wordt voorgesteld zoals voor de andere energiedragers alle elementen in de kostprijs tot aan de verbruiker in te brengen. Op deze wijze kan de volledige keten over haven, opslag, raffinage en vervoer in beschouwing worden genomen en evenwichtig behandeld.

De heer Bossuyt (n° 198) diende een voorstel tot wijziging in, dat ertoe strekt de zevende optie te vervangen door wat volgt :

« 7. Beveelt aan dat de verbruiker moet worden beschermd door :

a) voor de tarifiering van de aardolieprodukten slechts één zone voor alle produkten te laten bestaan, wat een éenvormige prijs in het hele land mogelijk maakt;

b) een herziening van de parameters van de programma-overeenkomst, steunende op werkelijke kostprijs-elementen, teneinde de prijzen te laten dalen;

c) het doorzicht in alle bestanddelen van de productie en distributiekosten;

d) de zelfstandige importeurs en de distributiemaatschappijen te betrekken in de herziening van de programma-overeenkomst en ze mede-ondertekenaar te laten worden ».

Volgens het lid dienen alle elementen die een rol spelen in het bepalen van de prijs aan de gebruiker te steunen op reële elementen die uit de boekhouding van de bedrijven afgeleid moeten worden.

Daarbij dient elke dubbel telling vermelden te worden.

Les différences de coût de transport qui seraient éventuellement constatées dans l'approvisionnement des consommateurs, devraient être supprimées de manière à permettre l'établissement d'un prix uniforme dans tout le pays.

Au demeurant, les prix maxima des produits pétroliers, tels qu'ils sont fixés dans les contrats-programme, devraient être obligatoirement imposés à tous les opérateurs de ce secteur et être appliqués par ces derniers.

Aucune révision des éléments du prix de revient ne peut intervenir sans que celle-ci ne soit justifiée par des éléments comptables.

\* \* \*

Le Secrétaire d'Etat répond à MM. Desaeysere et Dupré qu'il faut en venir à la zone unique pour la tarification des produits pétroliers. Cela figure dans les dernières déclarations gouvernementales.

Il rappelle que pour l'essence, la zone unique de tarification existe depuis 1967. Cela ne signifie pas qu'elle est vendue au même prix partout mais qu'en cas de tension sur le marché pétrolier, une solidarité se manifeste de telle sorte que partout est appliqué le même prix maximum.

Le Secrétaire d'Etat répond à M. Bossuyt qu'il ne peut être question de reviser les paramètres du contrat-programme car ceux-ci sont très larges et ont fait l'objet de discussions serrées entre l'Etat et les entreprises pétrolières.

Il ne faut pas perdre de vue que le prix des produits pétroliers est en grande partie fonction d'éléments sur lesquels l'Etat n'a aucune prise, à savoir le prix du pétrole brut et le cours du dollar.

D'autre part, le prix tient compte des coûts de production et de distribution.

Enfin, les importateurs et les distributeurs indépendants ont été mêlés à la discussion du contrat-programme.

Ils n'ont pas pu le signer parce qu'ils ne pouvaient pas s'engager à pourvoir le marché belge quelles que fussent les conditions du marché international.

Un membre reconnaît que des améliorations ont déjà été apportées au contrat de programme.

Il estime cependant que d'autres éléments sont encore susceptibles de modification et d'amélioration. C'est ainsi qu'en ce qui concerne le pétrole qui arrive directement à Anvers, on ne peut prendre en considération le coût du transport fictif par l'oléoduc Rotterdam-Anvers; de même, la pondération effectuée sur la base des qualités de pétrole brut reprises dans la « corbeille » n'est pas correcte, tout comme il n'est pas normal de tenir compte des prix « affichés » qui, souvent, ne correspondent pas à la réalité.

Enfin, les marges bénéficiaires du secteur de la distribution sont larges.

Tous ces éléments pourraient donc être améliorés, de manière à arriver à un prix aussi près du prix réel que possible.

Le Secrétaire d'Etat répond que pour ce faire, il faudrait connaître avec grande précision les éléments réels des prix de revient, qui sont généralement entourés d'un certain secret en raison des impératifs de concurrence.

D'autre part, tiendra-t-on compte seulement des prix les plus bas ? Enfin, si les firmes n'ont pas intérêt à comprimer leur prix de revient, celui-ci risque de s'élever.

Le Secrétaire d'Etat déclare que la fédération pétrolière est opposée à l'établissement d'une zone unique de tarification et ajoute que, si cette zone unique n'entraînera pas en général une hausse des prix, les consommateurs des zones à bas tarif payeront plus cher en cas de prix maximum.

\* \* \*

De verschillen in de transportkosten die eventueel bij de bevoorrading van de gebruiker worden geconstateerd, zouden weggewerkt moeten worden, zodat slechts één prijs voor alle produkten voor het hele land geldt.

De maximum prijzen voor aardolieprodukten die volgens het programma-akkord berekend worden, dienen aan alle operatoren in de sector opgelegd en toegepast te worden.

Geen herziening van de kostprijs-elementen mag plaats hebben zo die niet gerechtvaardigd kan worden door boekhoudkundige gegevens.

\* \* \*

De Staatssecretaris antwoordt aan de heren Desaeysere en Dupré dat wij tot één enkele zone moeten komen voor de tarifiering van de petroleumprodukten, want dat staat in de jongste regeringsverklaringen.

Hij herinnert eraan dat voor de benzine die ene tarifieringszone sinds 1967 bestaat. Dit betekent niet dat overal tegen dezelfde prijs wordt verkocht, maar dat bij spanning op de oliemarkt solidariteit tot uiting komt, zodat overal dezelfde maximumprijs wordt toegepast.

De Staatssecretaris antwoordt aan de heer Bossuyt dat er geen sprake van kan zijn de parameters van het programmacontract te herzien, want die zijn zeer ruim en werden in een zeer vinnige bespreking tussen de staat en de petroleumbedrijven bepaald.

Er mag niet uit het oog worden verloren dat de prijs van de petroleumprodukten grotendeels afhangt van factoren waarop de Staat geen vat heeft, te weten de prijs van de ruwe olie en de dollarkoers.

Voorts houdt de prijs rekening met productie- en distributiekosten.

Tenslotte zijn de zelfstandige importeurs en verdelers betrokken bij de bespreking van het programmacontract.

Zij konden het niet ondertekenen, omdat zij zich er niet toe konden verbinden de Belgische markt te voorzien, ongeacht de omstandigheden op de internationale markt.

Een lid erkent dat reeds verbeteringen aan het programmacontract werden aangebracht.

Het lid meent nochtans dat andere elementen voor wijziging en verbetering vatbaar zijn, o.a. : voor de olie die rechtstreeks te Antwerpen toekomt mag de kost voor fictief vervoer R. A. P. L. niet in aanmerking genomen worden; de weging over de in aanmerking genomen ruwe olies in de zogenaamde « korf » is niet correct, alsook het feit dat gewerkt wordt met de « geafficheerde » prijs die dikwijls niet met de werkelijkheid overeenkomt.

Tenslotte zijn de winstmarges in de distributiesector ruim.

Al deze factoren kunnen dus worden verbeterd, om te komen tot een prijs die zo dicht mogelijk bij de werkelijke prijs komt.

De Staatssecretaris antwoordt dat hiertoe de werkelijke bestanddelen van de kostprijzen, die doorgaans min of meer geheim zijn, zeer nauwkeurig bekend zouden moeten zijn en wel omwille van redenen die verband houden met het concurrentievermogen.

Zal voorts alleen rekening worden gehouden met de laagste prijzen ? Als uiteindelijk de firma's bij er geen belang hebben hun kostprijzen te drukken, zullen die de hoogte ingaan.

De Staatssecretaris verklaart dat de petroleumfederatie gekant is tegen één enkele tarifieringszone en hij voegt eraan toe dat als die eenheidszone niet in het algemeen tot een prijsstijging zal leiden, de verbruikers in de zones met laag tarief in geval van maximumprijzen meer zullen betalen.

\* \* \*

M. Fedrigo (n° 199) a introduit une proposition tendant à ajouter un point 8 (nouveau), libellé comme suit :

« 8. demande la création d'un office public d'achat de matières énergétiques primaires, en particulier celles destinées aux secteurs de la production d'électricité et de la pétrochimie. »

Selon l'auteur il convient d'assurer non seulement une moindre dépendance du pays dans ses approvisionnements à l'étranger, mais également une moindre dépendance des pouvoirs publics vis-à-vis des grands groupes financiers.

Il est inadmissible de laisser se perpétuer une situation où les robinets d'approvisionnement du pays sont entre les mains de groupes privés qui ont ainsi les moyens de forcer les décisions qui leur profitent.

L'auteur (n° 200) a également introduit une proposition tendant à ajouter un point 9 (nouveau), libellé comme suit :

« 9. demande que soit étudiée et encouragée la diversification des activités des raffineries situées sur le sol de la Belgique, notamment vers la production d'éthylène, produit de base de la pétrochimie et de l'industrie des plastiques. »

Cette diversification permettrait selon le membre, le maintien de l'emploi et l'ouverture de nouveaux débouchés dans un secteur en restructuration.

L'auteur songe notamment aux difficultés des raffineries de Feluy et de Gand.

M. Kubla (n° 201) a introduit une proposition tendant à ajouter un point 8, libellé comme suit :

« 8. Recommande l'encouragement de la valorisation de nos ressources naturelles par une exploration et, au cas échéant, une exploitation de notre sous-sol aussi efficace et économique que possible. »

Ce membre déclare que de nombreuses demandes de commissions de recherche ont été introduites depuis 1977 par diverses compagnies sans qu'aucune suite favorable n'y ait été réservée, entre autres pour des raisons de blocage administratif. Il convient de modifier cet état de choses.

M. De Bastelier (n° 202) a introduit une proposition tendant à ajouter un numéro 8, libellé comme suit :

« 8. Estime que le Comité de concertation et de contrôle du pétrole doit disposer de compétences aussi larges que le Comité de contrôle de l'électricité et du gaz, ce qui implique notamment :

— l'exercice d'un contrôle de toutes les composantes du prix de revient tant de pétrole brut que des produits finis et ce sur la base du plan comptable uniforme imposé au secteur;

— la mise en œuvre d'une procédure d'approbation préalable des programmes d'investissement tant en ce qui concerne le raffinage que les activités de distribution. »

Selon l'auteur le Comité de concertation et de contrôle existant doit disposer de tous les moyens nécessaires afin de pouvoir remplir sa mission comme il se doit. Il doit être mis sur le même pied que les autres Comités de contrôle et doit en outre être consulté au sujet des décisions en matière d'investissement.

De heer Fedrigo (n° 199) diende een voorstel dat ertoe strekt een punt 8 (nieuw) toe te voegen, luidend als volgt :

« 8. vraagt dat een overheidsdienst wordt opgericht voor de aankoop van primaire energie, inzonderheid die vormen van primaire energie welke bestemd zijn voor de elektriciteitsproductie en de petrochemische nijverheid. »

Niet alleen moet het land voor zijn energievoorziening onafhankelijker worden ten opzichte van het buitenland, aldus de auteur, maar ook moet de overheid zich zelfstandiger kunnen gaan opstellen tegenover grote financiële groepen.

Het is ontoelaatbaar dat particuliere groepen de toevoerkraan blijven controleren en aldus beslissingen kunnen afdwingen die hen bevoordelen.

De auteur (n° 200) diende ook een voorstel tot wijziging in dat ertoe strekt een punt 9 (nieuw) toe te voegen, luidend als volgt :

« 9. vraagt dat de diversifiëring van de activiteiten van de op Belgisch grondgebied gelegen raffinaderijen bestudeerd en aangemoedigd wordt en met name wordt toegespitst op de produktie van ethyleen, een basisprodukt van de petrochemie en van de plasticindustrie. »

Die diversifiëring zou het mogelijk maken, aldus het lid, de werkgelegenheid te handhaven en nieuwe afzetmarkten te creëren in een sector waarvan de herstructurering aan de gang is.

De auteur denkt ook aan de moeilijkheden in de raffinaderijen te Feluy en te Gent.

De heer Kubla (n° 201) diende een voorstel in dat ertoe strekt een punt 8 toe te voegen, luidend als volgt :

« 8. Beveelt aan dat de valorisatie van onze natuurlijke hulpbronnen wordt aangemoedigd door onze bodem te exploreren en eventueel zo efficiënt en economisch mogelijk te exploiteren. »

Het lid verklaart dat sinds 1977 verscheidene maatschappijen vruchteloos onderzoekscommissies hebben aangevraagd onder meer omdat de aanvragen in het administratieve slop zijn geraakt. Daar moet verandering in komen.

De heer De Batselier (n° 202) diende een voorstel in dat ertoe strekt een punt 8 toe te voegen, luidend als volgt :

« 8. Meent dat het Overleg- en Controlecomité voor de Petroleum over dezelfde ruime bevoegdheid dient te beschikken als het Controlecomité voor elektriciteit en het gas door o.a.

— inzicht te krijgen in alle bestanddelen van de kostprijs zowel der ruwe olie als van de afgewerkte produkten en dit op basis van het eenvormig boekhoudkundig plan aan de sector opgelegd;

— een procedure van voorafgaande goedkeuring van de investeringsprogramma's zowel voor wat betreft de raffinage als de distributieactiviteiten. »

Volgens de auteur dient het bestaande Overleg- en Controlecomité alle middelen te krijgen om zijn taak naar behoren te kunnen vervullen. Het moet op gelijke voet geplaatst worden als de andere Controlecomités en moet bovendien geconsulteerd worden over de investeringsbeslissingen.

M. Meyntjens (n° 203) a introduit une proposition tendant à compléter la résolution par un point 8 (nouveau), rédigé comme suit :

« 8. Préconise, lors de l'utilisation de dérivés pétroliers dans l'industrie pétrochimique;

Que des programmes de sécurité, de secours et d'évacuations soient établis, réalisés et rendus opérationnels dès la mise en service des entreprises.

Que les administrations publiques soient obligées de fournir une information efficace à la population concernant les mesures à prendre en matière de sécurité, de secours et d'évacuation. »

Le membre estime qu'en dépit de concentrations très dangereuses, les risques sont généralement minimisés et sous-estimés et on ne se soucie guère d'informer les citoyens.

M. Denys (n° 204) a introduit une proposition tendant à ajouter un point 8 (nouveau), rédigé comme suit :

« 8. Recommande de procéder, en concertation avec les Régions, à l'octroi de concession pour l'étude du sous-sol par les compagnies pétrolières. »

Le membre déclare que des déclarations d'intention ont été faites à ce sujet par le passé, mais l'instabilité politique et les discussions en matière de compétences ont empêché toute réalisation concrète.

M. Moors (n° 205) a introduit une proposition tendant à ajouter un point 8 (nouveau), rédigé comme suit :

« 8. Recommande d'encourager la prospection tant au niveau national que sur le plan de la collaboration internationale. »

L'auteur estime que nous avons intérêt à explorer notre sous-sol, afin de mieux connaître les richesses naturelles dont nous disposons. De plus, il serait souhaitable de participer à des projets internationaux.

M. Rigo (n° 206) a déposé une proposition tendant à ajouter un point 8 nouveau, libellé comme suit :

« 8. Recommande le développement d'une politique coordonnée de transport des produits par oléoduc dans le cadre des compétences légales de la Société nationale de transport par canalisation. »

Il est nécessaire, selon le membre, de coordonner la politique de transport par pipe-line et de la mettre sous la responsabilité des pouvoirs publics.

L'auteur (n° 207) propose également d'introduire un point 9 (nouveau), libellé comme suit :

« 9. Recommande de favoriser l'adaptation du secteur de la distribution en fonction de l'évolution de la consommation de produits pétroliers afin d'atteindre un système de distribution efficace et d'assurer un revenu décent aux distributeurs. »

La récente fluctuation dans le niveau de consommation de pétrole implique qu'elle se répercute sur la distribution.

M. Bossuyt (n° 208) propose d'introduire un numéro 9 (nouveau), rédigé comme suit :

« 9. Il s'agit de veiller tout particulièrement à accorder aux distributeurs indépendants de combustibles liquides une marge bénéficiaire fixe qui soit suffisante et à rationaliser le

De heer Meyntjens (n° 203) diende een voorstel in dat ertoe strekt een nummer 8 (nieuw) toe te voegen, luidend als volgt :

« 8. Beveelt bij aanwending van petroleumderivaten in de petrochemische bedrijven aan;

De opstelling, verwezenlijking en operationeelmaking van de veiligheids-, hulp- en ontruimingsplannen bij het starten van de bedrijven.

Een verplichte doeltreffende voorlichting door de openbare besturen tot voorlichting van de bevolking in verband met de te treffen maatregelen op veiligheids-, hulp- en ontruimingsvlak. »

De auteur is van oordeel dat de gevaren, niettegenstaande de zeer gevaarlijke concentraties, meestal geminimaliseerd en onderschat worden, en de voorlichting van de burger gewoon achterwege blijft.

De heer Denys (n° 204) diende een voorstel in dat ertoe strekt een punt 8 (nieuw) toe te voegen, luidend als volgt :

« 8. Beveelt aan dat, in overleg met de gewesten, zou worden overgegaan tot het uitreiken van concessies voor de studie van de ondergrond door oliemaatschappijen. »

Het lid verklaart dat, alhoewel vroeger intentieverklaringen ter zake werden afgelegd, dit steeds achterwege gebleven is wegens politieke instabiliteit en wegens bevoegdheidsdiscussies.

De heer Moors (n° 205) diende een voorstel in dat ertoe strekt een punt 8 (nieuw) toe te voegen, luidend als volgt :

« 8. Beveelt de aanmoediging van de prospectie, zowel op het nationaal vlak, als op het gebied van de internationale samenwerking aan. »

De auteur meent dat een verkenning van onze ondergrond wenselijk is om beter inzicht te verwerven in onze ondergrondse natuurlijke rijkdommen. Daarenboven is het wenselijk aan internationale projecten deel te nemen.

De heer Rigo (n° 206) diende een voorstel in dat ertoe strekt na punt 7 een nieuw punt 8 toe te voegen, luidend als volgt :

« Beveelt aan dat inzake het vervoer van die produkten door pijpleidingen een gecoördineerd beleid op touw wordt gezet binnen het raam van de wettelijke bevoegdheden van de Nationale Maatschappij der Pijpleidingen. »

Het beleid inzake vervoer door pijpleidingen moet, aldus het lid, worden gecoördineerd en onder de verantwoordelijkheid van de overheid gebracht.

De auteur (n° 207) stelt ook voor een punt 9 (nieuw) toe te voegen, luidend als volgt :

« 9. Beveelt aan dat de distributie zoveel mogelijk wordt aangepast aan de evolutie van het verbruik van de aardolieprodukten, zodat een efficiënt distributiesysteem wordt opgebouwd en de verdelers op een behoorlijk inkomen kunnen rekenen. »

De recente schommelingen in het peil van het oliegebruik moeten hun weerslag hebben op de distributie.

De heer Bossuyt (n° 208) stelt voor een punt 9 (nieuw) toe te voegen, luidend als volgt :

« 9. Een bijzondere aandacht dient hierbij uit te gaan naar het verlenen aan de onafhankelijke verdelers van vloeibare brandstoffen van een afdoende en vaste winstmarge, evenals

secteur de distribution de carburant sans nuire à la qualité du service et la sécurité de l'utilisateur tout en assurant aux exploitants des stations-service un revenu équitable. »

Le membre déclare que dans ce secteur qui emploie directement environ 16 000 personnes, la rentabilité des entreprises mérite de retenir l'attention.

Il s'agit de prendre les mesures nécessaires à une rétribution équitable des services que rend ce secteur.

Il faudrait également pouvoir garantir l'indépendance de ce secteur vis-à-vis de l'instabilité du marché, en prévoyant notamment la sécurité d'approvisionnement des distributeurs de fuel domestique et en garantissant aux exploitants des stations-service un revenu équitable éventuellement par le biais d'une rationalisation.

M. Moors (n° 209) propose d'ajouter un point 9 (nouveau), rédigé comme suit :

« 9. Recommande de renouveler et d'ajuster le contrat-programme conclu entre le Gouvernement et l'industrie pétrolière. »

Selon le membre il y a lieu d'ajuster l'actuel contrat-programme, bien que, en ce qui concerne les adaptations de prix, on ait déjà procédé récemment à un plus grand étalement dans le temps.

L'auteur estime que les sociétés pétrolières ont liquidé leurs surplus pour provoquer artificiellement une pénurie et une tension sur les prix.

M. Rigo (n° 210) présente une proposition qui vise à ajouter un numéro 10 (nouveau). Cette proposition est libellée comme suit :

« 10. Considère que la protection du consommateur doit être assurée :

a) en modifiant le contrat de programme relatif au prix des produits pétroliers dans le sens d'un meilleur ajustement des paramètres du contrat aux coûts réels et d'une réduction de l'ampleur des fluctuations du prix en particulier en période de crise et dues à une trop grande sensibilité du contrat de programme au marché "spot";

b) par la transparence de tous les éléments constitutifs des coûts de production et de distribution en particulier par l'exploitation du dernier plan comptable uniforme imposé par l'arrêté royal du 9 juin 1981;

c) par l'action du « Comité de concertation et de contrôle du pétrole » dans le respect de ses compétences légales. »

Si, selon ce membre, le contrat de programme traduit d'une manière satisfaisante les aléas d'un marché déprimé, il expose par contre, en cas de tension sur les marchés, les consommateurs à des hausses de prix excessives et injustifiées.

M. Dierickx (n° 211) désire également ajouter un nouveau numéro, libellé comme suit :

« Recommande la construction d'une installation de cracking, destinée aux raffineries belges, pour leur permettre de mieux utiliser la fraction lourde du processus de raffinage. »

Selon ce membre, les raffineries risquent d'être confrontées à de graves difficultés du fait qu'elles ne parviennent plus à vendre un volume suffisant de produits lourds au secteur de l'électricité, parce que celui-ci s'est reconverti vers l'énergie nucléaire et le charbon.

\* \* \*

aan de rationalisatie van de distributiesector voor motorbrandstoffen zonder nochtans aan de kwaliteit van de dienstverlening aan de gebruiker en aan zijn veiligheid afbreuk te doen en mits ervoor te zorgen dat de stationuitbaters over een billijk inkomen zouden beschikken. »

Het lid verklaart dat in deze sector, die rechtstreeks ± 16 000 personen tewerkstelt, de nodige aandacht dient te worden besteed aan de rentabiliteit van de bedrijven.

De nodige schikkingen dienen getroffen te worden opdat, deze sector billijk vergoed zal worden voor de geleverde prestaties.

Bovendien dienen garanties uitgebouwd te worden om de sector los te haken van de zeer wisselvallige marktoestanden, ondermeer door voor de verdelers van huisbrandolie in een vaste bevoorradingszekerheid voorzien en voor de pomphouders, mits aan eventuele rationalisatie wordt gedaan, een billijk inkomen te waarborgen.

De heer Moors (n° 209) stelt voor een punt 9 (nieuw) toe te voegen, luidend als volgt :

« Beveelt de hernieuwing en de bijwerking van de programma-overeenkomst gesloten tussen de Regering en de petroleumnijverheid aan. »

Volgens het lid dient het huidige programmacontract, alhoewel reeds een grotere spreiding in de tijd wat de prijsaanpassing betreft onlangs werd doorgevoerd, verder te worden aangepast.

De auteur is van oordeel dat de oliemaatschappijen hun overschotten hebben afgestoten om kunstmatig enig tekort en prijsspanningen te doen ontstaan.

De heer Rigo (n° 210) heeft een voorstel ingediend dat strekt tot toevoeging van een nieuw nummer 10. Dit voorstel luidt als volgt :

« 10. Is van oordeel dat de consument moet worden beschermd :

a) door het programmacontract over de prijzen van de olieprodukten te wijzigen in die zin dat de parameters de reële kosten beter gaan weerspiegelen en dat de prijzen vooral in crisisperioden minder sterk de schommelingen die een gevolg zijn van een al te grote gevoeligheid van het programmacontract voor de "vrije" markt, zouden volgen;

b) door alle essentiële elementen van de kosten van productie en distributie doorzichtig te maken, inzonderheid door toepassing van het eenvormig rekeningenstelsel dat bij het koninklijk besluit van 9 juni 1981 werd opgelegd;

c) dank zij het optreden van het « Overleg- en controlecomité voor de petroleum » binnen het raam van zijn wettelijke bevoegdheden. »

Het programmacontract schenkt, aldus dit lid, weliswaar voldoening waar het het prijsverloop op een zwakke markt weergeeft, maar in geval van spanning op de markt staan de consumenten bloot aan buitensporige en onverantwoorde prijsverhogingen.

Ook de heer Dierickx n° 211) wenst een nieuw nummer toe te voegen, luidend als volgt :

« Beveelt de bouw aan van een cracking-installatie, ten behoeve van de Belgische raffinaderijen, om de zware fractie uit het raffinageproces beter te benutten. »

De raffinaderijen dreigen in zware moeilijkheden te komen doordat zij hun zware fractie niet meer in voldoende mate kwijt kunnen aan de elektriciteitssector, aangezien deze laatste zich heeft omgeschakeld op kernenergie en steenkool.

\* \* \*

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie ne peut accepter les propositions de M. Fedrigo. Personnellement, il est également partisan d'une diversification maximum, mais l'orientation vers la production d'éthylène ne résoudra pas les problèmes d'emploi dans le secteur du raffinage.

Le Secrétaire d'Etat juge toutefois très utiles les idées contenues dans la proposition de M. Kubla. Il faut stimuler la valorisation de nos richesses nationales. Le Secrétaire d'Etat suggère à la Commission de reprendre cette idée dans la résolution relative aux options globales. La même suggestion vaut pour la proposition de M. Denys concernant les concessions en vue de l'exploration du sous-sol.

Le Secrétaire d'Etat juge superflue la proposition de M. De Batselier relative aux compétences du Comité de contrôle du pétrole. Les compétences que la législation actuelle a attribuées à ce Comité sont en effet suffisantes.

En ce qui concerne les mesures de sécurité dans le secteur de la pétrochimie, proposées par M. Meyntjens, le Secrétaire d'Etat à l'Energie estime que les problèmes de sécurité qui se posent dans ce secteur sont en effet très importants. Cette industrie comporte même plus de dangers que le secteur nucléaire.

Le Secrétaire d'Etat souligne le caractère superflu de la proposition de M. Rigo relative à la politique en matière de transport des produits pétroliers. Cette politique ressortit à la Société nationale de transport par canalisations.

En ce qui concerne la proposition de M. Rigo concernant l'adaptation du secteur de la distribution à l'évolution de la consommation des produits pétroliers, le Secrétaire d'Etat rappelle la rationalisation qui a déjà été opérée dans ce secteur et au sujet de laquelle il a déjà cité des chiffres au cours du débat.

Le Secrétaire d'Etat confirme son souci d'assurer les revenus des pompistes. Il précise que les dispositions contenues dans le contrat-programme garantissent cependant ces revenus. La situation des pompistes reste néanmoins précaire à cause de la rationalisation que connaît ce secteur et de la réduction des ventes de produits pétroliers.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie fait part à M. Bossuyt du fait que les propositions de celui-ci comportent un certain nombre de dangers sur le plan économique.

L'établissement d'un prix minimum des produits pétroliers aurait un effet néfaste pour les consommateurs. Le Secrétaire d'Etat est également partisan de l'affichage des prix réels, déduction faite des remises. Le Secrétaire d'Etat ajoute qu'il recherche une solution dans ce domaine.

Une révision du contrat-programme pour les produits pétroliers est prévue pour le mois d'août. De nouvelles négociations auront lieu à ce moment avec la Fédération pétrolière et les distributeurs indépendants. Si ce contrat-programme prête le flanc à la critique, il permet cependant d'éviter le recours à un système de contrôle des prix qui risquerait d'engendrer une majoration des prix.

\* \* \*

Un membre entend également souligner, pour compléter sa dernière proposition, qu'actuellement des éléments de spéculation sont toujours présents dans la politique des sociétés pétrolières.

Par la liquidation temporaire de leurs stocks, ces sociétés tentent de recouvrer le contrôle de l'approvisionnement par le biais de négociations avec les pays de l'O. P. E. P.

Un membre voudrait également savoir comment le Gouvernement envisage de garantir le revenu des revendeurs de mazout de chauffage.

De Staatssecretaris voor Energie kan de voorstellen van de heer Fedrigo niet aanvaarden. Persoonlijk is hij ook voorstander van een maximale diversifiëring maar de oriëntering naar de productie van ethyleen zal de werkgelegenheidsproblemen in de raffinagesector niet oplossen.

De ideeën vertolkt in het voorstel van de heer Kubla vindt de Staatssecretaris evenwel zeer nuttig. De valorisatie van onze natuurlijke rijkdommen moet aangemoedigd worden. De Staatssecretaris suggereert de commissie deze idee op te nemen in de resolutie over de algemene opties. Hetzelfde antwoordt geldt voor het voorstel van de heer Denys i.v.m. de concessies voor studie van de ondergrond.

Het voorstel van de heer De Batselier i.v.m. de bevoegdheden van het Controlecomité voor de petroleum is volgens de Staatssecretaris overbodig. Dit comité beschikt inderdaad volgens de huidige wetgeving over voldoende bevoegdheden.

Inzake de veiligheidsmaatregelen te nemen in de petrochemische sector, voorgesteld door de heer Meyntjens, is de Staatssecretaris voor Energie van oordeel dat inderdaad de veiligheidsproblemen in deze sector zeer groot zijn. Deze nijverheid houdt zelfs meer gevaren in dan de nucleaire sector.

De Staatssecretaris wijst op het overbodig karakter van het voorstel van de heer Rigo inzake het beleid van vervoer van olieprodukten. Dit beleid ligt in handen van de Nationale Maatschappij der Pijpleidingen.

Inzake het voorstel van de heer Rigo over de aanpassing van de distributiesector aan de evolutie van het verbruik van olieprodukten herinnert de Staatssecretaris aan de rationalisering die reeds plaats had in deze sector en waarvoor hij reeds cijfers heeft geciteerd tijdens het debat.

De Staatssecretaris bevestigt zijn zorg voor het inkomen van de pomphouders. Dit inkomen is evenwel gewaarborgd via de bepalingen van het programmacontract. Hun toestand blijft evenwel moeilijk gezien de rationalisering in deze sector en de neergang die de verkoop van de olieprodukten kent.

Aan de heer Bossuyt verklaart de Staatssecretaris voor Energie dat zijn voorstellen een aantal gevaren inhouden op economisch vlak.

Een minimumprijs voor de olieprodukten zou nefast zijn voor de verbruikers. De Staatssecretaris is tevens voorstander van het bekendmaken van de echte prijzen zoals ze zijn na korting. De Staatssecretaris voegt eraan toe dat hij op dit vlak naar een oplossing zoekt.

Een herziening van het programmacontract voor de aardolieprodukten is voorzien voor de maand augustus 1982. Alsdan zal opnieuw onderhandeld worden met de petroleumfederatie en de onafhankelijke verdelers. Dit programmacontract kan bekritiseerd worden maar bespaart ons een prijzencontrolesysteem. Een dergelijk systeem zou immers kunnen meebrengen dat de te betalen prijs voor de produkten hoger zou liggen.

\* \* \*

Een lid wenst er ter aanvulling van zijn tekstvoorstel nog op te wijzen dat op dit ogenblik nog speculatieve elementen aanwezig zijn in het beleid van de petroleummaatschappijen.

Door de tijdelijke liquidatie van hun stock proberen zij via onderhandelingen met de O. P. E. C.-landen opnieuw de bevoorrading naar hun hand te zetten.

Een lid wenst nog te weten hoe de Regering denkt het inkomen van de voortverkopers van stookolie voor verwarming te waarborgen.



Se référant à sa proposition, un membre déplore encore que n'aient pas été prises, pour le secteur de la pétrochimie, des mesures de sécurité telles que celles qui sont prévues pour le secteur nucléaire. Si des mesures garantissent la sécurité du personnel des entreprises pétrochimiques, en revanche, aucune mesure de sécurité n'est prévue pour les riverains de ces entreprises et rien n'a été convenu avec les pouvoirs publics.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie fait observer qu'il est difficile de garantir le revenu des revendeurs indépendants, étant donné le caractère particulier de l'activité indépendante. L'avenant au contrat-programma, signé en février 1982, comporte toutefois une amélioration en ce sens.

Il déclare enfin avoir pleinement conscience des problèmes de sécurité dans les environs des entreprises pétrochimiques. Il ne s'opposerait pas à une proposition qui viserait à prévoir dans les textes une référence générale au problème de la sécurité.

\* \* \*

#### *Nouvelles propositions globales relatives aux produits pétroliers.*

Tenant compte de plusieurs propositions émises par des membres de la Commission, le Secrétaire d'Etat propose un nouveau texte en remplacement du premier texte concernant les options dans le domaine pétrolier.

Ce nouveau texte est rédigé comme suit :

« La Chambre

1. Recommande de réduire la part du pétrole dans le bilan énergétique en tenant compte des possibilités économiquement justifiées d'économies et de substitution, et d'encourager la collaboration internationale en vue d'obtenir un accès aux sources d'hydrocarbures.

2. Préconise une politique d'approvisionnement en pétrole brut fondée sur une diversification suffisante sur le plan géopolitique.

3. Préconise une politique d'approvisionnement du pays en pétrole, qui tienne compte de l'évolution des marchés mondiaux, sans ignorer les options prises et les recommandations faites par l'A. I. E. et la C. E. E.

4. Recommande la poursuite de la politique actuelle en matière de stockage, en concertation avec les entreprises du secteur, et préconise que le niveau des volumes stockés soit progressivement augmenté, pour autant que l'évolution structurelle de la consommation le justifie, et estime en outre que le coût des réserves de sécurité incombe au consommateur.

5. Préconise, conformément aux recommandations de la C. E. E., que les produits pétroliers soient progressivement utilisés dans leur usages spécifiques, et en particulier vers les transports et la pétrochimie, pour lesquelles il n'y a pas actuellement d'autres alternatives.

6. Recommande que l'infrastructure d'approvisionnement en produits pétroliers soit adéquate pour chacune des régions et que les rationalisations et restructurations nécessaires dans le secteur du raffinage soient réalisées en ayant à l'esprit la valeur actuelle et future du secteur du raffinage belge pour le marché national et européen et en veillant à ce que l'adaptation à l'évolution qualitative des besoins du marché soit réalisée rapidement.

7. Recommande l'établissement d'une zone unique pour la tarification des produits pétroliers, qui permette un prix uniforme dans tout le pays. »

In verband met zijn voorstel betreurt een lid nog dat er geen veiligheidsmaatregelen bestaan voor de petrochemische sector zoals deze bestaan voor de nucleaire sector. In de petrochemische ondernemingen bestaan wel veiligheidsmaatregelen voor het personeel doch er zijn geen dergelijke maatregelen voor de omwonenden van deze ondernemingen noch gemeenschappelijke afspraken met de openbare besturen.

De Staatssecretaris voor Energie stipt aan dat het inkomen van de zelfstandige voortverkopers moeilijk kan worden gewaarborgd gezien het speciale karakter van de zelfstandige activiteit. Het in februari 1982 ondertekende bijblad van het programmacontract bevat evenwel een verbetering in die zin.

Ten slotte verklaart hij dat hij zich ten volle bewust is van de veiligheidsproblematiek rond de petrochemische bedrijven. Hij zou zich niet kanten tegen een voorstel tot invoeging in de teksten van een algemene verwijzing naar dit veiligheidsprobleem.

\* \* \*

#### *Nieuwe globale voorstellen betreffende de aardolieprodukten.*

Rekening houdend met verscheidene voorstellen die door Commissieleden werden gedaan, stelt de Staatssecretaris een nieuwe tekst voor ter vervanging van de eerste tekst betreffende de opties op het gebied van de aardolie.

Deze nieuwe tekst luidt als volgt :

« De Kamer

1. Beveelt aan het aandeel van de aardolie in de energievoorziening te verminderen met inachtneming van de economisch verantwoorde mogelijkheden tot besparingen en vervangingen en de internationale samenwerking aan te moedigen ten einde toegang tot de bronnen van koolwaterstoffen te krijgen.

2. Stelt een aardoliebevoorradingsbeleid voor gesteund op een voldoende diversifiëring op geopolitiek vlak.

3. Stelt een beleid van bevoorrading van het land in aardolie voor dat rekening houdt met de evolutie van de wereldmarkten en met de door het I. E. A. en de E. E. G. genomen opties en gedane aanbevelingen.

4. Beveelt de voortzetting van het huidig opslagbeleid aan, in overleg met de ondernemingen van de sector, daarbij aanstippend dat het niveau van de opgeslagen volumes geleidelijk zou moeten worden opgevoerd, voor zover de structurele evolutie van het verbruik het verantwoordt en meent dat de kosten van de veiligheidsvoorraden ten laste van de gebruiker moeten vallen.

5. Beveelt aan, conform de aanbevelingen van de E. E. G., de aardolieprodukten geleidelijk aan te wenden voor hun specifiek gebruik, zoals vervoer en petrochemie waarvoor actueel geen alternatieven bestaan.

6. Beveelt aan dat de infrastructuur inzake de bevoorrading in aardolieprodukten geschikt zou zijn voor elk gewest, en dat de noodzakelijke rationalisaties en herstructureringen in de raffinagesector zouden worden doorgevoerd met inachtneming van het huidige en toekomstige belang van de Belgische raffinagesector voor de nationale en Europese markt en mits ervoor te zorgen dat de aanpassing aan de kwalitatieve evolutie van de behoeften van de markt snel wordt doorgevoerd.

7. Beveelt de vaststelling aan van één zone voor tarifiering van de aardolieprodukten wat een eenvormige prijs in het gehele land mogelijk maakt. »



M. Desaeysere a proposé un nouveau texte qui se base sur les options globales telles que la Commission de l'énergie du « Vlaamse Raad » les a approuvées. Ce nouveau texte est rédigé comme suit :

« La Chambre

1. Recommande une politique active d'économie et de substitution économiquement justifiées en vue d'assurer une moindre dépendance vis-à-vis du pétrole.

2. Préconise que la politique d'approvisionnement en pétrole vise à maintenir, et si nécessaire, à étendre judicieusement la diversification existant sur le plan géopolitique.

3. Préconise une politique de sécurité d'approvisionnement du pays en pétrole, qui tienne compte de l'évolution des marchés mondiaux, sans ignorer les options prises et les recommandations faites par l'A. I. E. et la C. E. E. ainsi que les possibilités offertes par la conclusion d'accords bilatéraux avec les pays producteurs.

4. Recommande l'activation de la politique actuelle en matière de stockage et préconise que le niveau des volumes stockés soit progressivement augmenté et que l'on mène une politique assurant l'approvisionnement de tous les canaux de distribution sans aucune distinction. Les stocks de crise prévus devraient être constitués, notamment dans le cadre de la Société Nationale d'Acquisitions et de Stockage (S. N. A. S.), prévue par la loi du 8 août 1980.

5. Préconise, conformément aux recommandations de la C. E. E., que l'utilisation des produits pétroliers soit limitée à leurs usages spécifiques et propose d'examiner par quels moyens la consommation spécifique actuelle pourrait continuer d'être réduite par des moyens de remplacement.

6. Insiste sur la nécessité d'un plan cohérent pour le secteur pétrolier, qui tienne compte de la dimension européenne, afin de pouvoir faire face à l'évolution future de la demande.

7. Insiste pour que les pouvoirs publics veillent à assurer la pleine utilisation de notre capacité de raffinage, notamment par la promotion de la construction d'un nombre suffisant d'installations de craquage, d'huiles et de fractions lourdes, afin que nous puissions au moins conserver notre quote-part de produits pétroliers sur le marché européen, malgré les fluctuations des importations et des ventes, et que nos ports puissent continuer à approvisionner l'arrière-pays tant sur le plan quantitatif que qualitatif.

8. Estime que les compétences du Comité de concertation du pétrole doivent être revues, afin de permettre à celui-ci de jouer un rôle identique à celui du Comité de contrôle de l'électricité et du gaz.

9. Préconise que les prix des produits pétroliers, établis dans un souci d'authenticité et de vérité, englobent tous les éléments relatifs à l'importation, au traitement, au stockage éventuel, au transport et à la distribution jusqu'au niveau du consommateur et que, dans cette optique, les marges globales de distribution soient réparties de manière telle qu'elles constituent une indemnité économique et équitable accordée à tous les opérateurs pour les prestations qu'ils ont réellement effectuées.

10. Recommande, en relation avec l'utilisation de dérivés du pétrole dans les entreprises pétrochimiques :

— que dès la mise en service de ces entreprises, on établisse, on réalise et on rende opérationnels les plans de sécurité, de secours et d'évacuation;

— qu'on oblige les administrations publiques d'organiser une campagne d'information efficace destinée à éclairer la population sur les mesures à prendre en matière de sécurité, de secours et d'évacuation.

De heer Desaeysere heeft een nieuwe tekst voorgesteld die steunt op de globale opties zoals die door de Commissie voor de Energie van de Vlaamse Raad werden goedgekeurd. Deze nieuwe tekst luidt als volgt :

« De Kamer

1. Beveelt een actief beleid aan van economisch verantwoorde besparingen en vervangingen om te zorgen voor een minder grote afhankelijkheid ten opzichte van aardolie.

2. Stelt voor dat het aardoliebevoorradsingsbeleid erop gericht zou zijn de bestaande diversifiëring op geopolitiek vlak te handhaven en zo nodig op een verantwoorde manier uit te breiden.

3. Stelt een beleid van bevoorradsingszekerheid van het land in aardolie voor dat rekening houdt met de evolutie van de wereldmarkten en met de door het I. E. A. en de E. E. G. genomen opties en gedane aanbevelingen en met de mogelijkheden geboden door bilaterale akkoorden met de producerende landen.

4. Beveelt de activering van het huidig opslagbeleid aan, daarbij aanstippend dat het niveau van de opgeslagen volumes zou moeten worden opgevoerd en een beleid gevoerd waarbij de bevoorrading van alle distributiekkanalen zonder onderscheid moet worden gewaarborgd. De voorziene crisisvoorraad zou moeten worden aangelegd, onder meer langs de bij wet van 8 augustus 1980 voorziene Nationale Aankoop en Stockage Maatschappij (N. A. S. M.).

5. Beveelt aan, conform de aanbevelingen van de E. E. G., de aanwending van de aardolieprodukten tot hun specifiek gebruik te beperken en stelt voor na te gaan op welke wijze het huidig specifiek verbruik door vervangmiddelen verder kan worden verminderd.

6. Dringt aan op een sluitend plan voor een petroleum-sector met inachtneming van de Europese dimensie, teneinde het hoofd te bieden aan de toekomstige ontwikkeling van de vraag.

7. Dringt aan opdat de overheid ervoor zal zorgen dat onze raffinagecapaciteit volledig ten nutte gemaakt wordt door met name het bevorderen van de bouw van voldoende krakers voor zware oliën en fracties om, niettegenstaande de veranderlijke invoer en afzet, toch ons aandeel in de Europese markt voor aardolieprodukten ten minste te behouden en om onze havens toe te laten kwantitatief en kwalitatief hun hinterland te kunnen blijven bevoorraden.

8. Meent dat de bevoegdheden van het Overlegcomité voor de Petroleum dient te worden herzien ten einde het Comité toe te laten eenzelfde rol te spelen als deze van het Controlecomité voor Electriciteit en Gas.

9. Stelt voor dat de prijzen voor de aardolieprodukten, op basis van waarachtigheid en echtheid, alle elementen zouden bevatten van invoer, verwerking, eventuele opslag, vervoer en distributie tot bij de verbruiker waarbij de globale distributiemarges zo moeten worden uitgesplitst dat zij een economische en rechtvaardige vergoeding vormen voor alle operatoren voor hun werkelijk verrichte prestaties.

10. Beveelt bij aanwending van petroleumderivaten in de petro-chemische bedrijven aan :

— de opstelling, verwezenlijking en operationeelmaking van de veiligheidshulp en ontruimingsplannen, bij het starten van de bedrijven;

— een verplichte doeltreffende voorlichting door de openbare besturen tot voorlichting van de bevolking in verband met de te treffen maatregelen op veiligheids-, hulp- en ontruimingsvlak.

*Votes**Option 1*

Le Secrétaire d'Etat déclare que son texte a tenu compte des suggestions émises dans l'amendement n° 174 de M. Rigo.

La proposition n° 173 de M. Deleuze est rejetée à l'unanimité.

La proposition n° 174 de M. Rigo est rejetée par 10 voix contre 3 et 2 abstentions.

La proposition n° 175 de M. De Batselier, ainsi que le point 1 de la proposition de M. Desaeeyere, sont retirés.

Le premier point de la proposition du Gouvernement est adopté par 10 voix contre 2 et 1 abstention.

Le premier point des options relatives aux produits pétroliers est dès lors libellé comme suit :

« La Chambre,

Recommande de réduire la part du pétrole dans le bilan énergétique en tenant compte des possibilités économiquement justifiées d'économies et de substitution, et d'encourager la collaboration internationale en vue d'obtenir un accès aux sources d'hydrocarbures. »

*Option 2*

La proposition n° 176 de M. Bossuyt est rejetée par 9 voix contre 2 et 2 abstentions.

La proposition n° 177 de M. Ducarme est retirée.

La proposition n° 178 de M. Rigo est rejetée par 10 voix contre 5.

Le deuxième point de la nouvelle proposition de M. Desaeeyere est retiré.

Le deuxième point de la nouvelle proposition du Gouvernement est adopté par 9 voix contre 3 et 2 abstentions.

Le deuxième point des options relatives de la résolution relative aux produits pétroliers est dès lors libellé comme suit :

« La Chambre,

préconise une politique d'approvisionnement en pétrole brut fondée sur une diversification suffisante sur le plan géopolitique. »

*Option 3*

Les propositions n°s 179 de M. De Batselier, 180 de M. Rigo et 181 de M. Rigo sont rejetées par 9 voix contre 3 et 2 abstentions.

Le troisième point de la nouvelle proposition de M. Desaeeyere est rejeté par 6 voix contre 4 et 4 abstentions.

Le troisième point de la nouvelle proposition du Gouvernement est adopté par 9 voix contre 3 et 2 abstentions.

Le troisième point des options relatives aux produits pétroliers est dès lors libellé comme suit :

« La Chambre,

Préconise une politique d'approvisionnement du pays en pétrole, qui tienne compte de l'évolution des marchés mondiaux, sans ignorer les options prises et les recommandations faites par l'A. I. E. et la C. E. E. »

*Stemmingen**Optie 1*

De Staatssecretaris verklaart dat in zijn tekst rekening werd gehouden met de suggesties uit het voorstel n° 174 van de heer Rigo.

Het voorstel n° 173 van de heer Deleuze wordt eenparig verworpen.

Het voorstel n° 174 van de heer Rigo wordt verworpen met 10 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Het voorstel n° 175 van de heer De Batselier en punt 1 van het nieuwe tekstvoorstel van de heer Desaeeyere worden ingetrokken.

Het eerste punt van het nieuwe tekstvoorstel van de Regering wordt aangenomen met 10 tegen 2 stemmen en 1 onthouding.

Dientengevolge luidt het eerste punt van de opties op het gebied van aardolieprodukten als volgt :

« De Kamer,

Beveelt aan het aandeel van de aardolie in de energievoorziening te verminderen met inachtneming van de economisch verantwoorde mogelijkheden tot besparingen en vervangingen en de internationale samenwerking aan te moedigen ten einde toegang tot de bronnen van koolwaterstoffen te krijgen. »

*Optie 2*

Het voorstel n° 176 van de heer Bossuyt wordt verworpen met 9 stemmen tegen 2 en 2 onthoudingen.

Het voorstel n° 177 van de heer Ducarme wordt ingetrokken.

Het voorstel n° 178 van de heer Rigo wordt verworpen met 10 stemmen tegen 5.

Het tweede punt van het nieuwe tekstvoorstel van de heer Desaeeyere wordt ingetrokken.

Het tweede punt van het nieuwe tekstvoorstel van de Regering wordt aangenomen met 9 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Dientengevolge luidt het tweede punt van de opties op het gebied van aardolieprodukten als volgt :

« De Kamer,

stelt een aardoliebevoorradsingsbeleid voor gesteund op een voldoende diversifiëring op geopolitiek vlak. »

*Optie 3*

De voorstellen n°s 179 van de heer De Batselier, 180 van de heer Rigo en 181 van de heer Rigo worden verworpen met 9 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Het derde punt van het nieuwe tekstvoorstel van de heer Desaeeyere wordt verworpen met 6 tegen 4 stemmen en 4 onthoudingen.

Het derde punt van het nieuwe tekstvoorstel van de Regering wordt aangenomen met 9 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Dientengevolge luidt het derde punt van de opties op het gebied van de aardolieprodukten als volgt :

« De Kamer,

Stelt een beleid van bevoorrading van het land in aardolie voor dat rekening houdt met de evolutie van de wereldmarkten en met de door het I. E. A. en de E. E. G. genomen opties en gedane aanbevelingen. »

*Option 4*

Le Secrétaire d'Etat déclare que son texte a tenu compte des suggestions émises dans les propositions n<sup>os</sup> 182 de M. Bossuyt, 185 de M. Dupré et 186 de M. Kubla.

Les propositions n<sup>os</sup> 182 de M. Bossuyt et 183 de M. Rigo sont rejetées par 9 voix contre 4 et 2 abstentions.

La proposition n<sup>o</sup> 184 de MM. Denys et Verberckmoes, la proposition n<sup>o</sup> 185 de M. Dupré et la proposition n<sup>o</sup> 186 de M. Kubla sont retirées.

Le point 4 du nouveau texte proposé par M. Desaeyere est rejeté par 7 voix contre 5 et 1 abstention.

Le point 4 du nouveau texte proposé par le Gouvernement est adopté par 9 voix contre 4 et 2 abstentions.

Par conséquent le point 4 des options dans le domaine des produits pétroliers est libellé comme suit :

« La Chambre,

Recommande la poursuite de la politique actuelle en matière de stockage en concertation avec les entreprises du secteur, et préconise que le niveau des volumes stockés soit progressivement augmenté, pour autant que l'évolution structurelle de la consommation le justifie, et estime en outre que le coût des réserves de sécurité incombe au consommateur. »

*Option 5*

Le Secrétaire d'Etat déclare que le texte proposé tient compte des suggestions émises dans les propositions n<sup>os</sup> 187 et 188 de MM. Rigo et De Batselier.

La proposition n<sup>o</sup> 187 de M. Rigo est retirée.

La proposition n<sup>o</sup> 188 de M. De Batselier est rejetée par 11 voix contre 6.

Le point 5 du nouveau texte proposé par M. Desaeyere est rejeté par 6 voix contre 2 et 5 abstentions.

Le point 5 du nouveau texte proposé par le Gouvernement est adopté par 13 voix contre 2 et 2 abstentions.

Par conséquent, le point 5 des options dans le domaine pétrolier est libellé comme suit :

« La Chambre,

Préconise, conformément aux recommandations de la C. E. E., que les produits pétroliers soient progressivement utilisés dans leurs usages spécifiques et en particulier vers les transports et la pétrochimie, pour lesquelles il n'y a pas actuellement d'autres alternatives. »

*Option 6*

La proposition n<sup>o</sup> 189 de M. Denys est rejetée par 11 voix contre 6.

La proposition n<sup>o</sup> 190 de M. Rigo est rejetée par 11 voix contre 6.

La proposition n<sup>o</sup> 191 de M. Dupré est rejetée par 9 voix contre 7.

*Optie 4*

De Staatssecretaris verklaart dat zijn tekst rekening hield met de suggesties die voorkwamen in de voorstellen n<sup>os</sup> 182 van de heer Bossuyt, 185 van de heer Dupré en 186 van de heer Kubla.

De voorstellen n<sup>os</sup> 182 van de heer Bossuyt en 183 van de heer Rigo worden verworpen met 9 tegen 4 stemmen en 2 onthoudingen.

Het voorstel n<sup>o</sup> 184 van de heren Denys en Verberckmoes, het voorstel n<sup>o</sup> 185 van de heer Dupré en het voorstel n<sup>o</sup> 186 van de heer Kubla worden ingetrokken.

Het vierde punt van het nieuwe tekstvoorstel van de heer Desaeyere wordt verworpen met 7 tegen 5 stemmen en 1 onthouding.

Het vierde punt van het nieuwe tekstvoorstel van de Regering wordt aangenomen met 9 stemmen tegen 4 en 2 onthoudingen.

Dientengevolge luid het vierde punt van de opties op het gebied van de aardolieproducten als volgt :

« De Kamer,

Beveelt de voortzetting van het huidige opslagbeleid aan, in overleg met de ondernemingen van de sektor, daarbij aanstippend dat het niveau van de opgeslagen volumes geleidelijk zou moeten worden opgevoerd, voor zover de structurele evolutie van het verbruik het verantwoordt, en meent dat de kosten van de veiligheidsvoorraden ten laste van de gebruiker moeten vallen. »

*Optie 5*

De Staatssecretaris verklaart dat in de voorgestelde tekst rekening is gehouden met de voorstellen die werden gedaan in de voorstellen n<sup>os</sup> 187 en 188 van de heren Rigo en De Batselier.

Het voorstel n<sup>o</sup> 187 van de heer Rigo wordt ingetrokken.

Het voorstel n<sup>o</sup> 188 van de heer De Batselier wordt verworpen met 11 tegen 6 stemmen.

Het vijfde punt van het nieuwe tekstvoorstel van de heer Desaeyere wordt verworpen met 6 tegen 2 stemmen en 5 onthoudingen.

Het vijfde punt van het nieuwe tekstvoorstel van de Regering wordt aangenomen met 13 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Dientengevolge luidt het vijfde punt van de opties op het gebied van de aardolieprodukten als volgt :

« De Kamer,

Beveelt aan, conform de aanbevelingen van de E. E. G., de aardolieprodukten geleidelijk aan te wenden voor hun specifieke gebruik, zoals vervoer en petrochemie waarvoor actueel geen alternatieven bestaan. »

*Optie 6*

Het voorstel n<sup>o</sup> 189 van de heer Denys wordt verworpen met 11 tegen 6 stemmen.

Het voorstel n<sup>o</sup> 190 van de heer Rigo wordt verworpen met 11 tegen 6 stemmen.

Het voorstel n<sup>o</sup> 191 van de heer Dupré wordt verworpen met 9 tegen 7 stemmen.

La proposition n° 192 de M. Van Bockstal est rejetée par 6 voix contre 4 et 5 abstentions.

La proposition n° 193 de M. M. Colla est rejetée par 10 voix contre 4 et 2 abstentions.

La proposition n° 194 de M. M. Colla est rejetée par 10 voix contre 6 et 1 abstention.

La proposition n° 195 de M. M. Colla est rejetée par 9 voix contre 2 et 5 abstentions.

Le sixième point du nouveau texte proposé par M. Desaeeyere est retiré.

Le septième point du même texte est rejeté par 6 voix contre 5 et 2 abstentions.

Le sixième point du nouveau texte proposé par le Gouvernement est adopté par 14 voix contre 1 et 1 abstention.

Par conséquent, le sixième point des options dans le domaine des produits pétroliers est libellé comme suit :

#### « La Chambre

Recommande que l'infrastructure d'approvisionnement en produits pétroliers soit adéquate pour chacune des régions, et que les rationalisations et restructurations nécessaires dans le secteur du raffinage soient réalisées en ayant à l'esprit la valeur actuelle et future du secteur du raffinage belge pour le marché national et européen, et en veillant à ce que l'adaptation à l'évolution qualitative des besoins du marché soit réalisée rapidement. »

#### Option 7

##### *et propositions tendant à insérer de nouvelles options*

Les propositions de modification n°s 206, 207 et 210 de M. Rigo sont rejetées par 10 voix contre 3 et 2 abstentions.

La proposition n° 196 de M. Desaeeyere est rejetée par 10 voix contre 2 et 5 abstentions.

Les propositions n° 208 et n° 198 de M. Bossuyt sont rejetées toutes deux par 10 voix contre 3 et 2 abstentions.

La proposition n° 197 de M. Dupré est rejetée par 7 voix contre 4 et 4 abstentions.

La proposition n° 205 de M. Moors est retirée après que le Secrétaire d'Etat à l'Energie a fait observer que le texte de cette proposition a été incorporé dans le texte des options globales.

Le Secrétaire d'Etat ayant également déclaré que le contrat-programme serait normalement revu en juillet de cette année, la proposition n° 209 du même auteur est retirée.

La proposition n° 199 de M. Fedrigo et la proposition n° 200 du même auteur sont rejetées par 11 voix contre 2.

Quant à la proposition n° 203 de M. Meyntjens le Secrétaire d'Etat à l'Energie rappelle qu'il a effectivement déclaré que la pétrochimie était plus dangereuse que l'énergie nucléaire mais qu'il n'existe aucun rapport direct entre cette industrie et l'approvisionnement en énergie. Il n'y a donc pas lieu d'insérer le texte proposé (n° 203) dans une résolution concernant l'énergie.

La proposition est rejetée par 7 voix contre 3 et 3 abstentions.

M. Kubla retire sa proposition n° 201.

M. Denijs retire sa proposition n° 204 qui correspond à la proposition précitée de M. Kubla et dont le contenu a d'ailleurs été repris dans les options globales.

La proposition n° 202 de M. De Batselier est rejetée par 11 voix contre 4 et 2 abstentions.

Het voorstel n° 192 van de heer Bockstal wordt verworpen met 6 tegen 4 stemmen en 5 onthoudingen.

Het voorstel n° 193 van de heer M. Colla wordt verworpen met 10 tegen 4 stemmen en 2 onthoudingen.

Het voorstel n° 194 van de heer M. Colla wordt verworpen met 10 tegen 6 stemmen en 1 onthouding.

Het voorstel n° 195 van de heer M. Colla wordt verworpen met 9 tegen 2 stemmen en 5 onthoudingen.

Het zesde punt van het nieuwe tekstvoorstel van de heer Desaeeyere wordt ingetrokken.

Het zevende punt van hetzelfde voorstel wordt verworpen met 6 tegen 5 stemmen en 2 onthoudingen.

Het zesde punt van het nieuwe tekstvoorstel van de Regering wordt aangenomen met 14 tegen 1 stem en 1 onthouding.

Dientengevolge luidt het zesde punt van de opties op het gebied van de aardolieprodukten als volgt :

#### « De Kamer

Beveelt aan dat de infrastructuur inzake de bevoorrading in aardolieprodukten geschikt zou zijn voor elk gewest en dat de noodzakelijke rationalisaties en herstructureringen in de raffinagesector zouden worden doorgevoerd met inachtneming van het huidige en toekomstige belang van de Belgische raffinagesector voor de nationale en Europese markt en mits ervoor te zorgen dat de aanpassing aan de kwalitatieve evolutie van de behoeften van de markt snel wordt doorgevoerd. »

#### Optie 7

##### *en voorstellen tot invoeging van nieuwe opties*

De voorstellen tot tekstwijziging van de heer Rigo n°s 206, 207 en 210 worden verworpen met 10 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Het voorstel n° 196 van de heer Desaeeyere wordt verworpen met 10 tegen 2 stemmen en 5 onthoudingen.

De voorstellen n° 208 en n° 198 van de heer Bossuyt worden beiden verworpen met 10 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Het voorstel n° 197 van de heer Dupré wordt verworpen met 7 tegen 4 stemmen en 4 onthoudingen.

Na een verklaring van de Staatssecretaris voor energie die erop wijst dat de tekst van dit voorstel verwerkt is in de tekst van de globale opties wordt het voorstel n° 205 van de heer Moors ingetrokken.

Aangezien de Staatssecretaris eveneens verklaard heeft dat normaal gezien in juli dit jaar het programmacontract zou herzien worden, wordt ook het voorstel n° 209 van dezelfde auteur ingetrokken.

Het voorstel n° 199 van de heer Fedrigo en het voorstel n° 200 van dezelfde auteur worden beiden verworpen met 11 tegen 2 stemmen.

Met betrekking tot het voorstel n° 203 van de heer Meyntjens, herhaalt de Staatssecretaris dat hij wel verklaard heeft dat de petrochemie gevaarlijker is dan kernenergie, maar niet rechtstreeks met energievoorziening te maken heeft. De voorgestelde tekst (n° 203) past volgens de Staatssecretaris dus niet in een resolutie over energie.

Het voorstel wordt verworpen met 7 tegen 3 stemmen en 3 onthoudingen.

De heer Kubla trekt zijn voorstel n° 201 in.

Ook de heer Denys trekt zijn voorstel n° 204, dat overeenstemt met het voorgaande van de heer Kubla, in, omdat de inhoud ervan opgenomen is in de globale opties.

Het voorstel n° 202 van de heer De Batselier wordt verworpen met 11 tegen 4 stemmen en 2 onthoudingen.

La septième option de la proposition globale de M. Desaeys est rejetée par 11 voix contre 6.

La huitième option de cette même proposition globale est retirée par l'auteur.

La neuvième option de la même proposition est rejetée par 8 voix contre 3 et 6 abstentions.

La dixième option est rejetée par 8 voix contre 2 et 7 abstentions.

La nouvelle proposition du Gouvernement relative à la septième option est adoptée par 7 voix contre 2 et 7 abstentions.

Ce texte est libellé comme suit :

« La Chambre

Recommande l'établissement d'une zone unique pour la tarification des produits pétroliers, qui permette un prix uniforme dans tout le pays. »

\* \* \*

Le texte adapté de la résolution n° 3, tel qu'il figure in fine du présent rapport, est adopté par 11 voix contre 4 et 2 abstentions.

#### E. Examen des options dans le domaine du gaz naturel

Le texte de base soumis à la Commission est libellé comme suit :

« La Chambre

1. Demande une politique d'approvisionnement en gaz naturel fondée sur une diversification suffisante sur le plan géopolitique.

2. Recommande la poursuite de la recherche et de l'aménagement de réservoirs de stockage souterrains, vu les grandes différences de consommations suivant les saisons et la rigidité de certains approvisionnements.

3. Recommande la poursuite des travaux d'infrastructure déjà décidés et destinés à la réception de gaz importé aussi bien sous forme gazeuse que liquide.

4. Préconise, conformément aux recommandations de la C. C. E., l'utilisation de gaz naturel dans ses usages spécifiques. »

#### Option 1

Cette première option du texte proposé préconise une politique d'approvisionnement en gaz naturel fondée sur une diversification suffisante sur le plan géopolitique.

M. Deleuze (n° 212) propose de supprimer cette option. Il renvoie à ce sujet à la justification des propositions qu'il a présentées concernant les options globales.

M. Rigo (n° 213) propose de remplacer le texte de cette première option par ce qui suit :

« demande une politique d'approvisionnement coordonnée avec nos partenaires européens et fondée sur une diversification suffisante sur le plan géopolitique sans que

De zevende optie van het globale tekstvoorstel van de heer Desaeys wordt verworpen met 11 tegen 6 stemmen.

De achtste optie van dit globale voorstel wordt door de auteur ingetrokken.

De negende optie van ditzelfde voorstel wordt verworpen met 8 tegen 3 stemmen en 6 onthoudingen.

De tiende optie tenslotte wordt verworpen met 8 tegen 2 stemmen en 7 onthoudingen.

Het nieuwe tekstvoorstel van de Regering voor de zevende optie wordt lingenomen met 7 tegen 2 stemmen en 7 onthoudingen.

Deze tekst luidt als volgt :

« De Kamer

Beveelt de vaststelling aan van één zone voor de tarifiering van de aardolieprodukten, wat een eenvormige prijs in het gehele land mogelijk maakt. »

\* \* \*

De aldus aangepaste tekst van de derde resolutie, zoals hij voorkomt in fine van dit verslag, wordt aangenomen met 11 tegen 4 stemmen en 2 onthoudingen.

#### E. Onderzoek van de opties op het gebied van aardgas

De aan de Commissie voorgelegde, basistekst luidt als volgt :

« De Kamer

1. Vraagt een aardgasbevoorradingsbeleid gesteund op een voldoende diversifiëring op geopolitiek vlak.

2. Beveelt de voortzetting aan inzake het onderzoek en het aanleggen van reservoirs voor de ondergrondse opslag, gelet op de grote verbruiksverschillen naar gelang van de seizoenen en de strakheid van sommige bevoorradingen.

3. Beveelt de voortzetting aan van de reeds besloten infrastructuurwerken bestemd voor het ontvangen van het gas dat zowel onder gasvormige als vloeibare vorm wordt ingevoerd.

4. Beveelt, conform de aanbevelingen van de E. E. G., de aanwending van aardgas voor zijn specifiek gebruik aan. »

#### Optie 1

In deze eerste optie van de voorgestelde tekst wordt verwezen naar een aardgasbevoorradingsbeleid dat gesteund is op een voldoende diversifiëring op geopolitiek vlak.

De heer Deleuze (n° 212) stelt voor deze optie te schrappen. Hij verwijst daarbij meer de verantwoording van zijn voorstellen over de algemene opties.

De heer Rigo (n° 213) stelt voor de tekst van deze eerste optie te vervangen door wat volgt :

« vraagt een aardgasbevoorradingsbeleid in overleg met onze Europese handelspartners en steunend op een voldoende diversifiëring op geo-politiek vlak, zonder dat de

le coût moyen du gaz livré à nos frontières ne dépasse celui du gaz importé par nos partenaires européens. »

L'auteur de ce texte déclare que les conditions de prix du contrat conclu en 1981 avec l'Algérie ont été vivement critiquées par la Commission des Communautés européennes ainsi que par la plupart de nos partenaires européens importateurs de gaz.

Ce prix est nettement supérieur à ceux actuellement pratiqués pour les importations de gaz en Europe, aux Etats-Unis et au Japon et établit une indexation par rapport aux prix officiels du pétrole O. P. E. P. La France a signé depuis à des conditions de coûts semblables, mais en incluant une contribution au développement de l'Algérie qui ne sera pas à charge du consommateur de gaz. De plus, la conclusion du contrat d'approvisionnement de gaz sibérien à des conditions nettement moins onéreuses compensera pour l'économie française le surcoût du gaz algérien. Enfin, la France semble avoir négocié tant dans le contrat algérien que dans le contrat sibérien des compensations économiques importantes.

Le membre conclut que pour éviter que ne se reproduisent les conditions d'une surenchère entre les divers importateurs de gaz naturel en Europe, une coordination des futurs contrats d'approvisionnement avec nos partenaires européens devrait être activement poursuivie. Les contrats d'importation encore à négocier pour les années 1990 doivent avoir pour objectif d'établir un coût moyen pour les consommateurs et l'industrie belge équivalent à la moyenne des prix du gaz importé par nos principaux partenaires économiques.

M. Ducarme (n° 214) propose également de remplacer le premier point. Voici le texte qu'il propose :

« 1. Demande une politique d'approvisionnement en gaz naturel fondée sur une diversification maximale sur le plan géopolitique afin de sauvegarder l'indépendance politique de la Belgique; préconise une action permanente du Gouvernement au niveau de la Communauté européenne afin que la politique européenne de l'énergie et les politiques nationales des Etats membres tiennent compte de cette nécessaire diversification. »

A ce propos, l'auteur fait référence à la justification de sa proposition relative à la deuxième option de la résolution concernant les produits pétroliers.

M. De Batselier a déposé deux propositions. Elles visent :

a) à remplacer la première option (n° 215) par ce qui suit :

« 1. Demande une politique d'approvisionnement en gaz naturel fondée sur une diversification suffisante sur le plan géopolitique et inspirée par le souci d'assurer l'approvisionnement également après 1990. »

A l'avenir, le gaz naturel représentera, selon ce membre, une part importante du bilan énergétique.

En raison de l'importance des travaux d'infrastructure nécessaires, du temps nécessaire à leur réalisation et de la dépendance vis-à-vis des fournisseurs, la politique en matière de gaz naturel doit être a fortiori une politique à long terme;

gemiddelde kostprijs van het aan onze grenzen geleverde gas die van het door onze Europese partners ingevoerde gas overschrijdt. »

De auteur van deze tekst verklaart dat op de prijzen die bedongen worden in de overeenkomst welke in 1981 met Algerije werd aangegaan, een storm van kritiek losbarste van de zijde van de Commissie van de Europese Gemeenschappen en van het merendeel van onze Europese partners die gas invoeren.

Die prijs is aanzienlijk hoger dan die welke thans geldt voor de invoer van gas in Europa, de Verenigde Staten en Japan en hij bevat een indexering ten aanzien van de officiële aardolieprijzen van de O. P. E. C.-landen. Ofschoon Frankrijk sedertdien contracten ondertekend heeft waarin soortgelijke prijsvoorwaarden bedongen worden, heeft dat land zich daarbij evenwel verbonden om een nuttige bijdrage te leveren tot de ontwikkeling van Algerije zonder dat de aardgasconsument daarvoor moet opdraaien. Daarenboven zal het sluiten van een overeenkomst voor de voorziening van tegen een aanzienlijk lage prijs geleverd Siberisch gas de hogere kosten van het Algerijnse aardgas voor de Franse economie compenseren. Ten slotte schijnt Frankrijk zowel in het Algerijns als in het Siberisch contract aanzienlijke economische compensaties te hebben verworven.

Een lid besluit dat, om te voorkomen dat de diverse importeurs van aardgas in Europa aan opbod zouden gaan doen, de coördinatie van de toekomstige leveringsovereenkomsten met onze Europese partners actief dient te worden voortgezet. De invoercontracten waarover in de jaren na 1990 nog moet worden onderhandeld, dienen ernaar te streven dat de gemiddelde kostprijs voor de consumenten en de Belgische industrie gelijk zijn aan de gemiddelde prijzen van het door onze voornaamste economische partners ingevoerd gas.

De heer Ducarme (n° 214) stelt eveneens voor het eerste punt te vervangen. Zijn voorstel luidt als volgt :

« 1. Vraagt een aardgasbevoorradingsbeleid, gesteund op een voldoende diversifiëring op geopolitiek vlak om de politieke onafhankelijkheid van België te vrijwaren; beveelt een permanente actie van de Regering op het vlak van de Europese Gemeenschap aan, opdat het Europees energiebeleid en het nationaal beleid van de lidstaten met die noodzakelijke diversifiëring rekening kan houden. »

De auteur verwijst hiervoor naar zijn verantwoording van zijn voorstel op de tweede optie van de resolutie over de aardolieprodukten.

De heer De Batselier heeft twee voorstellen ingediend. Deze zijn :

a) ter vervanging (n° 215) van de eerste optie door wat volgt :

« 1. Beveelt een aardgasbevoorradingsbeleid aan gesteund op een voldoende diversifiëring op geopolitiek vlak en met de zorg dat de bevoorrading ook na 1990 verzekerd wordt. »

Volgens dit lid zal in de toekomst aardgas tot een belangrijk aandeel in de energiebalans aangroeien.

Door de omvang van de nodige infrastructuurwerken, de tijd nodig om ze te bouwen en de gebondenheid aan de leveranciers moet de aardgaspolitiek a fortiori een beleid op lange termijn zijn.



b) à compléter (n° 216) cette première option comme suit :

« (diversification sur le plan géopolitique) et sur le plan des risques technologiques. »

Le membre déclare que l'adduction de gaz via le terminal de G. N. L. peut toujours se heurter à certaines difficultés d'ordre technologique. C'est pourquoi il faudrait examiner si l'adduction de gaz ne pourrait pas encore à l'avenir être assurée en partie par des pipe-lines. Importer un trop grand volume de gaz de Norvège (extraction de gaz naturel dans la mer du Nord) présente également un risque d'approvisionnement en cas de difficultés techniques.

M. Rigo (n° 217) souhaiterait ajouter une nouvelle option. Le numéro *1bis* qu'il propose est libellé comme suit :

« *1bis*. Demande aux Régions de prendre les mesures nécessaires pour explorer et prospecter le sous-sol belge et/ou concéder des permis de recherche et d'exploitation sous la condition d'une campagne active d'exploration. »

Le membre déclare que des prospections sismiques menées notamment par le Service géologique de Belgique ont permis de découvrir des structures favorables à la présence de gaz naturel dans notre sous-sol. Des sondages d'exploration pratiqués à des fins diverses au cours des dernières années ont confirmé la présence de gaz.

Pour mettre en valeur les ressources éventuellement exploitables, il convient de compléter la prospection géologique et de mener une campagne active d'exploration et de développement. La Commission des Communautés européennes a en son temps pris une position favorable au financement communautaire au titre d'une aide à l'exploration sur base d'une prospection présentée par le Service géologique de Belgique. Dans l'intervalle, la loi du 8 août a attribué aux Régions la compétence sur les ressources naturelles. Il est de l'intérêt du pays entier que les Régions soient encouragées à mener ou à faire mener des campagnes actives d'exploration. Il convient de noter, selon le membre, que Distrigaz et B. P. notamment ont introduit des demandes de concession de recherche et d'exploitation aussi bien en Campine qu'en Wallonie.

#### Deuxième option

Trois propositions ont été déposées concernant la deuxième option du texte proposé, où il est question de la poursuite de la recherche et de l'aménagement de réservoirs de stockage souterrains. Elles visent à remplacer ce point par les textes que proposent leurs auteurs. Ces propositions sont les suivantes :

a) Proposition de M. Ansoms (n° 218) :

« 2. Recommande que le calendrier relatif à la recherche et à l'aménagement de réservoirs de stockage souterrains et des grandes canalisations de transport soit établi en fonction d'un critère visant à minimiser le prix de revient par m<sup>3</sup> de gaz et soit présenté sur la base de plusieurs scénarios tenant notamment compte :

— de critères réalistes en ce qui concerne l'évolution de la demande;

— des effets de la réalisation ponctuelle des programmes en matière d'économies d'énergie et de consommation rationnelle de l'énergie et de la mise en œuvre de formes d'énergie non conventionnelles et renouvelables;

b) ter aanvulling (n° 216) van deze eerste optie met wat volgt :

« (diversifiëring op geopolitiek vlak) en op het vlak van technologische risico's. »

Het lid verklaart dat bij de aanvoer van gas via de L. N. G.-terminal er nog altijd een mogelijkheid is van technologische problemen. Men moet daarom onderzoeken of een gedeelte van de aanvoer van gas in de toekomst nog kan verzekerd worden via pijpleidingen. Ook een te groot aandeel betrekken uit Noorwegen (aardgaswinning uit de Noordzee) houdt een bevoorradingsrisico in bij technische moeilijkheden.

De heer Rigo (n° 217) wenst een nieuwe optie toe te voegen. Zijn voorstel van dit nummer *1bis* luidt als volgt :

« *1bis*. Vraagt de Gewesten alle nodige maatregelen te nemen om de Belgische ondergrond te exploreren en prospecteren en/of vergunningen voor onderzoek en exploitatie af te geven mits een actieve exploratiecampagne wordt gevoerd. »

Het lid verklaart dat uit seismische prospecties die met name door de Aardkundige Dienst van België zijn verricht, is gebleken dat in onze ondergrond lagen aanwezig zijn die aardgas kunnen bevatten. Uit proefboringen die in de jongste jaren met uiteenlopende doeleinden werden verricht, heeft men kunnen opmaken dat aardgas voorhanden is.

Om die eventueel exploiteerbare hulpbronnen te valoriseren moet de geologische prospectie worden voortgezet en moet actief aan exploratie en ontwikkeling worden gedaan. De Commissie van de Europese Gemeenschappen heeft zich indertijd uitgesproken voor financiering door de Gemeenschap bij wijze van steun voor exploratie, op grond van een voorstel van de Aardkundige Dienst van België. Intussen werd de bevoegdheid inzake de natuurlijke hulpbronnen bij de wet van 8 augustus aan de Gewesten toegekend. In het belang van het hele land moeten de Gewesten worden aangespoord tot actieve exploratiecampagnes. Het lid wijst erop dat met name Distrigas en B. P. concessies inzake onderzoek en exploitatie, zowel in de Kempen als in Wallonië, hebben aangevraagd.

#### Tweede optie

Op de tweede optie, die in de voorgestelde tekst handelt over de voortzetting van het onderzoek en het aanleggen van reservoirs voor de ondergrondse opslag van aardgas, werden drie voorstellen ingediend die strekken tot de vervanging van dit punt door de teksten van de auteurs. Deze voorstellen zijn de volgende :

a) Voorstel van de heer Ansoms (n° 218) :

« 2. Beveelt aan dat de planning inzake het onderzoek en het aanleggen van reservoirs voor ondergrondse opslagen en van de grote transportleidingen, opgesteld wordt in functie van een maatstaf om de kostprijs per m<sup>3</sup> te minimaliseren, en wordt voorgesteld volgens verschillende scenarios, waarin inzonderheid rekening wordt gehouden met :

— realistische criteria inzake de vooruitzichten van de vraag;

— de gevolgen van de stipte verwezenlijking van de programma's inzake energiebesparing en rationeel energieverbruik en de niet-conventionele en hernieuwbare energievormen;

— de la gestion économique des ressources financières et d'une amélioration de la gestion économique du secteur du gaz;

— de l'équilibre à réaliser entre les sources d'énergie primaire utilisées et de la diversification de celles-ci;

— d'une étude des sites d'implantation et d'une étude relative aux répercussions de ces implantations sur l'environnement. »

Ce membre reconnaît que les grandes différences de consommation suivant les saisons et la rigidité de certains approvisionnements exigent la recherche d'importantes possibilités de stockage. Il n'empêche que des investissements aussi considérables ont de telles conséquences, notamment sur le plan financier et sur l'environnement, qu'il est normal que le planning envisagé et son exécution éventuelle soient subordonnés à un modèle de scénarios. Ces scénarios doivent être élaborés compte tenu des mêmes impératifs que ceux imposés en ce qui concerne le plan de développement du secteur de l'électricité.

b) Proposition de M. Rigo (n° 219) :

« 2. Recommande l'étude d'une politique coordonnée de stockage saisonnier gaz naturel-pétrole et de développement complémentaire des réseaux de chaleur et de gaz ainsi que la poursuite de la recherche et de l'aménagement de réservoirs de stockage souterrain et de peak-shaving répartis équitablement dans les diverses Régions du pays, vu les grandes différences de consommations suivant les saisons et la rigidité de certains approvisionnements. »

Le membre déclare que les trois centres de stockage souterrain existants et en cours de réalisation à Anderlues, Ressaix et Loenhout ainsi que le peak-shaving de Dudzele ne permettront effectivement de disposer en 1985 que d'une capacité de stockage finale de 850 millions de m<sup>3</sup> pour une consommation annuelle prévue à cette époque d'environ 10 à 11 milliards de m<sup>3</sup>.

Cette capacité de stockage est en effet insuffisante face à la part grandissante d'approvisionnements non modulables et à l'accroissement des variations saisonnières dues à la part croissante du chauffage domestique dans la consommation totale.

Par ailleurs, le coût des stockages souterrains ou de peak-shaving (environ 1 milliard de francs par tranche de 100 millions de m<sup>3</sup> de stockage aux prix de 1981) est tel qu'à partir de 1984 il pourra difficilement être intégré dans la programmation financière et tarifaire du secteur qui sera déjà obéré à cette époque par l'accroissement des coûts des nouveaux approvisionnements et des infrastructures d'importation.

Il faut donc essayer d'agir en vue de réduire les variations saisonnières de la consommation. A cet égard, une politique coordonnée de stockage saisonnier pétrole-gaz peut se révéler intéressante car le coût du stockage du pétrole est nettement moins dispendieux à la G/j que le stockage de gaz. Cette coordination serait pratiquée en faveur des utilisateurs industriels qui disposent d'installations bi-combustibles fuel-gaz.

De même, les variations saisonnières de la consommation de gaz sont dues essentiellement à son utilisation croissante pour le chauffage domestique. Un développement des réseaux de chauffage urbain dans les zones où il serait économiquement rentable permettrait de réduire l'amplitude des variations saisonnières de la consommation de gaz. Une étude coût-bénéfice concernant le stockage de gaz et le

— het economisch beheer van de financiële bronnen en een verbetering van het economisch beheer van de gassector;

— het evenwicht en de diversifiëring tussen de gebruikte primaire energiebronnen;

— een studie der vestigingsplaatsen en een studie over de gevolgen voor het leefmilieu. »

Dit lid gaat akkoord met het feit dat de grote seizoenverbruiksverschillen en de strakheid van sommige bevoorradingskontrakten om grote opslagmogelijkheden vragen. Dit neemt echter niet weg dat dergelijke grote investeringen zo'n grote consequenties hebben op o.a. financieel vlak en op het leefmilieu, dat het normaal is dat de planning en de eventuele uitvoering onderworpen worden aan een scenario-model. Deze scenarios dienen uitgewerkt te worden rekening houdend met dezelfde voorwaarden die gevraagd worden in verband met het uitrustingsplan van de elektriciteitssector.

b) Voorstel van de heer Rigo (n° 219) :

« 2. Beveelt de studie aan van een gecoördineerd beleid inzake het opslaan van aardgas en aardolie naargelang van de seizoenen en inzake de bijkomende ontwikkeling van de warmte- en gasnetten, evenals het voortzetten van het onderzoek en het aanleggen van ondergrondse opslagplaatsen en peak-shavingsvoorraden welke op oordeelkundige wijze over de diverse Gewesten verdeeld zijn, gelet op het grote verschil in verbruik naargelang van de seizoenen en de strenge regels die gelden voor bepaalde bevoorradingssectoren. »

Het lid verklaart dat de drie bestaande en in opbouw zijnde ondergrondse opslagcentra te Anderlues, Ressaix en Loenhout evenals de peak-shaving van Dudzele in 1985 slechts over een uiteindelijk opslagvermogen zullen kunnen beschikken van 850 miljoen m<sup>3</sup> voor een jaarlijks gebruik dat, voor die tijd, op ongeveer 10 tot 11 miljard m<sup>3</sup> wordt geraamd.

Deze opslagcapaciteit is immers onvoldoende, gelet op het groter wordende aandeel van de niet moduleerbare bevoorrading en de stijging van de seizoenvariëties welke te wijten is aan het groeiende aandeel van de huisverwarming in het totale verbruik.

Bovendien zijn de kosten van de ondergrondse opslagplaatsen of de peak-shaving (ongeveer 1 miljard frank per tranche van 100 miljoen opgeslagen m<sup>3</sup> tegen prijzen van 1981) zo hoog dat zij vanaf 1984 moeilijk kunnen worden opgenomen in het financiële en tarifaire programma van de sector die op dat ogenblik reeds in moeilijkheden zal verkeren ingevolge de stijging van de nieuwe bevoorradingskosten en de invoerinfrastructuur.

Daarom moet een poging gedaan worden om de schommelingen van het seizoenverbruik te beperken. In dat opzicht kan een samenhangend beleid in verband met de seizoenopslag voor aardgas-olie interessant lijken, aangezien de prijs voor het opslaan van aardolie per G/j heel wat lager ligt dan die van het opslaan van gas. Die coördinatie zal ten goede komen aan de industriële verbruikers die over installaties beschikken welke zowel fuel als gas verbruiken.

De seizoenschommelingen in het verbruik van gas zijn eveneens in hoofdzaak te wijten aan het stijgend gebruik van gas voor huisverwarming. De uitbreiding van netten voor stadsgasverwarming in de zones waar zulks economisch gezien rendabel is, zou de seizoenschommelingen voor het gasgebruik kunnen verminderen. In verband met de kosten/baten analyse betreffende het opslaan van gas en de uit-

développement de réseaux de chauffage urbain devrait être effectuée en incluant les effets positifs sur la balance de paiements des réseaux de chaleur de récupération ou basés sur le charbon.

Le membre conclut en disant que, si des stockages de gaz devaient malgré tout être encore décidés, ils devraient être répartis à l'avenir principalement dans le sud du pays étant donné le déséquilibre existant actuellement en faveur de la région nord au niveau des équipements d'importation, gazéification et stockage.

c) Proposition de M. Bossuyt (n° 220) :

« Recommande la poursuite de la recherche et de l'aménagement de réservoirs de stockage souterrains capables de contenir 800 millions de m<sup>3</sup> d'ici à 1985 et ce afin de pouvoir utiliser de manière optimale la quantité de gaz disponible. »

*Troisième option*

Le texte proposé à la troisième option concerne la poursuite des travaux d'infrastructure déjà décidés et destinés à la réception du gaz importé aussi bien sous forme gazeuse que sous forme liquide.

M. Denys (n° 221) propose de remplacer ce texte par ce qui suit :

« 3. Recommande de soumettre les travaux d'infrastructure et les engagements en matière d'importation à des critères déterminés afin de minimiser le prix de revient du gaz; ceci implique que la rentabilité des travaux d'infrastructure déjà décidés et des nouvelles initiatives doit faire l'objet d'un examen approfondi. »

M. Rigo (n° 222) préconise de supprimer les mots « déjà décidés » dans le texte proposé et de rédiger par conséquent ce point comme suit :

« 3. Recommande la poursuite des travaux d'infrastructure destinés à la réception de gaz importé aussi bien sous forme gazeuse que liquide, en veillant à ce que les retombées économiques et de création d'emplois stables des travaux et des équipements soient équilibrées entre les Régions ou que des compensations adéquates soient mises en œuvre. »

Le membre propose donc de supprimer les mots « déjà décidés et » parce que des décisions nouvelles en matière d'infrastructure pourraient se révéler nécessaires, par exemple au cas de la conclusion d'un contrat d'achat de gaz sibérien.

Il y a actuellement un déséquilibre important au niveau des investissements d'infrastructure en cours à Zeebrugge. Ce déséquilibre ne concerne pas seulement le terminal G. N. L. mais également l'utilisation industrielle des frigories, et surtout les travaux d'agrandissement au port de Zeebrugge dont la justification a été essentiellement présentée en son temps en termes énergétiques. Les crédits parallèles ou le Programme d'Investissement Prioritaire n'ont pas permis de redresser le déséquilibre ainsi créé.

M. M. Colla (n° 223) propose de rédiger cette option comme suit, après l'avoir complétée conformément à sa proposition :

« 3. Recommande la poursuite des travaux d'infrastructure déjà décidés et destinés à la réception de gaz importé

breiding van de gasverwarmingsnetten zou een studie moeten worden uitgevoerd die rekening houdt met de positieve weerslag op de betalingsbalans van de netten die aan warmterugwinning doen of die steunen op het gebruik van steenkolen.

Het lid merkt ten slotte op dat het opslaan van gas, indien daartoe niettegenstaande alles mocht worden besloten, in de toekomst voornamelijk in het Zuiden van het land zou moeten gebeuren, gelet op het thans bestaande gebrek aan evenwicht dat ten voordele uitvalt van het noordelijk gedeelte van het land voor wat de infrastructuur betreft inzake invoer, de vergassing en het opslaan.

c) Voorstel van de heer Bossuyt (n° 220) :

« 2. Beveelt de voortzetting aan inzake het onderzoek en het aanleggen van ondergrondse opslagruimten met het opslaan van 800 miljoen m<sup>3</sup> tegen 1985 teneinde de beschikbare gashoeveelheid optimaal te kunnen benutten. »

*Derde optie*

De voorgestelde tekst van de derde optie handelt over de voortzetting van de reeds besloten infrastructuurwerken bestemd voor het ontvangen van het gas dat zowel onder gasvormige als vloeibare vorm wordt ingevoerd.

De heer Denys (n° 221) stelt voor deze tekst te vervangen door wat volgt :

« 3. Beveelt aan dat de infrastructuurwerken en verbintenissen inzake invoer in functie gesteld worden van een maatstaf om de kostprijs van het gas te minimaliseren; dit betekent o.m. dat de reeds besloten infrastructuurwerken en eventuele nieuwe initiatieven ter zake moeten onderworpen worden aan een grondig rendabiliteitsonderzoek. »

Door de heer Rigo (n° 222) wordt voorgesteld in de voorgestelde tekst de woorden « de reeds besloten » te schrappen en derhalve dit derde punt te lezen als volgt :

« 3. Beveelt de voortzetting aan van de infrastructuurwerken bestemd voor het ontvangen van het gas dat zowel in gasvormige als vloeibare vorm wordt ingevoerd, waarbij ervoor gewaakt wordt dat de gevolgen van de werken en van de uitrusting voor het bedrijfsleven en de werkgelegenheid evenwichtig over de Gewesten worden verdeeld of dat passende compensaties worden verleend. »

Het lid stelt dus voor de woorden « reeds besloten » weg te laten omdat die nieuwe beslissingen inzake infrastructuur noodzakelijk zouden kunnen blijken, bij voorbeeld wanneer een overeenkomst voor de aankoop van Siberisch gas wordt gesloten.

Thans bestaat er een groot onevenwicht op het stuk van de aan gang zijnde infrastructuurinvesteringen te Zeebrugge. Dat onevenwicht slaat niet alleen op de L. N. G.-terminal maar tevens op het industrieel gebruik van de frigoriën, en vooral op de uitbreidingswerken van de haven van Zeebrugge, die indertijd hoofdzakelijk als voor energiedoeleinden werden verantwoord. Parallelkredieten of het Prioritair Infrastructuurprogramma hebben dat onevenwicht niet kunnen wegwerken.

De heer M. Colla (n° 223) stelt voor de tekst van deze optie, na vervollediging ervan met zijn voorstel als volgt te laten luiden :

« 3. Beveelt de voortzetting aan van de reeds besloten infrastructuurwerken voor het ontvangen van het gas dat

aussi bien sous forme gazeuse que liquide et propose de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour agrandir le terminal gazier de Zeebrugge dans le délai imparti.

Préconise la mise en œuvre d'une collaboration étroite avec les Pays-Bas, afin d'augmenter la capacité de stockage de la S. A. Distrigaz. »

Le membre estime que, dans sa formulation actuelle, le texte proposé donne l'impression que seuls les travaux d'infrastructure déjà décidés (ayant fait l'objet d'un engagement ?) seront poursuivis mais n'offre aucune assurance quant à l'achèvement intégral de ces travaux.

M. Fedrigo (n° 224) propose de compléter le texte de cette troisième option comme suit :

« et recommande au Gouvernement de veiller à un juste équilibre entre les Régions quant aux retombées économiques de ces travaux ».

M. Dierickx (nos 225 et 226) propose enfin deux autres ajouts à cette option. Ils sont libellés comme suit :

a) « La valorisation du terminal G. N. L. de Zeebrugge ne peut porter atteinte au site qui s'étend entre le canal de Schipdonk, Dudzele et le Canal Baudouin » (n° 225).

L'auteur déclare qu'il s'agit là d'un site intact qu'il y a lieu de préserver.

b) « En cas de nouveaux travaux d'infrastructure, ceux-ci doivent satisfaire aux normes de sécurité » (n° 226).

Il est évident, selon l'auteur, qu'il faut veiller à la sécurité des habitations situées à faible distance de ces travaux.

#### *Quatrième option et options complémentaires*

Cette option préconise l'utilisation du gaz naturel dans ses usages spécifiques, conformément aux recommandations de la C. E. E.

M. De Batselier (n° 227) propose de remplacer cette option par ce qui suit :

« 4. Préconise la promotion de l'usage du gaz naturel et de sa distribution publique, eu égard à ses qualités thermiques et écologiques, et ce conformément aux recommandations de la C. E. E. ».

\* \* \*

Deux membres proposent d'ajouter à la résolution une cinquième option libellée comme suit :

a) proposition de M. Bossuyt (n° 228) :

« 5. Préconise la participation à la prospection et à l'exploitation ainsi que l'encouragement de celles-ci tant sur le territoire national qu'à l'étranger. »

zowel onder gasvormige als vloeibare vorm wordt ingevoerd en stelt voor alle nuttige maatregelen te treffen om de aardgasterminal van Zeebrugge binnen de opgelegde termijn uit te bouwen.

Stelt voor dat een nauwe samenwerking met Nederland zou tot stand worden gebracht ten einde de opslagcapaciteit van N. V. Distrigaz te verhogen. »

Volgens het lid verwekt de tekst zoals deze nu gesteld is, de indruk dat slechts de reeds besloten (vastgelegde ?) infrastructuurwerken zullen verder gezet worden maar geeft geen zekerheid over de volledige afwerking.

De heer Fedrigo (n° 224) stelt voor de tekst van deze derde optie als volgt aan te vullen :

« en beveelt de Regering aan te waken voor een billijk evenwicht tussen de gewesten in verband met de economische weerslag van die werken. »

De heer Dierickx (n°s 225 en 226) wenst ten slotte nog twee toevoegingen aan dit punt voor te stellen. Zij luiden als volgt :

a) « De valorisatie van de L. N. G. terminal te Zeebrugge mag het natuurgebied dat zich bevindt tussen het Schipdonkanaal, Dudzele en het Boudewijnkanaal niet in gevaar brengen. » (n° 225).

De auteur verklaart dat het hier gaat om een stukje ongerepte natuur dat moet bewaard blijven.

b) « In geval van nieuwe infrastructuurwerken moeten deze beantwoorden aan de normen inzake veiligheid. » (n° 226).

Het is volgens de auteur duidelijk dat moet gewaakt worden over de veiligheid van de woningen die op korte afstand van deze werken zijn gelegen.

#### *Vierde optie en complementaire opties*

In deze optie wordt de aanwending aanbevolen van het aardgas naar zijn specifiek gebruik en dit overeenkomstig de aanbevelingen van de E. E. G.

De heer De Batselier (n° 227) stelt voor deze optie te vervangen door wat volgt :

« 4. Beveelt aan het gebruik van aardgas en de openbare distributie te bevorderen, gelet op de thermische en milieuvriendelijke eigenschappen ervan en dit overeenkomstig de aanbevelingen van de E. E. G. »

\* \* \*

Twee leden stellen voor een vijfde optie toe te voegen aan de resolutie, luidend als volgt :

a) voorstel van de heer Bossuyt (n° 228) :

« 5. Stelt voor het deelnemen aan de bevordering van de prospectie en de exploitatie zowel op nationaal grondgebied als in het buitenland. »

## b) proposition de M. Desaeys (n° 229) :

« 5. Demande d'accorder la priorité absolue au chauffage urbain. Dans la mesure où le gaz naturel pourrait occuper une position concurrentielle, la préférence devrait être donnée au chauffage urbain, premièrement parce que les réserves mondiales de gaz naturel sont limitées et deuxièmement parce que les réseaux de chauffage urbain peuvent être combinés avec toutes les sources d'énergie alternatives (énergie solaire, éolienne, biomasse, etc.) et même, éventuellement, avec des formes d'énergie encore à inventer. »

M. M. Colla (n° 230) propose d'ajouter à la résolution une sixième option libellée comme suit :

« 6. Recommande l'étude et le développement de techniques de gazéification au niveau industriel et préconise que les recherches en matière de gazéification en surface du charbon soient poursuivies et stimulées. »

M. De Batselier (n° 231) propose quant à lui le texte suivant devant constituer une septième option nouvelle :

« 7. Préconise la promotion de la coopération internationale en matière d'approvisionnement, de réception, de transport et de stockage de gaz naturel, plus particulièrement avec les pays limitrophes qui sont le plus concernés. »

M. M. Colla (n° 232) souhaite encore ajouter un texte relatif à la politique en matière de prix du gaz naturel. Ce texte est libellé comme suit :

« En matière de politique des prix, il convient d'examiner s'il est possible d'assouplir et de généraliser l'autorisation d'appliquer un tarif social. »

On encourage d'une part la consommation prioritaire de gaz dans le secteur domestique, alors que l'on constate d'autre part que le prix du gaz naturel enregistre des augmentations énormes. On pourrait, dans le cadre d'une politique sociale, accorder des tarifs réduits à certains ménages à revenu modeste.

MM. M. Colla et De Batselier (n° 233) proposent encore d'ajouter le texte suivant :

« estime que le terminal G. N. L. doit être valorisé au maximum par :

- des efforts axés sur le transport en transit de gaz naturel vers les pays voisins;
- la valorisation par réfrigération, qui peut constituer le noyau d'un pôle de croissance industrielle. »

Ils déclarent que le transport en transit vers d'autres pays permettra non seulement d'optimiser le rendement du terminal, mais encore de libérer une quantité plus importante de frigories, ce qui permettra la production maximale de produits chimiques de base et leur transformation en vue de l'exportation.

Avec M. Bossuyt, ces membres s'associent à la proposition de M. Dierickx relative à l'incidence de la valorisation du terminal G. N. L. de Zeebrugge sur la zone naturelle située entre le canal de Schipdonk, Dudzele et le canal Baudouin.

MM. M. Colla, De Batselier et Bossuyt déposent dès lors le texte suivant qui complète la proposition antérieure en reprenant la préoccupation fondamentale de M. Dierickx :

## b) voorstel van de heer Desaeys (n° 229) :

« 5. Vraagt absolute prioriteit voor stadsverwarming. In de mate dat het aardgas een concurrent vormt moet aan stadsverwarming de voorkeur gegeven worden, ten eerste omdat de wereldvoorraden beperkt zijn en ten tweede omdat stadsverwarmingsnetten combineerbaar zijn met alle mogelijke alternatieve energievormen zoals zon-, wind-, biomassa enz. of zelfs met eventuele nog uit te vinden energievormen. »

De heer M. Colla (n° 230) stelt voor een zesde optie toe te voegen aan de resolutie. Hiervoor stelt hij het volgende voor :

« 6. Beveelt het onderzoek en de ontwikkeling van vergassingstechnieken op industrieel vlak aan en stelt dat het onderzoek inzake bovengrondse steenkolenvergassing zou worden voortgezet en gestimuleerd. »

Door de heer De Batselier (n° 231) wordt volgende tekst voorgesteld voor de invoering van een nieuwe zevende optie :

« 7. Beveelt het bevorderen van de internationale samenwerking inzake bevoorrading, ontvangst, vervoer en opslag van aardgas aan, meer bepaald met de omringende landen die er met het meest bij betrokken zijn. »

De heer M. Colla (n° 232) wenst nog een tekst bij te voegen die handelt over het prijsbeleid inzake aardgas. Zijn voorstel luidt als volgt :

« Inzake prijsbeleid moet er onderzocht worden of een versoepeling en veralgemening van de toelating tot een sociaal tarief mogelijk is. »

Eenzijds wordt aangemoedigd dat het gas prioritair in de huishoudelijke sektor wordt verbruikt, anderzijds wordt vastgesteld dat de aardgasprijs geweldig de hoogte ingaat. Een sociaal beleid zou, aldus het lid, erin kunnen bestaan voor een aantal huishoudens, met een laag inkomen, een verminderd tarief toe te staan.

Door de heren M. Colla en De Batselier (n° 233) wordt nog volgende bijkomende tekst voorgesteld :

« meent dat de L. N. G.-Terminal maximaal dient gevaloriseerd te worden door :

- inspanningen gericht op de doorvoer van aardgas naar buurlanden;
- de koude valorisatie die de kern kan vormen van een industriële groep. »

Zij verklaren dat via doorvoer naar andere landen de terminal niet alleen wordt geoptimaliseerd, maar daarenboven een grotere hoeveelheid frigorieën beschikbaar komt die toelaat maximaal chemische basisproducten te produceren en te verwerken ook met het oog op export.

Samen met de heer Bossuyt gaan zij in op het voorstel van de heer Dierickx inzake de weerslag van de valorisering van de L. N. G.-terminal te Zeebrugge op het natuurgebied tussen het Schipdonkkanaal, Dudzele en het Boudewijnkanaal.

De heren M. Colla, De Batselier en Bossuyt dienen daarom volgende tekst in die een vervollediging is van het vorige voorstel met de basisbezorgdheid van de heer Dierickx :

« estime que le terminal G. N. L. doit être valorisé au maximum :

- par des efforts axés sur le transit de gaz naturel à destination des pays voisins;
- par la valorisation de la technique du froid, qui peut constituer le centre d'un pôle de croissance industrielle.

Il y a toutefois lieu de ne pas porter atteinte à l'environnement naturel local. » (n° 233)

\* \* \*

Le Secrétaire d'Etat répond à M. Rigo qu'au cours des pourparlers au sein de l'Agence internationale de l'énergie, il a déjà insisté sur la nécessité de mener une politique coordonnée au niveau européen en matière d'approvisionnement en gaz. La coopération avec les grands Etats européens reste toutefois malaisée. Le Secrétaire d'Etat se demande cependant s'il y a lieu de rappeler dans cette résolution la nécessité d'une coopération européenne, puisque ce point, au sujet duquel il partage la préoccupation de M. Rigo, est déjà traité dans les options globales.

Le Secrétaire d'Etat peut également marquer son accord sur le nouveau point *1bis* proposé par M. Rigo. Il propose d'insérer ce point dans la résolution sur les options globales.

Le Secrétaire d'Etat est également favorable à la proposition de M. Ducarme. L'indépendance politique en matière d'approvisionnement en gaz est en effet un élément très important, qui peut être mentionné dans le texte de la résolution.

A la proposition de M. De Batselier concernant l'approvisionnement en gaz après 1990, le Secrétaire d'Etat répond qu'il peut approuver le principe de la sécurité d'approvisionnement, mais que le grand problème réside dans la quantité de gaz à importer. En effet, des problèmes de stockage peuvent se poser, ainsi que des problèmes d'utilisation pendant certaines périodes de l'année.

A ce propos un membre suggère d'entamer des négociations avec les Pays-Bas. Il suggère de proposer aux Pays-Bas de reprendre du gaz importé par la Belgique (par exemple pendant la période où la consommation belge est moins élevée). Cela permettrait de réduire périodiquement l'achat de gaz néerlandais et d'en augmenter le volume pendant les périodes de consommation plus élevée, de sorte que, sur une base annuelle, un même équilibre serait atteint. Le Secrétaire d'Etat estime que l'idée est excellente mais il craint cependant d'éventuelles objections de la part des Pays-Bas.

Le Secrétaire d'Etat estime d'autre part que la proposition de M. De Batselier n'est pas sans danger. Les risques politiques et économiques liés à notre approvisionnement en gaz sont nombreux. Seuls nos approvisionnements aux Pays-Bas sont relativement sûrs, mais les possibilités y sont limitées.

Au sujet de la suggestion contenue dans la proposition de M. M. Colla et préconisant une collaboration étroite avec les Pays-Bas, le Secrétaire d'Etat estime que les Pays-Bas occuperaient, en tant que pays producteur, une position de force par rapport à la Belgique. D'autre part, l'augmentation des capacités de stockage à Zeebrugge poserait des problèmes de sécurité.

Le Secrétaire d'Etat estime par ailleurs que la proposition de M. De Batselier visant à promouvoir l'utilisation de gaz pourrait comporter certains dangers. Elle risque de perturber le système de la concurrence et de provoquer une surconsommation.

En ce qui concerne la proposition de M. Bossuyt visant à stimuler la prospection et l'exploration, le Secrétaire d'Etat considère que cet objectif est réalisable pour le territoire

« meent dat de L. N. G.-Terminal maximaal dient gevaloriseerd te worden door :

- inspanningen gericht op de doorvoer van aardgas naar buurlanden;
- de koude valorisatie die de kern kan vormen van een industriële groeipool.

Dit moet echter geschieden zonder aantasting van het plaatselijk natuurgebied. » (n° 233)

\* \* \*

Aan de heer Rigo antwoordt de Staatssecretaris dat hij tijdens de besprekingen in de schoot van het Internationaal Energieagentschap reeds heeft aangedrongen op een gecoördineerde gasbevoorradingspolitiek op Europees niveau. De samenwerking met de grote Europese landen blijft evenwel moeilijk. De Staatssecretaris vraagt zich evenwel af of in deze resolutie ook moet herinnerd worden aan de Europese samenwerking aangezien reeds in de algemene opties dit punt, waarover hij de bezorgdheid deelt met de heer Rigo, behandeld wordt.

Wat betreft het door de heer Rigo voorgestelde nieuwe punt *1bis* kan de Staatssecretaris eveneens zijn akkoord betuigen. Hij stelt voor dit punt op te nemen in de resolutie over de algemene beleidsopties.

Ook het voorstel van de heer Ducarme wordt gunstig benaderd door de Staatssecretaris. Het element van de politieke onafhankelijkheid in het gasbevoorradingsbeleid is inderdaad van zeer groot belang en kan in de resolutietekst verwerkt worden.

Inzake het voorstel van de heer De Batselier over de bevoorrading in gas na 1990 antwoordt de Staatssecretaris dat hij wel akkoord kan gaan met het principe van de bevoorradingszekerheid maar het grote probleem is volgens hem de hoeveelheid van het in te voeren gas. Er kunnen immers stockeringsproblemen ontstaan alsook problemen met het gebruik ervan tijdens bepaalde perioden van het jaar.

Een lid haakt hier onmiddellijk op in door een suggestie in de richting van onderhandelingen met Nederland. Hij stelt inderdaad voor dat zou getracht worden dat Nederland Belgisch ingevoerd gas zou overnemen (bv. tijdens de periode wanneer het Belgisch verbruik lager ligt). Dit zou toelaten de afname van Nederlands gas periodisch te verminderen en die tijdens perioden van hoger verbruik op te voeren zodat op jaarbasis een zelfde evenwicht bereikt wordt. De Staatssecretaris looft deze idee maar voorspelt toch eventuele bezwaren van Nederlandse zijde.

Het voorstel van de heer De Batselier acht de Staatssecretaris niet ongevaarlijk. De politieke en economische risico's van onze gasbevoorrading zijn talrijk. Enkel de bevoorrading uit Nederland gaat gepaard met weinig risico's. Hier zijn dan evenwel de bevoorradingsmogelijkheden beperkt.

Inzake de suggestie in het voorstel van de heer M. Colla over de nauwe samenwerking met Nederland is de Staatssecretaris van oordeel dat dit ons land in een zwakke positie zou zetten aangezien Nederland het voordeel heeft van de producent en zich dus sterk kan opstellen. Het zou zeker onvoorzichtig zijn dit voorstel op te nemen in de resolutie. Overigens brengt een verhoogde stockage van gas te Zeebrugge problemen mede van veiligheid.

De Staatssecretaris is vervolgens van mening dat het voorstel van de heer De Batselier i.v.m. de bevordering van het gebruik van gas gevaarlijk kan zijn. Dit kan concurrentievervalsingen meebrengen alsook aanleiding geven tot overschuldigheid.

Inzake het voorstel van de heer Bossuyt over de bevordering van prospectie en exploitatie verklaart de Staatssecretaris dat hij dit voorstel wel voor mogelijk houdt voor het



belge. A cet égard, il renvoie cependant au texte consacré à cet aspect dans les options globales.

Toutefois la prospection à l'étranger est plus difficile et les entreprises belges, même de grande taille, qui s'y livrent veillent à répartir le risque financier. Le Secrétaire d'Etat à l'Energie s'interroge cependant sur le bénéfice que les pouvoirs publics pourraient retirer de ces opérations.

Le Secrétaire d'Etat se déclare réticent à l'égard de la proposition de coopération internationale en matière d'approvisionnement, de réception et de transport, telle qu'elle est formulée par M. De Batselier. Il fait néanmoins observer qu'il existe déjà une coopération internationale très vaste, comme par exemple dans le domaine de l'exploitation des gisements de gaz en mer du Nord.

En ce qui concerne les propositions relatives au stockage du gaz, le Secrétaire d'Etat fait remarquer que ce stockage pose de nombreux problèmes. Les lieux de stockage doivent remplir toute une série de conditions, de sorte que l'on ne peut exiger a priori une répartition équitable de ces lieux entre les Régions.

La société Distrigaz dispose à l'heure actuelle d'une capacité de stockage de 70 millions de m<sup>3</sup> à Zeebrugge et de 80 millions de m<sup>3</sup> dans un réservoir souterrain à Anderlues, auxquels le site de Ressaix viendra s'ajouter sous peu (200 millions de m<sup>3</sup>). A partir de 1983, 540 millions de m<sup>3</sup> pourront être stockés à Loenhout.

Le Secrétaire d'Etat juge superflues les propositions concernant la répartition régionale des retombées économiques des grands travaux d'infrastructure effectués à Zeebrugge pour recevoir le gaz naturel, étant donné que tout le monde est d'accord pour admettre que toutes les entreprises doivent pouvoir participer à la réalisation de ces travaux.

Le Secrétaire d'Etat se rallie par ailleurs à l'esprit de la proposition de M. Denys. Les travaux d'infrastructure doivent répondre à une nécessité économique et les études de rentabilité contribueront à faire en sorte qu'il en soit ainsi. Il entend toutefois éviter que ces études soient sans cesse reprises et adaptées et qu'elles entravent ainsi la prise de décisions.

A M. Desaeeyere, qui réclame que l'on accorde la priorité absolue au chauffage urbain, le Secrétaire d'Etat répond qu'il a fait connaître sa position en ce domaine lors de la discussion des options en matière d'U. R. E.

En ce qui concerne la proposition de MM. Colla et De Batselier, relative à la valorisation maximale du terminal G. N. L., le Secrétaire d'Etat estime que cette proposition contient des idées utiles qui peuvent être retenues. Il estime par contre que la proposition de M. Colla visant à instaurer un tarif social ne résout pas les problèmes sociaux. Une politique énergétique doit être globale, de même qu'une politique sociale doit également constituer un ensemble. Une politique énergétique prévoyant, en vertu de préoccupations sociales, des tarifs spéciaux risque de compromettre la politique de transparence et de vérité des prix telle qu'elle est préconisée dans la résolution en matière d'options globales (point 7).

Le Secrétaire d'Etat précise qu'il partage entièrement les préoccupations liées aux problèmes de sécurité et de protection de l'environnement que suscite le terminal GNL à Zeebrugge. Il estime cependant qu'il est difficile de faire mention d'une localisation géographique précise dans un texte de portée générale. Par ailleurs les considérations en matière de sécurité et de protection de la nature s'appliquent à l'ensemble du pays. Le texte des options globales pourrait, dans un contexte général, faire état de ces préoccupations bien que la notion de « respect et de protection de l'homme et de son environnement » figure déjà au premier point des options globales.

Belgische grondgebied. Hiervoor verwijst hij echter naar de tekst terzake die voorkomt in de algemene opties.

De prospectie in het buitenland is evenwel moeilijker en daar waar ze wordt uitgevoerd, door zelfs grote Belgische ondernemingen, wordt overgegaan door deze ondernemingen, tot spreiding van het financiële risico. De Staatssecretaris voor Energie stelt zich evenwel vragen over het nut dat de overheid uit een dergelijke opdracht zou kunnen halen.

De Staatssecretaris verklaart zich terughoudend tegenover het voorstel over internationale samenwerking inzake voorraden, ontvangst en vervoer zoals het geformuleerd is door de heer De Batselier. Hij wijst er evenwel op dat er reeds zeer veel internationale samenwerking bestaat, zoals bijvoorbeeld bij de ontginning van de gasvelden in de Noordzee.

Inzake de voorstellen die handelen over de stockering van gas verklaart de Staatssecretaris voor Energie dat talrijke moeilijkheden zich voordoen bij deze stockering. De plaatsen waar men stockeert moeten aan zeer vele eisen voldoen en bijgevolg kan men niet a priori eisen dat deze plaatsen rechtvaardig over de Gewesten gespreid worden.

Op dit ogenblik beschikt Distrigaz over een opslagcapaciteit van 70 miljoen m<sup>3</sup> te Zeebrugge, van 80 miljoen m<sup>3</sup> in een ondergrondse plaats te Anderlues en binnenkort te Ressaix (200 miljoen m<sup>3</sup>). Vanaf 1983 zal te Loenhout 540 miljoen m<sup>3</sup> gestockeerd kunnen worden.

De voorstellen i.v.m. de gewestelijke verdeling van de economische weerslag van de grote infrastructuurwerken te Zeebrugge voor het ontvangen van gas zijn volgens de Staatssecretaris niet nodig aangezien iedereen het over eens is dat alle ondernemingen moeten kunnen deelnemen aan de realisatie van deze werken.

De Staatssecretaris kan zich anderzijds akkoord verklaren met de geest van het voorstel van de heer Denys. De infrastructuurwerken moeten voldoen aan een economische noodzaak en rendabiliteitsstudies kunnen hiertoe bijdragen. Hij wenst evenwel te vermijden dat deze studies steeds opnieuw zouden hernomen worden en aangepast zodat ze de besluitvorming terzake hinderen.

Aan de heer Desaeeyere die de absolute prioriteit vraagt voor de stadsverwarming antwoordt de Staatssecretaris dat hij terzake zijn standpunt heeft uiteengezet bij de bespreking van de R. E. V. beleidsopties.

Inzake het voorstel van de heren M. Colla en De Batselier betreffende de maximale valorisering van de L. N. G.-terminal is de Staatssecretaris van oordeel dat dit voorstel nuttige ideeën inhoudt die weerhouden kunnen worden. Daarentegen is hij van mening dat het voorstel van de heer M. Colla inzake het sociaal tarief, geen oplossing biedt voor de sociale problematiek. Een energiebeleid moet een globaal beleid zijn zoals ook het sociaal beleid een geheel moet vormen. Een energiebeleid dat op het sociale terrein treedt met speciale sociale tariefregelingen riskeert dan ook afbreuk te doen aan het beleid van echtheid en doorzichtigheid van de prijzen dat aanbevolen wordt in de resolutie over de algemene opties (punt 7).

Over de veiligheidsproblemen en de bescherming van de natuur rond de L. N. G.-terminal te Zeebrugge verklaart de Staatssecretaris dat hij volledig deze bezorgdheid deelt. Hij vraagt evenwel dat een exacte geografische beperking, zoals in het voorstel van de heer Dierickx, moeilijk in een algemeen opgestelde resolutietekst kan verwerkt worden. Deze overwegingen van veiligheid en milieubescherming moeten immers over het hele land gelden. In de tekst van de algemene opties kan evenwel een algemene verwijzing naar deze overwegingen opgenomen worden, hoewel reeds het eerste punt van de algemene opties een verwijzing inhoudt naar « de eerbied voor en de bescherming van de mens en zijn omgeving ».



A la suite de cette déclaration, M. Dierickx et trois autres membres présentent la proposition précitée qui vise à attirer l'attention, en des termes généraux sur les zones naturelles locales.

Un membre renvoie également à un rapport fait par la Cour des comptes des Etats-Unis au Congrès le 31 juillet 1978. Ce rapport précise notamment que le G. N. L., dont l'importance ira croissant, devra être stocké dans des endroits de plus en plus éloigné. Les capacités de stockage ne pourront être augmentées dans les régions à forte densité de population et le transport de G. N. L. devra être interdit dans ces mêmes régions.

#### *Nouvelles propositions globales relatives au gaz naturel*

Le Secrétaire d'Etat propose de remplacer le texte relatif au gaz naturel par le texte suivant dans lequel il a été tenu compte de certaines propositions présentées par les membres de la Commission.

« La Chambre,

1. Demande qu'un approvisionnement correct en gaz naturel soit assuré à la fin de la décennie par une diversification suffisante sur le plan géopolitique et souhaite une coordination avec nos partenaires européens en la matière.

2. Recommande la poursuite de la recherche et de l'aménagement de réservoirs de stockage souterrains, vu les **grandes différences** de consommation suivant les saisons et la rigidité de certains approvisionnements.

3. Recommande la poursuite des travaux d'infrastructure déjà décidés et destinés à la réception du gaz importé aussi bien sous forme gazeuse que liquide. D'éventuels nouveaux projets ne pourront être entrepris que sur la base d'une étude de rentabilité et de sécurité.

4. Estime que le terminal de G. N. L. doit être valorisé par des efforts axés sur le transport en transit de gaz naturel vers les pays voisins, sans pour cela porter atteinte au milieu environnant.

5. Préconise, conformément aux recommandations de la C. E. E., l'utilisation de gaz naturel dans ses usages spécifiques. »

M. Desaeyere a également présenté une nouvelle proposition qui s'inspire du texte adopté par la Commission de l'Energie du Conseil flamand.

La Chambre,

1. Demande une politique d'approvisionnement en gaz naturel fondée sur une diversification suffisante sur le plan géopolitique.

2. Recommande que la poursuite de la recherche et de l'aménagement de réservoirs, de stockage souterrains, qui sont éventuellement nécessaires vu les grandes différences de consommation suivant les saisons et la rigidité de certains approvisionnements, soit menée à bien en fonction d'un critère visant à minimiser le coût du m<sup>3</sup> de gaz et qu'elle soit proposée selon plusieurs hypothèses qui prendront notamment en compte :

— la politique énergétique globale;

Op deze verklaring volgt het eerder geciteerde voorstel van drie leden en de heer Dierickx dat in algemene bewoordingen aandacht vraagt voor de plaatselijke natuurgebieden.

Het lid wijst trouwens nog op een rapport van 31 juli 1978 van het Amerikaanse Rekenhof aan het Congress van V. S. A. Dit verslag verklaart dat het L. N. G., dat in de toekomst aan belang zal winnen, meer en meer in afgelegen gebieden zal moeten gestockeerd worden. De opslagplaatsen van L. N. G. in dichtbevolkte gebieden zouden niet meer uitgebreid mogen worden, noch zou er vervoer van L. N. G. mogen zijn doorheen deze gebieden.

#### *Nieuwe globale voorstellen inzake aardgas*

De Staatssecretaris stelt de hiernavolgende nieuwe tekst voor te vervanging van de eerst voorgestelde tekst betreffende de aanwending van aardgas. Bij het opstellen van die nieuwe tekst werd rekening gehouden met een aantal voorstellen van commissieleden.

« De Kamer,

1. Vraagt dat op het einde van het decennium een juiste aardgasbevoorrading zou worden verzekerd door een voldoende diversifiëring op geopolitiek vlak en wenst een coördinatie met het onze Europese partners terzake.

2. Beveelt de voortzetting aan inzake het onderzoek en het aanleggen van reservoirs voor de ondergrondse opslag, gelet op de grote verbruiksverschillen naargelang van de seizoenen en de strakheid van sommige bevoorradingen.

3. Beveelt de voorzetting aan van de reeds besloten infrastructuurwerken bestemd voor het ontvangen van het gas dat zowel onder gasvormige als vloeibare vorm wordt ingevoerd. Eventuele nieuwe projecten kunnen slechts ondernomen worden op basis van een grondig rendabiliteits- en veiligheidsonderzoek.

4. Meent dat de L. N. G.-terminal dient gevaloriseerd te worden, door inspanningen gericht op de doorvoer van aardgas naar buurlanden. Dit moet echter geschieden zonder aantasting van het plaatselijke natuurgebied.

5. Beveelt, conform de aanbevelingen van de E. E. G., de aanwending van aardgas voor zijn specifiek gebruik aan. »

De heer Desaeyere heeft eveneens een nieuw tekstvoorstel ingediend dat gesteund is op de resolutie die aangenomen werd door de energiecommissie van de Vlaamse raad.

De Kamer,

1. Beveelt een aardgasbevoorradersbeleid aan gesteund op een voldoende diversifiëring op geopolitiek vlak.

2. Beveelt aan dat de voortzetting inzake het onderzoek en het aanleggen van reservoirs voor de ondergrondse opslag, die eventueel noodzakelijk zijn gelet op de grote verbruiksverschillen naargelang van de seizoenen en de strakheid van sommige bevoorradingen, dient te gebeuren in functie van een maatstaf om de kosten van de m<sup>3</sup> gas te minimaliseren, en voorgesteld wordt volgens verschillende hypothesen waarin inzonderheid rekening wordt gehouden met :

— het globaal energiebeleid;

— la production combinée de chaleur et d'électricité sous la forme chauffage à distance, les résultats d'application de sources d'énergie non conventionnelles et renouvelables;

— l'équilibre et la diversification entre les sources d'énergie primaire utilisées;

— tous les éléments de coût sur toute la durée de vie des installations en fonction de prévisions réalistes en matière de demande;

— la gestion économique des ressources financières et une gestion économique optimale du secteur de l'électricité;

— la disponibilité des sites d'implantation.

3. Recommande l'exécution des travaux d'infrastructure nécessaires à la réception du gaz aussi bien sous forme gazeuse que liquide, dans le respect des normes de sécurité requises.

4. Préconise, conformément aux recommandations de la C. E. E., l'utilisation de gaz naturel dans ses usages spécifiques, compte tenu des avantages que cette source d'énergie présente pour l'environnement.

5. Attire l'attention sur la possibilité de transformer le port de G. N. L. de Zeebrugge en un pool de croissance industrielle grâce à la valorisation des frigories concrétisée par exemple par la production et le traitement de produits chimiques de base.

#### Votes

La proposition globale n° 212 de M. Deleuze visant à supprimer le texte de la résolution est rejetée à l'unanimité des voix.

#### Première option

M. Rigo retire sa proposition n° 213, le Secrétaire d'Etat ayant déclaré en avoir tenu compte lors de la rédaction du nouveau texte de cette option.

La proposition n° 217 de M. Rigo est rejetée par 11 voix contre 4 et 2 abstentions.

La proposition n° 214 de M. Ducarme est retirée étant donné que le texte de cette proposition a été repris dans le texte du Gouvernement.

Pour cette même raison, M. De Batselier retire sa proposition n° 215.

La proposition n° 216, du même auteur, est rejetée par 10 voix contre 4 et 2 abstentions.

La deuxième option, la dernière phrase de la troisième option libellée « dans le respect des normes de sécurité requises » et la cinquième option de la proposition globale de M. Desaeeyere dans laquelle celui-ci reprend la position du Conseil flamand sont rejetées par 8 voix contre 5 et 3 abstentions.

Le nouveau texte de la première option est libellé comme suit :

« La Chambre,

demande qu'un approvisionnement correct en gaz naturel soit assuré à la fin de la décennie par une diversification suffisante sur le plan géopolitique, et souhaite une coordination avec nos partenaires européens en la matière. »

Ce texte est adopté par 12 voix et 4 abstentions.

#### Deuxième option

La proposition n° 219 de M. Rigo est rejetée par 11 voix contre 2 et 2 abstentions.

La proposition n° 220 de M. Bossuyt est rejetée par 10 voix contre 4 et 2 abstentions.

— de gecombineerde productie van warmte en electriciteit in de vorm van afstandsverwarming, de resultaten van toepassingen van niet-conventionele en hernieuwbare energiebronnen;

— het evenwicht en de diversifiëring tussen de gebruikte primaire energiebronnen;

— alle kostenelementen over de ganse levensduur in functie van realistische vraagprovisies;

— het economisch beheer van de financiële bronnen en een optimaal economisch beheer van de elektriciteitssector;

— de beschikbaarheid der vestigingsplaatsen.

3. Beveelt de uitvoering aan van de benodigde infrastructuurwerken voor het ontvangen van gas, zowel in gasvormige als vloeibare toestand mits inachtnaam van de nodige veiligheidsvoorwaarden.

4. Beveelt, conform de aanbevelingen van de E. E. G., de aanwending van aardgas voor zijn specifiek gebruik aan, rekening houdend met de milieuvoordelen van het gebruik van aardgas.

5. Wijst op de mogelijkheid om, via de valorisatie van de frigorieën door bvb. de productie en verwerking van chemische basisproducten, de L. N. G.-haven te Zeebrugge uit te bouwen als een industriële groeipool.

#### Stemmingen

Het globale voorstel n° 212 van de heer Deleuze tot schrapping van de tekst van de resolutie wordt eenparig verworpen.

#### Optie 1

Aangezien de Staatssecretaris verklaard heeft dat hij er rekening mee heeft gehouden bij het opstellen van de nieuwe tekst van deze optie trekt de heer Rigo zijn voorstel n° 213 in.

Zijn voorstel n° 217 wordt verworpen met 11 tegen 4 stemmen en 2 onthoudingen.

Het voorstel n° 214 van de heer Ducarme wordt ingetrokken omdat de tekst ervan opgenomen werd in de Regerings-tekst.

De heer De Batselier trekt om dezelfde reden zijn voorstel n° 215 in.

Het voorstel n° 216 van dezelfde auteur wordt verworpen met 10 tegen 4 stemmen en 2 onthoudingen.

Van het globale voorstel waarin de heer Desaeeyere de standpunten van de Vlaamse Raad overneemt worden de tweede optie, de laatste zinsnede van de derde optie luidende « mits inachtnaam van de nodige veiligheidsvoorwaarden » en de vijfde optie verworpen met 8 tegen 5 stemmen en 3 onthoudingen.

De nieuwe tekst van de eerste optie, luidt als volgt :

« De Kamer,

vraagt dat op het einde van het decennium een juiste aardgasbevoorrading zou worden verzekerd door een voldoende diversifiëring op geopolitiek vlak en wenst een coördinatie met onze Europese partners terzake. »

Deze tekst wordt aangenomen met 12 stemmen en 4 onthoudingen.

#### Optie 2

Het voorstel n° 219 van de heer Rigo wordt verworpen met 11 tegen 4 stemmen en 2 onthoudingen.

Het voorstel n° 220 van de heer Bossuyt wordt verworpen met 10 tegen 4 stemmen en 2 onthoudingen.

La proposition n° 218 de M. Ansoms est rejetée par 8 voix contre 5 et 3 abstentions.

Le texte de la deuxième option repris ci-dessous est adopté par 8 voix contre 2 et 5 abstentions.

« La Chambre,

Recommande la poursuite de la recherche et de l'aménagement de réservoirs de stockage souterrains, vu les grandes différences de consommations suivant les saisons et la rigidité de certains approvisionnements. »

#### Option 3

La proposition n° 222 de M. Rigo est rejetée par 11 voix contre 4 et 2 abstentions.

La proposition n° 225 de M. Dierickx est rejetée par 11 voix et 2 abstentions.

Le Secrétaire d'Etat fait observer qu'il a été tenu compte de la proposition n° 226 du même auteur lors de l'élaboration du nouveau texte. L'auteur décide cependant de ne pas retirer cette proposition, car il estime qu'il n'en a pas été tenu suffisamment compte. La proposition est finalement rejetée par 11 voix contre 5.

En revanche, M. Denys reconnaît que sa proposition a été intégrée dans le nouveau texte et il décide par conséquent de la retirer.

La proposition n° 223 de M. M. Colla est rejetée par 10 voix contre 4 et 2 abstentions.

La proposition n° 224 de M. Fedrigo est rejetée par 14 voix contre une.

Le nouveau texte de la troisième option, adopté par 12 voix contre 3 et 2 abstentions, est libellé comme suit :

« La Chambre,

recommande la poursuite des travaux d'infrastructure déjà décidés et destinés à la réception du gaz importé aussi bien sous forme gazeuse que liquide. D'éventuels nouveaux projets ne pourront être entrepris que sur la base d'une étude de rentabilité et de sécurité. »

#### Option 4

M. M. Colla est prêt à accepter pour ses propositions nos 233, 227, 228, 230, 231 et 232 le même vote que pour sa proposition n° 223, sauf en ce qui concerne le texte qui figure après le deuxième tiret de sa proposition n° 233.

Les propositions citées sont rejetées par 10 voix contre 4 et 2 abstentions.

Avant le vote sur la partie du texte de sa proposition n° 233 pour laquelle il a demandé un vote séparé, l'auteur insiste une fois encore sur l'intérêt que la valorisation du froid peut présenter pour la mise en service d'installations frigorifiques.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie répond que ce problème a déjà retenu l'attention du Gouvernement.

La partie du texte de la proposition n° 233 qui se situe après le deuxième tiret est ensuite adoptée par 9 voix contre 6. Elle est libellée comme suit : « (La Chambre estime que le terminal G. N. L. doit être valorisé) — par la valorisation du froid, qui peut constituer le centre d'un pôle industriel de croissance ».

\* \* \*

Le quatrième point ainsi modifié du nouveau texte du Gouvernement est rejeté par 14 voix contre 4.

La proposition n° 229 de M. Desaeyere, qui vise à insérer une nouvelle option, est rejetée par 12 voix contre 3.

Het voorstel n° 218 van de heer Ansoms wordt verworpen met 8 tegen 5 stemmen en 3 onthoudingen.

De tekst van de tweede optie die hierna volgt werd aangenomen met 8 tegen 2 stemmen en 5 onthoudingen.

« De Kamer,

Beveelt de voortzetting aan inzake het onderzoek en het aanleggen van reservoirs voor de ondergrondse opslag, gelet op de grote verbruiksverschillen naargelang van de seizoenen en de strakheid van sommige bevoorradingen. »

#### Optie 3

Het voorstel n° 222 van de heer Rigo wordt verworpen met 11 tegen 4 stemmen en 2 onthoudingen.

Het voorstel n° 225 van de heer Dierickx wordt verworpen met 11 stemmen en 2 onthoudingen.

Met het voorstel n° 226 van dezelfde auteur werd volgens de Staatssecretaris rekening gehouden bij het opstellen van de nieuwe tekst. De auteur wenst dit voorstel echter niet in te trekken omdat er volgens hem onvoldoende rekening mee werd gehouden. Het wordt verworpen met 11 tegen 5 stemmen.

De heer Denys daarentegen is het wel eens met de Staatssecretaris dat zijn voorstel n° 221 opgenomen werd in de nieuwe tekst en trekt het dan ook in.

Het voorstel n° 223 van de heer M. Colla wordt verworpen met 10 tegen 4 stemmen en 2 onthoudingen.

Het voorstel n° 224 van de heer Fedrigo wordt verworpen met 14 tegen één stem.

De nieuwe tekst van de derde optie, die werd aangenomen met 12 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen, luidt als volgt :

« De Kamer,

Beveelt de voortzetting aan van de reeds besloten infrastructuurwerken bestemd voor het ontvangen van het gas dat zowel onder gasvormige als vloeibare vorm wordt ingevoerd. Eventuele nieuwe projecten kunnen slechts onderzocht worden door op basis van een grondig rendabiliteit en veiligheidsonderzoek. »

#### Optie 4

De heer M. Colla is bereid over zijn voorstellen n°s 233, 227, 228, 230, 231 en 232 dezelfde stemming te aanvaarden als over zijn voorstel n° 223, dit met uitzondering evenwel van de tekst na de tweede gedachtenstreep van zijn voorstel n° 233.

De aangehaalde voorstellen worden verworpen met 10 tegen 4 stemmen en 2 onthoudingen.

Voor de stemming over het tekstgedeelte van zijn voorstel n° 233 waarvoor hij een aparte stemming vraagt, wijst de auteur nogmaals op het belang dat kan verbonden zijn aan een valorisatie van de koude, met het oog op het in bedrijf nemen van koelinstallaties.

De Staatssecretaris antwoordt dat dit probleem reeds de aandacht van de Regering heeft gaande gehouden.

Daarop wordt het tekstgedeelte van het voorstel n° 233 dat zich situeert na de tweede gedachtenstreep aangenomen met 9 tegen 6 stemmen. Het luidt als volgt : « (De Kamer meent dat de L. N. G.-terminal dient gevaloriseerd te worden door) — de valorisatie van de koude die de kern kan vormen van een industriële groeipool. »

\* \* \*

Het aldus gewijzigde vierde punt van de nieuwe regeringstekst wordt verworpen met 14 tegen 4 stemmen.

Het voorstel n° 229 van de heer Desaeyere, dat strekt tot invoeging van een nieuwe optie, wordt verworpen met 12 tegen 3 stemmen.

## Option 5

Le point 5 du nouveau texte du Gouvernement est adopté à l'unanimité.

Par suite du rejet de la version modifiée du point 4 du nouveau texte du Gouvernement, le point 5 de ce texte devient le point 4 du texte adopté par la Commission. Cette dernière option relative au gaz naturel est libellée comme suit : « La Chambre préconise, conformément aux recommandations de la C. E. E., l'utilisation de gaz naturel dans ses usages spécifiques ».

\* \* \*

L'ensemble des options ainsi modifiées relatives au gaz naturel est adopté par 12 voix contre 3.

## F. Examen des options dans le domaine du charbon

Plusieurs membres insistent pour que le Ministre des Affaires économiques soit présent en Commission, et ce en vertu de l'arrêté royal du 2 février 1982 (*Moniteur belge* du 9 février 1982) fixant les compétences du Secrétaire d'Etat à l'Energie, adjoint au Ministre des Affaires économiques. L'article 2 de cet arrêté royal réserve au Ministre des Affaires économiques les compétences en ce qui concerne la politique des prix, le budget et les aspects de politique sectorielle nationale dans le domaine des charbonnages.

Ces membres signalent que des éléments importants ont été versés récemment au dossier des charbonnages. Ils voudraient connaître la signification et la portée de ces nouveaux éléments et, notamment, celles du contrat de gestion proposé au K. S.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie leur répond qu'il y a quelques mois le C. M. C. E. S. a décidé d'établir un contrat de gestion entre les pouvoirs publics et les K. S. d'une part et entre les pouvoirs publics et les charbonnages du Roton d'autre part. Ce contrat n'a pas encore fait l'objet d'une décision définitive étant donné que les différentes négociations sont encore en cours et qu'il y a lieu d'attendre le résultat de la concertation avec les Exécutifs régionaux. Aucune date et aucun délai n'ont été fixés. Le Secrétaire d'Etat espère toutefois qu'il pourra clôturer cette affaire le plus tôt possible.

\* \* \*

Le texte issu de la concertation entre le Gouvernement et les Exécutifs est libellé comme suit :

« La Chambre des représentants,

1. Demande une réévaluation des possibilités d'utilisation du charbon (entre autres, des charbons à coke) et une reconversion vers ce combustible lorsque cela s'avère économiquement justifiable, en poursuivant notamment la politique actuelle du marché prioritaire des mines campinoises.

2. Recommande que l'infrastructure d'importation et de transport du charbon demeure adaptée aux besoins du pays et de ses régions;

3. Considère que les charbonnages belges constituent une source d'approvisionnement stratégique, et demande qu'ils fassent l'objet d'un niveau d'activités suffisant;

4. Recommande au Gouvernement et, dans la mesure de leurs compétences, aux Exécutifs régionaux de valoriser au mieux, par toutes techniques appropriées, les réserves de charbon du pays, ainsi que de poursuivre l'étude programmée du sous-sol;

## Optie 5

Punt 5 van de nieuwe regeringstekst wordt eenparig goedgekeurd.

Ingevolge de verwerping van de gewijzigde versie van punt 4 van de nieuwe regeringstekst, wordt punt 5 van laatstgenoemde tekst punt 4 van de tekst aangenomen door de Commissie. Deze laatste optie betreffende het aardgas luidt als volgt : « De Kamer beveelt, conform de aanbevelingen van de E. E. G., de aanwending van aardgas voor zijn specifiek gebruik aan ».

\* \* \*

Het geheel van de aldus gewijzigde opties inzake aardgas wordt aangenomen met 12 tegen 3 stemmen.

## F. Bespreking van de opties op het gebied van de steenkolen

Verscheidene leden dringen aan op de aanwezigheid in de Commissie van de Minister van Economische Zaken, dit in het licht van het koninklijk besluit van 2 februari 1982 (*Belgisch Staatsblad* van 9 februari 1982) tot vaststelling van de bevoegdheden van de Staatssecretaris voor Energie, toegevoegd aan de Minister voor Economische Zaken. In artikel 2 van dit koninklijk besluit wordt de bevoegdheid van het prijsbeleid, de begroting en de aspecten van het nationaal sectorieel beleid op gebied van de steenkoolmijnen voorbehouden aan de Minister van Economische Zaken.

Deze leden wijzen op de recente belangrijke elementen die zich aan het dossier van de steenkoolmijnen hebben toegevoegd. Zij wensen de richting en de draagwijdte van deze nieuwe elementen te kennen, o.a. van het aan de K. S. voorgestelde beheerscontract.

Inhakend hierop verklaart de Staatssecretaris voor Energie dat enkele maanden geleden door het M. C. E. S. C. besloten werd tot het opstellen van een beheerscontract tussen de overheid en de K. S. enerzijds en de overheid en de mijn van Le Roton anderzijds. Over dit contract is nog geen definitieve beslissing genomen aangezien de verschillende onderhandelingsgronden nog aan gang zijn alsook het overleg met de Gewestelijke Executieven nog moet afgewacht worden. Er werden terzake nog geen data of limieten vastgelegd. De Staatssecretaris hoopt evenwel deze aan gelegenheid zo snel mogelijk af te ronden.

\* \* \*

De tekst die voortvloeide uit het overleg tussen de Nationale Regering en de Executieven luidt als volgt :

« De Kamer van volksvertegenwoordigers,

1. Vraagt een herwaardering van de gebruiksmogelijkheden van steenkolen (onder meer cokeskolen) en een omschakeling op deze brandstof wanneer dit economisch verantwoord is, mits onder meer het huidige beleid van besteding van de prioritaire markt der Kempense mijnen voort te zetten.

2. Beveelt aan dat de infrastructuur voor de invoer en het vervoer van steenkolen aan de behoeften van het land en zijn Gewesten aangepast blijft;

3. Beschouwt de Belgische steenkoolmijnen als een strategische bevoorradingsbron en vraagt dat ze het voorwerp zouden uitmaken van een voldoende activiteitsniveau;

4. Beveelt de Regeering en, in de mate van hun bevoegdheden, de Gewestelijke Executieven aan, de steenkoolvoorraden van het land, zo goed mogelijk, door middel van elke passende techniek, te valoriseren, alsook het geprogrammeerd onderzoek van de ondergrond voort te zetten;

5. Préconise une diversification des applications du charbon, et souhaite que soient encouragées la vente des technologies d'extraction et de valorisation des produits de la mine;

6. Souhaite, dans le domaine de la gazéification industrielle en surface et souterraine des combustibles solides, que le Gouvernement et les Exécutifs assurent la promotion de la recherche et le développement des moyens en vue de leur utilisation sous forme gazeuse ou liquide;

7. Souhaite que le charbon campinois puisse être utilisé par une unité de production (éventuellement combinée) d'électricité de 600 MW maximum, installée dans le Limbourg;

8. Demande aux Régions d'autoriser rapidement l'exploitation de nouvelles concessions. »

### *Propositions globales*

M. Deleuze (n° 234) propose la suppression de ce texte.

M. Fedrigo (n° 235) dépose une proposition tendant à remplacer le texte de la résolution par ce qui suit :

#### « La Chambre

— considérant qu'à l'avenir, le charbon peut redevenir une matière première de base importante pour les pays occidentaux industrialisés, comme substitut aux hydrocarbures qui se raréfient progressivement;

— vu les énormes réserves de charbon existantes dans le monde et vu leur dispersion géographique sur plusieurs pays et continents qui font partie de différentes sphères d'influence politique;

— vu les importants progrès technologiques en cours dans le domaine de la valorisation de l'énergie et des matières premières que renferme le charbon;

— vu que la production intérieure de charbon est d'une importance stratégique pour l'approvisionnement de la Belgique en énergie, parce que le charbon est la seule matière première énergétique dont notre pays dispose à l'heure actuelle;

— vu les efforts financiers importants consentis par notre pays dans le passé pour maintenir une exploitation charbonnière minimale et vu les aspects sociaux particuliers de cette politique;

— vu l'ampleur des réserves de charbon présentes dans le sous-sol belge jusqu'à une profondeur de 1 000 mètres, et qui peuvent être mises en valeur à l'aide de techniques courantes;

— vu la présence de réserves de charbon considérables dans le sous-sol plus profond de notre pays, dont l'ampleur ne peut être estimée qu'approximativement en raison de la connaissance géologique limitée du sous-sol en dessous de 1 000 mètres de profondeur;

— vu la place importante que peut prendre une industrie productrice et transformatrice de charbon dans le cadre d'une nouvelle politique industrielle dans la lutte contre le chômage, la dépendance énergétique et le déficit de la balance commerciale de l'énergie;

1. estime qu'il faut attacher une importance prioritaire à l'utilisation du charbon comme clé de notre approvisionnement en énergie;

5. Beveelt een diversifiëring aan van de toepassingen van steenkool en wenst dat de verkoop van de ontginningstechnologieën en de valorisatie van de mijnprodukten worden aangemoedigd;

6. Wenst dat de Regering en de Executieven, op het gebied van de industriële bovengrondse en ondergrondse vergassing van vaste brandstoffen, de promotie van het onderzoek en de ontwikkeling van de middelen om ze in gas of vloeibare vorm te gebruiken zouden waarborgen;

7. Wenst dat de Kempense steenkolen zouden kunnen gebruikt worden door een (eventueel gecombineerde) produktie-eenheid van elektriciteit van maximum 600 MW, die in Limburg zou geïnstalleerd zijn;

8. Vraagt dat de Gewesten de exploitatie van nieuwe concessies snel zouden toelaten.

### *Globale voorstellen*

De heer Deleuze (n° 234) stelt voor dat die tekst wordt weggelaten.

De heer Fedrigo (n° 235) stelt voor de tekst van de resolutie te vervangen door wat volgt :

#### « De Kamer

— van mening dat steenkool in de toekomst opnieuw een belangrijke basisgrondstof kan worden voor de Westerse industrielanden, als alternatief voor de koolwaterstoffen die geleidelijk zeldzamer worden;

— gelet op de enorme nog bestaande reserves aan steenkool en op hun geografische spreiding over verscheidene landen en werelddelen die tot verschillende politieke invloedssferen behoren;

— gelet op de aanzienlijke technologische vooruitgang die thans gemaakt wordt op het gebied van de valorisering van de in de steenkool vervatte energie en grondstoffen;

— gelet op het strategisch belang van de Belgische steenkoolproductie voor onze energievoorziening omdat steenkool nu eenmaal de enige energiegrondstof is waarover ons land op dit ogenblik beschikt;

— gelet op de grote financiële inspanningen die ons land vroeger geleverd heeft om een minimum aan steenkoolwinning in stand te houden en gelet op de bijzondere sociale aspecten van dit beleid;

— gelet op de omvang van de in onze ondergrond tot op een diepte van 1 000 m aanwezige steenkoolreserves, die met behulp van gewone technieken kunnen worden geëxploiteerd;

— gelet op de aanwezigheid in onze diepere ondergrond van aanzienlijke steenkoolreserves, waarvan de omvang slechts bij benadering kan worden geschat wegens de beperkte geologische kennis van onze ondergrond op meer dan 1 000 m diepte;

— gelet op de belangrijke plaats die een steenkoolproducerende en bewerkende industrie in het kader van een nieuw industriebeleid kan innemen in de strijd tegen de werkloosheid, de afhankelijkheid van ons land op het gebied van de energie en het tekort van onze handelsbalans inzake energie;

1. is van mening dat prioritair belang moet worden gehecht aan het gebruik van steenkool als middel voor onze energievoorziening;

2. estime que, dans le cadre du maintien d'un noyau stratégique de production nationale, la production charbonnière du bassin de Campine doit être portée à court terme à 8,5 millions de tonnes par an et que, vu la qualité de ses produits et le coût élevé d'une fermeture éventuelle, le charbonnage du Roton à Farciennes doit poursuivre son activité dans un programme correspondant aux réserves exploitables du gisement et parallèlement au développement des activités de diversification;

3. estime qu'il faut tendre vers un approvisionnement garanti provenant de l'étranger par une diversification géographique de l'importation et par la conclusion de contrats à long terme d'Etat à Etat avec les pays producteurs, par une société publique d'achat d'énergie primaire;

4. demande au Gouvernement de respecter strictement, dans la politique d'approvisionnement, les résolutions de l'Assemblée générale de l'O. N. U. en matière de sanctions économiques à l'encontre de certains pays et régimes, et souhaite en particulier qu'aucun accord commercial ne soit conclu avec des pays dont la législation accorde des droits et libertés à leurs citoyens de manière discriminatoire sur base de leur appartenance raciale;

5. demande l'élaboration d'un plan d'investissement à moyen et long terme, afin d'atteindre les quota de production visés par l'optimalisation de la production, des améliorations de rendement, la modernisation de l'infrastructure et la diversification des activités liées au charbon;

6. estime que la politique d'écoulement prioritaire du charbon belge doit se poursuivre, par la conclusion de contrats à long terme avec la sidérurgie et le secteur de l'électricité;

7. souhaite que l'utilisation du charbon soit encouragée dans l'industrie en vue de le substituer progressivement au pétrole brut;

8. souhaite la poursuite de la production d'électricité par des centrales au charbon, et souhaite la construction de nouvelles unités de production d'électricité qui, correspondant à une capacité maximale totale de 600 MW et géographiquement dispersées, doivent être prévues en production combinée de chaleur et d'électricité et fourniront de la chaleur pour le chauffage urbain;

9. souhaite que les Exécutifs régionaux soient associés à la politique d'implantation de cokeries ainsi qu'au développement d'activités industrielles ou de recherche situées en aval de cokeries; cette politique devra tenir compte des capacités de production d'acier et de la nécessité de maintenir les cokeries à proximité des zones sidérurgiques et carbochimiques;

10. demande une étude portant sur les possibilités de récupération des résidus des cokeries à fin d'utilisation en chauffage collectif, et des gaz de cokerie à fin d'utilisation domestique ou industrielle;

11. demande l'exécution urgente de nouveaux forages exploratoires en vue de la construction et de l'exploitation de nouvelles mines de charbon en Belgique;

12. demande un programme intensif de recherche géologique afin de pouvoir faire une évaluation précise des réserves de charbon de notre sous-sol, y compris dans les couches à grande profondeur;

13. demande la poursuite des recherches visant à améliorer les technologies en matière de gazéification souterraine du charbon;

2. is van mening dat met het oog op de instandhouding van een minimumproductie in ons land, de steenkoolproductie van het Kempens bekken op korte termijn op 8,5 miljoen ton per jaar moet worden gebracht en dat de steenkoolmijn van Roton te Farciennes, gelet op de kwaliteit van de door haar geleverde produkten en de hoge kosten van een eventuele sluiting, haar bedrijf moet voortzetten volgens een programma dat overeenstemt met de aldaar aanwezige exploiteerbare reserves en samen met de ontwikkeling van diversifiëringsactiviteiten;

3. is van mening dat moet worden gestreefd naar een gewaarborgde voorziening vanuit het buitenland door een geografische diversifiëring van de import en door het sluiten van contracten op lange termijn van Staat tot Staat met de producerende landen; de desbetreffende overeenkomsten moeten worden gesloten door een overheidsvennootschap voor aankoop van primaire energie;

4. vraagt aan de Regering dat zij, bij het voeren van haar beleid inzake steenkoolvoorziening, de resoluties van de Algemene Vergadering van de U. N. O. betreffende de economische sancties tegen sommige landen en regimes strikt zou naleven en wenst in het bijzonder dat geen handelsovereenkomsten worden gesloten met landen waarvan de wetgeving op discriminerende wijze rechten en vrijheden toekent aan hun ingezetenen naar gelang van het ras waartoe zij behoren;

5. vraagt dat een investeringsplan op halflange termijn en lange termijn wordt opgesteld ten einde de door de optimalisering van de productie beoogde productiequota te bereiken, alsmede een verbetering van het rendement, de modernisering van de infrastructuur en de diversifiëring van de activiteiten die afhankelijk zijn van steenkool;

6. is van mening dat het beleid dat gericht is op de prioritaire afzet van Belgische steenkool moet worden voortgezet door het sluiten van contracten op lange termijn met de ijzer- en staalnijverheid en met de elektriciteitssector;

7. wenst dat het gebruik van steenkool in de industrie wordt aangemoedigd ten einde er de ruwe olie geleidelijk door te vervangen;

8. wenst dat de productie van elektriciteit door met steenkolen aangedreven centrales wordt voortgezet en is voorstander van de bouw van nieuwe eenheden voor de productie van elektriciteit die maximum 600 MW kunnen ontwikkelen, geografisch gespreid worden en voorzien in de gecombineerde productie van warmte en elektriciteit, alsmede in het leveren van warmte voor de stadsverwarming;

9. wenst dat de Gewestelijke Executieven bij het beleid van vestiging in cokesfabrieken alsmede bij de ontwikkeling van industriële- of vorsingsactiviteiten, stroomafwaarts de cokesfabrieken worden betrokken; dat beleid dient rekening te houden met het staalproductievermogen en met de noodzakelijkheid om de cokesfabrieken te blijven oprichten in de nabijheid van zones met staalfabrieken en carbochemische bedrijven;

10. vraagt dat een studie wordt gewijd aan de mogelijkheid om de resterende warmte van de cokesfabrieken te recupereren en voor collectieve verwarming te gebruiken en om de gassen van de cokesfabrieken voor huishoudelijke of industriële doeleinden aan te wenden;

11. vraagt dat dringend nieuwe exploratieboringen worden uitgevoerd met het oog op de bouw en de uitbating van nieuwe steenkolenmijnen in België;

12. vraagt een intensief programma van geologische opzoekingen ten einde een nauwkeurige raming te kunnen maken van de steenkolenreserves in onze ondergrond, met inbegrip van de op grote diepte gelegen kolenlagen;

13. vraagt de voortzetting van het vorsingswerk met het oog op de verbetering van de techniek op het stuk van de ondergrondse vergassing van steenkool;

14. souhaite la création d'une société publique pour l'exploitation future de la gazéification souterraine et en surface du charbon;

15. demande la réalisation de programmes expérimentaux sur le plan de la gazéification et de la liquéfaction du charbon, la production d'essence synthétique et des techniques de combustion par lit fluidisé;

16. souhaite que le Gouvernement prenne des initiatives pour adapter notre infrastructure en matière de transport, de stockage et de traitement du charbon aux nouveaux besoins qui découlent de l'augmentation de notre activité dans le domaine du charbon;

17. souhaite que le Gouvernement étudie les constructions d'un ou plusieurs bateaux pour organiser le transport du charbon;

18. souhaite qu'un effort accru soit fait pour protéger l'environnement contre la pollution provoquée par l'industrie de production et de transformation du charbon, notamment en équipant les centrales électriques à charbon d'appareils de désoufrage et en imposant des normes plus strictes entre autres pour le rejet d'oxydes de soufre et d'oxydes d'azote;

19. souhaite l'intégration d'organisations de consommateurs et de défense de l'environnement dans le Conseil consultatif national de l'Industrie charbonnière.

#### *Première option*

La première option qui est proposée est libellée comme suit :

« La Chambre

1. Demande une réévaluation des possibilités d'utilisation du charbon (entre autres, des charbons à coke) et une reconversion vers ce combustible lorsque cela s'avère économiquement justifiable, en poursuivant notamment la politique actuelle du marché prioritaire des mines campinoises. »

M. Moors a déposé une proposition (n° 236) tendant à remplacer cette option par le texte suivant :

« La Chambre

1. Demande une réévaluation et une extension des possibilités d'utilisation du charbon et une reconversion vers cette matière première, ainsi que la poursuite de la politique actuelle du marché prioritaire des mines campinoises en matière de charbon de coke et de charbon destiné à la production d'énergie sur la base de contrats de long terme à des conditions de prix comparables à celles en vigueur sur les marchés européens et de préférence sur le marché allemand. »

L'auteur estime qu'une réévaluation et une extension des possibilités d'utilisation s'impose dans le cadre d'une politique globale de diversification portant sur l'approvisionnement en énergie mais aussi sur les possibilités d'utilisation du charbon en tant que matière première pouvant servir à la production d'énergie, de coke et de produits carbochimiques.

Il est logique que cette politique soit guidée non seulement par des raisons d'ordre économique mais aussi stratégiques et par des considérations relevant de la science appliquée. Dans cette optique, les charbonnages belges mais surtout campinois ont à remplir un rôle prioritaire.

M. Moors souhaite toutefois présenter certaines considérations générales sur les problèmes du charbon en général et sur ceux des charbonnages du Limbourg en particulier.

14. wenst de oprichting van een overheidsmaatschappij voor de toekomstige uitbating van de ondergrondse en bovengrondse vergassing van steenkool;

15. vraagt de realisatie van experimentele programma's op het gebied van de vergassing en het vloeibaar maken van steenkolen, van de produktie van synthetische benzine en van de technieken inzake verbranding met een gefluidiseerde bedding;

16. wenst dat de Regering initiatieven neemt om onze infrastructuur voor het vervoer, het opslaan en de behandeling van steenkolen aan te passen aan de nieuwe behoeften die voortvloeien uit onze grotere activiteit op steenkolengebied;

17. wenst dat de Regering de bouw van één of meer schepen voor het vervoer van steenkolen bestudeert;

18. wenst dat een grotere inspanning wordt geleverd om het leefmilieu te beschermen tegen de vervuiling die veroorzaakt wordt door de industrie die steenkolen produceert en verwerkt, met name door de met steenkool aangedreven elektrische centrales uit te rusten met ontzwavelingsapparaten en door strengere normen op te leggen o.m. voor de verwijdering van zwaveloxyde en stikstofoxyde;

19. wenst dat de consumentenverenigingen en de verenigingen voor de bescherming van het leefmilieu geïntegreerd worden in de Nationale Adviesraad voor de Steenkolen-nijverheid.

#### *Eerste optie*

De voorgestelde tekst van deze eerste optie luidt als volgt :

« De Kamer

1. Vraagt een herwaardering van de gebruiksmogelijkheden van steenkolen (onder meer cokeskolen) en een omschakeling op deze brandstof wanneer dit economisch verantwoord is, mits onder meer het huidig beleid van besteding van de prioritaire markt der Kempense mijnen voort te zetten. »

De heer Moors (n° 236) heeft een voorstel ingediend om deze eerste optie te laten luiden als volgt :

« De Kamer

1. Vraagt een herwaardering en verruiming van de gebruiksmogelijkheden van steenkool en een omschakeling naar deze grondstof, en vraagt de besteding van het huidig beleid van prioritaire afzet van de Kempense steenkolen inzake cokes- en energiekolen op basis van langetermijncontracten aan prijsvoorwaarden die vergelijkbaar zijn met deze die op de Europese markten worden toegepast, bij voorkeur op de Duitse. »

Volgens de auteur dringen een herwaardering en verruiming van de gebruiksmogelijkheden zich op in een algemene diversificatiepolitiek inzake energievoorziening, doch ook inzake de toepassingsmogelijkheden als grondstof zowel als energie-, cokes en carbochemische grondstof.

Het is logisch dat hierbij economische doch ook strategische en toegepaste wetenschappelijke redenen aan de basis liggen. Hierbij dienen inlandse en vooral de Kempense steenkolen een prioritaire rol te vervullen.

De heer Moors wenst evenwel nog een aantal algemene beschouwingen te wijden aan de steenkoolproblematiek in het algemeen en aan de problematiek van de Limburgse steenkolen in het bijzonder.



Il souhaite rappeler à ce sujet la politique menée par le passé. La fusion, en 1968, des K. S. avait été réalisée dans un esprit d'abandon de l'industrie du charbon dans notre pays. Dans cette optique, c'est évidemment une politique très néfaste qui a été menée. Il souligne que la politique en matière de personnel a eu des répercussions très défavorables sur le rendement étant donné que la mise à la pension après 25 années de service a provoqué la disparition de la mine, des cadres moyens.

D'autre part, le manque de planification à long terme a provoqué une exploitation à outrance. Il estime qu'un contrat de gestion, qui selon ses informations prévoirait un plan quinquennal pour les K. S. serait très utile.

Le manque d'investissements préparatoires a par ailleurs provoqué des retards dans le creusement des galeries.

Le membre rappelle également que la décision prise en 1974 de porter le niveau de production des K. S. à 7 millions de tonnes et qui avait pour but de suppléer au déficit des K. S. par une intervention de l'Etat a également empêché l'élaboration d'une politique à long terme efficace. Il s'agit de modifier en profondeur cette politique et d'exiger des K. S. de partager les responsabilités en ce qui concerne l'avenir.

Afin de modifier la politique relative au K. S. et la situation de ces charbonnages, le membre suggère dès lors à la Commission d'accorder d'abord plus d'importance dans ses propositions de texte à la diversification de l'utilisation du charbon limbourgeois ainsi que de développer la valorisation de ce charbon. La diversification doit se faire, selon ce membre, à des conditions de prix comparables à celles appliquées sur les marchés européens, et il y a lieu de s'inspirer par priorité du marché allemand.

Le même membre demande enfin à la Commission de ne pas confondre l'importance des K. S. avec celle du charbonnage du Roton et de ne pas opposer les possibilités des unes à celles de l'autre. Le Roton doit également regarder l'avenir en face, mais on ne peut tolérer que les K. S. soient condamnées en même temps que cette mine wallonne. En effet, l'amélioration récente du rendement des K. S. et celle des conditions de prix présagent qu'il y a encore de l'espoir pour les mines campinoises.

Un membre appuie l'intervention de l'orateur précédent et estime également qu'il faut revaloriser le charbon, que ce soit du charbon belge ou du charbon étranger.

Selon lui, les véritables problèmes se situent au niveau du personnel dans les charbonnages et au niveau de la balance des paiements.

Il faut procéder à des investissements supplémentaires afin d'augmenter la rentabilité des charbonnages. Le transport du personnel, par exemple est très onéreux.

Il conviendrait dès lors de creuser de nouveaux puits.

Selon, M. Rigo le secteur charbonnier doit également être régionalisé.

La régionalisation est justifiée par :

- le déséquilibre flagrant des interventions des pouvoirs publics en faveur du Nord;
- le fait que les produits extraits sont de qualité différente au Nord et au Sud.

Cette réforme s'inscrit dans un contexte politique global visant à la régionalisation des cinq secteurs nationaux.

Het lid herinnert hierbij aan de steenkolenpolitiek zoals deze gevoerd werd in het verleden. De fusie in 1968 van de K. S. gebeurde in een geest van het verlaten van de steenkoolnijverheid in ons land. In deze optiek werd dan ook een beleid gevoerd dat zeer nefast was. Hij wijst op het personeelsbeleid dat een negatieve weerslag had op het rendement, aangezien de pensionering na 25 jaar dienst de middenkaders van de mijn deed verdwijnen.

Anderzijds werd door het gebrek aan lange termijnplanning aan roofofbouw gedaan. Daarom lijkt hem een beheerscontract, dat naar zijn inlichtingen een 5-jarenplan voor de K. S. zou voorzien, zeer nuttig.

Ook werden te weinig voorbereidende investeringen uitgevoerd, waardoor een achterstand werd opgelopen op het gebied van het graven van de mijngangen.

Het lid herinnert voorts aan de beslissing van 1974 om het productiepeil van K. S. op 7 miljoen ton te brengen. De beslissing om de deficitten van de K. S. te laten bijpassen door de Staat heeft evenmin bijgedragen tot een adequate lange termijnpolitiek. Dit beleid moet derhalve drastisch gewijzigd worden en van de K. S. zelf moet medeverantwoordelijkheid gevraagd worden voor de toekomst.

Om het beleid en de toestand van de K. S. te wijzigen suggereert het lid bijgevolg in zijn tekstvoorstellen vooreerst meer aandacht te geven aan het diversificatie van het gebruik van de Limburgse steenkolen alsook de valorisering van deze steenkolen verder uit te bouwen. De diversificatie moet volgens het lid gebeuren aan prijsvoorwaarden die vergelijkbaar zijn met deze die gelden op de Europese markten en die zich bij voorkeur richten op de Duitse markt.

Het lid verzoekt tenslotte de Commissie de belangen van de K. S. niet te verwarren noch op te zetten tegen de mogelijkheden van de mijn van Le Roton. Ook Le Roton moet naar de toekomst kijken maar men mag de K. S. niet mee laten veroordelen met deze Waalse mijn. Inderdaad, gezien de jongste redementsverbeteringen bij de K. S. en de verbetering van de prijsvoorwaarden is er nog een toekomst voor de Kempense steenkolenmijnen.

Een lid sluit zich aan bij de vorige spreker en is eveneens van oordeel dat het gebruik van steenkool, of het nu om Belgische dan wel om buitenlandse steenkool gaat, moet worden gerevaloriseerd.

Volgens hem liggen de echte problemen bij het personeel van de steenkoolmijnen en houden ze ook verband met de betalingsbalans.

Er moeten bijkomende investeringen worden gedaan om de rentabiliteit van de mijnen te verhogen. Het vervoer van het personeel bij voorbeeld is zeer duur.

Bijgevolg blijkt het wenselijk nieuwe putten te gaan exploiteren.

Voorts is de heer Rigo van mening dat de steenkolensector ook geregionaliseerd moet worden.

De regionalisering wordt gewettigd door :

- het flagrante onevenwicht van overheidssubsidies ten voordele van het noorden;
- het feit dat de produktie in kwaliteit verschilt tussen Noord en Zuid.

Die hervorming kadert in een algemene politieke context die de regionalisering van de vijf nationale sectoren beoogt.

Par ailleurs, il y a lieu de tenir compte du fait que, conformément à l'article 6, VI de la loi du 8 août 1980, les conditions d'exploitation de richesses naturelles, ainsi que les conditions y relatives, sont de la compétence des Régions. Il n'y a aucune raison que le secteur charbonnier échappe à ce principe.

Dès lors, il propose (n° 237) de remplacer la première option par le texte suivant :

« La Chambre

« 1. Estime qu'il y a lieu de promouvoir la régionalisation du secteur charbonnier ainsi qu'une réforme dans cette optique des statuts de la Société nationale de Financement des Charbonnages ainsi que des K. S. et des Charbonnages du Roton. »

M. Desaeeyere quant à lui, (n° 238) propose également de compléter cette option par un texte prévoyant l'imposition d'une capacité de production minimale :

« Estime qu'à cette fin, il est nécessaire d'assurer aux charbonnages de Campine un niveau de production aussi élevé que possible, garantissant une production minimale de 7 millions de tonnes et empêchant toute diminution en deçà de ce niveau (ainsi que ce fut le cas en 1978 et en 1979), grâce à une planification efficace à long terme et à des investissements suffisants. Il convient, en outre, d'ouvrir au moins un charbonnage nouveau. »

M. Ansoms (n° 239) dépose une proposition visant à compléter cette option.

Ce membre souhaite ajouter, après les mots " mines campinoises " les mots " dans des conditions de prix comparables à celles en vigueur sur les marchés européens. "

Il estime qu'il ne suffit pas de déclarer que la politique actuelle du marché prioritaire des mines campinoises sera poursuivie. Pour éviter toute équivoque, il convient également de préciser dans quelles conditions elle le sera. C'est la raison pour laquelle le membre se réfère aux prix pratiqués sur les différents marchés européens.

M. Dupré rappelle que de nombreuses nouvelles techniques d'utilisation du charbon sont à l'étude. Par exemple, il existe une technique qui consiste à réduire le charbon en poussière de manière telle que l'on pourrait le faire parvenir à l'utilisateur en l'insufflant dans des tuyaux comme pour le gaz ou le fuel.

C'est pourquoi il demande (n° 240) de remplacer les mots « réévaluation des possibilités d'utilisation du charbon (entre autres des charbons à coke) et une reconversion vers ce combustible lorsque cela s'avère économiquement justifiable » par les mots « réévaluation et un élargissement des possibilités d'utilisation du charbon et une reconversion vers ce combustible en lieu et place du carburant ... lorsque cela s'avère possible du point de vue économique et justifiable du point de vue stratégique ».

Ce texte, en employant le mot « élargissement » traduit mieux l'intention qui consiste à développer l'utilisation du charbon. Les mots « ...possible du point de vue économique et justifiable du point de vue stratégique » correspondent au contexte général défini par les options globales et les options supplémentaires dans le domaine du charbon.

Un membre est également d'avis qu'une réévaluation et une extension des possibilités d'utilisation s'impose dans le cadre d'une politique globale de diversification portant sur l'approvisionnement en énergie mais aussi sur les possibilités d'utilisation du charbon en tant que matière première pouvant servir à la fois à la production d'énergie, de coke et de produits carbochimiques.

Overigens moet rekening worden gehouden met het feit dat overeenkomstig artikel 6, VI, van de wet van 8 augustus 1980 de exploitatievoorwaarden voor de natuurlijke rijkdommen en de desbetreffende concessies onder de bevoegdheid van de Gewesten vallen. Er is geen enkele reden om de steenkoolsector aan dat beginsel te laten ontsnappen.

Hij stelt dan ook voor (n° 237) punt 1 door de volgende tekst te vervangen :

« De Kamer

1. Is van oordeel dat de regionalisering van de steenkoolsector alsmede een hervorming te dien einde van de statuten van de Nationale Maatschappij voor de Financiering van de Steenkoolmijnen evenals van de K. S. en van de charbonnages du Roton, moet worden aangemoedigd; »

De heer Desaeeyere (n° 238) stelt zijnerzijds voor deze optie aan te vullen met een tekst waarbij een minimale productiecapaciteit wordt opgelegd.

« Meent dat het daartoe vereist is dat voor de steenkoolmijnen van het Kempens bekken een zo hoog mogelijke productie wordt nagestreefd, waarbij minstens een productie van 7 miljoen ton wordt gewaarborgd en dalingen hieronder, zoals in 1978 en 1979 in ieder geval totaal onmogelijk worden gemaakt via een afdoende lange termijn planning en voldoende investeringen. Bovendien moet er naar gestreefd worden minstens één nieuwe mijn te openen. »

De heer Ansoms (n° 239) stelt voor deze optie aan te vullen met wat volgt :

« wordt voortgezet aan prijsvoorwaarden die vergelijkbaar zijn met die welke op de Europese markten worden toegepast ».

Hij is van oordeel dat het niet volstaat te stellen dat, ten aanzien van de Kempense steenkool, het huidige beleid van bestendiging van de prioritaire markt wordt voortgezet. Voor alle duidelijkheid dient men eveneens te vermelden tegen welke voorwaarden dit dient te gebeuren. Vandaar dat het lid naar de prijzen op de verschillende Europese markten verwijst.

De heer Dupré wijst erop dat heel wat nieuwe technieken inzake steenkolengebruik bestudeerd worden. Er bestaat bijvoorbeeld een methode om steenkolen te vergruizen, zodat zij de gebruiker zouden kunnen bereiken langs pijpleidingen, zoals gas of stookolie.

Daarom vraagt (n° 240) hij de woorden « herwaardering van de gebruiksmogelijkheden van steenkool (o.m. coke) en een omschakeling naar deze brandstof als dit economisch verantwoord is » te vervangen door « ...herwaardering en verruiming van de gebruiksmogelijkheden van steenkolen en een omschakeling naar deze grondstof in plaats van brandstof... economisch haalbaar of het strategisch verantwoord is... ».

Inderdaad het begrip verruiming drukt beter de intentie uit van het toenemend gebruik van steenkool. De begrippen haalbaar en strategisch verantwoord passen in de totale context zoals gegeven in de globale opties en in de verdere opties betreffende steenkolen.

Een lid is ook van oordeel dat een herwaardering en verruiming van de gebruiksmogelijkheden zich opdringen in een algemene diversificatiepolitiek inzake energievoorziening, doch ook inzake de aanwendingsmogelijkheden als grondstof zowel als energie-, cokes en carbochemische grondstof.

Il est logique que cette politique soit guidée non seulement par des raisons d'ordre économique mais aussi stratégiques et par des considérations relevant de la science appliquée. Dans cette optique, les charbonnages belges mais surtout campinois ont à remplir un rôle prioritaire.

C'est pourquoi il propose de remplacer la première option par sa proposition déjà citée (voir proposition n° 236).

MM. Claes, Colla et Bossuyt, quant à eux, souhaiteraient que soient garantis des débouchés pour les charbonnages et voudraient préciser que l'écoulement de la production doit trouver des débouchés tant dans les centrales électriques que dans l'industrie sidérurgique.

C'est pourquoi ils proposent (n° 241) de remplacer au point 1 les mots « en poursuivant notamment... des mines campinoises » par les mots « en poursuivant notamment la politique actuelle de l'écoulement prioritaire du charbon des mines campinoises, tant dans les centrales électriques que dans l'industrie sidérurgique. »

M. De Batselier, dans le même esprit, estime qu'il faut, pour garantir des débouchés à la production charbonnière, stimuler les industries et les encourager à se reconvertir.

Ainsi, il propose (n° 242) de compléter le texte proposé par le texte suivant :

« Ces options doivent être réalisées en ayant recours à des instruments et à des moyens de politique adéquats et plus particulièrement :

- à une campagne promotionnelle des pouvoirs publics en faveur de la reconversion vers le charbon des bassins industriels, encouragée par des incitants à l'investissement et surtout par des systèmes de financement intéressants;
- à la conclusion ou à la reconduction de contrats écrits entre les pouvoirs publics, d'une part, et les producteurs d'électricité et de coke, d'autre part, dans l'optique de l'écoulement prioritaire de la production charbonnière des mines campinoises. »

Selon l'orateur, il est généralement admis par les experts internationaux que pour un pouvoir calorifique comparable, le charbon restera sensiblement moins cher que le pétrole et le gaz. L'utilisation accrue de charbon dans les bassins industriels aura par conséquent des effets positifs sur notre balance commerciale. La plupart des pays voisins ont déjà entamé des campagnes promotionnelles dans ce sens. Compte tenu des exigences élevées que les entreprises posent actuellement en relation avec la rentabilité des nouveaux investissements et des conditions défavorables en matière d'emprunt ainsi que de la position de solvabilité souvent fragile de certaines entreprises, les pouvoirs publics doivent prévoir les stimulants nécessaires en élaborant notamment des systèmes de financement intéressants (leasing, emprunts assortis de la garantie de l'Etat, etc ...).

La vente prioritaire garantie du charbon limbourgeois aux producteurs d'électricité et de coke doit reposer sur des accords clairs et conclus à long terme. La passation de tels accords s'impose de manière impérieuse, plus particulièrement l'achat de charbon par les producteurs d'électricité, qui a toujours été régie jusqu'à présent par des accords verbaux.

Par ailleurs, M. Fedrigo (n° 243) propose d'ajouter une option *1bis* libellée comme suit :

« La Chambre

« — 1° souhaite que les Exécutifs Régionaux soient associés à la politique d'implantation de cokeries ainsi qu'au

Het is logisch dat hierbij economische doch ook strategische en toegepaste wetenschappelijke redenen aan de basis liggen. Hierbij dient de inlandse en vooral de Kempische steenkolen een prioritaire rol te vervullen.

Daarom stelt hij voor de eerste optie te vervangen door zijn reeds aangehaald voorstel (zie voorstel n° 236).

De heren Claes, Colla en Bossuyt van hun kant, wensen de afzet van de steenkolenmijnen gewaarborgd te zien en willen stellen dat de produktie een afzet moet vinden zowel in de elektriciteitscentrales als in de staalnijverheid.

Daarom stellen zij voor (n° 241) in punt 1, de 4<sup>e</sup> regel te vervangen en aan te vullen als volgt : « bestendiging van de prioritaire afzet der Kempense mijnen voort te zetten, zowel in de elektrischen centrales als in de staalnijverheid. »

In dezelfde geest is de heer De Batselier van oordeel dat het, om de steenkolenproduktie een gewaarborgde afzet te bieden, nodig is de industrieën te stimuleren en ze aan te moedigen om over te schakelen.

Zo stelt hij dan ook voor (n° 242) de voorgestelde tekst aan te vullen met de volgende tekst :

« Deze opties moeten waargemaakt worden met inzet van aangepaste beleidsinstrumenten en -middelen, met meer in het bijzonder :

- een promotionele aktie van de overheid ten voordele van de omschakeling naar steenkolen van industriële ketels, gekoppeld aan investeringsstimuli en vooral aan interessante financieringssystemen;
- de invoering of vernieuwing van schriftelijke overeenkomsten tussen de overheid enerzijds en de elektriciteits- en cokesproducenten anderzijds voor de prioritaire afname van de steenkolenproduktie van de Kempense mijnen. »

Volgens spreker wordt in 't algemeen door internationale deskundigen aangenomen dat steenkolen aanzienlijk goedkoper zullen blijven dan olie en gas, bij een vergelijkbare caloriewaarde. De grotere inzet van steenkolen in industriële ketels zal dan ook een positieve weerslag hebben op onze handelsbalans. De meeste van onze nabuurlanden hebben in dit verband reeds promotionele akties ingezet. Gezien de huidige hoge rendabiliteitsseisen van de ondernemingen t.a.v. nieuwe investeringen en gezien de ongunstige leenvoorwaarden alsook de dikwijls kwetsbare solvabiliteitspositie van sommige ondernemingen, dient de overheid de nodige stimuli in te bouwen inzonderheid wat de gunstige financieringssystemen betreft (leasing of huurkoop, leningen met staatswaarborg, enz.).

De gewaarborgde prioritaire afzet van Limburgse steenkolen bij de elektriciteits- en cokesproducenten dient op duidelijke en langlopende afspraken gestoeld te zijn. Dit is meer bepaald dringend inzake de afname door de elektriciteitsproducenten waarbij tot nu toe slechts mondelinge akkoorden bestaan.

Verder stelt de heer Fedrigo (n° 243) voor een optie *1bis* toe te voegen luidend als volgt :

« De Kamer

« — 1° wenst dat de Gewestelijke Executieven betrokken worden bij het beleid inzake vestiging van cokesfa-

développement d'activités industrielles ou de recherche situées en aval des cokeries; cette politique devra tenir compte des capacités de production d'acier et de la nécessité de maintenir les cokeries à proximité des zones sidérurgiques et carbochimiques;

2<sup>o</sup> demande une étude portant sur les possibilités de récupération des chaleurs résiduelles des cokeries à fin d'utilisation en chauffage collectif et des gaz de cokerie à fin d'utilisation domestique ou industrielle. »

Ce membre estime qu'il importe d'apporter quelques précisions quant à la politique à mener dans une matière de l'importance des cokeries dans le contexte de la sidérurgie, de la carbochimie, de l'utilisation des gaz de cokerie pour la production d'électricité ou le chauffage urbain.

M. Rigo propose (n° 244) de compléter la première option par un point 1bis, rédigé comme suit :

« La Chambre

1bis. Demande une réévaluation des possibilités du charbon, d'une reconversion vers ce combustible ainsi que de la politique actuelle du marché prioritaire des charbons belges; l'écoulement prioritaire de charbons belges du Nord et du Sud vers les centrales électriques et les cokeries, pourrait être poursuivi sur base des résultats de cette évaluation, lorsque cela s'avère économiquement justifiable aux plans macro et micro-économiques et de la sécurité d'approvisionnement, sur base d'un accord entre l'Etat, les producteurs et les utilisateurs; »

Selon l'orateur, une réévaluation de la politique poursuivie aboutira vraisemblablement à recommander d'encourager la reconversion au charbon importé de certains secteurs industriels, tel l'électricité ou les cimenteries, ou de certaines technologies telles la production combinée en lit fluidisé et le chauffage urbain, qui se prêtent relativement bien à l'utilisation du charbon et rencontrent généralement la condition que le surcroît de reconversion qui puisse être amorti sur la durée de vie de l'équipement. Le charbon importé offre en effet une calorie moins chère que celle du pétrole.

Mais une grande prudence doit cependant être exercée quant à l'étendue de cette reconversion, même en faveur du charbon le moins cher. Ainsi que le démontre l'expérience du 2<sup>e</sup> choc pétrolier, les producteurs de pétrole n'hésiteront pas à baisser leur prix pour ne pas risquer de perdre leurs marchés. Le différentiel de prix compense en fait les désavantages d'utilisation du charbon (manipulation, stockage, environnement, etc...) par rapport au pétrole. Il n'est cependant économiquement attractif que dans certaines conditions. Par exemple, les sociétés d'électricité n'ont reconverti au charbon que les centrales électriques qui avaient été à l'origine conçues pour brûler du charbon et avaient été converties au pétrole dans les années 1960. Il est en effet trop coûteux d'essayer de convertir au charbon les centrales qui ont été construites pour le seul usage du pétrole et du gaz; le Comité de Gestion des Entreprises d'Electricité a donc décidé à juste titre de ne pas réaliser cette conversion. Par contre, la construction de nouvelles centrales électriques fonctionnant au charbon est tout à fait compétitive, même par rapport au coût de production du kWh nucléaire, particulièrement dans le cas de production combinée électricité-chaleur qui produit de fait un kWh moins cher que le nucléaire.

bricks en bij de ontwikkeling van industrieel activiteit of van onderzoek die steunt op de produktie van die fabrieken; dat beleid zal rekening moeten houden met de staalproduktiecapaciteit en met de noodzaak om de cokesfabrieken in de buurt van de staalindustrie en de carbochemische bedrijven te houden;

2<sup>o</sup> vraagt dat een studie wordt gewijd aan de mogelijkheden inzake terugwinning van residuaire warmte van de cokesfabrieken ten einde ze te gebruiken voor collectieve verwarming, en van cokesgas voor huishoudelijk of industrieel gebruik. »

Het lid is van oordeel dat enkele preciseringen aangebracht moeten worden betreffende het beleid in een materie die zo belangrijk is als de cokesfabrieken in de context van de staalindustrie, de carbochemische nijverheid, het gebruik van cokesgas voor de produktie van elektriciteit of van stadsverwarming.

De heer Rigo stelt voor (n° 244) om de eerste optie aan te vullen met een punt 1bis, luidend als volgt :

« De Kamer

1bis. Vraagt een herwaardering van de gebruiksmogelijkheden van steenkolen, van de omschakeling op die brandstof, alsmede van het huidige beleid inzake de prioritaire markt van de Belgische steenkolen; op grond van de uitkomsten van die herwaardering zou de prioritaire afzet van Belgische kolen uit het Noorden en het Zuiden bij de elektriciteitscentrales en de cokesfabrieken kunnen worden voortgezet wanneer zulks economisch verantwoord lijkt op macro- en micro-economisch gebied en inzake veiligheid van onze energievoorziening, op grond van een overeenkomst tussen de Staat, de producenten en de verbruikers; »

Spreker meent dat een herwaardering van het totnogtoe gevoerde beleid zeer waarschijnlijk zal leiden tot de aanbeveling van een omschakeling op steenkolen van sommige industrietakken, zoals de elektriciteitsproduktie of de cementfabrieken, of van bepaalde technologieën, zoals de gecombineerde produktie in gefluidiseerd bed en de stadsverwarming, die zich relatief goed lenen voor het gebruik van steenkolen en doorgaans de bijkomende kosten kunnen opvangen van de omschakeling, die over de gehele bedrijfsduur van de uitrusting kunnen worden afgeschreven. Ingevoerde steenkolen produceren immers minder dure calorieën dan aardolie.

De omvang van die omschakeling zelfs ten gunste van de minst dure steenkolen moet echter zeer zorgvuldig worden afgewogen. Zoals bij de tweede oliecrisis is gebleken, zullen de olieproducenten niet aarzelen hun prijzen te verminderen om hun aandeel van de markt niet te verliezen. Het verschil in prijs compenseert feitelijk de nadelen die verbonden zijn aan het gebruik van steenkolen (verhandeling, opslag, milieuhinder enz.) ten opzichte van aardolie. Omschakeling is echter in economisch oogpunt slechts aantrekkelijk onder sommige voorwaarden. Zo hebben de elektriciteitsmaatschappijen alleen die centrales op kolen omgeschakeld die oorspronkelijk gebouwd waren om kolen te verbranden en die in de zestiger jaren op olie waren overgeschakeld. Het is immers te duur om te trachten centrales die gebouwd waren om alleen aardolie en gas te verbranden, om te schakelen op steenkolen : het Beheerscomité van de Elektriciteitsondernemingen heeft dan ook terecht besloten van dergelijke omschakelingen af te zien. De bouw van nieuwe met steenkolen werkende elektriciteitscentrales daarentegen kan onder zeer concurrentiële voorwaarden geschieden, zelfs vergeleken met de kostprijs van een met kernenergie opgewekt kWh, vooral wanneer het om een gecombineerde elektriciteits- en warmteproduktie gaat, die een minder duur kWh levert aan die welke met kernenergie is opgewekt.

La prudence est, selon l'orateur, également nécessaire en ce qui concerne une utilisation prioritaire des charbons belges, qui ont le désavantage de coûter relativement plus cher que les charbons importés. Qualifier ces charbons de réserves stratégiques est excessif, alors que la Belgique est membre des Communautés européennes et que le Traité de la C. E. C. A. garantit un accès égal à tous les utilisateurs aux ressources charbonnières de la Communauté. Si des éléments tels la sécurité d'approvisionnement et la balance des paiements entrent en ligne de compte, il ne faut pas que cela se fasse au détriment de la compétitivité de l'industrie utilisatrice ou que le surcoût payé par l'utilisateur devienne excessif.

Par ailleurs, si politique de marché prioritaire pour les charbons belges il doit y avoir, cet avantage ne doit pas être limité au seul charbon des mines campinoises. Il est vrai que la politique du marché prioritaire s'applique essentiellement pour le moment à la consommation obligée de charbon campinois par les sociétés sidérurgiques, d'une part, par le Pool des Calorifiques des entreprises d'électricité, d'autre part, selon des conditions de quantité et de prix fixés par le Ministre des Affaires économiques. D'où subside direct du consommateur belge d'électricité d'environ 1 milliard de francs en 1981 en faveur des mines campinoises.

Par ailleurs, les sociétés d'électricité consomment également du charbon de récupération des terrils (pour plus d'un million de Tec par an) et du charbon provenant d'extractions à ciel ouvert en Wallonie. Pour le moment, la valorisation de ces charbons en centrales électriques ne nécessite pas d'encouragement ou d'encadrement de ses conditions d'utilisation en quantités ou prix. Mais cela pourrait se révéler éventuellement nécessaire, au même titre que le charbon des mines limbourgeoises.

Quoi qu'il en soit, il convient de ne pas pratiquer une politique de deux poids deux mesures au plan régional. Si l'on désire que les sociétés d'électricité, les cokeries ou la sidérurgie consomment une certaine part de charbon national, cela ne peut être justifié que sur base de l'intérêt général du pays entier (balance de paiements ou sécurité d'approvisionnement). Il ne faut donc pas restreindre cette possibilité au seul charbon campinois, mais inclure également le charbon des terrils et le charbon des mines à ciel ouvert produit dans le Sud, d'autant plus que la rentabilité de ceux-ci est évidente aux plans macro-et micro-économiques. Il faut inclure également le charbon produit par le Roton, qui revient actuellement moins cher que le charbon produit dans deux des sièges campinois.

Le membre conclut que la décision d'imposer aux utilisateurs — sociétés d'électricité, cokeries ou sidérurgie — l'utilisation de charbon des K. S. ou du Roton, forcément plus cher que le charbon importé, ne doit pas être laissée au seul Ministre des Affaires économiques en ce qui concerne les quantités et les prix. Il devrait y avoir négociation et accord des utilisateurs. S'il n'y avait pas accord, le Ministre pourrait trancher après avis du Comité National de l'Energie. Le membre rappelle que les éléments à prendre en considération pour imposer une telle obligation sont d'intérêt général : balance des paiements et sécurité d'approvisionnement; mais il est également d'intérêt général de ne pas pénaliser outre-mesure l'utilisateur belge, qu'il s'agisse de la sidérurgie ou du consommateur industriel ou domestique de kWh.

Voorzichtigheid is, volgens spreker, eveneens geboden in verband met een prioritair verbruik van Belgische steenkolen, die het nadeel hebben dat zij relatief meer kosten dan ingevoerde kolen. Die Belgische steenkool als strategische reserve bestempelen is overdreven, want België is lid van de Europese Gemeenschap en het E. G. K. S.-verdrag bepaalt dat alle gebruikers op gelijke wijze toegang hebben tot de steenkoolreserves van de Gemeenschap. Indien rekening gehouden wordt met elementen zoals de zekerheid van de bevoorrading en de betalingsbalans, dan mag dit niet gebeuren ten nadele van de competitiviteit van de steenkoolverbruikende industrie en dan mag de door de gebruiker te betalen meerprijs niet overdreven worden.

Indien er een beleid moet gevoerd worden waarin prioriteit gegeven wordt aan de Belgische steenkool, dan mag dat voordeel trouwens niet worden beperkt tot de Kempense steenkolen alleen. Het is zo dat het beleid dat gericht is op een prioritaire markt, voor het ogenblik hoofdzakelijk neerkomt op het verplicht gebruik van Kempense steenkool door de staalbedrijven enerzijds en door de Calorieënpool van de elektriciteitsbedrijven anderzijds volgens voorwaarden inzake hoeveelheid en prijs die door de Minister van Economische Zaken zijn bepaald. Dit betekent een rechtstreekse toelage vanwege de Belgische elektriciteitsverbruiker van ongeveer 1 miljard F in 1981, en wel ten voordele van de Kempense steenkolenmijnen.

Anderzijds verbruiken de elektriciteitsbedrijven eveneens steenkolen die afkomstig zijn van de terugwinning van steenberggen (voor meer dan 1 miljoen Tec per jaar) en steenkool die afkomstig is van bovengrondse extractiebedrijven in Wallonië. Voor het ogenblik moet de valorisatie van die steenkool in de elektrische centrales niet worden aangemoedigd en moeten met het oog op het verbruik, geen richtlijnen worden verstrekt voor wat de hoeveelheid of de prijs betreft. Maar dat zou eventueel noodzakelijk kunnen blijken, juist zoals dat gebeurt voor de steenkool die afkomstig is van de Limburgse mijnen.

Hoe dan ook, het past niet, op regionaal vlak, een beleid te voeren van twee maten en twee gewichten. Indien men wil dat de elektriciteitsbedrijven, de cokesfabrieken of de staalnijverheid een bepaalde hoeveelheid nationale steenkool verbruiken, dan kan zulks alleen worden verantwoord op grond van het algemeen belang van het gehele land (betalingsbalans of bevoorradingzekerheid). Die mogelijkheid moet dus niet worden beperkt tot de Kempense steenkolen alleen, maar moet worden uitgebreid tot de steenberggen en de steenkolen afkomstig van bovengrondse extractiebedrijven die in het zuiden gelegen zijn, des te meer daar de rentabiliteit ervan op macro- en micro-economisch vlak overduidelijk is. Die uitbreiding moet eveneens gelden voor de steenkool die gewonnen wordt in Roton en die thans minder duur uitvalt dan de steenkool die in twee van de Kempense zetels wordt gewonnen.

Het lid besluit dat de beslissing waardoor aan de verbruiker — elektriciteitsmaatschappijen, cokesfabrieken of staalnijverheid — de verplichting opgelegd wordt K. S. of Rotonsteeenkolen te verbruiken, welke noodgedwongen duurder uitvallen dan de ingevoerde steenkolen, voor wat de kwantiteit en de prijs betreft, niet uitsluitend aan de Minister van Economische Zaken moet worden overgeladen. Er moet onderhandeld worden met de verbruikers en er moet een akkoord worden bereikt. Is dit niet het geval, dan zou de Minister een beslissing kunnen nemen na het advies van het Nationaal Comité voor de Energie te hebben ingewonnen. Het lid herinnert er nog aan dat de elementen die meespelen om een dergelijke verplichting op te leggen, verband houden met het algemeen belang : de betalingsbalans en de zekerheid van de bevoorrading; maar het is eveneens van algemeen belang dat de Belgische gebruiker, zij het nu de staalnijverheid of de industriële verbruiker of de verbruiker van elektriciteit voor huishoudelijke doeleinden niet bovenmate bestraft wordt.

M. Dierickx présente deux propositions de modification du texte de base. Il estime qu'il faut veiller à répartir au maximum les risques en matière d'approvisionnement. Cela est possible grâce à une diversification géographique des importations, mais aussi grâce à une participation des pouvoirs publics à l'approvisionnement du pays.

En ce sens il propose (n° 245) d'ajouter à cette résolution un point *1bis*, libellé comme suit :

« La Chambre,

*1bis* : Estime qu'il faut s'efforcer de trouver des sources d'approvisionnement sûres à l'étranger, par une diversification géographique des importations et la conclusion de contrats à long terme, d'Etat à Etat, avec des pays producteurs. »

Toutefois, il émet des restrictions quant au choix des pays avec lesquels des contrats à long terme pourraient être conclus.

Il est inadmissible que notre pays entretienne d'importantes relations commerciales avec des pays où les droits de l'homme sont méconnus. Les directives de l'O. N. U. en la matière doivent être scrupuleusement respectées. L'Office du Ducroire ne peut garantir de telles transactions.

C'est pourquoi, il souhaite ajouter (n° 246) un point *1ter*, libellé comme suit :

« La Chambre

*1ter*. Insiste auprès du Gouvernement pour que sa politique d'approvisionnement tienne rigoureusement compte des résolutions de l'Assemblée générale de l'O. N. U. relatives aux sanctions économiques prises à l'encontre de certains pays et régimes, et souhaite plus particulièrement qu'aucun accord commercial ne soit conclu avec des pays où la législation fait une discrimination entre les citoyens dans l'octroi des droits et des libertés, selon la race à laquelle ils appartiennent. »

Enfin, M. Fedrigo (n° 247) propose de remplacer les mots « économiquement justifiable » par les mots « en menant une politique de marché prioritaire des mines belges ».

Selon l'orateur cette formulation présente l'avantage de ne pas exclure le charbonnage du Roton ou toute nouvelle exploitation ne se situant pas en Campine.

\* \* \*

Le Secrétaire d'Etat répondant à toutes ces propositions, marque son accord avec cette dernière proposition déposée par M. Fedrigo. Il estime qu'il s'agit là d'une correction de forme importante et qu'elle permet ainsi de viser la production charbonnière non seulement campinoise mais aussi provenant de toute autre Région. Il faut, en effet, donner la priorité au charbon extrait à l'intérieur du pays et essayer, par rapport à des sources étrangères de donner des priorités aux sources nationales. Cela favorise notre balance commerciale. D'ailleurs la politique actuelle offre bien un marché prioritaire aux produits de toutes les mines belges.

Plusieurs membres ne suivent pas le Secrétaire d'Etat et estiment qu'une telle formulation est trop large car elle engloberait toute nouvelle forme d'exploitation dont on ne connaît pas le coût, comme par exemple, les exploitations à ciel ouvert.

Au texte de M. Deleuze visant à supprimer le point 1, le Secrétaire d'Etat oppose un refus. Il en est de même à l'égard

De heer Dierickx dient twee voorstellen tot wijziging van de basistekst in. Hij is van mening dat de bevoorradingssrisicos' maximaal moeten worden gespreid. Dit kan door een geografische diversificatie van de invoer, maar ook door een deelname van de overheid aan de bevoorrading van het land.

In die zin stelt hij (n° 245) voor een punt *1bis* toe te voegen aan deze resolutie, luidend als volgt :

« De Kamer,

*1bis* : Meent dat gestreefd moet worden naar een verzekerde bevoorrading vanuit het buitenland, door een geografische diversifiëring van de invoer en door het afsluiten van lange termijncontracten met de producerende landen van Staat tot Staat. »

Toch wil hij de keuze van de landen waarmee contracten op lange termijn kunnen worden gesloten, beperken.

Het is ontoelaatbaar dat ons land belangrijke handelsrelaties zou onderhouden met landen waar de mensenrechten worden geschonden. De richtlijnen van de U. N. O. dienen terzake strikt nageleefd te worden. De Delcrederedienst mag dergelijke transacties niet verzekeren.

Daarom wenst hij (n° 246) een punt *1ter* toe te voegen, als volgt :

« De Kamer

*1ter*. Dringt er bij de Regering op aan dat bij de bevoorradingspolitiek strikt rekening zou worden gehouden met de resoluties van de Algemene U. N. O.-Vergadering inzake economische sancties tegenover bepaalde landen en regimes, en wenst in het bijzonder dat geen handelsakkoorden zouden worden afgesloten met landen waar de wetgeving aan de onderdanen rechten en vrijheden verleent op discriminerende wijze, al naar het ras waartoe zij behoren. »

Ten slotte stelt de heer Fedrigo voor (n° 247) de woorden « wanneer dit economisch verantwoord is » te vervangen door de woorden « door een prioritaire marktbeleid voor de Belgische steenkolenmijnen te voeren ».

Volgens spreker biedt deze formulering het voordeel dat de steenkoolmijn van Roton of elke nieuwe exploitatie buiten de Kempen niet wordt uitgesloten.

\* \* \*

In antwoord op al die voorstellen betuigt de Staatssecretaris zijn instemming met het laatste voorstel dat door de heer Fedrigo werd ingediend. Hij is de mening toegedaan dat het hier om een belangrijke vormwijziging gaat die het mogelijk maakt niet alleen in de Kempen doch in om het even welke andere streek steenkolen te delven. Men behoort immers voorrang te geven aan de binnenlandse steenkool en pas daarna voor onze bevoorrading een beroep te doen op het buitenland. Onze handelsbalans heeft daar alles bij te winnen. Overigens biedt het huidige beleid wel degelijk prioritaire afzetmogelijkheden voor de produkten van alle Belgische mijnen.

Verscheidene leden zijn het niet eens met de redenering van de Minister en menen dat die formulering veel te ruim is opgevat, aangezien zij kan doelen op elke nieuwe vorm van exploitatie waarvan wij de kostprijs nog niet kennen, zoals bijvoorbeeld de exploitaties in open lucht.

De Staatssecretaris is het niet eens met de tekst van de heer Deleuze tot weglating van punt 1 en evenmin met de



du texte de M. Rigo visant à régionaliser le secteur charbonnier. Il s'agit là d'une réforme d'organisation politique, qui n'a pas sa place dans ce débat.

En réponse à M. Fedrigo et à sa proposition de remplacer l'option par un texte beaucoup plus large, le Secrétaire d'Etat estime que le texte proposé est déjà assez large et permet des possibilités très grandes et une reconversion vers le charbon lorsque cela s'avère justifiable et supportable sur le plan des coûts.

Quant au vœu émis par M. Desaeyere de voir imposer une capacité de production minimale, le Secrétaire d'Etat rappelle qu'en 1975, le Gouvernement avait essayé d'imposer une production minimale de 7 millions de tonnes aux mines campinoises. Depuis, la production n'a pas cessé de diminuer. Cela fut un échec. M. Ansoms, quant à lui, proposait de prévoir au point 1 dans quelles conditions de prix, la politique du marché prioritaire des mines campinoises devait se développer.

Le Secrétaire d'Etat est d'avis que le Gouvernement mène une politique des prix qui veille à préserver les intérêts des charbonnages et des consommateurs. Par exemple, dans le secteur sidérurgique, il existe un accord entre les parties selon lequel on suit les prix du marché international et l'index du charbon belge est lié au prix du charbon étranger.

Aux propositions de M. Dupré visant à insérer au point 1 la possibilité de se tourner vers des techniques nouvelles d'utilisation du charbon, le Secrétaire d'Etat répond par l'approbation et estime que cette modification de texte peut être retenue.

Par contre, il estime que la précision apportée par la modification proposée par MM. Claes, M. Colla et Bossuyt visant à garantir des débouchés aux charbonnages, n'est pas nécessaire puisque la première option dit bien que l'on mène une politique de marché prioritaire, ce qui englobe évidemment la recherche de débouchés.

A propos de la proposition de M. De Batselier visant à stimuler la reconversion, le Secrétaire d'Etat en demande le rejet, la considérant comme inutile. Il oppose le même refus à la proposition de M. Fedrigo d'ajouter un point 1bis. Quant à la proposition de M. Rigo visant également à ajouter un point 1bis, le Secrétaire d'Etat estime qu'il n'est pas nécessaire puisque le Gouvernement veut établir un plan de gestion de 5 ans.

Enfin à M. Dierickx qui voudrait diversifier les contrats d'Etat à Etat, il répond que les contrats d'Etat à Etat ne sont pas toujours heureux car ils créent des interdépendances dangereuses.

#### *Deuxième option*

La deuxième option de la résolution n° 5 est libellée comme suit :

« 2. Recommande que l'infrastructure d'importation et de transport du charbon demeure adaptée aux besoins du pays et de ses Régions. »

M. Ansoms estime que la politique d'achat et d'importation de charbon présente plus d'aspects que le seul aménagement ou la seule construction d'infrastructures et doit être conçue dans une optique plus large.

Bien que la production nationale de charbon soit évoquée dans différents projets de résolution, il est d'avis que dans ce point, qui traite des importations de charbon, il faut dire clairement que ces importations doivent être effectuées en harmonie avec la production nationale.

tekst van de heer Rigo die ertoe strekt de steenkolensector te regionaliseren. Het betreft hier een hervorming met een politieke draagwijdte welke in dit debat niet thuishoort.

In antwoord op de heer Fedrigo en op diens voorstel om de optie door een veel ruimer opgevatte tekst te vervangen, geeft de Staatssecretaris als zijn mening te kennen dat die tekst al ruim genoeg is en zeer grote mogelijkheden biedt om bij voorbeeld op steenkool over te schakelen wanneer zulks op het vlak van de kosten verantwoord en draaglijk blijkt.

Inzake de wens van de heer Desaeyere om een minimale productiecapaciteit op te leggen herinnert de Staatssecretaris eraan dat de Regering in 1975 getracht had om aan de Kempense mijnen een minimumproductie van 7 miljoen ton op te leggen. Sedertien is de productie bestendig gedaald en men mag dan ook van een mislukking gewagen. De heer Ansoms stelt voor om in punt 1 de prijsvoorwaarden te bepalen waaronder het prioritair beleid voor de Kempense steenkoolmijnen tot stand zou moeten komen.

De Staatssecretaris is de mening toegedaan dat de Regering een prijsbeleid voert dat ernaar streeft de belangen van de steenkoolmijnen en van de consumenten te vrijwaren. Zo bestaat er in de staalsector bijvoorbeeld een akkoord tussen de partijen om de internationale marktprijzen toe te passen en de index van de Belgische steenkool is aan de prijs van de buitenlandse steenkool gekoppeld.

Op de voorstellen van de heer Dupré om in punt 1 de mogelijkheid in te voegen om nieuwe technieken voor het aanwenden van steenkool toe te passen, antwoordt de Staatssecretaris dat hij het met die tekswijziging eens is.

Anderzijds meent hij daarentegen dat de nadere omschrijving zoals die geformuleerd wordt in de door de heren Claes, M. Colla en Bossuyt voorgestelde wijziging om afzetmarkten voor onze steenkoolmijnen te waarborgen, overbodig is, aangezien in de eerste optie duidelijk wordt gesteld dat een prioritair marktbeleid gevoerd wordt, hetgeen uiteraard het zoeken naar afzetmarkten impliceert.

De Staatssecretaris vraagt het voorstel van de heer De Batselier tot aanmoediging van de omschakeling af te wijzen, aangezien het zijns inziens nutteloos is. Hij staat ook weigerachtig tegenover het voorstel van de heer Fedrigo dat ertoe strekt een punt 1bis toe te voegen. Inzake het voorstel van de heer Rigo die ook een punt 1bis wenst in te voegen, antwoordt de Staatssecretaris dat die invoeging overbodig is, aangezien de Regering een beheersplan voor de komende vijf jaar wil opmaken.

Aan de heer Dierickx die de overeenkomsten van Staat tot Staat gediversifieerd wenst te zien, antwoordt hij dat de overeenkomsten van Staat tot Staat niet altijd een gelukkige oplossing vormen, want zij resulteren in een onderlinge afhankelijkheid, die gevaarlijk kan zijn.

#### *Tweede optie*

De tweede optie van resolutie n° 5 luidt als volgt :

« 2. Beveelt aan dat de infrastructuur voor de invoer en het vervoer van steenkolen aan de behoeften van het land en zijn Gewesten aangepast blijft. »

De heer Ansoms is van mening dat het beleid inzake aankoop en invoer van steenkolen meer facetten dan de loutere aanleg of de bouw van infrastructures vertoont en in een ruimer kader moet worden gezien.

Hoewel de binnenlandse productie van steenkool in verschillende resolutieontwerpen aan bod komt, meent hij dat in dit punt, dat handelt over de invoer van steenkool, duidelijk dient gesteld te worden dat deze invoer dient te gebeuren in harmonie met de binnenlandse productie.



C'est pourquoi il (n° 248) propose une modification dans la rédaction de cette deuxième option :

« 2. Recommande que la politique d'achat et d'importation de charbon soit adaptée de façon systématique aux besoins du pays et de ses Régions et soit en harmonie avec les objectifs nationaux de production fixés dans le cadre d'une politique énergétique globale. »

M. Rigo (n° 249), quant à lui, propose une modification du texte qui va dans le même sens et qui est rédigée comme suit :

« 2. Recommande que l'infrastructure d'importation et de transport du charbon demeure adaptée aux besoins du pays et aux intérêts de ses Régions, dans une mesure compatible avec les possibilités budgétaires et sur base d'un plan pluri-annuel d'équipement portuaire, approuvé dans ses aspects énergétiques par le Ministre des Affaires économiques. »

Selon l'orateur, l'infrastructure d'importation de charbon est de fait liée au renforcement de pôles d'industrialisation en région nord ainsi que l'atteste la bataille en cours actuellement entre Zeebrugge, Gand et Anvers à propos des investissements d'infrastructures d'importation et de conditionnement du charbon. Ceci risque de conduire à des surinvestissements dépassant les besoins réels d'infrastructures d'importation et de conditionnement. Si tel était le cas, ceux-ci ne doivent pas être payés par les consommateurs ou les contribuables des autres Régions du pays mais être pris en charge par l'Exécutif de la Région flamande ou les localités en cause uniquement.

La partie justifiée par des importations énergétiques du plan d'équipement portuaire devrait être soumise pour approbation au Ministre des Affaires économiques après avis du Comité national de l'Energie.

M. Fedrigo (n° 250) également tente de viser l'adaptation de l'infrastructure d'importation dans le futur en proposant de remplacer l'option 2 par le texte suivant :

« 2. 1° souhaite que le Gouvernement prenne des initiatives pour adapter notre infrastructure en matière de transport, de stockage et de traitement du charbon aux nouveaux besoins qui découleront de l'augmentation de notre activité dans le domaine du charbon;

2° souhaite que le Gouvernement étudie la construction d'un ou plusieurs bateaux pour organiser le transport du charbon. »

Pour ce membre, il ne suffit bien entendu pas de souhaiter que « l'infrastructure d'importation et de transport du charbon demeure adaptée aux besoins du pays et de ses Régions ». Il est aussi nécessaire de prendre des initiatives afin de favoriser cette adaptation aux besoins futurs.

M. Kubla (n° 251), par ailleurs, veut également tourner le texte vers le futur et souhaite que l'on remplace le mot « demeure » par « soit ».

Il est d'avis que le mot « soit » est plus lié à une notion d'adaptation tandis que le mot « demeure » implique que la situation actuelle est satisfaisante.

M. Moors dépose une proposition visant à étendre la résolution.

Il estime, en effet, qu'il faut également prévoir une infrastructure de stockage et de traitement du charbon. C'est

Daarom stelt hij voor (n° 248) de formulering van de tweede optie te wijzigen :

« 2. Beveelt aan dat het aankoop- en invoerbeleid van steenkolen systematisch wordt aangepast aan de behoeften van het land en zijn Gewesten en in harmonie is met de in het raam van een globaal energiebeleid vastgestelde nationale doelstellingen inzake produktie. »

De heer Rigo (n° 249) stelt een tekstwijziging in dezelfde zin voor, luidend als volgt :

« 2. Beveelt aan dat de infrastructuur voor de invoer en het vervoer van steenkolen aan de behoeften van het land en aan de belangen van zijn Gewesten aangepast blijft, in een mate die verenigbaar is met de budgettaire mogelijkheden en op grond van een meerjarenplan voor havenuitrusting waarvan de energieaspecten door de Minister van Economische Zaken worden goedgekeurd. »

Volgens spreker houdt de infrastructuur voor de invoer van steenkolen in feite verband met de uitbouw van de industriekernen in het noordelijke gewest, zoals blijkt uit de strijd die thans door Zeebrugge, Gent en Antwerpen geleverd wordt om infrastructuurinvesteringen voor de invoer en de conditionering of behandeling van steenkool aan te trekken. Een en ander kan resulteren in al te grote investeringen die de reële behoeften op het gebied van infrastructuur voor de invoer en de bewaring van steenkool te boven gaan. Mocht dat het geval zijn, dan dienen niet de consumenten of de belastingplichtigen uit de andere Gewesten, maar wel — en uitsluitend — de Executieve van het Vlaamse Gewest of de betrokken gemeenten daarvoor te betalen.

Het gedeelte dat verantwoord is door de energieinvoer van het plan voor havenuitrusting zou na advies van het Nationaal Comité voor de Energie ter goedkeuring aan de Minister van Economische Zaken moeten worden voorgelegd.

De heer Fedrigo (n° 250) mikt eveneens op de aanpassing van de invoerinfrastructuur in de toekomst door voor te stellen de tweede optie door de volgende tekst te vervangen :

« 2. 1° wenst dat de Regering initiatieven neemt om deze infrastructuur inzake het vervoer, het opslaan en de behandeling van steenkool aan te passen aan de nieuwe behoeften die zullen voortvloeien uit onze verhoogde activiteit op steenkoolgebied;

2° wenst dat de Regering de bouw van één of meer schepen voor steenkolenvervoer in overweging neemt. »

Volgens dit lid volstaat het uiteraard niet te wensen dat « de infrastructuur voor de invoer en het vervoer van steenkolen aan de behoeften van het land en zijn Gewesten aangepast blijft ». Er dienen ook initiatieven te worden genomen om in die aanpassing aan de toekomstige behoeften te voorzien.

De heer Kubla (n° 251) wenst eveneens dat de tekst in de toekomstige tijd gesteld wordt en dat het woord « blijft » wordt vervangen door het woord « wordt ».

Zijns inziens geeft het woord « wordt » beter het begrip aanpassing weer, terwijl het woord « blijft » impliceert dat de huidige toestand voldoende schenkt.

De heer Moors dient een voorstel in dat ertoe strekt de resolutie uit te breiden.

Hij is immers de mening toegedaan dat men tevens dient te voorzien in de nodige infrastructuur voor het opslaan

pourquoi il (n° 252) propose de remplacer l'option 2 par le texte suivant :

« 2. Recommande que l'infrastructure de transport, de stockage et de traitement reste adaptée aux besoins du pays et de ses Régions. »

L'orateur, poursuivant son intervention, estime qu'en cas d'accélération du processus de conversion vers le charbon et de réévaluation de l'utilisation de ce dernier, il faut pouvoir disposer de moyens de transport et de capacités de stockage adéquats. Par ailleurs, les besoins en produits de qualité différente exigent l'aménagement d'installations de traitement. Cela vaut aussi bien pour le charbon importé que pour celui extrait en Belgique.

M. Dupré (n° 253) propose de remplacer le mot « infrastructure » par le mot « politique ».

Il estime que cela donnerait une définition plus complète de l'idée.

MM. Claes, M. Colla et Bossuyt (n° 254) proposent de compléter la première ligne de l'option de la manière suivante : « ... l'infrastructure d'importation, de transport, de stockage et de traitement du charbon... »

De même, à la deuxième ligne, ils (n° 255) proposent de la compléter ainsi : « ... aux besoins du pays qui sont liés au développement des activités dans le domaine du charbon et de la consommation de charbon. A cette occasion, il sera tenu compte des aspects tant économiques qu'écologiques. »

MM. M. Colla et De Batselier proposent (n° 256) également d'ajouter une option *2bis* contenant une résolution complémentaire :

« *2bis*. Demande l'élaboration d'une politique d'importations axée sur la sécurité d'approvisionnement en charbon d'importation par la conclusion de contrats à long terme et/ou par la prise de participations dans la production charbonnière et les infrastructures portuaires et de transport, compte tenu de la diversification géographique nécessaire. Cette politique doit également être axée sur l'octroi de concessions d'importation liées à certaines conditions relatives à l'utilisation de biens d'équipement et d'ingénieries belges (matériel de charbonnage, infrastructures portuaires et de transport). »

Selon eux, la sécurité d'approvisionnement et la diversification géographique en matière d'approvisionnement sont des éléments primordiaux de la politique charbonnière menée par les pays voisins. L'approvisionnement belge est encore trop axé sur des contrats à court terme. Les engagements à long terme et le cofinancement des infrastructures de production et de transport nécessaires constituent en outre des éléments essentiels si l'on veut donner de nouvelles chances au secteur des biens d'équipement belge dans cette branche d'activité vitale. Toujours selon les mêmes auteurs, la politique d'approvisionnement implique également que, pour des motifs relatifs aux droits de l'homme, il conviendrait de réduire progressivement nos importations de charbon sud-africain qui se chiffrent d'ores et déjà à 4 millions de tonnes par an.

M. Fedrigo, également, propose d'ajouter une option *2bis*. L'orateur est d'avis que la sécurité d'approvisionnement exige la diversification des sources d'approvisionnement, en tenant compte toutefois de considérations morales dans le choix des pays fournisseurs.

en het behandelen van steenkolen. Daarom stelt hij voor (n° 252) de tweede optie door de volgende tekst te vervangen :

« 2. Beveelt aan dat de infrastructuur inzake vervoer, opslag en behandeling aan de behoeften van het land en van zijn Gewesten aangepast blijft. »

Spreker betoogt dat bij toenemende omschakeling naar en herwaardering van aanwending van steenkolen aangepast vervoer en geschikte opslagruimte nodig is terwijl diverse kwaliteitsbehoeften behandelingsruimten vereisen. Zulks geldt zowel voor de ingevoerde steenkolen als voor die welke in België gedolven worden.

De heer Dupré (n° 253) stelt voor het woord « infrastructure » door het woord « beleid » te vervangen.

Zijns inziens wordt daardoor vollediger weergegeven wat hier bedoeld wordt.

De heren Claes, M. Colla en Bossuyt stellen voor (n° 254) de eerste regel van de optie als volgt aan te vullen : « ... de infrastructuur voor de invoer, het vervoer, de opslag en de behandeling van steenkolen... »

Dezelfde leden stellen voor de tweede regel als volgt aan te vullen (n° 255) : « ... behoeften van het land, die voortvloeien uit de ontwikkeling van de activiteiten op steenkoolgebied en steenkoolverbruik, aangepast blijft. Hierbij zullen zowel de economische als de ecologische aspecten in acht genomen worden. »

De heren M. Colla en De Batselier stellen eveneens voor (n° 256) om een optie *2bis* toe te voegen, die een aanvullende resolutie bevat :

« *2bis*. Vraagt de uitbouw van een invoerpolitiek gericht op bevoorradingszekerheid van importkolen door middel van contracten op lange termijn en/of participaties in de mijnproductie, de haven- en transportinfrastructuren, rekening houdend met de nodige geografische diversificatie. Deze politiek dient tevens gericht te worden op het verlenen van invoerconcessies verbonden aan voorwaarden i.v.m. de inzet van Belgische uitrustingsgoederen en engineering (mijnmateriaal, haven- en transportinfrastructuren). »

Volgens hen staan de bevoorradingszekerheid en de geografische diversificatie in de bevoorradings centraal in de kolenpolitiek bij onze nabuurlanden. De Belgische bevoorradings is nog te veel afgestemd op kortlopende contracten. Lange termijnverbintenissen en cofinanciering van de nodige productie- en transportinfrastructuren zijn bovendien essentiële elementen om de sector van Belgische uitrustingsgoederen nieuwe kansen te geven in deze vitale activiteit. Voor hen impliceert de bevoorradingspolitiek tevens dat om redenen van de mensenrechten een geleidelijke afbouw zou moeten geschieden van de invoer van steenkool uit Zuid-Afrika die heden reeds 4 miljoen ton per jaar bedraagt.

De heer Fedrigo stelt eveneens voor een optie *2bis* toe te voegen. Spreker is van oordeel dat de zekerheid inzake steenkoolvoorziening vergt dat de voorzieningsbronnen worden gediversifieerd, waarbij evenwel in de keuze van de landen-leveranciers met morele overwegingen rekening moet worden gehouden.

C'est pourquoi il propose (n° 257) d'ajouter au texte de l'option proposée le texte suivant :

« 2bis — 1° estime qu'il faut tendre vers un approvisionnement garanti provenant de l'étranger par une diversification géographique de l'importation et par la conclusion de contrats à long terme d'Etat à Etat avec les pays producteurs, par une société publique d'achat d'énergie primaire;

2° demande au Gouvernement de respecter strictement, dans la politique d'approvisionnement, les résolutions de l'Assemblée générale de l'O.N.U. en matière de sanctions économiques à l'encontre de certains pays et régimes, et souhaite en particulier qu'aucun accord commercial ne soit conclu avec des pays dont la législation accorde des droits et libertés à leurs citoyens de manière discriminatoire sur base de leur appartenance raciale; ».

Il est souhaité par M. Dierickx que les pouvoirs publics participent au transport du charbon pour mieux répartir les risques en matière d'approvisionnement. C'est pourquoi il (n° 258) propose un point 2bis rédigé comme suit :

« 2bis. Souhaite que le Gouvernement étudie la construction d'un ou de plusieurs navires destinés à assurer le transport du charbon. »

Il rappelle en outre que ces commandes seraient de nature à atténuer la crise dans le secteur de la construction navale.

Enfin, M. De Batselier propose (n° 259) d'ajouter une option 2ter, rédigée comme suit :

« 2ter. Recommande la création d'une société publique centrale d'acquisition de produits énergétiques, chargée de la conclusion et du suivi de contrats à long terme passés d'Etat à Etat pour les importations de charbon. »

Selon l'orateur, la tendance internationale d'augmenter considérablement la part du charbon dans la consommation énergétique au détriment du pétrole principalement pourrait provoquer des tensions plus importantes sur le marché international du charbon dans quelques années. La sécurité d'approvisionnement peut être améliorée par la conclusion de contrats à long terme, directement avec les pays producteurs et en évitant autant que possible les intermédiaires. La centralisation des importations de charbon permettra de commercialiser celui-ci dans des conditions plus favorables que des contrats isolés passés à court terme.

### Troisième option

Du texte proposé il ressort que « Le Parlement considère que les charbonnages belges constituent une source d'approvisionnement stratégique, et demande qu'ils fassent l'objet d'un niveau d'activité suffisant ».

M. Moors (n° 260) propose de compléter la troisième option par les précisions suivantes :

« Le Parlement considère que le charbon belge constitue une source d'approvisionnement stratégique et demande dès lors :

— que la reconnaissance du sous-sol soit poursuivie de manière intensive;

— que de nouvelles techniques d'exploitation soient étudiées et testées, notamment la technique de la gazéification souterraine;

— qu'un niveau d'activité suffisant soit garanti et que l'on s'assigne un objectif de production de 7 millions de tonnes pour les mines campinoises;

Daarom stelt hij voor (n° 257) aan de tekst van de voorgestelde optie de volgende tekst toe te voegen :

« 2bis — 1° is van oordeel dat men moet streven naar een gewaarborgde voorziening uit het buitenland middels een geografische spreiding van de invoer en het sluiten van langlopende overeenkomsten van Staat tot Staat met de producerende landen door een overheidsmaatschappij voor de aankoop van primaire energie;

2° vraagt aan de Regering om in haar voorzieningsbeleid strikt de hand te houden aan de resoluties van de Algemene Vergadering van de U. N. O. inzake economische sancties tegen bepaalde landen en regimes, en wenst in het bijzonder dat geen enkele handelsovereenkomst wordt gesloten met landen waarvan de wetgeving op een discriminerende wijze rechten en vrijheden aan de onderdanen verleent op grond van hun ras; ».

De heer Dierckx wenst dat de overheid deelneemt in het steenkolenvervoer om de risico's inzake voorziening beter te spreiden. Daarom stelt hij (n° 258) een punt 2bis voor, luidend als volgt :

« 2bis. Wenst dat de Regering de bouw zou bestuderen van één of meerdere schepen voor steenkolentransport. »

Hij wijst er bovendien op dat deze bestellingen de crisis in de scheepsbouwsector kunnen tegengaan.

De heer De Batselier (n° 259) stelt voor een punt 2ter toe te voegen, luidend als volgt :

« 2ter. Beveelt aan een centrale publieke aankoopmaatschappij voor energieprodukten op te richten, die instaat voor het afsluiten en het opvolgen van lange termijncontracten van Staat tot Staat inzake de invoer van steenkool. »

Volgens spreker zou de internationale tendens om de rol van de steenkool in het energieverbruik drastisch op te voeren ten nadele vooral van de petroleum, binnen enkele jaren de internationale steenkoolmarkt een meer gespannen karakter kunnen geven. De bevoorradingszekerheid verbetert door het afsluiten van contracten op lange termijn, rechtstreeks met de producerende landen, waarbij zoveel mogelijk tussenpersonen moeten vermeden worden. De gecentraliseerde invoer van steenkool zal ervoor zorgen dat gunstiger voorwaarden bedongen kunnen worden dan bij geïsoleerde, korte termijncontracten.

### Derde optie

Uit de voorgestelde tekst blijkt dat « het Parlement de Belgische steenkolenmijnen beschouwt als een strategische bevoorradingsbron en vraagt dat ze het voorwerp zouden uitmaken van een voldoende activiteitsniveau ».

De heer Moors (n° 260) stelt voor de derde optie aan te vullen met de volgende overwegingen :

« Beschouwt de Belgische steenkoolwinning als een strategische bevoorradingsbron en vraagt daartoe :

— dat de verkenning van de ondergrond intensief wordt voortgezet;

— dat nieuwe winningstechnieken worden bestudeerd en uitgetest, o.m. de ondergrondse vergassing;

— dat een voldoende activiteit wordt gewaarborgd en voor de Kempische steenkoolmijnen een produktieobjectief van 7 miljoen ton wordt nagestreefd;

- que l'on encourage au maximum la valorisation;
- que l'on assure la promotion de la recherche concernant l'utilisation du charbon. »

L'orateur rappelle que l'importation de charbon peut nous mettre dans des situations très vulnérables. Par exemple, nos importations en provenance d'Afrique du Sud, pourrait avoir des incidences sur nos relations avec des pays qui ont une position plus dure à l'égard de la politique menée dans ce pays.

De même, en cas de conflit mondial, les routes d'approvisionnement peuvent être coupées et ainsi nous mettre dans une situation catastrophique.

Le charbon est la seule source d'énergie abondante dans le sous-sol belge. Il est nécessaire d'améliorer l'information dont on dispose sur la situation des gisements houillers et leur qualité. Il est souhaitable, en outre, que l'on adapte en permanence les technologies minières, notamment en matière d'exploitation mécanique et de gazéification souterraine.

Il faut sauvegarder une certaine capacité de production et, à ce point de vue, la capacité de production en Campine peut être maintenue au niveau actuel.

Il convient enfin de promouvoir la recherche sur l'utilisation du charbon, notamment en matière de gazéification en surface, de liquéfaction du charbon et de carbochimie.

L'orateur est conscient des difficultés que représente cette forme d'exploitation sur le plan technique.

Pour conclure, il attire l'attention sur les possibilités en matière d'abattage mécanique du charbon. Il est peu enthousiaste en ce qui concerne l'abattage en surface, mais en ce qui concerne l'abattage souterrain, notre pays possède un « know how » de premier ordre. Il soulève la possibilité d'exporter nos connaissances technologiques ou de conclure un accord avec des pays possédant des réserves de charbon pour une exploitation sur place en utilisant notre expérience dans ce domaine.

M. Rigo (n° 261) propose de remplacer le texte de la troisième option par le texte suivant :

« 3. Considère que les charbonnages belges constituent une source d'approvisionnement à propos de laquelle il convient d'examiner l'actuelle politique de soutien par l'Etat et notamment les implications budgétaires à long terme et demande qu'ils fassent l'objet d'un niveau d'activités adéquat eu égard aux intérêts du pays et de ses Régions, sans entraîner de dépenses budgétaires excessives. »

Le membre estime que l'emploi du mot « stratégie » dans le projet de résolution du Gouvernement est inapproprié car la Belgique étant membre des Communautés européennes, le Traité C. E. C. A. est d'application : dans le cadre européen, un accès égal est garanti à tous les utilisateurs aux ressources charbonnières des pays membres.

Il est par contre justifié d'inclure un concept de sécurité d'approvisionnement dans la définition de la politique énergétique belge, notamment en matière charbonnière. Mais la recherche de la sécurité d'approvisionnement ne doit pas se limiter à donner un chèque en blanc au soutien des mines campinoises, à n'importe quel coût économique pour les utilisateurs obligés et à n'importe quel coût budgétaire pour l'Etat.

L'objectif d'une plus grande sécurité d'approvisionnement peut être atteint par diverses mesures tels la conclusion de contrats à long terme, le prix de participation dans des mines étrangères, etc... Une étude coûts-bénéfices doit être effectuée pour décider du meilleur équilibre à réaliser entre ces diverses mesures et déterminer jusqu'où doit aller le

- de valorisation maximale à favoriser;
- et en het onderzoek op het vlak van de steenkooltoepassingen te bevorderen. »

Spreker wijst erop dat de invoer van steenkolen ons land zeer kwetsbaar kan maken. Bijvoorbeeld onze invoer uit Zuid-Afrika zou een weerslag kunnen hebben op onze betrekkingen met landen die een hardere lijn volgen tegenover het door dat land gevoerde beleid.

Evenzo kunnen de aanvoerlijnen bij een wereldconflict worden onderbroken en ons in een ramspoedige toestand brengen.

De inlandse steenkool is onze enige eigen energiegrondstof van omvang. Het is nodig een beter inzicht te krijgen in de kolenlagensituatie en de kwaliteit van de steenkool. Daarenboven is een bestendige aanpassing van de mijn-technologieën wenselijk dit o.m. inzake mechanische winning alsook de ondergrondse vergassing.

Er dient een productiecapaciteit gehandhaafd die in de Kempen kan overeenstemmen met de huidige.

Tenslotte is het wenselijk het onderzoek op het vlak van de steenkooltoepassingen te bevorderen o.m. inzake bovengrondse vergassing, het vloeibaar maken van steenkool, de carbochemie.

Spreker is zich wel bewust van de moeilijkheden op technisch vlak die een dergelijke exploitatievorm van steenkool met zich meebrengt.

Ten slotte wijst hij nog op de mogelijkheden van de mechanische kolenwinning. Ten opzichte van de bovengrondse winningen staat hij verder sceptisch, maar wat betreft de ondergrondse winningen bezit ons land een zeer goede « know-how ». Hij vestigt de aandacht op de mogelijkheden tot export van onze technologische kennis, en ook op een mogelijke overeenkomst met landen die over steenkoolvoorraden beschikken voor een exploitatie ter plaatse, gebruik makend van onze ervaring op dit gebied.

De heer Rigo (n° 261) stelt voor de tekst van de derde optie te vervangen door wat volgt :

« 3. Beschouwt de Belgische steenkolenmijnen als een bevoorradingsbron — en in dat verband dienen het huidige Rijkssteunbeleid en met name de budgettaire gevolgen op lange termijn te worden onderzocht — en vraagt dat ze het voorwerp zouden zijn van een passend activiteitsniveau, dat oog heeft voor de belangen van het land en van zijn Gewesten, zonder buitensporige begrotingsuitgaven met zich te brengen. »

Het lid meent dat het woord « strategische » ten onrechte in het resolutieontwerp van de Regering wordt gebruikt aangezien België lid is van de Europese Gemeenschappen en dus onder de toepassing van het E. G. K. S.-Verdrag valt : in het Europese kader hebben alle verbruikers op dezelfde wijze toegang tot de steenkoolvoorraden van de lidstaten.

Het opnemen in de definitie van het Belgische energiebeleid van het begrip bevoorradingszekerheid, met name op het gebied van steenkool, is daarentegen wel verantwoord. Het streven naar bevoorradingszekerheid mag er zich evenwel niet toe beperken om tegen om het even welke economische prijs voor de verplichte afnemers en ongeacht de begrotingskosten voor het Rijk, een blancocheck uit te reiken voor steun aan de Kempense mijnen.

Het oogmerk van een grotere bevoorradingszekerheid kan worden bereikt door allerlei maatregelen, zoals het sluiten van contracten op lange termijn, de prijs voor de participatie in buitenlandse mijnen, enz. Een kosten- en batenstudie dient te worden verricht om te beslissen hoe het evenwicht tussen die diverse maatregelen op de beste wijze kan worden

soutien au charbon belge, y inclus les mines campinoises mais aussi le charbon du Roton, les mines à ciel ouvert et les terrils.

Il y a également les aspects budgétaires. En 1981, les subsides directs de l'Etat aux charbonnages des K. S. (passant par la S. N. F. C.) se sont élevés à 9,9953 milliards. Quel sera le niveau des subsides directs et indirects nécessaires en 1985, en 1990, en 1995 ? Le Ministre des Affaires économiques dément-il les chiffres qui ont été publiés dans la presse le 18 février 1982 (*La Libre Belgique* et *De Financieel Economische Tijd*) et qui font état d'une charge budgétaire totale pour le soutien de l'activité des K. S. de 672,8 milliards de F d'ici à 2003, dont 365 milliards pour les charges financières ?

Le membre se demande également si le Ministre dément la progression du financement annuel requis des pertes d'exploitation des K. S. (6,4 milliards en 1981 — hors investissements — 13,7 milliards en 1990; 21 milliards en 1990; 31,8 milliards en 1996). Si le Ministre dément ces chiffres, de quelles autres prévisions dispose-t-il ? Le Parlement a une responsabilité qui est d'abord budgétaire et donc le droit de savoir la vérité. Un soutien de l'Etat à des mines de charbon signifie que sur le plan des investissements l'on s'engage au moins pour 20 ans : telle est la durée d'amortissement des investissements d'infrastructures effectués dans une mine. La politique actuelle de soutien de l'Etat doit être examinée notamment dans ses implications budgétaires à long terme.

Dans le cadre d'un réexamen de la politique charbonnière, le Ministre des Affaires économiques devrait fournir au Parlement ses évaluations du soutien budgétaire nécessaire à long terme (20 ans) ainsi qu'une réévaluation par des experts indépendants du rapport de l'O. P. I. de 1978 sur l'avenir des K. S.

Il faut enfin établir, selon l'orateur, une nette distinction entre ce qui est d'une part, l'intérêt macro-économique du pays, déterminé par référence à l'accroissement de la sécurité d'approvisionnement et à la réduction du déficit de la balance des paiements et ce qui est, d'autre part, l'intérêt régional d'encourager un pôle industriel au Limbourg. Cette distinction permet de définir ce qui devrait revenir, d'une part, à une politique nationale de soutien et, d'autre part, au niveau de soutien que l'Exécutif de la Région flamande voudrait apporter (ou la part de la Région flamande dans le budget des secteurs industriels nationaux).

M. Fedrigo (n° 262) propose de remplacer le texte de la troisième option par ce qui suit :

« 3.-1° estime que dans le cadre du maintien d'un noyau stratégique de production nationale, la production charbonnière du bassin de Campine doit être portée à court terme à 8,5 millions de tonnes par an et que, vu la qualité des ses produits et le coût élevé d'une fermeture éventuelle, le charbonnage du Roton à Farciennes doit poursuivre son activité dans un programme correspondant aux réserves exploitables du gisement et parallèlement au développement des activités de diversification;

2° demande l'élaboration d'un plan d'investissement à moyen et long terme, afin d'atteindre les quotas de production visés par l'optimisation de la production, des amé-

bereikt en om na te gaan hoever de steun aan de Belgische steenkolen kan gaan, en daarbij denken wij niet alleen aan de Kempense steenkolenmijnen maar ook aan die van Roton, de mijnen in open lucht en de steenberg.

Aan dat vraagstuk zijn ook budgettaire aspecten verbonden. In 1981 bedroegen de rechtstreekse toelagen van het Rijk aan de Kempense steenkolenmijnen (via de N. M. F. K.) 9,9953 miljard. Hoeveel zullen de rechtstreekse en onrechtstreekse toelagen in 1985, in 1990 en 1995 bedragen ? Ontkent de Minister van Economische Zaken de cijfers die bekendgemaakt werden in de dagbladers van 18 februari 1982 (*La Libre Belgique* en de *Financieel Economische Tijd*) waarin gewag gemaakt wordt van een totale begrotingslast tot in 2003 van 672,8 miljard voor steun aan de activiteit van de K. S., waarvan 365 miljard voor de financiële lasten ?

Het lid vraagt zich ook af of de Minister loochent dat de jaarlijkse financiering die vereist is om de bedrijfsverliezen van de K. S. te dekken, steeds zwaarder wordt (6,4 miljard in 1981 — buiten investeringen — tot 13,7 miljard in 1990; 21 miljard in 1990; 31,8 miljard in 1996). Beschikt de Minister over andere prognoses, indien hij die cijfers logenstrakt ? Het Parlement is in de eerste plaats aansprakelijk voor de begroting en heeft dus het recht om de waarheid te kennen. De steun van het Rijk aan de steenkolenmijnen betekent dat men voor ten minste 20 jaar verbintenissen aangaat op het vlak van de investeringen : dat is precies de duur van de afschrijving van de investeringen voor infrastructuurwerken die in een steenkolenmijn verricht worden. Het huidige rijkssteunbeleid moet worden onderzocht, inzonderheid wat de budgettaire gevolgen op lange termijn betreft.

In het raam van een nieuw onderzoek van het steenkolenbeleid, zou de Minister van Economische Zaken het Parlement moeten inlichten omtrent de ramingen die worden gedaan i.v.m. de op lange termijn (20 jaar) noodzakelijke budgettaire steun en onafhankelijke deskundigen zouden een reëvaluatie moeten verrichten van het verslag van 1978 van de D. N. B. over de toekomst van de Kempense steenkolenmijnen.

Anderzijds dient, volgens het lid, een duidelijk onderscheid te worden gemaakt tussen enerzijds het macro-economisch belang van het land, welk belang bepaald wordt met inachtneming van een grotere bevoorradingszekerheid en van de inkrumping van het tekort van de betalingsbalans en anderzijds het gewestelijk belang om de industrie in Limburg aan te moedigen. Een dergelijk onderscheid maakt het anderzijds mogelijk te bepalen wat in de toekomst dient te worden uitgetrokken voor een nationaal steunbeleid en anderzijds het bedrag te bepalen dat de Executieve van het Vlaamse Gewest qua steun zou willen inbrengen (zegge het aandeel van het Vlaamse Gewest in de begroting van de nationale industriesectoren).

De heer Fedrigo (n° 262) stelt voor de tekst van de derde optie te vervangen door wat volgt :

« 3.-1° meent dat in het raam van het behoud van een nationale strategische productiekern, de steenkoolproductie van het Kempense bekken op korte termijn op 8,5 miljoen ton per jaar moet worden gebracht en dat, gelet op de kwaliteit van de produktie en de hoge kosten die zouden gepaard gaan met een eventuele sluiting, de steenkoolmijn van Roton te Farciennes haar activiteiten moet voortzetten volgens een programma dat overeenstemt met de ontginsbare reserves van de steenkolenlaag en dat daarbij de diversifiëringsactiviteiten moeten worden ontwikkeld;

2° vraagt dat op middellange en lange termijn een investeringsplan wordt opgesteld om te komen tot de produktiequota die nagestreefd worden dank zij de optimalisatie

liorations de rendement, la modernisation de l'infrastructure et la diversification des activités liées au charbon;

3<sup>e</sup> estime que la politique d'écoulement prioritaire du charbon belge doit se poursuivre, par la conclusion de contrats à long terme avec la sidérurgie et le secteur de l'électricité. »

Ce membre se dit persuadé que cette formulation est plus précise que le texte original.

M. Dierickx propose (n° 263) de remplacer le texte de la troisième option par le texte suivant :

« 3. Le Parlement considère que dans le cadre du maintien d'un noyau stratégique de production nationale, la production charbonnière du bassin campinois doit être portée à court terme à 8,5 millions de tonnes par an. »

En effet, il est persuadé que la production charbonnière nationale revêt une importance stratégique pour l'approvisionnement du pays en énergie, parce que le charbon constitue la seule source d'énergie dont notre pays dispose actuellement sur son territoire.

MM. W. Claes, M. Colla et Bossuyt souhaitent remplacer (n° 264) le texte de la troisième option par ce qui suit :

« Recommande qu'un niveau d'activités suffisant soit garanti aux charbonnages du bassin campinois, afin d'approcher le plus possible le rapport optimal entre la production et les coûts et de garantir la sécurité d'approvisionnement. »

Ces membres estiment que le taux d'exploitation des sièges d'exploitation doit être aussi élevé que possible.

Ils sont également favorables à une augmentation de la production, tout comme M. De Batselier qui propose (n° 265) d'ajouter le texte suivant :

« Ce niveau d'activités doit équivaloir à un objectif de production de 7 millions de tonnes par an pour les 5 sièges campinois. L'élaboration d'un plan à long terme (20 ans) et la mise en œuvre des moyens financiers nécessaires à la réalisation d'un programme d'investissement doit permettre d'assurer le volume de production envisagé dans des conditions économiques optimales. Une gestion rationnelle et efficace doit contribuer à réduire les pertes d'exploitation de la S. A. Kempense Steenkoolmijnen. »

Il estime que dans la situation économique où la Belgique se trouve actuellement, l'intérêt de la production campinoise doit être situé dans un contexte plus large que celui d'une simple source d'approvisionnement stratégique. Comme l'Office de promotion industrielle l'a démontré dans son étude « Perspectives d'avenir des charbonnages campinois » (mars 1979), la fermeture d'un charbonnage sans création d'emplois de remplacement coûte plus cher au budget de l'Etat que la poursuite de son subventionnement. Compte tenu du taux actuel de chômage, plus particulièrement dans la province de Limbourg et des prévisions pessimistes pour les 15 à 20 ans à venir, il est dès lors économiquement justifié de tenir davantage compte du coût et du produit marginal de l'exploitation des charbonnages campinois que des coûts globaux et ceci d'autant plus que la disparition de la production de charbon belge aurait une incidence directe sur notre balance commerciale par suite de l'accroissement des importations de charbon. L'objectif d'un noyau de production de 7 millions de tonnes par an pendant 15 à 20 ans se justifie donc tant du point de vue économique que stratégique, surtout étant donné les réserves géologiques

van de produktie, het verbeterd rendement, de modernisering van de infrastructuur en de diversifiëring van de met de steenkool verbonden activiteiten;

3<sup>e</sup> meent dat het beleid dat erop gericht is de Belgische steenkolen in de eerste plaats te verbruiken, moet worden voortgezet dank zij overeenkomsten op lange termijn met de staalnijverheid en de elektriciteitssector. »

Het lid meent dat die tekst duidelijker is dan de oorspronkelijke.

De heer Dierickx (n° 263) stelt voor de tekst van de derde optie te vervangen door :

« 3. Het Parlement meent dat in het kader van het behoud van een strategische kern van nationale produktie, de steenkoolproduktie in het Kempense bekken op korte termijn moet worden opgevoerd tot 8,5 miljoen ton per jaar ».

Hij is er immers van overtuigd dat de binnenlandse steenkoolproduktie van strategisch belang is voor de Belgische energiebevoorrading, omdat steenkool de enige binnenlandse energiegroondstof is waarover ons land op dit ogenblik beschikt.

De heren W. Claes, M. Colla en Bossuyt (n° 264) wensen de tekst van de derde optie te vervangen door hetgeen volgt :

« 3. Beveelt aan dat, voor de steenkoolmijnen van het Kempense bekken een voldoende activiteit wordt gewaarborgd om zoveel mogelijk de optimale verhouding produktie-kosten te benaderen en de bevoorradingszekerheid te waarborgen. »

Deze leden zijn van oordeel dat de verzadigingsgraad van de exploitatiezetels zo hoog mogelijk moet zijn.

Zij zijn er eveneens voorstander van het produktieniveau op te trekken, zoals trouwens ook de heer De Batselier (n° 265) die voorstelt volgende tekst toe te voegen :

« Dit activiteitsniveau dient gericht te worden op een produktieobjectief van 7 miljoen ton per jaar uit de 5 Kempense zetels. De uitbouw van een lange termijnplanning (20 jaar) en de inzet van de nodige financiële middelen voor een investeringsprogramma, moet de vooropgestelde produktie in economisch optimale omstandigheden verzekeren. Een rationeel en efficiënt beheer moet ertoe bijdragen dat de exploitatieverliezen van de n.v. K. S. beperkt blijven. »

Hij is van mening dat in de huidige economische omstandigheden van België het belang van de Kempense produktie ruimer ligt dan als strategische bevoorradingsbron. Zoals aangetoond in de studie van de Dienst voor Nijverheidsbevordering « Toekomstmogelijkheden van de Kempense Steenkolen » (maart 1979) komt de sluiting van een mijn, zonder vervangende tewerkstelling, duurder uit voor het overheidsbudget dan de verdere subsidiëring ervan. Gezien de huidige graad van werkloosheid, inzonderheid in de provincie Limburg, en gezien de pessimistische vooruitzichten in dit verband over de komende 15 à 20 jaar, is het dan ook economisch aangewezen om rekening te houden met de marginale kosten en opbrengsten van de Kempense steenkolenexploitatie eerder dan met de « full-cost ». En dit is des te meer het geval wanneer het wegvallen van inheemse steenkolenproduktie zich rechtstreeks zou laten gevoelen op de handelsbalans door een verhoogde steenkolenimport. Het vooropstellen van een produktiekern van 7 miljoen ton per jaar gedurende 15 à 20 jaar is dus zowel economisch als strategisch te verantwoorden, vooral gezien de nog aanzienlijke geologische reserves in de Kempen. Dit



considérables existant en Campine. Cet objectif suppose toutefois un programme d'investissement adéquat qui puisse être établi à terme (fonçage de puits, puits d'aérage, travaux préparatoires).

M. Ansoms propose de remplacer (n° 266) et de compléter le texte de la troisième option après le mot « demande » par le texte suivant :

« que le niveau actuel de production soit garanti. »

A cet effet, il recommande, en vue d'améliorer le rendement et de stabiliser le niveau de subventionnement :

a) une approche programmée des investissements à réaliser à court et à long terme; à cette fin, il s'impose de majorer les subventions d'investissement accordées actuellement pour améliorer les rendements à long terme par une préparation judicieuse des travaux;

b) la mise en œuvre d'une politique du personnel basée sur une mobilité aussi limitée que possible du personnel et sur une formation professionnelle optimale de celui-ci. »

Le membre estime qu'il est nécessaire, lorsque l'on déclare que les charbonnages belges doivent être considérés comme une source d'approvisionnement stratégique, de garantir à tout le moins le niveau actuel de production.

Il faut également préciser la manière dont cette prise de position peut être concrétisée.

M. Dupré (n° 267) propose de compléter le texte de la troisième option par ce qui suit :

« Le Parlement demande que soient prises en conséquence les dispositions nécessaires en vue de la réalisation des investissements à court terme et à long terme et de la mise en œuvre de la politique du personnel appropriée. »

Après avoir fait état du souci d'assurer la continuité de l'approvisionnement en charbon belge, le membre estime qu'il convient d'indiquer les principales mesures envisagées.

M. Kubla (n° 218) propose de compléter le texte de la troisième option par la phrase suivante :

« pour autant que la productivité atteigne un niveau acceptable. »

Tout en étant sensible à l'argument selon lequel le charbon est notre seule source d'énergie, il ne souhaite pas voir sa production maintenue à tout prix. Maintenir un niveau d'activité sans aucune condition lui paraît dangereux.

Un membre estime qu'il ne peut être question de productivité que si le Gouvernement définit sa politique de manière claire. Une seconde condition doit être remplie : la concertation préalable avec les syndicats et le patronat.

M. Verberckmoes (n° 269) propose de compléter le texte de la troisième option comme suit :

« Il importe à cet effet de réaliser une étude approfondie, objective et réaliste établissant pour chaque siège d'exploitation un inventaire des possibilités existantes.

Il sera procédé à l'évaluation de la capacité de production économique réalisable, des charges financières et de l'incidence budgétaire, ainsi que de la durée de vie probable en fonction des critères ainsi établis. »

objectief veronderstelt evenwel een aangepast investeringsprogramma dat op termijn kan gepland worden (afdiepen van schachten, luchtschachten, voorbereidende werken).

De heer Ansoms (n° 266) stelt voor in de tekst van de derde optie het woord « vraagt » te vervangen door en aan te vullen met volgende tekst :

« dat het huidig produktieniveau gewaarborgd blijft.

Te dien einde wordt ter verbetering van het rendement en ter stabilisering van het toelagepeil aanbevolen :

a) de geprogrammeerde benadering van de investeringen die op korte en lange termijn moeten gedaan worden; hiervoor is het noodzakelijk dat de huidige investeringstoelagen verhoogd worden ten einde door een oordeelkundige voorbereiding der werken de rendementen op lange termijn te verbeteren;

b) een personeelsbeleid dat steunt op een zoveel mogelijk beperkte turn-over en op een optimale beroepsopleiding van de personeelsleden. »

Volgens het lid is het noodzakelijk, wanneer men stelt dat de Belgische steenkoolmijnen als een strategische bevoorradingsbron dienen beschouwd te worden, minstens het huidige produktieniveau te waarborgen.

De manier waarop deze stellingname kan hard gemaakt worden dient eveneens te worden aangegeven.

De heer Dupré (n° 267) wenst de tekst van de derde optie aan te vullen met wat volgt :

« Het Parlement vraagt dat overeenkomstig de nodige schikkingen zouden getroffen worden voor de investeringen op korte en lange termijn en voor een aangepast personeelsbeleid om dit doel te bereiken. »

Behalve het aangeven van de intentie van het behoud van de bevoorrading in Belgische steenkool acht hij het gepast de belangrijkste maatregelen aan te geven om dit oogmerk te verwezenlijken.

De heer Kubla (n° 268) stelt voor de tekst van de derde optie met de volgende zin aan te vullen :

« mits de produktiviteit een aanvaardbaar peil bereikt. »

Hij is wel gevoelig voor het argument dat steenkool onze enige eigen energiebron is, maar wenst de produktie ervan toch niet ten allen prijze te behouden. Hij vindt het gevaarlijk dat een activiteitsniveau gehandhaafd wordt zonder dat daarbij voorwaarden gesteld worden.

Een lid is van oordeel dat slechts over de produktiviteit kan gesproken worden indien de Regering duidelijker haar politiek zou vastleggen. Een tweede voorwaarde is het voorafgaand overleg met vakbonden en management.

De heer Verberckmoes (n° 269) stelt voor de tekst van de derde optie aan te vullen met wat volgt :

« In dit verband is het hoogst noodzakelijk dat op objectieve en realistische wijze een grondig onderzoek ingeschild wordt waarbij voor iedere uitbatingszetel een inventaris van de nog bestaande mogelijkheden wordt opgemaakt.

Benevens de haalbare economische produktiecapaciteit, de financiële lasten en de budgettaire consequenties, moet ook de overeenstemmende waarschijnlijke levensduur geschat worden. »



Il serait impensable, selon le membre, de ne pas réclamer, à l'occasion d'un débat national sur l'énergie, des éclaircissements au sujet du problème des « Kempische Kolenmijnen ». L'Office de Promotion industrielle a d'ailleurs exprimé le même souhait dans son rapport intitulé « Toekomstmogelijkheden van de Kempense Steenkolen » publié en 1979.

En plus des aspects économique et financier, il faut tenir compte de l'aspect social. Il s'agit de prévoir dans l'évaluation de la durée de vie potentielle une période de démantèlement suffisamment étalée dans le temps pour permettre à la région de résorber la perte d'emplois dans ce secteur.

Cette étude est d'autant plus nécessaire que, selon le rapport précité, certaines insuffisances ont été constatées sur le plan de l'information et que l'on a également observé une réduction de la capacité de production. L'évolution actuelle confirme d'ailleurs cette dernière observation.

\* \* \*

M. Dierickx (n° 270) souhaite ajouter au texte de la résolution une nouvelle option *3bis*, libellée comme suit :

« *3bis*. Insiste pour que soit établi pour les charbonnages campinois un programme d'investissements échelonné sur vingt ans, afin d'atteindre les quotas de production envisagés par l'optimalisation de la production, l'amélioration du rendement et la modernisation de l'infrastructure. »

Bien que l'exploitation des charbonnages campinois soit déficitaire, l'orateur estime qu'il est plus avantageux sur le plan macro-économique de poursuivre cette exploitation que de fermer ces entreprises (allocations de chômage, balance des paiements, effet multiplicateur). Les pertes d'exploitation peuvent être limitées par la modernisation de l'infrastructure.

M. Dupré (n° 271) propose également d'ajouter une option *3bis*, libellée comme suit :

« *3bis*. Pour ce qui est de la production charbonnière belge, il y a lieu de tenir compte de considérations tant sociales qu'économiques. Il est notamment impossible d'envisager de réduire la production de quelque manière que ce soit sans mettre en œuvre en même temps un programme cohérent de création d'emplois de remplacement, de préférence dans des secteurs apparentés au secteur charbonnier. »

Le membre estime qu'abstraction faite de l'importance stratégique d'une production maximale à des prix raisonnables, il est également inadmissible, du point de vue social, que le Limbourg et l'arrondissement voisin de Turnhout, se voient imposer un chômage supplémentaire.

Plus encore que dans le secteur de l'acier, un programme de création d'emplois s'impose d'urgence dans ces secteurs périphériques.

Bien que ces problèmes dépassent le débat sur l'énergie au sens strict, il faut que les options dans le domaine du charbon traduisent l'existence d'une ferme volonté de remédier à l'état de besoin qui sévit dans lesdits arrondissements.

MM. W. Claes, M. Colla et Bossuyt (n° 272) souhaitent également ajouter une nouvelle option *3bis*, rédigée comme suit :

« *3bis*. Recommande une approche programmée des investissements à réaliser à court et à long terme. »

Ces membres voudraient qu'un programme d'investissement soit établi pour les 15 ou 20 années à venir.

Les mêmes auteurs (n° 273) proposent d'ajouter une nouvelle option *3ter*, libellée comme suit :

Tijdens een nationaal energiedebat is het volgens het lid ondenkbaar dat men niet zou aandringen op meer klaarheid in de problematiek van de Kempische kolenmijnen. Hierom werd ten andere reeds verzocht in het verslag opgesteld door D. N. B. (Dienst voor Nijverheidsbevordering) verschenen in 1979 onder de titel « Toekomstmogelijkheden van de Kempense Steenkolen ».

Naast economische en financiële aspecten kan men het sociaal element niet uit de weg gaan, m.a.w., aldus het lid, bij het beschouwen van de potentiële levensduur moet een gespreide afbouwperiode voorzien worden opdat het ritme van verdwijnen van werkplaatsen in de mijnbouwsector aanvaardbaar weze voor de streek.

Dit grondig onderzoek is des te meer noodzakelijk omdat, zoals blijkt uit het hierboven vermelde rapport er enerzijds gebrek aan openheid was bij het verstrekken van informatie, en anderzijds reeds afbrokkeling van de productiecapaciteit waarneembaar. Dit laatste wordt bevestigd door de huidige evolutie.

\* \* \*

De heer Dierickx (n° 270) wenst aan de tekst van de resolutie een nieuwe optie *3bis* toe te voegen, luidend als volgt :

« *3bis*. Dringt aan op het opstellen van een investeringsplan over twintig jaar voor de Kempense steenkoolmijnen, ten einde de vooropgestelde produktiequota te behalen door het optimaliseren van de produktie, rendementsverbeteringen en modernisering van de infrastructuur. »

Alhoewel de steenkooexploitatie in de Kempen verlieslatend is, zijn de macro-economische voordelen van een verdere exploitatie groter dan de voordelen van een sluiting (werkloosheidsuitkeringen, betalingsbalans, multiplicatoreffect). De exploitatieverliezen kunnen, aldus deze spreker, beperkt worden door een modernisering van de infrastructuur.

De heer Dupré stelt (n° 271) eveneens voor een optie *3bis* toe te voegen in volgende bewoordingen :

« *3bis*. Wat de produktie van de Belgische steenkool betreft, dient rekening gehouden zowel met sociale als met economische overwegingen. Meer bepaald kan geen enkele produktievermindering worden overwogen zonder gelijktijdige uitvoering van een sluitend plan voor overeenstemmende vervangende tewerkstelling bij voorkeur in aan de steenkool aanverwante sectoren. »

Naast het strategische belang van een zo hoog mogelijke produktie tegen haalbare prijs, is het volgens dit lid eveneens sociaal ondenkbaar dat Limburg en het aangrenzende arrondissement Turnhout nog bijkomende werkloosheid zouden opgedrongen krijgen.

Meer nog dan voor de staalsector is er een absolute nood aan een tewerkstellingsplan voor deze randgebieden.

Hoewel deze problematiek het energiedebat in enge zin overstijgt moet in de optie steenkool de vaste wil tot uiting komen om de noodtoestand in de vermelde arrondissementen te verhelpen.

Ook de heren W. Claes, M. Colla en Bossuyt (n° 272) wensen een nieuwe optie *3bis* toe te voegen, luidend als volgt :

« *3bis*. Beveelt de geprogrammeerde benadering aan van de investeringen die op korte en lange termijn zouden moeten gedaan worden. »

Deze leden wensen dat een investeringsprogramma voor de komende 15 tot 20 jaar zou worden opgemaakt.

Dezelfde auteurs (n° 273) stellen voor een nieuwe optie *3ter* toe te voegen met volgende tekst :

« 3ter. Souhaite que la politique du personnel s'appuie sur une rotation aussi limitée que possible du personnel et sur une information professionnelle optimale de nature à améliorer le rendement. »

Ils constatent que la pension anticipée a privé les mines des services des personnes les plus expérimentées, avec toutes les conséquences que cela comporte au niveau de la productivité. Une politique active de formation professionnelle devrait compenser cette perte.

#### Quatrième option

Le texte proposé pour cette option est libellé comme suit :

« 4. recommande au Gouvernement et, dans la mesure de leurs compétences, aux Exécutifs régionaux de valoriser au mieux, par toutes techniques appropriées, les réserves de charbon du pays, ainsi que de poursuivre l'étude programmée du sous-sol. »

Un membre demande de supprimer le texte de cette option et de l'incorporer dans le texte des options globales. Le secrétaire d'Etat à l'Energie peut se rallier à ce point de vue; on pourrait parler d'une façon générale des « réserves du sous-sol ».

M. Rigo propose (n° 274) de remplacer le texte de la quatrième option par ce qui suit :

« 4. recommande de valoriser au mieux, par toutes techniques appropriées, les réserves de charbon du pays notamment par l'exploitation à ciel ouvert et la récupération des terrils, ainsi que de poursuivre l'étude programmée du sous-sol. »

Il renonce cependant à la modification proposée.

MM. W. Claes, M. Colla et Bossuyt proposent (n° 275) d'insérer, dans le texte de la quatrième option, les mots « et plus particulièrement des couches de charbon » après les mots « du sous-sol ».

MM. Bossuyt et De Batselier (n° 276) proposent de remplacer le texte après les mots « du pays » par ce qui suit :

« ainsi que d'intensifier l'étude programmée du sous-sol, plus particulièrement en ce qui concerne les zones septentrionales du bassin houiller campinois. »

Ils se fondent sur les résultats de forages géologiques récents effectués à Neerglabbeek qui ont permis de découvrir de nouvelles possibilités d'exploitation dans la partie septentrionale du bassin campinois. L'étude géologique de ce secteur devrait dès lors être accélérée et intensifiée, afin de pouvoir dégager rapidement des conclusions quant aux possibilités d'exploitation des sièges existants ou d'un nouveau charbonnage.

M. Fedrigo propose (n° 277) également de remplacer le texte qui suit les mots « du pays » par ce qui suit :

« et de faire procéder à des recherches intensives qui auront pour but une évaluation précise des réserves de charbon de notre sous-sol, y compris dans les couches à grande profondeur. »

Ces recherches sont, selon le membre, indispensables pour une programmation à long terme de l'exploitation du charbon dans notre pays.

M. Moors propose (n° 277) de remplacer le texte de la quatrième option par le nouveau texte suivant :

« 3ter. Wenst dat het personeelsbeleid zou steunen op een zoveel mogelijk beperkte turn-over en een optimale beroepsopleiding van de personeelsleden ter verbetering van het rendement. »

Zij stellen vast dat de vervroegde pensionering de meest ervaren mensen heeft weggenomen, met alle gevolgen van dien voor de produktiviteit. Door een actief beleid van beroepsopleiding moet dit verlies weer goedge maakt worden.

#### Vierde optie

De voorgestelde tekst van deze optie luidt als volgt :

« 4. beveelt de Regering en, in de mate van hun bevoegdheden, de Gewestelijke Executieven aan, de steenkolenvoorraden van het land, zo goed mogelijk, door middel van elke passende techniek, te valoriseren, alsook het geprogrammeerd onderzoek van de ondergrond voort te zetten. »

Een lid vraagt de tekst van deze optie weg te laten en hem te verwerken in de tekst van de algemene opties. De Staatssecretaris voor Energie kan dit standpunt bijtreden. Er zou meer algemeen kunnen gesproken worden van « de voorraden van de ondergrond ».

De heer Rigo stelde voor (n° 274) de tekst van de vierde optie te vervangen door wat volgt :

« 4. beveelt aan de steenkolenvoorraden van het land zo goed mogelijk door middel van elke passende techniek, met name door oppervlaktewinning en door terugwinning van slakkenbergen, te valoriseren, alsook het geprogrammeerd onderzoek van de ondergrond voort te zetten. »

Hij ziet echter af van deze voorgestelde wijziging.

De heren W. Claes, M. Colla en Bossuyt (n° 275) stellen voor in de tekst van de vierde optie na de woorden « de ondergrond » de woorden « en meer bepaald de steenkoollagen » in te lassen.

De heren Bossuyt en De Batselier (n° 276) stellen voor de tekst na de woorden « te valoriseren » te vervangen door hetgeen volgt :

« alsook het geprogrammeerd onderzoek van de ondergrond te intensifiëren, meer bepaald wat de noordelijke gebieden van het Kempens mijnbekken betreft. »

Zij steunen zich hiervoor op de resultaten van recente geologische boringen te Neerglabbeek die hebben gewezen op nieuwe mogelijkheden voor het Noordelijk deel van het Kempens bekken. Het geologische onderzoek in dit gebied zou dan ook versneld en geïntensificeerd moeten worden ten einde snel tot conclusies te kunnen komen over de exploitatiemogelijkheden in de bestaande zetels of in een nieuwe mijn.

Ook de heer Fedrigo (n° 277) stelt voor de tekst na de woorden « te valoriseren » te vervangen door hetgeen volgt :

« en intensief onderzoek te laten verrichten met het oog op een precieze raming van de steenkolenreserves in onze ondergrond, met inbegrip van de lagen op grote diepte ». »

Een dergelijk onderzoek is onontbeerlijk voor een programmering op lange termijn van de exploitatie van steenkool in ons land.

De heer Moors stelt voor (n° 278) de tekst van de vierde optie te vervangen door volgende nieuwe tekst :

« La Chambre,

4. Recommande la programmation des investissements en ce qui concerne les charbonnages et souhaite que la politique du personnel soit basée sur une formation professionnelle optimale, une bonne organisation du travail et des conditions de travail appropriées. »

Pour ce qui est des investissements, l'auteur se réfère à la nécessité de s'adapter aux nouvelles techniques mises au point.

En ce qui concerne la politique du personnel, il souligne les éléments suivants :

— la nécessité d'assurer une meilleure formation du personnel : les écoles des mines existantes se sont en effet déjà partiellement reconverties pour préparer les élèves à d'autres professions. La formation des ingénieurs pose également des problèmes;

— les conditions de travail dans les mines sont encore loin d'être favorables en dépit des efforts déployés dans ce domaine au cours de la dernière décennie (notamment par l'Institut d'hygiène des mines et d'autres services s'occupant de sécurité) et grâce auxquels une grande amélioration a été cependant possible. Les conditions de travail pénibles influent sur le rendement;

— la limitation des effectifs qui bloque le nombre de mineurs au niveau de 18 000 unités est appliquée d'une façon trop stricte. Il en résulte qu'on ne trouve pas de personnel ayant une formation adéquate et que les ouvriers de taille sont trop peu nombreux pour pouvoir se relayer suffisamment. On doit également confier à des firmes privées certaines tâches qui pourraient être exécutées sinon par le personnel propre (par exemple, le creusement de galeries). Le membre défend les travailleurs immigrés, mais il fait remarquer que les Belges manifestent à nouveau de l'intérêt pour le travail dans la mine;

— L'inexistence d'une politique à long terme, l'incertitude face à une fermeture éventuelle et l'absence de toute perspective d'avenir exercent une influence négative sur la motivation des cadres et du personnel subalterne, affectant ainsi tant le patronat que la base.

— Une réorganisation s'impose, mais il y a lieu de tenir compte du régime de congé très particulier dont bénéficient les mineurs en raison de leurs conditions de travail insalubres. Il est absolument nécessaire de distinguer l'absentéisme des absences justifiées, pour ne pas obtenir une image déformée de la réalité.

En ce qui concerne les mesures d'économie éventuelles, le membre attire l'attention sur les points suivants :

— la non-application, à deux reprises, de la C. C. T. de 1971 a déjà entraîné une réduction de 2,6 %;

— la durée du travail dans les mines est encore toujours de 40 heures, contre une moyenne nationale de 38 heures seulement;

— les salaires afférents à des fonctions comparables dans d'autres secteurs en difficulté (par exemple, dans la sidérurgie) sont plus élevés que dans les charbonnages;

— de tous les travaux industriels, le travail dans la mine est le plus insalubre;

— la réduction des rémunérations des cadres aurait une influence négative sur leur motivation. Le membre plaide dès lors en faveur de l'instauration d'un système de bonifications : un système de primes liées à une amélioration de la productivité. Cette méthode permet de récompenser les efforts, tout en améliorant le rendement.

« De Kamer,

4. Beveelt inzake kolenwinning de geprogrammeerde benadering van de investeringen aan en wenst dat het personeelsbeleid zou steunen op een optimale beroepsopleiding, een degelijke arbeidsorganisatie en aangepaste arbeidsvoorwaarden. »

Wat betreft de investeringen verwijst de auteur naar de noodzaak zich aan te passen aan de nieuwe technieken die ontwikkeld worden.

Wat betreft het personeelsbeleid wijst hij op de volgende punten :

— de noodzaak om het personeel een betere opleiding te verzekeren. De bestaande mijnscholen zijn immers ook reeds gedeeltelijk overgeschakeld naar de vorming voor andere beroepen. De vorming van ingenieurs stelt eveneens problemen;

— de arbeidsvoorwaarden in de mijnen zijn nog steeds verre van gunstig, spijt de inspanningen die de laatste tien jaar op dit gebied geleverd werden (o.a. door het Instituut voor Mijnhygiëne en andere diensten voor veiligheid) en waardoor een grote verbetering intrad. Die arbeidsbelastende omstandigheden drukken op het rendement;

— aan de personeelsstop, die het aantal mijnwerkers blokkeert op 18 000, wordt op een te absolute manier de hand gehouden. Dit heeft tot gevolg dat personeel met een bepaalde scholing niet te vinden is en dat voor het werk op de pijlers onvoldoende kan gewisseld worden. Ook is men verplicht bepaalde taken aan privé-firma's toe te vertrouwen die anders door eigen personeel konden uitgevoerd worden (bv. bouwen van steengangen). Het lid verdedigt de gastarbeiders alhoewel hij erop wijst dat er een hernieuwde belangstelling is voor de mijnarbeid vanwege de Belgen;

— het niet bestaan van een beleidsvisie op lange termijn en de onzekerheid over een eventuele sluiting. Het ontbreken van enig toekomstperspectief werkt evenwel negatief in op de motivering van het kader en van het uitvoerend personeel. Zowel het management als de basis zijn hierdoor aangetast;

— een reorganisatie dringt zich op, maar er moet wel rekening gehouden worden met de zeer eigen verlofregeling van de mijnwerkers die geïnspireerd is door de ongezonde werkomstandigheden. Het is absoluut nodig gewettigde afwezigheden en absentisme uit elkaar te houden, zoniet bekomt men een vertekend beeld.

Wat betreft eventuele besparingsmaatregelen wijst het lid op volgende punten :

— het tweemaal niet toepassen van de C. A. O. van 1971 leverde reeds een inlevering op van 2,6 %;

— de arbeidsduur in de mijnen bedraagt nog steeds 40 uur tegenover een nationaal gemiddelde van slechts 38 uur;

— het loon voor vergelijkbare functies in andere sectoren in moeilijkheden (bv. staal) ligt hoger dan in de steenkoolmijnen;

— de mijnarbeid is de ongezondste arbeid van alle industrietakken;

— het verminderen van het salaris van het kaderpersoneel zou negatief inwerken op hun motivatie. Het lid pleit daarom voor het invoeren van een vergoedingssysteem, nl. een premiestelsel gekoppeld aan een verbeteren van de produktiviteit. Op die manier zou een inspanning beloond worden, met gunstige invloed op het rendement.

Un membre se rallie à cette opinion et insiste sur la nécessité d'une prise de position nette de la part du Gouvernement et sur celle d'une concertation avec les syndicats. Il estime que les mineurs sont menacés par la fermeture éventuelle des mines. Il signale également qu'il y a encore de nombreux progrès à faire sur le plan de la protection du travail et de l'hygiène, et il cite comme exemple les mines chinoises.

\* \* \*

MM. W. Claes, M. Colla et Bossuyt (n° 279) proposent d'ajouter une option *4bis* libellé comme suit :

« La Chambre,

*4bis.* recommande d'encourager les procédés de récupération de l'énergie et des matières premières notamment par la valorisation des terrils dans des conditions offrant des garanties optimales en ce qui concerne la sécurité d'exploitation et l'environnement. »

Ils entendent de la sorte veiller à ce que toutes les facettes de la politique du charbon soient envisagées.

M. Dierickx propose (n° 280) de supprimer le texte de la 4<sup>e</sup> option après les mots « du pays » et de le remplacer par une nouvelle option *4bis* libellée comme suit :

« La Chambre

*4bis.* insiste sur la mise en œuvre d'un programme de recherches géologiques intensives, afin de pouvoir évaluer avec précision les réserves charbonnières de notre sous-sol, y compris les couches se trouvant à grande profondeur. »

Il base son amendement sur la constatation que les réserves charbonnières prouvées que l'on peut exploiter dans le sous-sol belge jusqu'à une profondeur de 1 000 m sont loin d'être négligeable. Toutefois on ne peut se livrer qu'à des estimations approximatives quant au volume exact des réserves charbonnières enfouies à une plus grande profondeur, étant donné les connaissances géologiques limitées que nous avons des couches du sous-sol se trouvant à plus de 1 000 m de profondeur. Il s'impose dès lors de mettre sur pied un programme de recherches géologiques intensives.

#### *Cinquième option*

Le texte de la cinquième option proposée dans le domaine du charbon est libellé comme suit :

« 5. Préconise une diversification des applications du charbon, et souhaite que soit encouragée la vente des technologies d'extraction et de valorisation des produits de la mine. »

M. Fedrigo (n° 281) propose de remplacer ce texte ainsi que celui de la sixième option par le texte de sa proposition, rédigé comme suit :

« La Chambre

5. 1<sup>o</sup> demande la poursuite des recherches visant à améliorer les technologies en matière de gazéification souterraine du charbon;

2<sup>o</sup> souhaite la création d'une société publique pour l'exploitation future de la gazéification souterraine et en surface du charbon;

3<sup>o</sup> demande la réalisation de programmes expérimentaux sur le plan de la gazéification et de la liquéfaction du char-

Een lid sluit zich hierbij aan en dringt aan op een duidelijke stellingname vanwege de Regering en op overleg met de vakbonden. Volgens het lid worden de mijnwerkers afgedreigd met de mogelijke sluiting van de mijnen. Hij wijst er ook op dat op het vlak van arbeidsbescherming en gezondheid nog veel kan verbeteren en stelt als voorbeeld bepaalde Chinese mijnen.

\* \* \*

De heren W. Claes, M. Colla en Bossuyt (n° 279) stellen voor een optie *4bis* toe te voegen, luidend als volgt :

« De Kamer,

*4bis.* beveelt aan de procédés voor de terugwinning van energie en grondstoffen aan te moedigen o.a. door de valorisatie van de steenberggen tegen voorwaarden die de beste waarborgen bieden op gebied van exploitatieveiligheid en leefmilieu. »

Deze leden wensen op die manier ervoor te zorgen dat alle facetten van het steenkoolbeleid belicht worden.

De heer Dierickx stelt voor (n° 280) de tekst van de vierde optie na de woorden « te valoriseren » weg te laten en in de plaats daarvan een nieuwe optie *4bis* in te voegen luidend als volgt :

« De Kamer

*4bis.* dringt aan op een intensief geologisch onderzoeksprogramma, ten einde een nauwkeurige evaluatie te kunnen maken van de steenkoolreserves in onze ondergrond, met inbegrip van de lagen op grote diepte. »

Hij baseert zich hiervoor op de vaststelling dat de bewezen steenkoolreserves aanwezig in de Belgische ondergrond tot op een diepte van 1 000 meter niet onbelangrijk zijn. De preciese omvang van de steenkoolreserves in diepere ondergrond kan slechts bij benadering worden geraamd, gezien de beperkte geologische kennis van de ondergrond beneden de 1 000 meter diepte. Een intensief geologisch onderzoeksprogramma is daarom gewenst.

#### *Vijfde optie*

De tekst van de voorgestelde vijfde optie inzake steenkolen, luidt als volgt :

« 5. Beveelt een diversifiëring aan van de toepassingen van steenkool en wenst dat de verkoop van de ontginnings-technologieën en de valorisatie van de mijnprodukten worden aangemoedigd. »

De heer Fedrigo (n° 281) stelt voor deze tekst alsook de tekst van de zesde optie te vervangen door de tekst van zijn voorstel die luidt als volgt :

« De Kamer

5. 1<sup>o</sup> vraagt dat de opzoekingen verder worden gezet met het oog op de verbetering van de technologieën betreffende de onderaardse vergassing van steenkolen;

2<sup>o</sup> wenst dat een overleidsmaatschappij wordt opgericht voor de toekomstige exploitatie van de onderaardse en de bovenaardse vergassing van steenkolen;

3<sup>o</sup> vraagt dat experimentele programma's worden uitgewerkt met betrekking tot het plan van de vergassing en het

bon, la production d'essence synthétique et des techniques de combustion par lit fluidisé. »

Ce texte ajoute, selon le membre, un point 5, 2<sup>o</sup>, relatif à une société publique, et lui paraît plus précis.

M. Rigo propose d'insérer entre les mots « du charbon » et « et souhaite » les mots « notamment en matière de production combinée, de chauffage urbain et de combustion à lit fluidisé ». Il propose également de compléter le texte de l'option par les mots « eu égard aux intérêts du pays et de ses Régions ».

Le texte qu'il propose (n° 282) dès lors pour cette cinquième option est libellé comme suit :

« 5. Préconise une diversification des applications du charbon notamment en matière de production combinée, de chauffage urbain et de combustion à lit fluidisé, et souhaite que soit encouragée la vente des technologies d'extraction et de valorisation des produits de la mine, eu égard aux intérêts du pays et des Régions. »

Le membre déclare que de l'avis de tous les experts, il y a actuellement deux techniques rentables et parvenues à un état de développement et de maturité suffisant et qui peuvent permettre une diversification et un élargissement de la valorisation du charbon. Il s'agit de la production combinée et de la combustion à lit fluidisé.

De même, le chauffage urbain constitue un débouché intéressant pour les charbons flambants, dont la proportion ira croissant dans l'extraction des mines campinoises quel que soit le niveau auquel on maintiendra cette production. En effet, le retour du charbon comme moyen de chauffage des maisons ne peut passer par des chaudières individuelles, vu les problèmes de pollution d'une part et de surcroît d'investissement au stockage et à la manutention d'autre part. Ces obstacles n'existent pas pour les chaudières centralisées de chauffage urbain, ou dans la production combinée.

M. Ansoms (n° 283) voudrait compléter le texte de cette option par ce qui suit :

« A cet effet, il convient de créer d'urgence dans la province de Limbourg un syndicat d'études, composé des institutions et des organismes existants qui se consacrent à la valorisation du charbon. »

Le membre constate que, pour l'instant, de nombreuses instances se livrent à des études fragmentaires sur la valorisation du charbon. Il convient de centraliser ces efforts. La modification proposée ne vise donc pas la création d'une nouvelle institution mais la mise en œuvre d'une forme de collaboration entre les différentes institutions et organismes existants.

M. Rigo propose (n° 284) d'insérer une option 5bis, libellée comme suit :

« 5bis. Souhaite qu'une valorisation dans les cokeries des charbons à coke importés et belges soit opérée, sur base d'un programme de rééquipement des cokeries tenant compte de l'intérêt économique d'intégrer ces unités aux sociétés sidérurgiques ou au moins de les localiser sur les sites sidérurgiques ou à proximité immédiate. »

Il fait remarquer que la question du rééquipement des cokeries est actuelle, compte tenu :

vloeibaar maken van de steenkolen, de produktie van synthetisch benzine en de verbrandingstechnieken bij middel van "gefluidiseerd bed". »

Deze tekst voegt, aldus het lid, een punt 5, 2<sup>o</sup>, in m.b.t. een overheidsmaatschappij en komt hem als precieser over.

De heer Rigo stelt voor, tussen de woorden « van steenkool » en « en wenst » de woorden « met betrekking tot de gecombineerde produktie, stadsverwarming en verbranding bij middel van een gefluidiseerd bed » in te voegen. Hij stelt ook voor de tekst van de optie aan te vullen met de woorden « in het belang van het land en van de gewesten ».

De tekst die hij derhalve voorstelt (n° 282) voor deze vijfde optie luidt als volgt :

« 5. Beveelt een diversificatie aan in verband met de toepassing van de steenkool met betrekking tot de gecombineerde produktie, stadsverwarming en verbranding door middel van een gefluidiseerd bed, en wenst dat de verkoop van de extractietechnieken en de valorisatie van de mijnprodukten, in het belang van het land en van de Gewesten aangemoedigd worden. »

Het lid verklaart dat alle experten het erover eens zijn dat thans twee rendabele technieken bestaan, die genoegzaam gevorderd en gerijpt zijn en op grond waarvan een diversificatie en een uitbreiding van de valorisatie van de steenkool mogelijk zijn. Die technieken zijn de gecombineerde produktie en de verbranding door middel van een gefluidiseerd bed.

Zo ook vormt de stadsverwarming een interessante uitweg voor de vlamkolen waarvan het aandeel in stijgende lijn gaat in de extractievolumes van de Kempense steenkolenmijnen, welke ook het niveau zij waarop die produktie wordt gehouden. De terugkeer naar de steenkool als middel voor de huisverwarming ligt immers niet in individuele stookketels, gelet op de problemen in verband met de verontreiniging enerzijds en de hogere investeringen voor het opslaan en de afzet anderzijds. Die hinderpalen bestaan niet voor de centrale stookketels van de stadsverwarming of in de gecombineerde produktie.

De heer Ansoms (n° 283) wil de tekst van deze optie aanvullen met wat volgt :

« Hiertoe dient dringend in Limburg een studiesyndicaat, samengesteld uit de bestaande organismen en instellingen die zich wijden aan de steenkoolvalorisatie, opgericht te worden. »

Het lid stelt vast dat op dit ogenblik er door heelwat instanties fragmentarisch onderzoek gebeurt inzake kolenvalorisatie. Deze inspanningen dienen samengebundeld te worden. Deze voorgestelde wijziging vraagt dus geen nieuwe instelling, wel een samenwerkingsvorm tussen bestaande instellingen en organismen.

De heer Rigo (n° 284) stelt voor een optie 5bis in te voegen, die luidt als volgt :

« 5bis. Wenst dat in de cokesfabrieken voor de ingevoerde en Belgische cokeskolen, op basis van een programma van wederuitrusting van de cokesfabrieken een valorisatie plaats heeft die rekening houdt met het economisch belang van de integratie van die produktie-eenheden in de staalbedrijven of op zijn minst van de vestiging ervan op de plaats waar zich de staalbedrijven bevinden of in de onmiddellijke nabijheid ervan. »

Hij merkt op dat de vraag van de wederuitrusting van de cokesfabrieken actueel is, gelet op :

— du vieillissement des cokeries existantes, et de leur programme de fermeture;

— des possibilités limitées d'importations de coke, du surcoût de ces importations et des pertes en transport et manutention, ainsi que de l'importance d'un approvisionnement sûr de la sidérurgie;

— du taux élevé d'utilisation des cokeries (plus de 90 %) découlant d'une capacité existante de 6,1 millions de tonnes et d'une consommation de 5,7 millions de tonnes;

— de l'évolution prévue de l'utilisation spécifique du coke par tonne d'acier (480 à 440 kg/tonne de produit fini) et de naissance de la production d'acier (0 % à 3 % par an).

Il souligne que la localisation des cokeries auprès de la sidérurgie se justifie au plan économique à plusieurs titres :

— le transport de coke provoque une détérioration par bris lors des manipulations et du transport; on peut estimer la perte totale à au moins 10 %, soit 500 F par tonne au prix actuel du coke;

— les gaz de cokeries peuvent être valorisés au prix du gaz naturel en sidérurgie (ce qui n'est pas le cas pour une cokerie qui brûlerait son gaz excédentaire en centrale électrique) tandis que le gaz de haut fourneau peut être utilisé par les cokeries;

— aux charges financières actuelles, une cokerie qui n'est pas localisée sur un site sidérurgique a une rentabilité nulle tandis qu'associée à la sidérurgie, sa rentabilité est assurée, même aux très hauts taux d'intérêts actuels.

Par ailleurs, vu le programme prévu de fermeture et de réfections des cokeries, un déficit de près de 1,1 million de tonnes existera à partir de 1985-1987 dont 90 % sera localisé auprès de la sidérurgie liégeoise à cette époque. Une décision urgente de l'installation d'une nouvelle cokerie de 1,2 million de tonnes de capacité annuelle localisée à Seraing s'impose donc, car :

— elle permet une valorisation optimum de gaz et permet par ailleurs à la sidérurgie liégeoise de boucler son bilan gaz;

— elle évite des surcoûts importants d'investissements et des surcoûts importants et inutiles de transport et de perte en transport (environ 600 millions de F par an si on devait faire transporter le coke à partir d'un autre site).

M. Dierickx suggère d'insérer deux nouvelles options (*Sbis* et *Ster*).

L'option *Sbis* (n° 285) qu'il propose est libellé comme suit :

« La Chambre

*Sbis*. Estime que la politique actuelle de vente prioritaire du charbon belge doit être poursuivie par la conclusion de contrats à long terme avec l'industrie sidérurgique et avec le secteur de l'électricité. »

Le charbon belge est fourni à l'industrie sidérurgique aux prix du marché international, de sorte que, selon le membre, cette industrie n'en subit pas de préjudice économique. Les charbonnages doivent toutefois être assurés de pouvoir écouler leur production.

— de veroudering van de bestaande cokesfabrieken en het programma van de voorgenomen sluitingen;

— de beperkte mogelijkheden inzake vervoer van cokeskolen, de meeuittgaven die met de invoer gepaard gaan en de verliezen inzake transport en verhandeling, evenals het belang van een gewaarborgde bevoorrading van de staalnijverheid;

— het hoog bedrijfsgebruik van de cokesfabrieken (meer dan 90 %) welke voortvloeit uit een capaciteit die thans 6,1 miljoen ton bedraagt tegenover een verbruik van 5,7 miljoen ton;

— de verwachte ontwikkeling van het specifiek cokesgebruik per ton staal (480 tot 440 kg per ton afgewerkt produkt) en de opkomst van de staalproductie (0 % tot 3 % per jaar).

Hij wijst erop dat het vestigen van cokesfabrieken in de nabijheid van de staalindustrie om velerlei redenen verantwoord is uit een economisch oogpunt :

— het vervoer van cokeskolen geeft aanleiding tot een slechtere kwaliteit omdat die kolen tijdens de verhandeling en het vervoer verbrokkelen; het totaal verlies kan ten minste op 10 % worden geraamd (500 F per ton) tegen de huidige cokesprijs;

— het gas dat afkomstig is van de cokesfabrieken kan in de staalnijverheid gevaloriseerd worden tegen de prijs van aardgas (zulks is niet het geval voor een cokesfabriek waarvan het overtollig gas in een elektrische centrale wordt verbrand) terwijl het van de hoogovens afkomstige gas door de cokesfabrieken kan worden gebruikt;

— ingevolge de huidige financiële lasten is een cokesfabriek die niet gelegen is bij een staalbedrijf niet langer rendabel. Samen met een staalbedrijf is die wel rendabel, zelfs gelet op de interestvoeten die thans zeer hoog liggen.

Gelet op het programma inzake sluiting en verbouwing van de cokesfabrieken zal het deficit vanaf 1985-1987 ongeveer 1,1 miljoen ton bedragen waarvan de Luikse staalbedrijven op dat ogenblik 90 % voor hun rekening zullen nemen. Derhalve moet dringend een beslissing genomen worden in verband met de bouw, te Seraing, van een nieuwe cokesfabriek met een jaarcapaciteit van 1,2 miljoen ton en wel om volgende redenen :

— die cokesfabriek zal het beschikbaar gas op optimale wijze valoriseren en zal de Luikse staalnijverheid in de mogelijkheid stellen haar uitgaven voor gasverbruik in evenwicht te brengen;

— zo zouden belangrijke meeuittgaven vermeden worden voor investeringen en overbodig vervoer dat ook verlies meebrengt (ongeveer 600 miljoen F per jaar indien men de cokes vanuit een andere plaats moet aanvoeren).

De heer Dierickx wenst de invoeging van twee nieuwe opties, nl. *Sbis* en *Ster*.

Zijn voorstel (n° 285) van een nieuwe optie *Sbis* luidt als volgt :

« De Kamer

*Sbis*. Meent dat het huidige beleid van prioritaire afzet van Belgische steenkolen moet worden verdergezet, door het afsluiten van lange termijncontracten met de staalnijverheid en de electriciteitssector. »

De leveringen van Belgische steenkool aan de staalnijverheid geschieden tegen internationale marktprijzen, zodat de staalindustrie geen economische schade lijdt door deze afname, aldus het lid. Voor de steenkoolmijnen is het echter belangrijk dat zij over een verzekerde afzet kunnen beschikken.

Quant à l'option *Ster* (n° 286) proposée par M. Dierickx, elle est libellée comme suit :

« La Chambre

*Ster*. Souhaite que l'utilisation du charbon dans l'industrie soit encouragée dans l'optique du remplacement graduel du pétrole. »

On est actuellement occupé à mettre au point de nouvelles technologies en vue de valoriser l'énergie et les matières premières contenues dans le charbon. Le membre estime qu'il convient dès lors de stimuler l'application de ces technologies.

#### *Sixième option*

Cette option est libellée comme suit :

« 6. Souhaite, dans le domaine de la gazéification industrielle en surface et souterraine des combustibles solides, que le Gouvernement et les Exécutifs assurent la promotion de la recherche et le développement des moyens en vue de leurs utilisations sous forme gazeuse ou liquide. »

M. Ansoms (n° 287) propose de remplacer cette option par le texte suivant :

« 6. Souhaite que le Gouvernement et les Exécutifs poursuivent la recherche scientifique dans le domaine des applications du charbon, notamment :

— en continuant la coopération internationale dans le cadre de la gazéification souterraine du charbon;

— en élaborant des projets pilotes dans le domaine de la gazéification et de la liquéfaction du charbon (gazéification en surface, valorisation chimique du charbon, production de combustibles synthétiques, etc.). »

Le membre estime que la résolution proposée est formulée de manière assez vague. En outre, elle ne se réfère pas au contexte international dans lequel les recherches doivent être effectuées. Il ne serait guère justifié de développer une technologie entièrement nouvelle et spécifique tout en sachant qu'il existe déjà un savoir-faire important dans d'autres pays.

En ce qui concerne le traitement en surface du charbon, le membre estime que la phase d'étude et de recherche arrive progressivement à son terme et que la mise en œuvre de projets pilotes s'impose d'urgence.

M. Moors propose (n° 288) de remplacer la sixième option par le texte suivant :

« La Chambre

6. Préconise l'exportation des technologies d'extraction et demande que l'on assure la promotion des missions de prospection des services géologiques à l'étranger. »

Le membre estime que l'industrie belge possède un savoir-faire considérable en matière de technologies minières. Par ailleurs, notre service géologique dispose d'un cadre de personnel hautement qualifié et renommé. Une meilleure valorisation de ces atouts à l'étranger s'impose. Cela peut se faire notamment en encourageant la vente de technologies, en concluant des contrats de prospection ou en participant à des projets d'extraction étrangers.

M. Rigo propose (n° 289) de remplacer le texte de la sixième option par ce qui suit :

De nieuwe optie *Ster* (n° 286) voorgesteld door de heer Dierickx, luidt als volgt :

« De Kamer

*Ster*. Wenst dat het gebruik van steenkool in de industrie zou worden aangemoedigd met het oog op de geleidelijke vervanging van de aardolie. »

Nieuwe technologieën zijn in ontwikkeling om de in de steenkool aanwezige energie en grondstoffen te valoriseren. Derhalve dient volgens het lid de toepassing van deze technologieën te worden gestimuleerd.

#### *Zesde optie*

De voorgestelde tekst van deze zesde optie luidt als volgt :

« 6. Wenst dat de Regering en de Executieven, op het gebied van de industriële bovengrondse en ondergrondse vergassing van vaste brandstoffen, de promotie van het onderzoek en de ontwikkeling van de middelen om ze in gas of in vloeibare vorm te gebruiken, zouden waarborgen. »

De heer Ansoms (n° 287) stelt voor deze zesde optie te vervangen door volgende tekst :

« 6. Wenst dat de Regering en de Executieven het wetenschappelijk onderzoek op het gebied van de steenkooltoepassing verder zetten o.a. :

— door verdere internationale samenwerking in het kader van de ondergrondse steenkoolvergassing;

— door de uitwerking van pilootprojecten op het gebied van vergassing en vloeibaarmaking van steenkolen (bovengrondse vergassing, chemische valorisatie van de steenkool, productie van synthetische brandstoffen e.a.). »

Dat lid is van oordeel dat de voorgestelde optie vrij vaag is opgesteld. Bovendien wordt er niet verwezen naar de internationale kontekst, waarin het onderzoek dient te gebeuren. Het zou onverantwoord zijn een volledig nieuwe en eigen technologie te ontwikkelen, welwetende dat er reeds heel wat know-how in het buitenland aanwezig is.

Wat de bovengrondse verwerking van steenkool betreft, meent het lid dat men stilaan het stadium van de studie en het onderzoek voorbij is en dat er dringend pilootprojecten dienen opgezet te worden.

De heer Moors (n° 288) stelt volgende tekst voor :

« De Kamer

6. Beveelt de uitvoer van ontginningstechnologieën aan en vraagt de exploratieopdrachten van de geologische diensten in het buitenland te bevorderen. »

De Belgische nijverheid, aldus dit lid, beschikt over heel wat know-how inzake mijntechnologieën. Daarenboven beschikt onze Geologische Dienst over een hoog gekwalificeerd en gerenommeerd kader. Een betere valorisatie in het buitenland dringt zich op. Dit kan o.m. door de verkoop van technologieën te bevorderen, exploratiecontracten af te sluiten of door deelname in buitenlandse ontginningsprojecten.

De heer Rigo stelt voor (n° 289) de tekst van de zesde optie te vervangen door volgende tekst :



« 6. Souhaite, dans le domaine de la gazéification industrielle en surface à l'aide notamment de charbons importés, et dans le domaine de la gazéification souterraine des charbons *in situ* que soit assurée avec prudence la promotion de la recherche de manière à maintenir ouverte l'option de la gazéification et de la liquéfaction du charbon dans le long terme. »

Ce membre déclare que ces nouvelles technologies sont encore loin d'être mûres au plan économique. Il convient donc d'observer la plus grande prudence dans l'engagement de dépenses pour des programmes de recherche qui risquent de ne pas déboucher sur des procédés rentables à moyen ou à long terme.

Le fait est que des grandes sociétés mondiales, telles Exxon, viennent d'abandonner récemment leurs projets de production de gaz et de liquides synthétiques à partir du charbon ou sables asphaltiques. Il est significatif à cet égard que l'abandon d'Exxon se produit malgré le maintien par le président Reagan des aides importantes décidées sous Carter dans le cadre de Société des Carburants Synthétiques (Synthetic Fuel Corporation) qui donne une garantie fédérale aux projets de ce type. Les raisons de l'abandon d'un grand nombre de ces projets est d'abord à chercher au niveau des coûts techniques de production : ceux-ci varient de 5,7-22,8 \$ pour le baril de pétrole en Mer du Nord (où les coûts de production de pétrole sont les plus élevés), à 28,5-45,5 \$ le baril d'équivalent pétrole pour le gaz naturel liquéfié importé en Europe, à 39,8-62,6 \$ pour le gaz synthétique produit à partir des charbons domestiques les moins chers aux Etats-Unis (4,5 \$ le baril équivalent pétrole) et à 51,2-74,0 pour les carburants synthétiques que l'on produirait en Europe à partir des charbons importés les moins chers.

Les estimations des coûts de production de carburants synthétiques ne cessent par ailleurs de monter et tous les projets qui ont été étudiés au cours des dernières années ont vu leurs coûts s'élever en moyenne de 30 à 40 % en 2 ans.

Plus fondamentalement, le membre fait observer que la stratégie des producteurs de pétrole O. P. E. P. consiste à ne pas se laisser chasser du marché. Comme on l'a expérimenté au cours du 2<sup>e</sup> choc pétrolier, ils sont prêts à baisser leurs prix à cet effet. En réalité, à long terme, les réserves de pétrole dont on expliquait il y a quelques années qu'elles ne seraient disponibles que pour quelques dizaines d'années constitueront encore la principale source d'énergie bien avant dans le 21<sup>e</sup> siècle. Ceci est d'autant plus vrai, que le fait récent d'avoir admis la liaison du prix du gaz à celui du pétrole a pour résultat de plus que doubler les réserves existantes d'hydrocarbures, sans parler des nouvelles sources de gaz que l'on commence maintenant à chercher plus activement.

Les carburants synthétiques, gaz et essence, sont économiquement les concurrents directs des hydrocarbures et les producteurs de ceux-ci, notamment les producteurs membres de l'O. P. E. P. ne se laisseront pas chasser de leurs marchés. En conclusion, les projets en matière de carburants synthétiques sont postposés de 15 à 20 ans au moins, et il n'est pas indiqué pour la Belgique de se bercer maintenant de projets irréalistes.

Quant à l'expérience de gazéification souterraine en Belgique, le membre déclare que ce procédé belgo-allemand, testé actuellement à Thulin a été imaginé, compte tenu du fait que les ressources en charbon de l'Europe à grande profondeur, sont très importantes. Certes, s'il devait voir le jour, notre sécurité d'approvisionnement en énergie serait garantie pour plusieurs siècles. Mais, il ne semble pas que les premiers essais soient concluants, à telle enseigne que le professeur Ledent lui-même préconise le creusement de

« 6. Wenst dat, op het gebied van de industriële bovengrondse vergassing van ingevoerde steenkolen en op het gebied van ondergrondse vergassing van eigen steenkolen ter plaatse, de promotie van het onderzoek met omzichtigheid wordt gewaarborgd, zodat de mogelijkheid van vergassing en vloeibaarmaking van steenkolen op lange termijn open wordt gehouden. »

Het lid wijst erop dat die nieuwe technologieën uit een economisch oogpunt nog lang niet volkomen ontwikkeld zijn. De grootste omzichtigheid is dus geboden bij het vastleggen van uitgaven voor onderzoeksprogramma's, waarbij het gevaar bestaat dat zij op middellange of lange termijn tot niet renderende procédés zullen leiden.

Het is een feit dat grote multinationals, zoals Exxon, onlangs hun plannen voor de productie van synthetische gassen en vloeistoffen uit steenkolen of bitumineuze zandlagen hebben opgegeven. In dat verband is het veelbetekendend dat Exxon met haar plannen stopt ondanks het feit dat president Reagan de belangrijke steunmaatregelen heeft gehandhaafd die door zijn voorganger Carter waren toegekend in het kader van de « Synthetic Fuel Corporation » waardoor aan die plannen de waarborg van de federale overheid werd verleend. De redenen voor het opgeven van een groot aantal van die plannen zijn in de eerste plaats de hoge technische produktiekosten : deze schommelen van 5,7-22,8 \$ voor een vat olie uit de Noordzee (waar de kosten voor het produceren van olie het hoogst liggen) tot 28,5-45,5 \$ voor een hoeveelheid in Europa ingevoerd, vloeibaar gemaakt aardgas dat gelijk staat met een vat olie, 39,8-62,6 \$ voor synthetisch gas uit de goedkoopste soort huisbrandkolen in de Verenigde Staten (overeenstemmend met 4,5 \$ voor een vat olie) en 51,2-74,0 \$ voor synthetische brandstoffen die in Europa zouden worden geproduceerd uit de goedkoopste soort ingevoerde steenkolen.

Bovendien stijgen de ramingen van de produktiekosten voor synthetische brandstoffen voortdurend en de kosten van alle plannen die in de jongste jaren werden bestudeerd, zijn in 2 jaar tijd gemiddeld met 30 à 40 % toegenomen.

Meer fundamenteel nog is de vaststelling dat de olieproducenten van de O. P. E. C. zich niet van de markt laten verdringen. Zoals bij de tweede oliecrisis is gebleken, zijn ze bereid daartoe hun prijzen te verminderen. In werkelijkheid is het zo dat de oliereserves, waarvan enkele jaren geleden werd beweerd dat ze nog slechts enkele tientallen jaren zouden meegaan, de voornaamste energiebron zullen blijven tot ver in de 21<sup>e</sup> eeuw. Dat is des te meer waar daar de koppeling van de prijs van het aardgas aan die van de olie, waartoe onlangs werd besloten, tot gevolg heeft dat de bestaande reserves aan koolwaterstoffen meer dan verdubbeld zijn, zonder te gewagen van de nieuwe aardgasbronnen die men nu op een meer actieve wijze begint op te sporen.

De synthetische brandstoffen, gas en benzine, zijn uit een economisch oogpunt de rechtstreekse concurrenten van de koolwaterstoffen en de producenten van deze laatste, met name de olieproducenten die lid zijn van de O. P. E. C. zullen zich niet van de markt laten verdringen. Tot besluit kan worden gezegd dat de uitvoering van de plannen in verband met de synthetische brandstoffen met ten minste 15 à 20 jaar is uitgesteld, zodat het voor ons land niet aangewezen is op dat stuk irrealistische plannen te koesteren.

Wat het experiment betreft in verband met ondergrondse vergassing in België verklaart het lid dat het Belgisch-Duitse procédé, dat thans te Thulin wordt uitgetest, werd uitgevonden omdat er in Europa zeer aanzienlijke kolenvoorraden op grote diepte aanwezig zijn. Mocht het ooit in bedrijf kunnen worden genomen, dan zou onze energievoorziening voor verscheidene eeuwen veilig zijn gesteld. Maar de eerste proeven zijn blijkbaar niet erg hoopgevend, zodat professor Ledent zelf voorstelt putten tot een grote diepte

puits à grande profondeur, à partir desquels les sondages seraient perforés (voir sa communication à la S.R.B.I.I. du 11 mars 1982). Sans contesté en cette matière, nous n'en sommes qu'aux préliminaires, et bien éloignés de la mise au point d'une méthode industrielle économiquement rentable. Ce qui ne signifie évidemment pas qu'il faille tout abandonner. L'effort consenti devrait nous valoir faire le moins des retombées technologiques, sinon économiques. A long terme, pour le XXI<sup>e</sup> siècle il s'agit d'une technique d'avenir, vu l'importance des réserves de charbon.

M. Dierickx propose (n° 290) de remplacer dans cette sixième option les mots « assurent la promotion de la recherche » par les mots « intensifient la promotion de la recherche en majorant considérablement les crédits disponibles ».

MM. W. Claes, M. Colla et Bossuyt (n° 291) souhaitent compléter la dernière ligne de cette option par ce qui suit :

« 1° en procédant à l'évaluation technique et économique des procédés de gazéification existants;

2° en poursuivant la collaboration au niveau international dans le cadre de la gazéification souterraine du charbon;

3° en développant la gazéification en surface étant donné qu'il s'agit d'une technologie nouvelle promise à un bel avenir;

4° en stimulant les projets opérationnels dans le domaine de la liquéfaction du charbon, de la production d'essence synthétique et du dégazage partiel de la houille flambante. »

Deux membres proposent de compléter cette option par un nouveau numéro 6bis.

a) M. Dierickx (n° 292) propose ce qui suit :

« La Chambre,

6bis. Souhaite la création d'une société publique en vue de l'exploitation future de la gazéification souterraine et en surface du charbon. »

b) et M. De Batselier (n° 293) propose ce qui suit :

« La Chambre,

6bis. Recommande que la technique de liquéfaction par le procédé de la pyrolyse hydrogène continue d'être développée grâce à la construction d'une usine de démonstration semi-industrielle, intégrée aux charbonnages campinois. »

Le membre précise que la liquéfaction du charbon par le procédé de la pyrolyse hydrogène est une technologie typiquement belge qui présente des perspectives intéressantes pour une transformation rentable du charbon. Cette technique n'exige qu'un investissement relativement limité en appareils qui ont également été conçus en Belgique.

#### Septième option

Le texte proposé de la septième option relative au charbon est libellé comme suit :

« 7. Souhaite que le charbon campinois puisse être utilisé par une unité de production (éventuellement combinée) d'électricité de 600 MW maximum, installée dans le Limbourg. »

te graver en van daar af peilingen te verrichten (zie daarover zijn mededeling van 11 maart 1982 aan de S.R.B.I.I.). Onbetwistbaar zijn wij op dit stuk nog niet verder dan het voorafgaand onderzoek en dus nog ver verwijderd van de uitwerking van een economisch rendeerbare industriële methode. Dat betekent natuurlijk niet dat de pogingen in die zin moeten worden opgegeven. Wat tot nog toe gepresteerd werd zou ten minste technologische, zo niet economische resultaten moeten hebben. Op lange termijn bekeken, dus met het oog op de XXI<sup>e</sup> eeuw, lijkt het een techniek met toekomst, gelet op de omvang van de aanwezige kolenvoorraden.

De heer Dierickx stelt voor (n° 290) in deze zesde optie de woorden « zouden waarborgen » te vervangen door de woorden « zouden intensifiëren, door een aanzienlijke verhoging van de beschikbare kredieten ».

De heren W. Claes, M. Colla en Bossuyt (n° 291) wensen de laatste regel van deze optie aan te vullen met volgende nieuwe elementen :

« 1° door de technisch-economische evaluatie uit te voeren van bestaande procédés van vergassing;

2° door de samenwerking op internationaal vlak voort te zetten in het kader van de ondergrondse steenkoolvergassing;

3° door de bovengrondse vergassing te ontwikkelen daar dit een nieuwe technologie is met een beloftevolle toekomst;

4° door de operationele projecten te bevorderen op het vlak van de vloeibaarmaking van steenkool, de productie van synthetische benzine en de gedeeltelijke ontgassing van vlamkolen. »

Door twee leden wordt nog voorgesteld deze optie aan te vullen met een nieuw nummer 6bis. Deze voorstellen zijn :

a) van de heer Dierickx (n° 292), luidend als volgt :

« De Kamer,

6bis. Wenst de oprichting van een openbare maatschappij voor de toekomstige exploitatie van onder- en bovengrondse vergassing van steenkool. »

b) van de heer De Batselier (n° 293), luidend als volgt :

« De Kamer,

6bis. Stelt dat de techniek van de vloeibaarmaking van steenkool door hydrogeenpyrolyse verder moet ontwikkeld worden door de bouw van een semi-industriële demonstratiefabriek, geïntegreerd in de Kempense mijnen. »

De vloeibaarmaking van steenkool door hydrogeenpyrolyse is een eigen Belgische technologie, aldus het lid. Deze biedt interessante perspectieven voor een rendabele veredeling van steenkool. Dit vergt een relatief beperkte investering in apparaten die eveneens in België ontworpen werden.

#### Zevende optie

De voorgestelde tekst van de zevende optie inzake steenkolen luidt als volgt :

« 7. Wenst dat de Kempense steenkolen zouden kunnen gebruikt worden door een (eventueel gecombineerde) productie-eenheid van elektriciteit van maximum 600 MW, die in Limburg zou geïnstalleerd zijn. »

M. Moors propose (n° 294) de remplacer le texte de cette option par ce qui suit :

« La Chambre,

7. Recommande au Gouvernement de promouvoir une politique de valorisation des réserves de charbon :

1. en créant une unité de production d'électricité (éventuellement combinée) de 600 MW ou deux unités de 300 MW chacune, au Limbourg;

2. en stimulant les investissements nécessaires pour renouveler l'équipement des industries de transformation de la houille. Cela implique notamment l'implantation d'une cokerie de 1,2 MT en Campine. »

Le membre estime qu'il résulte de l'absence d'une politique à long terme que les investissements ont toujours été mal orientés et que, de ce fait, l'ensemble de l'exploitation en a pâti.

A long terme, il y a lieu de rechercher de nouvelles techniques d'exploitation en vue d'augmenter la productivité.

Cependant, très peu de fonds ont été investis jusqu'à présent : par exemple, alors que les dépenses totales d'une année s'élevaient à 10 milliards, 345 millions seulement ont été investis. Cette situation résulte toutefois d'une évolution historique. La politique locale a toujours été sous la coupe du pouvoir national, dont l'accord était requis pour la moindre décision d'investissement.

Il s'agirait de donner à l'avenir davantage de responsabilités aux directions elles-mêmes. Celles-ci devraient, dans le cadre d'une ligne de crédit déterminée, avoir toute liberté d'action. Cette méthode permettrait certainement de réduire les pertes d'exploitation.

Le membre poursuit en citant les trois théories qui sont actuellement avancées en ce qui concerne le site d'implantation d'une cokerie.

Une première école préconise l'implantation des cokeries à proximité du lieu où le coke est utilisé, tandis qu'une autre donne la préférence au lieu où le coke est importé (c'est-à-dire dans la région portuaire).

Le membre est personnellement partisan d'une troisième tendance qui recommande une implantation à proximité du lieu où est produite la matière première des cokeries, c'est-à-dire près des charbonnages. Etant donné les nombreux avantages qu'offre une telle localisation, notamment au niveau des prix, le membre recommande la construction d'une cokerie d'une capacité de 1,2 millions de tonnes dans le Limbourg.

MM. W. Claes, M. Colla et Bossuyt (n° 295) proposent de remplacer, à la deuxième ligne de cette option, les mots « de 600 MW maximum » par les mots « de  $1 \times 600$  MW ou  $2 \times 300$  MW ».

En outre, les mêmes membres souhaitent compléter la troisième ligne par les mots « après réalisation du programme nucléaire actuel ».

M. De Batselier propose (n° 296) d'ajouter le texte suivant au texte proposé de la septième option :

« Cette unité devra fonctionner comme première nouvelle centrale de base, au cas où un supplément de capacité s'avérerait nécessaire à l'avenir pour la production d'électricité. En outre, cette centrale devra être intégrée à la S. A. Kempense Steenkoolmijnen, de manière que les bénéfices de la production d'électricité couvrent une partie des pertes d'exploitation de ladite S. A. « Kempense Steenkoolmijnen ».

De heer Moors stelt voor (n° 294), de tekst van deze optie te vervangen door wat volgt :

« De Kamer,

7. Vraagt de Regering een politiek van valorisatie van de steenkool te bevorderen door :

1. de oprichting van een (eventueel gecombineerde) produktie-eenheid van elektriciteit van 600 MW of van twee eenheden van 300 MW elk, in Limburg;

2. de investeringen voor de vernieuwing van de uitrusting van steenkoolverwerkende nijverheden te stimuleren. Dit houdt o.m. in de vestiging van een cokesfabriek van 1,2 MT in de Kempen. »

Door het feit dat nooit een lange termijnpolitiek gevoerd werd zijn, aldus deze spreker, de investeringen nooit oordeelkundig gebeurd, met als gevolg dat de hele exploitatie aangetast werd.

Op lange termijn moet gezocht worden naar nieuwe exploitatietechnieken, met als objectief een verhoogde productiviteit.

Het is echter zo dat tot nu toe zeer weinig geld naar investeringen ging : bv. waar de totale uitgaven voor 1 jaar 10 miljard bedroegen werd slechts 345 miljoen aangewend voor investeringen. Dit is echter een historisch gegroeide situatie. Het plaatselijk beleid werd steeds gedirigeerd door een nationale beleidsinstantie waarvan de toestemming vereist was voor de minste investeringsbeslissing.

Voor de toekomst zou een grotere verantwoordelijkheid moeten gegeven worden aan de directies zelf. Binnen een bepaalde kredietlijn zouden zij vrijheid van handelen moeten krijgen. Dit zou zeker de exploitatieverliezen drukken.

Dit lid vermeldt nog de drie theorieën die bestaan over de plaats van vestiging van een cokesfabriek.

Daar waar een eerste school van mening is dat een cokesfabriek best gevestigd wordt nabij de plaats waar de cokes gebruikt worden pleit de tweede voor die vestiging nabij de plaats waar de cokes worden ingevoerd, dwz. in het havengebied.

Persoonlijk is het lid aanhanger van de derde stelling die een vestigingsplaats aanbeveelt nabij de plaats van de productie van de grondstof voor cokesfabrieken, dwz. in de nabijheid van de steenkoolmijnen. Het lid is van mening gezien de talrijke voordelen die deze plaats biedt o.a. op gebied van de prijs, dat in Limburg een cokesfabriek met een capaciteit van 1,2 miljoen ton moet gebouwd worden.

De heren W. Claes, M. Colla en Bossuyt (n° 295) hebben een voorstel ingediend dat ertoe strekt op de derde lijn van deze optie de woorden « maximum 600 MW » te vervangen door de woorden «  $1 \times 600$  MW of  $2 \times 300$  MW ».

Tevens wensen deze leden deze derde lijn aan te vullen met de woorden « geïnstalleerd zijn na verwezenlijking van het huidige nucleaire programma ».

De heer De Batselier stelt voor (n° 296) volgende tekst als aanvulling toe te voegen aan de voorgestelde tekst van deze zevende optie :

« Deze éénheid dient als eerste nieuwe basiscentrale vooropgesteld te worden indien in de toekomst nog bijkomende capaciteit zou nodig zijn voor de elektriciteitsproductie. Bovendien dient deze centrale geïntegreerd te zijn in de N. V. K. S. zodat de winsten van de elektriciteitsproductie een deel van de exploitatieverliezen van de N. V. K. S. zouden dekken. »

Selon le membre, la production combinée d'électricité et de chaleur par des centrales de dimensions moins importantes décentralisées à travers le pays mérite d'être encouragée de manière prioritaire plutôt que la production centralisée et exclusive d'électricité, si l'on considère le problème du point de vue de l'utilisation rationnelle de l'énergie et partant d'un point de vue macro-économique. Si la demande d'électricité connaissait une hausse suffisamment importante dans les années à venir, cette demande supplémentaire pourrait être satisfaite dans un délai assez court grâce à la construction d'une nouvelle centrale au charbon (délai de construction de 5 ans au lieu de 10 ans pour une centrale nucléaire).

Afin d'alléger la charge que constitue pour la collectivité le subventionnement de l'exploitation des charbonnages, il serait également indiqué, selon le membre, de donner à la S. A. Kempense Steenkoolmijnen la possibilité de rentabiliser sa production charbonnière sous la forme d'électricité.

Le même membre ainsi que M. M. Colla (n° 297) proposent d'insérer un nouveau point 7 *bis*, libellé comme suit :

« 7*bis*. — Recommande que la S. A. Kempense Steenkoolmijnen dispose des moyens financiers nécessaires au développement d'une série d'activités de valorisation basées sur le charbon campinois et sur le savoir-faire spécifique lié aux activités houillères (production d'électricité, production de coke, carbochimie, production de matériel de charbonnage, etc.). »

Les membres estiment que le bassin houiller campinois est l'un des rares bassins d'Europe occidentale qui n'ait déployé dans le passé aucune activité systématique en vue de la valorisation du charbon. La S.A. Kempense Steenkoolmijnen dans laquelle l'Etat a pour l'instant une participation majoritaire devrait dès lors disposer des moyens financiers lui permettant d'étendre ses activités en vue de réduire sa dépendance économique vis-à-vis de l'activité houillère proprement dite et d'utiliser pleinement à cette occasion le savoir-faire technique dont elle dispose.

M. W. Claes ainsi que MM. Colla et Bossuyt souhaitent (n° 298) également ajouter un nouveau point 7*bis*. Ils proposent le texte suivant :

« La Chambre,

7*bis*. Estime que les investissements destinés au renouvellement de l'équipement de l'industrie transformatrice de charbon doivent être stimulés. Dans cette optique, il convient de prévoir à relativement brève échéance l'implantation d'une usine à coke en Campine. La capacité de cette usine devrait s'élever approximativement à 1,2 million de tonnes pour que sa rentabilité soit assurée. A long terme, ces projets exigent d'ailleurs l'étude des possibilités de valorisation du gaz de cokerie ».

L'orateur souhaite également présenter certaines considérations générales sur la politique du Gouvernement en matière de charbon.

Dans la septième option, le Gouvernement évoque la possibilité de l'installation d'une unité de production (éventuellement combinée) d'électricité de 600 MW maximum. Le membre se demande cependant quand le Gouvernement à l'intention d'installer cette unité dans le Limbourg et sous quelles conditions. La construction de cette centrale a-t-elle priorité, en cas de reprise de la demande d'électricité, sur la construction d'une centrale nucléaire supplémentaire recommandée par certains pour des raisons de tarifs ?

Volgens het lid verdient de promotie van de gekombineerde produktie van elektriciteit en warmte in gedecentraliseerde kleinere centrales in het land prioriteit boven de gecentraliseerde produktie van louter elektriciteit, gezien vanuit een standpunt van Rationeel Energie Verbruik en dus ook vanuit macro-economisch standpunt. Indien de elektriciteitsvraag in de komende jaren voldoende sterk zou stijgen kan deze bijkomende behoefte aan elektriciteit op een voldoende korte tijdspanne opgevangen worden met de bouw van een nieuwe steenkolen centrale (bouwtijd van 5 jaar i.p.v. 10 jaar voor een kerncentrale).

Ten einde de subsidiëringlast van de steenkolenexploitatie voor de gemeenschap te verlichten zou het volgens het lid ook aangewezen zijn om de N. V. K. S. de mogelijkheid te geven haar steenkolenproduktie winstgevend te valoriseren onder de vorm van elektriciteit.

Samen met de heer M. Colla stelt het vorige lid voor (n° 297) een nieuw punt 7*bis* in te voegen dat luidt als volgt :

« 7*bis*. — Beveelt aan dat de N. V. K. S. over de nodige financiële middelen zou beschikken om een reeks valorisatieactiviteiten te kunnen ontwikkelen, gebaseerd op Kempense steenkolenactiviteiten (elektriciteitsproduktie, cokesproduktie, carbochemie, produktie van mijnmaterieel, enz.). »

Volgens deze leden is het Kempense steenkolenbekken één van de weinige West-Europese bekkens waarbij in het verleden geen systematische valorisatieactiviteiten voor steenkolen werden uitgebouwd. De n.v. K. S. waarin de Staat nu over een meerderheidsparticipatie beschikt, zou dan ook de financiële armslag moeten krijgen om haar activiteiten uit te breiden ten einde zich bedrijfseconomisch minder afhankelijk te maken van de steenkolenexploitatie zelf en om hierbij ten volle gebruik te maken van de technische know-how waarover zij beschikt.

De heer W. Claes wenst samen met de heren M. Colla en Bossuyt (n° 298) eveneens een nieuw punt 7*bis* in te voegen. Zij stellen volgende tekst voor :

« De Kamer,

7*bis*. Meent dat de investeringen voor de vernieuwing van de uitrusting van de steenkoolverwerkende nijverheid dienen te worden gestimuleerd. In dit perspectief moet de vestiging op relatief korte termijn, van een cokesfabriek in de Kempen worden voorzien. De capaciteit van deze fabriek zou zowat 1,2 miljoen ton moeten benaderen om de rentabiliteit ervan te verzekeren. Op lange termijn vergen deze projecten trouwens de studie van de valorisatiemogelijkheden van het cokesovengas ».

Deze spreker wenst evenwel ook een aantal algemene vaststellingen te doen over het steenkoolbeleid van deze Regering.

In deze zevende optie erkent de Regering de mogelijkheid van de oprichting van een (eventueel gecombineerde) productie-eenheid van elektriciteit van maximum 600 MW. Het lid vraagt zich evenwel af wanneer de Regering denkt deze eenheid te installeren in Limburg alsook in welke voorwaarden. Heeft de bouw van deze centrale, bij een toenemende vraag naar elektriciteit voorrang op de bouw van een bijkomende kerncentrale waartoe door sommigen uit tariefredenen gepleit wordt ?

En outre, le membre demande qui prendra l'initiative de créer cette centrale.

Le membre, qui n'ignore pas que le secteur privé ne se portera pas candidat pour cette création, se demande si les « Kempense Steenkolenmijnen » prendront eux-mêmes l'initiative de la création et de l'exploitation de la centrale en question. Cette centrale utilisera-t-elle en priorité le charbon limbourgeois ?

Un membre critique également le projet de contrat de gestion que les pouvoirs publics se proposent de conclure avec les « Kempense Steenkolenmijnen ». Le Gouvernement a-t-il une idée du volume de la production du noyau de sécurité que constituent malgré tout les K. S. ? Quelle est l'enveloppe financière dont pourront disposer les K. S. pour l'exécution du plan quinquennal ?

Quant à la création éventuelle d'une cokerie dans le Limbourg, le membre déclare tout ignorer d'une étude qui aurait démontré la rentabilité de la construction d'une telle cokerie. Néanmoins, toutes les études existantes sont arrivées à la conclusion que; si l'on entend continuer à assurer l'approvisionnement du marché belge en coke, la nouvelle cokerie, devra posséder une capacité de 1,2 million de tonnes, compte tenu de la fermeture inévitable d'un certain nombre d'entreprises vétustes.

Un membre ajoute incidemment que le projet de contrat de gestion demeure tout aussi vague quant à la diversification de la production des K. S. vers la fabrication de cokes.

Si, dans une allocution récente devant la S. D. R. limbourgeoise, le Ministre des Affaires économiques n'a pas nié la nécessité de construire une nouvelle cokerie. On n'en est pas moins curieux de connaître son opinion quant au lieu d'implantation de cette entreprise.

Le choix du lieu d'implantation de celle-ci revêt en effet divers aspects.

Le membre estime qu'une telle entreprise devrait être implantée à proximité du charbonnage où est extrait le charbon le mieux approprié pour être utilisé par la cokerie en question.

En effet, l'implantation d'une cokerie à Zeebrugge ne serait concevable qu'à condition que soit parachèvement la construction de l'arrière-port. Si cette implantation était décidée, il serait tout à fait logique que cette entreprise utilise du charbon importé en lieu et place du charbon limbourgeois. Le même raisonnement vaut d'ailleurs pour l'implantation éventuelle d'une cokerie aux abords de Sidmar à Zelzate. C'est pourquoi le membre souhaite que le Ministre des Affaires économiques apporte davantage des précisions sur ce point.

\* \* \*

M. Dupré (n° 299) souhaite que le texte de la septième option soit remplacé par ce qui suit :

« La Chambre,

7. Réclame la création de centrales électriques, mixtes si possible, en vue d'utilisation du charbon campinois, et ce dans les zones industrielles et urbaines qui s'y prêtent, étant entendu que leur production serait réservée au Limbourg jusqu'à concurrence de 600 MW. »

Dans le cadre de la politique énergétique globale, il y a lieu de prévoir la possibilité d'utiliser le charbon dans les centrales hydrauliques. Il faut en outre donner suite à la demande justifiée d'installation d'une unité de 600 mégawatt dans la région minière.

Le membre est d'accord avec l'intervenant précédent qui avait estimé qu'il ne peut y avoir confusion quant à la priorité à accorder à la construction d'une centrale utilisant du

Tevens stelt het lid de vraag wie het initiatief zal nemen tot de oprichting van deze centrale.

In de wetenschap dat de privé-sector geen kandidaat is voor deze oprichting vraagt het lid zich af of de K. S. zelf de nodige initiatieven zal nemen voor de oprichting en de exploitatie van de centrale. Zullen de Limburgse steenkolen prioritair gebruikt worden in deze centrale ?

Het lid heeft eveneens kritiek op het ontwerp van beheerscontract dat de overheid zich voorneemt af te sluiten met de K. S. Heeft de Regering een visie op de hoegrootheid van de produktie van de zekerheidskern die de K. S. toch is ? Welke is de financiële enveloppe waarover de K. S. zal kunnen beschikken voor de uitvoering van het vijfjarenplan ?

In verband met de eventuele oprichting van een cokesfabriek in Limburg verklaart het lid nooit kennis gehad te hebben van een studie die bewees dat de bouw van een cokesfabriek rendabel zou zijn. Alle studies zijn evenwel unaniem akkoord over de conclusie dat, indien men de bevoorradings van de Belgische markt met cokes in de toekomst wil blijven verzekeren, en aangezien de afbouw van een aantal verouderde installaties onvermijdelijk zal zijn, de oprichting van een nieuw cokesbedrijf met een capaciteit van 1,2 miljoen ton noodzakelijk is.

Terloops voegt een lid hieraan toe dat het ontwerp van beheerscontract ook op dit punt van diversificatie van de K. S.-steenkolen naar de cokesbedrijvigheid toe, vaag blijft.

In een recente toespraak van de Limburgse G. O. M. heeft de Minister van Economische Zaken deze noodzaak van een nieuw cokesbedrijf niet ontkend. Welke is echter zijn mening over de vestigingsplaats van dit bedrijf ?

Aan deze vestigingsplaats zijn inderdaad verschillende aspecten verbonden.

Naar het oordeel van het lid moet een dergelijk bedrijf geplaatst worden in de nabijheid van de steenkoolmijnen waar de beste steenkolen, dienstig voor het cokesbedrijf, worden gedolven, dwz. in de nabijheid van de Limburgse mijnen.

Inderdaad, een inplantingsplaats van een cokesbedrijf te Zeebrugge is enkel te begrijpen wanneer hier ook de achterhaven volledig zou uitgebouwd worden. Indien tot een dergelijke vestiging zou besloten worden, is het ook evident dat dit bedrijf geen Limburgse maar wel ingevoerde steenkolen zal gebruiken. Een gelijkaardige redenering geldt voor een eventuele inplantingsplaats bij Sidmar-Zelzate. Het lid wenst daarom vanwege de Minister van Economische Zaken meer duidelijkheid over de vestigingsplaats van de nieuwe cokesfabriek.

\* \* \*

De heer Dupré (n° 299) wenst de tekst van deze zevende optie te vervangen door wat volgt :

« De Kamer,

7. Dringt aan op de bouw van elektriciteitscentrales voor het gebruik van Kempense steenkool, waar mogelijk van het gecombineerde type in de daartoe geschikte industriële en stedelijke zones, en waarbij tot 600 MW voor Limburg wordt voorbehouden. »

Volgens het lid moet in het globale energiebeleid de mogelijkheid worden opengelaten om steenkool in te zetten in warmtekrachtcentrales. Daarnaast moet tevens tegemoetgekomen worden aan de gerechtvaardigde vraag om zeshonderd megawatt te vestigen in de mijnstreek.

Inhakend op het betoog van de vorige spreker is dit lid akkoord met de stelling dat over de voorrang van de bouw van een centrale op basis van Belgische steenkolen geen

charbon belge. Il importe que ce problème soit clairement défini dans le cadre du débat actuel. Il faut en effet lever toute équivoque sur le point de savoir si, en cas de redémarrage de la demande d'électricité, la construction d'une centrale électrique au charbon aura ou non la priorité sur la construction d'une unité nucléaire supplémentaire.

Quant au contrat de gestion que le pouvoir national se propose de passer avec les Kempense Steenkolenmijnen, le membre déclare que ce contrat en est encore au stade de projet et que les négociations ne sont pas encore terminées.

Pour ce qui est de la création éventuelle d'une nouvelle cokerie, le membre estime que, vu les problèmes qui se posent quant à la rentabilité de pareille entreprise, il importe de consacrer, dans les plus brefs délais, une étude approfondie à l'opportunité d'une telle entreprise ainsi qu'à son lieu d'implantation.

M. Rigo (n° 300) dépose une proposition visant à remplacer cette septième option par ce qui suit :

« La Chambre,

7. Souhaite que le programme national d'équipement en moyens de production d'électricité pour la période 1987-1996 soit basé prioritairement sur la mise en œuvre de centrales de production combinée au charbon, réparties équitablement au nord et au sud du pays et pour lesquels une part de la consommation, justifiable aux plans macro- et micro-économiques, sera réservée aux charbons belges. »

Le projet de résolution qui est soumis à la Commission propose la localisation obligée au Limbourg de nouvelles centrales électriques au charbon, de 600 MW ou de deux fois 300 MW.

Une telle façon de faire détermine a priori une option en faveur de la production centralisée d'électricité qui n'est pas la manière la plus rentable de produire de l'électricité à partir de charbon. De plus, on ajoute le handicap du prix du charbon limbourgeois.

Le membre déclare également que la manière la plus rentable de produire de l'électricité à partir de charbon est en production combinée. Or, celle-ci, basée sur des petites unités de 125 MW à 5 MW, est par nature décentralisée, puisqu'elle doit être couplée à des réseaux de chaleur dans des zonings industriels ou à des réseaux de chauffage urbain.

La production combinée, décentralisée à partir de charbon importé, produit en fait le kWh le moins cher, moins cher même que le kWh nucléaire (voir à ce sujet les chiffres du chapitre I, annexe technique du rapport des Sages, 1982). C'est cette production qui doit être encouragée. Il serait possible d'envisager, étant donné qu'il s'agit du kWh le moins cher, de réserver un débouché dans ce type de centrale à la production des mines campinoises, sans trop grever les factures des consommateurs ou handicaper l'industrie belge.

En ordre subsidiaire M. Rigo présente (n° 301) le texte suivant :

« La Chambre,

7. souhaite que soit poursuivi la politique de production d'électricité au départ du charbon; les unités correspondant à une capacité totale de 600 MW devraient être prévues en production combinée de chaleur et d'électricité pour autant qu'elles soient économiquement rentables;

verwarring mag bestaan. Dit probleem moet in het huidige debat duidelijk afgelijnd worden. Er moet inderdaad duidelijk gesteld worden of, bij herneming van de vraag naar elektriciteit, de bouw van een elektriciteitscentrale op basis van steenkolen al dan niet voorrang heeft op de bouw van een bijkomende nucleaire eenheid.

Wat het beheerscontract betreft dat de Nationale Overheid zich voornemt af te sluiten met de Kempense Steenkolenmijnen verklaart het lid dat dit contract nog in het ontwerpstadium verkeert en dat de onderhandelingen nog niet afgerond zijn.

Inzake de eventuele oprichting van een nieuwe cokesfabriek is dit lid van mening dat, gezien de problemen over o.a. de rendabiliteit van een dergelijk bedrijf, grondig maar dringend moet nagedacht worden over de bouw van dit bedrijf alsook over de vestigingsplaats.

De heer Rigo (n° 300) heeft een voorstel ingediend dat ertoe strekt deze zevende optie te vervangen door wat volgt :

« De Kamer,

7. Wenst dat het nationaal uitrustingsprogramma i.v.m. de middelen inzake elektriciteitsproductie, voor de periode 1987-1996 bij voorkeur zou steunen op het bouwen van centrales voor een gecombineerde produktie door middel van steenkool, welke evenwichtig gespreid worden in het Noorden en het Zuiden van het land en waarin een gedeelte van het verbruik — overeenkomstig de macro- en micro-economische plannen — zal worden toegewezen aan de Belgische steenkool. »

De ontwerp-resolutie die aan de Commissie wordt voorgesteld, stelt voor dat nieuwe steenkoolverwerkende elektrische centrales van 600 MW of twee maal 300 MW, verplicht in Limburg worden opgericht.

Zulks houdt a priori een optie in ten voordele van de gecentraliseerde produktie van elektriciteit welke niet de meest rendabele manier is om elektriciteit te winnen uit steenkool. Daarbij komt nog het feit dat de prijs van de Kempense steenkolen een hinderpaal vormt.

Het lid verklaart ook dat de meest rendabele manier om elektriciteit te winnen uit steenkool de gecombineerde produktie is. Welnu, deze steunt op kleine produktie-eenheden van 125 MW tot 5 MW en veronderstelt uiteraard een decentralisatie, daar zij moet gekoppeld worden aan warmtenetten in industriezones of aan netten voor stadsverwarming.

De gecombineerde produktie welke gedecentraliseerd wordt en met ingevoerde steenkool werkt, produceert in feite de goedkoopste kWh en valt zelfs minder duur uit dan de nucleaire kWh (zie in dat verband de cijfers in hoofdstuk I van het technische bijlage bij het verslag der Wijzen, 1982). Dat soort produktie moet worden aangemoedigd. Aangezien de kWh in dat geval de goedkoopste is, kan er aan gedacht worden om in dat soort centrales de Kempense steenkolen te verwerken zonder dat de kosten voor de verbruiker al te zwaar worden of dat de Belgische industrie daarvan hinder ondervindt.

In bijkomende orde stelt de heer Rigo (n° 301) de volgende tekst voor :

« De Kamer,

7. wenst dat het beleid voor de produktie van elektriciteit uit steenkolen wordt voortgezet; de eenheden met een totaal vermogen van 600 MW zouden moeten worden uitgerust voor de gecombineerde produktie van warmte en elektriciteit, voor zover zij economisch rendabel zijn;



propose que cette capacité soit installée en Wallonie après discussion avec l'Exécutif Régional wallon et ne peut admettre que les nouvelles centrales au charbon doivent être exclusivement construites au Limbourg; »

L'auteur fait remarquer que cette proposition est conforme à la volonté du Conseil Régional wallon telle qu'il l'a exprimée dans la résolution votée à l'unanimité le 4 juin 1982.

M. Fedrigo (n° 302) propose le texte suivant :

« La Chambre,

7. souhaite la construction de nouvelles unités de production d'électricité qui, correspondant à une capacité maximale totale de 600 MW et géographiquement dispersées, doivent être prévues en production combinée de chaleur et d'électricité et fourniront de la chaleur pour le chauffage urbain. »

Vu la politique d'U. R. E. que doit dès à présent mener notre pays, le membre estime illogique de ne pas prévoir de production combinée dans le cas de la construction de nouvelles unités de production; de plus, la rentabilisation maximale des installations et de leur fourniture de chaleur pour le chauffage urbain n'est possible que si les installations ne sont pas concentrées en un seul lieu de production, à proximité d'une seule agglomération.

M. Lestienne (n° 303) propose de modifier le texte comme suit :

« La Chambre

7. souhaite que le charbon puisse être utilisé par des unités de production combinée électricité/chaleur, installées là où la production de chaleur pourra être utilisée avec le rendement maximum. »

Il justifie sa proposition comme suit :

1. en supprimant le mot « campinois » sans aucunement remettre en question l'utilisation de charbon campinois, on évite d'en faire une obligation exclusive, ce qui risquerait d'hypothéquer l'investissement.

2. s'agissant de nouvelles centrales, il paraît justifié, dans le cadre de l'U. R. E., d'exploiter toutes les possibilités de récupération, et, partant de prévoir la production combinée de chaleur et d'électricité.

3. dans cette perspective il s'avèrera peut-être intéressant de réaliser plusieurs centrales, au lieu d'une, comme prévu dans le projet.

M. Rigo (n° 304) aborde le problème de la valorisation dans les cokeries du charbon importé et du charbon belge dans la proposition suivante qui vise à ajouter un nouveau numéro 7bis, libellé comme suit :

« La Chambre,

7bis. — souhaite qu'une valorisation dans les cokeries des charbons à coke importés et belges soit opérée, sur base d'un programme de rééquipement des cokeries tenant compte de l'intérêt économique d'intégrer ces unités aux sociétés sidérurgiques ou au moins de les localiser sur les sites sidérurgiques ou à proximité immédiate. »

stelt voor dat centrales van dat vermogen na overleg met de Waalse gewestexecutieve in Wallonië worden opgericht en kan niet gedogen dat de nieuwe door steenkool aangedreven centrales uitsluitend in Limburg gebouwd worden. »

De auteur merkt op dat dit voorstel strookt met de wil van de Waalse Gewestraad zoals hij die in de eenparig goedgekeurde resolutie van 4 juni 1982 heeft uitgesproken.

De heer Fedrigo (n° 302) stelt de volgende tekst voor :

« De Kamer,

7. wenst de bouw van nieuwe elektriciteitsproductie-eenheden die, met een totaalcapaciteit van maximaal 600 MW en geografisch verspreid, moeten gepland worden voor de gecombineerde produktie van warmte en elektriciteit en die de warmte zullen leveren voor de stadsverwarming. »

Gezien het R. E. V.-beleid dat ons land van nu af moet voeren, aldus het lid, ware het onlogisch de gecombineerde produktie niet te plannen bij de bouw van nieuwe produktie-eenheden; bovendien is de maximale rendabilisering van de installaties en de levering van warmte voor stadsverwarming niet mogelijk indien de installaties niet geconcentreerd worden op één enkele produktieplaats in de nabijheid van één enkele agglomeratie.

De heer Lestienne (n° 303) stelt voor de tekst te wijzigen als volgt :

« De Kamer,

7. wenst dat de steenkolen kunnen worden gebruikt door een gecombineerde produktie-eenheid van elektriciteit en warmte, die zou worden opgericht daar waar de produktie van warmte met het hoogst mogelijke rendement kan worden aangewend. »

Hij verantwoordt zijn voorstel als volgt :

1. als men het woord « Kempense » weglaat, zonder te discussiëren over het gebruik van de Kempense steenkolen, voorkomt men een exclusieve verplichting hiervan te maken, hetgeen de investeringen zou kunnen hypothekeren.

2. aangezien het over nieuwe centrales gaat, lijkt het in het raam van het R. E. V.-beleid verantwoord om alle recuperatiemogelijkheden uit te baten en derhalve in de gecombineerde produktie van steenkool en elektriciteit te voorzien.

3. in dat perspectief is het misschien interessant om verscheidene centrales te bouwen i.p.v. van die éne waarin door het ontwerp voorzien wordt.

Het probleem van de valorisatie van de ingevoerde en van de Belgische steenkolen in de cokesbedrijven behandelt de heer Rigo (n° 304) in het volgende voorstel dat strekt tot toevoging van een nieuw nummer 7bis, luidend als volgt :

« De Kamer,

7bis. — wenst dat in de cokesfabrieken voor de ingevoerde en Belgische cokeskolen, op basis van een programma van wederuitrusting van de cokesfabrieken een valorisatie tot stand komt die rekening houdt met het economisch belang dat erin bestaat die fabrieken te integreren in de staalondernemingen of ze althans te vestigen op de plaats waar zich de staalbedrijven bevinden of in de onmiddellijke nabijheid ervan. »



Selon le membre, cette question du rééquipement des cokeries est actuelle, compte tenu :

- du vieillissement des cokeries existantes, et de leur programme de fermeture;

- des possibilités limitées d'importation de coke, du surcoût de ces importations et des pertes en transport et manutention, ainsi que de l'importance d'un approvisionnement sûr de la sidérurgie;

- du taux élevé d'utilisation des cokeries (plus de 90 %) découlant d'une capacité existante de 6,1 MT et d'une consommation de 5,7 MT;

- de l'évolution prévue de la mise au mille par tonne d'acier (480 à 440 kg/tonne de produit fini) et de naissance de la production d'acier (0 % à 3 % par an).

Le membre ajoute que la localisation des cokeries auprès de la sidérurgie se justifie au plan économique à plusieurs titres :

- le transport de coke provoque une détérioration par bris lors des manipulations et du transport. On peut estimer la perte totale à au moins 10 %, soit 500 F par tonne au prix actuel du coke;

- les gaz de cokeries peuvent être valorisés au prix du gaz naturel en sidérurgie (ce qui n'est pas le cas pour une cokeries qui brûlerait son gaz excédentaire en centrale électrique) tandis que le gaz de haut-fourneau peut être utilisé par les cokeries;

- aux charges financières actuelles, une cokerie qui n'est pas localisée sur un site sidérurgique a une rentabilité nulle tandis qu'associée à la sidérurgie, sa rentabilité est assurée, même aux très hauts taux d'intérêts actuels.

Le membre ajoute encore que, par ailleurs, vu le programme prévu de fermeture et de réfections des cokeries, un déficit de près de 1,1 MT existera à partir de 1985-1987 dont 90 % sera localisé auprès de la sidérurgie liégeoise à cette époque. Une décision urgente de l'installation d'une nouvelle cokerie de 1,2 MT de capacité annuelle localisée à Seraing s'impose donc, car :

- elle permet une valorisation optimum de gaz et permet par ailleurs à la sidérurgie liégeoise de boucler son bilan gaz;

- elle évite des surcoûts importants d'investissements et des surcoûts importants et inutiles de transports et de perte en transport (environ 600 millions de F par an si elle devait faire transporter son coke à partir d'un autre site).

Un membre souhaite encore traiter, au moyen de quelques questions, l'ensemble des problèmes afférents à la centrale électrique alimentée au charbon limbourgeois et à la création d'une cokerie.

Selon les déclarations du Ministre des Affaires économiques, le Gouvernement national et l'Exécutif flamand auraient conclu un accord concernant la construction d'une centrale au charbon. Le membre s'étonne dès lors de ne trouver nulle part mention de cet accord ni dans les projets de résolutions, ni dans le texte initial indiquant la position de l'Exécutif flamand en matière d'énergie, qui a été examiné le 4 juin 1982 par la Commission de l'Energie du Conseil flamand. Ce n'est qu'après un amendement déposé

Het lid is van oordeel dat de vraag van de wederuitrusting van de cokesfabrieken actueel is gelet op :

- de veroudering van de bestaande cokesfabrieken en het programma van de overgenomen sluitingen;

- de beperkte mogelijkheden inzake invoer van cokeskolen, de meeruitgaven die met de invoer gepaard gaan en de verliezen inzake transport en verhandeling, evenals het belang van een gewaarborgde voorziening van de staalnijverheid;

- de hoge graad van benutting van de cokesfabrieken (meer dan 90 %) welke voortvloeit uit een bestaande capaciteit van 6,1 MT tegenover een verbruik van 5,7 MT;

- de verwachte ontwikkeling van het specifiek cokesgebruik per ton staal (480 tot 440 kg/per ton afgewerkt produkt) en de opkomst van de staalproductie (0 % tot 3 % per jaar);

Het lid voegt eraan toe dat het vestigen van cokesfabrieken in de nabijheid van de staalnijverheid uit een economisch oogpunt om velerlei redenen verantwoord is :

- het vervoer van cokeskolen geeft aanleiding tot een slechtere kwaliteit, omdat die kolen tijdens de verhandeling en het vervoer verbrokkelen. Het totale verlies mag ten minste op 10 % worden geraamd (500 F per ton) tegen de huidige cokesprijs;

- het gas dat afkomstig is van de cokesfabrieken kan in de staalnijverheid gevaloriseerd worden tegen de prijs van aardgas (zulks is niet het geval voor een cokesfabriek waarvan het overtollige gas in een elektrische centrale wordt verbrand) terwijl het van de hoogovens afkomstige gas door de cokesfabrieken kan worden gebruikt;

- ingevolge de huidige financiële lasten is een cokesfabriek die niet gelegen is bij een staalbedrijf niet langer rendabel. Samen met een staalbedrijf is die wel rendabel, zelfs tegen de huidige hoge rentetarieven.

Het lid voegt hier nog aan toe dat er, gelet op het programma inzake sluiting en verbouwing van de cokesfabrieken vanaf 1985-1987 een tekort van 1,1 MT zal bestaan, waarvan de Luikse staalbedrijven op dat ogenblik 90 % voor hun rekening zullen nemen. Derhalve moet dringend een beslissing genomen worden in verband met de bouw te Seraing van een nieuwe cokesfabriek met een jaarcapaciteit van 1,2 MT en wel om volgende redenen :

- die cokesfabriek zal het beschikbare gas op optimale wijze valoriseren en zal de Luikse staalindustrie in de mogelijkheid stellen haar uitgaven voor gasverbruik in evenwicht te brengen;

- zo zouden aanzienlijke meeruitgaven vermeden worden voor investeringen en grote en overbodige meeruitgaven voor vervoer en vervoerverlies (ongeveer 600 miljoen F per jaar, indien men de cokes vanuit een andere plaats moet aanvoeren).

Een lid wenst nog door middel van een aantal vragen de volledige problematiek van de elektriciteitscentrale op basis van Limburgse steenkolen en van de oprichting van een cokesbedrijf te behandelen.

Volgens verklaringen van de Minister van Economische Zaken zouden de Nationale Regering en de Vlaamse Executieve een akkoord hebben bereikt over de bouw van een steenkoolcentrale. Het verwondert het lid bijgevolg dat dit akkoord nergens in de voorgelegde resolutieteksten vermeld is noch in de oorspronkelijke tekst van het energie-standpunt van de Vlaamse Executieve die door de Commissie voor de Energie van de Vlaamse Raad werd besproken op 4 juni 1982. Slechts na een amendement in de Commissie

en Commission du Conseil flamand que le texte de l'Exécutif, tel qu'il était modifié, indiquait le site recommandé pour cette centrale.

Aussi le membre demande au Gouvernement si celui-ci soumettra de nouveaux textes en la matière à la Commission.

Le membre estime par ailleurs que la construction d'une centrale au charbon exclut celle d'une centrale nucléaire, et réciproquement. Selon lui, il est précisé tant dans le rapport des Sages que dans le plan d'équipement des sociétés de distribution d'électricité que la construction d'une centrale au charbon ne deviendra nécessaire qu'à partir de 1994. Le membre souhaite que cette situation soit rapidement éclaircie. Il faut que le Gouvernement se prononce clairement au sujet de la construction d'une centrale de base dans le Limbourg avant que ne soit entamée la construction d'une unité nucléaire supplémentaire.

Au sujet de la proposition d'un membre visant la construction dans le Limbourg d'une centrale électrique éventuellement du type combiné, l'orateur précise qu'une centrale de ce type totalise seulement 2 000 heures de fonctionnement par an, ce qui est insuffisant. Il est par conséquent nécessaire de préciser clairement dans le texte de la résolution que la centrale au charbon à construire dans le Limbourg sera du type centrale de base, qui est en activité durant toute l'année, ce qui assurera définitivement l'écoulement du charbon limbourgeois.

Ce raisonnement concernant l'écoulement du charbon limbourgeois s'applique également à la construction d'une cokerie. Il résulte d'ailleurs d'une étude officielle que l'installation d'une cokerie au Limbourg présente des avantages considérables. Le même membre ajoute que les charbonnages limbourgeois ne sont pas en mesure d'approvisionner en coke l'ensemble du secteur sidérurgique belge. Il faudra donc importer du charbon étranger. La question du choix entre Sidmar et Zeebrugge pour l'implantation d'une cokerie ne s'inscrit donc pas dans le cadre des problèmes du charbon limbourgeois.

En ce qui concerne la capacité de cette cokerie, le membre fait remarquer que, selon l'étude du bureau McKinsey, l'assainissement de la sidérurgie wallonne sera suivi, vers 1985, d'une pénurie de coke, à concurrence de 2 millions de tonnes : la demande de coke s'élèvera à 4,7 millions de tonnes, alors que l'offre ne sera que de 2,65 millions. Il est vrai qu'à court terme la demande de coke sera de 1,2 million de tonnes. Le membre estime toutefois qu'il est nécessaire de prévoir dès à présent une capacité de 2,4 millions de tonnes, étant donné que dans la période de 1982 à 1985 plusieurs cokeries belges devront cesser leurs activités. Il a exprimé ces thèses dans ses propositions modifiant la huitième option de cette résolution.

M. Dierickx (n° 305) propose de remplacer le texte de la septième option par ce qui suit :

« La Chambre

7. souhaite que le charbon campinois soit utilisé dans des unités de production combinée de plus petites dimensions et de moins de 600 MW. Elles doivent être construites à proximité des lieux de consommation de l'électricité et de la chaleur. »

L'orateur plaide en faveur de la création de plusieurs petites unités combinées. Il convient de mener une politique volontariste de production combinée.

Quant à M. Ansoms, il souhaite que la centrale à construire soit intégrée dans la société des charbonnages campinois.

van de Vlaamse Raad werd de tekst van de Executieve gewijzigd in de richting van de aanduiding van de aanbevolen plaats van deze centrale.

Het lid vraagt bijgevolg of de Regering aan deze Commissie nieuwe teksten terzake zal voorleggen.

Het lid is verder van oordeel dat er een wederzijdse exclusiviteit bestaat tussen de bouw van een steenkolen centrale en de bouw van een nucleaire centrale. Volgens hem wijzen zowel het Rapport der Wijzen als het uitrustingsplan van de electriciteitsmaatschappijen erop dat de bouw van een steenkolen centrale slechts nodig geacht wordt vanaf 1994. Daarom pleit hij ervoor dat op dit punt snel duidelijkheid wordt verschaft, dwz. dat de Regering zich zo duidelijk mogelijk dient uit te spreken over de bouw van een basislastcentrale in Limburg alvorens dat nog een bijkomende nucleaire eenheid wordt gebouwd.

Inzake het voorstel van een lid i.v.m. de bouw van een elektriciteitscentrale in Limburg eventueel van het gecombineerde type verklaart deze spreker dat een centrale met gecombineerde produktie slechts 2000 bedrijfsuren per jaar telt. Dit is onvoldoende. Daarom moet in de tekst van de resolutie duidelijk gesteld worden dat de steenkolen centrale, te bouwen in Limburg, van het type basislastcentrale is die een volledig jaar draait en waardoor de afzet van de Limburgse steenkolen definitief zal verzekerd zijn.

Dezelfde redenering inzake afzet van de Limburgse steenkolen geldt voor de bouw van een cokesfabriek. Uit een officiële studie is trouwens gebleken dat de vestiging ervan in Limburg belangrijke voordelen biedt. Het lid voegt eraan toe dat de Limburgse steenkolenmijnen de volledige Belgische staalnijverheid evenwel niet van cokes kunnen voorzien. Er zullen bijgevolg toch buitenlandse steenkolen moeten ingevoerd worden. Een keuze van vestigingsplaats van een cokesfabriek tussen Sidmar en Zeebrugge hoort bijgevolg niet thuis in de problematiek van de Limburgse kolen.

Wat de capaciteit betreft van dit cokesbedrijf verklaart dit lid dat er, blijkens de studie van het studiebureau McKinsey, na de sanering van het Waalse staal, tegen 1985 een cokesgap zal zijn van 2 miljoen ton. De vraag naar cokes zal op dat ogenblik 4,7 miljoen ton bedragen daar waar het aanbod slechts 2,65 miljoen ton zal zijn. Het is weliswaar juist dat op korte termijn een vraag naar cokes zal ontstaan van 1,2 miljoen ton. Evenwel is het volgens het lid noodzakelijk nu reeds een capaciteit te voorzien van 2,4 miljoen ton aangezien in de periode 1982-1995 verschillende cokesfabrieken in ons land aan hun tijdshorizon zullen komen. Dit lid heeft bijgevolg deze stellingen neergelegd in zijn tekstvoorstellen tot wijziging van de achtste optie van deze resolutie.

De heer Dierickx (n° 305) stelt voor de tekst van de zevende optie te vervangen door wat volgt :

« De Kamer

7. wenst dat de steenkool uit de Kempen gebruikt wordt in kleinere gecombineerde produktie-eenheden van minder dan 600 MW. Zij moeten opgericht worden in de nabijheid van de plaatsen van verbruik van elektriciteit en warmte.

Spreker pleit voor de oprichting van verscheidene gecombineerde kleine eenheden. Een voluntaristische politiek van gecombineerde produktie moet worden gevoerd.

De heer Ansoms hoopt dat de te bouwen centrale geïntegreerd wordt in de Kempense steenkolenmijnen.

Si l'on décide de créer une centrale du charbon dans le Limbourg, il est préférable de l'intégrer dans les charbonnages. Ceci augmentera leurs chances de maintenir leur niveau d'activité et d'améliorer leur rendement.

Il faut ménager la possibilité de construire par exemple plusieurs unités de moindre importance du type combiné « électricité-chaleur » et susceptibles d'être intégrées dans des projets de chauffage à distance.

C'est pourquoi, il (n° 306) propose de remplacer les mots « par une unité de production... dans le Limbourg » par les mots « par des unités de production d'électricité d'une capacité globale de 600 MW maximum (éventuellement combinées et intégrées aux charbonnages campinois), installées dans le Limbourg ».

Suite à la question d'un orateur précédent, un membre pose la question de savoir à combien s'élèveront les coûts supplémentaires du transport du charbon à coke si l'on installe des cokeries dans le Limbourg.

En effet, dans le problème de la localisation, l'aspect transport revêt une importance particulière :

a) parce qu'il est coûteux :

|                 |             |         |
|-----------------|-------------|---------|
| Zeebrugge-Liège | } par train | 220 F/t |
| Campine-Liège   |             | 120 F/t |
| Gand-Liège      |             | 200 F/t |

b) parce qu'il provoque une détérioration du coke, par bris (au stockage, pendant le transport et les manutentions). On peut estimer la perte totale à au moins 10 %.

Au prix actuel du coke, cette perte représente donc environ 500 F/t.

Le coût de transport du charbon d'Anvers à Liège est d'environ 120 F/t.

Compte tenu de la perte au feu lors de la cokéfaction (45 %) ceci correspond à environ  $120 \times 1,45 = 174$  F à la tonne de coke équivalent.

Vu la mise au gabarit à 9 000 t du Canal Albert, le coût du transport du charbon devrait descendre, si l'on envisage les convois poussés, à environ 80 F/t, soit  $80 \times 1,45$ , environ 120 F/t de coke équivalent.

Vu les volumes à transporter à Liège, la comparaison de l'implantation à Gand ou à Zeebrugge pourrait donc coûter à la sidérurgie liégeoise :

$$10^6 \times (210 + 500) - 120 = \text{environ } 600 \text{ millions F/an.}$$

(1) (2) (3) (4)

(1) Déficit en coke de Liège.

(2) Moyenne entre 200 et 220 F/t coût transport.

(3) Perte par bris.

(4) Coût transport charbon Anvers-Liège 9 000 t ramené à la tonne de coke équivalent.

Poursuivant son intervention, M. Rigo (n° 307) propose d'ajouter une option supplémentaire en prévoyant un point 7bis, libellé comme suit :

« La Chambre

7bis. Souhaite que les pouvoirs publics encouragent le développement de réseaux de chauffage urbain dans les zones à forte demande de chaleur, et cela essentiellement à partir d'unités de production combinée au charbon et pour lesquelles une part de la consommation de charbon, justifiable aux plans micro- et macro-économiques, serait réservée aux charbons belges ; »

Wanneer beslist wordt tot oprichting van een steenkoolcentrale in Limburg, wordt deze best geïntegreerd in de K. S. Het geeft de K. S. meer kansen haar activiteitsniveau te behouden en tot een hoger rendement te komen.

Men moet de mogelijkheid open laten dat er b.v. verschillende kleinere eenheden gebouwd worden, die dan van het gecombineerde type « elektriciteit - warmte » kunnen zijn en aldus ingeschakeld worden in projecten van afstandsverwarming.

Daarom stelt hij voor (n° 306) de woorden « eventueel gecombineerd » aan te vullen met « in de Kempense steenkoolmijnen geïntegreerde » en de woorden « produktie-eenheid van elektriciteit van maximale 600 MW » te vervangen door : « produktie-eenheden van elektriciteit met een gezamenlijk vermogen van maximum 600 MW ».

In verband met wat een vorige spreker vroeg, wil een lid vernemen hoe hoog de bijkomende kosten zullen zijn van het cokeskolenvervoer, als in Limburg een cokesfabriek wordt gevestigd.

Vervoer is immers een bijzonder belangrijk aspect in het probleem van de vestigingsplaats :

a) omdat het duur is :

|                |          |         |
|----------------|----------|---------|
| Zeebrugge-Luik | } per as | 220 F/t |
| Kempen-Luik    |          | 120 F/t |
| Gent-Luik      |          | 200 F/t |

b) omdat het leidt tot kwaliteitsvermindering van de cokes door verbrijzeling (bij opslag, gedurende het vervoer en het lossen en laden).

Dit verlies is bij de huidige prijs van cokes zowat 500 F/t.

Het steenkolenvervoer van Antwerpen naar Luik kost zowat 120 F/t.

Als rekening wordt gehouden met het verlies bij cokesfabricatie (45 %), dan betekent dit zowat  $120 \times 1,45 = 174$  F per cokeston-ekwivalent.

Doordat het Albertkanaal zou worden aangepast voor schepen tot 9 000 T, zouden de vervoerkosten van de steenkolen moeten dalen, tot nagenoeg 80 F/t als tot duwvaart wordt besloten, dit is  $80 \times 1,45$ , dus ongeveer 120 F/t coke-ekwivalent.

Gelet op hetgeen naar Luik wordt vervoerd zou de vestiging te Gent of te Zeebrugge voor de Luikse staalnijverheid dus neerkomen op :

$$10^6 \times (210 + 500) - 120 = \text{ongeveer } 600 \text{ miljoen F per}$$

(1) (2) (3) (4) jaar.

(1) Cokestekort voor Luik.

(2) Gemiddelde tussen 200 en 220 F/t vervoerkosten.

(3) Verlies door verbrijzeling.

(4) Vervoerkosten steenkolen Antwerpen-Luik per 9 000 t herleid tot tonekwivalent kooks.

Verder stelt de heer Rigo (n° 307) voor een bijkomende optie toe te voegen door te voorzien in een punt 7bis, luidend als volgt :

« De Kamer

7bis. Wenst dat de overheid de ontwikkeling van stadsverwarmingsnetten aanmoedigt in de wijken waar een grote vraag naar warmte is, en zulks hoofdzakelijk middels eenheden voor de gecombineerde produktie van steenkool en waarvoor een gedeelte van het steenkoolverbruik dat op micro- en macro-economisch vlak verantwoord is, aan de Belgische steenkool wordt voorbehouden ; »

Il estime, en effet, qu'il n'est pas réaliste d'imaginer un retour du charbon sur le marché du chauffage des maisons à partir de petites chaudières individuelles. Les désavantages, qui se traduisent notamment au niveau des coûts, sont trop importants : pollution, surcroît au niveau de la chaudière, difficultés de manutention et de transports, etc...

La seule chance du charbon de récupérer une part du marché du chauffage est dans le développement de réseaux de chauffage urbain à partir de chaudières centralisées et si possible de production combinée.

Un membre s'étonne que l'option 7 prévoit une centrale de 600 MW alors que dans un document publié par l'O. P. I., il est dit que l'implantation d'une nouvelle centrale n'est nullement nécessaire. Le Gouvernement et plusieurs membres affirment que l'implantation d'une centrale à base de charbon entraînera toute une série d'activités.

L'orateur aimerait que le Gouvernement démontre :

- 1) la nécessité d'une nouvelle unité de production d'électricité de 600 MW;
- 2) la nécessité d'aller l'installer dans le Limbourg;
- 3) les nouvelles activités qui seront créées à la suite de la création d'une telle centrale.

Un autre membre rappelle que le Secrétaire d'Etat a dit qu'une centrale de 600 MW devrait avoir la priorité absolue et qu'elle devait être installée dans le Limbourg.

En ce sens, l'orateur estime qu'il est impossible d'aborder la discussion sur les centrales nucléaires avant d'avoir une position claire et nette à propos des centrales charbonnières.

Par ailleurs, il est répondu à propos de l'étude publiée par l'O. P. I. qu'elle date de 1978 et que les éléments du dossier se sont modifiés.

Quant à l'implantation d'une nouvelle centrale dans le Limbourg, la nécessité de diminuer les coûts de transport s'est avérée primordiale et dès lors, à rendu nécessaire de l'implanter près des charbonnages.

#### *Huitième option*

La huitième option de cette résolution consiste à demander aux Régions d'autoriser rapidement l'exploitation de nouvelles concessions.

M. Rigo (n° 308) dépose une proposition visant à remplacer cette huitième option par le texte suivant :

8. « La Chambre demande :

a) à la Région Flamande d'autoriser l'exploitation de nouvelles concessions;

b) à la Région Wallonne de veiller à ce que les concessions existantes n'usent leurs efforts en concertation avec les pouvoirs publics en vue de promouvoir l'exploitation des sites à ciel ouvert, la valorisation des charbons sous toutes ses formes et la récupération des matières charbonneuses contenues dans les terrils. »

Cette modification vise à distinguer deux politiques. C'est un quasi-truisme d'affirmer qu'en cette matière il existe une grande différence entre les deux Régions. Dans le Sud, la presque totalité du territoire a été concédée mais les sociétés concessionnaires sont en sommeil suite au programme de fermeture des années 1960. C'est pourquoi il est nécessaire de permettre divers types d'exploitation.

M. Deleuze (n° 309) propose, quant à lui de remplacer l'option 8 par le texte suivant :

Hij is immers van oordeel dat zoals aangeduid in punt 5 het niet realistisch is te geloven dat de steenkool de markt van de huisverwarming met kleine individuele kachels zal heroveren. Met name de nadelen op het vlak van de kosten zijn te groot : vervuiling, te hoge kostprijs van de kachels, moeilijkheden op het stuk van behandeling en vervoer enz...

De enige kans voor steenkool om een gedeelte van de verwarmingsmarkt terug te winnen ligt in de ontwikkeling van stadsverwarmingsnetten die werken op gecentraliseerde stookketels, en zo mogelijk met gecombineerde productie.

Een lid verbaast er zich over dat optie 7 in een centrale van 600 MW voorziet, terwijl in een door de D.N.B. gepubliceerd stuk gezegd wordt dat de vestiging van een nieuwe centrale geenszins noodzakelijk is. De Regering en verscheidene leden stellen dat de oprichting van een centrale op basis van steenkolen tot een hele reeks van activiteiten zal leiden.

Spreker wenst dat de Regering zou aantonen :

- 1) dat een nieuwe produktie-eenheid van 600 MW nodig is;
- 2) dat zij in Limburg gevestigd moet worden;
- 3) welke nieuwe bedrijvigheid door de oprichting van zo'n centrale zal ontstaan.

Een ander lid herinnert eraan dat de Staatssecretaris verklaarde dat een centrale van 600 MW absolute voorrang moet krijgen en in Limburg moet komen.

In dit verband acht spreker het onmogelijk de bespreking over de kerncentrales te beginnen, zolang er geen duidelijk standpunt is ingenomen over de steenkolen centrales.

Voorts wordt betreffende de studie die de D. N. B. publiceerde, geantwoord dat zij uit 1978 dateert en dat de elementen van het dossier gewijzigd zijn.

Met betrekking tot de vestiging van een nieuwe centrale in Limburg is gebleken dat de vervoerkosten absoluut moeten worden gedrukt en het dus nodig is de centrale dicht bij de kolenmijnen te vestigen.

#### *Achtste optie*

De achtste optie van die resolutie bestaat erin de Gewesten te verzoeken spoedig de exploitatie van nieuwe concessies toe te staan.

De heer Rigo (n° 308) dient een voorstel in dat ertoe strekt die achtste optie te vervangen door de volgende tekst :

8. « De Kamer vraagt :

a) aan het Vlaamse Gewest om de exploitatie van nieuwe concessies toe te staan;

b) aan het Waalse Gewest ervoor te waken dat de bestaande concessies hun inspanningen in gemeen overleg met de overheid bundelen ten einde de exploitatie van de open groeven, de valorisatie van steenkool in al haar vormen en de terugwinning van steenkoolhoudende stoffen uit de steenbergen te stimuleren. »

Deze wijziging is erop gericht twee soorten van beleid te onderscheiden. Het is bijna een waarheid als een koe te stellen dat er op dat gebied tussen de twee Gewesten een groot verschil bestaat. In het Zuiden werd zowat het gehele grondgebied in concessie gegeven, maar de concessiehoudende maatschappijen zijn ingevolgd het sluitingsprogramma van de jaren 1960 ingedommeld. Daarom is het nodig allerlei soorten van exploitatie toe te staan.

De heer Deleuze (n° 309) stelt zijnerzijds voor optie 8 door de volgende tekst te vervangen :

## « La Chambre

8. Propose aux Régions d'étudier l'intérêt d'autoriser l'exploitation de nouvelles concessions, en tenant compte des impacts sur l'environnement, spécialement si ces concessions sont exploitables à ciel ouvert. »

En effet, ce membre est d'avis que l'intérêt de ces nouvelles concessions doit être avant tout démontré. De plus l'option préconisée manque selon lui de précision.

M. Ansoms (n° 310) souhaiterait compléter le texte de l'option par la phrase :

« Les concessions devront comprendre plusieurs phases, ce qui permettra une exploitation rapide. »

Pour l'orateur, l'octroi d'une concession ne signifie pas pour autant que l'on en fera effectivement usage. D'où sa proposition de prévoir plusieurs phases pour l'exploitation de la concession, de sorte qu'en cas de non-respect par exemple des délais impartis, la concession sera annulée.

M. Dierickx estime qu'il lui semble que, vu le succès des forages de prospection réalisés sur le site de la concession de Neeroeteren-Rotem, la mise en exploitation d'une nouvelle houillère se justifie du point de vue macro-économique.

C'est en ce sens qu'il (n° 311) souhaiterait qu'une option *8bis* soit ajoutée ainsi libellée :

« *8bis* Recommande la mise en exploitation d'une nouvelle houillère à la concession de Neeroeteren-Rotem en Campine. »

Le même orateur dépose encore plusieurs propositions. La première vise à ajouter un point *8ter* visant à prévoir le développement de l'industrie charbonnière.

Selon lui, en tant que substitut valable des hydrocarbures, le charbon est appelé à redevenir une matière première essentielle pour les pays industrialisés. Il importe de ne pas manquer ce train technologique.

Dès lors il (n° 312) propose le texte suivant :

## « La Chambre

*8ter*. Recommande qu'il soit procédé à une vaste étude technique et économique sur les possibilités d'implanter dans le bassin campinois une industrie moderne de production et de transformation du charbon qui comprendrait la nouvelle houillère de Neeroeteren-Rotem, des installations de gazéification en surface et une industrie carbochimique connexe. »

La deuxième (n° 313) modification proposée par M. Dierickx consiste à ajouter une option supplémentaire libellée comme suit :

## « La Chambre

Souhaite, dans le cadre du remplacement des anciennes cokeries, l'installation d'une ou de deux usines à coke d'une capacité totale de 2,4 millions de tonnes et, simultanément, la mise en valeur du gaz de cokerie. »

L'orateur considère qu'il s'impose de procéder au remplacement des anciennes cokeries et d'étudier si l'on construira une seule usine en Campine ou une usine en Wallonie et une autre en Campine.

## « De Kamer

8. Vraagt de Gewesten na te gaan of zij mogen toestaan dat nieuwe concessies worden uitgebaat, gelet op de gevolgen daarvan voor het leefmilieu en inzonderheid of die concessies in open lucht kunnen worden geëxploiteerd. »

Het lid is namelijk van mening dat het belang van die nieuwe concessies vooraf en in de eerste plaats dient te worden aangetoond. Daarenboven is de voorgestelde optie al te onduidelijk.

De heer Ansoms (n° 310) wenst de tekst van de optie aan te vullen als volgt :

« In de concessies dienen fases ingebouwd, zodat een vlugge exploitatie kan worden afgedwongen. »

Volgens spreker geeft het verlenen van een concessie nog geen enkele garantie dat men er effectief gebruik van gaat maken. Vandaar zijn voorstellen dat in de concessie fases ingebouwd worden, zodat bij niet naleving van bijvoorbeeld de opgelegde termijnen de concessie komt te vervallen.

De heer Dierickx is van oordeel dat gezien het succes van de verkenningsboringen uitgevoerd in het steenkolenbekken van de concessie Neeroeteren-Rotem, de bouw van een nieuwe mijn macro-economisch verantwoord is.

In die zin zou hij (n° 311) een optie *8bis* willen toevoegen, luidend als volgt :

« *8bis* Beveelt de bouw aan van een nieuwe steenkoolmijn in de concessie Neeroeteren-Rotem in de Kempen. »

Dezelfde spreker stelt verscheidene wijzigingen voor.

Ten eerste wil hij een punt *8ter* toevoegen met het oog op de ontwikkeling van de steenkoolnijverheid.

Volgens hem zal steenkool in de toekomst opnieuw een belangrijke basisgrondstof worden voor de industrielanden, als volwaardige substitutiegrondstof voor de koolwaterstoffen. Het is belangrijk om deze technologische trein niet te missen.

Hij stelt daarom de volgende tekst voor (n° 312) :

## « De Kamer

*8ter*. Beveelt een grootscheepse technisch-economische studie aan naar de inplantingsmogelijkheden van een moderne steenkoolproducerende en -verwerkende industrie in het Kempense bekken, die zou bestaan uit de nieuwe mijn van Neeroeteren-Rotem, bovengrondse vergassingsinstallaties en bijbehorende carbochemische industrie. »

De tweede wijziging (n° 313) die de heer Dierickx voorstelt, strekt ertoe een bijkomend punt, toe te voegen luidend als volgt :

## « De Kamer

Wenst in het kader van de vervanging van de verouderde cokesfabrieken de vestiging van één of twee cokesfabrieken, met een gezamenlijke capaciteit van 2,4 miljoen ton, waarbij het cokesovengas wordt gevaloriseerd. »

Spreker is van mening dat de oude cokesfabrieken aan vervanging toe zijn. Er moet bekeken worden of één enkele fabriek wordt gebouwd in de Kempen of één in Wallonië en één in de Kempen.

La troisième modification proposée par M. Dierickx consiste à ajouter un point supplémentaire visant à prévoir que, parallèlement à l'utilisation accrue de la houille pour couvrir nos besoins énergétiques, des efforts doivent être entrepris en vue de protéger l'environnement contre la pollution qu'elle provoque (ex. : combustion sur tourniquet, désulfuration, normes d'émission plus strictes).

Le texte proposé (n° 314) est donc libellé comme suit :

« Souhaite un effort accru en vue de protéger l'environnement contre la pollution résultant de la production et de la transformation de la houille, notamment en équipant les centrales thermiques à charbon d'un système de désulfuration et en soumettant à des normes plus sévères les dégagements de soufre, d'azote et de poussière. »

Dans cette volonté de défense de l'environnement, l'orateur (n° 315) propose enfin un quatrième texte supplémentaire ainsi rédigé :

« Souhaite que les organisations de consommateurs et de défense de l'environnement soient représentées au sein du Conseil national consultatif de l'industrie charbonnière. »

Selon lui, les organisations de consommateurs et de défense de l'environnement doivent être associées à toutes les décisions qui touchent à la politique énergétique, et donc aussi à la politique charbonnière.

M. Kubla, pour sa part, dépose (n° 316) une proposition tendant à ajouter une neuvième option par laquelle le Parlement recommande une diversification géopolitique des approvisionnements ainsi que l'encouragement à la prime de participation dans les exploitations situées à l'étranger.

Le domaine du charbon permet la prise de participation dans des charbonnages étrangers.

Il ne s'agit pas uniquement d'avoir une attitude de client. Dans la mesure du possible, celle de partenaire paraît plus adéquate.

MM. W. Claes, M. Colla et Bossuyt (n° 317) déposent également une proposition visant à ajouter un point 9 rédigé comme suit :

« La Chambre

9. Recommande d'encourager au maximum l'utilisation de charbon, dans des conditions satisfaisantes pour l'environnement, comme combustible dans l'industrie et pour le chauffage urbain, en vue de la diversification des sources d'énergie et du remplacement du pétrole. »

En outre, toujours selon ces mêmes orateurs, les premiers résultats du sondage géologique effectué à Neerglabbeek indique la présence possible d'un nombre suffisant de riches filons de charbon flambant. Si ces résultats étaient confirmés par des recherches géologiques plus poussées, on pourrait envisager l'ouverture d'un nouveau charbonnage qui serait en mesure de réaliser des résultats d'exploitation beaucoup plus favorables que ceux que peuvent atteindre les sièges d'exploitation actuels. Ce nouveau charbonnage pourrait d'ailleurs remplacer éventuellement un siège d'exploitation existant, ce qui permettrait de réduire les pertes d'exploitation globales.

C'est pourquoi ils (n° 318) déposent une proposition d'option 9 complémentaire libellée comme suit :

De derde wijziging die door de heer Dierickx wordt voorgesteld bestaat in de toevoeging van een bijkomend punt, dat ertoe strekt te bepalen dat samen met een verhoogde inzet van steenkool voor de energiebehoeften inspanningen moeten worden gedaan om het leefmilieu te beschermen tegen steenkoolvervuiling (bv. wervelbedverbranding, ontzwaveling, scherpere emissienormen).

De voorgestelde tekst (n° 314) luidt als volgt :

« Wenst een verhoogde inspanning om het leefmilieu te beschermen tegen de vervuiling veroorzaakt door de steenkoolproducerende en -verwerkende nijverheid, inzonderheid door de elektrische steenkoolcentrales uit te rusten met ontzwavelingsapparatuur en door strengere normen op te leggen voor de lozing van zwaveloxyden, stikstofoxyden en vlieggas. »

Spreker (n° 315) streeft naar bescherming van het leefmilieu en stelt daarom tenslotte een vierde bijkomende tekst voor, die als volgt luidt :

« Wenst de opname van milieu- en consumentenorganisaties in de Nationale Adviserende Raad voor de Kolennijverheid. » \*

Volgens hem moeten de consumenten- en leefmilieuorganisaties betrokken worden bij alle beslissingen inzake het energiebeleid, ook op het vlak van de steenkool.

De heer Kubla (n° 316) dient een voorstel in om een negende optie toe te voegen waarin het Parlement een geo-politieke diversifiëring van de bevoorrading aanbeveelt, alsmede het aanmoedigen van het nemen van participaties in bedrijven die in het buitenland gelegen zijn.

Inzake steenkolen kan in buitenlandse mijnen worden deelgenomen.

Wij mogen ons niet alleen als klanten gedragen, doch veeleer moeten wij ons in de mate van het mogelijke als handelspartners gedragen.

De heren W. Claes, M. Colla en Bossuyt (n° 317) dienen ook een voorstel in dat ertoe strekt een punt 9 toe te voegen, luidend als volgt :

« De Kamer

9. Beveelt aan het gebruik van steenkool in bevredigende voorwaarden voor het leefmilieu als brandstof in de industrie en voor de stadsverwarming zoveel mogelijk aan te moedigen met het oog op de diversifiëring op energievak en de vervanging van aardolie. »

Bovendien, aldus nog steeds dezelfde sprekers, wijzen de eerste resultaten van de geologische boring te Neerglabbeek op de mogelijke aanwezigheid van een voldoende aantal rijke vlamkolenlagen. Indien deze resultaten door nader geologisch onderzoek bevestigd worden zou een nieuwe mijn kunnen overwogen worden, die heel wat gunstigere bedrijfsresultaten zou kunnen boeken dan wat vanuit de huidige exploitatiezetels haalbaar is. Eventueel zou deze nieuwe mijn trouwens ter vervanging kunnen worden opgezet van een bestaande exploitatiezetel, ten einde zodanig de globale exploitatieverliezen te minimaliseren.

Daarom dienen zij een voorstel (n° 318) in om optie 9 aan te vullen als volgt :



## « La Chambre »

9. Recommande que l'on examine le plus rapidement possible si la création d'un nouveau charbonnage dans la partie septentrionale du bassin campinois peut être envisagée. »

Enfin, M. De Batselier rappelle que la construction d'un nouveau charbonnage pose le problème du dioxyde de carbone dans l'air et crée des risques de pollution. Dès lors, il faut exiger des procédés d'épuration les plus modernes et la nécessité de réaliser les investissements nécessaires.

C'est pourquoi il (n° 319) propose de stipuler une résolution complémentaire libellée comme suit :

## « La Chambre »

Recommande que dans le cas d'applications à grande échelle de systèmes de production houillère et de toute manière dans le voisinage de zones à forte densité de population, on réalise les investissements nécessaires en vue de lutter avec un maximum d'efficacité contre la pollution atmosphérique (soufre et oxyde d'azote, particules de poussière). Pour les centrales électriques importantes fonctionnant au charbon et pour les fours à coke, il faut redoubler de vigilance et exiger la mise en œuvre des procédés d'épuration les plus modernes ainsi que l'exercice d'un contrôle inconditionnel et rigoureux sur le fonctionnement de ces installations. Le système de sanctions doit être rendu beaucoup plus efficace et plus sévère. »

M. Rigo (n° 320) propose un nouveau point par lequel le Parlement invite le Gouvernement à ne plus inscrire de dépenses au budget de l'Etat pour le soutien d'activités dans les domaines énumérés plus haut sans que des programmes pluri-annuels de développement et d'investissement n'aient été élaborés pour chacun des domaines en cause (charbonnages, infrastructures portuaires et de transport, cokeries, recherche et développement).

La justification de ce nouveau point coule de source par rapport à ce qui a été explicité dans les propositions relatives aux points précédents. La proposition est également conforme à la volonté manifestée par le Gouvernement de faire le point régulièrement en ce qui concerne l'exécution de la politique énergétique et de rendre compte au Parlement de l'état d'avancement des réalisations et/ou des changements en la matière.

M. Fedrigo (n° 321) dépose une proposition visant à remplacer le point 8 par ce qui suit :

## « La Chambre »

8. demande l'exécution urgente de nouveaux forages exploratoires en vue de la construction et de l'exploitation de nouvelles mines de charbon en Belgique. »

Selon l'orateur, cette nouvelle formulation permet d'entrevoir une politique à moyen et long terme. De même il souhaite qu'un nouveau point 9 soit ajouté, point prévoyant une politique de protection de l'environnement contre les pollutions dues à la production et à la transformation du charbon. Le texte (n° 322) proposé est libellé comme suit :

## « La Chambre »

9. souhaite qu'un effort accru soit fait pour protéger l'environnement contre la pollution provoquée par l'industrie de production et de transformation du charbon, notamment en équipant les centrales électriques à charbon

## « De Kamer »

9. Beveelt aan dat zo snel mogelijk onderzocht wordt of een nieuwe mijn in het noordelijk deel van het Kempens bekken kan worden overwogen. »

De heer De Batselier wijst er ten slotte op dat de bouw van een nieuwe kolencentrale het probleem van de kool-dioxyde in de lucht doet rijzen en gevaar voor vervuiling meebrengt. Er moeten dan ook eisen worden gesteld om de modernste zuiveringsmethoden toe te passen en er moet voor de nodige investeringen worden gezorgd.

Daarom stelt hij voor een bijkomende resolutie (n° 319) toe te voegen, die als volgt zou luiden :

## « De Kamer »

Beveelt aan dat bij grootschalige toepassingen van steenkoolsystemen en in ieder geval in de nabijheid van dichtbevolkte gebieden, de nodige investeringen moeten worden gedaan om de luchtvervuiling (zwavel en stikstofdioxide, stofdeeltjes) maximaal tegen te gaan.

Bij grote elektrische centrales op steenkool en bij cokesovens moet men dubbel waakzaam zijn en eisen dat de modernste zuiveringsprocedures aangewend worden, en moet er een onvoorwaardelijk en streng toezicht geëist worden op de werking van deze installaties. De sanktionering moet heel wat efficiënter en doortastender gemaakt worden. »

De heer Rigo (n° 320) stelt een nieuw punt voor, waarin het Parlement « de Regering verzoekt op de rijksbegroting geen uitgaven meer op te nemen ter ondersteuning van activiteiten in hogergenoemde sectoren zonder dat voor elk van die betrokken sectoren (steenkoolmijnen, haven- en vervoerinfrastructuur, cokesfabrieken, onderzoek en ontwikkeling) een meerjarenplan is opgesteld.

De verantwoording van dit nieuw punt spreekt voor zichzelf na alles wat bij de voorstellen betreffende de voorgaande punten is uiteengezet. Het voorstel stemt eveneens overeen met de door de Regering uitgesproken wil regelmatig de stand na te gaan van de uitvoering van het energiebeleid en aan het Parlement verslag uit te brengen over de voortgang van de uitvoering of over de terzake aangenomen koerswijziging.

De heer Fedrigo (n° 321) dient een voorstel om punt 8 te vervangen door hetgeen volgt :

## « De Kamer »

8. Vraagt de dringende uitvoering van nieuwe proefboringen voor de aanleg en de exploitatie van nieuwe steenkoolmijnen in België. »

Volgens spreker biedt deze nieuwe redactie mogelijkheid tot een beleid op middellange en op lange termijn. Hij wenst tevens dat een nieuwe punt 9 zou worden toegevoegd, dat voorziet in een beleid tot milieubescherming tegen vervuiling als gevolg van de produktie en de verwerking van steenkolen. De voorgesteld tekst (n° 322) luidt als volgt :

## « De Kamer »

9. wenst dat een grotere inspanning wordt geleverd om het leefmilieu te beschermen tegen de vervuiling door de steenkoolproducerende en overwerkende industrie, inzonderheid door de elektrische centrales op steenkool uit te

d'appareils de désouffrage et en imposant des normes plus strictes, entre autres pour le rejet d'oxydes de soufre et d'oxydes d'azote; ».

Enfin il (n° 323) propose d'ajouter une option 10 stipulant :

« La Chambre

10. souhaite l'intégration d'organisations de consommateurs et de défense de l'environnement dans le Conseil Consultatif National de l'Industrie Charbonnière. »

Ce texte garantirait un contrôle plus démocratique.

M. Desaeyere, pour sa part, souhaite ajouter plusieurs options.

La première série d'options prévoit des points 9 à 14 et préconise le développement des cokeries et de la carbochimie.

Ainsi il (n° 324) propose le texte suivant :

« La Chambre

9. Demande au Gouvernement et aux exécutifs de stimuler les investissements de rénovation des équipements dans les industries transformatrices du charbon.

Dans cette perspective, il est décidé d'implanter une cokerie dans le Limbourg. La capacité de cette cokerie devrait se situer aux environs de 2,4 millions de tonnes par an, de manière à bénéficier au maximum des avantages de la taille de l'entreprise et de permettre la valorisation carbochimique. La limitation à 1,2 million de tonnes représenterait une perte se situant entre 267 et 460 millions de F par an. A plus long terme, ces projets impliquent d'ailleurs l'étude des possibilités de valoriser le gaz des fours à coke.

10. Préconise la construction, dans le Limbourg, d'une unité additionnelle de production d'électricité basée sur la technique du lit fluidisé, ayant une capacité de 600 MW à répartir éventuellement entre plusieurs centrales plus petites qui pourraient être combinées à des installations de chauffage urbain.

La présente décision est définitive et ne sera plus mise en cause en cas de baisse éventuelle du prix relatif de l'uranium. Cette centrale au charbon fera office de centrale de base et fonctionnera en principe de manière continue afin d'assurer l'écoulement du charbon limbourgeois.

11. Préconise la construction, au départ de la cokerie — le traitement chimique des sous-produits de cette dernière servant de base de développement — d'une fabrique pilote de carbochimie qui donnera naissance, ultérieurement, à un complexe carbochimique complet. En complément, il sera construit une fabrique de gazéification en surface dont les sous-produits seront également traités par le complexe carbochimique.

L'étude concernant la gazéification souterraine sera poursuivie en coopération avec la R. F. A., tant dans le Limbourg que dans le sud du pays.

Par ailleurs, des projets opérationnels dans le domaine de la liquéfaction du charbon, la production d'essence synthétique et le dégazage partiel du charbon flambant seront encouragés.

12. Demande, en vue d'assurer une indépendance et une diversification maximales dans le domaine de l'énergie, d'instaurer, dans chaque secteur, un « coefficient de mé-

rusten met een ontzwavelingsapparatuur en door strengere normen op te leggen, onder meer voor het lozen van zwavel-oxyde en stikstofoxyde; ».

Tenslotte stelt hij (n° 323) voor een tiende optie toe te voegen, luidend als volgt :

« De Kamer

10. wenst dat consumentenverenigingen en organisaties ter verdediging van het leefmilieu in de Nationale Adviesraad voor de Steenkoolindustrie worden opgenomen. »

Deze tekst zou een democratisering van de controle waarborgen.

\* De heer Desaeyere wenst verscheidene opties toe te voegen.

De eerste daarvan voorziet in punten 9 tot 14 en beveelt de ontwikkeling van cokesfabricatie en carbochemische bedrijvigheid aan.

Hij stelt dan ook volgende tekst voor (n° 324) :

« De Kamer

9. Vraagt aan de Regering en de Executieven de investeringen voor de vernieuwing van de uitrusting van de steenkoolverwerkende nijverheden te stimuleren.

In dit perspectief wordt beslist een cokesfabriek in Limburg te bouwen. De capaciteit van deze fabriek zou zowat 2,4 miljoen ton per jaar moeten benaderen om ten volle van de schaalvoordelen te genieten en de carbochemische valorisatie een kans te geven. Een beperking tot 1,2 miljoen ton zou een verlies betekenen dat schommelt tussen 267 en 460 miljoen F per jaar. Op langere termijnen vergen deze projecten trouwens de studie van de valorisatiemogelijkheden van het cokesovengas.

10. Een aanvullende eenheid voor de produktie van elektriciteit gebaseerd op de techniek van een gefluidiseerd bed, met een capaciteit van 600 MW, eventueel te verdelen over verschillende kleinere centrales gecombineerd dan met stadsverwarming, in Limburg te bouwen.

Deze beslissing is definitief en zal niet meer in vraag worden gesteld tengevolge van eventuele dalingen van de relatieve uraniumprijs. Deze steenkoolcentrale zal werken als basiscentrale en zal dus in principe altijd in werking zijn teneinde de afzet van de Limburgse steenkolen te verzekeren.

11. Uitgaande van de cokesfabriek, met de chemische verwerking van de bijprodukten hiervan als groeikern, een piloot-fabriek te bouwen voor de carbochemie, waaruit in een verder stadium een volledig carbochemisch complex zal groeien. Complementair hiermede wordt een fabriek gebouwd voor bovengrondse vergassing waarvan de bijprodukten eveneens in het carbochemisch complex worden verwerkt.

Het onderzoek betreffende de ondergrondse vergassing, in samenwerking met de B. R. D. wordt voortgezet, en dit zowel in Limburg als in het Zuiden van het land.

Bovendien worden operationele projecten bevorderd op het vlak van de vloeibaarmaking van steenkool, de produktie van synthetische benzine en de gedeeltelijke ontgassing van vlamkolen.

12. Met het oog op een zo groot mogelijke energie-onafhankelijkheid en diversiteit een verplicht « mengingspercentage » per sector in te stellen, waarbij een bepaald

lange » en vertu duquel les secteurs qui consomment du charbon seront tenus de s'approvisionner en partie en charbon limbourgeois.

Un courant d'importation de charbon sera maintenu par la conclusion éventuelle de contrats à long terme avec les pays producteurs, voire par la participation à des projets d'exploitation à l'étranger.

Compte tenu de notre expérience en matière de technologie minière, des projets de ce genre permettraient de valoriser notre savoir-faire et d'encourager l'exportation de nos équipements de haute technicité.

13. Demande, en ce qui concerne le transport du charbon, que soient mis en œuvre les moyens de transport qui préservent l'environnement, par exemple la navigation fluviale et les pipe-lines.

14. Souhaite que tous les centres de recherche axés sur le charbon, ainsi que l'administration des mines soient transférés dans le Limbourg.

La deuxième série de propositions déposée par M. Desaeeyere concerne les problèmes de prix du charbon à coke.

Une première proposition (n° 325) de modification consiste, en ordre principal, à ajouter un numéro 15 (nouveau), libellé comme suit :

« 15. Le prix de vente du charbon à coke est fixé sur base de la valeur calorifique, c'est-à-dire en augmentant de 49 % le prix du charbon flambant. »

L'orateur justifie sa proposition comme suit :

1. Etant donné la valeur calorifique supérieure du charbon à coke, les prix tendront à long terme à atteindre ce niveau, sinon il serait recommandé de réserver le charbon à coke au secteur de la production d'électricité. Si l'on désire rendre l'industrie sidérurgique compétitive, il faut tendre vers ce prix d'équilibre.

2. En ce qui concerne le prix théorique du coke, l'orateur déclare qu'en principe le charbon à coke est vendu plus cher que le charbon flambant étant donné que sa valeur calorifique est supérieure : 29,31 GJ/tonne contre 21,114 GJ/tonne seulement pour le charbon flambant. Le prix devrait donc être supérieur de 38,82 %, mais il faut en outre tenir compte de certaines corrections qui concernent la teneur en cendre. En 1977 et 1978 la différence s'élevait en moyenne à 49 %.

3. Au cours de ces dernières années le charbon à coke a été vendu, paradoxalement, à un prix qui était même inférieur à la « valeur calorifique » de ce charbon, calculée sur base du pool des calories. Au cours du deuxième semestre de 1981 le prix de la calorie du charbon flambant (2 642 F) dépassait même en valeur absolue le prix du charbon à coke (2 636 F), c'est-à-dire une différence de 16 F par tonne.

Ceci fut également le cas en 1982 : 3 213 F pour le charbon flambant et 3 200 F seulement pour le charbon à coke (voir tableau ci-dessous).

Au 2 ci-avant, le membre fait observer que sur base de la qualité supérieure du charbon à coke (valeur calorifique supérieure, moins de cendres, etc.) le prix de ce charbon devrait être supérieur d'au moins 49 % à celui du charbon flambant. La deuxième colonne indique le « prix plancher » ainsi obtenu. La multiplication de la différence par rapport au prix du charbon à coke par les livraisons de charbon de coke — colonne n° 5 — nous fournit la réduction du déficit des K. S. qui pourrait être atteint si l'on imposait un « prix

général » de la vente de coke. Le prix du charbon à coke devrait être supérieur d'au moins 49 % à celui du charbon flambant.

De invoer van steenkool wordt in stand gehouden door eventueel contracten op lange termijn te sluiten met de producerende landen, en zelfs door deel te nemen in exploitatieprojecten in het buitenland.

Gelet op onze ervaring op gebied van de mijntechnologie, zouden projecten van die aard het mogelijk maken onze know-how te valoriseren en de uitvoer van onze technische hoogwaardige uitrusting aan te moedigen.

13. Bij het kolentransport zoveel mogelijk beroep te doen op milieuvriendelijke vervoermiddelen zoals binnenlandse waterwegen, pijpleidingen enz.

14. Alle onderzoekscentra betreffende steenkool alsmede de administratie der mijnen naar Limburg over te brengen.

De tweede serie voorstellen van de heer Desaeeyere handelen over de problemen inzake de prijs van cokeskolen.

Een eerste voorstel (n° 325) tot wijziging bestaat erin om in hoofddeel een nummer 15 (nieuw) toe te voegen, luidend als volgt :

« 15. De verkoopprijs van de cokeskolen wordt vastgesteld op basis van de calorische inhoud d.w.z. door de vlamkoolprijs met 49 % te verhogen. »

Spreeker verantwoordt zijn voorstel als volgt :

1. Op de lange termijn zal tengevolge van de grotere calorische inhoud van cokeskolen de prijs naar dit niveau tenderen, zoniet verdient het aanbeveling de cokeskolen eerder te leveren aan de elektriciteitssector. Wil men de staalnijverheid competitief maken dan moet men zich richten naar deze evenwichtsprijs.

2. Wat de verwachte cokesprijs betreft, verklaart het lid dat de cokeskolen in principe duurder verkocht worden dan vlamkolen omwille van hun grotere calorische waarde : 29,31 GJ/ton tegen slechts 21,114 GJ/ton voor vlamkolen. Men zou dus een prijs mogen verwachten die 38,82 % hoger ligt, doch er moeten nog bepaalde correcties worden toegepast in verband met het asgehalte. Het verschil bedraagt in feite 49 % gemiddeld voor de jaren 1977 en 1978.

3. De laatste jaren is de paradoxale situatie ontstaan dat de cokeskolen verkocht worden aan een prijs die zelfs lager is dan de zogenaamde « calorische waarde » van deze kolen zoals deze op basis van de caloriepool kan berekend worden. Het toppunt werd wel bereikt gedurende het tweede semester van 1981 : toen overtrof de calorieprijs van de vlamkolen nl. 2 642 F zelfs in absolute waarde de cokesprijs nl. 2 626 F, d.w.z. een verschil van 16 F per ton.

Ook in 1982 is dit het geval : 3 213 F voor vlamkolen en slechts 3 200 F voor cokeskolen (zie de hiernavolgende tabel).

In 2 werd door het lid aangetoond dat op basis van de betere kwaliteit van de cokeskolen (hogere calorische inhoud, minder as enz.) de prijs van cokeskolen minstens 49 % boven de vlamkoolprijs zou moeten liggen. De tweede kolom bevat de aldus verkregen « vloerprijs ». De vermenigvuldiging van het verschil ten opzichte van de cokesprijs met de geleverde cokeskolen — zie kolom 5 — levert de vermindering van het K.S.-deficit op dat zou bereikt worden indien men een « vloer » zou opleggen aan de cokesprijs, d.w.z.

plancher » du charbon de coke, à savoir que ce prix ne pourrait jamais être inférieur à 1,49 du prix du charbon flamant. Constatons que cela représenterait une économie de 3 milliards.

Tableau : réduction du déficit via le prix de la calorie

|      | Prix charbon flamant<br>—<br>Prijs vlamkolen<br>(1) | Prix-plancher charbon de coke<br>—<br>Vloerprijs cokeskolen<br>(2) = (1) × 1,49 | Prix charbon de coke<br>—<br>Cokesprijs<br>(3) | Gain par tonne<br>—<br>Winst per ton<br>(4) = (2) - (3) | Livraisons de coke<br>—<br>Cokesleveringen<br>(5) | Gain total en milliards de F<br>—<br>Totale winst in miljard F<br>(6) = (4) × (5) |
|------|-----------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| 1980 | 1 687                                               | 2 513                                                                           | 1 940                                          | 826                                                     | 3,9                                               | 3,213                                                                             |
| 1981 | 2 315                                               | 3 449                                                                           | 2 338                                          | 1 134                                                   | 3,9                                               | 4,423                                                                             |
| 1982 | 2 553                                               | 3 804                                                                           | 3 213                                          | 591                                                     | 3,9                                               | 2,304                                                                             |

deze zou nooit mogen dalen onder 1,49 van de vlamkoolprijs. Men stelt vast dat men ongeveer 3 miljard zou kunnen uitsparen indien men een rechtvaardige cokesprijs zou bedingen.

Tabel : Vermindering deficit via kalorieprijs

En premier ordre subsidiaire, le membre (n° 326) propose un point 15, libellé comme suit :

« La Chambre

15. Le charbon de coke est vendu au prix pratiqué en Allemagne. »

Selon l'orateur, le prix du charbon de coke payé par l'industrie sidérurgique allemande est supérieur en moyenne de 8,8 % au prix limbourgeois. Celle-ci étant une concurrente de l'industrie sidérurgique wallonne, la livraison de charbon au prix inférieur des K. S. constitue en fait implicitement un subventionnement. A terme cet état de fait aurait certainement des conséquences néfastes étant donné que cela n'incite guère à renforcer la position concurrentielle de l'industrie sidérurgique wallonne.

Selon l'étude de l'O. P. I. l'application systématique du prix allemand aurait entraîné entre 1974 et 1978 une réduction du déficit de 15 %, ou 688 millions de F par an. En 1978 cela représentait 180 F par tonne, autrement dit 8,95 % du prix de vente. En 1990 cela représenterait un gain supplémentaire de 87 F × 3,5 millions de tonnes = 1,7 milliards de F.

Il faut remarquer que les subventions de l'Etat aux charbonnages ne sont pas comprises dans le prix du charbon de coke allemand. En 1978 ces subventions s'élevaient à 27 %.

En deuxième ordre subsidiaire, M. Desaeeyere (n° 327) propose un point 15, libellé comme suit :

« 15. Le charbon de coke est vendu au prix indicatif de la C. E. E. »

Il estime que le prix du charbon de coke limbourgeois est actuellement calculé selon la formule suivante :

$$p_c = 1/4p_a + 1/4p_p + 1/4p_t + 1/4p_s$$

étant entendu que p représente respectivement le charbon allemand ( $p_a$ ), le charbon polonais ( $p_p$ ), le charbon provenant de pays ne faisant pas partie de la C. E. E. ( $p_t$ ) et les achats sur le marché au comptant ( $p_s$ ).

D'autre part le prix ne peut en aucun cas être supérieur au prix indicatif de la C. E. E. Cette manière de former le prix est injuste à plusieurs égards; aussi les modifications présentées ici méritent d'être prises en considération.

In eerste bijkomende orde stelt dit lid (n° 326) een punt 15 voor waarin is bepaald :

« De Kamer

15. De cokeskolen worden verkocht tegen het Duitse prijsniveau. »

Volgens spreker ligt de cokesprijs betaald door de Duitse siderurgie gemiddeld 8,8 % hoger dan de Limburgse prijs. Aangezien Duitsland voor de Waalse staalnijverheid een zeer belangrijke concurrent vormt, betekent de levering aan de goedkope K. S.-prijs in feite een impliciete subsidiëring. Deze kan op termijn niet anders dan nefast uitvallen, aangezien het onvoldoende aanzet tot het concurrentieel maken van de Waalse staalnijverheid.

Volgens de D. N. B.-studie zou een systematische toepassing van de Duitse prijs een daling van het deficit met 15 % meegebracht hebben tussen 1974 en 1978 of 688 miljoen F per jaar. Dit betekent in 1978 180 F per ton m.a.w. 8,95 % van de verkoopprijs. Tegen 1990 zal dit dus een extra winst van 487 F × 3,5 miljoen ton = 1,7 miljard F opleveren.

Hierbij dient opgemerkt dat in de Duitse cokesprijs de overheidssubsidie aan de steenkoolmijnen niet vervat zit. Deze bedroeg in 1978 27 %.

In tweede bijkomende orde, stelt de heer Desaeeyere (n° 327) een punt 15 voor, luidend al volgt :

« 15. De cokeskolen worden verkocht tegen de E. E. G.-richtprijs. »

Hij is van oordeel dat de prijs van de Limburgse cokeskolen op dit ogenblik als volgt wordt bepaald :

$$p_c = 1/4p_a + 1/4p_p + 1/4p_t + 1/4p_s$$

waarbij p de prijs aangeeft van respectievelijk de Duitse kolen ( $p_a$ ), de Poolse kolen ( $p_p$ ), de niet-E. E. G. kolen ( $p_t$ ) en spotaankopen ( $p_s$ ).

Bovendien mag de prijs nooit groter worden dan de E. E. G. richtprijs. Deze prijsvorming is op verschillende punten onrechtvaardig te noemen en de volgende wijzigingen verdienen dan ook overweging.

En premier lieu le contrat est « asymétrique » en ce sens que l'industrie sidérurgique wallonne est protégée contre un prix qui serait supérieur au prix indicatif de la C. E. E. mais que les K. S. n'ont aucune garantie dans le cas où le prix  $p_c$  deviendrait inférieur au prix de la C. E. E.

Selon les calculs de l'O. P. I., l'application systématique du prix indicatif de la C. E. E. aurait entraîné entre 1974 et 1978 une réduction moyenne du déficit de 4,8 %, ou 220 millions de F par an, c'est-à-dire 57 F par tonne (4,8 % du déficit moyen de 4,589 milliards de F), ou encore en d'autres termes 2,8 % du prix de vente. En 1990 cela représenterait un gain supplémentaire de 155 F ( $2,8 \% \times 5\,445 \text{ F}$ )  $\times 3,5$  millions de tonnes = 542 millions de F.

En troisième ordre subsidiaire, il propose (n° 328) un point 15 prévoyant que :

« La Chambre

15. Le charbon à coke est vendu au prix moyen à l'importation. »

L'orateur estime que la seconde critique que l'on peut formuler concerne l'utilisation du coefficient fixe de pondération de 25 %, qui aboutit à attacher trop d'importance au prix du marché au comptant. Il en résulte que le prix suivant contrat est inférieur au prix moyen que les cokeries paient de facto pour le charbon importé.

Or, on pourrait normalement s'attendre à ce qu'une prime soit payée en contrepartie de la sécurité d'approvisionnement, c'est-à-dire que le prix payé à la S. A. « Kempense Steenkolenmijnen » serait supérieur au prix à l'importation. Selon l'étude de l'O. P. I., l'application systématique du prix moyen à l'importation se serait traduite par une réduction de 6 % du déficit entre 1964 et 1978, soit une diminution de 275 millions F par an. Cela représente 72 F par tonne pour 1978, soit 3,5 % du prix de vente. L'application du prix moyen à l'importation entraînera donc en 1990 un gain supplémentaire de 191 F  $\times 3,5$  millions de tonnes = 667 millions F.

En quatrième ordre subsidiaire, le même membre (n° 329) propose un nouveau point 15 selon lequel « le charbon à coke est vendu à un prix  $p_c$  qui est déterminé de la façon suivante :

$$p_c = 1/2 p^a + 1/2 p_t,$$

$p^a$  représentant le niveau des prix allemands et  $p_t$  représentant le niveau des prix du charbon ne provenant pas de la C. E. »

Le membre justifie cette proposition en déclarant que la prise en considération du charbon polonais et des achats sur le marché au comptant ne cadre pas avec une véritable planification à long terme dans laquelle un supplément de prix constitue la contrepartie de la sécurité d'approvisionnement. Or, on constate aujourd'hui que la sécurité d'approvisionnement est sanctionnée par l'application d'un prix inférieur.

Enfin, M. Desaeys (n° 330) propose également d'ajouter un nouveau point 16 par lequel, en ordre principal, il prévoit que « le prix de vente du charbon flambant est déterminé sur la base du prix de la calorie pour le pétrole ».

Cette modification est basée sur des considérations développées ci-dessous :

En vue de substituer autant que possible le charbon au pétrole, il conviendrait en fait d'attacher la même valeur au charbon, c'est-à-dire que le prix de la calorie devrait être basé uniquement sur le prix du pétrole. Dans ce cas, le prix du charbon flambant serait en 1990 de 341 F/GJ, soit

Het contract is ten eerste « asymmetrisch » in de zin dat de Waalse staalnijverheid wel beschermd wordt tegen een prijs die hoger zou liggen dan de E. E. G. richtprijs, maar dat anderzijds de K. S. niet afgeschermd wordt tegen de situatie waarbij de prijs  $p_c$  onder de E. E. G. prijs zou dalen.

Een systematische toepassing van de E. E. G. richtprijs zou volgens de D. N. B.-berekeningen een gemiddelde daling van het deficit met 4,8 % meegebracht hebben tussen 1974 en 1978 of 220 miljoen F per jaar, d.w.z. 57 F per ton (4,8 % van het gemiddeld deficit 4,589 miljard F) m.a.w. 2,8 % van de verkoopprijs. Tegen 1990 zal dit dus een extra winst van ( $2,8 \% \times 5\,445 \text{ F} = 155 \text{ F}$ )  $\times 3,5$  miljoen ton = 542 miljoen F opleveren.

In derde bijkomende orde stelt hij (n° 328) een punt 15 voor, luidens hetwelk :

« De Kamer

15. De cokeskolen worden verkocht tegen de gemiddelde importprijs. »

Spreeker is de mening toegedaan dat de tweede kritiek die men kan formuleren het gebruik is van de vaste wegingscoëfficiënt 25 % waarbij in feite te veel belang wordt gehecht aan de spotprijzen. Dit heeft als gevolg dat de contractprijs lager ligt dan de gemiddelde prijs die de cokesfabrieken de facto betalen voor de importkolen.

Normaal zou men nochtans verwachten dat er een premie moet betaald worden bij bevoorradingszekerheid m.a.w. dat aan de Kempense Steenkolenmijnen een prijs zou betaald worden hoger dan de importprijs. Volgens de D. N. B.-studie zou een systematische toepassing van de gemiddelde importprijs een daling van het deficit met 6 % meegebracht hebben tussen 1974 en 1978 of 275 miljoen F per jaar. Dit betekent in 1978 72 F per ton m.a.w. 3,5 % van de verkoopprijs. Tegen 1990 zal dit dus een extra winst van 191 F  $\times 3,5$  miljoen ton = 667 miljoen F opleveren.

In vierde bijkomende orde stelt hetzelfde lid (n° 329) een nieuw punt 15 voor volgens hetwelk « de cokeskolen worden verkocht tegen een prijs  $p_c$  die als volgt wordt bepaald :

$$p_c = 1/2 p^a + 1/2 p_t,$$

waarbij  $p^a$  het Duits prijsniveau en  $p_t$  het prijsniveau van de niet E. E. G.-kolen voorstelt. »

Ter verantwoording van dit voorstel verklaart het lid dat het opnemen van de Poolse kolen en van de spotaankopen niet in overeenstemming zijn met een echte lange termijn-bepaald dat « de verkoopprijs van de vlamkolen wordt beloond worden via een extra-prijs. Op dit ogenblik is het tegenovergestelde het geval : de zekerheid van bevoorrading wordt bestraft via een prijsvermindering.

Tenslotte stelt de heer Desaeys (n° 330) ook voor een nieuw punt 16 toe te voegen waarbij in hoofdorde wordt bepaald dat de verkoopprijs van de vlamkolen wordt bepaald op basis van de calorieprijs voor petroleum ».

Deze wijziging steunt op de overwegingen dat :

Met het oog op een zo groot mogelijke vervanging van petroleum door steenkool, zou in feite aan steenkool dezelfde waarde moeten gehecht worden, d.w.z. dat de calorieprijs enkel op de petroleumprijs zou moeten gebaseerd worden. In dat geval zou de vlamkoolprijs in 1990 341 F/GJ wor-

6 336 F/tonne. Cette méthode procurerait un gain supplémentaire de  $2\,657\text{ F} \times 3,5$  millions de tonnes = 9,3 milliards F.

En ordre subsidiaire, l'orateur propose (n° 331) un nouveau point 16 rédigé comme suit :

« La Chambre,

16. Le pool des calories attribue au pétrole un coefficient de pondération minimum de 0,5. »

Selon l'orateur le remplacement du pétrole par du charbon importé entraîne une diminution systématique du coefficient de pondération applicable au « pétrole » (gaz y compris). C'est ainsi que ce coefficient est passé de 80,8 en 1980 à 74,46 en 1981.

Compte tenu du prix beaucoup plus bas du G-joule pour le charbon importé (94,3 F en 1981 contre 165 F pour le pétrole), cette évolution a une incidence défavorable sur le prix du charbon limbourgeois.

Surtout dans les années qui suivront immédiatement la mise en service des nouvelles centrales nucléaires, donc à partir de 1985, la part du pétrole dans le pool des calories pourrait de ce fait être infime. Aussi, afin d'éviter que cela ait un effet néfaste sur le prix du charbon limbourgeois, il faudrait instaurer un coefficient de pondération fixe pour le pétrole.

Si ce coefficient était fixé à 50 % — contre 25 % seulement dans le scénario d'équilibre — le prix du charbon flambant serait calculé comme suit en 1990 :

Prix du G-joule libre :  $(0,5 \times 341\text{ F}) + (0,5 \times 154\text{ F}) = 247,5\text{ F}$ .

Prix du charbon flambant :  $18,58 \times 247,5 = 4\,599\text{ F/tonne}$ , alors que le prix prévu est de 3 679 F.

Cette méthode procurerait donc un gain supplémentaire de  $920\text{ F} \times 3,5$  millions de tonnes = 3,2 milliards de F.

\* \* \*

M. Rigo (voir ci-avant n° 301) a introduit une proposition de modification visant à remplacer l'option 8 par le texte suivant :

« La Chambre,

8. souhaite que soit poursuivie la politique de production d'électricité au départ du charbon; les unités correspondant à une capacité totale de 600 MW devraient être prévues en production combinée de chaleur et d'électricité pour autant qu'elles soient économiquement rentables;

propose que cette capacité soit installée en Wallonie après discussion avec l'Exécutif Régional Wallon et ne peut admettre que les nouvelles centrales au charbon doivent être exclusivement construites au Limbourg; »

Il s'agit d'une proposition qui est conforme à la volonté du Conseil Régional Wallon telle qu'il l'a exprimée dans la résolution votée à l'unanimité le 4 juin 1982.

Enfin, MM. Rigo, Coëme et Burgeon (n° 332) proposent d'ajouter une option libellée comme suit :

« La Chambre,

9. estime que, vu la qualité de ses produits, le charbonnage du Roton à Farciennes doit poursuivre son activité dans un programme correspondant aux réserves exploitables du gisement et parallèlement au développement des activités de diversification. »

den of 6 336 F/ton. Deze methode zou een extra winst van  $2\,657\text{ F} \times 3,5$  miljoen ton = 9,3 miljard F opleveren.

In bijkomende orde stelt spreker (n° 331) een nieuw punt 16 voor, dat als volgt luidt :

« De Kamer,

16. In de kaloriepool wordt aan petroleum een minimumwegingscoëfficiënt 0,5 toegekend. »

Ten gevolge van de vervanging van petroleum door importkolen daalt systematisch, aldus het lid, de wegingscoëfficiënt voor « petroleum » (gas inbegrepen) van 80,8 % in 1980 bijvoorbeeld naar 74,46 % in 1981.

Gezien de veel lagere GJ-prijs van importkolen (94,3 F in 1981 tegen 165 F voor petroleum) beïnvloedt dit de Limburgse prijs op nadelige wijze.

Vooraf in de jaren onmiddellijk na de in werking stelling van de nieuwe kerncentrales, dus vanaf 1985, zou dit kunnen leiden tot een zeer gering aandeel van de petroleum in de kaloriepool. Om een nefast effect op de Limburgse prijs te vermijden, moet volgens spreker dan ook een vaste wegingscoëfficiënt voor petroleum worden ingevoerd.

Indien als vaste wegingscoëfficiënt 50 % zou worden genomen — tegen slechts 25 % in het evenwichtsscenario — dan zou de vlamkoolprijs in 1990 als volgt worden berekend :

Vrije GJ-prijs :  $(0,5 \times 341\text{ F}) + (0,5 \times 154\text{ F}) = 247,5\text{ F}$ .

Vlamkoolprijs :  $18,58 \times 247,5 = 4\,599\text{ F/ton}$ , en dit in vergelijking met de voorziene 3 679 F.

Deze methode zou dus een extra winst opleveren van  $920\text{ F} \times 3,5$  miljard ton = 3,2 miljard F.

\* \* \*

De heer Rigo heeft een voorstel ingediend (zie voorheen n° 301) dat ertoe strekt punt 8 door de volgende tekst te vervangen :

« De Kamer,

8. wenst dat het beleid voor de produktie van elektriciteit uit steenkolen wordt voortgezet; de eenheden met een totaal vermogen van 600 MW zouden moeten worden uitgerust voor de gecombineerde produktie van warmte en elektriciteit, voor zover zij economisch rendabel zijn;

stelt voor dat centrales van dat vermogen na overleg met de Waalse gewestexecutieve in Wallonië worden opgericht en kan niet gedogen dat de nieuwe door steenkool aangedreven centrales uitsluitend in Limburg gebouwd worden. »

Het gaat om een voorstel dat overeenstemt met de bedoeling van de Waalse Gewestraad zoals deze tot uiting kwam in de op 4 juni 1982 eenparig goedgekeurde resolutie.

Tenslotte stellen de heren Rigo, Coëme en Burgeon (n° 332) voor een optie 9 toe te voegen, luidend als volgt :

« De Kamer,

9. Oordeelt dat de steenkolenmijn van Le Roton te Farciennes, gelet op de degelijke kwaliteit van haar produkten, haar activiteiten dient voort te zetten volgens een programma dat met de ontginbare reserves overeenstemt en tevens gepaard gaat met de ontwikkeling van de diversifiëringsactiviteiten. »

Selon les auteurs, cette proposition est conforme à la résolution votée à l'unanimité par le Conseil Régional Wallon le 4 juin 1982.

Les mêmes auteurs (n° 333) proposent également d'ajouter un point complémentaire par lequel la Chambre :

« demande que l'Exécutif Régional Wallon soit associé à la politique d'implantation de cokeries ainsi qu'au développement d'activités industrielles ou de recherches situées en aval des cokeries. Cette politique doit tenir compte des capacités de production d'acier et de la nécessité de maintenir des cokeries à proximité des zones sidérurgiques et des zones carbochimiques. »

M. Kubla propose (n° 334) d'ajouter un point 9, libellé comme suit :

« La Chambre

9. Recommande la construction d'une cokerie moderne, économiquement adaptée et dont l'implantation sera étudiée objectivement en tenant compte notamment des lieux de production et de consommation. »

Enfin, M. Rigo propose d'ajouter le texte suivant (n° 335) :

« 9. Le Chambre demande :

a) que les pouvoirs publics prennent la maîtrise de la S.A. Charbonnages de Roton pour que, par une augmentation de capital, effectuée sur base des principes contenus dans l'article 175 de la loi budgétaire du 8 août 1980, donnant à l'Etat 77 % du capital de K. S., il soit créé à partir de Roton une société régionale wallonne d'activité minière, dont les statuts seraient élaborés dans le but de lui permettre de larges possibilités de diversification et de valorisation;

b) que les pouvoirs publics adoptent parallèlement les statuts des K. S. en faisant une société régionale;

c) que ces sociétés soient encouragées à conclure conjointement et en tout cas de manière coordonnée, des contrats à long terme de fourniture de charbon importé et à prendre des participations dans des mines à l'étranger, sauf en Afrique du Sud et dans les pays où les mineurs ne jouissent pas des droits de l'homme et des droits syndicaux selon les normes de l'O. N. U. et du B. I. T. »

\* \* \*

#### *Point de vue du Ministre des Affaires économiques*

Le Ministre des Affaires économiques déclare que le Gouvernement ne peut accepter de moratoire en ce qui concerne la construction de centrales électriques et, en particulier, la construction de centrales nucléaires. Cela signifie, selon le Ministre, qu'il faut laisser ouverte l'option sur la construction éventuelle d'une unité nucléaire supplémentaire et qu'il faut éviter d'exclure ne fût-ce qu'une seule possibilité en ce qui concerne l'approvisionnement énergétique de notre pays.

Comme l'évolution de la consommation d'électricité est très incertaine en raison de la crise économique (cf. notamment le rapport actualisé de la Commission des Sages), le Gouvernement décidera de faire entamer les études préparatoires concernant, d'une part, la construction d'une centrale thermique du type classique dans le Limbourg et, d'autre part, la construction d'une centrale nucléaire.

Le Ministre souligne que cette position n'implique pas qu'une centrale nucléaire sera construite à coup sûr. Compte

Volgens de auteurs strookt dit voorstel met de resolutie die op 4 juni 1982 door de Waalse Gewestraad eenparig werd goedgekeurd.

Dezelfde auteurs (n° 333) stellen ook voor een aanvullend punt toe te voegen, waarbij de Kamer :

« vraagt dat de Waalse Gewestexecutieve betrokken wordt bij het beleid inzake de vestiging van cokesfabrieken alsmede bij de ontwikkeling van industriële- of spoorwerk-activiteiten in de buurt van de cokesfabrieken. Dat beleid dient rekening te houden met de productiecapaciteiten op het gebied van staal en met de noodzakelijkheid om de cokesfabrieken in de nabijheid van zones met staalfabrieken en zones met carbochemische bedrijven te handhaven. »

De heer Kubla stelt voor (n° 334) een punt 9 toe te voegen, luidend als volgt :

« De Kamer

9. Beveelt de bouw aan van een moderne cokesfabriek, die economisch aangepast is en waarvan de vestiging objectief bestudeerd zal worden met inachtneming onder meer van de plaatsen waar geproduceerd en verbruikt wordt. »

Ten slotte stelt de heer Rigo voor de volgende tekst toe te voegen (n° 335) :

« 9. De Kamer vraagt :

a) dat de overheid de N. V. Charbonnages de Roton overneemt om via een kapitaalverhoging, krachtens de beginselen die vervat zijn in artikel 175 van de begrotingswet van 8 augustus 1980 waarbij de Staat 77 % van het kapitaal van de K. S. krijgt, van Le Roton een Waalse gewestelijke maatschappij voor mijnbouw te maken, waarvan de statuten zo zouden worden opgesteld dat haar ruime mogelijkheden inzake diversifiëring en valorisatie worden geboden;

b) dat de overheid meteen bij de oprichting van een gewestelijke maatschappij de statuten van de K. S. overneemt;

c) dat die maatschappijen worden aangespoord om samen, en in elk geval op een gecoördineerde wijze, contracten op lange termijn te sluiten voor de levering van ingevoerde steenkool en om participaties te nemen in buitenlandse mijnen, behalve in Zuid-Afrika en in landen waar de mijnwerkers volgens de normen van de V. N. en het I. A. B. geen mensenrechten en vakbondsrechten genieten. »

\* \* \*

#### *Standpunt van de Minister van Economische Zaken*

De Minister van Economische Zaken verklaart dat de Regering, inzake de bouw van elektrische centrales en meer in het bijzonder van kerncentrales, geen moratorium kan aanvaarden. Dit betekent, aldus de Minister, dat de optie op de eventuele bouw van een bijkomende nucleaire eenheid moet open gehouden worden en dat vermeden moet worden dat één mogelijkheid wordt uitgesloten voor de energievoorziening van ons land.

Aangezien er veel onzekerheid heerst omtrent de evolutie van het elektriciteitsverbruik wegens de economische crisis (zie o.m. daartoe het geactualiseerde rapport van de Commissie van de Wijzen) zal de Regering besluiten tot het aanvatten van de voorbereidende studies betreffende de bouw van een klassieke thermische centrale in Limburg als ook betreffende de bouw van een kerncentrale.

De Minister beklemtoont dat dit standpunt niet impliceert dat zeker tot de bouw van een kerncentrale zal over-



tenu du délai important nécessaire à la mise en service d'une centrale de l'un ou l'autre type, le Gouvernement a l'intention de faire entamer les deux études simultanément.

Le Gouvernement veut cependant connaître l'avis du Parlement avant de prendre une décision définitive.

Le Ministre relève également la convergence des intentions du Gouvernement national, d'une part, et de l'Exécutif flamand et de la Commission de l'Energie du Conseil flamand, d'autre part, quant à l'implantation dans le Limbourg d'une centrale thermique classique d'une capacité maximum de 600 MW.

Une étude devra toutefois établir s'il est préférable de réserver cette capacité maximum de 600 MW à une seule grande unité ou de la répartir entre deux centrales. Le Ministre des Affaires économiques précise que le Gouvernement est également favorable à ce qu'une tranche de cette capacité soit réservée à la production combinée.

Pour ce qui est du financement de cette centrale, le Ministre déclare que la préférence du Gouvernement va à une formule de financement mixte dans laquelle l'intervention publique serait minimale. La formule de financement qui sera retenue déterminera également le statut juridique de la centrale.

Le Gouvernement est également favorable à la construction d'une nouvelle cokerie. Bien que des études économiques démontrent qu'il est difficile de rentabiliser une cokerie, le Ministre souligne qu'il faut également envisager les problèmes du secteur charbonnier sans perdre de vue que la production belge de charbon constitue un noyau stratégique d'approvisionnement énergétique de notre pays.

La construction d'une cokerie d'une capacité de 1,2 million de tonnes est possible. Toutefois, étant donné qu'il faudra importer au moins une partie du charbon nécessaire à son exploitation, différents arguments peuvent être invoqués en faveur de divers sites d'implantation. Le Ministre des Affaires économiques cite comme lieux d'implantation éventuels la région minière du Limbourg, Gand et Zeebrugge, concernant lesquels des études sont entamées. Cela n'exclut cependant pas une autre localisation.

Le Gouvernement n'a pas encore arrêté définitivement sa position sur ce point.

Quant à la construction de cette cokerie, le Ministre souligne l'ampleur de l'investissement qu'elle représente, puisque son coût est évalué actuellement à près de 9 milliards de francs. Il est clair que, dans ce cas également, le mode de financement posera des problèmes. Le Ministre souhaite une solution qui ne fasse pas supporter tout le poids du financement par le secteur public.

Pour ce qui est du problème de l'écoulement de la production belge de charbon, le Ministre des Affaires économiques rappelle que le contrat de livraison de charbon à l'industrie sidérurgique, qui est basé sur le protocole de 1978, doit être renouvelé en 1983. Le Ministre espère que le renouvellement de ce contrat se fera dans la sérénité et sur la base de données et de chiffres concrets et objectifs.

En ce qui concerne le charbonnage du Roton, le Ministre des Affaires économiques fait savoir qu'une décision sera prise à bref délai au sujet du contrat de gestion que les pouvoirs publics doivent conclure avec ce charbonnage, ainsi d'ailleurs qu'avec les « Kempense Steenkolenmijnen ». Le contenu de ces contrats de gestion sera, autant que possible, le même. Il n'est plus prévu de fermer le Roton fin 1983, mais le Gouvernement prendra une décision à cet égard compte tenu des perspectives à moyen terme. Les dirigeants des « Kempense Steenkolenmijnen » et du Roton sont invités à établir des plans à terme qui devront permettre au Gouvernement de fixer les enveloppes budgétaires. Le Gouvernement souhaite en outre dynamiser la gestion des charbonnages.

gegaan worden. Gezien de lange looptijd voor het inbedrijfstellen van beide centrales, heeft de Regering het voorstellen de twee studies gelijktijdig te laten aanvatten.

De Regering wil evenwel het advies van het Parlement kennen alvorens een definitief standpunt in te nemen.

De Minister verklaart verder dat hij de gelijklopende voornemens noteert van de nationale Regering enerzijds en de Vlaamse Executieve en de Commissie voor de Energie van de Vlaamse Raad anderzijds over de vestiging in Limburg van een klassieke thermische centrale, met een maximumvermogen van 600 MW.

Een studie zal echter moeten aantonen of dit vermogen van maximum 600 MW zal verdeeld worden over één grote centrale of over twee centrales. De Regering, aldus de Minister van Economische Zaken, staat eveneens gunstig tegenover het voorbehouden van een schijf van dit vermogen voor gecombineerde productie.

Wat de financiering van deze centrale betreft, deelt de Minister mede dat de Regering de voorkeur geeft aan een formule van gemengde financiering, waarbij minimaal beroep wordt gedaan op overheidsmiddelen. De weerhouden financieringsformule zal ook het juridisch statuut van de centrale bepalen.

De Regering staat eveneens positief tegenover de bouw van een nieuwe cokesfabriek. Hoewel economische studies uitwijzen dat de bouw van een cokesfabriek moeilijk rentabel kan worden gemaakt, onderstreept de Minister dat de problemen van de steenkoolsector ook moeten benaderd worden vanuit het standpunt dat de Belgische steenkolen als een strategische energiebevoorradingskern van ons land beschouwt.

De bouw van een cokesfabriek met een capaciteit van 1,2 miljoen ton is mogelijk. Aangezien hiervoor echter ook, zeker gedeeltelijk, steenkolen moeten worden ingevoerd, kunnen verschillende argumenten ingeroepen worden ten voordele van verschillende vestigingsplaatsen voor dergelijke fabriek. Als mogelijke vestigingsplaatsen citeert de Minister van Economische Zaken de Limburgse mijnstreek, Gent en Zeebrugge, waaromtrent studies zijn ondernomen. Dit sluit evenwel andere mogelijke localisaties niet uit.

De Regering heeft op dit stuk nog geen definitief standpunt ingenomen.

Wat betreft de financiering van de bouw van een cokesfabriek, wijst de Minister op de hoge investeringskost. Deze wordt actueel geschat op bijna 9 miljard F. Het is duidelijk dat ook hier de wijze van financiering moeilijkheden zal opleveren. De Minister verkiest een oplossing voor dit probleem die de volle financieringslast niet op de schouders legt van de overheid.

In verband met het probleem van de afzet van de Belgische steenkolen herinnert de Minister van Economische Zaken eraan dat in 1983 het toeleveringscontract, steunend op het protocol van 1978, van steenkolen aan de staalnijverheid moet vernieuwd worden. De Minister hoopt dat deze vernieuwing zal gebeuren in een sereen klimaat en op basis van concrete en objectieve cijfers en gegevens.

Wat betreft de steenkoolmijn van le Roton, verklaart de Minister van Economische Zaken dat heel binnenkort een beslissing zal vallen over het beheerscontract tussen de overheid en deze mijn, zoals trouwens ook met de Kempense steenkoolmijnen. Deze beheerscontracten zullen beide een zo gelijk mogelijke inhoud hebben. Wat Le Roton betreft, is de sluiting tegen eind 1983 niet meer voorzien, maar wordt gezegd dat de Regering zich hierover zal beraden in het licht van een perspectief op middellange termijn. Aan de directies van K. S. en Le Roton wordt gevraagd plannen op termijn op te stellen, die de Regering moeten toelaten de budgettaire enveloppes te bepalen. De Regering wenst ook het beheer van de mijnen te dynamiseren.

Enfin, le Ministre des Affaires économiques souligne le besoin de diversification de notre industrie charbonnière. Cette diversification est très importante. Le Ministre n'en veut pour preuve que l'exemple des charbonnages allemands de la Ruhr, où plus de 50 % du chiffre d'affaires proviennent d'activités diversifiées.

Dans le cadre de la diversification de l'industrie charbonnière belge, notre savoir-faire en matière d'exploitation minière constitue un capital très précieux qu'il faut valoriser d'urgence. Nous devons mettre à profit l'expérience technique que nous avons acquise dans le domaine de l'exploration et de l'exploitation du sous-sol. C'est dans cette optique que le Gouvernement entend concevoir notre politique charbonnière.

Le Ministre des Affaires économiques signale pour conclure que les problèmes relatifs aux concessions minières seront examinés incessamment par le Conseil flamand. Entre-temps, le Gouvernement poursuivra avec toute la célérité requise le programme de 24 sondages d'un coût de 1,2 milliard de francs.

### Répliques

Un membre précise qu'il n'a jamais été partisan de la fermeture du charbonnage du Roton, compte tenu de la situation économique dramatique de cette région, mais il fait par ailleurs observer que l'on ne peut passer outre à certaines données géologiques. Il estime dès lors que ce serait une erreur d'entretenir des illusions quant à l'avenir de ce charbonnage, tout comme ce serait également une erreur de laisser échapper à notre pays les subventions sociales et économiques de la C. E. C. A., qui sont octroyées en cas de fermeture volontaire et non en cas de fermeture pour épuisement géologique. Le membre rappelle toutefois que ses propos ne constituent pas un plaidoyer pour la fermeture du Roton.

Au sujet de la déclaration du Ministre des Affaires économiques sur la nouvelle vitalité à conférer à la gestion des charbonnages belges, le membre déclare que les cadres sont motivés mais que c'est l'inconstance de la politique qui a été menée dans les années soixante qui doit être mise en cause. Il souligne cependant que les nouveaux statuts des K. S. confèrent des compétences plus étendues à un comité de gestion limité à 5 personnes.

En ce qui concerne la stratégie de diversification à mener au niveau du charbon belge, le membre souligne que les responsabilités du secteur privé, principalement sur le plan financier, sont importantes. L'orateur cite à titre d'exemple la création de la Mining Company en collaboration avec l'Union Minière. De nombreuses occasions ont été perdues étant donné que dans un certain nombre de cas le secteur privé ne voudrait pas prendre de risques. A cet égard le « Coal Board » en Angleterre est un exemple à suivre.

Le membre attire également l'attention sur le problème des concessions pour l'exploitation minière dont l'octroi est maintenant du ressort des Régions en vertu de la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. L'octroi de nouvelles concessions est urgent et nécessaire. Le membre cite l'exemple des charbonnages de Beringen où l'exploitation de certaines galeries a dû être arrêtée, la limite de la concession ayant été atteinte.

Le membre estime qu'il est urgent de remédier à cette situation. Il annonce qu'il déposera au Conseil flamand une proposition de décret en ce sens.

Le membre remarque également que, dans son énumération des différents sites pris en considération pour l'implantation d'une cokerie, le Ministre des Affaires économiques ne mentionne pas une quatrième possibilité, à savoir la construction d'une cokerie à proximité du bassin sidérurgique wallon.

Tenslotte legt de Minister van Economische Zaken de klemtoon op de nood aan diversificatie van de Belgische steenkolensector. Deze diversificatie is zeer belangrijk. Ten bewijze hiervan haalt de Minister het voorbeeld aan van de Duitse Ruhrmijnen, waar meer dan 50 % van het omzetcijfer behaald wordt uit gediversifieerde activiteiten.

In dit kader van diversificatie van de Belgische steenkolen is onze know-how inzake mijnbouw een zeer belangrijk kapitaal dat dringend moet gevaloriseerd worden. Onze technische ervaring over de exploratie en de ontginning van de ondergrond mag niet verloren gaan. Dit is dan ook de richting waarin de Regering het steenkolenbeleid wil voeren.

Tenslotte vermeldt de Minister van Economische Zaken dat de problemen omtrent de mijnconcessies over korte tijd door de Vlaamse Raad zullen worden bekeken. Intussen zal de Regering het programma van 24 diepteboorings ten bedrage van 1,2 miljard met bekwaame spoed voortzetten.

### Replieken

Een lid verklaart dat hij nooit voorstander geweest is van de sluiting van de steenkoolmijn van Le Roton, gelet op de dramatische economische situatie van dat gewest. Maar hij wijst erop dat aan bepaalde geologische gegevens niet kan voorbij gegaan worden. Hij vindt het dan ook fout dat illusies zouden gekweekt worden over de verdere toekomst-kansen van deze mijn. Evenzeer zou het fout zijn de sociale en economische subsidies van de E. G. K. S. die toegekend worden bij vrijwillige sluiting en niet bij sluiting wegens geologische uitputting, aan ons land te laten voorbijgaan. Het lid herhaalt evenwel dat deze woorden van hem geen pleidooi betekenen pro sluiting van Le Roton.

Inzake de uitspraak van de Minister van Economische Zaken over het dynamiseren van het beheer van de Belgische steenkolenmijnen, verklaart het lid dat de kaders van onze mijnen inderdaad wel gedemotiveerd zijn. Dit is echter te wijten aan de wisselvallige steenkolenpolitiek die gevoerd werd tijdens de jaren zestig. Hij wijst evenwel op de nieuwe statuten van de K. S. die een grotere bevoegdheid hebben voorzien aan beperkt beheerscomité van vijf personen.

Inzake de diversificatiestrategie die moet gevoerd worden voor de Belgische steenkolen beklemtoont het lid dat ook hier de privé-sector een zware en vooral een financiële verantwoordelijkheid draagt. Spreker citeert ten titel van voorbeeld de oprichting van de Mining Company in samenwerking met de Union Minière. In dit geval gingen zeer vele kansen verloren aangezien de privé-sector in een aantal gevallen geen risico's wenste te nemen. Op dit stuk is de Engelse « Coal Board » een duidelijk voorbeeld ten goede.

Het lid vraagt eveneens de aandacht voor de concessies voor de mijnbouw die ingevolge de wet van 8 augustus 1980 op de hervorming der instellingen, nu door de Gewesten moeten toegekend worden. Als dramatisch voorbeeld van de noodzakelijke en dringende toekenning van concessies haalt het lid het voorbeeld aan van de kolenmijn van Beringen. In bepaalde gangen van deze mijn moet de exploitatie stopgezet worden omwille van het bereiken van de grens van de concessie.

Het lid is van oordeel dat aan deze toestand dringend moet verholpen worden. Hij kondigt derhalve aan dat hij bij de Vlaamse Raad een voorstel van decreet ter regeling van deze toestand zal indienen.

Voorts merkt het lid op dat de Minister van Economische Zaken in zijn opsomming van mogelijke vestigingsplaatsen van een cokesbedrijf geen gewag maakt van een vierde mogelijkheid nl. een installatie bij het Waalse staalbekken.

L'orateur constate également que le Gouvernement refuse tout moratoire au sujet de la construction des centrales nucléaires. Aussi, souligne-t-il, dans deux à trois ans, l'électricité que nous produisons sera pour presque 50 % d'origine nucléaire et le problème du traitement des déchets nucléaires deviendra extrêmement préoccupant. Il est persuadé que le pays a besoin d'une période où l'on se distancerait du nucléaire et où la priorité serait donnée à la construction d'une centrale au charbon. Le membre estime par ailleurs qu'il est préférable de construire deux centrales de 300 MW plutôt qu'une centrale géante de 600 MW. Il défend cette solution tant du point de vue économique et écologique que du point de vue d'une politique rationnelle au niveau des points de consommation.

Aussi le membre demande-t-il formellement au Gouvernement si, en cas de reprise de la demande d'électricité, il donnera la préférence à la construction de la centrale au charbon ou à celle d'une unité nucléaire supplémentaire ou encore s'il préfère différer ce choix pour l'instant.

Un autre membre voudrait connaître l'attitude du Gouvernement à l'égard des résultats concrets du débat énergétique. Il partage en outre l'avis de l'intervenant précédent sur le point de savoir si la prochaine centrale sera une centrale au charbon et si le Gouvernement choisira de l'installer dans le Limbourg.

L'intervenant suivant déplore le caractère nébuleux des projets relatifs au charbonnage du Roton et note que cette imprécision contraste avec la précision croissante des projets conçus pour les charbonnages limbourgeois. En ce qui concerne le charbonnage du Roton, il craint un sursaut des gestionnaires privés, avec les résultats que l'on sait. Il attire l'attention sur le fait que le Conseil régional wallon n'a jamais admis l'implantation d'une centrale au charbon dans le Limbourg. Il se demande dès lors si, en cas de division de la capacité maximum citée de 600 MW, la Wallonie pourra également en obtenir une partie, par exemple sous la forme d'une production combinée.

En ce qui concerne la construction d'une nouvelle cokerie, le membre fait observer qu'il y a, en Wallonie, un certain nombre d'installations qui seront bientôt désuètes. Il est pourtant clair, selon lui, qu'il serait beaucoup moins coûteux d'installer cette cokerie à Liège plutôt que dans le Limbourg. En outre, l'installation de cette usine dans le Limbourg engendrerait un coût supplémentaire de près de 600 millions de francs pour la sidérurgie wallonne.

Il déplore qu'en raison de la politique actuelle toutes les activités en aval du secteur charbonnier seront à l'avenir exercées au Limbourg, et ce, malgré les graves problèmes de reconversion que connaît la Wallonie.

Un autre membre approuve la thèse selon laquelle le charbon doit être considéré comme le noyau stratégique de notre sécurité d'approvisionnement. Il fait cependant remarquer que le coût afférent à ce noyau d'approvisionnement est très élevé et qu'il y a lieu d'éviter que cette charge devienne insupportable.

En ce qui concerne le plan d'équipement, le membre ne comprend pas pourquoi cette centrale électrique supplémentaire doit être installée nécessairement au Limbourg. Le Conseil régional wallon ne peut marquer son accord sur cette implantation, parce que cette thèse ne s'étaye pas sur des preuves claires. Selon l'orateur, l'écoulement du charbon limbourgeois, dont la production n'atteint pas 7 millions de tonnes, ne cause pas de problème. C'est pour cette raison que le membre aurait voulu des preuves concrètes de la nécessité d'implanter cette usine au Limbourg.

Le même membre regrette que le Ministre des Affaires économiques n'ait pas envisagé la possibilité d'installer une cokerie près du bassin sidérurgique liégeois.

Spreker noteert eveneens dat de Regering geen moratorium aanvaardt voor de bouw van een kerncentrale. Hij merkt hierbij evenwel op dat op deze manier binnen twee à drie jaar bijna de helft van de geproduceerde elektriciteit van nucleaire oorsprong zal zijn en dat alsdan het probleem van de verwerking van de nucleaire afval zeer dringend zal worden. Persoonlijk is hij er eerder van overtuigd dat ons land nu een periode van nucleaire rust nodig heeft en de voorrang moet geven aan de bouw van een steenkoolcentrale. Volgens het lid zou eveneens beter overgegaan worden tot de bouw van twee centrales van 300 MW dan van één reuzecentrale van 600 MW, dit zowel vanuit economisch en ecologisch standpunt als vanuit het standpunt van een rationele peakpolitiek.

Daarom wenst het lid uitdrukkelijk aan de Regering te vragen of zij, bij herneming van de vraag naar elektriciteit, de voorkeur zal geven aan de bouw van de steenkoolcentrale of eerder aan deze van een bijkomende nucleaire eenheid, of dat de Regering deze keuze nog wenst open te houden.

Een ander lid wenst te weten welke de houding is van de Regering tegenover de concrete uitslag van dit energie-debat. Tevens sluit hij zich aan bij vorige spreker over de vraag of de volgende centrale een steenkoolcentrale zal zijn en of de Regering opteert voor de plaatsing van de laatste in Limburg.

Een volgende spreker betreurt het nevelige karakter van de toekomstplannen voor de mijn van Le Roton, dit in tegenstelling met de nu reeds steeds duidelijker wordende toekomstplannen van de Limburgse mijnen. Voor de mijn van Le Roton vreest hij een nieuwe opwelling van het privé-beheer van deze mijn die zal leiden tot de bekende resultaten. Hij vestigt er de aandacht op dat de Waalse Gewestraad nooit akkoord is geweest met de vestiging in Limburg van een steenkoolcentrale. Hij vraagt zich daarom af of bij de mogelijke splitsing van het geciteerde maximumvermogen van 600 MW Wallonië ook een deel, bijvoorbeeld onder de vorm van een gecombineerde productie, zal kunnen verwerven.

In verband met de inplanting van een nieuw cokesbedrijf verklaart het lid dat in Wallonië een aantal installaties binnenkort verouderd zullen zijn. Het moet nochtans duidelijk zijn, aldus het lid, dat de inplanting in Luik een veel minder dure inspanning zal vergen dan een inplanting in Limburg. Tevens zou een installatie in deze laatste provincie voor de Waalse staalnijverheid een meerkost van bijna 600 miljoen frank betekenen.

Hij betreurt sterk dat ingevolge het huidige beleid alle neerwaartse activiteiten in de steenkoolsector in de toekomst naar Limburg zullen gaan, ondanks de zware reconversieproblemen die bestaan in Wallonië.

Een ander lid kan zich akkoord verklaren met de stelling dat de Belgische steenkolen als een strategische zekerheidsterm wordt beschouwd. Hij wil er evenwel voor waarschuwen dat ook de kost van deze bevoorradingskern belangrijk is en dat moet vermeden worden dat deze last ondraaglijk wordt.

In verband met het uitrustingsplan verklaart het lid niet te begrijpen waarom deze bijkomende elektriciteitscentrale noodzakelijkerwijze in Limburg moet geplaatst worden. De Waalse Gewestraad kan met deze vestiging niet akkoord gaan gezien het gebrek aan duidelijke bewijzen ter staving van deze stelling. Volgens spreker is er geen probleem van afzet van de Limburgse steenkolen, waarvan de productie geen 7 miljoen ton bereikt. Daarom had het lid graag de concrete bewijzen gezien van deze noodzakelijke inplanting in Limburg.

Ook dit lid betreurt dat de Minister van Economische Zaken de mogelijke inplanting van een cokesbedrijf in de nabijheid van het Luikse staalbekken niet behandeld heeft.

Le même membre demande enfin ce que le Ministre des Affaires économiques a l'intention de répondre au sujet du plan d'équipement du secteur de l'électricité. Il invite le Ministre à ne pas s'attarder à la phase de l'étude, mais à prendre d'urgence les décisions qui s'imposent.

Un membre prévoit qu'une augmentation de la demande d'électricité de 2,5 %, nécessitera en 1992 un accroissement de capacité de 1 200 MW.

Alors qu'en 1981 aucune augmentation sensible n'a été notée, il y a cette année une tendance régulière à la hausse atteignant 3 à 3,75 %. Une augmentation d'environ 3,75 %, ce qui lui semble constituer une base de calcul valable, nécessiterait en 1992 un accroissement de capacité de 1 800 MW. Le membre se demande si ce raisonnement est également celui utilisé par le Gouvernement lors de ses prises de décision. Un accroissement de capacité de 1 800 MW en 1990 suppose en effet la construction des deux centrales : une centrale au charbon de 600 MW et une unité nucléaire de 1 200 MW. Le taux de croissance de la demande prévue pourrait même encore être plus élevé mais il sera probablement modéré par les effets d'une politique d'U. R. E. sérieuse.

Au sujet des propos tenus par l'orateur précédent, le membre précise que la construction, en priorité, d'une centrale au charbon dans le Limbourg devrait engendrer un sentiment de sécurité quant à l'écoulement du charbon. L'assurance que le charbon extrait dans le Limbourg sera utilisé et valorisé sur place aura un effet bénéfique pour la région.

Le membre désire également connaître les possibilités d'avenir des K. S. sur le plan géologique ainsi que la localisation du site d'implantation de la cokerie qui nécessiterait le moins d'efforts financiers de la part de l'Etat.

Un membre plaide pour que dans le secteur de l'énergie, l'on agisse avec souplesse et modestie. Il rappelle que dans les dernières années beaucoup de choses ont évolué dans ce domaine, qu'elles évoluent encore actuellement et qu'elles évolueront dans le futur. Cela veut dire que l'on ne peut pas figer des situations. Il lui semble qu'il n'appartient pas au Parlement de décider actuellement s'il faut une centrale nucléaire ou pas. Il appartient aux Exécutifs de prendre les décisions ponctuelles, en fonction des circonstances. Ceci vaut également pour l'exploitation de charbonnages pour fournir des centrales électriques que pour les cokeries.

L'optimum d'une centrale thermique n'est sans doute pas le maximum. Dès lors, la construction de deux centrales de 300 MW comblerait sans doute mieux les sensibilités de la Région wallonne et de la Région flamande. Il plaide également pour qu'un contrat de gestion soit le plus rapidement établi tant pour les charbonnages campinois que pour Le Roton.

Un autre orateur soutient également l'opinion selon laquelle il faut adopter à l'égard de l'énergie une attitude souple et prudente. Il faut se prémunir contre les erreurs commises ces dernières années en matière de prévisions économiques, comme par exemple l'augmentation du coût de l'énergie et la surestimation de la consommation d'énergie. L'orateur exprime son désaccord avec le nucléaire. Il souligne que ce secteur exige des engagements immédiats dont on ne peut encore prévoir les conséquences futures.

Le Ministre a déclaré que malgré tout les options étaient maintenues ouvertes. Dès lors, il s'agirait de savoir concrètement ce qu'il en est du plan d'équipement. Le problème du nucléaire est précisément que ce secteur exige une décision urgente parce que la réalisation d'une centrale nucléaire exige de nombreuses années.

Tenslotte vraagt het lid hoe de Minister van Economische Zaken op het uitrustingsplan van de elektriciteitssector gaat antwoorden. Het lid roept de Minister op niet bij de studiefase te blijven doch dringend de adequate beslissingen te nemen.

Een lid poneert de stelling dat, bij een stijging van de vraag naar elektriciteit van 2,5 %, in 1992 een meercapaciteit van 1 200 MW zal nodig zijn.

Daar waar in 1981 geen noemenswaardige stijging kon genoteerd worden, werd dit jaar een regelmatige trendbeweging van 3 % à 3,75 %-stijging genoteerd. Bij een stijging van deze aard, d.w.z. van  $\pm 3,75\%$ , die volgens spreker als een gezonde basis kan beschouwd worden is een meercapaciteit van 1 800 MW noodzakelijk tegen 1992. Het lid vraagt zich af of deze redenering ook de basisredenering is bij de besluitvorming van de Regering. Inderdaad, met een noodzakelijke meercapaciteit van 1 800 MW rond 1990 is het duidelijk dat de bouw van beide centrales in de toekomst zal nodig zijn, nl. een steenkolen centrale van 600 MW en een nucleaire eenheid van 1 200 MW. Het stijgingspercentage van de verwachte vraag kan evenwel nog hoger liggen maar zal evenwel getemperd worden door de resultaten die van een ernstig R. E. V.-beleid verwacht kunnen worden.

Aan de vorige spreker wenst het lid nog te repliceren dat de prioritaire aanpak van de bouw van een steenkolen centrale in Limburg een gevoel van afzetveiligheid van de steenkolen moet geven. Deze streek heeft er nood aan te weten dat de ter plaatse gewonnen steenkolen ook ter plaatse kunnen gebruikt en gevaloriseerd worden.

Een lid wenst nog de geologische toekomstmogelijkheden van de K. S. te kennen alsook de plaats waar de cokesfabriek dient gevestigd te worden om de Staat het minst financieel te bezwaren.

Een lid pleit ervoor dat in de energiesectoren soepelheid en matigheid aan de dag worden gelegd. Hij wijst erop dat er de laatste jaren op dat gebied heel wat is veranderd, dat die veranderingen nog steeds aan de gang zijn en zullen voortduren. Met andere woorden, een bepaalde toestand kan niet worden bevroren. Hij vindt dat het niet aan het Parlement toekomt thans over de eventuele bouw van een kern centrale te beslissen. De deelregeringen moeten telkens beslissingen treffen naargelang van de omstandigheden. Zulks geldt zowel voor de exploitatie van steenkoolmijnen die aan de elektrische centrales leveren als voor de cokesbedrijven.

Een centrale die optimaal functioneert werkt daarom nog niet met haar maximale productiecapaciteit. Met de bouw van twee centrales van 300 MW zou wellicht het best worden tegemoet gekomen aan de verlangens van het Waalse en Vlaamse Gewest. Ook pleit hij ervoor dat zo spoedig mogelijk een beheerscontract wordt opgesteld zowel voor de Kempense steenkoolmijnen als voor de mijn van Le Roton.

Ook een andere spreker is van mening dat inzake energie met de nodige soepelheid en voorzichtigheid moet worden opgetreden. Men moet zich hoeden voor de verkeerde economische vooruitzichten zoals er de laatste jaren werden gemaakt, bij voorbeeld inzake de verhoging van de energiekosten en de overschatting van het energieverbruik. Spreker kant zich tegen kernenergie. Hij onderstreept dat een dergelijke keuze onmiddellijke verbintenissen impliceert waarvan men de gevolgen nog niet onder ogen kan zien.

De Minister heeft verklaard dat de opties ondanks alles open werden gelaten. Bijgevolg moet men concreet weten hoe het staat met het uitrustingsplan. Met kernenergie is het probleem nu precies dat hier een dringende beslissing vereist is omdat over de bouw van een kern centrale verscheidene jaren heen gaan.

Toutefois, une décision prise trop rapidement peut nous mettre dans une situation dont nous ne pourrions plus nous échapper plus tard. De plus, on prétend que la consommation d'électricité ira toujours en augmentant.

Ceux qui soutiennent cet avis se basent sur les chiffres pour l'année 1982.

Selon ces chiffres, l'augmentation de la consommation pour cette année est de 3 %. Cependant, pour les années 1980 (augmentation de 0,6 %) et 1981 (augmentation de 0,1 %), ce pourcentage est beaucoup plus bas. Dès lors, on va se baser sur un chiffre d'une seule année pour opter pour une politique future. Il semble que ce soit là bien imprudent. Il faudrait attendre quelques années pour voir si l'évolution continue en ce sens.

L'orateur se réfère à diverses sources d'information et constate qu'un taux de croissance de la consommation d'électricité de 3 % est un maximum.

Dès lors, pourquoi opter aujourd'hui pour le nucléaire alors que l'on prévoit la construction d'une centrale charbonnière dont la mise en marche devrait avoir lieu en 1994 et qu'il sera alors temps à cette époque de voir si la construction d'une centrale nucléaire s'avère nécessaire.

Dès lors, l'orateur demande au Gouvernement de définir clairement ses options. De plus, il souhaiterait avoir des précisions quant au contrat de gestion. Celui-ci, en effet, ne contient aucune garantie pour le Limbourg.

Enfin, abordant le problème des cokeries, il rappelle qu'actuellement les industries sidérurgiques se plaignent de payer trop cher leurs fournitures de cokes.

En fait, si on appliquait les prix de la C. E. E., ils paieraient beaucoup plus cher. Ne serait-il pas favorable de tendre vers une diminution de la production de cokes afin d'en diminuer les coûts ?

Abordant le problème du nucléaire, l'orateur s'oppose à cette option et s'explique.

Tout d'abord, il craint que par le gigantisme de nos centrales, l'on augmente trop le pourcentage de réserve. En 1985, le pourcentage de réserve sera de 85 %, ce qui est inacceptable. Sur le plan du coût, la centrale nucléaire n'offre aucun avantage par rapport à la centrale charbonnière puisqu'il n'existe pas de différence entre les deux.

Enfin, le nucléaire crée un risque de catastrophe trop grand que pour qu'il soit acceptable. On peut assister à une fusion totale et ainsi voir notre air pollué par la radioactivité. Les chances de celle-ci sont minimales mais elles sont inacceptables pour le pays. Les centrales à charbon n'étant que l'autre alternative, il plaide pour leur développement.

Un membre s'étonne de la position du Gouvernement qui veut augmenter la capacité de production d'électricité de 1.900 MW, surtout si l'on tient compte de l'évolution de la consommation au cours des dernières années et de la capacité supplémentaire dont on pourra disposer dès que les centrales nucléaires prévues dès à présent pourront fonctionner. Le membre demande dès lors sur quelle hypothèse de croissance le Gouvernement s'est basé. En réponse à une observation d'un autre membre concernant l'influence qu'une relance économique aurait sur la consommation d'énergie, le membre souligne qu'également au niveau de la C. E. on s'efforce de dissocier la croissance économique et la consommation d'énergie.

Un autre membre estime à ce propos qu'il faut se défaire de l'idée que l'accroissement de la consommation d'électricité est proportionnel à la croissance économique. Il estime par ailleurs que la souplesse et la prudence s'imposent en ce qui concerne l'établissement des priorités. C'est pourquoi il plaide en faveur de la diversification. Dans ce cadre, le recours à l'énergie nucléaire peut s'avérer nécessaire.

Un membre répond à l'orateur précédent en rappelant qu'il a souligné lui aussi la nécessité de dissocier la crois-

Wanneer wij echter te snel beslissen kunnen we in onoverkomelijke moeilijkheden geraken. Voorts wordt beweerd dat het verbruik van elektriciteit zal blijven stijgen.

Die bewering steunt op de cijfers voor het jaar 1982.

Volgens die cijfers zal het verbruik dit jaar met 3 % toenemen. Voor de jaren 1980 (verhoging met 0,6 %) en 1981 (verhoging met 0,1 %), ligt dat percentage veel lager. Bijgevolg wordt een beleid bepaald aan de hand van een eenmalig cijfer. Dat lijkt toch wel erg onvoorzichtig. Men zou beter althans enkele jaren moeten wachten om te zien of de zaken wel die richting uitgaan.

Spreeker verwijst naar verschillende bronnen en constateert dat de groei van het verbruik van elektriciteit maximaal 3 % kan bedragen.

Waarom wordt dan thans voor kernenergie gekozen terwijl een steenkoolcentrale zal worden gebouwd die in 1994 in gebruik wordt genomen en men op dat ogenblik zal moeten uitmaken of de bouw van een kerncentrale noodzakelijk is.

Spreeker vraagt dan ook dat de Regering haar opties duidelijk zou vaststellen. Ook wenst hij toelichting bij het beheerscontract. Dit bevat namelijk geen enkele waarborg voor Limburg.

Met betrekking tot het vraagstuk van de cokesbedrijven ten slotte wijst hij erop dat de staalindustrie zich er thans over beklagt dat ze haar cokes te duur betaalt. Indien de prijzen van de E. E. G. werden toegepast zouden ze in werkelijkheid nog meer betalen. Zou niet beter worden gestreefd naar de vermindering van de cokesproductie om de kosten ervan te drukken ?

Spreeker is gekant tegen kernenergie en wel om de volgende redenen.

Ten eerste zijn onze kerncentrales reusachtig groot waardoor hij vreest dat het reservepercentage zal stijgen. In 1985 zal het reservepercentage 85 bedragen, wat onaanvaardbaar is. Wat de kosten betreft, biedt een kerncentrale geen enkel voordeel tegenover een steenkoolcentrale omdat er tussen beide geen verschil bestaat.

Ten slotte is de omvang van de catastrofe die met kerncentrales kan worden veroorzaakt te groot om kernenergie te aanvaarden. De kern kan compleet smelten waardoor onze lucht door radioactiviteit wordt besmet. De kans daarop is gering maar het risico is voor ons land onaanvaardbaar. Het enige alternatief is steenkoolcentrales en dus pleit hij daarvoor.

Een lid verwondert zich over het standpunt van de regering die de capaciteit inzake elektriciteitsproductie wil opvoeren met 1 900 Megawatt, vooraal indien men rekening houdt met de evolutie van het verbruik de laatste jaren en de supplementaire capaciteit waarvoor zal kunnen beschikt worden eens de reeds geplande kerncentrales zullen functioneren. Het lid vraagt dan ook welk de groeihypothese is waarvan de regering uitgaat. In antwoord op een opmerking van een ander lid inzake de invloed op het energieverbruik van een economische heropleving, stelt het lid dat ook op E. G.-vlak gestreefd wordt naar de ontkoppeling tussen economische groei enerzijds en het energieverbruik anderzijds.

Een ander lid is in dit verband van oordeel dat moet worden afgestapt van de idee als zou het elektriciteitsverbruik evenredig met de economische groei toenemen. Verder meent hij dat prioriteiten moeten worden bepaald, maar dat daarbij soepel en voorzichtig te werk moet worden gegaan. Daarom pleit hij voor diversifiëring en in dat kader kan het gebruik van kernenergie noodzakelijk zijn.

Een lid dient een vorige spreker van antwoord door eraan te herinneren dat ook hij zelf beklemtoond heeft dat



sance économique et les besoins énergétiques. L'augmentation de la consommation d'électricité n'est pas nécessairement le corollaire de la croissance économique.

En ce qui concerne les réserves de capacité des centrales électriques, il déclare qu'il s'agit en l'occurrence d'un choix délibéré. Nos réserves de capacité sont supérieures à celles de la France et même à celles des Etats-Unis. Nous tenons à éviter les pannes générales telles qu'en ont connues Paris et New York. En ce qui concerne la diversification souhaitée par les membres, il ne faut pas perdre de vue que si les centrales nucléaires produisent 60 % de notre électricité, cela ne représente jamais que 15 % de notre consommation totale d'énergie. Si les centrales nucléaires produisaient 80 % de notre électricité, cela ne représenterait encore que 20 % de notre consommation d'énergie. Théoriquement, il serait possible d'atteindre les 100 %, mais une telle politique ne serait pas raisonnable.

Un membre demande quelle est actuellement la part des centrales nucléaires dans la production globale d'électricité. Il lui est répondu que cette part était de 25 % en 1981. L'orateur demande dès lors si nous ne risquons pas de devenir trop dépendants à l'égard du nucléaire et s'il faut réellement 10 ans pour construire une centrale nucléaire.

\* \* \*

Le Ministre répond que le Gouvernement ne propose pas une alternative, c'est-à-dire un choix entre une centrale au charbon et une centrale nucléaire. Le Gouvernement veut faire entamer les études préparatoires pour les deux centrales, ce qui signifie qu'il considère, à l'heure actuelle, que les deux projets sont complémentaires. Les deux options ne pourront probablement être réalisées avant 1994. Pour des raisons techniques, il convient de se préoccuper en premier lieu de la centrale au charbon, étant donné que la réalisation de celle-ci ne nécessitera que cinq ans environ. En ce qui concerne la centrale nucléaire, il faut prévoir sept à huit ans pour la construction et deux ans environ pour les études préparatoires. Le délai pendant lequel la décision peut être révoquée est donc plus long en ce qui concerne la centrale nucléaire. Ce délai permettra au Gouvernement de confronter les hypothèses avec la réalité et, éventuellement, de modifier et d'adapter ses décisions en conséquence.

Pour les centrales nucléaires, la décision ne devient irrévocable que deux à trois ans après la mise à l'étude du projet. La décision définitive devra donc être prise vers 1984-1985.

Un membre ayant demandé où la cokerie serait implantée, le Ministre déclare qu'il ne peut pas encore donner de réponse définitive. Si cette cokerie était financée par un groupe privé, il serait évidemment difficile au Gouvernement d'imposer un site particulier.

Le membre demande ensuite dans quelle région le Gouvernement a l'intention d'implanter cette cokerie.

Le Ministre répond que, selon une étude de McKinsey, la cokerie devrait être implantée à Zeebrugge, à Gand (près de Sidmar) ou dans le Limbourg. Le Gouvernement n'a aucun préjugé à l'égard de telle ou telle implantation de cette cokerie.

Un membre soulève ensuite le problème de la diversification des Kempense Steenkoolmijnen. Il demande si cette diversification implique l'intégration de la cokerie dans le groupe des Kempense Steenkoolmijnen.

Le Ministre craint qu'on ne réduise la marge de négociation avec les groupes privés en optant d'emblée pour l'intégration. Il déclare toutefois que l'écoulement du charbon belge sera garanti par contrat, et ce, quel que soit le lieu d'implantation de la cokerie. Par ailleurs, le Gouvernement veillera à ce que les diverses dispositions du contrat de gestion soient respectées et, notamment, à ce que les crédits

de l'économie groeie et de l'énergiebehoefte moeten worden gescheiden. Het elektriciteitsverbruik kan echter stijgen zonder economische groei.

Inzake de reservecapaciteit van de elektriciteitscentrales verklaart hij dat het hier om een gewilde keuze gaat. Wij hebben meer reservecapaciteit dan Frankrijk en ook meer dan de Verenigde Staten. Wij verkiezen echter geen onderbrekingen mee te maken zoals in Parijs of in New York. Inzake de door de leden gewenste diversifiëring op energiegebied, mag men niet vergeten dat indien het park van kerncentrales 60 % van onze elektriciteit produceert, dat aandeel nooit meer dan 15 % van onze totale energie vertegenwoordigt. Zelfs al werd 80 % van de elektriciteit door kerncentrales geleverd dan nog zou dat slechts 20 % van onze energie uitmaken. Theoretisch is het niet ondenkbaar dat men tot 100 % gaat, maar dat zou niet verstandig zijn.

Op de vraag van een lid hoe hoog het aandeel is dat thans door kerncentrales wordt voortgebracht, wordt geantwoord dat het aandeel daarvan in 1981 25 % bedroeg. Spreker vraagt dan ook of wij niet te zeer afhankelijk zullen worden van kernenergie en of er wel tien jaar nodig is om een kerncentrale te bouwen.

\* \* \*

De Minister antwoordt dat de Regering geen alternatief voorstelt: ofwel een steenkoolcentrale ofwel een kerncentrale. De Regering wil voor beide centrales de voorbereidende studies laten aanvatten en zij ziet beide dan ook momenteel als zijnde complementair. De verwezenlijkingstermijn voor beide opties strekt zich waarschijnlijk uit tot 1994. Op de tijdschaal uitgezet komt de steenkoolcentrale om technische redenen eerst aan de beurt, vermits de verwezenlijking hiervan slechts  $\pm$  vijf jaar vergt. Voor een kerncentrale zijn zeven tot acht jaar nodig, wat de bouw betreft, en  $\pm$  twee jaar inzake de voorbereidende studies. Voor de kerncentrale beschikt men bijgevolg over een langere periode van omkeerbaarheid van de genomen beslissing. Deze termijn zal de Regering in de gelegenheid stellen de hypothesen met de werkelijkheid te vergelijken en in functie daarvan eventueel haar beslissingen te wijzigen of aan te passen.

Er bestaat inderdaad vanaf het aanvatten van de studies een omkeerbaarheidsmarge van  $\pm$  twee à drie jaren, wat de kerncentrales betreft; nadien begint de onomkeerbare fase, waarschijnlijk in 1984-1985.

Aan een lid dat gevraagd had waar de cokesfabriek zou worden opgericht, antwoordt de Minister dat hij daar thans nog geen uitsluitsel kan over geven. Wordt die fabriek gefinancierd door een particuliere groep, dan ligt het voor de hand dat de Regering die groep moeilijk kan verplichten deze of gene plaats te kiezen.

Het lid vraagt vervolgens waar de Regering voornemens is die fabriek op te richten.

De Minister verklaart dat die cokesfabriek, volgens een studie van McKinsey, zou moeten worden gebouwd in Zeebrugge, bij Sidmar Gent of in Limburg. De Regering heeft geen vooroordeel tegenover gelijk welke inplanting van deze cokesfabriek.

Een lid brengt vervolgens het vraagstuk van de diversifiëring van de Kempense Steenkoolmijnen ten berde. Hij vraagt of deze diversifiëring de integratie van de cokesfabriek in de groep van de Kempense Steenkoolmijnen bevat.

De Minister vreest dat een aanvankelijke optie voor integratie de onderhandelingsmarge met privé-groepen zou verkleinen. Hij bevestigt evenwel dat er hoe dan ook een contract komt dat de afzet van Belgische steenkolen waarborgt, ongeacht de plaats waar de cokesfabriek wordt opgericht. Inzake het beheerscontract zal de Regering ervoor zorgen dat de diverse bepalingen hiervan worden nageleefd en voor-

budgetaires ne soient pas dépassés. Il s'agit là d'une nécessité absolue, étant donné que les charbonnages belges doivent s'en tenir strictement aux enveloppes budgétaires, tout comme les autres secteurs nationaux. Le Ministre ajoute qu'il faut également veiller à la protection de l'environnement et que le coût de cette politique doit entrer en ligne de compte dans le calcul du financement.

Un membre demande s'il est bien réaliste d'accroître la capacité globale de 1 900 MW, en ayant recours à la fois au charbon et à l'énergie nucléaire.

Le Ministre des Affaires économiques répond que cet accroissement de capacité lui paraît acceptable dans la mesure où l'on peut escompter une reprise suffisante de la croissance économique, ce qui n'est pas irréaliste étant donné que la période considérée s'étend sur dix à douze ans.

Un membre souligne que le Gouvernement prétend consulter le Parlement en vue de prendre des décisions définitives, alors que ses positions paraissent déjà bien arrêtées.

Le Ministre des Affaires économiques réplique qu'il appartient au Parlement de faire connaître ses options et que le Gouvernement est disposé à tenir compte de celles-ci dans le respect de la démocratie.

Un membre demande si les présentes options pourront être modifiées ultérieurement.

Le Ministre des Affaires économiques répond qu'il sera procédé à une évaluation à l'issue des travaux d'étude et que le Gouvernement se prononcera définitivement au sujet de l'option concernant la centrale nucléaire en fonction de cette évaluation. Sauf modification fondamentale de la situation dans le domaine de la consommation la centrale nucléaire sera donc également construite. Cette option sur la construction de la centrale nucléaire demeure toutefois révocable jusqu'à la clôture de la phase d'étude.

Un membre estime que la résolution n'est pas aussi précise que la déclaration qui vient d'être faite par le Ministre et demande s'il ne conviendrait pas d'en mettre le texte en concordance avec ladite déclaration.

Le Ministre des Affaires économiques répond qu'une résolution ne peut comprendre tous les détails et qu'il lui paraît suffisant que ses déclarations soient reproduites dans le rapport.

Le Ministre des Affaires économiques conclut en rappelant que le plan d'équipement doit faire l'objet d'une décision d'ici le 1<sup>er</sup> juillet. Cette décision devrait peut-être être reportée afin de permettre au Sénat de procéder à un débat avant qu'elle intervienne.

\* \* \*

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie poursuit ensuite l'examen des propositions de modification relatives à la résolution dans le domaine des charbons.

L'examen des propositions de modification relatives à la première option est certes terminée, mais un membre désire cependant encore attirer l'attention sur le fait qu'une divergence de vues est apparue en ce qui concerne les « Kempensteenkoolmijnen » et il considère qu'il serait sans doute souhaitable de fournir quelques éclaircissements au sujet de ce problème très vaste.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie estime que le texte proposé est suffisamment clair, étant donné qu'il prévoit la poursuite de la politique actuelle, qui est suffisamment connue.

\* \* \*

namelijk dat de begrotingsenveloppes niet worden overschreden. Het gaat hier om een absolute noodzakelijkheid, aangezien de Belgische steenkoolmijnen, zoals dit trouwens ook geldt voor de andere nationale sectoren, binnen de budgettaire enveloppes moeten blijven. Tenslotte is de Minister de mening toegedaan dat men ook oog moet hebben voor de bescherming van het leefmilieu en dat de kosten van dit facet van het beleid in de financiering moeten worden ingecalculeerd.

Een lid vraagt zich af of een uitbreiding van de totale capaciteit met 1 900 MW, met gebruikmaking van zowel kolen- als kernenergie, wel noodzakelijk realistisch is.

De Minister van Economische Zaken meent van wel, indien er althans een voldoende herneming van de economische groei plaatsvindt, wat op een termijn van tien à twaalf jaar toch wel mag worden verhoopt.

Een lid merkt op dat de Regering reeds welomschreven voorstellen heeft, maar dat zij zegt nu naar het Parlement te komen luisteren om later definitieve beslissingen te nemen.

De Minister van Economische Zaken onderstreept dat de Regering, op een democratische wijze, met deze uitspraken wil rekening houden.

Een lid stelt de vraag of de huidige opties nog kunnen worden gewijzigd.

De Minister van Economische Zaken antwoordt hierop dat er na de studie een evaluatie zal plaatshebben. Hierop zal de Regering zich baseren om de thans genomen optie in verband met een kerncentrale een definitief karakter te geven. Indien de gegevens van het verbruik niet fundamenteel veranderen, wordt er dus ook een kerncentrale gebouwd. Tot op het einde van de studiefase is deze optie over de kerncentrale echter herroepbaar.

Een lid vindt de resolutie vager dan de Minister thans heeft verklaard en vraagt zich af of de tekst niet in de zin van die verklaring kan worden geamendeerd.

De Minister van Economische Zaken wijst dit van de hand, aangezien in een resolutie niet alles kan worden gezegd en is van oordeel dat de opnemings van zijn verklaringen in het verslag volstaat.

Ten slotte verklaart de Minister van Economische Zaken nog dat in verband met het uitrustingsplan zoals bekend een beslissing moet worden genomen voor 1 juli a.s. Om eerst een debat in de Senaat mogelijk te maken ware het misschien wenselijk deze beslissing nog even uit te stellen.

\* \* \*

De Staatssecretaris voor Energie gaat verder in op de wijzigingsvoorstellen betreffende de steenkool.

De wijzigingsvoorstellen op de eerste optie zijn weliswaar afgehandeld, maar een lid wil er toch nog even de aandacht op vestigen dat er een meningsverschil bestond i.v.m. de K. S. en dat enige verduidelijking over dit zeer ruime probleem wellicht wenselijk is.

De Staatssecretaris voor Energie acht de voorgestelde tekst voldoende duidelijk daar erin wordt gesteld dat het huidige beleid, dat genoegzaam bekend is, wordt voortgezet.

\* \* \*



En ce qui concerne les propositions des membres relatives à la deuxième option, le Secrétaire d'Etat à l'Energie déclare en réponse à la question de M. Rigo qui suggère qu'il soit en outre tenu compte des possibilités budgétaires, que le texte du Gouvernement, qui préconise une adaptation aux besoins, enlève tout fondement à la crainte exprimée dans cette proposition. Il demande par conséquent de la rejeter.

Le Secrétaire d'Etat considère que la proposition de M. Kubla visant à remplacer le mot « demeure » par le mot « soit » n'est pas judicieuse, car le verbe « demeure », qui suggère une continuité, est préférable.

En ce qui concerne la proposition de M. Moors visant à faire mention du « stockage » et du « traitement », le Secrétaire d'Etat à l'Energie fait remarquer qu'il s'agit en l'occurrence de l'infrastructure au sens strict et que le stockage n'est pas du ressort de l'Etat, mais des entreprises directement concernées.

M. Moors admet cette objection, mais il estime que le texte du Gouvernement met trop peu l'accent sur la production belge de charbon.

Le Secrétaire d'Etat considère quant à lui que le terme « transport » suffit et il demande dès lors que cette proposition soit rejetée, de même que celles de MM. W. Claes, M. Colla et Bossuyt, d'une part, et de M. Fedrigo, d'autre part, qui sont pratiquement identiques.

Le Secrétaire d'Etat estime que la proposition de M. Dupré visant à remplacer le mot « infrastructure » par le mot « politique » dépasse le cadre de ce point qui traite précisément de manière spécifique de l'infrastructure. Cette proposition ne peut donc pas être retenue.

Les propositions de MM. Fedrigo et Dierickx concernant la construction de navires destinés à assurer le transport du charbon n'ont aucune justification économique. Le Secrétaire d'Etat estime par conséquent qu'il est inutile que celles-ci figurent dans la résolution.

Cette remarque s'applique également à la proposition de M. Fedrigo visant à ajouter une option *2bis* : le premier point figure dans les options générales et le second point n'a pas sa place dans le débat car il concerne exclusivement la politique étrangère.

Le Secrétaire d'Etat estime que la proposition de MM. M. Colla et De Batselier concernant une politique d'importation axée sur la sécurité d'approvisionnement est en grande partie une répétition superflue. Il souligne que les contrats à long terme ainsi que les participations ne constituent pas des solutions miracle. Il approuve la proposition au sujet de l'ingénierie des mines mais précise que le Gouvernement l'a déjà mise en pratique (des négociations sont notamment en cours avec la Chine) et que cette proposition est d'ailleurs reprise à la cinquième option. Elle est par conséquent superflue.

Le Secrétaire d'Etat estime que la proposition de M. De Batselier visant la création d'une société publique d'acquisition doit être rejetée par principe.

\* \* \*

En ce qui concerne les propositions relatives à la troisième option, le Secrétaire d'Etat à l'Energie estime qu'il y a contradiction entre le texte et la motivation dans la proposition de M. Moors visant à préciser le concept « un niveau d'activité suffisant ». Il approuve l'idée qui y est exprimée mais préfère le texte du gouvernement, les activités qui sont énumérées apparaissant déjà dans d'autres résolutions.

Un membre rappelle que les décisions prises en 1977 par les C. M. C. E. S. n'ont toujours pas été appliquées. Aussi estime-t-il que la formule « un niveau de production suffisant » est trop vague. Il estime qu'une bonne politique à long terme sensée exige que soit défini un objectif concret, dans le cadre de la capacité et des possibilités budgétaires.

Inzake de voorstellen van de leden op de tweede optie verklaart de Staatssecretaris voor Energie, in antwoord op het voorstel van de heer Rigo om in de tekst op te nemen dat tevens rekening zou worden gehouden met de budgettaire mogelijkheden dat de regeringstekst, waarin de aanpassing aan de behoeften wordt bepleit, de in dit voorstel uitgedrukte vrees ongegrond maakt, zodat hij de verwerping ervan vraagt.

Het voorstel van de heer Kubla om « blijft » te vervangen door « wordt » acht de Staatssecretaris geen verbetering daar het woord « blijft » een continuïteit suggereert.

Met betrekking tot het voorstel van de heer Moors om melding te maken van de « opslag » en de « behandeling » wijst de Staatssecretaris voor Energie erop dat het in deze tekst om de infrastructuur *sensu stricto* gaat en dat de opslag geen taak voor de Staat is, maar voor de hierbij betrokken ondernemingen.

De heer Moors kan dit wel aanvaarden, maar vindt dat in de regeringstekst te weinig de nadruk ligt op de inlandse steenkool.

De Staatssecretaris meent dat de term « vervoer » hiervoor volstaat, zodat hij om de verwerping van dit voorstel verzoekt, evenals van de voorstellen van de heren W. Claes, M. Colla en Bossuyt enerzijds en Fedrigo anderzijds, die nagenoeg hetzelfde luiden.

Het voorstel van de heer Dupré om « infrastructuur » te vervangen door « beleid » gaat volgens de Staatssecretaris voor Energie het kader van dit punt, dat juist specifiek de infrastructuur wil behandelen, te buiten, en kan dan ook niet weerhouden worden.

De voorstellen van de heer Fedrigo en de heer Dierickx betreffende het bouwen van kolenschepen, zijn niet economisch verantwoord. De Staatssecretaris oordeelt het dan ook niet nodig deze in de resolutie op te nemen.

Dit geldt eveneens voor het voorstel van de heer Fedrigo tot inlassing van een optie *2bis*, waarvan het eerste punt in de algemene opties is opgenomen en het tweede punt niet in het energiedebat thuishoort, maar zuiver tot het gebied van het buitenlandse beleid behoort.

Het voorstel van de heren M. Colla en De Batselier aangaande een invoerpolitiek gericht op bevoorradingszekerheid acht de Staatssecretaris grotendeels een overbodige herhaling. Hij wijst er op dat lange-termijncontracten en participaties geen wonderoplossing zijn. De op zich goede idee met betrekking tot de Belgische mijnengineering wordt door de Regering in de praktijk gebracht, o.a. in de onderhandelingen met China. Zij is trouwens opgenomen in de vijfde optie zodat het voorstel overbodig is.

Het voorstel van de heer De Batselier inzake een publieke aankoopmaatschappij acht de Staatssecretaris principieel verwerpelijk.

\* \* \*

Wat betreft de voorstellen op de derde optie ziet de Staatssecretaris in het voorstel van de heer Moors, om het begrip « voldoende activiteitsniveau » meer te specificeren een tegenstrijdigheid tussen de tekst en de motivering. Hij is het overigens met de uitgedrukte idee wel eens, maar geeft toch de voorkeur aan de regeringstekst, daar de opgesomde activiteiten reeds elders in de resoluties aan de orde komen.

Een lid herinnert aan de beslissingen van het M.C.E.S.C. van 1977 die nog niet verwezenlijkt zijn en de woorden « een voldoende produktieniveau » vindt hij dan ook te vaag. Een verwijzing naar een meer concreet doel, in het kader van de capaciteit en van de budgettaire mogelijkheden, lijkt hem voor een zinnig beleid op lange termijn noodzakelijk.

Le Secrétaire d'Etat rappelle que le Gouvernement a pris pour principe dans ce débat de ne pas se lier par des valeurs absolues car trop d'incertitudes subsistent. « Un niveau de production suffisant » peut en effet être interprétée de différentes manières mais offre selon lui néanmoins une base valable.

M. Moors déclare qu'il est prêt à retirer sa proposition si le Gouvernement indique dans une déclaration complémentaire qu'il tiendra compte de l'importance stratégique du charbon belge, des possibilités budgétaires et d'une planification à long terme.

Le Secrétaire d'Etat donne son accord pour qu'une telle déclaration figure dans le rapport.

Il regrette, pour la même raison, la proposition de M. Fedrigo visant à définir certains objectifs au niveau de la production. Il rejette également les points 2 et 3 de cette proposition, concernant la planification à long terme et l'écoulement du charbon par des accords avec d'autres secteurs, car ils figurent dans un autre texte ou ont déjà été réalisés.

Il rejette pour la même raison les deux propositions similaires de M. Dierickx ainsi que la proposition de M. De Batselier et celle de M. Ansoms.

Le Secrétaire d'Etat s'oppose également à la proposition de MM. W. Claes, M. Colla et Bossuyt concernant le rapport entre la production et les coûts car il estime qu'il n'y a pas de rapport logique entre les prémisses et la conclusion.

L'idée de base de la proposition de MM. W. Claes, M. Colla et Bossuyt concernant une approche programmée des investissements est intéressante, mais étant donné qu'elle se retrouve également dans la proposition de M. Dupré, relative aux investissements, le Secrétaire d'Etat propose de fusionner ces deux textes. Il pourrait alors approuver le nouveau texte.

Selon le Secrétaire d'Etat la proposition de M. Dupré concernant les aspects sociaux de la politique en matière de charbon dépasse le cadre de ce débat. Il demande que cette proposition soit retirée.

M. Dupré demande au Secrétaire d'Etat si la première phrase de sa proposition ne pourrait être maintenue. Celui-ci répond par l'affirmative.

Un autre membre insiste sur l'importance de l'aspect social. Il approuve dès lors le texte de M. Dupré et il craint que ces propositions ne restent lettre morte si elles ne sont pas formulées explicitement.

En ce qui concerne la proposition de M. Kubla relative à la condition de productivité, le Secrétaire d'Etat signale qu'il s'agit d'une notion de base dont il est évidemment tenu compte dans les négociations concernant le contrat de gestion, de sorte que cette modification est superflue.

Le Secrétaire d'Etat estime que la mobilité du personnel, dont il est question dans une proposition de MM. W. Claes, M. Colla et Bossuyt, ne doit pas être réglée dans le cadre de cette résolution. Il conclut dès lors qu'il y a lieu de rejeter cette proposition, tout en reconnaissant que l'idée en tant que telle est bonne.

M. Bossuyt fait remarquer que dans la proposition de M. Dupré qui a été jointe à la sienne il est question de politique du personnel en ce qui concerne les investissements. Il estime que l'attitude du Secrétaire d'Etat n'est pas logique. Dans ces circonstances, il n'approuve pas sans plus la jonction des deux propositions précitées.

Il est tenu compte de la proposition de M. Verberckmoes dans le contrat de gestion qui est en cours de négociation et le Secrétaire d'Etat ne s'oppose donc pas à l'adoption de cette modification.

De Staatssecretaris herinnert eraan dat de Regering als principe aangenomen heeft zich in dit debat niet te verbinden door absolute waarden, omdat er te veel onzekerheden blijven bestaan. Een « voldoende niveau » maakt uiteraard een verschillende interpretatie mogelijk, maar biedt zijns inziens toch voldoende houvast.

De heer Moors is bereid zijn voorstel in te trekken indien de Regering in een bijkomende verklaring vermeldt dat zij rekening zal houden met het strategische belang van de in-landse kolen, met de budgettaire mogelijkheden en met een planning op lange termijn.

De Staatssecretaris stemt ermee in dat een dergelijke verklaring in het verslag wordt opgenomen.

Het voorstel van de heer Fedrigo om bepaalde produktiedoelstellingen te bepalen wijst de Staatssecretaris voor Energie om dezelfde reden van de hand, en de punten 2 en 3 van hetzelfde voorstel inzake planning op lange termijn en het gebruik van de steenkool in samenhang met andere sectoren worden eveneens door hem van de hand gewezen, daar zij reeds elders zijn opgenomen of reeds in de praktijk worden gebracht.

De twee analoge voorstellen van de heer Dierickx worden om dezelfde reden afgewezen, evenals het voorstel in die zin van de heer De Batselier en het voorstel van de heer Ansoms.

De Staatssecretaris kant zich eveneens tegen het voorstel van de heren W. Claes, M. Colla en Bossuyt betreffende de verhouding tussen produktie en kosten, omdat er volgens hem geen logisch verband is tussen de premissen en de conclusie.

De idee die aan het voorstel van de heren W. Claes, M. Colla en Bossuyt i.v.m. een geprogrammeerde benadering van de investeringen ten grondslag ligt, vindt de Staatssecretaris goed, maar daar het aansluit bij het voorstel van de heer Dupré op het gebied van de investeringen, acht de Staatssecretaris het wenselijk beide voorstellen samen te smelten. Een dergelijke tekst zou dan ook zijn goedkeuring kunnen wegdragen.

Het voorstel van de heer Dupré betreffende de sociale aspecten van het steenkoolbeleid gaan volgens de Staatssecretaris het kader van het energiedebat te buiten, en hij verzoekt dan ook om de intrekking.

De heer Dupré vraagt of de Staatssecretaris niet akkoord zou kunnen gaan met het behoud van de eerste zin van zijn voorstel, waarop deze positief reageert.

Een ander lid wijst op het belang van het sociale aspect. Hij verklaart zich dan ook akkoord met de tekst van de heer Dupré en uit de vrees dat er op dit gebied niet veel zal gebeuren als het niet expliciet wordt vermeld.

Wat het voorstel van de heer Kubla inzake het produktiviteitsvereiste betreft, deelt de Staatssecretaris mede dat dit een basisbegrip is dat in de onderhandelingen over het beheerscontract uiteraard meespeelt, zodat deze wijziging overbodig is.

De mobiliteit van het personeel, waarover een voorstel van de heren W. Claes, M. Colla en Bossuyt handelt, behoort volgens de Staatssecretaris niet in het kader van deze resoluties te worden geregeld. Hij besluit derhalve tot verwerping, al is de idee als zodanig goed.

De heer Bossuyt merkt op dat in het met zijn eigen voorstel samengevoegde voorstel van de heer Dupré wel sprake is van personeelsbeleid op het vlak van de investeringen. Hij vindt de houding van de Staatssecretaris niet logisch en is het in die omstandigheden niet zonder meer eens met de samenvoeging van beide eerder genoemde voorstellen.

Aan het voorstel van de heer Verberckmoes wordt in het thans in onderhandeling zijnde beheerscontract tegemoetgekomen en de Staatssecretaris heeft dan ook geen bezwaar tegen het aannemen van deze wijziging.

Le Secrétaire d'Etat estime que la proposition de M. Rigo de considérer le niveau suffisant d'activité à la lumière des problèmes budgétaires à long terme est une explication superflue : le contrat de gestion tient compte de cet aspect de manière plus rigoureuse.

\* \* \*

Le Secrétaire d'Etat rejette, parce qu'irréalistes, des propositions analogues à l'option 4 de MM. Fedrigo et Dierickx tendant à déterminer avec précision les réserves de charbon et la proposition de M. Rigo concernant l'extraction à ciel ouvert.

La proposition de MM. W. Claes, M. Colla et Bossuyt tendant à ajouter « et plus particulièrement des filons de houille » est, selon le Secrétaire d'Etat, superflue.

La proposition de MM. W. Claes, M. Colla et Bossuyt relative à la récupération de l'énergie lui semble également superflue, étant donné que cet aspect est contenu implicitement dans les options globales.

Le Secrétaire d'Etat approuve dans une certaine mesure la proposition de MM. Bossuyt et De Batselier concernant la prospection dans le nord du bassin campinois, mais il estime qu'elle est trop ponctuelle pour être reprise dans la résolution.

La préoccupation sociale exprimée dans la proposition de M. Moors figure déjà, selon le Secrétaire d'Etat, dans les propositions de modification jointes de MM. Dupré et W. Claes, qui ont été admises lors de la discussion de l'option 3.

Après lecture de ce nouveau texte, M. Moors marque son accord à ce sujet et retire sa proposition de modification.

Un membre affirme qu'une extension de la prospection ne constitue pas un détail, mais la concrétisation d'une option réfléchie.

\* \* \*

Les propositions à l'option 5 de M. Dierickx concernant l'écoulement prioritaire du charbon belge et le remplacement progressif du pétrole par le charbon relèvent, selon le Secrétaire d'Etat, de la première résolution et sont ici superflues.

Le Secrétaire d'Etat rejette la proposition de M. Fedrigo relative à la gazéification du charbon, parce qu'il y est question, entre autres, de la création d'une société publique.

Dans sa proposition, M. Moors élimine, selon le Secrétaire d'Etat, deux idées générales, mais essentielles, et suggère, en remplacement, une option relative à une unité de production, dont il est question au point 7, ainsi qu'une option relative aux cokeries, qui ne concerne pas directement le problème de l'énergie.

Le syndicat d'étude proposé par M. Ansoms sort, selon le Secrétaire d'Etat, du cadre de la résolution. De plus, il n'est pas nécessaire qu'il soit établi sur le lieu de production où il se trouverait d'ailleurs éloigné des consommateurs très dispersés. Il n'est pas à conseiller non plus de créer sans cesse de nouvelles structures.

M. Rigo donne dans une proposition une énumération de possibilités de diversification; le Secrétaire d'Etat estime qu'il est préférable de ne pas donner d'énumération, plutôt que de donner une énumération incomplète, et il rejette la proposition pour cette raison.

L'autre proposition de M. Rigo concernant les cokeries requiert selon le Secrétaire d'Etat une étude préalable sur les effets de la restructuration.

Il renvoie à cet égard aux déclarations du Ministre des Affaires économiques. Cette proposition ressortit plutôt au point 7.

\* \* \*

Het voorstel van de heer Rigo om het « voldoende activiteitsniveau » te plaatsen in het licht van de begrotingsproblemen op lange termijn, lijkt de Staatssecretaris een overbodige explicitering, waaraan in het beheerscontract tegemoet wordt gekomen.

\* \* \*

De analoge voorstellen op de vierde optie van de heren Fedrigo en Dierickx tot nauwkeurige berekening van de steenkoolvoorraden en het voorstel van de heer Rigo betreffende de dagbouw worden door de Staatssecretaris als niet realistisch bestempeld.

Het voorstel van de heren W. Claes, M. Colla en Bossuyt tot toevoeging van « en meer bepaald de steenkoollagen » wordt door de Staatssecretaris als overbodig afgedaan.

Ook het voorstel van de heren W. Claes, M. Colla en Bossuyt inzake de terugwinning van energie lijkt hem overbodig, daar dit probleem impliciet in de algemene opties vervat is.

De Staatssecretaris voor Energie heeft wel begrip voor het voorstel van de heren Bossuyt en De Batselier betreffende de prospectie in het noorden van het Kempense bekken, maar vindt dit te zeer een detailpunt om het in de resolutie op te nemen.

Aan de bezorgdheid van sociale aard die in het voorstel van de heer Moors tot uiting komt, wordt volgens de Staatssecretaris tegemoetgekomen door de samengevoegde wijzigingsvoorstellen van de heren Dupré en W. Claes, die bij de bespreking van de derde optie aanvaard werden.

De heer Moors is het hiermee na voorlezing van deze nieuwe tekst eens en trekt zijn wijzigingsvoorstel in.

Een lid stelt dat een ruimere prospectie geen detailpunt is maar de concretisering inhoudt van een welbewuste optie.

\* \* \*

De voorstellen op de vijfde optie van de heer Dierickx betreffende de prioritaire afzet van Belgische steenkool en de geleidelijke vervanging van aardolie door steenkool horen volgens de Staatssecretaris thuis in de eerste resolutie en zijn hier overbodig.

Het voorstel van de heer Fedrigo over de vergassing van steenkool wordt door de Staatssecretaris verworpen omdat er o.a. sprake is van de oprichting van een publieke maatschappij.

In zijn voorstel laat de heer Moors volgens de Staatssecretaris twee algemene, maar essentiële ideeën vallen, en komt hij in de plaats daarvan met een voorstel voor een productieëenheid, dat in punt 7 is opgenomen. Tevens deed hij volgens de Staatssecretaris een voorstel in verband met cokesfabrieken, dat niet rechtstreeks met het energievraagstuk te maken heeft.

Het door de heer Ansoms voorgestelde studiesyndicaat valt volgens de Staatssecretaris buiten het kader van de resolutie. Het moet ook niet noodzakelijk op de productieplaats gevestigd zijn, waar het trouwens verwijderd zou zijn van de zeer verspreide consumenten. Ook verdient het geen aanbeveling steeds nieuwe structuren in het leven te roepen.

De heer Rigo geeft in een voorstel een opsomming van diversifiëeringsmogelijkheden, doch de Staatssecretaris meent dat geen opsomming beter is dan een onvolledige, en wijst het voorstel derhalve af.

Het andere voorstel van de heer Rigo betreffende de cokesfabrieken vergt volgens de Staatssecretaris een voorafgaande studie van de gevolgen van een herstructurering.

Hij verwijst terzake naar de verklaringen van de Minister van Economische Zaken. Het voorstel hoort veeleer thuis bij de zevende optie.

\* \* \*

En ce qui concerne la proposition au point 7 de M. Rigo, qui recommande la prudence dans le domaine de la gazéification et de la liquéfaction, le Secrétaire d'Etat fait observer que le Gouvernement est parfaitement conscient de ces problèmes et que les dispositions générales en matière de rentabilité offrent des garanties suffisantes quant à l'application rationnelle de ces procédés.

En ce qui concerne la proposition de M. Ansoms et celle de MM. W. Claes, M. Colla et Bossuyt, qui contiennent des propositions concrètes concernant la gazéification, le Secrétaire d'Etat juge également préférable de s'en tenir à la formulation générale du texte proposé.

Les propositions de M. Dierickx visant, d'une part, à remplacer le mot « assurent » par le mot « intensifient » et, d'autre part, à créer une société publique sont rejetées par le Secrétaire d'Etat.

Celui-ci juge intéressante la proposition de M. Moors concernant l'exportation de technologies d'exploitation, mais il estime que cette proposition ressortit au point 5. Il promet de faire un ajout à ce point sur la base de cette proposition. Le Secrétaire d'Etat juge prématurée la construction d'une usine de démonstration, telle qu'elle est proposée par MM. Bossuyt et De Batselier.

\* \* \*

Le Secrétaire d'Etat estime que la proposition à l'option 7 de M. Fedrigo visant à reformuler cette proposition n'apporte rien de neuf par rapport au texte proposé et il suggère dès lors de la rejeter.

En réponse aux propositions de MM. Dupré, Dierickx et Ansoms, qui recommandent la construction de plusieurs petites centrales combinées, le Secrétaire d'Etat fait savoir que le Gouvernement envisage plutôt d'implanter un très petit nombre de tranches pour atteindre les 600 MW et qu'une multitude de centrales moins importantes ne se justifierait probablement pas d'un point de vue technique et économique. A son estime, les propositions ne contiennent aucune amélioration.

Un des auteurs fait observer qu'il est peut-être préférable de parler quand même de « centrales » puisque cette formule est plus souple que le texte du Gouvernement et qu'elle permet d'adapter la dimension de l'unité de production aux besoins réels. Il estime toutefois qu'il est important de réserver 600 MW au Limbourg.

La proposition de M. Dierickx est remplacée par un texte légèrement modifié ayant la même tendance.

M. Moors demande que sa proposition déposée à l'option 5 soit prise en considération dans le cadre de la présente option.

Le Secrétaire d'Etat reconnaît que les auteurs des propositions ont effectivement abordé un point important; il propose de rechercher en commun une nouvelle formulation du texte. Ces propositions sont dès lors retenues.

M. Dupré souligne que l'on pourrait peut-être aussi proposer une capacité totale dont une tranche déterminée serait réservée aux centrales combinées.

Le Secrétaire d'Etat estime que cette suggestion doit être considérée dans le contexte général.

Un membre croit pouvoir conclure des propos du Ministre des Affaires économiques qu'un minimum de 600 MW pour les centrales a été retenu puisque le Ministre a parlé de centrales de base de 600 MW.

Un autre membre lui répond que le Ministre des Affaires économiques a seulement fait mention d'une centrale au charbon et non d'une centrale combinée.

D'après un membre, la déclaration du Ministre des Affaires économiques selon laquelle une augmentation insuffisante de la consommation d'électricité entraînerait la suppression de la centrale nucléaire oblige à déduire que la centrale au charbon servirait aussi de centrale de base.

Met betrekking tot het voorstel op de zesde optie van de heer Rigo, waarin wordt opgeroepen tot voorzichtigheid i.v.m. vergassing en vloeibaarmaking, merkt de Staatssecretaris op dat de Regering zich van de problematiek terdege bewust is, en dat uit de algemene bepalingen inzake rendabiliteit voldoende garanties voortvloeien voor een rationele toepassing.

Ook in verband met het voorstel van de heer Ansoms en met dat van de heren W. Claes, M. Colla en Bossuyt, waarin concrete voorstellen worden gedaan in verband met vergassing acht de Staatssecretaris het beter zich te houden aan de algemene bewoordingen van de voorgestelde tekst.

De voorstellen van de heer Dierickx ter vervanging van « waarborgen » door « intensifiëren » en tot oprichting van een publieke maatschappij wijst de Staatssecretaris van de hand.

Het voorstel van de heer Moors betreffende de uitvoer van ontginningstechnologieën lijkt de Staatssecretaris interessant, maar hoort volgens hem thuis bij de vijfde optie. Hij stelt voor aan deze optie een toevoeging te doen op grond van dit voorstel. De bouw van een demonstratiefabriek, zoals voorgesteld door de heren Bossuyt en De Batselier, acht de Staatssecretaris voorbarig.

\* \* \*

De Staatssecretaris is van oordeel dat het voorstel op de zevende optie van de heer Fedrigo tot herformulering van deze optie niets nieuws bijbrengt t.o.v. de voorgestelde tekst en stelt dan ook de verwerping voor.

In antwoord op de voorstellen van de heren Dupré, Dierickx en Ansoms, waarin de bouw van diverse kleine gecombineerde centrales wordt aanbevolen, verklaart de Staatssecretaris dat de Regering eerder voornemens is om een zeer kleine aantal tranches in te planten om 600 MW te bereiken en dat vele kleinere centrales technisch en economisch vermoedelijk niet zinvol zouden zijn. De voorstellen behelzen volgens hem geen verbetering.

Een van de auteurs merkt op dat het wellicht toch beter is van « centrales » te spreken, daar dit een soepelere formule is dan de regeringstekst en het mogelijk maakt de grootte van de productie-eenheid aan te passen aan de werkelijke noden. Hij acht het wel van belang dat 600 MW voor Limburg wordt gereserveerd.

Het voorstel van de heer Dierickx wordt vervangen door een lichtjes gewijzigde tekst met dezelfde strekking.

De heer Moors vraagt zijn bij de vijfde optie ingediend voorstel thans te bespreken.

De Staatssecretaris erkent dat de indieners van de voorstellen toch wel een belangrijk punt hebben aangeraakt en stelt voor samen naar een nieuwe redactie van de tekst te zoeken. Deze voorstellen worden derhalve aangehouden.

De heer Dupré merkt op dat wellicht ook een totale capaciteit kan worden voorgesteld, waarin een bepaalde tranche voor gecombineerde centrales wordt bestemd.

De Staatssecretaris vindt dat dit in de algemene context moet worden bekeken.

Een lid meent uit de verklaringen van de Minister van Economische Zaken te hebben afgeleid dat een minimum van 600 MW voor centrales aanvaard was, daar de Minister het had over een basislastcentrale van 600 MW.

Een ander lid repliceert hierop dat de Minister van Economische Zaken alleen gewag heeft gemaakt van een kolen-centrale, niet van een gecombineerde centrale.

Volgens een lid moet uit de verklaring van de Minister van Economische Zaken, dat in geval van onvoldoende toename van het elektriciteitsverbruik de kerncentrale zou komen te vervallen, worden afgeleid dat ook de kolencentrale een basislastcentrale zou zijn.

Un membre précise que les deux catégories de centrales peuvent comporter des centrales de base et celles d'un autre type.

En ce qui concerne la proposition de M. Rigo, visant à accorder la priorité dans le plan d'équipement aux centrales au charbon à production combinée, le Secrétaire d'Etat observe que le plan d'équipement doit être basé sur la rentabilité et qu'il faut par conséquent tenir compte du prix de revient relativement élevé pour les centrales au charbon de petite taille. Le Secrétaire d'Etat propose par conséquent de rejeter cette proposition.

Au sujet de la proposition en ordre subsidiaire de M. Rigo concernant la construction de centrales similaires en Wallonie, un membre observe que le Conseil régional wallon n'a pas marqué son accord sur cette proposition, comme cela avait été suggéré. Pour assurer un équilibre global, le Secrétaire d'Etat propose de rejeter cette proposition.

Le Secrétaire d'Etat désapprouve également la proposition de M. Rigo concernant le chauffage urbain.

M. De Batselier propose que la première nouvelle centrale qui serait construite en cas d'augmentation des besoins en électricité, soit une unité de production combinée. Le Secrétaire d'Etat désapprouve cette proposition car une telle centrale n'est rentable que lorsqu'il existe également une demande suffisante de chaleur. Il s'agit d'éviter à tout prix le gaspillage.

Le Secrétaire d'Etat estime que la proposition de MM. W. Claes, M. Colla et Bossuyt concernant l'implantation d'une cokerie dans le Limbourg ne doit pas figurer dans ces résolutions. Il considère par ailleurs que leur proposition au sujet de la taille des unités de production est un détail superflu.

La diversification des K. S. telle que la proposent MM. Colla et De Batselier ne constitue pas nécessairement la meilleure solution, estime le Secrétaire d'Etat. L'improvisation n'a pas de place dans ce domaine. Il propose de rejeter la proposition.

Le Secrétaire d'Etat estime que la proposition de M. Lestienne visant à limiter l'implantation des centrales combinées aux régions où il existe une demande de production de chaleur est superflue. Il s'agit d'une condition générale exigée par la rentabilité. Il n'est pas exclu cependant que el Limbourg remplisse cette condition.

M. Lestienne estime qu'il est logique de limiter l'implantation des centrales combinées aux régions fortement peuplées. Il demande si la possibilité d'implanter une telle centrale en Wallonie ne peut être envisagée. Il souligne que le Conseil régional wallon a insisté sur de telles implantations.

Le Secrétaire d'Etat confirme que des implantations en Wallonie sont possibles à la condition qu'elles soient rentables, cette condition étant identique pour toutes les régions. Il préfère que cette déclaration ne figure pas dans le texte de la résolution et souhaite s'en tenir à la déclaration qui figurera dans le rapport.

\* \* \*

Le Secrétaire d'Etat demande le rejet de l'ensemble des propositions relatives à la huitième option ou tendant à ajouter d'autres points à la résolution sur le charbon.

La proposition de M. Deleuze relative à l'exploitation de nouvelles concessions suscite le commentaire du Secrétaire d'Etat que, contrairement aux affirmations de l'auteur, la seule concession à ciel ouvert existant en Belgique ne suscite guère de plaintes de la part des riverains.

La proposition de M. Fedrigo demandant de nouveaux forages exploratoires trouve davantage sa place aux options globales.

Een lid werpt op dat er in beide soorten centrales basiscentrales en andere kunnen bestaan.

Ten aanzien van het voorstel van de heer Rigo, ertoe strekkende in het uitrustingsplan de voorrang te geven aan gecombineerde kolencentrales, merkt de Staatssecretaris voor Energie op dat het uitrustingsplan gebaseerd moet zijn op rendabiliteitsoverwegingen, en dus rekening moet houden met de kostprijs, die bij kleine kolencentrales vrij hoog ligt. De Staatssecretaris stelt dan ook de verwerping voor.

Met betrekking tot het subsidiaire voorstel van de heer Rigo over de bouw van gelijkaardige centrales in Wallonië vestigt een lid er de aandacht op dat de Waalse Gewestraad dit voorstel niet heeft bekrachtigd, zoals wordt gesuggereerd. De Staatssecretaris stelt voor ook dit voorstel te verwerpen met het oog op het algemene evenwicht.

Ook het voorstel van de heer Rigo in verband met stadsverwarming wordt door de Staatssecretaris negatief beoordeeld.

De in dit punt voorgestelde gecombineerde productie-eenheid, te bouwen als de eerste nieuwe centrale bij een stijging van de elektriciteitsbehoefte zoals door de heer De Batselier wordt voorgesteld, gaat volgens de Staatssecretaris niet op. Deze centrale is immers maar rendabel als er ook voldoende behoefte is aan warmte. Verspilling moet in ieder geval worden voorkomen.

Het voorstel van de heren W. Claes, M. Colla en Bossuyt betreffende de vestiging van een cokesfabriek in Limburg acht de Staatssecretaris niet op zijn plaats in deze resoluties. Hun voorstel betreffende de grootte van de productie-eenheden beschouwt hij als een overbodige detaillering.

De door de heren M. Colla en De Batselier voorgestelde diversificatie bij de K. S. acht de Staatssecretaris niet per sé de beste oplossing. Op dit gebied mag zijns inziens niet worden geïmproviseerd, en hij stelt derhalve de verwerping voor.

Het voorstel van de heer Lestienne om gecombineerde centrales slechts te vestigen daar waar er behoefte aan warmteproductie is, acht de Staatssecretaris overbodig, daar dit uiteraard een algemene rendabiliteitsvereiste is. Het is echter niet uitgesloten dat Limburg toch in aanmerking komt.

Het lijkt de heer Lestienne logisch gecombineerde centrales te vestigen in de dichtstbevolkte gebieden. Hij vraagt zich af of vestigingen in Wallonië niet kunnen overwogen worden en wijst erop dat de Waalse Gewestraad op vestigingen in Wallonië heeft aangedrongen.

De Staatssecretaris bevestigt dat vestigingen in Wallonië mogelijk zijn, zoals overall waar zij rendabel zijn. Hij geeft er echter de voorkeur aan dit niet in de tekst van de resolutie te laten opnemen en het bij zijn verklaring in het verslag te laten.

\* \* \*

De Staatssecretaris vraagt alle voorstellen op de achtste optie of tot toevoeging van andere punten aan de resolutie over steenkool, te verwerpen.

Bij het voorstel van de heer Deleuze betreffende de exploitatie van nieuwe concessies maakt de Staatssecretaris de bedenking dat de enige concessie in open lucht die in België bestaat, in tegenstelling tot wat de auteur stelt, nauwelijks klachten van omwonende bewoners uitlokt.

Het voorstel van de heer Fedrigo waarbij nieuwe proefboringen worden gevraagd, past beter in de globale opties.

Les propositions de M. Dierickx concernant l'exploitation d'une nouvelle concession en Campine et l'étude de l'implantation d'une industrie connexe, sont repoussées par le Secrétaire d'Etat, puisque la portée en est plus limitée que le texte proposé par le Gouvernement.

Ce n'est pas en introduisant des phases dans les concessions, comme le propose M. Ansoms, que l'exploitation sera nécessairement assurée. Il est évident qu'une exploitation rapide est importante.

A l'appui de la proposition de M. Ansoms, un membre rappelle qu'à Eidsen, une concession accordée depuis longtemps n'est toujours pas exploitée mais a déjà été cédée à de nombreuses reprises à d'autres concessionnaires.

Pour les raisons exposées antérieurement, le Secrétaire d'Etat propose le rejet des propositions de M. Rigo tendant à stimuler l'exploitation de concessions en Wallonie et celles de M. Dierickx relatives aux cokeries, la protection de l'environnement et la composition du Conseil consultatif de l'industrie charbonnière. Ces deux derniers sujets étant également présentés par M. Fedrigo.

La proposition de M. Rigo concernant les statuts des charbonnages du Roton et des K. S. est retirée par l'auteur.

La proposition de M. Kubla encourageant la prise de participation dans les exploitations étrangères et la diversification géopolitique des approvisionnements ne rencontre pas l'opposition formelle du Secrétaire d'Etat. Il lui semble toutefois difficile d'introduire cette disposition dans la présente résolution.

La proposition de M. W. Claes et consorts, proposant d'ajouter une disposition en vue de diversifier l'utilisation des énergies primaires et de remplacer le pétrole, est repoussée par le Secrétaire d'Etat comme une simple paraphrase de l'option n° 6.

La proposition de MM. Bossuyt et De Batselier recommandant d'examiner la possibilité d'exploiter une nouvelle mine dans le Nord de la Campine, ne rencontre pas l'assentiment du Secrétaire d'Etat. Il ne lui semble pas opportun de décider ici d'un investissement de cette envergure.

La proposition de M. De Batselier prévoyant des investissements anti-pollution ne rencontre pas l'assentiment du Secrétaire d'Etat.

La proposition de M. Rigo de faire dépendre l'aide de l'Etat de l'élaboration de programmes pluri-annuels dans chacun des domaines, ne semble pas judicieuse.

Les propositions de M. Desaeyere ne rencontrent pas l'assentiment du Secrétaire d'Etat pour les raisons suivantes :

— en ce qui concerne les cokeries il a déjà été répondu;

— si la production d'électricité par la technique du lit fluidisé s'avère rentable, il est clair que cela sera fait. Toutefois, nous en sommes au stade du prototype et, en tout cas, il ne semble pas que cette technique puisse convenir pour des capacités de 600 MW

— pour ce qui est des moyens de transport préservant l'environnement le Secrétaire d'Etat se réfère à l'option 2;

— il n'y a aucun intérêt à transférer les centres de recherche et l'administration des mines au Limbourg étant donné leur interconnexion avec d'autres services.

Les propositions de M. Desaeyere relatives aux prix de vente du charbon flambant auraient comme conséquence de ne plus construire de centrales au charbon puisque le

De voorstellen van de heer Dierickx over de exploitatie van een nieuwe concessie in de Kempen en een studie over de vestiging van bijbehorende industrie, worden door de Staatssecretaris afgewezen omdat ze minder ver gaan dan de door de Regering voorgestelde tekst.

De exploitatie wordt niet noodzakelijk gewaarborgd door de concessies in opeenvolgende fasen te verlenen zoals de heer Ansoms voorstelt. Vanzelfsprekend is het belangrijk dat de exploitatie spoedig wordt aangevat.

Ten gunste van het voorstel van de heer Ansoms wijst een lid erop dat een concessie te Eidsen die sinds lang is toegestaan, nog steeds niet wordt geëxploiteerd maar reeds herhaaldelijk aan andere concessiehouders werd afgestaan.

Om de reeds vermeldden redenen stelt de Staatssecretaris voor de voorstellen van de heer Rigo tot bevordering van de exploitatie van concessies in Wallonië en die van de heer Dierickx betreffende de cokesbedrijven, de bescherming van het leefmilieu en de samenstelling van de Adviserende Raad voor de Steenkoolnijverheid te verwerpen. De laatste twee punten waren ook door de heer Fedrigo voorgesteld.

Het voorstel van de heer Rigo over de statuten van de steenkoolmijnen van Le Roton en van de K. S. wordt door de auteur ingetrokken.

Het voorstel van de heer Kubla waarbij het nemen van participaties in buitenlandse mijnen wordt aangemoedigd en de voorziening vanuit geopolitiek oogpunt wordt gediversifieerd, stuit niet op formeel verzet vanwege de Staatssecretaris. Hij acht het evenwel moeilijk die bepaling in die resolutie op te nemen.

Het voorstel van de heer W. Claes c.s. tot toevoeging van een bepaling om het gebruik van primaire energie te diversifiëren en aardolie te vervangen, wordt door de Staatssecretaris afgewezen omdat het gewoon een omschrijving van optie n° 6 is.

Het voorstel van de heren Bossuyt en De Batselier waarbij een studie wordt aanbevolen van de mogelijke exploitatie van een nieuwe mijn in het noorden van de Kempen draagt de goedkeuring van de Staatssecretaris niet weg. Het lijkt hem niet opportuun hier over een investering van die omvang te beslissen.

Het voorstel van de heer De Batselier waarbij in anti-vervuilingsinvesteringen wordt voorzien, krijgt geen steun van de Staatssecretaris.

Het voorstel van de heer Rigo om de rijkssteun te laten afhangen van de uitwerking van meerjarenprogramma's op elk van de gebieden, lijkt hem niet oordeelkundig te zijn.

De voorstellen van de heer Desaeyere kunnen om de volgende redenen niet op de steun van de Staatssecretaris rekenen :

— in verband met de cokesfabrieken heeft hij reeds geantwoord;

— indien de produktie van elektriciteit door middel van het gefluidiseerd bed rendabel blijkt, is het duidelijk dat zulks zal gebeuren. Wij bevinden ons echter in het prototype-stadium en het ziet er in alle geval niet naar uit dat die techniek kan aangewend worden voor een capaciteit van 600 MW;

— wat de transportmiddelen ter bescherming van het leefmilieu betreft, verwijst de Staatssecretaris naar optie 2;

— het heeft geen zin de onderzoeks- en administratiecentra van het mijnwezen naar Limburg over te hevelen, gezien hun onderlinge samenhang met andere diensten.

De voorstellen van de heer Desaeyere betreffende de verkoopprijs van vlamkool zouden tot gevolg hebben dat geen steenkoolcentrales meer worden gebouwd aangezien



kWh-charbon serait, dans ces conditions, nettement plus cher que le kWh-fuel. L'auteur réplique que son propos est de garantir au charbon campinois un prix rentable. Certes, dans ces conditions des problèmes de financement ne sont pas exclus mais il préfère que des subsides soient accordés aux centrales plutôt qu'aux mines campinoises.

L'objectif de la proposition de M. Rigo, à savoir la poursuite des activités du charbonnage du Roton, est rencontrée.

M. Kubla avait déposé une proposition visant la construction d'une cokerie moderne. La déclaration du Ministre des Affaires économiques qu'aucun a priori n'existe contre cette décision rencontre le souhait de l'auteur qui retire dès lors sa proposition. Elle est toutefois reprise par M. Burgeon.

La proposition de ce dernier relative à l'association de l'Exécutif Wallon à la politique d'implantation de cokeries et au développement d'activités connexes, ne rencontre pas l'assentiment du Gouvernement.

\* \* \*

En fin de ce débat un membre regrette le manque d'intérêt du Secrétaire d'Etat pour la résolution du Conseil flamand.

#### *Nouvelles propositions relatives au charbon*

Compte tenu des différentes propositions des membres de la Commission, le Gouvernement a élaboré une nouvelle proposition globale concernant le charbon. Cette proposition est libellée comme suit :

« La Chambre des représentants,

1. Demande une réévaluation des possibilités d'utilisation du charbon (entre autres, des charbons à coke) et une reconversion vers celui-ci lorsque cela s'avère possible du point de vue économique et justifiable du point de vue stratégique, en poursuivant notamment la politique actuelle du marché prioritaire des mines belges, tant dans les centrales électriques que dans l'industrie;

2. Recommande que l'infrastructure d'importation et de transport du charbon demeure adaptée aux besoins du pays et de ses Régions;

3. Considère que les charbonnages belges constituent une source d'approvisionnement stratégique et demande qu'ils fassent l'objet d'un niveau d'activité suffisant;

4. Recommande, pour des raisons économiques et sociales, d'établir un programme d'investissements à court et à long terme et de mettre en œuvre une politique du personnel appropriée;

5. Recommande au Gouvernement et, dans la mesure de leurs compétences, aux Exécutifs régionaux de valoriser au mieux, par toutes techniques appropriées, les réserves de charbon du pays, ainsi que de poursuivre l'étude programmée du sous-sol;

6. Préconise une diversification des applications du charbon, et souhaite que soient encouragées la vente des technologies d'extraction et de valorisation des produits de la mine et l'exportation des techniques d'exploration;

7. Souhaite, dans le domaine de la gazéification industrielle en surface et souterraine des combustibles solides, que le Gouvernement et les Exécutifs assurent la promotion de la recherche et le développement des moyens en vue de leurs utilisations sous forme gazeuse ou liquide;

8. Souhaite que le charbon campinois puisse être utilisé dans une ou plusieurs unités de production d'électricité (éventuellement combinées), à concurrence de 600 MW maximum, installées dans le Limbourg;

de steenkool-kWh in die voorwaarden beduidend duurder zou uitvallen dan de olie-kWh. De auteur repliceert dat het in zijn bedoeling ligt voor de Kempense steenkool een rendabele prijs te verzekeren. Uiteraard is het in die voorwaarden niet uitgesloten dat er financieringsproblemen rijzen, maar hij verkiest dat aan de centrales subsidies worden verleend, veeleer dan aan de Kempense mijnen.

Het doel van het voorstel van de heer Rigo, met name de voortzetting van de bedrijvigheid in de mijn van Le Roton, is bereikt.

De heer Kubla diende een voorstel in met het oog op de oprichting van een moderne cokesfabriek. De verklaring van de Minister van Economische Zaken als zou er geen enkel vooroordeel tegen die beslissing bestaan, komt aan de wens van de auteur tegemoet, die dan ook zijn voorstel intrekt. Het wordt evenwel door de heer Burgeon overgenomen.

Het voorstel van laatstgenoemd lid luidens hetwelk de Waalse Executieve moet worden betrokken bij de lokalisatie van de cokesfabrieken en de ontwikkeling van aanverwante bedrijvigheid, krijgt geen instemming van de Regering.

\* \* \*

Op het einde van deze bespreking betreurt een lid het gebrek aan belangstelling van de Staatssecretaris voor de resolutie van de Vlaamse Raad.

#### *Nieuwe tekstvoorstellen betreffende de steenkolen*

Rekening houdend met verschillende voorstellen van commissieleden heeft de Regering een nieuw globaal tekstvoorstel betreffende de steenkolen uitgewerkt. Deze tekst luidt als volgt :

« De Kamer van volksvertegenwoordigers,

1. Vraagt een herwaardering van de gebruiksmogelijkheden van steenkolen (onder meer cokeskolen) en een omschakeling naar steenkolen, wanneer dit economisch haalbaar of strategisch verantwoord is, mits onder meer het huidige beleid van de prioritaire afzet van de produktie der Belgische mijnen voort te zetten, zowel in de elektrische centrales als in de nijverheid;

2. Beveelt aan dat de infrastructuur voor de invoer en het vervoer van steenkolen aan de behoeften van het land en zijn Gewesten aangepast blijft;

3. Beschouwt de Belgische steenkolenmijnen als een strategische bevoorradingsbron en vraagt dat ze het voorwerp zouden uitmaken van een voldoende activiteitsniveau;

4. Beveelt, om economische en sociale redenen, aan een investeringsprogramma op korte en lange termijn op te stellen en een aangepast personeelsbeleid te voeren;

5. Beveelt de Regering en, in de mate van hun bevoegdheden, de Gewestelijke Executieven aan, de steenkolenvoorraden van het land, zo goed mogelijk, door middel van elke passende techniek, te valoriseren, alsook het geprogrammeerd onderzoek van de ondergrond voor te zetten;

6. Beveelt een diversifiëring aan van de toepassing van steenkool en wenst dat de verkoop van de ontginnings- en de valorisatietechnologieën van de mijnprodukten en de uitvoer van exploratietechnieken worden aangemoedigd;

7. Wenst dat de Regering en de Executieven, op het gebied van de industriële bovengrondse en ondergrondse vergassing van vaste brandstoffen, de promotie van het onderzoek en de ontwikkeling van de middelen om ze in gas of in vloeibare vorm te gebruiken zouden waarborgen;

8. Wenst dat de Kempense steenkolen zouden kunnen gebruikt worden door een of meerdere (eventueel gecombineerde) produktie-eenheden van elektriciteit ten belope van maximum 600 MW, die in Limburg worden geïnstalleerd;

9. Demande aux Régions d'autoriser rapidement l'exploitation de nouvelles concessions. »

\* \* \*

M. Desaeysere propose de remplacer le texte de la résolution par le texte suivant qui est basé sur le texte adopté par la Commission de l'Energie du Conseil flamand.

« La Chambre,

1. Demande une réévaluation et une extension des possibilités d'utilisation du charbon, ainsi qu'une reconversion de cette matière première, lorsque cela s'avère économiquement réalisable et préconise la poursuite de la politique actuelle d'écoulement prioritaire du charbon campinois.

Ces options ne peuvent être réalisées que par la mise en œuvre des instruments et des moyens de politique adéquats, à savoir :

— une action promotionnelle des pouvoirs publics en faveur de la conversion de bassins industriels vers le charbon, favorisée par des stimulants à l'investissement et surtout par des systèmes de financement intéressants;

— la conclusion ou la reconduction de contrats écrits entre les pouvoirs publics, d'une part, et les producteurs d'électricité et de coke, d'autre part, en vue de la vente prioritaire de la production houillère des charbonnages campinois.

2. Demande l'élaboration d'une politique d'importation axée sur la sécurité d'approvisionnement et visant à réduire le coût des produits importés par la passation de contrats à long terme et compte tenu de la diversification géographique nécessaire. Cette politique devra également être axée sur l'octroi de concessions d'importation soumises à certaines conditions en ce qui concerne l'utilisation de biens d'équipement et d'ingénierie belges (matériel de charbonnage, infrastructures portuaires et de transport).

3. Considère que les charbonnages belges constituent une source d'approvisionnement stratégique et demande en conséquence que les dispositions nécessaires soient prises en ce qui concerne les investissements à court et à long terme et le maintien des effectifs, afin d'atteindre ce but.

4. Pour ce qui est de la production charbonnière belge, il convient de tenir compte de considérations tant sociales qu'économiques.

5. Recommande au Gouvernement et, dans la mesure de leurs compétences, aux Exécutifs régionaux de valoriser au mieux, par toutes techniques appropriées, les réserves de charbon du pays, ainsi que de poursuivre l'étude programmée du sous-sol.

6. Préconise une diversification des applications du charbon et souhaite que soient encouragées la vente des technologies d'extraction et la valorisation des produits de la mine. Dans cette optique, il est indispensable de faire un effort sérieux en matière de recherche en vue d'étudier les possibilités de valorisation dans le Limbourg.

7. Souhaite que soient activés la recherche et le développement de techniques permettant de transformer le charbon en des produits plus facilement utilisables. C'est dans cette optique qu'il faut envisager l'étude de la gazéification et de la liquéfaction de combustibles solides ainsi que l'utilisation du charbon comme matière première.

8. Insiste pour que soient construites dans les zones industrielles et urbaines appropriées des centrales électriques, si possible de type combiné, alimentées par le charbon campinois et qu'une capacité de maximum 600 Megawatts soit réservée au Limbourg. Ces centrales électriques doivent être construites dans le cadre de la S. A. Kempense Steenkoolmijnen. Insiste en outre pour que le charbon campinois soit utilisé au maximum dans l'industrie.

9. Vraagt dat de Gewesten de exploitatie van nieuwe concessies snel zouden toelaten. »

\* \* \*

Steunend op de tekst van de Energiecommissie van de Vlaamse Raad, stelt de heer Desaeysere op zijn beurt een nieuwe tekst voor :

« De Kamer,

6. Vraagt een herwaardering en verruiming van de gebruiksmogelijkheden van steenkool en een omschakeling naar deze grondstof wanneer dit economisch haalbaar is en vraagt de bestendiging van het huidig beleid van prioritaire afzet van de Kempense steenkolen.

Deze opties kunnen slechts waargemaakt worden mits inzet van aangepaste beleidsinstrumenten en -middelen, met meer in het bijzonder :

— een promotionele actie van de overheid ten voordele van de omschakeling naar steenkolen van industriële ketels, gekoppeld aan investeringsstimuli, en vooral aan interessante financieringssystemen;

— de invoering of vernieuwing van schriftelijke overeenkomsten tussen de overheid enerzijds en de elektriciteits- en cokesproducenten anderzijds voor de prioritaire afname van de steenkolenproductie van de Kempense mijnen.

2. Vraagt de uitbouw van een invoerpolitiek gericht op bevoorradingszekerheid van importkosten door middel van contracten op lange termijn en rekening houdend met de nodige geografische diversificatie. Deze politiek dient tevens gericht te worden op het verlenen van invoerconcessies verbonden aan voorwaarden i.v.m. de inzet van Belgische uitrustingsgoederen en engineering (mijnmaterieel, haven- en transportinfrastructuur).

3. Beschouwt de Belgische steenkoolmijnen als een strategische bevoorradingsbron en vraagt overeenkomstig dat de nodige schikkingen zouden getroffen worden voor de investeringen op korte en lange termijn en het behoud van het personeelsbestand om dit doel te bereiken.

4. Wat de produktie van de Belgische steenkool betreft dient rekening gehouden zowel met sociale als met economische overwegingen.

5. Beveelt de Regering en, in de mate van hun bevoegdheden, de Gewestelijke Executieven aan, de steenkolenvoorraden van het land, zo goed mogelijk, door middel van elke passende techniek, te valoriseren alsook het geprogrammeerd onderzoek van de ondergrond voort te zetten.

6. Beveelt een diversifiëring aan van de toepassingen van steenkool en wenst dat de verkoop van de toeginnistechnologieën en de valorisatie van de mijnprodukten worden aangemoedigd. In dit licht is het onontbeerlijk een ernstige onderzoeksinspanning voor studie van de valorisatie in Limburg op te zetten.

Wenst het onderzoek en de ontwikkeling van technieken te versnellen om steenkool in meer bruikbare vorm te brengen. Daartoe behoort de studie van de vergassing en vloeibaarmaking van vaste brandstoffen en het gebruik van steenkool als grondstof.

8. Dringt aan op de bouw van elektriciteitscentrales voor het gebruik van Kempense steenkool, waar mogelijk van het gecombineerde type in de daartoe geschikte industriële en stedelijke zones, en waarbij tot zeshonderd megawatt voor Limburg wordt voorbehouden. Deze elektriciteitscentrales dienen binnen het kader van de N. V. K. S. te worden opgericht. Dringt verder aan op het maximale gebruik van Kempense steenkolen in de industrie.

9. Le Parlement estime que les investissements en vue du renouvellement de l'équipement de l'industrie transformatrice du charbon doivent être stimulés dans le cadre d'une cokerie établie dans le Limbourg.

10. Demande que, dans la mesure de leurs compétences respectives, le Gouvernement et les Exécutifs rendent possible l'exploitation de nouvelles concessions. »

#### Votes

La proposition n° 234 de M. Deleuze tendant à supprimer les options relatives au charbon est rejetée par 13 voix.

La proposition de M. Desaeys, qui est basée sur les propositions de la Commission de l'Energie du Conseil flamand, s'écarte en plusieurs points du nouveau texte du Gouvernement. La Commission rejette cette proposition par 12 voix contre une et une abstention.

\* \* \*

Il est procédé ensuite au vote sur les différentes propositions des membres de la Commission, qui ont déjà été examinées et qui tendent à modifier en tout ou en partie certains points des options concernant le charbon.

Certaines de ces propositions sont retirées, parce que le Gouvernement en a tenu compte en tout ou en partie dans sa nouvelle proposition.

#### Option 1 et propositions tendant à insérer des options 1bis et 1ter (nouvelles)

La proposition n° 235 de M. Fedrigo est rejetée par 12 voix et 2 abstentions.

La proposition n° 236 de M. Moors est rejetée par 12 voix contre 2 et 2 abstentions.

La proposition n° 237 de M. Rigo est rejetée par 13 voix contre 2.

La proposition n° 238 de M. Desaeys est rejetée par 14 voix contre 1.

La proposition n° 239 de M. Ansoms est retirée.

La proposition n° 240 de M. Dupré est également retirée.

Les propositions n° 241 de MM. W. Claes, M. Colla et Bossuyt et n° 242 de M. De Batselier sont rejetées par 14 voix contre une.

La proposition n° 243 de M. Fedrigo est rejetée par 12 voix et 2 abstentions.

La proposition n° 244 de M. Rigo est rejetée par 12 voix contre 2 et 1 abstention.

Les propositions n°s 245 et 246 de M. Dierickx sont rejetées par 12 voix contre 2 et 2 abstentions.

La proposition n° 247 de M. Fedrigo est reprise au point 1 du nouveau texte du Gouvernement.

Le point 1 du nouveau texte du Gouvernement est approuvé par 12 voix contre 2 et 1 abstention. Ce texte est rédigé comme suit :

« La Chambre des représentants,

Demande une réévaluation des possibilités d'utilisation du charbon (entre autres, des charbons à coke) et une reconversion vers celui-ci lorsque cela s'avère possible du point de vue économique et justifiable du point de vue stratégique, en poursuivant notamment la politique actuelle du marché prioritaire des mines belges, tant dans les centrales électriques que dans l'industrie ».

9. Het Parlement meent dat de investeringen voor de vernieuwing van de uitrusting van de steenkoolwerkende nijverheid dienen te worden gestimuleerd ondermeer in een cokesbedrijf in Limburg.

10. Vraagt dat de Regering en de Executieven binnen hun respectieve bevoegdheden de exploitaties van nieuwe concessies zouden mogelijk maken. »

#### Stemmingen

Het voorstel n° 234 van de heer Deleuze, dat strekt tot de weglating van de opties betreffende de steenkolen, wordt eenparig verworpen.

Het voorstel van de heer Desaeys, dat steunt op de voorstellen van de Energiecommissie van de Vlaamse Raad, wijkt op verschillende punten af van de nieuwe regerings-tekst. Dat voorstel wordt door de Commissie verworpen met 12 stemmen tegen 1 en 1 onthouding.

\* \* \*

Vervolgens wordt gestemd over de verschillende vroeger besproken voorstellen van Commissieleden, die ertoe strekken bepaalde punten van de opties betreffende de steenkolen geheel of gedeeltelijk te wijzigen.

Sommige van deze vroeger besproken voorstellen worden ingetrokken, omdat er geheel of gedeeltelijk rekening mee wordt gehouden in het nieuwe tekstvoorstel van de Regering.

#### Optie 1 en voorstellen tot invoeging van opties 1bis en 1ter (nieuw)

Het voorstel n° 235 van de heer Fedrigo wordt verworpen met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

Het voorstel n° 236 van de heer Moors wordt verworpen met 12 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Het voorstel n° 237 van de heer Rigo wordt verworpen met 13 tegen 2 stemmen.

Het voorstel n° 238 van de heer Desaeys wordt verworpen met 14 stemmen tegen 1.

Het voorstel n° 239 van de heer Ansoms wordt ingetrokken.

Het voorstel n° 240 van de heer Dupré wordt eveneens ingetrokken.

De voorstellen n° 241 van de heren W. Claes, M. Colla en Bossuyt en n° 242 van de heer De Batselier worden verworpen met 14 stemmen tegen 1.

Het voorstel n° 243 van de heer Fedrigo wordt verworpen met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

Het voorstel n° 244 van de heer Rigo wordt verworpen met 12 tegen 2 stemmen en 1 onthouding.

De voorstellen n° 245 en 246 van de heer Dierickx worden verworpen met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

Het voorstel n° 247 van de heer Fedrigo werd overgenomen in punt 1 van de nieuwe Regeringstekst.

Punt 1 van de nieuwe regeringstekst wordt aangenomen met 12 tegen 2 stemmen en 1 onthouding.

De tekst ervan luidt als volgt :

« De Kamer van volksvertegenwoordigers,

Vraagt een herwaardering van de gebruiksmogelijkheden van steenkolen (onder meer cokeskolen) en een omschakeling naar steenkolen, wanneer dit economisch haalbaar of strategisch verantwoord is, mits onder meer het huidige beleid van de prioritaire afzet van de produktie der Belgische mijnen voort te zetten, zowel in de elektrische centrales als in de nijverheid ».

*Option 2 et propositions tendant à insérer  
des options 2bis et 2 ter (nouvelles)*

Les propositions n° 248 de M. Ansoms, n° 251 de M. Kubla, n° 252 de M. Moors et n° 253 de M. Dupré sont retirées.

Les propositions ci-après sont rejetées par 12 voix contre 2 et 1 abstention :

n° 249 de M. Rigo; n° 250 de M. Fedrigo; n°s 254 et 255 de MM. W. Claes, M. Colla et Bossuyt; n° 256 de MM. M. Colla et De Batselier; n° 257 de M. Fedrigo; n° 259 de M. De Batselier.

La proposition n° 258 de M. Dierickx est rejetée par 14 voix et 1 abstention.

Le point 2 du nouveau texte du Gouvernement est adopté par 12 voix contre 2 et 1 abstention. Ce texte est libellé comme suit :

« La Chambre,

Recommande que l'infrastructure d'importation et de transport du charbon demeure adaptée aux besoins du pays et de ses Régions. »

*Option 3 et propositions  
tendant à insérer des options 3bis et 3ter (nouvelles)*

Les propositions ci-après sont retirées :

n° 260 de M. Moors; n° 266 de M. Ansoms; n° 267 de M. Dupré; n° 268 de M. Kubla; n° 269 de M. Verberckmoes; n° 271 de M. Dupré.

Les propositions ci-après sont rejetées :

- n° 261 de M. Rigo (par 13 voix contre 2);
- n° 262 de M. Fedrigo (par 12 voix contre 3);
- n° 263 de M. Dierickx (par 14 voix contre 1);
- n° 264 de MM. W. Claes, M. Colla et Bossuyt et n° 265 de M. De Batselier (par 12 voix contre 1 et 1 abstention);
- n° 265 de M. Dierickx (par 14 voix contre 1);
- n°s 272 et 273 de MM. W. Claes, M. Colla et Bossuyt (par 12 voix contre 1 et 1 abstention).

Le troisième point du nouveau texte du Gouvernement est adopté par 12 voix contre 2 et 1 abstention.

Ce texte est libellé comme suit :

« La Chambre,

Considère que les charbonnages belges constituent une source d'approvisionnement stratégique et demande qu'ils fassent l'objet d'un niveau d'activité suffisant. »

*Option 4*

Le quatrième point du nouveau texte du Gouvernement est libellé comme suit :

« La Chambre,

Recommande, pour des raisons économiques et sociales, d'établir un programme d'investissements à court et à long terme et de mettre en œuvre une politique du personnel appropriée. »

Ce texte est adopté par 12 voix et 3 abstentions.

*Optie 2 en voorstellen tot invoeging  
van opties 2bis en 2ter (nieuw)*

De voorstellen n° 248 van de heer Ansoms, n° 251 van de heer Kubla, n° 252 van de heer Moors en n° 253 van de heer Dupré worden ingetrokken.

De hiernavolgende voorstellen worden verworpen met 12 tegen 2 stemmen en 1 onthouding :

n° 249 van de heer Rigo; n° 250 van de heer Fedrigo; n°s 254 en 255 van de heren W. Claes, M. Colla en Bossuyt; n° 256 van de heren M. Colla en De Batselier; n° 257 van de heer Fedrigo; n° 259 van de heer De Batselier.

Het voorstel n° 258 van de heer Dierickx wordt verworpen met 14 stemmen en 1 onthouding.

Punt 2 van de nieuwe Regeringstekst wordt goedgekeurd met 12 tegen 2 stemmen en 1 onthouding. De tekst ervan luidt als volgt :

« De Kamer,

Beveelt aan dat de infrastructuur voor de invoer en het vervoer van steenkolen aan de behoeften van het land en zijn Gewesten aangepast blijft. »

*Optie 3 en voorstellen  
tot invoeging van twee opties 3bis en 3ter (nieuw)*

De hiernavolgende voorstellen worden ingetrokken :

n° 260 van de heer Moors; n° 266 van de heer Ansoms; n° 267 van de heer Dupré; n° 268 van de heer Kubla; n° 269 van de heer Verberckmoes; n° 271 van de heer Dupré.

De hiernavolgende voorstellen worden verworpen :

- n° 261 van de heer Rigo (met 13 tegen 2 stemmen);
- n° 262 van de heer Fedrigo (met 12 tegen 3 stemmen);
- n° 263 van de heer Dierickx (met 14 tegen 1 stem);
- n° 264 van de heren W. Claes, M. Colla en Bossuyt en n° 265 van de heer De Batselier (met 12 tegen 1 stem en 1 onthouding);
- n° 265 van de heer Dierickx (met 14 tegen 1 stem);
- n°s 272 en 273 van de heren W. Claes, M. Colla en Bossuyt (met 12 tegen 1 stem en 2 onthoudingen).

Het derde punt van de nieuwe Regeringstekst wordt aangenomen met 12 tegen 2 stemmen en 1 onthouding.

De tekst ervan luidt als volgt :

« De Kamer,

Beschouwt de Belgische steenkolenmijnen als een strategische bevoorradingsbron en vraagt dat ze het voorwerp zouden uitmaken van een voldoende activiteitsniveau. »

*Optie 4*

Het vierde punt van de nieuwe regeringstekst luidt als volgt :

« De Kamer,

Beveelt, om economische en sociale redenen, aan een investeringsprogramma op korte en lange termijn op te stellen en een aangepast personeelsbeleid te voeren. »

Deze tekst wordt aangenomen met 12 stemmen en 3 onthoudingen.

*Option 5 et propositions  
tendant à insérer de nouvelles options*

Le cinquième point du nouveau texte du Gouvernement correspond au quatrième point du texte original du Gouvernement.

Les propositions n° 274 de M. Rigo et n° 278 de M. Moors sont retirées.

Les propositions ci-après sont rejetées :

— n° 275 et 279 de MM. Claes, Colla et Bossuyt et n° 276 de M. De Batselier (par 12 voix contre 3);

— n° 277 de M. Fedrigo (par 11 voix contre 3);

— n° 280 de M. Dierickx (par 11 voix contre une et 2 abstentions).

Le cinquième point du nouveau texte du Gouvernement est adopté par 13 voix et une abstention.

Ce texte est libellé comme suit :

« La Chambre,

Recommande au Gouvernement et, dans la mesure de leurs compétences, aux Exécutifs régionaux de valoriser au mieux, par toutes techniques appropriées, les réserves de charbon du pays, ainsi que de poursuivre l'étude programmée du sous-sol. »

*Option 6 et propositions  
tendant à insérer de nouvelles options*

La proposition n° 281 de M. Fedrigo est rejetée par 11 voix contre 3.

Les propositions n° 282 et 284 de M. Rigo sont rejetées par 12 voix contre 2.

La proposition n° 283 de M. Ansoms est rejetée par 11 voix contre 3.

Les propositions n° 285 et 286 de M. Dierickx sont rejetées par 11 voix contre une et 2 abstentions.

Le sixième point du nouveau texte du Gouvernement est adopté par 11 voix et 3 abstentions.

Ce texte est libellé comme suit :

« La Chambre,

Préconise une diversification des applications du charbon, et souhaite que soient encouragées la vente des technologies d'extraction et de valorisation des produits de la mine, et l'exportation des techniques d'exploration. »

*Option 7 et propositions  
tendant à insérer de nouvelles options*

Les propositions n° 287 de M. Ansoms et n° 288 de M. Moors sont retirées.

La proposition n° 289 de M. Rigo est retirée après la déclaration du Secrétaire d'Etat selon laquelle « le charbon importé » est compris dans les « combustibles solides » dont question dans le point 7 du nouveau texte du Gouvernement.

Les propositions ci-après sont rejetées par 12 voix contre 2 :

— n° 290 de M. Dierickx;

— n° 291 de MM. W. Claes, M. Colla et Bossuyt;

— n° 292 de M. Dierickx;

— n° 293 de M. De Batselier.

*Optie 5 en voorstellen  
tot invoeging van nieuwe opties*

Het vijfde punt van de nieuwe regeringstekst stemt overeen met punt vier van de oorspronkelijke Regeringstekst.

De voorstellen n° 274 van de heer Rigo en n° 278 van de heer Moors worden ingetrokken.

De hiernavolgende voorstellen worden verworpen :

— n° 275 en n° 279 van de heren W. Claes, M. Colla, en Bossuyt en n° 276 van de heer De Batselier (met 12 tegen 3 stemmen);

— n° 277 van de heer Fedrigo (met 11 tegen 3 stemmen);

— n° 280 van de heer Dierickx (met 11 stemmen tegen 1 en 2 onthoudingen).

Het vijfde punt van de nieuwe Regeringstekst wordt aangenomen met 13 stemmen en 1 onthouding.

De tekst ervan luidt als volgt :

« De Kamer,

Beveelt de Regering en, in de mate van hun bevoegdheden, de Gewestelijke Executieven aan de steenkolenvoorraden van het land, zo goed mogelijk, door middel van elke passende techniek, te valoriseren, alsook het geprogrammeerd onderzoek van de ondergrond voort te zetten. »

*Optie 6 en voorstellen  
tot invoeging van nieuwe opties*

Het voorstel n° 281 van de heer Fedrigo wordt verworpen met 11 tegen 3 stemmen.

De voorstellen n° 282 en 284 van de heer Rigo worden verworpen met 12 tegen 2 stemmen.

Het voorstel n° 283 van de heer Ansoms wordt verworpen met 11 tegen 3 stemmen.

De voorstellen n° 285 en 286 van de heer Dierickx worden verworpen met 11 stemmen tegen 1 en 2 onthoudingen.

Het zesde punt van de nieuwe Regeringstekst wordt aangenomen met 11 stemmen en 3 onthoudingen.

De tekst ervan luidt als volgt :

« De Kamer,

Beveelt een diversifiëring aan van de toepassingen van steenkool en wenst dat de verkoop van de ontginnings- en de valorisatietechnologieën van de mijnprodukten en de uitvoer van exploratietechnieken worden aangemoedigd. »

*Optie 7 en voorstellen  
tot invoeging van nieuwe opties*

De voorstellen n° 287 van de heer Ansoms en n° 288 van de heer Moors worden ingetrokken.

Het voorstel n° 289 van de heer Rigo wordt ingetrokken, ingevolge de verklaring van de Staatssecretaris dat in de « vaste brandstoffen » waarvan melding wordt gemaakt in punt 7 van de nieuwe Regeringstekst, ook de « ingevoerde steenkolen » begrepen zijn.

De hiernavolgende voorstellen worden verworpen met 12 tegen 2 stemmen :

— n° 290 van de heer Dierickx;

— n° 291 van de heren W. Claes, M. Colla en Bossuyt;

— n° 292 van de heer Dierickx;

— n° 293 van de heer De Batselier.

Le septième point du nouveau texte du Gouvernement est adopté par 10 voix contre 2. Ce texte est libellé comme suit :

« La Chambre,

Souhaite, dans le domaine de la gazéification industrielle en surface et souterraine des combustibles solides, que le Gouvernement et les Exécutifs assurent la promotion de la recherche et le développement des moyens en vue de leurs utilisations sous forme gazeuse ou liquide. »

*Option 8 et propositions  
tendant à insérer de nouvelles options*

Les propositions n° 299 de M. Dupré et n° 306 de M. Ansoms sont retirées.

La proposition n° 294 de M. Moors, dont seule la deuxième partie est maintenue, est rejetée par 11 voix contre une.

Les propositions n° 295, 297 et 298 de MM. W. Claes, M. Colla et Bossuyt et n° 296 de M. De Batselier sont rejetées à l'unanimité.

La proposition n° 300 de M. Rigo est rejetée par 9 voix contre 2 et une abstention.

La proposition n° 301 de M. Rigo est rejetée par 7 voix contre 5.

La proposition n° 302 de M. Fedrigo est rejetée par 10 voix contre 2.

La proposition n° 303 de M. Lestienne est rejetée par 7 voix contre 4 et une abstention.

La proposition n° 304 de M. Rigo est rejetée par 8 voix contre 2 et 2 abstentions.

La proposition n° 305 de M. Dierickx est rejetée par 10 voix contre 2.

La proposition n° 307 de M. Rigo est rejetée par 9 voix contre 2 et 1 abstention.

Le huitième point du nouveau texte du Gouvernement est adopté par 10 voix contre 2. Ce texte est libellé comme suit :

« La Chambre,

Souhaite que le charbon campinois puisse être utilisé dans une ou plusieurs unités de production d'électricité (éventuellement combinées), à concurrence de 600 MW maximum, installées dans le Limbourg. »

*Option 9 et propositions  
tendant à insérer de nouvelles options*

Les propositions n° 308 de M. Rigo, n° 310 de M. Ansoms, n° 316 de M. Kubla et n° 336 de M. Rigo sont retirées.

La proposition n° 309 de M. Deleuze est rejetée à l'unanimité.

Les propositions n°s 311 à 315 de M. Dierickx sont également rejetées à l'unanimité.

La proposition n° 317 de MM. W. Claes, M. Colla et Bossuyt est rejetée par 10 voix contre 2.

La proposition n° 318 de MM. Bossuyt et De Batselier est rejetée par 11 voix contre 1.

La proposition n° 319 de M. De Batselier est rejetée par 10 voix contre 2.

La proposition n° 320 de M. Rigo et n°s 321, 322 et 323 de M. Fedrigo sont également rejetées par 10 voix contre 2.

Les propositions n°s 324 à 331 de M. Desaeeyere sont rejetées à l'unanimité.

Het zevende punt van de nieuwe Regeringstekst wordt aangenomen met 10 tegen 2 stemmen. De tekst ervan duidt als volgt :

« De Kamer,

Wenst dat de Regering en de Executieven, op het gebied van de industriële bovengrondse en ondergrondse vergassing van vaste brandstoffen, de promotie van het onderzoek en de ontwikkeling van de middelen om ze in gas of in vloeibare vorm te gebruiken, zouden waarborgen. »

*Optie 8 en voorstellen  
tot invoeging van nieuwe opties*

De voorstellen n° 299 van de heer Dupré en n° 306 van de heer Ansoms worden ingetrokken.

Het voorstel n° 294 van de heer Moors, waarvan alleen het tweede deel wordt gehandhaafd, wordt verworpen met 11 stemmen tegen 1.

De voorstellen n° 295, 297 en 298 van de heren W. Claes, M. Colla en Bossuyt en n° 296 van de heer De Batselier worden eenparig verworpen.

Het voorstel n° 300 van de heer Rigo wordt verworpen met 9 tegen 2 stemmen en 1 onthouding.

Het voorstel n° 301 van de heer Rigo wordt verworpen met 7 tegen 5 stemmen.

Het voorstel n° 302 van de heer Fedrigo wordt verworpen met 10 tegen 2 stemmen.

Het voorstel n° 303 van de heer Lestienne wordt verworpen met 7 tegen 4 stemmen en 1 onthouding.

Het voorstel n° 304 van de heer Rigo wordt verworpen met 8 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Het voorstel n° 305 van de heer Dierickx wordt verworpen met 10 tegen 2 stemmen.

Het voorstel n° 307 van de heer Rigo wordt verworpen met 9 tegen 2 stemmen en 1 onthouding.

Het achtste punt van de nieuwe Regeringstekst wordt aangenomen met 10 tegen 2 stemmen. De tekst ervan luidt als volgt :

« De Kamer,

Wenst dat de Kempense steenkolen zouden kunnen gebruikt worden door een of meerdere (eventueel gecombineerde) produktie-eenheden van elektriciteit ten belope van maximum 600 MW, die in Limburg worden geïnstalleerd. »

*Optie 9 en voorstellen  
tot invoeging van nieuwe opties*

De voorstellen n° 308 van de heer Rigo, n° 310 van de heer Ansoms, n° 316 van de heer Kubla en n° 336 van de heer Rigo worden ingetrokken.

Het voorstel n° 309 van de heer Deleuze wordt eenparig verworpen.

De voorstellen n°s 311 tot 315 van de heer Dierickx worden eveneens eenparig verworpen.

Het voorstel n° 317 van de heren W. Claes, M. Colla en Bossuyt wordt verworpen met 10 tegen 2 stemmen.

Het voorstel n° 318 van de heren Bossuyt en De Batselier wordt verworpen met 11 tegen één stem.

Het voorstel n° 319 van de heer De Batselier wordt verworpen met 10 tegen 2 stemmen.

De voorstellen n° 320 van de heer Rigo, n°s 321, 322 en 323 van de heer Fedrigo worden eveneens verworpen met 10 tegen 2 stemmen.

De voorstellen n°s 324 tot en met 331 van de heer Desaeeyere worden eenparig verworpen.



La proposition n° 332 de MM. Coëme, Burgeon et Rigo est rejetée par 8 voix contre 2 et 2 abstentions.

La proposition n° 333 de MM. Burgeon et Coëme est rejetée par 7 voix contre 5.

La proposition n° 334 de M. Kubla, retirée par l'auteur mais reprise par M. Bugeon, est rejetée par 8 voix contre 2 et 3 abstentions.

Le dernier point du nouveau texte du Gouvernement est adopté par 10 voix contre 2. Ce texte est libellé comme suit :

« La Chambre,

demande aux Régions d'autoriser rapidement l'exploitation de nouvelles concessions. »

\* \* \*

L'ensemble du nouveau texte du Gouvernement relatif aux options dans le domaine du charbon est adopté par 10 voix contre 2.

#### G. Examen de la résolution relative aux options dans le domaine de l'électricité

Le texte proposé de la résolution relative au domaine de l'électricité est le suivant :

« La Chambre

1. — Recommande que le plan d'équipement de production et de grand transport de l'électricité soit établi en fonction d'un critère de minimalisation du prix de revient du kWh et proposé selon différents scénarios, qui prendront notamment en compte :

— des critères réalistes de prévisions de la demande;

— les effets de la mise en œuvre rigoureuse des programmes d'économie et d'utilisation rationnelle de l'énergie, et des énergies non conventionnelles et renouvelables;

— la gestion économe des ressources financières et une amélioration de la gestion économique du secteur de l'électricité;

— l'équilibre et la diversification entre les sources d'énergie primaire utilisées;

— une étude des sites et une étude d'impact sur l'environnement.

2. — Préconise que, tant par la diversité des combustibles dans les centrales que par un plan d'équipement du secteur élaboré à terme suffisant, la sécurité d'alimentation en électricité des utilisateurs soit assurée aussi parfaitement que possible.

3. — Recommande une tarification équitable de reprise de l'électricité aux autoproducteurs, notamment aux industries effectuant la production combinée de chaleur et d'électricité.

4. — Préconise que le prix du kWh soit calculé sur la base d'une durée de vie suffisamment longue des installations.

5. Recommande que soient toujours pris en considération à leur juste valeur et contrôlés par des organismes agréés par l'Etat, indépendants des exploitants, les effets ou risques suscités — directement ou indirectement — par les équipements installés et mis en exploitation (sécurité et santé publiques; transport et entreposage du combustible, des déchets et des cendres; protection de l'environnement).

Het voorstel n° 332 van de heren Coëme, Burgeon en Rigo wordt verworpen met 8 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Het voorstel n° 333 van de heren Burgeon en Coëme wordt verworpen met 7 tegen 5 stemmen.

Het ingetrokken voorstel n° 334 van de heer Kubla, dat hernomen werd door de heer Burgeon, wordt verworpen met 8 tegen 2 stemmen en 3 onthoudingen.

Het laatste punt van de nieuwe regeringstekst wordt aangenomen met 10 tegen 2 stemmen. De tekst ervan luidt als volgt :

« De Kamer,

vraagt dat de Gewesten de exploitatie van nieuwe concessies snel zouden toelaten. »

\* \* \*

Het geheel van de nieuwe tekst betreffende de opties op het gebied van de steenkolen wordt goedgekeurd met 10 tegen 2 stemmen.

#### G. Bespreking van de resolutie betreffende de opties op het gebied van de elektriciteit

De voorgestelde tekst van de resolutie betreffende de elektriciteit is de volgende :

« De Kamer

« 1. — Beveelt aan dat het uitrustingsplan van de midelen voor de produktie en het groot vervoer van elektriciteit wordt opgesteld in functie van een maatstaf om de kostprijs van de kWh te minimaliseren, en wordt voorgesteld volgens verschillende scenario's waarbij inzonderheid rekening wordt gehouden met :

— realistische criteria inzake de vooruitzichten van de vraag;

— de gevolgen van de stipte verwezenlijking van de programma's inzake energiebesparing en rationeel energieverbruik en de niet-conventionele en hernieuwbare energievormen;

— het economisch beheer van de financiële bronnen en een verbetering van het economisch beheer van de elektriciteitssector;

— het evenwicht en de diversifiëring tussen de gebruikte primaire energiebronnen;

— een studie der vestigingsplaatsen en een studie over de gevolgen voor het leefmilieu.

2. — Stelt voor de veiligheid van de bevoorrading van de gebruikers in elektriciteit zo goed mogelijk te waarborgen, zowel door de diversiteit van de brandstoffen in de centrales als door een uitrustingsplan van de sector, op voldoende lange termijn uitgewerkt.

3. — Beveelt een billijke tarifiering aan voor de elektriciteitsovernamen aan de zelfproducenten, inzonderheid voor de nijverheden die instaan voor de gecombineerde produktie van warmte en elektriciteit.

4. — Stelt voor de prijs van de kWh te berekenen op grond van een voldoende lange levensduur der installaties.

5. — Beveelt aan de gevolgen of de risico's — rechtstreeks of onrechtstreeks — veroorzaakt door de geïnstalleerde en geëxploiteerde installaties steeds naar waarde te schatten en ze te doen controleren door instellingen die door de Staat erkend zijn en los van de exploitant staan (openbare veiligheid en volksgezondheid; vervoer en opslag van brandstof, afval en as; milieubescherming).

6. Recommande d'autoriser, dès que nécessaire, l'installation de nouveaux outils de production, notamment à combustibles solides (charbon...) ou nucléaires.

7. Recommande une meilleure coordination entre le pouvoir national et les Régions en vue d'une implantation plus rationnelle des lignes électriques, de manière à rencontrer au mieux les aspirations des citoyens au plan de la qualité de la vie et de l'environnement, et en vue d'une simplification des procédures administratives y relatives; il recommande l'élaboration d'un plan national des « couloirs électriques » pour l'implantation des lignes d'interconnexion et de grand transport.

8. Préconise qu'un effort soutenu doit être consenti en vue d'assurer une interconnexion aussi satisfaisante que possible de notre réseau avec les réseaux des pays limitrophes afin d'atteindre un rapport optimum « unités de production/unités de réserve. »

\* \* \*

Un membre souhaite tout d'abord que le Gouvernement précise si la capacité actuelle de production d'électricité est suffisante et dans quelle mesure il faut s'attendre à ce que cette capacité devienne insuffisante dans les prochaines années. Si l'on prévoit une insuffisance de la capacité de production, comment envisage-t-on d'y remédier? Quel combustible va-t-on utiliser dans les centrales: le combustible nucléaire ou le charbon?

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie déclare qu'il répondra point par point aux propositions qui ont été présentées en vue de modifier le texte de base. Il répondra à la question qui vient d'être posée lors de la discussion de la sixième option.

\* \* \*

#### *Propositions globales*

M. Deleuze propose (n° 336) de supprimer la totalité du texte de cette résolution.

Il a défendu cette proposition au cours de la discussion générale qui a précédé la discussion proprement dite des projets de résolutions.

\* \* \*

M. Fedrigo propose (n° 337) de remplacer le texte de la résolution par le texte suivant :

« La Chambre,

Considérant que l'électricité est une forme d'énergie précieuse qui, dans le cadre d'une politique énergétique efficace, doit être réservée autant que possible aux applications pour lesquelles elle est absolument indispensable;

Vu qu'un quart de nos sources d'énergie primaire sont d'ores et déjà utilisées pour la production d'électricité;

Vu qu'il y a d'ores et déjà surconsommation d'électricité par rapport à l'utilisation spécifique;

Vu qu'après la crise pétrolière de 1973 la demande d'énergie électrique ne s'est pas accrue dans la mesure attendue;

Vu que, dans la période 1980-1990, on ne peut s'attendre à aucune hausse significative dans la demande d'énergie électrique, à moins que la consommation ne soit stimulée artificiellement;

Vu qu'il y a d'ores et déjà surproduction d'électricité par rapport à la demande intérieure, et que cette surproduction augmentera encore dans une mesure importante en raison de la mise en service de nouvelles centrales;

6. — Beveelt aan, zodra nodig, het installeren van nieuwe produktiemiddelen, inzonderheid op basis van vaste (steen-kolen...) of nucleaire brandstoffen, toe te laten.

7. — Beveelt een betere coördinatie tussen de nationale overheid en de Gewesten aan met het oog op een meer rationele inplanting van de elektrische lijnen, zodat zo goed mogelijk aan de aspiraties van de burgers op het vlak van de levenskwaliteit en het leefmilieu wordt beantwoord, en met het oog op een vereenvoudiging van de desbetreffende administratieve procedures; het beveelt het uitwerken van een nationaal plan van de « elektrische gangen » aan voor de inplanting van de lijnen van interconnectie en groot vervoer.

8. — Stelt voor dat een aanhoudende inspanning moet worden gedaan om te zorgen voor een zo goed mogelijke interconnectie van ons net met de netten van de omliggende landen om een optimale verhouding « productieëenheden/reserveëenheden » te bekomen. »

\* \* \*

Een lid wenst in de eerste plaats van de Regering te vernemen of er op het huidige ogenblik een voldoende productiecapaciteit van elektriciteit bestaat en in welke mate er een tekort verwacht wordt voor de eerstkomende jaren. Indien er een tekort verwacht wordt, hoe zal dit opgevangen worden? Welke brandstof zal gebruikt worden in de centrales, nucleaire of steenkool?

De Staatssecretaris voor Energie antwoordt dat hij de ingediende voorstellen tot wijziging van de basistekst punt voor punt zal beantwoorden. Bij de behandeling van de zesde optie zal antwoord gegeven worden op de gestelde vraag.

\* \* \*

#### *Globale voorstellen*

De heer Deleuze (n° 336) stelt voor de volledige tekst van deze resolutie te schrappen.

Dit voorstel werd door hem verdedigd tijdens de algemene bespreking voorafgaand aan de eigenlijke bespreking van de ontwerp-resoluties.

\* \* \*

De heer Fedrigo (n° 337) stelt voor de tekst van de resolutie te vervangen door de volgende tekst :

« De Kamer

Overwegende dat elektriciteit een kostbare energiebron is die binnen het raam van een efficiënt energiebeleid zoveel mogelijk daar moet worden gebruikt waar ze absoluut onmisbaar is;

Aangezien één vierde van onze primaire energiebronnen thans reeds voor de produktie van elektriciteit wordt aangewend;

Overwegende dat vergeleken met het specifieke gebruik ervan nu reeds een overconsumptie van elektriciteit bestaat;

Overwegende dat de vraag naar elektrische energie na de oliecrisis van 1973 niet in de verwachte mate is toegenomen;

Overwegende dat de vraag naar elektrische energie in de periode 1980-1990 waarschijnlijk niet noemenswaardig zal stijgen tenzij de consumptie kunstmatig wordt opgevoerd;

Overwegende dat nu reeds teveel elektriciteit wordt geproduceerd ten opzichte van de binnenlandse vraag en dat die overproduktie nog aanzienlijk zal toenemen wegens de ingebruikneming van nieuwe centrales;

Considérant que la stimulation artificielle de la consommation d'électricité ne peut se justifier, ni du point de vue d'une politique rationnelle de l'énergie, ni du point de vue de notre dépendance énergétique;

Considérant que la production et la distribution d'électricité est un secteur à haute intensité de capital et de technologie, de sorte que la stimulation artificielle de ce secteur ne s'intègre pas dans les efforts faits actuellement pour résoudre la crise et le problème du chômage;

Considérant que, si l'on tient compte de tous les coûts l'électricité est une forme coûteuse d'énergie pour le consommateur;

Considérant que le secteur de la production thermique d'électricité a une influence néfaste sur l'environnement suite aux évacuations de chaleur, aux rejets de polluants chimiques et radioactifs et à la production de déchets chimiques et radioactifs;

Considérant que la poursuite du développement du secteur de l'électricité est étroitement liée à l'expansion de l'énergie nucléaire;

Vu que la part prévue de l'énergie nucléaire dans la production d'électricité n'est pas conforme au principe de la diversification des sources d'énergie primaire pour la production d'électricité;

Considérant que l'arrêt de la construction des unités de Doel IV et Tihange III est financièrement possible, vu l'état d'avancement des travaux;

Vu les nombreuses objections qui s'élèvent contre l'énergie nucléaire et considérant que l'opposition de la population à l'utilisation de l'énergie nucléaire ne peut plus être niée;

Considérant que l'utilisation rationnelle de l'énergie doit occuper une place prioritaire dans la politique énergétique et que la chaleur perdue dans la production d'électricité doit être récupérée au maximum;

1. Estime qu'il ne se justifie pas de stimuler la production et la consommation d'électricité de manière artificielle au-delà des besoins réels, mais qu'au contraire les efforts doivent être axés sur des économies et la consommation utile de l'énergie générée;

2. Estime que la part de l'énergie nucléaire dans la production d'électricité doit être autant que possible limitée à l'extrême minimum;

3. Constate que le plan d'équipement 1980-1985 en cours d'application, qui représentera une puissance installée de 4 800 MW, dont une part nucléaire de 3 760 MW créera une surproduction importante par rapport à la demande ultérieure d'énergie électrique;

4. Estime que la mise en service des unités de Doel III et Tihange II doit être reportée afin de rencontrer les objectifs susmentionnés en matière de limitation de la surcapacité et de limitation de la part du nucléaire;

5. Estime qu'il faut arrêter la construction des unités de Doel IV et Tihange III pour des raisons similaires à celles mentionnées au point 4;

6. Recommande que le plan d'équipement pour les moyens de production et le grand transport d'énergie électrique ait recours aux centrales à charbon afin de rendre inutile la mise en service ultérieure des unités de Doel III et IV et Tihange II et III. Le choix des moyens de production doit être désormais axé prioritairement sur la mise en service de centrales électriques à petite échelle — conçues et implantées de telle manière que la chaleur résiduaire puisse en être récupérée au maximum pour l'industrie, l'agriculture et le secteur résidentiel. L'implantation se fait sur avis de la commission d'établissement dont il est question au point 17;

7. Souhaite que la construction, dans le cadre du plan d'équipement, de nouvelles centrales au charbon qui, correspondant à une capacité maximale totale de 600 MW et

Overwegende dat de kunstmatige opvoering van het elektriciteitsverbruik noch vanuit het oogpunt van een rationeel energieverbruik, noch vanuit dat van onze onafhankelijkheid inzake energie kan worden verantwoord;

Overwegende dat de produktie en de distributie van elektriciteit zeer veel kapitaal en technologie vergen zodat het artificiële stimuleren van die sector niet past in het huidige streven om de crisis en het probleem van de werkloosheid op te lossen;

Overwegende dat alle kosten in acht genomen elektriciteit voor de consument een dure vorm van energie is;

Overwegende dat de thermische produktie van elektriciteit het leefmilieu schaadt wegens de uitwaseming van warmte, de chemische en radioactieve vervuiling en de produktie van chemisch en radioactief afval;

Overwegende dat de verdere ontwikkeling van de elektriciteitsproduktie nauw samenhangt met het toenemende gebruik van kernenergie;

Aangezien het aandeel dat kernenergie in de totale elektriciteitsproduktie moet gaan innemen niet strookt met het principe van de diversifiëring van de primaire energiebronnen voor de produktie van elektriciteit;

Overwegende dat de bouw van de centrale Doel IV en Tihange III financieel gezien mogelijk kan worden stopgezet gezien de stand van de werken;

Gezien de talloze bezwaren tegen kernenergie en overwegende dat het verzet van de bevolking tegen het gebruik van kernenergie niet meer over het hoofd kan worden gezien;

Overwegende dat het rationele energieverbruik een prioriteit moet vormen in het beleid zodat de warmte die bij de elektriciteitsproduktie verloren gaat zoveel mogelijk wordt gerecupereerd;

1. Oordeelt dat het onverantwoord is om de produktie en de consumptie van elektriciteit buiten bepaalde grenzen kunstmatig op te drijven maar dat alles in tegendeel erop moet gericht zijn de geproduceerde energie nuttig te besparen en te gebruiken;

2. Oordeelt dat het aandeel van kernenergie in de elektriciteitsproduktie tot het uiterste minimum moet worden beperkt;

3. Constateert dat het lopende uitrustingsplan 1980-1985 dat voorziet in een vermogen van 4 800 MW, waarvan 3 760 MW van nucleaire oorsprong, een groot overschot aan elektriciteit zal opleveren ten opzichte van de verwachte vraag naar elektrische energie;

4. Is van oordeel dat de ingebruikneming van de centrales Doel III en Tihange II moet worden uitgesteld om de hogergenoemde doelstellingen inzake beperking van overcapaciteit en van het aandeel van kernenergie te bereiken;

5. Is van oordeel dat de bouw van de centrales Doel IV en Tihange III om dezelfde redenen moet worden stopgezet;

6. Stelt voor dat het uitrustingsplan voor de produktiemiddelen en het vervoer op grote schaal van elektrische energie gebruik maakt van steenkoolcentrales om te vermijden dat de centrales Doel III en IV en Tihange II en III later nutteloos in gebruik worden genomen. Bij de keuze van de produktiemiddelen moet voortaan voorrang worden verleend aan de ingebruikneming van kleine elektrische centrales die zo zijn opgevat en gebouwd dat de restwarmte ervan zoveel mogelijk kan worden gerecupereerd voor industrie, landbouw en huisverwarming. De constructie moet geschieden op advies van de vestigingscommissie waarvan sprake is in punt 17;

7. Wenst dat in het kader van het uitrustingsplan nieuwe steenkoolcentrales worden gebouwd met een maximum vermogen van 600 MW in totaal, die geografisch gespreid

géographiquement dispersées, doivent être prévues en production combinée de chaleur et d'électricité et fourniront de la chaleur pour le chauffage urbain;

8. Souhaite que soit encouragée la construction de petites unités combinées de production de chaleur et d'électricité, tant dans l'industrie que dans le secteur de l'électricité même;

9. Souhaite, dans le cadre du plan d'équipement, une conversion accrue au charbon des unités de production sans pour autant négliger le maintien d'un niveau minimum de gaz et de fuel, requis pour le maintien d'un bon fonctionnement de l'industrie du gaz et du pétrole;

10. Estime qu'en ne mettant pas en service les grandes unités de production nucléaires et en stimulant une production décentralisée à petite échelle, on peut réduire dans une mesure considérable la capacité de réserve nécessaire, de sorte que les efforts actuels en matière d'interconnexion de notre réseau avec les réseaux des pays qui nous entourent, devraient être réétudiés de manière approfondie;

11. Demande la réalisation immédiate des programmes expérimentaux de récupération de la chaleur à partir des centrales électriques à des fins de chauffage, sur le plan urbain, industriel et agricole. Si la rentabilité de ces projets n'est pas encore assurée à l'heure actuelle, cela ne doit pas empêcher leur application, parce que les avantages macro-économiques, comme l'économie d'énergie, la réduction du niveau de pollution et le potentiel d'emplois nouveaux, sont déterminants;

12. Souhaite recommander que priorité soit donnée à des projets de recherche et de développement en matière d'optimisation du rendement énergétique dans le processus de production, de transport et de distribution, ainsi que dans la consommation finale de l'énergie électrique, et plus particulièrement sur le plan de l'écrêtage des pointes;

13. Souhaite que soient encouragés des projets de recherche et de développement dans le domaine de la production combinée de chaleur et dans le domaine des éoliennes pour la production d'électricité;

14. Demande que la législation soit adaptée de manière à permettre aux particuliers et aux entreprises de relier des éoliennes, des installations « à énergie totale » et autres appareils producteurs d'électricité au réseau public d'électricité et cela à des tarifs favorables de rachat du kWh, qui seront fixés par le Comité de contrôle du gaz et de l'électricité;

15. Estime que les pouvoirs publics doivent acquérir un plus grand contrôle du secteur de l'électricité en plaçant sous contrôle de l'Etat les organismes de gestion et de coordination dans ce secteur;

16. Demande au Gouvernement de revaloriser le Comité de contrôle du gaz et de l'électricité et d'y introduire des représentants d'organisations de consommateurs et de défense de l'environnement;

17. Souhaite que dans le cadre d'une réglementation générale sur la publicité pour les appareils de chauffage, l'installation d'appareils de chauffage électrique soit découragée afin de lutter contre le gaspillage d'énergie. »

### *Première option*

Le texte de cette première option est libellé comme suit :

« 1. Recommande que le plan d'équipement de production et de grand transport de l'électricité soit établi en fonction d'un critère de minimalisation du prix de revient du kWh et proposé selon différents scénarios, qui prendront notamment en compte :

liggen, die moeten voorzien zijn op de gecombineerde productie van warmte en elektriciteit en warmte moeten leveren voor stadsverwarming;

8. Vraagt dat de bouw van kleine centrales voor de productie van warmte en elektriciteit wordt aangemoedigd, zowel in de industrie als in de elektriciteitsbedrijven zelf;

9. Vraagt dat centrales in het kader van het uitrustingsplan zoveel mogelijk op steenkool overschakelen, maar tevens gas en fuel blijven gebruiken in de geringe mate die vereist is om de gas- en olieindustrie goed op gang te houden.

10. Is van oordeel dat men door grote kerncentrales niet in gebruik te nemen en gedecentraliseerde productie op kleine schaal aan te moedigen, de noodzakelijke reservecapaciteit aanzienlijk kan worden teruggeschroefd zodat de huidige pogingen om ons net en de netten van de omliggende landen op elkaar af te stemmen grondig moeten worden herdacht;

11. Vraagt dat de experimentele programma's met betrekking tot de recuperatie van warmte uit elektrische centrales voor de stadsverwarming en de verwarming van industriële en landbouwbedrijven onmiddellijk worden uitgevoerd. Indien de rentabiliteit van die projecten thans nog niet verzekerd is, moet zulks hun toepassing niet in de weg staan omdat de macro-economische voordelen, zoals de energiebesparing, de vermindering van het niveau van de luchtverontreiniging en de potentiële nieuwe werkplaatsen doorslaggevend zijn;

12. Wenst aan te bevelen dat voorrang wordt gegeven aan onderzoeks- en ontwikkelingsprojecten met het oog op de optimalisatie van het energetisch rendement in de cyclus van de productie, het vervoer en de distributie evenals in het eindverbruik van elektrische energie en meer bepaald met betrekking tot de plannen voor het aftoppen van de spitsuren;

13. Wenst dat onderzoeks- en ontwikkelingsprojecten aangemoedigd worden op het stuk van de gecombineerde warmteproductie, evenals op het stuk van de windturbines voor de elektriciteitsproductie;

14. Vraagt dat de wetgeving derwijze wordt aangepast dat de particulieren en de ondernemingen de mogelijkheid krijgen windturbines, installaties voor « totale energie » en andere elektriciteitsproducerende toestellen op het openbaar elektriciteitsnet aan te sluiten en wel tegen interessante prijsvoorwaarden wat de aankoop van de kWh betreft en die door het Controlecomité voor de gas en de elektriciteit zullen worden vastgesteld;

15. Meent dat de overheid een ruimer toezicht moet krijgen op de elektriciteitssector door de beheers- en coördinatietoorgaan in die sector onder Staatscontrole te plaatsen;

16. Vraagt aan de Regering het Comité voor de controle van gas en elektriciteit te revaloriseren en er vertegenwoordigers in op te nemen van de consumenten en van de vertedigers van het leefmilieu;

17. Wenst dat in het kader van een algemene reglementering van de reclame voor verwarmingstoestellen, de installatie van elektrische verwarmingstoestellen afgeraden wordt ten einde energieverstopping te bestrijden. »

### *Eerste optie*

De voorgestelde tekst van deze eerste optie luidt als volgt :

« 1. Beveelt aan dat het uitrustingsplan van de middelen voor de productie en het groot vervoer van elektriciteit wordt opgesteld in functie van een maatstaf om de kostprijs van de kWh te minimaliseren en wordt voorgesteld volgens verschillende scenario's waarbij inzonderheid rekening wordt gehouden met :

— des critères réalistes de prévisions de la demande;

— les effets de la mise en œuvre rigoureuse des programmes d'économie et d'utilisation rationnelle de l'énergie, et des énergies non conventionnelles et renouvelables;

— la gestion économe des ressources financières et une amélioration de la gestion économique du secteur de l'électricité;

— l'équilibre et la diversification entre les sources d'énergie primaire utilisées;

— une étude des sites et une étude d'impact sur l'environnement. »

M. Desaeyere propose (n° 338) de remplacer ce texte par le nouveau texte ci-après :

« 1. Recommande que le plan d'équipement concernant les moyens de production et le grand transport d'électricité ait recours au charbon pour le prochain palier (deux unités de 300 MW).

Pour ce qui est de l'avenir plus lointain, il faut éviter que le développement de l'énergie nucléaire se poursuive sous la pression de groupes d'intérêts commerciaux qui font supporter par l'Etat le coût de la recherche, du retraitement du combustible irradié, du traitement des déchets radioactifs, ainsi que du démantèlement ultérieur et se limitent à supporter le coût de production proprement dit. Le prix de revient de l'électricité produite au moyen de l'énergie nucléaire est ainsi falsifié au détriment des autres formes d'énergie. Le prix de revient du kWh nucléaire doit intégrer tous les coûts.

Par suite de manipulations du prix de l'uranium auxquelles les monopoles se sont livrés au niveau international, l'électricité d'origine nucléaire a été relativement meilleur marché que celle produite à partir de charbon au moment où la Belgique devait construire des centrales, mais elle est devenue relativement plus chère à présent que la Belgique n'a plus besoin de centrales supplémentaires. Il faut éviter de commettre la même erreur à l'avenir. La planification de nouvelles centrales nucléaires doit tenir compte des tendances à très long terme et, dans cette optique, on ne peut s'attendre à ce qu'un écart de coût important et durable joue en faveur de l'énergie nucléaire. Le maintien de cet écart serait, en effet, en contradiction avec la concurrence qui se déroule sur le marché mondial de l'énergie.

Eu égard aux impératifs d'une politique suffisamment diversifiée en matière d'énergie primaire et à la part importante qui est prise par l'énergie nucléaire, il n'est plus permis d'envisager aucune nouvelle implantation de centrale nucléaire.

Pour les unités de base ultérieures, le choix de l'énergie primaire sera opéré entre les énergies autres que l'énergie nucléaire. Ce choix se fera en fonction du prix de revient social le plus bas du kWh et de l'incidence en ce qui concerne la sécurité de la population, la santé publique, le transport du combustible et des déchets et cendres et les sites disponibles. »

Dans ces circonstances, l'auteur est favorable à l'option charbon telle qu'elle est défendue dans le document complémentaire de la Commission des Sages.

Il souhaite que l'énergie nucléaire soit systématiquement exclue au profit du charbon. Il estime que le prix actuel du kWh ne peut servir de base à une planification à long terme étant donné les fluctuations qu'il subit.

— realistische criteria inzake de vooruitzichten van de vraag;

— de gevolgen van de stipte verwezenlijking van de programma's inzake energiebesparing en rationeel energieverbruik en de niet-conventionele en hernieuwbare energievormen;

— het economisch beheer van de financiële bronnen en een verbetering van het economisch beheer van de elektriciteitssector;

— het evenwicht en de diversifiëring tussen de gebruikte primaire energiebronnen;

— een studie der vestigingsplaatsen en een studie over de gevolgen voor het leefmilieu. »

De heer Desaeyere (n° 338) wenst die tekst te vervangen door volgende nieuwe tekst :

« 1. Wenst aan te bevelen dat het uitrustingsplan voor productiemiddelen en groot vervoer van elektrische energie een beroep zou doen op steenkolen voor de volgende schijf (twee eenheden van 300 MW).

Wat de verdere toekomst betreft, dient vermeden te worden dat een verdere evolutie in de richting van kernenergie wordt opgedrongen door commerciële belangengroepen die de kosten van research, opwerking van een bestraalde splijtstof, opwerking van radioactieve afval en de latere ontmanteling, door de Staat laten dragen en zelf de kosten voor zich nemen. Op die manier wordt aan kostprijsvervalsing gedaan ten opzichte van de andere energievormen. In de kostprijs van de nucleaire kWh moeten alle kosten verwerkt worden.

Door internationale monopolistische prijsmanipulaties in verband met uranium werd er voor gezorgd dat nucleaire elektriciteit relatief goedkoper was op het ogenblik dat België centrales moest bouwen doch relatief duurder dan steenkool op dit ogenblik nu België geen extra centrales van doen heeft. Deze fout moet in de toekomst vermeden worden. De planning van nieuwe centrales moet gebeuren op basis van de trend op zeer lange termijn en in dit licht gezien mag men niet verwachten dat er een belangrijk blijvend kostenverschil ten voordele van nucleaire energie kan spelen. Dit zou in strijd zijn met de internationale competitie op de wereldenergiemarkt.

Gelet op de vereisten van een afdoende diversifiëring inzake primaire energie en het belangrijk aandeel dat de kernenergie hierin inneemt, komen volgens spreker nieuwe inplantingen voor kerncentrales dan ook niet meer in aanmerking.

Voor de latere basiseenheden zal de keuze van de primaire energiedrager beperkt worden tot de andere energievormen buiten kernenergie. Deze keuze zal worden gemaakt in functie van de voordeligste sociale kostprijs van de kWh en hierbij zal rekening houden gehouden met de weerslag op veiligheid van de bevolking, volksgezondheid, vervoer van de brandstoffen en van afval en as en beschikbare vestigingsplaatsen. »

Op die manier wenst het lid te kiezen voor de steenkool-optie zoals die in het aanvullende document van de Commissie der Wijzen wordt verdedigd.

Hij wenst de nucleaire energie uitdrukkelijk uit te sluiten en systematisch een beroep te doen op steenkool. Hij acht de huidige prijs van het kWh onbetrouwbaar voor planning op lange termijn, omdat die aan fluctuaties onderhevig is.

M. Verberckmoes propose (n° 339) de libeller comme suit le texte de la première option :

« Recommande que le plan national d'équipement de production et de grand transport de l'électricité soit établi en fonction d'un critère de minimalisation du prix de revient du kWh, compte tenu de tous les éléments constitutifs de ce prix de revient et proposé selon différents scénarios, qui prendront notamment en considération :

— les effets de la mise en œuvre des programmes d'économie et d'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies non conventionnelles et renouvelables;

— la gestion économe des ressources financières et l'optimisation de la gestion économique du secteur de l'électricité;

— l'équilibre et la diversification entre les sources d'énergie primaire utilisées;

— la disponibilité des sites. »

Son intention est avant tout de préciser le texte existant.

M. De Batselier propose (n° 340) de remplacer les quatre premières lignes de la première option par ce qui suit :

« Recommande que le plan d'équipement de production et de grand transport de l'électricité soit établi en fonction des besoins réels en électricité et qu'il soit tenu compte à cette occasion des résultats de la politique volontariste menée en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie.

En outre, il faudra tenir compte :

— du prix de revient du kWh des différentes formes de production d'électricité;

— de la production combinée de chaleur et d'électricité affectée au chauffage à distance;

— de la sécurité d'approvisionnement qui est notamment favorisée par une diversification des combustibles utilisés dans la centrale. »

L'auteur reconnaît que la minimisation du prix de revient du kWh est un objectif subsidiaire important à prendre en considération lors de la construction de centrales électriques, mais estime que le critère essentiel lors de l'élaboration du plan d'équipement doit être la couverture des besoins futurs en électricité.

Le plan d'équipement pour l'électricité doit être établi en fonction des besoins réels. L'orateur estime également que le problème de la sécurité d'approvisionnement doit être considéré dans le contexte des besoins qui sont prévus pour ne pas donner l'impression de viser une production maximum.

Le même membre propose (n° 341) d'insérer dans la première option, entre les deuxième et troisième tirets, un nouveau texte libellé comme suit :

« — l'évolution de la micro-électronique qui permettra dans ce domaine d'écarter les pointes au niveau du consommateur; »

Il justifie sa proposition en soulignant que le plan d'équipement prend comme point de départ la puissance appelée ou encore les pointes de consommation. Il importe non

De heer Verberckmoes (n° 339) stelt voor de tekst van de eerste optie te doen luiden als volgt :

« Beveelt aan dat het nationaal uitrustingsplan van de middelen voor de produktie en groot vervoer van elektriciteit wordt opgesteld in functie van een maatstaf om de kostprijs van de kWh, waarbij alle kostprijbepalende elementen in rekening gebracht zijn, te minimaliseren, en wordt voorgesteld volgens verschillende scenario's waarin inzonderheid rekening wordt gehouden met :

— de gevolgen van de verwezenlijking van de programma's inzake energiebesparing en rationeel energieverbruik en de niet-conventionele en hernieuwbare energievormen;

— het economisch beheer van de financiële bronnen en het optimaal economisch beheer van de elektriciteitssector;

— het evenwicht en de diversifiëring tussen de gebruikte primaire energiebronnen;

— de beschikbaarheid der vestigingsplaatsen.

Het is vooral de bedoeling van het lid de bestaande tekst duidelijker te maken.

De heer De Batselier (n° 340) stelt voor de eerste vijf regels van de eerste optie door volgende tekst te vervangen :

« Beveelt aan dat het uitrustingsplan van de middelen voor de produktie en het groot vervoer van elektriciteit wordt opgesteld in functie van de reële behoeften aan elektriciteit waarbij rekening wordt gehouden met de resultaten van het voluntaristisch R. E. V.-beleid.

Verder moet men rekening houden met :

— de kostprijs van de kWh van de verschillende vormen van elektriciteitsproduktie;

— de gecombineerde produktie van warmte en elektriciteit in de vorm van afstandsverwarming;

— de bevoorradingszekerheid die o.a. in de hand gewerkt wordt door een diversifiëring van de brandstoffen in de centrale. »

Het lid gaat ermee akkoord dat het minimaliseren van de kostprijs par kWh een belangrijke nevendoelstelling is bij de oprichting van elektriciteitscentrales, maar stelt dat het voornaamste criterium voor het uitrustingsplan de toekomstige behoeften aan elektriciteit moet zijn.

Het uitrustingsplan voor de elektriciteit moet opgesteld worden in functie van de reële behoeften. De bevoorradingszekerheid mag volgens hem niet als een apart element weergegeven worden, maar moet gezien worden in wisselwerking met de voorziene behoeften. Zoniet wordt de indruk gewekt een maximale productie na te streven.

Hetzelfde lid (n° 341) stelt voor in de tekst van de eerste optie tussen de woorden « hernieuwbare energievormen » en de woorden « het economisch beheer » volgende tekst in te voegen :

« — de evolutie van de micro-electronica die in dit verband zal toelaten de piek van de verbruikerszijde af te vlakken : »

Hij motiveert de voorgestelde tekst door te verklaren dat het uitrustingsplan uitgaat van het gevraagd vermogen of piek. Niet alleen het drukken van de energievraag met



seulement de réduire la demande énergétique en maintenant le niveau de bien-être, mais encore d'écarter les pointes de consommation à demande énergétique constante. Pour une même demande énergétique, cet écartement permet d'abaisser les frais d'investissement grâce à une meilleure situation des moyens de production. Il sera notamment possible de différer certaines décisions en matière d'investissement si de nouvelles techniques d'écarterement sont mises en œuvre. Or, la micro-électronique permet le développement de ces techniques.

M. Desaeyere (n° 342) propose de compléter le texte de la première option par ce qui suit :

« — la nécessité d'utiliser la seule forme d'énergie primaire que nous possédons, à savoir le charbon;

— la nécessité d'accorder la priorité absolue au chauffage urbain. »

Il considère que l'énergie nucléaire ne constitue pas une énergie primaire propre, puisque l'uranium est importé.

MM. Deleuze et Dierickx (n° 343) proposent de remplacer le texte de la première phrase de la première option par ce qui suit :

« 1. Recommande que le plan d'équipement de production et de grand transport de l'électricité soit établi sur base de différents scénarios, qui prendront notamment en compte : ... »

En outre, ils proposent d'ajouter un alinéa libellé comme suit :

« le prix de revient du kWh, les contraintes spécifiques à chaque filière de production (centralisation, infrastructure de stockage, infrastructure de transport). »

Ils considèrent que le prix de revient du kWh est un élément important parmi les autres éléments repris dans le plan d'équipement. Ce prix doit être calculé en tenant compte de toutes les contraintes propres à chaque filière.

M. Coëme (n° 344) propose d'insérer dans le texte de la première option les mots « et proposé » entre les mots « du kWh » et « de l'impact de ce plan sur l'ensemble du système économique et énergétique (coûts sociaux, retombées industrielles, balance de paiements) ».

Il estime que le plan d'équipement doit également être soumis à des conditions qui ressortent de l'ensemble du contexte économique.

Le même membre (n° 345) propose de remplacer, à la quatrième ligne de la première option, le mot « réalistes » par le mot « objectifs ».

Il fait remarquer que des critères objectifs sont basés sur des données scientifiques.

En outre, il (n° 346) propose de remplacer, dans le texte de la première option, après le deuxième tiret, les mots « après utilisation rationnelle de l'énergie » par la phrase qui suit : « qui doivent être mis en œuvre avant toute décision concernant une nouvelle centrale électrique ».

Ainsi que le montrent des études récentes, la mise en œuvre rapide d'un programme U. R. E. permettrait d'économiser de coûteux investissements. Il est d'avis qu'il faut donc faire de la réalisation de ce programme un élément préalable de toute décision de construction d'une nouvelle centrale.

Il propose (n° 347) également au quatrième tiret d'inclure entre les mots « diversification » et les mots « les sources » les mots « à l'intérieur du secteur de l'électricité ».

behoud van het welzijn maar ook de « peak shaving » of het afvlakken van de piek bij een zelfde energievraag is van belang. « Peak shaving » vermindert voor een zelfde energievraag de investeringskosten omdat de produktiemiddelen beter worden benut. In het bijzonder kunnen investeringsbeslissingen worden uitgesteld indien nieuwe « peak shaving » technieken worden ingevoerd. De micro-electronica biedt dit perspectief.

De heer Desaeyere (n° 342) stelt voor de tekst van de eerste optie met de volgende bewoordingen aan te vullen :

« — de noodzakelijkheid om de enige eigen primaire energievorm, de steenkool, te realiseren;

— de noodzakelijkheid om absolute prioriteit te geven aan stadsverwarming. »

Hij gaat ervan uit dat kernenergie geen eigen primaire energievorm is aangezien het uranium ingevoerd wordt.

De heren Deleuze en Dierickx (n° 343) stellen voor de tekst van de eerste zin van de eerste optie te vervangen door hetgeen volgt :

« 1. Beveelt aan dat het uitrustingsplan van de middelen voor de produktie en het groot vervoer van elektriciteit wordt opgesteld op grond van verschillende scenario's, die inzonderheid rekening houden met : ... »

Tevens stellen zij voor een lid toe te voegen, luidend als volgt :

« de kostprijs van het kWh, de specifieke vereisten voor elke produktieketen (centralisatie, opslaginfrastructuur, vervoerinfrastructuur). »

Zij gaan ervan uit dat de kostprijs van het kWh een belangrijk gegeven is onder de andere die in het uitrustingsplan zijn vermeld. Hij moet berekend worden rekening houdend met alle vereisten van elke produktieketen.

De heer Coëme (n° 344) stelt voor in de tekst van de eerste optie, op de derde regel, tussen de woorden « te minimaliseren » en de woorden « en wordt », het volgende in te voegen : « en van de weerslag van dit plan op het economisch en energetisch systeem (sociale kosten, weerslag op de industrie, betalingsbalans) ».

Hij is van oordeel dat het uitrustingsplan eveneens moet beantwoorden aan bepaalde voorwaarden die rekening houden met het algehele economische bestel.

Hetzelfde lid (n° 345) stelt voor na het eerste streepje het woord « realistische » te vervangen door het woord « objectieve ».

Hij wijst erop dat objectieve criteria op wetenschappelijke gegevens steunen.

Verder stelt hij (n° 346) voor in de tekst van de eerste optie, na het tweede streepje, de woorden die volgen op de woorden « rationeel energieverbruik » te vervangen door de woorden « welke moeten uitgevoerd worden vóór elke beslissing betreffende een nieuwe elektrische centrale ».

Zoals uit recente studies is gebleken, kan de snelle uitvoering van een R. E. V.-programma dure investeringen besparen. Dit programma moet volgens hem dus worden uitgevoerd vóór elke beslissing inzake de bouw van een nieuwe centrale.

Hij stelt (n° 347) ook voor, na het vierde streepje, tussen de woorden « diversifiëring » en de woorden « tussen de », de woorden « binnen de elektriciteitssector » in te voegen.

Il importe de préciser qu'un équilibre doit exister non seulement entre les diverses sources d'énergie utilisées par les divers secteurs énergétiques mais également au sein du secteur de l'électricité.

M. Kubla (n° 348) propose d'ajouter la phrase suivante au texte de la première option :

« — les délais de réalisation nécessaires pour les unités de production. »

Etant donné les délais qui nécessitent des implantations, il estime qu'il faut les intégrer dans le plan d'équipement.

En outre, il propose (n° 349) de supprimer la partie du texte à partir du mot « amélioration » jusqu'au mot « électricité » y compris.

Il estime qu'il ne paraît pas y avoir à ce niveau de reproche à formuler.

Il propose (n° 350) également de faire suivre le texte après le premier tiret par le texte du deuxième tiret, en ajoutant entre les deux les mots « en intégrant ».

MM. Deleuze et Dierickx (n° 351) proposent d'ajouter à la première option un alinéa rédigé comme suit :

« la sécurité des installations. »

Ils veulent souligner que la sécurité des unités de production doit être un des critères pris en compte pour le plan d'équipement.

\* \* \*

Les mêmes membres (n° 352) proposent d'ajouter une nouvelle option *1bis*, libellée comme suit :

« *1bis*. Estime qu'il n'est pas justifié de stimuler artificiellement et au-delà des besoins réels, la production et la consommation d'électricité, mais qu'il faut au contraire concentrer les efforts sur la recherche d'économies et sur la mise en œuvre utile de l'énergie retraitée. »

L'électricité est, selon eux, une forme d'énergie de grande valeur, qui, dans le cadre d'une politique énergétique globale, doit être réservée autant que possible aux applications pour lesquelles son utilisation est absolument indispensable. La stimulation de ce secteur ne cadre pas dans une politique rationnelle de l'énergie mais dans une politique visant à combattre la crise économique et les difficultés en matière d'emploi.

M. Kubla (n° 353) propose de supprimer le texte de la deuxième option et de l'insérer dans la première option en les termes suivants :

« — la nécessaire diversité des combustibles dans les centrales;  
— l'indispensable sécurité d'alimentation des utilisateurs. »

L'auteur déclare que ces conditions paraissent s'intégrer davantage dans l'approche du plan d'équipement que dans un point séparé.

\* \* \*

Ainsi qu'il l'a fait pour d'autres résolutions antérieures, le Secrétaire d'Etat demande le rejet de la proposition de M. Deleuze tendant à la suppression d'une partie du projet.

In de tekst moet worden gepreciseerd dat er niet alleen een evenwicht moet bestaan tussen de diverse energiebronnen welke in de verschillende energiesectoren gebruikt worden, maar eveneens binnen de elektriciteitssector.

De heer Kubla (n° 348) stelt voor aan de tekst van de eerste optie volgende zin toe te voegen :

« — de termijn die vereist is om centrales te bouwen. »

Gezien de tijd die de bouw van centrales vergt is hij van oordeel dat de uitrustingsplannen in die constructie moeten voorzien.

Hij stelt ook (n° 349) voor de tekst vanaf de woorden « en een verbetering » tot de woorden « elektriciteitssector » weg te laten.

Hij is van oordeel dat verwijten in dit verband ongepast zijn.

Hij stelt ook voor (n° 350) één enkele tekst te maken van de tekst na de eerste twee streepjes, door tussen beide teksten de woorden « door het integreren van » op te nemen.

De heren Deleuze en Dierickx (n° 351) stellen voor aan de eerste optie een lid toe te voegen, luidend als volgt :

« de veiligheid van de installaties. »

Zij wensen te benadrukken dat de veiligheid van de productie-eenheden één van de criteria dient te zijn waarmee voor het uitrustingsplan rekening wordt gehouden.

\* \* \*

Dezelfde auteurs (n° 352) stellen voor een nieuwe optie *1bis* toe te voegen met volgende tekst :

« *1bis*. Meent dat het niet verantwoord is om de elektriciteitsproductie en -consumptie op een kunstmatige manier te stimuleren boven de werkelijke behoeften, doch dat integendeel de inspanningen moeten gericht zijn op de besparingen en het nuttig aanwenden van de opgewerkte energie. »

Elektriciteit is een hoogwaardige vorm van energie, die, volgens hen, in het kader van een globaal energiebeleid zoveel mogelijk moet worden voorbehouden voor die toepassingen waarvoor zij volstrekt onontbeerlijk is. Het stimuleren van deze sector kadert niet in een rationeel energiebeleid, doch in een beleid dat erop gericht is de economische crisis en haar werkgelegenheidsproblemen te bestrijden.

De heer Kubla stelt voor (n° 353) de tekst van de tweede optie te laten wegvallen, en daarentegen die tekst toe te voegen aan de eerste optie, weliswaar in volgende bewoordingen :

« — de noodzakelijke verscheidenheid aan brandstoffen in de centrales;  
— de onontbeerlijke zekerheid inzake voorziening van de gebruikers. »

Volgens de indiener lijken die voorwaarden beter te passen in de aanpak van het uitrustingsplan dan in een afzonderlijk punt.

\* \* \*

De Staatssecretaris vraagt de verwerping van het voorstel van de heer Deleuze tot schrapping van de ontwerp-tekst, zoals hij dit ook bij voorgaande resoluties gevraagd heeft.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie n'approuve pas la thèse de M. Desaeverye selon laquelle des groupes d'intérêts commerciaux exerceraient une pression pour que l'Etat supporte le coût de la recherche et du retraitement du combustible irradié.

L'inverse est vrai, ainsi qu'il apparaît de la formulation du projet de résolution relative à l'énergie nucléaire. Selon le Secrétaire d'Etat, la Belgique n'achète pas l'uranium dont elle a besoin à un prix particulièrement bas, mais il est vrai qu'on enregistre ces derniers temps une certaine diminution du prix de l'uranium. Toutefois, ce prix ne représente qu'une partie infime du prix du kWh nucléaire.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie est d'accord sur la formulation « plan d'équipement national » qui est proposée par M. Verberckmoes.

De même, il accepte qu'il soit mentionné explicitement dans le texte qu'il faut tenir compte de tous les éléments constitutifs du prix de revient, bien que cela figure déjà dans le texte de la septième option globale.

Il considère par ailleurs que le remplacement du mot « amélioration » par le mot « optimalisation » se justifie.

Il ne peut cependant pas accepter la suppression du membre de phrase qui figure après le premier tiret. Il est en effet impossible d'établir un plan d'équipement sans tenir compte de la demande, bien que l'on puisse discuter de la valeur des scénarios. Tant la Commission des Sages que les producteurs d'électricité se basent en effet sur différentes hypothèses. Il convient souvent de ne prendre comme base ni l'hypothèse maximale ni l'hypothèse minimale en ce qui concerne la demande.

Pour ce qui est de la nouvelle proposition de texte de M. De Batselier, le Secrétaire d'Etat reconnaît que ce texte répond bien, voire mieux que le texte original, au souhait de prendre en considération différents scénarios. D'autre part, il lui préfère cependant la formule « minimalisation du prix de revient ».

Le Secrétaire d'Etat juge dénué de sens la formule « il faudra tenir compte du prix de revient du kWh des différentes formes de production d'électricité ». Ou bien on s'efforce de minimiser le prix de revient, ou bien on se base sur d'autres critères, mais, dans ce cas, le Secrétaire d'Etat ne comprend pas pourquoi il est fait mention uniquement du prix de revient. Quant aux systèmes de production combinée, le Secrétaire d'Etat a déjà fait connaître son point de vue à ce sujet. Il demande de rejeter la proposition.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie souligne que la troisième option de la résolution relative à l'U. R. E. prévoyait déjà le principe de l'écrêtement des pointes. Il n'estime pas qu'il soit nécessaire de spécifier les moyens requis à cet effet. Ces moyens sont d'ailleurs fort nombreux.

En ce qui concerne la proposition de M. Desaeverye tendant à accorder la priorité au charbon et au chauffage urbain le Secrétaire d'Etat à l'Energie répond que le charbon indigène sera utilisé et que les dispositions nécessaires devront donc continuer à être prises.

Le principe du chauffage urbain a déjà été retenu dans d'autres résolutions, mais, selon le Secrétaire d'Etat, il n'est pas requis d'indiquer qu'il doit jouir d'une priorité absolue. Il sera néanmoins accepté chaque fois que cela se justifie sur le plan économique.

Au sujet du texte que propose M. Fedrigo, le Secrétaire d'Etat souligne qu'il avait été décidé de ne pas reprendre d'attendus dans le texte des résolutions.

De Staatssecretaris voor Energie gaat niet akkoord met de stelling van de heer Desaeverye dat commerciële belangengroepen druk zouden uitoefenen om de Staat de kosten van research en opwerking van de bestraalde splijtstof te laten dragen.

Het tegenovergestelde is waar zoals blijkt uit de formulering van de ontwerp-resolutie betreffende de kernenergie. De Staatssecretaris is niet van mening dat het uranium door België aan een bijzonder lage prijs aangekocht wordt. Wel wordt de laatste tijd een zekere prijsdaling vastgesteld. Deze prijs maakt echter uiteindelijk slechts een zeer klein gedeelte uit van de prijs van de nucleaire kWh.

De Staatssecretaris voor Energie gaat akkoord met de formulering « nationaal uitrustingsplan » zoals die voorgesteld wordt door de heer Verberckmoes.

Ook kan hij aanvaarden dat in de tekst expliciet gesteld wordt dat moet rekening gehouden worden met alle kostprijsbepalende elementen alhoewel dit reeds werd opgenomen in de tekst van de zevende algemene optie.

Het vervangen van de woorden « verbetering van » door het woord « optimaal » vindt de Staatssecretaris een goede tekstverbetering.

Hij kan echter niet aanvaarden dat de zinsnede na de eerste gedachtenstreep zou wegvallen. Een uitrustingsplan kan immers onmogelijk opgemaakt worden zonder rekening te houden met het criterium van de vraag. Er kan wel discussie zijn over de kwaliteit van de scenarios. Zowel de Commissie der Wijzen als de elektriciteitsproducenten gaan immers uit van verschillende hypothesen. Het komt er vaak op aan noch de sterkste, noch de zwakste hypothese als uitgangspunt te nemen wat betreft de vraag.

Wat betreft het nieuwe tekstvoorstel van de heer De Batselier, kan de Staatssecretaris aannemen dat de tekst goed, zelfs beter dan de oorspronkelijke, tegemoet komt aan de wens te spreken over verschillende scenarios. Langs de andere kant echter verkiest hij de formulering « minimaliseren van de kostprijs » boven de nieuwe tekst.

De formulering « rekening houden met de kostprijs van de verschillende vormen van elektriciteitsproductie » is volgens hem zinloos. Ofwel wordt gestreefd naar de minimalisering van de kostprijs, ofwel worden andere criteria in aanmerking genomen, maar dan begrijpt de Staatssecretaris niet waarom slechts van de kostprijs gesproken wordt. Wat betreft de systemen van gecombineerde productie, heeft de Staatssecretaris reeds vroeger zijn standpunt laten kennen. Hij vraagt het voorstel te verwerpen.

De Staatssecretaris wijst erop dat in de derde optie van de resolutie betreffende R. E. V. reeds het principe van de « peak shaving » werd ingeschreven. Hij acht het onnodig hier de middelen daartoe te verduidelijken. Er bestaan verschillende middelen. Overigens zijn die middelen talrijk.

Wat betreft het voorstel van de heer Desaeverye om prioriteit te verlenen aan steenkool en stadsverwarming, antwoordt de Staatssecretaris voor Energie dat de steenkool die hier geproduceerd wordt zal gebruikt worden. De nodige schikkingen zullen dus getroffen worden.

Het principe van de stadsverwarming werd in andere resoluties aangenomen, maar de Staatssecretaris acht het niet nodig te stellen dat hieraan absolute voorrang moet gegeven worden. Wel zal dit aanvaard worden iedere keer dat het economisch verantwoord is.

In zijn antwoord op de voorgestelde tekst van de heer Fedrigo wijst de Staatssecretaris erop dat afgesproken werd geen consideransen op te nemen in de tekst van de resoluties.

L'auteur de la proposition estime qu'il est injustifié de stimuler la production et la consommation d'électricité. Le Secrétaire d'Etat signale qu'une telle recommandation ne figure pas dans le texte.

Il estime également que l'utilisation de l'énergie doit être ramenée à un strict minimum. Ne serait-il pas préférable par souci de clarté de demander l'abandon total de la production d'énergie nucléaire ? Que signifie en effet exactement le « strict minimum » ?

Le Secrétaire d'Etat souligne également que le texte de M. Fedrigo ne fait pas état du critère économique ni des problèmes de sécurité.

Le Secrétaire d'Etat estime que le texte proposé en ordre principal par M. Coëme figure déjà dans celui de la première option globale. Il considère qu'il est superflu de le répéter ici.

En outre, il préfère le mot « réaliste » au terme « objectif » lorsqu'il est question de prévision. Lorsqu'on rapporte des faits communs, le terme « objectif » s'impose. Le Secrétaire d'Etat souhaite donc maintenir le mot « réaliste ».

La politique relative à l'U. R. E. doit toujours être améliorée, cela ne fait aucun doute à ses yeux. Admettre la modification de texte proposée par M. Coëme reviendrait à empêcher la construction de toute nouvelle centrale électrique.

Le Secrétaire d'Etat estime qu'il n'est pas nécessaire de rappeler à chaque tiret qu'il s'agit ici du secteur de l'électricité, puisque le titre de la résolution le précise.

Il va de soi qu'il faut tenir compte du temps requis pour réaliser les unités de production. On peut le signaler dans la résolution bien qu'il ne soit peut-être pas utile d'allonger le texte.

Le Secrétaire d'Etat est persuadé que M. Kubla consentira à retirer sa deuxième proposition si l'insertion du terme « optimal » est adoptée.

La troisième proposition de M. Kubla ne vise qu'une simple modification formelle. Le Secrétaire d'Etat à l'Energie estime qu'il n'est en effet indispensable de maintenir la division en tirets.

En réponse aux propositions de MM. Deleuze et Dierickx le Secrétaire d'Etat fait remarquer qu'il n'est pas réaliste d'écarter le critère de la minimalisation du prix de revient.

La sécurité des installations a déjà été mentionnée dans le texte, et il est donc inutile de revenir sur ce point. Au demeurant, le Secrétaire d'Etat renvoie à sa réponse à M. Fedrigo.

\* \* \*

Un membre n'admet pas l'affirmation selon laquelle on ne pourra plus construire de centrales si chaque décision en la matière devait être précédée de l'élaboration d'un programme d'U. R. E. Il est absurde à son estime de parler d'une politique d'U. R. E. si on ne l'applique pas dès le début. Il faut établir un planning avant de décider de la réalisation.

Le Secrétaire d'Etat se fonde sur le rapport du Bureau du Plan pour expliquer que la politique d'U. R. E. ne concerne l'électricité que dans une faible mesure.

Le membre souligne qu'il ne s'agit pas seulement d'U. R. E. mais aussi d'économie d'énergie.

Le Secrétaire d'Etat précise que, globalement, on tient certainement compte de prévisions réalistes quant à l'évolution de la demande. Cette préoccupation se retrouve dans la résolution relative à la politique d'U. R. E.

De autuer van het voorstel stelt dat het onverantwoord is de productie en de consumptie van elektriciteit te stimuleren. De Staatssecretaris wijst erop dat in de ontwerptekst daar nergens sprake van is.

Waar hij stelt dat de nucleaire energie tot het uiterste minimum moet herleid worden, zou hij zich misschien klarer uitdrukken indien hij de volledige afbouw van de nucleaire energieproductie zou vragen. Wat is immers het uiterste minimum ?

De Staatssecretaris wijst er verder op dat in de tekst van de heer Fedrigo geen sprake is van het economisch criterium en dat ook het probleem van de veiligheid nergens ter sprake komt.

De Staatssecretaris is van oordeel dat hetgeen door de heer Coëme in de eerste plaats voorgesteld wordt, reeds voorkomt in de tekst van de eerste algemeen optie. Hij acht het niet nodig dit hier nogmaals te vermelden.

Verder is bij van mening dat het woord « realistisch » beter is dan het woord « objectief » wanneer het gaat om vooruitzichten. Wanneer bekende feiten weergegeven worden, dan is de term « objectief » van toepassing. De Staatssecretaris wenst dus de term « realistisch » te behouden.

De R. E. V.-politiek moet steeds verbeterd worden, dat staat volgens hem vast. Mocht de tekstwijziging van de heer Coëme aanvaard worden, dan zou het erop neerkomen dat geen enkele nieuwe elektriciteitscentrale nog zou gebouwd worden.

De Staatssecretaris acht het onnodig bij iedere gedachtenstreep te herhalen dat het hier om de elektriciteitssector gaat aangezien dit in de titel van de resolutie wordt aangeduid.

Het is evident dat moet rekening gehouden worden met de tijd die nodig is om de productie-eenheden te realiseren. Dit mag in de resolutie vermeld worden, alhoewel het misschien niet nodig is de tekst te verlengen.

De Staatssecretaris is ervan overtuigd dat de heer Kubla ermee akkoord zal gaan zijn tweede voorstel in te trekken, indien het inlassen van de term « optimaal » aangenomen wordt.

Het derde voorstel van de heer Kubla heeft een loutere vormwijziging op het oog. De Staatssecretaris voor Energie is immers van mening dat de indeling per gedachtenstreep niet noodzakelijk moet behouden blijven.

In antwoord op de voorstellen van de de heren Deleuze en Dierickx acht de Staatssecretaris het niet realistisch het criterium van de minimalisering der kostprijs te willen te zijde laten.

Over de veiligheid van de installaties wordt in de tekst reeds gesproken. Bijgevolg is het onnodig het hier nogmaals te vermelden. De Staatssecretaris verwijst voor het overige naar zijn antwoord aan de heer Fedrigo.

\* \* \*

Een lid is niet akkoord met de uitspraak dat er geen centrales meer zullen gebouwd worden, indien vóór iedere beslissing omtrent de bouw, een R. E. V.-programma moeten opgezet worden. Het heeft volgens hem geen zin over R.E.V.-beleid te spreken indien er niet van bij het begin mee gestart wordt. Er moet een planning opgemaakt worden alvorens te beslissen over de uitvoering ervan.

De Staatssecretaris steunt op het verslag van het Planbureau om te verklaren dat het R. E. V.-beleid slechts in geringe mate betrekking heeft op de elektriciteit.

Het lid wijst erop dat het niet enkel gaat om R. E. V. maar ook om energiebesparing.

De Staatssecretaris verklaart dat globaal gezien zeker rekening gehouden wordt met realistische vooruitzichten over de evolutie van de vraag. Dit is terug te vinden in de eerste optie van de resolutie betreffende het R. E. V.-beleid.

Un autre membre fait observer que le chauffage urbain ne bénéficierait pas nécessairement de la priorité absolue parce qu'il serait économiquement rentable.

Il faut 15 ans pour mettre en œuvre un projet de chauffage urbain. Comme il s'agit d'investissements publics, on ne peut se baser sur la rentabilité immédiate et purement économique. Il convient de se référer au résultat d'une analyse des coûts et profits de façon à pouvoir évaluer ceux-ci. Ce n'est qu'en donnant la priorité absolue au système que l'on pourra atteindre cette rentabilité.

### *Deuxième option*

Le texte proposé est libellé comme suit :

« 2. Préconise que, tant que par la diversité des combustibles dans les centrales que par un plan d'équipement du secteur élaboré à terme suffisant, la sécurité d'alimentation en électricité des utilisateurs soit assurée aussi parfaitement que possible. »

M. De Batselier (n° 354) propose de supprimer le texte de la deuxième option.

Le plan d'équipement doit tendre en premier lieu à assurer l'approvisionnement en fonction des besoins réels et compte tenu d'un certain nombre d'objectifs subsidiaires dont il constate qu'ils sont déjà énumérés à la première option.

Le critère d'approvisionnement, isolé des autres critères, peut être interprété comme un choix axé sur une extension maximale de la capacité de production.

M. Lestienne (n° 355) propose de remplacer le texte de la deuxième option par ce qui suit :

« 2. Préconise que, par la diversité des combustibles dans les centrales, par un plan d'équipement du secteur élaboré à terme suffisant et par la promotion de la production autonome et décentralisée, la sécurité d'alimentation en électricité des utilisateurs soit assurée aussi parfaitement que possible. »

Il souligne que la sécurité est aussi liée à la décentralisation. Dans cette perspective, l'indication à l'autoproduction d'électricité par la suppression des obstacles réglementaires et tarifaires actuels doit être une des préoccupations du Gouvernement.

Bien que reprise dans la troisième option, cette idée lui paraît insuffisamment développée : il y a manque des notions d'incitation à l'autoproduction et de décentralisation. Le membre note que la décentralisation ne s'offre absolument pas à la politique d'interconnexions menée avec raison par l'U. C. P. T. E.

Il veut également éviter que nous répétions dans le domaine de l'énergie nucléaire l'erreur que nous avons commise en ce qui concerne le pétrole. Nous ne pouvons pas axer notre production d'énergie outre mesure sur l'énergie nucléaire.

Quand environ 50 % de notre production d'électricité proviendront de l'énergie nucléaire, il sera temps de réfléchir à la diversification.

\* \* \*

MM. Dierickx et Deleuze (n° 356) proposent d'ajouter un point 2bis, rédigé comme suit :

« 2bis. Constate que le plan d'équipement 1981-1986 qui est en voie d'exécution et représentera une puissance installée de 4 800 MW dont une partie nucléaire de

Een ander lid merkt op dat de stadsverwarming niet noodzakelijk de absolute prioriteit zal krijgen omdat zij economisch rendabel zou zijn.

De aanlooptijd voor een project van stadsverwarming bedraagt 15 jaar. Omdat het om publieke investeringen gaat mag niet gekeken worden naar de onmiddellijke, louter economische rendabiliteit. Er moet gekeken worden naar de uitslag van een kosten-baten analyse, zodat ook de sociale kosten en baten kunnen geëvalueerd worden. Enkel via het geven van de absolute prioriteit is die rendabiliteit te verzekeren.

### *Tweede optie*

De voorgestelde tekst van de tweede optie luidt als volgt :

« 2. Stelt voor de veiligheid van de bevoorrading van de gebruikers van elektriciteit zo goed mogelijk te waarborgen, zowel door de diversiteit van de brandstoffen in de centrales als door een uitrustingsplan van de sector, op voldoende lange termijn uitgewerkt. »

De heer De Batselier (n° 354) stelt voor de tekst van de tweede optie te schrappen.

Het uitrustingsplan moet in de eerste plaats de bevoorrading verzekeren in functie van de reële behoeften en van een aantal neven-doelstellingen, waarvan hij opmerkt dat die in de eerste optie reeds werden opgesomd.

Het bevoorradingscriterium, geïsoleerd van de andere criteria, kan geïnterpreteerd worden als een keuze voor een maximale uitbreiding van de productiecapaciteit.

De heer Lestienne (n° 355) stelt voor de tekst van de tweede optie te vervangen door volgende tekst :

« 2. Stelt voor door de diversiteit van de brandstoffen in de centrales, door een uitrustingsplan van de sector dat op voldoende lange termijn is uitgewerkt, en door de bevordering van de autonome en gedecentraliseerde productie, de veiligheid van de bevoorrading van de verbruikers in elektriciteit zo goed mogelijk te waarborgen. »

Hij wijst erop dat de veiligheid tevens verband houdt met de decentralisering. In dat perspectief moet het stimuleren van de eigen productie van elektriciteit door het wegnemen van de huidige verordenende en tarieffhindernissen één van de punten van zorg van de Regering zijn.

Ofschoon die idee voorkomt in de derde optie, komt het hem voor dat zij onvoldoende ontwikkeld wordt. Daarin ontbreken immers de begrippen stimuleren van de eigen productie en decentralisering. Hierbij stipt het lid aan dat decentralisering helemaal niet strijdig is met het beleid van onderling verband dat terecht door de C. P. T. E. gevoerd wordt.

Hij wenst ook te vermijden dat wij in ons land met de kernenergie in dezelfde val lopen zoals dit gebeurd is met de petroleum. Wij mogen onze energieproductie niet teveel afstemmen op kernenergie.

Wanneer wij ongeveer 50 % van onze elektriciteitsproductie zullen bekomen via kernenergie zal het tijd worden ons te bezinnen over de diversificatie.

\* \* \*

De heren Dierickx en Deleuze stellen voor (n° 356) een punt 2bis toe te voegen, luidend als volgt :

« 2bis. Stelt vast dat het in uitvoer zijnde uitrustingsplan 1981-1986, dat een geïnstalleerd vermogen zal vertegenwoordigen van 4 800 MW waarvan een nucleair gedeelte van

3 760 MW, entraînera une production sensiblement excédentaire par rapport à la demande intérieure d'énergie électrique. »

Ils font observer que, si la demande d'électricité n'augmentait plus, ou pour être plus précis, si les pointes hivernales n'augmentaient plus, le parc de centrales électriques de notre pays représenterait une capacité de réserve de plus de 82 % en 1985. Même dans l'hypothèse d'un taux de croissance peu élevé, la capacité de réserve demeure extrêmement importante.

Le Secrétaire d'Etat espère que M. De Batselier renoncera à sa proposition visant à supprimer cette option parce que sa proposition visant à modifier la première option n'a pas été acceptée et parce qu'il manifeste néanmoins sa préoccupation au sujet de la sécurité de notre approvisionnement.

Le Secrétaire d'Etat estime que la proposition de M. Lestienne se retrouve dans la troisième option.

Il ne se justifie pas toujours d'encourager la production autonome et décentralisée d'électricité. Il ne faut en effet pas oublier l'effet d'échelle : si l'électricité était produite dans des centrales de 30, 50 ou 100 mégawatts (capacités que les producteurs autonomes n'atteignent même pas), elle coûterait au moins deux fois plus qu'actuellement.

Tous les secteurs industriels consommateurs d'électricité se trouveraient confrontés à des difficultés.

Le Secrétaire d'Etat met également en garde contre une comparaison entre le pétrole et l'énergie nucléaire. Les chiffres utilisés sont en effet totalement différents.

Dans certains pays, comme la France par exemple, il y eut une époque où le pétrole couvrait presque 70 % des besoins en énergie. Dans notre pays, ce chiffre a atteint 57 %, mais n'est plus aujourd'hui que de 47 %. Nous sommes tous persuadés que si ce chiffre pouvait être ramené à 40 %, nous occuperions une position moins dépendante et la diversification serait réalisée.

En revanche, l'énergie nucléaire n'est utilisée que pour la production d'électricité. L'électricité représente au total 25 % seulement de la consommation énergétique nationale mais ce pourcentage pourrait augmenter jusqu'à 30 %. Si elle était à l'avenir utilisée pour la production de 70 % de cette électricité, l'énergie nucléaire ne couvrirait que 21 % du total de nos besoins énergétiques.

Nous ne pouvons pas tendre à une diminution de notre dépendance vis-à-vis du pétrole et rejeter, en même temps, une autre source d'énergie qui nous permet de réaliser notre objectif et ce sur la base de chiffres qu'il faut examiner de plus près. 50 % de la production d'électricité ne correspondent pas à 50 % de la production totale d'énergie.

### *Troisième option*

Le texte proposé pour la troisième option est libellé comme suit :

« 3. Recommande une tarification équitable de reprise de l'électricité aux autoproduiteurs, notamment aux industries effectuant la production combinée de chaleur et d'électricité. »

M. Coëme (n° 357) propose de remplacer les mots « équitable de reprise » par les mots « favorable à la reprise ».

Il est d'avis qu'il convient d'inciter au développement de l'autoproduction.

3 760 MW, zal aanleiding geven tot een aanzienlijke overproduktie in vergelijking met de binnenlandse vraag naar elektrische energie. »

Zij merken op dat wanneer de vraag naar elektriciteit niet meer zou toenemen, of korrekter gezegd, wanneer de winterpiek niet toeneemt, het elektriciteitspark van ons land in 1985 een reservecapaciteit zal vertonen van liefst 82 %. Zelfs bij een kleine groei blijft de reservecapaciteit uitzonderlijk groot.

De Staatssecretaris hoopt dat de heer De Batselier zal afzien van zijn voorstel tot schrapping van deze optie omdat zijn voorstel tot wijziging van de eerste optie door de Staatssecretaris niet werd aangenomen en omdat hij toch zijn bezorgdheid laat blijken voor de veiligheid van de bevoorrading.

Hetgeen de heer Lestienne voorstelt wordt volgens de Staatssecretaris verwoord in de derde optie.

De promotie van de autonome en de gedecentraliseerde elektriciteitsproductie is niet altijd verantwoord. Er moet toch gewezen worden op een schaafeffect. Mocht de elektriciteit nu geproduceerd worden in centrales van 30, 50 of 100 megawatt, wat de autonome producenten zelfs niet bereiken, dan zou zij minstens tweemaal zoveel kosten dan nu.

Alle industrietakken die elektriciteit verbruiken zouden in moeilijkheden geraken.

Ook waarschuwt de Staatssecretaris voor een vergelijking tussen petroleum en kernenergie. De cijfers waarmee gewerkt wordt zijn totaal verschillend.

In bepaalde landen, bv. in Frankrijk, vertegenwoordigde petroleum op een bepaald ogenblik tot bijna 70 % van de dekking van de totale energiebehoefte. Bij ons is dit 57 % geweest. Vandaag is dit teruggebracht tot 47 %. Iedereen is er van overtuigd dat indien we dit cijfer kunnen terugbrengen tot 40 %, wij in een minder afhankelijke positie zullen verkeren t.o.v. de petroleum en de diversifiëring zullen verwezenlijkt hebben.

Kernenergie daarentegen wordt slechts aangewend voor de elektriciteitsproductie. Elektriciteit als geheel vertegenwoordigt slechts 25 % van ons totale energieverbruik maar dit percentage kan oplopen tot 30 %. Indien voortaan de kernenergie aangewend zou worden voor de produktie van 70 % van deze elektriciteit, dan zou zij slechts 21 % van de dekking der totale energiebehoefte bedragen.

We kunnen niet terzelfdertijd een verminderde afhankelijkheid van petroleum nastreven en een andere energiebron verwerpen die ons daartoe de mogelijkheid geeft op basis van cijfers die nader moeten bekeken worden. Het is niet hetzelfde te spreken van 50 % van de elektriciteitsproductie of te spreken van 50 % van de totale energieproductie.

### *Derde optie*

De voorgestelde tekst van de derde optie luidt als volgt :

« 3. Beveelt een billijke tarifiering aan voor de elektriciteitsovername aan de zelfproducenten, inzonderheid voor de nijverheden die instaan voor de gecombineerde produktie van warmte en elektriciteit. »

De heer Coëme (n° 357) stelt voor het woord « billijke » te vervangen door het woord « gunstige ».

Hij is van mening dat de ontwikkeling van de autoproduktie aangemoedigd moet worden.



La publicité des tarifs est également un des éléments qui, par comparaison, doit favoriser l'autoproduction.

C'est la raison pour laquelle le même membre propose (n° 358) de compléter le texte de la troisième option par ce qui suit :

« Recommande à cet effet la publicité intégrale et obligatoire de toute la tarification d'électricité ».

Le Secrétaire d'Etat estime que l'expression « tarification équitable » est suffisante et correcte.

L'autoproduction n'est pas nécessairement une bonne chose. L'obligation pour une compagnie d'électricité de reprendre les kW excédentaires provenant d'éoliennes entraînerait des frais énormes pour l'organisation du dispatching central.

Il considère par contre qu'on ne peut rien rejeter qui soit peu récupérable d'un point de vue économique.

En ce qui concerne les tarifs, les prix font l'objet d'une publicité suffisante et sont en outre fixés par le Comité de contrôle du gaz et de l'électricité. La modification proposée est donc superflue.

\* \* \*

MM. Dierickx et Deleuze proposent (n° 359) d'ajouter une nouvelle option *3bis* dont le texte est libellé comme suit :

« *3bis.* souhaite que les particuliers et les entreprises aient la possibilité de combiner des éoliennes, des installations produisant toute l'énergie nécessaire à leurs besoins et d'autres appareils producteurs d'électricité avec le réseau public d'électricité et ce à des tarifs favorables de remboursement du kWh, qui seront fixés par le Comité de contrôle du gaz et de l'électricité. »

A leur estime, l'autoproduction d'éoliennes et d'installations d'énergie globales doit être encouragée (cfr. le Danemark et les Etats-Unis).

A cet égard, le Secrétaire d'Etat renvoie à ses réponses précédentes.

#### *Quatrième option*

Le projet de texte ci-après a été établi pour la quatrième option :

« 4. Préconise que le prix du kWh soit calculé sur la base d'une durée de vie suffisamment longue des installations. »

M. Fedrigo propose (n° 360) de supprimer le texte de cette option. L'expression « une durée de vie suffisamment longue » ne correspond pas nécessairement à la réalité, et peut permettre de nombreuses interprétations donnant lieu à des évaluations différentes du prix du kWh.

M. W. Claes propose (n° 361) de remplacer le texte par le texte suivant :

« 4. recommande que le plan d'équipement de production et de grand transport de l'énergie électrique prévoit une utilisation croissante du charbon et que le choix de la filière pour les dernières unités de base soit fixé en fonction du prix de revient le plus avantageux du kilowatt-heure et qu'il soit tenu compte de l'incidence de ce choix sur la sécurité de

De bekendmaking van de tarieven is ook een element dat, dank zij de vergelijking, de autoproduktie moet bevorderen.

Daarom stelt hetzelfde lid (n° 358) voor de tekst van de derde optie aan te vullen met wat volgt :

« Beveelt daartoe aan dat alle elektriciteitstarieven integraal en verplicht bekendgemaakt worden. »

De Staatssecretaris is van oordeel dat « billijke tarifiering » een voldoende duidelijke en juiste uitdrukking is.

Autonome produktie is niet noodzakelijk een goede zaak. Indien een elektriciteitsmaatschappij overtollige kW zou moeten overnemen van een windmoleninstallatie dan brengt dit enorme kosten met zich mee voor de organisatie van de centrale dispatching.

Daarentegen meent hij wel dat niets mag weggeworpen worden dat economisch gezien kan teruggenomen worden.

Wat de tarieven betreft is er voldoende publiciteit van de prijzen, die daarenboven bepaald worden door het Controlecomité voor gas en elektriciteit. De voorgestelde wijziging is dus overbodig.

\* \* \*

De heren Dierickx en Deleuze (n° 359) stellen voor een nieuwe optie *3bis* toe te voegen met volgende tekst :

« *3bis.* wenst dat particulieren en bedrijven in de mogelijkheid worden gesteld om windmolens, total-energy installaties en andere elektriciteitsproducerende toestellen te koppelen aan het openbare elektriciteitsnet en dit tegen gunstige kWh-terugbetalingstarieven, die zullen worden vastgesteld door het Controlecomité voor gas en elektriciteit. »

Volgens hen moet de autoproduktie van windmolens en total-energy installaties worden aangemoedigd (cfr. Denemarken en de V. S.).

De Staatssecretaris verwijst ten deze naar zijn voorgaande antwoorden.

#### *Vierde optie*

Voor de vierde optie werd volgende ontwerp tekst voorgesteld :

« 4. Stelt voor de prijs van de kWh te berekenen op grond van een voldoende lange levensduur der installaties. »

De heer Fedrigo (n° 360) stelt voor de tekst van deze optie weg te laten. De woorden « een voldoende lange levensduur » stemmen volgens hem niet noodzakelijk overeen met de werkelijkheid en maken talloze interpretaties mogelijk die tot verschillende berekeningen van de prijs per kilowatt-uur aanleiding geven.

De heer W. Claes (n° 361) stelt voor de tekst te vervangen door volgende tekst :

« 4. beveelt aan dat het uitrustingsplan voor produktiemiddelen en groot vervoer van elektrische energie een toenevend beroep zou doen op steenkolen en dat de keuze van de filière voor de latere basiseenheden zou bepaald worden in functie van de voordeligste kostprijs van de kilowatt-uur en zou rekening houden met de weerslag op de veiligheid van

la population, la santé publique, le transport des combustibles ainsi que des déchets et des cendres, les sites d'implantation disponibles, et ce après avis de la Commission d'implantation dont il est question au point 4bis. »

Le texte proposé dans le projet de résolution du Gouvernement constitue, selon ce membre, un « chèque en blanc » pour l'avenir.

C'est une autorisation d'installer des unités nucléaires « dès que nécessaire » et ce sans aucune condition ni limite dans le temps.

Les décisions relatives à de nouvelles centrales électriques ne doivent pas uniquement prendre en considération les aspects purement économiques, ce qui est évidemment le cas lorsque l'on prend les décisions en se basant uniquement sur le plan d'équipement, mais elles doivent également tenir compte de la sécurité de la population, de la santé publique, des difficultés pouvant se présenter lors du transport des combustibles et des déchets, sans oublier le problème essentiel des sites d'implantation encore disponibles.

Seuls les pouvoirs publics sont en mesure de tenir compte de tous ces aspects dans leur grande diversité. C'est pourquoi cette tâche doit être confiée à une Commission d'implantation.

M. De Batselier (n° 362) propose d'ajouter le texte suivant à celui de la quatrième option :

« et que tous les frais directs ou indirects de la recherche scientifique appliquée ou de la recherche fondamentale ayant une finalité économique directe soient répercutés dans ce prix. Les frais de recherche relatifs aux surrégénérateurs doivent également être répercutés dans le prix du KWh nucléaire ».

L'orateur considère que les coûts résultant de la recherche de systèmes technologiques très sophistiqués ne peuvent être mis à charge de la collectivité. Pour pouvoir établir une comparaison exacte entre les différents systèmes, il faut que tous les frais soient réellement répercutés dans les prix. Le surrégénérateur doit être considéré comme faisant partie intégrante du cycle nucléaire.

Un membre fait observer que la courbe des erreurs des centrales nucléaires augmente en fonction de la durée de vie. Ne sera-t-on pas tenté de laisser fonctionner trop longtemps une centrale pour des motifs économiques, ce qui accroîtra les risques ?

\* \* \*

Le Secrétaire d'Etat estime que la proposition de M. W. Claes aurait peut-être plus sa place dans la sixième option. En ce qui concerne l'aspect de la sécurité, il est déjà clairement pris en compte ailleurs dans le texte.

La proposition de M. De Batselier peut être examinée lors de la discussion de la résolution relative à l'énergie nucléaire.

Le Secrétaire d'Etat ne peut se rallier à la proposition de M. Fedrigo.

Il s'agit de faire baisser les prix de façon à stimuler l'activité économique.

Il n'est pas question de prolonger dangereusement le fonctionnement des centrales électriques, mais un amortissement trop rapide dès le début entraînerait une hausse exagérée du prix du KWh.

Un membre considère que le prix ne doit pas nécessairement être peu élevé si l'objectif est de réaliser des économies d'énergie.

Le Secrétaire d'Etat précise encore que l'allongement du délai d'amortissement n'a rien à voir avec la durée de fonctionnement d'une centrale.

de la population, la santé publique, le transport des combustibles et de l'as, des déchets et des cendres, les sites d'implantation disponibles, et ce après avis de la Commission d'implantation dont il est question au point 4bis. »

De tekst zoals in de ontwerp-resolutie wordt voorgesteld is volgens dit lid een « blanco-cheque » op de toekomst.

Het is een machtiging, om « zodra nodig » « nucleaire eenheden toe te laten » en dit zonder tijdslimiet en zonder enige voorwaarden.

Beslissingen omtrent nieuwe elektriciteitscentrales dienen, aldus het lid, niet alleen de zuivere economische aspecten in acht te nemen, wat uiteraard het geval is wanneer men beslissingen alleen op basis van het uitrustingsplan treft, maar dienen eveneens rekening te houden met de veiligheid van de bevolking, de volksgezondheid, de moeilijkheden die kunnen rijzen bij het vervoer van de brandstoffen en van de afval, zonder het belangrijke probleem van de nog beschikbare vestigingsplaatsen over het hoofd te zien.

Alleen de overheid is bij machte al deze aspecten in hun grote diversiteit in overweging te nemen. Daarom dient deze taak toevertrouwd te worden aan een Vestigingscommissie.

De heer De Batselier (n° 362) stelt voor de aan de tekst van de vierde optie volgende tekst toe te voegen :

« terwijl alle directe of indirecte kosten van toegepast wetenschappelijk onderzoek of fundamenteel onderzoek met een directe economische finaliteit, moeten verrekend worden in de nucleaire KWh-prijs ».

Spreker is van oordeel dat de kosten van onderzoek naar zeer hoog technologische systemen niet mogen worden afgewenteld op de gemeenschap. Om een juiste vergelijking te maken tussen de verschillende systemen, moeten werkelijk alle kosten verrekend worden. De kweekreactoren moet gezien worden als een integraal deel van de nucleaire cyclus.

Een lid merkt op dat de foutencurve van de kerncentrales stijgt naarmate de levensduur toeneemt. Zal niet de neiging bestaan een centrale uit economische overwegingen te lang in bedrijf te houden, met als gevolg een grote risicofactor ?

\* \* \*

De Staatssecretaris meent dat het voorstel van de heer W. Claes misschien beter zou passen bij de zesde optie. Wat het aspect veiligheid betreft, dit komt elders in de tekst reeds duidelijk aan bod.

Het voorstel van de heer De Batselier kan onderzocht worden bij de behandeling van de tweede optie van de resolutie over kernenergie.

Het voorstel van de heer Fedrigo kan niet door de Staatssecretaris bijgetreden worden.

Het doel is de prijzen te doen dalen om het bedrijfsleven te bevorderen.

Het is niet de bedoeling de kerncentrales gevaarlijk lang in gebruik te houden, maar een te snelle afschrijving van in het begin zou de prijs van de KWh teveel doen toenemen.

Een lid meent dat de prijs niet noodzakelijk laag moet zijn indien het de bedoeling is energiebesparingen te verwezenlijken.

De Staatssecretaris verduidelijkt nog dat de langere afschrijvingstijd niets te maken heeft met de tijd dat een centrale in gebruik zal gehouden worden.

M. W. Claes (n° 363) propose d'insérer une nouvelle option 4bis libellée comme suit :

« 4bis. Estime que tout projet relatif à une nouvelle unité de centrales électriques doit être soumis à une analyse des coûts et des bénéfices, réalisée par une Commission d'implantation à créer par le Ministère des Affaires économiques et qui ne s'occupera pas exclusivement des aspects techniques, industriels et économiques, mais tiendra également compte de l'incidence de tels projets sur la sécurité de la population, la santé publique, l'écologie et l'environnement.

L'avis de cette Commission d'implantation sera communiqué aux commissions parlementaires de l'Economie. »

Le membre se réfère à sa proposition tendant à modifier la quatrième option tout en précisant qu'il faut en outre que la publicité nécessaire soit donnée à l'avis de la Commission d'implantation et qu'il soit communiqué au Parlement.

Le Secrétaire d'Etat souligne la lourdeur et la complexité de la procédure déjà existante, ce qui dissuade les investisseurs plutôt que de les stimuler.

Créer une nouvelle commission alourdira davantage la procédure.

#### *Cinquième option*

Le texte proposé pour la cinquième option est libellé comme suit :

« 5. Recommande que soient toujours pris en considération à leur juste valeur et contrôlés par des organismes agréés par l'Etat, indépendants des exploitants, les effets ou risques suscités — directement ou indirectement — par les équipements installés et mis en exploitation (sécurité et santé publiques; transport et entreposage du combustible, des déchets et des cendres; protection de l'environnement). »

M. Coëme (n° 364) propose de remplacer les mots « des organismes agréés par l'Etat, indépendants des exploitants » par les mots « un organisme public unique ».

Il estime que la création d'un seul organisme public de contrôle est la garantie d'un contrôle sûr et efficace.

Un membre fait remarquer que dans le système actuel « le contrôlé » a des liens étroits avec le « contrôleur ». Il cite à titre d'exemple le nom de deux membres du conseil d'administration de la société Vinçotte qui, selon lui, ont des liens avec les producteurs d'électricité ou la fédération pétrolière.

M. W. Claes (n° 365) propose de remplacer le membre de phrase « et contrôlés par des organismes agréés par l'Etat, indépendants des exploitants » par les mots « et contrôlés par un organisme public ».

Il estime que dans le cadre de l'exploitation de centrales électriques, la « sécurité » est un aspect trop important pour en laisser le contrôle à des organismes indépendants — fussent-ils agréés par l'Etat.

Le contrôle de la sécurité doit être confié à un seul organisme.

Le fait qu'il s'agirait d'un « organisme public » n'enlève rien à la qualité du contrôle et l'on pourrait très bien envisager d'intégrer certaines unités expérimentées et spécialisées (par exemple, certains services de la société Vinçotte) à un organisme public.

De heer W. Claes (n° 363) stelt voor een nieuwe optie 4bis in te voegen met volgende tekst :

« 4bis. Meent dat elk project inzake nieuwe eenheid van elektrische centrales dient onderworpen te worden aan een « kosten-baten » analyse door een Vestigingscommissie, op te richten door het Ministerie van Economische Zaken, en die zich niet alleen zal toeleggen op de technische, industriële en economische aspecten, maar tevens de weerslag van dergelijke projecten zal in aanmerking nemen op de veiligheid van de bevolking, de volksgezondheid, de ecologie en het leefmilieu.

Het advies van de Vestigingscommissie zal aan de parlementaire commissies van het Bedrijfsleven worden medegedeeld. »

Het lid verwijst naar zijn voorstel tot wijziging van de vierde optie en meent dat daarenboven aan het advies van de Vestigingscommissie de nodige openbaarmaking dient te worden verzekerd en aan het Parlement medegedeeld.

De Staatssecretaris wijst op de reeds bestaande procedure die zwaar en ingewikkeld is. Op die manier worden nieuwe investeringen afgeschrikt in plaats van gestimuleerd.

Indien nogmaals een nieuwe commissie in het leven geroepen wordt, zal dit nogmaals de procedure verzwaren.

#### *Vijfde optie*

De voorgestelde tekst van de vijfde optie luidt als volgt :

« 5. Beveelt aan de gevolgen of de risico's — rechtstreeks of onrechtstreeks — veroorzaakt door de geïnstalleerde en geëxploiteerde installaties steeds naar waarde te schatten en ze te doen controleren door instellingen die door de Staat erkend zijn en los van de exploitant staan (openbare veiligheid en volksgezondheid; vervoer en opslag van brandstof, afval en as; milieubescherming). »

De heer Coëme (n° 364) stelt voor de woorden « door instellingen die door de Staat erkend en los van de exploitant zijn » te vervangen door de woorden « door één enkele openbare instelling ».

Hij meent dat de oprichting van één enkel openbaar controle-organisme een waarborg is voor een betrouwbare en efficiënte controle.

Een lid merkt op dat in het huidige stelsel de « gecontroleerde » nauwe banden heeft met de « controleur ». Als voorbeeld citeert hij de naam van twee leden van de raad van beheer van de vereniging Vinçotte die volgens hem banden hebben met de elektriciteitsproducenten of met de petroleumfederatie.

De heer W. Claes (n° 365) stelt voor de zinsnede « te doen controleren door de instellingen die door de Staat erkend en los van de exploitant zijn » te vervangen door de woorden « te doen controleren door een publieke instelling ».

Hij acht de « veiligheid » een te belangrijk facet bij het exploiteren van elektriciteitscentrales om de controle ervan aan — zij het dan door de Staat erkende — instellingen over te laten.

De veiligheidscontrole dient aan één enkele instelling te worden toevertrouwd.

Het feit dat het een « publieke instelling » zou zijn doet niets af aan de kwaliteit van de controle en men zou even goed ervaren en gespecialiseerde eenheden (b.v. bepaalde diensten van de vereniging Vinçotte) kunnen onderbrengen in een openbare of publieke instelling.

MM. Deleuze et Dierickx (n° 366) proposent de modifier le texte de la cinquième option comme suit :

« ... et contrôlés par des organismes publics, les effets ou risques... »

Ils estiment également que des organismes publics offrent plus de garantie d'indépendance par rapport aux producteurs.

\* \* \*

Le Secrétaire d'Etat exprime l'opinion que le résultat du contrôle doit primer sur les différends idéologiques. Les organismes privés qui en sont chargés disposent d'une grande expérience.

Une modification effectuée en ce moment provoquerait un risque sérieux surtout dans le secteur nucléaire. Dans la situation actuelle, des garanties sont prévues. Les organismes doivent être agréés par l'Etat et sont placés sous la surveillance d'un organe composé paritairement et présidé par un fonctionnaire du Ministère de l'Emploi et du Travail.

Le Secrétaire d'Etat défend une nouvelle fois le système de l'agrément. Si un organisme était surpris à commettre une faute grave, il n'hésiterait pas à lui retirer l'agrément. Il souligne enfin que les textes du Ministre compétent de la Région wallonne mentionnaient aussi les « organismes agréés par l'Etat ».

Un membre fait observer que la compétence des organismes en cause n'est pas mise en question et que son intention n'est pas de créer un nouvel organisme. Il faut cependant modifier le statut de ces organismes.

Un autre membre déclare également qu'il n'a nulle part été question de fautes professionnelles, mais que l'on demande à disposer d'un organisme absolument indépendant.

Le secrétaire d'Etat précise que les producteurs d'électricité n'ont délégué personne au sein du conseil d'administration de l'association Vinçotte et il étaye cette affirmation en communiquant à la commission la composition du conseil d'administration de cette société (voir annexe VII).

#### *Sixième option*

L'option suivante est proposée à la commission :

« 6. Recommande d'autoriser, dès que nécessaire, l'installation de nouveaux outils de production, notamment à combustibles solides (charbon...) ou nucléaires. »

M. Coëme (n° 367) propose de supprimer cette option qu'il estime redondante par rapport à la première option.

M. De Batselier propose (n° 368) de remplacer cette option par ce qui suit :

« 6. Préconise que si, compte tenu des résultats d'une politique dynamique en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie, des résultats de la capacité de coproduction d'électricité dans l'industrie et des résultats des sources d'énergie non conventionnelles et renouvelables (par exemple l'énergie éolienne), il devait s'avérer nécessaire à l'avenir d'encore augmenter la capacité de production dans le secteur de l'électricité, la préférence soit donnée à la construction d'une ou de plusieurs centrales au charbon, de telle sorte que le moratoire relatif à la construction de nouvelles centrales nucléaires puisse être maintenu. »

De heren Deleuze en Dierickx stellen voor (n° 366) de tekst van de vijfde optie te wijzigen als volgt :

« ... te doen controleren door overheidsinstellingen... »

Zij ook zijn van oordeel dat de overheidsinstellingen inzake onafhankelijkheid meer garanties bieden dan de producenten.

\* \* \*

De Staatssecretaris is van mening dat het resultaat van de uitgevoerde controles voorrang heeft op ideologische geschillen. De privé-organismen die ermee belast zijn beschikken over een grote ervaring.

Op dit ogenblik een verandering doorvoeren zou vooral in de nucleaire sector een groot risico inhouden. In de huidige situatie zijn garanties ingebouwd. De organismen moeten door de Staat erkend worden en staan onder toezicht van een paritair samengesteld orgaan onder het voorzitterschap van een ambtenaar van het Ministerie van Werkstelling en Arbeid.

De Staatssecretaris verdedigt nogmaals het systeem van de erkenning. Mocht een organisme op een zware fout betrapt worden dan zou hij niet aarzelen de erkenning in te trekken. Hij wijst er tenslotte op dat ook in de teksten van de bevoegde Minister van het Waalse Gewest sprake van « organisme erkend door de Staat ».

Een lid wijst erop dat niet de competentie van bedoelde organismen in vraag gesteld wordt. Het is niet zijn bedoeling een nieuw organisme in het leven te roepen. Wel moet gesleuteld worden aan het statuut van die organismen.

Een ander lid verklaart eveneens dat nergens sprake geweest is van beroepsfouten vanwege de betrokken organismen, maar wel wordt gevraagd over een controleinstelling te beschikken die volkomen onafhankelijk kan staan.

De Staatssecretaris verklaart nog dat in de raad van beheer van de vereniging Vinçotte niemand zetelt vanwege de elektriciteitsproducenten, ten bewijze waarvan hij aan de commissie de samenstelling van de raad van beheer van deze maatschappij mededeelt (zie bijlage VII).

#### *Zesde optie*

De volgende optie wordt aan de commissie voorgesteld :

« 6. Beveelt aan, zodra nodig, het installeren van nieuwe produktiemiddelen, inzonderheid op basis van vaste (steenkolen...) of nucleaire brandstoffen, toe te laten. »

De heer Coëme (n° 367) stelt voor deze optie weg te laten aangezien de inhoud ervan z.i. reeds in de eerste optie voorkomt.

De heer De Batselier stelt voor (n° 368) deze optie te vervangen door wat volgt :

« 6. Stelt dat, indien, rekening houdend met de resultaten van een krachtig R. E. V.-beleid, met de resultaten van de coproductiecapaciteit van elektriciteit in de industrie, en met de resultaten van de niet-conventionele en hernieuwbare energiebronnen (bv. windenergie), er in de toekomst nog een uitbreiding van produktiecapaciteit in de elektriciteitssector nodig is, de voorkeur moet gegeven worden aan één of meerdere steenkolencentrales, zodat het moratorium op de bouw van nieuwe kerncentrales kan gehandhaafd blijven. »

Le même membre estime, en effet, que l'on n'a encore aucune certitude quant à la nécessité de construire une nouvelle centrale électrique ni quant à la date à laquelle elle devrait l'être. En érigeant une centrale au charbon, on pourrait, compte tenu du délai moins long de construction, réagir de manière plus souple aux besoins sujets à fluctuations. Malgré la densité de population très élevée de la Belgique, l'on s'est déjà engagé très avant dans le secteur de l'énergie nucléaire et ce en dépit de tous les risques et de tous les problèmes de sécurité et du fait que l'on n'a toujours pas trouvé de solution au problème de l'élimination des déchets radioactifs. Enfin, il attire l'attention sur l'objectif de la diversification : lorsque les quatre centrales en voie de construction deviendront opérationnelles, la capacité électrique d'origine nucléaire sera déjà de 55 à 65 %. Il serait injustifié d'augmenter encore ce pourcentage.

MM. Dierickx et Deleuze (n° 369) proposent quant à eux de remplacer la sixième option par ce qui suit :

« 6. Recommande que le plan d'équipement de production et de grand transport de l'énergie électrique prévoie l'utilisation de centrales au charbon. Le choix des outils de production doit dorénavant être axé prioritairement sur la mise en service de centrales électriques à petite échelle, conçues et implantées de manière telle qu'un maximum de la chaleur résiduaire produite puisse être récupérée dans l'industrie, l'agriculture et le secteur résidentiel. »

Les deux auteurs estiment que l'utilisation rationnelle de l'énergie doit constituer un objectif prioritaire de la politique énergétique, de telle sorte que la chaleur résiduaire dégagée par la production d'électricité puisse être employée de manière optimale. Dans les milieux scientifiques, on doute sérieusement des avantages d'échelle d'une production centralisée de l'électricité.

M. Ansoms souhaite le remplacement de l'option par le texte suivant (n° 370) :

« 6. Recommande que lors de l'installation de nouvelles centrales, la priorité soit donnée aux moyens de production basés sur le charbon.

En outre, parallèlement à la construction d'une centrale de charge de base au Limbourg, il y a lieu de préférer des centrales du type combiné. »

Le membre estime que lors de la construction de nouvelles centrales électriques, il convient de donner une priorité absolue au charbon comme combustible. Il se réfère à cet égard notamment à la résolution relative au charbon.

Par ailleurs, il convient, du point de vue de l'U.R.E., d'ériger autant que possible des centrales du type combiné. En effet, la production d'électricité à partir de l'énergie thermique connaît un rendement relativement faible ( $\pm 40\%$ ). La production combinée d'électricité et de chaleur permet d'atteindre un rendement supérieur à celui d'une production distincte. Cette production combinée d'électricité et de chaleur permet un certain nombre de possibilités tels le chauffage urbain, les installations d'énergie totale et la production d'électricité thermique.

M. Fedrigo (n° 371) propose de supprimer dans ce texte les mots « ou nucléaires », car il estime que si l'on développe une politique d'U. R. E., il n'est pas nécessaire d'installer de nouveaux outils de production nucléaire, d'autant que les conditions de sécurité ne sont toujours pas remplies.

La même modification (n° 372) est proposée par M. Desaeeyere.

M. Rigo (n° 373) estime que la sixième option devrait être complétée par la phrase suivante :

Dit lid meent inderdaad dat het nog niet zeker is of en wanneer een nieuwe elektriciteitscentrale nodig is. Met een steenkoolcentrale kan men, gezien de kortere bouwduur, flexibeler reageren op de zich wijzigende behoeften. Ondanks het feit dat België zeer dicht bevolkt is, heeft het zich reeds zeer zwaar geëngageerd in de kernenergie, dit ondanks het feit dat men voor het radioactief afval nog steeds geen oplossing heeft. Tenslotte wijst hij nog op de doelstelling van diversificatie. Met de in gebruikname van de vier in aanbouw zijnde centrales bedraagt de elektriciteit van nucleaire oorsprong reeds 55 à 65 %. Het verder opdrijven van dit aandeel zou onverantwoord zijn.

De heren Dierickx en Deleuze stellen voor (n° 369) de zesde optie te vervangen door wat volgt :

« 6. Wenst aan te bevelen dat het uitrustingsplan voor produktiemiddelen en groot vervoer van elektrische energie een beroep zou doen op steenkoolcentrales. De keuze van de produktiemiddelen moet voortaan prioritair gericht zijn op de ingebruikname van kleinschalige elektriciteitscentrales, zodanig ontworpen en ingeplant dat de afvalwarmte ervan maximaal kan gerecupereerd worden in de industrie, landbouw en residentiële sector. »

Beide auteurs menen dat het rationeel gebruik van energie een prioritaire plaats moet innemen in het energiebeleid, zodat de restwarmte bij de elektriciteitsproductie zoveel mogelijk nuttig moet worden aangewend. In wetenschappelijke kringen twijfelt men sterk aan de schaalvoordelen van de gecentraliseerde elektriciteitsproductie.

De heer Ansoms wenst (n° 370) de optie door de volgende tekst te vervangen :

« 6. Beveelt aan dat bij het installeren van nieuwe centrales de prioriteit gegeven wordt aan produktiemiddelen op basis van steenkolen.

Hierbij dient naast de bouw van een basislastcentrale in Limburg de voorkeur uit te gaan naar centrales van het gecombineerde type. »

Volgens dit lid, dient bij de oprichting van nieuwe elektrische centrales een absolute voorrang verleend te worden aan de steenkool als brandstof. Hij verwijst in dit verband o.a. naar de resolutie op het gebied van de steenkool.

Anderzijds dient uit het oogpunt van het R. E. V. zoveel mogelijk gestreefd te worden naar het opzetten van centrales van het gecombineerde type. Immers het opwekken van elektriciteit uit thermische energie kent een vrij laag rendement ( $\pm 40\%$ ). Bij gecombineerde produktie van elektriciteit en warmte kan het totale rendement groter zijn dan bij afzonderlijke produktie. Voor deze gecombineerde produktie van elektriciteit en warmte bestaan een aantal mogelijkheden o.a. stadsverwarming, totale energie-installaties en industriële warmtekrachtopwekking.

De heer Fedrigo stelt (n° 371) voor in die tekst de woorden « of nucleaire » weg te laten, want hij is de mening toegedaan dat indien een R. E. V.-politiek uitgewerkt wordt, het niet noodzakelijk is nieuwe nucleaire produktiewerktuigen te installeren, te meer daar niet altijd is voldaan aan de veiligheidsvoorschriften.

Dezelfde wijziging wordt voorgesteld door de heer Desaeeyere (n° 372).

De heer Rigo (n° 373) denkt dat de zesde optie met de volgende zin zou moeten worden aangevuld :

« Cependant toute autorisation d'installation de nouveaux outils de production d'électricité nucléaire ou classique ne sera accordée qu'en concertation avec les Exécutifs Régionaux. »

En effet, cette proposition est conforme à la résolution adoptée à l'unanimité par le Conseil Régional Wallon le 4 juin 1982.

M. Kubla (n° 374), enfin, propose d'ajouter après le mot « autoriser » les mots « dans le cadre du plan d'équipement et ».

\* \* \*

A la proposition de modification de M. Coëme, le Secrétaire d'Etat répond que le nombre des modifications proposées pour ce point en démontrent la nécessité. D'autre part, la C. E. E. recommande la production d'électricité à base de charbon et d'énergie nucléaire de manière à diminuer la dépendance à l'égard des producteurs de pétrole et de gaz, ce qui est précisément l'objectif de cette résolution. Il demande donc à la commission de rejeter cette proposition.

En ce qui concerne la modification de MM. Dierickx et Deleuze, si de petites centrales peuvent apparaître préférables, elles sont en fait plus coûteuses, tant au point de vue de la consommation d'énergie primaire, qu'au point de vue de l'importance du personnel et des investissements.

Quant à l'influence de la taille d'une centrale au charbon, le Secrétaire d'Etat cite les chiffres suivants :

|                              |         |         |         |
|------------------------------|---------|---------|---------|
| Taille des groupes (MW) ...  | 1 × 750 | 5 × 150 | 25 × 30 |
| Consommation charbon ...     | 1       | 1,06    | 1,42    |
| Coût de l'investissement ... | 1       | 1,40    | 2,30    |
| Personnel occupé ...         | 1       | 2,70    | 11,00   |

Le Secrétaire d'Etat répond à la proposition de M. Kubla en se référant à la recommandation de la C. E. E. qu'il a déjà évoquée.

#### Septième option

Le texte suivant est soumis à la commission :

« 7. Recommande une meilleure coordination entre le pouvoir national et les Régions en vue d'une implantation plus rationnelle des lignes électriques, de manière à rencontrer au mieux les aspirations des citoyens au plan de la qualité de la vie et de l'environnement, et en vue d'une simplification des procédures administratives y relatives; il recommande l'élaboration d'un plan national des « couloirs électriques » pour l'implantation des lignes d'interconnexion et de grand transport. »

M. W. Claes (n° 376) propose de compléter la septième option par l'alinéa suivant :

Il constate en effet que les « couloirs électriques » sont un des éléments importants de l'aménagement du territoire. L'élaboration d'un plan les régissant est donc une compétence régionale. Mais il n'est pas opposé à ce qu'une coordination soit opérée au plan national par le Secrétaire d'Etat à l'Energie.

M. W. Claes (n° 376) propose de compléter l'option 7 par l'alinéa suivant :

« Préconise la réalisation, à des conditions économiquement rentables, de programmes d'essai en vue de la récu-

« Elke machtiging tot installatie van nieuwe productie-werktuigen voor kern- of klassieke elektriciteit kan in overleg met de Gewestelijke Executieven worden verleend. »

Dit voorstel strookt inderdaad met de resolutie die op 4 juni 1982 eenparig door de Waalse Gewestraad is goedgekeurd.

De heer Kubla (n° 374) ten slotte stelt voor tussen de woorden « zodra nodig » en de woorden « het installeren van » de woorden « in het raam van het uitrustingsplan » in te voegen.

\* \* \*

In antwoord op het door de heer Coëme ingediend voorstel tot wijziging, verklaart de Staatssecretaris dat het aantal wijzigingen dat voor dat punt worden voorgesteld, de noodzakelijkheid van dit punt aantoon. Anderzijds beveelt de E.E.G. de productie van elektriciteit op basis van steenkolen en kernenergie aan, ten einde onze afhankelijkheid t.a.v. de aardolie- en gasproducenten te verkleinen, waar in die resolutie precies naar gestreefd wordt. Hij vraagt derhalve dat de commissie dit voorstel zou verwerpen.

Inzake de door de heren Dierickx en Deleuze voorgestelde wijziging, is het zo dat kleine centrales slechts in schijn de voorkeur verdienen aangezien zij in werkelijkheid zowel op het vlak van het verbruik van primaire energie als vanwege het grote aantal personeelsleden en de aanzienlijke investeringen die ze vergen, in feite veel duurder uitvallen.

Wat betreft de omvang van een steenkoolcentrale citeert de Staatssecretaris de volgende cijfers :

|                                |         |         |         |
|--------------------------------|---------|---------|---------|
| Omvang van de groepen (MW) ... | 1 × 750 | 5 × 150 | 25 × 30 |
| Steenkoolverbruik ...          | 1       | 1,06    | 1,42    |
| Investeringskosten ...         | 1       | 1,40    | 2,30    |
| Tewerkgesteld personeel ...    | 1       | 2,70    | 11,00   |

De Staatssecretaris beantwoordt het voorstel van de heer Kubla met te verwijzen naar de reeds door hem aangehaalde aanbeveling van de E. E. G.

#### Zevende optie

Aan de commissie wordt de volgende tekst voorgelegd :

« 7. Beveelt een betere coördinatie tussen de nationale overheid en de Gewesten aan met het oog op een meer rationele inplanting van de elektrische lijnen, zodat zo goed mogelijk aan de aspiraties van de burgers op het vlak van de levenskwaliteit en het leefmilieu wordt beantwoord, en met het oog op een vereenvoudiging van de desbetreffende administratieve procedures; het beveelt het uitwerken van een nationaal plan van de « elektrische gangen » aan voor de inplanting van de lijnen van interconnectie en groot vervoer. »

De heer Coëme (n° 375) stelt voor de laatste twee regels van de resolutie weg te laten.

Hij constateert namelijk dat de « elektrische gangen » een belangrijk element van de ruimtelijke ordening vormen; het uitwerken van een desbetreffend plan behoort dus tot de bevoegdheid van de gewesten. Hij is evenwel niet gekant tegen een coördinatie die op nationaal vlak door de Staatssecretaris voor Energie tot stand wordt gebracht.

De heer W. Claes (n° 376) stelt voor de zevende optie met het volgende lid aan te vullen :

« Prijst de verwezenlijking aan, tegen economisch rendabele voorwaarden, van proefprogramma's voor de terug-



pération de chaleur à partir des centrales électriques à des fins de chauffage urbain, industriel et rural. »

Il est d'avis que la mise en œuvre de programmes d'essai en matière de récupération de chaleur à partir des centrales électriques à des fins de chauffage urbain, industriel et rural est de nature à améliorer considérablement à long terme le rendement de l'énergie électrique.

\* \* \*

Le Secrétaire d'Etat précise, à propos de la modification proposée par M. Coëme, que la distribution de l'électricité n'est régionalisée que pour autant que la tension soit inférieure à 30 000 volts (loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 6, § 1, VII).

Il est cependant d'accord avec l'auteur pour qu'une coordination soit organisée dans tous les cas et propose que le texte de la résolution soit adapté en conséquence.

De même, il estime acceptable la modification de M. W. Claes, car les programmes d'essai qu'il prévoit doivent se faire à des conditions économiques rentables.

#### *Huitième option et options complémentaires*

L'option suivante est proposée à la commission :

« 8. Préconise qu'un effort soutenu doit être consenti en vue d'assurer une interconnexion aussi satisfaisante que possible de notre réseau avec les réseaux des pays limitrophes afin d'atteindre un rapport optimum " unités de production/ unités de réserve ". »

M. De Batselier (n° 377) propose de compléter cette option par les mots suivants :

« ...; une participation dans les centrales nucléaires de Chooz doit par contre être rejetée. »

Selon un membre l'objectif du moratoire sur l'énergie nucléaire ne peut être éludé par cette participation. En outre, cette participation équivaudrait, à un moment où l'on manque de capitaux, à une exportation inadmissible de ressources ne permettant de créer ni de maintenir aucun emploi dans notre pays. Enfin, une telle prise de participation entraverait la construction d'une centrale au charbon dans notre propre pays, de sorte que, même selon le raisonnement du Gouvernement, les effets au niveau de l'emploi seront annulés à l'intérieur du pays. Le membre estime également que la Belgique ne pourra pas s'attendre à des compensations de la part de la France. Il invoque en outre le problème de la qualité des eaux de la Meuse et l'incidence de ce problème sur les conventions signées avec les Pays-Bas en matière de cours d'eau.

MM. Dierickx et Deleuze (n° 378) proposent de remplacer l'option par ce qui suit :

« 8. Estime qu'en stimulant une production décentralisée à petite échelle, la capacité de réserve nécessaire pourra être considérablement réduite, et que par voie de conséquence, les efforts actuels d'interconnexion de notre réseau avec le réseau des pays limitrophes pourront faire l'objet d'un réexamen approfondi. »

Selon ces membres, l'organisation du grand transport de l'énergie électrique en général et plus particulièrement la réalisation de l'interconnexion sont un secteur d'activité à

winning van warmte vanaf de elektrische centrales voor verwarmingsdoeleinden op stedelijk, industrieel en landbouwgebied. »

Het lid meent dat proefprogramma's inzake terugwinning van warmte vanaf de elektrische centrales voor verwarmingsdoeleinden op stedelijk, industrieel en landbouwgebied op termijn het rendement van elektrische energie in aanzienlijke mate kunnen verbeteren.

\* \* \*

In verband met de door de heer Coëme voorgestelde wijziging verklaart de Staatssecretaris dat de distributie van elektriciteit slechts een gewestelijke aangelegenheid is in zoverre het gaat om spanning beneden 30 000 volt (wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 6, § 1, VII).

Hij is het met de auteur er evenwel over eens dat in alle gevallen een coördinatie tot stand moet komen en hij stelt voor dat de tekst van de resolutie in die zin wordt aangepast.

Ook acht hij de door de heer W. Claes voorgestelde wijziging aanvaardbaar omdat de proefprogramma's waarin hij voorziet in economisch rendabele omstandigheden moeten worden uitgevoerd.

#### *Achtste optie en complementaire opties*

Aan de commissie wordt de volgende optie voorgesteld :

« 8. Stelt voor dat een aanhoudende inspanning moet worden gedaan om te zorgen voor een zo goed mogelijke interconnectie van ons net met de netten van de omliggende landen om een optimale verhouding " productie-eenheden/ reserve-eenheden " te bekomen. »

De heer De Batselier (n° 377) stelt voor deze optie met de volgende woorden aan te vullen :

« Een participatie in de kerncentrales te Chooz moet daarentegen afgewezen worden. »

Volgens het lid, mag het moratorium op kernenergie niet omzeild worden door deze participatie. Bovendien is dit in een periode van kapitaalschaarste een ontoelaatbare export van middelen waarbij geen enkele binnenlandse arbeidsplaats wordt gecreëerd of veilig gesteld. Tenslotte zou een participatie de bouw van een eigen steenkoolcentrale verhinderen, zodat zelfs in de redenering van de Regering de inlandse tewerkstellingseffecten verloren gaan. Het lid meent ook dat België op geen compensaties vanwege Frankrijk zal moeten rekenen. Hij stelt tevens de problematiek van de kwaliteit van het Maaswater en de gevolgen hiervan voor de waterverdragen met Nederland.

De heren Dierickx en Deleuze (n° 378) stellen voor de optie te vervangen door wat volgt :

« 8. Meent dat door het stimuleren van een gedecentraliseerde kleinschalige produktie, de noodzakelijke reservecapaciteit aanzienlijk kan worden gedrukt, zodat de huidige inspanningen inzake interconnectie van ons net met de netten van de ons omringende landen, opnieuw grondig kan worden bestudeerd. »

De organisatie van het groot transport van elektrische energie en de realisatie van de interconnectie in het bijzonder, is een zeer kapitaalsintensieve sector, aldus deze leden.

coefficient très élevé de capital. Il est possible d'économiser de nombreux milliards dans ce secteur en développant un parc de production décentralisé à petite échelle. »

\* \* \*

Le Secrétaire d'Etat déclare en réponse à la modification proposée par M. De Batselier qu'il n'y a pas de raison de rejeter toute participation belge à des centrales nucléaires situées à l'étranger. Il n'est pas donné de réponse définitive aux membres qui souhaitent savoir si cette participation s'ajoute aux 1 900 MW ou vient en déduction des 1 900 MW ou si elle est destinée à remplacer les centrales au charbon.

Dans sa réponse à la modification proposée par MM. Dierickx et Deleuze, il se réfère à celle donnée à leur proposition relative à la sixième option.

\* \* \*

Certains membres proposent d'insérer de nouvelles options dans le texte de la résolution.

Ainsi, M. Coëme (n° 379) propose d'ajouter une neuvième option, libellée comme suit :

« 9. Recommande que la part de production de l'électricité assurée par le secteur public soit progressivement augmentée et que la distribution d'électricité soit confiée intégralement au secteur public. »

En effet, un accroissement de la part du secteur public dans l'électricité est une garantie quant à la transparence et la minimisation du prix de vente de kWh.

M. Desaeyere propose d'ajouter deux options 9 et 10, rédigées comme suit :

« 9. Décrète un moratoire pour la construction de centrales nucléaires » (n° 380).

« 10. Subordonne tout supplément de capacité dans le secteur de l'électricité à l'utilisation avantageuse de la chaleur résiduaire soit à des fins industrielles, soit pour le chauffage urbain. » (n° 381).

Cette dernière modification se réfère aux options prises par l'Exécutif flamand.

MM. Dierickx et Deleuze proposent d'ajouter les points suivants :

« 9. Insiste sur la réalisation immédiate de programmes d'essai axés sur la récupération de chaleur à partir des centrales électriques à des fins de chauffage urbain, industriel et agricole. Si la rentabilité économique de ces projets n'est pas encore garantie pour l'instant, cela ne doit pas faire obstacle à leur mise en œuvre, étant donné que les avantages macro-économiques tels que les économies d'énergie, l'abaissement du niveau de pollution et les perspectives en matière d'emploi sont d'évidence des facteurs déterminants. » (n° 382).

Ces membres déclarent que lors de la production d'électricité, des quantités énormes de chaleur résiduaire sont rejetées dans le milieu environnant. L'exploitation de cette chaleur résiduaire cadre dans le programme d'action de consommation rationnelle de l'énergie annoncé dans la résolution relative aux options en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie.

« 10. Préconise que soient mis en œuvre des systèmes permettant l'écrêtage dans l'utilisation de l'électricité. » (n° 383).

Selon ces membres, cette recommandation figurait dans le texte proposé initialement par le Gouvernement en ce qui

Vele miljarden kunnen hier worden bespaard door de uitbouw van een gedecentraliseerd kleinschalig productiepark.

\* \* \*

In antwoord op het door de heer De Batselier voorgestelde wijziging verklaart de Staatssecretaris dat er geen reden bestaat om elke Belgische participatie in buitenlandse kerncentrales uit te sluiten. Op vragen van leden of deze participatie in surplus of in mindering komt van de 1 900 MW of in vervanging van de steenkoolcentrales wordt geen uitsluitsel gegeven.

In verband met de door de heren Dierickx en Deleuze voorgestelde wijziging verwijst hij naar wat hij verklaard heeft met betrekking tot de wijziging voorgesteld op de zesde optie.

\* \* \*

Sommige leden stellen voor nieuwe opties in de tekst van de resolutie in te voegen.

De heer Coëme (n° 379) stelt voor een negende optie toe te voegen, luidend als volgt :

« 9. Beveelt aan dat het aandeel van de elektriciteitsproductie door de overheidssector geleidelijk zou toenemen en dat de elektriciteitsdistributie volledig aan de overheid zou worden toevertrouwd. »

Het vergroten van het aandeel van de overheidssector in de productie van elektriciteit is immers een waarborg voor de doorzichtigheid van de verkoopprijs van het kWh en voor het zo laag mogelijk houden daarvan.

De heer Desaeyere stelt voor twee nieuwe opties 9 en 10 toe te voegen, luidend als volgt.:

« 9. Stelt een moratorium in voor de bouw van kerncentrales. » (n° 380).

« 10. Stelt als voorwaarde voor elke bijkomende capaciteit in de elektriciteitssector dat de afvalwarmte nuttig wordt gebruikt hetzij voor de industrie, hetzij voor stadsverwarming. » (n° 381).

Deze laatste wijziging verwijst naar de door de Vlaamse Executieve genomen opties.

De heren Dierickx en Deleuze stellen voor de volgende punten toe te voegen :

« 9. Dringt aan op de onmiddellijke verwezenlijking van proefprogramma's voor de terugwinning van warmte vanaf de elektrische centrales voor verwarmingsdoeleinden op stedelijk, industrieel en landbouwgebied. Wanneer de economische rendabiliteit van deze projecten op dit ogenblik nog niet gewaarborgd is, mag dit geen belemmering zijn voor de uitvoering ervan, omdat de macro-economische voordelen zoals energiebesparing, verlaging van het pollutieniveau en tewerkstellingspotentieel duidelijk doorslaggevend zijn. » (n° 382).

Deze leden verklaren dat bij de elektriciteitsproductie zeer grote hoeveelheden afvalwarmte worden geloosd in het leefmilieu. De benutting van deze afvalwarmte kadert in het actieprogramma van rationeel energieverbruik zoals aangekondigd in de resolutie betreffende de opties inzake R. E. V.

« 10. Beveelt aan stelsels uit te werken waardoor de pieken van het elektriciteitsverbruik worden afgevlakt. » (n° 383).

Deze aanbeveling stond, aldus deze leden, in de oorspronkelijke Regeringstekst bij de opties inzake rationeel energie-

concerne les options en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie. Ils se réfèrent en l'occurrence à leur proposition tendant à supprimer cette recommandation dans ce texte et à l'intégrer à la présente résolution.

« 11. Estime que les pouvoirs publics doivent renforcer le contrôle qu'ils exercent sur le secteur de l'électricité en subordonnant à leur contrôle les organismes de gestion et de coordination de ce secteur, à savoir le Comité de gestion des entreprises d'électricité (C. G. E. E.), la Société de coordination de la production et du transport d'électricité (C. P. T. E.), le Pool des calories et Gecoli. » (n° 384).

Selon ces membres, il est primordial que les pouvoirs publics renforcent leur contrôle sur le secteur de l'électricité, s'ils veulent maîtriser la politique énergétique. Dans de nombreux cas, les objectifs de lucre de ces entreprises privées vont en effet à l'encontre d'une politique d'utilisation rationnelle de l'énergie et de la satisfaction des besoins réels d'énergie de la population.

« 12. Estime qu'une renégociation de la convention pour le secteur de l'électricité, conclue au début de 1981 entre les pouvoirs publics, les producteurs publics et les producteurs privés, est nécessaire pour augmenter la participation des pouvoirs publics » (n° 385).

Selon les auteurs, grâce à cette convention, le secteur de l'électricité s'est vu conférer le statut d'un secteur protégé (par le truchement d'une tarification permettant de répercuter tous les éléments du prix de revient dans les prix facturés au consommateur), alors que ce secteur échappe d'autre part à tout contrôle approfondi des pouvoirs publics. Une renégociation s'impose si l'on veut étendre le droit de décision des pouvoirs publics en la matière.

« 13. Insiste auprès du Gouvernement pour qu'il revalorise le Comité de contrôle du gaz et de l'électricité et qu'il y intègre des représentants des associations de consommateurs et pour la protection de l'environnement » (n° 386).

D'après les secteurs il convient de mener à bien la restructuration du Comité de contrôle, décidée par les gouvernements précédents. Les associations de consommateurs et de la protection de l'environnement doivent être intégrées comme interlocuteurs à part entière dans la composition de ce Comité.

« 14. Souhaite que tout projet relatif à une nouvelle unité de production soit soumis pour avis à une Commission d'implantation où les syndicats et les associations de consommateurs et pour la protection de l'environnement soient représentés légalement et qui ne s'occupent pas exclusivement des aspects techniques, industriels et économiques mais tiennent également compte de l'incidence de tels projets sur la sécurité de la population, la santé publique, l'écologie et l'environnement » (n° 387).

Ces membres rappellent que les gouvernements précédents ont envisagé à plusieurs reprises de créer une telle Commission d'implantation. Celle-ci doit être instituée sans tarder. Les associations de consommateurs et pour la protection de l'environnement doivent être intégrées comme interlocuteurs à part entière dans la composition de cette commission.

\* \* \*

Le Secrétaire d'Etat estime ne pas pouvoir retenir la modification proposée par M. Coëme, car ce dernier ne donne aucune justification économique.

Quant aux modifications proposées par M. Desaeyere, il se réfère, pour la première, à sa réponse donnée à M. De Batselier à l'option 8 et, pour la seconde, le Secrétaire d'Etat insiste sur la recherche de conditions de rentabilité.

verbruik. Zij verwijzen hierbij naar hun voorstel om deze aanbeveling aldaar te schrappen en op te nemen in onderhavige resolutie.

« 11. Meent dat de overheid een grotere controle op de elektriciteitssector moet tot stand brengen, door het overheidscontrole brengen van de beheers- en coördinatie-organismen in deze sector, met name het Beheerscomité der Elektriciteitsondernemingen (B. C. E. O.), de Maatschappij voor de Coördinatie van de Productie en het Transport van Elektriciteit (C. P. T. E.), de Calorieënpool en Gecoli. » (n° 384).

Een grotere controle van de overheid op de elektriciteitssector is volgens deze leden van fundamenteel belang indien de overheid greep wil krijgen op het energiebeleid. Het winstbejag van deze privé-ondernemingen is immers in vele gevallen in tegenstrijd met een beleid van rationeel energieverbruik en het bevredigen van de reële energiebehoeften van de bevolking.

« 12. Meent dat een renegotiatie van de elektriciteitsconventie afgesloten begin 1981 tussen de overheid, de openbare- en privé-producenten, noodzakelijk is ten einde het overheidsaandeel op te voeren » (n° 385).

Volgens de auteurs heeft door deze conventie de elektriciteitssector het statuut gekregen van een beschermde sector (via een tarificatie waardoor alle kostprijs-elementen mogen doorberekend worden aan de gebruiker), terwijl deze sector ontglipt aan elke fundamentele overheidscontrole. Een renegotiatie is noodzakelijk ten einde de zeggenschap van de overheid te vergroten.

« 13. Dingt er bij de Regering op aan om het Controlecomité voor het gas en elektriciteit te herwaarderen en in zijn samenstelling vertegenwoordigers op te nemen van consumenten- en milieuorganisaties » (n° 386).

De herstructurering van het Controlecomité, zoals beslist door de vorige regeringen, moet volgens hen worden doorgevoerd. Consumenten- en milieuorganisaties moeten als volwaardige gesprekspartners worden opgenomen in de samenstelling van dit Comité.

« 14. Wenst dat elk project inzake een nieuwe productie-eenheid wordt onderworpen aan een advies van een Vestigingscommissie waarin vertegenwoordigers van vakbonden, milieu- en consumentenorganisaties wettelijk zijn vertegenwoordigd, en die zich niet alleen zal toelagen op de technische, industriële en economische aspecten, maar tevens de weerslag van dergelijke projecten op de veiligheid van de bevolking, de volksgezondheid, de ecologie en het leefmilieu in aanmerking zal nemen » (n° 387).

Deze leden herinneren eraan dat de oprichting van deze Vestigingscommissie door de vorige regeringen meermaals werd overwogen. Deze commissie dient onverwijld te worden opgericht. Consumenten- en milieuorganisaties moeten als volwaardige gesprekspartners worden opgenomen in de samenstelling van deze commissie.

\* \* \*

De Staatssecretaris acht de wijziging voorgesteld door de heer Coëme onaanvaardbaar, aangezien ze niet economisch verantwoord is.

Wat de wijzigingen voorgesteld door de heer Desaeyere betreft, verwijst de Staatssecretaris met betrekking tot het eerste voorstel naar zijn antwoord aan de heer De Batselier in verband met optie 8, en beklemtoont hij inzake het tweede voorstel dat naar rendabele voorwaarden moet worden gezocht.

En ce qui concerne les propositions de MM. Dierickx et Deleuze, le Secrétaire d'Etat renvoie à la réponse qu'il a donnée précédemment à M. Desaeeyere. Il estime que ces propositions doivent être rejetées parce que, tout comme la proposition de M. Coëme, elles auraient pour effet d'augmenter la participation publique. Ces propositions n'entrent d'ailleurs pas dans le cadre du présent débat.

#### *Nouvelles propositions globales relatives à l'électricité*

Compte tenu d'un certain nombre de propositions des membres de la commission, le Secrétaire d'Etat à l'Energie propose un nouveau texte en remplacement du premier texte du Gouvernement. Ce nouveau texte est rédigé comme suit :

« La Chambre des Représentants,

1. Recommande que le plan national d'équipement de production et de grand transport de l'électricité soit établi en fonction d'un critère de minimalisation du prix de revient du kWh, et proposé selon différents scénarios, qui prendront notamment en compte :

— des critères réalistes de prévisions de la demande;

— les effets de la mise en œuvre rigoureuse des programmes d'économie et d'utilisation rationnelle de l'énergie, et des énergies non conventionnelles et renouvelables;

— la gestion économe des ressources financières et l'optimisation de la gestion économique du secteur de l'électricité;

— l'équilibre et la diversification entre les sources d'énergie primaire utilisées;

— une étude des sites et une étude d'impact sur l'environnement;

— les délais de réalisation nécessaires pour les unités de production.

2. Préconise que, tant par la diversité des combustibles dans les centrales, que par un plan d'équipement du secteur élaboré à terme suffisant, la sécurité d'alimentation en électricité des utilisateurs soit assurée aussi parfaitement que possible.

3. Recommande une tarification équitable de reprise de l'électricité aux autoproducteurs, notamment aux industries effectuant la production combinée de chaleur et d'électricité.

4. Préconise que le prix du kWh soit calculé sur la base d'une durée de vie suffisamment longue des installations.

5. Recommande que soient toujours pris en considération à leur juste valeur et contrôlés par des organismes agréés par l'Etat, indépendants des exploitants, les effets ou risques suscités — directement ou indirectement — par les équipements installés et mis en exploitation (sécurité et santé publiques; transport et entreposage du combustible, des déchets et des cendres; protection de l'environnement).

6. Recommande d'autoriser, dès que nécessaire, l'installation de nouveaux outils de production, notamment à combustibles solides (charbon...) ou nucléaires.

7. Recommande la réalisation, dans des conditions économiquement rentables, de programmes-pilotes de récupération de chaleur en aval de centrales électriques, pour le chauffage urbain, industriel et agricole.

Met betrekking tot de voorstellen van de heren Dierickx en Deleuze verwijst de Staatssecretaris naar zijn voorheen aan de heer Desaeeyere verstrekte antwoord. Deze voorstellen moeten z.i. worden verworpen omdat zij zoals zulks in het voorstel van de heer Coëme het geval is de overheidsparticipatie zou doen toenemen. Zij horen trouwens niet thuis in het kader van dit debat.

#### *Nieuwe globale voorstellen betreffende de elektriciteit*

Rekening houdend met een aantal voorstellen van commissieleden stelt de Staatssecretaris voor Energie een nieuwe tekst voor. Deze luidt als volgt :

« De Kamer van Volksvertegenwoordigers,

1. Beveelt aan dat het nationaal uitrustingsplan van de middelen voor de produktie en het groot vervoer van elektriciteit wordt opgesteld in functie van een maatstaf om de kostprijs van de kWh te minimaliseren, en wordt voorgesteld volgens verschillende scenario's waarbij inzonderheid rekening wordt gehouden met :

— realistische criteria inzake de vooruitzichten van de vraag;

— de gevolgen van de stipte verwezenlijking van de programma's inzake energiebesparing en rationeel energieverbruik en de niet-conventionele en hernieuwbare energievormen;

— het economisch beheer van de financiële bronnen en het optimaal economisch beheer van de elektriciteitssector;

— het evenwicht en de diversifiëring tussen de gebruikte primaire energiebronnen;

— een studie der vestigingsplaatsen en een studie over de gevolgen voor het leefmilieu.

— de verwezenlijkingstermijnen nodig voor de produktie-eenheden.

2. Stelt voor de veiligheid van de bevoorrading van de gebruikers in elektriciteit zo goed mogelijk te waarborgen, zowel door de diversiteit van de brandstoffen in de centrales als door een uitrustingsplan van de sector, op voldoende lange termijn uitgewerkt.

3. Beveelt een billijke tarifiering aan voor de elektriciteits-overname aan de zelfproducenten, inzonderheid voor de gecombineerde produktie van warmte en elektriciteit.

4. Stelt voor de prijs van de kWh te berekenen op grond van een voldoende lange levensduur der installaties.

5. Beveelt aan de gevolgen of de risico's — rechtstreeks of onrechtstreeks — veroorzaakt door de geïnstalleerde en geëxploiteerde installaties steeds naar waarde te schatten en ze te doen controleren door instellingen die door de Staat erkend zijn en los van de exploitant staan (openbare veiligheid en volksgezondheid; vervoer en opslag van brandstof, afval en as; milieubescherming).

6. Beveelt aan, zodra nodig, het installeren van nieuwe produktiemiddelen, inzonderheid op basis van vaste (steenkolen...) of nucleaire brandstoffen, toe te laten.

7. Beveelt de verwezenlijking aan, tegen economisch rendabele voorwaarden, van proefprogramma's voor de terugwinning van warmte vanaf elektrische centrales voor verwarmingsdoeleinden op stedelijk, industrieel en landbouwgebied.

8. Recommande une meilleure coordination entre le pouvoir national et les Régions en vue d'une implantation plus rationnelle des lignes électriques, de manière à rencontrer au mieux les aspirations des citoyens au plan de la qualité de la vie et de l'environnement, et en vue d'une simplification des procédures administratives y relatives; elle recommande l'élaboration, en concertation avec les Régions, d'un plan des « couloirs électriques » pour l'implantation des lignes d'interconnexion et de grand transport.

9. Préconise qu'un effort soutenu doit être consenti en vue d'assurer une interconnexion aussi satisfaisante que possible de notre réseau avec les réseaux des pays limitrophes afin d'atteindre un rapport optimum « unités de production/unités de réserve. »

\* \* \*

M. Desaeyere propose à son tour un nouveau texte, basé sur les options adoptées en matière d'électricité par la Commission de l'Energie du Conseil flamand :

« La Chambre des Représentants,

1. Recommande que le plan d'équipement national de production et de grand transport de l'électricité soit établi en fonction d'un critère de minimalisation du prix de revient du kWh et soit proposé selon différentes hypothèses, qui prendront notamment en compte :

- la politique énergétique globale;
- la production combinée de chaleur et d'électricité sous la forme de chauffage à distance, les résultats d'application de sources d'énergie non conventionnelles et renouvelables;
- l'équilibre et la diversification entre les sources d'énergie primaire utilisées;
- tous les éléments de coût sur toute la durée de vie en fonction de prévisions réalistes en matière de demande;
- la gestion économique des ressources financières et une gestion économique optimale du secteur de l'électricité;
- la disponibilité des sites d'implantation.

2. Préconise que tant par la diversité de combustibles dans les centrales, que par un plan d'équipement du secteur élaboré à terme suffisant, la sécurité d'alimentation en électricité des utilisateurs soit assurée aussi parfaitement que possible.

3. Recommande que soient toujours pris en considération à leur juste valeur et contrôlés par des organismes agréés par l'Etat, indépendants des exploitants, les effets ou risques suscités — directement ou indirectement — par les équipements installés et mis en exploitation (sécurité et santé publiques; transport et entreposage du combustible; protection de l'environnement; déchets et cendres). En outre, le contrôle des aspects nucléaires doit être confié à un organisme ou à un service public.

4. Recommande d'autoriser, le cas échéant et compte tenu des options précédentes, notamment de l'option 8 sur le charbon, l'installation de nouveaux outils de production, notamment à combustibles solides ou nucléaires.

5. Recommande une meilleure coordination entre le marché national et la région concernée en vue d'une implantation rationnelle des centrales et des couloirs électriques dans l'optique d'un aménagement efficace du territoire, de la sauvegarde de l'environnement et du respect des impératifs sociaux.

8. Beveelt een betere coördinatie tussen de Nationale Overheid en de Gewesten aan met het oog op een meer rationele inplanting van de elektrische lijnen, zodat zo goed mogelijk aan de aspiraties van de burgers op het vlak van de levenskwaliteit en het leefmilieu wordt beantwoord, en met het oog op een vereenvoudiging van de desbetreffende administratieve procedures; zij beveelt, in overleg met de Gewesten, het uitwerken van een plan van de « elektrische gangen » aan voor de inplanting van de lijnen van interconnectie en groot vervoer.

9. Stelt voor dat een aanhoudende inspanning moet worden gedaan om te zorgen voor een zo goed mogelijke interconnectie van ons net met de netten van de omringende landen om een optimale verhouding « produktieëenheden/reserveëenheden » te bekomen.

\* \* \*

De heer Desaeyere stelt op zijn beurt een nieuwe tekst voor die steunt op de opties op het gebied van elektriciteit aangenomen door de commissie voor de Energie van de Vlaamse Raad :

« De Kamer van Volksvertegenwoordigers,

1. Beveelt aan dat het nationaal uitrustingsplan van de middelen voor de produktie en het groot vervoer van elektriciteit wordt opgesteld in functie van een maatstaf om de kosten van de kWh te minimaliseren, en wordt voorgesteld volgens verschillende hypothesen waarin inzonderheid rekening wordt gehouden met :

- het globaal energiebeleid;
- de gecombineerde produktie van warmte en elektriciteit in de vorm van afstandsverwarming, de resultaten van toepassingen van niet-conventionele en hernieuwbare energiebronnen;
- het evenwicht en de diversifiëring tussen de gebruikte primaire energiebronnen;
- alle kostenelementen over de ganse levensduur in functie van realistische vraagprognoses;
- het economisch beheer van de financiële bronnen en een optimaal economisch beheer van de elektriciteitssector;
- de beschikbaarheid der vestigingsplaatsen.

2. Stelt voor de veiligheid van de bevoorrading van de gebruikers in elektriciteit zo goed mogelijk te waarborgen, zowel door de diversiteit van de brandstoffen in de centrales als door een uitrustingsplan van de sector, op voldoende lange termijn uitgewerkt.

3. Beveelt aan de gevolgen of de risico's — rechtstreeks of onrechtstreeks — veroorzaakt door de geïnstalleerde en geëxploiteerde installaties steeds naar waarde te schatten en ze te doen controleren door instellingen die door de Staat erkend en los van de exploitant zijn (openbare veiligheid en volksgezondheid; vervoer en opslag van brandstof; milieubescherming; afval en as). Bovendien dient de controle van de nucleaire aspecten toevertrouwd aan een openbare instelling of dienst.

4. Beveelt aan, desgevallend rekening houdend met de voorafgaande opties, inzonderheid met optie 8 inzake steenkool, het installeren van nieuwe produktiemiddelen, inzonderheid op basis van vaste of nucleaire brandstoffen, toe te laten.

5. Beveelt een betere coördinatie tussen de nationale markt en het betrokken Gewest aan met het oog op een rationele inplanting van de elektrische centrales en gangen met als doel de goede ordening van de ruimte, de waardering van het milieu en de sociale verantwoording.

6. Préconise qu'un effort soutenu soit consenti en vue d'assurer une interconnexion aussi satisfaisante que possible de notre réseau avec les réseaux des pays limitrophes, afin d'atteindre un rapport optimum "unités de production/unités de réserves".

7. Recommande la réalisation de programmes d'essai axés sur la récupération de chaleur à partir de centrales électriques à des fins de chauffage urbain, industriel et rural. »

#### Votes

##### Option 1

La proposition n° 211 de M. Dierickx qui, à la demande de son auteur, a été jointe à la présente résolution est rejetée par 9 voix contre 2 et 1 abstention.

La proposition n° 336 de M. Deleuze tendant à supprimer le texte de la résolution est rejetée à l'unanimité.

La proposition n° 337 de M. Fedrigo tendant à remplacer l'ensemble du texte de la résolution par sa proposition est rejetée à l'unanimité. La proposition n° 338 de M. Desaeeyere est également rejetée à l'unanimité.

M. Verberckmoes retire sa proposition n° 339.

La proposition n° 340 introduite par M. De Batselier est rejetée par 10 voix contre 2 et 1 abstention.

La proposition n° 343 de MM. Deleuze et Dierickx est rejetée par 11 voix contre 2.

La proposition n° 344 de M. Coëme est rejetée par 11 voix contre 2. Cet auteur retire toutefois sa proposition n° 345 de même que M. Kubla retire ses propositions n°s 349 et 350.

L'autre proposition, n° 346, de M. Coëme est rejetée par 11 voix contre 2.

Les propositions n° 341 de M. De Batselier et n° 347 de M. Coëme sont rejetées par 11 voix contre 2.

La proposition 342 de M. Desaeeyere est rejetée à l'unanimité.

La proposition n° 351 de MM. Deleuze et Dierickx est rejetée par 10 voix contre 2 et une abstention. L'autre proposition (n° 352) de ces membres est rejetée par 11 voix et 2 abstentions.

M. Kubla retire ses propositions n° 348 et n° 353.

Le nouveau texte de la première option qui est proposé par le Gouvernement est adopté par 11 voix contre 2.

##### Option 2

La proposition n° 354 de M. De Batselier, qui vise à supprimer cette deuxième option, est rejetée à l'unanimité.

M. Lestienne retire sa proposition n° 355.

La proposition n° 356 de MM. Dierickx et Deleuze est rejetée par 10 voix contre 2.

Le nouveau texte de cette deuxième option qui est proposé par le Gouvernement est adopté par 10 voix contre 2.

##### Option 3

Les propositions n° 357 et n° 358 de M. Coëme et la proposition n° 359 de MM. Dierickx et Deleuze sont rejetées par 10 voix contre 2.

Le nouveau texte de cette troisième option qui est proposé par le Gouvernement est adopté par la Commission par 10 voix et 2 abstentions.

6. Stelt voor dat een aanhoudende inspanning moet worden gedaan om te zorgen voor een zo goed mogelijke interconnectie van ons net met de netten van de aangrenzende landen om een optimale verhouding "produktieëenheden/reserveëenheden" te bekomen.

7. Beveelt de verwezenlijking aan van proefprogramma's voor de terugwinning van warmte vanaf de elektrische centrales voor verwarmingsdoeleinden op stedelijk, industrieel en landbouwgebied. »

#### Stemmingen

##### Optie 1

Het voorstel n° 211 van de heer Dierickx, dat op verzoek van de auteur bij deze resolutie werd gevoegd, wordt verworpen met 9 tegen 2 stemmen en 1 onthouding.

Het voorstel n° 336 van de heer Deleuze dat strekt tot schrapping van de tekst van de resolutie wordt eenparig verworpen.

Het voorstel n° 337 van de heer Fedrigo tot vervanging van de volledige tekst van de resolutie door de tekst van zijn voorstel wordt eenparig verworpen. Ook het voorstel n° 338 van de heer Desaeeyere wordt eenparig verworpen.

De heer Verberckmoes trekt zijn voorstel n° 339 in.

Het door de heer De Batselier ingediende voorstel n° 340 wordt verworpen met 10 tegen 2 stemmen en 1 onthouding.

Het voorstel n° 343 van de heren Deleuze en Dierickx wordt verworpen met 11 tegen 2 stemmen.

Het voorstel n° 344 van de heer Coëme wordt verworpen met 11 tegen 2 stemmen. Deze auteur trekt even wel zijn voorstel n° 345 in, zoals ook de heer Kubla die zijn voorstellen n°s 349 en 350 intrekt.

Het andere voorstel, n° 346, van de heer Coëme wordt verworpen met 11 tegen 2 stemmen.

Met 11 tegen 2 stemmen worden de voorstellen n°s 341 en 347 van de heer De Batselier resp. van de heer Coëme verworpen.

Het voorstel n° 342 van de heer Desaeeyere wordt eenparig verworpen.

Het voorstel n° 351 van de heren Deleuze en Dierickx wordt verworpen met 10 tegen 2 stemmen en 1 onthouding. Het andere voorstel n° 352 van deze leden wordent verworpen met 11 stemmen en 2 onthoudingen.

De heer Kubla trekt zijn voorstellen n°s 348 en 353 in.

De nieuw door de Regering voorgestelde tekst van de eerste optie wordt aangenomen met 11 tegen 2 stemmen.

##### Optie 2

Het voorstel n° 354 van de heer De Batselier dat strekt tot schrapping van deze tweede optie wordt eenparig verworpen.

De heer Lestienne trekt zijn voorstel n° 355 in.

Het voorstel n° 356 van de heren Dierickx en Deleuze wordt verworpen met 10 tegen 2 stemmen.

De nieuwe tekst van deze tweede optie, voorgesteld door de Regering, wordt met 10 tegen 2 stemmen aangenomen.

##### Optie 3

De voorstellen n°s 357 en 358 van de heer Coëme en het voorstel n° 359 van de heren Dierickx en Deleuze worden verworpen met 10 tegen 2 stemmen.

De nieuw voorgestelde tekst van deze derde optie wordt door de commissie aangenomen met 10 stemmen en 2 onthoudingen.



*Option 4*

La proposition n° 360 de M. Fedrigo, qui vise à supprimer le texte de cette option, est rejetée à l'unanimité.

La proposition n° 361 de M. W. Claes est rejetée par 10 voix contre 2. La proposition n° 362 de M. De Batselier est rejetée par 9 voix contre 2 et 1 abstention. La proposition n° 363 de M. W. Claes est également rejetée, par le même vote.

Le nouveau texte de la quatrième option qui est proposé par le Gouvernement est adopté par 11 voix et 2 abstentions.

*Option 5*

Les propositions nos 364, 365 et 366 présentées respectivement par M. Coëme, par M. W. Claes et par MM. Deleuze et Dierickx sont rejetées par 11 voix contre 2.

Le nouveau texte de cette cinquième option est adopté par 11 voix contre 2.

*Option 6*

La proposition n° 367 de M. Coëme est retirée. La proposition n° 368 de M. De Batselier est rejetée par 9 voix contre 2 et 2 abstentions.

La proposition n° 369 de MM. Dierickx et Deleuze est rejetée à l'unanimité.

La proposition n° 370 de M. Ansoms est rejetée par 10 voix contre 1 et 2 abstentions.

La proposition n° 371 de M. Fedrigo est rejetée à l'unanimité, de même que la proposition analogue n° 372 de M. Desaeyere.

La proposition n° 373 déposée par M. Rigo est rejetée par 8 voix contre 3 et 2 abstentions.

M. Kubla retire sa proposition n° 374.

Le nouveau texte que le Gouvernement propose pour cette sixième option est adopté par 11 voix et 2 abstentions.

*Option 7*

M. Coëme retire sa proposition n° 375, étant donné qu'il a été tenu compte de son contenu dans la rédaction de la nouvelle sixième option.

Cette nouvelle septième option, telle qu'elle a été proposée par le Gouvernement et reprise de la proposition n° 376 de M. W. Claes est adoptée à l'unanimité.

*Option 8*

La proposition n° 377 de M. De Batselier est rejetée à l'unanimité, de même que la proposition n° 380 de M. Desaeyere.

Les propositions nos 378, 382, 383, 384, 385, 386 et 387 de MM. Dierickx et Deleuze sont rejetées par 11 voix contre 1 et 1 abstention.

La proposition n° 381 de M. Desaeyere est rejetée par 11 voix contre 2. La proposition n° 379 de M. Coëme est rejetée par le même vote.

Le nouveau texte proposé de la huitième option est adopté par 11 voix et 2 abstentions.

*Option 9 (nouvelle)*

La neuvième option (nouvelle), telle qu'elle figure dans le nouveau texte proposé par le Secrétaire d'Etat à l'Energie, est adoptée par 11 voix et 2 abstentions.

La proposition de M. Desaeyere visant à remplacer le texte de la nouvelle résolution proposée par le texte adopté

*Optie 4*

Het voorstel n° 360 van de heer Fedrigo tot schrapping van de tekst van deze optie wordt eenparig verworpen.

Het voorstel n° 361 van de heer W. Claes wordt verworpen met 10 tegen 2 stemmen. Het door de heer De Batselier ingediende voorstel n° 362 wordt verworpen met 9 tegen 2 stemmen en 1 onthouding. Met dezelfde stemmen wordt tevens het voorstel n° 363 van de heer W. Claes verworpen.

De nieuwe tekst van de vierde optie voorgesteld door de Regering wordt aangenomen met 11 stemmen en 2 onthoudingen.

*Optie 5*

Met 11 tegen 2 stemmen worden de voorstellen n°s 364, 365 en 366 van de heren Coëme, resp. W. Claes en resp. Deleuze en Dierickx verworpen.

De nieuwe tekst van deze vijfde optie wordt aangenomen met 11 tegen 2 stemmen.

*Optie 6*

Het voorstel n° 367 van de heer Coëme wordt ingetrokken. Het door de heer De Batselier ingediende voorstel n° 368 wordt verworpen met 9 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Het voorstel n° 369 van de heren Dierickx en Deleuze wordt eenparig verworpen.

Het voorstel n° 370 ingediend door de heer Ansoms wordt verworpen met 10 tegen 1 stem en 2 onthoudingen.

Het voorstel n° 371 van de heer Fedrigo wordt eenparig verworpen, evenals het gelijkaardige voorstel n° 372 van de heer Desaeyere.

Het voorstel n° 373 ingediend door de heer Rigo wordt verworpen met 8 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

De heer Kubla trekt zijn voorstel n° 374 in.

De nieuwe tekst voorgesteld door de Regering voor deze zesde optie wordt aangenomen met 11 stemmen en 2 onthoudingen.

*Optie 7*

De heer Coëme trekt zijn voorstel n° 375 in aangezien met de inhoud ervan werd rekening gehouden bij de redactie van de nieuwe zesde optie.

De nieuwe zevende optie, zoals voorgesteld door de Regering en overgenomen uit het voorstel n° 376 van de heer W. Claes, wordt eenparig aangenomen.

*Optie 8*

Het voorstel n° 377 van de heer De Batselier wordt eenparig verworpen, evenals het voorstel n° 380 van de heer Desaeyere.

De voorstellen n°s 378, 382, 383, 384, 385, 386 en 387 van de heren Dierickx en Deleuze worden verworpen met 11 tegen 1 stem en 1 onthouding.

Het voorstel n° 381 van de heer Desaeyere wordt verworpen met 11 tegen 2 stemmen. Met dezelfde stemmen wordt het voorstel n° 379 van de heer Coëme verworpen.

De nieuwe voorgestelde tekst van de achtste optie wordt aangenomen met 11 stemmen en 2 onthoudingen.

*Optie 9 (nieuw)*

De negende optie (nieuw) zoals zij voorkomt in het nieuwe tekstvoorstel van de Staatssecretaris voor Energie wordt aangenomen met 11 stemmen en 2 onthoudingen.

Het voorstel van de heer Desaeyere tot vervanging van de tekst van de nieuw voorgestelde resolutie door de tekst

par la Commission de l'Energie du Conseil flamand, est rejetée par 11 voix et 2 abstentions.

Le texte de la résolution relative aux options dans le domaine de l'électricité, tel qu'il figure à la fin du présent rapport, est adopté dans son ensemble par 11 voix et 2 abstentions.

## H. Examen des options dans le domaine de l'énergie nucléaire

### a. Discussion générale

Un membre souligne que les options en matière d'énergie nucléaire constituent le véritable enjeu du débat sur l'énergie. Dès l'abord il se déclare, au nom de son groupe, fondamentalement « anti-nucléaire ». Il se réjouit de voir que le Gouvernement ne considère plus ce type d'énergie comme la panacée puisque le Ministre des Affaires économiques a annoncé en termes voilés, à l'occasion de son intervention dans les options relatives au charbon, que la décision en matière de nouvelles centrales nucléaires était reportée à 1985.

Quoi qu'il en soit, les sept centrales que comptera la Belgique ne rencontreront que 12 à 13 % des besoins en énergie primaire.

L'opposition au nucléaire s'articule essentiellement sur des considérations d'ordre économique et écologique.

#### a) Les aspects économiques

Le prix du kWh ex centrale nucléaire est manifestement sous-évalué puisqu'il ne tient pas compte des coûts suivants :

- le démantèlement des centrales désaffectées (8 à 10 milliards par MW);
- la recherche appliquée;
- le contrôle de sécurité et les secours en cas d'accident;
- les barrages de retenue (3 à 4 milliards);
- le retraitement des déchets; selon les Suédois, le coût du conditionnement des déchets sans retraitement s'élève à 5 600 F par kg;
- les assurances nucléaires (les risques, pris en charge par la communauté, sont évalués à minimum 6 milliards);
- le taux d'actualisation de l'ensemble des coûts susmentionnés au cas où les risques se réalisent (notamment le réinvestissement et le recours au marché des capitaux);
- le taux de réserve qui augmente en fonction de l'importance des centrales;
- les frais de transport de chaleur et d'électricité.

Le rapport des sages conclut à un moindre coût des centrales combinées par rapport au nucléaire. Enfin, le membre fait observer que les industriels ne se lancent plus dans la construction de nouvelles centrales s'étant rendu compte de leur inadéquation économique.

#### b) Les aspects écologiques et de sécurité

- La pollution nucléaire se joint à une série de facteurs mutagènes;
- la pollution de l'eau : un rapport de la C. I. B. E. dénote une concentration en tritium dans la Meuse en aval de la vieille centrale de Chooz. On peut à juste titre s'inquiéter de l'évolution de la situation lorsque les quatre centrales nucléaires de Chooz seront en activité;

van de commissie voor de Energie van de Vlaamse Raad wordt verworpen met 11 stemmen en 2 onthoudingen.

Met 11 stemmen en 2 onthoudingen wordt de volledige tekst van de resolutie betreffende de opties op het gebied van de elektriciteit, zoals deze in fine van dit verslag wordt afgedrukt, aangenomen.

## H. Bespreking van de opties op het gebied van de kernenergie

### a. Algemene bespreking

Een lid wijst erop dat de opties inzake kernenergie de ware inzet van het energiedebat vormen. Van meet af werpt hij zich namens zijn fractie op als iemand die resoluut tegen kernenergie gekant is. Hij verheugt er zich over dat de Regering niet meer uitsluitend heil ziet in dat soort energie aangezien de Minister van Economische Zaken naar aanleiding van zijn tussenkomst bij de bespreking van de opties betreffende de steenkolen bedekt te kennen gaf dat de beslissing inzake nieuwe kerncentrales tot in 1985 werd uitgesteld.

Hoe dan ook, de zeven centrales die België zal tellen, zullen niet meer dan 12 tot 13 % van de primaire-energiebehoefte dekken.

Het verzet tegen de kernenergie wordt voornamelijk ingegeven door overwegingen van economische en ecologische aard.

#### a) De economische aspecten

De prijs van het kWh geleverd door een kerncentrale wordt klaarblijkelijk onderschat aangezien hij de volgende kosten negeert :

- de ontmanteling van de buiten dienst gestelde centrales (8 tot 10 miljard per MW);
- het toegepaste vorsingswerk;
- de veiligheidscontrole en de hulpverlening bij ongevallen;
- de stuwdammen (3 tot 4 miljard);
- de opwerking van de afval; volgens de Zweden bedragen de kosten van de verpakking van het niet-opgewerkte afval 5 600 F per kg;
- de kernenergieverzekeringen (de voor rekening van de gemeenschap komende risico's worden op minimum 6 miljard geschat);
- het actualiseringspercentage van alle bovenvermelde kosten, mochten die risico's ooit bewaarheid worden (met name de herinvestering en het beroep op de kapitaalmarkt);
- het reversepercentage : het bedrag ervan hangt af van de omvang van de centrales;
- de kosten voor het vervoer van warmte en elektriciteit.

Het Rapport der Wijzen is tot de conclusie gekomen dat de gecombineerde centrales minder duur uitvallen dan de kerncentrales. Tenslotte zij er op gewezen dat de ijver van de industriëlen om nieuwe kerncentrales op te richten bekoeld is nu zij er zich rekenschap van geven dat die centrales uit economisch oogpunt geen zoden aan de dijk brengen.

#### b) De ecologische en veiligheidsaspecten

- de nucleaire vervuiling gaat gepaard met een aantal factoren die het milieu grondig kunnen veranderen;
- de watervervuiling (een verslag van de B. I. W. M. bracht een concentratie van tritium aan het licht in de Maas stroomafwaarts de oude centrale van Chooz. Men dient zich terecht ongerust te maken over de evolutie van de toestand zodra de vier kerncentrales van Chooz in bedrijf zullen zijn;

— en matière d'accidents, il est regrettable que « Three Mile Island », plus particulièrement le type de séquences d'accidents qui a conduit aux faits que nous connaissons, ne soit pas pris en compte dans les plans de secours en Belgique. De toute façon, il est impossible de pallier tous les accidents possibles de sorte que les plans de secours se limitent à un seuil d'accidents prévisibles. Ceci se reflète par exemple dans le plan de secours distribué aux habitants de la région de Tihange, qui, non seulement n'est pas opérationnel, mais est tout simplement grotesque (en cas d'accident la population est invitée à se rendre au centre du village et d'attendre un autobus de ramassage);

— le Gouvernement décide de construire Tihange 2 alors que les voies de secours ne sont pas prévues;

— le problème du retraitement des déchets n'est pas résolu. Aucune technique n'est au point. Il suffit de songer aux problèmes que rencontrent l'usine de La Hague (France) qui ne fonctionne qu'au tiers de sa capacité et l'usine de Winscale (Grande-Bretagne) qui évacue par an plusieurs tonnes de plutonium dans l'atmosphère. Ces pertes importantes de plutonium peuvent rapidement atteindre la dose létale;

— les aspects civils et militaires des centrales nucléaires ne peuvent être dissociés. Certains pays utilisent le plutonium comme donnée d'exportation ce qui implique le danger de prolifération des armes nucléaires;

— la moitié de la durée de vie du plutonium s'élève à 24 000 ans; la dose létale n'est que de 1 à 2 microgrammes.

Un membre est d'accord pour dire que tous les frais qui résultent directement du cycle nucléaire doivent être imputés sur le prix du kWh: notamment les frais de recherche et les frais de démantèlement (qui sont, selon les estimations, de 0,5 à 1 centime). L'énergie nucléaire est cependant un mal nécessaire pour la période de transition dans laquelle nous vivons.

Des normes maximales de sécurité doivent être établies et le contrôle final des installations doit être confié entièrement à un organisme public.

La technologie du retraitement des déchets est déjà plus avancée. Eurochemic a fonctionné sans accident notable pendant 6 à 8 ans en utilisant différentes sortes de fuel pour des campagnes de courte durée, alors que cette méthode est plus dangereuse que celle des campagnes de longue durée où on n'utilise qu'un seul et même fuel.

Pour promouvoir la sécurité, il est préférable de respecter les normes de déversement existantes que de limiter la capacité de traitement en tonnage.

Un autre membre estime qu'il faut tenir compte des évolutions techniques et que les efforts en matière de recherche doivent être poursuivis. Il faut néanmoins tendre vers un meilleur équilibre en matière d'énergie entre les différents vecteurs énergétiques en tenant compte des sources d'énergie alternatives et en visant une utilisation rationnelle de l'énergie.

L'utilisation de l'énergie nucléaire est une technique qui demeure dangereuse car nous ne sommes pas encore parvenus à maîtriser tous les aspects du cycle (notamment le retraitement des déchets).

Concrètement, le membre souhaite commenter les points suivants :

a) quelle est l'hypothèse retenue par le Gouvernement en matière de croissance de la consommation électrique? Grâce à une politique d'U.R.E. sérieuse, une augmentation de la capacité serait inutile, même dans un futur relativement éloigné. Dans le cas contraire il faudrait procéder à la construction de centrales au charbon;

— inzake ongevallen is het betreurenswaardig dat met Three Mile Island en inzonderheid met de aard van de gevolgen der ongevallen die aanleiding gaven tot de ons bekende feiten geen rekening werd gehouden in de Belgische hulpplannen. Het is in ieder geval onmogelijk de gevolgen van alle soorten van ongevallen te verhelpen zodat de hulpplannen beperkt blijven tot een drempel van de voorzienbare ongevallen. Zulks komt met name tot uiting in het hulpplan dat aan de inwoners van de streek van Tihange werd rondgedeeld; het is niet alleen niet operationeel, het is eenvoudigweg grotesk (in geval van ongeval wordt de bevolking verzocht zich naar het centrum van de gemeente te begeven en er te wachten op een autobus die hen vanuit Luik zal komen oppikken);

— de Regering beslist Tihange II te bouwen terwijl de hulpwegen niet gepland zijn;

— het vraagstuk van de opwerking van de afval is niet opgelost. Geen enkele techniek is al voldoende betrouwbaar. Het volstaat te denken aan de vraagstukken waarmee de fabriek te La Hague (Frankrijk), die slechts op een derde van haar capaciteit draait, en de fabriek te Winscale (Groot-Brittannië), die per jaar verscheidene tonnen plutonium in de atmosfeer lost, te kampen hebben. Dat aanzienlijk verlies aan plutonium kan al vlug de dodelijke dosis bereiken;

— de burgerlijke en militaire aspecten van de kerncentrales kunnen niet worden gescheiden. Sommige landen gebruiken plutonium als gewoon exportproduct, wat het gevaar voor verspreiding van de kernwapens impliceert;

— de helft van de levensduur van plutonium bedraagt 24 000 jaar; bijgevolg de dodelijke dosis bedraagt slechts 1 tot 2 microgram.

Een lid is het ermede eens dat alle kosten die rechtstreeks afhankelijk zijn van de kerncyclus in de kWh-prijs moeten verrekend worden, o.m. het onderzoek, de ontmantelingskosten (die per kWh geraamd worden op 0,5 a 1 centiem). De kernenergie is echter een noodzakelijk kwaad voor de overgangperiode die we nu beleven.

Voor de veiligheid moeten maximale normen worden uitgewerkt en de laatste controle van de installaties moet volledig in handen zijn van een overheidsinstelling.

De technologie van de afvalverwerking na opwerking is thans verder gevorderd. Eurochemic heeft gedurende 6 à 8 jaar gewerkt op verschillende soorten fuels met korte campagnes (wat gevaarlijker is dan lange campagnes met één zelfde fuel) zonder noemenswaardig ongeval.

Om de veiligheid te bevorderen is het beter de bestaande lozingsnormen aan te houden dan de verwerkingscapaciteit in tonnemaat te beperken.

Een ander lid wenst zich niet te keren tegen technische evoluties en wenst de onderzoeksinspanning verder te zetten. Weliswaar moet een beter evenwicht worden verwezenlijkt inzake onderzoek onder de diverse energiedragers waarbij de alternatieve bronnen niet worden verwaarloosd en een R. E. V. wordt beoogd.

Kernenergie blijft gevaarlijk omdat niet alle aspecten van de cyclus worden beheerst (o.m. de afvalverwerking).

Concreet wenst hij de volgende punten toe te lichten :

a) welke groeihypothese voor het elektriciteitsverbruik houdt de Regering aan? Mits een doorgedreven R. E. V.-beleid kan de bestaande capaciteit nog lang voldoende zijn. Indien zulks niet het geval mocht zijn, dan kunnen steenkoolcentrales worden gebouwd;

b) les centrales au charbon sont également polluantes : la désulfuration, l'acidification de l'eau de pluie par suite de l'émission à basse et haute altitude sur le continent européen de substances polluantes et le déboisement;

c) il est nécessaire de diversifier la production d'électricité. Actuellement, la capacité nucléaire est suffisante. Il faut donner la préférence à la production combinée, assurée par de petites centrales, ce que ne permet pas l'énergie nucléaire;

d) on n'accorde pas encore suffisamment d'attention au problème de la sécurité. Il n'est pas certain que l'on ait tiré les leçons nécessaires de l'accident de Harrisburg;

e) pour déterminer le prix de revient, il faut tenir compte des recherches qui ont été financées par les pouvoirs publics. De la sorte, il apparaîtrait que le prix de revient de l'énergie nucléaire n'est pas beaucoup plus bas que celui d'autres vecteurs d'énergie;

f) les centrales nucléaires ont aussi une influence sur la situation sociale. Se pose en effet tout le problème de la grève et des normes de sécurité. Les mesures de sécurité à prendre contre les terroristes contiennent des éléments qui sont propres à un Etat policier. Un accident éventuel aurait des conséquences imprévisibles;

g) la commercialisation de surrégénérateurs est problématique. De plus, les surrégénérateurs sont refroidis au sodium, ce qui est très dangereux.

\* \* \*

Divers membres abordent un certain nombre de problèmes.

Les observations suivantes ont été faites au sujet du redémarrage d'Eurochemic :

a) pourquoi la capacité est-elle limitée à 60 T ? Cette limitation est économiquement contestable. En effet, d'ici à 1990 les centrales auront produit 1 500 T de déchets. Nous avons conclu avec l'entreprise de traitement de La Hague un contrat portant sur 500 T. La capacité annuelle d'Eurochemic n'étant que de 60 T, qu'allons-nous faire des 1 000 T restantes ?

b) est-il nécessaire d'implanter une nouvelle entreprise dans le bunker d'Eurochemic ? Cela représente un investissement d'au moins 15 milliards de F.

\* \* \*

Les « électriciens » refusent la réutilisation du plutonium libéré au cours du cycle.

En ce qui concerne le plutonium se pose également la question de l'exportation de la technologie nucléaire. Certains pays (notamment l'Argentine) vont exporter leur plutonium et construisent pour cette raison leurs centrales à proximité d'un aéroport, par exemple.

Des pertes se produisent encore au cours du cycle et jusqu'à présent ce problème n'a pas encore pu être résolu.

Le stockage des déchets dans des couches argileuses près de Mol hypothèque gravement notre avenir écologique. Il est impossible de prévoir les réactions qui pourraient se produire après plusieurs années de stockage.

Dans l'état actuel de nos connaissances techniques, il est recommandé de ne pas procéder au redémarrage d'Eurochemic.

\* \* \*

Il est injustifié que certains Etats membres de la Communauté européenne construisent des centrales nucléaires dans des régions frontalières sans procéder à la moindre

b) ook bij steenkoolcentrales rijzen milieuproblemen o.m. de ontzwaveling, de verzuring van het regenwater ten gevolge van de emissie van luchtverontreinigende stoffen op het Europese continent op geringe en op grote hoogte en de ontbossing;

c) het is noodzakelijk de elektriciteitsproductie te diversifiëren. Er is thans een voldoende nucleaire capaciteit. De voorkeur moet gaan naar een gecombineerde productie via gespreide kleine centrales wat niet kan met kernenergie;

d) aan de veiligheid is nog onvoldoende aandacht besteed. Het is niet zeker dat uit het Harrisburg-ongeval de nodige lessen werden getrokken;

e) voor het bepalen van de kostprijs moeten rekening worden gehouden met het onderzoek dat door de overheid werd gefinancierd. Zodoende zou blijken dat de kostprijs van kernenergie niet veel goedkoper is dan die van andere energiedragers;

f) de kerncentrales hebben ook een invloed op de sociale toestand. Er stelt zich immers de hele problematiek van de staking en de veiligheidsnormen. De beveiligingsmaatregelen die tegen terroristen moeten worden genomen houden elementen in van een politiestaat. Indien er zich een ongeval voordoet zijn de gevolgen onoverzichtelijk;

g) de commercialisering van kweekreactoren is twijfelachtig. Daarenboven zijn zij natriumgekoeld wat zeer gevaarlijk is.

\* \* \*

Door diverse leden worden nog een aantal problemen aangesneden.

I.v.m. de heropening Eurochemic werden de volgende bedenkingen gemaakt :

a) waarom wordt de capaciteit beperkt tot 60 T ? Zulks is economisch betwistbaar. Immers, tot 1990 zal 1 500 T afval vrijkomen door de ontlasting van de centrales. Met de verwerkingsonderneming te La Hague is een overeenkomst gesloten om 500 T af te zetten. Wat gebeurt er met de overige 1 000 T indien de jaarcapaciteit van Eurochemic slechts 60 T bedraagt ?

b) moet er binnen de bestaande bunker van Eurochemic een nieuw bedrijf komen ? Zulks betekent tenminste een investering van 15 miljard.

\* \* \*

De « elektriciens » willen het vrijgekomen plutonium niet opnieuw gebruiken.

I.v.m. het plutonium rijst ook het probleem van de export van nucleaire technologie. Bepaalde landen (o.m. Argentinië) zullen het plutonium uitvoeren en installeren daarom hun centrales bv. in de buurt van een luchthaven.

Er zijn steeds verliezen bij de kerncyclus en men heeft daar vooralsnog geen antwoord op.

Het opslaan van de afval in kleilagen rond Mol is een zware hypotheek op onze ecologische toekomst. Niemand kan immers voorspellen hoe de afvalmassa na jaren stockage zal reageren.

In de huidige stand van technische kennis is het aangevoerd Eurochemic niet te heropenen.

\* \* \*

Het is onverantwoord dat sommige Lidstaten van de Europese Gemeenschap centrales bouwen aan grensgebieden zonder enig overleg met hun buurstaten. Dergelijke landen die

concertation avec les pays voisins. Ces pays qui ne respectent pas la procédure de concertation communautaire et ne font donc même pas preuve d'une solidarité européenne élémentaire, devraient être exclus des prêts accordés dans le cadre de l'Euratom.

\* \* \*

Un membre fait remarquer que le rapport des Sages néglige une série d'aspects économiques :

a) Les « Sages » insistent sur la nécessité de disposer d'une capacité de réserve suffisante pour éviter des coupures de courant comme il s'en est produit en France ou aux Etats-Unis. Il se dégage toutefois d'une étude d'A. Verbruggen de l'U. F. S. I. A. que les frais inhérents à une surcapacité sont beaucoup plus élevés que ceux qui sont liés à une sous-capacité.

La couverture de capacité est d'ailleurs beaucoup trop grande en Belgique, ainsi qu'il ressort du fait qu'il n'a jamais été fait application des contrats d'interruption (déconnexion en cas de surcharge du réseau). L'intervenant plaide en faveur d'une extension de tels contrats.

b) Le démantèlement des centrales : il ressort du rapport complémentaire des Sages (III, 5) que le coût du démantèlement ne représenterait que 1,5 % du coût d'investissement.

Il résulte cependant d'autres rapports que le coût du démantèlement serait égal au coût d'investissement. Le coût du démantèlement serait par conséquent de 25 centimes par kWh et non de 0,5 à 1 centime comme un orateur précédait le prétendait.

D'ailleurs, aucune centrale n'a été démantelée jusqu'à présent. Notre expérience se limite aux centrales qui sont simplement fermées.

Il n'existe aucune garantie juridique en ce qui concerne le démantèlement. Quelle garantie possédons-nous que dans 25 à 30 ans les « électriciens » procéderont effectivement au démantèlement des centrales fermées ? Il serait dès lors préférable de créer un fonds dans ce but.

L'orateur signale pour terminer que les problèmes de prévention contre les catastrophes ne sont nullement réglés.

\* \* \*

Un membre souhaite encore poser une question concernant la sécurité de la population.

Il demande ce qu'il y a lieu d'entendre par « établis, réalisés et rendus opérationnels dans les délais nécessaires ».

\* \* \*

Le Secrétaire d'Etat se propose de répondre aux questions générales qui ont été posées concernant l'énergie nucléaire et ses applications éventuelles ainsi que concernant les mesures de sécurité qui s'imposent.

Il fait remarquer que le projet de résolution traite de manière détaillée de ces mesures de sécurité. Le Gouvernement a l'intention de rester dans le cadre de lignes de conduite générales.

Il sera également tenu compte de tous les éléments du prix de revient: on notera d'autre part que le kW nucléaire est celui dont le coût de production est le moins élevé.

En ce qui concerne l'impact sur l'environnement, le Secrétaire d'Etat fait remarquer que l'utilisation de méthanol, par exemple, est 120 fois plus dangereux que celle de l'énergie nucléaire.

Après le gaz naturel, c'est l'énergie nucléaire qui est la moins dangereuse pour la production d'énergie.

zich niet houden aan de communautaire overlegprocedure en bijgevolg niet aan een elementaire gemenschapssolidariteit, zouden moeten uitgesloten worden van Euratomleningen.

\* \* \*

Een lid wijst erop dat het rapport der wijzen een reeks economische aspecten verwaarloost :

a) de « Wijzen » dringen aan op een voldoende reservecapaciteit om stroomonderbrekingen te vermijden zoals in Frankrijk of de Verenigde Staten. Uit een studie van A. Verbruggen van de U. F. S. I. A. blijkt evenwel dat de kosten van een overcapaciteit veel hoger zijn dan deze verbonden aan een ondercapaciteit.

Trouwens, in België is de capaciteitsdekking veel te groot. Zulks blijkt uit het feit dat geen van de gesloten onderbrekingscontracten (loskoppelen in geval van overbelasting van het net) ooit werd toegepast. Spreker pleit voor een uitbreiding van dergelijke contracten.

b) De ontmanteling van de centrales : uit het aanvullende rapport der Wijzen (III, 5) blijkt dat de ontmantelingskosten slechts 1,5 % zouden bedragen van de investeringskosten.

Uit andere verslagen blijkt evenwel dat de ontmantelingskosten evenveel zouden bedragen als de investeringskosten. De ontmantelingsprijs zou dan 25 centiem per kWh bedragen en geen 0,5 à 1 centiem zoals een vorige spreker beweerde.

Trouwens tot nog toe werden geen centrales ontmanteld. Men heeft alleen ervaring met gesloten centrales.

Nopens de ontmanteling bestaat er geen enkele juridische waarborg. Welke garantie heeft men dat over 25 à 30 jaar de « elektriciens » de gesloten centrales zullen ontmantelen ? Het zou bijgevolg beter zijn een fonds in te stellen voor dit doel.

Tenslotte wijst spreker erop dat de hele problematiek van de verzekering tegen rampen niet geregeld is.

\* \* \*

Een lid wenst nog een vraag te stellen betreffende de veiligheid van de bevolking.

Hij vraagt wat bedoeld wordt met de opstelling, verwezenlijking en operationeel maken binnen de vereiste termijnen ?

\* \* \*

De Staatssecretaris wenst te antwoorden op algemene vragen die gesteld werden betreffende de kernenergie en haar eventuele toepassingen en ook betreffende de vereiste veiligheidsmaatregelen.

Hij wijst erop dat in de ontwerp-resolutie uitvoerig sprake is van die veiligheidsmaatregelen. Het is de bedoeling van de Regering zich binnen het raam van algemeen gedrageregels te blijven.

Ook zal rekening gehouden worden met alle elementen van de kostprijs, en dan moet nog gezegd worden dat de nucleaire KW diegene is die aan de goedkoopste prijs kan geproduceerd worden.

Wat betreft de gevolgen voor het leefmilieu wijst de Staatssecretaris erop dat het gebruik van methanol bijvoorbeeld 120 keer gevaarlijker is dan het gebruik van kernenergie.

Na aardgas komt de kernenergie als veiligste manier van energieproductie.

En ce qui concerne le problème des réserves, le Secrétaire d'Etat rappelle les incidents qui ont eu lieu dans d'autres pays et il souligne leurs répercussions sur le plan social et économique.

Les retombées économiques d'une coupure de courant de longue durée sont très importantes, ainsi qu'on a pu le constater à New-York et à Paris. Le Secrétaire d'Etat ne peut pas admettre que la sous-capacité coûterait moins cher que la surcapacité. Toutes les études dont il dispose indiquent que c'est l'inverse.

En outre, la sous-capacité équivaut selon lui à un sous-développement.

Il est un fait que les contrats d'interruption nous ont procuré jusqu'à présent une certaine sécurité. Le plan d'équipement a été établi compte tenu d'une interruption d'approvisionnement de 16 heures. Il est impossible d'établir un plan sans tenir compte de la moindre interruption, car cela supposerait une puissance infinie et aussi des dépenses énormes.

En réponse aux questions concernant les rejets de tritium dans la Meuse, le Secrétaire d'Etat fournit les explications suivantes.

Aux termes de l'arrêté royal du 28 février 1963 et de l'arrêté royal du 23 mai 1972, la concentration maximum autorisée de tritium est de 300 picocuries pour la population. Pour les travailleurs qui sont directement exposés au tritium, cette concentration peut être dix fois plus élevée. Le total des rejets autorisés dans la Meuse atteindrait donc 16 190 curies par an. On constate cependant que les rejets réels sont loin d'atteindre cette limite. La centrale de Chooz rejette environ 3 000 curies par an. Par contre, celle de Tihange en rejette environ 300 à 400 par an. Les trois unités de Tihange ne pourraient rejeter ensemble pas plus de 1 500 curies par an et chacune des unités de 1 300 MW de Chooz ne pourrait rejeter en moyenne pas plus de 750 curies par an.

Le total des rejets ne dépasserait donc pas 7 500 curies par an, ce qui est donc largement inférieur aux normes admises.

A la question concernant les plans de sécurité, le Secrétaire d'Etat répond que le délai requis correspond au délai de mise en service de la centrale. Il est cependant évident que ces plans sont encore susceptibles d'amélioration. Ce n'est cependant pas en transformant les alentours de la centrale en une surface bétonnée que la sécurité augmentera.

\* \* \*

Un membre fait observer qu'il y a environ un mois, le Secrétaire d'Etat a déclaré, lors d'une conférence internationale, qu'il « fallait se garder d'un excès de mesures de sécurité ».

Qu'entendait le Secrétaire d'Etat par ces propos ?

Le membre souligne que, dans l'arrondissement de Huy-Waremme, on a éprouvé des difficultés à faire agir le Gouvernement national, ne fût-ce qu'en ce qui concerne le statut de l'organisme de contrôle, pour lequel un statut public et autonome a été proposé, mais sans qu'une décision ait été prise à ce jour.

Le même membre souligne que les statistiques en matière de sécurité des centrales nucléaires ne sont pas très fiables en ce sens qu'aucun chercheur n'exclut totalement la possibilité d'un accident.

Un autre membre revient sur la question de savoir si c'est la surcapacité ou la sous-capacité qui est la moins onéreuse: il précise que sa position reposait sur une étude de M. Verbruggen de l'U. F. S. I. A. d'Anvers publiée dans le cadre du programme national de recherche.

Wat betreft het probleem van de reserves verwijst de Staatssecretaris naar incidenten die plaats hadden in andere landen en naar de weerslag ervan op sociaal en economisch gebied.

De economische weerslag van een lange onderbreking van de electriciteit is zeer groot. Dit kon vastgesteld worden tijdens stroomonderbrekingen in New-York en Parijs. De Staatssecretaris kan niet aannemen dat ondercapaciteit minder zou kosten dan overcapaciteit. Alle studies waarover hij beschikt wijzen in de andere richting.

Daarbij komt volgens hem dat ondercapaciteit gelijkstaat met onderontwikkeling.

Het is een feit dat de onderbrekingscontracten tot nu toe gediend hebben als een soort van veiligheid. Het uitrustingsplan is opgemaakt rekening houdend met een onderbreking van 16 uur. Het is onmogelijk een plan op te maken zonder rekening te houden met enige onderbreking, want dat zou een oneindige stroomsterkte veronderstellen en ook massale uitgaven.

In antwoord op de vragen betreffende de lozing van tritium in de Maas verstrekt de Staatssecretaris volgende toelichting.

Volgens het koninklijk besluit van 28 februari 1963 en het koninklijk besluit van 23 mei 1972 is de maximum toegelaten concentratie aan tritium voor de bevolking 300 picocurie. Voor de werknemers die rechtstreeks blootgesteld worden aan tritium mag dit 10 maal meer zijn. De totale toegelaten lozing in de Maas zou dus 16 190 curie/jaar zijn. Er wordt echter vastgesteld dat de werkelijke lozing daar ver onder blijft. De Centrale van Chooz loost ongeveer 3 000 curie per jaar. De Centrale Tihange I daarentegen loost ongeveer 300 tot 400 curie per jaar. De drie eenheden van Tihange zouden samen niet meer dan 1 500 curie per jaar mogen lozen. Elke eenheid van 1 300 Megawatt van Chooz zou gemiddeld niet meer dan 750 curie per jaar mogen lozen.

Het totaal zou dus de 7 500 curie per jaar niet overtreffen en blijft dus ruimschoots onder de aangenomen lozingsnormen.

Op de vraag over de veiligheidsplannen antwoordt de Staatssecretaris dat de vereiste termijn beantwoordt aan de termijn om de centrale in bedrijf te stellen. Het is echter vanzelfsprekend dat die plannen nog kunnen verbeterd worden. Het is echter niet door de omgeving van een kerncentrale in een betonvlakte te veranderen dat de veiligheid zal verhoogd worden.

\* \* \*

Een lid merkt op dat de Staatssecretaris ongeveer een maand geleden tijdens een internationale conferentie verklaarde dat « men zich moest hoeden voor een overdaad aan veiligheidsmaatregelen ». Wat heeft de Staatssecretaris met deze uitspraak bedoeld ?

Het lid wijst erop dat in het arrondissement Huy-Waremme de nationale Regering moeilijk tot handelen te bewegen was, al was het maar wat betreft het statuut van het controleorganisme, waar een openbaar en onafhankelijk statuut was vooropgesteld, maar nog steeds geen beslissing werd getroffen. Hetzelfde lid wijst erop dat statistische gegevens over de veiligheid van kerncentrales niet erg betrouwbaar zijn, in die zin dat geen enkele onderzoeker de mogelijkheid van een ongeluk volledig uitsluit.

Een ander lid komt nogmaals terug op de vraag of overcapaciteit, dan wel ondercapaciteit goedkoper uitvalt en verklaart dat zijn stellingname gebaseerd was op een publicatie van de heer Verbruggen van de U. F. S. I. A. te Antwerpen in het kader van het nationaal onderzoeksprogramma.



Le membre considère qu'il serait très facile de déterminer le coût d'une sous-capacité éventuelle : il s'agit d'éviter des investissements supplémentaires. Par contre, le coût d'une surcapacité est beaucoup plus difficile à calculer. Le membre ne peut admettre que la sous-capacité soit assimilée à un sous-développement.

En effet, il faut tenir compte du coût social de certaines formes d'énergie.

Le membre souhaite encore poser une question concernant les contrats d'interruption : n'y a-t-on jamais recouru jusqu'à présent ? Servent-ils exclusivement de sauvegarde ?

Quel est le pourcentage de ces contrats à l'heure actuelle ? Quel pourcentage pourraient-ils éventuellement atteindre ? De combien le coefficient de réserve pourrait-il diminuer si ces contrats étaient appliqués ?

Une autre question porte sur la localisation des centrales nucléaires. Jusqu'à présent, ces centrales ont été réparties plus ou moins paritairément entre la Flandre et la Wallonie; dès lors, la décision de construire une centrale nucléaire n'impliquera-t-elle pas en fait la construction de deux centrales ?

On a justifié l'exécution de travaux d'infrastructure dans les environs de Huy en invoquant qu'il fallait prévoir des possibilités d'évacuation pour la population voisine de la centrale nucléaire.

Le Secrétaire d'Etat ne va-t-il pas à l'encontre de cet argument lorsqu'il dit qu'il ne faut pas créer de « surface de béton » ?

Un membre se réfère à une étude récente, parue en mai 1982, et réalisée par le professeur Giovannini du Centre universitaire pour l'Etude des Problèmes énergétiques de Genève.

Il ressort de cette étude qu'au niveau mondial, l'énergie nucléaire représente 1 % seulement de la production totale d'énergie. Or, elle est proposée par certains comme la solution pour l'avenir.

Si nous nous fixions pour but de porter la part représentée par l'énergie nucléaire à 10 % de la production mondiale d'énergie, nous courrions le risque de voir se produire une fois par an un accident similaire à celui qui s'est produit à Harrisburg. Il y aurait alors 6 000 centrales nucléaires en activité qui produiraient annuellement 12 000 m<sup>3</sup> de déchets hautement radioactifs et 64 tonnes de plutonium. Les réserves connues d'uranium seraient épuisées sur une période de deux à sept ans.

Le membre estime que l'utilisation des énergies fossiles et renouvelables permettrait d'assurer notre approvisionnement jusqu'en l'an 2000. Il insiste pour terminer sur un phénomène qui se produit actuellement, à savoir que les pays qui sont partisans de l'économie libre de marché (par exemple les Etats-Unis) renoncent de plus en plus à l'utilisation des centrales nucléaires.

#### b. Examen des options

##### Première option

La première option proposée est libellée comme suit :

« La Chambre,

1. Recommande que la décision, la mise en service et le maintien en exploitation d'installations nucléaires impliquent :

— la mise en œuvre de moyens de contrôle complets et sûrs, confiés à des organismes agréés par l'Etat, indépendants des exploitants, tant au plan du fonctionnement des centrales que pour l'ensemble du cycle du combustible;

De kosten van een eventuele ondercapaciteit zijn volgens het lid zeer gemakkelijk te bepalen : het betreft het vermijden van extra-investeringen. De kosten van een overcapaciteit daarentegen zijn veel moeilijker te berekenen. Het lid kan niet akkoord zijn met de uitspraak dat ondercapaciteit onderontwikkeling zou betekenen.

Er moet immers rekening gehouden worden met de sociale kosten van bepaalde energievormen.

Het lid wenst nog een vraag te stellen betreffende de onderbrekingscontracten. Wordt er nooit beroep op gedaan ? Functioneren zij uitsluitend als vangnet ? Wat is het percentage van deze contracten op dit ogenblik ? Tot welk percentage zou dit eventueel kunnen opklimmen ? Met welk gedeelte zou de reservecoëfficiënt kunnen dalen tengevolge van deze contracten, mochten zij in werking gesteld worden ? Een andere vraag gaat over de localisatie van de kerncentrales. Tot nu toe werden die centrales ongeveer paritair verdeeld tussen Vlaanderen en Wallonië. Zal de beslissing om één kerncentrale te bouwen niet impliciet inhouden dat in feite twee centrales zouden gebouwd worden ?

In de buurt van Hoei werd de aanleg van infrastructuurwerken verdedigd met het argument dat er evacuatiemogelijkheden moesten zijn voor de bevolking rond de kerncentrale. Wanneer de Staatssecretaris zegt dat er geen « betonvlakte » moet gecreëerd worden, gaat hij dan niet tegen dit argument in ?

Een lid verwijst naar een recente studie van mei 1982, uitgevoerd door professor Giovannini van het Universitair Centrum voor Studie van Energieproblemen te Genève. Daaruit blijkt dat kernenergie op wereldvlak ongeveer 1 % van de energieproductie vertegenwoordigt. Welnu, sommigen stellen deze energievorm voor als de oplossing voor de toekomst.

Indien wij er zouden naar streven dit aandeel op te voeren tot 10 % van de totale wereldenergieproductie dan lopen wij het risico van één ongeval per jaar in de zin van Harrisburg. Er zouden dan 6 000 kerncentrales in bedrijf moeten komen, met als gevolg 12 000 m<sup>3</sup> hoog radioactief afval per jaar en 64 ton plutonium per jaar. Op die manier zouden de reserves aan uranium in twee tot zeven jaar uitgeput raken. Het lid is daarom van mening dat door het gebruik van fossiele en hernieuwbare energie een mogelijkheid bestaat om onze energievoorziening veilig te stellen tot het jaar 2000. Tenslotte wijst hij nog op het verschijnsel dat landen die de vrije markteconomie aankleven (o.a. de V. S. A.) steeds meer afstand nemen van het gebruik van kerncentrales.

#### b. Bespreking van de opties

##### Eerste optie

De voorgestelde tekst van de eerste optie luidt als volgt :

« De Kamer,

1. Beveelt aan dat de beslissing, de verwezenlijking en het in exploitatiehouden van kerninstallaties het volgende inhouden :

— de aanwending van volledige en zekere controlemiddelen toevertrouwd aan door de Staat erkende instellingen, los van de exploitanten, zowel op het vlak van de werking van de centrales als op dat van de hele splijtstofcyclus;

— que les plans de sécurité, de secours et d'évacuation soient établis, réalisés et rendus opérationnels dans les délais nécessaires;

— une information adéquate du public sur les mesures à prendre et sur les plans de sécurité, de secours et d'évacuation. »

M. Deleuze (n° 388) propose de supprimer intégralement le texte de cette résolution en renvoyant aux arguments qu'il a développés précédemment.

M. Fedrigo (n° 389) propose également de remplacer entièrement la résolution par le nouveau texte ci-après :

« La Chambre,

Considérant que le recours à l'énergie nucléaire n'exerce qu'un effet négligeable sur la dépendance énergétique et sur la diversification des sources d'énergie;

Considérant que la poursuite du développement de l'énergie nucléaire n'est pas nécessaire pour l'approvisionnement en énergie du pays et qu'un tel développement comporterait de gros risques sur le plan écologique, social, économique et politique;

Vu le rôle peu important qui, dans l'avenir, sera attribué à l'énergie nucléaire dans la production d'électricité;

Vu que dans le budget de Recherche/Développement en matière d'énergie, la part du lion est réservée au développement de l'énergie nucléaire;

Considérant que la législation actuelle et les dispositions prises par le Gouvernement en ce qui concerne le contrôle de la sécurité, sont absolument insuffisantes pour rencontrer les exigences des travailleurs et de la population dans le domaine de la sécurité, de la santé publique et de l'environnement;

Considérant qu'il n'est pour l'instant pas encore techniquement possible de « fermer » le cycle du combustible nucléaire par le conditionnement de tous les déchets et leur entreposage, et qu'il n'est donc pas possible de rendre acceptables les répercussions écologiques de l'utilisation de l'énergie nucléaire;

Vu l'expérience très limitée qui existe à l'échelle mondiale en matière de retraitement de barres combustibles irradiées provenant de réacteurs à eau légère et vu le nombre limité d'installations existantes où ce retraitement se fait à échelle industrielle;

Vu les risques et les problèmes de sécurité réels pour les travailleurs et la population, liés aux activités de retraitement notamment à l'usine de La Hague en France;

Considérant que le traitement des déchets retraités n'est techniquement pas encore au point et considérant que la fiabilité de la technique de vitrification n'a pas été démontrée pour la très longue période dont il s'agit dans ce cas-ci;

Considérant que l'entreposage temporaire de déchets retraités pose des problèmes qui n'ont pas été suffisamment résolus;

Considérant qu'il faudrait encore dix ans au moins avant de pouvoir juger si l'entreposage définitif des déchets retraités dans le sous-sol est acceptable sur le plan écologique;

Vu le risque de prolifération qui apparaît lorsque le plutonium est séparé des matières fissiles irradiées par retraitement;

Considérant que la récupération de plutonium et d'uranium par le retraitement des barres combustibles irradiées n'est, au prix actuel de l'uranium, certainement pas une opération rentable, mais au contraire très coûteuse;

— de opstelling, verwezenlijking en operationeelmaking, binnen de vereiste termijnen, van de veiligheids-, hulp- en ontruimingsplannen;

— een doeltreffende voorlichting van de bevolking in verband met de te treffen maatregelen op veiligheids-, hulp- en ontruimingsvlak. »

De heer Deleuze (n° 388) stelt voor de tekst van deze resolutie volledig te schrappen en verwijst daartoe naar zijn vroeger aangehaalde argumenten.

Ook de heer Fedrigo (n° 389) stelt voor de volledige tekst van de resolutie te vervangen door een nieuwe tekst :

« De Kamer,

Overwegende dat het beroep op kernenergie slechts een te verwaarlozen weerslag heeft op onze afhankelijkheid inzake energie en op de diversificatie van de energiebronnen;

Overwegende dat de voortzetting van de ontwikkeling van de kernenergiebevoorrading van het land en dat een dergelijke ontwikkeling grote risico's zou meebrengen op ecologisch, sociaal, economisch en politiek vlak;

Gelet op de weinig belangrijke rol die de kernenergie in de toekomst zal krijgen voor de elektriciteitsproductie;

Overwegende dat het grootste deel van de begroting voor Onderzoek-/Ontwikkeling inzake kernenergie voorbehouden is voor de ontwikkeling van de kernenergie;

Overwegende dat de huidige wetgeving en de door de Regering genomen maatregelen met betrekking tot de veiligheidscontrole absoluut ontoereikend zijn om de eisen van de werknemers en de bevolking tegemoet te komen op het stuk van de veiligheid, de openbare gezondheid en het leefmilieu;

Overwegende dat het voor het ogenblik technisch nog niet mogelijk is de splijtstofcyclus « af te ronden » met de verwerking van alle afval en het stockeren ervan, en dat het derhalve niet mogelijk is de ecologische gevolgen van het gebruik van kernenergie aanvaardbaar te maken;

Gelet op de zeer beperkte ervaring die op wereldvlak is opgedaan met betrekking tot de opwerking van bestraalde splijtstofstaven die afkomstig zijn van lichte waterreactoren en gelet op het beperkt aantal bestaande installaties waar die opwerking op industriële schaal gebeurt;

Gelet op de reële risico's en problemen die, inzake de veiligheid van de werknemers en de bevolking, gepaard gaan met de opwerkingsactiviteiten en zoals met name die in de fabriek te La Hague in Frankrijk worden beleefd;

Overwegende dat de verwerking van opgewerkte afvalstoffen technisch nog niet volmaakt is en dat de betrouwbaarheid van het procédé van de vitrificatie niet bewezen is niettegenstaande de zeer lange periode tijdens dewelke het in gebruik was;

Overwegende dat het tijdelijk opslaan van opgewerkte afval problemen doet rijzen die niet voldoende opgelost zijn;

Overwegende dat het nog tien jaar zal duren alvorens men kan oordelen of het definitief opslaan van opgewerkte afval in de ondergrond op ecologisch vlak aanvaardbaar is;

Gelet op het uitzaaiingsrisico dat ontstaat wanneer plutonium van door opwerking bestraalde splijtstof gescheiden wordt;

Overwegende dat het terugwinnen van plutonium en uranium door opwerking van de bestraalde brandstofstaven, gelet op de huidige prijs van het uranium, alleszins geen rendabele, doch integendeel een zeer dure onderneming is;

Considérant que les installations de retraitement d'Eurochemic à Dessel sont vétustes et technologiquement inadaptees au retraitement des matières fissiles à eau légère;

Vu que les matières fissiles irradiées peuvent être stockées pour une période intérimaire de 10 ans au moins dans des bassins, en attendant le développement d'une méthode de stockage définitive;

Considérant que l'utilisation des surrégénérateurs doit être rejetée et que la conception des travaux de recherche en ce domaine doit être revue;

Considérant qu'une reconversion des entreprises nucléaires concernées est possible à condition qu'une politique d'orientation sociale soit menée envers les membres du personnel concernés;

1. Souhaite la création d'un organisme de contrôle indépendant des productions d'électricité, mais relevant de l'autorité publique et reflétant largement, dans sa composition, les préoccupations des autorités publiques concernées à tous les niveaux, y compris le niveau local;

2. Souhaite qu'une décision à propos du retraitement ou non des matières fissiles irradiées soit ajournée pour une période de dix ans au moins, en raison des objections suscitées, et s'oppose à la mise en service de l'usine de retraitement Eurochemic à Dessel;

3. Souhaite qu'une décision quant au retraitement ou non des matières fissiles irradiées et concernant la méthode de stockage définitif des déchets radioactifs, dépende d'un débat parlementaire à organiser après 1990, et qui sera basé uniquement sur les résultats d'examens scientifiques sur le stockage définitif de déchets radioactifs;

4. Souhaite la résiliation des contrats de retraitement non-exécutés, conclus entre les exploitants de réacteurs belges et la firme Cogema qui assure la gestion de l'usine de La Hague (France) et s'oppose à la signature de nouveaux contrats;

5. Demande au Gouvernement de créer un organisme public appelé Belgotoxique, chargé du transport, de la manipulation, de la transformation et du stockage des déchets industriels toxiques, tant chimiques que radioactifs;

6. Demande au Gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires afin de pouvoir stocker temporairement sous la gestion de la société Belgotoxique, les matières fissiles irradiées, tant celles qui ont déjà été écoulées vers La Hague, en France, que celles qui seront déchargées des réacteurs belges dans les années à venir;

7. Demande au Gouvernement d'avoir recours, dans le cadre des mesures mentionnées au point 6, au bassin d'entreposage existant pour les matières fissiles irradiées d'Eurochemic, aux bassins d'entreposage existants et en construction à proximité des centrales nucléaires, et d'obliger finalement les exploitants de réacteurs de prévoir des capacités d'entreposage complémentaires;

8. Demande au Gouvernement de créer une commission d'étude chargée de déterminer dans quelle mesure les installations d'Eurochemic peuvent être utilisées par Belgotoxique pour accomplir ses missions;

9. Demande au Gouvernement de prendre, dans le cadre de la convention conclue avec Eurochemic, toutes les mesures nécessaires pour pouvoir traiter en toute sécurité les déchets radioactifs produits par Eurochemic;

10. Invite le Gouvernement à restructurer le C. E. I./S. C. K. en un Centre de Recherches sur l'Energie;

11. Invite le Gouvernement à orienter, dans le nouveau Centre de Recherches sur l'Energie, la partie « énergie nucléaire » du programme de recherche du C. E. N./S. C. K. vers le démantèlement des installations nucléaires et vers le

Overwegende dat de opwerkingsinstallaties van Eurochemic te Dessel ouderwets zijn en technisch onaangepast voor de opwerking van splijtstof met licht water;

Aangezien de bestraalde splijtstof gedurende een tussentijdse periode van ten minste 10 jaar kan worden opgeslagen, in afwachting dat een definitieve methode voor het opslaan van die stoffen wordt uitgewerkt;

Overwegende dat het gebruik van de kweekreactoren moet worden verworpen en dat het desbetreffend vorsingswerk op een andere leest geschoeid moet worden;

Overwegende dat een omschakeling van de betrokken kerncentrales mogelijk is, op voorwaarde dat een beleid van sociale oriëntering ten gunste van de betrokken personeelsleden gevoerd wordt:

1. Wenst de oprichting van een controle-orgaan dat niet afhangt van de elektriciteitsproductie maar onder de overheid ressorteert en qua samenstelling in ruime mate de wensen van de betrokken overheid op alle niveaus, met inbegrip van het plaatselijk niveau, weerspiegelt;

2. Wenst dat een beslissing betreffende het al dan niet opwerken van de bestraalde splijtstof gedurende een periode van ten minste 10 jaar wegens de bovenvermelde bezwaren wordt uitgesteld en verzet zich tegen het in werking stellen van de opwerkingsfabriek Eurochemic te Dessel

3. Wenst dat een beslissing betreffende het al dan niet opwerken van de bestraalde splijtstof en betreffende de methode van definitief opslaan van de radioactieve afval afhankelijk wordt gesteld van een parlementair debat dat na 1990 zal plaats hebben en uitsluitend gebaseerd zal zijn op de resultaten van wetenschappelijk onderzoek betreffende het definitief opslaan van radioactieve afval.

4. Wenst de verbreking van de niet-uitgevoerde opwerkingscontracten die tussen de uitbaters van Belgische kernreactoren en de firma Cogema die de fabriek te La Hague (Frankrijk) beheert, werden aangegaan en verzet zich tegen de ondertekening van nieuwe contracten;

5. Vraagt de Regering een openbare instelling, Belgotoxique genaamd, op te richten, die belast is met het vervoer, de behandeling, de verwerking en het opslaan van zowel chemische als radioactieve giftige industriële afval;

6. Vraagt de Regering alle nodige maatregelen te treffen ten einde, onder het beheer van de maatschappij Belgotoxique, tijdelijk de bestraalde splijtstof te mogen opslaan, met name zowel die welke reeds overgebracht werd naar La Hague (Frankrijk) als die welke in de komende jaren uit de Belgische reactoren zal worden verwijderd;

7. Vraagt aan de Regering om in het raam van de in punt 6 vermelde maatregelen, gebruik te maken van de bestaande bekkens waarin de bestraalde splijtstof van Eurochemic wordt opgeslagen en van de bestaande en in aanbouw zijnde opslagbekkens in de nabijheid van de kerncentrales, alsmede de uitbaters van reactoren te verplichten in aanvullende opslagmogelijkheden te voorzien;

8. Vraagt de Regering een studiec commissie op te richten die ermee belast wordt te bepalen in welke mate de installaties van Eurochemic door Belgotoxique kunnen worden gebezigd om er haar taken te volbrengen;

9. Vraagt de Regering om in het raam van de met Eurochemic gesloten overeenkomst alle nodige maatregelen te treffen om de door Eurochemic geproduceerde radioactieve afval in alle veiligheid te kunnen behandelen;

10. Nodigt de Regering uit om het S. C. K./C. E. N. te herstructureren tot een Vorsingscentrum voor de Energie;

11. Nodigt de Regering uit om in het nieuw Vorsingscentrum voor de Energie, het gedeelte « kernenergie » van het vorsingsprogramma S. C. K./C. E. N. te oriënteren naar de ontmanteling van de kerninstallaties en naar het verpak-

conditionnement et l'entreposage de déchets radioactifs, tout en consacrant autant d'attention aux déchets retraités qu'aux déchets non-retraités;

12. Souhaite que le Gouvernement décrète l'interdiction de déverser des déchets radioactifs dans les océans;

13. Estime qu'il ne serait pas justifié d'avoir recours à des surrégénérateurs rapides pour la production d'énergie;

14. Estime que la recherche en matière des surrégénérateurs doit être réorientée et qu'une participation belge à de futurs projets internationaux de surrégénérateurs, tels que le SNR-2 et le Super-Phenix 2, ne peut être envisagée;

15. Demande au Gouvernement d'examiner comment notre participation aux projets internationaux de surrégénérateurs SNR-300 à Kalkar (Allemagne) et Super-Phenix à Malville (France) pourrait prendre fin le plus tôt possible;

16. Demande au Gouvernement de rédiger, dans le cadre des options susdites, un plan global de restructuration pour les entreprises nucléaires, afin d'élaborer d'après ce plan une politique régionale d'emploi pour réduire au maximum les conséquences sociales de cette restructuration;

17. Souhaite que tous les coûts du cycle des matières fissiles, y compris tous les frais de recherche, de surveillance, de contrôle et d'inspection, et les assurances contre les risques ainsi que les frais de démantèlement soient intégrés dans le prix du Kwh nucléaire;

18. Souhaite la création d'un fonds de secours pour l'indemnisation de tout dommage (même génétique) subi par la communauté à la suite d'un accident nucléaire, alimenté par une taxe extraordinaire sur le prix du Kwh nucléaire;

19. Souhaite que les plans de secours deviennent opérationnels et que toute information utile concernant la population en cas d'accident nucléaire, soit rendue publique;

20. Demande au Gouvernement d'élaborer, dans le cadre de l'Euratom, des mesures pour régler le problème de l'installation de centrales nucléaires à nos frontières par les pays limitrophes, et notamment de ne pas accorder des prêts Euratom pour de tels projets;

21. Demande au Gouvernement qu'en matière de politique d'approvisionnement en uranium, les résolutions de l'Assemblée générale de l'O. N. U. concernant les sanctions économiques contre certains pays et leurs régimes soient respectées strictement, et souhaite en particulier qu'aucun accord commercial ne soit conclu avec des pays dont la législation accorde des droits et libertés à leurs citoyens de manière discriminatoire sur base de leur appartenance raciale. »

M. De Batselier (n° 390) propose de remplacer les options 1 à 4 par le nouveau texte ci-après :

« 1. rejette, dans les circonstances actuelles, toute décision favorable à la construction d'une ou de plusieurs nouvelles centrales nucléaires;

2. préconise que les organismes de contrôle agréés, qui sont responsables du contrôle et de la sécurité des centrales nucléaires, soient transformés sans délai en organismes d'intérêt public;

3. recommande que l'usine de retraitement Eurochemic soit convertie en vue du conditionnement et du stockage des déchets radioactifs; que la décision de reprendre les activités de retraitement soit différée de cinq ans afin de permettre la mise au point de la technologie du stockage temporaire;

Après ce délai, un choix définitif pourra être fait entre les deux technologies de traitement des déchets;

ken en opslaan van radioactieve afval, waarbij evenveel aandacht besteed wordt aan de opgewerkte afval als aan de niet-opgewerkte afval;

12. Wenst dat de Regering een verbod uitvaardigt om radioactieve afval in de oceanen te lozen;

13. Oordeelt dat het niet gerechtvaardigd zou zijn om voor de produktie van energie snelle kweekreactoren te gebruiken;

14. Oordeelt dat het vorsingswerk inzake kweekreactoren in nieuwe banen moet worden geleid en dat een Belgische deelneming aan toekomstige internationale kweekreactorprojecten, zoals SNR-2 en Super-Phenix 2, niet kan worden overwogen;

15. Vraagt de Regering na te gaan hoe onze deelneming aan de internationale kweekreactorprojecten SNR-300 te Kalkar (Duitsland) en Super-Phenix te Malville (Frankrijk) zo spoedig mogelijk kan worden stopgezet;

16. Vraagt aan de Regering om in het kader van de bovenvermelde opties een algemeen herstructureringsplan op te stellen voor de kernenergiebedrijven, ten einde op grond van dat plan een gewestelijk tewerkstellingsbeleid uit te werken om de sociale gevolgen van die herstructurering maximaal te beperken;

17. Wenst dat alle kosten van de splijtstofcyclus, met inbegrip van alle kosten inzake onderzoek, toezicht, controle en inspectie, en verzekering tegen risico's evenals de kosten voor de ontmanteling worden doorberekend in de prijs van de door kernenergie opgewekte kilowatt-uur.

18. Wenst dat een hulpfonds wordt opgericht voor de vergoeding van elke (zelfs genetische) schade die de gemeenschap lijdt ingevolge een kernongeval; dat fonds wordt gestijfd door een buitengewone taks op de prijs van de door kernenergie opgewekte kilowatt-uur;

19. Wenst dat de noodplannen operationeel worden en dat elke nuttige informatie die de bevolking in geval van een kernongeval aangaat, openbaar wordt gemaakt;

20. Vraagt aan de Regering om in het kader van Euratom maatregelen uit te werken om het vraagstuk te regelen van de installatie van kerncentrales in de buurt van onze grenzen door onze buurlanden, en inzonderheid geen Euratomleningen voor dergelijke projecten toe te staan;

21. Vraagt aan de Regering dat de resoluties van de Algemene Vergadering van de U. N. O. betreffende de economische sancties tegen bepaalde landen en hun regimes inzake het beleid van uraniumvoorziening strikt worden toegepast en wenst in het bijzonder dat geen enkele handelsovereenkomst wordt gesloten met landen waarvan de wetgeving op een discriminerende wijze rechten en vrijheden aan de onderdanen verleent op grond van hun ras. »

De heer De Batselier (n° 390) stelt voor de tekst van de eerste tot en met de vierde optie te vervangen door volgende nieuwe tekst :

« 1. verwerpt in de huidige omstandigheden een beslissing ten gunste van een of meerdere nieuwe kerncentrales;

2. stelt dat de erkende controleorganismen die instaan voor de controle en de veiligheid van de kerncentrales, onverwijld moeten omgevormd worden tot instellingen van openbaar nut;

3. stelt dat de opwerkingsfabriek Eurochemic moet omgebouwd worden voor het konditioneren en stockeren van radioactief afval; de beslissing om terug te starten met opwerkingsactiviteiten moet vijf jaar uitgesteld worden om toe te laten de technologie van de tijdelijke stockage op punt te zetten.

Na deze tijd kan dan de definitieve keuze tussen beide technologieën inzake afvalbehandeling gemaakt worden;

4. recommande que les déchets nucléaires soient traités de manière optimale en appliquant les techniques les plus récentes, après quoi ils pourront être stockés pour une longue durée; insiste sur la reprise et l'intensification des recherches dans le domaine du stockage intermédiaire du combustible utilisé en Belgique;

5. estime que la Belgique ne peut prendre aucun autre engagement dans le surrégénérateur; que toute décision en vue d'une participation commerciale éventuelle aux projets de surrégénérateurs doit être rejetée, vu les nombreux problèmes non résolus; que l'incidence budgétaire du coût des recherches en vue du développement de surrégénérateurs et du coût de la construction de prototypes doit être limitée et répercutée sur le prix du kWh nucléaire;

6. précise que les travailleurs des centrales nucléaires ne peuvent en aucune façon être soumis à un contrôle social; qu'il ne peut être porté atteinte au droit de grève, ni aux compétences des organes prévues par la loi et que la garde des installations nucléaires ne peut constituer un alibi pour justifier des pratiques antidémocratiques;

7. demande au Gouvernement de veiller à ce qu'au niveau de la Communauté européenne les prêts accordés par l'Euratom lors de l'implantation de nouvelles installations nucléaires soient subordonnés au respect d'une procédure consultative préalable dans laquelle l'Etat membre qui prend l'initiative de l'implantation transmet tous les éléments du dossier aux Etats membres concernés et à la Commission européenne, qui émet un avis dans un délai déterminé. »

En ordre subsidiaire, le même membre propose (n° 391) de remplacer la première option par le texte suivant :

« 1. Recommande :

a) Pour supprimer le caractère ambigu de l'autorisation relative aux installations nucléaires et pour remplacer cette autorisation par un système polyvalent, comme il en existe dans presque tous les pays :

— l'instauration d'une autorisation d'implantation accordée après la réalisation d'une étude sur le site d'implantation et l'introduction d'un dossier nucléaire;

— l'instauration d'une autorisation de construire des installations nucléaires sur la base d'un deuxième rapport de sécurité relatif aux installations;

— l'instauration d'une autorisation d'exploitation.

b) Que la Commission spéciale soit constituée sur une base scientifique pluraliste et démocratique en fonction de certains critères de compétence; que les activités et le degré d'autonomie de cette Commission soient évalués annuellement par les Conseils supérieurs de la sécurité et de l'hygiène; et que les candidatures soient déclarées vacantes comme pour la commission des U. S. A.

c) Que les services classiques et nucléaires des organismes agréés soient réorganisés en un organisme unique d'utilité publique dont le cadre du personnel et les missions seraient élargies et qui seraient contrôlés par les représentants des travailleurs, ainsi que de la population locale habitant à proximité des installations nucléaires.

Un avis de contrôle négatif présente un caractère obligatoire pour les pouvoirs publics. Le Parlement estime qu'une mission de gestion publique instituée par la loi (29 mars 1958), à savoir le règlement de l'utilisation d'installations nucléaires ou l'octroi d'une autorisation d'exploitation ne peut être déléguée par arrêté royal à des organismes de droit privé.

d) Que tous les aspects inhérents à la sécurité nucléaire et relevant de la compétence du Comité de concertation

4. beveelt aan de nucleaire afval optimaal te verwerken, door beroep te doen op de meest recente technieken waarna tot langdurige stockage kan overgegaan worden; dringt aan op het starten en intensifiëren van het onderzoek naar de intermediaire stockage van de gebruikte brandstof in België;

5. is van oordeel dat België geen verder engagement dient te nemen in de kweekreaktor; de beslissing voor een eventuele commerciële deelname aan kweekreactoren wordt afgewezen gezien de vele onopgeloste problemen; de budgettaire weerslag van de kosten van het onderzoek voor de kweekreactoren en voor de bouw van prototypes moet beperkt worden en doorberekend worden in de prijs van de nucleaire kWh;

6. stelt dat op geen enkele manier sociale controle op de werknemers in de kerncentrales mag ontstaan; het stakingsrecht niet mag afgebouwd worden; de bevoegdheden van de wettelijk voorziene organen niet mag uitgehold worden en dat de bewaking van nucleaire installaties geen alibi mag zijn voor ondemokratische praktijken;

7. vraagt de Regering om op het niveau van de E. G., bij de inplanting van nieuwe nucleaire installaties, de Euratomleningen afhankelijk te maken van het respecteren van een voorafgaandelijke adviesprocedure waarbij door de initiatiefnemende lidstaat alle elementen van het dossier worden overgemaakt aan de betrokken lidstaten en aan de Europese Commissie die binnen een bepaalde tijdslimiet een advies uitbrengt. »

In bijkomende orde stelt dezelfde auteur voor (n° 391) om de tekst van de eerste optie als volgt te vervangen :

« 1. Beveelt aan :

a) Om de dubbelzinnigheid in de vergunning voor nucleaire installaties op te heffen en te vervangen door een meervoudig systeem, zoals in nagenoeg alle landen :

— vestigingsvergunning na studie over de vestigingsplaats en indiening van een nucleair dossier;

— nucleaire bouwvergunning op basis van tweede veiligheidsrapport over de installatie;

— exploitatievergunning.

b) De Speciale Commissie op een wetenschappelijk pluralistische en democratische basis samen te stellen volgens vooraf bepaalde deskundigheidscriteria. Deze commissie jaarlijks te laten evalueren door de Hoge Raden voor Veiligheid en Hygiëne op haar werking en onafhankelijkheid. De kandidaatstelling open te verklaren zoals voor de U.S.A.-commissie.

c) De erkende organismen met hun klassieke en nucleaire afdelingen reorganiseren in één instelling van openbaar nut met uitbreiding van hun bezetting en opdrachten en met controle door vertegenwoordigers van werknemers en van de lokale bevolking rond kerninstallaties.

Een negatief toezichtadvies is bindend voor de overheid. Het Parlement oordeelt dat een openbare bestuurstaak ingesteld bij wet (29 maart 1958), met name de reglementering van het gebruik van nucleaire installaties of het verlenen van exploitatievergunning niet bij koninklijk besluit kan worden gedelegeerd aan privaatrechterlijke organismen.

d) Alle aspecten van nucleaire veiligheid die tot de bevoegdheid van het paritair overleg behoren moeten vooraf

paritaire soient préalablement examinés au sein de cet organe. Le Conseil supérieur de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail est compétent pour trancher un différend entre la Commission spéciale et le Comité paritaire.

e) Que les compétences et les moyens des cellules nucléaires des ministres du Travail et de la Santé publique soient étendus à la prestation de services aux autorités locales, aux travailleurs et à la population. Leur contrôle doit être amélioré et étendu dans le sens d'une coordination entre tous les groupes ou instances concernés.

f) Que le C. E. N. soit chargé des tâches de simulation du personnel responsable des réacteurs.

g) Que l'adaptation a posteriori des installations aux nouvelles exigences de sécurité soit organisée à charge des exploitants qui devront constituer un fonds de réserve à cet effet.

h) Que les attributions relatives aux responsabilités en matière de production et de sécurité soient rigoureusement scindées et que les services responsables jouissent d'une entière autonomie et d'un droit d'initiative très étendu. Cela implique que toutes les activités de recherche et de développement nucléaire soient complètement scindées en activités ayant trait à la production, d'une part, et à la sécurité ou à l'environnement, d'autre part, au sein du C. E. N., de l'I. I. K. W. et des universités.

i) Que le droit de grève soit entièrement maintenu dans les centrales nucléaires.

Compte tenu des importantes capacités de réserve, il est indiqué pour des raisons de sécurité de recourir de préférence, en cas de conflits sociaux, à des unités classiques pour couvrir les besoins vitaux.

j) Que les normes de radiation soient adaptées sur la base des recommandations internationales et du document de l'I. A. E. A., de l'O. M. S., du B. I. I. et de l'A. E. N. souscrit par la Belgique.

L'optimisation de la radioprotection doit être menée à bien avec l'aide des organes compétents en matière de sécurité et d'hygiène au niveau des entreprises et plus particulièrement du Comité de sécurité et d'hygiène.

k) Que les plans de sécurité, de secours et d'évacuation soient établis, réalisés et rendus opérationnels dans les délais requis.

l) Que les modalités d'application en Belgique des réglementations américaines et internationales soient précisées et qu'elles soient adaptées aux situations spécifiquement belges; que les conditions à remplir pour obtenir des dérogations soient fixées à la demande des exploitants, des travailleurs et des autorités.

m) Que des pourparlers directs soient engagés en ce qui concerne la pollution des centrales nucléaires et des usines de retraitement au-delà des frontières (information sur les déversements radioactifs, mesurages, limitation, paramètres d'optimisation).

Le Parlement est convaincu que toutes ces mesures doivent être appliquées d'urgence. La mise en œuvre de ces mesures est en effet essentiel pour l'octroi de l'autorisation d'exploitation des nouvelles centrales nucléaires en construction. »

Selon l'orateur, ce texte traduit le souci de créer une commission spéciale composée démocratiquement et d'en

gaandelijk in dat orgaan worden behandeld. De Hoge Raad voor Arbeidsveiligheid is bevoegd om een meningsverschil tussen de Speciale Commissie en de Paritair Comité te behandelen.

e) De bevoegdheden en middelen van de nucleaire cellen op Arbeid en Volksgezondheid uit te breiden tot dienstverlening aan lokale autoriteiten, werknemers en bevolking. Hun toezicht moet worden verbeterd en uitgebreid tot een coördinatie tussen alle betrokken groepen of instanties.

f) Het S. C. K. belasten met de simulatietaken van reactorpersoneel.

g) De back-fitting van installaties aan nieuwe veiligheids-eisen moet worden georganiseerd ten laste van de exploitanten die hiervoor een provisiefonds moeten aanleggen.

h) Een strikte scheiding in bevoegdheid te organiseren tussen de produktie- en de veiligheidsverantwoordelijkheid met volstrekte autonomie en initiatiefrecht. Dit noodzaakt een volledige opsplitsing van alle nucleaire research en ontwikkeling tussen produktieverbonden en veiligheid- of milieuverbonden activiteiten in het S. C. K., I. I. K. W. en de universiteiten.

i) Het stakingsrecht in kerncentrales volledig te handhaven.

Gezien de grote reservecapaciteit is het aangewezen voor de veiligheid om bij sociale conflicten bij voorkeur beroep te doen op klassieke eenheden voor de voorziening van de vitale behoeften.

j) De stralingsnormen aan te passen op basis van de internationale aanbevelingen en van het door België onderschreven document van I. A. E. A., W. H. O., B. I. T. en N. E. A.

De optimalisatie van de radioprotectie moet worden doorgevoerd met behulp van de geëigende organen voor veiligheid en hygiëne op bedrijfsvlak en in het bijzonder het C. V. G.

k) De opstelling, verwezenlijking en operationeelmaking, binnen de vereiste termijnen, van de veiligheids-, hulp- en ontruimingsplannen.

l) De navolging van U. S. A. en internationale reglementeringen in België nader te specificeren, in het bijzonder de aanpassing aan specifieke Belgische situaties en de condities voor afwijkingen op vraag van exploitanten, werknemers en autoriteiten vast te leggen.

m) Directe onderhandelingen aan te gaan over de pollutie van kerncentrales en opwerkingsfabrieken over de grenzen (lozingsinformatie, metingen, beperking, optimalisatieparameters).

Het Parlement is er van overtuigd dat al deze maatregelen nu dringend dienen doorgevoerd te worden. De operationaliteit van deze maatregelen is immers essentieel voor de nieuwe kerncentrales in konstruktie. »

Deze tekst werd, aldus spreker, onder andere geïnspireerd door de zorg voor een democratisch samengestelde speciale



garantir la compétence. Il vise également à valoriser la concertation sociale. Son auteur craint en outre que les tâches de simulation ne passent sous contrôle privé et que les autorités publiques ne perdent ainsi le contrôle des scénarios. Le nouveau texte proposé vise par ailleurs à donner aux travailleurs le droit de demander que les conditions de dérogation à certaines réglementations et les conditions d'application de ces réglementations soient fixées, car les exploitants, les constructeurs et les pouvoirs publics sont actuellement les seuls à posséder ce droit.

En ordre subsidiaire, le même membre (n° 392) propose également d'insérer le texte suivant comme première option :

« Le Parlement,

préconise que compte tenu de la capacité actuelle et de la nécessité de diversification ainsi que des grandes inconnues concernant les conditions de travail, les risques que courent les travailleurs dans les centrales, le traitement des déchets et l'incidence à long terme de radiations radioactives, toute décision favorable à la construction d'une nouvelle centrale nucléaire soit rejetée ».

M. Claes propose (n° 393) de remplacer les mots « de moyens de contrôle complets et sûrs, confiés à des organismes agréés par l'Etat » par les mots « de moyens de contrôle complets et sûrs, confiés à un organisme public ».

Il estime que « la sécurité » est un aspect trop important de l'exploitation de centrales électriques pour en laisser le contrôle à des organismes indépendants, fussent-ils agréés par l'Etat. Le contrôle de la sécurité doit être confié à un seul organisme. Le fait qu'il s'agirait d'un « organisme public » n'enlève rien à la qualité du contrôle et l'on pourrait très bien intégrer des unités expérimentées et spécialisées (par exemple certains services de Vinçotte) à un organisme public.

M. Coëme (n° 394) fait une proposition qui est conforme à la résolution du Conseil régional wallon telle qu'elle a été votée le 4 juin 1982.

Il propose de remplacer le texte après le premier tiret de la première option par ce qui suit :

« Demande la mise en œuvre de moyens de contrôle complets et sûrs confié à un organisme relevant de l'autorité publique; de plus l'organisme de contrôle doit, dans sa composition, refléter largement les préoccupations des autorités politiques concernées à tous les niveaux, y compris le plan local. »

MM. Dierickx et Deleuze souhaitent (n° 395) également reprendre le texte proposé par la Région wallonne. Ils proposent la modification suivante :

« La mise en œuvre de moyens de contrôle complets et sûrs, confiés à des organismes qui relèvent des pouvoirs publics. Il faut en outre que, de par sa composition, l'organisme de contrôle reflète dans une large mesure les préoccupations de l'autorité publique concernée à chaque niveau, y compris le niveau local. »

M. Dupré propose (n° 396) de remplacer le texte du premier tiret par le texte suivant :

« la mise en œuvre de moyens de contrôle complets et sûrs, confiés à des organismes ou à des services publics tant au plan du fonctionnement des centrales que pour l'ensemble du cycle du combustible. »

commissie en voor de deskundigheid ervan. Het is ook de bedoeling het sociaal overleg te valoriseren. Ook is hij ervoor bevreemd dat de simulatietaken onder privé-controle zouden komen met als gevolg dat de overheid de controle op de scenario's zou verliezen. Ook is het de bedoeling aan de werknemers eveneens het recht te geven te vragen dat de condities voor afwijkingen en de toepassing van bepaalde reglementeringen zouden vastgelegd worden, vermits nu alleen de exploitanten, de constructeurs en de overheid over dat recht beschikken.

In tweede bijkomende orde stelt dezelfde auteur (n° 392) voor als eerste optie volgende tekst in te voegen :

« Het Parlement,

meent dat gezien de huidige capaciteit en gelet op de noodzaak aan diversificatie en de nog grote onbekenden inzake arbeidscondities en de risico's van de werknemers in de centrales, alsook inzake de afvalverwerking en de langetermijn invloed van hoog radioactieve straling, elke beslissing in deze omstandigheden ten gunste van een nieuwe kerncentrale te verwerpen is. »

De heer W. Claes (n° 393) stelt voor de zinsnede « controlemiddelen toevertrouwd aan door de Staat erkende instellingen » te vervangen door de woorden « controlemiddelen toevertrouwd aan een publieke instelling ».

Hij is van mening dat « veiligheid » een te belangrijk facet is bij het exploiteren van elektriciteitscentrales om de controle ervan aan, zij het dan door de Staat erkende, instellingen over te laten. De veiligheidscontrole dient aan één enkele instelling te worden toevertrouwd. Het feit dat het een « publieke instelling » zou zijn doet niets af aan de kwaliteit van de controle en men zou evengoed ervaren en gespecialiseerde eenheden (b.v. bepaalde diensten van Vinçotte) kunnen onderbrengen in een openbare of publieke instelling.

De heer Coëme dient een voorstel in (n° 394) dat overeenstemt met de resolutie van de Waalse Gewestraad, zoals die op 4 juni 1982 is goedgekeurd.

Hij stelt voor de tekst na het eerste streepje van de eerste optie te vervangen door wat volgt :

« Vraagt de aanwending van middelen voor een volledige en betrouwbare controle, toevertrouwd aan een orgaan dat ressorteert onder een openbare overheid; bovendien moet het controle-orgaan in zijn samenstelling een ruime afspiegeling zijn van de bekommernissen van de op elk niveau betrokken politieke overheid, het plaatselijke vlak inbegrepen. »

Ook de heren Dierickx en Deleuze (n° 395) wensen de tekst over te nemen die voorgesteld werd door het Waalse Gewest en stellen volgende tekstwijziging voor :

« De aanwending van volledige en zekere controlemiddelen, toevertrouwd aan instellingen die van de overheid afhangen. Bovendien moet de controleinstelling in haar samenstelling, ruimschoots de bezorgdheid van de op alle niveaus betrokken politieke overheid, het lokale vlak inbegrepen, weerspiegelen. »

De heer Dupré (n° 396) stelt voor de tekst na de eerste gedachtenstreep te vervangen door :

« het in voege brengen van volledige en zekere controlemiddelen toevertrouwd aan openbare instellingen of diensten, zowel op het vlak van de werking van de centrale als op dat van de hele splijtstofcyclus. »

A l'inverse du contrôle de sécurité classique — estime le membre — le contrôle de sécurité des installations nucléaires doit beaucoup plus être envisagé dans un contexte international. En raison de ces implications internationales, de l'incidence importante des décisions prises en la matière également dans le contexte international et de l'ampleur des problèmes, il estime qu'il est justifié de confier ce contrôle à des organismes se trouvant sous la tutelle directe des pouvoirs publics.

M. Coëme (n° 397) propose de remplacer également les deux premières lignes de la première option par le texte qui suit :

« recommande que les permis de construire et d'exploiter et la mise en service d'installations nucléaires soient subordonnés... »

Il estime nécessaire de qualifier d'une manière juridique précise les événements auxquels sont soumis la construction et l'exploitation d'une centrale nucléaire.

Le même auteur (n° 398) propose de remplacer dans la première option après le deuxième tiret les mots « établis, réalisés et rendus opérationnels dans les délais nécessaires » par le mot « opérationnels ».

La réalisation effective des plans de secours ne souffre plus aucun délai. C'est donc dès maintenant qu'ils doivent être opérationnels.

En outre, il propose (n° 399) d'ajouter après le texte du troisième tiret de la première option, les mots qui suivent :

« l'information et les plans doivent être établis avec la participation des autorités régionales et locales; »

Le membre attache beaucoup d'importance au fait que les autorités locales, à l'écoute des aspirations et des mentalités de la population, soient associées à la conception des plans de secours, ainsi qu'à la définition des informations à communiquer à la population. Il a l'impression que les responsables d'Intercom ne semblent pas refuser ceci. Il y a un problème d'information. Si les autorités régionales et locales participaient à l'établissement des plans, ce problème serait moins grave. L'exécution des plans de sécurité doit se faire avec la collaboration des autorités locales. Il est normal qu'elles soient consultées également au niveau de la conception.

M. Ansoms propose (n° 400) d'ajouter les mots suivants au texte qui figure après le deuxième tiret de la première option :

« en étroite collaboration avec les autorités locales et en tenant compte des problèmes transfrontaliers. »

Il estime que les autorités locales doivent être associées étroitement à l'élaboration et à la mise en œuvre opérationnelle des plans de sécurité, de secours et d'évacuation. En outre, les catastrophes nucléaires peuvent être d'une ampleur telle que leurs effets s'exercent au-delà des frontières nationales. Cette constatation rend indispensable un programme international de secours, notamment en matière de télécommunication, d'hôpitaux, etc.

M. Meyntjens propose (n° 401) de remplacer, dans le texte qui suit le premier tiret de la première option, les mots « une information adéquate du public » par les mots « une information obligatoire et adéquate du public, par les pouvoirs publics ».

In tegenstelling tot de klassieke veiligheidscontroles situeren de veiligheidscontroles op nucleaire aspecten zich veel meer in een internationale context, aldus dit lid. Deze internationale verwevenheid, de grote gevolgen van beslissingen op dit vlak eveneens in de internationale context en de omvang van de problematiek wettigen volgens hem dat deze controle zou toevertrouwd worden aan instellingen onder rechtstreekse voogdij van de overheid.

De heer Coëme stelt voor (n° 397) de twee eerste regels van de eerste optie door de volgende tekst te vervangen :

« beveelt aan dat de vergunningen voor de bouw, de exploitatie en het inwerkingstellen van kerninstallaties onderworpen worden aan » :...

Hij is van oordeel dat de gebeurtenissen die bij de bouw en de exploitatie van een kerncentrale kunnen voorvallen, op een juridisch exacte wijze dienen te worden omschreven.

Dezelfde auteur stelt voor (n° 398) in de eerste optie na het tweede streepje de woorden « de opstelling, verwezenlijking en operationeelmaking » te vervangen door het woord « de operationeelmaking ».

De effectieve uitvoering van de hulpplannen duldt geen uitstel. Die plannen moeten dus nu reeds operationeel worden.

Bovendien stelt hij voor (n° 399) na de tekst van het derde streepje van de eerste optie, volgende woorden toe te voegen :

« bij de voorlichting van de bevolking en het opmaken van de plannen moeten de gewestelijke en plaatselijke gezagdragers worden betrokken. »

Het lid is ervan overtuigd dat de gewestelijke overheid dient te luisteren naar de wensen van de bevolking en de mentaliteit ervan moet kennen; zij moet worden betrokken bij het opmaken van de hulpplannen en bij de voorlichting die aan de bevolking moet worden verstrekt. Hij heeft de indruk dat de verantwoordelijken van Intercom die niet lijken te weigeren. Er bestaat een voorlichtingsprobleem. Indien de gewestelijke en plaatselijke gezagdragers bij het opmaken van de plannen betrokken zouden worden, zou dat probleem minder erg zijn. Het uitvoeren van de veiligheidsplannen moet gebeuren in samenwerking met de plaatselijke overheid. Het is dan ook normaal dat deze overheid bij het ontwerpen van de plannen betrokken wordt.

De heer Ansoms (n° 400) stelt voor aan de tekst van de eerste optie volgende woorden toe te voegen :

« in nauwe samenwerking met de plaatselijke overheden en rekening houdend met de grensoverschrijdende problemen. »

Hij is de mening toegedaan dat bij het uitwerken en operationeel maken van de veiligheids-, hulp- en ontruimingsplannen de plaatselijke overheden van dichtbij dienen betrokken te worden. Bovendien kunnen nucleaire rampen van een dergelijke omvang zijn dat de gevolgen grensoverschrijdend zijn. Vandaar ook dat zich een internationaal hulpprogramma opdringt o.a. op het gebied van telecommunicatie, ziekenhuizen en dergelijke.

De heer Meyntjens (n° 401) stelt voor in de tekst na de eerste gedachtenstreep van de eerste optie, de woorden « een doeltreffende voorlichting van de bevolking » te vervangen door de woorden « een verplichte doeltreffende voorlichting door de openbare besturen van de bevolking ».

Selon ce membre, plusieurs administrations communales appelées à participer à l'exécution du plan de catastrophe d'une centrale nucléaire ne communiquent pas aux habitants de la commune les informations nécessaires; cette carence serait inévitablement source de panique en cas d'accident.

Une série de brochures sont disponibles mais elles n'ont pas été distribuées à la population.

M. Sprockeels propose (n° 402) de remplacer, à la première ligne du texte néerlandais de la première option, le mot « verwezenlijking » par le mot « indienststelling » et aux 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> lignes du texte les mots « réalisés et rendus opérationnels » par les mots « et réalisés ».

Il estime que ces modifications donnent plus de clarté au texte.

MM. Deleuze et Dierickx (n° 403) proposent d'ajouter le membre de phrase suivant au texte de la première option :

« une réorganisation fondamentale du système d'autorisation d'exploitation de centrales nucléaires et de la Commission spéciale en matière de radiations ionisantes, au sein de laquelle il faut faire siéger des représentants d'organisations de protection de l'environnement. »

Cette réorganisation est déjà réclamée depuis longtemps du côté syndical. La Commission des Communautés européennes a elle aussi formulé des observations critiques sur ce point, dans le cadre de son avis sur Doel III. Le système belge d'autorisation d'exploitation de centrales nucléaires est absolument insuffisant comparé à celui des Etats-Unis.

Ils estiment par ailleurs que le respect des conditions imposées est insuffisant. Ils demandent une révision approfondie de la législation sur les permis de bâtir et les autorisations d'exploitation.

\* \* \*

Les mêmes auteurs (n° 404) proposent d'ajouter une nouvelle option *1bis* libellée comme suit :

« *1bis*. Estime que les instruments qui assurent la sécurité interne des réacteurs nucléaires doivent permettre de faire face en toutes circonstances aux conséquences d'une fracture de la cuve d'un réacteur pour ce qui est de la diffusion de substances radioactives dans l'environnement. »

Les membres estiment que la manière dont les instruments de sécurité sont actuellement conçus ne tient pas compte de l'éventualité d'une fracture de la cuve d'un réacteur. Pourtant, un tel accident n'est pas à exclure, comme le montrent des informations récentes sur la dégradation des cuves dans certains réacteurs aux Etats-Unis.

Un membre souhaite obtenir des informations complémentaires à ce sujet. Il estime que les rapports W. A. S. H. permettent de conclure qu'il n'existe pas de mesures de sécurité efficaces en cas de fracture de la cuve d'un réacteur, étant donné que le refroidissement du réacteur est interrompu.

Il a toutefois entendu parler de « core-catchers », qui assurent l'isolation nécessaire même en cas de « melt-down » total.

Un des auteurs déclare que le but de leur nouveau texte est précisément de montrer que les difficultés technologiques sont tellement énormes qu'il est impossible de prendre des mesures de sécurité vraiment efficaces. Or, la population a le droit d'exiger une sécurité totale. Le membre pose alors quelques questions concrètes : est-il exact que les études relatives à la sécurité, même les plus étendues (par ex. le rapport W. A. S. H.), ne prévoient pas le cas de la rupture de la cuve du réacteur ?

Verschillende gemeentebesturen die in een rampenplan van een kerncentrale betrokken zijn, geven volgens het lid immers de nodige inlichtingen niet door aan hun bewoners, wat bij een eventueel ongeval ongetwijfeld tot een paniek moet leiden.

Er bestaat een reeks brochures die echter niet verdeeld worden onder de bevolking.

De heer Sprockeels (n° 402) stelt voor in de tekst van de eerste optie op de eerste regel het woord « verwezenlijking » te vervangen door het woord « indienststelling », alsook op de zesde regel de woorden « verwezenlijking en operationeel-making » te vervangen door de woorden « en verwezenlijking ».

Hij is van mening dat op die manier de tekst aan duidelijkheid wint.

De heren Deleuze en Dierickx (n° 403) stellen voor aan de tekst van de eerste optie de volgende zinsnede toe te voegen :

« een grondige reorganisatie van het nucleair vergunningsstelsel, alsook van de Bijzondere Commissie inzake Ioniserende Stralingen, waarin vertegenwoordigers van milieuorganisaties moeten worden opgenomen. »

Op deze reorganisatie wordt reeds lang aangedrongen van syndicale zijde. Ook de Commissie der Europese Gemeenschappen heeft hierover kritische opmerkingen gemaakt naar aanleiding van haar advies over Doel III. Het Belgisch vergunningsstelsel is in vergelijking met dat in de V. S. totaal ontoereikend.

Zij zijn daarenboven van mening dat de opgelegde voorwaarden onvoldoende worden gerespecteerd. Zij vragen een grondige herziening van de wetgeving betreffende de bouwvergunning en de exploitatievergunning.

\* \* \*

Dezelfde auteurs (n° 404) stellen voor een nieuwe optie *1bis* toe te voegen luidend als volgt :

« *1bis*. Meent dat de interne veiligheidsinstrumentatie van de kernreactoren moet in staat zijn om in alle omstandigheden de gevolgen op te vangen van een breuk in het reactorvat, wat betreft de verspreiding van radioactieve stoffen in het leefmilieu. »

Het concept van de veiligheidsinstrumentatie houdt momenteel geen rekening met de mogelijkheid van een breuk in het reactorvat, aldus deze leden. Nochtans is de mogelijkheid van een dergelijk ongeval niet denkbeeldig, zoals blijkt uit recente informatie omtrent de degradatie van reactorvaten in de Verenigde Staten.

Een lid wenst hieromtrent enige nadere informatie. Volgens hem kan men uit de W. A. S. H. rapporten besluiten dat bij een breuk van het reactorvat geen veiligheidsmaatregelen meer mogelijk zijn omdat er geen afkoeling meer kan gebeuren.

Hij heeft wel iets vernomen over Core-catchers die zelfs bij een volledige melt-down voor de nodige isolatie zouden kunnen zorgen.

Een van de auteurs verklaart dat het doel van hun nieuwe tekst juist is, aan te tonen dat de technologische moeilijkheden zó enorm groot zou dat geen afdoende veiligheidsmaatregelen kunnen getroffen worden. Het is het recht van de bevolking een totale veiligheid te eisen. Het lid stelt daarop een aantal concrete vragen. Is het juist dat in de veiligheidsstudies, zelfs in de meest uitgebreide (vb. het W. A. S. H. rapport) de breuk van het reactorvat niet voorzien is ?

Existe-t-il des études qui prévoient néanmoins, en cas de « melt-down » total, une solution sous la forme d'un « core catcher » qui isolerait parfaitement le cœur actif vis-à-vis de l'extérieur ? Une telle installation a-t-elle déjà été mise en place et quel en est le prix de revient ? Pourquoi ce système n'est-il pas appliqué dans les centrales belges ?

M. Desaeyere dépose une proposition (n° 405) dans laquelle il a tenté, dit-il, de résumer un certain nombre de décisions du Gouvernement. Il souhaite que les déclarations faites par le Ministre des Affaires économiques devant la Commission soient reproduites non seulement dans le rapport, mais également dans le texte des résolutions; il demande dès lors d'ajouter à la résolution une nouvelle option *1bis* rédigée comme suit :

« *1bis.* préconise l'étude simultanée d'une centrale nucléaire et d'une centrale au charbon, étant entendu :

premièrement, que l'on entamera d'abord la construction effective de la centrale au charbon,

deuxièmement, qu'en cas de croissance trop faible de la consommation électrique, la centrale nucléaire sera abandonnée en premier lieu,

troisièmement, que la décision définitive concernant la centrale nucléaire ne sera prise que dans un délai de trois ans. »

Un membre fait remarquer cependant que la troisième condition ne correspond pas aux intentions du Gouvernement en la matière. En effet, il a été dit que la décision de construire les deux centrales est prise maintenant, mais qu'il est possible que, dans un délai de deux ans, on abandonne le projet au cas où l'augmentation de la consommation serait inférieure aux prévisions.

\* \* \*

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie ne peut pas non plus admettre que la construction de la centrale nucléaire soit soumise à la construction préalable de la centrale au charbon.

En effet, dire que la décision de construction de la centrale nucléaire est soumise d'abord à la construction de la centrale au charbon signifierait que l'on ne prend pas deux décisions, mais seulement celle relative à la centrale au charbon, qui est nécessaire vers 1988-1989. Comme il faut quatre ans de réalisation, on ne commencera la construction qu'en 1984-1985. Cela voudrait donc dire que l'on reporte toute décision de centrale nucléaire après 1985; en d'autres termes, on ne pourrait avoir une centrale nucléaire en activité qu'en 1994-1995.

Ce n'est pas ce que le Ministre des Affaires économiques a déclaré.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie ne peut d'autre part marquer son accord sur la proposition de suppression de M. Deleuze.

Il rejette également la proposition de M. Fedrijo visant à remplacer l'ensemble du texte de la résolution. Il fournira des explications sur ce point dans sa réponse au sujet d'autres propositions de modification.

La proposition de M. De Batselier visant à modifier le texte des quatre premières options doit également être rejetée. Une autre proposition vise une modification des modalités d'accroissement des autorisations d'exploitation. Le Secrétaire d'Etat rejette cette proposition.

En ce qui concerne l'organisation de la sécurité nucléaire en Belgique, le Secrétaire d'Etat souligne que des mesures de sécurité existent réellement. Pour ne pas prolonger cette discussion, il propose d'ajouter au texte du rapport un article concernant l'organisation administrative de la sécurité nucléaire en Belgique, écrit par M. De Loor et paru dans « *La revue de l'I. R. E.* » du mois de mars 1982. (cf. annexe IX).

Bestaan er studies die bij een volledige melt-down toch een oplossing voorzien in de vorm van een core-catcher die de kern volledig van de buitenwereld zou isoleren ? Is een dergelijke installatie reeds ergens van toepassing en wat is de kostprijs ervan ? Waarom wordt dit niet op Belgische centrales toegepast ?

De heer Desaeyere dient een voorstel (n° 405) in waarin hij naar zijn zeggen getracht heeft een aantal beslissingen van de Regering samen te vatten. Hij wenst de verklaringen die de Minister van Economische Zaken in deze Commissie heeft afgelegd niet enkel in het verslag vermeld te zien, maar ze ook te laten opnemen in de tekst van de resoluties. Daarom vraagt hij volgende nieuwe optie *1bis* aan de resolutie toe te voegen :

« *1bis.* stelt dat zowel de studie van een nucleaire als van een kolencentrale wordt aangevat met dien verstande dat :

ten eerste de reële bouw van de kolencentrale het eerst wordt aangevat,

ten tweede bij een eventuele te trage groei van het elektriciteitsverbruik de kerncentrale het eerst wordt geschrapt,

ten derde de definitieve beslissing voor wat betreft de kerncentrale slechts binnen drie jaar wordt genomen. »

Een lid merkt echter op dat de derde voorwaarde niet de houding van de Regering terzake weergeeft. Er werd immers gezegd dat de beslissing voor beide centrales nu genomen wordt, maar dat de mogelijkheid bestaat binnen twee jaar de kerncentrales af te haken mocht het verbruik laag evolueren.

\* \* \*

Ook de Staatssecretaris voor Energie kan niet aanvaarden dat de bouw van de kerncentrale zou onderworpen zijn aan de voorafgaande bouw van de steenkoolcentrale.

Inderdaad, als men zou beweren dat de beslissing om de kerncentrale te bouwen eerst afhankelijk wordt gemaakt van de bouw van een kolencentrale, dan zou zulks betekenen dat niet twee beslissingen worden genomen, maar alleen die betreffende de kolencentrale, die omstreeks 1988-1989 nodig wordt. Aangezien vier jaar nodig is om ze tot stand te brengen, zal de bouw maar in 1984-1985 beginnen. Dit zou dan ook betekenen dat elke beslissing inzake een kerncentrale wordt uitgesteld tot 1985; met andere woorden, pas in 1994-1995 zou een kerncentrale in werking komen.

Dat is niet wat door de Minister van Economische Zaken verklaard werd.

De Staatssecretaris kan zich verder niet akkoord verklaren met het voorstel tot schrapping van de heer Deleuze.

Het voorstel van de heer Fedrijo om de tekst van de resolutie volledig te vervangen kan hij evenmin aanvaarden. Hij zal hierop antwoorden, ter zelfdertijd met zijn antwoord op andere voorstellen tot tekstwijziging.

Het voorstel van de heer De Batselier tot wijziging van de tekst van de eerste vier opties kan evenmin aanvaard worden. Het andere voorstel van dezelfde auteur stelt wijzigingen voor van beslissingen tot toekennen van de exploitatievergunning. Dit kan de Staatssecretaris niet aanvaarden.

Wat betreft de organisatie van de nucleaire veiligheid in België, benadrukt de Staatssecretaris dat die beveiliging werkelijk aanwezig is. Om de discussie niet lang te rekken stelt hij voor aan het verslag de tekst toe te voegen van een artikel betreffende de administratieve organisatie van de nucleaire veiligheid in België van de hand van de heer De Loor, verschenen in « *La revue de l'I. R. E.* » van maart 1982 (cfr. bijlage IX).

En ce qui concerne les propositions qui ont pour but de modifier le statut des organismes de contrôle, le Secrétaire d'Etat répond :

Même les organismes privés reconnus par l'Etat sont sous la tutelle d'organismes officiels. On peut en conclure qu'ils dépendent des pouvoirs publics.

Le Secrétaire d'Etat pense qu'il y a ici un malentendu et il demande à M. Dupré de bien vouloir retirer sa proposition en la matière.

Lorsqu'on prétend, comme M. Coëme le fait, que pour améliorer la sécurité, il y a lieu de modifier le statut des organismes de contrôle, cela semble indiquer, selon le Secrétaire d'Etat à l'Energie, qu'il fait enfin confiance aux normes de sécurité telles qu'elles sont appliquées à l'heure actuelle. Le membre n'est toutefois pas d'accord.

Le Secrétaire d'Etat fait référence aux différents organismes publics qui assument un rôle de contrôle en matière d'énergie nucléaire et qui sont énumérés dans l'article susmentionné.

En ce qui concerne la proposition de M. De Batselier relative au danger d'irradiation, le Secrétaire d'Etat donne lecture d'un tableau comparatif concernant les risques d'irradiation :

|                               |           |
|-------------------------------|-----------|
| Habitation près d'un réacteur | 1 mr/an   |
| Télévision couleur            | 1 mr/an   |
| Vol en avion                  | 2 mr/an   |
| Maison en béton               | 20 mr/an  |
| Maison béton + altitude       | 30 mr/an  |
| Radiologie                    | 50 mr/an  |
| Radiation naturelle           | 110 mr/an |

(Extrait de « Ecologie nucléaire » par le Dr. C. Kioes (1981).)

A la question d'un membre relative à la part de l'énergie nucléaire dans l'approvisionnement en énergie au niveau mondial, le Secrétaire d'Etat répond qu'il n'est pas compétent pour traiter le problème de l'énergie nucléaire au plan mondial.

Le Secrétaire d'Etat ne conseillerait certainement pas à certains pays de recourir aux centrales nucléaires s'il y détenait quelque responsabilité dans le domaine énergétique, mais, étant donné que les décisions qui doivent être prises ici doivent l'être dans le cadre de la Belgique, il propose de nous limiter à ce cadre.

Le membre fait observer que seuls deux pays construisent encore des centrales nucléaires dans le monde : la France et l'Union soviétique. Dans les autres pays, les projets sont annulés. Le Secrétaire d'Etat n'est pas d'accord, mais il ne désire pas s'étendre plus longuement sur ce point.

En ce qui concerne la déclaration qu'il a faite devant la Conférence internationale des chercheurs en énergie nucléaire, le Secrétaire d'Etat tient à exprimer son opposition à la thèse de ceux qui prétendent que la sécurité n'a pas de prix. Si cela était vrai, il faudrait par exemple interdire immédiatement à tous les véhicules à moteur de circuler sur les voies publiques. Même en ce qui concerne la sécurité, on ne peut pas effectuer des contrôles jusqu'à l'infini. On n'améliorerait pas la sécurité en multipliant à l'excès les normes de sécurité. Au contraire, le sens des responsabilités s'estomperait, ce qui aurait pour effet d'accroître les risques.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie demande de rejeter la proposition de M. Coëme visant à supprimer les mots « dans les délais nécessaires ».

Il demande ensuite à MM. Sprockeels et consorts de bien vouloir retirer leur proposition visant à modifier le même texte, parce que certaines personnes pourraient y lier des considérations d'ordre politique. Les auteurs de la proposition sont également de cet avis et ils retirent leur proposition.

Wat betreft de voorstellen die tot doel hebben het statuut van de controleorganismen te wijzigen antwoordt de Staatssecretaris hetgeen volgt :

Zelfs de privé-organismen erkend door de Staat zijn overkoepeld door officiële organismen. Er kan dus gesteld worden dat zij afhankelijk zijn van de overheid.

De Staatssecretaris is van mening dat er hier een misverstand opgetreden is en vraagt aan de heer Dupré zijn voorstel ter zake te willen intrekken.

Stellen dat om een grotere veiligheid te bekomen het statuut van het controle-organisme moet gewijzigd worden, zoals de heer Coëme het doet, lijkt er volgens de Staatssecretaris voor Energie op te wijzen dat hij uiteindelijk vertrouwen heeft in de veiligheidsnormen zoals ze nu toegepast worden. Het lid is het hiermee evenwel niet eens.

De Staatssecretaris verwijst naar de verschillende overheidsorganismen die een rol spelen bij de controle op de kernenergie en die in hogervermeld artikel opgesomd worden.

Wat betreft het voorstel van de heer De Batselier inzake het stralingsgevaar geeft de Staatssecretaris lezing van een vergelijkende tabel betreffende het stralingsgevaar :

|                          |             |
|--------------------------|-------------|
| Woning nabij een reactor | 1mr/jaar    |
| Kleurentelevisie         | 1 mr/jaar   |
| Vliegtuigreis            | 2 mr/jaar   |
| Betonnen woning          | 20 mr/jaar  |
| Betonnen woning + hoogte | 30 mr/jaar  |
| Radiologie               | 50 mr/jaar  |
| Natuurlijke straling     | 110 mr/jaar |

(Uittreksel uit « Ecologie nucléaire » door Dr. C. Kioes (1981).)

Inzake de vraag van een lid over het aandeel van de kernenergie in de energiebevoorrading op wereldvlak, antwoordt de Staatssecretaris dat het niet tot zijn bevoegdheid behoort het probleem van de kernenergie op wereldvlak te behandelen.

In bepaalde landen zou de Staatssecretaris, mocht hij er enige verantwoordelijkheid hebben op energiegebied, zeker niet de raad geven kerncentrales in gebruik te nemen. Maar aangezien de beslissingen hier in het kader van België moeten genomen worden stelt hij voor ons daartoe te beperken.

Het lid wijst erop dat slechts twee landen in de wereld nog centrales bouwen, nl. Frankrijk en de Sovjet-Unie. In de andere landen worden ze afbesteld. De Staatssecretaris is het daar niet mee eens maar wenst er niet verder op in te gaan.

Wat betreft de verklaring die hij afgelegd heeft voor « La conférence internationale des chercheurs en énergie nucléaire », licht de Staatssecretaris toe dat hij zich verzet tegen diegenen die beweren dat veiligheid geen prijs heeft. Mocht dit waar zijn dan zouden bijvoorbeeld onmiddellijk alle motorvoertuigen verbod moeten krijgen nog op de openbare weg te verschijnen. Zelfs de veiligheid kan niet tot in het on eindige gecontroleerd worden. Indien teveel veiligheidsnormen gesteld worden, verhoogt men daarmee niet de veiligheid. Integendeel, het verantwoordelijkheidsgevoel verwaart en dit heeft voor gevolg dat de risico's verhogen.

De Staatssecretaris vraagt het voorstel van de heer Coëme strekkende tot schrapping van de woorden « binnen de vereiste termijnen » te verwerpen.

Aan de heer Sprockeels c.s. vraagt hij hun voorstel tot wijziging van dezelfde tekst te willen intrekken omdat bepaalde personen daar wel eens politieke bedenkingen kunnen aan vastknopen. De auteurs zijn het daarmee eens en trekken hun voorstel in.

Par ailleurs, le Secrétaire d'Etat assure à M. Ansoms que des contacts internationaux ont eu lieu, mais il considère cependant qu'il n'est pas nécessaire de faire mention de cet aspect dans le texte de la résolution.

En ce qui concerne la proposition de M. Meyntjens visant à obliger les services publics à fournir des informations, le Secrétaire d'Etat estime que l'on impose déjà tellement d'obligations dans notre pays que l'on n'améliorerait en rien l'information en ajoutant cette nouvelle obligation. Il estime que l'insertion d'un trop grand nombre d'adjectifs qualificatifs affaiblit un texte plutôt que de le renforcer.

En ce qui concerne la proposition de MM. Dierickx et Deleuze visant à obtenir que les mesures qui s'imposent soient prises pour protéger les alentours des centrales contre les effets d'une rupture de la cuve du réacteur, le Secrétaire d'Etat répond que rien n'est entièrement dépourvu de risques. Le risque qu'un réacteur se brise est seulement 1/1 000 000 par an.

En réponse aux questions d'un membre concernant ces problèmes, le Secrétaire d'Etat s'en réfère au chapitre 5 du rapport final actualisé de la Commission des Sages.

Le Secrétaire d'Etat demande pour terminer de rejeter la proposition de M. Desaeys dans laquelle celui-ci tente de résumer les décisions du Gouvernement. Il souligne une nouvelle fois que cette proposition ne reflète pas fidèlement les conceptions du Gouvernement. L'accepter serait en fait accepter un moratoire pour l'énergie nucléaire.

\* \* \*

Certains auteurs de propositions de modification souhaitent répliquer à la réponse du Secrétaire d'Etat.

Quant à sa proposition relative à l'attribution du contrôle aux pouvoirs publics, un membre déclare qu'il n'a nullement l'intention, par ce texte, d'exclure un organisme de contrôle existant tel que l'association Vinçotte mais de confier le contrôle en dernière instance aux pouvoirs publics, qui superviseront ainsi le contrôle effectué. L'auteur est d'accord pour ajouter dans son texte les mots « en dernière instance ».

En ce qui concerne sa proposition de modification tendant à imposer aux pouvoirs publics une information efficace de la population, un membre estime que c'est précisément l'information qui mettra fin aux rumeurs alarmistes. Or, cette information est prête mais n'est pas diffusée. Il faut donc imposer la diffusion. D'autre part, cette information a été rendue obligatoire pour l'industrie pétrolière, qui est moins dangereuse que les centrales nucléaires. Enfin, l'Exécutif de la Communauté flamande a accepté également d'imposer cette information.

Concernant sa proposition prévoyant la mise en œuvre de moyens de contrôle confiés à un organisme relevant de l'autorité publique, un membre reconnaît la qualité du travail de contrôle accompli par le personnel de l'association Vinçotte mais fait remarquer qu'au conseil d'administration de la firme siègent des représentants des intérêts privés.

En outre, selon l'intervenant, la sécurité n'est pas assurée ni au plan général ni au niveau des plans de secours.

D'autre part, en ce qui concerne sa proposition relative à l'intervention des autorités locales au niveau de l'information, l'auteur affirme qu'il n'y a pas eu d'intéressement de ces autorités mais une simple demande qui leur a été faite de répercuter une information préalablement établie.

Aan de heer Ansoms verzekert de Staatssecretaris dat internationale contacten plaats gehad hebben. Hij acht het echter onnodig dit in de tekst van de resolutie te laten opnemen.

Wat betreft het voorstel van de heer Meyntjens om de openbare diensten te verplichten informatie te verstrekken is de Staatssecretaris van oordeel dat in ons land reeds een zo groot aantal verplichtingen opgelegd wordt dat de toevoeging van deze nieuwe verplichting geen enkele verbetering van de informatieverstrekking zal bewerkstelligen. Hij meent dat door het inlassen van te veel bijvoeglijke naamwoorden een tekst eerder afgezwakt dan versterkt wordt.

Wat betreft het voorstel van de heren Dierickx en Deleuze dat er toe strekt de nodige maatregelen te doen treffen om de omgeving te beschermen tegen alle gevolgen veroorzaakt door een mogelijke breuk van het reactorvat antwoordt de Staatssecretaris dat niets volledig zonder risico verloopt. De kans dat een reactorvat breekt bedraagt slechts 1/1 000 000 per jaar.

In antwoord op de vragen van een lid omtrent dezelfde problematiek verwijst de Staatssecretaris naar het geactualiseerde eindrapport van de Commissie der Wijzen, hoofdstuk 5.

Tenslotte vraagt de Staatssecretaris het voorstel van de heer Desaeys te verwerpen waarin dit lid een poging doet de regeringsbeslissingen samen te vatten. Hij beklemtoont nogmaals dat dit voorstel geen juiste weergave inhoudt van de opvattingen van de Regering. Dit voorstel aanvaarden zou immers in feite betekenen dat een moratorium van de kernenergie aanvaard wordt.

\* \* \*

Bepaalde auteurs van voorstellen wensen te repliceren op het antwoord van de Staatssecretaris.

In verband met zijn voorstel betreffende de toekenning van het controle-recht aan de overheid verklaart een lid dat zijn tekst er geenszins toe strekt een bestaand controle-organen zoals de « Association Vinçotte » uit te sluiten, maar wel de controle in laatste aanleg op te dragen aan de overheid die de uitgevoerde controles moet superviseren. De auteur is het eens om in zijn tekst de woorden « in laatste aanleg » toe te voegen.

In verband met zijn voorstel dat ertoe strekt de overheid te verplichten de bevolking doeltreffend voor te lichten, meent een lid dat die voorlichting juist moet dienen om een einde te maken aan alarmerende geruchten. Welnu, die voorlichting is klaar maar ze wordt niet verspreid. Daarom moet men die verspreiding verplicht maken. Een dergelijke voorlichting werd immers verplicht gemaakt voor de petroleumindustrie, die minder gevaar biedt dan de kerncentrales. Tenslotte heeft ook de Executieve van de Vlaamse Gemeenschap aanvaard die voorlichting verplicht te maken.

In verband met zijn voorstel dat ertoe strekt de controle-middelen te bepalen die ter beschikking gesteld worden van een orgaan dat van de overheid afhangt, erkent een lid de kwaliteit van het door het personeel van de « Association Vinçotte » uitgevoerde controles maar merkt op dat bepaalde vertegenwoordigers van privébelangen in de raad van beheer van die firma zetelen.

Bovendien meent de auteur dat de veiligheid noch in het algemeen noch op het vlak van de hulpplannen gewaarborgd is.

In verband met het voorstel met betrekking tot het optreden van de plaatselijke overheden in verband met de voorlichting bevestigt de auteur dat die overheden bij de voorlichting niet betrokken werden maar dat hun alleen gevraagd werd een vooraf opgestelde informatie te verspreiden.



Le Secrétaire d'Etat fait remarquer que c'est le Ministère de l'Emploi et du Travail qui est responsable du contrôle des installations nucléaires mais, comme le département ne dispose pas de suffisamment d'agents aptes à exercer ce contrôle, il l'a confié à l'« Association Vinçotte ».

Si le contrôle, comme plusieurs membres l'ont reconnu, est de qualité, c'est que la gestion du conseil d'administration est bonne.

D'autre part, l'organisme est coiffé par un Comité paritaire présidé par le Secrétaire général du Ministère de l'Emploi et du Travail et est soumis à l'autorité de la Commission interministérielle de l'énergie nucléaire, qui a le dernier mot en la matière.

Le Secrétaire d'Etat souhaite que les membres qui souhaitent un organisme public de contrôle n'en fassent pas une question doctrinale. D'autre part, il estime dangereux, dans une matière aussi délicate, de changer d'organisme de contrôle.

Selon le membre qui regrette la présence, dans le conseil d'administration de Vinçotte, de représentants des intérêts privés, il est inutile de maintenir cette présence puisque, comme l'affirme le Secrétaire d'Etat, cet organisme est contrôlé en dernière instance par les pouvoirs publics.

Le Secrétaire d'Etat met en garde contre l'effet néfaste que pourrait avoir sur le plan international et par conséquent, pour l'emploi en Belgique, la campagne menée contre l'organisme agréé de contrôle.

Un autre membre estime inacceptable que le directeur général de l'organisme en question ait dit qu'il s'en remettrait à la bonne volonté de l'exploitant. D'autre part, il demande que les pouvoirs locaux, concernés au premier chef par la sécurité, soient représentés au sein de l'organisme de contrôle.

Le Secrétaire d'Etat déclare que le contrôle repose également sur le sens des responsabilités des exploitants. Il est dans leur intérêt que cette sécurité soit assurée.

Un autre membre témoigne que, sous le Gouvernement précédent, l'Association Vinçotte a exercé un contrôle de qualité fait par d'excellents spécialistes. Cependant, sans en faire une question de doctrine, on peut difficilement accepter que le contrôlé soit en même temps le contrôleur.

Le groupe auquel le membre appartient ne demande pas de remplacer l'organisme de contrôle car actuellement on ne peut pas trouver de spécialistes en nombre suffisant. Il faut donc les conserver, mais cela introduit dans les relations des pouvoirs publics avec l'organisme de contrôle un élément de pression en faveur de cet organisme.

Le membre estime dès lors réaliste de demander, tout en n'ayant pas de formule toute prête, que pour assurer la crédibilité du secteur nucléaire dans l'opinion publique, la collectivité soit davantage concernée dans tout ce qui touche le contrôle et la sécurité.

Un membre fait remarquer que sa proposition modifiée en ordre subsidiaire va en ce sens, puisqu'elle prévoit un contrôle « en dernière instance » par les pouvoirs publics.

Le Secrétaire d'Etat répond que la situation est bien telle et qu'il est donc inutile de le demander.

L'auteur insiste et demande au Gouvernement de réfléchir à sa proposition.

En ce qui concerne la sécurité, un membre déclare que deux thèses sont en présence, dont le Secrétaire d'Etat n'a approfondi que la première. Il s'agit des thèses de la catastrophe, d'une part, et de la linéarité, d'autre part.

La première considère que, tant qu'on reste en dessous de la norme, il n'y a pas de dommage et qu'au-dessus,

De Staatssecretaris merkt op dat de Minister van Tewerkstelling en Arbeid verantwoordelijk is voor de controle van de kerninstallaties; aangezien het departement niet over voldoende personeelsleden beschikt om die controle uit te oefenen werd ze toevertrouwd aan de « Association Vinçotte ».

Indien de kwaliteit van die controle, zoals diverse leden hebben erkend, goed is dan bewijst zulks dat het beleid van de raad van beheer goed is.

Voorts wordt die instelling overkoepeld door een Paritair comité, dat voorgezeten wordt door de Secretaris-generaal van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid en het onder het gezag staat van de Interministeriële commissie voor de kernenergie, die terzake het laatste woord heeft.

De Staatssecretaris wenst dat de leden die een officiële controleinstelling wensen, daarvan geen doctrinale kwestie maken. Voorts meent hij dat het gevaarlijk is in een zo kiese aangelegenheid van controleorgaan te veranderen.

Volgens het lid, dat betreurt dat vertegenwoordigers van privé-belangen in de raad van beheer van Vinçotte zitting hebben, is die aanwezigheid niet langer nodig, aangezien deze instelling, zoals de Staatssecretaris bevestigd heeft, in laatste aanleg door de overheid wordt gecontroleerd.

De Staatssecretaris waarschuwt voor het rampzalig effect dat de campagne die tegen de erkende controle-instelling gevoerd wordt kan hebben op internationaal vlak en derhalve voor de werkgelegenheid in België.

Een ander lid acht het onaanvaardbaar dat de directeur-generaal van de betrokken instelling gezegd zou hebben dat hij zich op de goede wil van de exploitant verlaat. Anderzijds vraagt hij dat de plaatselijke overheid, die in de eerste plaats bij de veiligheid belang heeft, in de controle-instelling vertegenwoordigd zou zijn.

De Staatssecretaris verklaart dat een dergelijke controle ook afhangt van de verantwoordelijkheidszin van de exploitant. Zij hebben er belang bij dat die veiligheid gewaarborgd wordt.

Een ander lid stipt aan dat de Vinçotte-vereniging onder de vorige regering met behulp van uitstekende specialisten een zeer degelijke controle heeft uitgeoefend. Nochtans kan men, zonder daar een doctrinaire kwestie van te maken, moeilijk aanvaarden dat de gecontroleerde tegelijkertijd de controleur is.

De fractie waartoe het lid behoort, vraagt niet dat de controle-instelling vervangen wordt, want men vindt thans niet genoeg specialisten. Men dient ze dus in dienst te houden, maar één en ander voert in de betrekkingen tussen de overheid en de controle-instelling een drukkingselement in ten gunste van die instelling.

Ofschoon hij geen pasklare oplossing heeft, acht het lid het dan ook realistisch dat, als men de kernenergie als geloofwaardig wil doen overkomen bij de publieke opinie, de gemeenschap meer inspraak zou krijgen in alles wat betrekking heeft op controle en veiligheid.

Een lid merkt op dat zijn in bijkomende orde gewijzigd voorstel die richting uitgaat, aangezien het in een controle voorziet die « in laatste instantie » door de overheid wordt uitgeoefend.

De Staatssecretaris antwoordt dat dit wel degelijk zo is en dat het dus overbodig is om het te vragen.

De indiener dringt aan en verzoekt de Regering over zijn voorstel na te denken.

Wat de veiligheid betreft, verklaart een lid dat er twee stellingen bestaan, waarvan alleen de eerste door de Staatssecretaris grondig bestudeerd wordt. Die stellingen zijn de volgende : enerzijds die van de ramp en anderzijds die van het lineariteitsbeginsel.

De eerste stelling gaat ervan uit dat, zolang men beneden de norm blijft, er geen schade is en dat daarboven radio-

la radioactivité est dangereuse. Il s'agit d'une théorie avec laquelle les milieux scientifiques ne sont pas d'accord car ils estiment, en vertu de la thèse de la linéarité, que le dommage est toujours proportionnel aux radiations et que celles-ci sont dangereuses, si minimes soient-elles.

Le membre rappelle que le Secrétaire d'Etat a estimé que le risque de fuites en cas de fonctionnement normal était réduit. Mais que se passera-t-il en cas d'accident ? Il ne suffit pas de multiplier la probabilité — faible — d'un accident par la valeur attendue; il faut tenir compte du coefficient d'aversion du risque. Cela implique qu'une prime de risque doit être payée et qu'une marge de sécurité supplémentaire doit être exigée, en dehors du contrôle (il ne faut pas multiplier les mesures de contrôle). C'est dire que le coût des accidents possibles doit être répercuté sur le prix du kWh nucléaire.

Le Secrétaire d'Etat répond en citant un article de M. Kioes, directeur du service de radiologie de Luxembourg, selon lequel le risque d'accident est 100 fois plus élevé pour une centrale thermo-électrique que pour une centrale nucléaire.

Les réacteurs en service actuellement n'ont causé aucun accident ayant entraîné un dommage aux personnes. Si tous les systèmes de contrôle tombaient en panne en même temps, pour 100 réacteurs en fonctionnement, le risque ne serait encore que d'un accident tous les 200 ans.

Le membre rétorque que le raisonnement part toujours de l'hypothèse d'un fonctionnement normal. Mais le risque d'accident devient de 1 sur 10 si 1 000 réacteurs fonctionnent pendant 100 ans. Il faut alors se borner à espérer que l'accident se produira ailleurs qu'en Belgique.

#### *Deuxième option*

Le texte proposé de la deuxième option est libellé comme suit :

« 2. Recommande sur le plan des coûts et du prix du kWh nucléaire, que soient établies la transparence et la vérité, ce qui implique notamment que tous les éléments des coûts soient couverts et en particulier les coûts de la recherche appliquée relative au cycle du combustible, et ceux du conditionnement, du transport, du stockage et de l'évacuation des déchets, ainsi que du démantèlement des installations. »

Les propositions de modification suivantes ont été présentées par divers membres.

M. Sprockeels (n° 406) propose de remplacer l'option 2 par ce qui suit :

« 2. Recommande, sur le plan des coûts et du prix du kWh nucléaire, que soient établies la transparence et la vérité, ce qui implique notamment que tous les éléments des coûts soient couverts, y compris ceux de la recherche appliquée relative au cycle du combustible. »

MM. Dierickx et Deleuze (n° 407) proposent de remplacer le texte de la deuxième option par celui qui a été proposé par la Région flamande et par la Région wallonne et qui est annexé aux propositions du Gouvernement.

Ces membres (n° 498) proposent également d'ajouter un numéro 2bis, rédigé comme suit :

activiteit gevaarlijk is. Dat is een theorie waarmee men het in wetenschappelijke kringen niet eens is, want op grond van de lineariteitstheorie oordeelt men dat de schade steeds in verhouding staat tot de bestraling en dat deze — hoe gering ook — gevaarlijk is.

Het lid herinnert eraan dat de Staatssecretaris van mening was dat het risico van lekken bij normale werking beperkt was. Maar wat gebeurt er bij een ongeval ? Het volstaat niet de — geringe — mogelijkheid van een ongeval te vermenigvuldigen met de verwachte waarde; men moet tevens rekening houden met het coëfficiënt van risicopreventie. Zulks impliceert dat een risicopremie moet worden betaald en dat een grote veiligheidsmarge moet worden geëist buiten de controle (de controlemaatregelen hoeven niet te worden vermenigvuldigd). Het komt erop neer dat de kosten van mogelijke ongevallen in de prijs van de nucleaire kWh moeten worden doorberekend.

In zijn antwoord haalt de Staatssecretaris een artikel aan van de heer Kioes, directeur van de dienst voor radiologie van Luxemburg, waaruit blijkt dat het ongevalrisico voor een thermo-elektrische centrale 100 maal hoger ligt dan voor een kerncentrale.

De thans in werking zijnde reactoren hebben nog geen enkel ongeval veroorzaakt dat enige schade aan personen heeft berokkend. Indien alle controlesystemen tegelijkertijd zouden uitvallen voor de 100 in werking zijnde reactoren, dan nog zou er slechts om de 200 jaar een ongeval gebeuren.

Het lid werpt tegen dat de redenering steeds uitgaat van de onderstelling dat alles normaal werkt. Maar het gevaar voor een ongeval wordt één op tien indien duizend reactoren gedurende honderd jaar werken. Men kan dan alleen maar hopen dat het ongeval elders dan in België zal vallen.

#### *Tweede optie*

De voorgestelde tekst van de tweede optie luidt als volgt :

« 2. Beveelt de doorzichtigheid en de echtheid aan op het vlak van de kosten en de prijs van de nucleaire kWh, wat inzonderheid inhoudt dat alle kostenelementen gedekt zijn en meer bepaald de kosten van het toegepast onderzoek inzake de splijtstofcyclus en de kosten inzake conditionering, vervoer, opslag en afvoer van het afval, alsook inzake de ontmanteling der installaties. »

Door verscheidene leden werden de volgende voorstellen tot wijziging ingediend.

De heer Sprockeels (n° 406) stelt voor optie 2 te vervangen door wat volgt :

« 2. Beveelt aan dat op het vlak van de kosten en de prijs van de nucleaire kWh, de doorzichtigheid en echtheid zouden worden bewerkstelligd, wat inzonderheid inhoudt dat alle kostenelementen zouden gedekt zijn, inclusief die van het toegepast onderzoek in verband met de splijtstofcyclus. »

De heren Dierickx en Deleuze (n° 407) stellen voor de tekst van de tweede optie te vervangen door die welke voorgesteld werd door het Vlaamse en door het Waalse Gewest en die als bijlage bij de voorstellen van de Regering is gevoegd.

De leden stellen tevens voor (n° 408) een nummer 2bis toe te voegen, luidend als volgt :

« 2bis. Souhaite que soit créé un fonds des calamités, en vue de l'indemnisation de tout dommage (même génétique) subi par la collectivité à la suite d'un accident nucléaire, fonds qu'il faudrait alimenter par un prélèvement spécial sur le prix du kilowatt-heure nucléaire. »

Selon ces membres, les exploitants de réacteurs ne sont responsables des dommages causés à des tiers par un accident nucléaire que jusqu'à concurrence d'un montant fort limité. Or, dans le cas d'un accident très grave, le montant des dommages peut atteindre plusieurs milliards. La collectivité n'est pas assurée contre de tels accidents.

M. Dupré (n° 409) propose de modifier le texte qui figure après les mots « soient couverts » par le texte suivant :

« y compris ceux de la recherche appliquée et des frais de fonctionnement inhérents au cycle du combustible, ainsi que ceux des études de sécurité et d'environnement et du démantèlement des installations nucléaires. »

L'auteur de cette proposition estime que, la proposition du Gouvernement prévoyant purement et simplement la couverture de tous les éléments du coût, il est nécessaire de compléter l'énumération.

Un membre déclare qu'il se rallie à cette proposition. M. Desaeyere se réfère à sa proposition de modification générale sur les options relatives au secteur nucléaire. Il s'agit d'ailleurs du texte mis au point par le Conseil flamand. Un autre membre se rallie également à la proposition au nom de son groupe.

M. Coëme (n° 410) propose d'insérer, à la troisième ligne, les mots « par les secteurs industriels concernés » entre les mots « couverts » et les mots « et en particulier ».

Le membre déclare que tous les coûts nucléaires doivent certes être couverts. Il convient cependant de préciser nettement que cette charge revient aux secteurs industriels concernés et non, comme c'est parfois le cas, à la collectivité.

M. De Batselier (n° 411) propose de compléter l'option 2 par le texte suivant :

« Les coûts du cycle des surrégénérateurs et de la recherche nucléaire fondamentale, dont la finalité économique peut être démontrée, doivent également être pris en charge par les compagnies d'électricité. »

Le même membre estime que l'option en faveur des surrégénérateurs doit être considérée comme un élément essentiel des choix faits par les producteurs d'électricité en matière d'investissements. S'ils trouvent un intérêt à s'engager dans cette direction, ils doivent en supporter le coût et ne pas vouloir le mettre à charge de la collectivité.

M. Fedrigo (n° 412) propose d'ajouter un point 2bis (nouveau), libellé comme suit : « souhaite la mise en place d'un fonds de démantèlement des installations nucléaires ».

Ceci complète, selon le membre, le point 2, car la création d'un fonds de démantèlement rend possible et nécessaire l'évaluation objective des coûts de démantèlement des installations existantes.

Un autre membre se rallie à cette proposition au nom de son groupe.

MM. Deleuze et Dierickx (n° 413) proposent d'ajouter un numéro 2bis, rédigé comme suit :

« 2bis : Wenst de oprichting van een rampenfonds voor de vergoeding van alle schade (ook genetische) geleden door de gemeenschap ten gevolge van een nucleair ongeval, te stijven door een bijzondere heffing op de prijs van de nucleaire kWh. »

Volgens die leden zijn de reactor-exploitanten slechts voor een zeer beperkt bedrag aansprakelijk voor schade aan derden, veroorzaakt door een nucleair ongeval. Deze schade kan bij een zeer ernstig ongeval in de honderden miljarden lopen. De gemeenschap is hiervoor niet verzekerd.

De heer Dupré (n° 409) stelt voor na de woorden « zouden gedekt zijn » de tekst te wijzigen als volgt :

« inclusief deze van het toegepast onderzoek en van de werkingskosten verbonden aan de splijtstofcyclus, de veiligheid- en milieustudies en de ontmanteling van de nucleaire installaties. »

Waar het voorstel van de Regering alle kostenelementen wenst gedekt te zien, is het volgens de auteur van dit voorstel nodig de opsomming volledig te maken.

Een lid verklaart dat hij het eens is met dit amendement. De heer Desaeyere verwijst naar zijn voorstel tot algemene wijziging van de opties betreffende de kernenergiesector; het betreft hier trouwens de tekst die door de Vlaamse Raad werd opgesteld. Een ander lid treedt, in naam van zijn fractie, eveneens het voorgestelde amendement bij.

De heer Coëme (n° 410) stelt voor om op de derde regel, tussen de woorden « gedekt zijn » en « en meer in het bijzonder », de woorden « door de betrokken industriële sectoren » in te voegen.

Hij verklaart dat alle kosten inzake kernenergie zeker gedekt moeten worden. Er moet echter duidelijk gesteld worden dat deze last door de betrokken industriële sectoren moet worden gedragen en niet, zoals wel eens gebeurt, door de collectiviteit.

De heer De Batselier (n° 411) stelt voor optie 2 aan te vullen als volgt :

« De kosten van de kweekreactorcyclus en van de fundamentele nucleaire research, waarvan een economische finaliteit kan worden aangetoond, moeten eveneens ten laste worden genomen door de elektriciteitsbedrijven. »

Volgens dit lid moet de kweekreactoroptie als inherent element van de investeringskeuzes van de elektriciteitsproducenten beschouwd worden. Indien zij er belang bij hebben deze richting in te slaan, moeten zij er de kosten van dragen en deze niet afwentelen op de gemeenschap.

De heer Fedrigo (n° 412) stelt voor een punt 2bis (nieuw) in te voegen, luidend als volgt : « wenst dat een fonds voor de ontmanteling van de kerninstallaties wordt opgericht ».

Volgens dit lid vormt zulks een aanvulling van punt 2, aangezien de oprichting van een fonds voor ontmanteling een objectieve raming mogelijk en noodzakelijk maakt van wat de ontmanteling van de bestaande installatie zal kosten.

Een ander lid sluit zich namens zijn fractie bij dat voorstel aan.

De heren Deleuze en Dierickx (n° 413) stellen voor een n° 2bis toe te voegen, luidend als volgt :

« 2bis. Souhaite que les exploitants des installations nucléaires soient civilement responsables de tout dommage (même génétique) subi par la collectivité à la suite d'un accident nucléaire. »

Les membres exposent que les exploitants de réacteurs ne sont responsables des dommages causés à des tiers que jusqu'à concurrence d'un montant fort limité. Ils doivent l'être pour l'intégralité des dommages.

M. Desaeyere (n° 414) propose d'ajouter in fine de cette option les mots « de même le coût social des accidents en prévoyant un taux suffisant de prévention des risques ».

Enfin, MM. Deleuze et Dierickx proposent (n° 415) d'ajouter au point 2 le texte suivant : « ... démantèlement de l'organisation des secours, et de l'infrastructure y afférente, et des frais de protection et de surveillance des installations ».

Selon les auteurs, ces coûts ne sont actuellement pas couverts par le prix du kWh, alors qu'ils sont liés à l'activité des centrales nucléaires.

Le Secrétaire d'Etat répond ce qui suit aux différentes propositions de modification.

Il estime que la proposition de M. Sprockeels limite le texte du Gouvernement et lui demande de la retirer.

Selon le Secrétaire d'Etat; il n'y a lieu ni d'élargir, ni de réduire la portée du texte.

La tendance à faire supporter par le prix du kWh nucléaire la recherche fondamentale sur les surgénérateurs n'a pas de fondement économique sérieux, car, à ce train, on pourrait lui faire porter le poids de toutes les recherches énergétiques.

Le Secrétaire d'Etat s'oppose d'autre part à la création d'un fonds de démantèlement comme le propose M. Fedrigo. Les frais de démantèlement sont estimés entre 5 et 13 % du coût de la centrale, mais ils doivent naturellement être actualisés à la fin de la vie de celle-ci. Cela peut représenter entre 0,5 et 1,3 centime sur le prix du kWh.

Quant aux retombées économiques de Kalkar, le Secrétaire d'Etat fournit un tableau des retombées industrielles prévues et qui montre que celles-ci atteignent un montant dépassant de 2 milliards celui de notre participation (voir annexe VIII).

Concernant la proposition de M. Desaeyere, le Secrétaire d'Etat estime que, s'il faut tenir compte du risque, il est impossible de mesurer le coût d'un élément psychologique comme la peur du risque.

En réponse à la modification proposée par M. Coëme relative à la charge des coûts nucléaires, le Secrétaire d'Etat fait remarquer qu'elle est de nature à créer une confusion. Il fait remarquer que l'énergie nucléaire a également des répercussions sur la consommation d'énergie des particuliers, puisqu'elle fait baisser le prix du Kilowatt/heure pour l'ensemble des consommateurs particuliers. La proposition quant à elle ne tiendrait plus compte que du seul secteur industriel et toutes les sources d'énergie plus chères (telles : pétrole, charbon, etc.) seraient réservées aux particuliers. Accepter cela est vraiment impensable.

En réponse à la modification proposée par M. Deleuze relative à la responsabilité des exploitants des installations nucléaires, le Secrétaire d'Etat rappelle que les écologistes rejetaient autrefois en bloc le nucléaire pour des raisons

« 2bis. Wenst dat de exploitanten van de kerninstallaties burgerlijk aansprakelijk zouden zijn voor elke (ook genetische) schade die de collectiviteit lijdt ten gevolge van een kernongeval. »

De leden verklaren dat de exploitanten van reactoren maar tot een zeer beperkt bedrag aansprakelijk zijn voor schade aan derden. Zij moeten het voor de gezamenlijke schade worden.

De heer Desaeyere (n° 414) stelt voor in fine van deze optie volgende woorden toe te voegen : « en inzake de sociale kost van de ongevallen waarbij een voldoende mate van risico-aversie wordt voorzien ».

Tenslotte stellen de heren Deleuze en Dierickx (n° 415) voor om aan punt 2 de volgende woorden toe te voegen : « de organisatie van de hulpverlening en de bijbehorende infrastructuur, en de kosten van bescherming en bewaking van de installaties ».

Volgens de auteurs zijn die kosten thans niet begrepen in de prijs van het kWh, hoewel ze verband houden met de werking van de kerncentrales.

De Staatssecretaris antwoordt als volgt op de verschillende voorstellen tot wijziging.

Hij is van oordeel dat het voorstel van de heer Sprockeels de tekst van de Regering beperkt en hij verzoekt hem het in te trekken.

Volgens de Staatssecretaris is er geen reden om de draagwijdte van de tekst te verruimen of te beperken.

Er kunnen geen ernstige economische argumenten aangehaald worden voor de stelling dat de kosten van het fundamentele onderzoek inzake kweekreactoren in de prijs van de nucleaire kWh moeten worden doorberekend, want op die manier zou men alle speurwerk op het gebied van kernenergie kunnen laten bekostigen.

De Staatssecretaris kant zich overigens tegen de oprichting van een ontmantelingsfonds, zoals de heer Fedrigo voorstelt. De kosten van ontmanteling worden tussen 5 en 13 % van de kostprijs van de centrale geraamd, maar natuurlijk moeten ze worden geactualiseerd aan het einde van haar levensduur. Dat kan tussen 0,5 en 1,2 centiem op de prijs van één kWh bedragen.

Met betrekking tot de economische gevolgen van het Kalkarproject, verstrekt de Staatssecretaris een tabel van de industriële gevolgen die aantoon dat deze een bedrag bereiken dat van onze participatie met 2 miljard overtreft (zie bijlage VIII).

Inzake het voorstel van de heer Desaeyere is de Staatssecretaris van mening dat het gevaar weliswaar onder ogen moet worden gezien, maar dat men onmogelijk de kostprijs van een psychologisch gegeven — zoals de angst voor het gevaar — kan berekenen.

De Staatssecretaris meent dat de door de heer Coëme voorgestelde wijziging betreffende de kosten inzake kernenergie verwarring kan stichten. Hij merkt op dat kernenergie ook het energieverbruik van de particulieren beïnvloedt, aangezien de prijs per kWh voor alle particuliere verbruikers tezamen wordt gedrukt. Het voorstel zou alleen met de industrie rekening houden, en alle duurdere energiebronnen (aardolie, steenkool, enz.) zouden voor de particulieren bestemd zijn, wat werkelijk ondenkbaar is.

In antwoord op de door de heer Deleuze voorgestelde wijziging betreffende de aansprakelijkheid van de exploitanten van kerninstallaties, wijst de Staatssecretaris erop dat de « groene jongens » vroeger zonder uitzondering kern-

de sécurité immédiate, ensuite pour des motifs d'ordre génétique et enfin pour des raisons d'ordre économique. Il demande le rejet de la proposition, dont la motivation lui paraît peu convaincante.

Plusieurs membres demandent au Gouvernement d'expliquer les raisons des difficultés à conclure des contrats d'assurance en matière nucléaire.

Si, comme le prétend le Gouvernement, il est exact que l'énergie nucléaire offre un maximum de garanties de fiabilité et de sécurité, pourquoi est-il tellement difficile d'en assurer les risques? Pourquoi est-il si difficile aussi de s'assurer les moyens pécuniaires nécessaires à démanteler les centrales nucléaires ayant atteint le seuil de longévité?

Selon certains membres on devrait envisager une contribution collective pour permettre la constitution d'une prime d'assurance contre tout éventuel risque nucléaire. Les sommes consacrées à cet effet pouvaient être répercutées dans le prix de revient du Kilowatt/heure.

### *Troisième option*

Le texte de la troisième option du Gouvernement est libellé comme suit :

« 3. Estime que la Belgique doit valoriser les investissements qui ont été effectués sur le sol national dans le domaine du retraitement, et se prononce en faveur du redémarrage de l'usine de retraitement Eurochemic, dans les limites de capacité prévue. Pour le surplus, et en attendant de nouvelles voies de dégagement plus appropriées à l'échelle du pays, elle estime que le retraitement ne pourra se faire que dans des installations étrangères. Cela implique toutefois que le pays aménage des sites susceptibles de recevoir les produits issus du retraitement; ces sites à hauts risques devront être soumis à des normes de sécurité très sévères et à une surveillance efficace.

M. Fedrigo (n° 416) a déposé une proposition de modification tendant à remplacer le texte de la troisième option par ce qui suit :

« 3. Se prononce contre tout projet de retraitement des déchets radioactifs, contre toute participation dans des projets de surrégénérateurs à l'étranger et contre l'aménagement sur le territoire de la Belgique de sites destinés à recevoir les produits issus du retraitement. »

Selon l'auteur, le redémarrage de l'usine de retraitement fermerait les portes à une orientation moins coûteuse, comportant moins de risques et créatrice d'emplois, à savoir le conditionnement. Les investissements déjà effectués ne sont pas une raison valable pour poursuivre dans cette voie.

D'autre part, les prises de participation dans des projets de surrégénérateurs à l'étranger se sont révélées de plus en plus coûteuses. Les sites aménagés sur le territoire de la Belgique et destinés à recevoir les produits issus du retraitement seraient des « sites à hauts risques » inacceptables vu, entre autres, le taux élevé de population de notre pays.

MM. Dierickx et Deleuze (n° 417) ont déposé une proposition de modification tendant à remplacer le texte de la troisième option par ce qui suit :

« 3. Souhaite que la décision sur le retraitement ou non des matières fissiles irradiées soit retardée d'au moins 5 ans et s'oppose à la mise en service de l'usine de retraitement Eurochemic de Dessel;

énergie om onmiddellijke veiligheidsredenen, nadien om redenen van genetische aard en ten slotte om economische redenen verwierpen. Hij vraagt het voorstel te verworpen omdat de verantwoording ervan hem weinig overtuigt.

Verschillende leden vragen de Regering uit te leggen waarom er moeilijkheden rijzen bij het sluiten van verzekeringscontracten op gebied van kernenergie.

Indien het, zoals de Regering beweert, juist is dat kernenergie een maximum aan waarborgen inzake betrouwbaarheid en veiligheid biedt, waarom is het dan zo moeilijk de risico's ervan te verzekeren? Waarom is het al even moeilijk aan de nodige geldmiddelen te geraken om de uitgediende kerncentrales te ontmantelen?

Volgens sommige leden zou men een collectieve belasting moeten onder ogen nemen om een verzekeringspremie tegen elk mogelijk kernrisico te kunnen samenstellen. De bedragen die daaraan worden besteed, zouden in de kostprijs van het kWh kunnen worden doorberekend.

### *Derde optie*

De tekst van de derde optie van de Regering luidt als volgt :

« 3. Meent dat België de investeringen die oop nationaal grondgebied op het gebied van opwerking, werden gedaan, moet valoriseren en spreekt zich uit ten gunste van het opnieuw op gang brengen van de opwerkingsfabriek Eurochemic, binnen de grenzen van de geplande capaciteit. Voor het overige, en in afwachting van voor het land meer aangewezen afvoermogelijkheden, meent het dat de opwerking slechts in buitenlandse installaties kan plaatsgrijpen. Dit houdt evenwel in dat het land terreinen aanlegt die geschikt zijn voor het opvangen van de produkten van de opwerking; deze hoog risicodragende terreinen zullen moeten onderworpen zijn aan zeer strenge veiligheidsnormen en aan een doeltreffend toezicht.

De heer Fedrigo (n° 416) stelt een amendement voor dat ertoe strekt de tekst van de derde optie te vervangen door wat volgt :

« 3. Spreekt zich uit tegen elk project inzake opwerking van radioactief afval, tegen deelneming in projecten van snelle kweekreactoren in het buitenland en tegen de aanleg op Belgisch grondgebied van terreinen die bestemd zijn om de produkten van de opwerking op te vangen. »

Volgens de auteur zou het opnieuw starten van de opwerkingsfabriek de mogelijkheid tot een minder dure oplossing definitief wegnemen. Die oplossing is minder risicodragend en schept werkgelegenheid, met name de conditionering; de reeds gedane investeringen vormen geen geldige reden om op die weg verder te gaan.

Voorts zijn de participaties in projecten van snelle kweekreactoren in het buitenland hoe langer hoe duurder gebleken. De terreinen die op Belgisch grondgebied aangelegd worden om de produkten van de opwerking op te vangen, zouden « hoog risicodragende » terreinen zijn die onder meer, gezien de hoge bevolkingsdichtheid van ons land, onaanvaardbaar zijn.

De heren Dierickx en Deleuze (n° 417) stellen een amendement voor dat ertoe strekt de tekst van de derde optie te vervangen door wat volgt :

« 3. Wenst dat een beslissing inzake het al dan niet onwerken van de bestraalde splijtstoffen gedurende een periode van minstens 5 jaar wordt uitgesteld, en verzet zich tegen het onstarten van de opwerkingsfabriek Eurochemic te Dessel;

Souhaite que la décision sur le retraitement ou non des matières fissiles irradiées et la méthode de stockage définitive des déchets radioactifs soit rendue tributaire d'un débat parlementaire à organiser après 1987 et basé exclusivement sur les résultats de l'étude scientifique concernant le stockage définitif des déchets radioactifs. »

Selon les auteurs les investissements nécessaires à la réouverture d'Eurochemic se chiffrent à 15 milliards. Le retraitement n'est toutefois pas une opération rentable du point de vue économique. Il constitue en outre une étape très dangereuse du cycle de la matière fissile nucléaire, tant pour des raisons qui concernent l'environnement, la sécurité et la non-prolifération que pour des raisons sociales. L'expérience accumulée dans le monde en matière de retraitement est particulièrement réduite. Il y a une seule usine dans le monde qui puisse retraiter sur une échelle semi-industrielle les matières fissiles provenant des réacteurs à eau légère, à savoir l'usine de La Hague en France. On souhaite se lancer dans cette aventure en Belgique !

Par conséquent, on ne pourrait selon ces membres se prononcer en faveur du retraitement de la matière fissile irradiée que si cette activité nucléaire était nécessaire pour réaliser un conditionnement et un stockage des déchets hautement radio-actifs qui soient acceptables du point de vue écologique. Dans l'état actuel de la recherche scientifique, l'opportunité du retraitement est extrêmement contestable du point de vue de la gestion des déchets.

En effet, il se pourrait fort bien que le conditionnement et le stockage directs de barres complètes de matière fissile offrent beaucoup plus de sécurité. Cette technique de recharge en matière de stockage, le cycle dit « once-through », est mis au point actuellement dans divers pays, dont, par exemple, la Suède et les Etats-Unis. En Belgique, il n'y a pas de recherche scientifique en ce sens. En l'absence de tout dossier scientifique pesant objectivement le pour et le contre des deux stratégies précitées en matière de gestion des déchets, le Parlement ne peut prendre aucune décision judicieuse. Le choix de retraitement est une décision extrêmement fondamentale et irréversible qui peut lourdement hypothéquer la recherche d'une solution raisonnable, du point de vue écologique, au problème des déchets hautement radio-actifs.

Dans ces circonstances, il est préférable selon ces membres de retarder la décision sur le retraitement ou non des matières fissiles irradiées et d'attendre les nouveaux progrès de la recherche scientifique.

Concrètement, ils proposent que la décision ne soit prise qu'après le prochain débat sur l'énergie qui aura lieu dans les 5 ans, c'est-à-dire après 1987.

En attendant, il faut stocker les barres de matière fissile. A cet effet, ces membres proposent des mesures concrètes dans leurs autres propositions.

Un membre souhaite faire quelques rectifications.

Selon lui, Eurochemic à Dessel a, de 1966 à 1974, récupéré 687 kg de plutonium sur les différentes variétés de combustible. Il faut aussi souligner que toutes les matières retraitées ne servent pas encore nécessairement à alimenter les surrégénérateurs. La technologie est actuellement assez avancée pour que ce produit puisse être incorporé à des oxydes « mixtes ». Il ne peut ainsi certainement plus servir à la fabrication d'une bombe atomique. Il est vrai qu'une très petite quantité de plutonium n'est pas techniquement récupérable, mais cela ne signifie pas que ce plutonium soit rejeté dans notre environnement : il peut être stocké comme déchet, de manière sûre.

— Wenst een beslissing inzake het al dan niet opwerken van de bestraalde splijtstoffen en inzake de definitieve opslagmethode van het radioactief afval, afhankelijk te maken van een parlementair debat te organiseren na 1987, en dat uitsluitend gebaseerd zal zijn op de resultaten van het wetenschappelijk onderzoek inzake definitieve stockage van het radioactief afval. »

Volgens de auteur bedragen de investeringen om Eurochemic te heropenen 15 miljard. Opwerking is echter economisch gezien geen rendabele operatie. Het is bovendien een zeer gevaarlijke schakel in de nucleaire splijtstofcyclus; zowel vanuit milieu-, veiligheids-, non-prolifératie- en maatschappelijke overwegingen. De opwerkingservaringen zijn op wereldschaal bijzonder klein : slechts één enkele fabriek in de wereld is in staat om splijtstoffen uit licht-water-reactoren op semi-industriële schaal op te werken, nl. deze van La Hague in Frankrijk. Dit avontuur wil men in België beginnen !

Tot opwerking van bestraalde splijtstof mag volgens de leden daarom slechts worden besloten, indien deze nucleaire activiteit noodzakelijk zou zijn om een ecologisch aanvaardbare konditionering en opslag van het hoog radioactief afval te realiseren. In de huidige stand van het wetenschappelijk onderzoek kan aan de wenselijkheid van de opwerking, vanuit het standpunt van afvalbeheer, ten eerste worden getwijfeld.

Immers, de directe conditionering en opslag van complete splijtstofstaven zou wel eens een veel veiligere opslagmethode kunnen zijn. Deze alternatieve opslagtechniek, de zogenaamde one-through cyclus, is in verschillende landen in ontwikkeling, bv. Zweden en de Verenigde Staten. In België wordt geen wetenschappelijk onderzoek in deze richting gedaan. Bij gebrek aan een wetenschappelijk dossier, waarin op objectieve wijze de voor- en nadelen van beide hogergenoemde strategieën inzake het afvalbeheer tegen elkaar worden afgeworpen, kan het Parlement geen oordeelkundige beslissing nemen. De keuze voor opwerking is een uiterst fundamentele en irreversibele beslissing, die een zware hypotheek kan leggen op de realisatie van een ecologisch verantwoorde oplossing voor het probleem van het hoog-radioactief afval.

In deze omstandigheden is het volgens die leden de beste oplossing om de beslissing over het al of niet opwerken van de bestraalde splijtstoffen, uit te stellen en de verdere resultaten van het wetenschappelijk onderzoek af te wachten.

Concreet stellen zij voor de beslissing uit te stellen tot het volgende energiedebat dat binnen 5 jaar zal worden gehouden, d.w.z. na 1987.

In afwachting daarvan moeten de splijtstofstaven gestockeerd worden. Hiervoor stellen zij concrete maatregelen voor in hun andere voorstellen.

Een lid wenst bepaalde rechtzettingen te doen.

Volgens hem is het zo dat Eurochemic te Dessel van 1966 tot 1974 op de verschillende variëteiten van fuels, 687 kg plutonium heeft gerecupeerd. Er dient ook onderstreept dat alles wat opgewerkt wordt daarom nog niet noodzakelijk ter voeding van de kweekreactoren dient. Thans is trouwens de technologie ver genoeg gevorderd om dit produkt in « gemengde » oxyden te verwerken. Aldus kan die stof zeker niet meer ter vervaardiging van een atoombom dienstig zijn. Weliswaar is er een heel kleine hoeveelheid technisch niet-recupereerbaar plutonium, dat daarom niet in ons leefmilieu terecht komt, maar als afval, veilig kan worden opgeslagen.



Un membre se déclare, dans l'état actuel des connaissances, radicalement opposé au processus de retraitement, telle qu'il est opéré actuellement. La manipulation de substances dangereuses et d'une grande durée de vie devrait inciter les responsables à beaucoup de prudence.

M. Desaeyere (n° 418) présente une proposition de modification de la troisième option. Cette proposition est libellée comme suit :

« Estime qu'il faut rejeter le redémarrage de l'usine de retraitement Eurochemic et que la Belgique doit opter pour le "stockage définitif" ou "once-through-cycle" (cycle simple), qui consiste à stocker telles quelles les barres de matières fissiles irradiées. »

En fonctionnement normal, les effluents gazeux d'une usine de retraitement sont bien plus importants que ceux d'une centrale nucléaire : krypton-85, tritium, carbone-14, iode-129, etc. L'usine de retraitement est donc beaucoup plus polluante qu'une centrale nucléaire.

En outre, les installations de stockage présentent un risque d'accident nucléaire grave. L'ampleur d'un tel accident serait comparable à celle de l'accident le plus grave que l'on puisse imaginer dans une centrale nucléaire : cf. l'accident de l'Oural, signalé par Zhores Medrader et confirmé par la C. I. A., qui aurait rendu 3 000 km<sup>2</sup> inhabitables.

Selon un membre, le retraitement n'est pas une opération rentable; il représente une perte de 10 à 15 millions par tonne :

La valeur marchande d'une tonne de matières fissiles après retraitement est la suivante :

|                                             |                    |
|---------------------------------------------|--------------------|
| 980 kg d'uranium × 3 000 F/kg ...           | 3 millions de F    |
| 7,5 kg de plutonium × 1 million de F/kg ... | 7,5 millions de F  |
|                                             | <hr/>              |
|                                             | 10,5 millions de F |

Coût du retraitement : 21 à 35 millions de F.

Le stockage global n'augmente pas de manière significative le volume total des déchets à stocker. Ce type de stockage offre davantage de sécurité. Le plutonium ne peut s'échapper des barres de matières fissiles. Cette méthode est à l'étude aux Etats-Unis, en Suède et au Canada, et la firme suédoise A. S. E. A. a déjà mis au point des projets en ce domaine.

Un membre craint qu'à défaut d'une décision définitive la population active ne quitte la région.

En ce qui concerne le « once-through-cycle », la technologie du stockage des déchets après le retraitement est beaucoup mieux au point que celle du stockage de matières fissiles non retraitées. Tous les hommes de science le reconnaissent d'ailleurs.

Le retraitement est une bonne chose non seulement du point de vue économique, mais également du point de vue écologique. La diversification des déchets en déchets hautement radioactifs, moyennement radioactifs et peu radioactifs permet un retraitement adéquat. Elle permet également de réduire le volume global, bien que celui-ci augmente à nouveau quelque peu lors du conditionnement.

Les installations d'Eurochemic peuvent être utilisées en particulier pour le retraitement de petites quantités de combustible spécial, tandis que le combustible classique pourrait être acheminé vers des installations de retraitement plus importantes. A cet égard, une division du travail à l'échelle européenne peut se concevoir. La Belgique pourrait retraiter le combustible spécial pour le compte de la France en échange du retraitement du combustible classique qui

Een lid verklaart dat hij in de huidige stand van de wetenschap radicaal gekant is tegen de opwerkingsmethode zoals die thans wordt aangewend. Het behandelen van stoffen die gevaarlijk zijn en een lange levensduur hebben, zou de bewindslieden tot grote omzichtigheid moeten aanzetten.

De heer Desaeyere (n° 418) heeft een voorstel tot wijziging van de derde optie ingediend, dat als volgt luidt :

« Meent dat het opnieuw op gang brengen van de opwerkingsfabriek Eurochemic moet afgezien worden en dat België moet opteren voor de "weg-werp-opslag" of "once-through-cycle" waarbij de splijtstofstaven in hun geheel worden opgeslagen. »

Volgens de auteur zijn de gasvormige lozingen bij normale werking veel belangrijker dan bij een kerncentrale : krypton-85, tritium, koolstof-14, jodium-129 enz. Een opwerkingsfabriek is dus veel vervuilerder dan een kerncentrale.

Bovendien dreigt er ook een groot kernongeval in verband met de opslagplaatsen. De omvang hiervan is vergelijkbaar met het ergst denkbare ongeval in een kerncentrale : cfr. het ongeval in de Oeral waarbij 3 000 km<sup>2</sup> onbewoonbaar werd gerapporteerd door Zhores Medrader en bevestigd door de C. I. A.

De opwerking is volgens het lid geen rendabele operatie maar geeft per ton 10 tot 15 miljoen verlies :

De handelswaarde van 1 ton splijtstof na opwerking is de volgende :

|                                       |                |
|---------------------------------------|----------------|
| 980 kg uranium × 3 000 F/kg ...       | 3 miljoen F    |
| 7,5 kg plutonium × 1 miljoen F/kg ... | 7,5 miljoen F  |
|                                       | <hr/>          |
|                                       | 10,5 miljoen F |

Kosten opwerking : 21 tot 35 miljoen F.

Het in zijn geheel opslagen vermeerderd niet in significante mate het totale volume afval dat moet worden opgeslagen. Het is wel veiliger. Het plutonium zit veilig in de splijtstofstaven. Deze methode wordt onderzocht in de U. S. A., Zweden en Canada. De Zweedse firma A. S. E. A. heeft nu reeds uitgewerkte plannen.

Een lid vreest dat ingevolge het uitblijven van een definitieve beslissing de beroepsbevolking de streek verlaat.

I.v.m. de « once through-cycle » is de technologie van de berging van de afval na opwerking veel verder gevorderd dan die van niet opgewerkte splijtstof. Zulks wordt trouwens door alle wetenschapsmensen erkend.

Dat opwerken is niet alleen economisch maar ook van milieustandpunt uit, geen slechte zaak. De diversificatie van de afval is hoog radioactieve, gemiddeld radioactieve en laag radioactieve afval, maakt een aangepaste behandeling ervan mogelijk. Ook het totale volume wordt erdoor verminderd, hoewel bij het conditioneren ervan het volume enigszins opnieuw wordt verhoogd.

Eurochemic kan vooral ingeschakeld worden voor de opwerking van kleinere hoeveelheden speciale fuel terwijl de klassieke fuel naar grotere opwerkingsinstallaties zou kunnen gaan. Hier is een taakverdeling mogelijk op Europees vlak. België zou speciale fuel voor Frankrijk kunnen opwerken in ruil voor de opwerking van klasseke fuel in Frankrijk. Duitsland is voorstander van deze oplossing. Meteen kan het monopolie van Frankrijk op dit stuk en ook in ver-

se ferait en France. L'Allemagne s'est déclarée partisane de cette formule. Cela permettrait également de briser le monopole de la France dans ce domaine ainsi que dans le domaine du cycle du combustible en général.

Il convient également de souligner que le plutonium libéré à l'occasion du retraitement n'est pas nécessairement destiné à un surrégénérateur. Mélangé à l'uranium, il peut être renvoyé, en tant que matière fissile, aux centrales nucléaires ordinaires, ce qui constitue une économie considérable d'uranium enrichi.

On peut également éviter la prolifération, c'est-à-dire l'utilisation du plutonium pour la fabrication de bombes atomiques. La technologie permet actuellement d'utiliser un procédé de retraitement dont le produit est un oxyde mixte d'uranium et de plutonium qui ne se prête pas à la fabrication de bombes atomiques, ce qui exclut toute prolifération.

Un membre demande si le Gouvernement imposera aux producteurs d'électricité l'obligation d'utiliser ces oxydes mixtes lorsqu'ils seront renvoyés aux centrales nucléaires. Le Secrétaire d'Etat répond qu'il est impossible de prévoir cette obligation dans une résolution.

Un membre craint que le plutonium libéré lors du retraitement soit utilisé uniquement dans les surrégénérateurs. La production de cet oxyde mixte n'exige-t-elle pas des investissements supplémentaires ? Les installations actuelles suffisent-elles à cet effet ? S'il faut effectuer des investissements supplémentaires, quel en sera le coût ? L'avantage pécuniaire du nucléaire n'en sera-t-il pas diminué ? Tous les calculs ont-ils été faits en la matière ?

M. De Batselier (n° 419) dépose une proposition de modification de la troisième option, libellée comme suit :

« 3. Estime que la décision relative à la reprise ou à la non-reprise des activités de retraitement d'Eurochemic jusqu'en 1985 doit être différée, pour pouvoir mener à bien les recherches sur le « one-through-cycle » et le stockage temporaire humide ou sec des matières fissiles utilisées; entre temps, Eurochemic doit participer aux activités de conditionnement et à la construction des bassins de stockage nécessaires. Ces installations qui présentent des risques très importants doivent être soumises à des normes de sécurité très sévères et à un contrôle des pouvoirs publics. »

L'auteur estime que le retraitement est une activité très dangereuse tant du point de vue des conditions de travail que de l'environnement. L'économie de combustible n'est pas assez importante pour assurer la rentabilité économique du processus, à moins que le plutonium ne soit utilisé dans des surrégénérateurs, solution que nous rejetons. Le retraitement est aussi très discutable en raison du danger de prolifération. Le stockage définitif de combustibles utilisés une seule fois est une technique qui n'a guère été étudiée en Belgique, alors qu'on s'y intéresse beaucoup plus à l'étranger.

Un membre admet qu'au départ les producteurs d'électricité n'étaient pas entièrement favorables à l'utilisation dans les centrales nucléaires d'oxydes mélangés uranium-plutonium. Ceci n'est cependant plus le cas actuellement. L'avantage économique que représente l'utilisation du plutonium est maintenant prouvé. L'avantage global du retraitement est estimé à 5 à 6 centimes par kWh. La production d'oxydes mixtes n'exige guère de dépenses supplémentaires étant donné qu'elle ne nécessite qu'un seul procédé chimique de retraitement au lieu de deux traitements successifs.

M. Sprockeels (n° 420) dépose une proposition de modification de la troisième option, libellée comme suit :

« 3. Estime que la Belgique doit valoriser les investissements qui ont été effectués sur le sol national dans le do-

band met de splijstofcyclus in het algemeen gebroken worden.

Tevens moet hier worden onderstreept dat het plutonium dat vrijkomt n.a.v. de opwerking niet noodzakelijk naar een kweekreactor moet gaan. Gemengd met uranium kan het als splijtstofmateriaal naar de gewone kerncentrales worden teruggevoerd, wat een grote besparing van verrijkt uranium betekent.

Ook het probleem van de proliferatie d.w.z. het misbruik van plutonium voor het aanmaken van atoombommen kan thans vermeden worden. De technologie staat nu op punt om een opwerkingsprocédé te gebruiken, waarbij een gemengde oxyde van uranium en plutonium wordt bekomen, waarmee geen atoombom meer kan gemaakt worden en geen proliferatie meer mogelijk is.

Op een vraag van een lid of de Regering aan de elektriciteitsproducenten de verplichting zal opleggen deze gemengde oxyden te gebruiken een terugvoering naar de kerncentrales is de Staatssecretaris van oordeel dat deze verplichting niet in een resolutie moet worden opgenomen.

Een lid vreest dat het plutonium, dat vrijkomt bij de opwerking zal worden aangewend voor de kweekreactoren. Moeten ment anderdeels niet meer investeren om tot « gemengde » oxydes te komen ? Kunnen de huidige installaties daartoe volstaan ? Als supplementair geïnvesteerd moet worden, wat is dan de kostprijs ervan en vervalt dan niet het element prijsvoordeel ? Werden alle berekeningen terzake gedaan ?

De heer De Batselier (n° 419) heeft een voorstel tot wijziging van de derde optie ingediend, dat als volgt luidt :

« 3. Is van oordeel dat de beslissing over het al dan niet herbeginnen van de opwerkingsactiviteit in Eurochemic tot 1985 moet uitgesteld worden om intussen het onderzoek naar de one-through-cycle en de tijdelijke natte of droge stockage van gebruikte splijtstof te perfectioneren; Eurochemic dient intussen ingeschakeld te worden in konditioneringsactiviteiten en in de bouw van de nodige opslagbassins. Deze installaties met een zeer hoog risico moeten worden onderworpen aan zeer strenge veiligheidsnormen en aan een overheidstoezicht. »

Volgens de auteur is de opwerking een zeer gevaarlijke activiteit zowel wat de arbeidsomstandigheden als wat het leefmilieu betreft. De brandstofbesparing is niet voldoende relevant om het proces economisch rendabel te maken tenzij het plutonium gebruikt zal worden in kweekreactoren, hetgeen hij verwerpt. Ook vanwege het proliferatiegevaar is de opwerking zeer betwistbaar. De definitieve stockage van eenmaal gebruikte brandstof is een techniek die in België nauwelijks onderzocht is, terwijl daar in het buitenland toch wel meer belangstelling voor is.

Een lid geeft toe dat de elektriciteitsproducenten aanvankelijk een beetje weerbarstig waren tegen het gebruik in hun kerncentrales van gemengde oxyden uranium-plutonium. Dit is echter thans niet meer het geval. Het economisch voordeel van het gebruik van plutonium staat vast. Globaal wordt het voordeel van de opwerking op 5 à 6 centimes per kWh geraamd. Het maken van gemengde oxydes vraagt weinig bijkomende kosten vermits het niet in twee achtereenvolgende behandelingen maar ineens in een speciaal chemisch opwerkingsprocédé gebeurt.

De heer Sprockeels (n° 420) heeft een voorstel tot wijziging van de derde optie ingediend, dat als volgt luidt :

« 3. Meent dat België de investeringen die op het nationale grondgebied op het vlak van opwerking werden ge-

maine du retraitement, et se prononce en faveur du redémarrage de l'usine de retraitement EUROCHEMIC adaptée en fonction de la capacité prévue.

En ce qui concerne l'excédent, et en attendant de nouvelles infrastructures de traitement mieux adaptées à la production intérieure, il estime que le retraitement ne pourra se faire que dans des installations étrangères. Ceci implique toutefois que le pays prévoit des sites pouvant recevoir les produits issus de retraitement; ces sites à hauts risques devront être soumis à des normes de sécurité très sévères et à une surveillance efficace. »

L'auteur estime que de nouvelles infrastructures ne peuvent être créées que si elles correspondent à des besoins réels.

Un membre estime que ce texte est similaire au texte proposé par le Conseil flamand dans lequel il est également question de « adaptée en fonction de la capacité prévue ».

M. Rigo (n° 421) propose de remplacer le texte de la troisième option par ce qui suit :

« 3. Recommande au Gouvernement de mettre à l'étude la valorisation des investissements qui ont été effectués sur le sol national dans le domaine du retraitement, ainsi que l'opportunité du redémarrage de l'usine de retraitement. »

Selon l'auteur, cette proposition est conforme à la résolution adoptée par le Conseil Régional Wallon le 4 juin 1982.

Il est en outre, selon lui, essentiel de savoir quelles ont été les retombées économiques de notre participation aux projets en cours et de revoir l'opportunité du redémarrage de l'usine de retraitement.

Nous n'avons, déclare-t-il, absolument aucune information au sujet des problèmes techniques ni des coûts ou de la rentabilité de l'unité en question. Le Gouvernement ne compte-t-il pas faire rapport à ce propos ?

Ne doit-on pas négocier avec les usines existantes par exemple La Hague (France) si le coût du retraitement s'y avère nettement inférieur à celui des opérations s'effectuant en Belgique ?

\* \* \*

M. Coëme (n° 422) introduit une proposition de modification de la troisième option par laquelle le premier alinéa serait remplacé par le texte suivant :

« Estime qu'il n'est pas actuellement suffisamment informé sur le problème du retraitement et demande qu'un rapport lui soit fait dans un délai d'un an par le Ministre qui a la politique scientifique dans ses compétences et par l'Exécutif régional concerné par le lieu d'implantation de l'usine. »

Le membre considère que le problème du retraitement ne se pose pas actuellement en terme d'urgence. Avant de prendre une décision ferme le Parlement peut être donc informé de manière complète et précise des multiples aspects de cette question complexe.

En ordre subsidiaire, le même orateur (n° 423) propose de compléter le premier alinéa par la précision suivante :

« soixante tonnes par an, et à condition que tous les coûts liés au financement et à l'exploitation et à la recherche-développement en la matière soient à charge des utilisateurs. »

Selon lui, il convient de préciser nettement les capacités de retraitement et d'en faire supporter le coût par les utilisateurs et non par la collectivité.

daan, moet valoriseren en spreekt zich uit ten gunste van het opnieuw op gang brengen van de opwerkingsfabriek EUROCHEMIC aangepast aan de geplande capaciteit.

Voor de resterende hoeveelheid, en in afwachting van nieuwe, meer aan de binnenlandse productie aangepaste verwerkingsinfrastructuren, meent het dat de opwerking slechts kan gebeuren in buitenlandse installaties. Dit houdt evenwel in dat het land voorziet in terreinen die de produkten afkomstig van de opwerking kunnen opvangen; deze terreinen met een hoog risico, zullen moeten onderworpen zijn aan zeer strenge veiligheidsnormen en aan een doeltreffend toezicht. »

Volgens de auteur moeten infrastructuurwerken slechts worden gecreëerd als er werkelijke noden daartoe bestaan.

Volgens een lid leunt deze tekst aan bij de door de Vlaamse Raad voorgestelde tekst, waarin ook sprake is van « aangepast aan de geplande capaciteit ».

De heer Rigo (n° 421) stelt voor de tekst van de derde optie te vervangen door wat volgt :

« 3. Beveelt de Regering aan de valorisatie te laten bestuderen van de investeringen die werden verricht op nationaal grondgebied inzake opwerking alsook de wenselijkheid van een nieuwe start van de opwerkingsfabriek. »

Volgens de auteur is dit voorstel conform de resolutie die op 4 juni 1982 door de Waalse Gewestraad werd goedgekeurd.

Volgens hem komt het er in de eerste plaats op aan de economische gevolgen te kennen van onze participatie in de aan de gang zijnde projecten en de wenselijkheid van het opnieuw starten van de opwerkingsfabriek te herzien.

Wij beschikken, aldus de auteur, over niet de minste informatie in verband met de technische problemen of de kosten van de rentabiliteit van die fabriek. Zal de Regering daaromtrent geen verslag opstellen ?

Moet met de bestaande fabrieken, zoals bijvoorbeeld die te La Hague (in Frankrijk), niet onderhandeld worden indien blijkt dat de opwerkingskosten er beduidend lager liggen dan die van de opwerkingsoperaties in België ?

\* \* \*

De heer Coëme (n° 422) dient een voorstel in tot wijziging van de derde optie, waarvan het eerste lid zou worden vervangen door de volgende tekst :

« Is van oordeel dat het thans niet voldoende is ingelicht over het probleem van de opwerking en vraagt dat binnen een termijn van één jaar verslag wordt uitgebracht door de Minister onder wie het wetenschapsbeleid ressorteert en door de Gewestelijke Executieve van de vestigingsplaats van de fabriek.

Het lid is van oordeel dat het probleem van de opwerking thans niet als iets dringends naar voren komt; alvorens een vaste beslissing te treffen, kan het Parlement dus volledig en nauwkeurig over de veelvuldige aspecten van deze ingewikkelde kwestie worden ingelicht.

In bijkomende orde stelt dezelfde spreker (n° 423) voor het eerste lid aan te vullen met de volgende precisering :

« ... zestig ton per jaar en mits alle kosten die met de financiering, de exploitatie en het ontwikkelingsonderzoek ter zake verband houden ten laste van de gebruikers komen. »

Het is zijns inziens geboden de opwerkingscapaciteit duidelijk te bepalen en er de kosten van te laten dragen door de gebruikers en niet door de gemeenschap.

M. Dupré (n° 424) propose de remplacer les mots « dans les limites de capacité prévue » par les mots « compte tenu des normes d'évacuation actuelles ».

Selon l'orateur, cette formulation garantit à la fois une plus grande sécurité en matière de protection de l'environnement et une plus grande souplesse en ce qui concerne l'exploitation interne.

M. Deleuze (n° 425) propose d'ajouter une option *3bis*, rédigée comme suit :

« *3bis*. Souhaite que les contrats de retraitement qui ont été conclus entre les exploitants belges de réacteurs et la firme Cogéma, gestionnaire de l'usine de La Hague (France), et qui n'ont pas été exécutés soient rompus et s'oppose à la conclusion de nouveaux contrats. »

De même, il propose (n° 426) d'ajouter une option *3ter*, libellée comme suit :

« *3ter*. Invite le Gouvernement à prendre toutes les mesures pour que l'on puisse stocker provisoirement, sous la gestion de la société Ondraf, les matières fissiles irradiées, tant celles qui ont déjà été évacuées vers La Hague en France que celles qui seront retirées des réacteurs belges dans les prochaines années.

Invite le Gouvernement à utiliser, dans le cadre de ces mesures, le bassin de stockage de matières fissiles irradiées d'Eurochemic, les bassins de stockage existants et en construction dans le voisinage des centrales nucléaires, et, enfin, à envisager la construction d'un bassin de stockage central d'une capacité de 1 600 tonnes de matières fissiles. »

L'orateur déclare que :

— la loi du 8 août 1980 a créé un organisme public, la société Ondraf chargé de la gestion des déchets radioactifs. Il est donc logique de confier à cet organisme public la gestion des éléments de matière fissile irradiée;

— un bassin de stockage central d'une capacité de 1 600 tonnes pourrait recueillir toutes les matières fissiles qui seraient retirées des centrales nucléaires belges au cours des 10 prochaines années. En attendant la construction d'un tel bassin, il est possible d'utiliser le bassin de stockage existant d'Eurochemic qui a une capacité de 300 tonnes.

Même si l'on décidait, en 1987, de l'achever, en considérant qu'il s'agit là de la meilleure manière de garantir le stockage des déchets radioactifs, la construction de ce bassin de stockage centrale n'aurait pas été un luxe exagéré ou une dépense financière inutile, compte tenu du malaise international qui règne dans le secteur du retraitement et du fait qu'Eurochemic a une trop faible capacité pour que l'on puisse y retraiter tous les déchets belges.

Poursuivant son intervention, il propose également d'ajouter un point *3quater* (n° 427) par lequel le Parlement :

« Invite le Gouvernement à charger le syndicat d'étude Belgoprocess à examiner les possibilités d'application du cycle « once-through » en Belgique et d'utiliser à cette fin les installations d'Eurochemic. »

Selon le membre, les possibilités d'application du cycle « once-through » en Belgique n'ont encore jamais été examinées. Le syndicat d'étude Belgoprocess a étudié uniquement la possibilité de faire redémarrer l'usine de retraitement Eurochemic. Toutefois, les installations d'Eurochemic peuvent également servir en partie au conditionnement d'éléments complets de matière fissile. En préparation à la déci-

De heer Dupré (n° 424) stelt voor de woorden « binnen de grenzen van de geplande capaciteit » te vervangen door de woorden « binnen de huidige lozingsnormen ».

Volgens spreker geeft deze formulering tegelijk een grotere zekerheid inzake milieubeveiliging en een grotere soepelheid voor de interne exploitatie.

De heer Deleuze (n° 425) stelt voor een optie *3bis* in te voegen, luidend als volgt :

« *3bis* : Wenst de verbreking van de niet uitgevoerde opwerkingscontracten, afgesloten tussen de Belgische reactor-exploitanten en de firma COGEMA, die de fabriek te La Hague (Frankrijk) beheert, en verzet zich tegen het afsluiten van nieuwe contracten. »

Hij stelt eveneens voor (n° 426) een optie *3ter* toe te voegen, luidend als volgt :

« *3ter*. Verzoekt de Regering om alle maatregelen te treffen ten einde de bestraalde splijtstoffen, zowel die welke reeds werden afgevoerd naar La Hague in Frankrijk, als die welke de volgende jaren uit de Belgische reactoren zullen worden ontladen, tijdelijk te kunnen opslaan onder het beheer van de maatschappij NIRAS.

Verzoekt de Regering om in het kader van deze maatregelen een beroep te doen op het bestaande opslagbassin voor bestraalde splijtstoffen van Eurochemic, op de bestaande en in aanbouw zijnde opslagbassins nabij de kerncentrales en om tenslotte de bouw te overwegen van een centraal opslagbassin met een capaciteit van 1 600 ton bestaande splijtstof. »

Spreker verklaart dat :

— door de wet van 8 augustus 1980 de openbare instelling Niras werd opgericht, die bevoegd is inzake het beheer van het radioactieve afval. Het is dus logisch het beheer van de bestraalde splijtstofelementen toe te vertrouwen aan deze openbare instelling.

— een centraal opslagbassin met een capaciteit van 1 600 ton zou alle splijtstof kunnen bevatten die gedurende de volgende 10 jaar uit de Belgische kerncentrales wordt ontladen. In afwachting van de totstandkoming van dit bassin kan het bestaande opslagbassin van Eurochemic worden gebruikt met een capaciteit van 300 ton.

Zelfs wanneer men in 1987 toch zou beslissen om tot opwerking over te gaan, omdat dit de beste garanties biedt voor de opslag van het radioactieve afval, dan nog is de bouw van dit centrale opslagbassin geen overdreven luxe geweest of een overbodige financiële uitdaging, gezien de internationale malaise in de opwerkingssector en de te kleine capaciteit van Eurochemic om al het Belgische afval te kunnen opwerken.

Voorts stelt spreker ook voor (n° 427) een punt *3quater* toe te voegen luidens hetwelk het Parlement :

« de Regering verzoekt om het studiesyndicaat Belgoprocess te belasten met de studie van de toepassingsmogelijkheden van de « once-through » cyclus in België en naar de mogelijkheden om de installaties van Eurochemic hiervoor te gebruiken. »

Volgens het lid werden de toepassingsmogelijkheden van de once-through cyclus in België nog nooit onderzocht. Het bestaande studiesyndicaat Belgoprocess heeft enkel de mogelijkheden onderzocht om Eurochemic opnieuw te heropenen als opwerkingsfabriek. Nochtans zijn de installaties van Eurochemic deels ook te gebruiken voor de conditionering van complete splijtstofelementen. Ter voorbereiding

sion que le Parlement doit prendre en la matière d'ici 5 ans (comme il a proposé par ailleurs) Belgoprocess doit examiner les possibilités techniques du cycle « once-through » et établir un relevé des profits et pertes.

Enfin, M. Deleuze propose d'ajouter un point *3quinquies* (n° 428) rédigé comme suit :

« *3quinquies*. Invite le Gouvernement à prendre, dans le cadre de la Convention conclue avec Eurochemic, toutes les mesures nécessaires pour transformer, dans les meilleures conditions de sécurité, les déchets radioactifs produits par Eurochemic au cours de la période 1966-1974. »

Selon l'orateur, de grandes quantités de déchets liquides hautement radioactifs issus des activités de retraitement passées de l'usine Eurochemic se trouvent stockées dans des réservoirs sur le site de celle-ci. Cette méthode de stockage est très dangereuse. C'est pour cette raison que les liquides hautement radioactifs doivent être solidifiés au plus tôt par vitrification. Il ne faut toutefois pas déterminer la nature des installations à construire à cet effet en préjugant de la décision du Parlement au sujet de la réouverture ou non d'Eurochemic. Le Gouvernement doit examiner s'il n'est possible de mettre entièrement à charge de la société Eurochemic les frais de construction et d'exploitation de l'usine de vitrification.

Un membre répond à la première proposition de modification visant à rompre les contrats de retraitement conclus avec la firme Cogema qu'une telle rupture de contrat ne ferait qu'aggraver le problème des déchets non traités.

En 1985, l'usine de Dessel ne permettra de retraiter que 40 % de notre combustible. Actuellement, la France nous réclame pour le retraitement un prix qui correspond à peu près à celui de nos installations de Dessel. L'usine de La Hague a pourtant une capacité de 300 tonnes, alors que celle de Dessel n'a qu'une capacité de 60 tonnes.

Il serait normal, selon le membre, que les prix pratiqués par une usine de forte capacité comme celle de La Hague soient plus bas que les nôtres, puisque nous ne disposons que d'une usine à faible capacité. Le membre répète qu'il serait intéressant, afin de briser le monopole français dans le cycle du combustible, de répartir le travail de retraitement en traitant du combustible spécial dans nos installations qui sont plus petites.

Si nous nous spécialisons dans le domaine du combustible spécial, avec nos petites installations, les Français devront venir chez nous pour le retraitement de ce combustible, nous renforcerons ainsi notre position en matière de fixation des prix.

Ils devront sans doute revoir les prix qu'ils nous appliquent pour le traitement de notre combustible ordinaire.

Le Ministre, répondant aux divers intervenants, rappelle à la Commission la recommandation de la Commission européenne du 3 février 1982 dans le domaine du stockage et du retraitement des combustibles nucléaires irradiés parue au J. O. C. E. du 10 février 1982.

« La Commission des Communautés européennes,

Vu le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, et notamment son article 124,

Vu la résolution du Conseil, du 18 février 1980, en matière de retraitement des combustibles nucléaires irradiés,

Vu le rapport de juillet 1981 du comité consultatif ad hoc en matière de retraitement des combustibles nucléaires irradiés, créé par la décision 80/237/Euratom du Conseil,

Considérant que le retraitement apparaît de plus en plus comme un élément nécessaire des politiques nucléaires à moyen et à long terme car il permet d'obtenir une diminution des besoins en uranium naturel et en travail d'enrichissement grâce au recyclage de l'uranium et du pluto-

van de beslissing die het Parlement binnen 5 jaar ter zake moet nemen (zoals elders voorgesteld) moet Belgoprocess de technische mogelijkheden onderzoeken van de once-through cyclus en een kosten-baten analyse opstellen.

De heer Deleuze stelt ten slotte voor een punt *3quinquies* (n° 428) toe te voegen, luidend als volgt :

« *3quinquies*. Verzoekt de Regering om, in het kader van de conventie afgesloten met Eurochemic, alle maatregelen te treffen ten einde het radioactieve afval, voortgebracht door Eurochemic in de periode 1966-1974, zo veilig mogelijk te verwerken. »

Volgens spreker liggen op het terrein van Eurochemic grote hoeveelheden vloeibaar hoogradioactief afval opgeslagen in tanks, als gevolg van de voorbijgevoerde opwerkingsactiviteit van Eurochemic. Dit is een zeer onveilige opslagmethode. Deze hoogradioactieve vloeistoffen moeten daarom zo vlug mogelijk omgezet worden in vaste vorm bv. via verglazing. De aard van de installatie die hiervoor ingebouwd zal moeten worden, mag echter niet vooruitlopen op de beslissing van het Parlement over de al of niet heropening van Eurochemic. De Regering moet de mogelijkheid onderzoeken of de bouw- en exploitatiekosten van de verglazingsfabriek niet voor 100 % op rekening van de maatschappij Eurochemic kunnen worden afgewenteld.

Een lid antwoordt op het eerste voorstel van wijziging, om de met de firma Cogema gesloten opwerkingsovereenkomsten te verbreken dat zulks het probleem van het niet verwerkte afval alleen maar zou verergeren.

In 1985 kunnen wij met de installatie te Dessel slechts 40 % van onze splijtstof opwerken. Thans vraagt Frankrijk ons voor de opwerking een prijs die ongeveer met de prijs van onze installaties te Dessel overeenstemt. De fabriek te La Hague heeft nochtans een capaciteit van 300 ton terwijl de installatie te Dessel slechts 60 ton haalt.

Het zou volgens het lid normaal zijn dat de prijzen die door een fabriek met grote capaciteit — zoals die van La Hague — worden gehanteerd, lager liggen dan de onze, aangezien wij slechts over een fabriek met geringe capaciteit beschikken. Het lid herhaalt dat een verdeling van het werk inzake opwerking door speciale fuel te behandelen in onze kleinere installatie interessant zou zijn om het Franse monopolie te breken in de splijtstofcyclus.

Indien wij ons op het stuk van de bijzondere splijtstof specialiseren, met onze kleine installaties, zullen de Fransen naar ons moeten komen voor de opwerking van die splijtstof en wij zullen sterker staan inzake prijsbepaling voor de klassieke fuel.

Zij zullen de prijzen die zij ons aanrekenen voor de verwerking van onze gewone splijtstof wellicht moeten herzien.

In antwoord op de tussenkomsten van een aantal leden, herinnert de Minister de Commissie aan de aanbeveling van de Europese Commissie d.d. 3 februari 1982 inzake de opslag en de opwerking van bestraalde splijtstoffen, welke aanbeveling in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen van 10 februari 1982 verschenen is.

« De Commissie van de Europese Gemeenschappen,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, inzonderheid op artikel 124,

Gezien de resolutie van de Raad van 18 februari 1980 inzake opwerking van bestraalde splijtstoffen,

Gezien het verslag van juli 1981 van het Raadgevend Comité ad hoc inzake opwerking van bestraalde splijtstoffen, dat bij Besluit 80/237/Euratom van de Raad is opgericht,

Overwegende dat opwerking steeds meer een noodzakelijk element blijkt te zijn van het nucleaire beleid op middellange en lange termijn, omdat zij kan leiden tot een vermindering van de behoeften aan natuurlijk uranium en aan verrijksarbeid, dank zij de terugvoer van uranium en plu-

nium dans les réacteurs thermiques et rapides, avec la perspective d'une moindre dépendance extérieure vis-à-vis de l'uranium grâce à la surgénération;

Considérant que, de ce fait, il y a lieu de mettre en œuvre les mesures permettant son développement industriel dans les meilleures conditions possibles pour ce qui concerne tant les promoteurs que les utilisateurs dans le respect des objectifs de sécurité des populations, de protection de l'environnement et de non-détournement des matières nucléaires des usages auxquels leurs utilisateurs ont déclaré les destiner,

Recommande aux gouvernements des Etats membres, aux autorités nationales compétentes, aux promoteurs et utilisateurs, chacun pour ce qui le concerne :

— de prendre des décisions et de les mettre en œuvre au plus tôt afin d'assurer que les programmes de construction des capacités nécessaires de stockage intérimaire des combustibles irradiés soient réalisés en temps voulu,

— d'explorer toutes les possibilités susceptibles de conduire à la création d'entreprises de retraitement pouvant regrouper des intérêts manifestés dans plusieurs Etats membres; en effet, de telles entreprises :

— faciliteraient la réalisation des capacités de taille économique;

— assureraient à leurs partenaires l'accès aux services de retraitement à des conditions économiques fixées en commun;

— seraient conformes aux conclusions du programme d'évaluation internationale du cycle de combustible nucléaire qui estime souhaitable que le développement du retraitement s'effectue, autant que possible, dans le cadre d'entreprises multinationales, ce qui pourrait présenter aussi des avantages sur le plan de l'application du contrôle de sécurité;

— favoriseraient l'établissement d'un véritable marché dans ce secteur;

— pourraient faciliter, enfin, une certaine répartition du travail parmi les installations de retraitement; par exemple, celles de taille faible ou moyenne et ayant une souplesse suffisante seraient exploitées prioritairement pour le retraitement des combustibles des réacteurs expérimentaux et de recherche;

— de prendre, afin d'encourager la coopération industrielle à l'intérieur de la Communauté, une attitude aussi ouverte que possible en matière de transferts de technologie et d'échange d'expériences, notamment dans le domaine de la sûreté des installations.

Fait à Bruxelles, le 3 février 1982.

*Par la Commission*

Karl-Heinz NARJES, *Membre de la Commission.* »

Le Ministre fait également référence au rapport final des sages, chapitre VIII :

« Des mesures doivent être prises pour que le combustible irradié puisse être retraité dans des délais raisonnables, et ce pour les raisons suivantes :

— la récupération du plutonium et de l'uranium du combustible irradié est la meilleure solution, que ce soit du point de vue de l'utilisation rationnelle des ressources ou du conditionnement rationnel des déchets, ou encore, à plus long terme, de la protection physique et de la non-prolifération;

tonium in thermische en snelle reactoren, met het vooruitzicht van een geringere mate van afhankelijkheid van het buitenland wat uranium betreft, dank zij kweekreactoren;

Overwegende dat derhalve maatregelen ten uitvoer moeten worden gelegd die de industriële ontwikkeling van de opwerking mogelijk maken onder optimale omstandigheden voor wat zowel de promotoren als de gebruikers betreft, met inachtneming van de doelstellingen inzake de veiligheid van de bevolking, de bescherming van het milieu en het niet aanwenden van kernmateriaal voor andere doeleinden dan die waarvoor de gebruikers verklaard hebben het te bestemmen,

Beveelt de Regeringen van de Lid-Staten, de bevoegde nationale instanties, de promotoren en gebruikers, ieder voor hetgeen hen betreft, aan :

— beslissingen te nemen en deze zo spoedig mogelijk ten uitvoer te leggen, ten einde ervoor te zorgen dat de programma's voor de bouw van de nodige capaciteiten voor tussentijdse opslag van bestraalde splijtstoffen tijdig worden verwezenlijkt,

— alle mogelijkheden te onderzoeken om opwerkingsondernemingen op te richten die beantwoorden aan de ter zake in verschillende Lid-Staten gebleken interesse; immers deze ondernemingen :

— zouden de verwezenlijking van economisch exploiteerbare capaciteiten kunnen vergemakkelijken;

— zouden het hun partners mogelijk maken toegang te krijgen tot de opwerkingsdiensten tegen gemeenschappelijk vastgestelde economisch gunstige voorwaarden;

— zouden in overeenstemming zijn met de conclusies van de International Nuclear Fuel Cycle Evaluation, die het wenselijk acht dat de ontwikkeling van de opwerking zoveel mogelijk plaatsvindt in het kader van multinationale ondernemingen, wat overigens ook voordelen zou kunnen opleveren voor wat betreft de toepassing van de veiligheidscontrole;

— zouden de totstandkoming van een werkelijke markt in deze sector bevorderen;

— zouden ten slotte een bepaalde arbeidsverdeling tussen de opwerkingsinstallaties kunnen vergemakkelijken; zo zouden bij voorbeeld de kleine of middelgrote ondernemingen, die voldoende aanpassingsvermogen bezitten, bij voorrang kunnen worden gebruikt voor de opwerking van de splijtstoffen van proef- en spuurwerkreactoren;

— ten einde de industriële samenwerking binnen de Gemeenschap te bevorderen, een zo groot mogelijke openheid aan de dag te leggen ten aanzien van de overdracht van technologie en van de uitwisseling van onder andere met de veiligheid van de installaties opgedane ervaring.

Gedaan te Brussel, 3 februari 1982.

*Voor de Commissie*

Karl-Heinz NARJES, *Lid van de Commissie.* »

De Minister verwijst tevens naar het eindverslag der wijzen, hoofdstuk VIII :

« Er moeten maatregelen genomen worden om bestraalde splijtstof te kunnen opwerken binnen een redelijke termijn, en wel om de volgende redenen :

— de terugwinning van plutonium en uranium uit bestraalde splijtstof is de beste oplossing, zowel uit een oogpunt van rationeel gebruik van hulpbronnen als van rationele verwerking van kernafval als, op termijn, van fysieke bescherming en non-prolifерatie;



— l'utilisation de plutonium comme combustible dans les réacteurs à neutrons rapides ou, en attendant, dans les réacteurs à neutrons thermiques est une option qui répond particulièrement bien au potentiel technique et aux besoins des pays industrialisés dépourvus de ressources naturelles. Cette conclusion se retrouve aussi, en des termes équivalents, dans le rapport final de l'étude I. N. C. F. (Vol. 9, Sommaire et Synthèse, § 67-70 et p. 169);

— à défaut de retraitement, il faut envisager le conditionnement des éléments combustibles épuisés dans leur entièreté en vue de leur évacuation en formation géologique. Cette approche a été étudiée en principe mais n'a pas encore donné lieu à des réalisations et a fait surgir de multiples problèmes c.a. la présence de quantités élevées de plutonium dans les déchets;

— le stockage en piscine avant retraitement crée une certaine flexibilité dans le temps qui peut s'écouler entre déchargement et retraitement. Il ne faut cependant pas étendre indûment cette période; cela conduirait à des dépenses supplémentaires non négligeables;

— il semble très difficile, en ce moment, de conclure des contrats de longue durée avec des firmes étrangères, leur capacité étant déjà réservée pour les besoins nationaux ou pour des contrats antérieurs. Devant cette situation, il sera nécessaire que la Belgique, mettant à profit son acquis dans ce domaine, dispose de sa propre chaîne de retraitement d'une capacité correspondante aux quantités de combustible épuisé déchargées annuellement de son parc de réacteurs. Avec le programme de mise en service qui est en cours, ces quantités se monteront à 150 tonnes par an dès 1986-1987; à supposer que l'énergie nucléaire se développe à un rythme modéré, les quantités correspondantes s'élèveraient, en 2000, à environ 250 tonnes/an. »

Enfin, selon le Ministre, divers aspects économiques plaident en faveur d'une remise en service des installations de Dessel.

La capacité de traitement de l'usine de Dessel (60 à 70 tonnes par an) représente environ 40 % des besoins annuels en retraitement du parc de centrales actuellement en cours de réalisation [5 450 MW (e)]. Les contrats conclus avec la France (Cogema) couvrent également 40 % des besoins du même parc jusqu'en 1990. Dans les conditions actuelles, le retraitement à l'étranger de quantités supplémentaires est pratiquement exclu. A défaut de retraitement à Dessel, il faudra donc, à terme, envisager l'extension des capacités actuellement prévues par le stockage des combustibles irradiés.

La reprise des activités assurerait également la préservation et le développement d'un ensemble important de connaissances, fruit de longs efforts consentis depuis plus de 20 ans par les pouvoirs publics et l'industrie privée. Ces connaissances concernent non seulement le retraitement, mais aussi le conditionnement des déchets et surtout l'utilisation du plutonium comme combustible pour les réacteurs rapides et thermiques, domaine où la Belgique occupe une place de choix. Or ce dernier risque d'être indirectement réservé aux pays ayant accès à la « technologie sensible » du retraitement, du fait de dispositions en cours d'élaboration au niveau international dans le cadre de la politique de non prolifération. Il est évident que la poursuite de l'ensemble de ces activités constituerait aussi un atout pour nos industries qui y trouveraient l'expérience et les références nécessaires à des marchés extérieurs.

En outre, la reprise du retraitement assurerait la valorisation du site de Dessel, complexe intégré d'installations

— het gebruik van plutonium als splijtstof in snelle-neutronen-reactoren of, in afwachting daarvan, in thermisch-neutronenreactoren, is een keuzemogelijkheid die bijzonder goed past bij het technisch potentieel en bij de behoeften van de industrielanden die geen natuurlijke hulpbronnen bezitten. Dezelfde slotsom kan men ook terugvinden, in gelijkwaardige bewoordingen, in het eindverslag van de I. N. F. C.E.-studie (Vol. 9, Samenvatting en Overzicht, p. 67-70 en ook p. 169);

— bij ontstentenis van opwerking moet men voorstellen dat bestraalde splijtstofbundels in hun geheel geconditioneerd worden met het oog op hun berging in geologische formaties. Deze aanpak is wel in principe bestudeerd maar heeft nog niet tot verwezenlijkingen geleid. Bovendien rijzen hier nog vele problemen o.a. in verband met de aanwezigheid van grote hoeveelheden plutonium in afval;

— opslag in waterbekkens vóór de opwerking brengt een zekere soepelheid met zich in verband met de duur van de periode tussen ontlading en opwerking. Nochtans mag deze periode niet nodeloos verlengd worden, want dat zou tot aanzienlijke onkosten leiden;

— het schijnt voor het ogenblik heel moeilijk te zijn contracten op lange termijn af te sluiten met buitenlandse firma's die hun opwerkingscapaciteit reeds voorbehouden hebben voor de nationale behoeften of voor vroegere contracten. In een dergelijke toestand zal voor België de noodzaak ontstaan, te kunnen beschikken over zijn eigen opwerkingsketen. Het kan hierbij voordeel halen uit de kennis en ervaring die het op dit gebied verworven heeft. De capaciteit van de opwerkingsinstallaties dient in overeenstemming te zijn met de hoeveelheid bestraalde splijtstof die jaarlijks uit de gezamenlijke kerncentrales ontladen wordt. Uitgaande van het lopende programma van ingebruikneming zal die hoeveelheid 150 ton per jaar bedragen vanaf 1986-87; indien men onderstelt dat de kernenergie tegen een matig tempo uitgebreid wordt, zouden de overeenstemmende hoeveelheden tegen het jaar 2000 oplopen tot 250 ton per jaar. »

Tenslotte pleiten verschillende economische aspecten, aldus de Minister, voor een wederingebruikneming van de installaties te Dessel.

De verwerkingscapaciteit van de fabriek te Dessel (60 tot 70 ton per jaar) vertegenwoordigt ongeveer 40 % van de jaarlijkse opwerkingsbehoeften van het thans in aanbouw zijnde park van centrales [5 450 MW (e)]. De met Frankrijk (Cogema) afgesloten overeenkomsten dekken eveneens 40 % van de behoeften van hetzelfde park tot in 1990. In de huidige omstandigheden is de opwerking van bijkomende hoeveelheden in het buitenland praktisch uitgesloten. Indien te Dessel geen opwerking gebeurt, zal men dus op termijn de uitbreiding moeten overwegen van de thans bestaande capaciteit inzake opslag van bestraalde splijtstoffen.

Dank zij de hervatting van de activiteiten zou het eveneens mogelijk zijn een uitgebreide kennis die de vrucht is van een lange inspanning, gedurende 20 jaar zowel door de overheid als door de privé-industrie, te bewaren en te ontwikkelen. Die kennis slaat niet alleen op de opwerking maar ook op het gebruik van plutonium als splijtstof voor de snelle en thermische reactoren; op dit gebied bekleedt België een voorname plaats. Welnu, het gevaar bestaat dat deze plaats voorbehouden gaat worden aan landen die gebruik maken van de « gevoelige technologie » van de opwerking, gegeven de maatregelen die thans in het raam van het niet-proliferatiebeleid op internationaal niveau worden uitgewerkt. Het spreekt vanzelf dat de voortzetting van die diverse activiteiten eveneens een troef vormen in handen van onze industrieën, die daarin de nodige ervaring en referenties zouden kunnen vinden voor buitenlandse markten.

Bovendien biedt de hervatting van de opwerking de volgende voordelen : de valorisatie van de fabriek te Dessel, die

de la fin du cycle du combustible quasi unique en son genre, la sauvegarde d'un investissement intellectuel et matériel important ainsi que la stabilisation immédiate et l'accroissement ultérieur de l'emploi dans une région particulièrement défavorisée sur ce plan.

Enfin, sur le plan économique, le Secrétaire d'Etat rappelle que le coût du retraitement s'élève à 12,4 centimes par kWh, et que

— La Belgique se trouve dans une situation particulière parmi les pays de taille comparable utilisant l'énergie nucléaire du fait de l'existence sur son territoire des connaissances et des installations nécessaires au retraitement (Eurochemic) et à la mise en œuvre du plutonium (Belgonucléaire).

— Le surcoût du retraitement par rapport aux prix pratiqués par la France est de l'ordre de 0,04 FB/kWh nucléaire; il est dû à la petite capacité de l'usine.

— Les dépenses étant couvertes par une redevance « Retraitement » prélevée sur la production des centrales nucléaires, les besoins nets de financement seraient faibles ( $\leq 1$  milliard de FB).

— Les dépenses d'investissement et de fonctionnement seraient effectuées essentiellement en Belgique, alors que le retraitement à l'étranger représenterait en dix ans une sortie de devises d'au moins 14 milliards de FB.

Dès lors le Ministre demande à la Commission de ne pas adopter les propositions qui visent à ne pas faire de retraitement ou à reporter la décision en matière de retraitement.

Par contre, il estime que la modification proposée par MM. Sprockeels, Verberckmoes et Denys améliore le texte et qu'il serait bon de l'adopter. Quant à la proposition de M. Dupré, le Ministre la trouve opportune mais il souhaite remplacer dans le texte de M. Dupré le mot « actuelles » par le mot « existantes ».

\* \* \*

Un commissaire pose le problème de savoir si, en adoptant la modification proposée on pourrait, dans le futur, augmenter la capacité de notre usine de retraitement. Cela signifie-t-il qu'il n'a plus de limite prévue sur le plan de la capacité pour le futur ?

Un autre membre s'inquiète lui aussi et prétend que certains envisagent de porter la capacité d'Eurochemic à 300 tonnes. Il demande dès lors comment on va la limiter.

Un membre rappelle que lorsque l'on fixe à 60 tonnes la capacité de l'usine de Dessel, en fait, ce n'est pas aussi exact que cela. Ce chiffre de 60 tonnes peut être aussi bien de 70 tonnes que de 40 %. Cela dépend du type de campagnes que l'on mène. Il ne s'agit que d'un volume approximatif.

A propos des coûts du retraitement, un membre estime que le retraitement n'est pas une opération rentable et qu'il crée des pertes; il juge dès lors plus intéressant de stocker purement et simplement le combustible provenant du réacteur, sans le retraiter.

A cette observation, un membre oppose le fait que le retraitement des déchets permet de récupérer le plutonium sous forme d'oxyde ce qui permet d'acheter 33 % en moins d'uranium enrichi. Dès lors, le coût du retraitement est vite récupéré.

Le Ministre ne peut pas faire une estimation de la valeur du combustible récupéré par rapport au coût mais en tout cas, il rappelle que :

bijna enig is in haar soort, omdat zij een geïntegreerd complex vormt van installaties bij de eindfase van de splijtstof, het behoud van een aanzienlijke intellectuele en materiële investering evenals de onmiddellijke stabilisering en de latere uitbreiding van de tewerkstellingsmogelijkheden in een streek die op dat stuk fel benadeeld is.

Ten slotte herinnert de Staatssecretaris eraan dat de opwerkingskosten op economisch vlak 12,4 centiem per kWh bedragen en dat :

— België onder de landen van vergelijkbare grootte die kernenergie gebruiken, een aparte plaats inneemt, doordat op het grondgebied van ons land know-how alsmede de installaties voorhanden zijn die noodzakelijk zijn voor de opwerking (Eurochemic) en de verwerking van plutonium (Belgonucléaire).

— de extrakosten voor de opwerking t.a.v. de in Frankrijk gangbare prijzen belopen ongeveer 0,04 BF/nucleaire kWh; ze zijn te wijten aan het geringe vermogen van de fabriek.

— aangezien de uitgaven gedekt zijn door een « opwerkingsdistributie » die geheven wordt op de produktie van de kerncentrales, zouden de netto-financieringsbehoeften gering zijn (minder dan 1 miljard BF).

— de investerings- en werkingsuitgaven zouden vooral in België worden verricht, terwijl de opwerking in het buitenland in tien jaar tijds een deviezenverlies van ten minste 14 miljard zou betekenen.

De Minister vraagt dan ook aan de Commissie geen voorstellen aan te nemen die ertoe strekken geen opwerking te doen of de beslissing terzake uit te stellen.

Hij meent daarentegen dat het door de heren Sprockeels, Verberckmoes en Denijs voorgestelde amendement de tekst verbetert en dat het zou goed zijn die tekst aan te nemen. In verband met het voorstel van de heer Dupré verklaart de Minister dat hij het opportuun vindt maar hij wenst in de tekst van de heer Dupré het woord « huidige » te vervangen door het woord « bestaande ».

\* \* \*

Een lid vraagt of indien de voorgestelde wijziging wordt aangenomen het niet mogelijk zou zijn de capaciteit van onze opwerkingsfabriek in de toekomst te verhogen. Betekent zulks dat er voortaan geen perken meer worden gesteld aan de capaciteit ?

Een ander lid maakt zich daar ook over ongerust met de bewering dat sommigen overwegen om de capaciteit van Eurochemic op 300 ton te brengen. Hij is dan ook benieuwd hoe men die capaciteit binnen redelijke grenzen zal houden.

Een lid herinnert eraan dat het helemaal niet juist is dat de capaciteit van de fabriek van Dessel op 60 ton werd vastgesteld. Die 60 ton kunnen evengoed 70 ton als 40 % betekenen. Zulks hangt af van de soort campagnes die men voert en het gaat hier slechts om een benaderende omvang.

Inzake de kosten voor het opwerken van de splijtstof is een lid de mening toegedaan dat die bewerking niet rendabel en verliezlatend is; hij acht het dan ook interessanter om de splijtstof, die uit de kernreactor komt, gewoon te bergen, zonder opwerking.

Een lid werpt op dat het opwerken van het afval de mogelijkheid biedt om het plutonium in de vorm van oxyde terug te winnen, hetgeen het mogelijk maakt 33 % minder verrijst uranium aan te kopen. Op die manier zijn de kosten voor de opwerking spoedig teruggewonnen.

De Minister kan onmogelijk een juiste raming maken van de waarde van de teruggewonnen splijtstof t.a.v. de kosten, wat niet wegneemt dat :

1) le traitement des déchets est mieux que l'abandon des déchets qui est plus néfaste tant sur le plan écologique que sur le plan industriel;

2) sur le plan du calcul de la rentabilité exacte, cela ne pourra être fait qu'au moment où l'on ramènera le combustible retraité à la centrale.

Un commissaire fait état de ce que une des conséquences néfastes de la remise en route d'Eurochemic est de rejeter à la mer des déchets à faible radioactivité.

Toutefois un membre rappelle qu'il faut trouver des solutions puisque de toute façon, ayant un parc de centrales nucléaires, il y aura des déchets.

Il existe au niveau mondial des conventions internationales qui fixent les normes selon lesquelles les déchets faiblement radioactifs peuvent être déversés en mer après retraitement. La technologie de stockage des déchets après traitement par les systèmes de vitrification ou par le procédé Pamela est au point.

En outre, le retraitement permet de trier les déchets en 3 sortes et d'appliquer des traitements spécifiques pour chaque sorte de déchet.

M. Desaeysere propose (n° 429) d'ajouter après les mots « dans les limites des capacités prévues » les mots « et moyennant respect des normes d'évacuation existantes ».

Il estime qu'il s'agit d'une précision qui apporte une plus grande garantie.

#### *Quatrième option*

La Commission aborde alors la quatrième option qui est libellée comme suit :

« 4. Souhaite que les centrales voisines de nos frontières soient soumises aux mêmes normes de sécurité que celles installées en Belgique. »

MM. Lestienne, Ducarme et Kubla (n° 430) proposent de compléter ce texte de la manière suivante :

« préconise la conclusion d'accords bilatéraux avec les pays voisins dont l'objectif sera la mise en place d'un mécanisme automatique de concertation en cas d'installation nucléaire nouvelle aux frontières. »

Ces membres préconisent les accords bilatéraux.

Il semblerait que la tentation de certains de nos voisins, dont la France, soit de prévoir l'installation de centrales nucléaires dans les zones périphériques peu peuplées de leur territoire. Le cas de Chooz est exemplaire. Les conséquences sur le comportement, compréhensible d'ailleurs, de notre population frontalière sont nettes.

De plus, à défaut d'une concertation, il est certain que notre pays pourrait subir des conséquences fâcheuses.

Un membre demande au Secrétaire d'Etat d'accepter au moins le point 7 de la proposition globale de modification défendue par M. De Batselier lors de la discussion de la première option. Ce point 7, dont le texte est libellé comme suit (voir n° 390) serait ajouté à la quatrième option :

« 7. demande au Gouvernement de veiller à ce qu'au niveau de la Communauté européenne, les prêts accordés par l'Euratom lors de l'implantation de nouvelles installations nucléaires soient subordonnés au respect d'une procédure consultative préalable dans laquelle l'Etat membre qui prend l'initiative de l'implantation transmet tous les

1) het opwerken van het afval de voorkeur verdient boven het achterlaten ervan dat zowel op ecologisch als op industrieel vlak schadelijk is;

2) de juiste rentabiliteit niet eerder kan worden berekend dan op het ogenblik waarop men de opgewerkte splijtstof terug naar de kerncentrale zal voeren.

Een lid verklaart dat één van de nadelige gevolgen van het opnieuw op gang brengen van Eurochemic erin bestaat het weinig radioactieve afval in zee te lozen.

Hetzelfde lid meent niettemin dat er toch oplossingen moeten worden gevonden aangezien er nu eenmaal kerncentrales zullen komen en die afval zullen voortbrengen.

Op wereldvlak bestaan er internationale overeenkomsten die de normen bepalen waarbij laag radioactief afval na opwerking in zee kan worden geworpen. De technieken inzake het opslaan van afval na opwerking ervan via het verglazingsprocédé of via het Pamela-procédé zijn thans volkomen betrouwbaar.

Daarenboven maakt de opwerking het mogelijk het afval in drie soorten te sorteren en voor iedere soort afval een aparte behandeling toe te passen.

De heer Desaeysere (n° 429) stelt voor na de woorden « geplande capaciteit » de woorden « en binnen de bestaande lozingsnormen » toe te voegen. Z.i. biedt die aanvulling meer garanties.

#### *Vierde optie*

De Commissie brengt vervolgens het vierde punt in discussie, hetwelk luidt als volgt :

« 4. Wenst dat de centrales die nabij onze grenzen gevestigd zijn aan dezelfde veiligheidsnormen onderworpen worden als die waaraan de in België gevestigde centrales onderworpen zijn. »

De heren Lestienne, Ducarme en Kubla (n° 430) stellen voor die tekst als volgt aan te vullen :

« beveelt het sluiten van bilaterale akkoorden met de buurlanden aan, met het oog op de oprichting van een automatisch overlegmechanisme ingeval een nieuwe kerncentrale aan onze grenzen wordt opgericht. »

Die leden bevelen het sluiten van bilaterale akkoorden aan.

Het schijnt dat sommige van onze buurlanden — waaronder Frankrijk — steevast neiging tonen om kerncentrales te bouwen in de weinig bevolkte uithoeken van hun grondgebied. Het geval van Chooz is daarvan een sprekend voorbeeld. Het mag dan ook geen verwondering baren dat een dergelijk optreden reacties teweegbrengt bij onze landgenoten uit de grensstreek.

Als er geen overleg komt lijdt het daarenboven geen twijfel dat ons land de nadelige gevolgen daarvan aan den lijve zal ondervinden.

Een lid vraagt of de Staatssecretaris ten minste punt 7 kan aanvaarden van het algemeen voorstel tot wijziging dat de heer De Batselier bij de bespreking van de eerste optie heeft verdedigd. Punt 7, waarvan de tekst als volgt luidt (zie n° 390), zou aan de vierde optie worden toegevoegd :

« 7. vraagt de Regering om op het niveau van de E. G., bij de inplanting van nieuwe nucleaire installaties, de Euratomleningen afhankelijk te maken van het respecteren van een voorafgaande adviesprocedure waarbij door de initiatiefnemende Lidstaat alle elementen van het dossier worden overgemaakt aan de betrokken Lidstaten en aan de

éléments du dossier aux Etats membres concernés et à la Commission européenne, qui émet un avis dans un délai déterminé. »

Un membre pose la question de savoir comment le Secrétaire d'Etat compte faire accepter par la France des normes plus sévères. Selon l'orateur, il n'y a aucun moyen et la quatrième option est factice.

Le Secrétaire d'Etat, répondant à ces diverses propositions de modification, estime qu'un système d'accords bilatéraux est possible avec certains pays voisins et pas avec d'autres. Dès lors, l'insertion d'une option en ce sens est à rejeter.

A la remarque selon laquelle le Gouvernement belge ne dispose d'aucun moyen de coercition à l'égard des pays voisins, le Secrétaire d'Etat répond que cela est vrai. Le Gouvernement s'efforcera de tenter des démarches pour que dans les pays voisins l'on impose les mêmes normes de sécurité que chez nous.

M. Ducarme est d'accord de retirer sa proposition de modification si ces démarches ont effectivement lieu.

Un membre pose la question de savoir si la participation éventuelle de la Belgique à la centrale de Chooz sera soumise à la condition que les mêmes normes de rejet que les nôtres soient imposées par le Gouvernement français.

Il lui est répondu que le Gouvernement belge n'en fera pas une condition de rupture à toute participation.

Il est évident qu'il est difficile d'aller imposer sa volonté dans des pays voisins. En tout cas, les Français ont déjà décidé d'adopter la double enceinte en béton.

Un membre rappelle que l'on a décidé la construction d'une centrale charbonnière de 600 MW et d'une centrale nucléaire de 1 300 MW. L'orateur demande si la participation dans la centrale de Chooz sera comptée dans ces 1 300 MW ou si elle sera comptée en surplus.

Le Secrétaire d'Etat déclare que cette participation sera évidemment comptée en plus. Il serait aberrant de subir les inconvénients de Chooz sans en avoir des avantages sur le plan économique par exemple, en profitant de fournitures d'électricité au prix du kWh nucléaire et en permettant à nos constructeurs de participer aux travaux. S'il y a une participation belge dans l'usine de Chooz, ce sera dans des conditions économiques acceptables et cela ne remet pas en cause les options pour la centrale nucléaire et pour la centrale charbonnière. Toutefois, il est très difficile de dire actuellement précisément ce que nous ferons. Le Gouvernement prévoit donc la mise à l'étude pour 1 900 MW. Si, par exemple, Chooz intervient pour 650 MW, on peut les introduire dans nos prévisions et cela pourrait retarder nos prévisions en matière nucléaire. Le Gouvernement établit un plan décennal mais chaque année, en fonction de l'évolution, les options seront réexaminées dans le cadre du plan national d'équipement électrique.

\* \* \*

MM. Deleuze et Dierickx (n° 431) proposent d'ajouter une option 5 rédigée comme suit :

« 5. Invite le Gouvernement à mettre au point, dans le cadre de l'Euratom, des mesures pour faire face au problème de la construction à nos frontières d'installations nucléaires

Européenne qui, dans un délai déterminé, émettra un avis. »

Een lid vraagt hoe de Staatssecretaris denkt Frankrijk strengere normen te doen aanvaarden. Volgens spreker is dat onmogelijk en de vierde optie is kunstmatig.

De Staatssecretaris stelt in zijn antwoord op verscheidene voorstellen van wijziging dat een systeem van bilaterale akkoorden met sommige buurlanden wel en met andere niet mogelijk is. Bijgevolg moet de invoering van een optie in die zin worden verworpen.

Op de opmerking als zou de Belgische Regering over geen enkel dwangmiddel ten opzichte van de buurlanden beschikken, antwoordt de Staatssecretaris dat zulks waar is. De Regering zou trachten stappen te doen opdat men in de buurlanden dezelfde veiligheidsnormen als bij ons kan opleggen.

De heer Ducarme wil wel zijn voorstel tot wijziging intrekken indien die stappen wel degelijk worden gedaan.

Een lid vraagt of de eventuele deelneming van België aan de centrale van Chooz onderworpen wordt aan de voorwaarde dat voor het verwerpen ervan door de Franse regering dezelfde normen als de onze worden gehanteerd.

Er wordt hem geantwoord dat de Belgische regering daar geen breekpunt van zal maken voor haar deelneming.

Het ligt voor de hand dat men aan een buurland moeilijk zijn wil kan opdringen. De Fransen hebben hoe dan ook reeds beslist de dubbele betonnen gordel toe te passen.

Een lid herinnert eraan dat men beslist heeft een steenkoolcentrale van 600 MW en een kerncentrale van 1 300 MW te bouwen. Is de deelneming aan de centrale van Chooz in die 1 300 MW begrepen of komt zij daar bovenop?

De Staatssecretaris verklaart dat die deelneming uiteraard extra zal worden aangerekend, want het zou volkomen zinloos zijn om de nadelen van Chooz te ondergaan zonder er de voordelen op economisch vlak van te genieten, b.v. door gebruik te maken van elektriciteitsleveringen tegen de prijs van het nucleaire kWh en door onze constructeurs in de gelegenheid te stellen aan de werken deel te nemen. Als België deelneemt aan de bouw van de centrale van Chooz zal dat geschieden onder economisch aanvaardbare voorwaarden en zulks brengt de opties voor de kerncentrale en voor de steenkoolcentrale niet in het gedrang. Op dit ogenblik kan men echter moeilijk zeggen wat wij precies gaan doen. De Regering stelt dus de studie van een centrale van 1 900 MW in uitzicht. Als Chooz daarin voor 650 MW bijdraagt kan men die capaciteit in onze prognose opnemen, wat onze vooruitzichten op gebied van de kerncentrales zou kunnen vertragen. De Regering stelt een tienjarenplan op ofschoon de opties naar gelang van de evolutie van de gebeurtenissen telkenjare aan een nieuw onderzoek zullen worden onderworpen in het raam van het rijksplan voor elektrische uitrusting.

\* \* \*

De heren Deleuze en Dierickx (n° 431) stellen voor een optie 5 toe te voegen, die als volgt luidt :

« 5. Verzoekt de Regering om in Euratom-verband maatregelen uit te werken voor het probleem van nucleaire inplantingen aan onze grenzen door onze buurlanden, met name

par les pays voisins, notamment une mesure de refus d'octroi de prêts « Euratom » pour de tels projets. »

Les auteurs estiment que la concertation en matière de politique nucléaire est inexistante au sein de l'Euratom. L'article 37 du traité « Euratom » prévoit qu'une concertation doit avoir lieu avec les voisins 6 mois avant la mise en exploitation d'une centrale. Or, si l'on met 10 ans à construire une centrale et s'il n'y a concertation que dans les 6 derniers mois, on peut dire que cette concertation est quasi nulle. Dès lors il faudrait une révision de la législation Euratom en vue d'organiser une meilleure concertation. L'Euratom devrait prévoir des mesures de coercition pour que cette concertation soit réelle.

MM. Burgeon, Rigo et Coëme (n° 432) proposent d'ajouter un point 5 libellé comme suit :

« 5. souhaite la mise en place d'un fonds de démantèlement des installations nucléaires à constituer au sein des entreprises de production sans entraîner la création d'une nouvelle structure ou d'un nouvel organisme. »

Les auteurs estiment que cette proposition est conforme à la résolution du Conseil Régional Wallon votée à l'unanimité le 4 juin 1982.

En outre, ils soulignent que nous n'avons encore acquis aucune expérience en ce qui concerne le démantèlement de centrales nucléaires, bien qu'il s'agisse là d'un problème très important. Les coûts de démantèlement sont évalués à 10 à 15 % des dépenses d'implantation. Par conséquent, des obligations rigoureuses doivent être imposées aux producteurs d'électricité et il importe d'organiser des contrôles à ce propos. A cet effet, un fonds de démantèlement sera créé au sein des entreprises-mêmes. Les auteurs tiennent à souligner qu'aucune nouvelle structure ne sera créée.

MM. Ansoms, Dupré, Bockstal et Beerden (n° 433) proposent d'ajouter un point 5, libellé comme suit :

« 5. estime que l'étude concernant les centrales au charbon d'une capacité de 600 MW maximum et celle concernant une centrale nucléaire supplémentaire pourraient être menées simultanément, étant entendu que :

— la construction d'une centrale nucléaire ne sera entreprise qu'après l'évaluation, lorsque les études préparatoires seront achevées, de l'évolution :

- de la consommation d'électricité;
- des résultats de la politique d'U. R. E.;
- des coûts globaux. »

Ces membres estiment que ce texte reflète la position défendue par le Ministre des Affaires Economiques au cours des discussions en commission précédentes concernant l'élément « évaluation ». Se basant sur le fait qu'il est pratiquement impossible de prévoir avec précision l'évolution de la demande d'électricité, mais que le taux de croissance sera probablement peu élevé, les auteurs de la proposition estiment qu'il est nécessaire de procéder à une évaluation avant de décider la construction d'une centrale nucléaire supplémentaire. Cette option doit cependant être maintenue, étant donné le délai important que nécessite la construction d'une centrale (10 ans); la phase d'étude peut donc être entamée et la décision prise aujourd'hui ne deviendra définitive que lorsque cette phase sera achevée (dans 2 à 3 ans). Les coûts globaux doivent être pris en considération. En outre,

het niet toekennen van Euratom-leningen voor zulke projecten. »

De indieners zijn de mening toegedaan dat er bij Euratom geen overleg gepleegd wordt over het kernenergiebeleid. Artikel 37 van het « Euratom »-verdrag bepaalt dat zes maanden vóór de ingebruikneming van een centrale met de buurlanden overleg moet worden gepleegd. Welnu, als men er tien jaar over doet om een centrale te bouwen en er slechts tijdens de laatste zes maanden overleg gepleegd wordt, kan men zeggen dat er vrijwel geen overleg bestaat. Derhalve zou de Euratomwetgeving moeten worden herzien, om tot een beter overleg te komen. Euratom zou in dwangmaatregelen moeten voorzien opdat dat overleg werkelijk plaats kan hebben.

De heren Burgeon, Rigo en Coëme (n° 432) stellen voor een punt 5 toe te voegen, luidend als volgt :

« 5. wenst de oprichting van een fonds voor de ontmanteling van de kerninstallaties, dat in de produktieondernemingen zonder invoering van een nieuwe structuur of een nieuw orgaan tot stand wordt gebracht. »

Volgens de auteurs is dit voorstel conform de resolutie van de Waalse Gewestraad, die op 4 juni 1982 met algemene stemmen werd goedgekeurd.

Bovendien wijzen zij erop dat men met de ontmanteling van kerncentrales nog volstrekt geen ervaring heeft, terwijl dit toch een zeer belangrijk probleem is. De kosten van ontmanteling worden op 10 à 15 % van de vestigingskosten geschat. Aan de elektriciteitsproducenten dienen dan ook strikte verplichtingen te worden opgelegd en een controle dient te worden georganiseerd. Hiertoe wordt binnen de bedrijven zelf een ontmantelingsfonds opgericht. De indieners wijzen er met nadruk op dat geen nieuwe structuur wordt gecreeërd.

De heren Ansoms, Dupré, Bockstal en Beerden (n° 433) stellen voor een punt 5 toe te voegen, dat als volgt luidt :

« 5. meent dat én de studie van steenkoolcentrales ten belope van maximum 600 MW én de studie van een bijkomende kerncentrale tegelijkertijd kunnen starten, met dien verstande dat :

— tot de oprichting van een kerncentrale slechts kan overgegaan worden na een evaluatie, op het ogenblik dat de voorbereidende studies beëindigd zijn, van de evolutie van :

- het elektriciteitsverbruik;
- de resultaten van het R. E. V.-beleid;
- de globale kosten. »

Deze leden menen dat deze tekst de weergave is van het standpunt dat de Minister van Economische Zaken tijdens de voorbije commissiebesprekingen heeft ingenomen met betrekking tot het element « evaluatie ». Uitgaande van het feit dat het vrijwel onmogelijk is nauwkeurige prognoses te maken van de ontwikkeling van het elektriciteitsverbruik, maar in de mening dat de groeivoet waarschijnlijk veeleer laag zal zijn, achten de indieners van het voorstel een evaluatie nodig, vooraleer dat tot de bouw van een bijkomende kerncentrale wordt besloten. Gelet op de lange bouwtermijn van 10 jaar dient de optie evenwel te worden opengelaten; d.w.z. dat met de studiefase mag worden begonnen en dat de thans genomen beslissing pas definitief wordt na afloop hiervan (2 à 3 jaar). De totale kosten dienen daarbij in aanmerking te worden genomen. Tegelijk moet ook de studie

l'étude concernant la centrale au charbon doit être menée simultanément et il faut tenir compte de la priorité de principe à donner à la centrale au charbon.

Un membre fait remarquer que cette proposition correspond à la troisième condition de sa propre proposition, sauf en ce qui concerne le délai. Il souhaite toutefois souligner que le Ministre des Affaires économiques a aussi affirmé clairement que l'exécution ne peut pas encore être entamée effectivement et que la centrale nucléaire serait aussi éventuellement abandonnée.

MM. Deleuze et Dierickx (n° 434) proposent d'ajouter une option 5 (nouvelle), rédigée comme suit :

« 5. Préconise l'arrêt progressif et rapide de la production d'électricité par voie nucléaire ».

Ils estiment que la production d'électricité par voie nucléaire ne se justifie ni du point de vue économique, ni du point de vue de la santé, ni du point de vue de la démocratie.

M. Fedrigo propose d'ajouter une option 5 (nouvelle) libellée comme suit :

« 5. s'oppose à toute nouvelle construction ou mise en service de centrales nucléaires sur le sol national ».

Il estime que ceci se justifie par le choix nécessaire d'une politique d'U. R. E. et de production d'électricité au charbon, politique opposée à celle de la surproduction nucléaire.

MM. Deleuze et Dierickx (n° 436) proposent d'ajouter une option 6 (nouvelle), rédigée comme suit :

« 6. préconise la non-participation belge à toute exploitation d'unités nucléaires hors des frontières. »

Ils estiment que la production d'électricité par voie nucléaire ne se justifiant pas, il importe d'allouer les ressources à d'autres fins.

M. Desaeyere (n° 437) propose d'ajouter une option 5 (nouvelle) rédigée comme suit :

« 5. Rejette toute participation de la Belgique à des centrales nucléaires étrangères, telles que celles de Chooz, de Grevelingen etc. »

Ce membre se réfère à l'échange de vues qui vient d'avoir lieu concernant Chooz et fait ensuite les remarques suivantes : En cas de « catastrophe la plus grave imaginable », le rayon des retombées radioactives est encore plus large que les 800 km retenus, pour des motifs purement mathématiques, dans l'élaboration des modèles d'environnement. Abstraction faite des dommages spectaculaires, mais limités, encourus dans le voisinage immédiat de l'accident, la détérioration de l'environnement se fait principalement sentir dans un segment circulaire d'un rayon de quelques centaines de kilomètres.

En participant à des centrales nucléaires situées juste au delà des frontières, notre pays encourt un double préjudice : d'une part, nous sommes les principales victimes de la détérioration de l'environnement due à ces centrales, d'autre part, nous n'exerçons aucun contrôle sur la sécurité de leur fonctionnement. Notre participation, qui ne peut qu'accélérer la construction de centrales nucléaires étrangères, doit donc être rejetée avec plus de fermeté encore que la construction de centrales nucléaires à l'intérieur du pays, dont, au moins, nous pouvons éventuellement interrompre la marche.

betreffende een steenkolen centrale worden aangevat en moet rekening gehouden worden met de principiële prioriteit voor deze steenkolen centrale.

Een lid merkt op dat dit voorstel overeenstemt met de derde voorwaarde in zijn eigen voorstel, behalve wat de termijn betreft. Hij wenst er echter de nadruk op te leggen dat de Minister van Economische Zaken ook duidelijk heeft gesteld dat nog niet daadwerkelijk met de uitvoering mag worden begonnen en dat de kerncentrale ook eventueel zou worden geschrapt.

De heren Deleuze en Dierickx (n° 434) stellen voor een optie 5 (nieuw) toe te voegen, die als volgt luidt :

« 5. Beveelt aan dat de opwekking van elektriciteit uit kernenergie geleidelijk en spoedig wordt stopgezet. »

Zij zijn van mening dat de opwerking van elektriciteit uit kernenergie noch vanuit een economisch oogpunt, noch vanuit het oogpunt van de gezondheid of van de democratie verantwoord is.

De heer Fedrigo (n° 435) stelt voor een optie 5 (nieuw) toe te voegen, luidend als volgt :

« 5. kant zich tegen de bouw of ingebruikneming van nieuwe kerncentrales op ons grondgebied ».

Hij is van mening dat er moet worden gekozen voor een beleid van R. E. V. en voor de winning van elektriciteit uit steenkool, wat lijnrecht staat tegenover het beleid van nucleaire overproductie.

De heren Deleuze en Dierickx (n° 436) stellen voor een optie 6 (nieuw) toe te voegen, die als volgt luidt :

« 6. Beveelt aan dat België zich onthoudt van iedere participatie in de exploitatie van kerncentrales in het buitenland. »

Zij zijn van oordeel dat, aangezien opwekking van elektriciteit uit kernenergie onverantwoord is, de middelen elders moeten worden besteed.

De heer Desaeyere (n° 437) stelt voor een optie 5 (nieuw) toe te voegen, die als volgt luidt :

« 5. Wijst elke deelname af van België in buitenlandse kerncentrales zoals Chooz, Grevelingen of andere. »

Dit lid verwijst naar de hierboven vermelde gedachtenwisseling over Chooz en maakt verder de volgende bedenkingen. Bij de « grootste denkbare ramp » vindt er een radioactieve neerslag plaats die enkel om berekeningsredenen in de milieumodellen wordt beperkt tot een straal van 800 km doch die in feite nog verder reikt. Buiten de eerder spectaculaire doch beperkte schade in de onmiddellijke omgeving situeert zich het grootste gedeelte van de milieuschade in een cirkelsegment met een straal van enkele honderden kilometers.

Door deel te nemen in buitenlandse kerncentrales juist over de grenzen loopt ons land een dubbel nadeel op. Enerzijds dragen wij het grootste gedeelte van de milieuschade, anderzijds oefenen wij geen controle uit op de veilige werking. Onze deelneming, die enkel de bouw van deze buitenlandse kerncentrales kan versnellen, moet dan ook met nog meer stelligheid worden afgewezen dan de bouw van kerncentrales op ons grondgebied die wij tenminste indien nodig kunnen stilleggen.



Le même membre propose ensuite d'ajouter une option 6 (nouvelle), libellée comme suit :

« 6. Pense qu'un organisme de contrôle indépendant doit veiller au respect des mesures de sécurité qui sont imposées. Les infractions doivent entraîner l'application de sanctions sévères allant jusqu'à la fermeture de la centrale.

Dans le domaine de la sécurité, il faut mettre fin aux incertitudes concernant les systèmes de refroidissement de secours.

Il convient de procéder à une analyse des conséquences qu'aurait un accident éventuel et, plus spécialement, à une analyse des effets des rejets radioactifs.

La décision de construire, de charger et de mettre en service de nouvelles centrales nucléaires peut éventuellement être subordonnée à la solution des divers problèmes qui se posent.

Cette décision doit être soumise au préalable à l'approbation du Parlement. Il s'impose en outre de renforcer le contrôle démocratique. Il est notamment nécessaire de demander des avis à des experts indépendants. Il faut limiter dans le temps la validité du permis d'exploitation concernant aussi bien les centrales existantes que les centrales nouvelles, de telle sorte qu'ils expirent quand l'exploitation d'énergies de remplacement deviendra opérationnelle.

Il faut créer un organe international de contrôle et de direction chargé de prévenir et de combattre les abus dans l'utilisation de l'énergie nucléaire. Par ailleurs, il s'impose de compléter le Traité de Rome par un code de l'environnement qui règle principalement les litiges transfrontaliers. »

Tout bien considéré il estime cependant que cette proposition devrait plutôt figurer sous l'intitulé de la première option et il propose de considérer le texte comme une proposition visant à ajouter un numéro 1bis (voir le n° 405 ci-dessus).

MM. Dierickx et Deleuze (n° 438) proposent d'ajouter une option 6 (nouvelle) libellée comme suit :

« 6. Estime que rien ne justifie le recours à des surgénérateurs rapides pour la production d'énergie. »

Ils estiment que les risques inhérents à l'utilisation de surgénérateurs rapides pour la production d'énergie sont encore plus grands que les risques liés aux réacteurs à eau légère actuels.

M. Desaeyere (n° 439) dépose une proposition de modification similaire tendant à ajouter une option 7 (nouvelle) libellée comme suit :

« 7. — Considère qu'il convient de rejeter l'installation des réacteurs surrégénérateurs ainsi que les autres investissements envisagés en ce domaine, tant en raison des dangers qu'ils présentent en matière d'environnement et de sécurité que des conséquences qu'ils peuvent avoir en matière de course aux armements ou dans le domaine social. Le danger de voir des matières extrêmement novices, telles que le plutonium et le strontium 90, tomber entre les mains de personnes non-qualifiées, irresponsables ou terroristes, justifie peut-être des prescriptions spéciales en matière de sécurité, mais entraîne également le risque de décisions manquant de transparence et de mesures antidémocratiques de contrôle des personnes et des institutions. »

Subsidiairement, le même membre dépose encore une autre proposition qui reprend l'option 6 de la résolution du Conseil flamand et tend à ajouter une option 7 libellée comme suit :

Hetzelfde lid stelt vervolgens voor een optie 6 (nieuw) toe te voegen, die als volgt luidt :

« 6. Meent dat een onafhankelijk controleinstelling op de naleving van de opgelegde veiligheidsmaatregelen moet toezien. Bij overtreding moeten er strenge sancties worden opgelegd tot en met het sluiten van de centrale.

Wat de veiligheid betreft, dient de onzekerheid over de noodkoelingssystemen te worden opgelost.

Een ongevalanalyse moet worden uitgevoerd, alsook een verder onderzoek naar de gevolgen van de radio-actieve lozingen.

Tot het bouwen, opladen en in werking stellen van nieuwe kerncentrales kan eventueel slechts worden besloten na het oplossen van de verschillende gestelde problemen.

Deze beslissing dient voorafgaandelijk onderworpen te worden aan de goedkeuring van het Parlement. Bovendien moet de democratische controle versterkt worden. Het is o.m. noodzakelijk onafhankelijke deskundigen voor het formuleren van adviezen in te schakelen. De exploitatievergunningen, zowel van bestaande als van eventueel nieuwe centrales dienen beperkt te zijn in de tijd, tot dat alternatieve energiebronnen operationeel zijn geworden.

Er moet een internationaal controle- en beleidsorgaan opgericht worden om misbruiken van kernenergie te voorkomen en te bestrijden. Ook dient het Verdrag van Rome aangevuld te worden met een milieucodex, waarin voornamelijk de grensoverschrijdende geschillen een oplossing vinden. »

Bij nader inzien vindt hij echter dat dit voorstel wellicht veeleer onder de hoofding van de eerste optie thuishoort en stelt hij voor het als een voorstel tot invoeging van een nummer 1bis te beschouwen (zie voorheen n° 405).

De heren Deleuze en Dierickx (n° 438) stellen voor een optie 6 (nieuw) toe te voegen :

« 6. Is van mening dat het niet verantwoord is om een beroep te doen op snelle kweekreactoren voor de energieproductie. »

Zij zijn van oordeel dat de risico's verbonden aan het gebruik van snelle kweekreactoren voor energieproductie, nog van een grotere dimensie zijn dan deze verbonden aan de huidige licht-water-reactoren.

De heer Desaeyere (n° 439) dient een gelijklopende wijzigingsvoorstel in, ertoe strekkend een optie 7 (nieuw) toe te voegen die als volgt luidt :

« 7. — Is van mening dat de snelle kweekreactoren en de verdere investeringen in onderzoek terzake moeten worden verworpen, zowel om de gevaren op het gebied van leefmilieu en veiligheid als om de gevolgen voor de bewapeningswedloop, als om de maatschappelijke gevolgen. Het gevaar dat uiterst giftige stoffen als plutonium en strontium 90 in handen komen van onbevoegden, onverantwoordelijken of terroristen, wettigt wellicht bijzondere veiligheidsvoorschriften, doch brengt tevens het gevaar met zich van ondoorzichtige besluitvorming en ondemokratische maatregelen van toezicht op personen en instellingen. »

Subsidiar dient dit lid nog een ander voorstel in, dat de zesde optie van de betreffende resolutie van de Vlaamse Raad overneemt en beoogt een optie 7 (nieuw) toe te voegen, die als volgt luidt :

« 7. Le Parlement rejette la construction de surrégénérateurs à l'heure actuelle mais plaide en faveur d'un effort de recherche limité en la matière. Lors de la mise en service des surrégénérateurs, leur coût doit être récupéré par imputation sur le kWh. »

MM. Deleuze et Dierickx proposent (n° 440) d'ajouter une option 7 rédigée comme suit :

« 7. Souhaite que le Gouvernement interdise le déversement de déchets radioactifs dans les océans. »

Il faut mettre fin au déversement en mer de déchets faiblement radioactifs. Il faut mettre au point une méthode de stockage terrestre qui soit acceptable du point de vue écologique.

Un membre se rallie à cette proposition et se réfère à ce qu'il a dit concernant Eurochemic.

M. Desaeysere propose (n° 441) en outre d'ajouter une option 8 (nouvelle), libellée comme suit :

« 8. Il importe de trouver une solution efficace au problème des déchets radioactifs. Entre-temps, ces déchets doivent être entreposés en surface dans des bunkers et être contrôlables. »

MM. Deleuze et Dierickx (n° 442) proposent d'ajouter une option 8 (nouvelle) rédigée comme suit :

« 8. Insiste auprès du Gouvernement pour que, dans le cadre de sa politique d'approvisionnement, il respecte scrupuleusement les résolutions de l'Assemblée générale de l'O. N. U. en matière de sanctions économiques à l'égard de certains pays et des régimes qui les gouvernent, et souhaite en particulier qu'aucun accord commercial ne soit conclu avec des pays dont la législation accorde aux citoyens des droits et des libertés sur une base discriminatoire, suivant leur race. »

Ils se réfèrent à ce propos à la recommandation qui figure dans les résolutions concernant la politique charbonnière.

\* \* \*

En réponse à la proposition de MM. Burgeon, Rigo et Coëme concernant le démantèlement, le Secrétaire d'Etat à l'Energie fait remarquer que cette option figure déjà implicitement dans le texte du Gouvernement, en ce que les frais de démantèlement sont compris dans le prix du kWh, mais il est disposé à accepter la proposition sous sa forme actuelle.

Un membre attire l'attention sur le fait que le Secrétaire d'Etat semble accepter subitement l'idée d'un fonds de démantèlement, mais un membre précise que le Secrétaire d'Etat accepte seulement parce que le fonds est créé dans le cadre des entreprises, sans qu'il soit nécessaire de créer une nouvelle structure.

Le Secrétaire d'Etat se déclare disposé à accepter la proposition de MM. Ansoms, Dupré, Bockstal et Beerden relative à l'intégration dans le texte de la résolution des déclarations du Ministre des Affaires économiques. D'un point de vue formel, il lui semble préférable d'insérer cette modification comme une sixième option dans la résolution relative à l'électricité. Etant donné toutefois qu'il est déjà question de « critères réalistes de prévisions » à la première option de cette résolution, le Secrétaire d'Etat estime que le maintien de la totalité du texte proposé entraînerait plusieurs doubles emplois. Il suggère de maintenir seulement l'obligation de procéder à une évaluation avant chaque décision.

« 7. Het Parlement verwerpt het bouwen van kweekreactoren nu, maar pleit voor een beperkte onderzoeksinspanning terzake, Bij het operationeel worden van kweekreactoren dienen de kosten daarvan te worden verhaald door toerekening op de kWh. »

De heren Deleuze en Dierickx (n° 440) stellen voor een optie 7 toe te voegen :

« 7. Wenst dat de Regering een verbod uitvaardigt om radioactieve afvalstoffen te storten in de oceanen. »

Zij zijn van mening dat er een einde moet komen aan het dumpen van laag radioactief afval in zee en dat een ekologisch aanvaardbare opslagmethode te land moet worden uitgewerkt.

Een lid sluit zich aan bij dit voorstel en verwijst naar wat hij heeft verklaard in verband met Eurochemic.

De heer Desaeysere (n° 441) stelt tevens voor een optie 8 (nieuw) toe te voegen, die als volgt luidt :

« 8. Een afdoende oplossing dient gevonden te worden voor het probleem van de radioactieve afval. Intussen moeten deze afvalstoffen in bunkers, dus bovengronds en controleerbaar, opgestapeld worden. »

De heren Deleuze en Dierickx (n° 442) stellen eveneens voor een optie 8 (nieuw) toe te voegen :

« 8. Dringt er bij de Regering op aan dat bij de bevoorradingspolitiek inzake uranium strikt zou worden rekening gehouden met de resoluties van de Algemene U. N. O.-Vergadering inzake economische sankties tegenover bepaalde landen en hun regimes, en wenst in het bijzonder dat geen handelsakkoorden zouden worden afgesloten met landen waar de wetgeving aan de onderdanen rechten en vrijheden verleent op diskriminerende wijze, al naar het ras waartoe zij gehören. »

Zij verwijzen hierbij naar de gelijkaardige aanbeveling in de resoluties over het steenkoolbeleid.

\* \* \*

In antwoord op het voorstel van de heren Burgeon, Rigo en Coëme inzake de ontmanteling merkt de Staatssecretaris voor Energie op dat dit impliciet in de regeringstekst reeds is opgevangen doordat de ontmantelingskosten worden doorberekend in de prijs van de kWh. Hij is evenwel bereid het voorstel in zijn huidige vorm te aanvaarden.

Een lid vestigt de aandacht erop dat de Staatssecretaris thans blijkbaar een ontmantelingsfonds opeens aanvaardt, waarop een lid verduidelijkt dat de Staatssecretaris dit thans alleen maar aanvaardt omdat het fonds in het kader van de bedrijven wordt opgericht, zonder dat een nieuwe structuur in het leven wordt geroepen.

De Staatssecretaris verklaart zich bereid het voorstel van de heren Ansoms, Dupré, Bockstal en Beerden betreffende de verwerking van de verklaringen van de Minister van Economische Zaken in de tekst te aanvaarden. Op het formele vlak lijkt het hem echter beter deze wijziging als een zesde optie in de resolutie betreffende de elektriciteit op te nemen. Aangezien er echter in de eerste optie van die resolutie reeds sprake is van « realistische criteria inzake de vooruitzichten », meent de Staatssecretaris dat het behoud van de integrale voorgestelde tekst tot een aantal overlappenden zou leiden. Hij suggereert alleen de verplichting tot evaluatie vóór iedere beslissing te behouden.

L'un des auteurs accepte que la modification soit reprise dans la 6<sup>e</sup> option, mais il estime que le texte proposé n'a pas la même portée que celui de la première option de la 6<sup>e</sup> résolution.

Il s'agit en effet au point 1 d'estimations pures et simples, alors que, dans l'hypothèse de la proposition, quelques années se seront écoulées, de sorte que l'on disposera d'un plus grand nombre de données concrètes que l'on pourra extrapoler. Pour plus de clarté, il propose d'insérer, dans le nouveau texte, les mots « de l'évolution » après les mots « seront terminées ».

Le Secrétaire d'Etat estime qu'après quelques années il s'agira encore de perspectives imprévisibles et d'extrapolations incertaines. Comme les auteurs de la proposition paraissent malgré tout vouloir maintenir leur texte, le Secrétaire d'Etat préfère finalement reprendre quand même la modification comme 5<sup>e</sup> option de cette résolution.

Le Secrétaire d'Etat estime que le déversement des déchets radioactifs dans l'océan constitue sans conteste la solution la plus sûre en attendant que d'autres recherches soient menées à bien. Il rejette dès lors la proposition de modification de MM. Deleuze et Dierickx. Il rejette également leur proposition visant à mettre fin à l'utilisation de l'énergie nucléaire pour la production d'électricité, ainsi que leurs propositions concernant la participation au projet de Chooz, les surrégénérateurs à neutrons rapides et la politique d'approvisionnement en uranium.

Le Secrétaire d'Etat estime que la proposition de modification de M. Fedrigo visant à exclure toute nouvelle implantation est en contradiction totale avec la politique du Gouvernement; il la rejette donc. En ce qui concerne la proposition d'un membre concernant la participation belge au projet de Chooz, le Secrétaire d'Etat fait observer que la position du Gouvernement à cet égard est connue; il souligne que cette participation ne constitue certainement pas encore un fait accompli, mais il estime qu'il serait en tout cas injustifié d'écarter purement et simplement cette participation.

Le Secrétaire d'Etat s'étonne de la proposition d'un membre de créer un organe de contrôle, car cette proposition vise manifestement la création d'un organe international, alors que, dans ses propositions antérieures, le membre recommandait toujours de veiller à ce que ce contrôle ne nous échappe à aucun prix.

L'auteur de la proposition fait remarquer qu'il s'agit là d'une interprétation erronée de sa proposition et que ce n'est pas le contrôle qu'il faut organiser sur une base internationale, mais seulement la lutte contre les abus.

Pour ce qui est de la proposition du membre concernant les surrégénérateurs à neutrons rapides, le Secrétaire d'Etat renvoie aux traités de non-prolifération signés par la Belgique. Il estime que la préoccupation exprimée dans cette proposition n'est pas fondée et il demande dès lors que cette proposition soit rejetée.

En ce qui concerne la proposition subsidiaire de M. Desaeyere, empruntée au texte adopté par le Conseil flamand, le Secrétaire d'Etat fait observer que les recherches dont il est question font l'objet de la 3<sup>e</sup> option de la neuvième résolution; il lui paraît donc préférable d'en rester là.

Le Secrétaire d'Etat ne saisit pas le but de la proposition de M. Desaeyere en ce qui concerne le stockage en surface. Il ne voit pas l'avantage que ce procédé pourrait présenter sur le plan écologique et considère même qu'il constituerait la solution la plus dangereuse.

Le membre intéressé réplique qu'il entend éviter que les déchets radioactifs soient stockés dans des couches d'argile et des mines de sel, où aucun contrôle n'est plus possible, et qu'il veut donc écarter le risque qu'une catastrophe écologique se produise dans des centaines d'années.

Een van de auteurs van dit voorstel is het er nee eens dat de wijziging in de zesde optie wordt opgenomen, maar is van oordeel dat de voorgestelde tekst toch niet dezelfde draagwijdte heeft als de eerste optie van de zesde resolutie.

Daar gaat het namelijk om louter ramingen, terwijl er in de hypothese van het voorstel reeds een paar jaar gaat verstreken zijn, zodat meer feitelijke gegevens voorhanden zijn die men kan extrapoleren. Ter verduidelijking stelt hij voor in de nieuwe tekst na de woorden « beëindigd zijn, van » de woorden « de evolutie van » in te lassen.

Volgens de Staatssecretaris zal het ook na verloop van enkele jaren nog gaan om onvoorspelbare vooruitzichten en onzekere extrapolaties. Aangezien de indieners van het voorstel hun tekst blijkbaar toch willen behouden, geeft de Staatssecretaris er uiteindelijk de voorkeur aan de wijziging toch als een vijfde optie in deze resolutie op te nemen.

Het storten van radioactief afval in de oceaan acht de Staatssecretaris in afwachting van verder onderzoek stellig de veiligste oplossing. Het wijzigingsvoorstel van de heren Deleuze en Dierickx terzake verwerpt hij dan ook. Ook hun voorstel tot stopzetting van het gebruik van kern-energie voor de elektriciteitsproductie wijst hij van de hand, evenals hun voorstellen betreffende de deelneming aan Chooz, de snelle kweekreactoren en de bevoorradingspolitiek.

Het wijzigingsvoorstel van de heer Fedrigo dat iedere nieuwe vestiging uitsluit, is volstrekt strijdig met het regeringsbeleid en wordt door de Staatssecretaris dan ook verworpen. Met betrekking tot het voorstel van een lid aangaande de deelneming van ons land aan Chooz verklaart de Staatssecretaris dat de ideeën van de Regering terzake bekend zijn. Hij legt er de nadruk op dat die deelneming beslist nog geen voldongen feit is, maar een afwijzing zonder meer vindt hij in ieder geval onterecht.

De Staatssecretaris verbaast zich over het voorstel van een lid om een controleorgaan op te richten, daar er daarbij blijkbaar de oprichting van een internationaal orgaan beoogd wordt, terwijl dit lid in eerdere voorstellen steeds ervoor pleitte dat wij de controle stevig in eigen handen moeten houden.

De auteur van het voorstel wijst erop dat dit een verkeerde interpretatie van het voorstel is en dat niet de controle, maar alleen de bestrijding van misbruiken op internationale basis dient te worden georganiseerd.

In antwoordt op het voorstel van dit lid inzake de snelle kweekreactoren verwijst de Staatssecretaris naar het door België ondertekende non-proliferatieverdrag. Hij acht de in het voorstel uitgedrukte bezorgdheid ongegrond en vraagt dan ook de verwerping.

Wat het van de Vlaamse Raad overgenomen subsidiaire voorstel van de heer Desaeyere betreft, wijst de Staatssecretaris erop dat het desbetreffende onderzoek behandeld wordt in de derde optie van de negende resolutie.

De bedoeling van het voorstel van de heer Desaeyere inzake bovengrondse opslag ontgaat de Staatssecretaris. Hij ziet er het ecologische voordeel niet van in en acht het zelfs de gevaarlijkste oplossing.

Dit lid repliceert hierop dat hij wil voorkomen dat de afval zou worden opgeslagen in kleilagen en zoutmijnen, waar er geen controle meer mogelijk is, met het risico dat hieruit misschien over honderden jaar een ecologische ramp voortvloeit.

*Nouvelles propositions  
dans le domaine de l'énergie nucléaire*

Compte tenu d'un certain nombre de propositions présentées par des membres de la commission, le Secrétaire d'Etat à l'Energie propose un nouveau texte en remplacement du premier texte relatif aux options dans le domaine de l'énergie nucléaire. Ce nouveau texte est libellé comme suit :

« La Chambre

1. Recommande que la décision, la mise en service et le maintien en exploitation d'installations nucléaires impliquent :

— la mise en œuvre de moyens de contrôle complets et sûrs, confiés à des organismes agréés par l'Etat, indépendants des exploitants, tant au plan du fonctionnement des centrales que pour l'ensemble du cycle du combustible;

— que les plans de sécurité, de secours et d'évacuation soient établis, réalisés et rendus opérationnels dans les délais nécessaires;

— une information adéquate du public sur les mesures à prendre et sur les plans de sécurité, de secours et d'évacuation.

2. Recommande sur le plan des coûts et du prix du kWh nucléaire, que soient établies la transparence et la vérité, ce qui implique notamment que tous les éléments des coûts soient couverts, et en particulier les coûts de la recherche appliquée relative au cycle du combustible, et ceux du conditionnement, du transport, du stockage et de l'évacuation des déchets, ainsi que du démantèlement des installations.

3. Estime que la Belgique doit valoriser les investissements qui ont été effectués sur le sol national dans le domaine du retraitement, et se prononce en faveur du redémarrage de l'usine de retraitement Eurochemic, en respectant les normes de rejet existantes. En ce qui concerne l'excédent, et en attendant de nouvelles infrastructures de retraitement mieux adaptées à la production intérieure, il estime que le retraitement ne pourra se faire que dans des installations étrangères. Cela implique toutefois que le pays aménage des sites susceptibles de recevoir les produits issus du retraitement; ce sites à haut risques devront être soumis à des normes de sécurité très sévères et à une surveillance efficace.

4. Souhaite que les centrales voisines de nos frontières soient soumises aux mêmes normes de sécurité que celles installées en Belgique.

5. Souhaite la mise en place d'un fonds de démantèlement des installations nucléaires à constituer au sein des entreprises de production, sans entraîner la création d'une nouvelle structure ou d'un nouvel organisme.

6. Estime que l'étude relative aux centrales à charbon (à concurrence d'un maximum de 600 MW), et l'étude d'une centrale nucléaire supplémentaire peuvent être entreprises simultanément, et que la construction de la centrale nucléaire ne sera entreprise qu'après une évaluation, au moment où les études préparatoires seront terminées, de l'évolution de la consommation d'électricité, des résultats de la politique d'U. R. E., et des coûts globaux.

*Nieuwe voorstellen  
betreffende de kernenergie*

Rekening houdend met een aantal voorstellen van commissieleden stelt de Staatssecretaris voor Energie een nieuwe tekst voor ter vervanging van de eerste tekst betreffende de opties op het gebied van kernenergie. Dit nieuwe tekstvoorstel luidt als volgt :

« De Kamer

1. Beveelt aan dat de beslissing, het in werking stellen en het in exploitatiehouden van kerninstallaties het volgende inhouden :

— de aanwending van volledige en zekere controlemiddelen toevertrouwd aan door de Staat erkende instellingen, los van de exploitanten, zowel op het vlak van de werking van de centrales als op dat van de hele splijtstofcyclus;

— de opstelling, verwezenlijking en operationeelmaking, binnen de vereiste termijnen, van de veiligheids-, hulp- en ontruimingsplannen;

— een doeltreffende voorlichting van de bevolking in verband met de te treffen maatregelen op veiligheids-, hulp- en ontruimingsvlak.

2. Beveelt de doorzichtigheid en de echtheid aan op het vlak van de kosten en de prijs van de nucleaire kWh, wat inzonderheid inhoudt dat alle kostenelementen gedekt zijn en meer bepaald de kosten van het toegepast onderzoek inzake de splijtstofcyclus en de kosten inzake de conditionering, het vervoer, de opslag en de afvoer van het afval, alsook inzake de ontmanteling der installaties.

3. Meent dat België de investeringen die op nationaal grondgebied op het gebied van opwerking werden gedaan, moet valoriseren en spreekt zich uit ten gunste van het opnieuw op gang brengen van de opwerkingsfabriek Eurochemic, binnen de bestaande lozingsnormen. Voor de resterende hoeveelheid en in afwachting van nieuwe, meer aan de binnenlandse productie aangepaste opwerkingsinfrastructuren, meent zij dat de opwerking slechts in buitenlandse installaties kan plaatsgrijpen. Dit houdt evenwel in dat het land terreinen aanlegt die geschikt zijn voor het opvangen van de producten van de opwerking; deze hoog risicodragende terreinen zullen moeten onderworpen worden aan zeer strenge veiligheidsnormen en aan een doeltreffend toezicht.

4. Wenst dat de centrales die nabij onze grenzen gevestigd zijn, aan dezelfde veiligheidsnormen onderworpen worden als deze waaraan de in België gevestigde centrales onderworpen zijn.

5. Wenst de instelling van een ontmantelingsfonds van kerninstallaties op te richten in de productiebedrijven zonder dat er een nieuwe structuur of een nieuwe organisme daarvoor wordt opgericht.

6. Meent dat én de studie van steenkolen centrales (ten belope van maximum 600 MW) én de studie van een bijkomende kerncentrale tegelijkertijd kunnen starten, met dien verstande dat tot de oprichting van een kerncentrale slechts kan overgaan worden na een evaluatie op het ogenblik dat de voorbereidende studies beëindigd zijn, van de evolutie van het elektriciteitsverbruik, de resultaten van het R. E. V.-beleid en de globale kosten.

M. Desaeeyere propose un nouveau texte qui est basé sur les options relatives à l'énergie nucléaire adoptées par la Commission de l'Energie du Conseil flamand.

« La Chambre des Représentants,

1. Recommande que la décision de mise en service et le maintien en exploitation d'installations nucléaires soient subordonnés à la mise en œuvre de moyens de contrôle complets et sûrs confiés à des organismes ou services publics, tant au plan du fonctionnement des centrales que pour l'ensemble du cycle du combustible.

2. Recommande que sur le plan des coûts et du prix du kWh nucléaire, soient établies la transparence et la vérité, ce qui implique notamment que tous les éléments des coûts soient couverts, y compris les coûts de la recherche appliquée et les frais de fonctionnement liés au cycle du combustible et ceux des études sur la sécurité et sur l'environnement ainsi que du démantèlement des centrales nucléaires.

3. Estime que la Belgique doit valoriser les investissements qui ont été effectués sur le sol national dans le domaine du retraitement, et se prononcer en faveur redémarrage de l'usine de retraitement Eurochemic, dans les limites de capacité prévue.

Pour le pourcentage restant et en attendant de nouvelles infrastructures de traitement mieux adaptées à la production intérieure le Parlement estime que le retraitement ne pourra se faire que dans des installations étrangères.

Il n'empêche que le pays doit prévoir des sites susceptibles de recevoir les produits issus du retraitement; ces sites à hauts risques devront être soumis à des normes de sécurité très sévères et à une surveillance efficace.

4. Le Parlement recommande que la société mixte du combustible prévue par la loi du 8 août 1980 soit construite et que l'organisme public de transport et d'entreposage de déchets radioactifs, également prévu par la même loi, soit rendu opérationnel.

5. Le Parlement insiste sur la nécessité :

- d'établir et de réaliser dans les délais requis les plans de sécurité, de secours et d'évacuation;
- d'obliger les administrations publiques à organiser une information efficace à l'intention de la population.

6. Le Parlement rejette la construction de surrégénérateurs à l'heure actuelle mais plaide en faveur d'un effort de recherche limitée en la matière.

Lors de la mise en service des surrégénérateurs, leur coût doit être récupéré par imputation sur le kWh.

*Votes*

#### *Option 1*

La proposition n° 388 de M. Deleuze visant à supprimer le texte de la résolution est rejetée à l'unanimité.

De même, les propositions n° 389 et 390 de M. Fedrigo et de M. De Batselier sont rejetées à l'unanimité.

Les propositions n° 391 et 392 de M. De Batselier sont rejetées par 11 voix contre 2.

De heer Desaeeyere stelt op zijn beurt een nieuwe tekst voor, die steunt op de opties inzake kernenergie aangenomen door de Commissie voor de Energie van de Vlaamse Raad :

« De Kamer van Volksvertegenwoordigers,

1. Beveelt aan dat de beslissing tot indienststelling en het in exploitatie houden van kerninstallaties ondergeschikt is aan het in voege brengen van volledige en zekere controle-middelen toevertrouwd aan openbare instellingen of diensten, zowel op het vlak van de werking van de centrales als op dat van de hele splijtstofcyclus.

2. Beveelt aan dat op het vlak van de kosten en de prijs van de nucleaire kWh, de doorzichtigheid en echtheid zouden worden bewerkstelligd, wat inzonderheid inhoudt dat alle kostenelementen zouden gedekt zijn, inclusief deze van het toegepast onderzoek en van de werkingskosten verbonden aan de splijtstofcyclus, de veiligheids- en milieustudies en de ontmanteling van kerncentrales.

3. Meent dat België de investeringen die op nationaal grondgebied op het gebied van opwekking werden gedaan, moet valoriseren en spreekt zich uit ten gunste van het opnieuw op gang brengen van de opwerkingsfabriek Eurochemic aangepast aan de geplande capaciteit.

Voor de resterende hoeveelheid en in afwachting van nieuwe, meer aan de binnenlandse produktie aangepaste verwerkingsinfrastructuren, meent het Parlement dat de opwerking slechts kan gebeuren in buitenlandse installaties.

Dit neemt niet weg dat het land voorziet in terreinen die de produkten afkomstig van de opwerking kunnen opvangen; deze terreinen met een hoog risico, zullen moeten onderworpen zijn aan zeer strenge veiligheidsnormen en aan een doeltreffend toezicht.

4. Het Parlement beveelt aan de oprichting van de gemengde maatschappij voor de splijtstof voorzien bij de wet van 8 augustus 1980 en het operationeel maken van het overheidsorganisme voor vervoer en opslag van radioactieve afvalstoffen eveneens voorzien bij de wet van 8 augustus 1980.

5. Het Parlement dringt aan op :

- de opstelling en de verwezenlijking binnen de nodige termijnen, van de veiligheids, hulp- en ontruimingsplannen;
- een verplichte doetreffende voorlichting van de bevolking door de openbare besturen.

6. Het Parlement verwierpt het bouwen van kweekreactoren nu, maar pleit voor een beperkte onderzoeksinspanning terzake.

Bij het operationeel worden van kweekreactoren dienen de kosten daarvan te worden verhaald door toerekening op de kWh. »

*Stemmingen*

#### *Optie 1*

Het voorstel n° 388 van de heer Deleuze tot schrapping van de tekst van de resolutie wordt eenparig verworpen.

Eenparig worden de voorstellen n°s 389 en 390 van de heren Fedrigo resp. De Batselier verworpen.

De voorstellen n°s 391 en 392 van de heer De Batselier wordt verworpen met 11 tegen 2 stemmen.

La proposition n° 394 de MM. Coëme, Burgeon et Rigo est rejetée par 10 voix contre 2 et 1 abstention. Quant à la proposition n° 397 de M. Coëme, elle est rejetée par 11 voix contre 2.

Les propositions n° 402 et 396 présentées respectivement par MM. Sprockeels, Verberckmoes en Denys et par MM. Dupré, Beerden, Moors, Ansoms et Bockstal sont retirées par leurs auteurs.

Les propositions n°s 395 et 393 de MM. Dierickx et Deleuze et de M. W. Claes sont rejetées par 11 voix contre 2.

La proposition n° 400 de M. Ansoms et la proposition n° 398 de M. Coëme sont retirées par leurs auteurs.

La proposition n° 401 de M. Meyntjens est rejetée à l'unanimité.

La proposition n° 399 de M. Coëme est rejetée par 10 voix contre 2 et une abstention.

Les propositions n°s 403 et 404 de MM. Dierickx et Deleuze et n° 405 de M. Desaeyere sont rejetées à l'unanimité.

En un vote scindé sur la nouvelle première option proposée de cette résolution, le texte jusques et y compris le premier tiret est adopté par 12 voix contre 2.

Le texte du deuxième tiret est adopté à l'unanimité par la Commission. Le texte du troisième tiret est adopté par 11 voix contre 2.

### Option 2

La proposition n° 406 de MM. Sprockeels, Verberckmoes et Denys est retirée.

La proposition n° 407 déposée par MM. Dierickx et Deleuze est rejetée par 2 voix et 11 abstentions.

La proposition n° 409 de M. Dupré est retirée.

La proposition n° 410 déposée par M. Coëme est rejetée par 11 voix contre 2.

La proposition n° 415 de MM. Deleuze et Dierickx est rejetée par 10 voix contre 2 et 1 abstention.

Sont rejetées par 11 voix contre 2 :

- la proposition n° 414 de M. Desaeyere;
- la proposition n° 411 de M. De Batselier;
- la proposition n° 412 de M. Fedrigo;
- la proposition n° 413 de MM. Deleuze et Dierickx, qui remplace leur proposition n° 408.

Le nouveau texte de cette deuxième option proposé par le Gouvernement est adopté à l'unanimité par la Commission.

### Option 3

La proposition n° 416 de M. Fedrigo est rejetée à l'unanimité.

La proposition n° 417 de MM. Dierickx et Deleuze est rejetée par 11 voix contre 2.

La proposition n° 419 de M. De Batselier est également rejetée par 11 voix contre 2.

Het voorstel n° 394 van de heren Coëme, Burgeon en Rigo wordt verworpen met 10 tegen 2 stemmen en 1 onthouding. Met 11 tegen 2 stemmen wordt het voorstel n° 397 van de heer Coëme verworpen.

De voorstellen n°s 402, eerste gedeelte en 396 van de heren Sprockeels, Verberckmoes en Denys en resp. van de heren Dupré, Beerden, Moors, Ansoms en Bockstal worden door hun auteurs ingetrokken.

De door de heren Dierickx en Deleuze resp. de heer W. Claes ingediende voorstellen n°s 395 en 393 worden verworpen met 11 tegen 2 stemmen.

Het voorstel n° 400 van de heer Ansoms en het voorstel n° 398 van de heer Coëme worden door hun auteurs ingetrokken.

Het voorstel n° 401 van de heer Meyntjens wordt eenparig verworpen.

Het door de heer Coëme ingediende voorstel n° 399 wordt verworpen met 10 tegen 2 stemmen en 1 onthouding.

De voorstellen n°s 403 en 404 van de heren Dierickx en Deleuze en n° 405 van de heer Desaeyere worden eenparig verworpen.

In een gesplitste stemming wordt van de nieuw voorgestelde eerste optie van deze resolutie de tekst tot en met de eerste gedachtenstreep aangenomen met 12 tegen 2 stemmen.

De tekst van de tweede gedachtenstreep wordt eenparig door de Commissie aangenomen. De tekst van de derde gedachtenstreep wordt aangenomen met 11 tegen 2 stemmen.

### Optie 2

Het voorstel n° 406 van de heren Sprockeels, Verberckmoes en Denys wordt ingetrokken.

Het door de heren Dierickx en Deleuze ingediende voorstel n° 407 wordt verworpen met 2 stemmen en 11 onthoudingen.

Het voorstel n° 409 van de heer Dupré wordt ingetrokken.

Het door de heer Coëme ingediende voorstel n° 410 wordt verworpen met 11 tegen 2 stemmen.

Het voorstel n° 415 van de heren Deleuze en Dierickx wordt verworpen met 10 tegen 2 stemmen en 1 onthouding.

Worden verworpen met 11 tegen 2 stemmen :

- het voorstel n° 414 van de heer Desaeyere;
- het voorstel n° 411 van de heer De Batselier;
- het voorstel n° 412 van de heer Fedrigo;
- en het voorstel n° 413, dat hun voorstel n° 408 vervangt, van de heren Deleuze en Dierickx.

Eenparig wordt de nieuwe tekst van de Regering van deze tweede optie door de Commissie aangenomen.

### Optie 3

Het voorstel n° 416 van de heer Fedrigo wordt eenparig verworpen.

Het voorstel n° 417 van de heren Dierickx en Deleuze wordt verworpen met 11 tegen 2 stemmen.

Met dezelfde stemmen wordt tevens het voorstel n° 419 van de heer De Batselier verworpen.



La proposition n° 418 de M. Desaeyere est rejetée à l'unanimité.

La proposition n° 420 de MM. Sprockeels, Verberckmoes et Denys est retirée par les auteurs.

La proposition n° 421 de M. Rigo est rejetée par 10 voix contre 2 et une abstention.

Les propositions en ordre principal (n° 422) et en ordre subsidiaire (n° 423) de M. Coëme sont rejetées par 11 voix contre 2.

La proposition n° 424 de M. Dupré est retirée.

Les propositions ci-après sont rejetées à l'unanimité par la Commission :

- la proposition n° 429 de M. Desaeyere;
- la proposition n° 425 de MM. Dierickx et Deleuze;
- les propositions n°s 426, 427 et 428 de ces mêmes membres.

Le texte de la troisième option tel qu'il est libellé dans la nouvelle proposition du Gouvernement est adopté par 11 voix contre 2.

#### Option 4

La proposition n° 430 présentée par M. Ducarme et n° 431 présentée par MM. Coëme, Rigo et Burgeon sont retirées par leurs auteurs.

La proposition n° 434 de MM. Deleuze et Dierickx est rejetée à l'unanimité, ainsi que la proposition n° 435 de M. Fedrigo.

M. Ansoms retire sa proposition n° 433.

Les propositions n°s 436 et 437 présentées respectivement par MM. Deleuze et Dierickx et par M. Desaeyere sont rejetées à l'unanimité.

Les propositions suivantes sont rejetées par 11 voix contre 2 :

- les propositions n°s 431 et 438 de MM. Dierickx et Deleuze;
- la proposition n° 439 de M. Desaeyere;
- la proposition n° 440 de MM. Dierickx et Deleuze.

La proposition n° 441 de M. Desaeyere est rejetée par 11 voix contre 2, tandis que la proposition n° 442 de MM. Dierickx et Deleuze est rejetée à l'unanimité.

Le nouveau texte de la quatrième option qui est proposé par le Gouvernement est adopté par la Commission.

#### Option 5 et option 6 (nouvelles)

Le texte de la cinquième option (nouvelle), tel qu'il figure dans le nouveau texte proposé par le Gouvernement, est adopté à l'unanimité par la commission.

La sixième option est adoptée par 11 voix contre 2.

La proposition de M. Desaeyere visant à remplacer tout le texte de la résolution par celui des options adoptées par la Commission de l'Energie du Conseil flamand est rejetée à l'unanimité par la commission.

\* \* \*

Le texte de la résolution relative aux options dans le domaine de l'énergie nucléaire, tel qu'il figure à la fin du présent rapport, est adopté dans son ensemble par 11 voix contre 2.

Het voorstel n° 418 van de heer Desaeyere wordt eenparig verworpen.

Het voorstel n° 420 van de heren Sprockeels, Verberckmoes en Denys wordt door de auteurs ingetrokken.

Het voorstel n° 421 van de heer Rigo wordt verworpen met 10 tegen 1 stemmen en 1 onthouding.

De voorstellen in hoofdorde (n° 422) en in bijkomende orde (n° 423) van de heer Coëme worden verworpen met 11 tegen 2 stemmen.

Het voorstel n° 424 van de heer Dupré wordt ingetrokken.

Volgende voorstellen worden eenparig door de Commissie verworpen :

- het voorstel n° 429 van de heer Desaeyere;
- het voorstel n° 425 van de heren Dierickx en Deleuze;
- de voorstellen n°s 426, 427 en 428 van dezelfde leden.

De tekst van de derde optie zoals deze luidt in het nieuwe voorstel van de Regering wordt aangenomen met 11 tegen 2 stemmen.

#### Optie 4

De voorstellen n° 430 van de heer Ducarme en n° 432 van de heren Coëme, Rigo en Burgeon worden ingetrokken door hun auteurs.

Het voorstel n° 434 van de heren Deleuze en Dierickx wordt eenparig verworpen alsook het voorstel n° 435 van de heer Fedrigo.

De heer Ansoms trekt zijn voorstel n° 433 in.

De voorstellen n°s 436 en 437 van de heren Deleuze en Dierickx resp. van de heer Desaeyere worden eenparig verworpen.

Met 11 tegen 2 stemmen worden volgende voorstellen verworpen :

- de voorstellen n°s 431 en 438 van de heren Dierickx en Deleuze;
- het voorstel n° 439 van de heer Desaeyere;
- het voorstel n° 440 van de heer Dierickx en Deleuze.

Het voorstel n° 441 van de heer Desaeyere wordt verworpen met 11 tegen 2 stemmen, terwijl het voorstel n° 442 van de heren Dierickx en Deleuze eenparig wordt verworpen.

Eenparig wordt de nieuwe tekst van de vierde optie, zoals voorgesteld door de Regering, aangenomen door de Commissie.

#### Optie 5 en optie 6 (nieuw)

De tekst van de vijfde optie (nieuw) zoals deze voorkomt in het nieuwe tekstvoorstel van de Regering wordt eenparig door de commissie aangenomen.

De zesde optie wordt aangenomen met 11 tegen 2 stemmen.

Het voorstel van de heer Desaeyere om de volledige tekst van de resolutie te vervangen door de opties aangenomen door de Commissie voor de Energie van de Vlaamse Raad wordt eenparig verworpen.

\* \* \*

De volledige tekst van de resolutie betreffende de opties op het gebied van de kernenergie zoals hij voorkomt in fine van dit verslag wordt aangenomen met 11 tegen 2 stemmen.

**I. Examen des options  
dans le domaine des énergies non conventionnelles  
et renouvelables**

La résolution suivante est soumise à l'examen de la Commission :

La Chambre,

1. Recommande que soient mis en œuvre les moyens adéquats pour que les énergies non conventionnelles et renouvelables puissent couvrir économiquement une fraction significative de la consommation d'énergie à la fin de ce siècle; elle recommande en particulier de voir lever les obstacles d'ordres administratif, financier ou légaux qui s'opposent à l'encouragement de l'emploi de ces sources énergétiques.

2. Recommande que la valorisation des déchets, en particulier des déchets organiques, soit encouragée et se fasse, lorsque cela se justifie, de manière intégrée avec le développement de systèmes de production d'énergie.

3. Préconise, dans le cadre de la diversification, la gazéification et la liquéfaction des combustibles solides et des déchets ainsi que l'utilisation d'hydrogène comme vecteur énergétique.

4. Préconise d'encourager les procédés de récupération d'énergie notamment par la valorisation des terrils.

5. Recommande que les travaux de prospection du sous-sol de la Belgique soient poursuivis afin que soient mises en exploitation toutes ressources énergétiques, si des possibilités d'utilisation rentable existent.

\* \* \*

*Propositions globales*

M. Deleuze (n° 443) propose de supprimer le texte de la résolution en se référant aux justifications données à ses propositions de modifications à la résolution relative aux options globales.

*Première option*

MM. Dierickx et Deleuze (n° 444) proposent de remplacer dans le texte de cette option les mots « une fraction considérable » par les mots « quelque 10 % » car les objectifs du programme d'octroi pour la promotion du recours à des sources d'énergie renouvelables doivent être quantifiés de manière précise.

M. Rigo (n° 445) propose de remplacer ce point par ce qui suit :

« 1. Recommande que soient mis en œuvre les moyens adéquats pour que les énergies non conventionnelles et renouvelables puissent couvrir économiquement une fraction significative de la consommation d'énergie avant la fin de ce siècle; il recommande en particulier de lever les obstacles d'ordres administratif, financier ou légaux qui s'opposent à l'encouragement de l'emploi de ces sources énergétiques; il recommande en outre de mettre en place des incitants spécifiques qui assurent l'utilisation de ces ressources nationales. »

Ce membre pense qu'une politique volontariste doit être menée dans le domaine des énergies renouvelables. Il faut donc rapprocher la date à laquelle elles représenteront une part significative de nos approvisionnements et lever dès maintenant les obstacles administratifs. En outre une politique d'incitation doit être menée.

**I. Bespreking van de opties  
op het gebied van de niet-conventionele  
en hernieuwbare energievormen**

Volgende resolutie wordt aan de Commissie ter bespreking voorgelegd :

De Kamer,

1. Beveelt aan de passende middelen aan te wenden opdat de niet-conventionele en hernieuwbare energievormen op economische wijze een aanzienlijk deel van het energieverbruik tegen het einde van deze eeuw kunnen dekken; zij beveelt aan inzonderheid de hinderpalen van administratieve, financiële of wettelijke aard te zien verdwijnen die de aanmoediging van het gebruik van deze energiebronnen verhinderen.

2. Beveelt aan dat de valorisatie van afval, inzonderheid organische afval, zou worden aangemoedigd en dat dit, wanneer het verantwoord is, op geïntegreerde wijze zou gebeuren met de ontwikkeling van systemen voor energieproductie.

3. Beveelt, in het kader van de diversifiëring, de vergassing en de vloeibaarmaking van de vaste brandstoffen en het afval evenals het gebruik van waterstof als energievectoor aan.

4. Beveelt aan de procédés voor de terugwinning van energie, met name door de valorisatie van de steenbergen, aan te moedigen.

5. Beveelt aan de werken van onderzoek van de Belgische ondergrond voort te zetten, om elke energiebron in exploitatie te nemen waarvoor rendabele gebruiksmogelijkheden bestaan.

\* \* \*

*Globale voorstellen*

De heer Deleuze (n° 443) stelt voor de tekst van de resolutie weg te laten en hij verwijst daarbij naar de verantwoordingen die hij gegeven heeft bij de voorstellen op de resolutie betreffende de globale opties.

*Eerste optie*

De heren Dierickx en Deleuze (n° 444) stellen voor in de tekst van deze optie de woorden : « een aanzienlijk deel » te vervangen door de woorden : « ongeveer 10 % », want de doelstellingen van het actieprogramma ter bevordering van het gebruik van hernieuwbare energiebronnen, dienen duidelijk gekwantificeerd te worden.

De heer Rigo (n° 445) stelt voor dit punt te vervangen door wat volgt :

« 1. Beveelt aan dat alle passende middelen worden aangewend opdat niet-conventionele en vernieuwbare energievormen vóór het einde van deze eeuw een aanzienlijk deel van het energieverbruik kunnen dekken; in het bijzonder beveelt het aan dat de hinderpalen van administratieve, financiële of wettelijke aard die de aanmoediging van het gebruik van die energiebronnen verhinderen, worden opgeruimd; ook beveelt het aan dat specifieke middelen worden aangewend om het gebruik van die nationale energiebronnen te stimuleren. »

Dit lid denkt dat er op het gebied van vernieuwbare vormen van energie nood is aan een doelbewust beleid, die energievormen moeten dus zo spoedig mogelijk een flink gedeelte van onze energiebehoeften gaan dekken en nu reeds moeten de administratieve hinderpalen uit de weg worden geruimd. Ook moet een beleid van aanmoediging worden gevoerd.

MM. W. Claes et Bossuyt (n° 446) proposent de remplacer cette première option par ce qui suit :

« 1. Recommande que soient appliqués tous les moyens adéquats et que tout soit mis en œuvre pour que les énergies non conventionnelles et renouvelables puissent prendre une place importante dans l'offre énergétique, l'objectif devant être de couvrir, en l'an 2000, 10 % au moins de la demande par des énergies renouvelables (énergie solaire, éolienne, biomasse, énergie hydraulique...). »

Selon ces membres, il importe de mettre l'accent sur le caractère volontariste de la politique à suivre en matière d'énergies renouvelables en se fixant comme ligne de conduite un objectif quantitatif minimum obligatoire.

\* \* \*

A propos de la modification proposée par MM. Dierickx et Deleuze, le Secrétaire d'Etat estime qu'il faut éviter autant que possible les chiffres dans les textes des résolutions.

Il estime acceptable de fixer le délai « avant » la fin du siècle comme le propose M. Rigo, mais déclare que le Gouvernement ne peut lever les obstacles financiers tel que cela est proposé.

M. Rigo accepte de retirer le mot « financiers », et insiste plus particulièrement sur la levée des obstacles administratifs.

\* \* \*

MM. W. Claes et Bossuyt (n° 447) proposent d'insérer un point 1bis, rédigé comme suit :

« 1bis. Recommande, afin de réaliser l'objectif minimum de 10 % en énergies renouvelables,

— de mettre au point un scénario déterminant la contribution de toutes les énergies renouvelables, scénario qui ferait régulièrement l'objet d'évaluations et de correctifs au fur et à mesure de sa concrétisation;

— d'inciter l'industrie belge à fabriquer les installations nécessaires, la recherche scientifique et appliquée étant appelée à jouer un rôle important;

— d'encourager vigoureusement l'utilisation d'installations de ce type en accordant des subventions et en levant immédiatement tous les obstacles, qu'ils soient tarifaires, administratifs, légaux ou autres;

— de provoquer une baisse rapide du coût de ces installations par des commandes, notamment de panneaux solaires, à l'usage des pouvoirs publics, en subventionnant les projets et en favorisant les exportations. »

Selon ces membres, l'objectif des 10 % ne pourra être atteint sans les actions précitées, en ce compris la planification de ces énergies.

#### Deuxième option

MM. Dierickx et Deleuze (n° 448) proposent d'insérer un point 2bis, rédigé comme suit :

« 2bis. Souhaite que soit encouragée, par des prêts à taux réduit, la construction d'installations d'exploitation de la biomasse dans les exploitations agricoles et les autres entreprises produisant des déchets organiques fermentescibles. »

Le Secrétaire d'Etat est d'avis qu'il faut rejeter cette proposition.

De heren W. Claes en Bossuyt (n° 446) stellen voor deze eerste optie te vervangen door wat volgt :

« 1. Beveelt aan de passende middelen aan te wenden en alles in het werk te zetten opdat de niet-conventionele en hernieuwbare energievormen een belangrijke plaats kunnen innemen in het energieaanbod, waarbij als doelstelling ernaar gestreefd dient te worden om in 2000 minstens 10 % van de energievraag te voorzien door hernieuwbare energievormen (zonne-energie, windenergie, biomassa, waterkracht...). »

Een voluntaristisch beleid t.a.v. de hernieuwbare energiebronnen dient volgens deze leden benadrukt te worden waarbij een minimaal gekwantificeerde doelstelling een dwingende richtsnoer voor het te voeren beleid moet zijn.

\* \* \*

In verband met de wijziging van de heren Dierickx en Deleuze is de Staatssecretaris van oordeel dat men cijfers in de teksten van de resoluties zoveel mogelijk moet vermijden.

Hij acht het aanvaardbaar de termijn « vóór » het einde van de eeuw vast te leggen zoals de heer Rigo voorstelt, maar hij verklaart dat de Regering de financiële hinderpalen niet kan opruimen zoals dat wordt voorgesteld.

De heer Rigo aanvaardt het woord « financiële » in te trekken en hij legt in het bijzonder de nadruk op de opruiming van de administratieve hinderpalen.

\* \* \*

De heren W. Claes en Bossuyt (n° 447) stellen voor een punt 1bis in te voegen, luidend als volgt :

« 1bis. Beveelt aan om, ten einde het objectief van minstens 10 % hernieuwbare energievormen te realiseren,

— een te volgen scenario op te stellen, met te realiseren bijdragen voor alle hernieuwbare energievormen, dat tussentijds dient getoetst en bijgestuurd te worden naargelang de concretisering ervan;

— de Belgische industrie te stimuleren om de nodige installaties te bouwen, waarbij het wetenschappelijk en toegepast onderzoek een belangrijke rol moeten spelen;

— de ingebruikname van dergelijke installaties krachtig aan te moedigen door subsidiëring en alle hinderpalen zoals deze van tarifaire, administratieve, wettelijke, e.a. aard, onmiddellijk op te heffen;

— middels overheidsbestellingen voor eigen toepassingen, b.v. zonnepanelen, gesubsidieerde projecten en exportbevordering een snelle daling van de kostprijs van de installaties te bewerkstelligen. »

Volgens die leden zal zonder voornoemde acties, met inbegrip van de planning, de doelstelling van 10 % niet gerealiseerd worden.

#### Tweede optie

De heren Dierickx en Deleuze (n° 448) stellen voor een punt 2bis in te voegen, luidend als volgt :

« 2bis. Wenst de aanmoediging door middel van goedkope leningen voor de bouw van biogasinstallaties bij landbouwbedrijven en andere vergistbaar organisch afval producerende bedrijven. »

De Staatssecretaris meent dat dit voorstel moet worden verworpen.

*Troisième option*

Le texte qui est soumis à l'examen de la Commission est libellé comme suit :

« 3. Préconise, dans le cadre de la diversification, la gazéification et la liquéfaction des combustibles solides et des déchets ainsi que l'utilisation d'hydrogène comme vecteur énergétique. »

M. Rigo (n° 449) propose de remplacer les mots après « des déchets ainsi que » par la phrase qui suit : « par l'utilisation de l'hydrogène dans ses applications économiquement justifiées » et de renvoyer ce point à la résolution relative au domaine du charbon.

Economiquement, l'utilisation de l'hydrogène comme vecteur énergétique ne se justifie que dans des cas limités.

De plus, il est logique de traiter de cette question dans la résolution consacrée au domaine du charbon.

Le Secrétaire d'Etat estime que cette modification est acceptable, à condition de supprimer le mot « par ».

*Quatrième option*

Cette option n'a pas donné lieu à des observations.

*Cinquième option  
et options complémentaires*

Le texte suivant est soumis à la Commission :

« 5. Recommande que les travaux de prospection du sous-sol de la Belgique soient poursuivis afin que soient mises en exploitation toutes ressources énergétiques, si des possibilités d'utilisation rentable existent. »

MM. Dierickx et Deleuze (n° 450) proposent de remplacer à la deuxième ligne, le mot « poursuivis » par le mot « intensifiés ».

Le programme actuel en matière de prospection d'énergie géothermique, par exemple, est totalement insuffisant et il faut développer les efforts en la matière.

Le Secrétaire d'Etat remarque que les travaux de prospection du sous-sol figurent dans les options globales.

\* \* \*

MM. Dierickx et Deleuze souhaitent ajouter à la résolution les points suivants :

« 6. Souhaite que le Gouvernement encourage l'utilisation de sources alternatives d'énergie et de systèmes non conventionnels pour le chauffage de locaux et le réchauffage de l'eau sanitaire en fournissant des prêts à taux réduit. » (n° 451)

« 7. Souhaite que les autorités nationales et régionales encouragent l'implantation d'entreprises spécialisées dans la fabrications de cellules solaires. » (n° 452)

Un des auteurs déclare à l'appui de sa proposition que la Belgique dispose d'un know-how important en matière d'énergie solaire, mais qu'à défaut d'aide, les chercheurs vont réaliser l'industrialisation du fruit de leurs recherches aux Etats-Unis.

« 8. Souhaite que soient mis en œuvre des programmes d'essai pour le chauffage, au moyen d'énergie géothermique, d'habitations et de serres utilisées en horticulture sous verre. » (n° 453)

« 9. Souhaite que l'on encourage dans le secteur des transports l'utilisation de vecteurs énergétiques non polluants, comme le méthanol. » (n° 454)

*Derde optie*

De tekst die ter onderzoek aan de Commissie wordt voorgesteld, luidt als volgt :

« 3. Beveelt, in het kader van de diversifiëring, de vergassing en de vloeibaarmaking van de vaste brandstoffen en het afval evenals het gebruik van waterstof als energievecteur aan. »

De heer Rigo (n° 449) stelt voor de woorden na « en het afval evenals » te vervangen door de volgende zin : « door het gebruik van waterstof in zijn economisch verantwoorde toepassingen » en dit punt naar de resolutie betreffende de « Steenkool » overhevelen.

Economisch gesproken is het gebruik van waterstof als energiedrager slechts in beperkte gevallen verantwoord.

Bovendien is het logisch die materie in de resolutie betreffende de steenkool te behandelen.

De Staatssecretaris is van mening dat deze wijziging aanvaardbaar is mits het woord « door » wordt weggelaten.

*Vierde optie*

Die optie gaf geen aanleiding tot opmerkingen.

*Vijfde optie  
en complementaire opties*

De volgende tekst wordt aan de Commissie voorgelegd :

« 5. Beveelt aan de werken van onderzoek van de Belgische ondergrond voort te zetten om elke energiebron in exploitatie te nemen waarvoor rendabele gebruiksmogelijkheden bestaan. »

De heren Dierickx en Deleuze (n° 450) stellen voor in de tweede regel, de woorden : « voort te zetten » te vervangen door « te intensifiëren ».

Het huidige programma, bijvoorbeeld inzake de prospectie van geothermische energie, is totaal onvoldoende en de spanningen ter zake moeten worden opgevoerd.

De Staatssecretaris merkt op dat de werken van onderzoek van de ondergrond in de globale opties voorkomen.

\* \* \*

De heren Dierickx en Deleuze wensen aan de resolutie de volgende punten toe te voegen :

« 6. Wenst dat de Regering de toepassing van alternatieve energiebronnen en niet-conventionele systemen voor ruimteverwarming en verwarming van sanitair water zou aanmoedigen door het ter beschikking stellen van goedkope leningen. » (n° 451)

« 7. Wenst dat de nationale en gewestelijke overheden de vestiging van bedrijven aanmoedigen op het gebied van de fabricage van zonnecellen. » (n° 452)

Een der indiener verklaart tot staving van zijn voorstel dat België over een belangrijk know-how inzake zonne-energie beschikt, maar dat de vorsers bij gebrek aan steun de industrialisering van de vrucht van hun onderzoek in de Verenigde Staten gaan verrichten.

« 8. Wenst de realisatie van proefprogramma's voor de verwarming van woningen en serres ten behoeve van de glastuinbouw, door middel van geothermische energie. » (n° 453)

« 9. Wenst de aanmoediging van het gebruik van milieuvriendelijke energiedragers in de vervoersector, zoals methanol. » (n° 454)

MM. Rigo et Coëme (n° 455) proposent d'ajouter une option 6, rédigée comme suit :

« 6. demande que les programmes de recherche et développement financés par l'autorité nationale et relevant de la compétence des Régions soient exécutés sous l'autorité des Exécutifs régionaux. »

Cette modification est conforme à la résolution adoptée à l'unanimité par le Conseil régional wallon le 4 juin 1982.

M. Rigo propose (n° 456) un autre point supplémentaire rédigé comme suit :

« Recommande qu'un inventaire détaillé des applications des énergies nouvelles, en particulier de la micro-hydraulique, soit réalisé sans délai. »

A nouveau, une politique volontariste en cette matière implique, selon l'auteur, dès maintenant de déterminer de manière précise les potentialités qui pourraient être développées.

MM. W. Claes et Bossuyt proposent d'ajouter les points suivants :

« Recommande qu'une attention particulière soit accordée d'emblée dans le programme de recherche sur l'énergie aux possibilités que représente la force éolienne et que soit développée immédiatement dans des projets pilotes la production centralisée (parcs d'éoliennes) et décentralisée d'électricité par des éoliennes raccordées au réseau. » (n° 457).

L'énergie éolienne n'est qu'insuffisamment représentée dans les projets, qu'ils soient pilotes, de recherche ou de démonstration.

« Recommande d'encourager fortement la production de biogaz, notamment dans de petites installations. » (n° 458).

Ces membres font observer que ce sont essentiellement les applications à grande échelle qui retiennent l'attention alors qu'il existe aussi potentiellement des centaines de petites applications.

« Recommande d'intégrer dans le plan d'équipement du secteur de l'électricité la puissance électrique installée produite par l'énergie éolienne, et qu'il y a lieu de considérer comme puissance garantie. » (n° 459).

Les deux auteurs défendent le principe que toute puissance électrique garantie doit être incluse dans le plan d'équipement (y compris la coproduction et les autres modes éventuels de productions).

\* \* \*

Le Secrétaire d'Etat apporte les réponses suivantes aux nouveaux points proposés par MM. Dierickx et Deleuze :

Point 6. — Cette modification est inutile car le contenu en est déjà pris dans la première option; il ne convient pas de citer tous les besoins, car on en oublierait toujours un.

Point 7. — Cette modification est estimée trop générale.

Point 8. — Des subsides sont déjà accordés par le Ministère de l'Agriculture afin de favoriser le chauffage des serres par des énergies renouvelables.

De heren Rigo en Coëme (n° 455) stellen voor een optie 6 toe te voegen, luidend als volgt :

« 6. Vraagt dat de door de nationale overheid gefinancierde programma's voor onderzoek en ontwikkeling die onder de gewesten ressorteren, onder het toezicht van de Gewestexecutieven worden uitgevoerd. »

Deze wijziging strookt met de resolutie die door de Waalse Gewestraad op 4 juni 1982 eenparig werd aangenomen.

De heer Rigo (n° 456) stelt een ander bijkomend punt voor, luidend als volgt :

« Beveelt aan onverwijld een gedetailleerde inventaris op te maken van de toepassingen van de nieuwe energievormen, in het bijzonder van de micro-hydraulische energie. »

Een voluntaristisch beleid in deze materie impliceert volgens de auteur andermaal dat nu reeds op een precieze wijze de mogelijkheden worden bepaald die tot ontwikkeling kunnen worden gebracht.

De heren W. Claes en Bossuyt stellen voor de volgende punten toe te voegen :

« Beveelt aan om in het energieonderzoeksprogramma onmiddellijk een bijzondere aandacht te besteden aan de mogelijkheden van windenergie en om onmiddellijk de opwekking op gedecentraliseerde (windparken) en gecentraliseerde wijze van electriciteit door windmolens, gekoppeld aan het net, via pilootprojecten uit te bouwen. » (n° 457).

Windenergie zit volgens deze leden onvoldoende in onderzoeks- en piloot- of demonstratieprojecten.

« Beveelt aan de produktie van biogas in het bijzonder in kleine installaties krachtig te stimuleren. » (n° 458).

Deze leden wijzen erop dat de aandacht overwegend naar grootschallige toepassingen gaat terwijl honderden kleine toepassingen potentieel aanwezig zijn.

« Beveelt aan het opgesteld elektrisch vermogen aan windenergie dat als gegarandeerd vermogen dient beschouwd te worden op te nemen in het uitrustingsplan voor de elektriciteitssector. » (n° 459).

Beide auteurs pleiten ervoor dat elk gegarandeerd elektrisch vermogen in het uitrustingsplan zou worden opgenomen (ook co-produktie en eventueel andere).

\* \* \*

De Staatssecretaris verstrekt de volgende antwoorden betreffende de door de heren Dierickx en Deleuze voorgestelde nieuwe punten :

Punt 6. — Die wijziging is overbodig want de inhoud ervan staat reeds in de eerste optie; men dient niet alle behoeften op te sommen, want men zou er toch wellicht een vergeten.

Punt 7. — Die wijziging wordt te algemeen geacht.

Punt 8. — Het Ministerie van Landbouw kent reeds subsidies toe ter bevordering van de verwarming van broeikassen met hernieuwbare energie.

Point 9. — Le méthanol présente des risques fort importants. Pour information, on peut citer les résultats d'une étude canadienne qui a évalué le risque global par unité de production nette d'un mégawatt-année, exprimé en pertes totales en jours-hommes, comme suit :

Méthanol : 1 250;  
 Énergie éolienne : 750;  
 Énergie solaire (selon technique d'utilisation : 250 à 750;  
 Énergie nucléaire : 10;  
 Gaz naturel : 5;  
 Pétrole : 1 850;  
 Charbon : 2 100.

M. Deleuze répond à propos de la remarque faite par le Secrétaire d'Etat en ce qui concerne le point 8 que les primes accordées par le Ministère de l'Agriculture sont peu utilisées en raison des lourdeurs administratives qui rendent difficiles leur obtention. Il estime qu'il faudrait prévoir d'autres moyens.

*Nouvelles propositions dans le domaine  
 des énergies non conventionnelles et renouvelables*

Compte tenu d'un certain nombre de proposition émanant de membres de la Commission, le Secrétaire d'Etat à l'Energie propose un nouveau texte en remplacement du premier texte du Gouvernement. Ce nouveau texte est libellé comme suit :

*La Chambre*

1. Recommande que soient mis en œuvre les moyens adéquats pour que les énergies non conventionnelles et renouvelables puissent couvrir économiquement une fraction significative de la consommation d'énergie avant la fin de ce siècle; il recommande en particulier de lever les obstacles d'ordres administratifs ou légaux qui s'opposent à l'encouragement de l'emploi de ces sources énergétiques.

2. Recommande que la valorisation des déchets, en particulier des déchets organiques, soit encouragée et se fasse, lorsque cela se justifie, de manière intégrée avec le développement de systèmes de production d'énergie.

3. Préconise, dans le cadre de la diversification, la gazéification et la liquéfaction des combustibles solides et des déchets ainsi que l'utilisation de l'hydrogène dans leurs applications économiquement justifiées.

4. préconise d'encourager les procédés de récupération d'énergie notamment par la valorisation des terrils.

5. Recommande que les travaux de prospection du sous-sol de la Belgique soient poursuivis afin que soient mises en exploitation toutes ressources énergétiques, si des possibilités d'utilisation rentables existent.

\* \* \*

Ainsi qu'il l'a fait pour les résolutions précédentes, M. Desaeyere présente un nouveau texte qui est basé sur les options dans le domaine des énergies non conventionnelles et renouvelables, adoptées par la Commission de l'Energie du Conseil flamand. Ce texte est libellé comme suit :

*« La Chambre*

1. Recommande que parallèlement à la mise en œuvre d'une politique d'utilisation rationnelle de l'énergie, on lève en particulier les obstacles d'ordres administratif, financier ou légal qui s'opposent à l'encouragement de l'emploi de ces sources énergétiques.

Punt 9. — Methanol biedt zeer grote risico's. Ter inlichting kan men de resultaten aanhalen van een in Canada gedane studie die het globaal risico per netto productie-eenheid van een megawatt-jaar, uitgedrukt in totaal verlies aan werkdagen-werknemer, als volgt raamt :

Methanol : 1 250;  
 Windenergie : 750;  
 Zone-energie (naargelang van de angewende technisch : 250 à 750;  
 Kernenergie : 10;  
 Aardgas : 5;  
 Aardolie : 1 850;  
 Steenkool : 2 100.

In verband met de opmerking van de Staatssecretaris m.b.t. punt 8 antwoordt de heer Deleuze dat van de door het Ministerie van Landbouw toegekende premies weinig gebruik gemaakt wordt wegens de administratieve rompslomp die het verkrijgen ervan bemoeilijkt. Men dient naar andere middelen uit te kijken, aldus het lid.

*Nieuwe voorstellen betreffende  
 de niet-conventionele en hernieuwbare energievormen*

Rekening houdend met een aantal voorstellen van commissieleden stelt de Staatssecretaris voor Energie een nieuwe tekst voor ter vervanging van de eerste Regeringstekst terzake. Deze nieuwe tekst luidt als volgt :

*De Kamer*

1. Beveelt aan de passende middelen aan te wenden opdat de niet-conventionele en hernieuwbare energievormen op economische wijze een aanzienlijk deel van deze eeuw zouden dekken; zij beveelt aan inzonderheid de hinderpalen van administratieve of van wettelijke aard uit de weg te ruimen die de aanmoediging van het gebruik van deze energiebronnen verhinderen.

2. Beveelt aan dat de valorisatie van afval, inzonderheid organische afval, zou worden aangemoedigd en dat dit, wanneer het verantwoord is, op geïntegreerde wijze zou gebeuren met de ontwikkeling van systemen voor energieproductie.

3. Beveelt aan, in het kader van de diversifiëring, de vergassing en de vloeibaarmaking van de vaste brandstoffen en van de afval evenals het gebruik van waterstof, in hun economisch verantwoorde toepassingen.

4. Beveelt aan de procédés voor de terugwinning van energie, met name door de valorisatie van de steenberggen, aan te moedigen.

5. Beveelt aan de werken van onderzoek van de Belgische ondergrond voort te zetten om elke energiebron in exploitatie te nemen, waarvoor rendabele gebruiksmogelijkheden bestaan.

\* \* \*

Zoals voor de vorige resoluties stelt de heer Desaeyere van zijn kant een nieuwe tekst voor. Dit voorstel steunt op de opties inzake niet-conventionele en hernieuwbare energievormen aangenomen door de Commissie voor de Energie van de Vlaamse Raad. Deze tekst luidt als volgt :

*« De Kamer*

1. Beveelt aan, parallel met het R. E. V.-beleid, inzonderheid de hinderpalen van administratieve, financiële of wettelijke aard te doen verdwijnen die de aanmoediging van het gebruik van deze energiebronnen verhinderen.



2. Suggère que les régions veillent à ce que :

— parallèlement à la politique de l'U. R. E. les moyens nécessaires soient mis en œuvre, afin que les formes d'énergie non conventionnelles et renouvelables couvrent dans des conditions économiques une partie importante de la consommation énergétique d'ici la fin de ce siècle;

— la valorisation des déchets soit encouragée et ce, lorsque cela se justifie, de manière intégrée avec le développement de systèmes de production d'énergie;

— dans le cadre de la diversification, la gazéification et la liquéfaction des combustibles solides et des déchets ainsi que l'utilisation d'hydrogène comme vecteur énergétique soient mises en œuvre;

— les procédés de récupération de l'énergie notamment par la valorisation des terrils soit encouragée;

— les travaux de prospection du sous-sol de la Belgique soient poursuivis afin que soient mises en exploitation toutes ressources énergétiques, si des possibilités d'utilisation rentables existent. »

#### Votes

##### Première option

La proposition n° 443 de M. Deleuze est rejetée à l'unanimité.

La proposition n° 445 déposée par M. Rigo est retirée.

Les propositions n° 446 de MM. W. Claes et Bossuyt, n° 444 de MM. Dierickx et Deleuze et n° 447 de MM. W. Claes et Bossuyt sont rejetées par 11 voix contre 2.

La première option, telle qu'elle est libellée depuis la nouvelle proposition du Gouvernement, est adoptée à l'unanimité par la Commission.

##### Deuxième option

La proposition n° 448 de MM. Dierickx et Deleuze est rejetée par 11 voix contre 2.

La deuxième option, telle qu'elle est libellée depuis la nouvelle proposition du Gouvernement, est adoptée à l'unanimité par la Commission.

##### Troisième option

La proposition n° 449 de M. Rigo est retirée.

La troisième option, telle qu'elle est libellée depuis la nouvelle proposition du Gouvernement, est adoptée à l'unanimité par la Commission.

##### Quatrième option

Le nouveau texte proposé par le Gouvernement pour la quatrième option, est adopté à l'unanimité.

##### Cinquième option

Les propositions n°s 450 et 451 de MM. Dierickx et Deleuze sont rejetées à l'unanimité.

La proposition n° 456 déposée par M. Rigo est retirée.

La proposition n° 455 du même auteur est rejetée par 8 voix contre 3 et 1 abstention.

La proposition n° 452 déposée par MM. Dierickx et Deleuze est rejetée par 11 voix contre 2.

Les propositions n°s 453 et 454 des mêmes auteurs sont rejetées respectivement par 9 voix contre 4 et à l'unanimité.

2. Suggereert dat de gewesten de nodige aandacht zouden opbrengen :

— om, parallel met het R. E. V.-beleid, eveneens de nodige middelen aan te wenden opdat de niet-conventionele en hernieuwbare energievormen op economische wijze een aanzienlijk deel van het enregieverbruik tegen het einde van deze eeuw zouden dekken;

— om de valorisatie van afval aan te moedigen en dit, wanneer het verantwoord is, op geïntegreerde wijze te laten gebeuren met de ontwikkeling van systemen voor energieproductie;

— om, in het kader van de diversifiëring, de vergassing en de vloeibaarmaking van de vaste brandstoffen en het afval evenals het gebruik van waterstof als energievecteur na te streven;

— om de procédés voor de terugwinning van energie, met name door de valorisatie van de steenbergen aan te moedigen;

— om de werken van onderzoek van de Belgische ondergrond voort te laten zetten om elke energiebron in exploitatie te nemen, waarvoor rendabele gebruiksmogelijkheden bestaan. »

#### Stemmingen

##### Optie 1

Het voorstel n° 443 van de heer Deleuze wordt eenparig verworpen.

Het door de heer Rigo ingediende voorstel n° 445 wordt ingetrokken.

De voorstellen n° 446 van de heren W. Claes en Bossuyt, n° 444 van de heren Dierickx en Deleuze en n° 447 van de heren W. Claes en Bossuyt worden verworpen met 11 tegen 2 stemmen.

De eerste optie zoals deze luidt na het nieuwe voorstel van de Regering wordt eenparig aangenomen.

##### Optie 2

Het voorstel n° 448 van de heren Dierickx en Deleuze wordt verworpen met 11 tegen 2 stemmen.

De tweede optie zoals deze luidt na het nieuwe voorstel van de Regering wordt eenparig aangenomen.

##### Optie 3

Het voorstel n° 449 van de heer Rigo wordt ingetrokken.

De derde optie zoals de tekst ervan luidt na het nieuwe voorstel van de Regering wordt eenparig aangenomen.

##### Optie 4

De nieuwe door de Regering voorgestelde tekst van de vierde optie wordt eenparig aangenomen.

##### Optie 5

De voorstellen n°s 450 en 451 van de heren Dierickx en Deleuze worden eenparig verworpen.

Het door de heer Rigo ingediende voorstel n° 456 wordt ingetrokken.

Het door dezelfde auteur ingediende voorstel n° 455 wordt verworpen met 8 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Het door de heren Dierickx en Deleuze ingediende voorstel n° 452 wordt verworpen met 11 tegen 2 stemmen.

De voorstellen n°s 453 en 454 van dezelfde auteurs worden verworpen met 9 tegen 4 stemmen resp. met eenparig-

Les propositions n<sup>os</sup> 457 et 459 de MM. Bossuyt et W. Claes sont également rejetées à l'unanimité.

La proposition n<sup>o</sup> 458 de ces mêmes membres est rejetée par 10 voix contre 3.

La cinquième option, telle qu'elle est libellée après la nouvelle proposition du Gouvernement, est adoptée à l'unanimité.

La proposition de M. Desaeyere visant à remplacer l'ensemble du texte de la résolution par le texte des options relatives aux énergies non conventionnelles et renouvelables adopté par la Commission de l'Energie du Conseil flamand est rejetée par 11 voix contre 1 et 1 abstention.

L'ensemble du texte de la résolution relative aux options dans le domaine des énergies non conventionnelles et renouvelables, tel qu'il est reproduit in fine de ce rapport, est adopté à l'unanimité par la Commission.

#### J. Examen des options dans le domaine de la recherche et du développement

La résolution suivante est soumise à l'examen de la commission :

« La Chambre,

1. Recommande que l'effort de diversification entreprise se poursuive afin qu'une part plus importante du budget public de recherche-développement et projets de démonstration soit notamment affectée aux domaines suivants :

- l'utilisation rationnelle de l'énergie;
- les énergies non conventionnelles et renouvelables;
- les applications du charbon;
- l'optimalisation du rendement des éléments des filiales énergétiques;
- la sécurité, le conditionnement et le stockage des matières nucléaires.

Il recommande, en outre, que les crédits publics affectés à la recherche appliquée fassent l'objet d'une meilleure répartition au niveau régional.

2. Préconise qu'une attention particulière soit accordée à la valorisation et à la transposition industrielle des résultats de la recherche scientifique et technologique et souhaite que les actions de développement de matériel énergétique soient intégrées dans une politique orientée vers des marchés nouveaux et des techniques avancées.

3. Désire maintenir les engagements internationaux pris en matière de recherche et de développement des réacteurs surrégénérateurs et des techniques de fusion thermonucléaires, dans les limites des crédits budgétaires.

4. Souhaite, dans le cadre des actions de recherche entreprises à long terme dans tous les secteurs, que les industriels se substituent graduellement dans la mesure du possible aux actions entreprises par l'Etat.

#### *Propositions globales*

Se référant à la résolution sur les options globales, M. Deleuze souhaite supprimer la présente résolution (n<sup>o</sup> 460).

heid. Met eenparigheid worden ook de voorstellen n<sup>os</sup> 457 en 459 van de heren Bossuyt en W. Claes verworpen.

Het voorstel n<sup>o</sup> 458 van deze leden wordt verworpen met 10 tegen 3 stemmen.

De vijfde optie zoals de tekst ervan luidt na het nieuwe voorstel van de Regering wordt eenparig aangenomen.

Het voorstel van de heer Desaeyere dat ertoe strekt de volledige tekst van de resolutie te vervangen door de tekst van de door de Commissie voor de Energie van de Vlaamse Raad aangenomen opties inzake niet-conventionele en hernieuwbare energievormen wordt verworpen met 11 tegen 1 stem en 1 onthouding.

De volledige tekst van de resolutie betreffende de opties op het gebied van de niet-conventionele en hernieuwbare energievormen zoals deze voorkomt in fine van dit verslag wordt eenparig aangenomen.

#### J. Bespreking van de opties op het gebied van onderzoek en ontwikkeling

Volgende resolutie wordt aan de commissie ter bespreking voorgelegd :

« De Kamer,

1. Beveelt aan de ondernomen diversifiëringsinspanning voort te zetten, opdat een belangrijker deel van de overheidsbegroting op het gebied van onderzoek en demonstratieprojecten inzonderheid zou worden bestemd voor de volgende gebieden :

- het rationeel energieverbruik;
- de niet-conventionele en hernieuwbare energievormen;
- de toepassingen van steenkolen;
- de optimalisering van het rendement van de elementen van de energietypes;
- de veiligheid, de conditionering en de opslag van de nucleaire stoffen.

Het beveelt bovendien aan dat de overheidskredieten bestemd voor het toegepast onderzoek het voorwerp zouden uitmaken van een betere verdeling op regionaal vlak.

2. Beveelt aan bijzondere aandacht te besteden aan de valorisatie en de industriële transpositie van de resultaten van het wetenschappelijk en technologisch onderzoek en wenst de acties van ontwikkeling van energiemateriaal te integreren in een beleid gericht naar nieuwe markten en gevorderde technieken.

3. Wenst de internationale verbintenissen, genomen inzake onderzoek en ontwikkeling van de kweekreactoren en de thermonucleaire fusietechnieken te handhaven binnen de perken van de budgettaire kredieten.

4. Wenst dat de industriëlen in het kader van de onderzoekacties op lange termijn in alle sectoren, geleidelijk aan en in de mate van het mogelijke, de door de Staat ondernomen acties zouden overnemen.

#### *Globale voorstellen*

Onder verwijzing naar zijn voorstel bij de resolutie over de algemene opties, wenst de heer Deleuze (n<sup>o</sup> 460) onderhavige resolutie te schrappen.

MM. De Batselier et Bossuyt (n° 461) proposent de faire précéder le projet de résolution par un texte libellé comme suit :

« Recherche scientifique et appliquée en matière d'énergie.

Un effort spécial doit être fourni pour que la politique de recherche en matière d'énergie contribue de manière plus directe, par le biais de la recherche, du développement, et de la démonstration, à la réalisation des objectifs généraux de la politique énergétique.

Il convient de stimuler davantage la recherche globale dans le domaine de l'énergie et notamment l'utilisation rationnelle de l'énergie (notre plus importante source potentielle d'énergie pour l'avenir) ainsi que les nouvelles formes et techniques d'énergie. Les pouvoirs publics doivent avoir un effet catalyseur sur la réalisation d'études approfondies (de marché) portant sur les systèmes énergétiques dont la mise en œuvre est déjà techniquement possible dès à présent. La recherche nucléaire doit être infléchie vers le traitement des déchets, la sécurité et la préparation du démantèlement des centrales. La recherche en matière d'énergie doit tenir compte en premier lieu des besoins nationaux et des possibilités de l'industrie belge.

L'incidence de la consommation énergétique sur le plan écologique mérite une attention toute particulière.

Il faut immédiatement établir une coordination dynamique entre toutes les instances intéressées, dont les Affaires économiques, la politique scientifique, le service responsable de la mise au point des prototypes, le Logement, l'Agriculture, l'IRSIA, l'AGCD, etc... et organiser une coopération étroite entre l'industrie et les universités.

Cette coopération doit être basée sur un programme initial de recherche. Les universités qui font de la recherche aux frais de la collectivité, doivent mettre leurs résultats à la disposition de l'industrie, à des conditions avantageuses permettant de valoriser rapidement les résultats prometteurs et d'amorcer une relance et une réorientation industrielles.

Les résultats des recherches doivent déboucher sur une large campagne d'information en matière d'énergie, destinée à tous les groupes intéressés de la société, à savoir le consommateur privé, l'industrie, les pouvoirs publics...

Il convient de s'atteler d'urgence à l'élaboration d'un programme d'enseignement axé sur les problèmes énergétiques en général et plus particulièrement sur la formation de spécialistes et de managers dans le domaine de l'énergie et ce à tous les niveaux, y compris le recyclage et la formation permanente.

Le centre de recherches de Mol doit être converti à bref délai en un C. R. E. B. (Centre de Recherche Énergétique Belge) dont l'activité s'étend à tous les aspects de la recherche en matière d'énergie. »

#### *Première option*

M. Rigo (n° 462) propose de rédiger ce texte comme suit :

« 1. Recommande que l'effort de diversification entrepris s'accroisse dans le respect des compétences fixées par la loi du 8 août 1980 afin qu'une part plus importante des budgets publics de recherche-développement et des projets de démonstration soit affectée en priorité aux domaines suivants :

- utilisation rationnelle de l'énergie;
- énergies non-conventionnelles et renouvelables;

De heren De Batselier en Bossuyt (n° 461) stellen voor de resolutie te laten voorafgaan door een tekst luidend als volgt :

« Wetenschappelijk en toegepast onderzoek inzake energie.

Een extra inspanning dient geleverd zodat het energie-onderzoeksbeleid middels onderzoek, ontwikkeling en demonstratie een meer directe bijdrage levert tot het realiseren van de algemene objectieven van het energiebeleid.

Een extra stimulans dient gegeven te worden aan het globale energieonderzoek. Daarin in het bijzonder : R. E. V. (onze grootste potentiële energiebron voor de toekomst) en de nieuwe energievormen en -technieken. De overheid moet de katalysator vormen om grondige (markt)studies uit te voeren over de energiesystemen die nu reeds technisch kunnen gerealiseerd worden. Het nucleair onderzoek dient omgebogen te worden naar de afvalbehandeling, de veiligheid en het voorbereiden van de ontmanteling van de centrales. Het energieonderzoek dient op de eerste plaats afgestemd te zijn op de nationale behoeften en op de mogelijkheden van de Belgische industrie.

Een bijzondere aandacht dient besteed te worden aan de invloed die het energieverbruik heeft op ecologisch gebied.

Een krachtige coördinatie tussen alle bevoegde instanties waaronder Economische Zaken, Wetenschapsbeleid, Prototypes, Huisvesting, Landbouw, I. W. O. N. L., het A. B. O. S. enz., moet onmiddellijk tot stand komen. Er dient een nauwe samenwerking georganiseerd te worden van de industrie met de universiteiten.

Deze samenwerking moet beginnen vanaf het begin van een researchprogramma. Universiteiten, die op kosten van de samenleving onderzoek doen, moeten de resultaten ter beschikking stellen van de industrie tegen aantrekkelijke voorwaarden (zodat snelle valorisatie van veelbelovende resultaten mogelijk is) waardoor een industriële relance en heroriëntering kan op gang gebracht worden.

De onderzoeksresultaten moeten uitmonden in een ruime energie-informatie naar alle belanghebbende groepen in de samenleving, privé-verbruikers, industrie, overheid...

Er dient dringend werk gemaakt te worden van een energiebewust onderwijsprogramma in het algemeen en van de vorming van energiespecialisten en -managers, op alle niveaus met inbegrip van omscholing en permanente bijscholing in het bijzonder.

Het onderzoekscentrum van Mol moet zeer snel omgevormd worden tot een dynamisch B. E. O. (Belgisch Energie-onderzoekscentrum) waar alle energieonderzoeksactiviteiten aan bod kunnen komen. »

#### *Eerste optie*

De heer Rigo (n° 462) stelt voor de tekst op te stellen als volgt :

« 1. Beveelt aan de ondernomen diversifiëeringsinspanning te stimuleren met inachtneming van de bevoegdheden die vastgelegd zijn bij de wet van 8 augustus 1980, opdat een groter gedeelte van de rijksbegroting voor onderzoek en ontwikkeling en van de demonstratieprojecten bij voorrang wordt bestemd voor de volgende gebieden :

- rationeel energieverbruik;
- niet-conventionele en hernieuwbare energievormen;

- applications du charbon;
- optimisation du rendement des éléments des filières énergétiques.

Recommande d'autre part, qu'au sein des moyens octroyés à la recherche-développement dans le secteur nucléaire, une partie plus importante des ressources soit consacrée aux programmes de sécurité, de conditionnement et de stockage des déchets au détriment des recherches portant sur le recyclage du plutonium et les différentes filières de surrégénérateurs.

Recommande enfin que les crédits publics affectés à la recherche appliquée fassent l'objet d'une meilleure répartition régionale. »

Le membre expose qu'en comparaison aux différents pays européens, la Belgique consacre une part élevée de ses dépenses de recherche au secteur nucléaire (75 % contre 65 % en R. F. A. et 49 % en France).

En particulier, le recyclage du plutonium dans les réacteurs à eau légère et le développement du surrégénérateur reçoivent environ les deux tiers des dépenses de recherche-développement nucléaire, ce qui excède largement la part que leur octroient les autres pays industrialisés (cf. Inventaires du sous-comité R & D énergie du C. R. E. S. T. ou les rapports annuels de l'A. I. E.). Le texte proposé par le Gouvernement ne permet pas de redresser ce déséquilibre fondamental qui désarticule notre politique de R & D énergétique, ni de rappeler le rôle important des Régions dans la politique de R & D appliquée dans ce secteur.

En ordre subsidiaire, M. Rigo (n° 463) propose, conformément à la résolution adoptée à l'unanimité par le Conseil Régional Wallon le 4 juin 1982 d'ajouter au texte de cette option la disposition suivante :

« et exige un rééquilibrage des moyens financiers mis à la disposition des centres de recherche nationaux (I. N. I. E. X., I. R. E., C. E. N.). »

\* \* \*

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie estime qu'il est inutile de préciser que l'effort de diversification se poursuivra dans le respect des compétences fixées par la loi du 8 août 1980. Cette loi existe et sera, bien entendu, appliquée.

En ce qui concerne la deuxième proposition de M. Rigo, un membre souligne que certains instituts nationaux de recherche sont considérés comme « flamands » ou « wallons » selon leur localisation dans l'une des deux Régions du pays. Il serait préférable d'affecter un volume global de crédits à la recherche nucléaire, quel que soit le lieu où elle est effectuée, et de la considérer comme ayant réellement un caractère national. La recherche non nucléaire dans le domaine de l'énergie et la recherche industrielle devraient par contre être réparties de manière équilibrée entre la Flandre et la Wallonie.

Pour exprimer cette recommandation dans le texte, M. Dupré estime qu'il faut modifier comme suit la dernière phrase du projet de résolution :

« et fassent l'objet d'une répartition équilibrée au niveau régional ».

- toepassing van steenkolen;
- optimalisering van het rendement van de elementen van de energietypes.

Beveelt bovendien aan dat onder de middelen voor onderzoek en ontwikkeling in de nucleaire sector een groter gedeelte wordt besteed aan programma's betreffende de veiligheid, de verpakking en de opslag van afval, ten nadele van het onderzoek naar de terugwinning van plutonium en de verschillende kweekreactortypes.

Beveelt ten slotte aan dat de overheidskredieten voor het toegepast onderzoek op regionaal vlak beter verdeeld worden. »

Het lid verklaart dat in vergelijking met de verschillende Europese landen België een groot gedeelte van zijn uitgaven voor onderzoek in de nucleaire sector (75 %, tegenover 65 % in de B. R. D. en 49 % in Frankrijk) besteedt.

In het bijzonder de terugwinning van plutonium in de lichtwaterreactoren en de ontwikkeling van kweekreactoren ontvangen zowat twee derden van de uitgaven van het nucleaire onderzoek, hetgeen ruimschoots het gedeelte overtreft dat de overige geïndustrialiseerde landen daaraan besteden (cfr. Inventarissen van het subcomité voor energie-onderzoek van de C. R. E. S. T. of de jaarverslagen van het I. E. A.). De door de Regering voorgestelde tekst biedt niet de mogelijkheid het fundamentele onevenwicht weg te werken dat ons beleid inzake energieonderzoek ontwricht, noch te herinneren aan de belangrijke rol van de Gewesten in het beleid inzake toegepast onderzoek in die sector.

In bijkomende orde stelt de heer Rigo (n° 463) voor om, conform de resolutie die op 4 juni 1982 eenparig door de Waalse Gewestraad werd aangenomen, de volgende bepaling aan de tekst van deze optie toe te voegen :

« en eist dat de financiële middelen die ter beschikking staan van de nationale onderzoekscentra (N. I. E. B., I. R. E., S. C. K.) worden herverdeeld ».

\* \* \*

De Staatssecretaris voor de Energie acht het overbodig te beklemtonen dat de inspanning tot diversifiëring zal worden voortgezet met inachtneming van de bevoegdheden waarin voorzien wordt bij de wet van 8 augustus 1980. Die wet bestaat en zal uiteraard worden toegepast.

In verband met het tweede voorstel van de heer Rigo wijst een lid erop dat sommige nationale onderzoeksinstellingen als « Vlaams » of « Waals » worden beschouwd naargelang van hun localisatie in een van beide Gewesten. Het ware beter een pakket middelen te bepalen voor het nucleair onderzoek, waar dit ook moge gebeuren, en dit onderzoek als nationaal te beschouwen. Het niet-nucleair energie-onderzoek en het industrieel onderzoek zouden evenwichtig over Vlaanderen en Wallonië moeten worden verdeeld.

Om zulks in de tekst uit te drukken moet volgens de heer Dupré (n° 464) de laatste zin gewijzigd worden als volgt :

« zouden uitmaken van een evenwichtige verdeling op regionaal vlak. »

Le Secrétaire d'Etat fait observer qu'environ 80 % de la recherche énergétique en Belgique est faite au Centre national à Mol. Cette région bénéficie des retombées économiques de cette activité (par exemple, les salaires du personnel, les autres secteurs établis à Mol).

Il s'agit d'une situation historique qu'on ne peut modifier du jour au lendemain. Toutefois, il y a lieu de tendre vers une meilleure répartition entre les Régions. Dans cette perspective, le Secrétaire d'Etat ne s'oppose pas à la proposition de M. Dupré.

Plusieurs membres se rallient à la résolution du Conseil régional wallon qui préconise la réalisation d'un équilibre entre les Régions.

Un membre souligne toutefois que cela ne pourrait en aucune façon signifier que le C. E. N. à Mol ne soit pas modernisé et que toutes les technologies nouvelles soient développées dans d'autres Régions.

\* \* \*

MM. Dierickx et Deleuze (n° 465) proposent de supprimer à la troisième ligne le texte qui suit les mots « projets de démonstration » jusqu'aux mots « matières nucléaires » y compris et de le remplacer par le texte suivant :

« soit affectée à la recherche non nucléaire et propose la clef de répartition suivante :

- un tiers pour les sources d'énergie traditionnelles dont l'énergie nucléaire fait partie;
- un tiers pour les nouvelles sources d'énergie dont les sources d'énergie renouvelables et la technologie du charbon;
- un tiers pour la consommation rationnelle de l'énergie ».

La majeure partie du budget R & D belge en matière d'énergie, qui est l'un des plus élevés dans le monde par tête d'habitant, est consacrée au développement de l'énergie nucléaire, bien que la part de cette énergie soit limitée. Il faut absolument que les choses changent en la matière.

Les auteurs proposent de réorienter les crédits de recherche, d'arrêter l'installation de centrales nucléaires qui résulte d'un choix irrationnel dicté par les producteurs d'électricité et de promouvoir l'U. R. E.

Un effort doit également être fait pour résoudre le problème des déchets nucléaires.

Le Secrétaire d'Etat ne peut en aucune façon se rallier à cette proposition qui tend à supprimer toute recherche nucléaire.

\* \* \*

MM. Dierickx et Deleuze (n° 466) proposent d'ajouter un *1bis* rédigé comme suit :

« *1bis.* souhaite que le Centre d'Etude de l'énergie nucléaire soit converti en un Centre de recherche sur l'énergie qui soit au service des pouvoirs publics, qui soit soumis à la tutelle du secrétariat d'Etat à l'Energie, et au sein du conseil de gestion duquel siègeraient des représentants des pouvoirs publics, de l'industrie, des syndicats et des organisations de protection de l'environnement et des consommateurs ».

Pour réaliser une diversification de la recherche en matière d'énergie au sein du C. E. N., il ne suffit pas, selon ces deux membres, de modifier le nom de cette institution, mais il faut aussi en démocratiser les organes de gestion.

De Staatssecretaris merkt op dat nagenoeg 80 % van het vorsingswerk op energiebeleid door het Nationaal centrum te Mol verricht wordt. Mol en omgeving trekken voordeel uit de economische nevenverschijnselen van die bedrijvigheid (b.v. de lonen van het personeel, de andere sectoren die te Mol gevestigd zijn).

Het gaat hier om een historische toestand die niet in een handomdraai kan worden gewijzigd, wat niet belet dat naar een betere verdeling tussen de Gewesten moet worden gestreefd. De Staatssecretaris is dan ook niet gekant tegen het voorstel van de heer Dupré.

Verscheidene leden zijn het eens met de resolutie van de Waalse Gewestraad die aanbeveelt dat tussen de Gewesten onderling een evenwicht tot stand komt.

Een lid wijst er niettemin op dat zulks hoegenaamd niet mag betekenen dat het S. C. K. te Mol niet gemoderniseerd wordt en dat alle nieuwe technieken in andere Gewesten worden ontwikkeld.

\* \* \*

De heren Dierickx en Deleuze (n° 465) stellen voor in de derde regel, na het woord « demonstratieprojecten » de tekst te schrappen tot en met de woorden « nucleaire stoffen » en te vervangen door volgende tekst :

« zou bestemd worden voor niet-nucleair energieonderzoek en stelt de volgende verdeelsleutel voor :

- een derde traditionele energiebronnen, waaronder kernenergie;
- een derde nieuwe energiebronnen, waaronder hernieuwbare energiebronnen en steenkooltechnologie;
- een derde rationeel energieverbruik. »

Het leeuwenaandeel van het R & D-budget inzake energie, dat in België per inwoner één van de hoogste ter wereld is, gaat naar de ontwikkeling van kernenergie, alhoewel de bijdrage van deze energiebron beperkt is. Hierin moet resoluut verandering komen.

De auteurs stellen voor de kredieten voor onderzoek te heroriënteren, de vestiging van kerncentrales ingevolge een irrationele keuze die door de elektriciteitsproducenten werd ingegeven, stop te zetten en het rationeel energieverbruik te bevorderen.

Er moet tevens een inspanning worden gedaan om het probleem van het kernafval op te lossen.

De Staatssecretaris kan zich evenwel in geen deele aansluiten bij een voorstel dat ertoe strekt elk kernonderzoek af te schaffen.

\* \* \*

De heren Dierickx en Deleuze (n° 466) stellen voor een *1bis* toe te voegen, luidend als volgt :

« *1bis.* wenst de omvorming van het Studiecentrum voor Kernenergie tot een Energie Onderzoekscentrum ten dienste van de overheid, onder de voogdij van het Staatssecretariaat voor Energie, met in de beheerraad afgevaardigden van de overheid, de industrie, de vakbonden en milieu- en consumentenorganisaties. »

Ten einde een diversificatie van het energieonderzoek binnen het S. C. K. tot stand te brengen, is het volgens beide leden niet voldoende de naam van deze instelling te veranderen, maar moeten de beheersorganen gedemocratiseerd worden.

Le Secrétaire d'Etat demande de ne pas adopter cette proposition qui aboutirait à un saupoudrage des efforts en matière de recherche.

Les mêmes auteurs proposent également d'ajouter des points *1ter* et *1quater*, libellés comme suit :

« *1ter*. — Invite le Gouvernement à axer le volet du programme de recherche consacré à l'énergie nucléaire et mis en œuvre par le C. E. N., au sein du nouveau Centre de Recherche sur l'Energie, sur le démantèlement des installations nucléaires ainsi que sur le conditionnement et le stockage de déchets radio-actifs, en consacrant autant d'attention aux déchets retraités qu'aux déchets non retraités. » (467).

« *1quater*. — Souhaite que l'Institut interuniversitaire des sciences nucléaires soit transformé en un Institut interuniversitaire des sciences de l'énergie et que la subvention accordée à cet institut par les pouvoirs publics soit affectée à des programmes de recherche suivant la clef de répartition mentionnée. » (468).

Le Secrétaire d'Etat s'oppose à ce que tous les efforts de recherche soient axés sur le démantèlement des installations nucléaires.

#### *Deuxième option*

Le texte de la deuxième option proposé par le Gouvernement est libellé comme suit :

« Préconise qu'une attention particulière soit accordée à la transposition industrielle des résultats de la recherche scientifique et technologique et souhaite que les actions de développement de matériel énergétique soient intégrées dans une politique orientée vers des marchés nouveaux et des techniques avancées. »

Se référant à leurs propositions précédentes MM. Dierickx et Deleuze (n° 469) proposent d'ajouter une option *2bis*, libellée comme suit :

« *2bis*. Souhaite que le Centre d'étude de l'énergie mette ses connaissances scientifiques et son infrastructure à la disposition des entreprises en vue de la réalisation d'économie d'énergie. »

Le Secrétaire d'Etat souligne qu'il convient en effet d'aider la recherche qui permet un usage de l'énergie aussi efficace que possible. La proposition *2bis* est rejetée en raison des rejets antérieurs.

#### *Troisième option*

Le texte gouvernemental de cette option est libellé comme suit :

« 3. Désire maintenir les engagements internationaux pris en matière de recherche et de développement des réacteurs surrégénérateurs et des techniques de fusion thermonucléaires, dans les limites des crédits budgétaires. »

Conformément à la résolution adoptée à l'unanimité par le Conseil régional wallon le 4 juin 1982, M. Rigo (n° 470) propose de rédiger cette option 3 comme suit :

« 3. Recommande d'étudier les divers aspects des engagements internationaux en matière de recherche et de dévelop-

De Staatssecretaris vraagt dit voorstel niet aan te nemen, aangezien het zou leiden tot een versnippering van de inspanning op het gebied van het onderzoek.

Dezelfde auteurs stellen ook voor punten *1ter* en *1quater* toe te voegen, die als volgt luiden :

« *1ter*. — Nodigt de Regering uit om het gedeelte kern-energie van het researchprogramma van het S. C. K. in het nieuwe Energie Onderzoekscentrum te oriënteren op de ontmanteling van nucleaire installaties en de conditionering en berging van radioactief afval, waarbij in gelijke mate aandacht zal worden besteed aan opgewerkt en niet-opgewerkt afval. » (467).

« *1quater*. — Wenst de omvorming van het Interuniversitair Instituut voor Kernwetenschappen (I. I. K. W.) in een Interuniversitair Instituut voor Energiewetenschappen, en wenst dat de subsidie van de overheid aan dit instituut zou worden besteed aan onderzoeksprogramma's volgens de vermelde verdeelsleutel. » (468).

De Staatssecretaris verzet er zich tegen dat alle inspanningen inzake onderzoek op de ontmanteling van de kerninstallaties zouden worden gericht.

#### *Tweede optie*

De door de Regering voorgestelde tekst van de tweede optie luidt als volgt :

« 2. Beveelt aan bijzondere aandacht te besteden aan de valorisatie en de industriële transpositie van de resultaten van het wetenschappelijk en technologisch onderzoek en wenst de akties van ontwikkeling van energiemateriaal te integreren in een beleid gericht naar nieuwe markten en gevorderde technieken. »

In aansluiting bij hun vorige voorstellen stellen de heren Dierickx en Deleuze (n° 469) voor een optie *2bis* toe te voegen, luidend als volgt :

« *2bis*. Wenst dat het op te richten Energie Onderzoekscentrum de bedrijven zou bijstaan met zijn wetenschappelijke kennis en infrastructuur om energiebesparingen te realiseren. »

De Staatssecretaris onderstreept dat inderdaad het onderzoek moet gesteund worden dat een zo efficiënt mogelijk gebruik van de energie toelaat. Het voorstel *2bis* wordt verworpen ingeval het verwerpen van vroegere voorstellen.

#### *Derde optie*

De tekst van de Regering voor deze optie luidt als volgt :

« 3. Wenst de internationale verbintenissen genomen inzake onderzoek en ontwikkeling van de kweekreactoren en de thermonucleaire fusietechnieken te handhaven binnen de perken van de budgettaire kredieten. »

Overeenkomstig de door de eenparige Waalse Gewestraad op 4 juni 1982 goedgekeurde resolutie, stelt (n° 470) de heer Rigo voor deze optie als volgt te formuleren :

« 3. Beveelt aan dat een studie wordt gemaakt van de verschillende aspecten van de internationale verbintenissen in-



pement des réacteurs surrégénérateurs et des techniques de fusion thermonucléaire dans les limites des crédits budgétaires, y compris les retombées régionales. »

MM. Dierickx et Deleuze soulignent que les coûts du projet Kalkar sont énormes alors que les perspectives techniques (il s'agit d'une mauvaise technique de production) et financières des surrégénérateurs sont fort incertaines.

Le Gouvernement néerlandais va se retirer du projet Kalkar qui, non seulement accuse six ans de retard dans sa réalisation mais dont le coût initial sera multiplié par trois.

Le Super-Phénix ne semble guère être fiable; un feu de sodium s'est déclaré récemment.

Les auteurs (n° 471) proposent dès lors la rédaction suivante :

« 3. Invite le Gouvernement à examiner la manière de mettre fin au plus tôt à notre participation aux projets internationaux SNR-300 de surrégénérateurs de Kalkar (République fédérale d'Allemagne) et Super-Phénix de Malville (France).

Estime que la recherche concernant les surrégénérateurs doit être réorientée et qu'une participation de la Belgique aux projets internationaux futurs en matière de surrégénérateurs, comme le SNR-2, ne peut pas être envisagée. »

M. Fedrigo (n° 472) propose de remplacer le mot « désire » par les mots « ne désire pas » et de supprimer les mots « dans les limites des crédits budgétaires ».

Le Secrétaire d'Etat souligne que le C. M. C. E. S. veut maintenir nos engagements internationaux dans les limites des crédits budgétaires.

Il rappelle que la Belgique s'est engagée dans le projet Kalkar à raison de 13,4 % de 2,5 milliards de DM (Deutsche Mark). La R. F. A. voudrait porter les engagements de l'ensemble des participants à 3,4 milliards DM. Le coût total du projet s'élèvera probablement à 5 milliards DM mais les Allemands ne réclament rien à leurs partenaires pour le 1,6 milliard supplémentaire.

En tout état de cause, les retombées industrielles pour la Belgique dépassent actuellement une cotisation qui est de 9 milliards de FB.

Enfin, il est indéniable que la réalisation de Kalkar présente des problèmes techniques mais c'est le propre de toute recherche de pointe.

#### *Quatrième option*

Le Gouvernement propose le texte suivant :

« 4. Souhaite, dans le cadre des actions de recherche entreprises à long terme dans tous les secteurs, que les industriels se substituent graduellement dans la mesure du possible, aux actions entreprises par l'Etat. »

MM. Deleuze et Dierickx (n° 473) veulent supprimer cette option.

Le secteur public leur semble le plus à même de mener les recherches en matière énergétique, dégagé de tout souci de rentabilisation immédiate.

M. Rigo (n° 474) propose la rédaction suivante :

« 4. Souhaite, dans le cadre des actions de recherche entreprises à long terme dans tous les secteurs, que les industriels soient associés aux actions entreprises par les pouvoirs publics. »

zake onderzoek en ontwikkeling op het gebied van kweekreactoren en van de technieken inzake kernfusie, binnen de perken van de begrotingskredieten; ook de gevolgen daarvan voor de Gewesten dienen te worden bestudeerd »

De heren Dierickx en Deleuze onderstrepen dat de kosten van het Kalkar-project enorm hoog zijn, terwijl de technische (het gaat om een slechte produktiemethode) en financiële vooruitzichten van de kweekreactoren zeer onzeker zijn.

De Nederlandse Regering zal zich uit het Kalkar-project terugtrekken, dat niet alleen zes jaren achterstand in zijn verwezenlijking heeft, maar ook driemaal meer zal kosten dan oorspronkelijk werd geraamd.

De Super-Phénix schijnt niet zeer betrouwbaar. Onlangs is natrium ontvlamd.

De auteurs (n° 471) stellen dan ook de volgende formulering voor :

« 3. Verzoekt de Regering na te gaan hoe onze deelname aan de internationale kweekreactor-projecten SNR-300 te Kalkar (Duitsland) en Super-Phénix te Malville (Frankrijk) zo spoedig mogelijk kan worden beëindigd.

Meent dat het kweekreactoronderzoek dient te worden geheroriënteerd en dat een Belgische deelname in de toekomstige internationale kweekreactor-projecten, zoals de SNR-2, niet kan worden overwogen. »

De heer Fedrigo (n° 472) stelt voor het woord « wenst » te vervangen door « wenst niet » en de woorden « binnen de perken van de budgettaire kredieten » weg te laten.

De Staatssecretaris onderstreept dat het M. C. S. E. C. onze internationale verbintenissen binnen de perken van de budgettaire kredieten gestand wil doen.

Hij herinnert eraan dat België zich in het Kalkarproject tot een percentage van 13,4 van 2,5 miljard DM heeft verbonden. De Bondsrepubliek zou de verbintenissen van de gezamenlijke deelnemers op 3,4 miljard DM willen brengen. Waarschijnlijk zullen de totale kosten van het project 5 miljard DM bedragen, maar de Duitsers vragen niets van hun partners voor het bijkomend bedrag van 1,6 miljard DM.

Hoe dan ook, de industriële voordelen voor België overtreffen thans onze bijdrage, die 9 miljard F belooft.

Tenslotte staat het buiten kijf dat de verwezenlijking van Kalkar technische problemen doet rijzen, maar dit is aan elk spitsonderzoek eigen.

#### *Vierde optie*

De Regering stelt volgende tekst voor :

« 4. Wenst dat de industriëlen in het kader van de onderzoeksacties op lange termijn in alle sectoren, geleidelijk aan en in de mate van het mogelijke, de door de Staat ondernomen acties zouden overnemen. »

De heren Deleuze en Dierickx (n° 473) willen deze optie weglaten.

Naar hun gevoelen is de overheid het best geplaatst om onderzoek op het gebied van energie te verrichten, zonder enig direct rentabiliteitsdoelmerk.

De heer Rigo (n° 474) stelt de volgende formulering voor :

« 4. Wenst dat de industriëlen in het kader van de onderzoeksacties op lange termijn in alle sectoren betrokken worden bij de acties van de overheid ».

L'auteur de ce texte rappelle que depuis 1945, l'initiative privée dispose de moyens classiques d'aide à la R-D (I. R. S. I. A., prototypes). Le fonctionnement de ces instances a montré la relative faiblesse des initiatives industrielles dans le secteur de la R-D énergétique alors qu'existe un important potentiel scientifique et technique. Ce serait donc illusoire de substituer les actions industrielles aux actions publiques, dans la mesure où le passé démontre l'échec de cette stratégie dans des circonstances économiques pourtant plus favorables qu'aujourd'hui et, selon toute vraisemblance, que demain.

Le Secrétaire d'Etat ne s'opposera pas à la rédaction proposée par M. Rigo.

\* \* \*

MM. Dierickx et Deleuze (n° 475) proposent le texte suivant à ajouter en tant que nouvelle option :

« 5. Souhaite que le Programme national de Recherche et de Développement en matière d'énergie soit poursuivi et intensifié, et soit axé principalement sur la mise au point de différents modèles énergétiques alternatifs du système énergétique national global et de son évolution. »

Les auteurs soulignent que les 9 milliards de F consacrés au projet Kalkar l'auraient pu être dans d'autres types de recherche. En faisant un effort les énergies alternatives pourraient représenter en l'an 2000 environ 5 % de l'ensemble de notre consommation.

Le Secrétaire d'Etat conteste cette affirmation. Selon une étude de la Commission des Communautés européennes les énergies renouvelables ne représenteront que 2 % de la consommation globale en l'an 2000.

La proposition de MM. Dierickx et Deleuze (n° 476) tendant à insérer une nouvelle option 6 est libellée comme suit :

« 6. Insiste pour que soit intensifiée la recherche concernant la gazéification souterraine du charbon, et ce, grâce à une augmentation considérable des crédits disponibles. »

\* \* \*

#### *Nouvelles propositions dans le domaine de la recherche et du développement*

En remplacement du premier texte du Gouvernement relatif aux options dans le domaine de la recherche et du développement, le Secrétaire d'Etat a proposé un nouveau texte qui tient compte de certaines propositions des membres. Ce texte est le suivant :

« La Chambre,

1. Recommande que l'effort de diversification entrepris se poursuive afin qu'une part plus importante du budget public de recherche-développement et projets de démonstration, soit notamment affectée aux domaines suivants :

- l'utilisation rationnelle de l'énergie;
- les énergies non-conventionnelles et renouvelables;
- les applications du charbon;
- l'optimalisation du rendement des éléments des filières énergétiques;
- la sécurité, le conditionnement et le stockage des matières nucléaires.

De auteur van deze tekst herinnert eraan dat sedert 1945 het particulier initiatief beschikt over klassieke middelen voor steun aan het onderzoek (I. W. O. N. L., prototypes). De werking van die instanties heeft de relatieve zwakte aangetoond van de industriële initiatieven in de sector van het energieonderzoek, hoewel er een aanzienlijk wetenschappelijk en technisch potentieel aanwezig is. Bijgevolg ware het illusoir industriële acties in de plaats te stellen van de overheidsacties, aangezien het verleden de mislukking van die strategie aantoonde in economische omstandigheden die nochtans gunstiger waren dan vandaag en, naar alle waarschijnlijkheid, ook dan morgen.

De Staatssecretaris wil zich niet tegen de door de heer Rigo voorgestelde formulering verzetten.

\* \* \*

De heren Dierickx en Deleuze (n° 475) stellen volgende tekst voor ter toevoeging van een nieuwe optie :

« 5. Wenst de voortzetting en intensifiëring van het nationaal Onderzoeks- en Ontwikkelingsprogramma op het gebied van de energie, met als voornaamste opdracht de uitwerking van verschillende alternatieve energiemodellen van het globale nationale energiesysteem en van zijn evolutie. »

De auteurs leggen er de nadruk op dat het bedrag van 9 miljard F voor het Kalkarproject aan andersoortig onderzoek had kunnen worden besteed. Alternatieve energie zou met een inspanning in het jaar 2000 zowat 5 % van ons gezamenlijk verbruik kunnen uitmaken.

De Staatssecretaris betwist deze bewering. Volgens een studie van de Commissie van de Europese Gemeenschappen zal vernieuwbare energie in het jaar 2000 slechts 2 % van het totale verbruik uitmaken.

Het voorstel tot invoeging van een nieuwe zesde optie van de heren Dierickx en Deleuze (n° 476) luidt als volgt :

« 6. Dringt aan op het intensifiëren van het onderzoek inzake ondergrondse vergassing van steenkool, door een aanzienlijke verhoging van de beschikbare kredieten. »

\* \* \*

#### *Nieuwe voorstellen op het gebied van onderzoek en ontwikkeling*

Ter vervanging van de eerste tekst van de Regering betreffende de opties op het gebied van onderzoek en ontwikkeling heeft de Staatssecretaris een nieuwe tekst voorgesteld die met bepaalde voorstellen van de leden rekening houdt. Die tekst luidt als volgt :

« De Kamer,

1. Beveelt aan de ondernomen diversifiëeringsinspanning voort te zetten, opdat een belangrijker deel van de overheidsbegroting op het gebied van onderzoek-ontwikkeling en demonstratieprojecten inzonderheid zou worden bestemd voor de volgende gebieden :

- het rationeel energieverbruik;
- de niet-conventionele en hernieuwbare energievormen;
- de toepassing van steenkolen;
- de optimalisering van het rendement van de elementen van de energietypes;
- de veiligheid, de conditionering en de opslag van de nucleaire stoffen.

Elle recommande, en outre, que les crédits publics affectés à la recherche appliquée fassent l'objet d'une répartition équilibrée au niveau régional;

2. Préconise qu'une attention particulière soit accordée à la valorisation et à la transposition industrielle des résultats de la recherche scientifique et technologique, et souhaite que les actions de développement de matériel énergétique soient intégrées dans une politique orientée vers des marchés nouveaux et des techniques avancées;

3. Désire maintenir les engagements internationaux pris en matière de recherche et de développement des réacteurs surrégénérateurs et des techniques de fusion thermonucléaires, dans les limites des crédits budgétaires;

4. Souhaite, dans le cadre des actions de recherche entreprises à long terme dans tous les secteurs, que les entreprises privées s'associent et se substituent graduellement dans la mesure du possible aux actions entreprises par les pouvoirs publics. »

M. Desaeyere propose de remplacer l'ensemble du texte par le texte suivant :

« La Chambre,

1. Recommande que l'effort de diversification entreprise se poursuive pour tous les sous-secteurs importants de la politique énergétique en collaboration étroite avec les divers organismes et services compétents.

2. Préconise qu'une attention particulière soit accordée à la valorisation et à la transposition industrielle des résultats de la recherche scientifique et technologique et que les actions de développement de matériel énergétique soient intégrées dans une politique orientée vers des marchés nouveaux et des techniques avancées.

3. Recommande qu'en exécution du point 2 ci-dessus, les activités des centres actuels soient étendues à l'octroi de services et de travaux sous contrat au profit de l'industrie et de programmes d'impulsion, de prototypes, de syndicats d'étude et d'autres missions publiques, et ce tant sur le plan de l'énergie que de la rénovation industrielle. La participation des Régions doit être garantie.

4. Désire maintenir les engagements internationaux pris en matière de recherche et de développement des réacteurs surrégénérateurs et des techniques de fusion thermonucléaires, dans les limites des crédits budgétaires.

#### Votes

La proposition globale de M. Desaeyere est rejetée par 13 voix contre 1 et 1 abstention.

La proposition n° 460 de M. Deleuze tendant à supprimer le texte de la résolution, est rejetée à l'unanimité.

#### Option 1

La proposition n° 462 de M. Rigo est rejetée par 12 voix contre 2, de même que la proposition n° 461 de MM. De Batselier et Bossuyt.

La proposition n° 463 de MM. Rigo et Coëme est rejetée par 10 voix contre 4.

La proposition n° 465 de MM. Dierickx et Deleuze est rejetée par 11 voix contre 2 et 1 abstention.

La proposition n° 464 de M. Dupré est retirée car elle a été retenue par le Secrétaire d'Etat.

Ze beveelt bovendien aan dat de overheidskredieten bestemd voor het toegepast onderzoek, het voorwerp zouden uitmaken van een evenwichtige verdeling op regionaal vlak;

2. Beveelt aan bijzondere aandacht te besteden aan de valorisatie en de industriële toepassing van de resultaten van het wetenschappelijk en technologisch onderzoek en wenst de acties van ontwikkeling van energiemateriaal te integreren in een beleid gericht op nieuwe markten en gevorderde technieken;

3. Wenst de internationale verbintenissen, genomen inzake onderzoek en ontwikkeling van de kweekreactoren en de thermonucleaire fusietechnieken, te handhaven binnen de perken van de budgettaire kredieten;

4. Wenst dat de privé-bedrijven in het kader van de onderzoeksacties op lange termijn in alle sectoren, geleidelijk aan en in de mate van het mogelijke, zich bij de door de overheid ondernomen acties zouden aansluiten en deze zouden overnemen. »

Door de heer Desaeyere werd volgende globaal voorstel ingediend :

« De Kamer,

1. Beveelt aan de ondernomen diversifiëringsinspanning voor alle belangrijke subsectoren van het energiebeleid voort te zetten in nauwe samenwerking tussen de diverse bevoegde instellingen en diensten.

2. Beveelt aan bijzondere aandacht te besteden aan de valorisatie en de industriële transpositie van de resultaten van het wetenschappelijk en technologisch onderzoek, en de acties van ontwikkeling van energiemateriaal te integreren in een beleid gericht naar nieuwe markten en gevorderde technieken.

3. Beveelt aan in uitvoering van voorgaand punt 2 de werking van de huidige centra te verruimen tot dienstverlening en contractwerk ten behoeve van de industrie en impulsprogramma's, prototypen, studiesyndicaten en andere overheidstaken, dit zowel op het vlak van energie als van industriële vernieuwing. De inspraak van de Gewesten dient gewaarborgd.

4. Wenst de internationale verbintenissen genomen inzake onderzoek en ontwikkeling van de kweekreactoren en de thermonucleaire fusietechnieken te handhaven binnen de perken van de budgettaire kredieten.

#### Stemmingen

Het globale voorstel van de heer Desaeyere wordt met 13 tegen 1 stem en 1 onthouding verworpen.

Het voorstel van de heer Deleuze n° 460 tot weglating van de tekst van de resolutie wordt eenparig verworpen.

#### Optie 1

Het voorstel van de heer Rigo n° 462 wordt met 12 tegen 2 stemmen verworpen en dat geldt ook voor het voorstel n° 461 van de heren De Batselier en Bossuyt.

Het voorstel n° 463 van de heren Rigo en Coëme wordt met 10 tegen 4 stemmen verworpen.

Het voorstel n° 465 van de heren Dierickx en Deleuze wordt met 11 stemmen tegen 2 en 1 onthouding verworpen.

Het voorstel n° 464 van de heer Dupré wordt ingetrokken want het wordt door de Staatssecretaris in aanmerking genomen.

Les trois propositions n<sup>os</sup> 466, 467 et 468 de MM. Dierickx et Deleuze sont rejetées à l'unanimité moins 2 abstentions.

La proposition n<sup>o</sup> 82 (voir examen de la résolution n<sup>o</sup> 1 concernant les options globales) de MM. Dupré et Verberckmoes est rejetée par 10 voix contre 2 et 2 abstentions.

Le nouveau texte présenté par le Gouvernement est adopté par 12 voix contre 2.

#### Option 2

La proposition n<sup>o</sup> 469 de MM. Dierickx et Deleuze est rejetée à l'unanimité.

Le nouveau texte présenté par le Gouvernement est adopté à l'unanimité.

#### Option 3

La proposition n<sup>o</sup> 470 de MM. Rigo et Coëme est rejetée par 10 voix contre 4.

La proposition n<sup>o</sup> 471 de MM. Dierickx et Deleuze est rejetée par 12 voix et 2 abstentions.

La proposition n<sup>o</sup> 472 de M. Fedrigo est rejetée par 12 voix contre 2.

Le nouveau texte présenté par le Gouvernement est adopté par 12 voix contre 2.

#### Option 4 et options complémentaires

La proposition n<sup>o</sup> 473 de MM. Deleuze et Dierickx tendant à supprimer le point 4 est rejetée à l'unanimité.

La proposition n<sup>o</sup> 474 de M. Rigo est retirée car elle est reprise dans le nouveau texte.

Les propositions n<sup>os</sup> 475 et 476 de MM. Dierickx et Deleuze sont rejetées à l'unanimité.

Le nouveau texte présenté par le Gouvernement est adopté à l'unanimité.

\* \* \*

MM. Bossuyt et De Batselier estiment que les options doivent souligner également l'importance des réformes de structures. Ils proposent dès lors le texte suivant :

« La Chambre,

1) Préconise de réaliser à long terme la socialisation du secteur de l'énergie. A cet effet, il faudra développer une stratégie de réformes de structures. Les dispositions de la loi du 8 août 1980 sont un pas dans la bonne direction mais leur exécution doit être poursuivie (n<sup>o</sup> 477).

2) Estime qu'un certain nombre de réformes de structures doivent être opérées sans plus tarder :

a) Les différentes participations de l'Etat dans les diverses branches du secteur énergétique (Distrigaz, S. P. E., K. S., etc...) doivent être regroupées dans le cadre d'un seul holding public spécialisé. Ce holding doit être chargé de la mise en œuvre pratique de la politique énergétique globale et intégrée du Gouvernement.

b) Pour réaliser la socialisation du secteur de l'électricité et mettre l'accent sur son caractère d'utilité publique, le Comité de gestion des compagnies d'électricité doit être reconnu par une loi et sa composition doit être fixée sur une base paritaire.

Le président sera choisi parmi les membres désignés par l'Etat. Le vice-président sera choisi parmi les membres représentant les compagnies privées d'électricité.

De drie voorstellen n<sup>o</sup> 466, 467 en 468 van de heren Dierickx en Deleuze worden met eenparigheid van stemmen bij 2 onthoudingen verworpen.

Het voorstel n<sup>o</sup> 82 (zie bespreking van resolutie n<sup>o</sup> 1 betreffende de algemene opties) van de heren Dupré en Verberckmoes wordt verworpen met 10 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

De nieuwe door de Regering voorgestelde tekst wordt met 12 tegen 2 stemmen aangenomen.

#### Optie 2

Het voorstel n<sup>o</sup> 469 van de heren Dierickx en Deleuze wordt eenparig verworpen.

De nieuwe door de Regering voorgestelde tekst wordt eenparig aangenomen.

#### Optie 3

Het voorstel n<sup>o</sup> 470 van de heren Rigo en Coëme wordt verworpen met 10 tegen 4 stemmen.

Het voorstel n<sup>o</sup> 471 van de heren Dierickx en Deleuze wordt verworpen met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

Het voorstel n<sup>o</sup> 472 van de heer Fedrigo wordt verworpen met 12 tegen 2 stemmen.

De nieuwe door de Regering voorgestelde tekst wordt aangenomen met 12 tegen 2 stemmen.

#### Optie 4 en complementaire opties

Het voorstel n<sup>o</sup> 473 van de heren Deleuze en Dierickx dat er toe strekt punt 4 weg te laten wordt eenparig verworpen.

Het voorstel n<sup>o</sup> 474 van de heer Rigo wordt ingetrokken daar het werd overgenomen in de nieuwe tekst.

De voorstellen n<sup>os</sup> 475 en 476 van de heren Dierickx en Deleuze worden eenparig verworpen.

De nieuwe door de Regering voorgestelde tekst wordt eenparig aangenomen.

\* \* \*

De heren Bossuyt en De Batselier zijn van oordeel dat in de opties eveneens aandacht dient besteed aan de structuurhervormingen. Met het oog daarop stellen zij de hiernavolgende tekst voor :

« De Kamer,

1) Stelt voor op lange termijn de socialisatie van de energiesector te verwezenlijken. Daartoe moet een strategie van structuurhervormingen ontwikkeld worden. De bepalingen van de wet van 8 augustus 1980 zijn een stap in de goede richting, maar moeten verder uitgevoerd worden (n<sup>o</sup> 477).

2) Meent dat een aantal structuurhervormingen onmiddellijk moeten doorgevoerd worden :

a) De verschillende overheidsparticipaties in de diverse energisectoren (Distrigaz, S. P. E., K. S., e.a.) moeten worden ondergebracht in één gespecialiseerde overheidsholding. Deze holding moet instaan voor de praktische realisatie van het globale en geïntegreerde energiebeleid van de Regering.

b) Ten einde de socialisatie van de elektriciteitssector tot stand te brengen en zijn karakter van openbaar nut te beklemtonen, dient bij wet het beheerscomité van de elektriciteitsbedrijven erkend te worden en zijn samenstelling op paritaire basis vastgelegd.

De voorzitter zal aangesteld worden onder de leden aangeduid door de Staat. De ondervoorzitter zal aangesteld worden onder de leden die de privé-elektriciteitsbedrijven vertegenwoordigen.

La compagnie publique d'électricité S. P. E. sera représentée par l'un des membres désignés par l'Etat.

Un représentant de l'Etat siègera au sein de chaque conseil d'administration et de chaque comité de direction des compagnies d'électricité. Il disposera d'un droit de veto au cas où seraient prises des décisions allant à l'encontre de la politique énergétique.

c) Dans le cadre du holding public spécialisé, la S. A. Distrigaz doit être convertie en une société publique d'achat et de stockage de l'énergie. Le pays disposera de la sorte d'un instrument de régulation des marchés de l'énergie en cas de crise, ainsi que d'une réserve stratégique d'énergie primaire.

La société précitée doit disposer d'une entière liberté sur le plan commercial. Elle pourra participer à la prospection et l'exploitation des sources d'énergie ainsi qu'assurer le transport et le traitement de produits énergétiques.

d) Les pouvoirs publics disposeront d'une participation ainsi que d'un quota de transport dans la société de transport par canalisations R. A. T. L. qui exploite le pipe-line reliant Rotterdam à Anvers.

e) Compte tenu du caractère délicat et à long terme de ces activités, la société d'exploitation de produits fissiles nucléaires doit être entièrement placée sous contrôle public. Les réglementations relatives à cette société doivent être revues et il convient de lui accorder entière compétence pour intervenir dans toutes les négociations ainsi que dans le règlement du problème du stockage des déchets.

f) Les participations de l'Etat dans la production d'électricité doivent être fortement accrues, sans que cette augmentation soit subordonnée à l'extension de la capacité de production. En effet, la réussite de la politique d'utilisation rationnelle de l'énergie et le recul de la consommation d'électricité ne peuvent avoir pour conséquence de réduire le droit de regard des pouvoirs publics dans ce secteur.

g) Sur le plan de la politique à suivre, le Comité national de l'Energie doit être opérationnel. Ce Comité est en effet le seul instrument en mesure d'émettre des avis sur la problématique globale du secteur de l'énergie. En ce qui concerne le Comité de contrôle du gaz et de l'électricité, il convient de prendre les mesures nécessaires pour garantir la représentation prévue par la loi, de sorte que ce Comité puisse à nouveau jouer pleinement son rôle. Il doit être doté de la structure nécessaire (recrutement des fonctionnaires). Le Comité de concertation et de contrôle du pétrole doit disposer des moyens nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

h) La distribution de gaz, d'électricité et de chaleur doit être placée entièrement sous contrôle public, tel que c'est le cas dans la plupart des pays occidentaux qui nous ont déjà devancés dans ce domaine » (478).

Un de ces auteurs justifie le texte proposé en soulignant que :

1) le secteur énergétique est un secteur clé : il influence l'ensemble de « la vie économique » et est par conséquent trop important pour être laissé aux mains du secteur privé;

2) dans chaque branche du secteur énergétique, on constate que le pouvoir est très fortement concentré dans les mains de quelques groupes qui peuvent avoir une influence

De publieke elektriciteitsmaatschappij S. P. E. zal vertegenwoordigd worden door één van de leden aangeduid door de Staat.

In elke raad van beheer en directiecomité van de elektriciteitsbedrijven, zowel privé als publiek, zal een vertegenwoordiger van de Staat aangesteld worden. Hij zal over een vetorecht beschikken ingeval beslissingen genomen worden die indruisen tegen de energie-politiek.

c) In de schoot van de gespecialiseerde overheidsholding moet de N. V. Distrigaz ongevormd worden tot een publieke aankoop en stockage maatschappij voor energie. Op deze wijze zal het land beschikken over een instrument voor de regulatie van de energiemarkten in geval van crisis, alsook over een strategische reserve van primaire energie.

De bedoelde maatschappij moet over volledige commerciële vrijheid beschikken. Zij zal kunnen deelnemen aan de prospectie en de exploitatie van energieprodukten op zich nemen.

d) In de pijpleidingmaatschappij R. A. P. L., die de pijpleiding tussen Rotterdam en Antwerpen exploiteert, zal de overheid over een participatie beschikken alsook over een transportquotum.

e) De nucleaire splijtstofmaatschappij moet gezien het delicate en lange termijn karakter van deze activiteiten volledig onder overheidscontrole worden gebracht. De reglementeringen inzake de nucleaire afvalmaatschappij moeten herzien worden, met volledige bevoegdheid om in alle onderhandelingen op te treden, alsook in de reglementering over de berging van afval.

f) De overheidsparticipaties in de elektriciteitsproductie moeten sterk opgedreven worden, zonder dat deze toename afhankelijk wordt gemaakt van de uitbreiding van de productiecapaciteit. Immers het slagen van het R. E. V.-beleid en de daling van het elektriciteitsverbruik mag niet tot gevolg hebben dat de zeggenschap van de overheid in deze sector beperkt blijft.

g) Op beleidsvlak moet het Nationaal Comité voor de Energie operationeel gemaakt worden. Dit Comité is immers het enige instrument dat kan adviseren over de globale energiesector. Inzake het Controlecomité voor gas en elektriciteit dienen de nodige maatregelen genomen om de wettelijke samenstelling ervan te verzekeren zodat het terugten volle zijn rol kan spelen. Het moet de nodige structuur (functionarissen) krijgen. Het Overleg- en Controlecomité voor de Petroleum moet de middelen krijgen om zijn taak te vervullen.

h) De distributie van gas, elektriciteit en warmte moet onder volledige publieke controle komen, zoals in de meeste ons voorliggende Westerse landen » (478).

Ter verantwoording van dit voorstel wijst één van de voornoemde auteurs er nog op dat :

1) de energiesector een sleutelsector is; hij beïnvloedt het hele « economische leven » en is daarom te belangrijk om over te laten aan het privé-kapitaal;

2) men in elke energiesector een zeer sterke concentratie van de macht merkt in handen van enkelen, die een zeer sterke stempel kunnen drukken op het beleid (de O. P. E. C.-

énorme sur la politique suivie (les pays de l'O. P. E. P. et les sociétés pétrolières établies à l'étranger, ainsi que le lobby des sociétés d'électricité dans notre pays);

3) le secteur énergétique n'est plus régi par la logique du système de marché. La durée trop longue des investissements nécessaires au financement de nombreux systèmes énergétiques (jusqu'à 15 ans) empêche d'agir sur les stimulants de marché et sur les fluctuations de la demande. L'ampleur des investissements à réaliser présente des risques et implique de longs délais de remboursement par lesquels le secteur privé ne veut pas être lié. Le marché énergétique a bénéficié graduellement d'une protection de plus en plus forte, les risques des choix opérés en matière d'investissements et de technologie étant répercutés sur les consommateurs et les travailleurs;

4) la politique énergétique a des répercussions politiques trop importantes (en matière de sécurité nationale, de dépendance, etc...) pour en laisser le contrôle au secteur privé;

5) la politique d'utilisation rationnelle de l'énergie est en contradiction fondamentale avec les objectifs poursuivis par les producteurs privés d'énergie (maximalisation du chiffre d'affaires et des bénéfices);

6) il n'est possible d'établir un planning et de concilier la rentabilité micro-économique et la rentabilité macro-économique que si l'on accorde une importance tout à fait accessoire aux motifs qui sous-tendent les décisions d'investissement du secteur privé.

Le Secrétaire d'Etat ne peut marquer son accord sur les propositions de MM. Bossuyt et De Batselier, qui sont basées sur une socialisation poussée du secteur de l'énergie. Il souligne que l'expérience d'autres pays a montré que le collectivisme ne garantit pas l'utilisation rationnelle de l'énergie. Dans notre pays, il est évident que le secteur public n'a pas fait mieux que le secteur privé sur le plan des économies d'énergie.

\* \* \*

Ces propositions n<sup>os</sup> 477 et 478 de MM. Bossuyt et De Batselier, relatives aux réformes de structure, sont rejetées par 12 voix contre 2 et 1 abstention.

L'ensemble du nouveau texte de la présente résolution est adopté par 12 voix contre 2 et 1 abstention.

\* \* \*

Le présent rapport est approuvé à l'unanimité. Un membre émet toutefois des réserves concernant certains passages du rapport consacrés aux réponses que le Ministre des Affaires économiques a données lors de la discussion de la résolution n<sup>o</sup> 5.

*Les Rapporteurs,*

J. DUPRE  
S. KUBLA

*Le Président,*

W. DESAEYERE

landen en de oliemaatschappijen in het buitenland, de elektriciteitslobby in het binnenland);

3) de energiesector niet langer wordt beheerst door de logica van het marktsysteem. De zeer lange investeringsperiodes van vele energiesystemen (tot 15 jaar) verhinderen dat men inspeelt op de marktprikkels en de veranderingen van de vraag. De enorme investeringsbedragen impliceren risico's en lange terugbetalingstermijnen die de privé-sector niet wil nemen. De energiemarkt werd geleidelijk meer en meer beschermd met afwenteling van de risico's van de investerings- en technologiekeuzen op de consumenten en de werknemers;

4) de energiesector te belangrijke politieke consequenties (nationale veiligheid, afhankelijkheid, enz.) heeft om aan de privé-sector te worden overgelaten;

5) een politiek van R. E. V. fundamenteel in contradictie is met de doelstellingen van de privé-energieproducenten (= maximaliseren van omzet en winst);

6) planning en het overbruggen van de tegenstelling tussen de micro-economische en macro-economische rendabiliteit slechts mogelijk is als de privé-motieven voor investeringen volledig ondergeschikt worden gemaakt.

De Staatssecretaris kan zich niet verzoenen met deze voorstellen van de heren Bossuyt en De Batselier. Zij steunen immers af op een doorgedreven socialisatie van de energiesector. In andere landen is volgens de Staatssecretaris duidelijk gebleken dat collectivisme geen rationeel energiebeleid waarborgt. In ons land heeft de openbare sector tot op heden de privé-sector zeker niet overtroffen inzake energiebesparingen.

\* \* \*

Deze voorstellen n<sup>os</sup> 477 en 478 van de heren Bossuyt en De Batselier, met betrekking tot de structuurhervormingen worden verworpen met 12 stemmen en 1 onthouding.

De gehele nieuwe tekst van deze resolutie wordt aangenomen met 12 tegen 2 stemmen en 1 onthouding.

\* \* \*

Dit verslag wordt eenparig goedgekeurd. Een lid maakt evenwel voorbehoud omtrent bepaalde passages van het verslag gewijd aan de antwoorden die de Minister van Economische Zaken heeft verstrekt bij de bespreking van de resolutie n<sup>o</sup> 5.

*De Rapporteurs,*

J. DUPRE  
S. KUBLA

*De Voorzitter,*

W. DESAEYERE



## TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION

## Résolution n° 1 relative aux options globales à suivre en matière de politique énergétique

« La Chambre des représentants,

1. Estime qu'une politique de progrès social et de développement économique ne peut se concevoir sans que ne soit élaborée conjointement une politique énergétique cohérente et clairement définie.

Cette politique sera orientée en tenant compte :

- du respect et de la protection de l'homme et de son environnement;
- de l'accroissement du bien-être général et de celui des générations futures;
- de la gestion rationnelle des ressources tant naturelles que financières;

2. Demande que toutes les dépenses des pouvoirs publics se rapportant directement à la politique énergétique soient groupées, à leurs niveaux, en une enveloppe budgétaire unique, et fassent l'objet d'une coordination par le Ministre ayant l'Energie dans ses attributions;

3. Préconise qu'une attention égale soit portée tant aux problèmes de l'offre qu'à ceux de la demande, que des moyens soient mis en œuvre en faveur des uns et des autres, mais que la priorité soit accordée dorénavant à la satisfaction optimale de la demande; demande, par conséquent, au Gouvernement et aux pouvoirs publics à leurs niveaux respectifs, dans le cadre de la priorité à accorder à l'utilisation rationnelle et à l'économie d'énergie, de prévoir les moyens appropriés et de prendre les mesures adéquates dans ce cadre;

4. Préconise qu'un effort soutenu soit maintenu en faveur de la recherche-développement et des projets de démonstration, en ayant notamment en vue une extension future des énergies non conventionnelles et renouvelables et l'exploitation des ressources naturelles du pays;

5. Préconise que soit menée une politique basée sur une diversification des différentes formes et sources d'énergie, tendant à assurer un approvisionnement sûr et régulier à tous les niveaux.

La mise en œuvre de cette diversification devra prendre en compte les éléments suivants :

- un objectif de diminution de la consommation de pétrole;
- l'évolution qualitative et quantitative de la demande;
- la répartition géopolitique des sources d'approvisionnement;
- les répercussions sur l'économie du pays;
- l'évolution des marchés internationaux;
- la rentabilité et la sécurité des filières de conversion;
- l'infrastructure et les mécanismes de distribution;

6. Demande que les prix soient maintenus aussi modérés que possible, sous réserve des nécessités de la politique d'utilisation rationnelle de l'énergie.

## TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

## Resolutie n° 1 betreffende de inzake energiebeleid te volgen algemene opties

« De Kamer van volksvertegenwoordigers,

1. Meent dat het niet mogelijk is een beleid van sociale vooruitgang en economische ontwikkeling uit te werken, zonder tegelijkertijd te voorzien in een samenhangend en duidelijk omschreven energiebeleid.

Bij de oriëntering van dit beleid zal rekening worden gehouden met :

- de eerbied voor en de bescherming van de mens en zijn leefmilieu;
- de toename van het algemeen welzijn en van het welzijn der komende generaties;
- het rationeel beheer van zowel de natuurlijke als de financiële bronnen;

2. Vraagt dat alle overheidsuitgaven die rechtstreeks verband houden met het energiebeleid, op hun niveau zouden gegroepeerd worden in één enkel begrotingsluik, en zouden gecoördineerd worden door de Minister die voor de Energie bevoegd is;

3. Stelt voor dat gelijke aandacht zou worden besteed aan de problemen van vraag en aanbod, dat middelen ter beschikking worden gesteld ten gunste van beide, maar dat voortaan prioriteit zou gegeven worden aan het optimaal voldoen van de vraag; vraagt daarom de Regering en de overheidsinstanties elk op hun niveau, in het kader van de voorrang verleend aan het rationeel gebruik en de besparing van energie, hiervoor in de geschikte middelen te voorzien en de passende maatregelen te treffen;

4. Stelt voor een volgehouden inspanning te leveren ten voordele van het onderzoek en de ontwikkeling en van de demonstratieprojecten, inzonderheid met het oog op een toekomstige uitbreiding van de niet-conventionele en hernieuwbare energievormen en de exploitatie van de natuurlijke bronnen van het land;

5. Stelt voor een beleid te voeren gesteund op een diversifiëring van de verschillende energiebronnen en -vormen en gericht op het waarborgen van een zekere en regelmatige bevoorrading op alle niveaus.

Bij de uitwerking van deze diversifiëring zal rekening moeten gehouden worden met de volgende elementen :

- het streven naar een vermindering van het aardolieverbruik;
- de kwalitatieve en kwantitatieve evolutie van de vraag;
- de geopolitieke spreiding van de bevoorradingsbronnen;
- de weerslag op de economie van het land;
- de evolutie der internationale markten;
- de doelmatigheid en de veiligheid van de omzetting;
- de infrastructuur en de mechanismen van de distributie;

6. Vraagt de prijzen zo gematigd mogelijk te houden, onder voorbehoud van de vereisten van het beleid van rationeel energiegebruik.

Les prix seront établis avec la participation des organismes de contrôle compétents, sur les bases d'une politique de transparence et de vérité, et des mécanismes existants ou analogues.

Ils tiendront compte :

- de tous leurs éléments constitutifs;
- de l'évolution des marchés internationaux;
- d'une rentabilité normale des entreprises du secteur énergétique;

7. Recommande au Gouvernement, en matière de prévision de l'offre et de la demande, d'utiliser la méthode des scénarios, qui tiendront compte de toutes les options de la politique énergétique;

8. Souhaite :

— que soit développée une stratégie énergétique qui s'inscrive dans celles de la Communauté européenne et de l'Agence internationale de l'Energie, en tenant compte des spécificités locales, qui s'oriente vers une coordination efficace des efforts entrepris à tous les niveaux et aboutisse à une plus grande solidarité;

— qu'il soit œuvré activement dans le cadre de négociations globales mutuellement profitables entre pays producteurs et consommateurs d'énergie;

9. Demande qu'une concertation étroite avec les Régions permette de développer une stratégie énergétique nationale dont les réalisations soient réparties harmonieusement sur l'ensemble du territoire;

10. Souhaite qu'une note détaillée sur l'énergie soit jointe chaque année au budget des Voies et Moyens;

11. Recommande de mener une politique économique réorientée vers des secteurs à valeur ajoutée plus élevée par unité d'énergie consommée;

12. Recommande qu'en raison des évolutions des contextes social, économique, scientifique, technologique et écologique, un débat parlementaire sur la politique énergétique du pays soit tenu au moins tous les cinq ans.

De prijzen zullen worden vastgesteld in samenwerking met de bevoegde controleinstellingen op grond van een beleid van doorzichtigheid en echtheid, en bestaande of analoge mechanismen.

Daarbij wordt rekening gehouden met :

- alle bestanddelen ervan;
- de evolutie der internationale markten;
- een normale rendabiliteit van de ondernemingen van de energiesector;

7. Beveelt de Regering aan, wat de vooruitzichten inzake vraag en aanbod betreft, de scenariomethode te gebruiken waarbij rekening wordt gehouden met alle opties inzake energiebeleid;

8. Wenst :

— dat een energiestrategie wordt uitgewerkt die past in deze van de Europese Gemeenschap en van het Internationaal Energieagentschap, rekening houdend met de plaatselijke specificiteiten. Deze strategie moet zich toespitsen op een doeltreffende coördinatie van de inspanningen op alle niveaus en moet leiden tot een grotere solidariteit tussen de landen van de E. E. G.;

— dat actief wordt geijverd in het kader van globale onderhandelingen tussen de energieproducerende en de energieverbruikende landen in hun wederzijds belang;

9. Vraagt dat een nauw overleg met de Gewesten de uitwerking van een nationale strategie zou mogelijk maken, waarvan de verwezenlijkingen harmonisch worden verdeeld over gans het grondgebied;

10. Wenst dat jaarlijks bij de Rijksmiddelenbegroting een gedetailleerde energienota wordt gevoegd;

11. Beveelt aan een economisch beleid te voeren dat geheroriënteerd wordt naar sectoren waarvan de toegevoegde waarde hoger is per verbruikte energieëenheid;

12. Beveelt aan wegens de evolutie van de sociale, economische, wetenschappelijke, technologische en ecologische context, ten minste om de vijf jaar een parlementair debat over het energiebeleid van het land te houden.

## TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION

## Résolution n° 2 relative aux options dans le domaine de l'utilisation rationnelle de l'énergie

« La Chambre des représentants,

1. Demande au Gouvernement et aux Exécutifs régionaux, dans le cadre de leurs compétences respectives et d'une nécessaire coordination, de mener une politique active d'utilisation rationnelle de l'énergie, dans le but de maîtriser la demande, de favoriser la rénovation industrielle et l'emploi.

Cette politique comprendra :

— la mise en place, sans délai, d'un programme d'actions visant à l'utilisation rationnelle de l'énergie lors de sa production, sa transformation, sa distribution et sa consommation, et couvrant les secteurs résidentiel, tertiaire, industriel, agricole et du transport;

— l'adoption de mesures normatives dans certains domaines, notamment : installations et brûleurs de chauffage, isolation de bâtiments, équipements électriques industriels et domestiques, véhicules automobiles;

— l'instauration de mécanismes d'incitation adéquats et la prévision des moyens appropriés;

— le contrôle des normes imposées, particulièrement dans le secteur public, qui fera annuellement rapport sur les progrès accomplis;

— la sensibilisation et l'information de tous les consommateurs d'énergie;

— la mise en œuvre d'un programme de formation et d'éducation dans tous les secteurs professionnels concernés et au niveau scolaire;

— la prise en considération des systèmes dits « à énergie totale », c'est-à-dire qui exploitent la chaleur résiduelle, ainsi que des installations mettant en valeur les déchets et recyclant les matières premières;

2. Préconise qu'un effort particulier de récupération de l'énergie soit fait sur les installations industrielles consommatrices ou productrices d'énergie et du secteur tertiaire.

3. Préconise que soient mis en œuvre des systèmes permettant l'écrêtage des pointes dans l'utilisation du gaz et de l'électricité;

4. Préconise que la diversification des combustibles s'accompagne d'une diversification des techniques d'utilisation de ceux-ci.

## TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

## Resolutie n° 2 betreffende de opties inzake rationeel energieverbruik

« De Kamer van volksvertegenwoordigers,

1. Vraagt de Regering en de Gewestelijke Executieven, in het kader van hun respectieve bevoegdheden en van een noodzakelijke coördinatie, een actief beleid van rationeel energieverbruik te voeren ten einde de vraag in de hand te kunnen houden, de industriële vernieuwing en de tewerkstelling te bevorderen.

Dit beleid omvat :

— de onverwijld uitwerking van een actieprogramma dat het rationeel energieverbruik tot doel heeft tijdens de productie, de omzetting, de distributie en het verbruik van energie en dat slaat op de residentiële, tertiaire, industriële, landbouw- en vervoersectoren;

— de aanvaarding van normatieve maatregelen op sommige gebieden, zoals de verwarmingsinstallaties en -branders, de gebouwenisolatie, de elektrische uitrusting in de nijverheids- en huishoudsector, de autovoertuigen;

— de invoering van gepaste aanmoedigingsmechanismen en het voorzien in de gepaste middelen;

— de controle van de opgelegde normen, meer bepaald in de openbare sector waar jaarlijks verslag zal worden uitgebracht over de gemaakte vorderingen;

— de sensibilisering en de voorlichting van alle energieverbruikers;

— het op gang brengen van een vormings- en opvoedingsprogramma in alle betrokken beroepssectoren en in de scholen;

— het in overweging nemen van zogenaamde « totale energiesystemen », dit zijn systemen die de restwarmte benutten, en van installaties die de afval valoriseren en de grondstoffen recycleren;

2. Beveelt aan een bijzondere inspanning voor de terugwinning van energie te doen op het vlak van de energieverbruikende of -producerende industriële installaties en van de tertiaire sector;

3. Beveelt aan stelsels uit te werken waardoor de pieken van het gas- en elektriciteitsverbruik worden afgevlakt;

4. Beveelt aan dat de diversifiëring van de brandstoffen zou gepaard gaan met een diversifiëring van de gebruikstechnieken ervan.

## TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION

Résolution n° 3 relative aux options  
dans le domaine des produits pétroliers

« La Chambre des représentants,

1. Recommande de réduire la part du pétrole dans le bilan énergétique en tenant compte des possibilités économiquement justifiées d'économies et de substitution, et d'encourager la collaboration internationale en vue d'obtenir un accès aux sources d'hydrocarbures;

2. Préconise une politique d'approvisionnement en pétrole brut fondée sur une diversification suffisante sur le plan géopolitique;

3. Préconise une politique d'approvisionnement du pays en pétrole, qui tienne compte de l'évolution des marchés mondiaux, sans ignorer les options prises et les recommandations faites par l'A. I. E. et la C. E. E.;

4. Recommande la poursuite de la politique actuelle en matière de stockage, en concertation avec les entreprises du secteur, et préconise que le niveau des volumes stockés soit progressivement augmenté, pour autant que l'évolution structurelle de la consommation le justifie, et estime en outre que le coût des réserves de sécurité incombe au consommateur;

5. Préconise, conformément aux recommandations de la C. E. E., que les produits pétroliers soient progressivement utilisés dans leurs usages spécifiques, et en particulier vers les transports et la pétrochimie, pour lesquelles il n'y a pas actuellement d'autres alternatives;

6. Recommande que l'infrastructure d'approvisionnement en produits pétroliers soit adéquate pour chacune des Régions et que les rationalisations et restructurations nécessaires dans le secteur du raffinage soient réalisées en ayant à l'esprit la valeur actuelle et future du secteur du raffinage belge pour le marché national et européen et en veillant à ce que l'adaptation à l'évolution qualitative des besoins du marché soit réalisée rapidement;

7. Recommande l'établissement d'une zone unique pour la tarification des produits pétroliers, qui permette un prix uniforme dans tout le pays.

## TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

Resolutie n° 3 betreffende de opties  
op het gebied van de aardolieprodukten

« De Kamer van volksvertegenwoordigers,

1. Beveelt aan het aandeel van de aardolie in de energievoorziening te verminderen met inachtneming van de economisch verantwoorde mogelijkheden tot besparingen en vervangingen en de internationale samenwerking aan te moedigen ten einde toegang tot de bronnen van koolwaterstoffen te krijgen;

2. Stelt een aardoliebevoorradingsbeleid voor gesteund op een voldoende diversifiëring op geopolitiek vlak;

3. Stelt een beleid van bevoorrading van het land in aardolie voor dat rekening houdt met de evolutie van de wereldmarkten en met de door het I. E. A. en de E. E. G. genomen opties en gedane aanbevelingen;

4. Beveelt de voortzetting van het huidige opslagbeleid aan, in overleg met de ondernemingen van de sector, daarbij aanstippend dat het niveau van de opgeslagen volumes geleidelijk zou moeten worden opgevoerd, voor zover de structurele evolutie van het gebruik het verantwoordt, en meent dat de kosten van de veiligheidsvoorraden ten laste van de gebruiker moeten vallen;

5. Beveelt aan, conform de aanbevelingen van de E. E. G., de aardolieprodukten geleidelijk aan te wenden voor hun specifiek gebruik, zoals vervoer en petrochemie waarvoor aktueel geen alternatieven bestaan;

6. Beveelt aan dat de infrastructuur inzake de bevoorrading in aardolieprodukten geschikt zou zijn voor elk Gewest en dat de noodzakelijke rationalisaties en herstructureringen in de raffinagesector zouden worden doorgevoerd met inachtneming van het huidige en toekomstige belang van de Belgische raffinagesector voor de nationale en Europese markt en mits ervoor te zorgen dat de aanpassing aan de kwalitatieve evolutie van de behoeften van de markt snel wordt doorgevoerd;

7. Beveelt de vaststelling aan van één zone voor de tarifiering van de aardolieprodukten, wat een eenvormige prijs in het hele land mogelijk maakt.

## TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION

Résolution n° 4 relative aux options  
dans le domaine du gaz naturel

« La Chambre des représentants,

1. Demande qu'un approvisionnement correct en gaz naturel soit assuré à la fin de la décennie par une diversification suffisante sur le plan géopolitique et souhaite une coordination avec nos partenaires européens en la matière;

2. Recommande la poursuite de la recherche et de l'aménagement de réservoirs de stockage souterrains, vu les grandes différences de consommations suivant les saisons et la rigidité de certains approvisionnements;

3. Recommande la poursuite des travaux d'infrastructure déjà décidés et destinés à la réception du gaz importé aussi bien sous forme gazeuse que liquide. D'éventuels nouveaux projets ne pourront être entrepris que sur la base d'une étude de rentabilité et de sécurité;

4. Préconise conformément aux recommandations de la C. E. E., l'utilisation de gaz naturel dans ses usages spécifiques.

## TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

Resolutie n° 4 betreffende de opties  
op het gebied van aardgas

« De Kamer van volksvertegenwoordigers,

1. Vraagt dat op het einde van het decennium een juiste aardgasbevoorrading zou worden verzekerd door een voldoende diversifiëring op geopolitiek vlak en wenst een coördinatie met onze Europese partners terzake;

2. Beveelt de voortzetting aan inzake het onderzoek en het aanleggen van reservoirs voor de ondergrondse opslag, gelet op de grote verbruiksverschillen naargelang van de seizoenen en de strakheid van sommige bevoorradingen;

3. Beveelt de voortzetting aan van de reeds besloten infrastructuurwerken bestemd voor het ontvangen van het gas dat zowel onder gasvormige als vloeibare vorm wordt ingevoerd. Eventuele nieuwe projecten kunnen slechts ondernomen worden op basis van een grondig rendabiliteits- en veiligheidsonderzoek;

4. Beveelt, conform de aanbevelingen van de E. E. G., de aanwending van aardgas voor zijn specifiek gebruik aan.

## TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION

Résolution n° 5 relative aux options  
dans le domaine du charbon

« La Chambre des représentants,

1. Demande une réévaluation des possibilités d'utilisation du charbon (entre autres, des charbons à coke) et une reconversion vers celui-ci lorsque cela s'avère possible du point de vue économique et justifiable du point de vue stratégique, en poursuivant notamment la politique actuelle du marché prioritaire des mines belges, tant dans les centrales électriques que dans l'industrie;

2. Recommande que l'infrastructure d'importation et de transport du charbon demeure adaptée aux besoins du pays et de ses Régions;

3. Considère que les charbonnages belges constituent une source d'approvisionnement stratégique et demande qu'ils fassent l'objet d'un niveau d'activité suffisant;

4. Recommande, pour des raisons économiques et sociales, d'établir un programme d'investissements à court et à long terme et de mettre en œuvre une politique du personnel appropriée;

5. Recommande au Gouvernement et, dans la mesure de leurs compétences, aux Exécutifs régionaux de valoriser au mieux, par toutes techniques appropriées, les réserves de charbon du pays, ainsi que de poursuivre l'étude programmée du sous-sol;

6. Préconise une diversification des applications du charbon et souhaite que soient encouragées la vente des technologies d'extraction et de valorisation des produits de la mine et l'exportation des techniques d'exploration;

7. Souhaite, dans le domaine de la gazéification industrielle en surface et souterraine des combustibles solides, que le Gouvernement et les Exécutifs assurent la promotion de la recherche et le développement des moyens en vue de leurs utilisations sous forme gazeuse ou liquide;

8. Souhaite que le charbon campinois puisse être utilisé dans une ou plusieurs unités de production d'électricité (éventuellement combinées), à concurrence de 600 MW maximum, installées dans le Limbourg;

9. Demande aux Régions d'autoriser rapidement l'exploitation de nouvelles concessions.

## TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

Resolutie n° 5 betreffende de opties  
op het gebied van de steenkolen

« De Kamer van volksvertegenwoordigers,

1. Vraagt een herwaardering van de gebruiksmogelijkheden van steenkolen (onder meer cokeskolen) en een omschakeling naar steenkolen, wanneer dit economisch haalbaar of strategisch verantwoord is, mits onder meer het huidige beleid van de prioritaire afzet van de produktie der Belgische mijnen voort te zetten, zowel in de elektrische centrales als in de nijverheid;

2. Beveelt aan dat de infrastructuur voor de invoer en het vervoer van steenkolen aan de behoeften van het land en zijn Gewesten aangepast blijft;

3. Beschouwt de Belgische steenkolenmijnen als een strategische bevoorradingsbron en vraagt dat ze het voorwerp zouden uitmaken van een voldoende activiteitsniveau;

4. Beveelt, om economische en sociale redenen, aan een investeringsprogramma op korte en lange termijn op te stellen en een aangepast personeelsbeleid te voeren;

5. Beveelt de Regering en, in de mate van hun bevoegdheden, de Gewestelijke Executieven aan de steenkolenvoorraden van het land zo goed mogelijk, door middel van elke passende techniek, te valoriseren alsook het geprogrammeerd onderzoek van de ondergrond voort te zetten;

6. Beveelt een diversifiëring aan van de toepassingen van steenkool en wenst dat de verkoop van de ontginnings- en de valorisatietechnologieën van de mijnprodukten en de uitvoer van exploitatietechnieken worden aangemoedigd;

7. Wenst dat de Regering en de Executieven, op het gebied van de industriële bovengrondse en ondergrondse vergassing van vaste brandstoffen, de promotie van het onderzoek en de ontwikkeling van de middelen om ze in gas of in vloeibare vorm te gebruiken zouden waarborgen;

8. Wenst dat de Kempense steenkolen zouden kunnen gebruikt worden door een of meerdere (eventueel gecombineerde) produktie-eenheden van elektriciteit ten belope van maximum 600 MW, die in Limburg worden geïnstalleerd;

9. Vraagt dat de Gewesten de exploitatie van nieuwe concessies snel zouden toelaten.

## TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION

Résolution n° 6 relative aux options  
dans le domaine de l'électricité

La Chambre des représentants,

1. Recommande que le plan national d'équipement de production et de grand transport de l'électricité soit établi en fonction d'un critère de minimalisation du prix de revient du kWh et proposé selon différents scénarios, qui prendront notamment en compte :

- des critères réalistes de prévisions de la demande;
- les effets de la mise en œuvre rigoureuse des programmes d'économie et d'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies non conventionnelles et renouvelables;
- la gestion économe des ressources financières et l'optimisation de la gestion économique du secteur de l'électricité;
- l'équilibre et la diversification entre les sources d'énergie primaire utilisées;
- une étude des sites et une étude d'impact sur l'environnement;
- les délais de réalisation nécessaires pour les unités de production;

2. Préconise que, tant par la diversité des combustibles dans les centrales que par un plan d'équipement du secteur élaboré à terme suffisant, la sécurité d'alimentation en électricité des utilisateurs soit assurée aussi parfaitement que possible;

3. Recommande une tarification équitable de reprise de l'électricité aux autoproducteurs, notamment aux industries effectuant la production combinée de chaleur et d'électricité;

4. Préconise que le prix du kWh soit calculé sur la base d'une durée de vie suffisamment longue des installations;

5. Recommande que soient toujours pris en considération à leur juste valeur et contrôlés par des organismes agréés par l'Etat, indépendants des exploitants, les effets ou risques suscités — directement ou indirectement — par les équipements installés et mis en exploitation (sécurité et santé publiques; transport et entreposage du combustible, des déchets et des cendres; protection de l'environnement);

6. Recommande d'autoriser, dès que nécessaire, l'installation de nouveaux outils de production, notamment à combustibles solides (charbon...) ou nucléaires;

7. Recommande la réalisation, dans des conditions économiquement rentables, de programmes-pilotes de récupération de chaleur en aval de centrales électriques, pour le chauffage urbain, industriel et agricole;

8. Recommande une meilleure coordination entre le Pouvoir national et les Régions en vue d'une implantation plus rationnelle des lignes électriques, de manière à rencontrer au mieux les aspirations des citoyens au plan de la qualité de la vie et de l'environnement, et en vue d'une simplification des procédures administratives y relatives; elle recom-

## TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

Resolutie n° 6 betreffende de opties  
op het gebied van de elektriciteit

De Kamer van volksvertegenwoordigers,

1. Beveelt aan dat het nationaal uitrustingsplan van de middelen voor de produktie en het groot vervoer van elektriciteit wordt opgesteld in functie van een maatstaf om de kostprijs van de kWh te minimaliseren, en wordt voorgesteld volgens verschillende scenario's waarbij inzonderheid rekening wordt gehouden met :

- realistische criteria inzake de vooruitzichten van de vraag;
- de gevolgen van de stipte verwezenlijking van de programma's inzake energiebesparing en rationeel energieverbruik en de niet-conventionele en hernieuwbare energievormen;
- het economisch beheer van de financiële bronnen en het optimaal economisch beheer van de elektriciteitssector;
- het evenwicht en de diversifiëring tussen de gebruikte primaire energiebronnen;
- een studie der vestigingsplaatsen en een studie over de gevolgen voor het leefmilieu;
- de verwezenlijkingstermijnen nodig voor de produktie-eenheden;

2. Stelt voor de veiligheid van de bevoorrading van de gebruikers in elektriciteit zo goed mogelijk te waarborgen, zowel door de diversiteit van de brandstoffen in de centrales als door een uitrustingsplan van de sector op voldoende lange termijn uitgewerkt;

3. Beveelt een billijke tarifiering aan voor de elektriciteits-overname aan de zelfproducenten, inzonderheid voor de nijverheden die instaan voor de gecombineerde produktie van warmte en elektriciteit;

4. Stelt voor de prijs van de kWh te berekenen op grond van een voldoende lange levensduur der installaties;

5. Beveelt aan de gevolgen of de risico's — rechtstreeks of onrechtstreeks — veroorzaakt door de geïnstalleerde en geëxploiteerde installaties steeds naar waarde te schatten en ze te doen controleren door instellingen die door de Staat erkend zijn en los van de exploitant staan (openbare veiligheid en volksgezondheid; vervoer en opslag van brandstof, afval en as; milieubescherming);

6. Beveelt aan, zodra nodig, het installeren toe te laten van nieuwe produktiemiddelen, inzonderheid op basis van vaste (steenkolen...) of nucleaire brandstoffen;

7. Beveelt de verwezenlijking aan, tegen economisch rendabele voorwaarden, van proefprogramma's voor de terugwinning van warmte vanaf elektrische centrales voor verwarmingsdoeleinden op stedelijk, industrieel en landbouwgebied;

8. Beveelt een betere coördinatie tussen de Nationale Overheid en de Gewesten aan met het oog op een meer rationele inplanting van de elektrische lijnen, zodat zo goed mogelijk aan de aspiraties van de burgers op het vlak van de levenskwaliteit en het leefmilieu wordt beantwoord, en met het oog op een vereenvoudiging van de desbetreffende admi-



mande l'élaboration, en concertation avec les Régions, d'un plan des « couloirs électriques » pour l'implantation des lignes d'interconnexion et de grand transport;

9. Préconise qu'un effort soutenu doit être consenti en vue d'assurer une interconnexion aussi satisfaisante que possible de notre réseau avec les réseaux des pays limitrophes afin d'atteindre un rapport optimum « unités de production/unités de réserve ».

nistratieve procedures; zij beveelt, in overleg met de Gewesten, het uitwerken van een plan van de elektrische gangen » aan voor de inplanting van de lijnen van interconnectie en groot vervoer;

9. Stelt voor dat een aanhoudende inspanning moet worden gedaan om te zorgen voor een zo goed mogelijke interconnectie van ons net met de netten van de omringende landen om een optimale verhouding « produktieëenheden/reserveëenheden » te bekomen.

## TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION

Résolution n° 7 relative aux options  
dans le domaine de l'énergie nucléaire

La Chambre des représentants,

1. Recommande que la décision, la mise en service et le maintien en exploitation d'installations nucléaires impliquent :

— la mise en œuvre de moyens de contrôle complets et sûrs, confiés à des organismes agréés par l'Etat, indépendants des exploitants, tant au plan du fonctionnement des centrales que pour l'ensemble du cycle du combustible;

— que les plans de sécurité, de secours et d'évacuation soient établis, réalisés et rendus opérationnels dans les délais nécessaires;

— une information adéquate du public sur les mesures à prendre sur les plans de sécurité, de secours et d'évacuation;

2. Recommande sur le plan des coûts et du prix du kWh nucléaire, que soient établies la transparence et la vérité, ce qui implique notamment que tous les éléments des coûts soient couverts et en particulier les coûts de la recherche appliquée relative au cycle du combustible, et ceux du conditionnement, du transport, du stockage et de l'évacuation des déchets, ainsi que du démantèlement des installations;

3. Estime que la Belgique doit valoriser les investissements qui ont été effectués sur le sol national dans le domaine du retraitement et se prononce en faveur du redémarrage de l'usine de retraitement Eurochemic, en respectant les normes de rejet existantes. En ce qui concerne l'excédent, et en attendant de nouvelles infrastructures de retraitement mieux adaptées à la production intérieure, elle estime que le retraitement ne pourra se faire que dans des installations étrangères. Cela implique toutefois que le pays aménage des sites susceptibles de recevoir les produits issus du retraitement; ces sites à hauts risques devront être soumis à des normes de sécurité très sévères et à une surveillance efficace;

4. Souhaite que les centrales voisines de nos frontières soient soumises aux mêmes normes de sécurité que celles installées en Belgique;

5. Souhaite la mise en place d'un fonds de démantèlement des installations nucléaires, à constituer au sein des entreprises de production, sans entraîner la création d'une nouvelle structure ou d'un nouvel organisme;

6. Estime que l'étude relative aux centrales à charbon (à concurrence d'un maximum de 600 MW) et l'étude d'une centrale nucléaire supplémentaire peuvent être entreprises simultanément et que la construction de la centrale nucléaire ne sera entreprise qu'après une évaluation, au moment où les études préparatoires seront terminées, de l'évolution de la consommation d'électricité, des résultats de la politique d'U. R. E. et des coûts globaux.

## TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

Resolutie n° 7 betreffende de opties  
op het gebied van de kernenergie

De Kamer van volksvertegenwoordigers,

1. Beveelt aan dat de beslissing, het in werking stellen en het in exploitatie houden van kerninstallaties het volgende inhouden :

— de aanwending van volledige en zekere controlemiddelen toevertrouwd aan door de Staat erkende instellingen, los van de exploitanten, zowel op het vlak van de werking van de centrales als op dat van de hele splijtstofcyclus;

— de opstelling, verwezenlijking en operationeelmaking, binnen de vereiste termijnen, van de veiligheids-, hulp- en ontruimingsplannen;

— een doeltreffende voorlichting van de bevolking in verband met de te treffen maatregelen op veiligheids-, hulp- en ontruimingsvlak;

2. Beveelt de doorzichtigheid en de echtheid aan op het vlak van de kosten en de prijs van de nucleaire kWh, wat inzonderheid inhoudt dat alle kostenelementen gedekt zijn en meer bepaald de kosten van het toegepast onderzoek inzake de splijtstofcyclus en de kosten inzake de conditionering, het vervoer, de opslag en de afvoer van het afval, alsook inzake de ontmanteling der installaties;

3. Meent dat België de investeringen die op het nationaal grondgebied op het vlak van de opwerking werden gedaan, moet valoriseren en spreekt zich uit ten gunste van het opnieuw op gang brengen van de opwerkingsfabriek Eurochemic binnen de bestaande lozingsnormen. Voor de resterende hoeveelheid en in afwachting van nieuwe, meer aan de binnenlandse produktie aangepaste opwerkingsinfrastructuren, meent zij dat de opwerking slechts in buitenlandse installaties kan plaatsgrijpen. Dit houdt evenwel in dat het land terreinen aanlegt die geschikt zijn voor het opvangen van de produkten van de opwerking; deze hoogrisicodragende terreinen zullen moeten onderworpen worden aan zeer strenge veiligheidsnormen en aan een doeltreffend toezicht;

4. Wenst dat de centrales die nabij onze grenzen gevestigd zijn aan dezelfde veiligheidsnormen onderworpen worden als deze waaraan de in België gevestigde centrales onderworpen zijn;

5. Wenst de instelling van een ontmantelingsfonds van kerninstallaties, op te richten in de produktiebedrijven zonder dat er een nieuwe structuur of een nieuw organisme daarvoor wordt opgericht;

6. Meent dat én de studie van steenkoolcentrales (ten belope van maximum 600 MW) én de studie van een bijkomende kerncentrale tegelijkertijd kunnen starten, met dien verstande dat tot de oprichting van een kerncentrale slechts kan overgegaan worden na een evaluatie, op het ogenblik dat de voorbereidende studies beëindigd zijn, van de evolutie van het elektriciteitsverbruik, de resultaten van het R. E. V.-beleid en de globale kosten.

## TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION

Résolution n° 8 relative aux options  
dans le domaine des énergies non conventionnelles  
et renouvelables

La Chambre des représentants,

1. Recommande que soient mis en œuvre les moyens adéquats pour que les énergies non conventionnelles et renouvelables puissent couvrir économiquement une fraction significative de la consommation d'énergie avant la fin de ce siècle; elle recommande en particulier de lever les obstacles d'ordres administratifs ou légaux qui s'opposent à l'encouragement de l'emploi de ces sources énergétiques;

2. Recommande que la valorisation des déchets, en particulier des déchets organiques, soit encouragée et se fasse, lorsque cela se justifie, de manière intégrée avec le développement de systèmes de production d'énergie;

3. Préconise dans le cadre de la diversification, la gazéification et la liquéfaction des combustibles solides et des déchets, ainsi que l'utilisation de l'hydrogène, dans leurs applications économiquement justifiées;

4. Préconise d'encourager les procédés de récupération d'énergie, notamment par la valorisation des terrils;

5. Recommande que les travaux de prospection du sous-sol de la Belgique soient poursuivis afin que soient mises en exploitation toutes ressources énergétiques, si des possibilités d'utilisation rentables existent.

## TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

Resolutie n° 8 betreffende de opties  
op het gebied van de niet-conventionele en hernieuwbare  
energievormen

De Kamer van volksvertegenwoordigers,

1. Beveelt aan de passende middelen aan te wenden opdat de niet-conventionele en hernieuwbare energievormen op economische wijze een aanzienlijk deel van het energieverbruik vóór het einde van deze eeuw zouden dekken; zij beveelt aan inzonderheid de hinderpalen van administratieve of van wettelijke aard uit de weg te ruimen die de aanmoediging van het gebruik van deze energiebronnen verhinderen;

2. Beveelt aan dat de valorisatie van afval, inzonderheid organische afval, zou worden aangemoedigd en dat dit, wanneer het verantwoord is, op geïntegreerde wijze zou gebeuren met de ontwikkeling van systemen voor energieproductie;

3. Beveelt aan in het kader van de diversifiëring, de vergassing en de vloeibaarmaking van de vaste brandstoffen en van de afval, evenals het gebruik van waterstof, in hun economisch verantwoorde toepassingen;

4. Beveelt aan de procédés voor de terugwinning van energie, met name door de valorisatie van de steenbergen, aan te moedigen;

5. Beveelt aan de werken van onderzoek van de Belgische ondergrond voort te zetten om elke energiebron in exploitatie te nemen waarvoor rendabele gebruiksmogelijkheden bestaan.

## TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION

**Résolution n° 9 relative aux options  
dans le domaine de la recherche et du développement**

« La Chambre des représentants,

1. Recommande que l'effort de diversification entreprise se poursuive afin qu'une part plus importante du budget public de recherche-développement et projets de démonstration soit notamment affectée aux domaines suivants :

- l'utilisation rationnelle de l'énergie;
- les énergies non-conventionnelles et renouvelables;
- les applications du charbon;
- l'optimisation du rendement des éléments des filières énergétiques;
- la sécurité, le conditionnement et le stockage des matières nucléaires.

Elle recommande, en outre, que les crédits publics affectés à la recherche appliquée fassent l'objet d'une répartition équilibrée au niveau régional;

2. Préconise qu'une attention particulière soit accordée à la valorisation et à la transposition industrielle des résultats de la recherche scientifique et technologique et souhaite que les actions de développement de matériel énergétique soient intégrées dans une politique orientée vers des marchés nouveaux et des techniques avancées;

3. Désire maintenir les engagements internationaux pris en matière de recherche et développement des réacteurs sur-régénérateurs et des techniques de fusion thermonucléaires, dans les limites des crédits budgétaires;

4. Souhaite, dans le cadre des actions de recherche entreprises à long terme dans tous les secteurs, que les entreprises privées s'associent et se substituent graduellement dans la mesure du possible aux actions entreprises par les pouvoirs publics.

## TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

**Resolutie n° 9 betreffende de opties  
op het gebied van onderzoek en ontwikkeling**

« De Kamer van volksvertegenwoordigers,

1. Beveelt aan de ondernomen diversifiëringsinspanning voort te zetten, opdat een belangrijker deel van de overheidsbegroting op het gebied van onderzoek-ontwikkeling en demonstratieprojecten inzonderheid zou worden bestemd voor de volgende gebieden :

- het rationeel energieverbruik;
- de niet-conventionele en hernieuwbare energievormen;
- de toepassingen van steenkolen;
- de optimalisering van het rendement van de elementen van de energietypes;
- de veiligheid, de conditionering en de opslag van de nucleaire stoffen.

Zij beveelt bovendien aan dat de overheidskredieten bestemd voor het toegepast onderzoek het voorwerp zouden uitmaken van een evenwichtige verdeling op regionaal vlak;

2. Beveelt aan bijzondere aandacht te besteden aan de valorisatie en de industriële toepassing van de resultaten van het wetenschappelijk en technologisch onderzoek en wenst de acties van ontwikkeling van energiemateriaal te integreren in een beleid gericht op nieuwe markten en gevorderde technieken;

3. Wenst de internationale verbintenissen, genomen inzake onderzoek en ontwikkeling van de kweekreactoren en de thermonucleaire fusietechnieken, te handhaven binnen de perken van de budgettaire kredieten;

4. Wenst dat de privé-bedrijven, in het kader van de onderzoekacties op lange termijn in alle sectoren, geleidelijk aan en in de mate van het mogelijke zich bij de door de overheid ondernomen acties zouden aansluiten en deze zouden overnemen.

**Chambre  
des Représentants**

---

SESSION 1981-1982

17 JUIN 1982

\_\_\_\_\_

**NOTE PREPARATOIRE**  
du Gouvernement au débat sur l'énergie

\_\_\_\_\_

**RAPPORT**  
fait au nom de la Commission de l'Economie  
par MM. Dupré et Kubla

\_\_\_\_\_

**Annexes**

\_\_\_\_\_

**Kamer  
van Volksvertegenwoordigers**

---

ZITTING 1981-1982

17 JUNI 1982

\_\_\_\_\_

**VOORBEREIDENDE NOTA**  
van de Regering omtrent het energiedebat

\_\_\_\_\_

**VERSLAG**  
namens de Commissie voor het Bedrijfsleven  
uitgebracht door de heren Dupré en Kubla

\_\_\_\_\_

**Bijlagen**

\_\_\_\_\_

## ANNEXE I

## POINT DE VUE DES EXECUTIFS REGIONAUX

A. Exposé de M. Demuyter,  
Ministre de la Région bruxelloise

Le Ministre de la Région bruxelloise commence par attirer l'attention sur le fait qu'il a participé à deux titres à la concertation relative à la note présentée par le Secrétaire d'Etat à l'Energie.

En effet, outre qu'il a participé à la concertation organisée par le Secrétaire d'Etat à l'Energie conformément à l'article 6, § 3, 3°, de la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, il a été associé, en sa qualité de membre du gouvernement national, aux discussions qui se sont déroulées concernant le problème énergétique.

Au cours de la concertation avec le Secrétaire d'Etat à l'Energie, l'Exécutif de la Région bruxelloise a surtout mis l'accent sur la situation spécifique de la Région bruxelloise dans le domaine de l'énergie. Le Ministre fait aussi observer que cette Région dispose d'un potentiel scientifique important qui peut être valorisé dans le cadre de la recherche relative à l'utilisation rationnelle de l'énergie et au chauffage urbain. L'Exécutif bruxellois est en effet profondément convaincu de la nécessité de mener une politique dynamique en matière d'énergie.

Cette politique doit être envisagée dans le cadre de la politique de redressement économique menée par le gouvernement actuel.

Le Ministre de la Région bruxelloise déclare que l'Exécutif bruxellois approuve les propositions du Secrétaire d'Etat à l'Energie en matière de pétrole, de gaz, de charbon, d'électricité, de recherche et de développement.

Il émet cependant certaines réserves au sujet de l'implantation éventuelle de surrégénérateurs dans notre pays. Mais l'Exécutif ne désire pas remettre en question les engagements internationaux qui ont été pris en ce domaine, étant donné les avantages qui pourraient en résulter pour notre industrie. Il invite toutefois le gouvernement national à faire preuve d'une grande prudence dans ce domaine.

## B. Discussion

Un membre déplore la rapidité avec laquelle le Ministre de la Région bruxelloise a approuvé les résolutions proposées à la commission. Il se demande s'il n'aurait pas été utile de tenir un débat sur l'énergie au niveau de la Région bruxelloise, avant la concertation entre le Ministre et le gouvernement national. Le membre se croit en droit d'aborder ce problème, la Région bruxelloise n'étant pas dotée d'une assemblée régionale.

Cette thèse est cependant contestée par deux membres. Ceux-ci estiment que l'orateur aborde là un problème communautaire qui n'entre pas dans le cadre des discussions de la commission.

Ces membres estiment qu'il est essentiel de savoir s'il y a eu ou non concertation entre la Région bruxelloise et le gouvernement national et si le résultat de cette concertation se retrouve dans les textes qui sont proposés. Ils souhaitent que les mêmes questions soient posées lors de la présentation des points de vue des autres Régions.

Le Ministre de la Région bruxelloise répète que la concertation avec la Région bruxelloise, prescrite par la loi du 8 août 1980, a effectivement eu lieu. Il précise ensuite qu'il

## BIJLAGE I

## STANDPUNT VAN DE GEWESTREGERINGEN

A. Uiteenzetting van de heer Demuyter,  
Minister van het Brussels Gewest

De Minister van het Brussels Gewest vestigt vooreerst de aandacht op het feit dat hij op een tweevoudige wijze heeft deelgenomen aan het overleg over de energienota van de Staatssecretaris voor Energie.

Vooreerst heeft de Minister van het Brussels Gewest deelgenomen aan het overleg dat door de Staatssecretaris voor Energie werd georganiseerd in naleving van artikel 6, § 3, 3°, van de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. Anderzijds heeft hij als lid van de nationale regering deelgenomen aan de besprekingen die op dit vlak plaatshebben over de energieproblematiek.

Tijdens het overleg met de Staatssecretaris voor Energie werd door het Brussels Gewest vooral de nadruk gelegd op de specifieke situatie van het Brussels Gewest op energiegebied. De Minister verklaart eveneens dat het Gewest over een zeer belangrijk wetenschappelijk potentieel beschikt dat kan gevaloriseerd worden bij het onderzoek op gebied van rationeel energieverbruik en stadsverwarming. In de schoot van de Brusselse deelregering bestaat inderdaad de levendige overtuiging dat op energiegebied een dynamisch beleid dient gevoerd te worden.

Dit beleid moet vervolgens gezien worden in het kader van de economische herstellende politiek van de huidige regering.

De Minister van het Brussels Gewest verklaart verder dat het Gewest zijn akkoord kan betuigen met de voorstellen van de Staatssecretaris voor Energie op het vlak van de aardolie, gas, steenkolen, elektriciteit en onderzoek en ontwikkeling.

Het Brussels Gewest heeft evenwel reserves geuit over de eventuele inplanting van kweekreactoren in ons land. Het Gewest wenst evenwel niet de aangegeven internationale verbintenissen terzake op de helling te zetten, gezien het voordeel dat deze voor onze nijverheid kunnen opleveren, maar hecht eraan een ruime mate van voorzichtigheid op dit vlak aan te bevelen aan de nationale regering.

## B. Bespreking

Een lid betreurt dat de Minister van het Brussels Gewest zich zo vlug heeft akkoord verklaard met de aan de commissie voorgestelde resoluties. Hij vraagt zich inderdaad af of op het niveau van het Brussels Gewest geen energiedebat had moeten voorafgaan aan het overleg van de Minister met de nationale regering. Bij gebrek aan gewestelijke assemblée voor het Brussels Gewest acht het lid zich gerechtigd deze problematiek hier aan te snijden.

Deze stelling wordt evenwel door twee leden onmiddellijk betwist. Zij zijn van oordeel dat spreker hier een communautair probleem behandelt dat niet aansluit bij de besprekingen die gevoerd worden in de commissie.

Essentieel is volgens deze leden of er al dan niet concertatie is geweest tussen het Brussels Gewest en de nationale regering en dat het resultaat ervan in de hier voorgestelde teksten verwerkt werd. Zij wensen dat dezelfde redenering zou gelden bij het aanhoren van de standpunten van de andere Gewesten.

De Minister van het Brussels Gewest verklaart nogmaals dat het overleg met het Brussels Gewest, voorgeschreven door de wet van 8 augustus 1980 heeft plaatsgevonden.

souhaite être interrogé uniquement sur les points de vue de la Région bruxelloise en tant que tels.

\* \* \*

Un membre désire examiner trois problèmes dont il estime qu'ils sont typiques de la situation énergétique de la Région bruxelloise.

Suivi en cela par un autre membre, il demande tout d'abord pourquoi les textes soumis à la commission ne contiennent aucune allusion sérieuse aux possibilités de recourir au chauffage urbain. Il rappelle que le chauffage représente 50 % de la consommation d'énergie. L'ampleur de cette consommation est l'une des causes de la pollution atmosphérique et de l'énorme gaspillage d'énergie. L'Exécutif bruxellois a-t-il insisté, dans le cadre de la concertation, pour qu'il soit fait mention du chauffage urbain dans les textes ?

En ce qui concerne les transports en commun à Bruxelles, il voudrait connaître la raison pour laquelle l'Exécutif bruxellois n'a pas réclamé l'insertion d'un texte réclamant l'amélioration de ces transports dans la capitale.

Enfin, le membre regrette de ne trouver, dans les textes proposés, aucune trace d'un effort à accomplir en matière d'aménagement du territoire. Il estime en effet qu'une politique plus judicieuse en ce domaine peut contribuer à améliorer le rendement de la consommation d'énergie.

Un autre membre souhaite prendre connaissance des éléments introduits par l'Exécutif régional bruxellois dans les textes proposés et demande dans quelle mesure ils ont été approuvés par le gouvernement national.

Il demande également si l'Exécutif a réclamé des moyens financiers supplémentaires afin de mener une politique d'U. R. E. et il voudrait obtenir des précisions au sujet des réserves émises sur l'implantation éventuelle de surrégénérateurs.

Un autre membre note que, contrairement à ce que l'on constate pour les deux autres Régions, très peu de divergences subsistent après la concertation entre l'Exécutif de la Région bruxelloise et le gouvernement national. Le membre demande au Ministre de la Région bruxelloise s'il partage cet avis.

Un dernier orateur demande au Ministre comment il envisage de réaliser un équilibre entre les Régions sur les efforts à fournir dans le domaine de la recherche et du développement.

Le Ministre de la Région bruxelloise répond qu'il approuve les textes tels qu'ils sont formulés actuellement. Il est clair, par conséquent, que les positions de l'Exécutif de la Région bruxelloise et du gouvernement national se rejoignent en grande partie.

Au sujet des réserves faites par l'Exécutif quant à l'installation de surrégénérateurs dans notre pays, le Ministre déclare que ces réserves sont essentiellement d'ordre psychologique. Il répète que les engagements internationaux doivent être respectés, comme le prévoit d'ailleurs le texte du Secrétaire d'Etat à l'Energie.

Il est certain que l'étude du problème du chauffage urbain n'intéresse pas uniquement la Région bruxelloise. Elle concerne toutes les agglomérations urbaines. Il faut donc étudier sérieusement la rentabilité de ce système.

Le Ministre est d'accord pour préciser les textes des résolutions sur ce point.

Il fait ensuite observer que les transports urbains et l'aménagement du territoire sont des problèmes connexes qui influent fortement sur la consommation d'énergie. Il convient dès lors de les étudier de manière approfondie dans leur contexte global.

Voorts wenst hij enkel over de grond van de standpunten van het Brusselse Gewest over de energieproblematiek ondervraagd te worden.

\* \* \*

Een lid wenst drie problemen te bespreken die volgens hem als typisch mogen gelden voor energiesituatie van het Brusselse Gewest.

Vooreerst vraagt hij, samen met een ander lid, waarom in de aan de commissie voorgelegde teksten geen ernstige verwijzing wordt gemaakt naar de mogelijkheden van stadsverwarming. Hij herinnert eraan dat 50 % van de verbruikte energie gebruikt wordt voor verwarming. Dit groot gebruik voor verwarming is één van de oorzaken van de luchtverontreiniging en van de grote verspilling van energie. Heeft het Brusselse Gewest bij het overleg aangedrongen op een opname in de teksten van een verwijzing naar de stadsverwarming ?

In verband met het gemeenschappelijke vervoer in Brussel wenst hij te weten waarom het Brusselse Gewest geen tekst heeft laten opnemen die aandringt op een verbetering van het openbaar vervoer in de hoofdstad.

Tenslotte betreurt het lid in de voorgelegde teksten geen spoor te vinden van een streven naar een betere ruimtelijke ordening te Brussel. Een betere ruimtelijke ordening kan volgens het lid bijdragen tot een beter rendement van het energieverbruik.

Een volgend lid wenst de elementen te kennen die het Brusselse Gewest in de voorgestelde teksten heeft ingebracht en in welke mate die door de nationale regering werden aangenomen.

Voorts wenst hij te weten of het Brusselse Gewest bijkomende financiële middelen heeft gevraagd voor het voeren van een R. E. V.-beleid en wenst hij een nadere precisering van de reserves die het Brusselse Gewest heeft geuit ten opzichte van de eventuele kweekreactoren in ons land.

Er wordt door een ander lid nog vastgesteld dat, in tegenstelling met de twee andere Gewesten, na het overleg tussen het Brusselse Gewest en de nationale regering weinig of geen meningsverschillen overblijven. Dit lid vraagt of de Minister van het Brusselse Gewest deze vaststelling kan bijtreden.

Een laatste spreker vraagt ten slotte hoe de Minister een evenwicht tussen de Gewesten denkt te bereiken in verband de inspanningen op gebied van onderzoek en ontwikkeling.

De Minister van het Brusselse Gewest antwoordt dat hij met de teksten, zoals ze op dit ogenblik luiden, akkoord gaat. Het is dus duidelijk dat de standpunten van het Brusselse Gewest en van de nationale regering grotendeels in elkaar vloeien.

In verband met de reserves van het Brusselse Gewest over de installatie van kweekreactoren in ons land verklaart de Minister dat deze reserves van psychologische aard zijn. Hij herhaalt als zijn standpunt dat de internationale verbintenissen terzake, zoals voorzien trouwens in de tekst van de Staatssecretaris voor Energie, moeten nageleefd worden.

De studie van het probleem van de stadsverwarming belandt zeker maar niet alleen het Brusselse Gewest aan. Alle stedelijke agglomeraties hebben belang bij deze studie. De rendabiliteit van dit systeem moet grondig bestudeerd worden. De Minister kan evenwel akkoord gaan met een nadere precisering hieromtrent in de teksten van de resoluties.

De Minister verklaart vervolgens dat de problemen van het stadsvervoer en de ruimtelijke ordening verwante problemen zijn. Zij zijn inderdaad van grote invloed op het energieverbruik. Deze volledige problematiek moet bijgevolg in zijn volledige context grondig bestudeerd worden.



En ce qui concerne les moyens financiers que nécessite la mise en œuvre d'une politique d'U. R. E. dans la Région bruxelloise, le Ministre précise que des efforts sont faits à ce niveau et que des moyens doivent être dégagés afin de pouvoir effectuer les investissements nécessaires.

**C. Exposé de M. Busquin,  
membre de l'Exécutif wallon et compétent pour l'énergie**

En ce qui concerne la concertation entre les Exécutifs régionaux et le gouvernement national, prescrite par la loi du 8 août 1980, le Ministre déclare que le Secrétaire d'Etat à l'Energie, le Président de l'Exécutif flamand, le représentant de la Région bruxelloise et lui-même se sont rencontrés le 20 avril 1982.

Vingt-sept paragraphes du texte soumis par le Secrétaire d'Etat à l'Energie ont été modifiés de commun accord entre le gouvernement national et les représentants des Exécutifs.

Le Ministre cite quelques exemples :

- 1) concertation étroite avec les Régions pour permettre de développer une stratégie énergétique nationale qui garantisse une répartition équitable sur l'ensemble du territoire;
- 2) poursuite de la politique actuelle en matière de stockage de produits pétroliers et augmentation progressive du niveau des volumes stockés;
- 3) restructurations nécessaires dans le secteur du raffinage, à réaliser en ayant à l'esprit l'importance de la valeur actuelle et future du secteur belge du raffinage;
- 4) suppression des zones tarifaires dans les prix pétroliers;
- 5) réévaluation des possibilités d'utilisation du charbon (entre autres des charbons à coke);
- 6) étude de l'impact de l'énergie nucléaire sur l'environnement;
- 7) tarifs équitables pour l'utilisation d'électricité par les autoproduiteurs, notamment pour les industries qui produisent à la fois de la chaleur et de l'électricité;
- 8) souhait que les centrales voisines de nos frontières soient soumises aux mêmes normes de sécurité que celles installées en Belgique;
- 9) crédits pour la recherche appliquée, avec une meilleure répartition au niveau régional.

Le Ministre ajoute que huit alternatives ont été proposées soit par une Région, soit par l'autre, soit par les deux Régions seulement.

Le texte ainsi adopté a été soumis par le Secrétaire d'Etat à l'Energie au Conseil des Ministres qui, en ce qui concerne la Région wallonne, a supprimé deux points du texte proposé.

Quant aux points de vue de l'Exécutif régional wallon et du Conseil régional wallon, le Ministre déclare que l'Exécutif a examiné l'ensemble de la problématique énergétique et a approuvé une communication qui a été soumise au Conseil régional wallon.

Le Conseil régional wallon a tenu plusieurs séances et a entendu de nombreux experts.

Eu égard au calendrier du débat national, la commission de l'Energie du Conseil régional wallon a adopté à l'unanimité des résolutions qui sont reprises ci-après.

Ainsi, la commission de l'Energie du Conseil régional wallon a adopté le texte suivant dans lequel elle expose sa position sur quelques aspects de la politique énergétique :

Inzake de financiële middelen voor het voeren van een R. E. V.-beleid in het Brusselse Gewest verklaart de Minister dat inspanningen worden gedaan op dit vlak en dat middelen ter beschikking moeten gesteld worden om de nodige investeringen te kunnen doen.

**C. Uiteenzetting van de heer Busquin,  
lid van de Waalse Executieve en bevoegd voor de energie**

In verband met het bij de wet van 8 augustus 1980 voorgescreven overleg tussen de Gewestelijke Executieven en de nationale regering verklaart de Minister dat de Staatssecretaris voor Energie, de voorzitter van de Vlaamse Executieve, de afgevaardigde van het Brusselse Gewest en hijzelf elkaar op 20 april 1982 hebben ontmoet.

Zevenentwintig paragrafen van de door de Staatssecretaris voor Energie voorgelegde tekst werden in gemeen overleg tussen de nationale regering en de afgevaardigden van de Executieven gewijzigd.

De Minister geeft enkele voorbeelden :

- 1) nauw overleg met de Gewesten om een nationale energiestrategie te kunnen ontwikkelen, die een billijke spreiding over het gehele land waarborgt;
- 2) huidige voortzetting inzake opslag van petroleumproducten en geleidelijke verhoging wat de opgeslagen hoeveelheden betreft;
- 3) noodzakelijke herstructureringen in de raffinagesector met inachtneming van het belang van de huidige en toekomstige waarde van de Belgische raffinagesector;
- 4) afschaffing van de tariefzones in de olieprijsen;
- 5) herwaardering van de mogelijkheden van het gebruik van steenkool (o.a. cokeskolen);
- 6) studie van de invloed van de kernenergie op het leefmilieu;
- 7) billijke tarieven voor de afname van elektriciteit door zelfproducenten, met name voor de industrieën die warmte én elektriciteit produceren;
- 8) de wens om de bij onze grenzen gelegen centrales aan dezelfde veiligheidsnormen te onderwerpen als de centrales die in België geïnstalleerd zijn;
- 9) overheidskredieten voor het toegenast onderzoek, met een betere spreiding op gewestelijk vlak.

De Minister voegt eraan toe dat acht alternatieven door de ene of door de andere, of door beide Gewesten alleen werden voorgesteld.

Deze aldus aangepaste tekst werd door de Staatssecretaris voor Energie voorgelegd aan de Ministerraad die, wat betreft het Waalse Gewest, twee punten uit de tekst heeft geëlicht.

In verband met de standpunten van de Waalse Gewest-executieve en van de Waalse Gewestraad verklaart de Minister dat de Executieve de energieproblematiek als geheel heeft besproken en een mededeling heeft goedgekeurd, die aan de Waalse Gewestraad werd voorgelegd.

Deze laatste is herhaalde malen bijeengewoest en heeft talrijke deskundigen gehoord.

Gelet op het voor het nationale debat gestelde tijdschema heeft de commissie voor de Energie van de Waalse Gewestraad eenparig resoluties aangenomen, die hierna zijn opgenomen.

Zo heeft de commissie voor de Energie van de Waalse Gewestraad de volgende tekst aangenomen, waarin haar standpunt wordt vertolkt over een aantal aspecten van het energiebeleid :

## « Le Conseil :

1<sup>o</sup> acte que les économies et l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que la valorisation des ressources régionales doivent être l'axe prioritaire de la nouvelle politique énergétique;

2<sup>o</sup> se réjouit de la volonté du gouvernement national de poursuivre la production d'électricité, au départ du charbon; cependant, les unités correspondant à une capacité totale de 600 MW doivent être prévues en production combinée de chaleur et d'électricité;

3<sup>o</sup> propose que cette capacité soit installée en Wallonie, après discussion avec l'Exécutif régional wallon; il ne peut en aucun cas admettre l'affirmation selon laquelle les nouvelles centrales au charbon devaient être construites exclusivement au Limbourg;

4<sup>o</sup> estime que, vu la qualité de ses produits, le charbonnage du Roton à Farciennes doit poursuivre son activité dans un programme correspondant aux réserves exploitables du gisement et parallèlement au développement des activités de diversification;

5<sup>o</sup> exige un rééquilibrage des moyens financiers mis à la disposition des centres de recherche nationaux (I. N. I. E. X., I. R. E., C. E. N.);

6<sup>o</sup> demande qu'aucune autorisation d'installation de nouveaux outils de production d'électricité nucléaire ou classique ne soit accordée qu'en concertation avec les Exécutifs régionaux;

7<sup>o</sup> demande la mise en œuvre de moyens de contrôle complets et sûrs, confiés à des organismes relevant de l'autorité publique; de plus, l'organisme de contrôle doit, dans sa composition, refléter largement les préoccupations des autorités publiques concernées à tous les niveaux, y compris le plan local;

8<sup>o</sup> souhaite la mise en place d'un fonds de démantèlement des installations nucléaires;

9<sup>o</sup> recommande au gouvernement de mettre à l'étude la valorisation des investissements qui ont été effectués sur le sol national dans le domaine du retraitement ainsi que l'opportunité du redémarrage de l'usine de retraitement;

10<sup>o</sup> demande que les retombées économiques de travaux d'infrastructure, destinées à la réception de gaz importé, s'effectuent en veillant à l'équilibre entre les Régions;

11<sup>o</sup> demande que les programmes de recherche et développement financés par l'autorité nationale et relevant de la compétence des Régions soient exécutés sous l'autorité des Exécutifs régionaux;

12<sup>o</sup> recommande d'étudier l'opportunité de maintenir les engagements internationaux en matière de recherche et développement des réacteurs surrégénérateurs et de techniques de fusion thermonucléaire dans les limites des crédits budgétaires;

13<sup>o</sup> demande que l'Exécutif régional wallon soit associé à la politique d'implantation de cokeries ainsi qu'au développement industriel ou de recherches situées en aval des cokeries; cette politique doit tenir compte des capacités de production d'acier et de la nécessité de maintenir des cokeries à proximité des zones sidérurgiques et des zones carbochimiques. »

## D. Discussion

Deux membres s'enquière de la façon dont le Ministre a été mandaté pour participer à cette concertation. Il s'enquière également de savoir si, pendant cette concertation, la Communauté flamande a réagi à la proposition de l'Exécutif wallon tendant à ce que les centrales électriques fonctionnant au charbon ne soient pas installées dans la seule province de Limbourg.

## « De Raad :

1<sup>o</sup> neemt er akte van dat energiebesparing en rationeel energieverbruik, alsmede valorisatie van gewestelijke energiebronnen de spil van het nieuwe energiebeleid moeten zijn;

2<sup>o</sup> verheugt zich over het voornemen van de nationale regering om de winning van energie uit steenkool verder te ontwikkelen; er moeten echter centrales met een totaal vermogen van 600 MW in gebruik worden genomen voor de gecombineerde produktie van warmte en elektriciteit;

3<sup>o</sup> stelt voor dat die centrales, na overleg met de Waalse Gewestelijke Executieve, in Wallonië worden gevestigd; kan in geen geval aanvaarden dat de nieuwe steenkoolcentrales uitsluitend in Limburg moeten worden gebouwd;

4<sup>o</sup> is van oordeel dat de steenkolenmijn Le Roton te Farciennes, gelet op de kwaliteit van haar produkten en de ontginbare reserves, verder in bedrijf moet blijven en tegelijk aan diversifiëring moet gaan doen;

5<sup>o</sup> eist dat de financiële middelen die ter beschikking van de nationale onderzoekscentra (N. I. E. B., I. R. E., S. C. K.) staan, evenwichtiger worden verdeeld;

6<sup>o</sup> vraagt dat zonder overleg met de Gewestelijke Executieven geen vergunningen worden verleend voor de installatie van nieuwe uitrusting voor de produktie van elektriciteit, hetzij uit kernenergie, hetzij volgens het klassieke procédé;

7<sup>o</sup> eist dat een volledige en betrouwbare controleapparatuur wordt aangebracht, die wordt bediend door instellingen die onder de overheid ressorteren; bovendien moet uit de samenstelling van het controleorgaan terdege blijken dat de betrokken overheden op alle niveaus, ook op het lokale vlak, met de controle begaan zijn;

8<sup>o</sup> wenst dat een fonds wordt opgericht voor de ontmanteling van de kerncentrales;

9<sup>o</sup> beveelt de regering aan een studie te laten maken over de valorisatie van de investeringen die binnen de nationale grenzen inzake opwerking zijn verricht en over de wenselijkheid om de opwerkingsfabriek weer in gebruik te nemen;

10<sup>o</sup> vraagt dat de economische voordelen van infrastructuurwerken die bestemd zijn voor de aanvoer van buitenlands aardgas op een evenwichtige manier over de Gewesten worden verdeeld;

11<sup>o</sup> vraagt dat de door de nationale overheid gefinancierde en onder de bevoegdheid van de Gewesten ressorterende speurwerk- en ontwikkelingsprogramma's onder het gezag van de Gewestelijke Executieven zouden worden uitgevoerd;

12<sup>o</sup> beveelt aan na te gaan of het opportuun is om de internationale verbintenissen inzake onderzoek en ontwikkeling van kweekreactoren en betreffende de technieken op het stuk van thermonucléaire fusie binnen de door de begrotingskredieten opgelegde perken te houden;

13<sup>o</sup> vraagt dat de Waalse Gewestelijke Executieve betrokken wordt bij het beleid betreffende de bouw van cokesfabrieken alsmede bij industriële projecten of vorsingsactiviteiten in verband met die cokesfabrieken; dat beleid dient rekening te houden met de staalproduktiecapaciteit en met de noodzakelijkheid om de cokesfabrieken te handhaven in de nabijheid van zones met staalfabrieken en zones met carbochemische bedrijven. »

## D. Bespreking

Twee leden wensen te weten op welke manier de Minister gemandateerd werd om aan vermeld overleg deel te nemen. Zij wensen eveneens te vernemen of de Vlaamse Gemeenschap tijdens het overleg gëeageerd heeft op het voorstel van de Waalse Executieve dat de elektrische centrales op basis van steenkolen niet in Limburg alleen mogen geïnstalleerd worden.

Le Ministre déclare avoir été mandaté par l'Exécutif wallon pour participer à la concertation avec le Secrétaire d'Etat à l'Energie. Au sujet de ces négociations, il a d'ailleurs déjà fait rapport à l'Exécutif, de même qu'aux membres de la commission de l'Energie du Conseil régional wallon le 5 mai 1982.

Le Ministre rappelle également qu'aux textes proposés par le Secrétaire d'Etat à l'Energie des modifications ont été apportées sur lesquelles tous les participants à la négociation étaient tombés d'accord. La position de l'Exécutif wallon relative aux centrales fonctionnant au charbon et par laquelle cet Exécutif se déclare opposé à l'implantation future dans la seule province du Limbourg, n'a cependant pas été agréée par l'Exécutif flamand qui lui a préféré le texte proposé par le gouvernement national.

#### E. Exposé de M. Geens, Président de l'Exécutif flamand

Le Président de l'Exécutif flamand déclare que la commission de l'Energie du Conseil flamand a consacré deux réunions à l'examen de la position de l'Exécutif en matière de politique énergétique. Le 4 juin 1982 cette commission a mis la dernière main aux modifications à apporter aux propositions du gouvernement national.

Ensuite, le Président de l'Exécutif flamand donne un aperçu de plusieurs positions adoptées par la commission compétente du Conseil flamand. La commission, qui a suivi le schéma des résolutions proposé par le gouvernement national, a mis l'accent sur les points suivants :

##### a) Options globales

En ce qui concerne la troisième option, la commission recommande d'accorder dorénavant la priorité à la satisfaction optimale de la demande. Elle donne la préférence à une politique d'utilisation rationnelle de l'énergie, plutôt qu'aux options sectorielles au niveau de l'offre.

En ce qui concerne la septième option, elle demande :

a) que le gouvernement fasse en sorte que les prix puissent être transparents, en rendant opérationnels les instruments de contrôle des prix existants et en demandant au Comité national de l'Energie d'en donner une évaluation globale;

b) de veiller à ce qu'au facteur coûts s'ajoute l'U. R. E. comme élément prioritaire dans les mécanismes de prix. Les efforts consentis en faveur d'une gestion rationnelle des pointes doivent avoir une incidence sur les prix. Les problèmes que les hausses des coûts énergétiques causent au secteur industriel ne peuvent pas être résolus au détriment du petit consommateur. La tarification de l'énergie doit se faire en tenant compte tant d'éléments de politique industrielle que d'éléments de politique sociale et familiale.

En ce qui concerne la onzième option, la commission du Conseil flamand approuve la proposition d'organiser régulièrement, et au moins tous les cinq ans, un débat parlementaire sur l'énergie.

Elle ajoute cependant qu'un tel débat devrait avoir lieu à chaque fois que la situation énergétique dans notre pays subit une modification fondamentale.

La commission propose enfin d'ajouter une douzième option libellée comme suit :

De Minister verklaart dat hij door de Waalse Executieve werd gemandateerd om aan het overleg met de Staatssecretaris voor Energie deel te nemen. Tevens heeft hij reeds verslag uitgebracht bij de Executieve over deze besprekingen. Daarover heeft hij op 5 mei 1982 eveneens verslag uitgebracht bij de leden van de commissie voor de Energie van de Waalse Gewestraad.

Tevens herinnert de Minister eraan dat aan de door de Staatssecretaris voor Energie voorgelegde tekst wijzigingen werden aangebracht, waarover alle deelnemers aan het overleg akkoord waren. Het voorstel van de Waalse Executieve in verband met de steenkolencentrales, d.w.z. dat zij niet kan aanvaarden dat nieuwe centrales op basis van steenkool enkel in Limburg moeten gebouwd worden, werd evenwel niet aanvaard door de Vlaamse Executieve die zich eerder aansloot bij de tekst voorgesteld door nationale regering.

#### E. Uiteenzetting van de heer Geens, Voorzitter van de Vlaamse Executieve

De Voorzitter van de Vlaamse Executieve verklaart dat de commissie voor de Energie van de Vlaamse Raad twee vergaderingen heeft gewijd aan de bespreking van het standpunt van de Executieve inzake het energiebeleid. Deze commissie heeft op 4 juni 1982 de laatste hand gelegd aan de wijzigingen van de voorstellen van de nationale regering.

Vervolgens geeft de Voorzitter van de Vlaamse Executieve een overzicht van een aantal standpunten die de bevoegde commissie van de Vlaamse Raad aangenomen heeft. De commissie, die hetzelfde schema van de resoluties voorgesteld door de nationale regering, heeft gevolgd, legde de klemtoon op volgende punten :

##### a) Algemene opties

Voor de derde optie beveelt de commissie aan voortaan prioriteit te geven aan het optimaal voldoen van de vraag. Zij verkiest een beleid van rationeel energieverbruik boven de sectoriële belangenopties in het aanbod.

Wat betreft de zevende optie vraagt zij :

a) dat de regering de doorzichtigheid van de prijzen mogelijk maakt door de bestaande instrumenten voor prijscontrole operationeel te maken en globaal te evalueren in het nationaal Comité voor de Energie;

b) te zorgen dat naast het kostenelement het R. E. V. het prioritaire element wordt in de prijsmechanismen. De inspanningen om een rationeel piekbeheer te bevorderen, moeten hun weerslag hebben op de prijzen. De problemen van de industrie, veroorzaakt door de energieprijsverhogingen, moeten evenwichtig benaderd worden met de problemen van de kleine consument. Bij de energietarificatie moeten zowel elementen van industrieel beleid als van sociaal beleid en gezinsbeleid in acht worden genomen.

Voor de elfde optie kan de commissie van de Vlaamse Raad akkoord gaan met het regelmatig, ten minste om de vijf jaar, organiseren van een parlementair energiedebat.

Zij voegde evenwel toe aan dit punt dat tevens telkens als een fundamentele wijziging plaatsgrijpt in de energetische situatie voor ons land, een dergelijk debat zal plaatsgrijpen.

Tenslotte stelde de commissie voor een twaalfde optie bij te voegen, luidend als volgt :

« 12. Considérant le rôle social important de l'énergie ainsi que la responsabilité des pouvoirs publics en la matière, il est urgent de réaliser les réformes de structure contenues dans la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980. »

#### b) *Utilisation rationnelle de l'énergie*

La commission propose d'ajouter une onzième option au texte proposé, libellée comme suit :

« 11. Estime que l'Etat et les Régions doivent s'atteler en priorité, dans le cadre de leurs compétences respectives, à l'organisation de programmes de recherche et de développement visant des économies d'énergie. »

#### c) *Produits pétroliers*

En ce qui concerne la septième option de cette résolution, la commission insiste auprès des pouvoirs publics pour que ceux-ci s'efforcent de promouvoir une utilisation optimale de notre capacité de raffinage, en favorisant notamment la construction d'un nombre suffisant d'installations de craquage pour les huiles et les fractions lourdes dans le but de conserver notre part du marché européen des produits pétroliers malgré les modifications au niveau des importations et des débouchés et de permettre à nos ports de poursuivre l'approvisionnement du pays, tant quantitativement que qualitativement.

La commission a ajouté une neuvième et une dixième option au texte du gouvernement national.

Elle propose que les prix des produits pétroliers comprennent, sur la base des principes de transparence et de vérité, tous les éléments relatifs à l'importation, à la transformation, au stockage éventuel, au transport et à la distribution jusqu'au stade du consommateur et que les marges globales de distribution soient ventilées de telle sorte qu'elles constituent une rémunération économique et juste pour tous les opérateurs en raison de leurs prestations réelles.

La commission recommande en outre qu'en cas d'utilisation de dérivés du pétrole dans les entreprises pétrochimiques :

- des plans de sécurité, de secours et d'évacuation soient établis, concrétisés et rendus opérationnels lors de la mise en activité des entreprises;
- que les pouvoirs publics soient tenus d'informer efficacement la population quant aux mesures à prendre sur le plan de la sécurité, des secours et de l'évacuation.

#### d) *Gaz naturel*

Pour ce qui est de la politique d'approvisionnement en gaz naturel, la commission insiste également pour que cet approvisionnement soit suffisamment diversifié sur le plan géopolitique.

En ce qui concerne la deuxième option, elle recommande que la poursuite de la recherche et de l'aménagement de réservoirs de stockage souterrains, qui peuvent être nécessaires compte tenu des écarts importants de consommation suivant les saisons et vu la rigidité de certains approvisionnements, se fasse en fonction d'une norme afin de réduire au maximum le coût du mètre cube de gaz.

En ce qui concerne la troisième option, qui traite des travaux d'infrastructure nécessaires, la commission du Conseil flamand met également l'accent sur le respect des conditions de sécurité qui s'imposent.

« 12. Gezien de grote maatschappelijke rol van de energie en de verantwoordelijkheid van de overheid terzake, moet dringend werk worden gemaakt van de structuurhervormingen voorzien in de wet van 8 augustus 1980 op de budgettaire voorstellen 1979-1980. »

#### b) *Rationeel energieverbruik*

De commissie was van oordeel dat een elfde optie moest toegevoegd worden aan de voorgestelde tekst. Dit voorgestelde punt 11 luidt als volgt :

« 11. Is van oordeel dat binnen de respectieve bevoegdheden van Staat en Gewesten prioritair werk moet gemaakt worden van de organisatie van R & D-programma's ter besparing van energie. »

#### c) *Aardolieprodukten*

Wat betreft de zevende optie van deze resolutie dringt de commissie erop aan dat de overheid ervoor zou zorgen dat onze raffinagecapaciteit tenvolle zou benut worden door met name het bevorderen van de bouw van voldoende krakers voor zware oliën en fracties om, niettegenstaande de veranderlijke invoer en afzet, toch ons aandeel in de Europese markt voor aardolieprodukten tenminste te behouden en om onze havens toe te laten kwantitatief en kwalitatief hun hinterland te kunnen blijven bevoorraden.

De commissie voegde een negende en tiende optie toe aan de tekst van de nationale regering.

Zij stelt voor dat de prijzen voor de aardolieprodukten, op basis van waarachtigheid en echtheid, alle elementen zouden bevatten van invoer, verwerking, eventuele opslag, vervoer en distributie tot bij de gebruiker en bij de globale distributiemarges zo moeten uitgesplitst worden dat zij een economische en rechtvaardige vergoeding vormen voor alle operatoren voor hun werkelijk verrichte prestaties.

Tevens beveelt de commissie aan, bij aanwending van petroleumderivaten in de petro-chemische bedrijven :

- de opstelling, verwezenlijking en operationeelmaking van veiligheids-, hulp en ontruimingsplannen, bij het starten van de bedrijven;
- een verplichte doeltreffende voorlichting door de openbare besturen van de bevolking in verband met de te treffen maatregelen op veiligheids-, hulp- en ontruimingsvlak.

#### d) *Aardgas*

Inzake het aardgasbevoorradingsbeleid legt de commissie ook de nadruk op een voldoende diversifiëring op geopolitiek vlak.

In verband met de tweede optie beveelt zij aan dat de voortzetting inzake het onderzoek en het aanleggen van reservoirs voor de ondergrondse opslag, die eventueel noodzakelijk zijn gelet op de grote verbruiksverschillen naargelang van de seizoenen en de strakheid van sommige bevoorradingen, dient te gebeuren in functie van een maatstaf om de kosten van de m<sup>3</sup> gas te minimaliseren.

In de derde optie, die handelt over de benodigde infrastructuurwerken, legt de commissie van de Vlaamse Raad een bijkomend accent op de inachtnaam van de nodige veiligheidsvoorwaarden.

Dans une cinquième option complémentaire, la commission établit la liaison avec la politique industrielle globale en indiquant la possibilité de faire du port G. N. L. de Zeebrugge un pôle industriel de croissance grâce à la valorisation des frigorifiques, notamment par la production et la transformation de produits chimiques de base.

Une telle valorisation constitue en effet un élément de diversification de nos structures industrielles.

#### e) *Charbon*

La commission demande une réévaluation et une extension des possibilités d'utilisation du charbon ainsi qu'une reconversion vers ce combustible lorsque cela s'avère économiquement possible, et demande que soit poursuivie la politique actuelle de vente prioritaire du charbon campinois.

Ces options peuvent être réalisées en mettant en œuvre les moyens et les instruments adéquats, notamment :

- une action promotionnelle des pouvoirs publics en faveur de la conversion au charbon de chaudières industrielles, liée à des encouragements aux investissements et principalement à des systèmes intéressants de financement;
- la signature ou la reconduction de contrats écrits entre les pouvoirs publics d'une part et les producteurs d'électricité et de coke d'autre part, pour l'achat prioritaire du charbon produit par les mines campinoises;
- la recommandation de faire en sorte que l'infrastructure mise en place pour l'importation et le transport du charbon reste adaptée aux besoins du pays et des Régions.

La commission demande en outre le développement d'une politique d'importation axée sur la sécurité d'approvisionnement en charbon importé, entre autres par des contrats à long terme et eu égard à la diversification géographique nécessaire.

Le Président de l'Exécutif flamand précise en outre que la commission du Conseil flamand considère les charbonnages belges comme une source stratégique d'approvisionnement et qu'elle demande en conséquence que les dispositions requises soient prises afin de réaliser les investissements à court et à long terme et de maintenir les effectifs, de manière à atteindre cet objectif.

En ce qui concerne la production de charbon belge, il faut tenir compte à la fois de considérations sociales et d'éléments économiques.

Pour ce qui est du traitement et de l'utilisation du charbon limbourgeois, le Président de l'Exécutif rappelle la recommandation qui vient d'être faite de recourir à des accords écrits entre les pouvoirs publics et les producteurs d'électricité et de coke et il souligne que la commission du Conseil flamand insiste sur la construction de centrales électriques pour l'utilisation du charbon de Campine, si possible du type combiné dans les zones industrielles et urbaines qui se prêtent à ce genre d'implantation et en réservant jusqu'à 600 MW au Limbourg. Ces centrales électriques doivent être construites dans le cadre de la S. A. « Kempense Steenkolenmijnen ». La commission insiste en outre pour qu'il soit fait un usage maximum du charbon campinois dans l'industrie.

A cette option dans laquelle le gouvernement national proposait de stimuler les investissements destinés au renouvellement de l'équipement dans l'industrie de traitement du charbon, la commission a ajouté les mots « notamment dans une cokerie dans le Limbourg ».

#### f) *Electricité*

En ce qui concerne la première option de la résolution relative à l'électricité, la commission a, ainsi que le précise

In een bijkomende vijfde optie legt de commissie de link naar het algemeen industrieel beleid door te wijzen op de mogelijkheid om, via de valorisatie van de frigorificen door bvb. de produktie en verwerking van chemische basisprodukten, de L. N. G.-haven te Zeebrugge uit te bouwen als een industriële groeipool.

Een dergelijke valorisatie is inderdaad een element van diversificatie van onze industriële textuur.

#### e) *Steenkolen*

De commissie vraagt een herwaardering en een verruiming van de gebruiksmogelijkheden van steenkool en een omschakeling naar deze grondstof wanneer dit economisch haalbaar is en vraagt de bestendiging van het huidige beleid van prioritaire afzet van de Kempense steenkolen.

Deze opties kunnen waargemaakt worden mits inzet van aangepaste beleidsinstrumenten en -middelen, met meer in het bijzonder :

- een promotionele actie van de overheid ten voordele van de omschakeling naar steenkolen van industriële ketels, gekoppeld aan investeringsstimuli, en vooral aan interessante financieringssystemen;
- de invoering of vernieuwing van schriftelijke overeenkomsten tussen de overheid enerzijds en de elektriciteits- en cokesproducenten anderzijds voor de prioritaire afname van de steenkolenproduktie van de Kempense mijnen;
- door de aanbeveling dat de infrastructuur voor de invoer en het vervoer van steenkolen aangepast blijft aan de behoeften van het land en de Gewesten.

De commissie vraagt tevens de uitbouw van een invoerpolitiek gericht op bevoorradingszekerheid van importkolen, onder meer d.m.v. contracten op lange termijn en rekening houdend met de nodige geografische diversificatie.

De Voorzitter van de Vlaamse Executieve deelt verder mede dat de commissie van de Vlaamse Raad de Belgische steenkoolmijnen als een strategische bevoorradingsbron beschouwt en overeenkomstig vraagt dat de nodige schikkingen zouden getroffen worden voor de investeringen op korte en lange termijn en het behoud van het personeelsbestand om dit doel te bereiken.

Wat de produktie van de Belgische steenkool betreft, dient rekening gehouden zowel met sociale als met economische overwegingen.

Wat de verwerking en het gebruik van de Limburgse steenkolen betreft, herinnert de Voorzitter aan de hierboven aanbevolen schriftelijke overeenkomsten tussen de overheid en de elektriciteits- en cokesproducenten en wijst hij erop dat de commissie van de Vlaamse Raad aandringt op de bouw van elektriciteitscentrales voor het gebruik van Kempense steenkool, waar mogelijk van het gecombineerde type in de daartoe geschikte industriële en stedelijke zones, en waarbij tot zeshonderd megawatt voor Limburg wordt voorbehouden. Deze elektriciteitscentrales dienen binnen het kader van de N. V. K. S. te worden opgericht. De commissie dringt verder aan op het maximale gebruik van Kempense steenkolen in de industrie.

Aan de optie waarin de nationale regering de stimulering van de investeringen voor de vernieuwing van de uitrusting van de steenkoolverwerkende nijverheid voorstelde, heeft de commissie de woorden « onder meer in een cokesbedrijf in Limburg » toegevoegd.

#### f) *Elektriciteit*

In de eerste optie van de resolutie over de elektriciteit heeft de commissie, aldus de Voorzitter van de Vlaamse

le Président de l'Exécutif flamand, également mis l'accent sur la production combinée de chaleur et d'électricité en recourant à la technique du chauffage à distance et sur les résultats d'applications d'énergies non conventionnelles et renouvelables.

#### g) *Energie nucléaire*

En ce qui concerne la première option, la commission du Conseil flamand est d'accord sur la recommandation de subordonner la décision de mise en service d'installations nucléaires ou de poursuite de l'exploitation de telles installations à la mise en œuvre de moyens de contrôle complets et sûrs, confiés à des organismes ou services publics, tant au plan du fonctionnement des centrales que pour l'ensemble du cycle du combustible.

La commission estime également que la Belgique doit valoriser les investissements qui ont été effectués sur le sol national dans le domaine du retraitement Eurochemic, dans les limites de capacité prévue.

La commission a marqué son accord sur la deuxième option proposée, qui recommande que, sur le plan des coûts et du prix du kWh nucléaire, soient établies la transparence et la vérité, ce qui implique notamment que tous les éléments des coûts soient couverts.

Le Président de l'Exécutif flamand précise que c'est dans cet esprit que la commission a ajouté à la sixième option proposée, qui concerne la construction de surrégénérateurs, un texte qui prévoit qu'au moment où ces installations deviendront opérationnelles il conviendra de récupérer également le coût de l'effort de recherche par son imputation sur le prix du kWh.

La commission du Conseil flamand propose enfin de remplacer le texte du deuxième tiret de la cinquième option concernant les problèmes de sécurité par ce qui suit : « que les pouvoirs publics soient tenus d'informer efficacement la population ».

### F. Discussion

Un membre souhaite connaître le sort qui sera réservé aux points de vue de la commission du Conseil flamand. A présent que cette commission a défini sa position, l'Exécutif flamand va-t-il entamer une concertation avec le gouvernement national et les propositions qui émaneront éventuellement de cette concertation seront-elles soumises à la commission de l'Economie de la Chambre ?

Le Président de l'Exécutif flamand fait savoir qu'il a transmis le texte établi par la commission de cette instance au Secrétaire d'Etat à l'Energie. Il est loisible à celui-ci de prévoir d'autres modalités ou des modalités spéciales de concertation en ce qui concerne les points de vue de la Communauté flamande.

Exécutieve, een bijkomend accent gelegd op de gecombineerde produktie van warmte en elektriciteit in de vorm van afstandsverwarming, de resultaten van toepassingen van niet-conventionele en hernieuwbare energiebronnen.

#### g) *Kernenergie*

Wat betreft de eerste optie gaat de commissie van de Vlaamse Raad akkoord met de aanbeveling dat de beslissing tot indienstelling en het in exploitatie houden van kerninstallaties ondergeschikt is aan het in voege brengen van volledige en zekere controlemiddelen toevertrouwd aan openbare instellingen of diensten, zowel op het vlak van de werking van de centrales als op dat van de hele splijtstofcyclus.

Zij meent eveneens dat België de investeringen die op het nationaal grondgebied op het vlak van de opwerking werden gedaan, moet valoriseren en spreekt zich ook uit ten gunste van het opnieuw op gang brengen van de opwerkingsfabriek Eurochemic, aangepast aan de geplande capaciteit.

De commissie was akkoord met de tweede voorgestelde optie waarin aanbevolen wordt dat op het vlak van de kosten en de prijs van de nucleaire kWh, de doorzichtigheid en echtheid zouden worden bewerkstelligd, wat inzonderheid inhoudt dat alle kostenelementen zouden gedekt zijn.

In deze geest heeft de commissie, aldus de Voorzitter van de Vlaamse Executieve, aan de zesde voorgestelde optie die handelt over de bouw van kweekreactoren, toegevoegd dat bij het operationeel worden van kweekreactoren eveneens de kosten van de onderzoekingsinspanning dienen verhaald te worden door toerekening op de kWh.

Tenslotte stelt de commissie van de Vlaamse Raad nog voor de tekst van de tweede gedachtenstreep van de vijfde optie inzake de veiligheidsproblematiek te vervangen door « een verplichte doeltreffende voorlichting van de bevolking door de openbare besturen ».

### F. Bespreking

Een lid wenst te weten wat het lot is van deze standpunten van de commissie van de Vlaamse Raad. Gaat de Vlaamse Executieve, na deze standpuntbepaling van de commissie, nu een concertatie aan met de nationale regering en zullen daaruit nieuwe voorstellen voortvloeien die aan de commissie voor het Bedijfsleven van de Kamer zullen voorgelegd worden ?

De Voorzitter van de Vlaamse Executieve deelt mede dat hij de tekst van de commissie van de Vlaamse Raad heeft overgemaakt aan de Staatssecretaris voor Energie. Het staat deze laatste vrij over de standpuntbepaling van de Vlaamse Gemeenschap andere of bijzondere overlegmodaliteiten te voorzien.

## ANNEXE II

## Texte des options approuvées par le C. M. C. E. S.

## Projet de résolutions relatives aux options globales à suivre en matière de politique énergétique

1. Une politique de progrès social et de développement économique ne peut se concevoir sans que ne soit élaborée conjointement une politique énergétique cohérente et clairement définie, compatible avec le respect et la protection de l'homme et de son environnement, avec la gestion économe des ressources tant naturelles que financières et le bien-être des générations futures.

2. Toutes les dépenses se rapportant à la politique énergétique devraient être groupées en une enveloppe budgétaire unique.

3. Dans le cadre de la priorité accordée à l'utilisation rationnelle et à l'économie d'énergie, le Gouvernement et les Exécutifs doivent prendre les mesures nécessaires visant à une utilisation plus rationnelle de l'énergie et à une extension des applications des énergies renouvelables.

4. Il convient de mener une politique d'approvisionnement basée sur une diversification des différentes formes et sources d'énergie, en n'ignorant ni l'évolution des marchés internationaux, ni celle de la demande.

5. Les prix des produits énergétiques doivent être maintenus aussi modérés que possible et établis sur les bases d'une politique de transparence et de vérité, et des mécanismes existants ou analogues, en tenant compte aussi bien de l'évolution des marchés internationaux que d'une rentabilité suffisante des entreprises du secteur énergétique.

6. En matière de prévision de l'offre et de la demande, le Gouvernement doit utiliser la méthode des scénarios, qui tiendront compte de toutes les options de la politique énergétique.

7. Il est souhaitable de développer une stratégie énergétique européenne au sein de la Communauté et d'œuvrer activement dans le cadre de négociations globales mutuellement profitables entre pays producteurs et consommateurs d'énergie.

8. Il convient de développer une stratégie énergétique nationale telle que les différentes régions du pays ne souffrent d'un plan national déséquilibré.

9. En raison des évolutions des contextes social, économique, scientifique, technologique et écologique, il conviendrait de tenir un débat parlementaire sur la politique énergétique du pays au moins tous les cinq ans.

## Projet de résolution relative aux options en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie

1. Dans le cadre de leurs compétences respectives, le Gouvernement et les Exécutifs régionaux doivent promouvoir une politique active d'utilisation rationnelle de l'énergie par :

— la mise en place rapide d'un programme d'actions visant à l'utilisation rationnelle de l'énergie, couvrant les secteurs résidentiel, tertiaire, industriel et du transport;

— l'adoption de mesures normatives dans certains secteurs, notamment : installations de chauffage, isolation des bâtiments, équipements électriques;

— la mise au point d'outils et de mécanismes d'incitation adéquats;

— le contrôle des normes imposées, particulièrement dans le secteur public, qui fera annuellement rapport sur les progrès accomplis;

— la sensibilisation et l'information de tous les consommateurs d'énergie;

— la mise en œuvre d'un programme de formation et d'éducation dans les secteurs professionnels concernés;

— la prise en considération des systèmes dits « à énergie totale », c'est-à-dire qui exploitent la chaleur résiduelle.

2. Un effort particulier de récupération de l'énergie doit être fait sur les installations industrielles consommatrices ou productrices d'énergie et du secteur tertiaire.

## BIJLAGE II

## Tekst van de door het M. C. E. S. C. aangenomen opties

## Resolutieontwerp betreffende de inzake energiebeleid te volgen globale opties

1. Een beleid van sociale vooruitgang en economische ontwikkeling kan niet worden opgevat zonder tegelijkertijd een samenhangend en duidelijk bepaald energiebeleid uit te werken dat verenigbaar is met de eerbied voor en de bescherming van de mens en zijn omgeving, het zuinig beheer van de hulpbronnen, zowel natuurlijke als financiële, en het welzijn van de komende generaties.

2. Alle uitgaven inzake energiebeleid zouden moeten worden gegroepeerd in één enkel begrotingspakket.

3. De Regering en de Executieven dienen, in het kader van de voorrang verleend aan het rationeel gebruik van energie en de energiebesparingen, de nodige maatregelen te treffen om de energie op meer rationele wijze te gebruiken en om de toepassingen van de hernieuwbare energievormen uit te breiden.

4. Er dient een bevoorradingsbeleid gevoerd dat steunt op een diversifiëring van de verschillende energievormen en -bronnen en dat rekening houdt zowel met de ontwikkeling van de internationale markten als met deze van de vraag.

5. De prijzen van de energieproducten dienen zo laag mogelijk te worden gehouden en vastgesteld op grond van een beleid van doorzichtigheid en echtheid, en van de bestaande of gelijkaardige mechanismen, rekening houdend zowel met de ontwikkeling van de internationale markten als met een voldoende rentabiliteit van de ondernemingen van de energiesector.

6. De Regering dient, voor wat de vooruitzichten inzake vraag en aanbod betreft, de scenariomethode te gebruiken waarbij rekening wordt gehouden met alle opties inzake energiebeleid.

7. Het is wenselijk dat in de Gemeenschap een Europese energie-strategie wordt ontwikkeld en dat er actief wordt gewerkt in het kader van globale onderhandelingen tussen energieproducerende en energieverbruikende landen tot wederzijds nut.

8. Er dient een nationale energiestrategie ontwikkeld die erover waakt de verschillende gewesten van het land niet te doen lijden onder een niet evenwichtig nationaal plan.

9. Wegens de evolutie van de sociale, economische, wetenschappelijke, technologische en ecologische context, is het aanbevolen ten minste om de vijf jaar een parlementair debat over het energiebeleid van het land te houden.

## Resolutieontwerp betreffende de opties inzake rationeel energieverbruik

1. De Regering en de Gewestelijke Executieven dienen, in het kader van hun respectieve bevoegdheden, een actief beleid van rationeel energieverbruik te bevoordelen door :

— de snelle invoering van een actieprogramma van rationeel energieverbruik dat de residentiële, de tertiaire, de industriële en de vervoerssector omvat;

— het treffen van normatieve maatregelen in bepaalde sectoren, met name : verwarmingsinstallaties, isolatie van gebouwen, elektrische uitrustingen;

— het uitwerken van passende aanmoedigingsmiddelen en -mechanismen;

— de controle van de opgelegde normen, inzonderheid in de overheidssector, die jaarlijks verslag zal uitbrengen over de gemaakte vooruitgang;

— alle energieverbruikers te sensibiliseren en voor te lichten;

— het uitwerken van een programma voor opleiding en opvoeding in de betrokken beroepssectoren;

— het eventueel in overweging nemen van de stelsels, genaamd « met totale energie », dit zijn stelsels die de restwarmte exploiteren.

2. Een bijzondere inspanning dient geleverd voor de terugwinning van energie op het vlak van de energieverbruikende of producerende industriële installaties en van de tertiaire sector.



3. Il importe de mettre en œuvre des systèmes permettant l'écrêtage des pointes dans l'utilisation du gaz et de l'électricité.

4. La diversification des combustibles doit correspondre à une diversification des techniques d'utilisation de ceux-ci.

**Projet de résolution relative aux options  
dans le domaine des produits pétroliers**

1. Une politique active d'économie et de substitution économique justifiées est recommandée en vue d'assurer une moindre dépendance vis-à-vis du pétrole.

2. Il est préconisé une politique d'approvisionnement en pétrole brut fondée sur une diversification suffisante sur le plan géopolitique.

3. Il est préconisé une politique d'approvisionnement du pays en pétrole, qui tienne compte de l'évolution des marchés mondiaux, sans ignorer les options prises et les recommandations faites par l'A. I. E. et la C. C. E.

4. Il est recommandé de poursuivre la politique actuelle en matière de stockage, tout en notant que le niveau des volumes stockés devrait être progressivement augmenté.

5. Il est préconisé, conformément aux recommandations de la C. E. E., d'utiliser les produits pétroliers dans leurs usages spécifiques.

6. Il est recommandé de réaliser les rationalisations et restructurations nécessaires dans le secteur du raffinage dans l'esprit d'une réelle collaboration européenne équilibrée, sans compromettre la sécurité d'approvisionnement du pays en tous types de produits raffinés.

7. Il convient d'établir une zone unique pour la tarification des produits pétroliers, qui permette un prix uniforme dans tout le pays.

**Projet de résolution relative aux options  
dans le domaine du gaz naturel**

1. Il convient de mener une politique d'approvisionnement en gaz naturel fondée sur une diversification suffisante sur le plan géopolitique.

2. Il est souhaitable de poursuivre la recherche et l'aménagement des réservoirs de stockage souterrains, vu les grandes différences de consommations suivant les saisons et la rigidité de certains approvisionnements.

3. Il est recommandé de poursuivre les travaux d'infrastructure déjà décidés et destinés à la réception de gaz importé aussi bien sous forme gazeuse que liquide.

4. Il est préconisé, conformément aux recommandations de la C. C. E., d'utiliser le gaz naturel dans ses usages spécifiques.

**Projet de résolution relative aux options dans le domaine du charbon**

1. Il est demandé de réévaluer les possibilités d'utilisation du charbon (entre autres des charbons à coke) et de procéder à la reconversion vers ce combustible lorsque cela s'avère économiquement justifiable, en poursuivant notamment la politique actuelle du marché prioritaire des mines campinoises.

2. L'infrastructure d'importation et de transport du charbon doit demeurer adaptée aux besoins du pays.

3. Les charbonnages belges constituent une source d'approvisionnement stratégique et il est demandé qu'ils fassent l'objet d'un niveau d'activités suffisant.

4. Le Gouvernement et, dans la mesure de leurs compétences, les Exécutifs régionaux doivent valoriser au mieux, par toute technique appropriée, les réserves de charbon du pays, notamment par l'exploitation à ciel ouvert, et poursuivre l'étude programmée du sous-sol.

5. Il est préconisé une diversification des applications du charbon et souhaité que soit engagée la vente des technologies d'extraction et de valorisation des produits de la mine.

6. Dans le domaine de la gazéification industrielle en surface et souterraine des combustibles solides, il est souhaitable de promouvoir la recherche et le développement de moyens en vue de leurs utilisations sous forme gazeuse ou liquide.

3. Stelsels dienen uitgewerkt waardoor de pieken van het gas- en elektriciteitsverbruik worden afgevlakt.

4. De diversifiëring van de brandstoffen moet overeenstemmen met de diversifiëring van de gebruikstechnieken ervan.

**Resolutieontwerp betreffende de opties op het gebied  
van de aardolieprodukten**

1. Een actief beleid van economisch verantwoorde besparingen en vervangingen wordt aanbevolen om te zorgen voor een minder grote afhankelijkheid ten opzichte van aardolie.

2. Een aardoliebevoorradingsbeleid gesteund op een voldoende diversifiëring op geopolitiek vlak wordt voorgesteld.

3. Een beleid van bevoorrading van het land in aardolie dat rekening houdt met de evolutie van de wereldmarkten en met de door het I. E. A. en de E. E. G. genomen opties en gedane aanbevelingen, wordt voorgesteld.

4. De voortzetting van het huidig opslagbeleid wordt aanbevolen daarbij aanstippend dat het niveau van de opgeslagen volumes geleidelijk zou moeten worden opgevoerd.

5. Conform de aanbevelingen van de E. E. G., wordt de aanwending van de aardolieprodukten voor hun specifiek gebruik aanbevolen.

6. De nodige rationalisaties en herstructureringen in de raffinage-sector dienen te worden doorgevoerd met een werkelijke evenwichtige Europese samenwerking voor ogen, zonder de bevoorradingsveiligheid van het land inzake alle soorten geraffineerde produkten in gevaar te brengen.

7. Voor de tarifiering van de aardolieprodukten zou slechts één zone dienen te bestaan, wat een eenvormige prijs in het hele land zou mogelijk maken.

**Resolutieontwerp  
betreffende de opties op het gebied van aardgas**

1. Een aardgasbevoorradingsbeleid gesteund op een voldoende diversifiëring op geopolitiek vlak is gewenst.

2. De voortzetting inzake het onderzoek en het aanleggen van reservoirs voor de ondergrondse opslag wordt aanbevolen, gelet op de grote verbruiksverschillen naargelang van de seizoenen en de strakheid van sommige bevoorradingen.

3. De voortzetting van de reeds besloten infrastructuurwerken bestemd voor het ontvangen van het gas, dat zowel onder gasvormige als vloeibare vorm wordt ingevoerd, wordt aanbevolen.

4. Conform de aanbevelingen van de E. E. G., wordt de aanwending van aardgas voor zijn specifiek gebruik aanbevolen.

**Resolutieontwerp betreffende de opties op het gebied van de steenkolen**

1. Er wordt een herwaardering van de gebruiksmogelijkheden van steenkolen (onder meer cokeskolen) en een omschakeling op deze brandstof gevraagd wanneer dit economisch verantwoord is, mits onder meer het huidig beleid van besteding van de prioritaire markt der Kempense mijnen voort te zetten.

2. De infrastructuur voor de invoer en het vervoer van steenkolen dient aan de behoeften van het land aangepast te blijven.

3. De Belgische steenkolenmijnen worden beschouwd als een strategische bevoorradingsbron en er wordt gevraagd dat ze het voorwerp zouden zijn van een voldoende activiteitsniveau.

4. De Regering en, in de mate van hun bevoegdheden, de Gewestelijke Executieven dienen de steenkolenvoorraden van het land, zo goed mogelijk, door middel van elke passende techniek, te valoriseren, met name door middel van de dagbouwontginning, alsook het geprogrammeerd onderzoek van de ondergrond voort te zetten.

5. Een diversifiëring van de toepassingen van steenkool wordt aanbevolen en het is wenselijk dat de verkoop van de ontginningstechnologieën en de valorisatie van de mijnprodukten wordt aangemoedigd.

6. Op het gebied van de industriële bovengrondse en ondergrondse vergassing van vaste brandstoffen, is de bevoordeling van het onderzoek en de ontwikkeling van de middelen om ze in vaste of vloeibare vorm te gebruiken wenselijk.

7. Il est souhaitable que le charbon campinois puisse être utilisé par une unité de production (éventuellement combinée) d'électricité de 600 MW maximum, installée dans le Limbourg.

8. Il est demandé d'autoriser rapidement l'exploitation de nouvelles concessions.

#### Projet de résolution relative aux options dans le domaine de l'électricité

1. Le plan d'équipement de production et de grand transport de l'électricité doit être établi en fonction d'un critère de minimalisation du prix de revient du kWh, et proposé selon différents scénarios, qui prendront notamment en compte :

- les effets de la mise en œuvre des programmes d'économie et d'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies non conventionnelles et renouvelables;
- la gestion économe des ressources financières et une amélioration de la gestion économique du secteur de l'électricité;
- l'équilibre et la diversification entre les sources d'énergie primaire utilisées;
- la disponibilité des sites.

2. Il est préconisé que, tant par la diversité des combustibles dans les centrales que par un plan d'équipement du secteur élaboré à terme suffisant, la sécurité d'alimentation en électricité des utilisateurs soit assurée aussi parfaitement que possible.

3. Il est recommandé que soient toujours pris en considération à leur juste valeur et contrôlés par des organismes agréés par l'Etat, indépendants des exploitants, les effets ou risques suscités — directement ou indirectement — par les équipements installés et mis en exploitation (sécurité et santé publiques, transport et entreposage du combustible, des déchets et des cendres; protection de l'environnement).

4. Il est recommandé d'autoriser, dès que nécessaire, l'installation de nouveaux outils de production, notamment à combustibles solides (charbon...) ou nucléaires.

5. Il est recommandé une meilleure coordination entre le pouvoir national et les régions en vue d'une implantation plus rationnelle des lignes électriques, de manière à rencontrer au mieux les aspirations des citoyens au plan de la qualité de la vie et de l'environnement, et en vue d'une simplification des procédures administratives y relatives; il recommande l'élaboration d'un plan national des « couloirs électriques » pour l'implantation des lignes d'interconnexion et de grand transport.

6. Un effort soutenu devrait être consenti en vue d'assurer une interconnexion aussi satisfaisante que possible de notre réseau avec les réseaux des pays limitrophes afin d'atteindre un rapport optimum « unités de production/unités de réserves ».

#### Projet de résolution relative aux options dans le domaine de l'énergie nucléaire

1. La décision, la mise en service et le maintien en exploitation d'installations nucléaires doivent impliquer :

- la mise en œuvre de moyens de contrôle complets et sûrs, confiés à des organismes agréés par l'Etat, indépendants des exploitants, tant au plan du fonctionnement des centrales que pour l'ensemble du cycle du combustible;
- l'établissement et la réalisation, dans les délais nécessaires, des plans de sécurité, de secours et d'évacuation;

2. Il convient d'établir la transparence et la vérité sur le plan des coûts et des prix du nucléaire, ce qui implique notamment que tous les éléments des coûts soient couverts et en particulier, les coûts de la recherche appliquée relative au cycle du combustible, et ceux du conditionnement, du transport, du stockage et de l'évacuation des déchets, ainsi que du démantèlement des installations.

3. La Belgique devrait valoriser les investissements qui ont été effectués sur le sol national dans le domaine du retraitement et se prononcer en faveur du redémarrage de l'usine de retraitement Eurochemic, dans les limites de capacité prévue. Pour le surplus, et en attendant de nouvelles voies de dégagement plus appropriées à l'échelle du pays, le retraitement ne pourrait se faire que dans des installations étrangères. Cela implique toutefois que le pays aménage des sites susceptibles de recevoir les produits issus du retraitement; ces sites à hauts risques devront être soumis à des normes de sécurité très sévères et à une surveillance efficace.

7. Het is wenselijk dat de Kempense steenkolen zouden kunnen gebruikt worden door een (eventueel gecombineerde) productie-eenheid van elektriciteit (van maximum 600 MW), die in Limburg zou geïnstalleerd zijn.

8. Er wordt gevraagd dat de exploitatie van nieuwe concessies snel zou toegelaten worden.

#### Resolutieontwerp betreffende de opties op het gebied van de elektriciteit

1. Het uitrustingsplan van de middelen voor de produktie en het groot vervoer van elektriciteit dient te worden opgesteld in functie van een maatstaf om de kostprijs van de kWh te minimaliseren, en dient te worden voorgesteld volgens verschillende scenario's waarin inzonderheid rekening wordt gehouden met :

- de gevolgen van de verwezenlijking van de programma's inzake energiebesparing en rationeel energieverbruik en de niet-conventionele en hernieuwbare energievormen;
- het economisch beheer van de financiële bronnen en een verbetering van het economisch beheer van de elektriciteitssector;
- het evenwicht en de diversifiëring tussen de gebruikte primaire energiebronnen;
- de beschikbaarheid der vestigingsplaatsen.

2. Er wordt voorgesteld de veiligheid van de voeding van de gebruikers in elektriciteit zo goed mogelijk te waarborgen, zowel door de diversiteit van de brandstoffen in de centrales als door een uitrustingsplan van de sector, op voldoende lange termijn uitgewerkt.

3. De gevolgen of de risico's — rechtstreeks of onrechtstreeks — veroorzaakt door de geïnstalleerde en geëxploiteerde installaties dienen steeds naar waarde geschat en ze dienen gecontroleerd door instellingen die door de Staat erkend en los van de exploitant zijn (openbare veiligheid en volksgezondheid; vervoer en opslag van brandstof, afval en as; milieubescherming).

4. Zodra nodig, dient het installeren van nieuwe produktiemiddelen, inzonderheid op basis van vaste brandstoffen (steenkolen...) of nucleaire, te worden toegelaten.

5. Een betere coördinatie tussen de nationale macht en de gewesten wordt aanbevolen met het oog op een meer rationele inplanting van de elektrische lijnen zodat zo goed mogelijk aan de aspiraties van de burgers op het vlak van de levenskwaliteit en het milieu wordt beantwoord, en met het oog op een vereenvoudiging van de desbetreffende administratieve procedures; het uitwerken van een nationaal plan van de « elektrische gangen » wordt aanbevolen voor de inplanting van de lijnen van interconnectie en groot vervoer.

6. Een aanhouderde inspanning zou moeten worden gedaan om te zorgen voor een zo goed mogelijke interconnectie van ons net met de netten van de aangrenzende landen om een optimale verhouding « produktie-eenheden/reserve-eenheden » te bekomen.

#### Resolutieontwerp betreffende de opties op het gebied van de kernenergie

1. De beslissing, de verwezenlijking en het in exploitatiehouden van kerninstallaties dient het volgende in te houden.

- de aanwending van volledige en zekere controlemiddelen toevertrouwd aan door de Staat erkende instellingen, los van de exploitanten, zowel op het vlak van de werking van de centrales als op dat van de hele splijtstofcyclus;
- de opstelling en de verwezenlijking, binnen de nodige termijnen, van de veiligheids-, hulp- en ontruimingsplannen.
- een doeltreffende voorlichting van de bevolking in verband met de te treffen maatregelen op veiligheids-, hulp- en ontruimingsvlak.

2. De doorzichtigheid en de echtheid op het vlak van de kosten en de prijs van de nucleaire kWh wordt aanbevolen; dit houdt inzonderheid in dat alle kostenelementen gedekt zijn en meer bepaald de kosten van het toegepast onderzoek inzake de brandstofcyclus en de kosten inzake de conditionering, vervoer, opslag en afvoer van het afval, alsook inzake de ontmanteling der installaties.

3. België zou de investeringen die op nationaal grondgebied op het gebied van opwerking werden gedaan, moeten valoriseren en zich uitspreken ten gunste van het opnieuw op gang brengen van de opwerkingsfabriek Eurochemic, binnen de grenzen van de geplande capaciteit. Voor het overige, en in afwachting van voor het land meer aangewezen afvoermogelijkheden, zou de opwerking slechts in buitenlandse installaties kunnen plaatsgrijpen. Dit houdt evenwel in dat het land terreinen aanlegt die geschikt zijn voor het opvangen van de produkten van de opwerking; deze hoog risicodragende terreinen zullen mogen onderworpen zijn aan zeer strenge veiligheidsnormen en aan een doeltreffend toezicht.

**Projet de résolution relative aux options  
dans le domaine des énergies non conventionnelles et renouvelables**

1. Il est recommandé de mettre en œuvre les moyens adéquats pour que les énergies non conventionnelles et renouvelables puissent couvrir économiquement une fraction significative de la consommation d'énergie à la fin de ce siècle, et en particulier de voir lever les obstacles d'ordre administratif, financier ou légal qui s'opposent à l'encouragement de l'emploi de ces sources énergétiques.

2. La valorisation des déchets, en particulier des déchets organiques, devrait être encouragée et se faire, lorsque cela se justifie, de manière intégrée avec le développement de systèmes de production d'énergie.

3. La gazéification et la liquéfaction des combustibles solides et des déchets ainsi que l'utilisation d'hydrogène comme vecteur énergétique sont préconisés dans le cadre de la diversification.

4. Il est préconisé d'encourager les procédés de récupération d'énergie notamment par la valorisation des terrils.

5. Il est recommandé de poursuivre les travaux de prospection du sous-sol de la Belgique afin que soient mises en exploitation toutes ressources énergétiques, si des possibilités d'utilisation rentable existent.

**Projet de résolution relative aux options  
dans le domaine de la recherche et du développement**

1. Il est recommandé de poursuivre l'effort de diversification entrepris afin qu'une part plus importante du budget public de recherche-développement et des projets de démonstration soit notamment affectée aux domaines suivants :

- utilisation rationnelle de l'énergie;
- énergies non conventionnelles et renouvelables;
- applications du charbon;
- optimisation du rendement des éléments des filières énergétiques;
- sécurité, conditionnement et stockage des matières nucléaires.

2. Il convient d'accorder une attention particulière à la valorisation et à la transposition industrielle des résultats de la recherche scientifique et technologique, et d'intégrer les actions de développement de matériel énergétique dans une politique orientée vers des marchés nouveaux et des techniques avancées.

3. Il est souhaitable de maintenir les engagements internationaux pris en matière de recherche et développement des réacteurs surrégénérateurs et des techniques de fusion thermonucléaire, dans les limites des crédits budgétaires.

**Resolutieontwerp betreffende de opties op het gebied  
van de niet-conventionele en hernieuwbare energievormen**

1. De aanwending van de passende middelen wordt aanbevolen opdat de niet-conventionele en hernieuwbare energievormen op economische wijze een aanzienlijk deel van het energieverbruik tegen het einde van deze eeuw zouden dekken; inzonderheid wordt aanbevolen de hinderpalen van administratieve, financiële of wettelijke aard, die de aanmoediging van het gebruik van deze energiebronnen verhinderen, te zien verdwijnen.

2. De valorisatie van afval, inzonderheid organisch afval, zou moeten worden aangemoedigd en dit zou, wanneer het verantwoord is, op geïntegreerde wijze moeten gebeuren met de ontwikkeling van systemen voor energieproductie.

3. In het kader van de diversifiëring, wordt de vergassing en de vloeibaarmaking van de vaste brandstoffen en het afval evenals het gebruik van waterstof als energievectoor aanbevolen.

4. De aanmoediging van procédés voor de terugwinning van energie, met name door de valorisatie van de steenberggen, wordt aanbevolen.

5. De voortzetting van de werken van onderzoek van de Belgische ondergrond wordt aanbevolen, ten einde elke energiebron in exploitatie te nemen waarvoor rendabele gebruiksmogelijkheden bestaan.

**Resolutieontwerp betreffende de opties  
op het gebied van onderzoek en ontwikkeling**

1. De voortzetting van de ondernomen diversifiëeringsinspanning wordt aanbevolen, opdat een belangrijker deel van de overheidsbegroting op gebied van onderzoek en demonstratieprojecten inzonderheid zou worden bestemd voor de volgende gebieden :

- rationeel energieverbruik;
- niet-conventionele en hernieuwbare energievormen;
- toepassing van steenkolen;
- optimalisering van het rendement van de elementen van de energietypes;
- veiligheid, conditionering en opslag van nucleaire stoffen.

2. Bijzondere aandacht dient te worden besteed aan de valorisatie en de industriële transpositie, van de resultaten van het wetenschappelijk en technologisch onderzoek, en de acties van ontwikkeling van energiematerieel dienen te worden geïntegreerd in een beleid gericht naar nieuwe markten en gevorderde technieken.

3. De handhaving van de internationale verbintenissen genomen inzake onderzoek en ontwikkeling van de kweekreactoren en de thermoelectrische fusietechnieken is wenselijk binnen de perken van de budgettaire kredieten.

## ANNEXE III

## Alternatives proposées par les Régions

## Options globales

## 5. (Région flamande) :

Recommande au Gouvernement, en matière de prévision de l'offre et de la demande, de tenir compte de toutes les options de la politique énergétique.

## Domaine du gaz

## 3. (Région wallonne) :

Recommande la poursuite des travaux d'infrastructure déjà décidés et destinés à la réception de gaz importé aussi bien sous forme gazeuse que liquide, en veillant à ce que les retombées économiques des travaux soient équilibrées entre les Régions.

## Domaine du charbon

## 7. (Région wallonne) :

Souhaite que le charbon puisse être utilisé dans une nouvelle unité de production (éventuellement combinée) d'une puissance totale de 600 MW, après concertation avec les Régions.

## Domaine de l'électricité

## 4. (Région wallonne) : ajouter le texte en italique :

Recommande au Gouvernement, *en concertation avec les Exécutifs régionaux*, d'autoriser...

## Domaine de l'énergie nucléaire

1. (Région wallonne) : 1<sup>er</sup> tiret :

— la mise en œuvre de moyens de contrôle complets et sûrs, confiés à des organismes relevant de l'autorité publique; de plus, l'organisme de contrôle doit, dans sa composition, refléter largement les préoccupations des autorités politiques concernées à tous les niveaux, y compris le plan local.

## 2. (Région flamande + Région wallonne) : ajouter le texte en italique :

... les coûts de la recherche appliquée relative *aux réacteurs, à la sécurité, au cycle...*

## 3. (Région wallonne) :

Recommande au Gouvernement de mettre à l'étude la valorisation des investissements qui ont été effectués sur le sol national dans le domaine du retraitement, ainsi que l'opportunité du redémarrage de l'usine de retraitement... (suite inchangée).

## x. (Région flamande / Région wallonne) : à ajouter :

Souhaite qu'un fonds de démantèlement des installations soit constitué.

## Domaine de la recherche-développement

## 3. (Région wallonne) :

Recommande d'étudier l'opportunité de maintenir les engagements internationaux en matière de recherche et développement des réacteurs surrégénérateurs et des techniques de fusion thermonucléaire, dans les limites des crédits budgétaires.

## x. (Région wallonne) : à ajouter :

Recommande que la répartition de compétences en matière de programmes de recherche/développement soit mise à l'étude.

## BIJLAGE III

## Alternatieven voorgesteld door de Gewesten

## Globale opties

## 5. (Vlaams Gewest) :

Beveelt de Regering inzake vooruitzichten van vraag en aanbod aan rekening te houden met alle opties van het energiebeleid.

## Aardgas

## 3. (Waals Gewest) :

Beveelt de voortzetting aan van de reeds besloten infrastructuurwerken bestemd voor het ontvangen van het gas dat zowel onder gasvormige als vloeibare vorm wordt ingevoerd, erover wakend dat de economische weerslag van de werken tussen de Gewesten in evenwicht is.

## Steenkool

## 7. (Waals Gewest) :

Wenst dat, na overleg met de Gewesten de steenkool in een nieuwe productie-eenheid (eventueel gecombineerd) met een totaal vermogen van 600 Mw wordt gebruikt.

## Elektriciteit

## 4. (Waalse Gewest) : de cursieve tekst toevoegen :

Beveelt de Regering aan *om, in overleg met de Gewestexecutieven, ...*

## Kernenergie

## 1. (Waals Gewest) : eerste streep :

De aanwending van volledige en zekere controlemiddelen toevertrouwd aan instellingen die van de overheid afhangen; bovendien moet de controleinstelling in haar samenstelling, ruimschoots de bezorgdheid van de op alle niveaus betrokken politieke overheden, het lokale vlak inbegrepen, weerspiegelen.

## 2. (Waals en Vlaams Gewest) : toevoegen :

... toegepast onderzoek inzake de *reactoren*, de veiligheid en de brandstofcyclus...

## 3. (Waals Gewest) :

Beveelt de Regering aan de valorisatie van de investeringen die reeds werden gedaan op het nationaal grondgebied op het gebied van opwerking, evenals de gepastheid van het opnieuw op gang brengen van de opwerkingsfabriek Eurochemic, binnen de grenzen van de geplande capaciteit, te doen bestuderen. Voor het overige en in afwachting...

## x. (Vlaams en Waals Gewest) : toevoegen :

Wenst dat een fonds voor de ontwanteling van de installaties zou worden opgericht.

## Onderzoek en ontwikkeling

## 3. (Waals Gewest) :

Wenst de internationale verbintenissen genomen inzake onderzoek en ontwikkeling van de kweekreactoren en de thermonucléaire fusietechnieken ter studie voor te leggen binnen de perken van de budgettaire kredieten.

## x. (Waals Gewest) : toevoegen :

Beveelt aan de verdeling van de bevoegdheden inzake R/D-programma's in studie te nemen.

## ANNEXE IV

Réserves K. S. jusqu'à — 1 000 m (en 10<sup>3</sup> tonnes)

## BIJLAGE IV

Reserves K. S. tot — 1 000 m (in 10<sup>3</sup> ton)

|                   | Etages actuels<br>—<br>Huidige verdiepingen |                             | Entre les étages actuels<br>et — 1 000 m<br>—<br>Vanaf de huidige verdiepingen<br>tot — 1 000 m |                             | Total<br>—<br>Totaal                  |                             | Total<br>—<br>Totaal |
|-------------------|---------------------------------------------|-----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|---------------------------------------|-----------------------------|----------------------|
|                   | Charbons<br>à coke<br>—<br>Cokeskolen       | Flambants<br>—<br>Vlamkolen | Charbons<br>à coke<br>—<br>Cokeskolen                                                           | Flambants<br>—<br>Vlamkolen | Charbons<br>à coke<br>—<br>Cokeskolen | Flambants<br>—<br>Vlamkolen |                      |
| Beringen ... ..   | 26 593                                      | 15 489                      | 16 552                                                                                          | 17 750                      | 43 145                                | 33 239                      | 76 384               |
| Eisden ... ..     | 22 100                                      | 34 627                      | 38 105                                                                                          | 9 033                       | 60 205                                | 43 660                      | 103 865              |
| Waterschei ... .. | 98 884                                      | 96 457                      | —                                                                                               | —                           | 98 884                                | 96 457                      | 195 341              |
| Winterslag ... .. | 40 751                                      | 5 650                       | 15 692                                                                                          | 6 284                       | 56 443                                | 11 934                      | 68 377               |
| Zolder ... ..     | 124 200                                     | 10 690                      | 33 326                                                                                          | 29 534                      | 157 526                               | 40 224                      | 197 750              |
| K. S. ... ..      | 312 528                                     | 162 913                     | 103 675                                                                                         | 62 601                      | 416 203                               | 225 514                     | 641 717              |

Source : K. S., août 1978.

Bron : K. S., augustus 1978.

## ANNEXE V

Réserves K. S. charbons à coke  
(en 10<sup>3</sup> tonnes)

## BIJLAGE V

Reserves K. S. cokeskolen  
(in 10<sup>3</sup> ton)

|                   | Etages actuels<br>—<br>Huidige verdiepingen |                                                   |                                           |                      | A partir d'étages actuels jusqu'à — 1 000 m<br>—<br>Vanaf huidige verdiepingen tot — 1 000 m |                                                   |                                           |                      | Total<br>général<br>—<br>Algemeen<br>totaal |
|-------------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------------|-------------------------------------------|----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|-------------------------------------------|----------------------|---------------------------------------------|
|                   | Sûres<br>0,9<br>—<br>Zekere<br>0,9          | Probables<br>0,7<br>—<br>Waarschijn-<br>lijke 0,7 | Possibles<br>0,5<br>—<br>Mogelijke<br>0,5 | Total<br>—<br>Totaal | Sûres<br>0,9<br>—<br>Zekere<br>0,9                                                           | Probables<br>0,7<br>—<br>Waarschijn-<br>lijke 0,7 | Possibles<br>0,5<br>—<br>Mogelijke<br>0,5 | Total<br>—<br>Totaal |                                             |
| Beringen ... ..   | 12 416                                      | 8 307                                             | 5 870                                     | 26 593               | 798                                                                                          | 3 569                                             | 12 185                                    | 16 552               | 43 145                                      |
| Eisden ... ..     | 19 238                                      | 2 862                                             | —                                         | 22 100               | —                                                                                            | 38 105                                            | —                                         | 38 105               | 60 205                                      |
| Waterschei ... .. | 39 343                                      | 32 805                                            | 26 736                                    | 98 884               | —                                                                                            | —                                                 | —                                         | —                    | 98 884                                      |
| Winterslag ... .. | 3 753                                       | 24 158                                            | 12 840                                    | 40 751               | —                                                                                            | 7 917                                             | 7 775                                     | 15 692               | 56 443                                      |
| Zolder ... ..     | 30 477                                      | 21 089                                            | 72 634                                    | 124 200              | —                                                                                            | 326                                               | 33 000                                    | 33 326               | 157 526                                     |
| K. S. ... ..      | 105 227                                     | 89 221                                            | 118 080                                   | 312 528              | 798                                                                                          | 49 917                                            | 52 960                                    | 103 675              | 416 203                                     |

Source : K. S. août 1978.

Bron : K. S. augustus 1978.

## ANNEXE VI

Réserves K. S. flambants  
(en 10<sup>3</sup> tonnes)

## BIJLAGE VI

Reserves K. S. vlamkolen  
(in 10<sup>3</sup> ton)

|                   | Etages actuels<br>—<br>Huidige verdiepingen |                                                   |                                           |                      | A partir d'étages actuels jusqu'à — 1 000 m<br>—<br>Vanaf huidige verdiepingen tot — 1 000 m |                                                   |                                           |                      | Total<br>général<br>—<br>Algemeen<br>totaal |
|-------------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------------|-------------------------------------------|----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|-------------------------------------------|----------------------|---------------------------------------------|
|                   | Sûres<br>0,9<br>—<br>Zekere<br>0,9          | Probables<br>0,7<br>—<br>Waarschijn-<br>lijke 0,7 | Possibles<br>0,5<br>—<br>Mogelijke<br>0,5 | Total<br>—<br>Totaal | Sûres<br>0,9<br>—<br>Zekere<br>0,9                                                           | Probables<br>0,7<br>—<br>Waarschijn-<br>lijke 0,7 | Possibles<br>0,5<br>—<br>Mogelijke<br>0,5 | Total<br>—<br>Totaal |                                             |
| Beringen ... ..   | 2 616                                       | 963                                               | 11 910                                    | 15 489               | —                                                                                            | 4 437                                             | 13 313                                    | 17 750               | 33 239                                      |
| Eisden ... ..     | —                                           | —                                                 | 34 627                                    | 34 627               | —                                                                                            | —                                                 | 9 033                                     | 9 033                | 43 660                                      |
| Waterschei ... .. | —                                           | —                                                 | 96 457                                    | 96 457               | —                                                                                            | —                                                 | —                                         | —                    | 96 457                                      |
| Winterslag ... .. | —                                           | —                                                 | 5 650                                     | 5 650                | —                                                                                            | —                                                 | 6 284                                     | 6 284                | 11 934                                      |
| Zolder ... ..     | —                                           | —                                                 | 10 690                                    | 10 690               | —                                                                                            | —                                                 | 29 534                                    | 29 534               | 40 224                                      |
| K. S. ... ..      | 2 616                                       | 963                                               | 159 334                                   | 162 913              | —                                                                                            | 4 437                                             | 58 164                                    | 62 601               | 225 514                                     |

Source : K. S. août 1978.

Bron : K. S. augustus 1978.

## ANNEXE VII

Membres du conseil d'administration  
de « l'Association Vinçotte »

- Monsieur André JAUMOTTE, pro-recteur de l'U. L. B., Président.
- le Comte Daniel le GRELLE, docteur en droit, administrateur-délégué de l'Association Vinçotte.
- Monsieur Jean-Marie BIOUL, administrateur, directeur de Henrijean.
- Monsieur Léon DUBOIS, ingénieur, administrateur-directeur général de la Cie Coppée.
- Monsieur Paul HEBBELYNCK, ingénieur, Vice-Président honoraire de la sté Uco.
- Monsieur André HOUBERECHTS, ingénieur, Doyen de la Faculté des Sciences Appliquées de l'Université de Louvain.
- Monsieur Gérard LEGRAND, ingénieur, directeur général de la S. I. B. P. (produits pétroliers).
- Monsieur Hector MEUNIER, ingénieur, Professeur à la Faculté Polytechnique de Mons.
- Monsieur Paul-F SMETS, administrateur-délégué de la Fédération des Industries Chimiques de Belgique.
- Monsieur Walter SOETE, ingénieur, Professeur à l'Université de Gand.
- Monsieur Bernard VAN OMESLAGHE, ingénieur.

## BIJLAGE VII

Leden van de raad van beheer  
van de « Vereniging Vinçotte »

- De heer André JAUMOTTE, prorector van de U.L.B., Voorzitter.
- Graaf Daniel le GRELLE, doctor in de rechten, afgevaardigde-beheerder van de Vereniging Vinçotte.
- De heer Jean-Marie BIOUL, beheerder, directeur van Henrijean.
- De heer Leon DUBOIS, ingenieur, beheerder-directeur-generaal van de Cie Coppée.
- De heer Paul HEBBELYNCK, ingenieur, Ere-vice-voorzitter van de maatschappij Uco.
- De heer André HOUBERECHTS, ingenieur, Decaan van de Faculteit der toegepaste wetenschappen van de Universiteit van Leuven.
- De heer Gérard LEGRAND, ingenieur, directeur-generaal van S. I. B. P. (olieprodukten).
- De heer Hector MEUNIER, ingenieur, hoogleraar aan de Faculté Polytechnique te Mons.
- De heer Paul-F SMETS, afgevaardigde-beheerder van de Federatie der chemische nijverheid van België.
- De heer Walter SOETE, ingenieur, hoogleraar aan de Universiteit te Gent.
- De heer Bernard VAN OMESLAGHE, ingenieur.

## ANNEXE VIII

## Retombées économiques Kalkar

## BIJLAGE VIII

## Economische voordelen Kalkar

En MFB / In MBF

| Rubriques                         | Déjà obtenu<br>au 31.12.1981<br>—<br>Reeds behaald<br>op 31.12.1981 | A obtenir<br>(prévision)<br>—<br>Verwacht<br>(vooruitzichten) | Total prévu<br>—<br>Verwacht totaal | Rubrieken                    |
|-----------------------------------|---------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------|
| Ingénierie ... ..                 | 1 876                                                               | 1 183                                                         | 3 059                               | Engineering.                 |
| Constructions métalliques ... ..  | 1 472                                                               | 845                                                           | 2 317                               | Metaalconstructie.           |
| Electronique + électricité ... .. | 488                                                                 | 230                                                           | 718                                 | Elektronica + elektriciteit. |
| Tuyauteries ... ..                | 800                                                                 | 240                                                           | 1 040                               | Buizen.                      |
| Combustible nucléaire ... ..      | 1 600                                                               | 80                                                            | 1 680                               | Splijtstof.                  |
| Sous-total 1 ... ..               | 6 236                                                               | 2 578                                                         | 8 814                               | Subtotaal 1.                 |
| Génie-civil ... ..                | 920                                                                 | 150                                                           | 1 070                               | Burgerlijke bouwkunde.       |
| Total (MFB courants) ... ..       | 7 156                                                               | 2 728                                                         | 9 884                               | Totaal (MBF lopende).        |
| Total (MDM courants) ... ..       | 447,25                                                              | 170,5                                                         | 617,75                              | Totaal (MDM lopende).        |

Gain par rapport à nos engagements dans le projet : ± 2 milliards  
FB.Winst ten opzichte van onze bijdrage in het project : ± 2 miljard  
BF.



## ANNEXE IX

L'organisation administrative  
de la sécurité nucléaire en Belgique

J. DELHOVE

Controlatom, Boulevard Général Jacques, 198, 1050 Bruxelles  
(Source : Revue IRE, Vol. 6, N° 1, mars 1982)

## Résumé

*La création d'une commission interministérielle et de nouveaux services au sein de l'Administration, a modifié l'organisation administrative de la sécurité dans le domaine nucléaire en Belgique.*

*L'auteur dresse le tableau des différents services concernés par la sécurité nucléaire tel qu'il résulte des nouvelles dispositions légales. Il met en évidence la structure et les compétences de ces services.*

## Sommaire

- Chapitre 1 : Introduction.
- Chapitre 2 : Rappel des fondements de l'organisation de la sécurité nucléaire en Belgique.
- Chapitre 3 : Evolution de la réglementation.
- Chapitre 4 : Schéma général de l'organisation.
- Chapitre 5 : Description des services et domaines de compétences.
- Chapitre 6 : Surveillance de l'application de la réglementation.
- Chapitre 7 : Conclusion.

## 1. Introduction

Les problèmes de restructuration du secteur nucléaire et en particulier de la sécurité de la population contre les radiations ionisantes ont été fréquemment évoqués ces dernières années.

Les décisions prises en cette matière ont été concrétisées par la création en 1979 et 1981 de diverses commissions, organismes et services.

Ces informations ont trouvé un large écho et des commentaires dans la presse quotidienne. Il est cependant à craindre que la multiplicité des organes, dénominations, sigles et compétences n'entraîne une certaine confusion dans l'esprit du public.

Il a donc paru utile de dresser un tableau de la nouvelle organisation de la sécurité nucléaire, sur base des textes disponibles; intégrant les nouvelles entités aux structures existantes.

## 2. Fondements de la réglementation

La protection de la population contre le danger des radiations ionisantes est organisée par une loi du 29 mars 1958 (*Moniteur belge* du 30 avril 1958).

Elle autorise le Roi à soumettre l'importation, la production, la fabrication, la détention, le transport, l'emploi à des fins commerciales, industrielles, scientifiques, médicales ou autres, d'appareils ou de substances capables d'émettre des radiations ionisantes à des conditions ayant pour objet la protection de la population.

Le Roi peut également réglementer à cette fin l'élimination et l'évacuation des substances radioactives.

Le Roi désigne les personnes chargées de la surveillance et de la mise en œuvre des arrêtés d'application.

Parmi ceux-ci, l'arrêté royal du 28 février 1963 (*Moniteur belge* du 16 avril 1963) portant règlement général pour la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes, constitue la base de notre réglementation.

Cet arrêté couvre à la fois des problèmes de sécurité du public (protection de la population autour des sites, transport de matières radioactives, utilisation des radiations dans le public et à des fins médicales, etc.) et des problèmes de sécurité du travail.

Sur ce dernier point, la législation est complétée par des dispositions propres à la législation du travail inscrites dans le règlement général pour la protection du travail (maladies professionnelles, surveillance médicale des travailleurs, politique de prévention, etc.).

L'application de la réglementation en matière de radiations ionisantes est confiée au Ministre de la Santé publique et de la Famille et au Ministre de l'Emploi et du Travail qui en assurent conjointement la tutelle.

## BIJLAGE IX

Administratieve organisatie  
van de nucleaire veiligheid in België

J. DELHOVE

Controlatom, Generaal Jacqueslaan, 198, 1050 Brussel  
(Vertaling)

## Samenvatting

*De oprichting van een interministeriële commissie en nieuwe diensten bij het Bestuur heeft de administratieve organisatie van de nucleaire veiligheid in België gewijzigd.*

*De auteur geeft een overzicht van de verschillende diensten die bij deze veiligheid betrokken zijn, zoals blijkt uit de nieuwe wetbepalingen. Hij legt de nadruk op de structuur en de bevoegdheden van deze diensten.*

## Inhoud

- Eerste hoofdstuk : Inleiding.
- Tweede hoofdstuk : Grondslagen van de organisatie van de nucleaire veiligheid in België.
- Derde hoofdstuk : Ontwikkeling van de reglementering.
- Vierde hoofdstuk : Algemeen organisatieschema.
- Vijfde hoofdstuk : Omschrijving van de diensten en hun bevoegdheidssfeer.
- Zesde hoofdstuk : Toezicht op de toepassing van de reglementen.
- Zevende hoofdstuk : Besluit.

## 1. Inleiding

De problemen van de herstructurering van de kernsector en inzonderheid van de beveiliging van de bevolking tegen ioniserende stralingen werden de jongste jaren herhaaldelijk ter sprake gebracht.

De terzake genomen beslissingen kregen vaste vorm door de oprichting in 1979 en 1981 van allerlei commissies, organen en diensten.

Deze voorlichting kreeg heel wat weerklank en commentaar in de kranten. Toch moet worden gevreesd dat het grote aantal organen, namen, letterwoorden en bevoegdheden enige verwarring in de geesten sticht.

Het scheen dan ook nuttig een beeld op te hangen van de nieuwe organisatie van de veiligheid inzake kernenergie, op grond van de beschikbare teksten, waarbij nieuwe entiteiten in de bestaande structuren worden geïntegreerd.

## 2. Grondslagen van de reglementering

De bescherming van de bevolking tegen het gevaar van ioniserende stralingen wordt geregeld bij een wet van 29 maart 1958 (*Belgisch Staatsblad* van 30 april 1958).

Ze machtigt de Koning aan de invoer, het produceren, het vervaardigen, het onder zich houden, het vervoeren, het gebruiken met een commercieel, industrieel, wetenschappelijk, medisch of enig ander doel, van apparaten of stoffen die ioniserende stralingen kunnen verspreiden, voorwaarden te verbinden die de bescherming van de bevolking tot doel hebben.

De Koning kan ook met dit doel, de eliminatie en de evacuatie van radioactieve stoffen reglementeren.

De Koning wijst de personen aan die belast zijn met het toezicht op en de toepassing van de uitvoeringsbesluiten.

Een daarvan is het koninklijk besluit van 28 februari 1963 (*Belgisch Staatsblad* van 16 april 1963) houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking en van de werknemers tegen het gevaar van ioniserende stralingen de grondslag van onze reglementering.

Dit besluit houdt tegelijk verband met problemen van openbare veiligheid (bescherming van de bevolking rondom vestigingsplaatsen, vervoer van radioactieve stoffen, aanwending van stralingen bij het publiek en voor medische doeleinden enz.) en problemen van arbeidsveiligheid.

Op dit laatste punt wordt de wetgeving aangevuld met bepalingen die eigen zijn aan de arbeidswetgeving en voorkomen in het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming (beroepsziekten, medisch toezicht op de werknemers, preventiebeleid, enz.).

De toepassing van de reglementering inzake ioniserende stralingen wordt toevertrouwd aan de Minister van Volksgezondheid en het Gezin en aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, die samen de voogdij uitoefenen.

Toutefois, de nombreuses dispositions débordent les domaines de compétences de ces Ministres et font intervenir également les Ministres de l'Intérieur (protection civile), des Communications (transports), des Finances (importation), des Affaires économiques (énergie), de la Justice (sûreté nucléaire), de la Défense nationale, des Affaires étrangères (relations avec les instances supranationales), etc.

Chaque département reste, selon le principe de l'autonomie ministérielle, seul compétent pour l'application de la réglementation dans son domaine.

### 3. Evolution de la réglementation

La nécessité d'une concertation permanente et structurée entre les départements ministériels s'est imposée en particulier pour la surveillance des grosses installations, la mise en œuvre de plans de secours, etc.

Le renforcement des moyens en personnel et matériel des services responsables de la surveillance et du contrôle des installations a également été un souci des autorités compétentes.

Enfin, les conclusions du groupe du travail interministériel chargé de l'examen des mesures à prendre en matière de sécurité nucléaire (après l'accident à la centrale nucléaire de Harrisburg) ont entraîné la décision — en juillet 1979 — de mettre sur pied une organisation nationale de contrôle des activités nucléaires.

Les tâches seraient à répartir entre les services des ministères concernés.

Ces décisions ont abouti à la création de la Commission interministérielle de la sécurité nucléaire et de la sûreté de l'Etat dans le domaine nucléaire (arrêté royal du 15 octobre 1979, *Moniteur belge* du 23 octobre 1979).

L'arrêté royal du 30 mars 1981 (*Moniteur belge* du 5 mai 1981) créait l'Organisme public de gestion des déchets radioactifs et des matières fissiles (O.N.D.R.A.F.).

Enfin, les arrêtés des 7 et 14 août 1981 (*Moniteur belge* du 19 août 1981 et *Moniteur belge* du 25 août 1981) donnaient naissance respectivement au Service de la sécurité technique des installations nucléaires et au Service de protection contre les radiations ionisantes. Ces deux derniers services devenaient opérationnels au début 1982.

### 4. Schéma général de l'organisation

La réglementation en Belgique est fondée sur un régime d'établissements classés et d'autorisation de toute activité exercée dans le domaine nucléaire.

Elle implique des organes chargés :

- de l'élaboration de la réglementation;
- de l'examen des demandes et la délivrance des autorisations;
- de la surveillance de l'application de la réglementation et du respect des conditions particulières d'autorisation.

Ces missions exigent la collaboration :

- de toute la hiérarchie administrative de l'Etat;
- d'organismes privés agréés à cet effet par l'administration et;
- au sein des entreprises, de services spécialisés chargés de la sécurité.

Au niveau national, l'organisation administrative dans le domaine de la sécurité nucléaire dépend principalement des deux Ministres de tutelle (Santé publique — Emploi et Travail) agissant en coordination avec les Ministres concernés (Intérieur, Justice, etc.).

Leur action est coordonnée au sein de deux Commissions :

- la Commission interministérielle de la sécurité nucléaire et de la sûreté de l'Etat dans le domaine nucléaire;
- la Commission spéciale des radiations ionisantes prévue par le Règlement général.

Ces commissions sont épaulées par les deux administrations de la Santé publique et de l'Emploi et du Travail et tout particulièrement par les deux nouveaux services constitués au sein de ces administrations :

- le Service de la sécurité technique des installations nucléaires;
- le Service de protection contre les radiations ionisantes.

A mentionner également :

- l'Institut d'hygiène et d'épidémiologie et
- la Protection civile, etc.

Heel wat bepalingen echter reiken verder dan de bevoegdheidssfeer van deze Ministers en vergen ook het optreden van de Ministers van Binnenlandse Zaken (civiele bescherming), Verkeerswezen (vervoer), Financiën (invoer), Economische Zaken (energie), Justitie (veiligheid inzake kernenergie), Landsverdediging, Buitenlandse Zaken (betrekkingen met supranationale organen), enz.

Volgens het beginsel van de ministeriële zelfstandigheid blijft elk departement alleen bevoegd voor de toepassing van de reglementering op zijn gebied.

### 3. Ontwikkeling van de reglementering

De noodzaak van een voortdurend en gestructureerd overleg onder de ministeriële departementen bleek inzonderheid nodig voor het toezicht op grote installaties, de uitvoering van noodplannen, enz.

De opvoering van de middelen aan personeel en materieel van de diensten die het voor toezicht en de controle op de installaties instaan, was eveneens een punt van zorg van de bevoegde overheid.

Ten slotte hebben de besluiten van de interministeriële werkgroep belast met de bestudering van de maatregelen die op het gebied van veiligheid inzake kernenergie moeten worden genomen (na het ongeval in de kerncentrale te Harrisburg) geleid tot de beslissing om — in juli 1979 — een nationaal controle-orgaan voor kernactiviteiten op te richten.

De taken zouden onder de diensten van de betrokken ministeries worden verdeeld.

Deze beslissingen leidden tot de oprichting van de Interministeriële Commissie voor de nucleaire veiligheid en de veiligheid van de Staat op kerngebied (koninklijk besluit van 15 oktober 1979, *Belgisch Staatsblad* van 23 oktober 1979).

Bij het koninklijk besluit van 30 maart 1981 (*Belgisch Staatsblad* van 5 mei 1981) werd de Openbare Instelling voor het beheer van radioactief afval en splijtstoffen opgericht (N.I.R.A.S.).

Tenslotte ontstond bij de besluiten van 7 en 14 augustus 1981 (*Belgisch Staatsblad* van 19 augustus 1981 en *Belgisch Staatsblad* van 25 augustus 1981) de Dienst voor de technische veiligheid van de kerninstallaties, respectievelijk de Dienst voor bescherming tegen ioniserende stralingen. Deze laatste twee diensten werden begin 1982 operationeel.

### 4. Algemeen organisatieschema

De reglementering in België steunt op een stelsel van geklasseerde inrichtingen en vergunning van elke activiteit op kerngebied.

Zij impliceert organen belast met :

- de uitwerking van de reglementering;
- het onderzoek van de aanvragen en het afleveren van vergunningen;
- het toezicht op de toepassing van de reglementering en het naleven van de bijzondere voorwaarden inzake vergunningen.

Deze opdrachten vergen de medewerking :

- van elke administratieve hiërarchie van het Rijk;
- van particuliere organisaties die hiertoe door het Bestuur worden erkend en
- van bijzondere diensten belast met de veiligheid in de ondernemingen.

Op nationaal niveau hangt de administratieve organisatie op het gebied van nucleaire veiligheid in hoofdzaak van twee toeziende ministers (Volksgezondheid — Tewerkstelling en Arbeid) af, die in samenwerking met de betrokken Ministers (Binnenlandse Zaken, Justitie, enz.) handelen.

Hun actie wordt in twee Commissies gecoördineerd :

- de Interministeriële Commissie voor de nucleaire veiligheid en de veiligheid van de Staat op kerngebied;
- de Speciale Commissie voor de ioniserende stralingen waarin het Algemeen Reglement voorziet.

Deze Commissies worden bijgestaan door de twee besturen van Volksgezondheid en Tewerkstelling en Arbeid en heel in het bijzonder door de twee nieuwe diensten die in deze besturen zijn opgericht :

- de Dienst voor de technische veiligheid van de kerninstallaties;
- de Dienst voor bescherming tegen ioniserende stralingen.

Een vermelding verdienen ook :

- het Instituut voor Hygiëne en Epidemiologie en
- de Civiele bescherming, enz.

Les Ministres de la Santé publique et de l'Emploi et du Travail sollicitent en matière d'élaboration de la réglementation et de son application les avis des *Conseils supérieurs* :

- Conseil supérieur de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail (S. H. E.);
- Conseil supérieur d'hygiène.

Au niveau provincial, le gouverneur sollicite les avis d'un Comité consultatif pour les radiations ionisantes.

Au niveau de l'entreprise, le contrôle physique de protection est confié à des experts agréés, agissant au sein d'organismes agréés de contrôle physique de protection ou de services de sécurité des entreprises.

La surveillance de l'application de la réglementation incombe aux autorités publiques et à un corps de fonctionnaires de l'administration.

## 5. Description de ces différents services et de leurs domaines de compétence

### 5.1 Au niveau national

#### A. Les Commissions

1) La Commission interministérielle de la sécurité nucléaire et de la sûreté de l'Etat dans le domaine nucléaire.

Cette Commission créée par l'arrêté royal du 15 octobre 1979 (*Moniteur belge* du 23 octobre 1979) comprend dix membres nommés respectivement par :

- le Ministre de la Santé publique (2 membres dont le président);
- le Ministre de l'Emploi et du Travail (2 membres dont le vice-président);
- le Ministre de la Justice;
- le Ministre de l'Intérieur;
- le Ministre de la Défense nationale;
- le Ministre des Affaires économiques;
- le Ministre des Affaires étrangères;
- ainsi que le Président de la Commission spéciale.

Les membres sont nommés parmi le personnel de l'administration ou en dehors de celui-ci.

La Commission a pour mission de rechercher les moyens de faire assurer la protection des travailleurs et de la population contre les dangers qui pourraient résulter de toutes les activités d'utilisation, de transformation, de transport ou de stockage de substances radioactives tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des installations où se développent de telles activités.

A cette fin, elle est chargée d'établir un plan de coordination des activités de tous les départements ministériels concernés.

La commission fait rapport, au moins semestriellement, au *Comité ministériel de l'Environnement*.

Le secrétariat de la commission est assuré par le Service de protection contre les radiations ionisantes.

#### 2) Commission spéciale des radiations ionisantes

La « Commission spéciale des radiations ionisantes » a été créée par le Règlement général — arrêté royal du 28 février 1963 (*Moniteur belge* du 16 avril 1963).

Elle comprend :

- a) le directeur général de l'Administration de l'hygiène publique ou son délégué;
- b) l'inspecteur en chef-directeur de l'hygiène publique ou son délégué;
- c) le directeur de l'Institut d'hygiène et d'épidémiologie;
- d) le directeur général de l'Administration de la sécurité du travail ou son délégué;
- e) l'ingénieur en chef-directeur de l'Inspection technique du travail, chef du district considéré, ou son délégué;
- f) le directeur général de l'Administration de l'hygiène et de la médecine du travail ou son délégué;
- g) le commissaire à l'Energie atomique ou son délégué et dix personnalités scientifiques spécialisées dans un domaine connexe de la radioprotection.

La mission de la Commission spéciale a été définie par le Règlement général. Rappelons qu'elle joue un rôle déterminant dans l'examen des demandes d'autorisation d'établissement de classe I.

Les demandes d'autorisation sont introduites auprès du gouverneur de la province et, après avis du collège échevinal de la commune de l'établissement et de la députation provinciale, transmises à la Commission spéciale.

De Ministers van Volksgezondheid en Tewerkstelling en Arbeid vragen voor het opstellen van de reglementering en de toepassing ervan om het advies van *Hoge Raden* :

- Hoge Raad voor veiligheid, hygiëne en verfraaiing van de werkplaatsen;
- Hoge Gezondheidsraad.

Op provinciaal niveau vraagt de gouverneur om de adviezen van een Comité van advies voor de ioniserende stralingen.

Op het niveau van de ondernemingen wordt de fysische controle op de bescherming toevertrouwd aan erkende deskundigen, die optreden in erkende organisaties voor fysische controle op de bescherming of in veiligheidsdiensten van de ondernemingen.

Het toezicht op de toepassing van de reglementering komt toe aan de openbare overheid en een corps van ambtenaren van het bestuur.

## 5. Omschrijving van deze verschillende diensten en hun bevoegdheidsfeer

### 5.1 Op nationaal niveau

#### A. De Commissies

1) De Interministeriële Commissie voor de nucleaire veiligheid en de veiligheid van de Staat op kerngebied.

Deze Commissie, die bij koninklijk besluit van 15 oktober 1979 is opgericht (*Belgisch Staatsblad* van 23 oktober 1979), telt tien leden, die respectievelijk worden benoemd door :

- De Minister van Volksgezondheid (2 leden, van wie de voorzitter);
- De Minister van Tewerkstelling en Arbeid (2 leden, van wie de ondervoorzitter);
- de Minister van Justitie;
- de Minister van Binnenlandse Zaken;
- de Minister van Landsverdediging;
- de Minister van Economische Zaken;
- de Minister van Buitenlandse Zaken;
- alsook de Voorzitter van de Speciale Commissie.

De leden worden benoemd onder het personeel van het bestuur of daarbuiten.

De Commissie heeft tot taak middelen te zoeken ter bescherming van de arbeiders en van de bevolking tegen de gevaren die zouden kunnen voortspruiten uit activiteiten in verband met het gebruik, de verwerking, het vervoeren of het opslaan van radioactieve stoffen, zowel buiten als binnen installaties waar zulke activiteiten plaatsgrijpen.

Met dit doel wordt zij ermee belast een coördineringsplan op te maken van de activiteiten van alle betrokken ministeriële departementen.

De commissie brengt ten minste om de zes maanden verslag uit bij het *Ministerieel Comité van het Leefmilieu*.

Het secretariaat van de commissie wordt waargenomen door de Dienst voor bescherming tegen ioniserende stralingen.

#### 2) Speciale Commissie voor ioniserende stralingen.

« De « Speciale Commissie voor ioniserende stralingen » werd opgericht bij het Algemeen reglement — koninklijk besluit van 28 februari 1963 (*Belgisch Staatsblad* van 16 april 1963).

Zij omvat :

- a) de directeur generaal van het Bestuur van de volksgezondheid of diens afgevaardigde;
- b) de hoofdinspecteur-directeur van de volksgezondheid of diens afgevaardigde;
- c) de directeur van het Instituut voor hygiëne en epidemiologie;
- d) de directeur-generaal van de Administratie van de Arbeidsveiligheid of diens afgevaardigde;
- e) de hoofdinspecteur-directeur van de Technische Arbeidsinspectie, hoofd van het betrokken district of diens afgevaardigde;
- f) de directeur-generaal van de Administratie van de arbeidshygiëne en -geneeskunde of diens afgevaardigde;
- g) de commissaris voor atoomenergie of diens afgevaardigde en tien wetenschappelijke personaliteiten die gespecialiseerd zijn op een gebied dat met radiobescherming verwant is.

De taak van de Speciale Commissie is in het Algemeen reglement bepaald. Er zij aan herinnerd dat zij een beslissende rol speelt in het onderzoek van de aanvragen om een vestigingsvergunning van klasse I.

De aanvragen om vergunning worden bij de provinciegouverneur ingediend en, na advies van het schepencollege van de gemeente van de inrichting en de bestendige deputatie, aan de Speciale Commissie overgezonden.

L'arrêté royal d'autorisation de ces établissements ne peut être délivré sans un avis favorable de la Commission spéciale. La Commission est assistée par le Service de la sécurité technique des installations nucléaires qui en assure le secrétariat. Elle devrait logiquement être appuyée par le Service de protection contre les radiations ionisantes ce qui n'a pas été explicité.

La Commission spéciale peut exiger des demandeurs ou solliciter elle-même un rapport d'expert ou d'organisme national ou international sur la sécurité de l'établissement.

Lors de l'examen de dossiers importants, la commission sollicite les avis :

- du Comité d'experts de la Commission des Communautés européennes;
- du Groupe d'experts désignés à l'article 37 du traité de Rome;
- des commissions de contact.

Le comité d'experts de la C.E.E. comprend des experts de pays membres et des fonctionnaires de la commission. Il procède à un examen approfondi des projets et dépose des recommandations. Celles-ci sont reprises dans les arrêtés d'autorisation.

Le groupe d'experts désignés, en vertu de l'article 37 du traité de Rome, émet des avis relatifs aux nuisances éventuelles des effluents radioactifs pour les pays limitrophes.

Les commissions de contact constituées par des fonctionnaires, des représentants de l'exploitant et de l'organisme agréé se réunissent régulièrement dès l'instruction de la demande d'autorisation. Elles permettent un échange continu d'informations techniques entre l'autorité compétente et l'exploitant; elles n'ont pas de statut légal.

La Commission spéciale traite également les demandes d'autorisation des établissements de l'Etat et des établissements d'utilité publique de classes II et III. Elle est chargée de l'examen des demandes d'agrément des organismes agréés des experts de contrôle physique.

Le jury médical de la Commission spéciale examine les demandes d'utilisation des radiations à des fins médicales.

Il faut souligner que la Commission spéciale peut en cours d'exploitation proposer à l'autorité compétente de compléter ou de modifier l'arrêté d'autorisation. Elle agit d'initiative ou sur proposition d'un des fonctionnaires chargés de la surveillance.

#### B. Les services au sein des départements ministériels et de l'administration

Il s'agit principalement des deux nouveaux services ayant rang d'inspection générale, de l'Institut d'hygiène et épidémiologie, de la protection civile, des services de la sûreté nucléaire, etc.

##### 1) Le Service de la sécurité technique des installations nucléaires

L'arrêté royal du 7 août 1981 a créé au sein du Ministère de l'Emploi et du Travail, un service de la sécurité technique des installations nucléaires. Ce service dispose d'un cadre organique de 22 personnes. Il comporte une section technique (8 personnes) et une section administrative (14 personnes) sous la direction d'un inspecteur général.

Le service est chargé du secrétariat de la Commission spéciale des radiations ionisantes. Il procède à l'examen préalable des dossiers de sécurité (dossiers de demande d'autorisation d'établissement). Il assure le soutien de la Commission interministérielle de la sécurité nucléaire et de la sûreté de l'Etat dans le domaine nucléaire.

Le service étudie les problèmes liés à la sécurité technique des installations et de leur exploitation. Il coordonne le travail des différents services d'inspection dans le domaine de l'hygiène des travailleurs et de leur sécurité. Il propose la désignation des organismes agréés auxquels l'Etat confie des tâches spécifiques dans le domaine précité et surveille le travail confié à ces organismes.

##### 2) Le Service de protection contre les radiations ionisantes

L'arrêté royal du 14 août 1981 a créé au sein de l'administration de la Santé publique une nouvelle inspection générale dénommée « Service de protection contre les radiations ionisantes ». Ce service pourrait compter 30 fonctionnaires, 19 techniques et 11 administratifs sous la direction d'un inspecteur général.

Les missions reprises par ce service sont :

- contrôler l'application du Règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes;
- proposer l'agrément et contrôler les appareils à usage médical émettant des radiations ionisantes.

Het koninklijk besluit waarbij aan de inrichtingen vergunning wordt verleend, mag niet worden afgeleverd zonder gunstig advies van de Speciale Commissie. De Commissie wordt bijgestaan door de Dienst voor de technische veiligheid van de kerninstallaties die het secretariaat ervan waarneemt. Logisch zou zijn dat zij werd gesteund door de Dienst voor bescherming tegen ioniserende stralingen, wat niet uitdrukkelijk vermeld werd.

De Speciale Commissie kan van de aanvragers een deskundigen-rapport of een rapport van een nationale of internationale instelling over de veiligheid van de inrichting eisen of er zelf een vragen.

Bij de behandeling van belangrijke dossiers wint de commissie het advies in :

- van het Comité van deskundigen van de Commissie van de Europese Gemeenschappen;
- van de Groep van deskundigen die bij artikel 37 van het Verdrag van Rome werden aangewezen;
- van de contactcommissies.

Het Comité van deskundigen van de E.E.G. bestaat uit deskundigen van de Lid-staten en ambtenaren van de commissie. Het onderzoekt de projecten grondig en dient aanbevelingen in. Deze worden in de vergunningsbesluiten opgenomen.

De groep van deskundigen die krachtens artikel 37 van het Verdrag van Rome werden aangewezen, brengt adviezen uit over de mogelijke hinder van radioactieve afvalstoffen voor aangrenzende landen.

De contactcommissies die uit ambtenaren, alsook uit vertegenwoordigers van de exploitant en van de erkende organisatie bestaan, komen geregeld samen zodra de aanvraag om vergunning wordt behandeld. Zij maken een aanhoudende uitwisseling van technische informatie tussen de bevoegde overheid en de exploitant mogelijk; zij hebben geen wettelijk statuut.

De Speciale Commissie behandelt eveneens de aanvragen om vergunning van de inrichtingen van de Staat en de inrichtingen van openbaar nut van de klassen II en III. Zij heeft tot taak de aanvragen om erkenning van de erkende organisaties van deskundigen voor lichamelijke controle te onderzoeken.

De medische onderzoekscmissie van de Speciale Commissie onderzoekt de aanvragen om gebruikmaking van stralingen voor medische doeleinden.

Er moet worden onderstreept dat de Speciale Commissie tijdens de exploitatie aan de bevoegde overheid kan voorstellen het vergunningsbesluit aan te vullen of te wijzigen. Zij treedt op eigen initiatief of op voorstel van een van de met het toezicht belaste ambtenaren op.

#### B. Diensten in de ministeriële departementen en diensten

In hoofdzaak gaat het om de twee nieuwe diensten met de rang van een algemene inspectie, het Instituut voor hygiëne en epidemiologie, de civiele bescherming, de diensten van de nucleaire veiligheid, enz.

##### 1) Dienst Technische veiligheid van de kerninstallaties.

Het koninklijk besluit van 7 augustus 1981 richtte in het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid een dienst op voor een organieke personeelsformatie van 22 personen. Hij omvat een technische afdeling (8 personen) en een administratieve afdeling (14 personen) onder leiding van een inspecteur-generaal.

De dienst wordt belast met het secretariaat van de Speciale Commissie voor ioniserende stralingen. Hij verricht het voorafgaand onderzoek van de dossiers inzake veiligheid (dossiers van aanvragen om een vestigingsvergunning). Hij verleent steun aan de Interministeriële Commissie voor nucleaire veiligheid en de veiligheid van de Staat op kerngebied.

De dienst bestudeert de problemen die verband houden met de technische veiligheid van de installaties en de exploitatie ervan. Hij coördineert het werk van de verschillende inspectiediensten op het gebied van de hygiëne van de arbeiders. Hij stelt de aanwijzing voor van erkende organisaties waaraan de staat specifieke taken opdraagt op voormeld gebied en houdt toezicht op het werk van deze instellingen.

##### 2) Dienst Bescherming tegen ioniserende stralingen

Het koninklijk besluit van 14 augustus 1981 richtte in het bestuur van de Volksgezondheid een nieuwe algemene inspectie op, geheten « Dienst Bescherming tegen ioniserende stralingen ». Deze dienst mag 30 ambtenaren tellen (19 technische en 11 administratieve) onder leiding van een inspecteur-generaal.

De opdrachten die deze dienst op zich neemt, zijn :

- het toezicht op de toepassing van het algemeen reglement op de bescherming van de bevolking en de werknemers tegen het gevaar van ioniserende stralingen;
- het voorstellen van de erkenning van en de controle op de apparatuur voor medisch gebruik waarvan ioniserende stralingen uitgaan.

Le service assure le secrétariat de la Commission interministérielle de la sécurité nucléaire et de la sûreté de l'Etat dans le domaine nucléaire. Il prépare les nouvelles réglementations en matière de radiations ionisantes et les revisite régulièrement.

### 3) L'Institut d'hygiène et d'épidémiologie

Cet institut, dépendant du Ministre de la Santé publique, s'est vu confier, dans le cadre du Règlement général, d'importantes missions notamment de mesure de la radioactivité du territoire et de surveillance de la population dans son ensemble.

### 4) La Protection civile

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, dans le cadre de la Protection civile, en collaboration avec le Ministre de la Santé publique (notamment les services de l'Inspection de l'hygiène publique), veille à la préparation et à l'exécution des mesures à prendre en cas d'accident.

## C. Le Conseil supérieur

### 1) Le Conseil supérieur de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail.

Le Conseil supérieur de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail est un organisme consultatif auprès du Ministre de l'Emploi et du Travail. Ce conseil est composé paritaire de délégués des organisations représentatives des employeurs et des organisations représentatives des travailleurs. Il s'entoure de l'avis d'experts, de médecins et d'ingénieurs désignés par le ministre.

Le conseil remet à la demande du ministre des avis sur des points d'application des dispositions légales et sur les projets de modification de la législation en matière de sécurité et d'hygiène des travailleurs (R.G.P.T., etc.) et ce, y compris dans le domaine des radiations ionisantes (p. ex. sécurité des installations, surveillance physique et surveillance médicale, etc.).

### 2) Le Conseil supérieur d'hygiène

Le Conseil supérieur d'hygiène est un organisme paritaire consultatif institué par le Ministre de la Santé publique.

Dans le domaine des radiations ionisantes, le Conseil supérieur a constitué une commission d'experts en radiations ionisantes comprenant des fonctionnaires, des personnalités scientifiques et des experts indépendants désignés par l'autorité de tutelle. Sur requête du conseil la « Commission des radiations » remet des avis sur des points d'application de la législation ou des projets de modification de cette législation.

## D. L'organisme d'intérêt public : ONDRAF-NIRAS

Un organisme public de gestion des déchets radioactifs et des matières fissiles a été créé le 30 mars 1981 (*Moniteur belge* du 5 mai 1981).

Cet organisme est chargé du transport, du conditionnement, du stockage des déchets radioactifs et des matières fissiles.

En matière de sécurité nucléaire, il se voit confier des missions de contrôle de la conformité aux normes des déchets conditionnés et de leur conditionnement, des déchets non conditionnés du combustible irradié et des matières plutonifères.

Cet établissement reste toutefois soumis, pour ses activités propres, aux dispositions du Règlement général.

## 5.2. Au niveau provincial

### Le Comité consultatif provincial

Au niveau de chaque province, fonctionne un Comité consultatif provincial pour les radiations ionisantes prévu par le Règlement général. Il est composé de fonctionnaires provinciaux des Inspections technique et médicale du travail, de l'Inspection de l'hygiène et le cas échéant de l'Administration des mines.

Ce comité a pour mission d'instruire les dossiers de demandes d'autorisation pour les établissements de classes II et III et de remettre un avis au gouverneur de la province.

Cet avis peut compter des conditions d'exploitations particulières non prévues par le Règlement et que le comité estime nécessaires pour assurer la sécurité. Il peut exiger que le demandeur lui fasse connaître l'avis d'un expert sur les aspects de sécurité du projet. Il peut solliciter directement cet avis. Il peut, tout comme la Commission spéciale, solliciter les avis des experts de la Commission des Communautés européennes.

En cours d'exploitation, le Comité consultatif provincial peut proposer à l'autorité compétente de compléter ou modifier l'arrêté d'autorisation. Il agit de sa propre initiative ou sur proposition d'un des fonctionnaires chargés de la surveillance.

De dienst neemt het secretariaat waar van de Interministeriële Commissie voor de nucleaire veiligheid en de veiligheid van de Staat op kerngebied. Hij bereidt de nieuwe reglementeringen inzake ioniserende stralingen voor en herzielt die geregeld.

### 3) Instituut voor hygiëne en epidemiologie

Dit instituut dat onder het Ministerie van Volksgezondheid ressorteert, kreeg in het bestek van het Algemeen Reglement voorname opdrachten, met name het meten van de radioactiviteit op het grondgebied en het toezicht op de bevolking in haar geheel.

### 4) Civiele Bescherming

De Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt zorgt in het kader van de Civiele Bescherming, in samenwerking met de Minister van Volksgezondheid (met name de diensten van de inspectie van de volksgezondheid), voor de voorbereiding en de tenuitvoerlegging van maatregelen die bij ongeval moeten worden genomen.

## C. De Hoge Raad

### 1) Hoge Raad voor de veiligheid, de hygiëne en de verfraaiing van de werkplaatsen

De Hoge Raad voor de veiligheid, de hygiëne en de verfraaiing van de werkplaatsen is een orgaan van advies bij de Minister van Tewerkstelling en Arbeid. Deze raad is paritair samengesteld uit afgevaardigden van de representatieve organisaties van werkgevers en representatieve organisaties van werknemers. Hij wint het advies in van deskundigen, artsen en ingenieurs die door de minister worden aangewezen.

De raad verstrekt op verzoek van de minister adviezen over toepassingspunten van de wetbepalingen en over ontwerpen tot wijziging van de wetgeving op het stuk van veiligheid en hygiëne van de werknemers (A.R.B.W., enz.) en dit met inbegrip van het gebied van de ioniserende stralingen (b.v. veiligheid van de installaties, fysisch toezicht, medisch toezicht enz.).

### 2) Hoge Raad voor Volksgezondheid

De Hoge Raad voor Volksgezondheid is een paritair orgaan van advies dat door de Minister van Volksgezondheid werd opgericht.

Op het gebied van de ioniserende stralingen stelt de Hoge Raad een commissie van deskundigen inzake ioniserende stralingen samen, die bestaat uit ambtenaren, vooraanstaande wetenschappers en zelfstandige deskundigen die door de voogdijoverheid worden aangewezen. Op verzoek van de raad brengt de « Commissie voor de stralingen » adviezen uit over toepassingspunten van de wetgeving of ontwerpen tot wijziging van deze wetgeving.

## D. Openbare instelling : NIRAS-ONDRAF

Een openbare instelling voor het beheer van radioactief afval en splijtstoffen is op 30 maart 1981 opgericht (*Belgisch Staatsblad* van 5 mei 1981).

Deze instelling wordt belast met het vervoeren, de conditionering, het opslaan van radioactief afval en splijtstoffen.

Inzake nucleaire veiligheid krijgt zij tot opdracht zich ervan te vergewissen dat het geconditioneerd afval en de conditionering ervan, het niet-geconditioneerd afval van bestraalde splijtstof en plutoniumhoudende stoffen met de normen overeenstemmen.

Voor haar eigen activiteiten blijft deze instelling evenwel onderworpen aan de bepalingen van het Algemeen Reglement.

## 5.2. Op provinciaal niveau

### Het provinciaal Comité van Advies

Op het niveau van elke provincie werkt een provinciaal Comité van Advies voor ioniserende stralingen waarin het Algemeen Reglement voorziet. Het bestaat uit provinciale ambtenaren van de technische en medische arbeidsinspecties, de inspectie van de Volksgezondheid en, in voorkomend geval, het Bestuur van het Mijnwezen.

Dit comité heeft tot taak de dossiers van de vergunningsaanvragen voor de inrichtingen van de klassen II en III te onderzoeken en de provinciegouverneur van advies te dienen.

In dit advies kunnen bijzondere exploitatievoorwaarden voorkomen, die niet door het Reglement zijn voorgeschreven en die het comité noodzakelijk acht om de veiligheid te waarborgen. Het kan eisen dat de aanvrager het advies van een deskundige meedeelt over de veiligheidsaspecten van het project. Het kan ook rechtstreeks om dit advies vragen. Het kan, zoals de Speciale Commissie, om de adviezen van de deskundigen van de Commissie van de Europese Gemeenschappen vragen.

Tijdens de exploitatie kan het provinciaal comité van advies aan de bevoegde overheid voorstellen het vergunningsbesluit aan te vullen of te wijzigen. Het handelt op eigen initiatief of op voorstel van een van de met het toezicht belaste ambtenaren.

### 5.3. Au niveau de l'entreprise

*Les services de contrôle physique et médical des radiations ionisantes*

#### 1) Contrôle physique

Les services de contrôle physique de protection ou services de radioprotection ou de sécurité contre les radiations ionisantes (dans la réglementation anglo-saxonne : « Radiation control, Radiation safety, Radiation protection »), comprennent les organismes agréés de contrôle physique de protection et les services de contrôle physique constitués dans chaque entreprise. Ces services sont le complément dans le domaine des radiations ionisantes des organismes agréés et des services de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail instaurés par la législation du travail.

##### a) L'organisme agréé de contrôle physique

Le Règlement général pour la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes (arrêté royal du 28 février 1963) a prévu de confier à des organismes agréés des missions de contrôle dans les établissements soumis à cette réglementation.

Dans l'état actuel de la législation, ces organismes ont le statut d'association sans but lucratif. Ils doivent répondre aux mêmes dispositions que les organismes agréés des secteurs non nucléaire (contrôle des appareils de levage, des installations électriques, etc.) et aux conditions complémentaires fixées par l'arrêté royal du 23 décembre 1970 (*Moniteur belge* du 17 février 1971).

Ces organismes doivent être agréés par le Ministre de l'Emploi et du Travail et par le Ministre de la Santé publique.

L'organisme est composé d'un directeur, expert agréé ou ingénieur civil, ayant une connaissance suffisante des prescriptions réglementaires : il ne peut avoir à son service, en vue de l'exécution des contrôles, que des experts agréés.

Les missions de l'organisme sont :

- au stade de la conception d'un projet : l'organisme agréé ne peut participer qu'à l'examen des problèmes de sécurité. Il établit le rapport de sécurité de l'établissement joint au dossier de demande d'autorisation;
- avant la mise en service, l'organisme agréé effectue la réception des dispositifs de protection et des installations.

Cette réception porte sur le respect des dispositions du règlement et des conditions particulières imposées par l'arrêté d'autorisation. Une copie conforme du procès-verbal de réception est transmise aux fonctionnaires chargés de la surveillance.

La mise en service ou en exploitation ne peut avoir lieu que si le procès-verbal de réception établi par l'organisme agréé est entièrement favorable;

— en cours d'exploitation, l'organisme agréé contrôle la bonne exécution de la mission exercée par le service de contrôle physique, c'est-à-dire par les experts de l'établissement.

Dans les établissements de classes II et III, l'organisme agréé peut être directement chargé des missions qui incomberaient au service de contrôle physique de l'établissement.

##### b) Le service de contrôle physique de protection de l'établissement

Chaque chef d'entreprise est tenu d'organiser un « Service de contrôle physique de protection ».

Le chef du service de contrôle physique doit être un expert agréé par le Ministre de l'Emploi et du Travail et par le Ministre de la Santé publique.

Toutefois, à défaut d'avoir un expert agréé à son service, l'établissement de classe II ou III doit confier les missions de contrôle physique de protection à un organisme agréé.

La mission du service de contrôle physique de protection est d'organiser et de surveiller les mesures nécessaires pour assurer l'observation des dispositions du Règlement général (arrêté royal du 28 février 1963) en particulier pour prévenir tout incident, toute perte et tout vol de substances radioactives ou fissiles.

#### 2) Contrôle médical

Les dispositions de l'arrêté royal du 16 avril 1965 modifié par l'arrêté royal du 10 avril 1974 imposent aux employeurs de s'assurer le concours d'un service médical du travail.

Ce service peut être propre à l'entreprise ou commun à plusieurs entreprises (inter-entreprises). Il est dirigé par un médecin et placé sous le contrôle du Ministre de l'Emploi et du Travail. Les services

### 5.3. Op het niveau van de onderneming

*Diensten voor fysische en medische controle van ioniserende stralingen*

#### 1) Fysische controle

De diensten voor fysische controle op de bescherming of diensten voor radiobescherming of beveiliging tegen ioniserende stralingen (in de Angelsaksische reglementering « Radiation control, Radiation safety, Radiation protection ») omvatten de erkende organisaties voor fysische controle op de bescherming en de diensten voor fysische controle die in elke onderneming zijn opgericht. Deze diensten zijn op het gebied van de ioniserende stralingen een aanvulling van de erkende organisaties en de diensten voor veiligheid, hygiëne en verfraaiing van de werkplaatsen die bij de arbeidswetgeving werden opgericht.

##### a) Erkende organisatie voor fysische controle.

Het Algemeene Reglement op de bescherming van de bevolking en de werknemers tegen het gevaar van ioniserende stralingen (koninklijk besluit van 28 februari 1963) schreef voor aan erkende organisaties controletaken in aan deze reglementering onderworpen inrichtingen toe te vertrouwen.

In de huidige stand van de wetgeving, hebben deze organisatie het statuut van verenigingen zonder winstoogmerk. Zij moeten aan dezelfde voorwaarden beantwoorden als erkende organisaties in niet-nucleaire sectoren (controle op de hijstoestellen, elektrische installaties, enz.) en aan aanvullende voorwaarden bepaald bij het koninklijk besluit van 23 december 1970 (*Belgisch Staatsblad* van 17 februari 1971).

Deze organisaties moeten door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en de Minister van Volksgezondheid worden erkend.

De organisatie bestaat uit een directeur, een erkende deskundige of burgerlijke ingenieur, die voldoende op de hoogte is van de reglementaire voorschriften : hij mag in zijn dienst, met het oog op de uitvoering van de controles, uitsluitend erkende deskundigen hebben.

De taken van de organisatie zijn :

- in het stadium van het ontwerpen van een project : de erkende organisatie mag alleen deelnemen aan het onderzoek van de veiligheidsproblemen. Zij stelt het veiligheidsrapport op van de inrichting die bij het dossier van de vergunningsaanvraag wordt gevoegd;
- voor de inbedrijfneming zorgt de erkende organisatie voor de oplevering van de beschermingsvoorzieningen en de installaties.

Deze oplevering heeft betrekking op het naleven van de reglementsvoorschriften en de bijzondere voorwaarden die het vergunningsbesluit oplegt. Een gelijkluidend afschrift van de notulen van de oplevering wordt aan de met het toezicht belaste ambtenaren toegezonden.

De ingebruikneming of inwerkingstelling mag maar plaatsgrijpen, als de opleveringsnotulen die door de erkende organisatie zijn opge maakt helemaal gunstig zijn.

— tijdens de exploitatie controleert de erkende organisatie of de dienst voor de fysische controle zijn opdracht goed uitvoert, d.w.z. de deskundigen van de inrichting.

In de inrichtingen van de klassen II en III kan de erkende organisatie ook rechtstreeks met opdrachten worden belast die aan de dienst voor fysische controle van de inrichting toekomen.

##### b) De dienst voor fysische controle op de bescherming van de inrichting.

Elke bedrijfsleider is ertoe gehouden een « Dienst voor fysische controle op de bescherming » in te richten.

Het hoofd van de dienst voor fysische controle moet een door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en de Minister van Volksgezondheid erkende deskundige zijn.

De inrichting van de klasse II of III, die geen erkende deskundige in haar dienst heeft, moet echter de opdrachten inzake fysische controle op de bescherming aan een erkende organisatie toevertrouwen.

De opdracht van de dienst voor de fysische controle op de bescherming bestaat erin te zorgen voor en toezicht te houden op de nodige maatregelen om de naleving van de voorschriften van het Algemeene Reglement (koninklijk besluit van 28 februari 1963) te waarborgen, inzonderheid ter voorkoming van elk incident, elk verlies of elke diefstal van radioactieve stoffen of splijtstoffen.

#### 2) Medische controle

De bepalingen van het koninklijk besluit van 16 april 1968, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 april 1974, verplichten de werkgevers zich de medewerking te verzekeren van een *arbeidsgeneeskundige dienst*.

Deze dienst kan eigen zijn aan de onderneming of gemeenschappelijk voor verscheidene ondernemingen (interbedrijfs-). Hij wordt geleid door een arts en staat onder de controle van de Minister van Tewerk-



médicaux doivent être agréés par une *Commission* composée de représentants des employeurs, des travailleurs et des organisations représentatives des corps médicaux.

Pour les travailleurs exposés aux radiations ionisantes, le médecin du travail doit être agréé pour les radiations ionisantes par le Ministre de la Santé publique sur avis favorable s'un *jury médical* constitué auprès de la Commission spéciale.

Les mission du service médical du travail ont un caractère préventif. Elles visent la surveillance de l'état de santé des travailleurs, l'adaptation du travailleur au travail, l'examen du poste de travail et des mesures propres à assurer la protection individuelle et collective.

## 6. Surveillance de l'application de la législation

Le Règlement général pour la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes désigne les personnes chargées de la surveillance.

Celle-ci incombe à l'autorité publique (gouverneur de province, commissaire d'arrondissement, bourgmestre) et à un corps de fonctionnaires de l'administration :

- outre les deux nouveaux services dont il a été question précédemment;
- les inspections techniques et médicales du travail;
- inspection du corps des mines;
- l'inspection de l'hygiène;
- les agents compétents de la S. N. C. B., de la S. N. C. V., des administrations des Transports, des Ponts et Chaussées, de la Poste, de l'Aéronautique, des Douanes, etc.

En ce qui concerne la *tutelle des organismes agréés*, précisons que le Ministre de l'Emploi et du Travail et tout particulièrement le Service de la sécurité technique des installations nucléaires, exerce la tutelle des organismes agréés de contrôle physique.

Le Ministre de tutelle transmet aux organismes agréés des directives de la législation. Il en contrôle la gestion par une « Commission de surveillance » nommée par lui auprès de chaque organisme agréé.

La Commission de surveillance présidée par un fonctionnaire supérieur du département est composée paritairement de délégués des associations représentatives des employeurs et des travailleurs.

La Commission de surveillance dispose d'un pouvoir de contrôle de la gestion technique et financière de l'organisme.

Elle transmet chaque année au Conseil supérieur de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail un rapport détaillé sur la manière dont l'organisme agréé s'est acquitté de sa mission.

Le Conseil supérieur fait rapport au Ministre de l'Emploi et du Travail de l'activité des organismes agréés et du respect des dispositions réglementaires.

Comme nous l'avons dit, le Ministre de l'Emploi et du Travail exerce également la tutelle des services médicaux du travail.

## 7. Conclusion

La mise en place de la nouvelle organisation de la sécurité nucléaire ne modifie pas les lignes directrices de la réglementation de base. Elle confirme les missions de la réglementation de base. Elle confirme les missions et renforce les moyens de l'administration par une concentration et une augmentation des effectifs.

Une complémentarité réelle entre les commissions et entre les nouveaux services créés au sein des départements ministériels est un gage de l'efficacité des nouvelles dispositions adoptées.

Notre seul but a été d'aider à une meilleure compréhension de l'organisation de la sécurité, d'apporter plus de confiance au public et de contribuer ainsi à la sécurité collective.

steling en Arbeid. De diensten moeten erkend worden door een *Commissie* die bestaat uit vertegenwoordigers van de werkgevers, de werknemers en de representatieve organisaties van het medisch korps.

Voor de werknemers die aan ioniserende stralingen blootgesteld worden, moet de arbeidsgeneesheer door de Minister van Volksgezondheid op gunstig advies van een bij de Speciale Commissie opgerichte medische onderzoekscommissie voor de ioniserende stralingen erkend worden.

De opdrachten van de arbeidsgeneeskundige dienst zijn van preventieve aard. Zij strekken tot toezicht op de gezondheidstoestand van de werknemers, aanpassing van de werknemer aan de arbeid, onderzoek van de arbeidspost en maatregelen die de individuele en collectieve bescherming kunnen waarborgen.

## 6. Toezicht op de toepassing van de wetgeving

Het Algemeen Reglement op de bescherming van de bevolking en de werknemers tegen het gevaar van ioniserende stralingen wijst de met het toezicht belaste personen aan.

Het is de taak van de openbare overheid (provinciegouverneur, arrondissementscommissaris, burgemeester) en een ambtenarenkorps van het bestuur :

- afgezien van de twee nieuwe diensten waarvan hiervoren sprake was;
- de technische en medische arbeidsinspecties;
- de inspectie van het mijnwezen;
- de inspectie van de volksgezondheid;
- de bevoegde beambten van de N. M. B. S., de N. M. V. B., de besturen van het Vervoer, Bruggen en Wegen, Posterijen, Luchtvaart, Douanen, enz.

In verband met de *voogdij van de erkende organisaties* willen wij erop wijzen dat de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en inzonderheid de Dienst voor de technische veiligheid van de kerninstallaties, de voogdij op de erkende organisaties voor fysieke controle uitoefent.

De voogdijminister zendt aan de erkende organisaties de richtlijnen voor de toepassing van de wetgeving. Hij controleert het beheer via een « Toezichtscommissie » die door hem bij elke erkende organisatie wordt benoemd.

De Toezichtscommissie wordt door een hoge ambtenaar van het departement voorgezeten en is paritair samengesteld uit afgevaardigden van de representatieve organisaties van de werkgevers en de werknemers.

De Toezichtscommissie heeft bevoegdheid om het technisch en financieel beheer van de organisatie te controleren.

Elk jaar zendt zij aan de Hoge Raad voor veiligheid, hygiëne en verfraaiing van de werkplaatsen een omstandig rapport over de wijze waarop de erkende organisatie zich van haar taak heeft gekweten.

De Hoge Raad brengt bij de Minister van Tewerkstelling en Arbeid verslag uit over de activiteit van de erkende organisaties en de naleving van de reglementsvorschriften.

Zoals gezegd, oefent de Minister van Tewerkstelling en Arbeid ook de voogdij over de arbeidsgeneeskundige diensten uit.

## 7. Besluit

De invoering van de nieuwe organisatie van de nucleaire veiligheid wijzigt de hoofdlijnen van de basisreglementering niet. Zij bevestigt de opdrachten en verstevigt de middelen van het bestuur door een concentratie en een uitbreiding van de personeelssterkte.

Een feitelijke wederzijdse aanvulling van de commissies en de in de ministeriële departementen opgerichte nieuwe diensten is een zekerheid voor de doeltreffendheid van de goedgekeurde nieuwe maatregelen.

Ons enig doel is geweest bij te dragen tot een beter begrip van de inrichting van de veiligheid, meer vertrouwen schenken aan het publiek en zodoende de collectieve veiligheid te bevorderen.



## ANNEXE X

### Résolution adoptée par le Conseil flamand en sa séance du 16 juin 1982

Le Conseil flamand,

— vu la note relative au point de vue de l'Exécutif flamand concernant le débat sur l'énergie, soumise à l'examen du Conseil flamand;

— vu le texte des projets de résolutions I à IX, adopté par la Commission de l'Economie, de l'Emploi et de l'Energie;

— souhaite que l'Exécutif flamand prenne les dispositions qui s'imposent afin de poursuivre d'urgence la concertation avec le Gouvernement national sur la base des documents susvisés.

\* \* \*

#### I. Projet de résolution relative aux options globales à suivre en matière de politique énergétique

Le Parlement,

1. Estime qu'une politique de progrès social et de développement économique ne peut se concevoir sans que ne soit élaborée conjointement une politique énergétique cohérente et clairement définie, axée sur l'augmentation du niveau de bien-être de la population et compatible avec le respect et la protection de l'homme et de son environnement, l'aménagement du territoire, la gestion économe des ressources tant naturelles que financières et le bien-être des générations futures.

2. Demande que toutes les dépenses nationales spécifiques se rapportant à la politique énergétique soient groupées en une enveloppe budgétaire unique, afin de permettre une coordination des efforts en la matière.

Pour ce qui est des dépenses non spécifiques en matière d'énergie, le Parlement souhaite que la coordination nécessaire soit réalisée à l'occasion de l'établissement du budget.

3. Recommande que la priorité soit donnée à la satisfaction optimale de la demande. Préfère la mise en œuvre d'une politique d'utilisation rationnelle de l'énergie aux options en faveur des intérêts sectoriels au niveau de l'offre.

4. Demande au Gouvernement et aux Exécutifs, dans le cadre de la priorité à accorder à l'utilisation rationnelle et à l'économie d'énergie, de prendre les mesures nécessaires et de prévoir les ressources requises en vue d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie.

5. Préconise l'extension des applications des énergies renouvelables.

6. Demande qu'en égard au fait que l'approvisionnement n'est qu'un seul aspect du problème énergétique, on soit attentif à la diversification de l'approvisionnement et au rendement de conversion ainsi qu'à la consommation finale exacte. Ce dernier point implique un choix optimal des supports de distribution en fin de chaîne, un contrôle du volume de l'énergie au niveau de la consommation finale et la localisation ainsi que l'organisation des consommations spécifiques.

Le Parlement invite plus particulièrement les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité d'approvisionnement de la population et des entreprises, et ce au premier chef pour une source d'énergie qui s'est révélée être particulièrement vulnérable dans le passé, à savoir le pétrole.

7. Demande :

a) que le Gouvernement assure la transparence des prix en rendant opérationnels les instruments existants de contrôle des prix et en faisant une évaluation globale dans le cadre du Comité national de l'Energie;

b) de veiller à ce qu'en plus de l'élément du coût, l'utilisation rationnelle de l'énergie devienne un élément prioritaire dans les mécanismes de prix. Les efforts déployés en vue de promouvoir une gestion rationnelle des pointes doivent avoir leur incidence sur les prix. Les problèmes de l'industrie, occasionnés par les hausses des prix de l'énergie, doivent faire l'objet d'une approche équilibrée en même temps que les problèmes du petit consommateur. Dans la tarification des prix de l'énergie, il convient de tenir compte à la fois des éléments de politique industrielle et des facteurs de politique sociale et familiale.

## BIJLAGE X

### Resolutie aangenomen door de Vlaamse Raad tijdens zijn vergadering van 16 juni 1982

De Vlaamse Raad,

— gelet op de aan de Vlaamse Raad ter bespreking voorgelegde Nota-Standpunt van de Vlaamse Executieve in verband met het energiedebat;

— gelet op de door de Commissie voor economisch, tewerkstellings- en energiebeleid aangenomen tekst van de resolutieontwerpen I tot IX;

— wenst dat de Vlaamse Executieve de nodige schikkingen zou nemen om het overleg met de nationale Regering dringend voort te zetten op basis van bovengenoemde documenten.

\* \* \*

#### I. Resolutieontwerp betreffende de inzake energiebeleid te volgen globale opties

Het Parlement,

1. Meent dat een beleid van sociale vooruitgang en economische ontwikkeling niet kan worden opgevat zonder tegelijkertijd een samenhangend en duidelijk bepaald energiebeleid uit te werken dat gericht is op de groeiende welvaart van de bevolking en dat verenigbaar is met de eerbied voor en de bescherming van de mens en zijn leefmilieu, de ordening van de ruimte, het zuinig beheer van de hulpbronnen, zowel natuurlijke als financiële, en het welzijn van de komende generaties.

2. Vraagt dat alle nationale specifieke uitgaven inzake energiebeleid gegroepeerd zouden worden in een enkel begrotingspakket, ten einde een coördinatie der inspanningen terzake mogelijk te maken.

Met betrekking tot de niet-specifieke uitgaven inzake energie drukt het Parlement de wens uit dat ter gelegenheid van het opstellen van de begroting de nodige coördinatie zou worden in acht genomen.

3. Beveelt aan voortaan prioriteit te geven aan het optimaal voldoen van de vraag. Verkiest een beleid van rationeel energieverbruik boven de sectoriële belangenopties in het aanbod.

4. Vraagt de Regering en de Executieven in het kader van de te verlenen voorrang aan het rationeel gebruik van energie en energiebesparingen, de nodige maatregelen te treffen en de vereiste middelen te voorzien om de energie op meer rationele wijze te gebruiken.

5. Stelt voor de toepassing van de hernieuwbare energievormen uit te breiden.

6. Vraagt dat, aangezien de bevoorrading slechts één aspect is van het energievraagstuk, zou worden gelet en op de diversificatie van de bevoorrading en op het conversierendement, en op het juiste eindverbruik. Dit laatste behelst een optimale keuze van de dragers voor einddistributie, een beheersing van de hoeveelheden energie in het eindverbruik en een lokalisatie en regeling van de specifieke verbruiken.

In het bijzonder onderstreept het Parlement dat de Overheid de nodige maatregelen zou moeten treffen ten einde de bevoorrading van de bevolking en de ondernemingen veilig te stellen en dit in eerste instantie voor deze energiebron welke in het verleden bijzonder kwetsbaar is gebleken : de aardolie.

7. Vraagt :

a) dat de Regering de doorzichtigheid van de prijzen mogelijk maakt door de bestaande instrumenten voor prijscontrole operationeel te maken en globaal te evalueren in het Nationaal Comité voor de Energie;

b) te zorgen dat naast de kostenelementen het R.E.V. het prioritaire element wordt in de prijsmechanismen. De inspanning om een rationeel piekbeheer te bevorderen, moeten hun weerslag hebben op de prijzen. De problemen van de industrie, veroorzaakt door de energieprijshervormingen, moeten evenwichtig benaderd worden met de problemen van de kleine consument. Bij de energietarificatie moeten zowel elementen van industrieel beleid als van sociaal beleid en gezinsbeleid in acht worden genomen.

8. Recommande qu'en ce qui concerne les prévisions sur le plan de l'offre et de la demande, le Gouvernement tienne compte de toutes les options en matière de politique énergétique.

9. Souhaite que soit développée une stratégie énergétique au sein de la Communauté européenne, en respectant les spécificités de chaque état membre et qu'il soit œuvré activement dans le cadre de négociations globales mutuellement profitables entre pays producteurs et consommateurs d'énergie.

10. Demande que l'on développe en matière d'énergie une stratégie nationale répondant aux besoins des différentes régions.

11. Recommande qu'en raison des évolutions des contextes social, économique, scientifique, technologique et écologique, un débat parlementaire sur la politique énergétique du pays soit tenu au moins tous les cinq ans et que le Gouvernement présente au Parlement un rapport annuel sur l'application des diverses lois réglant les problèmes de l'énergie dans leur ensemble et les problèmes sectoriels ainsi que le fonctionnement des divers services. En outre, un débat parlementaire sera organisé chaque fois qu'une modification fondamentale interviendra dans la situation énergétique de notre pays.

12. Compte tenu du rôle social important de l'énergie et des responsabilités incombant aux pouvoirs publics en la matière, il convient d'élaborer d'urgence les réformes de structures prévues par la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

## II. Projet de résolution relative aux options en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie

Le Parlement,

1. Estime qu'une politique d'utilisation rationnelle de l'énergie au sens large, en tant qu'expression la plus importante du contrôle de la demande, doit constituer la pierre angulaire de la politique énergétique globale.

2. Recommande qu'à l'instar de ce qui se passe dans les autres pays industrialisés, on définisse en matière d'économies d'énergie des objectifs à atteindre dans les divers secteurs d'utilisation et que l'on prévoie les moyens nécessaires à la mise en œuvre d'une politique d'utilisation rationnelle de l'énergie.

3. Estime que la sensibilisation, l'encouragement fiscal et direct, la politique des prix, l'établissement de normes et le contrôle sont des instruments précieux pour obtenir des résultats sur le plan de l'utilisation rationnelle de l'énergie.

4. Préconise en conséquence une action coordonnée à laquelle les départements et les organismes existants seront associés au maximum et qui sera engagée aussi rapidement que possible dans tous les secteurs de consommation notamment dans les secteurs domestique et résidentiel, dans l'industrie, les édifices publics, les transports ainsi que dans l'agriculture et l'horticulture.

5. Souligne que l'U. R. E. peut avoir d'importantes répercussions sur l'emploi et sur le renouvellement du tissu industriel, à condition que les mesures nécessaires de valorisation soient prises à temps.

6. Souligne qu'une politique adéquate d'aménagement du territoire contribuerait sensiblement à réduire la consommation énergétique actuelle et future et à rationaliser les infrastructures de distribution.

7. Propose que parmi toutes les décisions relatives à la politique énergétique qui ont des effets environ équivalents sur le plan économique, la préférence soit donnée à l'option d'U. R. E.

8. Préconise l'instauration d'une tarification raisonnable afin de favoriser le raccordement des autoproducteurs au réseau et l'écrêtement de la consommation de pointe.

9. Souhaite que l'ensemble des efforts en matière d'U. R. E. s'inscrive dans le contexte et les structures déjà existants de la C. E. E. et de l'O. C. D. E.

10. Constate que les Régions sont compétentes pour certains aspects de la politique d'U. R. E., notamment la récupération de l'énergie et le chauffage à distance.

11. Estime que dans les limites des compétences respectives de l'Etat et des Régions, il convient de mettre en chantier, en priorité, des programmes R. et D. permettant de réaliser des économies d'énergie.

8. Beveelt de Regering aan dat, voor wat de vooruitzichten inzake vraag en aanbod betreft, rekening zou worden gehouden met alle opties inzake energiebeleid.

9. Wenst dat in de Europese Gemeenschap een energiestrategie wordt ontwikkeld met inachtneming van de eigenheden van iedere lidstaat en dat er effectief wordt gewerkt in het kader van globale onderhandelingen tussen energieproducerende en energieverbruikende landen tot wederzijds nut.

10. Vraagt dat een nationale energiestrategie wordt ontwikkeld die tegemoet komt aan de noden van de verschillende gewesten.

11. Beveelt aan wegens de evolutie van de sociale, economische, wetenschappelijke, technologische en ecologische context, ten minste om de vijf jaar een parlementair debat over het energiebeleid van het land te houden en de regering jaarlijks verslag te laten uitbrengen bij het Parlement over de toepassing van de diverse wetten die zowel de globale energie als de deelsectoren ervan regelen alsmede over de werking van de diverse diensten.

Tevens zal telkenmale als een fundamentele wijziging plaatsgrijpt in de energetische situatie voor ons land een parlementair debat plaatsgrijpen.

12. Gezien de grote maatschappelijke rol van de energie en verantwoordelijkheid van de overheid terzake moet dringend werk worden gemaakt van de structuurhervormingen in de wet van 8 augustus 1980 houdende de budgettaire voorstellen.

## II. Resolutieontwerp betreffende de opties inzake rationeel energieverbruik

Het Parlement,

1. Is van oordeel dat een beleid van Rationeel Energieverbruik in brede zin, als belangrijkste uitdrukking van de beheersing van de vraagzijde, de hoeksteen moet vormen van het totale energiebeleid.

2. Beveelt aan, in vergelijking met de overige industrielanden, streefdoelen aan te duiden voor de energiebesparing die in de diverse verbruikssectoren dienen gehaald te worden, en de middelen te voorzien die nodig zijn om R. E. V. tot ontplooiing te brengen.

3. Is van oordeel dat sensibilisatie, fiscale en directe aanmoediging, prijsbeleid, normering en controle waardevolle instrumenten zijn in het bereiken van resultaten inzake R. E. V.

4. Beveelt overeenkomstig aan dat zo spoedig mogelijk een gecoördineerde actie, met maximaal inschakelen van bestaande departementen en instellingen, in alle verbruikssectoren dient gevoerd te worden en met name in de huishoudelijke en residentiële sector, de industrie, de openbare gebouwen, het vervoer en de land- en tuinbouw.

5. Wijst erop dat R. E. V. een belangrijk effect kan teweegbrengen op tewerkstelling en de vernieuwing van het industrieel patroon mits tijdig de nodige maatregelen voor valorisatie worden genomen.

6. Wijst erop dat een aangepast beleid van ruimtelijke ordening sterk zal bijdragen tot de vermindering van het huidige en toekomstig energieverbruik en tot rationalisatie van de distributie-infrastructuur.

7. Stelt voor dat in alle beslissingen inzake energiebeleid, bij ongevveer economische gelijkwaardigheid, aan de R. E. V.-optie de voorkeur zou gegeven worden.

8. Beveelt aan een redelijke tarifiering te voorzien voor de aanschaf van de zelfproducenten op het net en de afvlakking van het piekverbruik te begunstigen.

9. Wenst het geheel van R. E. V.-inspanningen te doen kaderen in de reeds bestaande context en structuren in E. E. G.- en O. E. S. O.-verband.

10. Stelt vast dat de Gewesten voor bepaalde aspecten van het R. E. V.-beleid, onder andere de recuperatie van energie en de afstandsverwarming, bevoegd zijn.

11. Is van oordeel dat binnen de respectieve bevoegdheden van Staat en gewesten prioritair werk moet gemaakt worden van de organisatie van R & D- programma's ter besparing van energie.

### III. Projet de résolution relative aux options dans le domaine des produits pétroliers

Le Parlement,

1. Recommande une politique active d'économie et de substitution économiquement justifiées en vue d'assurer une moindre dépendance vis-à-vis du pétrole.

2. Préconise que la politique d'approvisionnement en pétrole vise à maintenir, et si nécessaire, à étendre judicieusement la diversification existant sur le plan géopolitique.

3. Préconise une politique de sécurité d'approvisionnement du pays en pétrole, qui tienne compte de l'évolution des marchés mondiaux, sans ignorer les options prises et les recommandations faites par l'A. I. E. et la C. E. E. ainsi que les possibilités offertes par la conclusion d'accords bilatéraux avec les pays producteurs.

4. Recommande l'activation de la politique actuelle en matière de stockage et préconise que le niveau des volumes stockés soit progressivement augmenté et que l'on mène une politique assurant l'approvisionnement de tous les canaux de distribution sans aucune distinction. Les stocks de crise prévus devraient être constitués, notamment dans le cadre de la Société nationale d'achat et de stockage (S. N. A. S.) prévue par la loi du 8 août 1980.

5. Préconise, conformément aux recommandations de la C. E. E., que l'utilisation des produits pétroliers soit limitée à leurs usages spécifiques et propose d'examiner par quels moyens la consommation spécifique actuelle pourrait continuer d'être réduite par des moyens de remplacement.

6. Insiste sur la nécessité d'un plan cohérent pour le secteur pétrolier, qui tienne compte de la dimension européenne, afin de pouvoir faire face à l'évolution future de la demande.

7. Insiste pour que les pouvoirs publics veillent à assurer la pleine utilisation de notre capacité de raffinage, notamment par la promotion de la construction d'un nombre suffisant d'installations de craquage d'huiles et de fractions lourdes, afin que nous puissions au moins conserver notre quote-part de produits pétroliers sur le marché européen, malgré les fluctuations des importations et des ventes, et que nos ports puissent continuer à approvisionner l'arrière-pays tant sur le plan quantitatif que qualitatif.

8. Estime que les compétences du Comité de concertation du pétrole doivent être revues, afin de permettre à celui-ci de jouer un rôle identique à celui du Comité de contrôle de l'électricité et du gaz.

9. Préconise que les prix des produits pétroliers, établis dans un souci d'authenticité et de vérité, englobent tous les éléments relatifs à l'importation, au traitement, au stockage éventuel, au transport et à la distribution jusqu'au niveau du consommateur et que, dans cette optique, les marges globales de distribution soient réparties de manière telle qu'elles constituent une indemnité économique et équitable accordée à tous les opérateurs pour les prestations qu'ils ont réellement effectuées.

10. Recommande, en relation avec l'utilisation de dérivés du pétrole dans les entreprises pétrochimiques :

- que dès la mise en service de ces entreprises, on établisse, on réalise et on rende opérationnels les plans de sécurité, de secours et d'évacuation;
- qu'on oblige les administrations publiques à organiser une campagne d'information efficace destinée à éclairer la population sur les mesures à prendre en matière de sécurité, de secours et d'évacuation.

### IV. Projet de résolution relative aux options dans le domaine du gaz naturel

Le Parlement,

1. Demande une politique d'approvisionnement en gaz naturel fondée sur une diversification suffisante sur le plan géopolitique.

2. Recommande que la poursuite de la recherche et de l'aménagement de réservoirs de stockage souterrain, qui sont éventuellement nécessaires vu les grandes différences de consommation suivant les saisons et la rigidité de certains approvisionnements, soit menée à bien en fonction d'un critère visant à minimiser le coût du m<sup>3</sup> de gaz et qu'elle soit proposée selon plusieurs hypothèses qui prendront notamment en compte :

- la politique énergétique globale;
- la production combinée de chaleur et d'électricité sous la forme de chauffage à distance;

### III. Resolutieontwerp betreffende de opties op het gebied van de aardolieprodukten

Het Parlement,

1. Beveelt een actief beleid aan van economisch verantwoorde besparingen en vervangingen om te zorgen voor een minder grote afhankelijkheid ten opzichte van aardolie.

2. Stelt voor dat het aardoliebevoorradingsbeleid erop gericht zou zijn de bestaande diversificatie op geopolitiek vlak te handhaven en zo nodig op een verantwoorde manier uit te breiden.

3. Stelt een beleid van bevoorradingszekerheid van het land in aardolie voor dat rekening houdt met de evolutie van de wereldmarkten en met de door het I. E. A. en de E. E. G. genomen opties en gedane aanbevelingen en met de mogelijkheden geboden door bilaterale akkoorden met de producerende landen.

4. Beveelt aan de activering van het huidig opslagbeleid, daarbij aanstippend dat het niveau van de opgeslagen volumes zou moeten worden opgevoerd en een beleid gevoerd waarbij de bevoorrading van alle distributiekkanalen zonder onderscheid moet gewaarborgd worden. De voorziene crisisvoorraad zou moeten worden aangelegd, onder meer langs de bij de wet van 8 augustus 1980 voorziene Nationale Aankoop en Stockage Maatschappij (N. A. S. M.).

5. Beveelt aan, conform de aanbevelingen van de E. E. G., de aanwending van de aardolieprodukten tot hun specifieke gebruik te beperken en stelt voor na te gaan op welke wijze het huidig specifiek verbruik door vervangmiddelen verder kan worden verminderd.

6. Dringt aan op een sluitend plan voor de petroleumsector met inachtnaam van de Europese dimensie, ten einde het hoofd te bieden aan de toekomstige ontwikkeling van de vraag.

7. Dringt aan opdat de overheid ervoor zou zorgen dat onze raffinagecapaciteit ten volle zou benut worden door met name het bevorderen van de bouw van voldoende krakers voor zware olieën en fracties om, niettegenstaande de veranderlijke invoer en afzet, toch ons aandeel in de Europese markt voor aardolieprodukten tenminste te behouden en om onze havens toe te laten kwantitatief en kwalitatief hun hinterland te kunnen blijven bevoorraden.

8. Meent dat de bevoegdheden van het Overlegcomité voor de Petroleum dient herzien te worden ten einde het Comité toe te laten eenzelfde rol te spelen als deze van het Controlecomité voor Elektriciteit en Gas.

9. Stelt voor dat de prijzen voor de aardolieprodukten, op basis van waarachtigheid en echtheid, alle elementen zouden bevatten van invoer, verwerking, eventuele opslag, vervoer en distributie tot bij de verbruiker waarbij de globale distributiemarges zo moeten uitgesplitst worden dat zij een economische en rechtvaardige vergoeding vormen voor alle operatoren voor hun werkelijk verrichte prestaties.

10. Beveelt bij aanwending van petroleumderivaten in de petrochemische bedrijven aan :

- de opstelling, verwezenlijking en operationeelmaking van de veiligheids-, hulp- en ontruimingsplannen, bij het starten van de bedrijven;
- een verplichte doeltreffende voorlichting door de openbare besturen tot voorlichting van de bevolking in verband met de te treffen maatregelen op veiligheids-, hulp- en ontruimingsvlak.

### IV. Resolutieontwerp betreffende de opties op het gebied van aardgas

Het Parlement,

1. Beveelt een aardgasbevoorradingsbeleid aan gesteund op een voldoende diversifiëring op geopolitiek vlak.

2. Beveelt aan dat de voortzetting inzake het onderzoek en het aanleggen van reservoirs voor de ondergrondse opslag, die eventueel noodzakelijk zijn gelet op de grote verbruiksverschillen naargelang van de seizoenen en de strakheid van sommige bevoorradingen, dient te gebeuren in functie van een maatstaf om de kosten van de m<sup>3</sup> gas te minimaliseren en voorgesteld wordt volgens verschillende hypothesen waarin inzonderheid rekening wordt gehouden met :

- het globaal energiebeleid;
- de gecombineerde productie van warmte en elektriciteit in de vorm van afstandsverwarming;

— les résultats d'application de sources d'énergie non conventionnelles et renouvelables;

— l'équilibre et la diversification entre les sources d'énergie primaire utilisées;

— tous les éléments de coût sur toute la durée de vie des installations en fonction de prévisions réalistes en matière de demande;

— la gestion économique des ressources financières et une gestion économique optimale du secteur de l'électricité;

— la disponibilité des sites d'implantation.

3. Recommande l'exécution des travaux d'infrastructure nécessaires à la réception du gaz aussi bien sous forme gazeuse que liquide, dans le respect des normes de sécurité requises.

4. Préconise, conformément aux recommandations de la C. E. E., l'utilisation du gaz naturel dans ses usages spécifiques, compte tenu des avantages que cette source d'énergie présente pour l'environnement.

5. Attire l'attention sur la possibilité de transformer le port de G. N. L. de Zeebrugge en un pôle de croissance industrielle grâce à la valorisation des frigories concrétisée par exemple par la production et le traitement de produits chimiques de base.

#### V. Projet de résolution relative aux options dans le domaine du charbon

Le Parlement,

1. Demande une réévaluation et une extension des possibilités d'utilisation du charbon ainsi qu'une reconversion vers cette matière première, lorsque cela s'avère économiquement réalisable et préconise la poursuite de la politique actuelle d'écoulement prioritaire du charbon campinois.

Ces options ne peuvent être réalisées que par la mise en œuvre des instruments et des moyens de politique adéquats, à savoir :

— une action promotionnelle des pouvoirs publics en faveur de la conversion de bassins industriels vers le charbon, favorisée par des stimulants à l'investissement et surtout par des systèmes de financement intéressants;

— la conclusion ou la reconduction de contrats écrits entre les pouvoirs publics, d'une part, et les producteurs d'électricité et de coke, d'autre part, en vue de la vente prioritaire de la production houillère des charbonnages campinois.

2. Recommande que l'infrastructure en matière d'importation et de transport de charbon demeure adaptée aux besoins du pays et des régions.

Demande l'élaboration d'une politique d'importation axée sur la sécurité d'approvisionnement en charbon importé, notamment par la passation de contrats à long terme et compte tenu de la diversification géographique nécessaire.

3. Considère que les charbonnages belges constituent une source d'approvisionnement stratégique et demande en conséquence que les dispositions nécessaires soient prises en ce qui concerne les investissements à court et à long terme et le maintien des effectifs, afin d'atteindre ce but.

4. Pour ce qui est de la production charbonnière belge, il convient de tenir compte de considérations tant sociales qu'économiques.

5. Recommande au Gouvernement et, dans la mesure de leurs compétences, aux Exécutifs régionaux de valoriser au mieux par toutes techniques appropriées, les réserves de charbon du pays, ainsi que de poursuivre l'étude programmée du sous-sol.

6. Préconise une diversification des applications du charbon et souhaite que soient encouragées la vente des technologies d'extraction et la valorisation des produits de la mine. Dans cette optique, il est indispensable de faire un effort sérieux en matière de recherche en vue d'étudier les possibilités de valorisation dans le Limbourg.

7. Souhaite que soit activés la recherche et le développement de techniques permettant de transformer le charbon en des produits plus facilement utilisables. C'est dans cette optique qu'il faut envisager l'étude de la gazéification et de la liquéfaction de combustibles solides ainsi que l'utilisation du charbon comme matière première.

8. Insiste pour que soient construites dans les zones industrielles et urbaines appropriées des centrales électriques, si possible de type combiné, alimentées par le charbon campinois et qu'une capacité de maximum 600 megawatts soit réservée au Limbourg. Ces centrales électriques doivent être construites dans le cadre de la S. A. « Kempense

— de resultaten van toepassingen van niet-conventionele en hernieuwbare energiebronnen;

— het evenwicht en de diversifiëring tussen de gebruikte primaire energiebronnen;

— alle kostenelementen over de ganse levensduur in functie van realistische vraagprovisies;

— het economisch beheer van de financiële bronnen en een optimaal economisch beheer van de elektriciteitssector;

— de beschikbaarheid der vestigingsplaatsen.

3. Beveelt de uitvoering aan van de benodigde infrastructuurwerken voor het ontvangen van gas, zowel in gasvormige als vloeibare toestand mits inachtneming van de nodige veiligheidsvoorwaarden.

4. Beveelt, conform de aanbevelingen van de E. E. G., de aanwending van aardgas voor zijn specifiek gebruik aan, rekening houdend met de milieuvoordelen van het gebruik van aardgas.

5. Wijst op de mogelijkheid om, via de valorisatie van de frigories door bijvoorbeeld de produktie en verwerking van chemische basisproducten, de L. N. G.-haven te Zeebrugge uit te bouwen als een industriële groepool.

#### V. Resolutieontwerp betreffende de opties op het gebied van de steenkolen

Het Parlement,

1. Vraagt een herwaardering en verruiming van de gebruiksmogelijkheden van steenkool en een omschakeling naar deze grondstof wanneer dit economisch haalbaar is en vraagt de bestendiging van het huidige beleid van prioritaire afzet van de Kempense steenkolen.

Deze opties kunnen waargemaakt worden mits inzet van aangepaste beleidsinstrumenten en -middelen, met meer in het bijzonder :

— een promotionele actie van de overheid ten voordele van de omschakeling naar steenkolen van industriële ketels, gekoppeld aan investeringsstimuli, en vooral aan interessante financieringsystemen;

— de invoering of vernieuwing van schriftelijke overeenkomsten tussen de overheid enerzijds en de elektriciteits- en cokesproducenten anderzijds voor de prioritaire afname van de steenkolenproductie van de Kempense mijnen.

2. Beveelt dienovereenkomstig aan dat de infrastructuur voor de invoer en het vervoer van steenkolen aan de behoeften van het land en de gewesten aangepast blijft.

Vraagt de uitbouw van een invoerpolitiek gericht op bevoorradingszekerheid van importkolen o.m. door middel van contracten op lange termijn en rekening houdend met de nodige geografische diversificatie.

3. Beschouwt de Belgische steenkolenmijnen als een strategische bevoorradingsbron en vraagt overeenkomstig dat de nodige schikkingen zouden getroffen worden voor de investeringen op korte termijn en het behoud van het personeelsbestand om dit doel te bereiken.

4. Wat de produktie van de Belgische steenkool betreft dient rekening gehouden zowel met sociale als met economische overwegingen.

5. Beveelt de Regering en, in de mate van hun bevoegdheden, de Gewestelijke Executieven aan, de steenkoolvoorraden van het land, zo goed mogelijk, door middel van elke passende techniek, te valoriseren alsook het geprogrammeerd onderzoek van de ondergrond voort te zetten.

6. Beveelt een diversifiëring aan van de toepassingen van steenkool en wenst dat de verkoop van de ontgistingstechnologieën en de valorisatie van de mijnprodukten worden aangemoedigd. In dit licht is het onontbeerlijk een ernstige onderzoeksinspanning voor studie van de valorisatie in Limburg op te zetten.

7. Wenst het onderzoek en de ontwikkeling van technieken te versnellen om steenkool in een meer bruikbare vorm te brengen. Daartoe behoort de studie van de vergassing en vloeibaarmaking van vaste brandstoffen en het gebruik van steenkool als grondstof.

8. Dringt aan op de bouw van elektriciteitscentrales voor het gebruik van Kempense steenkool, waar mogelijk van het gecombineerde type in de daartoe geschikte industriële en stedelijke zones, en waarbij tot zeshonderd megawatt voor Limburg wordt voorbehouden. Deze elektriciteitscentrales dienen binnen het kader van de N. V. K. S. te

Steenkoolmijnen ». Insiste en outre pour que le charbon campinois soit utilisé au maximum dans l'industrie.

9. Le Parlement estime que les investissements en vue du renouvellement de l'équipement de l'industrie transformatrice du charbon doivent être stimulés, notamment par la construction d'une cokerie dans le Limbourg.

10. Demande que, dans la mesure de leurs compétences respectives, le Gouvernement et les Exécutifs rendent possible l'exploitation de nouvelles concessions.

#### VI. Projet de résolution relative aux options dans le domaine de l'électricité

Le Parlement :

1. Recommande que le plan d'équipement national de production et de grand transport de l'électricité soit établi en fonction d'un critère de minimalisation du prix de revient du kWh et soit proposé selon différentes hypothèses, qui prendront notamment en compte :

- la politique énergétique globale;
- la production combinée de chaleur et d'électricité sous la forme de chauffage à distance;
- les résultats d'applications de sources d'énergie non conventionnelles et renouvelables;
- l'équilibre et la diversification entre les sources d'énergie primaire utilisées;
- tous les éléments de coût sur toute la durée de vie en fonction de prévisions réalistes en matière de demande;
- la gestion économique des ressources financières et une gestion économique optimale du secteur de l'électricité;
- la disponibilité des sites d'implantation.

2. Préconise que tant par la diversité de combustibles utilisés dans les centrales, que par un plan d'équipement du secteur élabore à terme suffisant, la sécurité d'alimentation en électricité des utilisateurs soit assurée aussi parfaitement que possible.

3. Recommande que soient toujours pris en considération à leur juste valeur et contrôlés par des organismes agréés par l'Etat, indépendants des exploitants, les effets ou risques suscités — directement ou indirectement — par les équipements installés et mis en exploitation (sécurité et santé publiques; transport et entreposage du combustible; protection de l'environnement; déchets et cendres). En outre, le contrôle des aspects nucléaires doit être confié à un organisme ou à un service public.

4. Recommande d'autoriser, le cas échéant et compte tenu des options précédentes, notamment de l'option 8 sur le charbon, l'installation de nouveaux outils de production, notamment à combustibles solides ou nucléaires.

5. Recommande une meilleure coordination entre le marché national et la région concernée en vue d'une implantation rationnelle des centrales et des couloirs électriques dans l'optique d'un aménagement efficace du territoire, de la sauvegarde de l'environnement et du respect des impératifs sociaux.

6. Préconise qu'un effort soutenu soit consenti en vue d'assurer une interconnexion aussi satisfaisante que possible de notre réseau avec les réseaux des pays limitrophes, afin d'atteindre un rapport optimum « unités de production/unités de réserves ».

7. Recommande la réalisation de programmes d'essai axés sur la récupération de chaleur à partir de centrales nucléaires à des fins de chauffage urbain, industriel et rural.

#### VII. Projet de résolution relative aux options dans le domaine de l'énergie nucléaire

Le Parlement :

1. Recommande que la décision de mise en service et le maintien en exploitation d'installations nucléaires soient subordonnés à la mise en œuvre de moyens de contrôle complets et sûrs confiés à des organismes ou services publics, tant au plan du fonctionnement des centrales que pour l'ensemble du cycle du combustible.

2. Recommande que sur le plan des coûts et du prix du kWh nucléaire, soient établies la transparence et la vérité, ce qui implique notamment que tous les éléments des coûts soient couverts, y compris les coûts de la recherche appliquée et les frais de fonctionnement liés au cycle du combustible et ceux des études sur la sécurité et sur l'environnement ainsi que du démantèlement des centrales nucléaires.

worden opgericht. Dringt verder aan op het maximale gebruik van Kempense steenkolen in de industrie.

9. Het parlement meent dat de investeringen voor de vernieuwing van de uitrusting van de steenkolenverwerkende nijverheid dienen te worden gestimuleerd ondermeer in een cokesbedrijf in Limburg.

10. Vraagt dat de Regering en de Executieven binnen hun respectieve bevoegdheden de exploitaties van nieuwe concessies zouden mogelijk maken.

#### VI. Resolutieontwerp betreffende de opties op het gebied van de elektriciteit

Het Parlement :

1. Beveelt aan dat het Nationaal uitrustingsplan van de middelen voor de produktie en het groot vervoer van elektriciteit wordt opgesteld in functie van een maatstaf om de kosten van de kWh te minimaliseren, en wordt voorgesteld volgens verschillende hypothesen waarin inzonderheid rekening wordt gehouden met :

- het globaal energiebeleid;
- de gecombineerde produktie van warmte en elektriciteit in de vorm van afstandsverwarming;
- de resultaten van toepassingen van niet-conventionele en hernieuwbare energiebronnen;
- het evenwicht en de diversifiëring tussen de gebruikte primaire energiebronnen;
- alle kostenelementen over de ganse levensduur in functie van realistische vraagprovisies;
- het economisch beheer van de financiële bronnen en een optimaal economisch beheer van de elektriciteitssector;
- de beschikbaarheid der vestigingsplaatsen.

2. Stelt voor de veiligheid van de bevoorrading van de gebruikers in elektriciteit zo goed mogelijk te waarborgen, zowel door de diversiteit van de brandstoffen in de centrales als door een uitrustingsplan van de sector, op voldoende lange termijn uitgewerkt.

3. Beveelt aan de gevolgen of de risico's — rechtstreeks of onrechtstreeks — veroorzaakt door de geïnstalleerde en geëxploiteerde installaties steeds naar waarde te schatten en ze te doen controleren door de instellingen die door de Staat erkend en los van de exploitant zijn (openbare veiligheid en volksgezondheid; vervoer en opslag van brandstof; milieubescherming; afval en as). Bovendien dient de controle van de nucleaire aspecten toevertrouwd aan een openbare instelling of dienst.

4. Beveelt aan, desgevallend en rekening houdend met de voorafgaande opties, inzonderheid met optie 8 inzake steenkool, het installeren van nieuwe produktiemiddelen, inzonderheid op basis van vaste of nucleaire brandstoffen, toe te laten.

5. Beveelt een betere coördinatie tussen de nationale markt en het betrokken gewest aan met het oog op een rationele inplanting van de elektrische centrales en gangen met als doel de goede ordening van de ruimte, de waardering van het milieu en de sociale verantwoording.

6. Stelt voor dat een aanhoudende inspanning moet worden gedaan om te zorgen voor een zo goed mogelijke interconnectie van ons net met de netten van de aangrenzende landen om een optimale verhouding « produktieëenheden/reserveëenheden » te bekomen.

7. Beveelt de verwezenlijking aan van proefprogramma's voor de terugwinning van warmte vanaf de elektrische centrales voor verwarmingsdoeleinden op stedelijk, industrieel en landbouwgebied.

#### VII. Resolutieontwerp betreffende de opties op het gebied van de kernenergie

Het Parlement :

1. Beveelt aan dat de beslissing tot indienststelling en het in exploitatie houden van kerninstallaties ondergeschikt is aan het in voege brengen van volledige en zekere controlemiddelen toevertrouwd aan openbare instellingen of diensten, zowel op het vlak van de werking van de centrales als op dat van de hele splijtstofcyclus.

2. Beveelt aan dat op het vlak van de kosten en de prijs van de nucleaire kWh, de doorzichtigheid en echtheid zouden worden bewerkstelligd, wat inzonderheid inhoudt dat alle kostenelementen zouden gedekt zijn, inclusief deze van het toegepast onderzoek en van de werkingskosten verbonden aan de splijtstofcyclus, de veiligheids- en milieustudies en de ontmanteling van kerncentrales.

3. Estime que la Belgique doit valoriser les investissements qui ont été effectués sur le sol national dans le domaine du retraitement, et se prononce en faveur du redémarrage de l'usine de retraitement Eurochemic, dans les limites de la capacité prévue.

Pour le pourcentage restant, et en attendant de nouvelles infrastructures de traitement mieux adaptées à la production intérieure, le Parlement estime que le retraitement ne pourra se faire que dans des installations étrangères.

Il n'empêche que le pays doit prévoir des sites susceptibles de recevoir les produits issus du retraitement; ces sites à hauts risques devront être soumis à des normes de sécurité très sévères et à une surveillance efficace.

4. Le Parlement recommande que la société mixte des matières fissiles prévue par la loi du 8 août 1980 soit créée et que l'organisme public de transport et de stockage des déchets radioactifs, prévu par la même loi, soit rendu opérationnel.

5. Le Parlement insiste sur la nécessité :

- d'établir et de réaliser dans les délais requis les plans de sécurité, de secours et d'évacuation;
- d'obliger les administrations publiques à organiser une information efficace à l'intention de la population.

6. Le Parlement rejette la construction de surrégénérateurs à l'heure actuelle mais plaide en faveur d'un effort de recherche limité en la matière.

Lors de la mise en service des surrégénérateurs, leur coût doit être récupéré par imputation sur le kWh.

#### VIII. Projet de résolution relative aux options dans le domaine des énergies non conventionnelles et renouvelables

Le Parlement,

1. Recommande que, parallèlement à la mise en œuvre d'une politique d'utilisation rationnelle de l'énergie, on leve en particulier les obstacles d'ordres administratif, financier ou légal qui s'opposent à l'encouragement de l'emploi de ces sources d'énergie.

2. Suggère que les régions veillent à ce que :

- parallèlement à la politique de l'U.R.E., les moyens nécessaires soient mis en œuvre, afin que les formes d'énergie non conventionnelles et renouvelables couvrent dans des conditions économiques une partie importante de la consommation énergétique d'ici la fin de ce siècle;
- la valorisation des déchets soit encouragée et ce, lorsque cela se justifie, de manière intégrée avec le développement de systèmes de production d'énergie;
- dans le cadre de la diversification, la gazéification et la liquéfaction des combustibles solides et des déchets ainsi que l'utilisation d'hydrogène comme vecteur énergétique soient mises en œuvre;
- les procédés de récupération de l'énergie, notamment par la valorisation des terrils, soit encouragée;
- les travaux de prospection du sous-sol de la Belgique soient poursuivis afin que soient mises en exploitation toutes ressources énergétiques, si des possibilités d'utilisation rentable existent.

#### IX. Projet de résolution relative aux options dans le domaine de la recherche et du développement

Le Parlement,

1. Recommande que l'effort de diversification entrepris se poursuive pour tous les sous-secteurs importants de la politique énergétique en collaboration étroite avec les divers organismes et services compétents.

2. Préconise qu'une attention particulière soit accordée à la valorisation et à la transposition industrielle des résultats de la recherche scientifique et technologique et que les actions de développement de matériel énergétique soient intégrées dans une politique orientée vers des marchés nouveaux et des techniques avancées.

3. Recommande qu'en exécution du point 2 ci-dessus, les activités des centres actuels soient étendues à l'octroi de services et de travaux sous contrat au profit de l'industrie et de programmes d'impulsion, de prototypes, de syndicats d'étude et d'autres missions publiques, et ce, tant sur le plan de l'énergie que sur celui de la rénovation industrielle. La participation des régions doit être garantie.

4. Désire maintenir les engagements internationaux pris en matière de recherche et développement des réacteurs surrégénérateurs et des techniques de fusion thermonucléaire, dans les limites des crédits budgétaires.

3. Meent dat België de investeringen die op nationaal grondgebied op het gebied van opwerking werden gedaan, moet valoriseren en spreekt zich uit ten gunste van het opnieuw op gang brengen van de opwerkingsfabriek Eurochemic aangepast aan de geplande capaciteit.

Voor de resterende hoeveelheid en in afwachting van nieuwe, meer aan de binnenlandse productie aangepaste verwerkingsinfrastructuren, meent het Parlement dat de opwerking slechts kan gebeuren in buitenlandse installaties.

Dit neemt niet weg dat het land voorziet in terreinen die de producten afkomstig van de opwerking kunnen opvangen; deze terreinen met een hoog risico, zullen moeten onderworpen zijn aan zeer strenge veiligheidsnormen en aan een doeltreffend toezicht.

4. Het Parlement beveelt aan de oprichting van de gemengde maatschappij voor de splijtstof voorzien bij de wet van 8 augustus 1980 en het operationeel maken van het overheidsorganisme voor vervoer en opslag van radioactieve afvalstoffen eveneens voorzien bij de wet van 8 augustus 1980.

5. Het Parlement dringt aan op :

- de opstelling en de verwezenlijking binnen de nodige termijnen, van de veiligheids-, hulp- en ontruimingsplannen;
- een verplichte doeltreffende voorlichting van de bevolking door de openbare besturen.

6. Het Parlement verworpt het bouwen van kweekreactoren nu, maar pleit voor een beperkte onderzoeksinspanning ter zake.

Bij het operationeel worden van kweekreactoren dienen de kosten daarvan te worden verhaald door toerekening op de kWh.

#### VIII. Resolutieontwerp betreffende de opties op het gebied van de niet-conventionele en hernieuwbare energievormen

Het Parlement :

1. Beveelt aan, parallel met het R.E.V.-beleid, inzonderheid de hindernissen van administratieve, financiële of wettelijke aard te doen verdwijnen die de aanmoediging van het gebruik van deze energiebronnen verhinderen.

2. Suggereert dat de gewesten de nodige aandacht zouden opbrengen :

- om, parallel met het R.E.V.-beleid, eveneens de nodige middelen aan te wenden opdat de niet-conventionele en hernieuwbare energievormen op economische wijze een aanzienlijk deel van het energieverbruik tegen het einde van deze eeuw zouden dekken;
- om de valorisatie van afval aan te moedigen en dit, wanneer het verantwoord is, op geïntegreerde wijze te laten gebeuren met de ontwikkeling van systemen voor energieproductie;
- om, in het kader van de diversifiëring, de vergassing en de vloeibaarmaking van de vaste brandstoffen en het afval evenals het gebruik van waterstof als energievectoren na te streven;
- om de procédés voor de terugwinning van energie, met name door de valorisatie van de steenbergen aan te moedigen;
- om de werken van onderzoek van de Belgische ondergrond voort te laten zetten om elke energiebron in exploitatie te nemen waarvoor rendabele gebruiksmogelijkheden bestaan.

#### IX. Resolutieontwerp betreffende de opties op het gebied van onderzoek en ontwikkeling

Het Parlement :

1. Beveelt aan de ondernomen diversifiëeringsinspanning voor alle belangrijke subsectoren van het energiebeleid voort te zetten in nauwe samenwerking tussen de diverse bevoegde instellingen en diensten.

2. Beveelt aan bijzondere aandacht te besteden aan de valorisatie en de industriële transpositie van de resultaten van het wetenschappelijk en technologisch onderzoek, en de acties van ontwikkeling van energiematerieel te integreren in een beleid gericht naar nieuwe markten en gevorderde technieken.

3. Beveelt aan in uitvoering van voorgaand punt 2 de werking van de huidige centra te verruimen tot dienstverlening en contractwerk ten behoeve van de industrie en impulsprogramma's, prototypen, studiesyndicaten en andere overheidstaken, dit zowel op het vlak van energie als van industriële vernieuwing. De inspraak van de Gewesten dient gewaarborgd.

4. Wenst de internationale verbintenissen genomen inzake onderzoek en ontwikkeling van de kweekreactoren en de thermonucleaire fusietechnieken te handhaven binnen de perken van de budgettaire kredieten.



## ANNEXE XI

### Résolution adoptée par le Conseil régional wallon en sa séance publique du 4 juin 1982

Le Conseil régional wallon :

1<sup>o</sup> acte que les économies et l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que la valorisation des ressources régionales doivent être l'axe prioritaire de la nouvelle politique énergétique;

2<sup>o</sup> se réjouit de la volonté du Gouvernement national de poursuivre la production d'électricité au départ du charbon; cependant, les unités correspondant à une capacité totale de 600 MW devraient être prévues en production combinée de chaleur et d'électricité pour autant qu'elles soient économiquement rentables;

3<sup>o</sup> propose que cette capacité soit installée en Wallonie après discussion avec l'Exécutif régional wallon et ne peut en aucun cas admettre que les nouvelles centrales au charbon devraient être construites exclusivement au Limbourg;

4<sup>o</sup> estime que, vu la qualité de ses produits, le charbonnage du Roton à Farciennes doit poursuivre son activité dans un programme correspondant aux réserves exploitables du gisement et parallèlement au développement des activités de diversification;

5<sup>o</sup> exige un rééquilibrage des moyens financiers mis à la disposition des centres de recherche nationaux (I.N.I.E.X., I.R.E., C.E.N.);

6<sup>o</sup> demande qu'aucune autorisation d'installation de nouveaux outils de production d'électricité nucléaire ou classique ne soit accordée qu'en concertation avec les Exécutifs régionaux;

7<sup>o</sup> demande la mise en œuvre de moyens de contrôle complet et sûr, confiés à des organismes relevant de l'autorité publique; de plus l'organisme de contrôle doit, dans sa composition, refléter largement les préoccupations des autorités politiques concernées à tous niveaux, y compris le plan local;

8<sup>o</sup> souhaite la mise en place d'un fonds de démantèlement des installations nucléaires à constituer au sein des entreprises de production sans entraîner la création d'une nouvelle structure ou d'un nouvel organisme;

9<sup>o</sup> recommande au Gouvernement de mettre à l'étude la valorisation des investissements qui ont été effectués sur le sol national dans le domaine du retraitement, ainsi que l'opportunité du redémarrage de l'usine de retraitement;

10<sup>o</sup> demande que les retombées économiques des travaux d'infrastructure destinés à la réception du gaz importé s'effectuent en veillant à l'équilibre entre les régions;

11<sup>o</sup> demande que les programmes de recherche et développement financés par l'Autorité nationale et relevant de la compétence des régions soient exécutés sous l'Autorité des Exécutifs régionaux;

12<sup>o</sup> recommande d'étudier les divers aspects des engagements internationaux en matière de recherche et développement des réacteurs surrégénérateurs et des techniques de fusion thermonucléaire, dans les limites des crédits budgétaires y compris les retombées régionales;

13<sup>o</sup> demande que l'Exécutif régional wallon soit associé à la politique d'implantation de cokeries ainsi qu'au développement d'activités industrielles ou de recherches situées en aval de cokeries. Cette politique doit tenir compte de capacités de production d'acier et de la nécessité de maintenir des cokeries à proximité de zones sidérurgiques et des zones carbochimiques;

14<sup>o</sup> charge l'Exécutif régional wallon de défendre les points repris ci-dessus et de présenter un premier rapport avant la fin de la session parlementaire 1981-1982.

## BIJLAGE XI

### Resolutie aangenomen door de Waalse Gewestraad tijdens zijn vergadering van 4 juni 1982

De Waalse Gewestraad :

1<sup>o</sup> neemt ervan akte dat energiebesparing en rationeel energieverbruik, alsmede valorisatie van gewestelijke energiebronnen de spil van het nieuwe energiebeleid moeten zijn;

2<sup>o</sup> verheugt zich over het voornemen van de nationale regering om de winning van energie uit steenkool verder te ontwikkelen; er moeten echter centrales met een totaal vermogen van 600 MW in gebruik worden genomen voor de gecombineerde productie van warmte en elektriciteit, voor zover die economisch gezien rentabel zijn;

3<sup>o</sup> stelt voor dat die centrales, na overleg met de Waalse Gewestelijke Executieve, in Wallonië worden gevestigd; kan in geen geval aanvaarden dat de nieuwe steenkoolcentrales uitsluitend in Limburg moeten worden gebouwd;

4<sup>o</sup> is van oordeel dat de steenkolenmijn Le Roton te Farciennes, gelet op de kwaliteit van de produkten en de ontginbare reserves, verder in bedrijf moet blijven en tegelijk aan diversifiëring moet gaan doen;

5<sup>o</sup> eist dat de financiële middelen die ter beschikking van de nationale onderzoekscentra (N.I.E.B., I.R.E., S.C.K.) staan, evenwichtiger worden verdeeld;

6<sup>o</sup> vraagt dat zonder overleg met de Gewestelijke Executieven geen vergunningen worden verleend voor de installatie van nieuwe uitrusting voor de productie van elektriciteit, hetzij uit kernenergie, hetzij volgens het klassieke procédé;

7<sup>o</sup> eist dat een volledige en betrouwbare controleapparatuur wordt aangebracht, die wordt bediend door instellingen die onder de overheid ressorteren; bovendien moet uit de samenstelling van het controleorgaan terdege blijken dat de betrokken overheden op alle niveaus, ook op het lokale vlak, met de controle begaan zijn;

8<sup>o</sup> wenst dat een fonds wordt opgericht voor de ontmanteling van de kerncentrales; dat fonds moet opgericht worden binnen de bestaande productieondernemingen zonder dat een nieuwe structuur of een nieuwe instelling wordt opgericht;

9<sup>o</sup> beveelt de Regering aan een studie te laten maken over de valorisatie van de investeringen die binnen de nationale grenzen inzake opwerking zijn verricht en over de wenselijkheid om de opwerkingsfabriek weer in gebruik te nemen;

10<sup>o</sup> vraagt dat de economische voordelen van infrastructuurwerken die bestemd zijn voor de aanvoer van buitenlands aardgas op een evenwichtige manier over de Gewesten worden verdeeld;

11<sup>o</sup> vraagt dat de door de nationale overheid gefinancierde en onder de bevoegdheid van de Gewesten ressorterende spoorwerk- en ontwikkelingsprogramma's onder het gezag van de Gewestelijke Executieven zouden worden uitgevoerd;

12<sup>o</sup> beveelt aan na te gaan of het opportuun is om de internationale verbintenissen inzake onderzoek en ontwikkeling van kweekreactoren en betreffende de technieken op het stuk van thermonucléaire fusie binnen de door de begrotingskredieten opgelegde perken te houden.

13<sup>o</sup> vraagt dat de Waalse Gewestelijke Executieve betrokken wordt bij het beleid betreffende de bouw van cokesfabrieken alsmede bij industriële projecten of vorsingsactiviteiten in verband met die cokesfabrieken; dat beleid dient rekening te houden met de staalproductiecapaciteit en met de noodzakelijkheid om de cokesfabrieken te handhaven in de nabijheid van zones met staalfabrieken en zones met carbochemische bedrijven;

14<sup>o</sup> belast de Waalse Gewestelijke Executieve ermede bovenstaande punten te verdedigen en vóór het einde van de parlementaire zitting 1981-1982 een eerste verslag uit te brengen.



[The text in this block is extremely faint and illegible due to the quality of the scan. It appears to be a multi-paragraph document with various lines of text.]